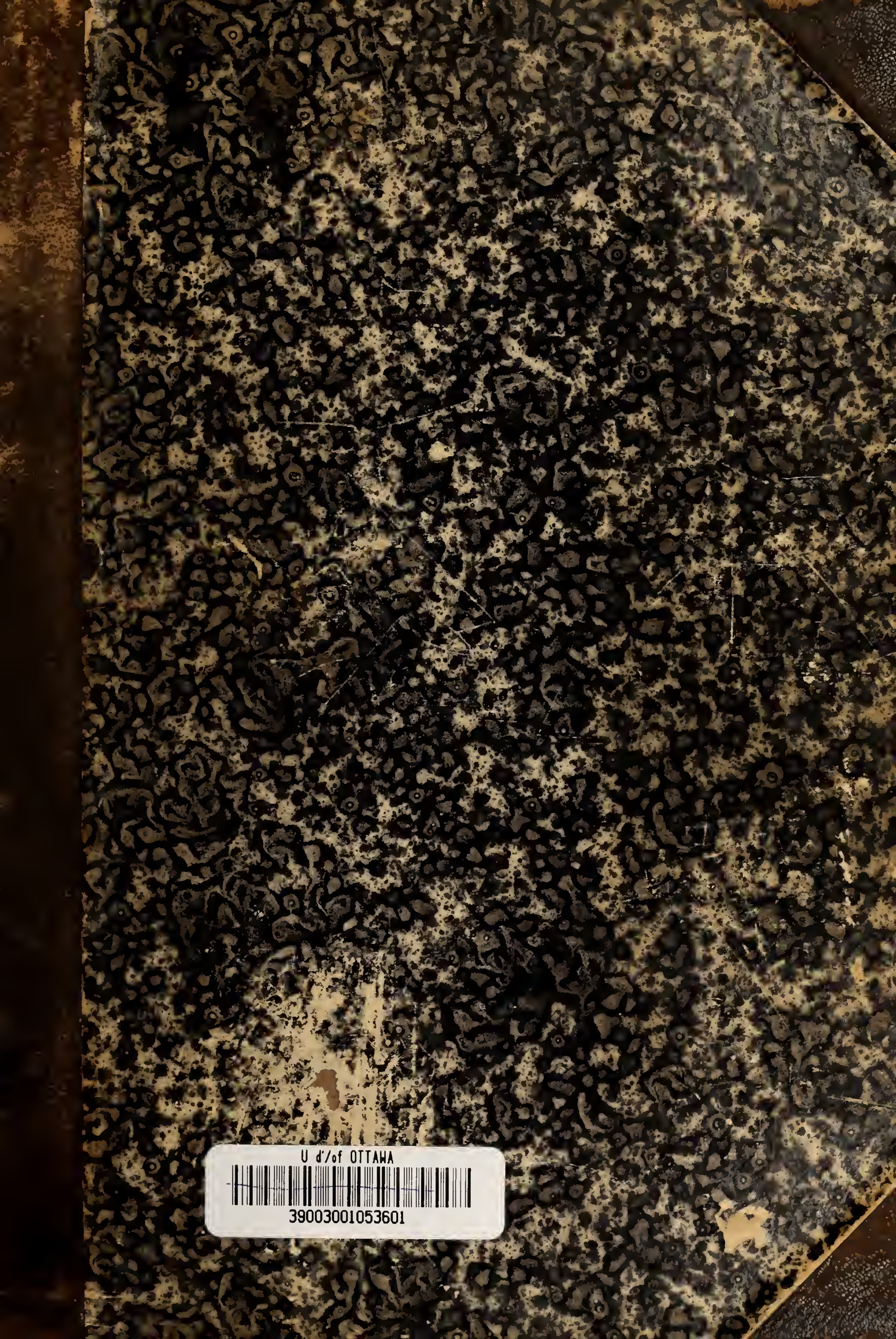
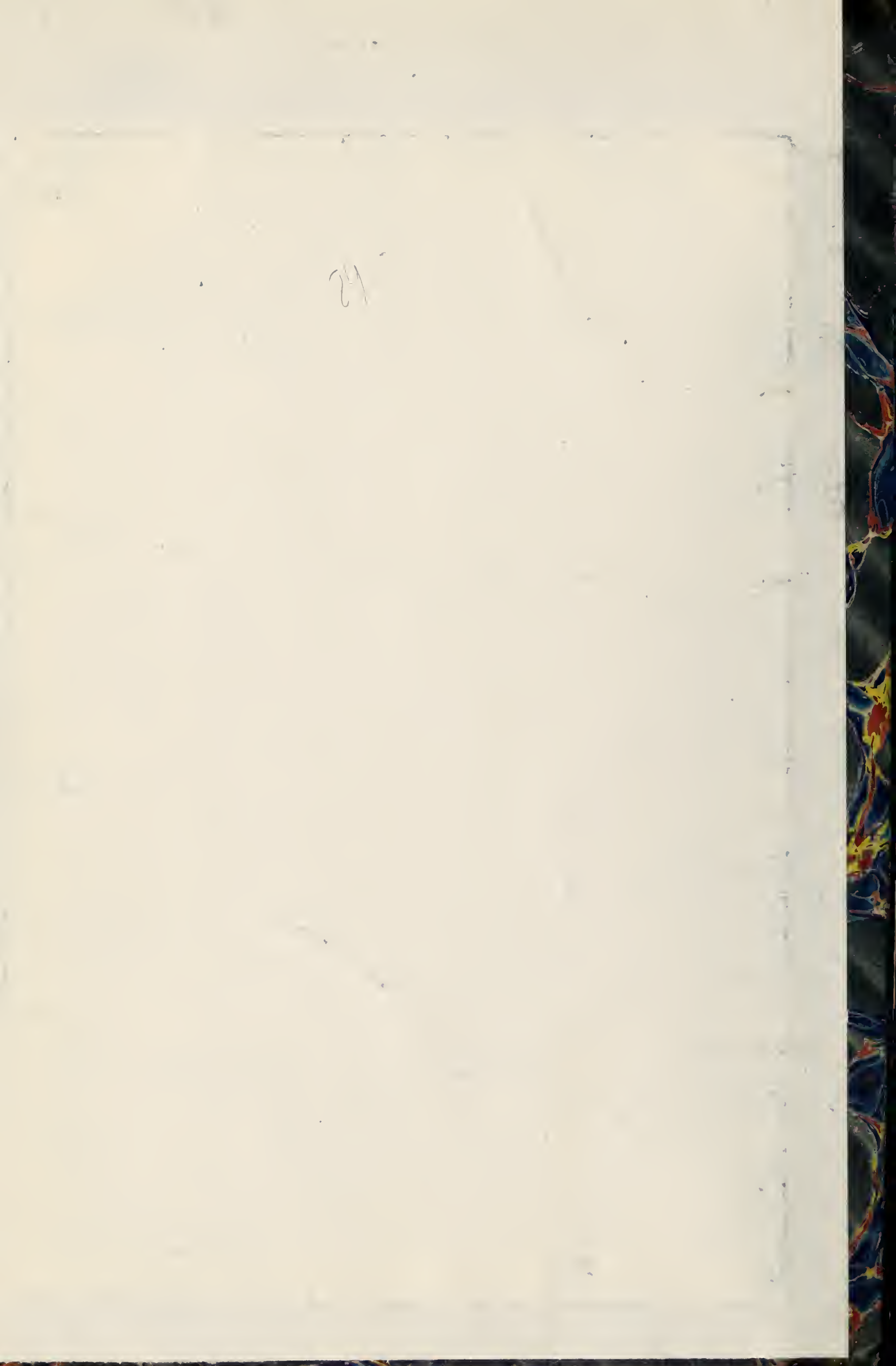
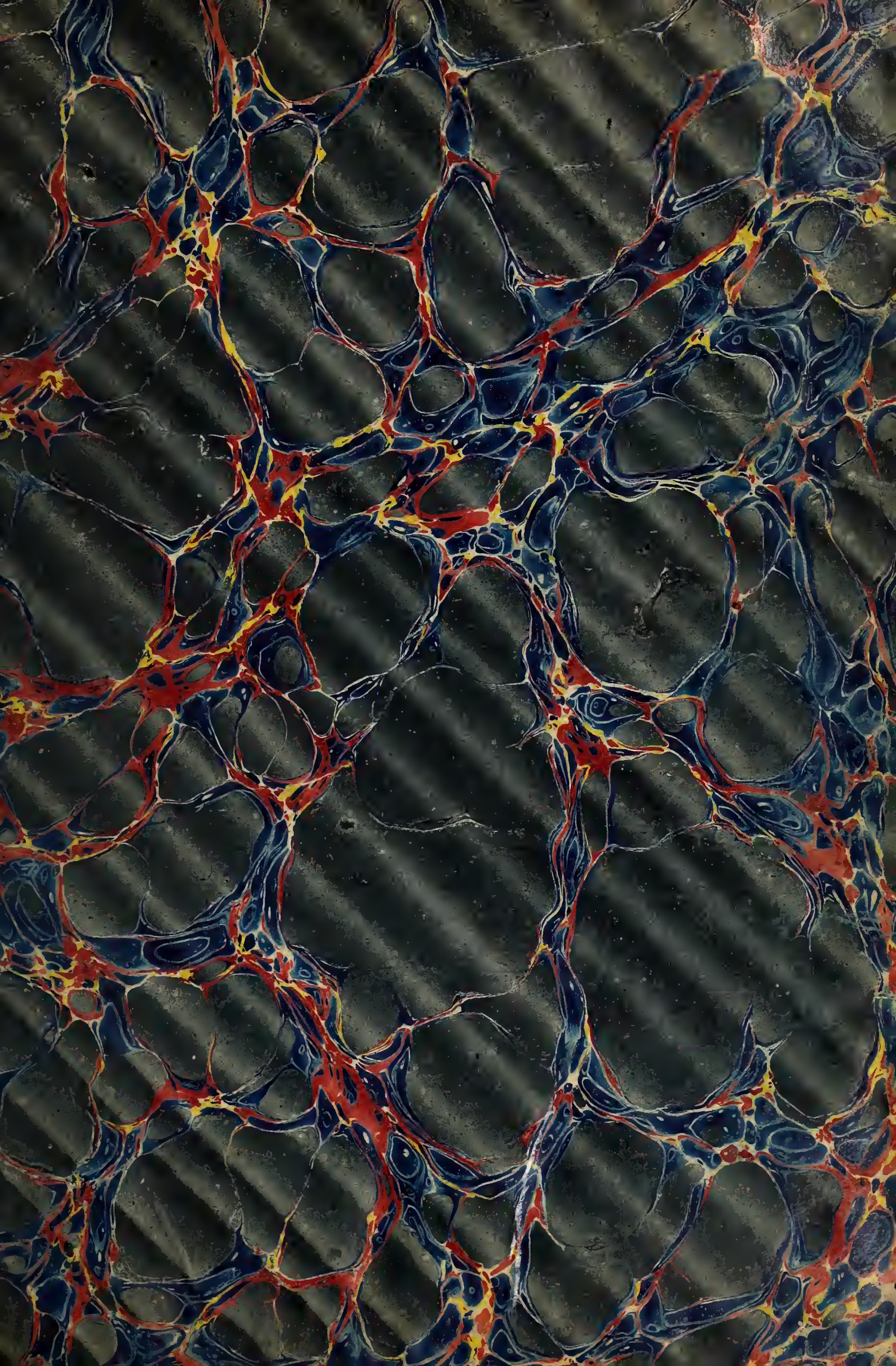


U d'/of OTTAWA
39003001053601



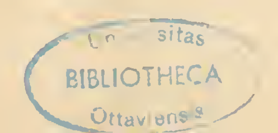


HISTOIRE POPULAIRE

DE

LA FRANCE

TOME QUATRIÈME





IMPRIMERIE GÉNÉRALE
A. LAHURE
9, RUE DE FLEURUS, 9
PARIS

HISTOIRE POPULAIRE

DE

LA FRANCE

TOME QUATRIÈME

ILLUSTRÉ DE 544 VIGNETTES

NOUVELLE ÉDITION





PARIS

LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

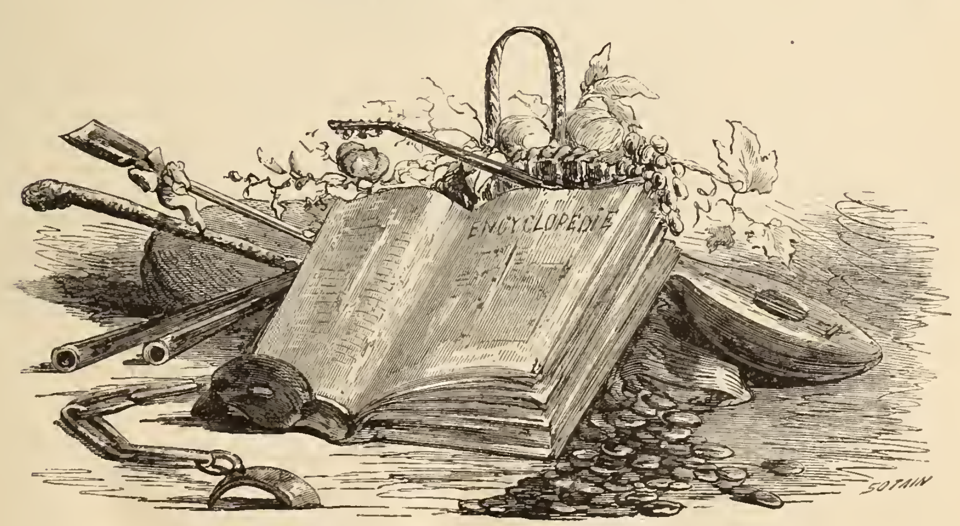
1882



HISTOIRE POPULAIRE DE LA FRANCE.

CHAPITRE LXVIII

CAUSES POLITIQUES ET SOCIALES DE LA RÉVOLUTION. — ÉTAT DE LA FRANCE A LA FIN DU RÈGNE DE LOUIS XV



§ 1. ÉTAT POLITIQUE, ADMINISTRATION, JUSTICE.

Il y a dans le dix-huitième siècle autre chose que le tableau des guerres malheureuses et du gouvernement honteux de la France, c'est celui du mouvement qui emportait les esprits. Jamais on ne vit une curiosité aussi

vive de toutes choses, une audace aussi grande à s'aventurer hors des sentiers battus. Longtemps on s'était consolé d'un abus par une épigramme et d'une iniquité par une chanson. « Ils chantent, donc ils payeront, » disait Mazarin. Mais déjà l'on chantait moins; l'esprit devenait plus sérieux, partant plus redoutable. La royauté se dégradait comme à plaisir. Les nobles « semblaient tout au plus les mânes de leurs ancêtres. » Le mot est d'un ennemi de la Révolution, de Rivarol. Ils ne savaient même plus nous donner de généraux. Nos meilleurs chefs d'armée, au dix-huitième siècle, le maréchal de Saxe et le comte de Lowendal, n'étaient pas Français; le comte de Saint-Germain, qui servit tant à l'étranger, l'était à peine; le duc de Broglie était d'une famille originaire du Piémont, naturalisée au siècle précédent. Gribeauval, le réformateur de notre artillerie, entré comme volontaire dans le Royal-artillerie, en 1732, resta dix-sept ans officier pointeur; et c'est au service de l'Autriche, dans la guerre de Sept ans, qu'il gagna sa réputation. En face de cette royauté, de cette noblesse dégénérée, et d'un clergé où ne se trouvaient ni Bossuets, ni Fénelons, on interrogeait les droits, on étudiait les titres de ces puissances jadis si respectées. Il y avait une disproportion prodigieuse entre la culture, le progrès des esprits qui s'était transformés depuis un siècle; et l'organisation de la société qui n'avait pas changé et se trouvait fort en arrière.

L'œuvre principale de la royauté, dans la société moderne, avait été de fonder l'unité de territoire et l'unité de commandement, en renversant la féodalité qui faisait de chaque fief un État et qui donnait mille chefs à chacune des nations européennes. Cette lutte, commencée en France au douzième siècle, avait été achevée, au dix-septième, par Richelieu et Louis XIV. Mais la féodalité vaincue laissait le sol couvert de ses débris. Partout pour les personnes et pour les choses existaient les plus choquantes inégalités, la plus étrange confusion.

La constitution n'étant point écrite; tout reposait sur des usages et n'avait qu'une valeur d'opinion, variable par conséquent comme l'opinion même, et qui avait sans cesse varié. La royauté était, en théorie, un pouvoir absolu. Un jour, dit Saint-Simon, le maréchal de Villeroy montrant à Louis XV, du haut de la terrasse des Tuileries, le jardin rempli d'une foule pressée, lui disait : « Voyez, mon maître, voyez tout ce peuple, cette affluence, tout cela est à vous. » Cependant la théorie n'était point toujours appliquée; car des intérêts nombreux et puissants, des traditions, des précédents qu'on érigeait en lois fondamentales, lui faisaient obstacle; de sorte que le droit de personne n'étant nettement défini et les mœurs politiques manquant plus encore que les institutions, tous s'efforçaient d'empiéter sur le domaine de chacun et nul ne se tenait à sa place. Les ministres mettaient au besoin la main sur la justice, comme les parlements sur la loi, pour faire violence à l'une et à l'autre. Un édit royal n'était exécutoire qu'après avoir été *enregistré* aux parlements; mais le conseil d'État rendait des *arrêts en commandement* qui se passaient de cette formalité. Le clergé et la noblesse avaient des tribunaux; le tiers état des fonctions publiques, qu'il avait achetées espèces sonnantes; et, pour le plus grand nombre des charges, le roi était dépouillé d'une de ses plus importantes prérogatives, du droit d'appeler les plus capables et les meilleurs au service de l'État. Le parlement donna, dans son arrêté du 3 mai 1788, une déclaration des principes fondamentaux de la monarchie. Il est inutile d'ajouter que cette déclaration ne répondait nullement à la réalité des choses. Lally-Tollendal démontra au contraire, le 15 juin 1789, dans la chambre de la noblesse, que « la France n'avait nulle loi générale, positive, écrite... qui définît tous les pouvoirs. »

Il y avait six ministres : le chancelier chef de la justice, mais qui n'avait plus guère qu'un titre quand il n'avait pas les sceaux; le contrôleur général des finances et les quatre secrétaires d'État de la maison du roi, de la guerre, de la marine et des affaires étrangères. Ces ministères offraient le plus singulier enchevêtrement d'attributions, et ils se partageaient encore géographiquement le royaume. Ainsi les gouverneurs et lieutenants généraux des provinces ne relevaient pas du ministre de la guerre, mais les postes relevaient de lui, ainsi que le Dauphiné et tous les pays conquis depuis 1552. Le ministre de la marine était en même temps ministre du commerce maritime, et les consulats, la chambre de commerce de Marseille, étaient dans sa dépendance. Le ministre des affaires étrangères réglait les pensions et administrait les provinces de Guyenne, Normandie, Champagne, Berry, etc. Le ministre de la maison du roi avait les affaires ecclésiastiques et les lettres de cachet, le Languedoc, Paris, la Provence, la Bretagne, la Navarre, etc.; le contrôleur général avait les ponts et chaussées, les hôpitaux, les prisons, les épidémies, le commerce de terre et l'agriculture. Étrange association de choses dissemblables, qu'on devait au hasard et non à une distribution méthodique, et qui étouffait tout progrès sous l'empire de l'ignorance et de la routine. Cependant l'unité se trouvait un moment, tous les quinze jours, dans le *conseil des dépêches* auquel le roi, avec tous ses ministres, assistait et où les décisions importantes étaient prises. Malheureusement cette unité n'était le plus souvent que celle du caprice et de l'arbitraire.

Pour les divisions administratives, il y en avait autant que d'administrations différentes. Les circonscriptions des 34 intendances, des 25 généralités; des 40 gouvernements ou provinces, des 135 archevêchés et évêchés ou diocèses; des 17 parlements et conseils souverains, ou ressorts; des 22 universités, etc.. ne s'accordaient nullement entre elles. Le Clermontois (Dun, Stenay, Jametz et Clermont en Argonne), donné au duc d'Enghien après Rocroy, était encore administré directement par la maison de Condé, qui en percevait pour elle-même les revenus. Nous nous plaignons aujourd'hui, et avec raison, des abus de la centralisation. Mais qu'on se figure les résultats, dans les affaires journalières, de l'enchevêtrement de toutes ces circonscriptions différentes, opposées même selon les intérêts. Si la simplicité abrége et facilite tout, à quelles pertes de temps et d'efforts on était alors exposé!

Un des plus déplorables principes de l'administration était de battre monnaie en créant des places inutiles qui grevaient le public. « Pontchartrain, dit Saint-Simon, fournit en huit ans 150 millions avec du parchemin et de la cire. » Il avait créé des *jurés crieurs héréditaires d'enterrements*, *des essayeurs de bières de Paris*, des *contrôleurs des perruques*, et mille offices semblables. Cet abus avait un autre et singulier effet : le nombre des titulaires dépassant de beaucoup les besoins du service, ces officiers ne servaient qu'à tour de

rôle. Ainsi dans le grenier à sel de Paris (tribunal pour les faits de gabelle) les titulaires alternaient d'année en année; les greffiers ne faisaient même leur office qu'un an sur trois. Cela rappelle sous l'empire romain les magistrats, consuls, prêteurs, etc., devenus si nombreux depuis que le consulat et la préture n'étaient plus rien. Forbonnais a calculé qu'en 1664 il y avait déjà 45780 officiers de justice et de finance, dont les places étaient estimées 420 millions, qui vaudraient aujourd'hui plus d'un milliard.

Treize parlements et quatre conseils provinciaux prononçaient souverainement au civil et au criminel; plus de 200 bailliages ou sénéchaussées jugeaient en première instance. On avait le ministère public que les anciens ne connaissaient pas, mais on n'avait point le juge de paix, que la Révolution a institué. Les ressorts de ces parlements étaient très-inégaux. Celui du parlement de Paris couvrait les deux cinquièmes de la France. En outre, il existait des tribunaux de l'armée et du commerce, des seigneurs et de l'Église. Ceux des villes n'avaient qu'une juridiction de police locale. Cependant le sénat de Strasbourg jugeait à mort. Quant aux juges *spirituels* des *officialités*, ils pouvaient prononcer la prison perpétuelle, et quelquefois le haut seigneur justicier, afin de prouver son droit, « faisait pendre un homme qui méritait le bannissement. » (La Bruyère, *la ville.*) Dans l'Ile-de-France et à Paris même, d'après la statistique dressée en 1698 pour le duc de Bourgogne, une multitude de fiefs avaient encore droit de justice : à plus forte raison ces sortes de fiefs étaient-ils nombreux dans les provinces. Les chambres des comptes, les cours des aides et la cour des monnaies jugeaient les procès relatifs aux impôts, aux monnaies et aux matières d'or et d'argent. Le grand Conseil, les requêtes de l'Hôtel, le tribunal de l'Université de Paris, les capitaineries royales, etc., avaient une juridiction particulière. Certaines personnes ne pouvaient être jugées que par certains tribunaux.

La loi civile consacrait bien des injustices; mais la loi pénale commandait les tortures avant le jugement, et prodiguait, avec un effrayante facilité, les mutilations, la mort et les supplices les plus atroces, sans accorder à l'accusé un défenseur qui plaidât pour lui, sans permettre un débat contradictoire, sans même exiger du juge qu'il motivât son jugement. L'avocat ne pouvait présenter que des observations écrites. Loysel, dans son traité des *Justices de village*, avoue qu'il rougit pour la France de la manière dont les tribunaux de provinces fonctionnent; il n'ose rapporter, dit-il, tout ce qu'il a vu d'inique et de scandaleux. L'appel existait bien, mais pour le pauvre il était illusoire; pour le riche, c'était la ruine.

La corde et la roue fonctionnaient souvent dans ce bon temps et personne ne pouvait être assuré de ne point passer par l'une ou par l'autre. Ce que nous punissons comme un délit emportait alors bien souvent le dernier supplice. En 1731, une chanteuse, nommée la Pélissier, avait quitté son amant Du Lis pour un violoniste appelé Francœur. Du Lis voulut se venger et chargea un certain Joinville d'administrer quelques coups de bâton à son heureux rival. La correspondance fut saisie et Joinville roué vif.

En 1762 un garde du corps est trouvé dans un corridor du château, blessé, son épée cassée. Il avait voulu faire croire qu'il avait défendu le roi contre des hommes qui avaient essayé d'entrer. La fable est découverte, le garde voulait obtenir une pension. Il fut rompu vif pour cette fausse alarme. Et rien n'était plus cruel que ce supplice. On étendait le condamné les jambes et les bras écartés sur une croix de Saint-André. Le bourreau lui brisait à coups de barre de fer les bras, les cuisses, les jambes et la poitrine. On l'attachait ensuite sur une petite roue de carrosse suspendue en l'air par un poteau. On ramenait les jambes et les bras brisés derrière le dos, et on tournait la face du supplicié vers le ciel, afin qu'il expirât en cet état. Le 13 décembre 1742, un nommé Desmoulins resta vingt-deux heures sur la roue sans pouvoir mourir. On alla enfin demander aux juges la permission de l'étrangler. En 1766, un jeune homme de 19 ans, le chevalier de la Barre, fut condamné, même sans preuves, à être brûlé vif, après avoir eu la langue et le poing coupés, pour une croix de bois brisée sur le pont d'Abbeville ; quatre autres condamnés à la même peine échappèrent par la fuite. Appel fut porté au parlement, qui crut accorder une faveur en accordant que la Barre serait décapité.

La procédure lente, compliquée, poursuivie dans les ténèbres et le silence, cherchait moins la vérité qu'un coupable; et, considérant d'avance le prévenu comme un condamné, frappait quelquefois l'innocent. En 1760, Montbailly fut roué à Saint-Omer pour un crime dont le conseil supérieur d'Artois et la France entière le déclarèrent trois mois après non coupable. C'était en vain que Voltaire avait fait retentir la France et l'Europe de ses éloquentes protestations contre de déplorables erreurs judiciaires, en vain qu'il avait sauvé Calas, accusé d'avoir tué son fils, qui s'était tué lui-même; en vain que le livre de Beccaria avait montré les vrais principes de la législation criminelle, et que des arrêts de cassation chaque jour plus fréquents avertissaient les juges : le parlement repoussait toute réforme, et il fallait, en 1785, au président Dupaty, autant de persévérance que de courage pour sauver de la roue trois hommes injustement condamnés. La magistrature probe, éclairée, valait mieux que la loi; mais cette loi était telle qu'elle exposait à l'erreur le juge le plus consciencieux et qu'elle devait faire trembler l'accusé même innocent. « Si on m'avait accusé d'avoir volé les tours de Notre-Dame, disait je ne sais plus quel personnage important de ce temps-là, je jugerais prudent d'abord de me sauver. » D'un autre côté, cette société était embarrassée de tant de débris encore vivants du moyen âge, qu'on y trouvait jusqu'à une coutume des temps mérovingiens : le droit d'asile existait à Paris même dans l'enclos du Temple. Un ami de Beaumarchais, Gudin, décrété de prise de corps par le grand Conseil, pour des vers jugés injurieux, se réfugia au Temple en 1778 et y trouva nombreuse compagnie. En 1718 le parlement de Bordeaux avait encore condamné un homme à mort comme sorcier. Ce fut, il est vrai, le dernier.

Les grands ne conspiraient plus; on ne voyait pas comme autrefois des commissions extraordinaires enlever des accusés à leurs juges naturels. Mais le roi prononçait encore l'emprisonnement ou l'exil, sans jugement; et bien des procès étaient arrêtés par un lit de justice, ou évoqués au grand Conseil, ce qui était une manière de les arrêter encore.

Les magistrats, greffiers, officiers de justice, n'étaient pas payés par le roi ou l'étaient fort mal; aussi

se faisaient-ils payer par les plaideurs, au taux qu'ils fixaient eux-mêmes; et, comme dans cette société si inégale, on se heurtait à chaque pas contre un privilége, une prohibition ou d'obscurs règlements, les procès étaient innombrables, sans fin, et les plaideurs livrés à ce qu'un contemporain, un avocat du roi, ne craint pas d'appeler « le brigandage de la justice. » Ces exactions coûtaient annuellement aux justiciables, en valeur actuelle, 40 millions de francs, ou, suivant un ministre de Louis XIV, près de 60. Le ressort du parlement de Paris s'étendait, dans certaines directions, jusqu'à 150 lieues de la capitale; autre cause de ruine pour les justiciables contraints d'aller chercher bien loin une justice très-lente.



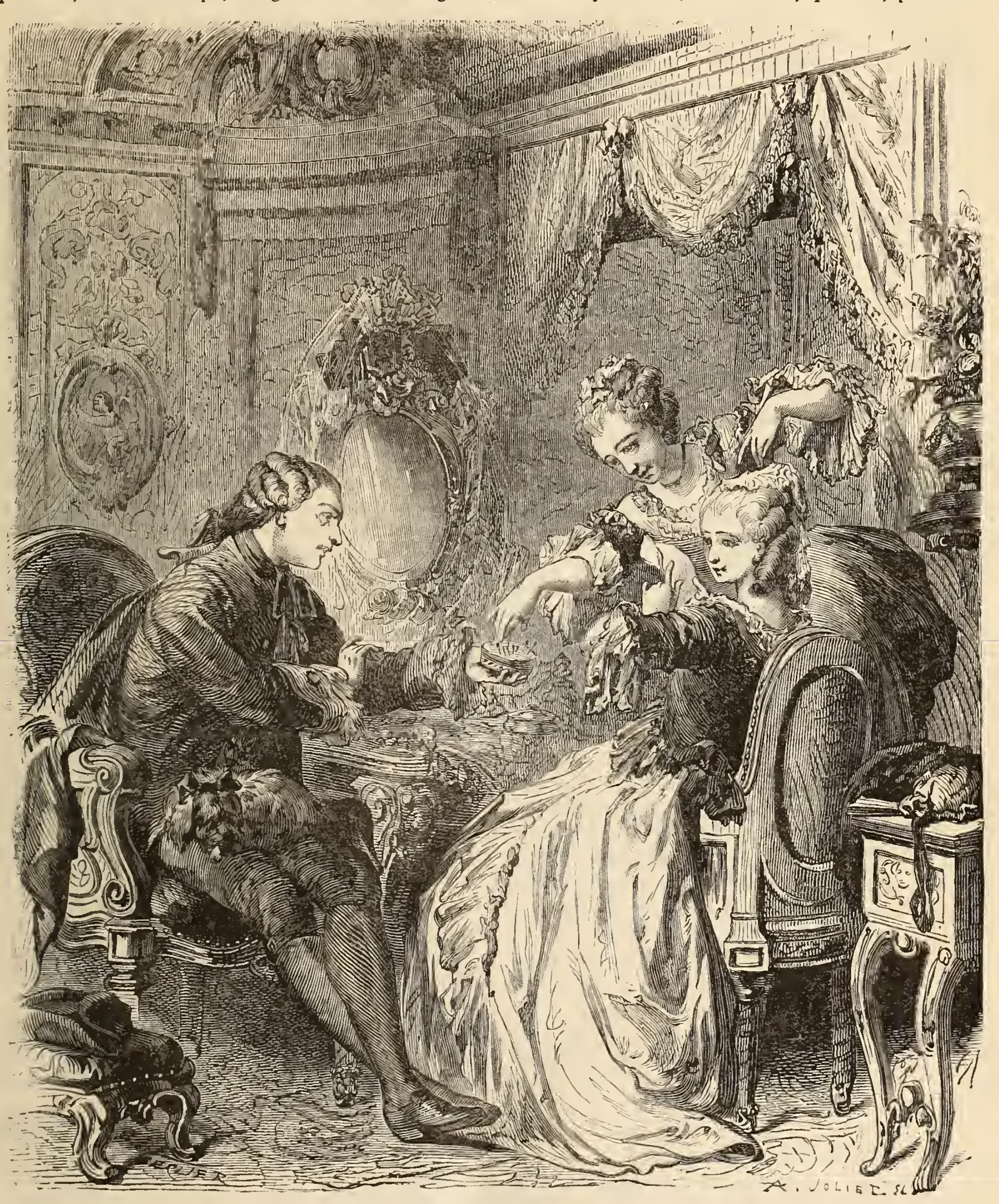
Racoleurs sur le pont Neuf. (Page 6, col. 2.)

§ 2 FINANCES; ARMÉE; CLERGÉ.

Le crédit est une puissance qui ne se développe que dans les États où la loi est plus forte que les caprices du pouvoir. Aussi n'existait-il pas en France, et moins encore pour le gouvernement que pour les particuliers. « On était réduit, dit le comte Mollien, à calculer les chances d'un contrat fait avec les ministres comme celles d'un prêt à la grosse aventure. » Les promesses les plus solennelles ayant été cent fois violées, le trésor n'obtenait des avances qu'en donnant un gage, et même, avec cette condition honteuse, payait encore un intérêt usuraire de 20 pour 100 sur les avances de la Ferme générale. Ainsi le matériel d'exploitation de la Ferme gé-

nérale (bâtiments et matières premières), que l'État aurait dû racheter s'il avait voulu percevoir lui-même ses revenus, est évalué par le comte Mollien pour l'année 1774 à 93600000 fr. Or, les bénéfices des fermiers s'élevaient à 18 millions, l'argent que leur avait coûté ce matériel leur rapportait donc 20 pour 100. Cependant, dès ce temps, le gouvernement anglais trouvait facilement de l'argent à 4 pour 100 : ce qui veut dire que la puissance financière de l'Angleterre était déjà cinq fois plus grande que la nôtre.

La comptabilité était si mal tenue, que les comptes n'étaient établis que dix, douze et même quinze années après l'expiration de l'exercice dont ils devaient retracer les opérations; si obscure, que nul, pas même le



Le petit abbé. (Page 7, col. 1.)

ministre, ne savait au juste ce que l'État avait à payer, ce qu'il avait à recevoir. En 1762, Fleury abandonna aux fermiers généraux quelques reliquats de comptes que le trésor négligeait; ils en tirèrent 60400000 livres (100 millions d'aujourd'hui); la veille même de la Révolution, de Calonne, Necker et les notables ne purent jamais s'entendre sur le chiffre réel du déficit et de la dette publique. En outre, depuis François Ier, le trésor public était confondu avec le trésor particulier du prince, de sorte que le roi puisait à pleines mains dans la caisse commune, sans autre formalité que l'ordre donné au trésorier de payer la somme marquée sur l'*acquit de comptant*. Louis XV prit ainsi, en une seule année, 180 millions employés pour une

bonne part à payer ses plaisirs ou ses courtisans. En 1769, après six années de paix, les dépenses excédaient le revenu de 100 millions, et certains revenus étaient mangés dix années d'avance. Il y avait des assignations jusque sur l'année 1779.

Les impôts présentaient la plus étrange confusion, et le gouvernement ne faisait pas lui-même, comme aujourd'hui, toutes ses recettes. Les impôts indirects étaient affermés à des compagnies de traitants, et à 44 *fermiers généraux*, qui se disaient « les colonnes de l'État, » et l'écrasaient bien plus qu'ils ne le soutenaient. D'autre part, ils faisaient payer au trésor un intérêt usuraire; de l'autre, ils grossissaient leurs rentrées par tous les moyens possibles. Ainsi le produit du *don de joyeux avénement* levé sous Louis XV leur fut abandonné pour 23 millions, ils en tirèrent plus de 40. En six années, la ferme des droits sur les objets de consommation leur donna un bénéfice de 96 millions. Aussi n'y a-t-il pas à s'étonner de leur scandaleuse fortune. Un d'eux, Bouret, mangea 42 millions, plus de 70 aujourd'hui; et pourtant ils étaient forcés de partager avec les courtisans en leur assurant des *croupes*, c'est-à-dire des pensions ou des parts proportionnelles à leurs bénéfices. De grands seigneurs, de grandes dames, recevaient de ces honteux présents. Louis XV lui-même tendait la main; il était *croupier*.

Ces traitants avaient à leur disposition un code si compliqué que le contribuable ne le pouvait connaître, si rigoureux que pour le seul fait de la fraude sur le sel il y avait constamment 1700 à 1800 personnes dans les prisons et plus de 300 aux galères. Le trésor n'était pas plus indulgent : si un receveur de la taille n'y versait point sa recette, on arrêtait les quatre principaux taillables de la localité, quoiqu'ils ne dussent rien à l'État, et on les retenait en prison jusqu'à ce qu'ils eussent comblé le déficit. C'était l'odieux système de l'administration romaine sur la responsabilité des curiales.

Pour l'armée, l'effectif réglementaire, en temps de paix, était de 180 000 hommes, dont 140 000 d'infanterie, 31 000 de cavalerie et 8 000 pour la maison du roi; mais l'effectif réel n'atteignait pas 140 000 hommes. Dans ce nombre sont comptés 12 régiment suisses, 8 allemands, 3 irlandais, 1 suédois. 21 000 canonniers gardes-côtes ne servaient guère en temps de paix, de même que les 60 000 miliciens des régiments provinciaux. Les grades étaient multipliés outre mesure, il n'y avait pas moins de 60 000 officiers en activité ou en retraite; et, d'après un règlement de 1772, un régiment de cavalerie de 482 hommes comptait 146 officiers ou sous-officiers, ce qui faisait un chef pour moins de trois soldats. Les grades s'achetaient, même dans les armes spéciales, et les acquéreurs pouvaient, sans avoir fait aucun service, devenir officiers généraux. Le duc de Bouillon était colonel à 11 ans; le duc de Fronsac à 7; son major en avait 12. Malgré les réformes de Choiseul, il y avait encore bien des dilapidations dans l'armée, et un mauvais système d'enrôlement en gâtait la composition. L'armée régulière était recrutée par des enrôlements volontaires, la milice par le sort qui désignait chaque année 10 000 hommes astreints à servir six ans. Mais le tirage au sort de la milice, qui pesait principalement sur les campagnes, était marqué par les plus scandaleux abus, et si les volontaires donnaient de bons soldats, les racoleurs envoyaient souvent aux régiments la lie des grandes villes. « Les recruteurs tenaient ordinairement leurs établissements sur le pont Neuf; ils avaient pour enseignes de grands drapeaux avec des devises de circonstances, tel par exemple ce vers de Voltaire :

Le premier qui fut roi fut un soldat heureux.

On les voyait la tête haute, l'épée sur la hanche, accoster tous les jeunes gens qui passaient, faire sonner les écus qu'ils portaient dans un sac en criant : « Qui en veut? Qui en veut? » Des filles de bas étage les aidaient dans leurs séductions. La veille du mardi gras et de la Saint-Martin, ils se promenaient dans Paris avec de grandes perches chargées de gibier et de volailles; ils offraient du vin, des mets appétissants, quelquefois même ils entraînaient les dupes dans de vieilles maisons isolées connues sous le nom de *fours* et les forçaient à signer un engagement. Les hommes qu'on enrôlait de cette façon coûtaient au prix moyen trente livres. (Ch. Louandre).

Peut-on s'étonner que des hommes ainsi enrôlés fissent de mauvais soldats et qu'on pût alors compter annuellement 4000 désertions à l'étranger. Dans la marine, le mépris des officiers *rouges*, ou de naissance pour les officiers *bleus* ou les parvenus, entravait le service. Un des signes de l'affaiblissement de l'esprit militaire dans la nation, c'est que le maréchal de Saxe proposait de ne faire de fortifications qu'aux lieux où il ne se trouverait point de bourgeoisie, afin d'avoir des places exclusivement militaires où la garnison ne serait pas forcée par les habitants à capituler dès que l'ennemi aurait jeté quelques bombes dans la ville.

Le clergé se divisait en *clergé de France*, dans les anciennes provinces, et en *clergé étranger* dans les contrées conquises depuis François Ier. Cette distinction n'avait d'importance que pour les impositions. Mais les évêchés de Metz, Toul, Verdun et Strasbourg, suffragants de Trèves ou de Mayence, et les cinq évêchés de la Corse, suffragants de Pise ou de Gênes, ne prenaient point part aux assemblées générales du clergé. Les archevêques de Besançon et de Cambrai avaient au contraire des suffragants étrangers. Les diocèses étaient fort inégaux : celui de Rouen renfermait 1388 paroisses; ceux de Toulon et d'Orange, 20. Les revenus ressemblaient aux diocèses. L'évêque de Strasbourg avait 500 000 livres de rentes, celui de Gap, 8000, et Fleury signait « évêque de Fréjus par l'indignation divine, » Un grand nombre d'abbés possédaient à peine 1000 livres de revenu; celui de Fécamp pouvait en dépenser 120 000; celui de Saint-Germain près de trois fois autant. A sa sortie du ministère, Brienne, archevêque de Toulouse, avait pour 678 000 livres de revenus en bénéfices ecclésiastiques.

Beaucoup de curés étaient fort riches, mais beaucoup de vicaires mouraient de faim. Louis XVI mérita leur reconnaissance en fixant leur portion congrue à 350 livres. On voit que les uns avaient trop, les autres pas assez. Le roi nommait à toutes les places de quelque importance dans l'Église; les évêques, les chapitres et les seigneurs laïques nommaient aux autres. Qu'en résultait-il? C'est qu'on voyait sur le siége de Laon un évêque comme La Fare, « qui aurait été un mauvais sujet étant mousquetaire. » En résumé, 12 000 évêques, abbés, prieurs et chanoines se partageaient près du tiers du revenu de l'État, plus de 40 millions (valeur actuelle 70); les deux tiers restant devaient suf-

fire à huit fois autant de prêtres et de religieux. On comptait 715 abbayes *en commande*, c'est-à-dire dont le titulaire pouvait commettre un ecclésiastique à sa place pour remplir ses fonctions sans toucher ses revenus; 703 prieurés, 19 000 religieux, 32 000 religieuses. (Celles-ci sont aujourd'hui revenues à peu près à ce nombre). Le clergé séculier dépassait 40 000. Le clergé avait donc, au total, plus de 108 000 membres, presque autant qu'il y avait de nobles. Les couvents cependant se dépeuplaient chaque jour, ou plutôt ne se repeuplaient pas, l'esprit du siècle n'étant pas dans cette voie. Dès 1766, une commission pour la réforme des ordres religieux dont Loménie de Brienne faisait partie, fit supprimer un grand nombre de monastères. Je ne parle point des *petits* abbés qui n'étaient ni du monde, ni de l'Église, et qui scandalisaient l'un et l'autre. Mais il faut dire qu'un prêtre ultramontain était presque aussi rare alors que peut l'être aujourd'hui un prêtre gallican. Ajoutons pour achever de constater les différences que le clergé d'alors, pris dans la classe moyenne ou même élevée, ne manquait ni d'instruction ni d'esprit, mais manquait davantage de mœurs tandis qu'aujourd'hui qu'il se recrute généralement dans la campagne, s'il l'emporte le plus souvent par les mœurs, il pèche bien davantage du côté des lumières et de la culture

§ 3 INÉGALITÉ ET SERVITUDE; ARBITRAIRE ET INTOLÉRANCE.

Au lieu d'une seule loi, il y avait 384 coutumes différentes, de sorte qu'il pouvait arriver que ce qui était justice dans une province fût injustice dans une autre. Chaque parlement ayant des règlements particuliers, la diversité de la législation était encore accrue par la diversité de la jurisprudence. L'ordonnance civile de 1667 laissa aux coutumes locales le soin de régler la transmission de la propriété, les conditions du mariage, les successions, etc. La procédure avait du moins été rendue uniforme par les édits de Louis XIV et de Louis XV.

Les trois ordres de l'État, clergé, noblesse, roture, étaient distingués par des priviléges ou des charges qui faisaient du peuple français trois nations différentes, chacune ayant sa hiérarchie propre et ses classes distinctes. Ainsi il y avait la grande et la petite noblesse, l'une qui vivait à la cour et du budget, la seconde dans la province et de ses maigres revenus; le haut et le bas clergé, le premier très-riche, le second très-pauvre. On n'était admis à la cour qu'en faisant preuve d'une noblesse remontant, du côté paternel, à l'an 1400. Dans la roture, 50 000 familles possédant, à titre héréditaire, les charges de judicature, formaient une aristocratie réelle; mais ces charges qui ennoblissaient et qu'on appelait *savonnettes à vilain*, ne faisaient pas monter dans les carrosses du roi. Les hommes de robe ne frayaient point avec les financiers; le bourgeois dédaignait l'artisan; et le paysan, au bas de l'échelle, dans la misère et l'ignorance, portait avec colère tout le poids d'une société qui l'écrasait. Un édit de Louis XIV condamna à être pendus, en cas de blessure grave, « les gens de naissance ignoble, » c'est-à-dire les roturiers, assez insolents pour avoir appelé en duel un gentilhomme. Dans la famille même il y avait inégalité, le droit d'aînesse ne laissant aux puînés des maisons nobles que leur épée ou l'Église, à beaucoup de filles que le couvent. Au-dessous des trois ordres étaient les serfs, les protestants, qui n'avaient pas même d'état civil, et les juifs.

Les provinces différaient de condition, comme les particuliers. Les unes *Pays d'État*, telles que le Languedoc, la Bourgogne, la Bretagne, l'Artois, avaient encore une ombre de liberté pour la gestion de leurs affaires et lui devaient une situation meilleure. Les États faisaient la répartition de presque tous les impôts entre les contribuables, en percevaient plusieurs qu'ils dépensaient eux-mêmes pour leurs routes, canaux, haras, etc. Dans l'intervalle de leurs sessions, des commissaires élus par eux formaient comme une administration provinciale permanente qui veillait à l'exécution des décisions prises par les États. Les autres, *Pays d'élection*, ne connaissaient que les ordres absolus de la cour; enfin, celles-ci payaient des impôts que celles-là ne payaient point ou payaient dans une proportion moindre. Il y en avait, comme la Lorraine, les Trois-Évêchés, l'Alsace et le pays de Labour, qui n'avaient point de douanes entre elles et l'étranger. D'autres en étaient entourées de toutes parts. En 1789 il existait encore dans le midi de la France, 1200 lieues de lignes de douanes intérieures, et la même mesure de sel devait être achetée ici 6 livres, là 62. Dans les *Recherches sur les finances* du baron de Cormeré, en 1789, on trouve des cartes de France où les provinces sont coloriées à raison des droits de douane auxquelles elles étaient soumises, et ces cartes sont des plus bigarrées. Par rapport à la *gabelle* seulement, il y avait cinq divisions; les pays exempts, rédimés, de saline, de petite gabelle, à quoi il faut ajouter une foule de priviléges locaux. Aussi le comte de Provence appela-t-il, à l'assemblée des notables de 1786, la gabelle un impôt *irréformable;* et il demanda la destruction de l'*infernale machine.* L'impôt du vingtième était moins lourd dans la Lorraine, l'Alsace et la Franche-Comté que dans les autres provinces; la Lorraine n'était mê pas soumise à la capitation; de sorte que la vieille France se trouvait plus chargée que la France nouvelle qu'elle avait conquise. Et je ne parle pas des priviléges des localités, des corporations, des personnes. A Paris, en 1783, l'administration des Invalides, de l'École militaire, de la Bastille et diverses communautés religieuses ne payaient point de droits d'octroi; de là une foule d'abus, beaucoup de denrées s'introduisant sous le nom des privilégiés pour des gens qui ne l'étaient pas.

Deux noblesses se partageaient toutes les places. Celle d'épée avait les grades dans l'armée, les hautes dignités dans l'Église et les grandes charges de cour et de représentation; celle de robe toutes les charges de judicature et les places de la haute administration. Il ne restait au roturier que l'industrie, le commerce et la finance; après quoi, il est vrai, si ses affaires avaient prospéré, il pouvait acheter des lettres de noblesse et devenir marquis, sauf à encourir les sarcasmes de ceux qui ne l'étaient pas encore, et les longs dédains de ceux qui l'étaient déjà. Contrairement à l'usage généralement suivi par son prédécesseur, Louis XV ne donna les prélatures qu'aux cadets de bonne maison. En 1750, 22 archevêques et évêques, sur 130, 7 lieutenants généraux sur 223, 16 maréchaux de camp sur 187, ont des noms plébéiens (*Almanach royal de* 1750). Il y avait fort peu d'officiers roturiers sur la flotte. Un édit de 1750 avait promis la noblesse à tout officier parvenu



Place Louis XV.

au grade de capitaine ; un autre, en 1781, exigea quatre quartiers de noblesse pour l'obtention d'un grade d'officier. L'ordonnance qui créa l'École militaire, pour l'instruction, aux frais de l'État, de 500 gentilshommes pauvres, exigea des élèves quatre générations au moins de noblesse paternelle (1751). Le chapitre de Lyon et dix autres n'admettaient que des nobles pour chanoines. La plupart des abbés étaient des cadets de bonne maison. L'ordre de Malte, qui avait en France 260 commanderies ou domaines, ne recevait au rang de chevaliers que des gentilshommes.

La nation payait alors presque autant qu'aujourd'hui. Voici pour l'année 1786, les chiffres que donne M. Bailly, inspecteur général des finances :

Recettes au profit du roi, de diverses natures	558 172 000 liv
Recettes au profit des provinces.	41 448 000
Recettes au profit des particuliers, de corps et de communautés. . . .	280 395 000
	880 015 000 liv.

Or, la livre de 1786 représentait suivant M. Bailly, en 1830, une valeur de 1 fr. 44 c. Donc 880 millions de livres en 1786 valaient 1267 millions de francs



La famille Calas. (Page 12, col. 1.)

en 1830. Il faut noter que la récapitulation de M. Bailly n'est pas complète; il a laissé plusieurs impôts sans évaluation. Les droits seigneuriaux fixes ou casuels sur les fonds, sur les personnes et sur les travaux, qu'il n'a pas osé évaluer, peuvent être estimés à plus de 160 millions de ce temps-là, ce qui ramènerait le budget de 1786 à ce qu'était naguère notre budget de 1500 millions. Mais trois choses rendaient cette charge bien plus lourde pour nos pères que pour nous : ils étaient beaucoup plus pauvres, près d'un tiers moins nombreux, et soumis à une répartition fort inégale. Ainsi, le clergé, qui, outre les revenus de ses immenses propriétés, recevait la dîme des biens de la terre, ne payait rien ou peu de chose, mais faisait des *dons gratuits*; et, quand un ministre parlait d'établir un impôt sur ses revenus, il répondait : « Ne nous mettez pas dans la nécessité de désobéir à Dieu ou au roi, vous savez lequel des deux aurait la préférence. » C'est la réponse de l'évêque de Verdun au contrôleur général Machault, en 1749, au sujet du vingtième de tous les revenus que le ministre voulait et ne put établir. Le discours du président de l'assemblée du clergé au roi en 1750 développe la même pensée. Necker évalue l'ensemble des contributions du clergé à environ 11 millions; mais une partie considérable de cette somme était appliquée au remboursement de ses emprunts. Dans le détail, on ne trouve guère que 6 millions pour les dépenses publiques, dont 3 600 000 fr. entraient directement dans les coffres de l'État. 15 338 moines mendiants prélevaient au moins 8 millions sur la charité publique, suivant le comité des contributions publiques de l'Assemblée constituante.

La noblesse et les officiers royaux, excepté dans quelques généralités, n'étaient pas astreints à la *taille* ou impôt foncier ; ils devaient les autres impôts directs, la *capitation* et le *vingtième* du revenu, mais un grand

nombre trouvaient moyen de s'en faire exempter en totalité ou en partie. Les roturiers, qui ne possédaient qu'une moitié du territoire de la France, devaient seuls la taille, 91 millions; la dîme, qui était ici du quarantième, là du quart du produit brut, et en somme coûtait aux agriculteurs 133 millions; les corvées évaluées à 20 : les droits seigneuriaux à 35; la *taille seigneuriale* que les seigneurs exigeaient pour leurs noces, pour un enfant nouveau-né, pour l'acquisition d'une terre nouvelle; le droit de *fouage* et de *monnéage*, levé sur chaque feu en cas de besoin pressant; de *pulvérage* pris sur le troupeau qui passait dans le fief, à cause de la poussière qu'il élevait; de *banvin*, qui privait les vassaux du droit de vendre leurs denrées pendant un certain temps, pour que le seigneur pût écouler les siennes sans concurrence; de *minage*, qui obligeait de ne commercer que dans les halles du seigneur; les droits pour vendre du fer, des planches, des cercles, pour aiguiser les couteaux, ramasser les chiffons destinés aux papeteries, etc., etc.; la *banalité* ou droit qu'avait le seigneur de forcer ses vassaux à venir au moulin, au four, au pressoir seigneurial et d'empêcher toute construction de moulin et de four dans l'étendue du fief; enfin les *corvées* et les *droits réels :* droits exclusifs de *chasse*, de *garenne ouverte*, de *colombier*, de *préage* et *ravage* sur les prés; de *parcours* et *pâturage* avant la première coupe; sans compter que les justices seigneuriales avaient le droit de *deshérence*, de *bâtardise*, d'*épave*, de *troupeaux à part;* les droits de voirie, les droits de planter des arbres ou de s'approprier ceux qui existaient sur les chemins, rues et places; les droits sur les cours d'eau non navigables et les chemins vicinaux, etc., etc. Il est bien entendu que quelques-uns de ces droits n'existaient que dans certaines localités.

Les seigneurs prélevaient encore une partie considérable des 96 millions payés pour les péages. Pour les grandes routes, dont beaucoup furent construites sous Louis XV, l'État ne faisait que les frais du tracé et des travaux d'art; les matériaux étaient fournis et leur emploi avait lieu au moyen de la *corvée;* de sorte que ces travaux, si profitables à tout le pays, étaient exécutés aux dépens et au milieu de la haine des populations riveraines. Les *corvées* n'empêchaient pas les *réquisitions*. Quand Marie Leczinska vint à Paris, c'était au temps de la moisson; néanmoins, « on fit marcher les paysans pour raccommoder les chemins par où la reine devait passer.... On commanda les chevaux à dix lieues à la ronde pour tirer les bagages. On les payait mal et on ne les nourrissait pas du tout. Quand les chevaux commandés n'arrivaient pas, on faisait doubler la traite aux chevaux du pays dont on s'était saisi..... A Sézanne, plusieurs paysans me dirent que leurs bêtes n'avaient rien mangé depuis trois jours. On en attelait dix là où on en avait commandé quatre; jugez combien il en périt. Notre subdélégué commanda 1900 chevaux au lieu de 1500 qu'on lui demandait ... » (*Mémoires du marquis d'Argenson sur les droits seigneuriaux.*) Le transport des troupes et de leurs bagages avait lieu encore au moyen de la corvée. La fabrication du salpêtre était un fléau pour les campagnes, les agents chargés de cette fabrication ayant le droit de pénétrer partout : il fallait les loger, leur fournir à vil prix les voitures et le bois dont ils avaient besoin. Exploitant la terreur qu'ils inspiraient, ils vendaient au plus offrant la dispense de laisser fouiller sa maison.

Un noble était décapité, un roturier était pendu; ce n'est pas de cela que je me plains, car ici la différence n'est que dans la forme. Mais, pour un même délit commis en commun, la marquise de Courcelles est condamnée à deux ans de clôture dans une abbaye; Rostaing, qui n'est qu'un roturier, sera pendu et étranglé (arrêt de 1669).

Les corporations, jurandes et maîtrises arrêtaient l'essor de l'industrie en limitant le nombre des patrons, ce qui détruisait la concurrence, et en ne permettant que l'exercice du métier dont on avait payé l'apprentissage, ce qui enfermait chacun dans son état comme dans une geôle. Ne devenait pas maître qui voulait, mais qui pouvait acheter une maîtrise trois, quatre et même cinq mille livres, non compris le chef-d'œuvre, les cadeaux, le repas. Et, après avoir payé tout cela, on n'avait pas encore le droit de perfectionner son industrie, car un perfectionnement était un attentat aux droits antérieurs de la corporation. Le fabricant d'étoffes ne pouvait les teindre, le teinturier en fil n'avait pas le droit de teindre la soie ou la laine, le chapelier de vendre de la bonneterie. Enchaînés par de minutieux règlements, les manufacturiers étaient exposés à voir la police détruire leurs produits pour une inadvertance ou une modification dans le travail qui ne devaient produire aucun tort à l'acheteur. « Chaque semaine, pendant nombre d'années, dit un inspecteur des manufactures, j'ai vu brûler à Rouen, 80 ou 100 pièces d'étoffes, parce que tel règlement sur le tissage ou sur la teinture n'avait pas été de tout point observé, quoique l'étoffe fût donnée pour ce qu'elle était. »

Il n'y avait plus qu'une monnaie : celle du roi; et depuis 1726 le commerce n'était plus entravé par l'altération des espèces ou par de subites et officielles variations dans le prix du marc d'argent, qui, valant 35 livres en 1715 et, porté sous Law à 120, était retombé, quatre ans après, à 44, et fut fixé à 54 par Fleury, en 1726, époque à partir de laquelle il n'éprouva plus de variations sensibles, de sorte que les espèces circulèrent enfin avec leur valeur nominale. Mais si l'on avait un système monétaire meilleur, on avait encore un système métrique bien défectueux. Le commerce était à chaque instant gêné par la diversité des poids et des mesures, qui changeaient de ville en ville. En outre la compagnie des Indes avait, jusqu'en 1770, par ses priviléges commerciaux, entravé les efforts des négociants particuliers. On venait de l'abolir, et la liberté avait fait aussitôt prospérer ce commerce. Au temps du monopole, les ventes s'élevaient seulement, année moyenne, à 8 millions; après qu'on l'eut aboli, elles montèrent à 20. Mais, à l'intérieur, le négoce avait toujours à combattre contre des restrictions et des monopoles funestes. Ainsi, à Rouen, une compagnie était chargée de l'approvisionnement de la ville en grains; une autre avait le privilége du transport des blés; une troisième, celui de les faire moudre dans ses moulins, au grand détriment des habitants, à qui il était interdit de se pourvoir ailleurs. Les blés ne circulaient même point d'une province à l'autre, de sorte que les agioteurs pouvaient à volonté faire la disette ou l'abondance sur certains points, c'est-à-dire y vendre très-cher ou acheter à vil prix comme

Turgot l'avait montré dans les lettres qui firent alors une grande sensation. Enfin, les douanes intérieures isolaient les provinces, rendaient les relations commerciales aussi difficiles entre elles qu'avec les pays étrangers, et les péages prélevaient sur les transports 96 millions. Pour descendre la Saône et le Rhône de Gray à Arles, il fallait s'arrêter et payer 30 fois, de sorte que sur cette route, dont la nature seule avait fait les frais, le commerce laissait aux mains des péagers 25 à 30 pour 100 de la valeur des produits transportés. Ajoutons que les pays catholiques ayant par année 50 jours de fêtes, que n'avaient point les pays protestants, ceux-ci travaillaient plus et pouvaient vendre à meilleur compte. Cependant nos colonies étaient si florissantes et l'industrie européenne était si arriérée, que, malgré tout cela, notre commerce prospérait. En 1787, nos importations s'élevaient à 379 915 000 livres, et nos exportations à 542 604 000; total pour le commerce général 922 519 000, valeur actuelle plus de 1300 millions.

« Les terres, dit Montesquieu, rendent moins en raison de leur fertilité que de la liberté de leurs habitants. » Près d'un cinquième des terres du pays, immobilisées aux mains du clergé, rendaient peu, parce qu'elles étaient soustraites à l'action de l'intérêt personnel; presque tout le reste, cultivé par les métayers, ne donnait pas davantage. Le métayage, système inférieur à celui du fermage, entretenait la misère dans les campagnes. Le fameux agronome anglais, Arthur Young, qui voyagea en France de 1787 à 1789, trouva dans le Berry que les métayers étaient obligés, presque tous les ans, d'emprunter leur pain aux seigneurs avant la moisson. Selon M. Moreau de Jonnès, en 1764, il fallait 64 ares de terre en céréales pour nourrir une personne; il n'en faut plus aujourd'hui que 45.

La division de la propriété avait commencé depuis longtemps; mais la terre n'était arrivée aux mains des paysans que chargée de rentes, cachet de l'ancienne servitude. Peu de bétail, quatre fois moins qu'à présent, et d'un poids moindre, puisqu'un bœuf d'aujourd'hui rend en moyenne un sixième en plus de viande nette; par conséquent, appauvrissement des terres par suite d'une fumure insuffisante. Peu de grands propriétaires cultivant eux-mêmes: « On ne compterait pas, disait un écrivain du temps, 309 seigneurs vivant sur leurs terres. Toutes les fois, dit Arthur Young, que vous rencontrez les terres d'un grand seigneur, même quand il possède des millions, vous êtes sûr de les trouver en friche. Le prince de Soubise et le duc de Bouillon sont les deux plus grands propriétaires de France, et les seules marques que j'ai encore vues de leur grandeur sont des jachères, des landes et des déserts. Ah! si j'étais seulement pendant quelques jours dictateur de France, comme je ferais danser tous ces grands seigneurs! » C'était le mal dont l'Irlande a tant souffert, qu'on a créé un mot pour le désigner, l'*absentéisme*. Vauban, Bois-Guilbert se plaignaient déjà, sous Louis XIV, du discrédit attaché à l'état de cultivateur. Il fallut, en 1720, un arrêté du conseil d'État pour autoriser les nobles à prendre à ferme, sans déroger, les terres des princes du sang. Un écrivain disait encore, en 1738 : « L'état de laboureur est méprisé dans les provinces du centre; il l'est moins dans la Brie, la Beauce et la Picardie. » Ce mépris venait de la misère profonde où vivait le paysan, ruiné par les impôts, les corvées, les restrictions apportées au commerce des grains, ruiné encore par des droits de garenne, de colombier et de chasse, qui étaient autant de fléaux pour le champ du pauvre, quelquefois même pour celui du riche. « Quand il plaît, dit Saint-Simon, au seigneur de Thouars, il mande à celui d'Oiron, son vassal, qu'il chassera un tel jour dans son voisinage, et qu'il ait à abattre une certaine quantité de toises des murs de son parc pour ne point trouver d'obstacles, au cas que la chasse s'adonne à y entrer. » Les belles routes construites sous Louis XV ne servaient qu'entre les grandes villes. La plupart de nos voies de communication ne remontent pas au delà de 80 ans, et, dans bien des provinces, les routes non royales étaient impraticables huit mois de l'année.

La liberté des personnes et celle des biens n'avaient nulle garantie. Les lettres de cachet mettaient l'une à la discrétion des ministres et de leurs amis; l'autre était menacée par la confiscation qu'on trouvait écrite dans toutes les lois, par l'arbitraire dont la cour était armée pour la création d'impôts nouveaux, par une justice qui n'était pas toujours impartiale, et par ces arrêts de *surséance* qui dispensaient les grands de payer leurs dettes.

Pauvre, on l'aurait frappé d'un arrêt légitime;
Il est puissant, les lois ont ignoré son crime.

« Il y eut sous Louis XV, dit M. Droz (t. I, p. 103), d'effrayants exemples d'impunité. » Il pense sans doute à ce comte de Charolais, prince du sang, qui, dit-on, prit plaisir plus d'une fois à tirer sur les couvreurs pour les voir précipités du haut des toits.

Malesherbes, président de la cour des aides, disait au roi, dans des circonstances restées célèbres : « Avec les lettres de cachet, sire, aucun citoyen n'est assuré de ne pas voir sa liberté sacrifiée à une vengeance, car personne n'est assez grand pour être à l'abri de la haine d'un ministre, ni assez petit pour n'être pas digne de celle d'un commis des fermes. » Saint-Simon raconte (chap. XIX) qu'un baron de Charnacé, trouvant que la maison d'un roturier nuisait à la symétrie de son parc, attira l'homme chez lui et l'y retint pendant qu'on démolissait sa maison et qu'on la transportait en un autre lieu. Le roi et la cour rirent beaucoup de l'aventure. « Si l'ancienne monarchie a péri, dit un ancien ministre, Mollien, ce n'est pas parce qu'elle a été attaquée par des métaphysiciens politiques et des pamphlétaires; c'est surtout parce qu'au moment de cette attaque, la propriété presque tout entière s'était désintéressée de sa cause, fatiguée depuis un siècle de ce que le trésor public demandait toujours plus et restituait toujours moins.... tenue qu'elle était dans une perpétuelle inquiétude et gênée par une législation abusive. Or, il n'y avait plus alors de gouvernement en Europe qui pût résister longtemps au ressentiment de la propriété blessée. » Quant aux lettres de cachet, il en a déjà été question. Rappelons seulement ici que le duc de la Vrillière en délivra, assure-t-on, 50 000 durant son ministère, et que la marquise de Langeac, qui avait tout pouvoir sur lui, en faisait commerce. M. de Ségur raconte, dans ses *Mémoires*, l'édifiante histoire d'une femme qui, moyennant 10 louis donnés à la marquise, obtint une lettre de cachet contre son mari; celui-ci ayant eu la même idée et payé la

même somme, chacun des deux époux fit enfermer le même jour l'autre. Un magistrat, d'Espréménil, prétendait que les lettres de cachet étaient aussi nombreuses que tous les autres mandats d'arrestation.

Les règlements les plus sévères restaient en vigueur contre les dissidents. En 1746, il y avait 200 protestants condamnés par le seul parlement de Grenoble aux galères ou à la reclusion, pour des actes de leur culte; en 1762, le parlement de Toulouse fit pendre un pasteur surpris exerçant en Languedoc son ministère et décapiter trois jeunes gentilshommes qui s'étaient armés pour se défendre contre une émeute catholique. Les mêmes magistrats firent expirer sur la roue le protestant Calas, accusé d'avoir tué son fils, qui voulait, disait-on, se faire catholique, et qui, en réalité, s'était suicidé. « Ce vieillard de soixante-huit ans, dit Voltaire, prit Dieu à témoin de son innocence, en mourant, et le conjura de pardonner à ses juges. » Sirven et sa femme n'échappèrent à un pareil sort, en 1762, que par la fuite. L'intolérance poursuivait jusqu'aux morts. Nous connaissons les funérailles de Molière. La grande comédienne, Adrienne Lecouvreur, en eut de plus tristes encore. Elle mourut en 1730, et le clergé ayant refusé de lui donner la sépulture commune, son cadavre fut enlevé dans un fiacre et enterré de nuit par des portefaix sous une borne dans la rue de Bourgogne. « A Douai, dans le chapitre de Saint-Amé, quelques chanoines avaient refusé d'admettre la constitution *Unigenitus*. L'évêque d'Arras lança contre eux l'excommunication. Un de ces chanoines tomba malade : on lui refusa les sacrements; il mourut; refus par les mêmes raisons de sépulture en terre sainte. Le pauvre mort resta trois ou quatre jours sans qu'on sût où on le mettrait en dépôt. A la fin il fut enterré dans le jardin. Mais ce qui dépasse tout, on lui avait fait tourner d'abord la tête du côté de l'église et le visage du côté du ciel, comme cela se fait par habitude. Cela parut une contravention aux chanoines catholiques constitutionnaires. Il y eut une nouvelle ordonnance portant permission d'exhumer, et on tourna le défunt de la tête à la queue avec le visage contre terre. » (Barbier.)


Le marquis d'Argenson.

« La censure existait. Il y en avait même plus d'une, celle du roi, celle du parlement, celle de la Sorbonne. Mais souvent elles se contrariaient. Tel livre amnistié par l'une était brûlé par l'autre. Il se vendait plus cher et n'en circulait pas moins, quelquefois sous le couvert même des ministres. Malesherbes, directeur de la librairie, était à ce titre officiellement chargé de défendre les pouvoirs établis contre la presse; « et sans lui, dit Grimm, l'*Encyclopédie* n'eût vraisemblablement jamais osé paraître. » Il avertit Diderot qu'il allait être arrêté et ses papiers saisis; Diderot ne trouva pas d'asile plus sûr pour ses papiers que l'hôtel même de la direction de la librairie, et les y porta. Un des livres qui font le plus d'honneur à la France, l'*Esprit des lois*, fut imprimé à l'étranger et sans nom d'auteur. La *Henriade*, le *Siècle de Louis XIV*, les *Éléments de la philosophie de Newton* ne circulèrent que par la contrebande. En condamnant de pareils livres à n'arriver que subrepticement au public, on habituait la société à violer la loi. Cette loi inique prononçait la peine de la marque, des galères, de la mort contre les auteurs ou colporteurs d'écrits hostiles à la religion et à l'État; quelques sots se laissaient prendre; le plus souvent l'administration fermait les yeux, et ce mélange d'excessive sévérité et de tolérance aveugle ne faisait qu'irriter la curiosité publique. On s'informait des arrêts pour savoir quels ouvrages on devait lire. Ce siècle était bien le temps où l'abbé Galiani définissait l'éloquence : « L'art de tout dire sans aller à la Bastille. » Fréret y alla pour une dissertation sur les Francs; Leprévost de Beaumont, secrétaire du clergé, y resta vingt et un ans, jusqu'en 1789, pour avoir dénoncé au parlement le *pacte de famine*.


Le duc de Richelieu.

§ 4. MISÈRE GÉNÉRALE; MORTALITÉ.

Tous les témoignages montrent l'affreuse misère du peuple.

La cherté du pain commença en 1729. A partir de cette époque, jamais l'abondance ne reparut dans les marchés. En 1739, Barbier dit : « Depuis près de dix mois le pain vaut deux sols six deniers la livre à Paris et même plus; et, s'il n'est pas plus cher, c'est qu'il a été taxé à deux sols six deniers par le grand ordre et la police que l'on fait à Paris, où il est grandement de conséquence d'éviter les suites de la cherté du pain. » La même année, le marquis d'Argenson écrivait : « J'ai vu, depuis que j'existe, la gradation décroissante de la richesse et de la population. Au moment où j'écris, en pleine paix, avec les apparences d'une récolte, sinon abondante, du moins passable, les hommes meurent tout autour de nous, comme des mouches, de pauvreté, et broutent l'herbe. Les provinces du Maine, Angoumois, Touraine, haut Poitou, Périgord, Orléanais, Berri sont les plus mal traitées. Cela gagne les environs de Versailles. Le duc d'Orléans porta dernièrement au conseil un morceau de pain de fougère. Il le posa sur la table du roi, en disant : « Sire, voilà de quoi vos sujets se nourrissent. » En 1740, le pain à Paris monta à trois sols la livre, puis à quatre sols six deniers. Il valut quelquefois neuf sols. « Le 22 septembre 1740, on retrancha le pain à Bicêtre à ceux qui étaient renfermés dans la maison de force ; au lieu d'une livre, on ne leur distribua pour leur journée qu'une demi-livre de pain avec du gruau cuit dans de l'eau. Ces malheureux murmurèrent, forcèrent les portes et firent une sédition qui dura presque toute la journée ; on fut obligé d'y envoyer des déta-



Deux marquises se battant au pistolet dans le bois de Boulogne. (Page 14, col. 2.)

chements de soldats suisses et français, qui sabrèrent et tirèrent sur quelques-uns. On craignait le feu. Cela fut apaisé, et le lendemain on dit qu'on en a pendu un. Il est triste de faire périr des hommes qui demandaient du pain, mais cependant on est forcé de faire exemple. Un homme pendu en contient dix mille. » (Barbier.) Le lendemain, le cardinal Henry se vit lui-même menacé dans une émeute. Il revenait du collége de Navarre et traversait la place Maubert; son carrosse fut arrêté et entouré par la populace, qui criait misère et demandait du pain. Le cardinal eut la présence d'esprit de jeter de l'argent à cette foule, et il passa. On n'avait que faim.

Les paysans de Normandie vivaient en grande partie d'avoine et s'habillaient de peaux; dans la Beauce, le grenier de Paris, les fermiers mendiaient une partie de l'année. Dans un grand nombre de provinces, l'usage de la viande était inconnu. La consommation ne s'élève pas, dit un écrivain, vers 1760, pour les trois quarts de la population de la France, au delà d'une livre par tête et par mois. Les riches mêmes étaient pauvres; car ces charges qu'ils achetaient si cher, et qui stérilisaient d'énormes capitaux, étant fort mal rétribuées par l'État, ne leur rendaient pas même l'intérêt de leur argent, et leurs vastes domaines, mal cultivés, étaient improductifs. D'après les calculs de M. Passy, l'hectare qui produit aujourd'hui 13 ou 14 hectolitres en moyenne, en donnait 8 en 1700. (*Rapport* à l'Académie des sciences morales, 1848.) Vauban n'estimait pas qu'il y eût en France plus de 10 000 familles fort à leur aise. Aujourd'hui le nombre des chefs de famille payant au-dessus de 1000 fr. de contributions directes est de 40 à 50 000. Le médecin de Louis XV, Quesnay, le *penseur*, comme le roi l'appelait, ne porte qu'à 76 millions la rente du sol, pour les propriétaires, qui en retirent aujourd'hui vingt fois davantage,

1500 millions. Le premier chiffre est sans doute trop faible, mais une chose hors de doute, c'est que depuis cent ans la population n'a pas doublé, et que l'agriculture a quadruplé ses produits. D'après les chiffres que donne Quesnay, dans les articles *Grains* et *Fermiers*, écrits pour l'*Encyclopédie*, vers 1760, on trouve que si la production de la France en seigle et en orge est restée la même, celle de l'avoine a quadruplé, et celle du froment triplé. En outre, en 1750, il n'y avait point de pommes de terre, peu de légumes secs et peu de fourrages, par conséquent l'élève des chevaux et du gros bétail était négligée. On ne comptait en effet que 5 millions de bêtes bovines; aujourd'hui nous en avons le double, d'un poids moyen bien supérieur, parce qu'elles sont mieux nourries, et nous en abattons dix fois davantage. Même proportion pour le nombre et la qualité des moutons. Turgot, en 1776, voulant réorganiser les postes, ne put se procurer les 6000 chevaux de trait dont il avait besoin. Beausobre estimait, en 1764, que la récolte annuelle des vins était de 13 millions d'hectolitres; ce n'est que le tiers de ce qu'elle est aujourd'hui.

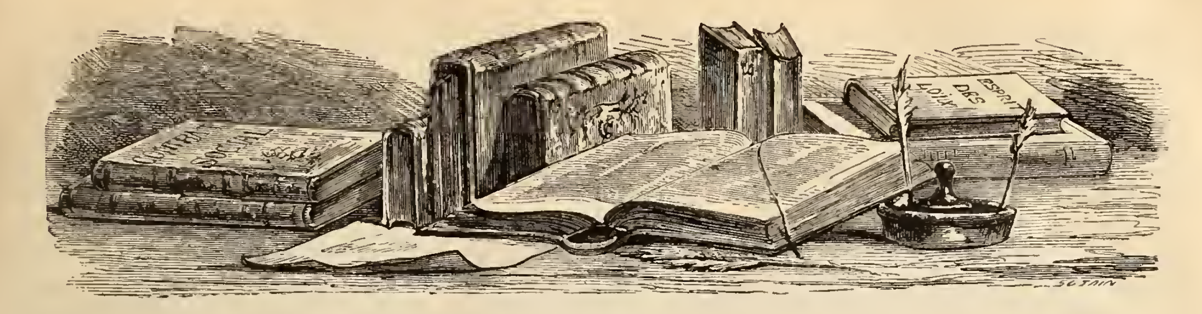
En résumé, en évaluant les prix d'alors aux prix d'aujourd'hui, on trouve tout au plus une valeur de 1250 millions pour toute la production agricole, qui est maintenant de 5 ou 6 milliards. Les denrées alimentaires étaient donc en quantité deux ou trois fois moindre pour nos pères que pour nous; et quelques vieillards se rappellent encore par quels misérables vêtements l'homme du peuple, l'ouvrier, était défendu contre les intempéries des saisons.

« On voit, disait la Bruyère, certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus dans la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté inconcevable. Ils ont une voix articulée, et, quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine; et, en effet, ils sont des hommes. Ils se retirent la nuit dans des tanières où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines. Ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre. » Le moraliste est ici historien fidèle.

Les institutions hospitalières ne manquaient pas, la charité chrétienne les avait multipliées; mais le capital national était très-restreint, les secours étaient très-limités, et l'on voyait incessamment des bandes de mendiants parcourir les campagnes et effrayer les villes. La France avait alors environ 800 hôpitaux civils dont la population s'élevait à 110 000 individus; mais la mortalité y était effrayante; à l'Hôtel-Dieu de Paris, elle était de deux sur neuf, c'est-à-dire triple de ce qu'elle y est aujourd'hui. Telles étaient l'insuffisance des secours et l'ignorance des plus simples règles de l'hygiène, que, dans cet hôpital, le plus riche de France, on réunissait les malades de toute sorte, même ceux qui étaient atteints d'affections contagieuses, dans les mêmes salles et jusqu'à 5 et 6 dans le même lit, car il n'y avait que 1219 lits servant quelquefois en même temps à 6000 malades. « A Bicêtre, disait Necker dans un rapport au roi, j'ai trouvé dans un même lit neuf vieillards enveloppés dans des linges corrompus. »

Aussi n'y a-t-il point à s'étonner, à raison de toutes ces causes, qu'on ait estimé la durée de la vie moyenne beaucoup moins longue alors qu'elle ne l'est aujourd'hui. M. Charles Dupin porte l'augmentation à onze ans. M. Bouvard, qui refit en 1849 ces calculs, estime que la vie moyenne en France est aujourd'hui de 40 ans, 10 mois et 17 jours. M. Benoiston de Châteauneuf ne la portait en 1855 qu'à 39 ans et 8 mois. Quelle que soit la diversité des calculs, il est certain que, grâce aux réformes de tout genre accomplies depuis 1789, la vie moyenne a augmenté en France depuis cette époque de dix ou douze ans : cela veut dire qu'un enfant venu au monde en 1700 n'avait droit de compter en moyenne que sur 27 ou 28 années d'existence et qu'il a droit de compter aujourd'hui sur 39 ou 40. M. Villermé pense que la vie moyenne était à Paris de 29 ans au dix-septième siècle, et de 17 au quatorzième.

Il est un point de ce tableau que je laisse sous le voile, les mœurs et les croyances. Jamais, depuis l'empire romain, la moralité n'était tombée si bas; et cette corruption était générale. Les scandales de Trianon se renouvelaient à Windsor, à Potsdam, au palais de l'Ermitage. La noblesse et une partie de la riche bourgeoisie rivalisaient avec la cour. Pour faire comprendre le renversement des idées morales, un mot suffira. Un des hommes assurément honnêtes de ce siècle, le marquis d'Argenson, ne craignait pas d'écrire : « Le mariage, ce droit furieux et dont la mode passera. » Il souhaitait que ce devînt « un loyer où l'on pourrait entrer en octobre et sortir en janvier, les unions libres étant bien plus favorables à la peuplade. » Le maréchal de Saxe, le duc de Richelieu, mille autres, ou mieux, par en haut, tout le monde, pensaient de même et agissaient en conséquence. Ce duc de Richelieu avait de véritables trophées d'anneaux, de bagues, de portraits, de mèches de cheveux et de billets parfumés. Le jour de sa mort il avait cinq rendez-vous avec cinq grandes dames, auxquels il fallut manquer. On vit aussi à cette époque deux marquises rivales se battre au pistolet dans une allée du bois de Boulogne. La fidélité conjugale était un ridicule auquel personne n'avait le courage de s'exposer. Mais ce qu'il y avait de pis, c'est que le désordre descendait jusqu'à la plus ignoble bassesse. L'intrigue née dans un boudoir se terminait dans un tripot. L'amour même des plus huppés était une occasion de lucre, et la passion dégénérait souvent en escroquerie; témoin le procès de Mme de Saint-Vincent, femme d'un président au parlement, contre le maréchal de Richelieu; roman de mauvaises mœurs commencé entre les amandiers en fleurs et les roses de la Provence; continué avec des incidents et des héros divers dans les prisons courtoises des couvents de Milhau, de Tarbes, de Poitiers; tombant dans les ruelles de Paris, au milieu des escrocs, et terminé enfin à la Bastille et sous les verrous du Châtelet. Aussi, lorsque durant la Terreur, les nobles et les prêtres périssaient en foule, le comte de Maistre, s'appuyant sur les idées d'expiation et de châtiment providentiel, prononçait sur eux ces dures et cruelles paroles, qui ne peuvent sortir que de sa bouche: « Il y a des innocents sans doute parmi les victimes, mais il y en a bien moins qu'on ne l'imagine communément; » et encore: « Jamais un grand crime n'eut plus de complices. » Dès 1704, Leibnitz avait parlé de la révolution générale dont l'Europe était menacée et du châtiment inévitable de ceux qui par leurs vices la préparaient.



CHAPITRE LXIX.

CAUSES MORALES DE LA RÉVOLUTION. LITTÉRATURE DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

§ 1. VOLTAIRE.

Les abus que nous venons de résumer dataient de loin, mais on ne les avait jamais si bien sentis ni si difficilement supportés. L'esprit du peuple avait marché pendant que le gouvernement restait en arrière. On s'était instruit, on pensait, on discutait, on écrivait malgré la censure et les rigueurs. Le gouvernement se voyait obligé de compter avec l'opinion publique, puissance nouvelle, à la fois invisible et présente, qui défiait toutes les lettres de cachet, et qu'on ne pouvait frapper nulle part parce qu'elle était partout. La littérature ne se renfermait pas comme au siècle précédent dans le domaine de l'art; elle avait tout envahi et prétendait tout régler. Les forces les plus viriles de l'esprit français semblaient tournées à la recherche du bien public. On ne travaillait plus à faire de beaux vers, mais à lancer de belles maximes. On ne peignait plus les travers de la société pour en rire, mais pour changer la société même. La littérature devenait une arme que chacun, les imprudents comme les habiles, voulaient manier et qui faisait de terribles et irremédiables blessures.

Par une étrange inconséquence, ceux qui avaient le plus à souffrir de cette invasion des gens de lettres dans la politique étaient ceux qui y applaudissaient le plus, quitte à se venger quand on les atteignait personnellement. Cette société du dix-huitième siècle, frivole, sensuelle, égoïste, avait du moins, au milieu de ses vices, le culte des choses de l'esprit. Jamais les salons ne furent aussi animés, la politesse aussi exquise, la conversation aussi brillante. Le talent y tenait presque lieu de naissance, et la noblesse, avec une témérité chevaleresque qui rappelle celle de Fontenoy, essuyait le sourire sur les lèvres le feu de cette polémique ardente que les fils de bourgeois dirigeaient contre elle.

Trois hommes sont à la tête du mouvement, Voltaire, Montesquieu et Jean-Jacques Rousseau.

Voltaire, dont le vrai nom était Arouet, naquit à Paris en 1694 d'un père ancien notaire et originaire du Poitou. Il passa son enfance dans le pacifique horizon de la rue des Marmousets. A quinze ans il faisait des vers; aussi son père qui entendait le pousser dans une carrière sérieuse, l'envoya-t-il en Hollande auprès de l'ambassadeur français. Il ne se corigea pas et se consola de son exil en poétisant plus que jamais avec une demoiselle Olympe Dunoyer: « Je n'espère plus rien de votre fils, écrivait l'ambassadeur à l'ancien notaire, le voilà fou deux fois: amoureux et poëte. » Le père effrayé rappela le jeune homme et le riva à un bureau chez un procureur (1713). Heureusement M. de Caumartin, ami de M. Arouet, vint tirer le clerc peu zélé, « de la poudre du greffe, » et l'emmena au château de Saint-Ange où l'imagination du poëte malicieux s'éveilla au milieu d'une société aimable et spirituelle. De retour à Paris, il se montra un des plus ardents à réagir contre les tendances bigotes de la fin du règne de Louis XIV; et il fit, à peine âgé de vingt et un ans, une première visite à la Bastille pour une satire qu'il n'avait certainement pas écrite. Cet emprisonnement, favorable à la méditation, lui donna une première notion de l'injustice et de l'arbitraire en même temps qu'elle l'obligea à travailler. La tragédie d'*Œdipe* et la plus grande partie de la *Henriade* furent composées sous les verrous, sans plume ni papier.

Œdipe, représenté en 1718, eut un plein succès grâce à la hardiesse de certaines maximes glissées à l'ombre des fables classiques. A la représentation, Voltaire arriva sur la scène, portant la queue du grand prêtre, se moquant des dieux, des spectateurs et de lui-même. « Quel est donc ce jeune homme qui veut faire tomber la pièce, demanda la duchesse de Villars? » — « C'est l'auteur, » lui répondit-on. Elle voulut le voir et le jeune homme l'aima. Mais la duchesse le tint à distance, elle écarta son amour tout en recevant ses lettres. « Elle m'a fait perdre bien du temps, » disait Voltaire regrettant cet amour de vingt-deux ans.

Il trouva plus d'une consolation aux rigueurs de la fière duchesse. Mlle de Cosembleu, éprise du théâtre et du talent de Voltaire, voulut un rôle pour elle: le poëte écrivit *Artémire*. L'actrice échoua, la pièce fut sifflée, mais l'amour réussit.

La publication furtive de la *Henriade* fut l'œuvre qui éleva alors le jeune Arouet au-dessus de ses contemporains, quoi que nous puissions en penser aujourd'hui. « Il était à la fois très-laborieux et très-dissipé, répandu dans le monde et à la cour, aimant avec passion les vers, les plaisirs et même le jeu, voyageant sans cesse de château en château, travaillant sur les routes, s'occupant de tout, même de sa fortune, et, à travers un poëme épique, faisant de bonnes affaires avec les traitants, par le crédit des maîtresses des princes. Il était des voyages de Fontainebleau; il faisait des vers pour Mme de Prie, avait pension sur la cassette et était assez content de la jeune reine, qui pleu-

rait à *Marianne*, riait à l'*Indiscret*, et l'appelait, dit-il, mon pauvre Voltaire. » (Villemain, *Littérature du dix-huitième siècle*.) Ce qu'il savait surtout, c'était choisir les sujets dans lesquels il pouvait donner cours, sous le voile de la poésie dramatique et épique, aux pensées qui pouvaient le mieux achever d'ébranler cette société décrépite qui semblait déjà s'écrouler d'elle-même.

Un jour cependant, Voltaire sentit davantage les inconvénients de cette société aristocratique au milieu de laquelle il avait été introduit dès le jeune âge et dont s'accommodaient son esprit brillant et léger, son tempérament fin et délicat. Un chevalier de Rohan-Chabot ayant parlé de lui avec impertinence, en avait été aussitôt châtié par une de ces paroles acérées que Voltaire décochait si bien. Il se vengea en grand seigneur lâche et brutal par le bâton de ses laquais. Voltaire, qui n'avait pas de laquais, demande une réparation. Le gentilhomme, par une seconde lâcheté, obtient du ministre qu'on enferme à la Bastille l'impertinent roturier qui osait défier un grand seigneur.

Bientôt relâché, mais à condition de passer à l'étranger, Voltaire se rendit en Angleterre « pour apprendre à penser » (1726). Il y resta trois ans, y vécut avec Pope, Swift, le célèbre auteur de *Gulliver*, étudia la



Voltaire.

philosophie de Locke, le système de Newton, la poésie de Shakspeare. Témoin du mouvement et de la vie d'une société libre, il professa dès lors un culte ardent pour la liberté de l'esprit et de la parole. Transformé, il accueillit avec joie une occasion de rentrer en France. « Sa moisson était faite. S'il aimait la liberté anglaise, il voulait la France pour y vivre, pour y être applaudi, en dépit de la censure et de la Bastille, pour la changer, s'il était possible. Un nouveau ministre, le jeune Maurepas, leva la défense qu'un caprice avait fait naître; Voltaire accourut à Paris avec l'édition de la *Henriade* et vingt projets d'ouvrages, rêvant ses *Lettres philosophiques*, ses *Éléments de Newton*, *Brutus*, *Zaïre*, la *Mort de César*, et tout le dix-huitième siècle. » (Villemain.)

Les *Lettres* sur les Anglais révélèrent pour ainsi dire l'Angleterre, c'est-à-dire alors la science nouvelle, la philosophie, la liberté, à la France. Elles attirèrent de nouvelles persécutions à Voltaire. Le clergé qui ne pouvait souffrir l'éloge des quakers et de l'indépendance religieuse, obtint la suppression de l'ouvrage qui fut brûlé par la main du bourreau. Dès lors Voltaire, qui devait au sentiment chrétien deux de ses chefs-d'œuvre, *Zaïre* et *Tancrède*, attaqua l'Église avec acharnement; et ses premiers, ses plus constants efforts furent dirigés contre le pouvoir spirituel bien plus que contre l'au-

torité civile. Le lieutenant de police Hérault lui disait un jour : « Quoi que vous écriviez, vous ne viendrez pas à bout de détruire la religion chrétienne. — C'est ce que nous verrons, » osa-t-il répondre. Mais un autre jour le même magistrat s'entretenant avec lui des gens qui fabriquaient de fausses lettres de cachet : « Que fait-on de ces gens-là ? demanda Voltaire. — On les pend. — C'est toujours bien fait, dit-il, en attendant qu'on traite de même ceux qui en signent de vraies. »

Prodigieux d'activité, mêlant les travaux et les plaisirs mondains, assidu dans la société de Mlle Lecouvreur, puis au château de Cirey où il cultivait à la fois avec la marquise du Châtelet l'amour et la science ; soupant avec les maîtresses de Louis XV : à la Muette



Voltaire à Postdam.

avec Mme de Mailly, à Choisy avec Mme de Châteauroux, à Étioles avec Mme de Pompadour, il écrivit pendant cette période *Alzire* et *Mahomet*, et composa *Charles XII*, puis le *Siècle de Louis XIV*. La représentation de *Mérope* fut pour lui un véritable triomphe. Le poëte se trouvait dans la loge de la duchesse de Villars. La salle tout entière ne pouvant l'embrasser, le parterre ivre d'enthousiasme ordonna à la duchesse de le faire pour elle. La vieille douairière se leva, mais ce n'était pas l'affaire du public : « La jeune ! la jeune duchesse ! » s'écria-t-on de toutes parts ; et la jeune de Villars, toute rougissante de plaisir et d'émotion, embrassa le poëte (1743).

Mais un refus d'autorisation s'oppose à la circulation de plusieurs des ouvrages de Voltaire ; Mme du Châtelet vient à mourir ; la marquise de Pompadour,

qui avait fait obtenir à Voltaire la charge de gentilhomme de la chambre du roi et d'historiographe de France, ne le protége plus; enfin le public admire les pièces de Crébillon. Mécontent de la cour, du gouvernement et du peuple, Voltaire se décide à répondre aux invitations pressantes du roi de Prusse qui se piquait de poésie et fut aussi fier d'enlever Voltaire à Louis XV que de prendre une province. « Enfin, écrit Voltaire en 1750, me voici à Berlin, dans le séjour embelli par les arts et ennobli par la gloire. Cent cinquante mille soldats victorieux, point de procureurs, opéra, comédie, philosophie, poésie, un héros philosophe et poëte, grandeur et grâces, grenadiers et muses, trompettes et violons, repas de Platon, société et liberté. Qui le croirait! Je suis tout honteux d'avoir ici l'appartement de M. le maréchal de Saxe. On a voulu mettre l'historien dans la chambre du héros. » Créé chambellan, il reçoit avec la clef d'or, la croix d'un ordre fameux et un brevet qui lui assure une pension viagère de 20 000 livres. Dans le cas où elle lui survivrait, sa nièce, Mme Denis, devait toucher également jusqu'à sa mort une pension de 4000 livres. « Je ne suis pas fâché, écrivait-il encore, de me trouver auprès d'un roi qui n'a ni cour ni conseil. Il est vrai que Potsdam est habité par des moustaches et des bonnets de grenadiers, mais, Dieu merci! je ne les vois point. Je travaille paisiblement dans mon appartement au son du tambour. Je me suis retranché les dîners du roi; il y a trop de généraux et trop de princes. Je ne pourrais m'accoutumer à être vis-à-vis d'un roi en cérémonie et à parler en public. Je soupe avec lui et en plus petite compagnie. On m'a cédé en bonne forme au roi de Prusse. Mon mariage est donc fait, sera-t-il heureux ?»

Il ne le fut pas longtemps Les susceptibilités du roi couronné et du roi de l'opinion ne tardèrent pas à se heurter. L'historien du *Siècle de Louis XIV* maugréait de quitter ses sérieux travaux pour corriger de mauvais vers « et blanchir le linge sale du roi. » La jalousie des gens de lettres et des savants appelés également par Frédéric et peu flattés de jouer le rôle de satellites de Voltaire fit le reste. Des dissensions éclatèrent dans la petite compagnie. Voltaire avec sa malice habituelle écrivit une satire mordante contre Maupertuis, le président de l'Académie de Berlin. Le roi fit brûler l'ouvrage par le bourreau. Voltaire rendit ce qu'il appelait « les brimborions, » la clef, la croix, etc., et partit. Il emportait par mégarde ou à dessein un volume des poésies inédites du roi. Frédéric s'en effraya. Il envoya à sa poursuite des soldats qui l'atteignirent à Francfort, le traitèrent avec la dernière rigueur et le tinrent douze jours prisonnier, dans une misérable auberge, jusqu'à ce que le volume de poésies arrivât de Leipzig où il était resté avec les bagages.

Voltaire, exilé de son pays adoptif, ne pouvait rentrer dans son pays natal. Le gouvernement français, que le voyage en Prusse avait mécontenté, lui défendit le séjour de Paris. L'Allemagne ne pouvait le protéger contre son vieil ami Frédéric, témoin l'événement de Francfort. Pendant deux ans Voltaire erra près de la frontière, en Alsace, en Bourgogne. A Lyon, le cardinal de Tencin lui refusa à dîner parce qu'il était mal avec la cour. Il essaya de Genève et s'y ennuya bien vite. Point de théâtre, le fanatisme calviniste au lieu du fanatisme catholique. Il résolut alors de s'assurer contre la persécution des catholiques un asile sur les terres de Genève et une retraite en France contre l'humeur des réformés. Il acheta la propriété des *Délices*, aux portes de Genève, et en 1759 bâtit le château de *Ferney* sur la frontière française. « Je me suis créé, disait-il au duc de la Vallière, un drôle de petit royaume dans mon vallon des Alpes. Je suis le vieux de la montagne, à cela près que je n'assassine personne. » Là, il écrit le froid roman de *Candide*, l'admirable *Essai sur les mœurs* qui traçait à l'histoire une voie nouvelle. Il imprime une édition de Corneille avec des notes au profit d'une petite-nièce du grand poëte. Il entreprend la défense du protestant Calas, condamné pour avoir tué son fils qui s'était suicidé, obtient la réhabilitation de cette victime du fanatisme, et le salut de la famille Sirven, délivrée du même danger. Seul, il lutte contre une magistrature aveuglée, et parvient à faire triompher le droit et la vérité. Pendant les trois ans qu'il s'occupe du plaidoyer de Calas, il ne lui échappe pas un sourire sans qu'il se le reproche, dit-il, « comme un crime. » C'est à cette occasion qu'il s'élève, en infatigable avocat de l'humanité, contre les formes de la procédure et la torture. « La loi ne les a point condamnés, s'écriait-il en parlant des coupables, et on leur inflige, dans l'incertitude où on est de leur crime, un supplice beaucoup plus affreux que la mort qu'on leur donne quand on est certain qu'ils la méritent. Quoi! j'ignore encore si tu es coupable, et il faudra que je te tourmente pour m'éclairer! et si tu es innocent, je n'expierai point envers toi ces mille morts que je t'ai fait souffrir, au lieu d'une que je te préparais! » C'est à cette occasion qu'il se montre le plus éloquent en faveur de la tolérance. « Il faut distinguer, ce me semble, dit-il, entre l'opinion et la faction. Voulez-vous empêcher qu'une secte ne bouleverse un État, usez de tolérance. Il n'y a pas d'autre parti à prendre en politique que de faire mourir sans pitié les chefs et les adhérents, hommes, femmes, enfants, sans en excepter un seul, ou de les tolérer quand la secte est nombreuse. Le premier parti est d'un monstre, le second est d'un sage. La religion est de Dieu à l'homme, la loi civile est de vous à vos peuples. » Superficiel, mondain, réduit au nécessaire dans la morale privée, représentant vrai de la morale populaire, il est grand dans la morale publique lorsqu'il invite la société à avoir plus d'égards pour la nature humaine, à en mieux respecter la dignité et les droits. Sachant tout aborder, tout éclaircir, propageant partout la vérité, et pouvant la faire admettre, il eut pour inspiration constante ce beau mot d'humanité, banal aujourd'hui, mais qui exprimait alors un sentiment vif, sincère pour tout ce qui touchait à l'homme, à ses droits, à sa dignité, à son bonheur.

Et ce maître des esprits, esprit généreux lui-même, cœur parfois vindicatif, plume infatigable, capable de s'élever aux plus sublimes hauteurs et de traîner dans la fange ce souverain de l'intelligence avec lequel se réconciliait Frédéric II, qui courtisait Catherine II, qui recevait de la grande impératrice une ambassade, de riches présents et une pelisse magnifique pour se garantir du vent des Alpes, et des notes pour écrire *Pierre le Grand*, ce monarque tout au plus suzerain de deux lieues de pays et qui dominait l'Europe, menait la vie la plus simple et la plus active, écrivant des vers, de l'histoire, se faisant représenter la comédie, soutenant de son zèle l'*Encyclopédie*, et entretenant avec les

principaux personnages du temps, grands et petits, une correspondance qui est le miroir de ce siècle. Sa table, somptueusement servie, était ouverte à tous les pèlerins qui venaient le visiter. Mais pour lui il vivait retiré dans son cabinet de travail et soutenait sa santé débile par une nourriture de malade. Il dut à cette sobriété la prolongation de ses jours. Sa colère contre ses ennemis ne tenait pas contre une politesse, une visite. Il détestait Rousseau, et cependant quand on lui dit que Rousseau se proposait de venir à Ferney, il s'écria : « Qu'il vienne, je lui donnerai à souper, je le mettrai dans mon lit, je lui dirai : Voilà un bon souper, ce lit est le meilleur de la maison, faites-moi le plaisir d'accepter l'un et l'autre et d'être heureux chez moi. »

L'église de Ferney le gênait dans son domaine, il la fit démolir, mais la réédifia ailleurs plus belle et plus riche. « Comme j'aime passionnément être le maître, dit-il, j'ai jeté par terre l'église, j'ai pris les cloches, l'autel, les confessionnaux, les fonts baptismaux, j'ai envoyé nos paroissiens entendre la messe à une lieue. Le lieutenant criminel et le procureur du roi sont venus instrumenter. J'ai envoyé promener tout le monde. De quoi se plaint monseigneur l'évêque d'Annecy? Son Dieu et le mien était logé dans une grange, je le logerai dans un temple; le Christ était de bois vermoulu, et je lui en ai fait dorer un comme un empereur. » Cependant, menacé dans sa retraite par l'évêque d'Annecy, il fit acte de chrétien et communia solennellement.

Voltaire cependant tenait à revoir, avant de mourir, ce Paris tant maudit et tant aimé. Louis XVI, plus indulgent, malgré sa piété timorée, que le débauché Louis XV, rouvrit au patriarche de Ferney les portes de la capitale (1778). Agé de quatre-vingt-quatre ans, Voltaire se mit en route, et fut accueilli avec enthousiasme. Quelques jours après, le 30 mars, « Voltaire partant du vieux Louvre et de l'Académie, traversa le Carrousel, aux applaudissements d'une foule immense pour aller au Théâtre-Français jouir de la sixième représentation d'*Irène*. Vêtu à l'ancienne mode, avec sa grande perruque poudrée et ses longues manchettes de dentelle, il portait une magnifique fourrure de zibeline, présent de cette coupable impératrice trop célébrée par lui. Un feu extraordinaire brillait encore dans ses regards, et les mots ingénieux lui échappaient sans cesse. Irène ou plutôt Voltaire excitait l'enthousiasme qui jadis avait salué le *Cid*. Le peuple applaudissait dans la rue, des hommes de cour remplissaient le parterre, et les femmes parées, debout dans leurs loges, battaient des mains. Et quand après la représentation le buste du poëte fut couronné sur la scène, ce fut un nouveau délire. Voltaire était enivré, plus qu'un jeune auteur à sa première pièce applaudie, et il disait avec vérité : « Vous voulez donc me faire mourir de plaisir? » Deux mois après cette apothéose, le 30 mai 1778, il cessait de vivre ; sa merveilleuse et frêle nature, épuisée par tant d'émotions, s'était enfin brisée. » (Villemain, *Litt. du dix-huitième siècle.*) Il avait toutefois encore eu le temps de bénir le fils de Franklin, en lui donnant pour devise cette belle parole : « Dieu et la liberté ! »

Voltaire avait reçu les sacrements de l'abbé Gauthier qui s'était contenté d'une profession de foi un peu vague. Le curé de Saint-Sulpice refusa de lui donner la sépulture. On envoya le corps à l'abbaye de Scellières, régie par un des neveux de Voltaire, qui lui fit célébrer de solennelles funérailles. L'évêque de Troyes écrivit pour défendre l'inhumation, mais quand sa lettre arriva la cérémonie était terminée. Ainsi Voltaire, le plus grand ennemi des moines, fut enterré par des moines, et reposa sous des dalles de leur église jusqu'à ce qu'il fût porté en triomphe au Panthéon, le 4 juillet 1791, par le peuple à la délivrance duquel il avait tant contribué.

L'affaire de Voltaire, en effet, a été immense. Condorcet l'a résumée à la veille de la révolution dans les lignes suivantes :

« L'histoire de ce qui s'est fait en Europe en faveur de la raison et de l'humanité est celle de ses travaux et de ses bienfaits. Si dans quelques parties du continent de l'Europe les hommes échappent à un fléau qui menace la vie et souvent détruit le bonheur (la petite vérole); si le clergé des pays soumis à la religion romaine a perdu sa dangereuse puissance et va perdre ses scandaleuses richesses; si la liberté de la presse y a fait quelques progrès; si la Suède, la Russie, la Pologne, la Prusse, les États de la maison d'Autriche ont vu disparaître une intolérance tyrannique; si, même en France et dans quelques États d'Italie, on a osé lui porter quelques atteintes; si les restes honteux de la servitude féodale ont été ébranlés en Russie, en Danemark, en Bohême et en France, si la Pologne en sent même aujourd'hui l'injustice et le danger; si les lois absurdes et barbares de presque tous les peuples ont été abolies, ou sont menacées d'une destruction prochaine; si partout on a senti la nécessité de réformer les lois et les tribunaux; si, dans le continent de l'Europe, les hommes ont senti qu'ils avaient le droit de se servir de leur raison; si les préjugés religieux ont été détruits dans les premières classes de la société, affaiblis dans les cours et dans le peuple; si leurs défenseurs ont été réduits à la honteuse nécessité d'en soutenir l'utilité politique; si l'amour de l'humanité est devenu le langage commun de tous les gouvernements; si les guerres sont devenues moins fréquentes; si on n'ose plus leur donner pour prétexte l'orgueil des souverains ou des prétentions que la rouille des temps a couvertes; si l'on a vu tomber tous les masques imposteurs sous lesquels les castes privilégiées étaient en possession de tromper les hommes; si pour la première fois la raison commence à répandre sur tous les peuples de l'Europe un jour égal et pur; partout dans l'histoire de ces changements on trouvera le nom de Voltaire, presque partout on le verra ou commencer le combat ou décider de la victoire. »

§ 2. MONTESQUIEU.

Voltaire était au milieu de sa brillante carrière quand disparut un des esprits les plus fermes qu'ait produits la fin du dix septième siècle, Montesquieu. Né en 1689, mort en 1755, il sut, par des études immenses, réunir la profondeur à la finesse : il ne se contenta pas de railler la société de son temps, il songea à la réformer. Homme pratique et modéré, corrigeant la liberté de sa pensée par la gravité de ses mœurs, Montesquieu peut nous servir d'intermédiaire entre le poëte malicieux de Ferney et le tribun éloquent de Genève.

Sa vie ne présente point la mobilité et l'intérêt de celle de Voltaire, encore moins les orages qui troublèrent celle de Rousseau. Fils de magistrat, et dès sa jeunesse président à mortier au parlement de Bordeaux, il consacra sa vie au travail. Après quelques années de séjour à Paris et des voyages en Italie, en Hollande, en Angleterre, il se retira dans son château de la Brède, près de Bordeaux. C'est de là qu'il agit puissamment sur ses contemporains par ses écrits peu nombreux, mais pleins de science et de raison.

» Il débuta par un livre à la façon de Voltaire, les *Lettres persanes*, mordante satire des mœurs de l'époque. Il supposait que plusieurs Persans venus en Europe correspondaient entre eux et avec leurs amis d'Ispahan : il se servait habilement de ce cadre pour faire contraster les mœurs de l'Occident avec celles de l'Orient. Une intrigue de sérail donnait de l'unité à ces lettres et aiguillonnait la curiosité des lecteurs légers. « Au milieu de ces peintures orientales se déroulait le tableau de tous les travers et de tous les ridicules vrais ou supposés de la société européenne, nos disputes littéraires, nos conversations bruyantes et futiles, notre engouement pour les étrangers, joint à notre estime exclusive de nous-mêmes ; la prétendue frivolité des



Montesquieu.

solutions morales données par les religions positives, la ressemblance des cérémonies catholiques avec les superstitions mahométanes, la docilité crédule des peuples. En mettant les critiques dans une bouche infidèle, l'auteur échappait à la responsabilité directe de ses hardiesses. Mille portraits brillants et moqueurs venaient orner cette riche galerie; c'étaient un géomètre exclusif, absurdement savant dans ses ridicules distractions, puis un fermier général tout fier des mérites de son cuisinier, ou bien encore un prédicateur, et, « qui pis est, un directeur » au teint fleuri, au doucereux langage. Montesquieu empruntait le pinceau de la Bruyère et s'en servait à rendre Voltaire lui-même jaloux. Les temps avaient bien changé, depuis « qu'un homme né chrétien et français se trouvait contraint dans la satire » et que les grands sujets lui étaient défendus : ici c'était un grave conseiller, un homme dont la vie devait être consacrée aux plus sérieuses études de la politique et de la législation, qui jugeait ne pouvoir gagner l'attention d'une époque frivole qu'en commençant par lui parler son langage. Mais déjà de grandes questions s'agitaient sous cette forme légère. La plupart des institutions sociales qui devaient former la matière de l'*Esprit des lois* se pré-

sentent ici à Montesquieu, mais sous l'aspect de fantaisies locales, dignes de fixer la curiosité du penseur. Religion, philosophie, gouvernement, commerce, finances, agriculture, mariages, économie, politique, tout y est indiqué, effleuré légèrement. L'auteur des *Lettres persanes* voit déjà l'énigme, il n'en a pas encore trouvé le mot. » (Demogeot.)

Ce mot, il le chercha et le trouva après vingt ans de travaux assidus. Loin de se perdre en de creuses théories, il crut qu'on devait étudier la manière dont il faut gouverner les hommes en examinant le passé. Juger les expériences déjà faites c'est le meilleur moyen de diriger sa marche; regarder en arrière sert beaucoup pour marcher en avant. Se reportant vers l'antiquité, il approfondit l'histoire du peuple le plus politique qui ait existé : le peuple romain. Il démêla admirablement les causes qui avaient livré le monde à Rome et celles qui lui firent perdre un empire si laborieusement conquis. Les *Considérations sur la grandeur et la décadence des Romains* sont un chef-d'œuvre de critique historique. Montesquieu y révélait un talent d'écrivain supérieur. Son livre est très-court, bien qu'il soit rempli de faits et d'idées. Chaque phrase est une pensée exprimée avec vigueur; on ne saurait pousser plus loin la précision et la fermeté.

L'*Esprit des lois* est le grand ouvrage de Montesquieu, celui qui l'occupa toute sa vie, et le plus grand livre du dix-huitième siècle. Imprimé à Genève, ce livre eut vingt-deux éditions en dix-huit mois. Faisant remonter les gouvernements à leurs principes et rattachant les lois à la raison, il analysait les différentes formes de gouvernements et renfermait l'étude de toutes les législations. Nulle part on ne trouvait une aversion plus déclarée, une critique plus amère et plus sanglante du despotisme, nulle part une peinture plus passionnée des monarchies tempérées et libres, et même plus de préventions en faveur des républiques et des gouvernements populaires. Esprit fin et original, hardi et circonspect, qui eut à la fois le sentiment le plus élevé de ce qui est dû à l'homme, et le sentiment le plus juste de ce qu'il faut accorder aux choses. Ce qui frappa surtout, ce fut l'éloge de la constitution anglaise. Montesquieu l'avait étudiée de près et l'expliquait avec amour. Il avait rapporté d'Angleterre une notion plus nette de la liberté. C'est, en effet, qu'en ce pays, dit M. Villemin, « la liberté y est partout armée; elle a sa procédure et ses recours qu'elle a gagnés successivement et qu'elle ne perd jamais. Elle n'est pas le fruit d'une théorie, mais elle ne se modifie pas d'un jour à l'autre au gré d'une théorie nouvelle. Le jury, pour toutes les causes indépendant et unanime, la liberté de la presse, la garantie effective et non pas



Rousseau.

simplement la déclaration de la liberté individuelle, le droit de plainte judiciaire dans tous les cas et contre toute personne, ce sont là des choses acquises et invariables, dont les publicistes anglais constatent seulement les règles et l'usage, et qui valent mieux pour la liberté d'un pays que les grandes maximes de nos constitutions successives. » Nous verrons pendant la révolution l'influence de ces idées anglaises transportées en France par Montesquieu, mais qu'on avait peut-être tort de croire suffisantes pour régénérer la France. Ajoutons, pour achever de rendre justice à Montesquieu, que nul ne combattit aussi plus efficacement que lui les derniers restes de la barbarie, la cruauté dans les lois, l'esclavage, et surtout l'esclavage des noirs, la contradiction révoltante d'une morale divine et d'un culte persécuteur. Le mal chez nous n'était pas seulement dans le gouvernement et dans les lois : il était encore dans la société. Rousseau va s'attaquer à la fois au gouvernement et à la société.

§ 3. ROUSSEAU.

Rousseau fut pour ses contemporains et reste encore pour nous, à bien des égards, un caractère inexplicable. On comprend la vie dissipée de Voltaire : homme du monde, il acceptait les mœurs de son siècle tout en combattant certaines de ses idées; ami de l'élégance et du plaisir, riche et puissant, il aurait voulu plus de justice dans les relations, plus de liberté dans l'expression de la pensée; mais, loin de heurter ceux qu'il combattait, il ne cherchait qu'à les convaincre et à les séduire, qu'à les éclairer et à les entraîner. On le persécutait quelquefois, mais on le recherchait toujours. Voltaire, c'est l'esprit de société personnifié, la causerie aimable, l'enjouement et les grâces. Rousseau, au contraire, trouva je ne sais quel charme à rompre en visière à tout le genre humain. Fils de ses œuvres, apprenti et valet avant de remuer le monde par ses idées, écrivain éloquent, caractère morose, ayant de l'imagination, de la passion, de l'ampleur et du mouvement, il s'appuya sur des idées justes; mais, en les exagérant, en abusant de la logique, il leur donna l'air de paradoxes. Étrange dans sa conduite comme dans ses écrits, il fut une protestation vivante contre la légèreté et l'insouciance de cette brillante société du du dix-huitième siècle : platonicien imprégné de sensualisme, il prit à partie la licence des mœurs et l'abus de l'esprit en face d'Helvétius, de Dolbach, de Diderot, et se fit l'apôtre de la morale naturelle et d'un Dieu paternel; stoïcien dans un temps où l'épicurisme régnait, citoyen quand il n'y avait encore que des sujets, il voulut vivre par le sentiment dans un monde qui ne connaissait plus que la sensation; on le repoussa. Cet isolement le grandit, et, grâce à son éloquence, il exerça sur son temps et sur la postérité une influence non moins durable que celle de son ennemi Voltaire; car il redonna du ton aux esprits comme aux caractères, et rendit aux âmes le sentiment de la foi et l'enthousiasme du beau moral.

Tout est bizarre dans la vie de Rousseau, et bien des choses y sont mauvaises. Il nous a lui-même révélé ses plus intimes secrets; et si ses révélations font honneur à sa franchise, elles donnent une triste idée de sa jeunesse. Plus tard, sur le déclin de ses jours, quand il eut longtemps réfléchi sur les principes et tracé un code de morale, il s'efforça d'amender sa conduite; mais il n'était besoin de tant de méditations. S'il eût davantage écouté la voix de sa conscience, qui parlait souvent si bien, mais se faisait si mal obéir, il n'aurait point eu besoin de faire des efforts de raisonnement pour trouver la vérité, et de lutter pour chercher le bonheur qu'il avait souvent rencontré sans le reconnaître.

Jean-Jacques Rousseau naquit à Genève en 1712; il n'était donc pas Français : mais hâtons-nous de dire qu'il le devint d'abord de cœur avant de le devenir par son séjour dans notre patrie et l'honneur qu'il fit à notre littérature. Pendant la guerre de 1733, il apprenait avec la plus grande joie les succès de la France; « ses revers, dit-il, m'affligeaient comme s'ils fussent tombés sur moi. Si cette folie n'eût été que passagère, je ne daignerais pas en parler; mais elle s'est tellement enracinée dans mon cœur sans aucune raison, que lorsque j'ai fait dans la suite, à Paris, l'antidespote et le fier républicain, je sentais, en dépit de moi-même, une prédilection secrète pour cette même nation que je trouvais servile, et pour ce gouvernement que j'affectais de fronder. Enfin, ce penchant s'est trouvé si désintéressé de ma part, si fort, si constant, si invincible, que, même depuis ma sortie du royaume, depuis que le gouvernement, les magistrats, les auteurs, s'y sont à l'envi déchaînés contre moi, depuis qu'il est devenu du bon air de m'accabler d'injures et d'outrages, je n'ai pu me guérir de ma folie. Je les aime en dépit de moi, quoiqu'ils me maltraitent. »

Jean-Jacques était fils d'une honnête famille d'horlogers. Il lisait Plutarque dès l'âge de huit ans, et s'enflammait d'un ardent amour de la Grèce et de Rome. « De ces intéressantes lectures, dit-il, des entretiens qu'elles occasionnaient entre mon père et moi, se forma cet esprit libre et républicain, ce caractère indomptable et fier, et impatient du joug de servitude qui m'a tourmenté tout le temps de ma vie. » Un ministre lui apprit le latin, et dès 1723 on le plaça chez un greffier. Les parchemins l'effrayèrent; on le confia à un graveur. L'apprenti eût pu devenir un excellent et heureux ouvrier; son imagination exaltée par de mauvais romans l'égara. Les mauvais traitements le dépravèrent tout à fait : il s'abaissa jusqu'à voler. Échappé de la maison de son maître, il n'osa rentrer chez son père et fuit son pays. Un curé, qui l'a séduit par sa succulente hospitalité, détruit ses préventions contre le catholicisme et l'adresse à une jeune veuve d'Annecy, Mme de Warrens, dame charitable s'il en fut, qui passait sa vie en péchés continuellement rachetés par les bonnes œuvres, et qui regardait si peu dans ses aumônes, qu'elle donnait, sans compter, jusqu'à sa vertu. Mme de Warrens envoie Rousseau à Turin, chez les catéchumènes; et là ce jeune homme, bien que rempli des plus fortes convictions dans la vérité de la religion paternelle, abjure ses croyances pour mieux attirer la fortune; celle-ci ne lui sourit pas davantage. Commis, puis laquais, il s'ennuie et revient vers Mme de Warrens. La dame, tout d'abord occupée à faire à son protégé une situation dans le monde, le pousse au séminaire; mais, après une courte expérience, Rousseau ne se sent point d'humeur à suivre la discipline de l'Église, et se croit au contraire une vocation réelle pour la musique. Il s'improvise musicien; mais on n'enseigne point un art avant de le connaître, et Rousseau, sans se donner le temps d'étu-

dier, s'attire plus d'une honte par son fol orgueil. Impatient de tout joug, même du plus doux, il quitte *sa chère maman*, court le pays comme interprète d'un archimandrite grec, tombe sous la protection d'un ambassadeur français, et s'élance plein d'espoir vers Paris.

Le dé appointement l'y attendait. Un colonel Godard l'avait pris pour gouverneur de son neveu et le traitait en valet. Rousseau, sans chercher plus loin, retourna les yeux vers les montagnes de la Savoie, l'horizon qui lui plaisait le plus. Il n'avait que faire de retenir sa place sur le coche, ses jambes allaient aussi vite. Il partit plus gaiement encore qu'il n'était venu. Le voyage était d'ailleurs une joie pour cet ami de la nature. On ne la regardait alors que par les fenêtres des salons, et la campagne ne plaisait que bien taillée comme les jardins de Versailles. Rousseau sentait toute la poésie des eaux, des montagnes et des bois, et devait la révéler à son siècle. « Je me souviens, raconte-t-il, d'avoir passé une nuit délicieuse hors de la ville (Lyon), dans un chemin qui côtoyait le Rhône ou la Saône, car je ne me rappelle pas lequel des deux. Des jardins élevés en terrasse bordaient le chemin du côté opposé. Il avait fait très-chaud ce jour-là; la soirée était charmante; la rosée humectait l'herbe flétrie; point de vent, une nuit tranquille; l'air était frais, sans être froid; le soleil, après son coucher, avait laissé dans le ciel des vapeurs rouges dont la réflexion rendait l'eau couleur de roses; les arbres des terrasses étaient chargés de rossignols qui se répondaient l'un à l'autre. Je me promenais dans une sorte d'extase, livrant mes sens et mon cœur à la jouissance de tout cela, et soupirant seulement un peu du regret d'en jouir seul. Absorbé dans ma douce rêverie, je prolongeai fort avant dans la nuit ma promenade, sans m'apercevoir que j'étais las. Je m'en aperçus enfin ; je me couchai voluptueusement sur une tablette d'une espèce de niche ou de fausse porte enfoncée dans un mur de terrasse ; le ciel de mon lit était formé par les têtes des arbres; un rossignol était précisément au-dessus de moi, je m'endormis à son chant; mon sommeil fut doux, mon réveil le fut davantage. Il était grand jour : mes yeux, en s'ouvrant, virent l'eau, la verdure, un paysage admirable. Je me levai, me secouai : la faim me prit : je m'acheminai gaiement vers la ville, résolu de mettre à un bon déjeuner deux pièces de six blancs qui me restaient encore. »

Rousseau retrouva Mme de Warrens établie à Chambéry : elle accueillit avec joie ce jeune homme qui tentait vainement toutes les carrières, et qu'elle s'attacha désormais par les liens les plus intimes, se dévouant, dit Rousseau, pour la plus grande tranquillité et le plus grand bonheur de son jeune ami. Ils vinrent ensemble aux Charmettes, près de Chambéry, où le voyageur se reposa enfin pendant quelques années de ses courses errantes, dans l'amour des champs, des livres et de sa trop sensible protectrice. Ce fut là qu'il compléta, par un travail solitaire et opiniâtre, son éducation commencée vingt fois et vingt fois reprise. Mais sa santé s'altéra; sa poitrine s'affaiblit. « Je ne sais, dit-il, d'où venait qu'étant bien conformé par le coffre et ne faisant d'excès d'aucune espèce, je déclinais à vue d'œil. J'ai une assez bonne carrure, la poitrine large, mes poumons doivent y jouer à l'aise; cependant, j'avais la courte haleine, je me sentais oppressé; je soupirais involontairement, j'avais des palpitations, je crachais le sang; la fièvre lente survint, et je n'en ai jamais été bien quitte. Comment peut-on tomber dans cet état à la fleur de l'âge, sans avoir aucun viscère vicié; sans avoir rien fait pour détruire la santé? L'épée use le fourreau, dit-on quelquefois. Voilà mon histoire : mes passions m'ont fait vivre, et mes passions m'ont tué. » Il sortit de là homme fait, avec un talent de copiste pour la musique, un nouveau système de la noter, et, sans le savoir peut-être, un levier pour remuer le monde.

« J'arrivai à Paris, dit-il, dans l'automne de 1741, avec quinze louis d'argent comptant, ma comédie de *Narcisse*, et mon projet de musique pour toute ressource. » Rousseau avait alors vingt-neuf ans.

Rousseau ne réussit point d'abord à Paris. Son projet ne fut pas reçu par l'Académie. Sa bourse s'épuisa vite. Accueilli heureusement dans plusieurs des grandes maisons de Paris, chez Mmes Dupin, de Beuzenval, de Broglie, il dut à leur protection de devenir secrétaire d'ambassade à Venise, où, pendant dix-huit mois, bien appointé, il géra les affaires de l'ambassade à la place d'un ambassadeur insensé. Son zèle même lui suscita des jalousies qui le forcèrent de donner sa démission. De retour à Paris, il ne songea plus qu'à la musique, lutta en vain pour obtenir la représentation d'un opéra, s'éprit d'une demoiselle Thérèse Levasseur, qui lui donna cinq enfants, et, se débattant contre la misère et le remords, fit porter aux Enfants-Trouvés ces malheureux fruits d'une union illégitime, n'ayant encore de joies de l'esprit que dans la société de ses amis Grimm et Diderot, lorsqu'une simple question, mise au concours par l'Académie de Dijon, le révéla à lui-même et aux autres. *Le progrès des sciences et des arts a-t-il contribué à corrompre ou à épurer les mœurs?* Telle était la question. Témoin de la plus grande corruption, au milieu de la société la plus polie et la plus lettrée qui eût existé, plein du souvenir de la sobriété et de l'austérité romaines, sorti à peine des épreuves de sa rude jeunesse, et dégoûté déjà du milieu dans lequel il vivait, de verve, il écrivit sur la question un discours hérissé de paradoxes, mais brillant par la hardiesse des images, la nouveauté des idées, le coloris du style, et il remporta le prix (1750).

La publication de ce discours fit grand bruit; on se le disputa, on le réfuta. Le roi Stanislas prit gravement la plume pour répondre au philosophe qui prétendait ramener la civilisation en arrière. Rousseau engagea une polémique vive, ardente; il fit plus il voulut se réformer, quitta la dorure et les bas blancs, déposa l'épée, vendit sa montre. On accourut de tous côtés pour voir, dit-il, « cet homme bizarre qui ne recherchait personne et ne se souciait de rien que de vivre libre et heureux à sa manière. Ma chambre ne désemplissait pas de gens qui, sous divers prétextes, venaient s'emparer de mon temps. Les femmes employaient mille ruses pour m'avoir à dîner. Plus je brusquais les gens, plus ils s'obstinaient.... Bientôt il aurait fallu me montrer comme Polichinelle, à tant par personne. »

Retourner à la nature, à la simplicité, aux vertus primitives, au milieu de la société la plus raffinée et la plus corrompue, telle fut la thèse qu'il avait soutenue et le rôle qu'il prit.

L'Académie de Dijon proposa une seconde question : *Quelle est l'origine de l'inégalité parmi les hommes? est-elle autorisée par la loi naturelle?* Rousseau, né dans une république, plein de rancunes contre l'inégalité qui lui avait infligé tant d'épreuves, frappé des injustes institutions de la France, ennemi de tout ce qui n'était que convention, n'ayant jamais pu s'assouplir aux servitudes du monde, représentant dans les salons de Paris la classe pauvre et fière dont il était sorti, entraîné d'ailleurs par son premier succès, laissa dans cette nouvelle thèse déborder le levain démocratique et la haine de la civilisation. Exaltant l'état de nature, il fit sortir du désir d'y échapper, l'ambition, l'envie, qui introduisirent la propriété, l'inégalité, la société civile, le gouvernement des uns par les autres, la protection des forts, l'esclavage des faibles; et il proclama pour remède le retour à l'état sauvage. Œuvre hardie, mais pleine de misanthropie, où il y a plus de colère que de raison, où l'auteur confond comme à plaisir, dans une commune réprobation, le juste et l'injuste, la propriété qui naît du travail et celle qui naît de l'usurpation, les raisonnables limites de la liberté naturelle et l'injuste oppression de cette liberté, la magistrature et le despotisme, les lumières et la corruption, et où il condamne l'homme à cette alternative de devenir méchant ou de rester animal. Voltaire s'est chargé de le réfuter, et il s'est acquitté de ce soin avec trop d'esprit pour que nous n'aimions pas mieux nous retrancher derrière sa lettre : « J'ai reçu, écrivit-il à Rousseau, votre livre contre le genre humain. Vous plairez aux hommes à qui vous dites leurs vérités, mais vous ne les corrigerez pas. On n'a jamais employé tant d'esprit à vouloir nous rendre bêtes; il prend envie de marcher à quatre pattes quand on lit votre ouvrage. Cependant, comme il y a plus de soixante ans que j'en ai perdu l'habitude, je sens malheureusement qu'il m'est impossible de la reprendre, et je laisse cette allure naturelle à ceux qui en sont plus dignes que vous et moi. Je ne peux non plus m'embarquer pour aller trouver les sauvages du Canada; premièrement, parce que les maladies dont je suis accablé me retiennent auprès du plus grand médecin de l'Europe, et que je ne trouverais pas les mêmes secours chez les Missouris : secondement, parce que la guerre est portée dans ce pays-là, et que les exemples de nos nations ont rendu les sauvages presque aussi méchants que nous. Je me borne à être un sauvage paisible dans la solitude que j'ai choisie auprès de votre patrie, où vous devriez être. » — Voltaire n'en était encore avec Rousseau qu'aux malices; il ne devait pas tarder à engager avec lui une polémique plus aigre, plus mordante, à laquelle la mauvaise humeur de Jean-Jacques finit par donner l'amertume, mais où il montra cependant toujours plus de noblesse de cœur que son rival. « Je ne vous aime point, monsieur, écrivait Rousseau à Voltaire; vous m'avez fait des maux qui pouvaient m'être les plus sensibles, à moi, votre disciple et votre enthousiaste. Je vous hais même puisque vous l'avez voulu; mais je vous hais en homme encore plus digne de vous aimer, si vous l'aviez voulu. De tous les sentiments dont mon cœur était pénétré pour vous, il n'y reste que l'admiration qu'on ne peut refuser à votre beau génie et l'amour de vos écrits. Si je ne puis honorer en vous que vos talents, ce n'est pas ma faute. » Voltaire et Rousseau, travaillant sans le savoir à la même œuvre, ne pouvaient s'entendre : l'un ne songeait qu'aux idées, l'autre aux sentiments. Les paradoxes du philosophe bourru choquaient le fin bon sens du philosophe ami des rois. Deux principes de la révolution se rencontraient et se heurtaient en eux : l'esprit de réforme et l'esprit révolutionnaire; l'amour de la liberté et l'amour de l'égalité; l'aristocratie de l'intelligence et la démocratie intelligente; le désir de sages institutions, et la haine de la dépendance.


Tombeau de Rousseau.


L'Ermitage.

Il reste assez peu de traces dans le *Contrat social* de cette humeur aigre qui rebute à la lecture du discours sur l'inégalité. Le ton est généralement sévère,

la composition forte, le style d'une rare précision. Mais les erreurs, les obscurités, les contradictions y sont très-nombreuses. Après avoir posé la liberté de l'homme comme inaliénable, indépendante de toute convention, il la sacrifie presque absolument à la suprématie illimitée de l'État. « De même que Condillac et Locke partaient d'un principe abstrait, exclusif, insuffisant, d'où ils prétendaient créer la philosophie tout entière, c'est encore d'un seul principe, d'un principe exclusif et incomplet que Rousseau tire sa politique. *L'homme est né libre*, ce sont les premiers mots du *Contrat social;* c'en est aussi toute la pensée. Si l'homme sort de sa naturelle et sauvage indépendance, c'est par son consentement c'est par un acte de sa volonté. L'État repose sur une convention arbitraire ; l'ensemble des volontés particulières forme la volonté générale, qui est la seule véritable loi. Le peuple est le seul souverain ; son caprice est absolu est inviolable, sa décision sans appel. Rousseau affirme en droit ce que les jurisconsultes romains posaient en fait : *Uti populus jusserit, ita lex esto.* (*Ce que le peuple a ordonné, c'est la loi.*) Cette conception de la liberté humaine est généreuse et fière; mais n'est-elle pas exagérée, c'est à-dire incomplète? A côté de l'autonomie de l'homme, ne faut-il pas placer la nature éternelle des choses? La loi, dans son acception la plus haute, est-elle bien le résultat d'une volonté arbitraire? N'existe-t-elle pas avant qu'une intelligence mortelle la découvre? Tous les rayons du cercle n'étaient-ils pas égaux avant qu'un géomètre se fût donné la peine de le constater? Si cela est vrai, à côté de la liberté individuelle, il faut placer la raison souveraine et impersonnelle, à laquelle, sous peine d'injustice, elle ne pourra se soustraire. Le législateur ne sera que le traducteur plus ou moins *fidèle de ces droits et de ces devoirs antérieurs et supérieurs aux lois positives*, et les décisions de la majorité, quelque respectables qu'elles puissent être, ne seront jamais qu'une présomption de la justice. Rousseau lui-même avait reconnu cette vérité, mais sans en poursuivre les conséquences. « Ce qui est bien et conforme à l'ordre, avait-il dit, est tel par la nature des choses et indépendamment des conventions humaines. » Faute de s'être attaché aux déductions de ce principe, la politique de Rousseau n'a envisagé qu'une moitié du problème social.... On a dit avec raison que Rousseau n'a fait que retourner le système de Hobbes, et déplacer le despotisme en l'attribuant à la multitude. Cette erreur spéculative d'un grand homme s'est fait sentir par de longs et sinistres contre-coups dans les fautes et les malheurs de la Révolution française. » Demogeot, *Histoire de la littérature française*, p. 504 et 505.)

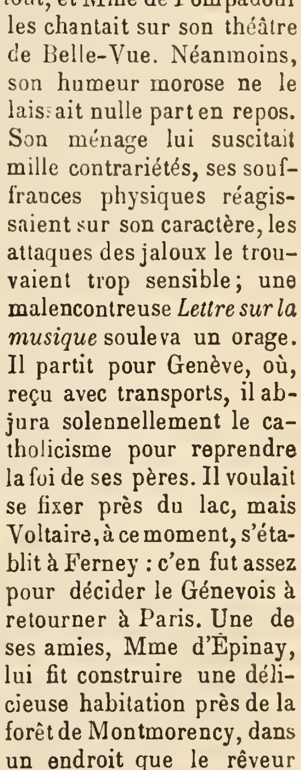


D'Alembert.

La gloire que Rousseau avait tant attendue lui vint tout à la fois; il avait obtenu enfin un grand succès comme musicien. Son opéra du *Devin* fut représenté à la cour Le roi voulut voir l'auteur, mais Rousseau déclina cet honneur et perdit une pension qu'on lui destinait. Ce succès le flatta plus que nul autre. Les airs de son opéra étaient fredonnés partout, et Mme de Pompadour les chantait sur son théâtre de Belle-Vue. Néanmoins, son humeur morose ne le laissait nulle part en repos. Son ménage lui suscitait mille contrariétés, ses souffrances physiques réagissaient sur son caractère, les attaques des jaloux le trouvaient trop sensible; une malencontreuse *Lettre sur la musique* souleva un orage. Il partit pour Genève, où, reçu avec transports, il abjura solennellement le catholicisme pour reprendre la foi de ses pères. Il voulait se fixer près du lac, mais Voltaire, à ce moment, s'établit à Ferney : c'en fut assez pour décider le Génevois à retourner à Paris. Une de ses amies, Mme d'Épinay, lui fit construire une délicieuse habitation près de la forêt de Montmorency, dans un endroit que le rêveur aimait beaucoup. « Mon ours, lui dit-elle, voilà votre asile; c'est vous qui l'avez choisi, c'est l'amitié qui vous l'offre : j'espère qu'il vous ôtera la cruelle idée de vous séparer de moi. »



Diderot.



Rousseau publia son roman passionné de la *Nouvelle Héloïse*, paradoxe d'amour, et son livre célèbre d'*Émile*, autre paradoxe sur l'éducation, mais tous deux pleins de beautés. L'*Émile* est le résumé de toutes ses idées, mélange de vérités et d'erreurs, de vues élevées et de chimères dangereuses. Rousseau se trompe sur l'éducation, en soutenant qu'elle ne doit pas être dirigée. L'isolement de l'enfant ne peut en faire qu'un sauvage. La *Nouvelle Héloïse* est le miroir de la passion du beau et du vrai qui faisait battre l'âme de Rousseau. Mais cette passion n'est pas sans mélange. Rousseau, cependant, ramenait son temps au sentiment de la nature, rapprenait aux mères à allaiter leurs enfants, à l'homme et à la femme à rechercher le cœur et non le plaisir dans leur union, et à tous, dans la *Profession du vicaire savoyard*, à s'élever jusqu'à la conception de Dieu à travers ses œuvres admirables.


Condorcet.

Au milieu de ces succès, Rousseau vieillissait dans un chagrin croissant. Une idée fixe le préoccupait : il croyait voir tout le monde conjuré contre lui. Dans ses dernières années, il habitait à Ermenonville, propriété de M. de Girardin. Mais les beautés de la nature pouvaient à peine rendre le calme à cette âme brisée par les soupçons et la défiance. Rien ne pouvait dissiper ses préventions. Les triomphes de Voltaire l'irritaient; il n'avait point foi en son œuvre : les hontes de sa vie, qu'il retraçait de sa main débile, oppressaient son cœur, il chercha à soulager sa conscience en révélant à la postérité ce qu'elle n'aurait point dû savoir. Ses *Confessions* sont devenues elles-mêmes un monument de ses souffrances et de son orgueil. Jusqu'alors on avait écrit des mémoires sur les événements auxquels on avait pris part; on n'avait point encore, depuis saint Augustin, déroulé ainsi le tableau de sa vie intime, raconté l'histoire de ses pensées et de ses sentiments, et saint Augustin l'avait fait d'une bien autre manière. Ce genre, mauvais parce qu'il tend ou à satisfaire l'orgueil de l'auteur, ou à éveiller une avide curiosité chez les lecteurs, qui ne rencontrent là qu'une lecture souvent malsaine, n'a eu, dans notre siècle, que trop de disciples qui croient le monde intéressé à connaître à quels jeux ils s'amusaient, et comment se montrait leur génie naissant.


Le chancelier d'Aguesseau.

Un mois après la mort du triomphant Voltaire, on trouva le malheureux Rousseau dans sa chambre, étendu sans vie, avec un trou à la tête. Avait-il succombé à une attaque d'apoplexie? avait-il rejeté lui-même le fardeau pesant d'une vie si agitée? On ne peut le dire, et le mystère plane encore sur cette mort douloureuse. Rousseau fut enterré dans un îlot du lac d'Ermenonville. Oublié dans ces derniers jours, il devint, après sa mort, comme l'objet d'un culte. On alla comme en pèlerinage visiter son tombeau, placé sous ces ombrages qu'il aimait tant. Cette dévotion à Rousseau indiquait assez l'empire qu'il avait exercé. Voltaire avait excité l'admiration et Rousseau l'enthousiasme; l'un avait ébloui, l'autre ému; l'un avait dominé son siècle, l'autre l'avait agité. Tous deux ont exercé sur la société et la littérature du dix-neuvième siècle une incontestable influence.

§ 4. PHILOSOPHES ET ÉCONOMISTES, LES ARTS.

Nous avons donné à ces trois hommes une place à part, parce qu'au point de vue politique on peut dire que leur influence allait se retrouver aux trois grandes époques de la Révolution : celle de Voltaire dans l'élan universel de 1789, celle de Montesquieu dans les efforts des constitutionnels de l'Assemblée nationale, celle de Rousseau dans la pensée, sinon dans les actes des rêveurs farouches de la Convention.

Derrière les chefs étaient les soldats : Diderot, écrivain fougueux et inégal, d'Alembert, grand géomètre, essayaient d'organiser l'armée des philosophes. Ils fondaient l'*Encyclopédie*, dont le premier volume parut en 1751, immense revue de toutes les connaissances humaines, qui y étaient toutes exposées d'une manière nouvelle, souvent menaçante pour l'ordre

social, toujours hostile pour la religion. De redoutables déclamateurs allaient plus loin encore : Helvétius, dans son livre de l'*Esprit;* le baron d'Holbach, dans son *Système de la nature;* Lamettrie, dans son *Homme-Machine;* l'abbé Raynal, dans son *Histoire philosophique des deux Indes.*

Mais il faut une place à part pour le chancelier d'Aguesseau, dont les belles ordonnances de réformations composent le Code Louis XV; pour le jeune moraliste Vauvenargues, qui a écrit cette ligne : « Les grandes pensées viennent du cœur; » pour l'abbé de Condillac, puissant analyste, qui étudia l'origine des idées et du langage et confondit souvent les unes avec l'autre; pour son frère, l'abbé de Mably, publiciste hardi, qui émit sur l'*Histoire de France* des idées neuves mêlées d'erreurs; enfin pour le marquis de Condorcet, qui, condamné plus tard avec les Girondins, composa, en attendant la mort, une *Esquisse des progrès de l'esprit humain.*

Les philosophes s'attaquaient à tout, les économistes ne prétendaient toucher qu'aux intérêts matériels. Au dix-septième siècle, on croyait qu'une nation était



Duhamel du Monceau.

d'autant plus riche qu'elle possédait plus d'or, qu'elle achetait moins et vendait davantage. Quesnay montra que les métaux précieux sont le signe de la richesse, non la richesse même, et il mit celle-ci dans l'agriculture. Gournay réclama pour l'industrie. La théorie de l'Écossais Adam Smith, qui vécut longtemps en France, fut plus géuérale; pour lui, la richesse était dans le travail, et le travail avait trois modes d'application : l'agriculture, l'industrie et le commerce; ses élèves en reconnurent un quatrième : le travail intellectuel, je veux dire les arts, les lettres et les sciences.

Ainsi la pensée de l'homme, longtemps enfermée dans les spéculations purement métaphysiques, ou tournée au culte désintéressé des muses, prétendait aborder maintenant les plus difficiles problèmes qui intéressent la société humaine. Et tous, philosophes comme économistes, cherchaient la solution du côté de la liberté. De l'école de Quesnay était sorti l'axiome célèbre : « Laissez faire, laissez passer, » qui fut un moment appliqué, quand les édits de 1754 et de 1764 reconnurent la liberté du commerce des grains, que Turgot va de nouveau proclamer. Le marquis d'Argenson avait dit la même chose sous une autre forme : « Pas trop gouverner. »

Il y a deux parts à faire dans la littérature du dix-huitième siècle : l'une sérieuse, l'autre frivole. Les arts n'ont que celle-ci. La recherche exclusive de la grâce fait oublier la beauté des lignes et des types. On produit de charmants ouvrages, on décore avec esprit et avec une coquette élégance les hôtels des riches ; on ne fait ni une grande statue ni un grand tableau. Et comme on déserte Versailles pour vivre dans les boudoirs, les architectes réduisent leurs plans aux proportions modestes d'une société qui ne sait plus voir le grand air de l'âge précédent.

Ange Gabriel, mort en 1782, éleva les deux charmantes colonnades de la place de la Concorde, en s'inspirant de la colonnade du Louvre ; l'École militaire ; la salle d'opéra de Versailles et le château de Compiègne. Robert de Cotte construisit la colonnade de Trianon ; Soufflot, mort en 1781, le Panthéon, si admirablement placé, et qui de loin signale Paris aux voyageurs ; Servandoni, mort en 1766, le portail de Saint-Sulpice, trop vanté et n'ayant pas la simple grandeur de celui du Panthéon ; Antoine, le noble édifice appelé l'hôtel des Monnaies.



Réaumur.

Les sculpteurs ont moins laissé encore ; ce sont : G. Coustou ; Pigale, mort en 1785 (la statue de Voltaire à l'Institut, et le tombeau du maréchal de Saxe, à Strasbourg) ; Bouchardon, mort en 1762 (plusieurs statues à Saint-Sulpice, et la lourde fontaine de la rue de Grenelle). Les peintres ont plus de valeur, surtout Watteau, bien qu'il ne représente qu'un art conventionnel avec ses bergères d'opéra ; Carle Vanloo, dont on vante l'*Enée portant Anchise ;* et J. Vernet, mort en 1789, renommé pour ses marines. Mais Boucher, mort en 1770, que ses contemporains ne craignaient pas d'appeler le Raphaël français, est justement oublié, ainsi que ses figures « nourries de roses. »

§ 5. DÉCOUVERTES SCIENTIFIQUES ET GÉOGRAPHIQUES.

Le dix-huitième siècle fut pour les sciences ce que le dix-septième avait été pour les lettres et le seizième pour les arts. La physique régénérée, les mathématiques développées, l'histoire naturelle étudiée, la chimie créée, voilà l'œuvre de ce siècle léger à la surface et accomplissant au fond un immense travail. En même temps, de savants navigateurs vont compléter l'œuvre

des grands marins du quinzième siècle, et achèvent la reconnaissance de notre globe.

Descartes, Pascal, Newton et Leibnitz avaient fait faire de considérables progrès aux mathématiques et créé des branches nouvelles de la science. Il restait à rendre accessibles les hautes conceptions de ces grands génies et à avancer dans la voie qu'ils avaient ouverte. Ce fut l'œuvre des savants du dix-huitième siècle, d'Euler, de Clairault, de d'Alembert, et principalement de Lagrange et de Laplace. Lagrange montra une rare précocité. A dix-neuf ans, il résolvait un problème posé par Euler; l'année suivante, il écrivit les premiers essais de cette *Méthode des variations* qui seule suffirait à immortaliser son nom. Il serait trop long d'énumérer tous les travaux de cet esprit éminemment chercheur. Il suffit de dire qu'il a porté l'analyse pure au plus haut degré des perfections, développé le calcul différentiel et intégral, dont Newton et Leibnitz se disputaient la découverte, et que nul n'a parlé un langage à la fois aussi élégant et aussi clair dans l'exposition des théories les plus arbitraires. Il était né à Turin, de parents d'origine française, et mourut à Paris en 1813, Napoléon l'avait fait sénateur.

Laplace (1749-1827), fils d'un pauvre paysan de la



Lavoisier.

vallée d'Auge, dans la basse Normandie, dut à d'Alembert le premier emploi qui lui permit de résider à Paris. Il donna dans la *Mécanique céleste* une démonstration complète des différentes lois astronomiques qui régissent le système de l'univers, ce qui complétait l'œuvre de ses plus illustres devanciers; de sorte que l'astronomie mathématique ne lui doit pas moins qu'à Newton et à Képler. Son *Exposition du système du monde* est un modèle de netteté et d'élégance; sa *Théorie des probabilités* est devenue classique et a fourni les principaux éléments des ouvrages analogues qui ont été publiés depuis. Laplace est mort presque de nos jours, comblé d'honneurs par Napoléon Ier et par Louis XVIII. Il avait été ministre de l'intérieur pendant six semaines, après le 18 brumaire; il fut sénateur et comte sous l'Empire; la Restauration le nomma marquis. Ses œuvres ont été réimprimées, en 1844, aux frais de l'État.

Lalande (1732-1807) ne fit point d'aussi importants travaux, mais il popularisa l'étude de l'astronomie par un enseignement suivi de quarante-six années au Collége de France. Euler, de Bâle (1707-1783), perfectionna le calcul différentiel et intégral, appliqua l'analyse à la mécanique et à la construction des vaisseaux, et écrivit en français ses lettres célèbres à une princesse d'Allemagne (la princesse d'Anhalt-Dessau,

nièce du roi de Prusse), où il traite de la physique, de la métaphysique et de la logique. Clairaut, géomètre et astronome, présenta, à douze ans, d'intéressants mémoires à l'Académie des sciences, et fut reçu, à dix-huit ans, dans cette compagnie. Il alla en Laponie (1736) pour mesurer, près du pôle, un degré de méridien que Bouguer et la Condamine placèrent sous l'équateur[1]. Quelque temps après, Lacaille s'établissait au cap de Bonne-Espérance, afin de dresser la carte du ciel austral. Il a déjà été parlé de d'Alembert, qui se fit aussi connaître dès l'âge de vingt-deux ans par de savants mémoires. Il fut à la fois grand géomètre et habile écrivain ; et à cette double gloire il en ajouta une autre, celle de résister aux offres les plus séduisantes des monarques pour rester à la tête de l'Académie des sciences. Duhamel du Monceau, savant agronome, inspecteur général de la marine, contribua beaucoup, par ses études, au développement de l'architecture navale et surtout aux progrès de l'agriculture. Il était un des membres distingués de l'Académie des sciences.

Monge créa la géométrie descriptive. L'Anglais Bradley découvrit l'aberration de la lumière et la nutation de l'axe terrestre. William Herschell, simple organiste, devenu à force de volonté grand astronome, fabriqua, en les perfectionnant, les instruments qu'il ne pouvait acheter ; il découvrit Uranus, deux satellites de Saturne et le mouvement de notre système solaire vers la constellation d'Hercule : il créa presque en entier l'astronomie stellaire par une étude attentive des nébuleuses.

Ramenée à l'expérience par Bacon, la physique était



Volta.

retombée avec Descartes dans les régions de l'hypothèse. Le dix-huitième siècle l'en fit sortir, et dès lors elle marcha vite. Deux hommes surtout ont, pendant cette époque, contribué au progrès de cette science, Franklin et Volta, qui ont étudié, reconnu et approfondi les effets si divers de cet agent mystérieux qu'on nomme l'électricité. Né à Boston en 1706, Franklin s'était formé seul, sans le secours d'aucun maître. Aimant les hommes, quoiqu'il les connût à fond, il cultiva la science, non pour son plaisir ou sa vanité, mais pour accroître le bien-être de ses semblables. C'est ainsi qu'ayant démontré, au péril de sa vie, que l'électricité des nuages était la même que celle des machines, et remarqué la propriété des pointes, il appliqua immédiatement ce principe à la conservation des édifices publics ou privés, et Philadelphie, sa patrie adoptive, se couvrit de paratonnerres. Il excella surtout dans l'art difficile de vulgariser la science : son *Almanach* et sa *Science du bonhomme Richard* ont fait pour les Etats-Unis ce que toutes les ordonnances imaginables n'auraient pu faire. « A quoi bon les ballons? lui demandait-on. — A quoi bon l'enfant qui vient de naître? » répondit-il

L'italien Volta, de Côme, avait de bonne heure montré une sagacité extraordinaire dans la conduite des expériences. La physique lui doit une foule d'appareils

1. La Condamine, qui resta dix ans dans l'Amérique du Sud, y découvrit le caoutchouc, suc laiteux de l'hevé (*ficus elastica*) dont les Indiens se servaient depuis longtemps. Il a fallu un siècle pour le populariser en Europe.

ingénieux, l'électrophore, le condensateur électrique, l'électroscope. Mais sa grande découverte est celle du principe si fécond que le contact mutuel des corps est une source d'électricité. Galvani, de Bologne, avait trouvé en 1791 les singuliers phénomènes d'électricité auxquels on a donné son nom. Volta inventa, trois ans après, la pile, qui, perfectionnée, a opéré dans la chimie, dans le commerce et l'industrie une profonde révolution. Comblé de richesses et d'honneurs par Napoléon, ce grand physicien n'est mort qu'en 1826, à l'âge de 81 ans.

Nous citerons encore Réaumur, qui construisit le thermomètre auquel il a donné son nom. Réaumur enseigna l'art de convertir le fer en acier (1722), celui de fabriquer le fer-blanc (1725), commença pour la porcelaine les essais que poursuivirent plus tard les chimistes Barcet et Macquer et qui aboutirent à la création de Sèvres. Coulomb inventa la balance de torsion qui porte son nom, et par laquelle il découvrit les lois des attractions et des répulsions électriques et magnétiques. Le marquis de Jouffroy fit remonter la Saône en 1783 au premier bateau à vapeur, découverte restée malheureusement alors inutile; Mongolfier essayait la même année la première ascension en aérostat. En Angleterre, Stales inventa les ventilateurs; Watt trouva le condensateur, donna une précision mathématique

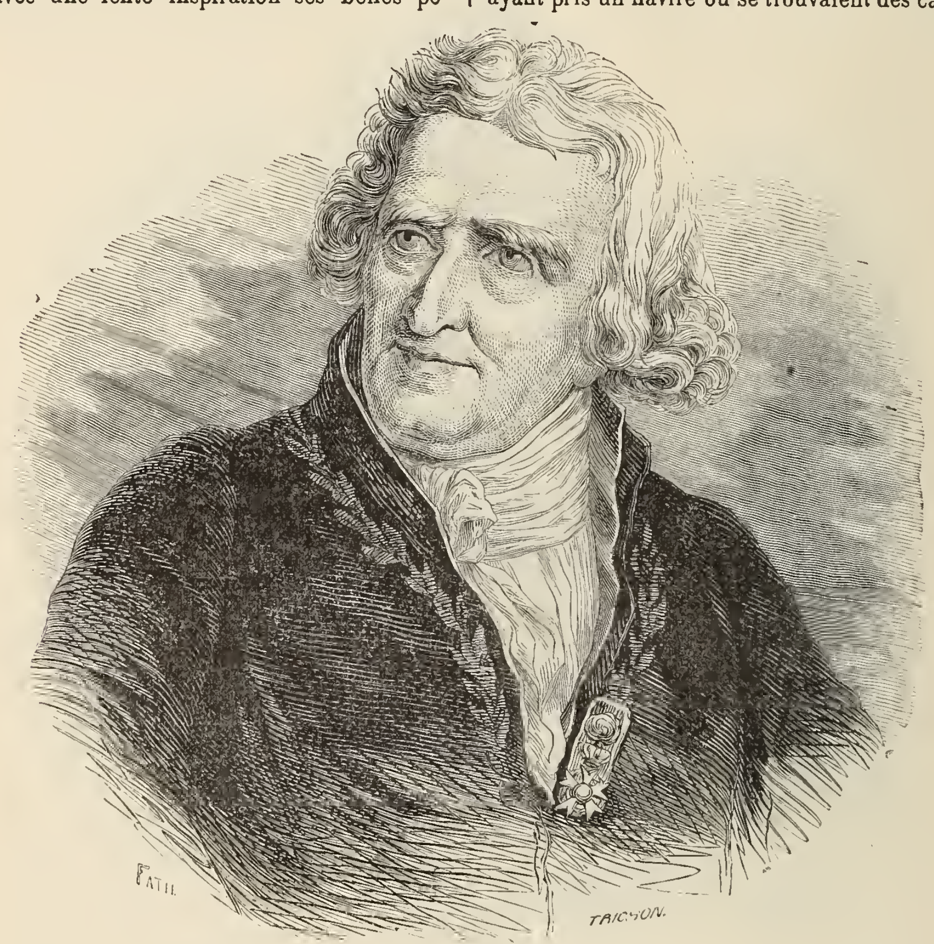


Buffon.

aux mouvements de la machine à vapeur, et économisa les $\frac{2}{3}$ du combustible (1764), de sorte qu'une invention, restée à peu près stérile, devint un des plus puissants instruments de l'industrie moderne.

Jusqu'au dix-huitième siècle, la chimie, faute d'une bonne méthode, n'avait pu faire de progrès sérieux. Un grand nombre de phénomènes avaient été observés; mais on ne savait en conclure aucune loi générale. C'est Lavoisier qui fit réellement de la chimie une science. En 1775, il démontra que la combustion des corps et la calcination des métaux sont le résultat de la réunion de l'oxygène avec ces corps, et que le dégagement de chaleur qui se produit alors a pour cause le changement d'état de l'oxygène. En 1784, il décomposa l'eau, qu'il trouva formée d'oxygène et d'hydrogène. Restait à fonder la nomenclature chimique. Ce fut l'œuvre de Guyton de Morveau; mais Lavoisier, Berthollet et Fourcroy s'associèrent à cette grande réforme. Ils signèrent tous le fameux mémoire de 1787. « La chimie est aisée maintenant, disait Lagrange, elle s'apprend comme l'algèbre. » Berthollet découvrit les propriétés décolorantes du chlore et celles du charbon pour purifier l'eau; Fourcroy trouva plusieurs composés détonant par percussion, et perfectionna l'analyse des eaux minérales et des substances animales; l'Écossais Black soupçonna le premier l'existence de l'acide carbonique, qu'il appela *air fixe*, et fit connaître la chaleur latente; Cavendish analysa les propriétés du gaz hydrogène et disputa à Lavoisier l'honneur d'avoir découvert la composition de l'eau.

Ce que Lavoisier avait été pour la chimie, Buffon et Linné le furent, l'un pour la zoologie, l'autre pour la botanique. Tous deux naquirent en 1707, Buffon à Montbard, en Bourgogne; Linnée à Raeshulth, en Suède. Nommé intendant du Jardin du roi, Buffon ne consacra pas moins de cinquante années à l'étude de la nature. Les contemporains ont dit comme il travaillait, retiré dans ses châteaux de Montbard ou de Buffon : ils ont décrit cette tour solitaire de Saint-Louis, environnée de jardins, où il s'enfermait au point du jour, ce cabinet sans livres et sans autre ornement qu'une gravure de Newton, cette table verte où il écrivait. C'est là que Buffon méditait profondément, et composait avec une lente inspiration ses belles périodes, écrivant, effaçant, récitant à haute voix, et ne pouvant se satisfaire lui-même que par le plus haut degré d'élégance et d'harmonie. Après trente ans de ce labeur, il disait encore dans sa vieillesse : « J'apprends tous les jours à écrire; » et il ajoutait avec un naïf orgueil : « Il y a dans mes derniers ouvrages infiniment plus de perfection que dans les premiers. »(Villemain.) Cette vie n'eut pas d'autres événements que ceux du travail; à peine fut-elle troublée par deux maladies : aussi Voltaire lui écrivait-il « qu'il avait l'âme d'un sage dans le corps d'un athlète. » Sa gloire fut immense et populaire jusque chez nos ennemis. Durant la guerre maritime de 1777, des corsaires anglais ayant pris un navire où se trouvaient des caisses qui lui étaient adressées de l'Inde, les lui renvoyèrent respectueusement. Il put, de son vivant, contempler sa statue à l'entrée du Muséum.



Parmentier.

Les 36 volumes de l'*Histoire naturelle* se succédèrent sans interruption, de 1749 à 1788, universellement admirés pour la majesté du style et la beauté des descriptions. On reproche à Buffon d'avoir prodigué les hypothèses dans ses *Époques de la nature.* Il ne lui en reste pas moins l'honneur d'avoir fondé la géologie. En posant ce grand principe que l'état actuel de notre globe résulte de changements dont il est possible de faire l'histoire, il a montré la voie à Cuvier et à Élie de Beaumont. Buffon mourut à Paris le 16 avril 1788. On voyait encore auprès de lui, dans ses dernières années, le vieux domestique qui depuis soixante années avait été chargé de le réveiller chaque jour à cinq heures du matin, même lorsqu'il s'était couché à deux heures. Ses funérailles « furent la plus grande pompe de douleur publique qu'on ait vue avant celle de Mirabeau. » C'est que la direction nouvelle des esprits avait rendu le nom de Buffon grand et populaire. Il résumait, il illustrait tout le mouvement scientifique, comme Rousseau représentait avec énergie le mouvement politique.

Le réformateur de la botanique, Linné, fut d'abord apprenti cordonnier, et il ne put donner un libre essor à son génie qu'à l'âge de vingt-trois ans. Il fallait d'abord trouver une méthode. Les savants ne classaient les végétaux que d'après leur volume ou leurs apparences les plus extérieures; Linné sut pénétrer les mystères intimes de la reproduction des plantes, et

créa la *méthode sexuelle*. Sa classification, abandonnée aujourd'hui pour la *méthode naturelle* que des Jussieu fonda sur la subordination des caractères de plantes, n'en était pas moins un grand progrès. Il y a d'ailleurs dans son œuvre quelque chose qui ne périra point : ce sont ses descriptions si originales et si précises, c'est surtout sa nomenclature (*Systema naturæ*, *Philosophica botanica*, etc.). Il faut rendre leur place, à côté de Buffon, à ses deux collaborateurs, Daubenton (1716-1799) pour l'histoire des animaux, et Gueneau de Montbelliard (1720-1785) pour l'histoire des oiseaux. Adanson (1727-1806) mérite aussi, comme botaniste, une mention particulière : il resta cinq années au Sénégal pour en étudier l'histoire naturelle.

La minéralogie fut créée par l'abbé Haüy (1743-1822), après, toutefois, les beaux travaux du Saxon Werner, et développée par Dolomieu (1750-1801), qui parcourut à pied la plus grande partie de l'Europe, afin d'y poursuivre ses observations.

Pour la médecine et la chirurgie, nous donnerons seulement les noms de Bordeu, adversaire des idées de Boerhaave, et qui attribuait à chaque organe une sensibilité qui lui était propre ; de Parmentier, qui popularisa en France la culture de la pomme de terre et rendit de nombreux services à l'alimentation publique; de Dessault, un des fondateurs de l'anatomie chirurgicale et le maître de Bichat ; de Pinel, qui montra que les fous n'étaient point des êtres dangereux qu'il fallait enchaîner, mais des malades qu'on pouvait guérir ; de l'abbé de l'Épée, qui, dans sa charitable *Institution des sourds-muets*, répara une des erreurs de la nature (1778) ; de l'abbé Sicard, qui continue cette belle œuvre; de Valentin Haüy, qui diminuait une autre misère humaine en fondant l'*Institut des aveugles*.



L'abbé de l'Épée.

Le mobile des découvertes géographiques du dix-huitième siècle avait été ou l'amour du gain ou le sentiment religieux. Les voyages du dix-huitième siècle eurent avant tout un but scientifique. Colomb avait trouvé le nouveau continent, Gama la route des Indes, Magellan fait le tour du monde : au dix-septième siècle, les Hollandais avaient abordé à la Nouvelle-Hollande, à la terre de Diémen, et l'Allemand Kaempfer au Japon. On ne pouvait plus que glaner après eux. Mais, s'il y avait peu d'espoir de rencontrer de nouveaux continents, encore fallait-il démontrer que, par delà certaines latitudes, notre globe est inhabitable. Tel fut le résultat des trois voyages de Dampier autour du monde, de ceux de Wallis et de Carteret (1766), surtout de ceux du capitaine Cook. Ce grand marin, qui ne devait sa science qu'à lui-même, avait commencé sa réputation en traçant, dès 1759, une carte du Saint-Laurent, qui n'a point été surpassée. Dans son premier voyage autour du monde, il visita Taïti et compléta sur cette île les récits de Bougainville. Il fit le tour de la Nouvelle-Zélande, et longea les côtes de l'Australie. A la fois marin et astronome, il détermina la position des terres qu'il découvrait en même temps qu'il décrivait les mœurs de ces populations sauvages, pour la plupart anthropophages. Ses

voyages duraient souvent trois ans. Moins heureux que le Français Bougainville, son rival de gloire, qui venait de découvrir les îles de la Société, l'archipel Dangereux et l'île de Bougainville, Cook fut, comme Magellan, assassiné par les naturels de l'Océanie (1779). Sa mort a rendu célèbre la baie de Karakakoua, dans les îles Sandwich. Les naturels l'avaient d'abord déifié. Craint et adoré sous le nom d'Orono, il ne croyait pas sans doute avoir de ménagements à garder. Les habitants se lassèrent de nourrir les Anglais. Des querelles s'engagèrent. Les matelots firent feu. Les insulaires ne se laissèrent pas effrayer, et répondirent aux balles par une grêle de pierres. Cook, atteint au moment où il cherchait à regagner son canot avec sa troupe, reçut un coup de poignard dans le dos. Les naturels dépecèrent son corps et se le partagèrent comme une chose sacrée. Mais les Anglais canonnèrent si bien les villages, qu'ils se firent rendre les restes de leur illustre et malheureux capitaine. Cook, à qui nous devons la découverte des terres les plus importantes de l'Océanie, « figurera éternellement, dit Dumont-d'Urville, à la tête des navigateurs de tous les siècles et de toutes les nations. »

Sur les traces de Cook et de Bougainville, la Pérouse (1785) et d'Entrecasteaux (1791) parcoururent en tous sens le dangereux labyrinthe d'îles et d'archipels qui forme aujourd'hui la cinquième partie du monde. Ils ont rendu le grand Océan presque aussi



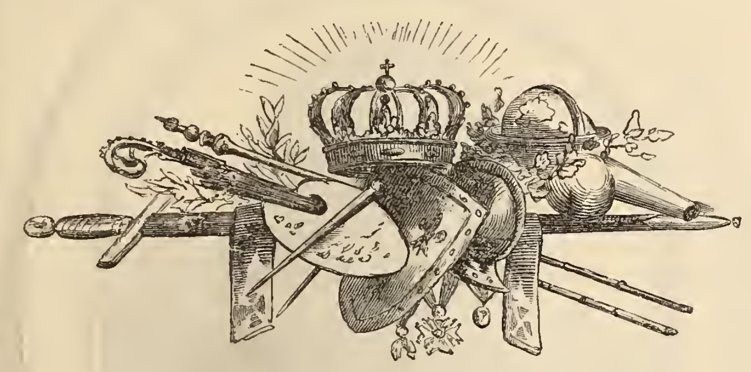
L'abbé Sicard.

accessible que nos mers européennes. Mais ces voyages ont encore moins servi la géographie que la physique générale du globe, l'astronomie et l'histoire naturelle. Il serait impossible de dire tous ce qu'ils ont apporté à la science d'observations curieuses, de faits intéressants et d'indications utiles. La Pérouse y périt.

Ce célèbre et infortuné marin, une des gloires les plus populaires de la France, était né en 1741 à Albi. Enseigne de vaisseau en 1764, il prit une noble part à la guerre d'Amérique. Distingué par Louis XVI, qui se connaissait mieux en géographie qu'en politique, il fut chargé d'un grand voyage de découvertes. Tous les savants furent invités à faire connaître les espèces de recherches les plus propres à hâter les progrès des connaissances humaines. Il eut le commandement de *l'Astrolabe*, et fut accompagné de la frégate *la Boussole*. Parti le 1er août 1785, il doubla heureusement le cap Horn au sud de l'Amérique, reconnut les îles Sandwich, où venait de périr Cook, et se dirigea vers le Japon, ayant surtout pour objet de reconnaître les mers du voisinage. Il longea de très-près la côte de Tartarie et visita les îles du nord du Japon, sur lesquelles le premier il donna des renseignements certains. Le 7 septembre 1787, deux ans après son départ, il relâchait au Kamchatka, à l'extrémité nord-est de l'Asie. Redescendant au sud, il s'engagea de nouveau au milieu des îles de l'Océanie, et, après le 7 février 1788, date de son dernier rapport, on perdit la trace de ses deux vaisseaux. Longtemps on espéra que l'illustre capitaine était dans quelque île déserte;

longtemps l'intérêt général encouragea toutes les recherches et refusa de croire à la mort de la Pérouse. Mais l'amiral Dumont d'Urville, qui devait avoir encore une fin plus triste, démontra d'une manière certaine que le naufrage de la Pérouse avait eu lieu sur les récifs des îles Vanikoro. On retrouva beaucoup d'objets ayant appartenu aux équipages des deux vaisseaux. Le 14 mars 1828, Dumont-d'Urville fit élever sur la côte un simple monument qui porte cette inscription : *A la Mémoire de la Pérouse et de ses compagnons*. En 1844, la ville d'Albi (Tarn) a élevé une statue de bronze à l'illustre et infortuné navigateur, qui périt victime de son amour de la science.

Tout était donc en mouvement : les navigateurs découvraient de nouvelles terres et exploraient en tous sens les mers qui relient les continents; les savants trouvaient de nouvelles forces, expliquaient les phénomènes célestes, arrachaient à la terre ses plus intimes secrets, multipliaient les forces de l'homme en leur ajoutant celles de la nature ; les écrivains trouvaient, eux aussi, de nouvelles lois, les lois de la justice, un nouveau monde, le monde de la liberté. Qu'il était loin le temps où disséquer un cadavre était un sacrilége, où les savants passaient pour sorciers, où la pensée se courbait sous un joug de fer ! La société secouait les dernières entraves du moyen âge. Mais au lieu de favoriser son émancipation, la royauté essayait tantôt de la retenir, tantôt de la diriger, ne sachant point la conduire et n'ayant plus la force de la comprimer. Louis XV même en désespérait ; insensible aux hontes politiques et aux gloires scientifiques, il s'abîmait dans la débauche. « Salomon, s'écria dans un sermon l'abbé de Beauvais, Salomon, rassasié de voluptés, las d'avoir épuisé, pour réveiller ses sens flétris, tous les genres de plaisirs qui entourent le trône, finit par en chercher d'une espece nouvelle dans les vils restes de la corruption publique. » Il en mourut le 10 mai 1774. Ses restes furent transportés au trot et sans pompe à Saint-Denis, au milieu des sarcasmes et des malédictions de la foule qui l'avait autrefois traité de « Bien-Aimé. »



CHAPITRE LXX.

RÈGNE DE LOUIS XVI JUSQU'A LA RÉVOLUTION (1774-1789). TENTATIVES DE RÉFORMES.

§ 1. LOUIS XVI; MALESHERBES ET TURGOT.

E nouveau roi, petit-fils de Louis XV, n'était âgé que de vingt ans. C'était un prince de mœurs pures, d'un esprit peu étendu, d'une timidité de caractère et de parole extrême; aimant le bien, le voulant ; malheureusement trop faible pour savoir imposer sa volonté à son entourage. Lorsqu'il était encore dauphin, il avait dit un jour aux courtisans qui lui reprochaient son humeur morose, au milieu de la folle cour de son aïeul : « Je veux être appelé Louis le Sévère. » Et l'histoire lui cherchant un surnom, ne trouverait que celui qu'elle a donné au fils de Charlemagne, celui de Débonnaire.

D'abord il remit au peuple le don de joyeux avénement ; il réforma la loi qui rendait les taillables solidaires du payement de l'impôt; et, pour donner une première satisfaction à l'opinion publique, il rappela le parlement. S'il laissa paraître sa faiblesse en faisant rentrer au ministère le vieux et futile Maurepas, il montra son amour du bien en éloignant Maupeou et Terray, qu'il remplaça par Malesherbes et Turgot. Plus tard, il donna le ministère de la guerre à un autre honnête homme, le comte de Saint-Germain, qui voulait réorganiser les finances de l'administration, mais qui, touchant à la hâte à beaucoup de choses, avec de bonnes idées et une mauvaise exécution, nuisit, en somme, à la cause générale de la réforme.

Ce comte de Saint-Germain avait quitté la France sous Louis XV pour aller transformer l'armée du roi de Danemark. Il vivait, depuis son retour, pauvre et jouissant au fond de l'Alsace d'une modique pension. Le courrier qui lui apporta sa nomination le trouva occupé à planter un arbre. Le peuple accueillit avec joie ce rustique général, ce nouveau Cincinnatus, comme on l'appelait.

Lamoignon de Malesherbes, un des plus hommes de bien du dix-huitième siècle, était depuis 1750 président de la cour des aides et directeur de la librairie. Dans la première de ces places, il n'avait jamais perdu une occasion de rappeler au gouvernement qu'il devait au pays une gestion économe de la fortune publique; dans la seconde, il favorisa l'esprit de réformes et d'innovations dont toute la littérature était animée. Cette conduite lui avait valu une grande popularité parmi les gens de lettres, lorsque le roi l'appela au poste de ministre de sa maison, auquel la police du royaume était attachée. Dès le commencement de 1771, il avait

demandé la convocation des états généraux; longtemps après, en 1787, il fit rendre leur état civil aux protestants.

Turgot avait une figure belle, majestueuse, qui rappelait la dignité des têtes antiques. Esprit supérieur, âme élevée, il possédait autant de vertu que de science. Intendant de Limoges, depuis 1761, il avait supprimé les corvées, ouvert des routes, popularisé l'usage de la pomme de terre; par de sages et généreuses mesures, la création d'ateliers de charité, la vente libre des grains, le sacrifice de sa propre fortune, il avait empêché cette pauvre province de s'apercevoir d'une disette. L'intendance de Turgot, disait-on, est un petit État heureux enclavé dans un empire misérable. Dès son entrée au conseil (20 juillet 1774), il repoussa les expédients funestes que les consciences sans scrupules proposaient au roi, et lui dit : « Point de banqueroute, point d'augmentation d'impôt, point d'emprunt. » Et, en effet, sans recourir à ces expédients très-usités, il trouva moyen, en vingt mois, de rembourser plus de cent millions de dettes. Pour aider et éclairer le Gouvernement, il voulait faire élire, parmi les propriétaires des villes et des provinces rurales, des municipalités chargées de répartir l'impôt, de pourvoir aux travaux publics de la communauté, à la subsistance de ses pauvres, et de transmettre aux ministres leurs désirs sur tous les intérêts locaux. Au-dessus de ces municipalités de commune, il eût bientôt érigé des municipalités d'arrondissement tirées des premières par l'élection; et, enfin, plus tard, quand la nation eût été habituée, dans une petite sphère, à administrer ses propres intérêts, il eût créé des municipalités de provinces et une municipalité de royaume.



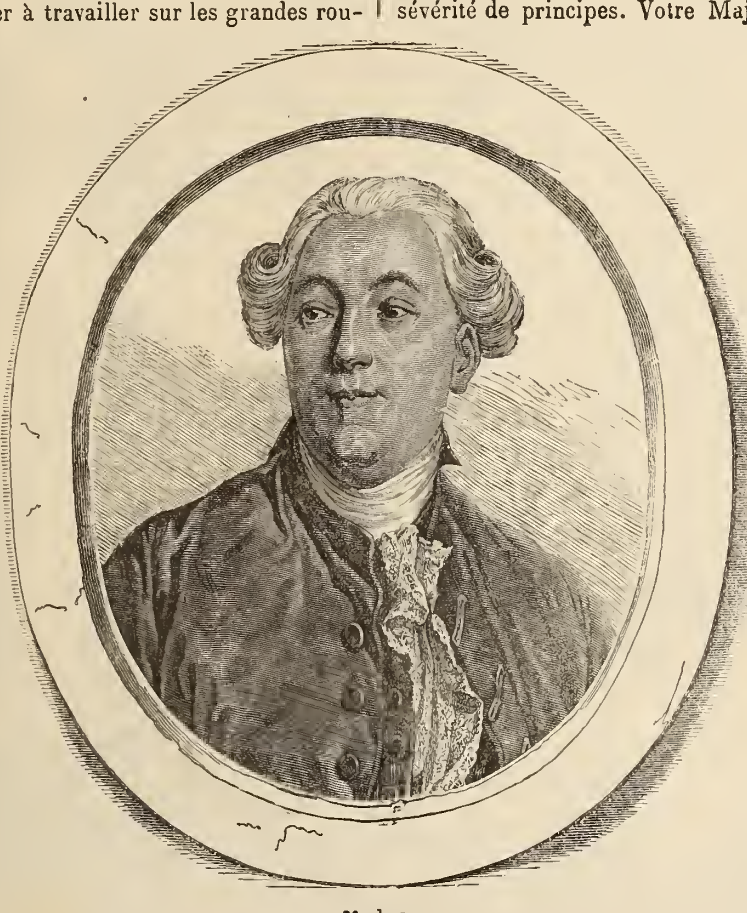
TURGOT.

C'étaient là de bien grandes nouveautés; Turgot en projetait d'autres plus redoutables : abolition des corvées qui pesaient sur le pauvre; établissement sur la noblesse et le clergé d'un impôt territorial; mais amélioration du sort des curés et des vicaires, qui n'avaient que la plus petite proportion des revenus de l'Église, et suppression de la plupart des monastères; égale répartition de l'impôt par la création d'un cadastre; liberté de conscience et rappel des protestants; rachat des rentes féodales; un seul code; un même système de poids et mesures pour tout le royaume; suppression des jurandes et maîtrises, qui enchaînaient l'industrie; la pensée aussi libre que l'industrie et le commerce; enfin, comme Turgot s'occupait des besoins moraux aussi bien que des besoins matériels, un vaste plan d'instruction publique pour répandre partout les lumières.

Ces réformes n'étaient rien moins qu'une révolution. Aussi les intérêts menacés firent-ils une rude guerre au ministre : il ne put procéder que lentement et partiellement. Il alla d'abord au plus pressé. La disette était continuelle. On la supportait encore assez gaiement, et les Parisiennes avaient adopté avec empressement une mode de cour qui la tournait en satire : elles portaient dans leurs cheveux une corne d'abondance avec de nombreux épis, et cela s'appelait : *Coiffure au temps présent.* Mais on ne rit pas longtemps de la faim; il fallut parer à ce danger qui datait de loin et qui, s'il n'amena pas la Révolution, contribua à la colère du peuple. Les grains ne sortaient pas de la province où ils avaient été récoltés; même dans l'intérieur de chaque province, ce commerce était chargé d'entraves. Pour donner une idée de ces entraves, M. Droz, dans son histoire de Louis XVI, cite ce qu'en rapporte Dupont de Nemours pour la ville de Rouen : « Ce commerce y était exclusivement confié, dit-il, à une compagnie de cent douze marchands privilégiés et créés en titre d'office, qui non-seulement jouissaient du droit de vendre le grain et d'en tenir magasin dans la ville, mais qui avaient seuls la permission d'acheter celui qu'apportaient les laboureurs et les marchands étrangers, et de le vendre ensuite aux boulangers et aux habitants qui ne pouvaient en aucun cas acheter de la première main. » Turgot détruisit ces monopoles désastreux en autorisant la libre circulation des grains et farines par tout le royaume. Ses ennemis se hâtèrent de dire que l'exportation allait être permise; quelques-uns, qu'elle l'était déjà. On émut le peuple, en lui montrant les blés passant à l'étranger; on lui fit craindre la famine : c'est le plus sûr moyen de la produire. Des soulèvements eurent lieu dans les campagnes; des troupes de brigands qu'on croyait avoir été soudoyés, mais sans savoir qui payait, osèrent se présenter même à Versailles, et pillèrent, à Paris, des

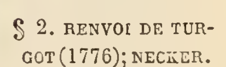
boutiques de boulangers. Il fallut user de la force (mai 1775).

Une explosion plus violente eut lieu contre Turgot lorsqu'il eut fait adopter au roi le projet de remplacer la corvée par un impôt que payeraient les propriétaires. L'édit atteignait les magistrats; l'intérêt leur fit oublier la justice, et le parlement, qui avait tant de fois parlé du bien public, entra en lutte, pour la défense d'un abus odieux, contre le ministre réformateur. Il n'enregistra l'édit qu'en un lit de justice, après avoir soutenu « que le peuple est taillable et corvéable à volonté, » et que « c'est une partie de la constitution que le roi est dans l'impuissance de changer. » Les nobles disaient : « Si le roi peut nous obliger à contribuer pour la corvée, il peut donc aussi la rétablir en nature et nous forcer à travailler sur les grandes routes? » Et le roi : « Je vois bien qu'il n'y a que M. Turgot et moi qui aimions le peuple » (mars 1776). L'abolition des jurandes et maîtrises, c'est-à-dire la liberté entrant dans l'industrie, comme il avait voulu la mettre dans le commerce, accrut encore le nombre des ennemis du grand ministre. Les moins ardents n'étaient pas les financiers, irrités de ne pouvoir continuer leurs déprédations. « Eh! disait l'un d'eux naïvement, pourquoi changer, ne sommes-nous pas bien? » Turgot dut tomber sous la coalition des intérêts qu'il attaquait.



Necker.

Le principal ministre, Maurepas, minait sourdement son crédit auprès du roi; la reine attaquait un contrôleur général qui ne parlait que d'économie; Louis XVI, malgré ses excellentes intentions, commençait à se lasser des rudes épreuves auxquelles Turgot mettait son esprit par l'exposé de vastes desseins qui en dépassaient la portée. Un jour le ministre entrant dans son cabinet : « Voyez, lui dit-il, je travaille aussi. » Il composait un mémoire pour la destruction des lapins dans les campagnes voisines des capitaineries. Aux autres moments, il faisait de la serrurerie, dessinait des cartes de géographie, ou passait des jours entiers à la chasse. C'étaient là les occupations du roi de France à la veille de la Révolution! Lorsqu'en 1777 l'empereur Joseph II vint en France, où il étudia de si près, et non sans une secrète envie, notre industrie et nos arts, il apprit avec stupeur que son beau-frère, loin d'avoir visité ses villes et ses provinces, n'avait même jamais vu les Invalides ni l'École militaire. Henri IV était le plus brave soldat de son armée; son fils se battait encore et bien. Louis XIV et Louis XV assistèrent à des actions de guerre. Leur successeur fut toujours inconnu de l'armée. Ainsi cette royauté s'était peu à peu retirée du milieu de la vie nationale et s'étiolait dans la solennelle oisiveté de Versailles. L'esprit lourd de Louis XVI avait même besoin pour la conversation de l'assistance d'autrui. Un bel esprit, le marquis de Pezay, était chargé de fabriquer des mots pour le roi. Le prince de Ligne a conservé une de ces leçons soufflées, c'est une lettre que Pezay écrivit au roi : « Vous ne pouvez régner par la grâce, Sire, la nature vous l'a refusée : imposez-en par une grande sévérité de principes. Votre Majesté va tantôt à une course de chevaux : elle trouvera un notaire qui écrira les paris de M. le comte d'Artois et de M. le duc d'Orléans. Dites, Sire, en le voyant : « Pourquoi cet homme? Faut-il écrire entre gentilshommes? la parole suffit. » Cela arriva, dit le prince de Ligne, j'y étais. On s'écria : « Quelle justesse et quel grand mot du roi! Voilà son genre. »



§ 2. RENVOI DE TURGOT (1776); NECKER.

L'intègre Malesherbes, l'ami, le collègue de Turgot, et, comme lui, poursuivi par la colère des privilégiés, faiblit le premier. « Turgot fait des économies, disait-il; vous croyez qu'elles profiteront au peuple, au trésor? Détrompez-vous; ses économies seront la proie du gaspillage. » Il donna sa démission. « Vous êtes plus heureux que moi, s'écria Louis XVI, vous pouvez abdiquer. » Turgot, d'une trempe plus forte, attendait la sienne; il ne voulut point abandonner le poste où il pouvait faire le bien qu'il n'en eût été chassé. Le 12 mai 1776, il reçut l'ordre de quitter le ministère, et écrivit au roi : « Tout mon désir est que vous puissiez toujours croire que j'avais mal vu et que je vous montrais des dangers chimériques. Je souhaite que le temps ne me justifie pas, et que votre règne soit aussi heureux, aussi tranquille que vos peuples se le sont promis, d'après vos principes de justice et de bienfaisance. » Il n'y eut que ceux dont l'œil exercé voyait venir la Révolution, qui s'affligèrent de la chute de Turgot. Voltaire lui adressa l'*Épître à un homme*, et

André Chénier le célébra dans son *Hymne à la France*.

Quatre mois étaient à peine écoulés, que le roi cédait aux privilégiés le rétablissement de la corvée et celui des maîtrises. A Turgot, à Malesherbes, succédèrent des hommes nuls, Amelot, Clugny, Taboureau des Réaux. Le vieux Maurepas, vieillard frivole de soixante-quinze ans, qui gouvernait avec des épigrammes, redoutait les hommes qui troublaient sa quiétude en lui montrant l'abîme et en voulant le combler. « Du



Louis XVI distribuant des aumônes.

moins ne m'accusera-t-on pas, disait-il, en appelant Amelot au ministère, d'avoir choisi celui-là pour son esprit. » La place d'Amelot était remplie par un nommé Robinet, qu'il avait pris pour son secrétaire. Lorsqu'il demanda pour son fils une intendance, Maurepas lui dit que ce jeune homme était bien peu en état d'administrer une province. « Oh! répondit-il, je lui donnerai Robinet. — Et vous? » répliqua le caustique vieillard. »

Cependant la guerre d'Amérique allait commencer. Une ordonnance du 10 juin 1776 prescrivit l'armement de 20 vaisseaux de ligne. Pour faire face aux dépenses nouvelles, avec un budget en déficit, il fallait un habile homme. On recourut à Necker, qui avait une grande

réputation comme financier. « Né à Genève, fils d'un professeur de droit public, sa jeune ambition se dirigea d'abord vers la carrière des lettres; mais la volonté de son père et son défaut de fortune le déterminèrent à suivre la route du commerce, où il porta l'activité de son esprit et son désir de se distinguer. Placé à Paris chez un banquier, dont il devint l'associé, ses bénéfices et les fonds que lui procura son protecteur le mirent à la tête d'une maison qui devint la plus considérable de France. Les anecdotes imaginées pour porter atteinte à sa délicatesse n'ont jamais trouvé de crédit parmi les hommes impartiaux, ni même dans le public. Les principales sources de son opulence furent de vastes spéculations sur les grains, et d'importantes opérations de finances avec le gouvernement. Un trait caractéristique de Necker c'est qu'il fit une grande fortune sans aimer l'argent. Une autre passion occupait son âme : l'ambition des richesses lui paraissait vulgaire. Acquérir de la renommée en dirigeant les finances d'un empire, exciter l'enthousiasme des Français en méritant leur reconnaissance, obtenir l'admiration de l'Europe, tels étaient les désirs d'un homme qui avait une habileté remarquable, et dont l'orgueil surpassait de beaucoup l'habileté. » (Droz.)

Les opérations de Necker étaient déjà considérables sous Louis XV, et plus d'une fois alors il avait reçu du contrôleur général des billets conçus en ce style de débiteur aux abois. « Nous vous supplions de nous secourir dans la journée.... Nous avons recours à votre amour pour la réputation du trésor royal. » Il fut appelé à administrer ce trésor, dont le désordre lui avait été ainsi révélé. Comme il était protestant et étranger, il n'eut que le titre de directeur des finances (octobre 1776). Son esprit n'avait pas l'étendue et la force de celui de Turgot ; il projetait aussi une organisation d'assemblées provinciales, mais dans un simple but d'administration financière : il n'en faisait pas une grande conception politique. En certaines choses il manquait de lumières et d'opinions arrêtées ; il croyait qu'on pouvait guérir le mal dont se mourait la France par des expédients et quelques réformes partielles. Du reste, les plus généreux sentiments l'animaient ; il voulait fermement le bien public, et souhaitait d'arriver par ce chemin à la gloire. Il sut se concilier l'estime et la bienveillance d'ecclésiastiques fort peu tolérants. L'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, le voyait souvent, dînait quelquefois avec lui, et les plaisants expliquaient cette intimité en disant que Necker n'était pas janséniste, qu'il était seulement protestant.

Pendant cinq années Necker se tira avec honneur d'une situation que rendaient bien difficile le caractère mesquin et jaloux de Maurepas, l'indolence du roi, l'avidité des courtisans. Il lui fallait diminuer le déficit que Turgot n'avait eu ni le temps ni les moyens de faire disparaître, pourvoir aux frais de la guerre d'Amérique et aux dépenses énormes d'une cour encombrée d'un peuple d'officiers de tout nom et de valets de toutes sortes. Il y réussit sans augmenter les impôts, sans économiser beaucoup sur la cour, mais par une réduction dans les frais de perception. Il détacha, en 1778, de la ferme générale, la perception des droits d'aides et des droits domaniaux (80 millions), et les mit en régie publique, de sorte que tout le produit fut versé au trésor; il réduisit les fermiers généraux à quarante, etc. Mais il combattit les idées de Turgot en faveur de la liberté commerciale, et soutint le système des maîtrises. Mille petites réformes utiles s'accomplirent, et 490 millions d'emprunts furent constitués, pour la plupart en rentes viagères. C'était bien d'en appeler au crédit public ; mais emprunter à titre onéreux, c'était reculer la difficulté, non la résoudre ; et sous cette administration honnête d'un habile banquier, non d'un grand ministre, le gouffre continua à se creuser. Necker, pour le combler, comptait sur la paix, sur l'avenir! mais qui est le maître de l'avenir?

Necker tomba deux ans avant la conclusion de la paix. L'occasion de sa chute fut son fameux *Compte rendu de l'état des finances* publié en 1781, qui fit tant de bruit et qui était pourtant bien incomplet, car il ne montrait que les recettes et les dépenses normales. On n'y parlait ni des emprunts ni des dépenses pour la guerre. La recette y apparaissait supérieure de 10 millions à la dépense. Le public, charmé qu'on levât à ses yeux ne fût-ce qu'un coin du voile épais qui cachait les finances, reçut cette publication avec d'immenses applaudissements. Les capitalistes prêtèrent au ministre 236 millions. Mais la cour s'irrita de cet appel à l'esprit public. Si le jour entrait dans l'administration financière, que deviendraient les pensions et tout le pillage habituel? Maurepas donna le signal des attaques. Le *Compte rendu* avait paru broché avec une couverture bleue : « Avez-vous lu le conte bleu ? » demanda-t-il à quelqu'un ; le mot fit fortune, et la guerre qui avait si bien réussi contre Turgot recommença contre son successeur. Le parlement se sentait menacé dans son rôle politique et l'était, car Necker aurait voulu le réduire à son rôle judiciaire : il se cabra contre l'édit pour le rétablissement des assemblées provinciales ; les courtisans jouèrent de la langue pour décrier le ministre qui les ruinait en mettant de l'ordre dans les finances, qui retranchait jusqu'à leurs petits bénéfices, qui supprimait de la maison du roi les *coureurs de vin*, les *hateurs du rôt*, les *galopins*, mille autres offices de ce genre que le roi donnait aux gentilshommes, et que ceux-ci vendaient fort cher parce que l'acheteur y trouvait occasion de maint profit secret. Devant ces clameurs de la cour, Louis XVI céda encore; et quand Necker, à bout de patience, lui offrit sa démission, il l'accepta (21 mai 1781). Ce fut pour le vrai public comme une calamité : il n'était question partout que de la retraite de Necker, on saisissait au théâtre toutes les allusions à sa disgrâce ; les plus grands seigneurs l'allèrent voir dans sa terre de Saint-Ouen, Joseph II et l'impératrice de Russie lui écrivirent. En outre de ses réformes financières, quelques actes honorables avaient signalé son administration : il avait fait affranchir les serfs du domaine royal, détruire le *droit de suite*, qui livrait au seigneur tous les biens acquis en pays étranger par son serf fugitif, et abolir la *question préparatoire*. Quelques seigneurs qui avaient encore des serfs suivirent l'exemple du roi ; le chapitre de Saint-Claude exigea, pour affranchir les siens, une indemnité de 25 000 écus.

§ 3. SOULÈVEMENT DES COLONIES ANGLAISES D'AMÉRIQUE (1773); LA FAYETTE.

La France soutint au moins alors une grande guerre, guerre noble et généreuse qui nous relevait aux yeux de l'Europe et à nos propres yeux parce qu'elle était

dictée par la justice et par la mission que la France semble avoir reçue de protéger les nationalités opprimées. Cette guerre c'était celle de l'indépendance américaine.

Un grand peuple s'était vite formé dans cette Amérique si récemment découverte. Au seizième siècle, les Anglais firent plusieurs voyages le long du littoral de l'Amérique du Nord et quelques tentatives de colonisation, principalement avec Walter Raleigh



Émeutes en Amerique. (Page 41, col. 1.)

dans la province qu'il nomma la Virginie, en l'honneur de la reine Élisabeth. On croyait trouver sur ce littoral des mines d'or et d'argent, comme au Mexique. On ne découvrit point de métaux précieux ; mais la pêche de la baleine sur les côtes du Groënland, celle de la morue à Terre-Neuve firent prendre à la marine anglaise l'habitude de pratiquer ces parages ; et les riches terres de la Virginie, où la

culture du tabac prit rapidement de l'importance, attirèrent des colons.

En 1618 des puritains fuyant la vieille Angleterre où Jacques Ier les persécutait, allèrent par delà les mers chercher un lieu où ils pussent prier Dieu à leur guise; ils s'établirent au pied du cap Cod, non loin de l'endroit où Boston s'éleva quelques années après. En 1627 la colonie de Massachusset fut organisée, puis vinrent celles du *New-Hampshire*, du *Mayne*, du *Maryland* cédé en 1632 à un Irlandais, lord Baltimore, qui y établit 200 gentilshommes catholiques, du *Connecticut*, de Rhode-Island, etc. Toutes ces colonies, fondées aux frais des particuliers et n'étant pas tenues comme les nôtres à la lisière par le gouvernement métropolitain, se développèrent rapidement. Les colons anglais qui n'étaient que 4000 en 1630, formaient en 1660 une population de 200 000 âmes. Le Canada, colonisé beaucoup plus tôt, n'avait atteint à la même époque que le chiffre de 11 à 12 000 âmes.

Les colonies avaient eu d'abord pleine liberté commerciale. Cromwell la leur retira, mais elles ne se conformèrent jamais que très-imparfaitement à ces lois restrictives. La guerre de Sept ans, si favorable, politiquement, à l'Angleterre, avait ruiné ses finances en portant sa dette à une somme de deux milliards et demi qui exigeaient un intérêt annuel de 88 millions de francs. La métropole pensa à se décharger sur ses colonies d'une partie de ce pesant fardeau. Elle mit un impôt sur le papier timbré, plus tard sur le verre, le papier et le thé. Des émeutes forcèrent de supprimer



Les Américains sous l'arbre de la liberté. (Page 41, col. 1.)

ces taxes : on ne garda que la dernière. Mais les habitants de Boston invoquèrent le grand principe de la constitution anglaise, que nul n'est tenu de se soumettre aux impôts qui n'ont pas été votés par ses représentants. Un orme sous lequel ils se réunissaient à Boston, fut appelé l'*arbre de la liberté;* et, de proche en proche, on planta des arbres de liberté. Enfin las des vexations de leurs anciens concitoyens qui prétendaient les traiter en sujets, ils déclarèrent leur port fermé, jetèrent à la mer une garnison de thé venue de Londres, plutôt que de payer le droit, et la guerre éclata (1773).

L'insurrection gagna toutes les provinces; l'année suivante leurs députés, réunis en congrès général à Philadelphie, capitale de Pensylvanie (5 sept. 1774), publièrent une déclaration des droits où se remarquaient les principes suivants, qui semblaient sortir du sein de la philosophie française : « Tous les hommes ont été créés égaux ; ils ont été doués, par le Créateur, de certains droits inaliénables; pour s'assurer la jouissance de ces droits, les hommes ont établi parmi eux des gouvernements dont la juste autorité émane du consentement des gouvernés; toutes les fois qu'une forme de gouvernement quelconque devient destructive des fins pour lesquelles elle a été établie, le peuple a le droit de la changer et de l'abolir. »

Ils ne prétendaient pas cependant encore se séparer de la mère patrie et ne réclamaient que le redressement de leurs griefs. Mais les hostilités commencèrent dans le Massachusset, dont les milices vinrent hardiment bloquer les Anglais dans Boston. Le congrès, nouvellement réuni, décréta alors la formation d'une

armée et l'émission d'un papier-monnaie; il adressa une dernière requête au roi d'Angleterre, une adresse aux Anglais et aux Irlandais, et chargea Benjamin Francklin de préparer un plan de confédération et union *perpétuelle* pour les cas où les griefs ne seraient pas réparés. Un général fut élu, le Virginien Washington.

La France accueillit avec enthousiasme une révolution où elle se reconnaisait. Tout ce qu'on avait lu dans l'*Esprit des lois*, dans le *Contrat social* se trouvait tout à coup pratiqué au delà de l'Atlantique. Une adresse aux Canadiens était pleine de citations de Montesquieu. Ceux que la philosophie n'avait pas conquis et qui n'admirent pas dans les Américains des hommes libres, y voyaient au moins des ennemis de l'Angleterre. Beaumarchais, sautant de la comédie dans la politique, écrit deux mémoires pour conseiller la guerre au nom de l'humanité et en haine de l'Angleterre. La nation tout à coup prend feu pour les *Bostoniens*, ainsi qu'elle les appelait. Le savant jeu anglais, le whist, se voit tout à coup remplacé par un jeu non moins grave qu'on nomma le *Boston*. La jeune noblesse, exaltée par les idées philosophiques, et tout ardente du désir d'effacer la honte de la guerre de Sept ans, de combattre l'odieuse rivale, demandait à partir pour l'Amérique. Bientôt on apprend la prise de Boston par les Américains et sa fameuse déclaration d'indépendance. On ne se contente plus de faire passer en contrebande des secours d'argent et de munitions en Amérique. L'arrivée d'une députation américaine fit le reste. Les trois députés américains, Arthur Lee, Silas Deane, surtout le vieux Franklin, si célèbre déjà comme physicien, furent, pendant leur séjour à Paris, l'objet d'une ovation perpétuelle. Franklin, philosophe et savant, simple dans ses manières et son costume, comme le héros de Jean-Jacques, spirituel, habile et honnête, avait toutes les qualités qui pouvaient frapper et attirer les hommes de ce temps. Loin de mener le train bruyant du représentant d'un grand peuple, il se dérobait le plus possible à l'enthousiasme des Parisiens. Il établit sa demeure à Passy et ne reçut guère que nos savants, nos économistes et nos philosophes. « On citait ses mots pleins de sens, ses douces épigrammes. Les femmes témoignaient pour ce vieillard un vif intérêt. Son portrait fut gravé avec l'inscription.



Cargaison de thé jetée à la mer à Boston (1773). (Page 41, col. 1.)

Eripuit cœlo fulmen sceptrumque tyrannis.
Ravit la foudre au ciel et le sceptre aux tyrans.

Les hommages qu'on lui prodiguait étaient bien légitimes. Savant illustre, législateur varié, diplomate habile, moraliste ingénieux et populaire, écrivain toujours simple et toujours piquant, philosophe pratique, Franklin est peut-être l'homme le plus complet qui jamais ait existé (Droz). »

Le marquis de la Fayette, à peine âgé de vingt ans, quitta sa jeune femme enceinte et donna le premier l'exemple du dévouement. « La Fayette, dit un de ses compagnons, M. de Ségur, eut de tout temps, et surtout quand il était jeune, un maintien froid, grave, et qui annonçait même très-faussement une apparence d'embarras et de timidité. Ce froid extérieur et son peu d'empressement à parler faisaient un contraste singulier avec la pétulance, la légèreté et la loquacité brillante des personnes de son âge ; mais cette enveloppe si froide aux regards, cachait l'esprit le plus actif, le caractère le plus ferme et l'âme la plus brûlante. » Aussi sa famille, le jugeant sur son extérieur, fut-elle vivement surprise de sa résolution. On lui défendit de partir. Il parut obéir. Mais, sous un prétexte quelconque, il fit un voyage hors de France, acheta un vaisseau qui devait l'attendre dans un port d'Espagne,

l'arma, se procura un bon équipage, et remplit ce navire d'armes, de munitions et d'officiers qui consentirent à partager son sort. Tout fut éventé. On arrêta le jeune enthousiaste. Trompant la vigilance de ses gardiens, il franchit les Pyrénées, retrouva sur la côte espagnole le vaisseau qui l'attendait, et partit emportant les vœux et l'admiration de toute la France.

Le gouvernement redoutait cependant une rupture avec l'Angleterre. Turgot avait demandé qu'on restât neutre, prévoyant que l'Angleterre gagnerait plus à reconnaître l'indépendance de ses colonies qu'à les tenir frémissantes sous le joug. De Vergennes se contenta d'envoyer d'abord des secours indirects en armes, argent et munitions que Beaumarchais se chargea de faire arriver. Louis XVI n'aimait pas la guerre; il ne voulait point surtout passer pour l'agresseur, et peut-être se faisait-il à lui-même, au fond de l'âme, les mêmes raisonnements que lui adressa une brochure anglaise: « Vous armez, monarque imprudent..., vous armez pour soutenir l'indépendance de l'Amérique et les maximes du congrès. Il est une puissance qui s'élève aujourd'hui au-dessus des lois : c'est celle des raisonnements ambitieux; elle conduit une révolution en Amérique, peut-être elle en prépare une en France. Les législateurs de l'Amérique s'annoncent en disciples des philosophes français; ils exécutent ce que ceux-ci ont rêvé. Les philosophes français n'aspirent-ils point à être législateurs dans leur propre pays?... Quel danger n'y a-t-il point à mettre l'élite de vos officiers en communication avec des hommes enthousiastes de liberté? Vous vous inquiéterez, mais trop tard, quand vous entendrez répéter dans votre cour les axiomes vagues et spécieux qu'ils auront médités dans les forêts d'Amérique. Comment, après avoir versé leur sang pour une cause qu'on nomme celle de la liberté, feront-ils respecter vos ordres absolus? D'où vous vient cette sécurité, quand on brise en Amérique la statue du roi de la Grande-Bretagne, quand on dévoue son nom à l'outrage? L'Angleterre ne sera que trop vengée de vos desseins hostiles, quand votre gouvernement sera examiné, jugé, condamné, d'après les principes qu'on professe à Philadelphie, et qu'on applaudit dans votre capitale. »

Prophétiques avertissements! Pourtant Louis XVI se laissa entraîner. Les Anglais se plaignaient de la présence des envoyés de rebelles en France. La capitulation du général anglais Burgoyne donna du courage à ceux qui en manquaient. Enfin, Louis XVI, le 6 février 1778, signa avec les États-Unis un traité de commerce, corroboré d'une alliance offensive et défensive, si l'Angleterre déclarait la guerre à la France. Les deux parties s'engageaient à ne conclure ni paix, ni trêve avec la Grande-Bretagne sans en avoir obtenu au préalable le consentement formel l'une de l'autre, et elles se promettaient de ne pas mettre bas les armes avant que l'indépendance des États-Unis fût assurée par le traité ou les traités qui termineraient la guerre. L'ambassadeur anglais fut aussitôt rappelé.

§ 4. GUERRE D'AMÉRIQUE (1778-1783); D'ORVILLIERS, D'ESTAING ET DE GUICHEN.

La France heureusement avait passé par les mains de Choiseul, qui avait relevé sa marine. Une flotte de douze vaisseaux et de quatre frégates partit de Toulon pour l'Amérique (1778) sous le comte d'Estaing, le dernier officier qui eût soutenu en mer l'honneur du drapeau pendant la déplorable guerre de Sept ans. Une autre se forma à Brest pour combattre dans les mers d'Europe; enfin une armée se prépara à faire une descente en Angleterre. Le combat de la frégate *la Belle-Poule*, qui démâta une frégate anglaise dans la rade de Brest, ouvrit glorieusement les hostilités ; et le comte d'Orvilliers, sorti de Brest avec trente-deux vaisseaux, tint la fortune indécise dans la bataille d'Ouessant, contre l'amiral Keppel (27 juillet). L'indécision de l'escadre commandée par le duc de Chartres empêcha seule la victoire d'être complète. L'Angleterre fut effrayée de voir la France reparaître sur mer à armes égales, et traduisit son amiral devant un conseil de guerre. N'avoir pas saisi la victoire, c'était pour elle avoir été vaincue. Le comte d'Estaing aurait pu remporter quelques brillants succès sur l'amiral Howe, inférieur en forces; mais sa flotte fut dispersée par une tempête Le vaisseau de d'Estaing, démâté, rasé comme un ponton, n'échappa aux attaques d'un vaisseau ennemi que grâce à la fermeté indomptable de l'amiral français. Il échoua dans une tentative sur Sainte-Lucie, dont les Anglais s'étaient emparés. Bouillé prit du moins la Dominique.

On recueillit heureusement les fruits de la politique du duc de Choiseul, qui avait renoué l'alliance de la France avec l'Espagne. Cette puissance offrit sa médiation, que l'Angleterre rejeta. Poussée par le comte de Vergennes, qui lui montrait Gibraltar, Minorque et les Florides à reconquérir, elle déclara la guerre à l'Angleterre et réunit sa marine à celle de la France (1779). Le comte d'Orvilliers, avec 68 vaisseaux de ligne, prit la mer. Jamais force si imposante n'avait paru sur l'Océan. La terreur fut profonde en Angleterre quand on apprit que cette flotte immense se dirigeait sur la Manche. Malheureusement le ministre ne donna pas à temps à la flotte les vivres, provisions et munitions nécessaires ; enfin une tempête qui dispersa la flotte épargna à l'Angleterre quelque désastre. La France se consola d'avoir perdu le fuit de ce grand armement par la prise de la Grenade, que d'Estaing enleva, en sautant le premier dans les retranchements ennemis. C'était la revanche de Sainte-Lucie. Le gouverneur anglais se rendit à discrétion. Cet événement eut à Paris un retentissement considérable. L'amiral anglais Rodney s'y trouvait alors, retenu pour des dettes qu'il ne pouvait solder. Un jour qu'il dînait chez le maréchal de Biron, il traita avec dédain les succès des marins français, disant que, s'il était libre, il en aurait bientôt raison. Le maréchal paya aussitôt ses dettes : « Partez, monsieur, lui dit-il; allez essayer de remplir vos promesses; les Français ne veulent pas se prévaloir des obstacles qui vous empêchent de les accomplir. »

Cette générosité chevaleresque nous coûta cher ; Rodney faillit tenir parole. Il battit une flotte espagnole, ravitailla Gibraltar, qu'une armée franco-espagnole assiégeait, et alla livrer, aux Antilles, trois combats au comte de Guichen, successeur de d'Estaing. Mais le comte retint la victoire indécise et enleva, à son retour en Europe, un convoi anglais de 60 bâtiments, avec un butin de 50 millions.

Dans la Manche, un duel héroïque excita une universelle admiration. Une frégate française, *la Surveillante*, avait rencontré la frégate anglaise *le Québec*

(6 octobre). Ces deux bâtiments, de même force en équipages et en canons, engagent la lutte. Le commandant de *la Surveillante*, du Couëdic de Kergoualer sut, par la rapidité de ses évolutions, se maintenir l'avan-



L'amiral Keppel devant le conseil de guerre, après la bataille d'Ouessant. (Page 43, col. 2.)

tage du vent. Mais les deux vaisseaux s'approchèrent si près que l'abordage était imminent : « Les fusils, les pistolets même, portaient coup, il y avait des moments où les refouloirs à l'aide desquels les artilleurs pous-

saient la charge au fond de leurs canons, se touchaient et s'embarrassaient d'une frégate à l'autre. Du Couëdic reçoit deux blessures à la tête ; il ne prend pas le temps de se faire panser, et la face ruisselante de sang, noircie de poudre, mais sublime d'attitude et d'héroïsme, il ordonne, montre à tous ce qu'il faut faire. » Presque tous les officiers sur les deux frégates sont hors de combat. Un cri de joie se fait entendre à bord du *Québec*, un boulet vient de renverser le pavillon de *la Surveillante*. Mais un pilote en hisse un nouveau au milieu d'une grêle de mitraille. Peu après, les trois mâts de la frégate tombent à la fois. Elle se venge en abattant les trois mâts de l'ennemi. Du Coëdic ordonne l'abordage. Il reçoit en ce moment une balle dans le ventre et refuse de se retirer. Les Français vont escalader *le Québec* quand l'incendie embrase ce malheureux bâtiment. Du Couëdic fait cesser la lutte et ordonne de recueillir le plus d'Anglais que l'on pourra. Ceux-ci imploraient un secours qu'il était bien difficile de leur porter sans exposer *la Surveillante* à prendre feu également. On en sauva quarante-trois. Du Couëdic leur déclara que, leur frégate ayant péri avec son pavillon flottant, ils seraient traités non comme des prisonniers mais comme des frères recueillis d'un naufrage. Anglais et Français ne formèrent plus alors qu'un seul équipage et travaillèrent avec une égale ardeur à sauver *la Surveillante* qui s'enfonçait à son tour en brûlant. Ce ne fut qu'après ces nouveaux efforts, quand le danger eut disparu, que du Couëdic consentit à remettre le commandement à un officier et à se laisser soigner. Brisée,



Combat de *la Surveillante* contre *le Québec*. (Page 45, col. 1.)

la frégate dut être remorquée par des bateaux pêcheurs. Elle entra triomphalement à Brest, le 8 octobre, saluée par les acclamations d'une foule enthousiaste. Tout le monde voulut visiter la frégate et les blessés. Une dame demanda à l'un d'eux s'il était vrai que les Anglais eussent cloué leur pavillon au mât pendant le combat. « Madame, dit fièrement le matelot français, le nôtre était cloué par l'honneur dans le cœur de notre brave capitaine. »

L'Angleterre tenta de profiter de l'ouverture de la succession de Bavière pour brouiller le continent et nous mettre des affaires sur les bras. Mais la diplomatie française réussit à sauver la Bavière de l'ambition de l'Autriche et l'empire d'une guerre entre les deux puissances allemandes, en faisant accepter sa médiation et celle de la Russie à l'Autriche et à la Prusse (traité de Teschen, 1779). En revanche, une vaste coalition se forma contre le despotisme maritime de l'Angleterre. Pour empêcher la France et l'Espagne de recevoir des régions du Nord les munitions navales nécessaires à leurs arsenaux, les Anglais, au mépris des traités d'Utrecht, arrêtaient et visitaient les bâtiments neutres, « attendu que les ports de France sont naturellement bloqués par ceux d'Angleterre. » De là mille vexations, des abus, et la ruine du commerce des neutres. Catherine II, la première, proclama (août 1780) la franchise des pavillons, à la condition qu'ils ne couvriraient pas la contrebande de guerre, poudre, boulets, canons, etc.; et pour soutenir ce principe, elle proposa un plan de neutralité armée qui fut

successivement accepté par la Suède et le Danemark, la Prusse et l'Autriche, le Portugal, les Deux-Siciles et la Hollande. La ligue se proposait de défendre les principes dont la France a obtenu la reconnaissance par l'Angleterre (1854) : à savoir, que le pavillon couvre la marchandise, et assure par conséquent liberté absolue du commerce des neutres, excepté pour la *contrebande de guerre* qui servirait à l'ennemi; que le neutre peut aller partout, excepté dans les ports bloqués par une force effective; qu'il doit subir la *visite*, s'il n'est pas convoyé par un bâtiment de guerre; mais que le visiteur doit se tenir à portée de canon, et n'envoyer qu'un canot monté par trois hommes.

L'Angleterre, vivement irritée, déclara aussitôt la guerre à la Hollande, la plus faible et la plus vulnérable des puissances neutres. Rodney se jeta sur Saint-Eustache, une de ses colonies, où il fit une prise de 16 millions, que le brave Lamothe Piquet ravit en vue des côtes d'Angleterre.

§ 5. LE COMTE DE GRASSE; SIÉGE DE GIBRALTAR; SUFFREN; TRAITÉ DE VERSAILLES (1783).

L'année 1781 fut la plus heureuse de cette guerre pour la France. Le comte de Grasse avait été chargé, avec une flotte de 21 vaisseaux, de porter des renforts d'hommes et d'argent aux colonies. « Il a six pieds, disaient de lui nos marins, et six pieds un pouce les jours de bataille. » L'année précédente, Rochambeau et la Fayette avaient débarqué sur le continent américain. De Grasse vient bloquer la baie de Chesapeake au moment où la Fayette disputait la Virginie à l'Anglais Cornwalis. En agissant de concert par terre et par mer, le 11 octobre 1781, ils forcèrent le général Cornwalis à capituler dans York-Town, avec 7000 hommes, 6 vaisseaux de guerre et 50 bâtiments marchands. Les vaincus défilèrent entre l'armée de France et d'Amérique. Cornwalis s'épargna cette honte en feignant une maladie. O'Hara, qui le remplaçait, présenta son épée au comte de Rochambeau : celui-ci dit, en montrant Washington : « Je ne suis qu'un auxiliaire, » et le général anglais remit avec dépit son épée au général américain. Ce fait d'armes fut décisif pour l'indépendance américaine. « L'humanité, écrivait la Fayette, a gagné son procès : la liberté ne sera plus sans asile. » Les Anglais, qui occupaient encore New-York, Savanah, Charlestown, ne firent plus que s'y défendre. En même temps le marquis de Bouillé leur enlevait Saint-Eustache; le duc de Crillon, Minorque.

Dans les Antilles, les Anglais ne conservaient d'autre île importante que la Jamaïque; de Grasse voulut la leur enlever en 1782; il fallait pour cela rallier la flotte espagnole à Cuba. De Grasse partit avec 30 vaisseaux, dont deux furent bientôt perdus. L'Anglais Rodney avec 32 vaisseaux de ligne, l'atteignit près des Saintes. De Grasse accepta le combat et le soutint jusqu'au milieu du jour sans désavantage. Mais alors Rodney coupa sa ligne et gagna le vent. Les vaisseaux français engagés font la plus vive résistance. Trois sont pris après avoir perdu tous leurs officiers. De Grasse, sur *la Ville-de-Paris*, combat seul contre quatre vaisseaux anglais. Après douze heures, il amène enfin son pavillon. A son bord, il n'y avait que trois hommes qui ne fussent point blessés. Cette bataille des Saintes, qui fut sans résultat fâcheux, eut une grande importance dans l'opinion. Le comte de Grasse, emmené prisonnier en Angleterre, se vit l'objet d'ovations qui donnaient plus d'éclat à sa défaite. Les louanges que lui décernaient les vainqueurs paraissaient de sanglantes ironies. L'amiral eut le tort de les croire sincères et ne se refusa pas plusieurs fois à paraître sur son balcon devant une populace insolemment flatteuse, qui l'appelait à grands cris et le saluait du nom de *valeureux Français*. A Paris, cette conduite lui attira le blâme le plus sévère et les plus cruelles épigrammes. Une de celles qui eut le plus de succès fut le compliment que l'on attribuait au roi d'Angleterre et qui aurait charmé le comte de Grasse : « Je vous reverrai avec plaisir à la tête des armées françaises. »

On oublia que c'était la première bataille navale que nous perdions dans cette guerre. La guerre d'escadre nous a été moins funeste qu'on ne le dit. De 1676 à 1782, la marine française a livré vingt et une batailles rangées et n'en a perdu que trois. Tourville, vaincu à la Hougue (1692) avait 3114 canons contre 6994; Conflans, dans la baie de Quiberon (1759), lutta avec 21 vaisseaux contre 37; le comte de Grasse, à la bataille des Saintes (1782), n'avait que 30 vaisseaux contre 37. La conséquence, c'est que, en cas de conflit nouveau, la France ne devrait pas se résigner, comme beaucoup de gens le lui conseillent, à la guerre de course, qui doit amener à la longue la destruction inévitable de la marine qui la fait.

L'habile défense de Gibraltar contre les forces réunies de la France et de l'Espagne, fut un autre échec. Ce siége avait soulevé une attente universelle. Une Minorque reconquise, l'Espagne n'avait plus eu que cette pensée. Un frère de Louis XVI, le comte d'Artois, avait obtenu du roi la permission de s'y rendre. 20 000 hommes et 40 vaisseaux bloquaient la place. 200 bouches à feu, du côté de la terre, et 10 batteries flottantes, ouvrirent, le 12 septembre, un feu épouvantable contre ce rocher que défendaient sa redoutable position et le courage du gouverneur anglais Elliot. Ces batteries, inventées par le colonel d'Arçon, étaient formées par des vaisseaux rasés, recouverts d'un triple toit à l'épreuve de la bombe et garnis d'un bordage épais. Une humidité constamment entretenue prévenait le danger des projectiles incendiaires. Mais le prince de Nassau négligea, sur *la Tailla Pedra*, les précautions recommandées par d'Arçon. L'idée du colonel d'Arçon a été reprise de nos jours et avec succès; seulement le développement de notre industrie a permis de substituer le fer au bois, c'est-à-dire de rendre ces terribles machines vraiment invulnérables. La place attaquée, comme nulle autre ne l'avait encore été, se trouva bientôt aux abois. Elle avait vainement lancé 600 boulets rouges contre les batteries flottantes, lorsqu'un de ces derniers projectiles entra sans qu'on s'en aperçût dans le bordage de *la Tailla Pedra*, où toutes les précautions recommandées par l'inventeur n'avaient pas été prises. Il chemina silencieusement, arriva aux poudres et la fit sauter. L'incendie gagna les deux batteries voisines, et les Espagnols, sous prétexte d'empêcher les Anglais de s'emparer des autres, y mirent le feu. 12 000 hommes périrent à ce siége, et Gibraltar resta aux Anglais.

Si notre marine essuyait quelques échecs dans l'Atlantique, elle se relevait avec honneur dans la mer des Indes, sous les ordres du grand Suffren.

Suffren avait gagné tous ses grades en trois ans.

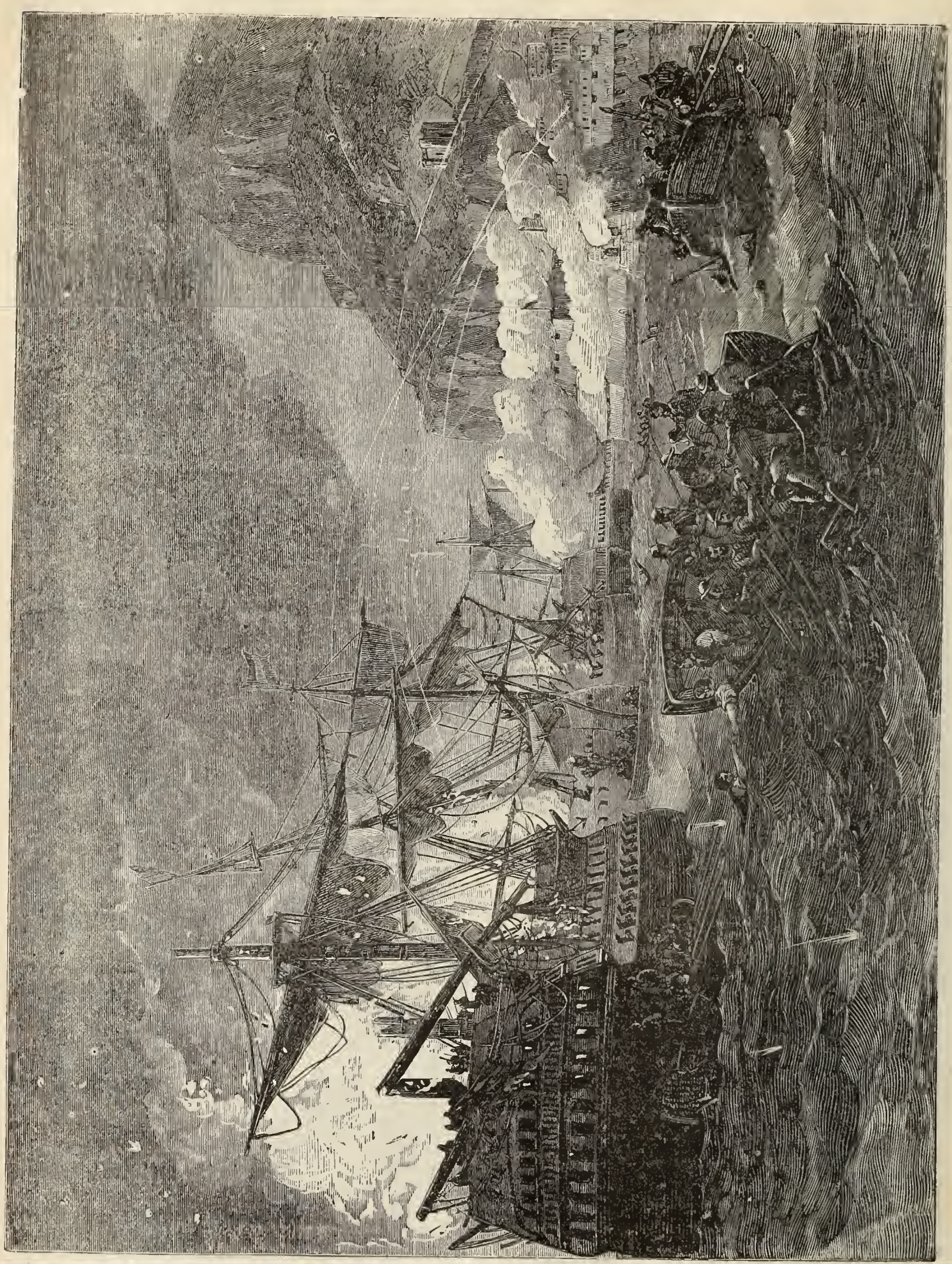
Mais depuis bientôt quarante ans qu'il montait des vaisseaux de guerre, il n'avait point encore eu l'occasion de révéler son génie. On le savait doué d'un courage indomptable, actif et énergique malgré sa corpulence, esclave du devoir, ferme et sévère au sujet de la discipline, bon pour le soldat et le matelot qui répétaient partout : « Bon comme M. le bailli de Suffren. » On allait apprendre à le connaître comme amiral.



Camp de Washington.

Nommé au commandement de l'escadre des Indes, Suffren chercha immédiatement les Anglais. Les écraser sur mer, tandis que sur terre Hyder-Ali, souverain de Mysore, renouait la ligue des princes indiens et attaquait les provinces anglaises, tel était son plan simple, hardi, dont le succès eût arraché l'Inde à nos rivaux. L'arrivée de Suffren ranima le courage d'Hyder-Ali, près de succomber sous des forces su-

périeures, et cinq batailles navales, toutes glorieuses pour la France, s'engagèrent le 9 février, le 12 avril, le 5 juillet, le 3 septembre 1782, le 16 juin 1783. Celle du 5 juillet fut illustrée par la valeur de Cuverville, qui soutint avec un bâtiment de cinquante canons l'effroyable feu de deux vaisseaux de 74 et de 64. Celle du 3 septembre, livrée près de Trinquemalle, montra dans tout son jour l'intrépidité de Suffren. Le



Siège de Gibraltar (1782). (Page 46, col. 2.)

feu se manifesta à bord du *Vengeur*, commandé par Cuverville. Les vaisseaux voisins s'écartèrent, et ce mouvement jeta le désordre dans la flotte française. Suffren se crut abandonné. Il n'en résolut pas moins de tenir jusqu'au bout. La mâture du vaisseau-amiral s'était déjà écroulée. Tout à coup les cris de joie de l'ennemi lui apprennent que son pavillon de commandement est abattu. « Des pavillons ! s'écrie-t-il alors avec un véritable délire, des pavillons ! Qu'on apporte des pavillons blancs ! qu'on en mette partout, qu'on

en couvre le *Héros!* » Cette longue résistance, cette énergie donnèrent le temps aux autres vaisseaux de rallier l'amiral. Le combat ne cessa qu'à la nuit: il avait coûté cher aux Anglais.

Hyder-Ali mourut, mais laissant dans Tippou-Saïb un fils digne de lui, qui héritait de sa haine contre la domination britannique. Suffren s'était déjà entendu avec lui pour commencer une campagne décisive; il avait même remporté une nouvelle victoire quand il apprit que la paix avait été conclue le 9 février 1783.

L'Angleterre avait perdu son renom d'invincible sur les mers, prodigieusement souffert dans son commerce, accru sa dette de 2 milliards et demi. Lord North, chef du parti de la guerre, quitta le ministère et fut remplacé par les whigs (1782). William Pitt, fils du célèbre lord Chatam, mort au commencement de la guerre, fit porter au cabinet de Versailles des propositions de paix. Un traité fut signé le 3 septembre 1783. Il était honorable pour la France, effaçait le honteux article d'Utrecht, relatif à Dunkerque; faisait rendre Minorque à l'Espagne, et obtenait pour elle-même la restitution de Chandernagor, Pondichéry, Karikal, Mahé et Surate, aux Indes; Tabago et Sainte-Lucie, aux Antilles; les îlots de Saint-Pierre et de Miquelon, avec le droit de Pêche à Terre-Neuve; enfin, Gorée et le Sénégal, en Afrique. Cette guerre, le



LE BAILLI DE SUFFREN

dernier triomphe de l'ancienne monarchie, porte avec elle un enseignement: c'est que la France pourra, quand elle le voudra sérieusement, disputer la domination de la mer ou plutôt en assurer la liberté. « Quel empire! s'écriait Joseph II à la vue d'une flotte sortant de Brest, quel empire, la terre et la mer! »

La France avait dépensé 1400 millions; mais outre les avantages particuliers dont nous venons de parler, elle avait obtenu un grand et noble résultat: l'indépendance des États-Unis.

L'Amérique, grâce à nous, inaugurait une ère de liberté. Cette lutte avait fortifié le caractère déjà si énergique de la population. Washington, heureux général pendant la guerre, demeura grand citoyen pendant la paix, et gouverna avec une équité, une habileté admirables, ce peuple éclos d'hier à la vie politique. Il eut la gloire, après avoir assuré l'indépendance de sa patrie, d'en assurer la prospérité. Il fonda cette union américaine qui se déchire en ce moment pour le malheur de l'Amérique. C'est que Washington, malgré son génie, n'avait pu remédier à un mal dangereux qui jetait l'inquiétude dans les esprits clairvoyants. Un jeune officier français, M. de Ségur, en combattant pour ce peuple nouveau, prévoyait déjà la séparation dont le désir vient de donner lieu à une guerre

acharnée. Citons ses paroles. Elles nous montreront combien sont profondes les racines des événements.

« Les provinces méridionales doivent encore entrevoir et éviter un autre écueil : on y trouve des habitants pauvres en grand nombre et de grands propriétaires dont les fortunes sont colossales. Ces fortunes sont alimentées et ne semblent pouvoir se soutenir que par le travail d'une population de noirs, d'esclaves, qui se multiplient chaque année, et qui peuvent être fréquemment portés au désespoir et à la révolte, par le contraste de leur servitude avec la liberté entière dont les hommes de la même couleur jouissent dans les autres États de l'union. Enfin, cette différence de mœurs et de situation entre le Nord et le Sud ne doit-elle pas faire redouter, pour d'autres temps, une séparation politique qui affaiblirait et romprait peut-être cet heureux faisceau qui ne peut conserver sa force qu'en restant uni et serré ? » (*Mém. de Ségur.*)

Le traité de Versailles annonçait, sous deux ans, un traité de commerce entre la France et l'Angleterre. Il fut signé en 1786, et substitua, à la prohibition qui existait, un droit proportionnel à la valeur des objets sur les marchandises communes aux deux pays. Ce traité était le premier pas fait par l'Angleterre dans la voie d'une politique commerciale nouvelle, celle qui a définitivement substitué, de nos jours, le régime de la liberté à celui de la prohibition, et qui ouvre réellement une ère nouvelle aux relations des peuples.



Combat naval de Trinquemalle (3 septembre 1783). (Page 48, col. 2.)

En France, il froissa quelques intérêts particuliers: des manufactures tombèrent dans un état de souffrance passagère, mais la liberté ne tarda pas à donner plus d'activité, de zèle et de puissance à notre industrie. L'opposition, en Angleterre, s'élevait violemment contre les ministres. « Nous oublions, s'écriait Burke, nous oublions les jours de gloire, où la Grande-Bretagne établissait des inspecteurs à Dunkerque, pour nous rendre compte de la conduite des Français. » Pitt lui répondit par ces belles paroles, qui semblent avoir prévalu de nos jours et empruntent des circonstances une plus grande autorité : « C'est avancer, disait-il, une maxime bien fausse, bien dangereuse, que de prétendre que la France et l'Angleterre, parce qu'elles ont été ennemies, ne doivent jamais cesser de l'être. C'est calomnier la nature humaine, c'est supposer dans le cœur de l'homme une infernale perversité. On soutient qu'en traitant avec la France, nous nous jetons dans les bras de notre ennemie, nous nous livrons à sa merci, comme si nous devions, par le traité, renoncer à nos moyens de défense, détruire la marine anglaise, licencier l'armée, abandonner nos colonies et suspendre l'action du gouvernement. N'est-il pas évident, au contraire, que ce traité, en nous apportant de nouvelles richesses, nous donnera de nouveaux moyens de résister aux Français, s'il faut un jour les combattre? Mais ce traité, source de profits réciproques, va diminuer les causes de discorde, rap-

procher les deux peuples, établir plus de rapports dans leurs goûts, dans leurs mœurs, et contribuer à l'harmonie qu'il est à désirer de voir régner entre eux. » Mais que de guerres sanglantes devaient séparer les deux peuples avant qu'on pût voir cette alliance anglo-française, vantée par Pitt, enfin réalisée, malgré les vieilles défiances, mais durable, il faut au moins l'espérer.

Un autre traité de commerce avec la Russie, en 1787, nous ouvrit ce pays que jusqu'alors les marchands hollandais et anglais seuls avaient exploité.

§ 6. MOUVEMENT DES ESPRITS.

La guerre d'Amérique, en donnant un dérivatif extérieur au mouvement des esprits, n'avait fait cependant que l'accélérer. L'opinion publique, une nouvelle puissance, régnait. La nation, longtemps spectatrice de ces longs efforts, y prenait intérêt, et était avide aussi de changements.

On voulait pour la France ce que l'Amérique venait de conquérir. On demandait que l'administration ne fût plus un affreux dédale où le plus habile se perdait, que les finances publiques cessassent d'être au pillage, que chacun eût sécurité pour sa personne et ses biens, que le code criminel fût moins sanguinaire et le code civil plus équitable. On demandait la tolérance religieuse au lieu du dogme imposé sous peine de la vie; la foi fondée sur les principes du droit rationnel et naturel au lieu de l'arbitraire et de la contradiction des coutumes, l'unité de poids et de mesures, l'impôt payé par tous, l'admissibilité de tous aux emplois, en un mot, l'égalité devant la loi et la liberté réglées suivant le droit. En apprenant en Amérique que le gouvernement de Louis XVI avait reconnu la liberté des États-Unis, la Fayette dit : « Voilà une grande vérité que nous leur rappellerons un jour chez eux. »

La presse devenait plus active et plus audacieuse. Un ami de Turgot écrivit un ouvrage sur les *inconvénients des droits féodaux*, que le parlement fit brûler; le 1er janvier 1777 parut le premier numéro du *Journal de Paris*, qui se fit quotidien pour répondre à l'inquiète curiosité de l'opinion publique. Enfin, ceux qui étaient à la tête de la pensée du siècle recevaient de derniers et enthousiastes hommages. C'est l'époque du triomphe de Voltaire, c'est l'époque des pèlerinages au tombeau de Rousseau, enfin c'est l'époque de Beaumarchais.

Beaumarchais attirait sur lui l'attention publique par ses procès où il plaidait la cause de la liberté, et par ses comédies où il plaidait celle de l'égalité. Il cherchait à populariser, en les passionnant, les idées de Voltaire. « Commerçant, diplomate, fournisseur, homme d'action par goût, écrivain par distraction, il jetait sur le théâtre une plaisanterie hostile à l'autorité. Dans des comédies étincelantes d'action, de vivacité et de bons mots pleins de bons sens, Beaumarchais plaidait encore : il attaquait les gens « qui se sont donné la peine de naître, et rien de plus, » les Almavivas, flanqués de leurs Baziles; il prenait en main la cause de ce spirituel, de cet industrieux barbier, de ce pauvre vagabond à qui il a fallu déployer plus de science et de calculs pour subsister seulement, qu'on en a mis depuis cent ans à gouverner les Espagnes, qui sait la chimie, la pharmacie, la chirurgie, broche des pièces de théâtre, rédige des journaux, écrit sur la nature des richesses, et risque fort de mourir à l'hôpital. Figaro avait beau se plaindre de n'avoir pas de parents et désespérer presque de sa fortune : son origine était fort ancienne, et son avenir désormais assuré. Rabelais avait bien connu son bisaïeul *Panurge*, et bientôt lui-même va succéder au comte Almaviva. Car Figaro, c'est l'enfant du peuple, c'est la roture, le tiers état qui jusqu'alors n'a été rien et qui, dorénavant, sera tout si on ne lui permet pas de devenir quelque chose. » (Demogeot.)

Le Mariage de Figaro, lu à Louis XVI, l'avait effrayé. Il défendit de le jouer. « Si on le jouait, disait il, il faudrait détruire la Bastille ! » On fit tant, cependant, qu'après avoir montré toute sa mauvaise humeur, il permit la représentation. Donnée au château de Genevilliers, en présence du comte d'Artois, de la société de la reine, de tous ces nobles que fouettaient les sarcasmes du barbier, la pièce fut jouée au Théâtre-Français, au mois d'avril 1784.

La vogue fut immense. Quelques femmes de la cour obtinrent, par une insigne faveur, d'entrer avec les femmes de chambre des actrices. Cent représentations se succédèrent sans épuiser l'enthousiasme. A la soixante-quatorzième, l'auteur fut conduit à Saint-Lazare. Cette arrestation, dont on n'avait point dit la cause, accrut la popularité de Beaumarchais. Après ques jours de détention, il fut relâché, et tout Paris lui rendit visite.

Cependant le mouvement qui emportait le siècle continuait son cours et même entraînait les arts : Greuze et Vien régénéraient la peinture, Grétry et Rameau la musique. Les travaux publics étaient remarquables : le canal de Bourgogne, entre la Seine et la Saône, celui du Centre, entre la Saône et la Loire, et la digue de Cherbourg, le plus grand travail accompli par la main des hommes, étaient commencés. Les esprits étaient à la fois et plus graves et plus enthousiastes. Nous avons parlé du développement que prenait l'étude des sciences. Turgot créait une chaire d'hydrodynamique, afin de répandre les connaissances nécessaires aux grands travaux hydrauliques qu'il méditait. En 1778, érection d'une chaire de minéralogie, fondation de la Société royale de médecine; en 1780, établissement de l'École vétérinaire d'Alfort; et en 1788, de l'École des Mines; en 1785, publication régulière des Mémoires de la Société royale d'agriculture fondée en 1764, mais qui avait longtemps langui, et création au sein de l'Académie des sciences des sections d'histoire naturelle, d'agriculture, de minéralogie et de physique : c'était comme l'avénement de ces sciences à la popularité et à la puissance. Parmentier augmenta les ressources alimentaires du peuple en popularisant l'usage de la pomme de terre (1779)[1], et Daubenton introduisait en France la race espagnole des moutons mérinos.

L'ardeur de connaître et de se frayer de routes nouvelles était si grande, qu'il semblait que l'horizon de la science humaine n'eût plus de bornes. Si Franklin

1. La pomme de terre, transportée du Pérou dès le seizième siècle, était accusée de donner la lèpre ou tout au moins des fièvres. Parmentier en fit l'analyse chimique en 1778, et obtint d'ensemencer 54 arpents de la plaine des Sablons, jusque-là d'une stérilité absolue. On le traitait de fou; mais la plante poussa, les fleurs parurent; il en fit un bouquet qu'il présenta au roi, et Louis XVI mit une de ces fleurs à sa boutonnière. La cause de la pomme de terre était gagnée.

avait arraché le tonnerre aux nuages, « Montgolfier essaya de conquérir à l'homme l'empire des airs. » Montgolfier faisait un jour bouillir de l'eau dans une cafetière que couvrait un papier ployé en forme de sphère; ce papier ce gonfle et s'élève. Après plusieurs expériences, ce savant comprit l'effet d'un air raréfié plus léger que l'air atmosphérique et partit de là pour imaginer les ballons. Pilâtre du Rozier et d'Arlande firent, au château de la Muette, l'année même du traité de Versailles (1783), la première ascension dans une montgolfière. Ainsi l'homme, maître déjà de la terre et de l'Océan, voulait prendre aussi possession de l'air, de cet air que Lavoisier venait récemment de décomposer, par l'oxidation du mercure, en des gaz distincts. Charles et Robert renouvelèrent l'expérience le 1er décembre aux Tuileries, au milieu d'un concours immense. Le danger paraissait alors si grand que Louis XVI défendit l'ascension. L'ordre arriva au moment où tout était préparé pour l'enlèvement du ballon. Les aéronautes n'en tinrent compte, et au milieu de l'impatience d'une foule agitée de sentiments divers, de cris d'effroi et d'acclamations joyeuses, la



Beaumarchais.

corde fut coupée. Charles et Robert firent un trajet de neuf lieues : ils descendirent dans la plaine de Nesle, où les félicitèrent le duc de Chartres et d'autres seigneurs qui les avaient suivis à cheval.

Deux ans après, Blanchard passait en ballon de Douvres à Calais ; mais Pilâtre du Rozier et Romain, qui voulurent faire la même traversée, avec un nouveau système, furent précipités sur les rochers de la côte.

A côté des aérostats, les mystères, les mensonges du magnétisme, Cagliostro et Mesmer : l'un, aventurier italien qui se faisait appeler comte, vivait dans l'opulence, et prétendait tenir les véritables secrets de la chimie, tels que les avaient découverts les prêtres de l'Egypte et de l'Inde ; l'autre, aventurier allemand qui, ayant échoué à Vienne, vint à Paris donner ses fameuses séances (1779). Dans un appartement riche, embaumé de parfums, faiblement éclairé, plein de douces harmonies musicales, disposé enfin pour agir sur l'imagination et les sens, les malades ou les curieux se réunissaient autour du *baquet magnétique;* quelques-uns bientôt tombaient en convulsions, la contagion gagnait les autres. C'était le remède à tous maux. « Il n'y a, disait-il, qu'une nature, une maladie, un re-

mède. » Très-avide, il refusa une pension de 30 000 livres, ne la trouvant pas suffisante. Il chercha des souscripteurs qui voulussent bien payer chacun cent louis pour se faire initier à ses secrets. Il ramassa ainsi 340 000 livres et défendit encore aux souscripteurs de transmettre ce qu'ils avaient appris, se réservant à lui seul le privilége de vendre son système.

M. de Ségur raconte qu'un de ses amis, disciple ardent de Mesmer, cherchait toutes les occasions de se rendre utile à l'humanité. Un jour qu'il se rendait à Versailles pour assister au bal de la reine, il rencontre des hommes qui portaient un brancard : il descend de voiture malgré la pluie, et s'inquiétant peu de son habit de soie, veut, dit-il, guérir ce malade. Il ne laisse



Le Mariage de Figaro. (Acte I, scène IX.)

pas le temps aux porteurs de revenir de leur surprise, se jette sur le patient, lui frappe dans les mains, lui touche la poitrine, le magnétise avec ferveur. Le malade ne bougeait pas. Ne comprenant point cet insuccès de son art, le magnétiseur demande enfin quelle est la maladie de cet homme. « Malade! répondirent les porteurs, il n'est plus malade, car depuis trois heures il est mort. » Le disciple de Mesmer s'en alla bien honteux, on peut le croire, d'avoir été victime d'une si plaisante méprise.

Une commission nommée par le gouvernement, et composée de Lavoisier, Franklin et Bailly, fut chargée d'examiner les expériences magnétiques; elle déclara que les magnétiseurs opéraient des effets singuliers,

non, il est vrai, par un fluide, comme ils le prétendaient, mais par la surexcitation de l'imagination. Un magistrat fameux, d'Éprémesnil, prit chaudement la défense de Cagliostro et de Mesmer.

Certains esprits perdaient terre en quelque sorte. Saint-Martin publiait les incompréhensibles rêveries du *Philosophe inconnu*. Cet illuminé était pourtant un homme de mœurs douces, d'une tendre piété et raisonnable dans les affaires ordinaires. Aussi disait-on de lui, qu'en « l'écoutant on partageait ses sentiments sans comprendre ses idées. » On introduisait, on dévorait le livre extraordinaire de Swedenborg, intitulé : *les Merveilles du ciel et de l'enfer, et des terres planétaires et australes, d'après les témoignages de ses yeux et de ses oreilles.* Comment ne pas être ravi ? Les cieux étaient ouverts à cet homme, à l'en croire, et les anges lui parlaient. Dieu lui apparaissait en personne. Il voyait à Gothenbourg quelles maisons dévorait un incendie à Stockholm, à cinquante lieues de là. Il allait trouver dans l'autre monde, fût-ce en enfer, tout personnage qui l'intéressait. Il l'évoquait, causait avec lui, qu'il fût dans l'Éternité depuis trois siècles, depuis



Daubenton.

hier, depuis trois mille ans. L'esprit humain, surmené, sautait du scepticisme au surnaturel.

Au-dessous de la politique et de la science, dans l'ombre et le silence, travaillaient les francs-maçons : vaste et vieille association d'hommes de tout rang et de tout pays qui, parmi ses initiés, comptait des princes, le prince de Galles, le grand-duc de Toscane, même Frédéric II. Le comte de Clermont fut grand maître jusqu'à sa mort, en 1771. En 1776, un cruel hiver sévit à Paris et on murmura des longues courses de traîneaux qu'on voyait sur les boulevards, et dont la reine avait eu la fantaisie. On disait que le froid, cause de tant de misères, était pour la cour un moyen de plaisir; les sociétés, sous des rites bizarres et quelque peu puérils, cachaient et propageaient des idées libérales.

« Au reste, dit M. de Ségur, ce qu'on peut regretter avec raison de cette époque qui ne renaîtra plus, c'était au milieu de ce conflit entre des opinions, des systèmes, des goûts et des vœux si opposés, une douceur, une tolérance dans la société, qui en faisaient le charme. Toutes ces luttes entre les anciennes et les

nouvelles doctrines ne s'exerçaient encore qu'en conversations et ne se traitaient que comme des théories. Le temps n'était pas arrivé où leur pratique et leur action devaient répandre parmi nous la discorde et la haine. Jours heureux où les opinions n'influaient pas sur les sentiments et où l'on savait aimer toujours ceux qui ne pensaient pas comme nous. Je n'oublierai jamais les délicieuses et fréquentes réunions où se trouvaient ensemble les financiers, les magistrats, les courtisans, les poëtes, les philosophes les plus aimables et les plus distingués, et ces conversations au Mont-Parnasse, chez le comte de Choiseul-Gouffier, où brillaient tour à tour Boufflers, Delille, Rulhière, Saint-Lambert, Champfort, la Harpe, Marmontel....

« Pour nous, jeune noblesse française, sans regret pour le passé, sans inquiétudes pour l'avenir, nous marchions gaiement sur un tapis de fleurs qui nous cachait un abîme. Riants frondeurs des modes anciennes, de l'orgueil féodal de nos pères et de leurs graves étiquettes, tout ce qui était antique nous paraissait gênant et ridicule. La gravité des anciennes doctrines



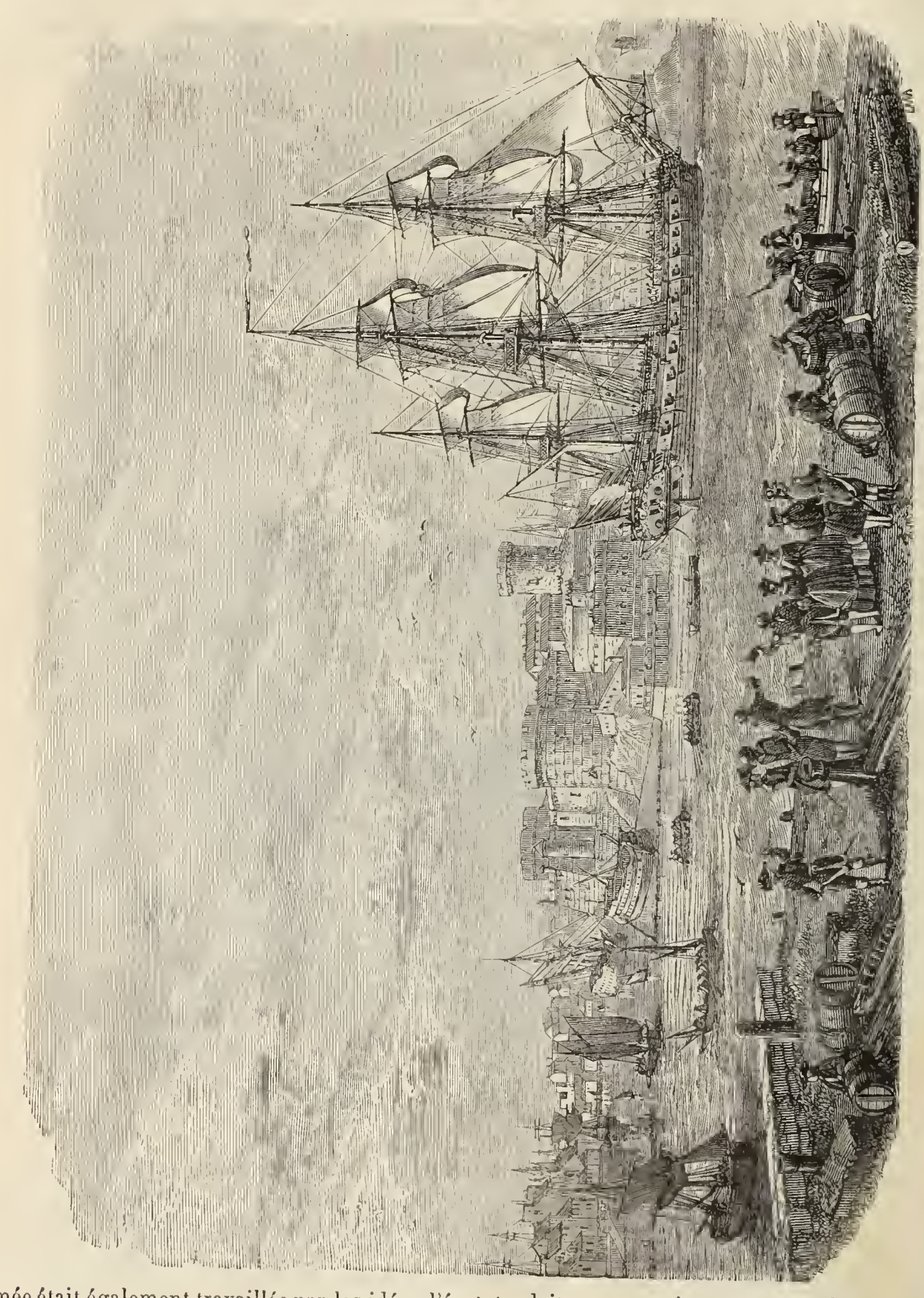
Sédaine.

nous pesait. La philosophie riante de Voltaire nous entraînait en nous amusant. Sans approfondir celle des écrivains plus graves, nous l'admirions comme empreinte de courage et de résistance au pouvoir arbitraire. L'usage nouveau des cabriolets, des fracs, la simplicité des coutumes anglaises nous charmaient, en nous permettant de dérober à un éclat gênant tous les détails de notre vie privée. Consacrant tout notre temps à la société, aux fêtes, aux plaisirs, aux devoirs peu assujettissants de la cour et des garnisons, nous jouissions à la fois avec incurie et des avantages que nous avaient transmis les anciennes institutions et de la liberté que nous apportaient les nouvelles mœurs : ainsi ces deux régimes flattaient également, l'un notre vanité, l'autre nos penchants pour les plaisirs.

« Retrouvant dans nos châteaux, avec nos paysans, nos gardes et nos baillis, quelques vestiges de notre ancien pouvoir féodal, jouissant à la cour et à la ville des distinctions de la naissance, élevés par notre nom seul aux grades supérieurs dans les camps, et libres désormais de nous mêler sans faste et sans entraves à tous nos concitoyens pour goûter les douceurs de l'égalité plébéienne, nous voyions s'écouler ces courtes années de notre printemps dans un cercle d'illusions et

dans une sorte de bonheur, qui, je crois, en aucun temps, n'avait été destiné qu'à nous. Liberté, royauté, aristocratie, démocratie, préjugés, raison, nouveauté, philosophie, tout se réunissait pour rendre nos jours heureux, et jamais réveil plus terrible ne fut précédé par un sommeil plus doux et par des songes plus séduisants. » (*Mém. du comte de Ségur.*)

L'esprit de réunion amenait déjà à Paris la formation de *clubs*. Le premier fut ouvert en 1782. Le duc de Chartres avait fait abattre pour construire des galeries, les beaux arbres du Palais-Royal, lieu de réunion des oisifs. Un spéculateur ouvrit boutique et mit des journaux à la disposition du public. Le lieutenant de police autorisa cette assemblée sous le nom de *club politique*. Seulement, dans ce club, défense de parler de gouvernement ou de religion.



Brest en 1789.

L'armée était également travaillée par les idées d'égalité, de philanthropie, et savait trouver les moyens (moyens que nos mœurs rejettent) de faire respecter chez elle la justice et de punir les insolences. C'était un tribunal étrange appelé la *Calotte*. Cette association, composée de jeunes lieutenants et sous-lieutenants, avait sa hiérarchie particulière, « ses officiers, son général, une police bizarre mais sévère ; elle prétendait ne reconnaître aucune supériorité, aucune distinction de grades. Cette puissance turbulente et ridicule, mais redoutable, ne voulait obéir que sous les armes et punissait sans pitié par des châtiments comiques, tels que la bascule ou les sauts sur la couverte, tous ceux qu'il lui plaisait de reconnaître coupables d'un délit contre les convenances, contre la politesse et contre sa capricieuse législation. »

§ 7. MARIE-ANTOINETTE.

La cour commençait, sous l'influence de l'opinion, à rejeter l'étiquette. Ce n'était pas Louis XVI qui pouvait garder toute la pompe de Louis XIV. Mais la simplicité n'amena point la gravité; une dissipation, une légèreté incroyables déconsidéraient les personnages les plus élevés.

La belle et gracieuse Marie-Antoinette, sans expérience et laissée sans guide, donnait un exemple funeste du mépris des convenances. Le jour des révérences de deuil (après la mort de Louis XV), elle fut accusée d'avoir ri de la figure de quelques douairières, et le lendemain une insolente chanson circula dans Versailles :

Petite reine de vingt ans,
Vous qui traitez si mal les gens,
Vous repasserez la barrière.

La reine eut le tort de se créer une société trop intime qui usurpait toutes les faveurs et toutes les charges. La princesse de Lamballe et la comtesse de Polignac furent ses premières favorites. Au lieu de chercher le bonheur dans les joies de la famille qui souriaient tant à Louis XVI, elle ne se plaisait que dans cette société particulière qui coûtait cher à l'État, et dont la malignité publique exagérait encore les dépenses. Les courtisans dédaignés commencèrent, dès les premiers jours, la sourde guerre qui mina peu à peu la popularité que lui avaient value sa grâce, sa jeunesse et sa beauté. Parmi ses ennemis, il y en avait de très-haut placés.

La reine, le plus souvent, délaissait Versailles pour Trianon. Le grand Trianon, bâti par Mansart en 1676, est une fantaisie de Louis XIV; le petit, construit par Gabriel sous Louis XV, avait été donné sous Louis XVI à Marie-Antoinette, qui y fit dessiner un jardin *à l'anglaise*, avec lac, rivières, maisons rustiques. Une robe de percale blanche, un fichu de gaze, un chapeau de paille étaient la seule parure des princesses. Le plaisir



Affaire du collier (1784). (Page 58, col. 1.)

de voir traire les vaches, de pêcher dans le lac, enchantait la reine. On y jouait la comédie; *le Devin du village* de Rousseau, *le Barbier de Séville* de Beaumarchais y furent représentés. La reine remplissait le rôle de Rosine. (*Mémoires* Mme Campan.)

Marie-Antoinette croyait qu'une reine de France pouvait alors vivre pour elle-même. C'étaient les habitudes de la maison d'Autriche, mais ce n'étaient pas celles de la maison de Bourbon. Un soir, son carrosse s'étant brisé, elle se rendit dans un fiacre au bal de l'Opéra; le lendemain, tout Paris commentait cette imprudence. Ainsi commençaient les mécontentements qui, plus tard, se changeront en colères, et éclateront d'une si terrible manière contre celle qu'on n'appellera plus que l'Autrichienne.

Un événement malheureux montra, dès l'année 1784, les dispositions du public à son égard. Le cardinal de Rohan était alors le scandale de l'Eglise. Ambassadeur à Vienne, il y avait compromis son caractère de prêtre et de représentant de la France par une conduite légère et d'effroyables dépenses. Il disait qu'il était impossible à un gentilhomme de vivre avec 1 200 000 livres de rente. Le seul évêché de Strasbourg lui en rapportait 400 000. Son parent, le prince de Rohan-Guéméné, ayant fait une banqueroute de 30 millions qui ruina une foule de gens, le cardinal en était tout fier : « Il n'y a, disait-il, qu'un souverain ou un Rohan qui puisse faire une pareille banqueroute. » Méprisé du roi, surtout de la reine, il était en complète disgrâce. Une intrigante, la comtesse de Lamotte, lui fit croire qu'elle était la confidente de Marie-Antoinette et que cette princesse était disposée à lui rendre sa faveur; elle appuyait ses insinuations par de fausses lettres où l'écriture de la reine était imitée à s'y méprendre. Elle alla jusqu'à lui promettre une entrevue, le soir, dans les jardins de Versailles, avec sa souveraine. Une fille qui ressemblait beaucoup à la reine joua le rôle que la comtesse lui avait appris. Elle prononça les mots : *le passé est oublié*, laissa tomber une rose et s'enfuit. Le cardinal, enivré de bonheur, emporta la rose et crut que rien ne serait plus refusé à son ambition. Or, quelque temps auparavant, deux joailliers avaient proposé à

Marie-Antoinette un collier d'une valeur de 1 600 000 livres qu'elle avait refusé, en ajoutant, avec le roi, que deux vaisseaux de guerre étaient plus utiles à la France que ce joyau. La comtesse persuade au cardinal que la reine avait grande envie du collier, et qu'elle le chargeait de l'acheter secrètement pour elle! Il alla trouver les marchands, leur montra les lettres et se fit livrer le bijou, dont la comtesse fit aussitôt son profit. Le collier fut dépecé et les différentes parties furent vendues en Angleterre. A quelque temps de là, les joailliers, inquiets de n'être pas payés, écrivent à la reine. Aussitôt, tout se découvre. Le cardinal, arrêté à Versailles même, dans ses habits pontificaux, est envoyé à la Bastille. Le parlement, saisi de l'affaire, la traîne neuf mois sans lasser la patience et la curiosité publiques, rend un arrêt qui délivre Rohan, comme simple dupe, et condamne la comtesse à la marque et à la reclusion. L'acquittement fut accueilli par les applaudissements de la foule, qui força le cardinal de Rohan et son coaccusé Cagliostro à se montrer au balcon. Mais Marie-Antoinette fut indignée de cet acquittement qui semblait la condamner. Louis XVI exila Rohan dans son abbaye de la Chaise-Dieu. On pense combien la réputation de la reine eut à souffrir d'avoir été mêlée à ce scandale.



Marie-Antoinette.

Louis XVI ne lui avait d'abord montré qu'une extrême froideur. Plus tard, elle prit sur lui un très-grand empire. Le roi, en effet, était d'une bonté extrême et dont on se moquait. Il avait coutume tous les soirs de se retirer à une heure fixée. La reine, désirant un peu plus de liberté, s'avisa un jour d'avancer l'aiguille de la pendule, et la cour riait tout bas le lendemain, de cette espièglerie qui ne convenait guère à la majesté royale. On ne se gênait pas d'ail-

leurs pour dire ce qu'on pensait de Louis XVI. Le comte de Provence disait un jour : « Sa faiblesse et son indécision sont au delà de tout ce qu'on peut dire. Pour vous faire une idée de son caractère, imaginez des boules d'ivoire huilées que vous vous efforceriez vainement de retenir ensemble. » La Mark écrivait lui-même à M. Mercy-Argenteau, ambassadeur d'Autriche : « Il faut trancher le mot, le roi est incapable de régner. »

Ce fut après la retraite de Necker que la reine commença à se mêler activement du gouvernement. Mais n'ayant ni le génie ni la force de volonté de son



Louis XVI.

illustre mère Marie-Thérèse, si elle voulait de l'influence, elle ne voulait pas du souci des affaires; et comme elle ne prêtait à celles-ci qu'une attention distraite, elle ne pouvait donner à son influence une direction éclairée. Ce fut elle qui fit appeler de Calonne, en 1783, au contrôle général, premier choix qui eut sur les destinées de la monarchie les plus fatales conséquences.

§ 8. CALONNE (1783-1787); LES NOTABLES (1787); BRIENNE (1787-1788).

Calonne avait des connaissances en administration, une grande facilité de travail, mais c'était un dissipateur [1]. A peine nommé il vint trouver le roi : « Sire,

1. L'abbé d'Espagnac, un des agents de Calonne, gagna en jouant sur les fonds publics 18 millions en six mois et les perdit en six jours.

j'ai 200000 livres de dettes ; un autre vous le cacherait et prendrait sur les fonds de son ministère ; j'aime mieux vous le déclarer. » Le roi, étonné, va à son secrétaire, sans mot dire, et lui donne la somme en actions d'une compagnie; Calonne garda les actions; ses dettes se payèrent autrement. Ses principes financiers étaient ceux-ci : Un homme qui veut emprunter a besoin de paraître riche, et pour paraître riche il faut éblouir par ses dépenses. L'économie est doublement funeste : elle avertit les capitalistes de ne pas prêter au trésor obéré ; elle fait languir les arts que la prodigalité vivifie. Théorie agréable à tous ceux pour qui les approches du trésor sont faciles. Calonne abolit le comité des finances, rétablit le bail des fermes, ouvrit des emprunts, réussit et mit le trésor à la disposition de la reine et des courtisans. Les courtisans, les femmes étaient enchantés de ce ministre aimable, que les affaires n'enlevaient pas à la société, qui ne portait pas sur son front, comme Turgot et Necker, les soucis du pouvoir consciencieusement exercé, et qui prévenait une demande de la reine en lui disant : « Si c'est possible, madame, c'est fait; si cela n'est pas possible, cela se fera. » Un prince racontait plus tard : « Quand je vis que tout le monde tendait la main, je tendis mon chapeau. » Les acquits de comptant s'élevèrent en 1785 à plus de 136 millions. On se croyait sous le règne heureux d'un enchanteur. Le roi, dans son indolence, s'accommodait d'un personnage que rien n'embarrassait. Ces beaux dehors cachèrent 500 millions d'emprunts en trois ans, et en temps de paix; le ministre avait achevé de dévorer l'avenir.



Calonne.

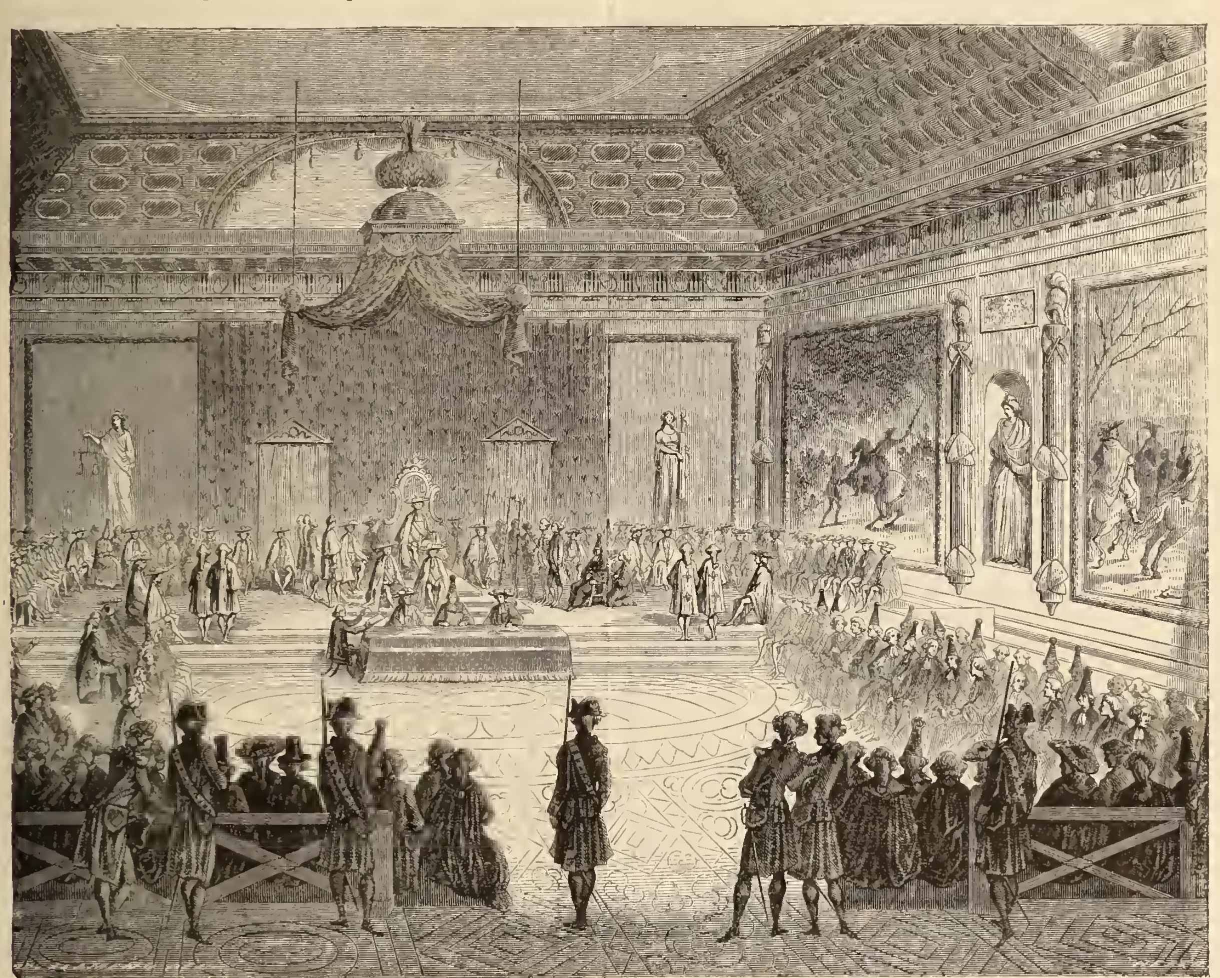
Le moment vint cependant de tout dévoiler au roi. On avait dépensé depuis dix ans 1 milliard 600 millions d'extraordinaire. Alors le prodigue se fit réformateur. Calonne imagina un plan où se mêlaient les idées de tous ses devanciers. Soumettre les privilégiés à l'impôt et à une subvention territoriale; établir des assemblées provinciales; diminuer la taille; décréter la liberté du commerce des grains, l'abolition de la corvée, etc. « Mais c'est du Necker que vous me donnez là, s'écria le roi ; c'est du Necker tout pur. — Sire, répondit l'ennemi de Necker, dans l'état des choses, on ne peut rien vous offrir de mieux. »



Brienne.

Ainsi le mot fatal revenait toujours, les *privilèges!* les *abus!* Le gouvernement n'ayant pas l'appui du parlement avait besoin pour ses réformes de recourir à la nation. Mais les états généraux effrayaient ; on n'osa pas aller plus loin qu'une assemblée de notables. Bien des gens encore s'en alarmèrent : « Le roi donne sa démission, » dit le vicomte de Ségur; et le vieux maréchal de Richelieu demanda quelle peine Louis XIV eût infligée au ministre qui lui eût proposé pareille chose. Il fallut en passer par là cependant. « La succession des temps et la révolution des événements, disait Calonne, semblent avoir amené le moment où la monarchie, longtemps agitée, est enfin parvenue au point de tranquillité et de maturité qui permet de perfectionner la Constitution. » Les notables se réunirent le 22 février 1787. Ils comptaient 144 membres, dont 27 étaient censés représenter le tiers état; en réalité, il n'y avait que 6 ou 7 roturiers. Ce n'était guère une assemblée de la nation. Le père de Mirabeau disait : « Calonne assemble une troupe de *Guillots* qu'il appelle nation, pour leur donner la vache par les cornes et leur dire : « Messieurs, nous tirons tout et « le par delà; nous mangeons « tout et le par delà; et nous « allons tâcher de trouver le « moyen de prendre ce par « delà sur les riches dont l'argent n'a rien de commun « avec les pauvres, et nous « vous avertissons que les riches c'est vous; dites-nous « maintenant votre avis sur la « matière. » Calonne développa ses plans qui furent accueillis avec une bonne volonté assez générale. Les notables furent moins faciles à l'égard de la subvention territoriale. Ils demandèrent l'état des recettes et des dépenses. Calonne présenta des comptes si obscurs qu'on ne put rien vérifier. Les uns y trouvaient 100 millions de déficit, les autres 200. M. Bailly, qui a retrouvé, aux archives du ministère des finances, l'*État au vrai* de l'exercice de 1786, estime que le déficit pour 1787 était d'environ 200 millions de livres,

qui feraient aujourd'hui 288 millions de francs. Quant au chiffre de la dette publique, il est impossible de le déterminer en capital. D'après M. Bailly, sur les 510 millions de livres perçus par le trésor au nom du roi, il y avait à prélever 224 millions pour rentes, gages, intérêts de cautionnement et autres créances privilégiées, 27 pour les pensions et 76 pour les frais de recouvrement, de sorte qu'il ne restait pas à l'État pour toutes ses dépenses 200 millions, sur lesquels la liste civile prenait 40 millions, les acquits de comptant 136. On n'arrivait donc à couvrir le déficit que par *des emprunts* que la ruine du crédit de l'État rendait bien difficiles et très-onéreux, à 10 pour 100 au plus bas taux, ou par des anticipations qui ne faisaient que reculer la difficulté et la rendre plus grave. Mais les notables étaient moins occupés de voir clair dans les finances que d'éviter la subvention territoriale. La querelle se ralluma et devint fort vive. Calonne se fâcha; le roi fit de même; il fut ordonné aux notables de délibérer sur la forme et non sur le fond de l'impôt. Sur quoi ce pamphlet d'un cuisinier parlant à ses poulets : « A quelle sauce voulez-vous qu'on vous mange? — Mais nous ne voulons pas qu'on nous mange. — Vous changez l'état de la question ; on vous demande à quelle sauce vous voulez être mangés. » Au milieu des discussions, le procureur général du parlement d'Aix, M. de Castillon, prononça cette parole autrement grave : « Il n'est aucune puissance



Réunion des notables (22 février 1787).

qui puisse admettre l'impôt territorial tel qu'il est proposé, ni cette assemblée...., ni les parlements, ni les états particuliers, ni même le roi, les états généraux en auraient seuls le droit. » Les ennemis de Calonne l'emportèrent enfin, et peu de jours après que Louis XVI avait dit très-haut : « Je veux que tout le monde sache que je suis content de mon contrôleur général, » il l'exila en Lorraine.

De Calonne, malgré tous ses efforts, ne put reparaître en scène. Il se retira à Londres et se jeta avec ardeur dans le parti de l'émigration. Il avait trop aimé la dépense pour être riche dans son exil. Mme d'Harvelai, devenue veuve, lui donna sa main et une fortune de plusieurs millions. Il la ruina, dit Montyon, comme il avait ruiné la France. Il rentra en France en 1802 et y mourut six semaines après, à Paris.

Un des plus actifs contre Calonne avait été Brienne, archevêque de Toulouse, brillant, ambitieux, mais prélat sans mœurs et peut-être sans croyances, que le pieux Louis XVI repoussa longtemps du ministère. Vaincu par la reine, il l'y appela enfin, avec Lamoignon comme garde des sceaux; Brienne se mit en crédit auprès des notables par des plans d'économie. Cette assemblée, au reste, ne tarda pas à se dissoudre (25 mai). Les gentilshommes en avaient assez ; le comte d'Artois s'y ennuyait ; le duc d'Orléans et le prince de Conti partaient au milieu des séances pour la chasse. L'assemblée, au lieu de voter les impôts qu'on lui

demandait, déclara qu'elle s'en remettait à la sagesse du roi à cet égard. C'était donner sa démission. Ainsi les notables ne firent rien; mais dans leur sein avait été prononcé le mot d'*états généraux*, même d'*assemblée nationale.* « Il faut, avait dit la Fayette, une assemblée nationale. — Vous voulez dire des états généraux, reprit le comte d'Artois. — Oui, monseigneur, et même quelque chose de mieux, si c'est possible. »

Brienne, débarrassé des notables, se retrouva en face du parlement, plus difficile encore à aborder. L'édit qui concernait les assemblées provinciales, celui de la liberté du commerce des grains et de l'abolition de la corvée furent enregistrés sans difficulté : mais la lutte s'engagea vivement à propos de l'impôt du timbre et de la subvention territoriale. Le parlement également exprima le vœu de voir la nation assemblée préalablement à tout impôt nouveau. Le roi tint un lit de justice et fit enregistrer les deux derniers édits. Le parlement protesta; les meneurs étaient Duport, un des futurs orateurs de la Constituante; Robert de Saint-Vincent, Fréteau de Saint-Just, surtout le brillant et chimérique d'Éprémesnil, dont l'ardente éloquence dominait alors cette assemblée, et que la foule, au sortir des séances, portait en triomphe jusqu'à sa voiture. Le roi exila le parlement à Troyes. Il y eut peu d'hommes plus impopulaires alors que Brienne : d'abord on le savait d'accord avec la reine, à laquelle il devait sa place et son crédit sur le roi. Or, la reine était déjà vivement attaquée dans les pamphlets; on l'appelait *Mme Déficit.* Elle fut insultée dans le parc de Saint-Cloud, et, à la prière du lieutenant de police, le roi l'engagea à ne se point montrer dans Paris. Brienne n'avait pas même l'appui de son ordre. L'assemblée du clergé lui refusa un misérable subside de 1 800 000 livres. A Paris, l'agitation augmentait. Chaque jour le palais et les quartiers environnants étaient le théâtre de rassemblements où l'on donnait la chasse aux mouches de la police. Le gouvernement était obligé de fermer les *clubs* ou cercles de lecture.

Au dehors le ministère n'était pas plus heureux. Il laissa en Hollande les intrigues de l'Angleterre et les armes du roi de Prusse renverser le gouvernement républicain de ce pays qui nous tendait les bras, disant qu'au milieu de l'effervescence intérieure il était dangereux de soutenir la liberté au dehors. C'était marcher au rebours de tous les sentiments de l'époque[1]. Vingt-quatre mille Prussiens, commandés par le duc de Brunswick, que nous devions connaître plus tard, pénétrèrent en Hollande, le stathouder rentra à la Haye. Amsterdam capitula. L'important traité de 85 entre la France et la Hollande républicaine fut annulé de fait. « La France vient de tomber, dit l'empereur Joseph II, je doute qu'elle se relève. »

Cependant un rapprochement se fit entre le gouvernement et le parlement. Cette compagnie rentra au milieu de l'ivresse générale; le mannequin de *Calonne* fut brûlé sur la place Dauphine, et l'audace croissait si vite qu'on voulait brûler aussi l'effigie d'une personne auguste. Pourquoi le parlement était-il si populaire, lui qui défendait la cause des privilégiés? C'est que, d'un autre côté, il soutenait contre la cour ce principe que les états généraux seuls ont le droit de changer la base de l'impôt. Les ministres l'avaient fait accuser par le roi d'*aristocratie :* « Non, sire, dirent les magistrats dans de nouvelles remontrances, point d'*aristocratie* en France, mais point de *despotisme.* » Pourquoi le gouvernement rappelait-il le parlement? C'est que Brienne avait cru le gagner à ses projets. En effet, il apporta un édit pour un emprunt de 420 millions à réaliser en cinq ans. Il voulait d'un seul coup se pourvoir pour longtemps et n'avoir plus à marchander des emprunts partiels. Il promettait, en échange, la convocation des états généraux avant la fin de cette période, bien résolu d'avance à ne pas tenir sa promesse. Il y eut d'énergiques protestations : « Si un fils de famille faisait de semblables actes, dit Robert de Saint-Vincent, en parlant du taux usuraire des emprunts, il n'y a pas de tribunal qui hésitât à les annuler. » Tout à coup, au milieu de la discussion Louis XVI ordonna d'enregistrer l'édit d'autorité. Sabatier et Fréteau s'y opposèrent. Le duc d'Orléans balbutia le mot : c'est illégal. « *C'est légal*, répondit le roi, *c'est légal parce que je le veux.* » Le roi exila le lendemain le duc d'Orléans à Villers-Cotterets, et fit arrêter Sabatier et Fréteau. Le parlement s'émut de l'atteinte portée, en deux de ses membres, à la liberté individuelle. D'Éprémesnil rédigea, au nom du parlement, un acte qui résumait ce qu'on appela les lois fondamentales de la monarchie.

« Le parlement déclare que la France est une monarchie gouvernée par le roi, suivant les lois.

« Que de ces lois plusieurs qui sont fondamentales embrassent et consacrent :

« Le droit de la maison régnante au trône, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, à l'exclusion des filles et de leurs descendants;

« Le droit de la nation d'accorder librement les subsides, par l'organe des états généraux, régulièrement convoqués et composés.

« Les coutumes et capitulations des provinces.

« L'inamovibilité des magistrats; le droit des cours de vérifier, dans chaque province, les volontés du roi, de n'en ordonner l'enregistrement qu'autant qu'elles sont conformes aux lois constitutives de la province, ainsi qu'aux lois fondamentales de l'Etat.

« Le droit de chaque citoyen de n'être jamais traduit, en aucune manière, devant d'autres juges que ses juges naturels, qui sont ceux que la loi désigne.

« Et le droit sans lequel tous les autres sont inutiles, celui de n'être arrêté, par quelque ordre que ce soit, que pour être mis sans délai entre les mains des juges compétents. »

Un jeune conseiller, Goislard de Montsabert, proposa de mettre obstacle à la perception de l'impôt des vingtièmes : ordre du roi de le saisir, ainsi que d'Éprémesnil. Le parlement était en permanence. Le marquis d'Agoult, aide-major des gardes françaises, fit entourer la salle par ses soldats, s'y présenta de nuit et demanda qu'on remît entre ses mains les deux magistrats.

« La cour va en délibérer, lui dit le président. — Vos formes sont de délibérer, répondit vivement l'officier, je ne connais pas ces formes-là; les ordres du roi doivent être exécutés sans délai. » Et il somma l assem-

1. En 1785, la France s'était interposée comme médiatrice entre la Hollande et l'Empereur. Celui-ci, exigeant une indemnité de 9 500 000 florins, et la Hollande ne voulant payer que 5 millions, la France donna la différence, et en même temps signa un traité d'alliance avec la Hollande. On accusa la reine de sacrifier les trésors de la France aux intérêts de l'Autriche,

blée de lui désigner les deux magistrats, qu'il ne connaissait point. Tous se renfermèrent dans un profond silence; mais d'Agoult, répétant sa sommation, les conseillers des requêtes se lèvent : « Nous sommes tous, s'écrièrent-ils, d'Éprémesnil et Montsabert! » D'Agoult se retira. Il revint dans la matinée avec un exempt qui connaissait les magistrats et qui se refusa à désigner ceux qu'on cherchait. Mais enfin d'Éprémesnil résolut de se nommer : assis et couvert, il demanda à d'Agoult si, dans le cas où il ne le suivrait pas volontairement, ordre était donné de l'arracher violemment de son siége. L'aide-major répondit affirmativement et fit un pas vers ses troupes. « C'en est assez, reprit le magistrat; pour ne pas exposer le sanctuaire des lois à une profanation plus grande, je cède à la force. » Puis, après avoir protesté contre la violation des lois, il se remit entre les mains de d'Agoult. Montsabert répéta les mêmes interpellations et les mêmes protestations avant de se livrer. Ils furent envoyés l'un à Pierre-Encise, l'autre aux îles Sainte-Marguerite. Cette séance si dramatique avait duré trente heures.

Le gouvernement profita de ce coup, et le parlement, mandé à Versailles le 8 mai, dut vérifier plusieurs édits qui lui enlevaient l'enregistrement pour le transférer à une *cour plénière*, sorte de conseil d'État composé à la dévotion du roi, et qui prescrivaient l'érection de 47 grands bailliages pour juger les procès civils de moins de 20 000 livres. Ainsi Brienne livrait un nouveau combat, comme Maupeou, à la puissance des parlements. La résistance s'organisa à Paris et dans les provinces. Des mouvements eurent lieu en Bretagne, dans le Béarn, en dix autres provinces; une insurrection à Grenoble. « J'ai tout prévu, disait Brienne d'un air profond, même la guerre civile. » Il avait seulement oublié que le trésor était vide. Pour trouver quelques ressources, il s'empara de la caisse des invalides et du produit de plusieurs loteries de bienfaisance. Ces honteux moyens le firent vivre quelques jours; mais le 16 août 1788, il fut obligé de déclarer, par un arrêt du conseil, que les payements de l'État auraient lieu partie en argent, partie en billets du trésor. Tout le monde fut saisi d'effroi, croyant voir revenir le papier-monnaie, la banqueroute. Ce fut le coup fatal pour Brienne; il implora le secours de Necker, qui répondit : « L'année précédente, j'étais prêt à partager ses travaux; je ne veux pas partager maintenant son discrédit. » Il fallut céder la place à l'homme qui réunissait à l'habileté financière la plus grande popularité (25 août).

Les revenus de Brienne, à sa sortie du ministère, étaient de 678 000 livres. Il fut encore comblé de grâces, reçut nombre d'abbayes et le chapeau de cardinal que le roi obtint pour lui du pape. A l'époque où il fut nommé archevêque de Sens, une coupe de bois, dans une de ses abbayes, lui valut 900 000 livres. Plus tard, Brienne prêta serment à la constitution civile du clergé, mais refusa de donner l'institution canonique à deux évêques constitutionnels, ce qui mit contre lui tous les partis. Le pape l'amena à se désister du cardinalat et le suspendit de ses fonctions religieuses. Arrêté une première fois à Sens, le 9 novembre 1792, et emprisonné, il le fut une seconde fois, le 16 février 1794, et mourut dans la nuit d'une attaque d'apoplexie. Ce second ministre avait achevé la ruine financière que Calonne avait commencée.

§ 9. SECOND MINISTÈRE DE NECKER; CONVOCATION DES ÉTATS GÉNÉRAUX.

Le retour de Necker fut salué par des acclamations de joie; le départ de Brienne, par des scènes de désordre qui malheureusement furent sanglantes :

« On commençait à voir dans la capitale une tourbe inconnue qui eût exigé une surveillance active. Il y avait en France beaucoup de mendiants et de bandits. Les entraves que les corporations mettaient à l'exercice de l'industrie, les charges qui pesaient sur les campagnes, la contrebande que provoquaient les douanes intérieures et la gabelle, la sévérité des lois fiscales étaient des causes permanentes de misère, auxquelles ajoutaient encore les approches de la disette. Un grand nombre de gens pauvres, la plupart sans aveu, se dirigeaient vers Paris, dans l'espoir d'y trouver les ressources que donne le travail ou le pillage. Cette multitude, jointe à la classe infime qui existe dans une capitale, rendait fort dangereux les rassemblements provoqués par les jeux des clercs du palais. Chaque soir, la place Dauphine était encombrée par la foule; on cassait des vitres, on lançait des pétards. Le mannequin de Lamoignon en simarre, et celui de Brienne en habits pontificaux, furent brûlés au pied de la statue de Henri IV. Les voitures qui passaient sur le pont Neuf recevaient l'ordre de s'arrêter; les hommes et même les femmes qu'elles conduisaient étaient forcés à crier : *Vive Henri IV! Au diable Brienne et Lamoignon!* Les cochers récalcitrants étaient précipités de leur siége et contraints de faire amende honorable à genoux. Des bandits demandaient de l'argent sous prétexte d'acheter des fusées et rançonnaient les passants. Plusieurs personnes paisibles furent assaillies et blessées, précisément parce qu'elles étaient paisibles. Tandis que bien des gens évitaient de traverser le pont Neuf, le duc d'Orléans s'y fit conduire pour étaler sa popularité et jouir des applaudissements de la multitude. Les troubles excitaient peu d'alarmes, on ne les croyait ni sérieux ni durables; plus de moitié des magistrats trouvaient fort naturels et même utiles les désordres qu'ils appelaient une manifestation de l'opinion publique. Cependant le tumulte envahissait chaque jour de nouveaux quartiers, et les excès devenaient plus violents. Le guet eut enfin ordre de rétablir la tranquillité. Cette troupe, peu valeureuse, fut mise en fuite à coups de pierres; plusieurs de ses corps de garde furent démolis et brûlés; les gardes françaises, les gardes suisses portèrent secours, et le sang coula dans diverses rencontres. Un attroupement fit irruption dans la rue Saint-Dominique et menaça d'incendier l'hôtel occupé par Brienne, ministre de la guerre. Un détachement, que celui-ci avait fait demander aux Invalides, chargea la multitude qui prit aussitôt la fuite; mais le hasard voulut qu'un peloton de gardes françaises arrivât dans le même moment par le côté opposé, et l'attroupement se trouvant entre deux feux, il y eut des morts et un grand nombre de blessés. » (Droz.)

Ce premier sang versé dans Paris fit grande impression; le parlement procéda, mais ne sut faire prendre aucune mesure pour prévenir le retour de ces malheurs. Cependant la confiance renaquit, grâce à Necker. En un jour, les effets publics gagnèrent 30 pour 100. Mais il n'avait trouvé dans le trésor que 500 000 livres :

Émeutes sur le pont Neuf. (Page 63, col. 1.)

les besoins étaient urgents et considérables. « Que ne m'a-t-on donné, disait Necker, ces quinze mois de l'archevêque de Sens! A présent, il est trop tard. » Il était trop tard, en effet, pour sauver le pays avec de petits moyens. Les choses ne pouvaient plus marcher, à moins d'en appeler à la nation. Brienne, dans un moment d'exaspération, avait jeté la promesse de convoquer les états généraux en 1789; Necker reprit cette promesse.

La réunion des états devint l'unique pensée de la France. En quelle forme se réuniraient-ils? Le tiers y occuperait-il le même rang qu'en 1614, lorsqu'il fut si humilié; ou, au contraire, y serait-il rendu dominant? Depuis deux siècles les choses avaient bien marché. Le tiers état était devenu un ordre considérable, par sa richesse, son savoir, son activité et les hautes fonctions que ses chefs remplissaient dans le gouvernement et l'administration du pays. Le respect pour la noblesse était singulièrement ébranlé, et tout le monde, même les nobles, avaient applaudi sur la scène, en 1784, les hardies épigrammes du *Figaro* de Beaumarchais: « Parce que vous êtes un grand seigneur, vous vous croyez un grand génie!... » Les brochures les plus hardies se multipliaient de tous côtés. Un collectionneur en réunit en un an plus de 2500. Aux nobles qui répétaient qu'ils avaient versé leur sang pour la patrie, on répondait : et le sang du peuple était-il de l'eau? » L'abbé Siéyès disait : « *Qu'est-ce que le tiers état? — La nation. — Qu'est-il? — Rien. — Que doit-il être? — Tout.* » Ainsi, au mot de Louis XIV : « L'État c'est moi, » Siéyès répondait : « L'État c'est nous. » Il évaluait en effet le nombre des nobles de tout âge et de tout sexe à moins de 110 000, et le clergé n'était pas plus nombreux. Or, pour que le tiers état occupât la place qu'il méritait, il fallait au moins doubler le nombre de ses membres et établir le vote par tête au lieu du vote par ordre. Ce parti était soutenu par Necker et par tous les hommes libéraux. Mais la noblesse résistait; celle de Bretagne surtout se montra si obstinée, qu'il y eut à Rennes plusieurs combats sanglants entre les jeunes bourgeois et les gentilshommes. Necker voulut faire résoudre la question par une assemblée de notables, mais celle-ci refusa tout changement à l'ancienne forme.

Attaque de la maison Réveillon (28 avril 1789). (Page 66, col. 2.)

« Pendant que les discussions politiques agitaient la France, elle subissait un des plus rigoureux hivers dont nos annales conservent le souvenir. Les charités furent nombreuses. On remarqua les dons très-considérables que le duc et la duchesse d'Orléans firent distribuer. Mme d'Orléans était révérée et chérie pour ses douces vertus; mais on prétendit que le duc achetait de la popularité. L'archevêque de Paris (Juigné), après avoir dépensé tout son revenu, emprunta quatre cent mille livres. Dans plusieurs hôtels, des salles étaient transformées en chauffoirs publics. La science fut mise à contribution pour multiplier les secours par des procédés économiques. Les charités, cependant, restèrent fort au-dessous des besoins, la faim et le froid tuèrent beaucoup de malheureux. Dans un grand nombre de provinces, il y eut des émeutes. Les troubles étaient comprimés sur un point, ils éclataient sur d'autres. Les haines de la politique formaient une complication déplorable avec les fureurs de la misère. On parlait sans cesse d'accaparements. Les uns disaient que les partisans de la révolution affamaient le peuple pour le pousser au crime; d'autres prétendaient que les aristocrates voulaient le réduire par la famine. » (Droz.)

C'est dans ces circonstances, au milieu de ces souffrances, de ces coteries, que Necker se décida à trancher la difficulté laissée entière par les notables. Un arrêt du conseil, rendu sur sa proposition, établit la double représentation du tiers sans rien décider quant au vote par tête, et convoqua les états à Versailles pour le 1er mai 1789.

§ 10. LES ÉLECTIONS; MIRABEAU.

A la nouvelle de la convocation des états généraux, l'agitation qui régnait déjà en France redoubla. Les élections ne se firent pas le même jour, comme l'usage

en a prévalu depuis. Pendant trois mois elles agitèrent le pays. Les élections étaient à deux degrés. Des assemblées primaires nommaient les électeurs, et ceux-ci choisissaient les députés. Tout contribuable, quelle que fût la quotité de sa contribution, était électeur primaire et pouvait être élu. Partout s'organisèrent des réunions; à Paris les *clubs*, dont nous avons parlé, commencèrent des discussions passionnées. Il y eut entre autres le *club Breton*, d'où devait sortir la fameuse société des jacobins. Au Palais-Royal, tous les cafés avaient leurs orateurs. Camille Desmoulins, qui devait jouer bientôt un rôle important, se faisait déjà remarquer par sa fougue. Quel spectacle! Des groupes nombreux, ici discutaient le *Contrat social*, là récriminaient contre les nobles et les prêtres, ailleurs écoutaient un plan de constitution; partout on débitait des nouvelles vraies ou fausses. Et tout cela sous les fenêtres du duc d'Orléans, du premier prince du sang, qui, séduit soit par l'ambition, soit par un véritable amour du peuple, cherchait, avec ses amis, le moyen de conduire cette foule agitée. A Paris, cependant, très-peu de citoyens allèrent voter, et on compta à peine, dans toute la capitale, vingt-cinq mille votes.

Dans les provinces, les réunions ne furent pas toutes pacifiques : l'esprit de caste s'y montra. Le clergé avait sa démocratie : les curés de campagne; la noblesse avait la sienne dans la gentilhommerie de province; mais celle-ci était, en général, contraire à la Révolution; et, en voyant en partie des grands seigneurs de ce côté, la Fayette, la Rochefoucauld-Liancourt, les comtes de Montmorency et de Lally-Tollendal, le vicomte de Noailles, etc., elle disait fièrement : « Ils trafiqueront encore de nos priviléges. » En Bretagne, le mouvement commença par une rixe où le sang coula entre les nobles et les fils des bourgeois; la noblesse et les évêques aimèrent mieux ne pas nommer de députés que d'admettre la double représentation du tiers; mais les curés bretons firent scission et commencèrent la division du clergé.

En Provence, les nobles protestèrent contre la décision du conseil du roi. Parmi eux se trouva un illustre transfuge. Le comte de Mirabeau attaqua vivement cette protestation. Sa jeunesse avait été pleine de désordres; mais il avait beaucoup souffert des injustes rigueurs de son père et de celles du gouvernement, qui avait donné contre lui dix-sept lettres de cachet. Il fut emprisonné dans l'île de Ré, au château d'If, où il écrivit à vingt ans son *Essai sur le despotisme*, au fort de Joux, à Vincennes, où il composa son livre sur les *Lettres de cachet* qu'il connaissait si bien, et fut condamné à mort pour une séduction. Echappé à toutes ces poursuites, il trafiqua de sa plume pour vivre. C'était un nom souillé, mais un esprit supérieur. Sa voix allait devenir la voix même de la Révolution. Repoussé par les nobles, qui ne voulurent point le laisser siéger parmi eux, il leur lança ces menaçantes paroles : « Dans tous les pays, dans tous les âges, les aristocrates ont implacablement poursuivi les amis du peuple; et si, par je ne sais quelle combinaison de la fortune, il s'en est élevé quelqu'un dans leur sein, c'est celui-là surtout qu'ils ont frappé, avides qu'ils étaient d'inspirer la terreur par le choix de la victime. Ainsi périt le dernier des Gracques de la main des patriciens; mais, atteint du coup mortel, il lança de la poussière contre le ciel, en attestant les dieux vengeurs; et de cette poussière naquit Marius, Marius, moins grand pour avoir exterminé les Cimbres que pour avoir abattu, dans Rome, l'aristocratie de la noblesse. » Il parcourut la province au milieu des populations éblouies par les premiers éclats de cette éloquence qu'attendait un plus grand théâtre, et il calma par son ascendant des mouvements qui avaient éclaté à Aix et à Marseille, où il fut reçu au bruit du canon, au son des cloches, et élu par les deux districts.

Voici les demandes qui, se retrouvant dans presque tous les cahiers, n'étaient l'objet d'aucune contestation :

1° Dans l'ordre politique : la souveraineté émane du peuple et ne peut s'exercer que par l'accord de la représentation nationale avec le chef héréditaire de l'État; urgence de donner une constitution à la France; droit exclusif pour les états généraux de faire la loi qui, avant d'être promulguée, devra obtenir la sanction royale, et de contrôler les dépenses publiques, de voter l'impôt; abolition des immunités financières et des priviléges personnels du clergé et de la noblesse; suppression des derniers restes du servage; admissibilité de tous les citoyens aux emplois publics; responsabilité des agents du pouvoir exécutif.

2° Dans l'ordre moral : liberté du culte et de la presse; éducation par l'État des enfants pauvres et abandonnés.

3° Dans l'ordre judiciaire : unité de la législation et de la jurisprudence; suppression des juridictions exceptionnelles; publicité des débats; adoucissement des lois pénales; réforme des lois de procédure.

4° Dans l'ordre administratif : création d'assemblées provinciales pour contrôler la gestion de tous les délégués de l'autorité royale; unité de poids et de mesures; nouvelle division du royaume d'après la population et le revenu.

5° Dans l'ordre économique : liberté de l'industrie; suppression des douanes intérieures; remplacement des divers impôts par un impôt territorial et mobilier qui atteindrait les fruits, mais jamais le capital.

Ces demandes contenaient toute la Révolution; elles en marquent d'avance tous les travaux, et prouvent que la nation qui avait su les formuler méritait de les obtenir. On les a appelées les principes de 89. Napoléon les a nommées mieux encore : « Les vérités de la Révolution. » — En même temps que ces éclatantes vérités s'affirmaient, le fanatisme qui devait les obscurcir d'un voile sanglant se relevait quelques jours avant l'ouverture des états. Le bruit s'était répandu dans Paris qu'un manufacturier, Réveillon, voulait réduire le salaire des ouvriers. Réveillon, simple ouvrier, avait dû sa fortune à son travail. Il occupait quatre cents personnes, et il en avait pris le plus grand soin pendant l'hiver. On ne sait d'où partaient les bruits malveillants dirigés contre lui. Une foule de misérables se précipita dans le faubourg Saint-Antoine, insulta Réveillon et le pendit en effigie. Le manufacturier demanda secours à la police; on ne lui envoya que trente hommes. Les bandits, loin d'être effrayés, revinrent le lendemain, dévastèrent la maison, brûlèrent les marchandises, s'enivrèrent dans les caves. La manufacture était en ruine quand plusieurs bataillons des gardes françaises et des gardes suisses arrivèrent. Une lutte s'engagea, et plus de deux cents hommes furent tués ou blessés (28 avril).

Malheureusement ces excès n'étaient que les pré-

ludes de ceux qui devaient souiller notre glorieuse Révolution et la faire méconnaître d'une partie du peuple et de l'Europe entière. Des malentendus, des lenteurs incroyables, des résistances insensées avaient amené les choses à ce point. La France en effet souffrait de deux maux qui venaient l'un de l'autre : un mal financier, un mal politique, le déficit et les abus. Pour guérir le premier il fallait trois choses : des économies, une perception moins coûteuse, une répartition de l'impôt plus équitable; pour guérir le second, il fallait une nouvelle organisation du pouvoir. La royauté, qui s'était déjà transformée tant de fois depuis les empereurs romains, en passant par la royauté barbare de Clovis et par la royauté féodale de Philippe Auguste, devait subir une transformation nouvelle; car dans sa forme dernière, celle de la royauté absolue et de droit divin, elle avait donné tout ce que le pays pouvait attendre d'elle, l'unité de territoire, l'unité de commandement. On a vu d'ailleurs que bien des abus de l'ancienne organisation féodale subsistaient encore. Il était urgent de débarrasser le sol de ces débris d'un autre âge, pour que la France nouvelle, que l'industrie,



Mirabeau.

le commerce, la science, l'esprit public avaient formée, pût s'y mouvoir enfin librement. Dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, tous les gouvernements, réveillés, excités par les idées françaises, avaient reconnu la nécessité d'opérer de nombreuses réformes. Rois, ministres s'étaient mis à l'œuvre : Pombal en Portugal, Ferdinand, Charles III et Aranda en Espagne, Tanucci à Naples, le grand-duc Léopold en Toscane, Joseph II en Autriche, Frédéric II en Prusse, réformaient les lois, détruisaient les priviléges, les abus, et exigeaient de la noblesse, du clergé, d'importants sacrifices, tout en augmentant eux-mêmes leur pouvoir. Ils creusaient des canaux, multipliaient les routes, encourageaient l'industrie, le commerce, l'agriculture; ils cherchèrent, et quelques-uns réussirent, à augmenter la richesse nationale, le bien-être de leur peuple, pour accroître leurs revenus. Ils ne parlaient pas seulement de justice, de tolérance, de progrès. La royauté seule en France, entre la noblesse et le peuple, semblait condamnée à une impuissance absolue, fatale. Et cependant les avertissements n'avaient pas manqué. Dès l'année 1707 un magistrat, Bois-Guillebert, avait dit : « Le procès va rouler maintenant entre ceux qui payent et ceux qui n'ont

fonction que de recevoir. » Et Fénelon en 1710 : « C'est une vieille machine qui va encore de l'ancien branle qu'on lui a donné, et qui achèvera de se briser au premier choc. » La seule femme qui eût voulu tirer Louis XV de sa torpeur, la duchesse de Châteauroux, « voyait venir un grand bouleversement si l'on n'y portait remède. » Le ministre anglais Chesterfield et le philosophe allemand Kant jugeaient de même : « Tout ce que j'ai rencontré dans l'histoire de symptômes avant-coureurs des révolutions, disait le pre-



Au Palais-Royal tous les cafés avaient leurs orateurs. (Page 66, col. 1.)

mier, existe actuellement et s'augmente de jour en jour en France. » Rousseau, en 1761, pensait, dit-il, comme beaucoup d'autres, que la constitution déclinante menaçait la France d'un prochain délabrement. Enfin Voltaire écrivait au marquis de Chauvelin : « Tout ce que je vois jette les semences d'une révolution qui arrivera immanquablement, et dont je n'aurai pas le plaisir d'être témoin. Les Français arrivent tard à tout, mais enfin ils arrivent. La lumière s'est tellement répandue de proche en proche, qu'on éclatera à la première occasion, et alors ce sera un beau tapage. Les jeunes gens sont bien heureux, ils verront de belles choses. »

QUINZIÈME PÉRIODE.

REVOLUTION FRANÇAISE.

CHAPITRE LXXI.

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE (1789-1791).

§ 1. OUVERTURE DES ÉTATS GÉNÉRAUX (5 MAI 1789); ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE (17 JUIN 1789).



Le moment était arrivé où, après plus d'un siècle et demi, la royauté allait se trouver en face de la nation. Le roi Louis XVI, qui n'avait pas goûté un seul moment de repos depuis le commencement de son règne, était partagé entre la crainte et l'espoir ; les premiers ordres indécis se rapprochaient de la cour, et se groupaient autour des princes du sang et de la reine. Les députés du tiers état arrivaient pleins d'ardeur. Une immense attente tenait en suspens toute la nation. On était à la veille d'une nouvelle ère, à la veille de la Révolution. Elle commença le 5 mai 1789, date à jamais mémorable dans les annales de la France et dans celles du monde.

Dès le 2 mai, les députés de tous les bailliages, réunis à Versailles, avaient été présentés au roi. Le 4, ils se rendirent en procession solennelle à l'église Saint-Louis. Tout Paris était à Versailles. Au milieu d'une foule immense, le cortége parut, le tiers état en tête, comme il est d'usage dans les processions que les moindres personnages ouvrent la marche. L'étiquette, réglée d'avance, avait maintenu dans les costumes l'inégalité qu'on voulait maintenir entre les trois ordres. Le clergé était en soutane, grand manteau, bonnet carré et en robe violette, rochet et camail suivant les dignités; la noblesse portait un habit relevé de parements d'or, cravate de dentelles, chapeau à plumes blanches, retroussé à la Henri IV; le tiers marchait vêtu de noir avec le manteau court, cravate de mousseline, ni plumes, ni ganse au chapeau. Ces députés de si pauvre apparence furent couverts d'applaudissements. Les habits brodés de la noblesse passèrent au milieu du silence, sauf quelques hommes populaires qu'on applaudit ; même silence pour le clergé qui venait ensuite ; l'enthousiasme ne se ralluma que pour le roi, qui fermait la marche. L'évêque de Nancy, M. de la Fare, prononça un sermon qui

produisit peu d'effet, mais on remarqua beaucoup cette phrase où se révélaient, malgré l'orateur, les préoccupations du moment : « Sire, le peuple sur lequel vous régnez a donné des preuves non équivoques de sa patience.... C'est un peuple martyr à qui la vie semble n'avoir été laissée que pour le faire souffrir plus longtemps. » Des applaudissements retentirent de toutes parts malgré la sainteté du lieu.

Le 5 mai, les états s'ouvrirent dans la salle des *Menus*[1], qu'on désigna sous le nom de *salle des Trois ordres*. Le roi était sur son trône, entouré des princes du sang; sur les degrés se tenait la cour. Le reste de la salle était occupé par les trois ordres : à droite du trône, le clergé qui comptait 291 membres dont 48 archevêques ou évêques, 35 abbés ou chanoines, 204 curés et 3 moines; à gauche, la noblesse, comprenant 270 membres, à savoir : 1 prince du sang, le duc d'Orléans, 241 gentilshommes et 28 magistrats des cours supérieures; enfin, au fond, sur des siéges inférieurs, le tiers état, composé de 584 membres, dont 12 gentilshommes, 2 prêtres, 18 maires ou consuls de grandes villes, 162 magistrats de bailliages ou sénéchaussées, 212 avocats, 116 médecins, 162 négociants, propriétaires ou cultivateurs. Un cultivateur breton n'avait point voulu accepter l'étiquette et siégea avec son vêtement rustique.

Le roi exprima, en quelques nobles paroles, ses vœux pour le bonheur de la nation, convia les états à y travailler, en leur recommandant surtout la question financière, et en les engageant à remédier aux maux, sans se laisser entraîner au « désir exagéré d'innovation qui s'est emparé des esprits. » Le garde des sceaux Barentin développa le discours royal, en paraissant réduire les attributions des états au vote de l'impôt, à la discussion d'une loi contre la presse et la réforme de la législation civile et criminelle. Puis la parole fut au directeur général des finances, Necker, qui parla beaucoup et fatigua par ses longueurs. Deux passages de son discours excitèrent cependant une vive attention : celui où il faisait l'aveu d'un déficit annuel de 56 millions et de 260 millions d'anticipations, et celui où il déclarait que le roi demandait aux états de l'aider à fonder la prospérité du royaume sur des bases solides. « Cherchez-les, disait-il, indiquez-les à votre souverain, et vous trouverez de sa part la plus généreuse assistance. » Ainsi, il y avait anarchie dans le conseil. Le garde des sceaux, organe de la cour, considérait la crise présente plutôt comme financière que comme politique et sociale, et le directeur des finances semblait donner toute latitude aux états généraux. Cependant, bien que les discours ministériels n'eussent point répondu à l'attente générale, l'enivrement était si universel, la confiance si grande, que les applaudissements les plus vifs saluèrent le roi à son départ. Dans les rues on se félicitait, on s'ouvrait aux plus douces espérances, on entrevoyait une ère de prospérité et de liberté. Quelle belle journée si le roi eût comblé alors les vœux si modérés de la nation !

Établir l'unité politique et sociale par l'égalité devant la loi et la garantir par la liberté, c'était bien là, en deux mots, tout l'esprit de 1789. Trois sociétés existaient : il fallait qu'il n'y en eût plus qu'une. Dans la première question à résoudre, la vérification des pouvoirs des députés, le tiers état se prononça pour que cette vérification se fît en commun, le clergé et la noblesse pour que chaque ordre vérifiât à part les pouvoirs de ses membres. De la manière dont on délibérait sur ce point dépendait le mode de délibération qui serait adopté pour tout le reste, et le vote par ordre ou par tête. Or, toute la Révolution était là. Car, si l'on votait par ordre, la majorité était assurée d'avance au clergé et à la noblesse; si l'on votait par tête, elle était acquise aux députés du tiers, plus nombreux que ceux des deux autres ordres, 584 contre 561.

Le ministère avait paru d'abord préjuger la question en désignant pour la vérification des pouvoirs la grande salle où avait eu lieu la séance d'ouverture. Le tiers s'y rendit le 6 et apprit que les deux autres ordres, à la majorité, voulaient reviser séparément leurs pouvoirs. C'était le commencement de la lutte. Pendant cinq semaines, les députés du tiers, maîtres de la salle commune, employèrent tous les moyens pour engager les deux premiers ordres à la réunion; ils y invitaient le clergé « au nom du Dieu de paix et de l'intérêt public. » Le clergé était dans une situation douloureuse : ses doctrines le tiraient d'un côté, ses intérêts de l'autre; corps privilégié, il était hostile à la Révolution; interprète de l'Évangile, il y était favorable. Ceux de ses membres qui profitaient le moins des priviléges commencèrent la défection. Le 10 juin, la noblesse s'était refusée à une transaction proposée par le ministre Necker. L'abbé Siéyès, croyant que le temps des atermoiements était passé, proposa et fit adopter une motion qui invitait les deux ordres à se rendre dans la salle des états le 12 juin, pour la vérification des pouvoirs, sous peine de défaut contre les non-comparants. Le 13 juin, trois curés du Poitou vinrent prendre séance au milieu du tiers; les jours suivants, un grand nombre d'autres les imitèrent. Enfin, le 17 juin, l'abbé Siéyès, attendu « que cette assemblée est déjà composée des représentants envoyés directement par les 96 centièmes au moins de la nation, et qu'une telle masse de députation ne saurait rester inactive par l'absence des députés de quelques bailliages ou de quelques classes de citoyens, » lui proposa et lui fit adopter le beau nom d'*assemblée nationale*. Trois semaines après, pour mieux indiquer son mandat, elle ajouta à son titre le mot de constituante (9 juillet).

§ 2. SERMENT DU JEU DE PAUME (20 JUIN); FUSION DES TROIS ORDRES (27).

Cette déclaration qui ouvrait la Révolution, jeta la terreur à la cour et dans les deux premiers ordres. Le roi tint le lendemain, à Marly, un conseil où l'on agita les projets les plus contradictoires. Pourtant le clergé, malgré les brillants efforts de l'abbé Maury, se décida pour la réunion, à une majorité de quelques voix formée par les curés (19 juin). La cour n'en fut que plus irritée et poussa le roi aux mesures violentes. On l'engageait à prononcer la dissolution des États. Il ne le voulut pas; mais annonçant une séance royale pour le 22 juin, il fit garder par des soldats la salle des séances sous prétexte de préparatifs à faire;

1. Cette salle faisait partie de l'hôtel des Menus-Plaisirs. On distinguait les grands et les menus plaisirs du roi. Les grands, c'étaient les chasses; les menus : la raquette, le jeu de paume, les concerts, etc. Cette salle fut démolie en 1799.

c'était un moyen d'empêcher le clergé d'opérer la réunion. Le 20 juin, Bailly, président du tiers, trouve la porte fermée. Les députés s'assemblent par groupes : les uns veulent délibérer en plein air, sur la place d'Armes, à la façon des anciens champs de mai; d'autres, sous les fenêtres mêmes du roi. Enfin, Bailly se rend dans une salle du jeu de paume et les y convoque. Le maître du jeu de paume les accueille avec joie. Mais sa salle est sombre, nue. On offre un fauteuil à Bailly, il le refuse. Un banc sert de bureau. Deux députés gardent la porte assiégée par une foule immense, jusqu'à ce qu'ils soient relevés par les soldats de la prévôté de l'hôtel. Les motions les plus extrêmes sont agitées, entre autres celle de se rendre à Paris. Bailly la fait rejeter comme dangereuse. Mounier propose alors à ses collègues de s'engager par un serment solennel de ne point se séparer avant d'avoir donné une constitution à la France. Cette proposition est accueillie avec enthousiasme. On rédige la formule. « Nous jurons de ne point nous séparer, de nous rassembler partout où les circonstances l'exigeront, jusqu'à ce que la Constitution du royaume soit établie et affermie sur des fondements solides. » Bailly monte sur une table et, le premier, prête ce serment mémorable. Tous alors, levant la main, répètent le même serment, s'embrassent, s'encouragent et se dispersent au milieu d'un concours immense de peuple qui les accompagne de ses acclamations (20 juin).

Le lendemain, les députés trouvent la salle du jeu de paume fermée à son tour[1]. Recourant aux petits moyens, le comte d'Artois l'a retenue pour jouer avec ses courtisans. Mais la majorité du clergé s'étant réunie au tiers état, fait ouvrir l'église Saint-Louis, et l'assemblée, déjà en partie victorieuse sur la question de la réunion des ordres, y délibère solennellement.

La séance royale se tint après ce double échec du gouvernement. Elle commença la rupture avec le roi. Louis XVI avait fait environner la salle de troupes nombreuses, et six régiments étaient établis aux environs de Versailles. La séance s'ouvrit avec l'étiquette ordinaire, mais il fallait beaucoup de temps pour placer les deux premiers ordres, introduits à l'avance. Les membres du tiers s'indignèrent d'être obligés d'attendre sous un hangar mal défendu contre la pluie. Ils envoyèrent dire au grand maître des cérémonies que si on ne les introduisait pas aussitôt ils se retireraient. On leur ouvrit alors. Le roi se plaça sur son trône au milieu de rares acclamations parties des bancs de la minorité du clergé et de la majorité de la noblesse. Dans un discours préparé à l'avance, il enjoignit la séparation par ordre, cassa les précédents arrêtés, fit espérer quelques concessions, prononça des paroles menaçantes, et excepta des affaires à traiter en commun celles qui regardaient les droits antiques et constitutionnels des trois ordres : « Si vous m'abandonnez, ajoutait-il, seul je ferai le bien de mes peuples, seul, je me considérerai comme leur véritable représentant. » Il sortit en ordonnant aux ordres de se retirer dans leurs salles respectives. C'était une sorte de lit de justice. Les deux premiers obéirent, sauf quelques membres du clergé; le tiers resta[1]. Le marquis de Brézé, grand maître des cérémonies, rentra et dit : « Vous avez entendu, messieurs, les ordres du roi. » Mirabeau se leva et répondit : « Oui, monsieur, nous avons entendu les intentions qu'on a suggérées au roi; et vous qui ne sauriez être son organe auprès des états généraux, vous qui n'avez ici ni place ni droit de parler, vous n'êtes pas fait pour nous rappeler son discours. Cependant, pour éviter toute équivoque et tout délai, allez dire à ceux qui vous envoient, que nous sommes ici par la puissance du peuple, et qu'on ne nous en arrachera que par la puissance des baïonnettes[2]. » Puis Siéyès, s'adressant aux députés, leur adressa ces simples et fortes paroles : « Vous êtes aujourd'hui ce que vous étiez hier, délibérez. » L'Assemblée délibéra; et ce fut pour proclamer aussitôt l'inviolabilité de ses membres (23 juin). Le lendemain la majorité du clergé, et le surlendemain 47 membres de la noblesse, le duc d'Orléans en tête, vinrent se réunir au tiers.

Au sortir de la séance royale, Louis XVI était rentré au château, mais au milieu de la foule, pour la première fois silencieuse, tandis que Necker recevait les félicitations du peuple, pour n'avoir pas autorisé cette séance de sa présence. Effrayé déjà, le roi se promenait sans parler dans son appartement, lorsque Brézé vint lui annoncer le refus du tiers état de quitter la salle : « Eh bien! dit-il comme importuné, s'ils ne veulent pas la quitter, qu'on les y laisse. » Le roi cédait; Necker fut rappelé et supplié de reprendre son portefeuillle. Il conseilla au roi d'inviter lui-même les deux premiers ordres à se joindre au troisième. Ils obéirent le 27 juin, et furent reçus avec une noble courtoisie, comme si leur venue était le gage durable d'une union fraternelle. « Il nous manquait des frères, dit Bailly, la famille est complète; » et l'Assemblée s'organisant en trente bureaux pour donner au grand travail de la Constitution l'activité nécessaire, les députés dn tiers choisirent tous les présidents parmi les ecclésiastiques et les nobles.

§ 3. RENVOI DE NECKER. PRISE DE LA BASTILLE (14 JUILLET 1789).

Ces tergiversations avaient produit à Paris et dans la France le plus mauvais effet. Le roi voulait-il donc se jouer des états généraux comme il s'était joué du parlement? Voilà ce qu'on se demandait. On craignait d'ailleurs davantage de ce prince faible, qu'on pouvait pousser à tout. Des troupes avaient été appelées de toutes parts et concentrées autour de Paris et de Versailles pour protéger l'Assemblée, disait-on, et maintenir l'ordre. Elles montaient à plus de 30 000 hommes; le commandement en fut donné au vieux maréchal de Broglie, qui les mit sur le pied de guerre. On put se croire en pays ennemi. Dans le nombre se trou-

1. Le jeu de paume était fort à la mode avant 1789. Dans tous les châteaux royaux il y avait une salle de jeu de paume. La salle qui vit se passer un des plus grands événements de notre Révolution subsiste encore à Versailles. Elle a changé bien des fois de destination : siége de club, elle devint l'atelier de Gros sous Napoleon. La Restauration en fit un magasin de décors. Louis-Philippe rétablit les inscriptions qui rappelaient le serment du 20 juin, et la prêta comme atelier à Horace Vernet. Le Gouvernement provisoire la classa parmi les monuments historiques. Elle servit à plusieurs expositions. En 1855, on y établit un jeu de paume, et on peut aujourd'hui aller y jouer comme en 1789.

1. On prête à Mirabeau, et M. Thiers lui-même l'accepte, un discours très-violent qu'il aurait alors prononcé. Aucune parole ne fut échangée entre les membres du tiers avant l'arrivée du marquis de Brézé.

2. On a contesté quelques expressions, non le sens de cette réponse fameuse improvisée et par conséquent difficile à recueillir.

Ouverture des États généraux (5 mai 1789).



DAVID.

Serment du Jeu de Paume (20 juin 1789). (Page 71, col. 1.)

vaient des régiments étrangers, les Suisses, le Royal-Allemand, fort en faveur, parce que leur fidélité n'était pas douteuse. Les régiments français avaient, en effet, subi l'influence des idées qui circulaient alors, d'autant plus que l'armée, elle aussi, fléchissait sous le poids de monstrueux abus. Il ne faut pas oublier que les régiments s'achetaient comme toute autre propriété; que les grades supérieurs étaient réservés aux nobles à quatre quartiers; que, dans le budget, les officiers figuraient pour 46 millions, les soldats seulement pour 44, sans compter les retenues de solde ; que Marceau était simple soldat; que Hoche, sergent aux gardes, était réduit à broder des gilets d'officiers, qu'il vendait dans les cafés pour s'acheter des livres.

La présence des régiments étrangers était une menace trop claire. Paris s'inquiéta de cet appareil militaire. Tout ce qui se passait à Versailles y retentissait sur-le-champ. Le foyer de l'agitation était le jardin du Palais-Royal. Une table servait de tribune. On y commentait tous les actes de l'Assemblée et de la cour. Les soldats des gardes françaises, habitués par un long séjour dans cette ville à partager les sentiments du peuple, s'associèrent aux manifestations de la joie publique, après les succès de l'Assemblée. Leur colonel fit emprisonner onze d'entre eux.

Cette nouvelle se répand dans le Palais-Royal, à sept heures du soir (30 juin). Un citoyen sort du café de Foi, monte sur une chaise, et lit à la foule inquiète une lettre où on lui annonçait l'arrestation des gardes. « A l'Abbaye! à l'Abbaye! » s'écrie-t-on de toutes parts. La troupe grossit en chemin, et se munit d'instruments chez un ferrailleur. Six mille hommes se précipitent contre la prison, enfoncent les portes, délivrent les gardes, les conduisent en triomphe dans le Palais-Royal, les font souper dans le jardin, coucher dans la salle des Variétés, et veillent sur leur sûreté. Les soldats envoyés pour réprimer l'émeute font cause commune avec le peuple.

L'Assemblée nationale venait alors de commencer réellement ses délibérations. Bailly en avait gardé la présidence. Elle venait de former le comité de législation, quand les événements la jetèrent, pour ainsi dire, au milieu des partis. Instruite de cette violation de la discipline et de la loi, elle s'interposa, pour sauver l'une et l'autre ; elle obtint du roi la grâce des gardes françaises délivrés, à condition qu'ils rentreraient un instant dans leur prison, et elle demanda le renvoi des troupes, dont la présence irritait les esprits : « Ont-ils observé, s'était écrié Mirabeau en parlant des conseillers imprudents du roi, par quel funeste enchaînement de circonstances les esprits les plus sages sont jetés hors des limites de la modération, et par quelle impulsion terrible un peuple enivré se précipite vers des excès dont la première idée l'eût fait frémir! »

Louis XVI tombait dans cette voie funeste; après avoir paru céder, il conspirait ou laissait conspirer autour de lui. Au lieu de l'éloignement des troupes, on apprend tout à coup le renvoi et l'exil de Necker (11 juillet). Le lendemain, Paris s'enflamme comme un volcan ; le Palais-Royal retentit d'ardentes colères ; un jeune homme, bouillant d'éloquence et d'indignation, Camille Desmoulins, s'élance sur une table, un pistolet à la main : « Citoyens, s'écrie-t-il, le renvoi de Necker est le tocsin d'une Saint-Barthélemy de patriotes ! Ce soir même tous les bataillons suisses et allemands sortiront du Champ de Mars pour nous égorger ! Il ne nous reste qu'une ressource, c'est de courir aux armes. » Il propose des cocardes. « Voulez-vous, dit-il, le vert, couleur de l'espérance, ou le rouge, couleur de l'ordre libre de Cincinnatus? (Ordre fondé par Washington.)—Le vert! le vert! » répond la multitude. Les feuilles des marronniers du jardin sont prises pour cocarde ; la foule se précipite chez Curtius, qui tenait un cabinet de figures de cire, où il montrait le buste des contemporains célèbres ; elle enlève les bustes de Necker et du duc d'Orléans, les promène en triomphe. Elle rencontre sur la place Vendôme un poste militaire qui arrête le cortége et tue un garde française. Dans le même temps, le prince de Lambesc, colonel du Royal-Allemand, fait une charge jusque dans le jardin des Tuileries, pour disperser le peuple qui attaque ses soldats à coups de pierre. Un vieillard est foulé aux pieds des chevaux. Aussitôt le bruit se répand par la ville qu'on égorge les citoyens. Le régiment des gardes françaises sort en armes de la caserne où il était consigné, tire sur un détachement du Royal-Allemand, et prend position sur la place Louis XV. Le baron de Bezenval, qui avait des forces supérieures aux Champs-Élysées, pouvait les accabler; il était sans ordres: il n'ose agir et se replie sur la route de Versailles.

Pendant ces mouvements tumultueux, l'Assemblée faisait, pour le rappel de Necker, des efforts que Louis XVI repoussa. Le comte de Virieu demanda qu'en ce moment de grave péril les députés renouvelassent leur serment du 20 juin ; quelques nobles hésitaient: « L'adhésion est unanime, » s'écria Mathieu de Montmorency. « La Constitution sera, dit le comte de Clermont-Tonnerre, ou nous ne serons plus. » Et, en même temps, ils envoyèrent une adresse au roi pour demander l'éloignement des troupes. Cette fermeté calme honorait l'Assemblée.

A Paris, on alla plus vite et plus loin. Il y avait alors comme une municipalité nouvelle, formée par des électeurs, qui remplaçait l'ancienne dans la confiance populaire. Ces électeurs étaient des citoyens, quelques-uns fort considérables, qui, l'élection pour la députation de Paris terminée, avaient continué de se réunir et avaient même obtenu une salle commune à l'hôtel de ville. Là, sans mandat, sans titre, mais avec une autorité à laquelle la ville entière obéissait, ils se constituèrent, le 13 juillet, avec le prévôt des marchands, en pouvoir régulier. Le peuple demandait à grands cris des armes, afin de pouvoir se défendre contre l'attaque possible des troupes, qui avaient reçu l'ordre d'avancer du 14 au 15. Les électeurs décrétèrent qu'il serait formé une garde bourgeoise, d'abord de 200 et bientôt de 400 hommes par chacun des 60 districts. Les clercs de la *basoche*, les élèves en chirurgie s'enrôlèrent avec enthousiasme. Les gardes françaises et les milices du guet offrirent leurs services. Ce fut l'origine de la garde nationale. Mais à côté de ces citoyens loyaux se trouvaient, disent les contemporains, des bandes qui semblaient échappées des galères. Le 12 juillet, on vit un homme en chemise, jambes nues et sans souliers, le fusil sur l'épaule, monter fièrement la garde à la porte de la grande salle de l'hôtel de ville. Il fallait des armes. Toute la journée du 13 se

passa à en demander au prévôt des marchands, Flesselles, qui, pour gagner du temps, deux fois en promit et deux fois trompa le peuple. Des voitures d'artillerie, amenées à l'hôtel de ville, furent trouvées pleines de vieux linges. Le couvent des Chartreux, bouleversé sur les indications du prévôt, n'offrit pas trace d'armes ni de munitions. On cria à la trahison, et Flesselles amassa ainsi sur sa tête d'inexorables colères. On fabriqua 50 000 piques en trente-six heures, on enleva de l'hôtel des Invalides 30 000 fusils, des sabres, des canons. On pilla le garde-meuble. Les armures antiques furent traînées dans la ville. Un bandit tenait dans ses mains l'épée de Henri IV. Dès le 12, des troupes qui occupaient les Champs-Élysées, menacées d'une attaque, s'étaient repliées, et les Parisiens étaient maîtres de leur ville où s'élevait la sombre forteresse tant de fois maudite. *A la Bastille!* devint le cri général.

On sait que la Bastille fut construite par Étienne Marcel, pour servir de fortification à la barrière Saint-Antoine. Augmentée par Charles V, elle devint une citadelle et une prison. On y arrivait, en sortant de la rue Saint-Antoine, par un passage obscur où se trouvaient les casernes des Invalides. Ce passage s'ouvrait sur une petite place qui s'étendait devant les ponts-levis. La forteresse était flanquée de huit grosses tours circulaires, et les plates-formes étaient garnies de quinze pièces de canon et de douze fusils de rempart. Rien n'effraya les Parisiens. Pendant que les électeurs, siégeant à l'hôtel de ville, au milieu d'un tumulte indescriptible, cherchaient à organiser les milices et envoyaient des députations au gouverneur de la Bastille, pour l'inviter à admettre une garnison bourgeoise, quelques-uns engageaient le feu contre les soldats. Les chaînes qui retenaient les ponts-levis furent coupées, et la foule se rua dans la première enceinte. Les gardes françaises accourent avec les citoyens. Élie, Hulin dirigent l'attaque; on amène des canons. Le gouverneur, de Launay, n'avait pour garnison que 200 Suisses ou invalides; cependant le château était si fort, surtout contre un assaut de ce genre, qu'il fallut aux assaillants une lutte meurtrière de plusieurs heures pour s'en emparer. Enfin, ils pénétrèrent, après avoir perdu près du tiers d'entre eux, 171 hommes tués ou blessés. De Launay, une mèche allumée à la main, voulait faire sauter la place. La garnison s'y opposa et l'obligea à se rendre. Les vainqueurs s'approchèrent en promettant de ne faire aucun mal; mais la foule se précipita.

La haine contre les prisons d'État était si vive, qu'après la publication du livre de Mirabeau contre les lettres de cachet, où il faisait une peinture affreuse des prisons de Vincennes, le ministre Breteuil, un des protégés de la reine, afin de gagner un peu de popularité, avait, en 1785, transformé le donjon de Vincennes en un grenier d'abondance. Mais il admit auparavant les curieux à le visiter, visite dangereuse, car le peuple, effrayé de ce qu'il avait vu, tint moins de compte d'une prison fermée que de celles qu'on laissait debout. Il s'en souvint en 1789. Le dernier article du cahier des députés du Tiers, à Paris, portait : « Sur le sol de la Bastille, détruite et rasée, on établira une place publique au milieu de laquelle s'élèvera une colonne avec cette inscription : *A Louis XVI, restaurateur de la liberté publique.* »

La Bastille était menacée, condamnée, longtemps avant d'être attaquée. Sa chute retentit au loin. « Quoique la Bastille ne fût assurément menaçante pour personne à Saint-Pétersbourg, dit, dans ses *Mémoires*, M. de Ségur, alors notre ambassadeur dans cette ville, je ne saurais exprimer l'enthousiasme qu'excitèrent, parmi les négociants, les marchands, les bourgeois et quelques jeunes gens d'une classe plus élevée, la chute de cette prison d'État et le premier triomphe d'une liberté orageuse. Français, Russes, Anglais, Danois, Allemands, Hollandais, tous, dans les rues, se félicitaient, s'embrassaient comme si on les eût délivrés d'une chaîne trop lourde qui pesait sur eux. »

Les électeurs, en séance à l'hôtel de ville, s'occupaient encore de négocier quand la Bastille fut prise. « Bientôt, suivant les expressions énergiques du procès-verbal, un bruit nouveau, d'abord lointain, mais s'avançant avec le fracas et la rapidité de la tempête, est venu confirmer la prise de la Bastille. Le marquis de la Salle a apporté les clefs qu'on venait de lui remettre; une foule est entrée, traînant une trentaine d'invalides et de Suisses, et criant : « Pendus! pendus! » M. Élie et un garde française étaient portés sur les bras et proclamés vainqueurs de la Bastille. M. Élie fut élevé sur une petite table en face du bureau, au milieu des prisonniers dévoués à la mort, et il fut couronné, environné de faisceaux. On lui apporta l'argenterie de la Bastille, il la refusa. Le brave Hulin et plusieurs autres qui s'étaient signalés à la Bastille étaient restés pour protéger la conduite et la vie du gouverneur. C'était un garde française, nommé Arné, qui l'avait arrêté; leurs efforts furent impuissants. Une foule furieuse l'emporta; Hulin fut renversé et presque étouffé. On apprit bientôt que M. de Launay, pris et traîné à l'hôtel de ville, venait d'être massacré au bas du perron. MM. de Salbray, major, Mirai, aide-major, Person, lieutenant d'invalides, furent tués dans d'autres endroits. Il était question de sauver les trente prisonniers, et les électeurs étaient bien embarrassés; trois, entre autres, étaient plus exposés : on les disait canonniers; on disait qu'ils avaient tiré sur le peuple; l'un était blessé. M. de la Salle, avec le ton de la sévérité, demanda à s'emparer des coupables pour qu'ils fussent punis. Il fit passer le blessé dans la salle de la reine; mais pendant qu'il lui sauvait ainsi la vie, les deux autres furent entraînés, et pendus sur-le-champ au réverbère en face de l'hôtel de ville. Mais il en restait encore un grand nombre; les gardes françaises demandèrent cette récompense de leurs services. M. Élie dit que cette grâce lui serait plus précieuse que tous les honneurs. Une voix cria : « Grâce! » Ce cri fut accueilli, répété dans le peuple. Les gardes françaises s'emparèrent des prisonniers, les emmenèrent sans résistance, et les malheureux furent sauvés. » (*Introduction au Moniteur.*)

Ce ne sont pas ceux qui combattent en face qui tuent après la victoire. Mais derrière les vainqueurs de la Bastille il y avait des bandits qui, les jours précédents, avaient pillé dans la ville, et qui ce jour-là égorgèrent. Le prévôt des marchands, Flesselles, devint leur victime. La foule qui envahissait la salle où siégeaient les électeurs ne cessait de l'accuser de trahison. « Puisque je suis suspect, dit Flesselles, je

me retirerai. » On le força de rester, mais les cris redoublèrent. « Il faut qu'il soit jugé! Au Palais-Royal, Flesselles! — Eh bien! répondit le prévôt, allons au Palais-Royal. » Les gardes l'entourent, pour le protéger contre la populace qui ne cessait de demander sa mort. Il réussit à traverser la place de Grève, mais au coin du quai Pelletier, un coup de pistolet l'étendit par terre. Son cadavre fut insulté, sa tête coupée fut mise au bout d'une pique. Toute la journée, des bandes féroces promenèrent la tête de Flesselles et celles des invalides. Spectacle effrayant et sinistre que celui de cette multitude en haillons, exaltée par la joie et la vengeance, remplissant l'air de cris de triomphe et de chants cyniques! Tristes préludes de scènes plus affreuses encore. La populace avait goûté au sang!

§ 4. LA GARDE NATIONALE; LA COCARDE TRICOLORE.

Quand le duc de Liancourt, dans la nuit du 14 au 15, apprit au roi la prise de la Bastille : « Mais c'est donc une révolte? dit-il. — Non, sire, c'est une révolution. » La veille, on avait fait reculer ses soldats; aujourd'hui, on jetait bas sa forteresse. Les temps étaient accomplis. L'Assemblée qui se tenait en permanence et qui avait, la veille, envoyé au roi quatre députations, lui en envoya une cinquième dès le matin : « Dites-lui bien, dit Mirabeau, dites-lui que les hordes étrangères dont nous sommes investis ont reçu hier la visite des princes, des princesses, des favoris, des favorites, et leurs caresses et leurs exhortations, et leurs présents; dites-lui que toute la nuit, ces satellites étrangers, gorgés d'or et de vin, ont prédit dans leurs chants impies l'asservissement de la France, et que leurs vœux brutaux invoquaient la destruction de l'Assemblée nationale; dites-lui que dans son palais même des courtisans ont mêlé leurs danses au son de cette musique barbare, et que telle fut l'avant-scène de la Saint-Barthélemy! Dites-lui que ce Henri, dont l'univers bénit la mémoire, celui de ses aïeux qu'il voulait prendre pour modèle, faisait passer des vivres dans Paris révolté qu'il assiégeait en personne, et que ses conseillers féroces font rebrousser les farines que le commerce apporte dans Paris fidèle et affamé! »



Délivrance des gardes françaises à l'Abbaye (30 juin 1789). (Page 74, col. 1.)

Le roi se rendit à l'Assemblée de son propre mouvement. Quand on annonça son arrivée : « Le silence du peuple est la leçon des rois, » dit l'évêque de Chartres, et il demanda que le prince fût reçu de l'Assemblée avec un front sévère. Pourtant, lorsque Louis XVI parut sans gardes et déclara qu'il ne faisait qu'un avec la nation, qu'il se fiait à l'Assemblée nationale, qu'il consentait au renvoi des troupes allemandes, et qu'il rappelait Necker au ministère, on l'applaudit avec transport. L'Assemblée envoya aussitôt Bailly, la Fayette et Lally-Tollendal annoncer à Paris la réconciliation du roi avec l'Assemblée.

Bailly raconte dans ses *Mémoires* que les cochers de Versailles lui firent une ovation, lui offrirent un arbre chargé de fleurs et de rubans. « Je regrettais Ver-

sailles, dit-il, et on m'y regrettait. Je fus obligé de souffrir que cet arbre fût attaché sur le devant de ma voiture; tous les cochers m'accompagnèrent en tirant des pétards, il n'y eut pas moyen de s'en défendre. J'ai été beaucoup loué dans les journaux de cette simplicité du chef de la capitale qui arrive à Paris dans une de ces voitures appelées vulgairement pots-de-chambre. Depuis, les libellistes ont censuré mon faste! » Quand Bailly arriva à l'hôtel de ville, on lui offrit le titre de maire avec les clefs de la ville, qu'il devait offrir au roi. Quand on les lui apporta, il demanda ce que le roi faisait de ces clefs. « Il vous les rendra. — Et moi? — Vous les garderez. — Croyez-vous que je porterai ces clefs grosses et lourdes tout le long de la marche? je les jetterai au premier coin. » On fit observer à Bailly que ces clefs étaient celles qu'on avait offertes à Henri IV. Il les prit en considération de ce souvenir, qui lui inspira, dit-il, la première phrase de son discours. Il fallait aussi un chef à la garde nationale. Un des électeurs montra un buste envoyé par l'Amérique affranchie à la ville de Paris. Tous les yeux s'y portèrent. C'était celui de la Fayette. Tous ensem-





Serment de la troupe.



Gardes françaises délivrés de la prison.



Barrières incendiées.

ble allèrent, avec les électeurs, au milieu du peuple ivre de joie, entendre un *Te Deum* à l'église Notre-Dame.

Le roi, que la reine croyait bien ne pas revoir, alla aussi dans sa capitale, le 17, au milieu d'une multitude innombrable armée de fusils, de piques, de haches, de faux, et traînant quelques pièces d'artillerie; mais pour déguiser la menace tout en montrant sa force, le peuple avait caché sous des fleurs la bouche et la lumière de ses canons. Bailly reçut le roi aux portes, et, en lui remettant les clefs qu'on lui avait confiées, il dit: « Ce sont les mêmes qui furent présentées à Henri IV. Henri avait reconquis son peuple, sire; aujourd'hui, c'est le peuple qui a reconquis son roi. » Louis aurait pu ce jour-là encore regagner les cœurs, mais il n'était point l'homme qu'il eût fallu pour de telles scènes.

La réception était d'ailleurs étrange. « Les gardes françaises marchaient en tête et traînaient les canons pris à la Bastille. Les officiers municipaux et les électeurs, les députés dans les costumes distinctifs des trois ordres venaient ensuite. La Fayette et son état-major,



Bustes de M. le duc d'Orléans et de Necker portés en triomphe.



Le prince de Lambesc aux Tuileries.



Pillage de Saint-Lazare.

à cheval, en habit bourgeois, l'épée à la main, précédaient la voiture du roi, que suivaient de nombreux pelotons d'hommes armés. Sur la place Louis XV une femme tomba morte, frappée d'une balle non loin de la voiture royale; mais cet événement sinistre, aperçu de peu de personnes, ne causa point de trouble. Au moment où le roi descendit à l'hôtel de ville, Bailly lui présenta la cocarde parisienne. Des citoyens, sans autres armes que leurs épées, formaient une garde des deux côtés de l'escalier; quelques francs-maçons qui se trouvaient parmi eux imaginèrent de faire rendre au roi les honneurs que les vénérables reçoivent dans leurs loges; il passa sous une voûte d'acier.... Après les harangues, Louis XVI fut conduit à une fenêtre de l'hôtel de ville, et, dès que la multitude aperçut à son chapeau la cocarde parisienne, les cris de *Vive le roi!* firent explosion. Dès ce moment, le peuple se livra à tous les transports qui pouvaient exprimer son amour et sa joie. En sortant de l'hôtel de ville, Louis XVI se trouva environné de gens heureux de l'approcher: quelques-uns baisaient ses habits, d'autres sa main; une femme de la halle lui sauta au

cou et l'embrassa. Il fut soulevé psr la foule et porté à sa voiture, qu'il vit couverte de cocardes et de rubans. Sur le quai, des ouvriers armés de bouteilles arrêtèrent ses chevaux, versèrent du vin au cocher, aux valets et les firent boire avec eux à la santé du roi, qui souriait et ne voulait voir que des témoignages d'amour dans ces scènes burlesques. Une autre scène offrait un caractère imposant : tous les hommes qui formaient l'immense double haie que le roi traversa de nouveau, tenaient en signe de paix leurs armes renversées, et le cri de *Vive le roi !* retentit sans interruption dans les rangs. » (Droz, *Hist. de Louis XVI.*) Mais le roi avait souffert plutôt qu'il n'avait dominé ces scènes où le triomphe populaire éclatait plus encore que le dévouement monarchique.

La capitale était réconciliée avec son roi. Louis XVI avait confirmé la nomination de Bailly comme maire, et de la Fayette comme général de la milice bourgeoise. Celui-ci se hâta d'organiser cette armée patriotique; il y incorpora, outre les contingents des districts, les gardes françaises dévoués à la Révolution, un certain nombre de Suisses et une grande quantité de soldats qui désertaient les régiments dans l'espoir d'une solde plus forte. Il lui donna un nom que Siéyès avait trouvé, celui de garde nationale, et pour cocarde les deux vieilles couleurs de Paris, le bleu et le rouge, entre lesquelles il plaça le blanc, couleur de la royauté et de la France. « Prenez-la, dit-il en la donnant; voilà une cocarde qui fera le tour du monde. »

§ 5. EXCÈS DANS LA CAPITALE ET DANS LES PROVINCES; NUIT DU 4 AOUT.

Le gouvernement avait, dès la fin de juillet, passé dans les mains de l'Assemblée nationale et de la municipalité de Paris. Celle-ci avait la force, celle-là l'autorité morale. Cette autorité fut reconnue de tous les corps constitués du royaume: grand conseil, parlement, cour des aides, université; toutes les cours, jusque-là si puissantes, s'inclinant devant la majesté de l'Assemblée nationale, lui envoyèrent de respectueuses adresses et la supplièrent de ne point faillir à son œuvre. Elle n'y faillit point.

S'il ne se fût agi que de travailler à la Constitution, la tâche aurait déjà paru immense. Mais cette Constitution, il fallait la rédiger en face de partis hostiles, entre la résistance de la cour et les excitations de la multitude qui, une fois sortie de son calme, ne voulait plus y rentrer. Ce n'est pas impunément qu'on soulève les flots populaires. Bailly avait grand'peine à organiser à nouveau la municipalité parisienne et à assurer la subsistance de la capitale. La Fayette commençait à sentir quelle terrible charge c'était que le maintien de l'ordre à Paris. Dans la capitale les excès n'étaient point terminés. Un des ministres nommés avec le maréchal de Broglie, Foulon, était surtout odieux au peuple. On lui reprochait des malversations pendant la guerre de Sept ans, une grande dureté de caractère et ce propos invraisemblable : « Que le peuple serait trop heureux qu'on lui donnât du foin à manger. » Pendant les troubles, il s'était réfugié à Viry, aux environs de Paris. Les paysans l'y arrêtèrent, et, lui mettant des orties au cou, un bouquet de chardons dans la main, une botte de foin derrière le dos, ils le traînèrent à Paris. On ne le sut pas plutôt arrivé à l'hôtel de ville, que la Grève se remplit d'une multitude immense proférant des cris de mort. La salle des électeurs fut envahie par des forcenés qui n'articulaient que ce mot : « Pendu ! pendu ! » La Fayette accourut, commanda le silence, et, après avoir parlé une demi-heure, conclut que le prisonnier serait transporté à l'Abbaye. Foulon se crut sauvé. Mais les cris recommencèrent. On disait, en montrant Foulon et la Fayette : « Voyez-vous, ils s'entendent. — Qu'est-il besoin de jugement pour un homme jugé depuis trente ans? » La Fayette reprit deux fois la parole et parvint deux fois à maîtriser ces furieux. Mais alors une nouvelle troupe se précipita dans la salle avec des cris épouvantables, renversant la foule qui lui barrait le chemin. Le prisonnier, au milieu de la confusion la plus horrible, fut arraché de sa chaise et traîné sur la Grève. On le pendit à un réverbère en s'y prenant à plusieurs fois et en changeant de corde.

Le même jour on amenait à Paris le gendre de Foulon, l'intendant Berthier, également détesté du peuple. Pour le protéger, on envoie au-devant de lui des électeurs. L'un d'eux, Larivière, monte avec le prisonnier dans un cabriolet. Plusieurs fois des fusils, des épées, des sabres sont dirigés contre le captif; Larivière le couvre de son corps. Plus loin, on ne connaît pas l'intendant, on crie que Berthier ôte son chapeau, et vingt fusils sont braqués sur la voiture. Larivière se découvre en même temps que le prisonnier. On apporte une tête souillée de boue et de sang : c'était celle de Foulon, beau-père de Berthier; celui-ci ne la reconnut pas. L'intendant arriva enfin à l'hôtel de ville. La Fayette proposa de le faire conduire à l'Abbaye par une force imposante. Mais à peine Berthier fut-il sur la place, que la foule, se précipitant sur les gardes, le leur arracha. L'intendant, plein de courage, ne se laissa pas massacrer sans défense. Il saisit le fusil d'un des hommes qui l'entouraient et ne tomba que criblé de coups. On rapporte qu'un dragon parut ensuite dans la salle des électeurs, tenant un morceau de chair sanglant et dit : « Voilà le cœur de Berthier. » Tout le monde recula saisi d'horreur (22 juillet).

La Fayette, dont l'autorité avait été méconnue, voulut donner sa démission ; mais la municipalité, les soldats, le peuple l'entourèrent et promirent l'obéissance. La majorité de l'Assemblée nationale s'éleva contre ces crimes qui déshonoraient la Révolution. Le jeune Barnave cependant prononça ces mots tristement fameux : « Ce sang est-il donc si pur? » Paris continua au moins à être inondé de pamphlets. On entendait retentir la chanson terrible : « Ça ira! » Raynal put dire : « Les Français chantent aujourd'hui leurs crimes comme autrefois ils chantaient leurs victoires. » Le désordre s'étendait partout. Strasbourg fut, pendant trente-six heures, sous le joug de la soldatesque et de la populace. A Caen, le major des dragons, Belzunce, fut massacré par la populace. Dans le Languedoc, le marquis de Barras fut coupé en morceaux sous les yeux de sa femme enceinte. De faux bruits, répandus dans les campagnes, appelaient tout le monde aux armes. Les paysans, las d'une longue oppression, recommençaient une nouvelle jacquerie. Ils brûlaient les couvents, les châteaux, pour détruire les anciens titres et les chartes féodales. Dans le Dauphiné, trente châteaux furent incendiés en quelques jours. Des bandes furieuses parcouraient le Beaujolais, le Mâcon-

nais. la Bourgogne. Tout à coup le bruit se répand que des brigands attaquent et coupent les moissons sur pied, et la nation s'arme spontanément.

Il devenait urgent de prévenir de nouveaux crimes. Il fallait opposer le spectacle de généreux sacrifices à ces vengeances populaires. C'était à une séance du soir, le 4 août; les ministres demandaient les moyens de rétablir l'ordre. Le vicomte de Noailles monte à la tribune; montrant que tous ces désordres avaient pour cause la haine du peuple contre le régime féodal, il propose le rachat des droits féodaux et la suppression des servitudes personnelles. Cette motion excite le plus vif enthousiasme. Au milieu de l'animation la plus grande, la tribune est toute la nuit assiégée par les députés de la noblesse, du clergé, des villes, qui viennent tour à tour abjurer les priviléges de leur ordre et de leur province. On décréta en principe : l'abolition de la qualité de serf, — la faculté de rembourser les droits seigneuriaux, — l'abolition des juridictions féodales, — la suppression du droit de chasse, des colombiers, des garennes, — le rachat des dîmes, — l'abolition des immunités pécuniaires, — l'égalité des impôts, — l'admission de tous les citoyens aux emplois civils et militaires, — la justice gratuite, — la suppression de la vénalité des charges, — l'abolition des priviléges particuliers des provinces et des villes, etc. On ne s'informa pas des difficultés qu'on résolut quelques jours après, non sans peine; on décréta en quelques heures, séance tenante, la destruction du régime féodal qui durait depuis des siècles. Les applaudissements les plus frénétiques accueillaient chaque proposition. On rivalisait de générosité, on se félicitait; on mêlait le rire et les larmes; des épigrammes entrecoupaient des mots touchants; de nobles sacrifices étaient suivis de petites vengeances. L'évêque de Chartres parlant contre le droit de chasse, le duc du Châtelet dit en riant à ses voisins : « Ah! il nous ôte la chasse, je vais lui ôter ses dîmes. » Et aussitôt il propose le rachat des dîmes. La séance se termina par le vote d'un *Te Deum* solennel, et l'Assemblée décida que le roi recevrait le titre de *Restaurateur de la liberté française*. On se sépara à deux heures du matin dans l'enivrement de la joie la plus sincère et aux cris de *Vive le roi!*

§ 6. DISCUSSIONS SUR LA CONSTITUTION ET LES FINANCES; MIRABEAU ET LA BANQUEROUTE.

Le roi ne se décida qu'avec peine à sanctionner cette foule de décrets qui changeaient complétement les conditions sociales. Mais l'Assemblée persévéra dans ses résolutions, et Louis XVI dut les approuver. Les députés revinrent ensuite à leur principal objet : la Constitution. Un de leurs premiers soins fut de voter, à l'exemple du congrès américain, une déclaration des droits de l'homme et du citoyen. C'était un besoin pour un peuple qui rompait avec le passé et pour une révolution qui faisait dériver ses droits de principes philosophiques puisés aux sources mêmes de la raison. Cette déclaration célèbre dut être placée en tête de la Constitution même.

Le débat sorti enfin des préliminaires ne manqua pas d'intérêt. On vota par acclamation la forme monarchique avec l'hérédité de la couronne et l'inviolabilité de la personne royale; mais on se divisa pour l'organiser. La constitution anglaise étant devant tous les yeux, Necker, qui était revenu de l'exil pour reprendre le ministère, l'avait pour idéal. On se demanda d'abord s'il y aurait deux chambres comme en Angleterre ou une seule. Mounier, Lally-Tollendal, qui voulaient faire une place dans la constitution à l'aristocratie et à la noblesse, étaient pour les deux chambres; Mallouet, Siéyès, Barnave, jeune avocat de Grenoble; Duport, conseiller au parlement; Lameth, n'en voulaient qu'une. La nation, dans ses représentants, aurait-elle tout pouvoir de décider, de commander l'exécution au roi? Le souverain devrait-il donner toujours sa sanction à leurs décisions ou pourrait-il y opposer un *veto* (je m'oppose)? Ces questions divisaient le peuple comme les représentants. Une chambre haute, composée de seigneurs, était peu populaire. On détestait encore plus l'aristocratie que la royauté, et la défiance contre la cour était irremédiable. Le plus fâcheux fut qu'on discuta au milieu de l'effervescence des passions populaires qui avaient déjà montré leur puissance. Tout se résuma, pour le peuple, dans le mot *veto*.

Les partisans du *veto* furent accusés de vouloir rétablir le despotisme. On passionna la multitude contre le *veto*. « C'est le droit, disait-on, donné au roi et aux ministres d'enlever aux citoyens leur liberté et leurs moyens d'existence. » Beaucoup, ne comprenant pas ce mot latin, croyaient que le *veto* était un nouvel impôt; d'autres le prenaient pour un aristocrate et criaient : *A la lanterne!* Le Palais-Royal entra dans la plus grande agitation. Camille Desmoulins commençait à y briller. On y parlait chaque jour de marcher sur Versailles, car Paris ne se croirait libre que quand il aurait l'Assemblée sous la main. La Fayette avait beaucoup de peine à contenir les meneurs. Les députés modérés recevaient des lettres menaçantes et accusaient leurs adversaires de chercher à peser sur eux. Un député, lançant un regard furieux contre Mirabeau qu'on accusait d'intelligence avec les meneurs, s'écria : « Catilina est aux portes de Rome et l'on délibère! » On rejeta d'abord les deux chambres, on vota l'unité de la législature au milieu des applaudissements des tribunes. Mirabeau cependant tenait pour le *veto* absolu; il comprenait sur quelle pente s'engageait la Révolution, et il voulait fortifier la royauté trop affaiblie. Mais cette question avait si singulièrement passionné les esprits, que le roi lui-même consentit au *veto* suspensif qui n'arrêterait pas l'exécution d'une mesure décrétée par l'Assemblée au delà de deux législatures, c'est-à-dire de quatre ans, puisque l'Assemblée devait être élue pour deux ans. Le parti qui avait voulu une constitution analogue à la constitution anglaise avait été vaincu. Mounier, Clermont-Tonnerre, Lally-Tollendal se retirèrent du comité de constitution. C'était comme l'abdication des membres les plus modérés de l'Assemblée. Abdication funeste qui se renouvellera à mesure qu'un plus grand nombre de députés honnêtes s'effrayeront des résistances qu'ils rencontrent, et qui fera passer l'influence au parti le plus violent!

Cependant le déplorable état des finances imposait à l'Assemblée des soucis encore plus pressants. On n'avait point encore remédié aux besoins croissants du trésor. La dette constituée s'élevait, en rentes perpétuelles et en rentes viagères, à 167 737 810 livres. La dette non constituée ou flottante, surchargée par l'é-

norme liquidation des offices supprimés pour lesquels on avait promis une indemnité, était évaluée à 2 milliards 300 millions. Necker, rappelé après la prise de la Bastille, reçu en triomphe à Paris, s'était mis aussitôt à l'œuvre. En entrant au ministère en août 1788, il n'avait trouvé que 400 000 francs au trésor. Il avait eu recours à tous les expédients; il avait obtenu la permission de faire un emprunt de 30 millions, puis


Paris prend les armes.


Prise de la Bastille.


Le vainqueur de de Launay.

de 90 millions. Mais ces expédients ne comblaient pas le gouffre; les emprunts ne réussissaient point. Les offrandes patriotiques étaient impuissantes à conjurer la crise. Les capitaux se cachaient; l'émigration qui commençait, l'éloignement des voyageurs diminuaient le numéraire; le roi et la reine étaient obligés d'envoyer à la Monnaie leur vaisselle d'or et d'argent. Tout cela était loin de suffire. Il fallait, à un mal extrême, un remède extrême. Necker vint proposer à l'Assemblée un impôt du quart du revenu de chaque citoyen. Ce projet souleva un orage. Les discussions les plus violentes s'engagent. Les députés prétendent trouver d'autres moyens de remplir le déficit. Mirabeau monte plusieurs fois à la tribune et essaye, par une dialectique serrée, de montrer qu'on n'avait d'autre ressource que le projet du ministre ou la banqueroute. A la fin, voyant que la banqueroute n'effrayait pas certains orateurs, il monte une dernière fois à la tribune, fixe de nouveau la question avec une admirable netteté, et termine par ce beau mouvement d'éloquence à jamais célèbre :


Arrestation de Flesselles.

« Contemplateurs stoïques des maux incalculables que cette catastrophe vomira sur la France, impassibles égoïstes qui pensez que ces convulsions du désespoir et de la misère passeront comme tant d'autres et d'autant plus rapidement qu'elles seront plus violentes, êtes-vous bien sûrs que tant d'hommes sans pain vous laisseront tranquillement savourer les mets, dont vous n'aurez voulu diminuer ni le nombre, ni la délicatesse? Non, vous périrez, et, dans la conflagration universelle que vous ne frémissez pas d'allumer, la perte de votre honneur ne sauvera pas une seule de vos détestables jouissances.

« Voilà où nous marchons.... J'entends parler de patriotisme, d'élan du patriotisme, d'invocation du patriotisme. Ah! ne profanez pas ces mots de patrie et de patriotisme! Il est donc bien magnanime l'effort de donner une partie de son revenu pour sauver


Fuite du camp.


Dépôt de farine enlevée à l'École militaire.

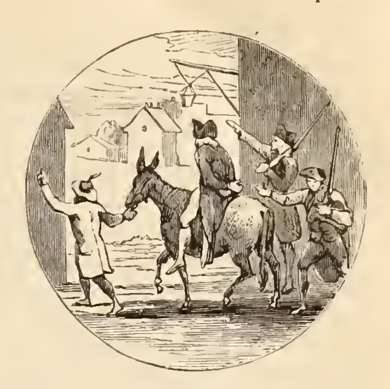

Enlèvement des armes à l'hôtel des Invalides.

tout ce qu'on possède? Eh! messieurs, ce n'est là que de la simple arithmétique, et celui qui hésitera ne peut désarmer l'indignation que par le mépris que doit inspirer sa stupidité. Oui, messieurs, c'est la prudence la plus ordinaire, la sagesse la plus triviale que j'invoque; je ne vous dis plus comme autrefois : donnerez-vous les premiers aux nations le spectacle d'un peuple assemblé pour manquer à la foi publique? je ne vous dis plus : eh! quels titres avez-vous à la liberté, quels moyens vous resteront pour la maintenir si, dès votre

premier pas, vous surpassez les turpitudes des gouvernements les plus corrompus? Je vous dis : vous serez tous entraînés dans la ruine universelle, et les premiers intéressés au sacrifice que le gouvernement vous demande, c'est vous-mêmes. Votez donc ce subside extraordinaire, et puisse-t-il être suffisant! Votez-le, parce que, si vous avez des doutes sur les moyens, doutes vagues et non éclaircis, vous n'en avez pas sur


Les clefs de la ville présentées au roi.


La cocarde présentée au roi.


Arrivée de Foulon.

sa nécessité et sur notre impuissance à le remplacer, immédiatement du moins. Votez-le, parce que les circonstances politiques ne souffrent aucun retard et que nous serions comptables de tout délai. Gardez-vous de demander du temps. Le malheur n'en accorde jamais.... Eh! messieurs, à propos d'une risible insurrection qui n'eut jamais d'importance que dans les imaginations faibles, ou dans les desseins pervers de quelques hommes de mauvaise foi, vous avez entendu naguère ces mots forcenés : « Catilina est aux portes de Rome et « l'on délibère! » Et certes il n'y avait autour de nous ni Catilina, ni péril, ni faction, ni Rome.... Mais aujourd'hui la banqueroute, la hideuse banqueroute est là; elle menace de dévorer vous, vos propriétés, votre honneur.... Et vous délibérez! »


Entrée de Berthier.

L'Assemblée se leva transportée d'enthousiasme et le décret fut rendu au milieu des applaudissements.

Malheureusement les mesures de l'Assemblée même menée par Mirabeau ne pouvaient aller aussi vite que les événements. A Paris la disette était une cause permanente de surexcitation. Pendant trois mois la capitale n'eut jamais de subsistances que pour la journée. Bailly, avec toute son activité, Necker avec toute son habileté, ne purent jamais approvisionner la ville un mois à l'avance. Les récoltes avaient été mauvaises. Le 13 juillet de l'année précédente un ouragan de grêle, tel qu'on n'en avait pas vu d'exemple, avait haché les moissons des bords de la Charente à ceux de l'Escaut. Nous avons parlé du terrible hiver que la France venait de subir. Dans une partie de la France la disette était donc réelle; l'inquiétude et l'agitation la changeaient en famine. Il fallait de nombreuses escortes pour protéger les convois de blé qu'on dirigeait sur Paris.

L'autorité des magistrats était d'ailleurs bien précaire : Bailly et les électeurs n'avaient pas encore eu le temps de s'affermir. A côté d'eux, les soixante dis-


Le calculateur.


Paris couronne Necker.


La liberté sur le trône.

tricts avaient leur assemblée et leur pouvoir. Un journal, *les Révolutions de Paris*, disait : « Qu'on imagine un homme dont chaque pied, chaque main, chaque membre aurait une intelligence et une volonté, dont une voudrait marcher, tandis que l'autre voudrait se reposer, dont le gosier se fermerait quand l'estomac demanderait des aliments, dont la bouche chanterait quand les yeux seraient appesantis par le sommeil, et l'on aura une image frappante de la capitale. »

En face de ce peuple craignant sans cesse de mourir,

fier des victoires passées, habitué par ses réunions et ses journaux à décider de tout, la cour, mécontente des bases données à la constitution, méditait de nouveaux desseins qu'elle trahissait par d'imprudentes menaces. Breteuil avait même proposé vers la fin d'août que la cour se réfugiât à Metz, au milieu de l'armée de Bouillé, d'où il aurait pu dicter ses volontés. En tout cas le nombre des soldats augmentait à Versailles. Louis XVI s'était refusé à un acte qui aurait commencé la guerre civile. Cependant autour de lui et malgré lui-même on revenait à l'idée de recourir à la force, comme si l'heure de cette résistance n'était point passée depuis longtemps et comme si une attitude menaçante devait effrayer les vainqueurs de la Bastille. Les Parisiens de leur côté parlaient d'aller chercher Louis XVI à Versailles, de le délivrer de ses courtisans et de garder *ce bon roi à Paris, au milieu de ses enfants*. Qui aurait le roi, de Paris ou de la cour? telle était la question Les femmes de la populace ne prononçaient plus le nom de Marie-Antoinette qu'avec colère. Dans quelques salons bien des gens répétaient en souriant cet odieux jeu de mots : « Pour sauver la France, il faudrait un maréchal de Turenne (tue reine). » Marat publiait déjà un journal rempli des diatribes les plus violentes. C'est à des esprits ainsi enflammés que la cour eut l'imprudence de jeter un défi qui détermina une redoutable explosion.

§ 7. JOURNÉES DES 5 ET 6 OCTOBRE 1789.

Versailles se garnit de troupes. Le régiment de Flandre y fut rappelé. On prêta la grande salle de spectacle du château aux gardes du corps pour un repas qu'ils voulaient donner aux officiers du régiment de Flandre, et auxquels furent représentés les autres régiments, même les régiments étrangers et la garde nationale. Au milieu du festin, le roi paraît, suivi de la reine tenant le dauphin dans ses bras. La musique joue l'air : *O Richard, ô mon roi, l'univers t'abandonne!* puis des airs étrangers, la marche des Hulans; les vins coulent, les têtes se perdent, les dames distribuent des cocardes blanches, et la cocarde tricolore est, dit-on, foulée aux pieds (1er octobre 1789).

Quand la nouvelle de l'orgie de Versailles tomba au milieu de la foule affamée, cette provocation téméraire fit éclater l'insurrection. Depuis le 3, à Paris, les farines manquaient. Pendant deux jours la Fayette eut peine à empêcher les rassemblements. Enfin le 5, une armée de femmes criant : *du pain!* se réunit à l'hôtel de ville et demande à marcher sur Versailles, s'imaginant qu'on aurait l'abondance, si l'on amenait le roi à Paris. Un nommé Maillard se met à leur tête et les entraîne aux Tuileries. Les hommes suivent; la Fayette s'oppose au départ; depuis neuf heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi, il maintient la garde nationale; mais enfin, comprenant que sa présence pourrait éviter des malheurs, il se précipite sur la route de Versailles avec l'avant-garde de la milice. L'Assemblée y était agitée par les observations que le roi Louis XVI lui avait fait adresser au sujet de la Constitution. Pétion dénonçait le repas des gardes du corps, Grégoire la disette. A ce moment, l'attroupement de femmes venues de Paris, conduites par Maillard, se présente à la barre de l'Assemblée. La hardiesse de Maillard, les cris de cette espèce d'avant-garde de la grande émeute, annonçaient les plus étranges desseins; la foule grossissait dans l'avenue de Paris. La garde nationale de Versailles se rassembla sur la place d'armes devant le château ; elle se mit en bataille, la gauche appuyée à la grille, la droite se prolongeant dans l'avenue de Sceaux.

Vers les cinq heures on apprit que le roi, qui chassait dans les bois de Meudon, était rentré au château; Mounier sortit avec les femmes après avoir levé la séance pour conduire une députation auprès de Sa Majesté; la grille du château avait été fermée. M. d'Estaing, commandant de la garde nationale de Versailles, la fit ouvrir pour introduire la députation. Le roi permit aussi qu'on laissât entrer quelques-unes des femmes qui avaient accompagné Maillard à l'Assemblée [1].

Le roi accueillit la députation avec bonté, et les femmes furent vivement attendries à la vue du monarque. L'une d'elles, jeune et belle, ne put prononcer que ce seul mot: « Du pain. » Le roi, touché, l'embrassa; les femmes se retirèrent. Mais quand elles revinrent, les autres femmes ne pouvant croire leur rapport, menaçaient de les déchirer. A ce moment une rixe s'engageait; quelques gardes du corps furent blessés. Le roi ordonna de ne point faire feu et les gardes se retirèrent. La nuit, la pluie qui tombait à torrents, la fatigue et la faim ne tardèrent pas à disperser la multitude, qui chercha partout des gîtes et des abris.

Vers minuit, l'avant-garde de l'armée parisienne parut avec la Fayette. Il était temps. La cour pleine d'effroi redoutait la journée du lendemain. On agitait en conseil si le roi partirait. La Fayette se présenta seul avec les deux commissaires de la commune à la grille fermée et cadenassée de la cour du château pleine de gardes suisses. On refusa d'ouvrir cette grille, et lorsque la Fayette eut annoncé l'intention d'entrer avec ses deux seuls compagnons, le capitaine qui parlementait exprima son étonnement: « Oui, monsieur, répondit la Fayette, et je me trouverai toujours avec confiance au milieu du brave régiment des gardes suisses. » La grille s'ouvrit enfin; les appartements étaient pleins de monde. Au moment où la Fayette traversait l'Œil-de-Bœuf, un homme s'écria : « Voilà Cromwell! — Monsieur, lui dit la Fayette, Cromwell ne serait pas entré seul. »

La Fayette, qui en route avait fait prêter aux siens serment de fidélité au roi, le rassura. Louis XVI accorda à l'armée parisienne les postes extérieurs du château et ne voulut point se remettre à elle pour la défense des postes intérieurs, refus déplorable, cause des malheurs du lendemain. La Fayette s'occupa activement de pourvoir à la sûreté des postes où il distribua ses soldats harassés et mouillés. Quand il voulut reparler au roi, le roi dormait. On lui refusa l'entrée de la chambre. Dans cette nuit de danger, on fut si scrupuleux sur l'étiquette que la Fayette, se présentant dans un appartement où on ne pouvait pénétrer sans une faveur particulière, un grand officier s'avança et lui dit sérieusement : « Monsieur, le roi vous accorde les entrées du cabinet. » Epuisé de fatigue, la Fayette se retira dans son hôtel de Noailles entre 4 et 5 heures. « J'entrai, dit le comte Mathieu Dumas, dans la chambre du général; il était exténué; on lui apporta une soupe de sagou pendant que nous nous entretenions des événements de cette terrible journée et des mesures qu'il se propo-

1. Mémoires du comte Mathieu Dumas.

sait de prendre pour le maintien de l'ordre dans la ville de Versailles. Loin de songer à se coucher, M. de la Fayette faisait rétablir sa coiffure par son valet de chambre; le jour commençait à poindre quand je le quittai pour aller prendre moi-même quelques moments de repos. Comme je sortais de la chambre, je trouvai le général Gomioz couché en travers de la porte, afin me dit-il, d'être prêt à la première alerte[1].

« Le 6 octobre, vers les sept heures du matin, les bandes d'hommes et de femmes qui rôdaient depuis la veille autour du château trouvèrent enfin le moyen de s'introduire, non-seulement dans les cours, mais dans les appartements du château. Les gardes du corps paraissaient l'objet principal de la rage de ces forcenés. Un de ces gardes était de sentinelle en dedans de la cour royale ; ils l'arrachent de son poste, le traînent jusque dans la place d'armes, et avec une rage féroce lui tranchent la tête. Un autre descendait en ce moment l'escalier de la reine : attaqué par ces furieux, il lâche son mousqueton sur l'un d'eux et le tue ; il est à son tour renversé par un coup de fusil; et les deux cadavres tombent l'un sur l'autre sur les marches de l'escalier. Ils se jettent alors sur le corps du garde, le traînent à son tour jusqu'à l'endroit où venait d'avoir lieu la première exécution, et l'un deux, qu'ils surnomment Coupe-Tête, se charge de nouveau de cette horrible tâche. Puis on place ces deux têtes sur des piques et elles sont promenées en signe de triomphe par toute la ville[2]. »

Les forcenés envahissent les appartements. Tremblante et demi-nue, la reine se réfugie auprès du roi. Les gardes du corps défendent vaillamment sa chambre et se font tuer. Les gardes françaises les soutiennent et se dévouent avec la même ardeur. Le plus affreux pillage commençait et les scènes les plus sanglantes allaient avoir lieu, quand la Fayette, averti, accourt. Il arrive à temps pour sauver sur la place d'armes dix-sept gardes du corps qu'on voulait massacrer. Un bandit le couche en joue. Il ordonne de l'arrêter. Aussitôt le peuple obéit et brise la tête de ce misérable sur le pavé. La Fayette pénètre dans le château et fait évacuer les appartements. Mais la foule rassemblée dans la cour demandait que le roi vînt à Paris. Il fallut que le roi se montrât et promît d'aller à Paris. La reine voulut l'y suivre. Le voyage n'était pas sans danger pour elle ; la Fayette s'approcha de Marie-Antoinette.

« Madame, dit-il à la reine, quelle est votre intention personnelle ? — Je sais le sort qui m'attend, répondit-elle avec magnanimité ; mais mon devoir est de mourir aux pieds du roi et dans les bras de mes enfants. — Eh bien ! madame, venez avec moi.... — Quoi ! seule sur le balcon ? N'avez-vous pas vu les signes qui ont été faits ? » Et en effet, ils étaient terribles. « Oui, madame, allons-y. » Et en paraissant avec elle, en face de ces vagues qui mugissaient encore au milieu d'une haie de gardes nationales qui garnissait les trois côtés de la cour, mais ne pouvait en réprimer le centre, la Fayette ne pouvant se faire entendre, eut recours à un signe hasardeux, mais décisif: il baisa la main de la reine. La multitude aussitôt de crier : Vive le général ! vive la reine[3] ! »

1. Mathieu Dumas.
2. Manuscrit d'un citoyen versaillais, cité par M. Leroy, *Histoire de Versailles.*
3. Mémoires de la Fayette.

« Ne ferez-vous rien pour mes gardes? » dit le roi. La Fayette amène alors l'un des gardes du corps, lui donne sa propre cocarde tricolore et l'embrasse aux applaudissements de la foule.

Quelques moments après, la famille royale partit au milieu de cette cohue qui la ramenait comme prisonnière dans la capitale. Les femmes criaient autour de la voiture royale: « Nous ne mourrons plus de faim, nous emmenons le boulanger, la boulangère et le petit mitron (5 et 6 octobre). » L'assemblée suivit le prince à Paris et s'installa d'abord dans la chapelle de l'archevêché, ensuite dans le Manége, près des Tuileries. Depuis ce moment, elle se trouva, comme lui, sous la main du peuple de cette grande cité, qui avait voulu enlever un chef à la guerre civile pour le donner à la Constitution, mais que bientôt la bourgeoisie et ses représentants, la Fayette et Bailly, deux hommes honnêtes et modérés, ne pourront plus contenir.

Déjà de bien coupables excès avaient eu lieu. On avait vu apparaître ces hommes de sang et de destruction qui se montrent toujours dans les émotions populaires et qui font tant redouter aux sages les révolutions même les plus légitimes. Depuis l'hiver des bandes nombreuses, menaçantes, erraient dans les campagnes, encombraient les villes. A Paris, la municipalité avait été forcée d'organiser un atelier à Montmartre pour 200 000 hommes. C'était une armée toute prête pour la démagogie. Il fallut la surveiller avec du canon chargé à mitraille. Mais comment empêcher ces malheureux de descendre un à un dans la ville? On les y trouvait mêlés à la populace sur la place de Grève, autour du Palais-Royal. C'était de cette foule que partaient les cris de mort; de là que sortaient les porteurs de tête.

En face de ces passions qu'ils avaient excitées, les conseillers les plus imprudents du roi, le comte d'Artois, son frère, les princes de Condé et de Conti, les ducs de Bourbon et d'Enghien, s'étaient enfuis les premiers dès le lendemain de la prise de la Bastille, beaucoup d'autres alors les imitèrent. Ils laissèrent le roi seul au milieu du peuple dont ils allaient irriter la colère en dirigeant contre la patrie les armes de l'étranger. Parmi les gentilshommes qui, pour obéir à un sentiment mal compris de loyauté, quittaient la France, combien, comme Châteaubriand, qui sentaient tout ce qu'il y a d'amertume dans le pain de l'étranger, et qui emportaient avec le cher souvenir de la terre natale l'amour et l'orgueil du pays ! Un officier français suivait l'empereur François II à une revue des troupes autrichiennes. Le prince, fier de leur belle tenue, se retourne et lui dit : « Voilà de quoi bien battre les sans-culottes. — C'est ce qu'il faudra voir, » répondit l'émigré.

§ 8. TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE. RÉFORMES POLITIQUES ET CIVILES. BIENS NATIONAUX. ASSIGNATS.

Du 6 octobre 1789 jusqu'au 30 septembre 1791, jour où l'Assemblée nationale se sépara, la France fut entraînée par deux mouvements contraires. D'une part, la Révolution commencée par tout le monde à peu près, puis quelque temps dirigée par les élèves de Montesquieu, qui ne demandaient pour la France qu'une constitution calquée sur celle de l'Angleterre, tendait à passer aux mains des tribuns populaires et se faisait chaque jour plus démocratique. D'autre part, la cour

cachait ses regrets sous une feinte docilité, et, par les soupçons, par les craintes qu'inspirait sa conduite, précipitait la marche de la Révolution qui allait devenir implacable.

Entre ces deux tendances opposées, l'Assemblée nationale poursuivit le cours de ses immortels travaux, abattant d'une main, édifiant de l'autre, avec une ardeur quelquefois téméraire, plus souvent bien inspirée.



Marche des femmes sur Versailles (5 octobre 1789). (Page 82, col. 1.)

Par l'énumération de ses principaux décrets, on verra combien, dans l'ordre civil, la France a gardé de ses réformes.

Après avoir dépouillé la monarchie absolue du droit de faire la loi, d'établir l'impôt, du droit de décider de la paix et de la guerre, elle réduisait le monarque à n'être que le premier des fonctionnaires de l'État, pourvu d'une liste civile de 25 millions.

Les cultes dissidents, la presse, l'industrie, le commerce, étaient délivrés de toute entrave. La Constituante, préoccupée de l'idée d'assurer à l'individu la plus grande liberté possible, tomba dans un excès opposé à celui du régime des corporations. Le décret du 17 juin 1791 interdit aux personnes d'une même industrie d'avoir des intérêts communs. C'était proscrire l'esprit d'association.

Le droit d'aînesse, les substitutions étaient supprimées [1]; le partage égal des biens entre tous les enfants rendu obligatoire; la confiscation abolie, en vertu de ce principe que l'expiation doit être personnelle comme la faute. Les protestants, les juifs étaient admis à jouir de tous les droits civiques et civils. Le mariage, avant 1789, était exclusivement un sacrement. Il en résultait que les non-catholiques n'avaient pas d'état civil. La Constituante fit du mariage un contrat purement civil, effectué par un officier public, et après lequel seulement l'Église donnait une consécration religieuse. Les protestants recouvraient ceux de leurs biens qui avaient été incorporés au domaine de l'État; les mulâtres des colonies obtenaient les droits civils.

Enfin l'Assemblée abolissait tous les titres, détruisait la noblesse et le clergé comme ordres, réduisant les nobles à la condition de citoyens, les prêtres à celle de fonctionnaires publics; elle établissait l'égalité des peines et diminuait le nombre des cas entraînant la peine de mort [1]; elle déclarait tous les Français admissibles aux emplois publics et aux grades militaires, quelles que fussent leur religion et leur naissance,



Les barrières libres (1er mai 1791.)

tous contribuables en proportion de leurs facultés; et elle remplaçait les vieilles démarcations provinciales par la division en départements. « Le territoire de la France, disait la loi du 28 septembre 1791, est libre dans toute son étendue, comme les personnes qui l'habitent. »

Il y eut d'abord 83 départements, à peu près égaux en étendue, et dont la circonscription et les dénominations n'étaient empruntées à aucun des anciens souvenirs, mais à la configuration du sol, aux rivières et aux montagnes. Les habitants du comtat d'Avignon, sujets du pape, ayant demandé, le 11 juin 1790, leur réunion à la France, ce pays fut déclaré, le 28 septembre 1791, partie intégrante du royaume, et forma le 84e département, celui de Vaucluse. Les départements du Rhône et de la Loire n'en formaient qu'un à l'origine. Quand ils eurent été séparés, et qu'on eut formé, en 1808, celui de Tarn-et-Garonne, le chiffre de 86 fut atteint. Chaque département fut divisé en districts, les districts en cantons, les cantons en communes ou en municipalités, au nombre de 44 828. Cette division du territoire, à laquelle devait se conformer toute la

1. On appelait *terres substituées* celles qui ne pouvaient jamais être aliénées.

1. Après 1830, suppression de la marque, diminution du nombre des cas entraînant peine de mort, et création du système des circonstances atténuantes; après 1848, suppression de l'exposition, de la peine de mort en matière politique, des bagnes, et, dans la marine, de la cale humide, de la cale sèche, des coups de garcette. En 1857, nouveau code militaire adoucissant beaucoup les peines

nouvelle organisation administrative, amenait enfin l'Assemblée au moment critique de trancher dans le vif les privilèges du clergé et de la noblesse, que l'on n'avait jusque-là abolis qu'en paroles. C'est ce qui devait amener les résistances, les déchirements, bientôt la guerre civile.

On n'avait point encore remédié aux besoins croissants du trésor. Mirabeau, nous l'avons dit, en montrant aux portes la *hideuse banqueroute*, avait fait voter d'acclamation, sur la proposition de Necker, un sacrifice patriotique d'un quart de revenu par tous les citoyens. Ressource passagère. Il fallait davantage. Dans la fameuse nuit du 4 août, l'évêque d'Uzès avait dit : « Je voudrais avoir une terre, il me serait doux de la remettre entre les mains des laboureurs. Mais nous ne sommes que *dépositaires*.... » L'Assemblée, considérant en effet les biens du clergé comme un simple dépôt, décida que ces biens retourneraient à la nation, qui jadis avait fait le dépôt. Alors le clergé se prétendit propriétaire, au nom de la prescription, de l'intérêt du culte, des hôpitaux et des pauvres. « Que sont devenues, s'écria l'archevêque d'Aix, les promesses que vous nous avez faites que nos *propriétés* seraient inviolables et sacrées? » Mais le clergé, cessant d'être une corporation, perdait la qualité de propriétaire; l'État, alors, prenait les biens par droit de déshérence. C'est ce qui fut décidé le 2 novembre 1789, malgré les efforts de Maury et de Cazalès; les domaines de l'Église furent mis à la *disposition de la nation*, et le ministre fut autorisé à en vendre jusqu'à concurrence de 400 millions, à la condition que l'État pourvoirait d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres. Les terres de la commune, les propriétés des émigrés, dont on ordonna plus tard la confiscation (27 juillet 1792), furent aussi déclarés *biens nationaux*, et ces biens nationaux devinrent, suivant une énergique expression du temps, la dot de la Constitution.

Vendre tous ces biens, les morceler, les distribuer à la nation, était un puissant moyen d'attacher fortement le peuple, surtout le peuple des campagnes, à la Révolution. Pour créer, comme disait Mirabeau, l'armée des intérêts révolutionnaires, il fut décidé que l'État émettrait un papier-monnaie ayant cours forcé, et qui serait reçu de préférence pour l'acquisition des biens nationaux. Ces assignats seraient détruits au fur et à mesure de leur rentrée dans les mains de l'État. Ainsi, ne pouvant faire circuler en nature des arpents de terre, on en faisait circuler le signe. Telle est l'origine des assignats, qui ne devinrent funestes que par l'abus qu'on en fit (17 décembre). Le clergé, dépouillé de ses biens, fut indemnisé par un traitement accordé à tous ses membres, et par des pensions attribuées aux religieux dont les couvents furent supprimés. 77 millions furent inscrits au budget pour les dépenses du culte et du personnel de l'Église.

L'Assemblée avait détruit les parlements par un simple décret qui les mettait en vacances indéfinies, les justices seigneuriales, les prévôtés royales, les bailliages, les sénéchaussées, et, ce qui était une faute, la cour des comptes. Mais elle posa le principe fécond de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire, et elle institua, pour tout le royaume : un *tribunal de cassation* qui, jugeant les appels en dernier ressort, eut mission de maintenir l'unité de la législation et de la jurisprudence; par département, un *tribunal criminel* qui fut assisté d'un *jury*, par district, un *tribunal civil;* par canton, un *juge de paix* et un *bureau de conciliation;* dans les principales villes, des *tribunaux consulaires;* enfin, pour frapper les délits des grands fonctionnaires publics, et pour les crimes contre la sûreté de l'État, une *haute cour de justice* (mai 1791). Voulant que la justice découlât toujours de la raison et de la conscience des magistrats, elle exigea que les jugements fussent motivés, et, pour mettre un terme au chaos de nos quatre cents coutumes, elle écrivit dans la Constitution qu'il serait fait « un code de lois civiles communes à tout le royaume. » Les juges ne furent plus nommés à vie, mais élus pour dix ans.

L'Assemblée avait aboli les impôts si multipliés et si vexatoires de l'ancien régime : tailles, vingtièmes, capitation, dîmes, aides sur les boissons, droits d'entrée et de circulation, gabelle, etc. Mais elle déclara que chaque citoyen devait contribuer aux dépenses publiques en proportion de ses facultés, et elle décréta l'impôt des patentes pour imposer la richesse née de l'industrie et du commerce; la contribution mobilière, pour atteindre les revenus mobiliers; la contribution foncière, pour prélever une part des fruits. Elle conserva, en les simplifiant, les droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèque, toujours faciles à payer et d'ailleurs fondés en droit. Elle renversa les douanes intérieures, mais conserva celles de la frontière; et, afin d'encourager l'industrie en même temps qu'elle la protégeait, elle laissa entrer en franchise dans le royaume les matières premières et les subsistances. Enfin, pour faciliter les transactions, elle décréta un système uniforme de poids et mesures que les académiciens français durent arrêter, en s'entendant avec la Société royale de Londres.

§ 9. LA FÉDÉRATION (14 JUILLET (1790).

Ainsi se réalisaient, par les efforts des représentants de la nation, les vœux dont leurs commettants les avaient chargés pour la rénovation politique et sociale de la France. Malheureusement la terreur des uns, l'impatience des autres, les crimes de quelques-uns, firent dépasser le but, et le bel édifice que les travaux de tout un siècle avaient préparé s'écroula, pour ne se relever que mutilé après d'horribles convulsions.

Au milieu de l'année 1790, bien des nuages déjà avaient passé, et quelques-uns sanglants, à l'horizon; mais on croyait encore au succès pacifique de cette œuvre immense, et il y eut un moment d'universelle confiance et d'immense espoir à la fête de la Fédération, offerte par les Parisiens dans le champ de Mars, aplani à cet effet, aux députés de l'armée et des départements. Depuis novembre de l'année précédente, dans les villages, dans les villes, les habitants, en armes, avaient fraternisé avec les hommes de la ville, des villages voisins, tous s'unissant pour la défense commune, tous s'unissant dans la joie de la patrie retrouvée. Les fédérations locales se rattachèrent les unes aux autres, et finirent par former la grande fédération française, qui envoya, le 14 juillet 1790, à Paris, cent mille représentants.

Depuis longtemps on faisait des préparatifs pour célébrer cet anniversaire de la prise de la Bastille. On

craignit cependant qu'ils ne fussent pas terminés. Les districts invitèrent les bons citoyens à se joindre aux ouvriers. « Alors, dit un contemporain, on voit jusqu'à des séminaristes, des écoliers, des chartreux vieillis dans la solitude, quitter leurs cloîtres, courir au champ de Mars, une pelle sur le dos, portant des bannières ornées d'emblèmes patriotiques. Là tous les citoyens, mêlés, confondus, forment un atelier immense et mobile, dont chaque point présente un groupe varié; le capucin traîne le haquet avec le chevalier de Saint-Louis, le portefaix avec le petit-maître du Palais-Royal; la robuste harengère porte la brouette remplie par la femme élégante et à vapeurs; le peuple aisé, le peuple indigent, le peuple vêtu, le peuple en haillons, vieillards, enfants, comédiens, cent-suisses, commis, travaillant et se reposant, acteurs et spectateurs, offrent à l'œil étonné une scène pleine de vie et de mouvement; des tavernes ambulantes, des boutiques portatives, augmentent le charme et la gaieté de ce vaste et ravissant tableau: les chants, les cris de joie, le bruit des tambours, des instruments militaires, celui des bêches, des brouettes, la voix des travailleurs qui s'appellent, qui s'encouragent. L'âme se sentait affaissée sous le poids d'une délicieuse ivresse à la vue de tout un peuple redescendu aux sentiments d'une fraternité primitive.... Neuf heures sonnées, les groupes se démêlent. Chaque citoyen regagne l'endroit où s'est placée sa section, se rejoint à sa famille, à ses connaissances. Les bandes se mettent en marche au son des tambours, reviennent à Paris précédées de flambeaux, lâchant de temps en temps des sarcasmes contre les aristocrates et chantant le fameux air: *Ça ira.* »

Enfin, le 14 juillet arrive parmi les espérances des uns, les alarmes et les terreurs des autres....

« Les fédérés rangés par département sous quatre-vingt-trois bannières, partirent de l'emplacement de la Bastille; les députés des troupes de ligne, des troupes de mer, la garde nationale parisienne, des tambours, des chœurs de musique, les drapeaux des sections, ouvraient et fermaient la marche.

« Les fédérés, traversèrent les rues Saint-Martin, Saint-Denis, Saint-Honoré, et se rendirent par le cours la Reine à un pont de bateaux construit sur la rivière. La pluie, qui tombait à flots, ne dérange ni ne ralentit la marche. Les fédérés, dégouttants d'eau et de sueur, dansaient des farandoles, criaient: Vivent nos frères les Parisiens! » On leur descendait par les fenêtres du vin, des jambons, des fruits; on les comblait de bénédictions. L'assemblée nationale joignit le cortége à la place Louis XV et marcha entre le bataillon des vétérans et celui des jeunes élèves de la patrie; image expressive qui semblait réunir à elle tous les âges et tous les intérêts.

« Le chemin qui conduit au champ de Mars était couvert de peuple qui battait des mains et qui chantait. Le quai de Chaillot et les hauteurs de Passy présentaient un long amphithéâtre, où l'élégance de l'ajustement, les charmes, les grâces des femmes enchantaient l'œil. La pluie continuait de tomber, personne ne paraissait s'en apercevoir; la gaieté française triomphait et du mauvais temps et des mauvais chemins et de la longueur de la marche.

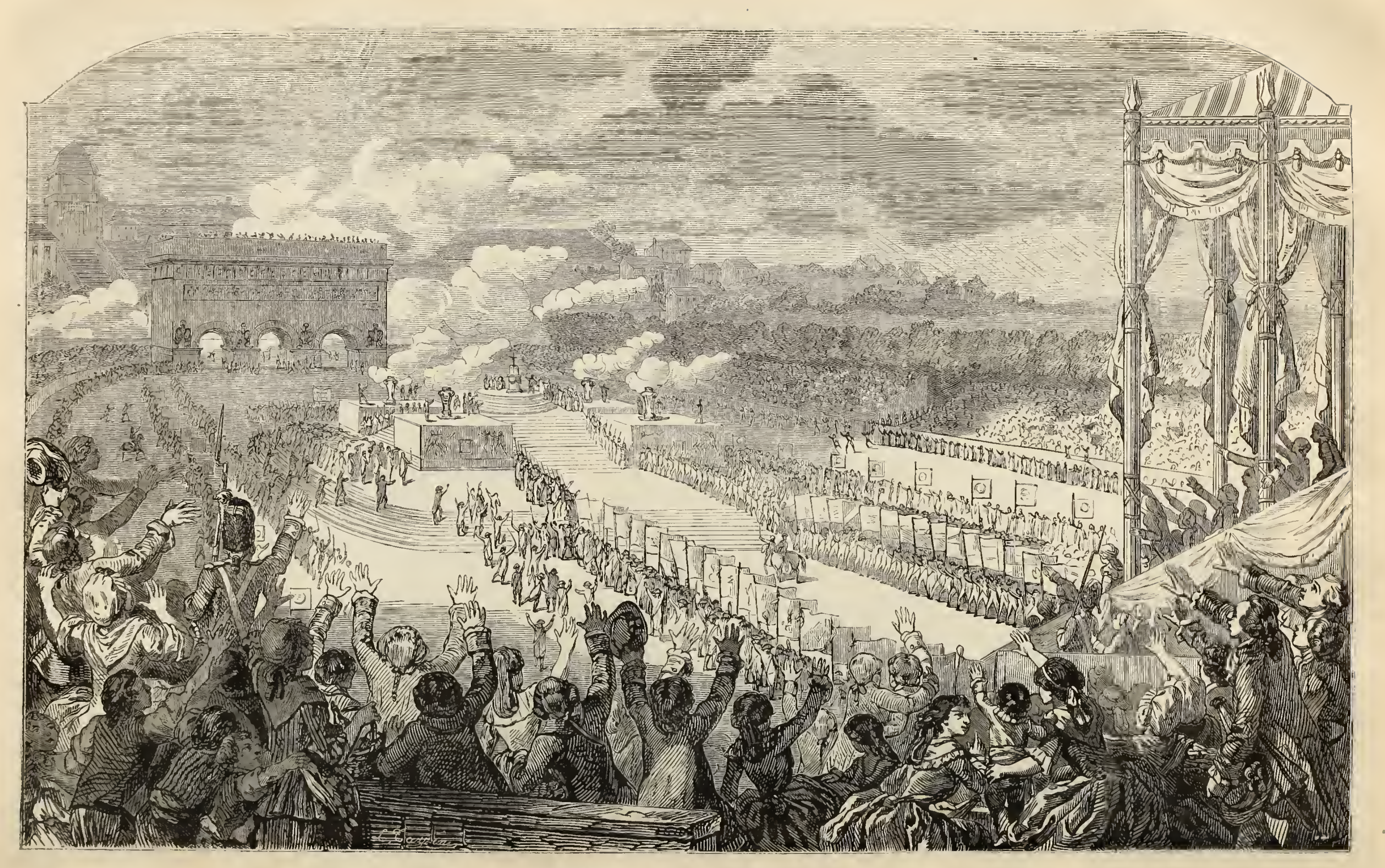
« Trois cent mille hommes et femmes de Paris et des environs, rassemblés dès six heures du matin au champ de Mars, assis sur des gradins de gazon qui formaient un cirque immense, mouillés, crottés, attendaient en riant et en causant les fédérés à l'Assemblée nationale. On avait élevé un vaste amphithéâtre pour le roi, la famille royale, les ambassadeurs et les députés. Les fédérés les premiers arrivés commencent à danser les farandoles; ceux qui suivent se joignent à eux forment une ronde qui embrasse bientôt une partie du champ de Mars. Tout le cortége étant entré, la danse cesse, chaque fédéré va rejoindre sa bannière. L'évêque d'Autun se prépare à célébrer la messe à un autel à l'antique dressé au milieu du champ de Mars. Trois cents prêtres vêtus d'aubes blanches, coupées de larges ceintures tricolores, se rangent aux quatre coins de l'autel. L'évêque d'Autun bénit l'oriflamme et les quatre-vingt-trois bannières; il entonne le *Te Deum:* douze cents musiciens exécutent ce cantique. La Fayette, à la tête de l'état-major de la milice parisienne et des députés des armées de terre et de mer, monte à l'autel et jure, au nom des troupes et des fédérés, d'être fidèle à la nation, à la loi, au roi. Une décharge de quarante pièces de canon annonce à la France ce serment solennel. Les douze cents musiciens font retentir l'air de chants militaires; les drapeaux, les bannieres s'agitent; les sabres tirés étincellent. Le président de l'Assemblée nationale répète le même serment. Le peuple et les députés y répondent par des cris de: *Je le jure.* Alors le roi se lève et prononce d'une voix forte: « Moi, roi des Français, je « jure d'employer le pouvoir que m'a délégué l'acte « constitutionnel de l'État, à maintenir la Constitution « décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par « moi. » La reine prend le dauphin dans ses bras, le présente au peuple et dit: « Voilà mon fils, il se réunit « ainsi que moi à ces mêmes sentiments. » Ce mouvement inattendu fut payé par mille cris de « Vive le « roi! Vive la reine! vive le dauphin! » Les canons continuaient de mêler leurs sons majestueux aux sons guerriers des instruments militaires et aux acclamations du peuple. »

A ce moment, la pluie, qui n'avait cessé de tomber tout le jour, s'arrêta et, par un hasard que les anciens eussent regardé comme un signe de l'intervention des dieux, le soleil perça les nuages et inonda de sa lumière l'immense plaine où s'agitait tout un peuple dans l'ivresse de la réconciliation. Ce fut le plus beau jour de la Révolution; l'esprit de concorde et de fraternel dévouement remplissait tous les cœurs; le soir, on donna un bal sur l'emplacement de la Bastille. *Ici l'on danse*, lisait-on en gros caractères là où tant de gémissements avaient été étouffés. Mais cette grande fête n'eut point de lendemain[1].

§ 10. LES CLUBS; L'ARMÉE; LA GRANDE TRAHISON DU COMTE DE MIRABEAU.

La Révolution avait fait de si prodigieux progrès, que partout se formaient, pour la discussion des idées nouvelles, des sociétés, des clubs, qui s'efforçaient, chacun, de pousser l'opinion publique dans leur sens, et dont quelques-uns commençaient à montrer beaucoup de violence contre le clergé, contre la cour, con-

1. M. de Villette avait fait le 17 juin la motion au club de 1789, que le roi fût salué le jour de la fédération du titre d'empereur: « Effaçons, dit-il, le nom de roi, de royaume et de sujet, qui ne s'uniront jamais bien avec le mot de liberté. Le prince est le chef, non le maître : *imperat, non regit.* »



La Fédération (14 juillet 1790). (Page 86, col. 2.)

tre l'Assemblée même. La plus active de ces sociétés était le club Breton, qui avait quitté Versailles en même temps que le gouvernement, et avait choisi pour lieu de ses séances le couvent des Jacobins, dont il prit le nom. Il était encore sous l'influence d'hommes ardents, mais modérés dans leurs vues, les deux Lameth, Duport, Barnave ; plus tard Robespierre y régna. Le *club* de 89, qui se tenait dans un vaste et brillant appartement des galeries du Palais-Royal, servait de point de ralliement aux hommes du début de la Révolution, Mirabeau, Siéyès, la Fayette. La politique ne leur faisait pas oublier le plaisir, et c'est devant une table somptueusement servie que souvent les discussions s'engageaient ou se terminaient. Mais déjà aussi s'ouvrait, au couvent des *Cordeliers*, le club terrible que Danton dirigeait. La presse semait l'incendie : Camille Desmoulins dans son journal : *Révolutions de France et de Brabant*, et le hideux Marat déjà dans l'*Ami du peuple*, où il ne demandait encore que 800 têtes.

L'Assemblée était impuissante à réprimer ces dangereuses licences. Le président Malouet proposa de renvoyer devant le Châtelet ceux qui se rendaient coupables d'exciter le peuple à l'effusion du sang. Camille Desmoulins écrivit à l'Assemblée en demandant la permission de répondre à son accusateur. Malouet lut sa lettre et dit : « Qu'il se justifie, s'il l'ose! — Oui je l'ose, » s'écrie Camille Desmoulins d'une des tribunes. Le président donne l'ordre d'arrêter celui qui troublait la séance. On propose d'en délibérer. Robespierre se lève, excuse Desmoulins. « Quand on s'entend accuser



Fête sur la place de la Bastille. (Page 67, col. 2.)

du crime de lèse-nation, dit-il, il est difficile pour un homme sensible de garder le silence. » Il concluait à la mise en liberté de l'*imprudent*. Pendant ce temps, Desmoulins s'était évadé, et l'Assemblée ne se sentant point de force à résister aux factieux, dut passer à l'ordre du jour. Dès le lendemain, Marat publiait contre les ministres et les députés gangrenés un article où il donnait ces conseils au peuple : « Citoyens, élevez huit cents potences, pendez-y tous les traîtres, et à leur tête l'infâme Riquetti l'aîné (Mirabeau). »

La province était aussi agitée que Paris ; des troubles avaient eu lieu surtout dans le Midi, plus volcanique, à Marseille, à Valence, à Nîmes, à Montauban, à Toulouse. L'insurrection gagnait l'armée. A Nancy, trois régiments refusèrent de dissoudre leurs comités, demandèrent de l'argent, s'emparèrent de celui qu'ils purent trouver, et n'écoutèrent ni la voix de leurs chefs ni les proclamations de l'Assemblée. La populace, d'ailleurs, se joignait à eux et la ville tout entière était à leur discrétion. M. de Bouillé, dont le quartier général était à Metz, reçut l'ordre de réprimer l'insurrection par la force. Il marcha sur Nancy. Avant d'engager la lutte, il fit plusieurs sommations. Les rebelles paraissaient disposés à les écouter; mais, comme dans tous les troubles, les exaltés se mirent en état de défense. L'avant-garde de Bouillé était déjà rangée devant les remparts, garnis de peuple et de soldats en armes. Les rebelles préparaient leur artillerie, lorsqu'un jeune officier du régiment du roi, de Silles, se précipita à la bouche d'un canon auquel on allait mettre

le feu. Il supplia ses camarades, ses concitoyens, de ne point commencer une guerre civile; mais des furieux lui tirèrent des coups de fusil : blessé quatre fois, il tomba et le coup de canon partit. Les soldats de Bouillé s'élancèrent alors contre les portes, les enfoncèrent et pénétrèrent dans la ville, où s'engagea une sanglante guerre de rues. Les rebelles furent vaincus et contraints de quitter Nancy (août 1790). Triste victoire, dont consolait à peine l'héroïsme du jeune de Silles! Des désordres graves troublèrent aussi Toulon, et la municipalité de Cambrai fut obligée de demander des secours contre sa garnison.

L'état déplorable des finances accroissait encore l'inquiétude. Sur 400 millions d'assignats décrétés, 330 avaient été déjà dépensés. Necker combattit la création de nouveaux assignats. On mêla son nom aux clameurs que l'on poussait contre les ministres. Privé de la confiance du roi, brouillé avec presque tous ses collègues, il était négligé par l'Assemblée et commençait à être odieux au peuple. Il eut plusieurs paniques et dut errer pendant une nuit à travers la campagne. Il se décida alors à donner sa démission, qui fut reçue par l'Assemblée avec la plus complète indifférence. Necker, qui était revenu en triomphe après la prise de la Bastille, partit pour la Suisse sans éveiller sur son passage la moindre sympathie (septembre 1790). On décréta pour rembourser la dette non constituée la création d'un milliard d'assignats. La démission de Necker ébranla cependant le gouvernement. A la suite d'accusations dans l'Assemblée, tous les ministres donnèrent leur démission. Mais Louis XVI, en les remplaçant par des hommes obscurs, ne fortifia pas davantage le gouvernement.

Mirabeau comprenait à quels dangers on courait. Il n'approuvait pas tout ce qui avait été fait. La Constitution lui paraissait, pour une monarchie, trop démocratique; et pour une république, il y avait un roi de trop. Il voyait d'ailleurs le débordement populaire menacer de tout emporter. Il commença, avec une audace et une franchise qui eussent ébranlé toute autre popularité, à réclamer la répression des factions. Il se rapprocha même de la cour, et, par l'entremise du ministre Montmorin, traita avec le roi et la reine, non pour anéantir mais pour arrêter et consolider la Révolution. Il se croyait seul assez fort, s'il eût été appelé au ministère, pour retenir à la fois deux torrents, celui des passions populaires et celui des passions aristocratiques : épreuve que la mort a épargnée à sa gloire. Déjà, au mois de mai, on l'avait accusé de se vendre. Les pamphlets les plus menaçants avaient circulé; dans l'un d'eux, appelé *la grande Trahison du comte de Mirabeau*, on avait lu ces mots : « Prends garde que le peuple ne fasse distiller dans ta gueule de vipère de l'or, ce nectar brûlant, pour éteindre à jamais la soif qui te dévore; prends garde que le peuple ne promène ta tête comme il a porté celle de Foulon, dont la bouche était remplie de foin. Ce peuple est lent à s'irriter, mais il est terrible quand le jour de la vengeance est arrivé; il est inexorable, il est cruel, ce peuple, à raison de la grandeur des perfidies, à raison des espérances qu'on lui a fait concevoir, à raison des hommages qu'on lui a surpris. »

Mirabeau écrasa ses calomniateurs dans une magnifique improvisation qui changea en triomphe éclatant les manifestations hostiles dont il avait été l'objet :

« On répand, depuis huit jours, dit-il, que la section de l'Assemblée nationale qui veut le concours de la volonté royale dans l'exercice du droit de paix et de guerre, est parricide de la liberté publique ; on répand des bruits de perfidie, de corruption ; on invoque les vengeances populaires pour soutenir la tyrannie des opinions. On dirait qu'on ne peut sans crime avoir deux avis dans une des questions les plus délicates et les plus difficiles de l'organisation sociale. C'est une étrange manie, c'est un déplorable aveuglement que celui qui anime ainsi les uns contre les autres des hommes qu'un même but, un sentiment unique, devraient toujours rapprocher, toujours réunir.... Et moi aussi, on voulait, il y a peu de jours, me porter en triomphe, et maintenant on crie dans les rues : *la grande Trahison du comte de Mirabeau!*... Je n'avais pas besoin de cette leçon pour savoir qu'il est peu de distance du Capitole à la roche Tarpéienne.... Mais l'homme qui combat pour la raison, pour la patrie, ne se tient pas si aisément pour vaincu ; celui qui a la conscience d'avoir bien mérité de son pays, et surtout de lui être encore utile; celui que ne rassasie pas une vaine célébrité, et qui dédaigne les succès d'un jour pour la véritable gloire ; celui qui veut dire la vérité, qui veut faire le bien public, indépendamment des mobiles mouvements de l'opinion populaire, cet homme porte avec lui la récompense de ses services, le charme de ses peines et le prix de ses dangers ; il ne doit attendre sa moisson, sa destinée, la seule qui l'intéresse, la destinée de son nom, que du temps, ce juge incorruptible qui fait justice à tous. Que ceux qui prophétisaient depuis huit jours mon opinion sans la connaître, qui calomnient en ce moment mon discours sans l'avoir compris, m'accusent d'encenser des idoles impuissantes au moment où elles sont renversées, ou d'être le vil stipendié de ceux que je n'ai pas cessé de combattre ; qu'ils dénoncent comme un ennemi de la Révolution celui qui peut-être n'y a pas été inutile, et qui, fût-elle étrangère à sa gloire, pourrait là seulement trouver sa sûreté ; qu'ils livrent aux fureurs du peuple trompé celui qui depuis vingt ans combat toutes les oppressions, et qui parlait aux Français de liberté, de constitution, de résistance, lorsque ses vils calomniateurs vivaient de tous les préjugés dominants : que m'importe? Ces coups de bas en haut ne m'arrêteront pas dans ma carrière. Je dirai : « Répondez si vous « pouvez, calomniez ensuite tant que vous voudrez! » Sa voix fut couverte des applaudissements les plus frénétiques, et ses ennemis se turent.

§ 11. LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ (12 JUILLET 1790); MORT DE MIRABEAU (2 AVRIL 1791).

Cependant les passions les plus opposées devenaient plus ardentes à mesure que la Révolution avançait. Les émigrés, qui avaient d'abord trouvé asile à Turin, se transportaient à Coblentz et commençaient leurs intrigues à l'intérieur et à l'extérieur. En revanche, les faubourgs de Paris s'agitaient. Entre les deux partis, la Fayette avait de la peine à maintenir l'ordre, et Mirabeau, gouvernant l'Assemblée flottante entre les extrêmes, donnait des gages aux uns et aux autres.

Louis XVI n'était pas blessé seulement comme prince dans son autorité, il l'était comme homme, dans ses affections, par les dispositions comminatoires qu'on agitait déjà contre les émigrés, et comme chrétien, dans

sa conscience, par les mesures que l'Assemblée discutait relativement au clergé.

Déjà le clergé avait cessé d'être propriétaire et de former un ordre à part dans l'État ; le nombre des couvents avait été restreint à un seul du même ordre dans chaque municipalité ; l'émission des vœux monastiques avait été suspendue et la sanction légale refusée aux vœux antérieurement émis, de sorte que le lien religieux n'était plus qu'un lien de conscience et de foi. L'Assemblée alla plus loin encore : elle réduisit nos 135 évêchés ou archevêchés à 83, un par département, et, comme elle mettait l'élection dans tout, elle résolut de la mettre aussi dans l'Église, où elle était à l'origine, où elle se trouvait encore, dans une certaine mesure, avant le concordat de 1516 : elle décréta que les électeurs qui nommaient les administrateurs du département et les députés à l'Assemblée nationale nommeraient aussi les évêques et les curés (12 juillet 1790).

Cette *constitution civile du clergé*, à laquelle tous les prêtres furent contraints de prêter serment, troublait la hiérarchie ecclésiastique établie. Elle rendait les évêques presque indépendants du pape, car elle substituait à l'institution canonique donnée par le métropolitain à l'institution canonique donnée par le saint-père. Le comité ecclésiastique qui proposait cette réforme, tout en voulant fermement que la France restât catholique, empiétait ainsi sur les attributions que la catholicité entière reconnaissait au souverain pontife. Il y avait dans cette mesure, au point de vue religieux, une contradiction, puisqu'on allait être catholique en France autrement qu'on ne l'était à Rome, sinon pour le dogme, du moins pour la discipline, l'institution canonique et la juridiction spirituelle ; et il y avait, au point de vue politique, une grave imprudence, puisqu'on allait permettre aux adversaires du nouvel ordre social « de faire lutter l'enthousiasme de la religion contre l'enthousiasme de la liberté. »

« Ceux des membres de l'Assemblée nationale qui étaient astreints au serment devaient le prêter dans son sein ; et le 4 janvier 1791 était le terme de rigueur. Dans cette séance, tout se réunit pour donner plus d'éclat à la résistance. Les ecclésiastiques qui adhéraient au décret s'étaient empressés, dans les jours précédents, de monter à la tribune et d'adopter la constitution civile du clergé ; il ne restait donc plus à interroger que des hommes qui répondaient négativement ; on allait mettre en évidence leur nombre et leur courage. Le président, sans y être obligé, prescrivit un appel nominal qui condamnait l'Assemblée à subir une suite non interrompue de refus. Les démocrates avaient fait entourer la salle par une multitude en fureur qui, dès que l'appel nominal commença, poussa les cris : A bas, à la lanterne, les non-jureurs! Le premier ecclésiastique appelé fut l'évêque d'Agen ; il voulut faire quelques observations, aussitôt une partie du côté gauche cria : « Le serment! oui ou non. » Les clameurs du dehors interrompirent la séance et Bailly sortit pour aller essayer d'obtenir du calme. L'évêque, interpellé de nouveau, répondit : « Je ne « donne aucun regret à ma place, aucun regret à ma « fortune ; j'en donnerais à votre estime, que je veux « mériter ; » et il exprima la peine qu'il ressentait de ne pouvoir prêter le serment. Le second ecclésiastique appelé était un curé du même diocèse ; il prononça ces mots : « Je dirai avec la simplicité des premiers chré« tiens, à laquelle vous voulez nous ramener : Je me « fais gloire de suivre mon évêque comme Laurent « suivit son pasteur. » A peine un troisième eut-il dit : « Je suis enfant de l'Église catholique, » qu'un violent tumulte couvrit sa voix. Le président annonça que les seules réponses devaient être *je jure* ou *je refuse*. Il fallut renoncer à l'appel nominal, car le désordre augmenta lorsque le vieil évêque de Poitiers s'achemina vers la tribune. « J'ai soixante-dix ans, dit le prélat, « j'en ai passé trente-cinq dans l'épiscopat, où j'ai fait « le bien que je pouvais faire. Accablé par l'âge et les « infirmités, je ne déshonorerai pas ma vieillesse ; je « ne veux pas prêter le serment, je prendrai mon sort « en patience. » Les applaudissements de la droite furent couverts par les huées de la gauche. Quand ces scènes, honteuses pour l'Assemblée, furent terminées, Montlosier lança aux députés ces paroles qui terminèrent dignement une douloureuse séance : « Vous « chassez les évêques de leurs palais, ils se retireront « sous la chaumière du pauvre qu'ils ont nourri ; vous « leur ôtez leurs croix d'or, ils en porteront de bois : « c'est une croix de bois qui a sauvé le monde. »

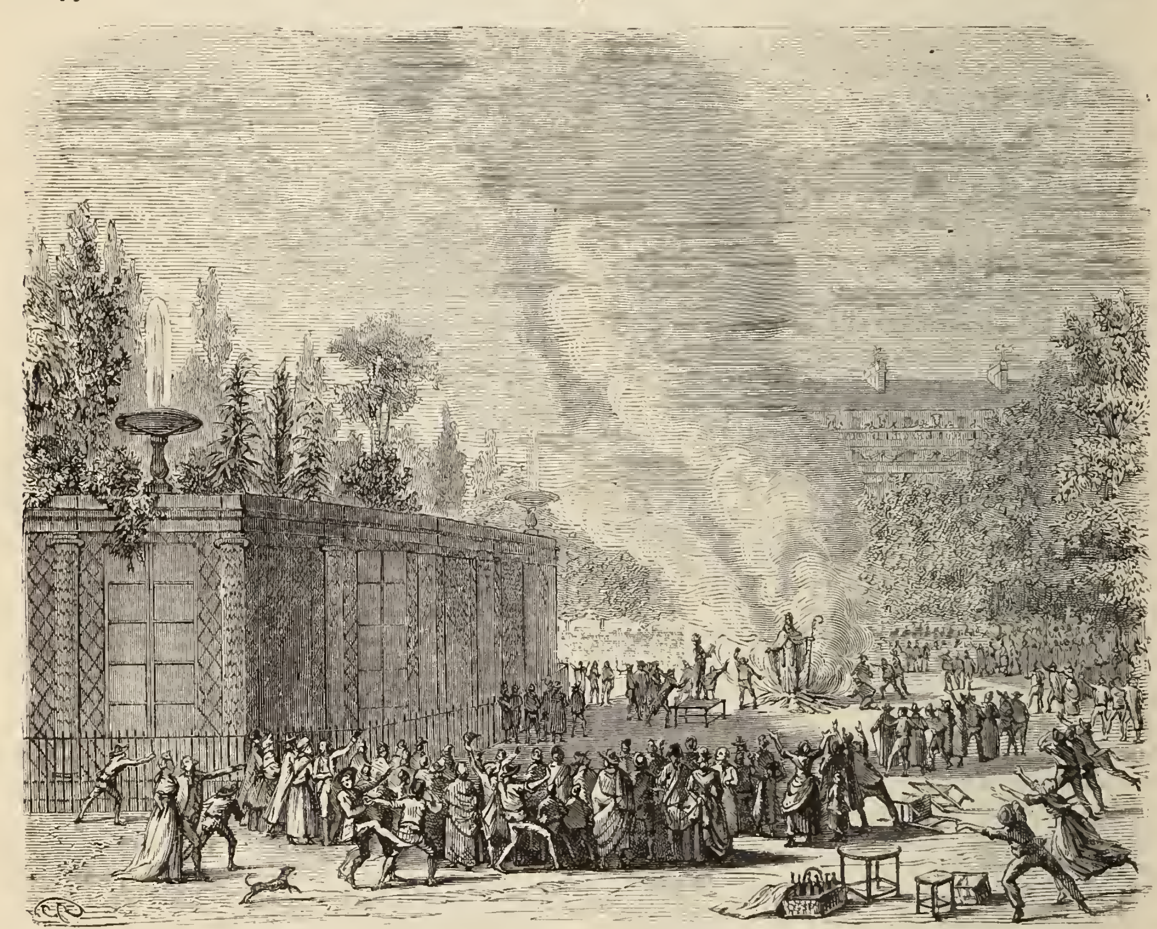
Une partie des provinces commença à se tourner en effet contre la Révolution, quand le pape eut défendu le serment (10 mars et 13 avril 1791). La très-grande majorité des évêques le refusa ; ceux qui le donnèrent formèrent, sous le titre de *prêtres assermentés* ou *constitutionnels*, le clergé reconnu par l'Etat. L'exercice du sacerdoce fut interdit aux autres. Il y eut alors deux cultes : l'un public, dans les églises désertées souvent des fidèles ; l'autre clandestin, dans les lieux écartés, au fond des bois, où la foule accourait, et d'autant plus puissant sur les âmes. Le schisme entra dans l'Église ; à sa suite vont arriver les persécutions et la guerre.

En vain, un éloquent curé de Poitou fit appel à l'esprit de l'Évangile : « Si, comme l'enseigne l'Apôtre, disait-il avec saint Bernard, toute personne doit être soumise aux puissances, il n'y a pas d'exception pour nous. Qui vous autorise à en faire ? Chercher à en établir, c'est chercher à tromper.... Qu'ils invoquent d'autres lois que les lois du christianisme, ceux qui aiment mieux se révolter que de souffrir. Le vrai chrétien n'a qu'un Évangile, il n'y a qu'un Christ. Ceux qui tiennent un autre langage changent leur foi en conspiration factieuse et fondent sur la crédulité des peuples leur orgueil et leur domination. »

Mais ces sages conseils ne furent pas entendus ; la Révolution avait déjà les nobles pour ennemis ; les prêtres vont maintenant la combattre, et une guerre civile effroyable couvrira la France de sang, de crimes et de terreur.

Cette guerre civile, un homme peut-être eût pu l'arrêter, Mirabeau, et cet homme vint à mourir. Les projets de Mirabeau sont maintenant bien connus. On a retrouvé les notes, les mémoires qu'il adressait au roi et dans lesquels il s'efforçait de le diriger et de lui montrer comment il relèverait son autorité en acceptant sincèrement la révolution accomplie. Il demandait que Louis XVI se décidât enfin à s'appuyer sur les royalistes constitutionnels pour opposer une digue aux républicains qui levaient la tête, et contenir les Duport, les Pétion, les Barnave, etc. L'émigration était une cause d'irritation, il fallait se prononcer contre elle au lieu de la favoriser. Après la fédération, Mi-

rabeau reprochait au roi de n'avoir pas suivi ses conseils. « Il fallait, dit-il, être l'âme de cette solennité et non pas contempler dans un respectueux silence la royauté de la Fayette. » Dans un long mémoire, Mirabeau donnait les plus grands détails sur la marche à suivre pour vaincre des difficultés qui deviendraient plus dangereuses à mesure qu'on tarderait davantage à les combattre. Mirabeau voulait le ministère; depuis longtemps l'Assemblée lui avait coupé la route en défendant à aucun de ses membres d'accepter des fonctions au service du pouvoir exécutif, empêchant ainsi le roi de prendre ses conseillers parmi les représentants de la nation et de mettre le gouvernement d'accord avec le pouvoir législatif. Mais Mirabeau espérait aire rapporter cette mesure. Son influence sur l'Assemblée et sur le peuple grandissait. Il venait d'être nommé chef de bataillon dans la garde nationale, membre de l'administration du département de la Seine, président de l'Assemblée. Ce dernier honneur, qu'il avait vu, malgré son talent, lui échapper tant de fois, le rapprochait de la réalisation de ses projets. Cette présidence, Mirabeau l'exerça, de l'aveu même de ses ennemis, avec une dignité parfaite, dirigeant avec habileté, contenant avec autorité les débats trop souvent tumultueux. On n'avait pas encore vu tant de députations admises à la barre, et toutes les députations partaient contentes de la réponse qu'elles avaient reçue. Mirabeau eut des mots très-heureux dans sa présidence. Tronchet parlait, et le bruit des conversations couvrait sa voix : « Messieurs, dit Mira-



Mannequin du pape brûlé en effigie.

beau, faites silence, M. Tronchet n'a pas la poitrine aussi forte que la tête. » Un député voulait se défendre contre une dénonciation absurde. « Monsieur, lui dit le président, ne nous ôtez pas le plaisir de vous rendre justice sans vous avoir entendu. »

Mirabeau avait contre lui les souvenirs de sa jeunesse qui ôtaient beaucoup à son crédit. Sa soif de plaisirs, en le rendant avide d'argent, l'avilissait devant le roi et la reine, qu'il voulait dominer. Les députés se défiaient de lui ; on l'entendit dans les derniers temps répéter ces mots : « Je paye bien cher les fautes de ma jeunesse !... Pauvre France ! on te les fait payer aussi! » Dans une conversation il disait : Vous ne m'aimez pas, je dis plus, vous ne m'estimez pas. Cependant regardez bien autour de vous : il n'y a que moi, moi seul qui puisse abattre l'anarchie qui va dévorer vous, vos amis, le trône, la France; il faut qu'on m'écoute, qu'on me suive, ou nous périssons tous. » Un jour, à Auteuil, seul avec Cabanis, son médecin et son ami, il s'écria : « Oh ! si j'eusse apporté dans la Révolution une réputation semblable à celle de Malesherbes !... Quelles destinées j'assurais à mon pays ! Quelle gloire j'attachais à mon nom ! »

Tout-puissant, Mirabeau n'en continuait pas moins de s'élever contre les mesures de rigueur et de combattre les partis exaltés. Dans une séance de février 1791, il prononça cette déclaration fameuse : « Je combattrai toute espèce de factieux qui voudraient porter atteinte aux principes de la monarchie, dans quelque système que ce soit, dans quelque partie de la France qu'ils



Retour de Varennes. — Arrivée de Louis XIV à Paris (25 juin 1791).

puissent se montrer. » Quelques jours après on s'occupait d'un projet de loi sur l'émigration. Mirabeau l'accusa d'être impraticable et barbare. C'était une sorte d'inquisition impraticable avec la liberté. Interrompu par des clameurs l'orateur s'écria : « La popularité que j'ai ambitionnée et dont j'ai eu l'honneur (violents murmures à l'extrême gauche), et dont j'ai eu l'honneur de jouir comme un autre, n'est pas un faible roseau; c'est dans la terre que je veux enfoncer ses racines, sur les bases inébranlables de la raison et de la liberté. Si vous faites une loi contre les émigrants, je jure de n'y obéir jamais. » La discussion devient de plus en plus agitée. L'extrême gauche recommence à murmurer. Mirabeau porte son terrible regard sur les bancs où Duport et les Lameth siégeaient avec une petite fraction de l'Assemblée, et du ton le plus imposant il dit : « *Silence aux trente voix*. J'ai toute ma vie combattu la tyrannie, et je la combattrai partout où elle sera assise. » Les ennemis de Mirabeau, fascinés par son autorité, lui obéissaient ou se taisaient; il aurait pu alors prévenir les excès qui suivirent. Dans l'Assemblée, le parti exalté ne comptait que trente membres. C'était une minorité bruyante mais faible qu'on pouvait dompter. Le danger venait des clubs, et Mirabeau se promettait bien de les supprimer.

Ces triomphes de Mirabeau furent les derniers. Usé avant l'âge par les plaisirs, il achevait la ruine de sa santé par le travail. Il ne cessait de parler, d'écrire, d'agir, lorsque tout à coup ses forces l'abandonnèrent.

Déjà malade dans la première quinzaine de mars, il n'en voulut pas moins continuer de prendre part aux travaux de l'Assemblée. Dans la nuit du 26 mars, ses douleurs se réveillèrent plus vives que jamais : sans écouter les conseils ni les prières, il voulut assister à la séance du 27; cinq fois il y prit la parole : il en sortit frappé à mort. Dès le lendemain, la maladie prenait une gravité effrayante. Tout Paris fut dans la plus vive inquiétude. Au moment de le perdre, on sentait tout le prix de cet homme à la parole si puissante. Sa porte ne cessa d'être assiégée. On barricada la rue de la Chaussée-d'Antin, où il demeurait, pour empêcher les voitures de troubler le malade. Le peuple s'arrachait les bulletins qu'on était obligé de publier plusieurs fois dans la journée. Il fallait les imprimer à mesure pour satisfaire la foule. Le roi envoyait tous les jours savoir de ses nouvelles. On aurait dit que Paris était sous le coup d'une calamité publique.

Quant à Mirabeau, malgré des souffrances atroces, il s'informait toujours de ce qui se passait à l'Assemblée nationale. Il parlait des affaires de l'extérieur; il s'occupait principalement des vues cachées de l'Angleterre. « Ce Pitt, disait-il, est le ministre des préparatifs, il gouverne avec ce qu'il menace plutôt qu'avec ce qu'il fait. Si j'eusse vécu, je crois que je lui aurais donné du chagrin. » Il eut une entrevue avec l'évêque d'Autun, Talleyrand. Il ne voulut pas d'autre médecin que son ami Cabanis. Un médicament sur lequel on comptait beaucoup ayant été impuissant : « Tu es un grand médecin, dit-il, mais il est un plus grand médecin que toi : l'auteur du vent qui renverse tout, de l'eau qui pénètre et qui féconde tout, du feu qui vivifie ou décompose tout. » La veille de sa mort il entendit un coup de canon : « Sont-ce déjà les funérailles d'Achille qui commencent? » Après une nuit alarmante, dès que le jour parut : « Mon ami, dit-il à Cabanis, je mourrai aujourd'hui. Quand on en est là, il ne reste plus qu'une chose à faire, c'est de se parfumer, de se couronner de fleurs et de s'environner de musique, afin d'entrer agréablement dans le sommeil dont on ne se réveille plus. » Puis il fit approcher son lit de la fenêtre, contempla avec ravissement l'éclat d'un soleil printanier et la fraîcheur renaissante de son jardin.

Pendant ce temps une horrible tragédie se passait au-dessus de sa tête. Son secrétaire, M. de Comps, se tuait, fou de douleur et de désespoir. Mirabeau l'envoie chercher. On monte. On frappe en vain à sa porte. On entend les cris de « oui, à la vie et à la mort, » puis un corps tombe. C'est celui de l'infortuné, qui s'est percé de cinq coups de couteau. On enfonce la porte, mais on essaye en vain de ramener à la vie le malheureux Comps. Il ne rouvrit les yeux et ne parla que pour indiquer où était une forte somme appartenant à Mirabeau, et cette somme Mirabeau venait de la lui léguer par son testament.

L'orateur, auquel on avait caché ces tristes détails, s'affaiblissait de plus en plus. Il priait ses amis de ne point le quitter, et demandait quelquefois qu'on le délivrât des souffrances qui lui brûlaient la poitrine. Il voulait de l'opium et on fut obligé de le tromper. Bientôt il eut un mouvement convulsif, tourna ses regards vers le ciel et rendit le dernier soupir (2 avril 1791) : il n'avait pas encore quarante-deux ans.

A la nouvelle de la mort de Mirabeau, la consternation fut générale. L'Assemblée nationale décida qu'elle assisterait tout entière aux funérailles, qui furent imposantes. L'église de Sainte-Geneviève fut érigée en Panthéon et destinée à la sépulture des grands hommes. Mirabeau y fut conduit par une foule immense sincèrement affligée. On s'interrogeait avec inquiétude sur l'avenir : « J'emporte dans mon cœur, avait dit l'illustre citoyen en mourant, le deuil de la monarchie, dont les débris vont être la proie des factieux. » Les événements ne devaient que trop tôt justifier ces funèbres paroles.

§ 12. FUITE DU ROI (20 JUIN 1791); AFFAIRE DU CHAMP DE MARS (17 JUILLET); CLÔTURE DE LA CONSTITUANTE (30 SEPTEMBRE).

Mirabeau disparu, le roi perdait l'espoir de négocier avec la Révolution; il ne songea plus qu'à la tromper. A ses yeux il n'était plus libre, et toute force lui manquait. Représentant d'un passé chaque jour battu en brèche, quel point d'appui assuré pouvait-il trouver au milieu de ces ruines croulantes, puisqu'il n'en voulait pas sincèrement chercher au sein de l'ordre nouveau ? La cour comptait cependant encore sur la fidélité de l'armée et sur les souverains étrangers épouvantés par le spectacle de cette Révolution prodigieuse qui jetait au monde entier de si brûlantes paroles et de si redoutables exemples. On revint donc à l'idée d'une fuite et de l'appel aux rois. Dès le mois de décembre 1790, le roi adressait des lettres secrètes à plusieurs puissances.

Le comte d'Artois et le prince de Condé, chefs de l'émigration, s'occupaient au dehors des moyens de délivrer Louis XVI; le premier entretenait avec l'empereur Léopold d'Autriche, de l'aveu du roi, des négociations qui aboutirent à une convention secrète. Les souverains d'Autriche, de Prusse, de Piémont, d'Espagne, la Suisse même s'engagèrent à faire avancer sur

les frontières du royaume pour y entrer à un signal donné, différents corps d'armée montant à cent mille hommes. (Conférence de Mantoue, mai 1791.) Un manifeste signé par les princes de la maison de Bourbon commencerait la guerre.

Ainsi Louis XVI autorisait le blocus et l'invasion de la France; mais auparavant il voulait être libre. Les projets d'évasion transpiraient dans le peuple; fort irrité du récent départ des tantes du roi pour l'Italie, il ne permettait pas que le prince s'éloignât un instant de Paris, même pour aller à Saint-Cloud. Le roi, au milieu de la surveillance, prépara son départ, et écrivit à Bouillé de préparer sa réception à Montmédy.

On découvrit une porte qui correspondait à un appartement abandonné et qui n'était point gardée. C'est par cette porte que dans la nuit du 20 juin le roi, la reine, le Dauphin, Madame Royale et sa fille, sa sœur Madame Élisabeth et la gouvernante de ses enfants Mme de Tourzel sortirent déguisés, par groupes séparés. La reine s'égara quelque temps; enfin ils se réunirent au petit Carrousel, où M. de Fersen les attendait. Un fiacre les conduisit à la barrière Saint-Martin, et de là un vaste carrosse, tenu tout prêt à Bondy, emporta toute la famille sur la route de Montmédy.

Paris n'apprit la fuite du roi qu'à huit heures du matin. On accusait la Fayette et Bailly de trahison, on les menaçait. Le général, entouré de gens fort irrités, eut recours à la plaisanterie. Un homme dit, en lui montrant le poing : « La France est ruinée! — Comment ruinée? répondit-il. La France a vingt-cinq millions d'habitants; la liste civile coûte vingt-cinq millions, chacun de nous gagne vingt sous à ce que Louis XVI nous dispense de la payer. » On rit et on laissa passer le général, qui alla donner des ordres de poursuite. Cependant les attroupements augmentaient. Les républicains demandaient à grands cris qu'on profitât de l'occasion pour proclamer la déchéance du roi. L'Assemblée, réunie à neuf heures, confirma les ordres de la Fayette, sans écouter les clameurs, s'empara aussitôt du pouvoir exécutif, laissé vacant, décréta la mise en défense des frontières et pourvut aux besoins de l'administration. Les ministres restaient au pouvoir, mais sous la main de l'Assemblée; 300 000 gardes nationaux étaient levés. Le plus grand calme présida à ces délibérations. Les mesures votées en quelques heures, l'Assemblée reprit stoïquement son ordre du jour : une discussion sur le Code pénal. La situation toutefois aurait pu devenir plus grave. Des bandes brisaient les emblèmes de la royauté, les enseignes qui portaient les noms de *roi*, de *reine*, de *prince*. Enfin l'Assemblée reçut, le 22, à dix heures du soir, un courrier annonçant que Louis XVI était arrêté.

Le roi, à peine sorti de Paris, avait montré beaucoup de confiance. Ne se voyant pas poursuivi, il se croyait sauvé. Le calme de la campagne rassurait toute la famille. Le roi ne craignait point de se montrer à la portière. Il perdit du temps. Il resta plusieurs heures à Étoges, chez le premier écuyer. On traversa Châlons sans encombre, mais on arriva en retard au bourg où le premier détachement devait se rencontrer. Las d'attendre, les hussards étaient partis, car leur présence agitait les habitants. A Sainte-Menehould, le maître de poste Drouet crut reconnaître le roi. Incertain cependant, il laissa partir la voiture; mais en voyant les dragons partir pour suivre la voiture et la multitude arrêter les soldats, il courut à Varennes. Il réveilla les autorités et barricada un pont sur lequel la voiture devait franchir la rivière. On sonna le tocsin, les gardes municipaux, les paysans arrivèrent, bien qu'on fût au milieu de la nuit. Drouet arrêta lui-même la voiture et fit descendre les voyageurs. Descendu chez le procureur de la commune, Louis XVI fut reconnu, insulté. Toute la nuit se passa en pourparlers entre le roi et le procureur de la commune, en agitations dans la petite ville. Un détachement de l'armée de Bouillé arriva, mais les barricades l'empêchèrent de pénétrer dans Varennes. Bouillé, averti, fit partir son régiment, et monta lui-même à cheval. Mais quand il arriva à Varennes, le roi et la famille étaient déjà sur la route de Paris. Un lieutenant de la Fayette, le jeune Romeuf, enfin arrivé, avait fait connaître au roi et remis au procureur de la commune un mandat d'arrestation. Désespéré d'avoir échoué dans son plan, Bouillé quitta son armée et passa la frontière. A Epernay, Louis XVI rencontra les commissaires de l'Assemblée nationale, Dormans, Pétion et Barnave. Pétion prit place sur le devant, entre Madame Élisabeth et Madame Royale. Barnave s'assit dans le fond, entre le roi et la reine. Le jeune Dauphin reposait alternativement sur les genoux des uns et des autres. Le voyage dura ainsi huit jours, la voiture toujours accompagnée à petits pas par les gardes nationales. Pendant la route, Barnave fut plein d'égards pour la famille royale, qu'il voyait si malheureuse. Profondément touché, depuis ce jour il essaya de reprendre le rôle de Mirabeau, et de sauver le roi en défendant la constitution à la cour, et la cour à l'Assemblée.

Louis XVI rentra dans la capitale au milieu d'une foule immense et silencieuse. On avait placardé en beaucoup de lieux cette affiche : « Celui qui applaudira le roi sera battu; celui qui insultera le roi, pendu. » L'ordre fut ponctuellement exécuté. Une foule immense reçut en silence et le chapeau sur la tête la famille royale, qui traversa les Champs-Élysées, au milieu d'une haie jusqu'aux Tuileries, où elle fut gardée à vue et réellement constituée prisonnière.

Le roi était par le fait suspendu de ses pouvoirs, mais en principe rien n'était décidé; on discuta, dans l'Assemblée, sa mise en jugement ou sa déchéance. Les constitutionnels, qui y dominaient encore, et qui, au dehors, avec Duport, Barnave, Lameth, s'étaient séparés des jacobins pour former le club modéré des *Feuillants*, s'y opposèrent; ils firent décréter seulement, malgré Robespierre, Buzot et Pétion, que, si le roi rétractait à l'avenir son serment de fidélité à la constitution, et se mettait à la tête d'une armée pour faire la guerre à la nation, il serait considéré comme ayant abdiqué. Mais ce n'était déjà plus assez pour ceux qui, en apprenant la fuite du roi, avaient dit : « Voilà notre grand embarras parti, » ou bien encore : « Si le roi nous a quittés, la nation reste. » La fuite du roi avait désappris le respect de la royauté et appris à se passer d'elle; de ce jour l'idée républicaine avait osé se produire ouvertement. Une pétition, rédigée en termes violents par les cordeliers et les jacobins, et qui sommait l'Assemblée de prononcer la déchéance de Louis, avait été portée le même jour sur l'autel de la Patrie, au champ de Mars, pour y recevoir des si-

gnatures. C'était le dimanche 17 juillet, une foule considérable était accourue de Paris et des environs. Les clubs s'agitaient; Santerre ameutait les hommes des faubourgs. L'Assemblée, inquiète de cette manifestation qui allait lui imposer des ordres, enjoignit au commandant général des gardes nationales et au maire de Paris de pourvoir à sa sûreté et de dissiper le rassemblement. La Fayette fit entrer ses troupes au champ de Mars et les rangea au pied de l'École militaire; Bailly amena les siennes par l'autre bout, du côté de Chaillot : on les reçut à coups de pierres. Un homme tira sur la Fayette, un autre sur Bailly. Le maire déploya le drapeau rouge et proclama la loi martiale. Une première décharge à poudre étant restée sans résultat, une seconde, à balle, jeta par terre des morts et des blessés. Ce premier sang versé pour le maintien de l'ordre public fut mortel à la popularité de Bailly, de la Fayette et de l'Assemblée; mais il imposa aux factieux. Danton, Camille Desmoulins s'enfuirent à la campagne. Marat se cacha. Pendant plusieurs jours Robespierre n'osa coucher dans sa maison.

Bailly.

L'Assemblée sentit depuis ce jour l'opinion populaire s'éloigner d'elle. Elle avait tort de s'en effrayer; mais fatiguée de si longs travaux, elle soupirait après sa propre retraite, que des voix impérieuses réclamaient déjà au dehors. Elle s'empressa d'achever la constitution. Le 14 septembre, le roi, jusqu'alors retenu aux Tuileries comme prisonnier, l'accepta; il se rendit à l'Assemblée, où il fut reçu comme dans les plus beaux jours, et en jura solennellement l'observation. L'Assemblée lui rendit ses pouvoirs; pouvait-elle lui rendre l'autorité morale qu'il avait perdue et imposer à son entourage la volonté de vivre loyalement avec les nouvelles lois? c'était là la question.



La Fayette.

La constitution définitivement arrêtée donnait le pouvoir législatif à une assemblée unique et permanente que le roi ne pouvait dissoudre, mais que des élections générales renouvelaient tous les deux ans, et qui avait seule l'initiative des lois. Elle laissait au monarque, avec le pouvoir exécutif, la faculté de suspendre pendant quatre ans les volontés nationales; mais ce droit de *veto* ne pouvait être exercé dans les questions de finances. Le corps électoral était divisé en assemblées primaires, qui, réunies aux chefs-lieux de canton, nommaient les électeurs, et en assemblées électorales qui nommaient les *députés* à l'Assemblée nationale, les *administrateurs* du département, ceux du district, et les *juges* des tribunaux. Les premières comprenaient les citoyens actifs, c'est-à-dire les citoyens âgés de vingt-cinq ans au moins, inscrits sur les rôles de la garde nationale, domiciliés de fait depuis un an dans le canton, et payant une contribution directe égale à la valeur locale de trois journées de travail. Les secondes étaient formées des citoyens propriétaires, usufruitiers ou locataires d'un bien donnant un revenu égal à la valeur locale de cent cinquante à deux cents journées de travail. Tous les citoyens actifs étaient éligibles. Les domestiques étaient exclus des assemblées primaires.

La constitution de 1791, qui conservait plus de deux millions d'électeurs, était odieuse à la cour et à l'Europe comme trop révolutionnaire; mais elle l'était aussi à la masse du peuple, surtout depuis le 17 juillet, comme trop aristocratique. Les uns lui reprochaient d'avoir ruiné tous les abus; les autres, d'avoir marqué une limite, quelque bas qu'elle l'eût placée, à l'exercice des droits politiques.

La Constituante finit dignement par des paroles de liberté et de concorde. Elle proclama une amnistie générale, supprima les entraves mises à la circulation, et effaça, pour rappeler les émigrés à la patrie, toutes les lois d'exception; mais ils ne l'entendirent pas.

La Constituante n'avait pas compté avec le temps, ce grand maître des choses humaines : elle a droit pourtant, malgré ses erreurs, à notre reconnaissance, car si quelques-unes de ses réformes politiques ont péri ou ont été depuis fort altérées, elle s'était si bien placée

dans le vrai, que presque toutes les réformes civiles ont survécu, consacrées par le Code Napoléon, dont les auteurs ont suivi les grands principes qu'elle avait posés.

Deux de ses membres s'étaient surtout signalés : Mirabeau par son éloquence impétueuse, Siéyès par son imperturbable logique. Elle est de Mirabeau, cette belle formule de l'ère nouvelle qui s'ouvrait pour les peuples : « Le droit est le souverain du monde. » Après eux on avait remarqué Mounier, Malouet, Cazalès, Maury, Barnave, les deux Lameth, Lally et Duport.

La Constituante avait commis une grande faute en interdisant la réélection de ses membres. Ce désintéressement imprudent allait priver l'Assemblée nouvelle des lumières et de l'expérience si chèrement acquises par les vétérans de la Révolution.

Publication de la loi martiale au Champ de Mars (17 juillet 1791). (Page 96, col. 1.)

CHAPITRE LXXII.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (30 SEPT. 1791-21 SEPT. 1792).

§ 1. LA NOUVELLE ASSEMBLÉE ; LA SOCIÉTÉ ; DÉCLARATION DE GUERRE A L'AUTRICHE (20 AVRIL 1792).



A nouvelle Constitution avait été faite ; mais c'était là le plus facile, ce dont on ne se doutait pas encore. Restait à la mettre en pratique. Louis XVI, avec le titre de roi des Français, 30 millions de revenus, le commandement des armées et le droit de suspendre les volontés nationales avait encore d'assez belles prérogatives. Mais se résignerait-il à ne plus regretter ce qu'il avait perdu? Louis XVI paraissait d'abord décidé à accepter et à pratiquer franchement la Constitution telle qu'elle était. « Je ne la regarde pas, disait-il à son principal ministre, alors Bertrand de Molleville, comme un chef-d'œuvre, tant s'en faut, mais je l'ai acceptée telle qu'elle est ; j'ai juré de la faire exécuter, je serai fidèle à mon serment. » La reine elle-même paraissait à peu près résignée. La part de la nation dans la Constitution était considérable. Elle n'avait de limite que dans le *veto* du roi ; mais le lendemain du jour où elle venait de recouvrer tous ses droits, reconnaîtrait-elle même des limites? L'émigration de presque toute la noblesse, le refus d'une partie du clergé de reconnaître la Constitution, en ce qui se rapportait à l'Église, autre émigration à l'intérieur, avaient enlevé entre la royauté et le peuple un intermédiaire nécessaire. C'était là, avec le mécontentement des souverains au dehors, le plus grand danger de la Révolution.

L'Assemblée législative, si pâle entre ses deux

grandes et terribles sœurs, la Constituante et la Convention, commença ses séances le 1er octobre 1791, pour les terminer le 21 septembre 1792.

Jamais on ne vit d'Assemblée plus jeune. Une grande partie des députés n'avait pas encore 26 ans. Ceux qui se distinguaient le plus par leur brillante éloquence étaient les députés de la Gironde, Vergniaud, Guadet et Gensonné. Ils avaient peu de confiance dans la cour, et ils marchaient, mais sans le savoir, à la République; ils devaient imposer à leur parti le nom de *Girondins*. Des républicains déjà décidés qu'on devait appeler Montagnards, parce qu'ils siégeaient, à l'Assemblée, sur les bancs supérieurs du côté gauche, formaient le parti le plus hardi. Les Feuillants ou royalistes constitutionnels, parmi lesquels Ramond, Girardin, Dumas, siégeaient à droite. Une masse indécise au centre reçut bientôt le nom de *Ventre*. Ainsi les royalistes constitutionnels, qui dans la Constituante avaient formé le parti avancé, se trouvaient dans la nouvelle Assemblée constitués en parti conservateur, presque rétrograde. Les Girondins avaient la majorité; malheureusement ils n'avaient pas toujours une vue bien nette des circonstances et ne surent pas conduire énergiquement les événements. Brissot, Pétion, Vergniaud, Guadet, Gensonné, Ducos, Isnard, Valazé, travaillèrent à renverser la royauté, mais en laissant aux partis extrêmes l'initiative de la République, que ceux-ci firent sanglante, et qu'eux peut-être ils auraient faite modérée.

Le milieu dans lequel avait à agir l'Assemblée nouvelle était bien changé depuis deux ans. L'aristocratie était en fuite, le clergé à l'écart, les lettres, la bourgeoisie sur la scène, le peuple, singulièrement intéressé, voulait tout voir et peut-être pousser les affaires. L'appui des Girondins était dans la société bourgeoise, éprise des idées nouvelles et qui offrait alors un aspect vraiment curieux. Les salons aristocratiques étant en effet déserts ou tristes, de nouveaux s'ouvraient plus libres de ton, moins rigides sur l'étiquette, où l'on agitait les questions du moment. Les femmes s'y passionnaient pour la Révolution et réchauffaient par le sentiment les raisonnements des hommes d'État. Elles commençaient à jouer un rôle des plus honorables pour quelques-unes, mais aussi des plus périlleux. Beaucoup payeront de leur sang cette généreuse influence et cet amour de la liberté.

Madame de Staël.

Les salons les plus renommés étaient alors ceux de Mme de Staël, fille du célèbre Necker, et de Mme Roland. Le salon de Mme de Staël, malgré l'esprit viril de celle qui le présidait, commençait à s'effacer comme le parti constitutionnel, qui avait abdiqué avec la Constituante. Necker n'avait pas tenu tout ce qu'il avait promis. Les restes de la noblesse et de la haute bourgeoisie qui s'y retrouvaient n'étaient pas toujours à l'aise. Les ministres du roi, Delessart, Duport, Dutertre, et les constitutionnels, s'y rencontraient.



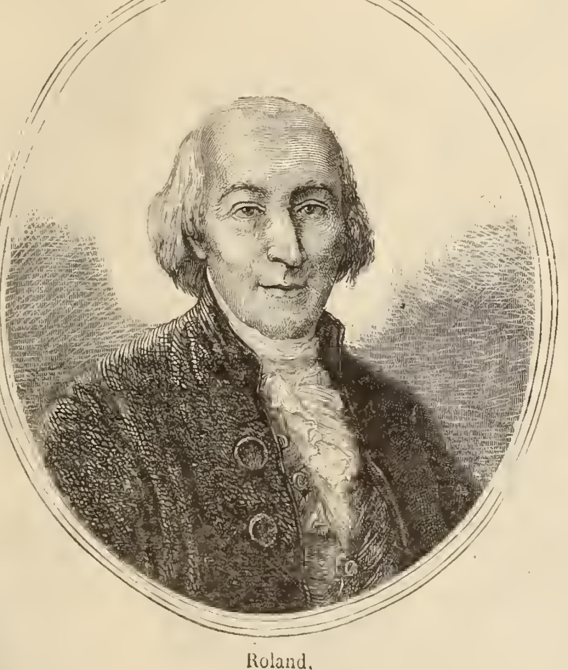
Madame Roland.

Le simple salon d'une simple bourgeoise, Mme Roland, commençait à éclipser déjà celui de la fille anoblie du riche banquier de Genève. C'était dans un petit hôtel de la rue Guénégaud, au troisième étage. Roland avait près de soixante ans, sa femme trente-six. Mais la différence d'âge n'empêchait point une affection mutuelle des plus vives et des plus sincères. Ancien inspecteur des manufactures, Roland avait consumé toutes ses forces dans les travaux et les voyages. Il recherchait les améliorations à introduire dans notre industrie. Il avait écrit *l'Art du Tourbier, l'art du Fabricant de laine*, et composé un dictionnaire des manufactures. Sa femme, d'une haute intelligence et d'un grand cœur, l'aidait dans son travail; elle copiait, traduisait, compilait pour lui. Fille d'un graveur, graveuse elle-même dans son enfance, élevée dans la modestie et l'activité, elle n'eut jamais les goûts frivoles de la vanité. Sa taille élégante et son visage coloré ne lui inspiraient aucun sentiment de coquetterie. Partagée

entre ses devoirs de mère et d'épouse, se mêlant à la vie laborieuse de son mari, elle n'employait ses loisirs qu'à l'étude. Comme toutes les femmes du temps, elle lisait Plutarque, Rousseau, Mably. Ce couple si simple et si heureux avait vécu longtemps en province, à Villefranche, près de Lyon. Roland parcourait alors les campagnes, faisant à la fois ses affaires et celles de la Révolution. Il s'en allait causant commerce et liberté, semant sur sa route les idées généreuses qui l'animaient, et sacrifiant quelquefois ses intérêts matériels à l'intérêt moral de ses concitoyens. La famille Roland vint à Paris en 1791, et, malgré sa vie retirée, fut bientôt appréciée, recherchée, chérie de ce qu'il y avait de plus honnête et de plus dévoué à la Révolution. Mme Roland devint la conseillère des députés, soutint les âmes faibles, et par le charme de sa conversation aussi bien que par l'élévation de son esprit exerça une véritable puissance. C'était là que devaient venir s'inspirer les Girondins.

Condorcet devint le Siéyès des Girondins. «Condorcet, dit M. Michelet, âgé alors de 49 ans, se retrouvait jeune de ces grands événements; il commençait une vie nouvelle, la troisième. Il avait eu celle du mathématicien avec d'Alembert, la vie critique avec Voltaire. Et maintenant il s'embarquait sur l'océan de la vie politique. Il avait rêvé le progrès; aujourd'hui il allait le faire, ou du moins se dévouer pour lui... Ce grand esprit était toujours présent, éveillé, maître de lui-même; sa porte était toujours ouverte, quelque travail abstrait qu'il fît. Dans un salon, dans une foule, il pensait toujours, il n'avait nulle distraction. Il parlait peu, entendait tout, profitait de tout.... Avec une contenance timide (comme celle du savant, toujours solitaire au milieu des hommes), il avait quelque chose de triste, de patient, de résigné.... Ajoutez qu'il avait passé sa vie dans l'ancien régime et qu'il en portait le poids. Il en avait traversé toutes les disputes, les grandeurs et les petitesses. Il en avait fatalement les contradictions. Neveu d'un évêque tout jésuite, élevé en partie par ses soins, il devait beaucoup aussi au patronage des la Rochefoucauld. Quoique pauvre, il était noble, titré, marquis de Condorcet. Naissance, position, relations, beaucoup de choses le rattachaient à l'ancien régime. » Dès juin 1791, il se prononça pour la République. On faisait courir le bruit qu'il allait être nommé gouverneur du dauphin. Il répondit qu'en ce cas il lui apprendrait surtout à se passer du trône.

Condorcet publia une brochure anonyme dans laquelle il raillait la monarchie constitutionnelle. C'était la *Lettre d'un jeune mécanicien* qui, pour une somme modique, s'engageait à fabriquer un excellent roi constitutionnel.



Roland.

« Ce roi, disait-il, s'acquitterait à merveille des fonctions de la royauté, marcherait aux cérémonies, siégerait convenablement, irait à la messe, et même, au moyen de certain ressort, prendrait des mains du président de l'Assemblée la liste des ministres que désignerait la majorité. Mon roi ne serait pas dangereux pour la liberté ; et cependant, en le réparant avec soin, il serait éternel, ce qui est encore plus beau que d'être héréditaire. »

Dans les salons c'étaient des théories; mais dans les clubs, qui prirent alors leur plus grand développement, elles allaient devenir des motions. Les *Feuillants*, où s'étaient réfugiés Lameth, Duport, Barnave, qui correspondaient avec la cour et se partageaient entre les salons de Mme de Staël et de Mme Roland, formaient un club sage autant que brillant, mais ils avaient le tort de montrer le dédain d'aînés pour les nouveaux législateurs. Le club des Jacobins, avec Bazire, Chabot, Robespierre, Merlin de Thionville, était le plus influent. C'était une véritable contre-Assemblée, qui s'agitait dans l'immense église des Jacobins, qui votait, tenait des registres de ses délibérations, correspondait avec les sociétés affiliées. Aux Cordeliers, Camille Desmoulins et Danton avaient essayé de les dépasser de violence, sans encore les remplacer. Eux aussi étaient retenus par leurs jeunes femmes, qui s'effrayaient de tous les périls et qui les détournaient autant que possible de se jeter dans la mêlée. Mais si elles triomphaient quelquefois, le plus souvent elles n'avaient point sur ces esprits exaltés l'influence adoucissante du foyer domestique.

L'esprit de l'Assemblée nouvelle se révéla dès le début par la discussion qui s'éleva pour savoir si les noms de *sire* et de *majesté* continueraient d'être donnés au roi. Les députés, quand le roi s'assit, s'assirent également, et Louis XVI en fut profondément humilié. Il rentra chez la reine en sanglotant. Mais bientôt de plus graves objets l'occupèrent. Trois grands dangers menaçaient la Révolution : les prêtres non assermentés, qui, par leur refus de prêter le serment civique, devenaient des causes de troubles dans les provinces ; les émigrés qui avaient fait de Bruxelles, de Worms et de Coblentz des foyers d'intrigues contre le pays ; enfin les puissances étrangères, qui, sans cesse obsédées par eux, dévoilèrent hautement leur intention de rétablir Louis XVI dans ses droits par la fameuse *déclaration de Pilnitz*, signée du roi de Prusse et de l'empereur Léopold (27 août 1791). La Constituante, comprenant combien il était difficile que l'esprit de sacrifice qui avait rendu immortelle la nuit du 4 août, devînt la règle de conduite de tous

ceux que la Révolution blessait, avait refusé d'entrer dans la voie des lois exceptionnelles; elle avait menacé, mais sans frapper. La Législative voulut frapper. Les prêtres non assermentés voyant leurs églises envahies, entraînaient, surtout dans la Bretagne et la Vendée, les paysans dans des lieux déserts et les excitaient à la résistance. Les émigrés, sur la frontière, rassemblaient des hommes, et les souverains armaient. L'Assemblée proposa que tout prêtre non assermenté fût privé de son traitement; que les émigrés qui ne rentreraient pas dans un délai fixé fussent déclarés conspirateurs, et les revenus de leurs biens perçus au profit de la nation, « sans préjudice toutefois des droits de leurs femmes, de leurs enfants et de leurs légitimes créanciers. »

Quant aux puissances, voici en quels termes l'Assemblée convia le roi à leur répondre : « Dites-leur que partout où l'on souffre des préparatifs contre la France, la France ne peut voir que des ennemis; que nous garderons religieusement le serment de ne faire aucune conquête ; que nous leur offrons le bon voisinage, l'amitié inviolable d'un peuple libre et puissant; que nous respecterons leurs lois, leurs usages, leurs constitutions, mais que nous voulons que la nôtre soit respectée. Dites-leur enfin que si des princes d'Allemagne continuent de favoriser des préparatifs dirigés contre les Français, les Français porteront chez eux, non pas le fer et la flamme, mais la liberté! C'est à eux de calculer quelles peuvent être les suites de ce réveil des nations. » (29 novembre 1791.) Le roi était

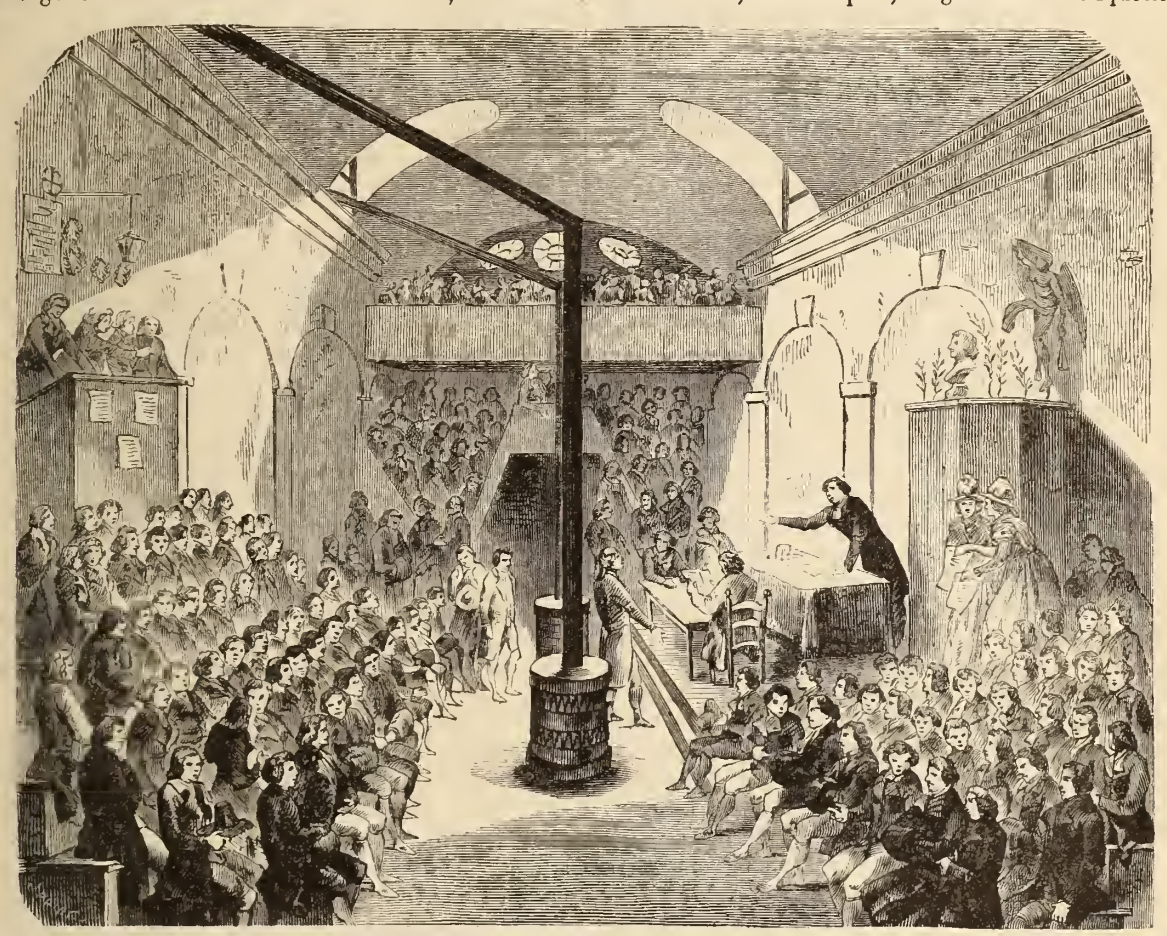


Salon de madame Roland.

mis pour la première fois à même, par les propositions de l'Assemblée, d'agir constitutionnellement. Les trois décisions sur les émigrés, les prêtres et les puissances étaient faites pour mettre ses bonnes intentions et en même temps sa conscience à l'épreuve. Le roi supplia son frère, et ordonna aux émigrés, dans des lettres publiques, de rentrer en France; mais il opposa son *veto* à la loi qui les frappait. Quant à la loi sur les prêtres, il déclara que sa conscience s'y opposait. Le mécontentement fut grand; la rupture commença entre le roi et l'Assemblée. Louis XVI reconquit cependant l'opinion en décembre, en annonçant lui-même à l'Assemblée qu'il demandait à l'empereur et aux princes allemands de retirer leurs troupes de la frontière, et en prenant pour ministre de la guerre Narbonne, qui organisa sérieusement la défense du territoire national. L'attitude des puissances était, on le sentait alors, la question capitale. Sans se prononcer explicitement encore, elles déclarèrent, par l'organe de M. Kaunitz, « la légitimité de la ligue des souverains réunis pour la sûreté et l'honneur des couronnes. » Il n'y avait guère à en douter cependant, les rois se coalisaient contre la France; ils voulaient commencer cette épouvantable guerre de vingt-trois années, qui ne fut pour eux, si ce n'est au dernier jour, qu'une longue suite de désastres, mais qui fit dévier la Révolution de ses voies pacifiques, exalta les passions en même temps que l'héroïsme, et couvrit la France de sang autant que de gloire.

A l'approche de la guerre, l'Assemblée législative, les clubs s'irritaient déjà. La défiance commençait

à naître. Si l'on voyait avec plaisir Narbonne appeler au commandement de 150 000 hommes mis sur le pied de guerre, Luckner, la Fayette et Rochambeau, on accusait le ministre des affaires, Dutertre, de traîner les affaires diplomatiques en longueur. On savait d'ailleurs que les ministres n'étaient pas toujours d'accord; et l'Assemblée, à tort ou à raison, croyait, à la veille peut-être de la guerre, devoir mettre les affaires en des mains sûres. « De cette tribune où je vous parle, s'écria Vergniaud (10 mars 1792), on aperçoit le palais où des conseillers pervers égarent et trompent le roi que la Constitution nous a donné; je vois les fenêtres du palais où l'on trame la contre-révolution, où l'on combine les moyens de nous replonger dans l'esclavage.... La terreur est souvent sortie, dans les temps antiques, et au nom du despotisme, de ce palais fameux; qu'elle y rentre aujourd'hui au nom de la loi, qu'elle y pénètre tous les cœurs; que tous ceux qui l'habitent sachent que notre Constitution n'accorde d'inviolabilité qu'au roi. » Louis XVI fut obligé d'appeler les Girondins au ministère: Servan fut mis à la guerre, Clavière aux finances, Dumouriez aux affaires étrangères. Le portefeuille de l'intérieur fut remis à l'intègre Roland. Quand Roland vint la première fois à la cour, il s'y présenta en chapeau rond avec des cordons aux souliers. Le maître des cérémonies crut rêver, il ne voulait pas le laisser entrer; il fallait pourtant laisser passer un ministre. Se tournant vers Dumouriez: « Eh! monsieur, point de boucles à ses souliers! s'écria, au désespoir, le gardien de l'étiquette.



Club des Jacobins.

— Ah! monsieur, tout est perdu! » répondit gravement Dumouriez. C'étaient là les deux ministres les plus importants. Dumouriez était un homme assez petit, qui avait cinquante-six ans, mais qui paraissait avoir dix ans de moins, leste, dispos et nerveux. « Sa tête, fort spirituelle, où brillaient des yeux pleins de feu, révélait sa véritable origine, la Provence, d'où venait sa famille, quoiqu'il fût né en Picardie. Son visage avait les teintes brunes d'un militaire éprouvé, non sans nobles cicatrices. En effet, Dumouriez, hussard à vingt ans, s'était fait sabrer, tailler en pièces en Pologne, en se défendant contre cinq ou six cavaliers, ne voulant pour rien se rendre. Il n'en avait pas moins langui dans les grades inférieurs; gentilhomme, il n'était pas de la noblesse de cour, la seule qui fût favorisée. Il se jeta dans les voies obliques, dans la diplomatie spéciale que Louis XV entretenait à l'insu de ses ministres. » Homme d'intrigues, et peu scrupuleux sur les principes, ne sachant trop quel parti adopter, il s'était fait Girondin; mais il était plus royaliste que ses collègues. Il chercha à gagner la confiance de Louis XVI et de Marie-Antoinette. De ministre des affaires étrangères, il ne tarda pas à devenir ministre de la guerre et l'âme du conseil.

Ce fut à ce nouveau ministère qu'arriva une note de M. de Cobentzel, ministre autrichien. Celui-ci, sur la demande d'une réponse catégorique au sujet des rassemblements de troupes sur les frontières, exigeait préalablement le rétablissement de la monarchie française sur les bases de la déclaration royale du 23 juin 1789.

C'était une insulte au roi et à la nation, à la Constitution jurée par l'un et faite par l'autre. Le roi, le 20 avril, après un conseil des ministres, vint à l'Assemblée, pâle et défait, proposer à l'Assemblée nationale la guerre contre le nouvel empereur, roi de Bohême et de Hongrie, François Ier.

§ 2. PREMIERS REVERS; JOURNÉE DU 20 JUIN 1792.

Dumouriez avait rédigé un habile plan de campagne, il voulait prendre l'offensive. Il comptait enlever aisément les Pays-Bas, récemment révoltés contre la maison d'Autriche. C'était frapper l'ennemi à l'endroit le plus proche où l'on pouvait l'atteindre. Tandis que Luckner défendrait l'Alsace, la Fayette, au centre de la frontière du nord, devait se porter de Givet sur Namur, et de Namur sur Bruxelles. Rochambeau, sur sa droite, devait envoyer ses officiers Biron et Dillon sur Mons et Tournay. Malheureusement l'armée était mal organisée; les officiers nobles désertaient et passaient à l'émigration; les soldats n'avaient pas confiance en ceux qui restaient. Le début fut malheureux. Tandis que la Fayette, seul sûr de son armée, marchait en avant, les soldats de Biron, à Quiévrain, prirent la fuite en s'écriant : « Nous sommes trahis ! » Plus loin, au sortir de Lille, les soldats, saisis d'une même panique, tuèrent leur général, Dillon.

Cet échec ébranla le ministère girondin. Clavière et Roland n'avaient point confiance dans Dumouriez, grande intelligence, mais homme de l'ancien régime. L'Assemblée déclara que la patrie était en danger, vota la formation d'un camp de 20 000 hommes sous la capitale et prononça la peine de la déportation contre les prêtres non assermentés. Le roi refusa de sanctionner ces dernières mesures; Roland lut, en plein conseil, au roi une lettre sévère, qui montrait toutes ses défiances. Dumouriez blâma la lettre, approuva le renvoi de Roland et des Girondins, et affronta les colères de l'Assemblée, où il vint lire son rapport comme ministre de la guerre. Accueilli par des huées, il finit par obtenir le silence. Ses remontrances irritèrent les députés. « L'entendez-vous, s'écria Guadet, il nous donne des leçons! — Et pourquoi pas? » répondit simplement Dumouriez, qui poursuivit sa lecture. Cette lecture achevée, il replia son Mémoire pour l'emporter. « Il fuit ! s'écria-t-on. — Non ! » reprit-il ; puis il remit le Mémoire sur le bureau, le signa, et traversa l'Assemblée avec le plus grand calme. « Vous allez être envoyé à Orléans (où siégeait la haute cour) ! lui dirent ses amis. — Tant mieux ! répondit-il; j'y prendrai des bains et du petit-lait, dont j'ai besoin, et je me reposerai. » Dumouriez, cependant, ne fut pas soutenu par le roi, qui lui refusa toujours la sanction des deux décrets, seul moyen de prévenir de grands malheurs; il donna sa démission, et il ne resta plus de Girondins au ministère.

C'était une rupture. Vergniaud attaqua le roi à la tribune, en donnant à entendre qu'il favorisait les progrès des Autrichiens, et l'Assemblée envoya aux quatre-vingt-trois départements la lettre de Roland. On y lisait entre autres ces mots : « Votre Majesté jouissait de grandes prérogatives qu'elle croyait appartenir à la royauté; élevée dans l'idée de les conserver, elle n'a pas pu se les voir enlever avec plaisir : le désir de les faire rendre était aussi naturel que celui de les voir anéantir. Ces sentiments, qui tiennent à la nature du cœur humain, ont dû entrer dans le calcul des ennemis de la Révolution ; ils ont donc compté sur une faveur secrète jusqu'à ce que les circonstances permissent une hostilité déclarée. Ces dispositions ne pouvaient échapper à la nation, et elles ont dû la tenir en défiance. » Ce moment fut le dernier où Louis aurait pu encore sauver sa couronne, en se mettant résolûment à la tête de la Révolution. Loin de là, il expédia alors un agent secret, Mallet du Pan, aux coalisés. On ignorait cette mission; mais nul ne doutait que « le comité autrichien » formé autour de la reine ne correspondît avec les ennemis. Pétion était maire de Paris. Républicain, il laissa partir de l'hôtel de ville les plus violentes motions contre la royauté. Ces motions, grossies encore dans les clubs, furent de là répandues dans le peuple par les mille voix de la presse, surtout par le journal de Marat, qui commença sa sanguinaire dictature, et désorganisa tout en semant partout le soupçon.

Il n'y eut pour ainsi dire plus alors de gouvernement. Le roi, la famille, étaient dans des transes continuelles; ils redoutaient le poison. « Il fut décidé, dit Mme Campan, que le roi et la reine ne mangeraient plus que du rôti, que leur pain serait apporté par M. Thierry de Ville-d'Avray, intendant des petits appartements, et qu'il se chargerait même de fournir le vin. » Le roi, plongé dans la tristesse la plus profonde, pendant dix jours n'articula pas une parole. Le sort de Charles Ier lui revenait souvent à la pensée. Louis XVI s'y résignait déjà, et relut l'histoire de ce prince infortuné. La Fayette écrivit à l'Assemblée une lettre sévère qui faisait voir en lui, par les défiants, un nouveau Cromwell. Les Girondins de l'Assemblée prononcèrent discours sur discours, et entretinrent les terreurs et l'agitation. Au-dessous, les Jacobins commencèrent à jeter des cris de fureur. Une députation de la grande ville de Marseille, ayant à sa tête Barbaroux, ajouta à cette effervescence les passions volcaniques du Midi. Pétion, moitié aux Girondins, moitié aux Jacobins, voyait tout et était prêt à tout souffrir.

La foule ne résista pas longtemps à l'appel du parti exalté. Le refus de sanction des décrets, le renvoi des ministres *patriotes*, les menaces des émigrés, l'insuffisance des mesures prescrites pour la défense du territoire, tout l'irritait. On résolut d'arracher par la force à Louis XVI ce que l'Assemblée ne pouvait obtenir de lui par ses instances. Le chef de l'émeute fut Santerre. « De race flamande, grand, gros et lourd, une espèce de Goliath, il avait, sans esprit, sans talent, ce qui remue les masses : les apparences du courage, du bon cœur et de la bonhomie. Il était riche, donnait infiniment, du sien sans doute, mais aussi, on peut le croire sans peine, l'argent que les partis, orléaniste ou autres, voulaient distribuer. Commandant du bataillon des Quinze-Vingts, il pouvait entraîner le faubourg ; on l'aimait. — Il donnait des poignées de main à tout venant, et quelles poignées de main ! Tout gros brasseur qu'il était, officier supérieur avec de grosses épaulettes, allant, venant par le faubourg sur son grand cheval, il n'en était pas plus fier avec le pauvre monde. Avec cela un fameux patriote, et d'une voix qu'on eût entendue de la barrière du Trône à la porte Saint-Antoine. » (Michelet.) Santerre avait pour complices Alexandre, commandant un bataillon du faubourg Saint-Marceau, le boucher Legendre, Fournier-Panis,

Sergent, etc. Le 19 juin, à minuit, se réunit un comité secret auquel, s'il faut en croire une déposition judiciaire, celle de la Reynie, assistait le maire de Paris lui-même, Pétion.

Le 20 juin, le peuple, armé de piques, s'assemble sous prétexte de fêter l'anniversaire du serment du Jeu de Paume, et, conduit par Santerre, s'avance vers l'Assemblée. Pétion avait paralysé même l'action du Directoire départemental, qui voulait maintenir l'ordre. L'Assemblée discutait; les orateurs s'élancent à la tribune, les uns voulant qu'on reçoive, les autres qu'on repousse la députation. Elle était de 8000 hommes. La porte est presque forcée. L'Assemblée consent enfin à recevoir la foule. Après qu'on eut lu la pétition, très-violente, elle défile devant elle en chantant le fameux *Ça ira*, aux cris de : *Vive la nation!* et de là, par la terrasse des Feuillants, elle marche aux Tuileries.

La foule arrive sous les fenêtres avec les mêmes cris, mais sans manifestations trop hostiles. Sortant du jardin par la porte du pont Royal, elle remonte le quai et vient se presser sur la place du Carrousel. Cette place était loin d'offrir l'immense étendue qu'elle a aujourd'hui. Elle était encombrée de maisons. La cour des Tuileries était divisée en trois cours distinctes, séparées par des murs et par des habitations. Le peuple se présente à la porte de la cour royale. Le roi, prévoyant ces tristes événements, avait envoyé la garde suisse à Courbevoie, afin d'empêcher une collision. Il n'avait autour de lui qu'un bataillon de garde nationale. Le peuple ne trouva donc pas d'obstacle. Les émeutiers traînèrent un canon jusqu'au vestibule, et le montèrent jusque dans les appartements, où se précipita la multitude à la suite. Au pied de l'escalier, un groupe d'honnêtes citoyens avait tenté d'arrêter Santerre, et lui avait fait des remontrances. Celui-ci s'adressa à sa troupe : « Messieurs, dressez procès-verbal du refus que je fais de marcher à votre tête dans les appartements du roi. » La foule, habituée à deviner ses intentions, culbuta les citoyens.

Le roi avait fait ouvrir les portes de la salle où il se trouvait. Presque étouffé par la foule, il dut monter sur une table dans une embrasure de croisée. Là, entouré à peine de quelques gardes nationaux, il résista avec une ferme constance à toutes les menaces de la multitude. On lui offrit un verre de vin, il le but; on lui présenta le bonnet rouge, il s'en coiffa; mais on ne put obtenir de lui la sanction des décrets. Aux cris de : « Point de *veto!* le camp sous Paris, » Louis XVI répondit : « Ce n'est ni le lieu, ni le moment; je ferai tout ce qu'exigera la Constitution. » Pendant ce temps, la reine et les princesses se tenaient tremblantes dans la salle du conseil, barricadées derrière une table et protégées par quelques gardes nationaux. Le petit dauphin portait un lourd bonnet rouge, sous lequel il succombait de chaleur. Le peuple défila devant les princesses, mais en respectant le malheur. Le château avait été envahi à quatre heures; Pétion n'arriva qu'à six. Il harangua le peuple, le loua de sa dignité, lui démontra que le roi ne pouvait accepter une pétition présentée à main armée, et finit par faire évacuer les appartements et les galeries.

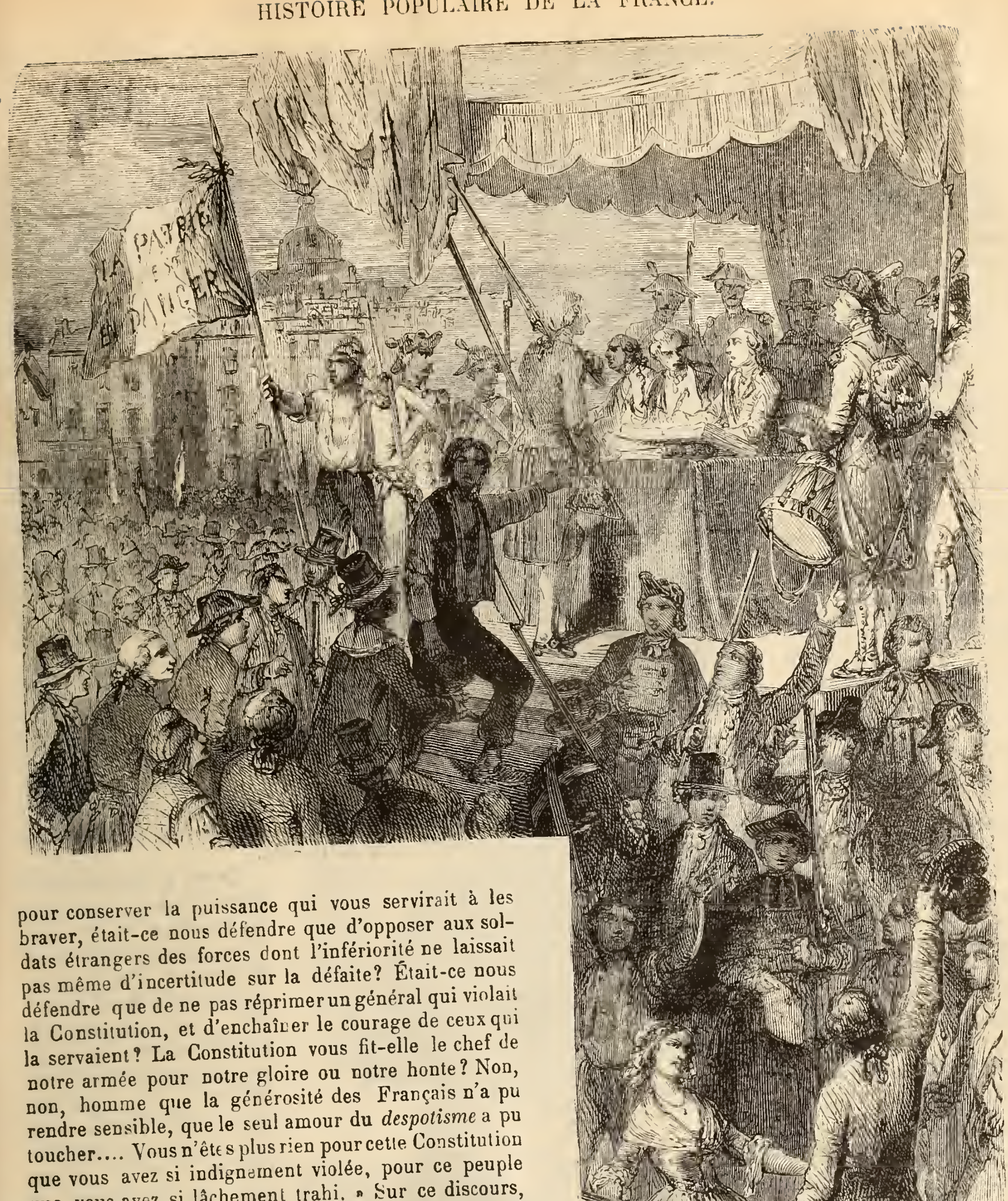
Le lendemain Pétion dissipa facilement un attroupement peu sérieux, et vint s'en vanter au château, où il se savait accusé. Le roi l'accueillit froidement. Rœderer, témoin oculaire, raconte ainsi cette scène : « Pétion s'approcha de Louis XVI, et après avoir parlé de la sédition du jour, revint à celle de la veille : « Je sais, « sire, que la conduite de la municipalité a été calom« niée, mais sa conduite sera connue de vous. — Elle « doit l'être de la France entière, répondit le roi. Je « n'accuse personne en particulier; j'ai tout vu. » M. Pétion répliqua : « Elle le sera, et sans les me« sures prudentes que la municipalité a prises, il au« rait pu arriver des événements plus fâcheux. » Ici le roi reprit la parole; mais M. Pétion, sans l'écouter, continua sa phrase, de sorte que le roi et lui parlèrent quelques instants tous deux ensemble. Je n'ai pas distingué les paroles qui se sont dites, si ce n'est ces dernières de Pétion : « Non pas votre personne, parce « que vous pouvez bien savoir qu'elle sera toujours « respectée, mais.... » Ici le roi perdit patience, et lui dit d'un ton absolu et d'une voix très-forte : « Tai« sez-vous! » Après un moment de silence, le roi reprit : « Est-ce la respecter que d'entrer chez moi, « armé, de briser mes portes et de forcer ma garde? « Ce qui s'est passé hier est un vrai scandale pour « tout le monde! » M. Pétion reprit : « Sire, je con« nais l'étendue de mes devoirs et de ma responsabi« lité. — Faites votre devoir, dit très-impérieusement « le roi; vous répondez de la tranquillité de Paris. « Adieu! » Le roi tourna le dos et se retira. » (Rœderer, *Chronique de cinquante jours.*)

Louis avait montré dans cette fatale journée du 20 juin, qui inaugurait le règne de la force, une noble fermeté. La Fayette, commandant une des armées à la frontière, quitta son armée et se rendit à Paris pour demander compte de cette violation de la demeure royale. Arrivé devant l'Assemblée, il fit ses remontrances, obtint les honneurs de la séance, et, malgré un discours de Guadet, fit renvoyer aux bureaux une proposition d'information contre les auteurs de la journée. Le Directoire municipal se préparait déjà à suspendre Pétion. La Fayette alla offrir ses services à la cour. Mais la cour se défiait de lui; elle l'accueillit froidement. Désespéré, il chercha à s'appuyer sur les Girondins pour fermer les Jacobins; il se vit également abandonné et repartit pour son armée. Proscrit lui-même deux mois après, il fut forcé de quitter ses soldats et la France. Il avait été la dernière espérance des constitutionnels : sa fuite annonçait le triomphe des républicains.

Cependant les choses se précipitaient comme d'elles-mêmes. Les nouvelles les plus graves arrivaient des frontières. Les Prussiens se mettaient en marche. La reine espérait être délivrée dans un mois. Mais le décret sur le camp de 20 000 hommes s'exécutait comme par enchantement; attirés par la passion ou le danger, des volontaires arrivaient de tous les départements même du Midi, et renforçaient le parti des exaltés. L'Assemblée rétablit dans ses fonctions le maire Pétion, un instant destitué, et ordonna que tous les volontaires passeraient par Paris, où ils seraient fêtés à l'anniversaire du 14 juillet. Dans le même moment, on apprit que Luckner, en Alsace, avait cru prudent de battre en retraite pour ne pas se laisser couper par l'ennemi, qui s'avançait sur la Lorraine. « O roi, s'écria Vergniaud dans un discours célèbre, ô roi qui, comme le tyran Lysandre, avez cru que la vérité ne valait pas mieux que le mensonge, qui avez feint de n'aimer les lois qu



La journée du 20 juin 1792. Invasion des Tuileries.



pour conserver la puissance qui vous servirait à les braver, était-ce nous défendre que d'opposer aux soldats étrangers des forces dont l'infériorité ne laissait pas même d'incertitude sur la défaite? Était-ce nous défendre que de ne pas réprimer un général qui violait la Constitution, et d'enchaîner le courage de ceux qui la servaient? La Constitution vous fit-elle le chef de notre armée pour notre gloire ou notre honte? Non, non, homme que la générosité des Français n'a pu rendre sensible, que le seul amour du *despotisme* a pu toucher.... Vous n'êtes plus rien pour cette Constitution que vous avez si indignement violée, pour ce peuple que vous avez si lâchement trahi. » Sur ce discours, l'Assemblée décrète que « la patrie est en danger, » et invite tous les citoyens à prendre les armes. Quelques jours après, dans le sentiment du danger et du dévouement commun, toute l'Assemblée se réconcilie et s'embrasse sur une proposition du député Lamourette. Réconciliation peu durable, dont il ne reste que l'expression de *baiser Lamourette*, baiser trompeur!

Le roi, le 14 juillet, jour du fameux anniversaire, vint prêter serment de sauver la patrie sur l'autel du champ de Mars; puis la proclamation que la patrie était en danger se fit avec un appareil imposant le 22 et le 23 juillet, au milieu d'un enthousiasme que malheureusement de plus tristes scènes allaient bientôt suivre.

« Ces deux jours-là, dit M. Mortimer-Ternaux, à six heures du matin, le canon d'alarme du parc d'artillerie établi sur le pont Neuf annonça par une salve

Les engagements volontaires.

de trois coups la sinistre proclamation. Toute la journée, il ne cessa de retentir d'heure en heure. Pendant ce temps, le rappel était battu dans tous les quartiers, et deux cortéges officiels parcouraient la ville.

« En tête de chaque cortége marchait un détachement de cavalerie avec trompettes, tambours, corps de musique et six pièces de canon. Puis apparaissaient à cheval douze officiers municipaux ; derrière eux était déployée une bannière tricolore sur laquelle étaient inscrits ces mots : « Citoyens, la patrie est en « danger ! »

« Au milieu des places, dans les carrefours, sur des amphithéâtres préparés d'avance, se dressaient des tentes ornées de banderoles tricolores et de couronnes de chêne ; une planche, posée sur des caisses de tambour, était destinée à servir de bureau pour l'inscription des volontaires. En arrivant à chacun des endroits désignés, le cortége s'arrêtait, le drapeau tricolore était agité, les tambours exécutaient un roulement, un officier municipal lisait l'acte du Corps législatif. Le gros du cortége reprenait ensuite sa marche, laissant les gardes nationaux de l'arrondissement déposer leurs drapeaux sur l'amphithéâtre et former un grand cercle au milieu duquel se rangeaient les volontaires à mesure qu'ils s'étaient fait inscrire. Durant les deux journées, les officiers municipaux suffirent à peine à recevoir les engagements....

« Saint et enivrant enthousiasme, vous auriez dû être sans mélange ! Toutes les passions, tous les délires des sectes politiques auraient dû expirer au pied de ces amphithéâtres, où l'amour de la patrie enfantait des héros! » (Mortimer-Ternaux, *Hist. de la Terreur.*)

§ 3. MANIFESTE DU DUC DE BRUNSWICK (25 JUILLET) ; JOURNÉE DU 10 AOUT 1792.

Ce fut une nouvelle imprudence des alliés qui vint exciter les passions et mettre en péril Louis XVI, qu'ils prétendaient sauver. Le 25 juillet 1792, le duc de Brunswick, général de l'armée prussienne, publia un manifeste où il déclarait entrer en France au nom des rois, pour rétablir Louis XVI dans ses droits et tirer la France du désordre. Il menaçait de traiter comme rebelles les villes qui oseraient se défendre, de faire fusiller les habitants pris les armes à la main, et, si les Tuileries étaient insultées, de livrer Paris à une exécution militaire, à une subversion totale. La France n'avait plus affaire seulement avec un souverain, mais avec le roi de Prusse, avec une nouvelle coalition. Le défi fut accepté.

Guadet.

Vergniaud.

Depuis longtemps les chefs des clubs étaient las de ce qu'ils appelaient la tiédeur de l'Assemblée, cachée sous d'éloquents discours. Danton, Marat, Robespierre, aux Cordeliers et aux Jacobins, demandaient la déchéance du roi. La famille royale formait elle-même des projets de fuite. Le 25 juillet, Pétion se rendit à l'Assemblée pour exiger la déchéance au nom des quarante-huit sections. On remit la discussion au 9 août. Mais ces sortes d'événements ne se passaient guère légalement. Le lendemain eut lieu la fameuse journée populaire, celle du 10 août.

Le roi se doutait depuis longtemps de quelque chose. La Fayette et M. de Liancourt avaient résolu encore de le sauver. Pétion, interpellé la veille dans l'Assemblée, avait annoncé des projets sinistres. Un comité insurrectionnel était en permanence ; ses membres, pour mieux réussir dans leur attaque, songèrent à fortifier le peuple indiscipliné par le secours de troupes régulières. De tous les points des départements accouraient des fédérés qui traversaient Paris pour aller aux frontières. On fit séjourner les fédérés marseillais, au nombre de 3000, et on leur accorda une solde de 30 sous par jour. Ces Marseillais s'étaient fait devancer par une terrible réputation. Pleins d'enthousiasme pour la Révolution, exaltés comme les hommes du Midi, ils fraternisaient avec les Parisiens les plus ardents. Ce sont leurs bataillons qui ont donné leur nom au chant patriotique que venait de composer à Strasbourg un jeune Franc-

Comtois, Rouget de l'Isle. Cet hymne à jamais célèbre, trouvé en face de l'ennemi, animait nos jeunes soldats à la victoire; les Marseillais allaient le prendre pour signal de l'émeute, et lui enlever son plus noble caractère[1]. Les fédérés marseillais n'avaient pas besoin d'être excités contre la cour, qui n'avait réellement plus d'espérance que dans les armées étrangères. Ils consentirent à l'attaque des Tuileries. Cette attaque fut décrétée par un directoire secret, formé par le comité central des fédérés. C'est là qu'on arrêta le plan de bataille. On ne sait où était Robespierre; Marat était dans la cave de Danton; Danton seul tonnait aux Cordeliers.

A minuit le tocsin sonne et on tire le canon d'alarme; le peuple des quartiers Saint-Marceau et Saint-Antoine s'assemble, et, le matin du 10 août, bien pourvu de canons, de fusils et de cartouches, avec plusieurs sections de la garde nationale, il enveloppe les Tuileries. Louis XVI, qui n'avait pas dormi de la nuit, avec sa famille et ses ministres, dans la salle du conseil, entouré des Suisses, de quelques nobles, d'une partie de la garde nationale, songe à se défendre, et passe dans la cour et dans le jardin la revue de sa petite armée; mais les gardes nationaux l'accueillent d'une manière hostile. Un plan très-bien conçu pouvait amener la victoire des royalistes. Mandart, l'énergique commandant de la garde nationale, était chargé d'attaquer les colonnes du peuple en queue pendant que les Suisses et quelques bataillons fidèles de la garde nationale les attaqueraient en tête. Mais on l'appelle à l'hôtel de ville. Après avoir remis à son fils l'ordre signé par Pétion de repousser la force par la force, il part et y trouve la municipalité dissoute et une municipalité toute révolutionnaire. Vivement blâmé, il est renvoyé, mais la foule l'attend à la porte de l'hôtel de ville, et le massacre. Cette mort désorganise la résistance. Les faubourgs Saint-Marceau et Saint-Antoine se joignent et marchent. Les Marseillais que Danton avait eus sous la main prennent la tête. Le roi, qui passait encore la revue de ses défenseurs, voit quelques canonniers et gardes nationaux faire défection. Rœderer conseille alors au roi, pour éviter l'effusion du sang, de se rendre à l'Assemblée. « Monsieur, dit la reine, vous répondez de la vie du roi et de mes enfants? — Madame, réplique le procureur-syndic, je réponds de mourir à vos côtés, rien de plus. » Le roi se décide, avant que l'attaque commence (à 7 heures du matin), à se réfugier au sein de l'Assemblée. Il s'y rend avec toute sa famille, non sans péril, car il fallait traverser la terrasse des Feuillants sous les piques de la populace, et comme l'Assemblée ne pouvait légalement délibérer, le roi étant dans son sein, on lui donna asile dans la loge du *logographe*, où il resta deux jours.

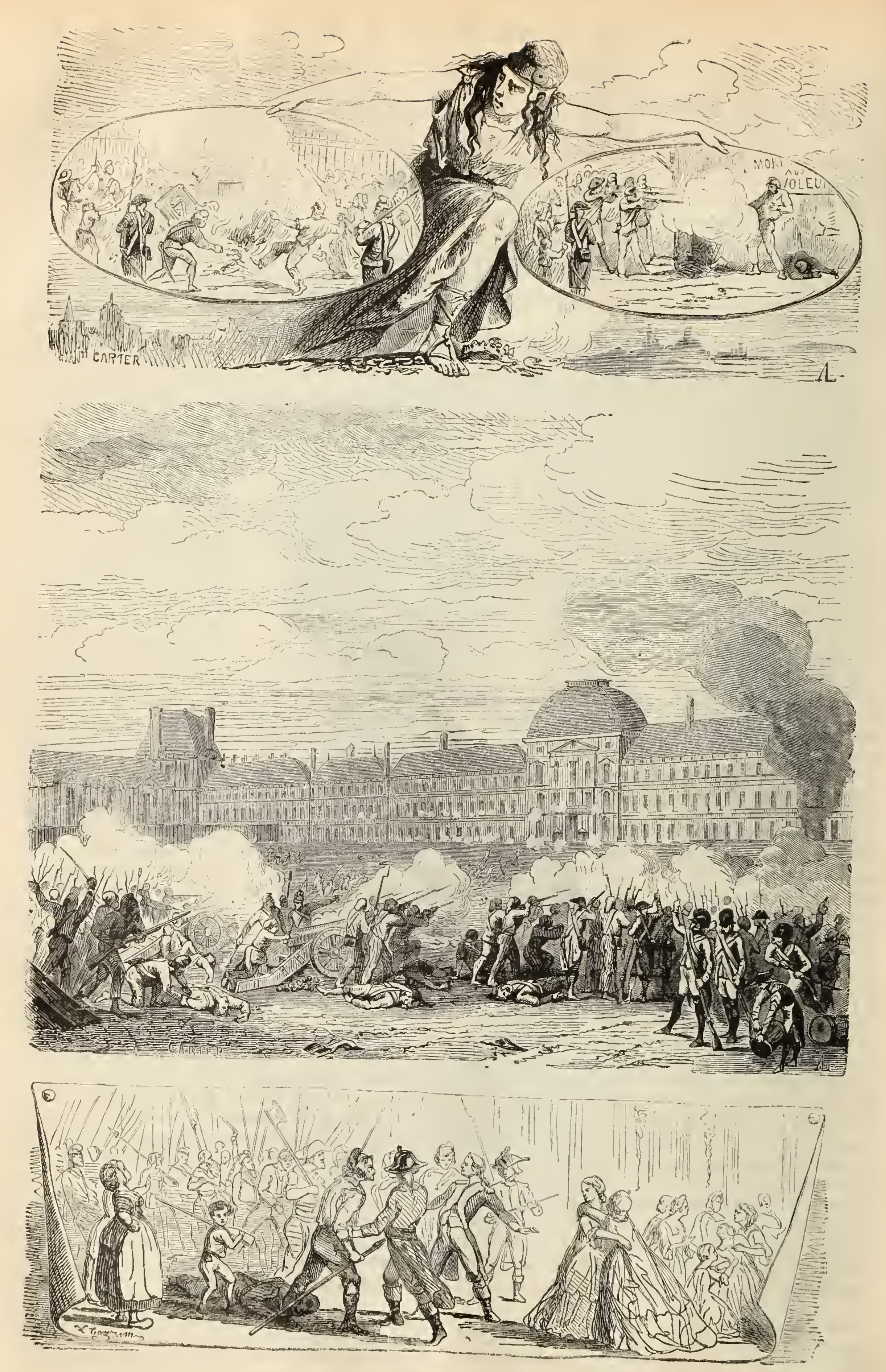

Pétion.

Pendant que l'Assemblée délibérait, on entendit aux alentours du château les premiers coups de fusil. « Messieurs, dit le roi, je viens de défendre aux Suisses de tirer. » Mais des ordres contraires s'étaient croisés. La fusillade redouble. Au même instant, la porte de la salle est attaquée et retentit de coups effrayants; des hommes armés se montrent à l'une des entrées. « Nous sommes forcés! » s'écrie un officier municipal. Le président se couvre. Cependant la lutte avait commencé entre les Suisses et les Marseillais. Après avoir laissé avancer ceux-ci jusqu'à l'escalier, les Suisses les repoussent, mais reçoivent l'ordre de cesser le feu. Les Marseillais reviennent; Westermann les commande; ils entrent dans le château, ils culbutent tout, et les vengeances populaires commencent.

« On massacra, dit Barbaroux, dans les appartements, sur les toits, dans les caves, les Suisses armés ou désarmés, les chevaliers, les valets, tous ceux qui peuplaient le château. » Les dames furent sauves.

« Le palais forcé, et le roi rendu dans le sein de l'Assemblée, dit Napoléon, qui, alors perdu dans la foule, fut témoin de ces déplorables désordres, je me hasardai à pénétrer dans le jardin. Jamais, depuis, aucun champ de bataille ne me donna l'idée d'autant de cadavres que m'en présentèrent les masses des Suisses, soit que la petitesse du local en fît ressortir le nombre, soit que ce fût le résultat de la première impression que j'éprouvais en ce genre. J'ai vu des femmes bien mises se porter aux dernières indécences sur les cadavres des Suisses. Je parcourus tous les cafés du voisinage de l'Assemblée; partout l'irritation était extrême, la rage était dans tous les cœurs; elle se montrait sur toutes les figures, bien que ce ne fussent pas du tout des gens de la classe du peuple; et il fallait que ces lieux fussent journellement remplis des mêmes habitués, car, bien que je n'eusse rien de particulier dans ma toilette, ou peut-être parce que mon visage était plus calme, il m'était aisé de voir que j'excitais

1. La *Marseillaise* n'a pas été composée par Rouget de l'Isle, comme on l'a dit, dans une réunion de famille, mais dans un immense banquet d'adieu. Au lieu du *Ça ira*, les soldats s'écrièrent : « Allons! Allons! » Rouget de l'Isle, enivré par l'enthousiasme, sortit, écrivit son hymne, paroles et musique, et le chanta devant l'assemblée, aux sentiments de laquelle il répondait si bien, et qui l'accueillit avec des transports frénétiques. Ce chant était destiné à faire le tour de l'Europe. Le *Ça ira*, le *Veillons au salut de l'empire*, *la Carmagnole*, étaient des chants purement séditieux.

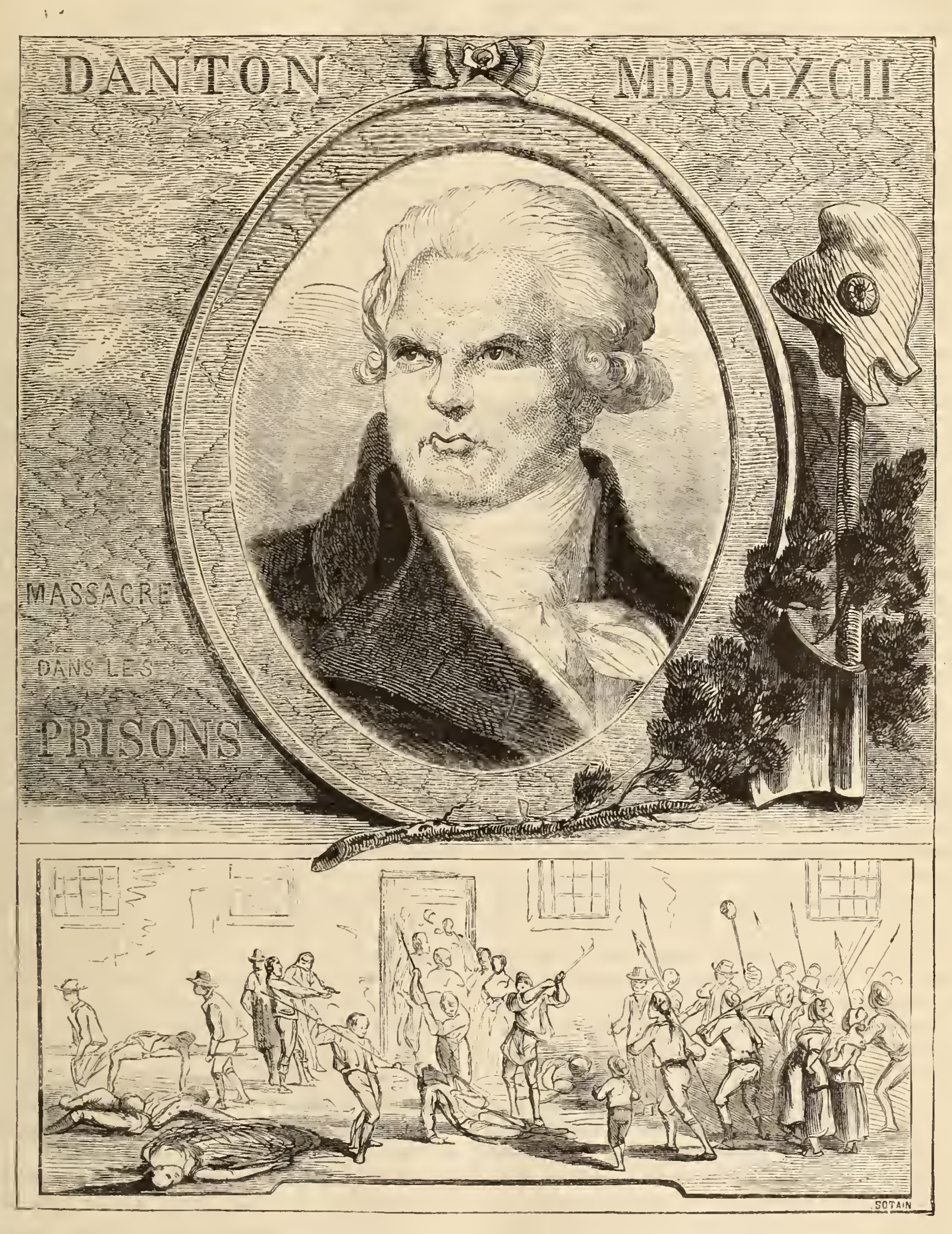


Journée du 10 août.

maints regards hostiles et défiants, comme quelqu'un d'inconnu et de suspect. » (*Mémorial de Sainte-Hélène.*)

Les vainqueurs vinrent défiler en triomphe devant l'Assemblée, et lui dictèrent deux ordres : déchéance du roi, convocation d'une Convention nationale. Elle obéit au second, non au premier, laissant cette lourde responsabilité à ses successeurs, et se contenta de suspendre le pouvoir exécutif.

Louis XVI ne sortit de l'Assemblée que pour être conduit à la prison du Temple. Paris avait dicté ses ordres aux députés de la France. Il avait détruit la Constitution, il dissolvait l'Assemblée législative. Le parti le plus énergique, celui de la Commune c'est-à-



dire celui des députés des sections qui s'étaient installés à l'hôtel de ville et avaient dirigé l'émeute, était le maître; il avait à sa tête Danton, ministre de la justice, le Mirabeau de la populace. L'Assemblée, docile aux inspirations de la Commune, rappela Roland, Clavière et Servan au ministère, et leur adjoignit Danton, Monge et Lebrun. Les dangers du dehors changèrent son énergie en fureur.

§ 4. PRISE DE LONGWY (20 AOUT) ET DE VERDUN (1er SEPT.); MASSACRE DE SEPTEMBRE (1792).

La commune de Paris, le lendemain du 10 août, s'était déjà emparée de la police, en composant à son gré un *comité de surveillance* présidé par Marat; et l'Assemblée avait été obligée, sous le coup d'une nouvelle émeute, de faire nommer, par les sections, un

tribunal extraordinaire chargé de juger les *crimes* du 10 août, circonstances et dépendances. Déjà les prisons s'emplissaient. A la frontière, la Fayette avait d'abord refusé obéissance au nouveau gouvernement; mais Dumouriez l'avait reconnu. Les soldats de la Fayette même avaient abandonné leur général, qui fut forcé de passer la frontière. Cette désorganisation était funeste en face de l'armée autrichienne et prussienne, qui était alors en marche pour pénétrer par les Ardennes au cœur du pays. On en sentit bientôt les tristes conséquences. Le 22, l'avant-garde des Prussiens, après une canonnade de quelques heures, entra dans Longwy et se dirigea sur Verdun. L'étranger était à 40 lieues de la capitale.

Cette nouvelle, tombée dans Paris et dans l'Assemblée, porta les imaginations au paroxysme de la colère et de la terreur. On propose dans l'Assemblée de se retirer au delà de la Loire. Danton démontre que livrer Paris, c'est livrer la France. Comme on tirait le canon, il s'écrie : « Le canon que vous entendez n'est pas le canon d'alarme, c'est le pas de charge sur les ennemis de la patrie. Pour les vaincre, pour les atterrer, que faut-il? *De l'audace*, *encore de l'audace*, et *toujours de l'audace !* » Mais Danton poussait l'audace jusqu'au crime. Il crut qu'avant d'aller vaincre les ennemis du dehors, il fallait exterminer ceux du dedans, au moins *faire peur aux royalistes.* Sur sa proposition, pendant quarante-huit heures les barrières furent fermées, et toutes les personnes suspectes par leurs relations avec la famille royale ou avec les émigrés furent arrêtées. Ce n'était pas assez. Le bruit se répandit que les prisonniers conspiraient, voulaient s'évader et tendre la main aux Prussiens, dont on annonçait l'arrivée dans trois jours. C'était alors que Danton tint conseil avec le comité de surveillance, Marat, Panis, Sergent, etc. Dès lors des mouvements étranges d'hommes qui vont et viennent, des préparatifs horribles annoncent de sinistres projets. Le 1er septembre, le bruit de la prise de Verdun se répand et ranime la fureur. Le 2 septembre, on tire le canon à midi pour rassembler les citoyens en armes au champ de Mars. On s'attendait à voir l'ennemi sous trois jours dans les environs de la capitale. Il fallait creuser des fossés, élever des retranchements. On s'y portait en foule, la ville était debout. La terreur était au fond des prisons, où des suspects, des gentilshommes, des bourgeois, des prêtres, des femmes étaient enfermés. Tout à coup quatre voitures de place traversent Paris, longent les quais; elles transportaient des prêtres prisonniers à l'Abbaye. Elles avaient beaucoup de peine, malgré l'escorte, à fendre la foule, qui insultait et menaçait les prisonniers. « Cette multitude, raconte l'unique prêtre échappé à ce massacre, l'abbé Sicard, cette multitude effrénée grossissait de la manière la plus effrayante, à mesure que nous avancions vers l'Abbaye par le pont Neuf, la rue Dauphine et le carrefour Bucy.... Enfin nous arrivons à l'Abbaye : des égorgeurs nous y attendaient. La cour était pleine d'une foule immense; on entoure nos voitures. Un de nos camarades croit pouvoir échapper, et s'élance au milieu de la foule : il est aussitôt égorgé. Un second fait le même essai : il fend la presse et allait se sauver, mais les égorgeurs tombent sur cette nouvelle victime et le sang coule encore. Un troisième n'est pas plus épargné. La voiture avançait vers la salle du comité; un quatrième veut également sortir : il reçoit un coup de sabre qui ne l'empêche pas de se retirer et de chercher un asile dans le comité. Les égorgeurs imaginent qu'il n'y a plus rien à faire dans cette première voiture : ils ont tué trois prisonniers, ils ont blessé le quatrième, ils ne croient pas qu'il y en ait un de plus; ils se portent avec la même rage sur la seconde voiture. » Vingt et un prisonniers périrent ainsi.

Maillard (c'était le chef de ces égorgeurs) dit alors à sa bande : « Il n'y a plus rien à faire ici, allons aux Carmes. » Dans l'ancien couvent des Carmes, situé entre la rue de Vaugirard et la rue Cassette, se trouvaient enfermés cent soixante prêtres arrêtés quelques jours auparavant au séminaire de Saint-Sulpice, dans la rue Cassette, à Vaugirard et à Issy. Parmi eux se trouvait l'archevêque d'Arles. Ces malheureux, entassés dans l'église, avaient quelque pressentiment du sort qui les attendait. Les clameurs d'une multitude furieuse, qui depuis quelques heures assiégeait le couvent, ne les avaient que trop avertis. Vers quatre heures, on fit sortir les prisonniers dans le jardin. Ils s'y promenaient à peine depuis quelques instants, que les portes sont enfoncées, et que des bandes d'hommes en haillons et à la mine farouche pénètrent dans les corridors et attaquent les malheureux prêtres sans défense. On les assomme à coups de crosse de fusil, on leur fend la tête avec des sabres, on tire sur ceux qui tentent d'escalader les murs. Un oratoire où se trouvait une statue de la Vierge et où un grand nombre de prêtres priaient agenouillés est le théâtre d'un affreux carnage. L'archevêque d'Arles reçoit plusieurs coups de sabre sur la tête et tombe. Un des assassins lui enfonce sa pique en pleine poitrine avec tant de violence que le fer ne peut en être retiré. Le massacre est suspendu, mais pour prendre plus de régularité. La bande de Maillard arrivait. On fit rentrer les survivants dans l'église, puis on les amena deux à deux devant quelques commissaires qui les renvoyaient par un corridor dans le jardin, où on les égorgeait. L'abbé Galais, qui depuis deux jours s'était fait l'économe des autres détenus, et qui n'avait pas eu le temps de régler ses comptes, prit son portefeuille, et s'adressant au commissaire Violette : « Monsieur, lui dit-il, je n'ai pu voir le traiteur pour lui solder notre dépense. Je ne crois pas pouvoir déposer en mains plus sûres ce que nous lui devons. Je vous prie donc de lui remettre ces 325 livres. » Puis il ajouta : « Je suis trop éloigné de ma famille, et d'ailleurs elle n'a pas besoin de moi Voici mon portefeuille et ma montre, veuillez en consacrer la valeur au soulagement des pauvres. » Il marcha ensuite à la mort. L'évêque de Beauvais avait été blessé par une balle. On le porta au tribunal, et de là dans le jardin, où il fut achevé.

Cent vingt prêtres perdirent ainsi la vie en moins de deux heures. Quelques-uns réussirent à s'échapper, les autres furent épargnés. Les cadavres furent dépouillés, puis inhumés le lendemain dans le cimetière de Vaugirard. Le fossoyeur avait reçu trois jours auparavant 300 livres, et l'ordre de creuser une vaste fosse.

En revenant des Carmes, Maillard entra au comité de la section des *Quatre-Nations*, et demanda du vin pour les *travailleurs*. Le comité leur accorda vingt-quatre pintes. Les assassins repartent aussitôt pour l'Abbaye. Les uns se constituent en tribunal, avec

Maillard pour président; les autres restent dans la cour pour exécuter les sentences. Après un interrogatoire sommaire, Maillard dit à chaque détenu : « Monsieur, *à la Force.* » C'est le mot convenu, et le malheureux, poussé hors du guichet, est livré aux sabres qui l'attendent. Les Suisses arrêtés du 10 août, le ministre Montmorin, Thierry, valet de chambre du roi, sont immolés les premiers. Sombreuil, vénérable vieillard, gouverneur des Invalides, va être massacré. Sa fille l'aperçoit, se jette sur son père, le presse dans ses bras, et supplie les bourreaux avec tant de larmes qu'ils s'arrêtent étonnés. Ils imposent à la courageuse jeune fille un sacrifice horrible : ils lui font boire un verre de vin où ils mêlent du sang et de la poudre. Elle boit, et son père est délivré aux cris de : « Vive la nation ! » On voudrait pouvoir douter de cette barbarie, mais elle a été attestée par Mlle de Sombreuil elle-même, qui de sa vie n'a pu supporter, depuis ce jour, même la vue d'un verre de vin. La fille de Cazotte parvient aussi à délivrer son père sans être obligée de subir cette épreuve affreuse. Quelques prisonniers échappent miraculeusement. M. Journiac de Saint-Méard doit son salut à la présence d'un homme qui connaît le signataire d'un certificat attestant qu'il n'avait pas quitté Paris comme on le lui reprochait. A la Force, la princesse de Lamballe, l'amie de la reine et célèbre par sa beauté, est traduite à demi évanouie devant ce tribunal odieux. Après plusieurs questions, on lui ordonne de jurer amour à la liberté et à l'égalité, mais haine au roi et à la reine. « Je fais le premier serment, répondit-elle, mais je ne puis faire le second, il n'est pas dans mon cœur. » On lui dit en vain qu'elle était morte si elle ne jurait pas. Elle refuse toujours, et, repoussée hors du guichet, elle est déchirée en lambeaux ; sa tête est promenée dans les rues jusque sous les fenêtres de la prison du Temple. La reine entendant un tumulte considérable, en demanda la cause : « C'est la tête Lamballe, » lui dit-on. Elle tomba sans connaissance. Après avoir égorgé les prisonniers politiques, les bandes égorgèrent les prisonniers de toute classe : à la Salpêtrière, les femmes; à Bicêtre, des pauvres, des fous, des enfants. Le chiffre des morts s'éleva à 966.

Que faisaient les ministres? Que faisaient la Commune, l'Assemblée, pendant ces horribles massacres? Les ministres étaient annihilés par le comité de surveillance et la Commune. Le 3 septembre, Roland donnait un grand dîner où *les événements du jour* faisaient le sujet de la conversation. Marat, Robespierre ont nié leur participation à ces massacres; mais il est maintenant établi qu'ils n'ont pas cessé de siéger au comité de surveillance. Au lieu d'envoyer des troupes pour disperser ces bandes féroces, peu nombreuses, ils députèrent des commissaires qui firent des harangues ou encouragèrent les *travailleurs.* On a retrouvé la pièce suivante :

SECTION DU LUXEMBOURG, 2 SEPTEMBRE 1792,
AN IV DE LA LIBERTÉ.

« Sur la motion d'un membre de purger les prisons en faisant couler le sang de tous les détenus de Paris avant de partir, les voix prises, la proposition a été adoptée. »

Le procès-verbal continue en ces termes : « Est survenue une députation de la section Poissonnière, avec un arrêté de la section, par lequel, considérant les dangers *éminents* de la patrie et les manœuvres infernales des prêtres, elle arrête : 1° que tous les prêtres et personnes suspectes enfermés dans les prisons de Paris, d'Orléans et autres, seront mis à mort; 2° que les femmes, enfants d'émigrés et personnes qui n'ont pas paru se montrer citoyens, seront mis sur une ligne en avant des citoyens qui partent sur les frontières, afin de garantir les braves sans-culottes des coups que pourraient porter les ennemis[1]. »

Pendant que l'abbé Sicard, réfugié au comité de la section des Quatre-Nations, attendait d'un hasard la mort ou la vie, on annonça un commissaire de la Commune. « Il entre, dit l'abbé Sicard, et adresse ces mots au comité : « La Commune vous fait dire que si vous « avez besoin de forces, elle vous en enverra. — Non, « lui répondirent les commissaires, tout se passe bien « chez nous (on massacrait). — Je viens, répliqua-t-il, « des Carmes et des autres prisons ; tout se passe également bien. »

Billaud-Varenne, haranguant les assassins, ne leur reprocha qu'une chose : d'avoir déshonoré une belle journée en volant. Il leur fit donner des bons de 24 livres. On a voulu faire disparaître les traces de ces payements. Mais on a retrouvé des quittances qui ne laissent plus le moindre doute sur le caractère de ces massacres qui s'étendirent dans les provinces.

A Reims, à Meaux, à Lyon, à Orléans, il y eut aussi des victimes ; à Versailles, 46. L'Assemblée, terrifiée et impuissante, n'avait pu rien arrêter. La Révolution, glorieusement commencée au nom des principes de justice et de fraternité, venait de se laisser marquer d'une tache de sang ineffaçable.

§ 5. VICTOIRE DE VALMY (20 SEPTEMBRE 1792); DÉFENSE DE LILLE; VICTOIRE DE JEMMAPES (6 NOVEMBRE).

Le courage de nos soldats permet de détourner les yeux de ces abominables scènes pour contempler l'une des premières victoires de nos longues guerres. Quelques jours après les massacres, Dumouriez, à la tête de la jeune armée française, gagnait la victoire de Valmy. 160 000 Prussiens ou Impériaux étaient partis de Coblentz le 10 juillet, divisés en plusieurs corps. La France n'avait à leur opposer que 96 000 hommes sans discipline, sans confiance dans eux-mêmes ni dans leurs chefs, et qui, il faut bien le dire, car les armées fermes et solides ne s'improvisent point, n'eussent pu empêcher l'ennemi d'arriver jusqu'à Paris, si l'ennemi eût été habile et la marche prompte. Le 22 août, il n'était encore qu'à Longwy, qu'il prit. Verdun ouvrit ensuite ses portes. Le commandant Beaurepaire y commandait. Le conseil municipal refusa de se défendre : « J'ai juré, s'écria Beaurepaire, de sauver la place ou de périr, je tiendrai mon serment ! » et, tirant un pistolet, il se fit sauter la cervelle dans la salle même du conseil (2 sept.). Un soldat refusa aussi de capituler. A l'approche des Prussiens, il déchargea sur eux son fusil. Saisi aussitôt, il fut laissé libre, quoique gardé à vue, en attendant qu'on décidât de son sort. C'était un beau jeune homme au regard assuré, à la contenance calme et fière. Près du poste où on le gar

1. Archives du palais de justice. Extrait des procès-verbaux des délibérations générales de l'Assemblée du Luxembourg.

dait était un pont de la Meuse : il gravit le parapet, reste un instant immobile, puis se précipite dans le gouffre et y meurt. Voilà où les âmes étaient alors montées.

Cet acte d'héroïque énergie fit-il réfléchir Brunswick? Il ne trouvait pas la France telle que les émigrés la représentaient; et quoiqu'il n'y eût pas une seule place forte entre son armée et Paris, il hésita à s'enfoncer au milieu de ce peuple irrité. Il s'étendit lentement derrière la Meuse; Dumouriez eut le temps d'accourir, et, montrant à ses lieutenants les défilés de l'Argonne : « Voilà les Thermopyles de la France ! » dit-il. Il les occupa, forma en arrière deux camps retranchés sous Reims et Châlons, un autre à Meaux, où on recevait



Bataille de Valmy (20 septembre 1792).

les soldats, qui accouraient de tous côtés. Deux mille volontaires sortaient chaque jour de Paris.

Cependant un des défilés fut forcé; la route de Châlons était libre. Dumouriez, au lieu de se réfugier sous cette ville, persiste à rester dans l'Argonne, pays de facile défense, et à s'établir au besoin sur les derrières des Prussiens. Ceux-ci s'arrêtent pour le combattre. Kellermann venait de le rejoindre. L'effort principal porta sur la butte de Valmy, où Kellermann avait pris position avec ses conscrits, que les émigrés appelaient des tailleurs et des cordonniers; mais il se trouva que ces courtauds de boutique respiraient, comme de vieux soldats, l'odeur de la poudre. Ces conscrits supportèrent le feu avec un sang-froid sur lequel l'ennemi ne comptait pas. L'action ne fut guère qu'une canonnade de plusieurs heures. Les obus ayant

mis le feu à quelques caissons des batteries françaises, l'explosion blessa ou tua beaucoup de monde, et il y eut un moment de désordre. Brunswick en profita pour lancer son infanterie en colonnes d'attaque. Mais Kellermann le laisse avancer sans tirer un coup de feu, puis se met au premier rang, et, au cri de *Vive la nation!* que toute la ligne répète, s'apprête à charger l'ennemi à la baïonnette. Ce cri immense qui se prolonge durant plusieurs minutes, cette fière attitude, arrêtent les Prussiens; le canon de Dumouriez laboure le flanc de leur colonne; ils redescendent à la hâte, et Brunswick fait cesser l'action.

Le lendemain de Valmy, la Convention se réunissait et proclamait la République. Sa première réponse aux négociations proposées par Brunswick fut digne du vieux sénat de Rome : « La République française ne peut entendre aucune proposition avant que les troupes prussiennes aient entièrement évacué le territoire français. » Les Prussiens, cruellement décimés par la disette et les maladies, commencèrent le 1er octobre leur mouvement pour sortir de France.



Statue de la ville de Lille, d'après Pradier.

Pendant que Dumouriez arrêtait à Valmy l'armée d'invasion, mais la poussait mollement dans la retraite, Custine, le long du Rhin, avait pris l'offensive, enlevé Spire, Worms, même la grande ville de Mayence. Sur les Alpes, Montesquiou conquit la Savoie, et Anselme le comté de Nice. Aux Pays-Bas, les Autrichiens concentrèrent tous leurs efforts sur la patriotique cité de Lille, dont la glorieuse défense mérite d'être connue dans tous ses détails.

La force, même à la guerre, ne se mesure pas au chiffre des baïonnettes, mais aux sentiments, à l'énergie morale de ceux qui les tiennent. Les Lillois avaient accueilli tout à la fois avec ardeur et sagesse les réformes de 1789; ils voulaient les garder, et ils savaient bien que le premier acte de l'ennemi victorieux serait de les détruire. Nulle part on ne connaît mieux, on n'aime plus la patrie qu'au contact de l'étranger. Nos plus patriotiques provinces sont celles qui bordent notre frontière. Lille, assise à notre extrême limite, souvent menacée, était bien cette belle et vaillante jeune femme que Pradier a représentée dans une des statues de la place de la Concorde, por-

tant si bravement l'épée de la France, dont elle garde une des portes. Le duc n'avait pu investir la place tout entière. Il n'attaqua sérieusement que les remparts qui couvrent la ville, entre les portes de Roubaix et de Paris, du côté opposé à celui où s'élève la citadelle.

Le 25 septembre, grande sortie pour chasser l'ennemi du faubourg de Fives. Les canonniers bourgeois, qui n'ont pas encore de besogne sur le rempart, ont voulu en être. Leurs femmes, leurs enfants les entourent, et il y a des larmes silencieuses dans bien des yeux. Mais les cris d'enthousiasme chassent ces craintes des faibles, et la colonne sort par la porte Saint-Maurice, engage pendant trois heures une lutte acharnée dans le faubourg, y tue une foule d'ennemis, et ne se retire que lentement, au pas, devant les masses profondes des Autrichiens, qui toutefois n'osent les poursuivre.

Le lendemain, 26, ouverture de la tranchée entre le village d'Hellemmes et le faubourg de Fives, à 350 toises du front de la Noble-Tour. Nouvelle sortie en



Bombardement de Lille (1792). (Page 113, col. 1.)

plein jour, par la porte de Paris. Le général Ruault conduit les troupes jusqu'aux lignes ennemies, les lance sur les travailleurs, qui, pris à l'improviste, sont tués ou chassés, pendant que les Lillois bouleversent leurs travaux. Les officiers du génie ayant reconnu la direction des tranchées, faisaient déjà travailler près du faubourg des malades à un ouvrage qui devait les prendre à revers, quand on reconnut que l'ennemi renonçait à une attaque régulière et voulait se venger de son impuissance par un bombardement. C'était une barbarie; car, à la guerre, tout mal inutile est une cruauté qui tache de sang le nom de celui qui l'ordonne. Le duc de Saxe-Teschen, averti de la retraite des Prussiens, et menacé de voir bientôt accourir sur lui l'armée victorieuse, savait bien que les bombes qu'il jetterait dans Lille ne lui en ouvriraient pas les portes, tant que son canon n'en aurait pas abattu les défenses, et pour cela le temps lui manquait. Le 29, au matin, un officier autrichien se présenta avec un drapeau parlementaire. Introduit les yeux bandés dans la place, il remit au général Ruault deux lettres, l'une pour lui, l'autre pour le conseil munici-

pal. C'était une sommation de rendre la ville, si l'on voulait éviter le bombardement. Il reçut en réponse les deux lettres suivantes :

« Monsieur le commandant général,

« La garnison que j'ai l'honneur de commander et moi, sommes résolus de nous ensevelir sous les ruines de cette place plutôt que de la rendre à nos ennemis ; et les citoyens, fidèles comme nous à leur serment de vivre libres ou de mourir, partagent nos sentiments et nous seconderont de tous leurs efforts.

« Le maréchal de camp commandant à Lille,

« RUAULT. »

La municipalité de Lille à Albert de Saxe.

« Nous venons de renouveler notre serment d'être fidèles à la nation, de maintenir la liberté et l'égalité, ou de mourir à notre poste. Nous ne sommes pas des parjures.

« Fait à la maison commune, le 29 septembre 1792, le premier de la République française.

« Le conseil permanent de la commune de Lille,

« ANDRÉ, *maire*, ROHART, *secrétaire-greffier*. »

L'officier autrichien avait à peine regagné ses avant-postes qu'une effroyable détonation ébranla la terre. Douze mortiers et vingt-quatre gros canons tirant à boulets rouges avaient éclaté à la fois. Le bombardement commencé ne s'arrêta plus. Bientôt le feu éclate en plusieurs endroits de la ville. Les églises ne sont pas même épargnées : celle de Saint-Étienne, celle de Saint-Sauveur s'écroulent avec leurs beaux clochers gothiques. Par un calcul que tout le monde comprend, les Autrichiens tirent de préférence sur le quartier Saint-Sauveur, qu'habitent les artisans. Mais on organise les secours : tandis que le colonel Giuscard fait mettre en batterie sur les remparts vingt-huit mortiers de gros calibre pour que nos bombes aillent aussi chercher, derrière leurs ouvrages, ces ennemis qui ne font pas une guerre de soldats ; on éloigne les femmes, les enfants, les vieillards qui peuvent sortir par la porte de la Barre ; chaque habitant place devant sa maison des vases pleins d'eau ; à tous les coins de rue des hommes se postent, qui suivent la direction des projectiles ennemis et qui, bientôt familiarisés avec cette vue, savent courir aux boulets rouges, les saisir avec des pinces de fer et les jeter dans les bassins. Les pompes manquaient ; celles de Béthune, d'Aire, de Saint-Omer, de Dunkerque, sont amenées en poste ; des citoyens de ces villes accourent pour servir sur les remparts, et, à chaque troupe nouvelle qui entre, l'enthousiasme de tous s'accroît.

Cependant l'œuvre de destruction s'accomplissait. Du 29 septembre au 6 octobre, les bombes, les boulets rouges ne cessèrent de pleuvoir sur la ville. Quatre cent cinquante maisons ou édifices publics furent incendiés, sept ou huit cents troués par les boulets. On dit que l'archiduchesse Christine, gouvernante des Pays-Bas, vint elle-même au camp contempler ce spectacle sinistre et animer les troupes. Le spectacle était beau, en effet, mais c'était celui que donnait un peuple héroïque, qui, à chaque ruine nouvelle dans sa cité, sentait non pas faiblir son ardeur, mais croître sa colère contre l'ennemi qui lui faisait cette guerre sauvage. On vient dire sur le rempart à un canonnier que sa maison brûlait ; il se retourne et voit les flammes : « Mon poste est ici, dit-il : feu pour feu ! » Le capitaine Ovigneur ne quittait point la muraille, quoique sa femme fût au terme de sa grossesse ; on accourt lui annoncer qu'elle va devenir mère. « Est-elle en sûreté ? » demande-t-il. On lui répond qu'elle a été conduite sur un point où n'arrivent pas encore les bombes. « En ce cas, je reste ici, » dit-il.

Il fallait bien que dans ces jours de deuil la gaieté française se retrouvât quelque part. Un boulet tombe dans la salle où le conseil de guerre tenait séance ; il y fut déclaré en permanence, comme l'assemblée. Une bombe énorme éclate dans la rue du Vieux-Marché-aux-Moutons, le perruquier Maës en ramasse tranquillement un éclat, s'en fait un plat à barbe, et, en plein air, au sifflement des boulets, y rase tout le voisinage. Le 6 octobre, le duc de Saxe-Teschen avait usé ses bombes et le temps qu'il pouvait rester impunément devant Lille ; il se retira ayant eu deux mille tués ou blessés.

La délivrance de Lille fut, après la victoire de Valmy, la consécration de la Révolution et de l'indépendance nationale : aussi eut-elle en France un retentissement égal. La Convention décréta que les habitants avaient bien mérité de la patrie. Elle vota pour eux deux millions, comme secours provisoire, et leur envoya une bannière d'honneur sur laquelle était écrit : « A la ville de Lille la nation reconnaissante. » Lille a pourtant attendu cinquante années un monument commémoratif de son courage. Aujourd'hui, au milieu de la grande place, s'élève une colonne cannelée qui porte la statue en bronze de l'héroïque cité. Sa main tient un boute-feu allumé, et la colonne a pour base les obusiers pris à l'ennemi. Mais longtemps auparavant, comme un brave mutilé qui est fier de montrer ses blessures, elle avait incrusté, au front de beaucoup de ses maisons, les boulets qui les avait frappées, et les plus petits des enfants savaient dire, en montrant ces glorieuses cicatrices et cette étrange parure : « C'est le bombardement. »

Quelque temps après, Dumouriez arriva avec l'armée de Valmy pour venger cette cruauté inutile. Il gagna la bataille de Jemmapes (6 novembre), qui lui donna les Pays-Bas. Le 13 novembre il entrait à Bruxelles. Un de ses lieutenants à Valmy et à Jemmapes avait été le fils du duc d'Orléans, plus tard le roi Louis-Philippe. Ainsi, dès la première campagne, la France nouvelle, formant sous le feu ses jeunes soldats, repoussait l'attaque des rois et mettait la main sur les terres à demi françaises que Louis XIV lui-même n'avait pu saisir. A Valmy, le grand poëte de l'Allemagne, Gœthe, se trouvait dans l'armée prussienne, non comme soldat, mais en curieux, car c'était moins une guerre que les coalisés croyaient faire qu'un voyage à Paris, une course rapide, et au bout une entrée triomphale. Il partageait leur confiance présomptueuse ; le canon de Valmy dissipa cette fumée. Le soir, au bivac, on demandait au poëte de chasser avec sa verve ordinaire les sinistres pressentiments qui déjà s'éveillaient. Mais ils l'avaient saisi lui-même ; il resta longtemps silencieux. Lorsqu'il parla enfin, sa voix était grave, solennelle, et il ne dit que ces mots : « En ce lieu et dans ce jour, commence une nouvelle époque pour l'histoire du monde. »



CHAPITRE LXXVIII.

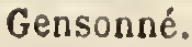
CONVENTION NATIONALE. (21 SEPTEMBRE 1792-26 OCTOBRE 1795.)

§ 1. LA MONTAGNE ET LA GIRONDE.



E 21 septembre, la Convention ouvrit ses séances dans la salle du Manége, Les députés étaient au nombre de 745. C'était beaucoup, au dire de certains Parisiens : « Pourquoi faire venir tant de gens pour gouverner la France ? murmuraient-ils. N'y en a-t-il pas assez à Paris ? » La capitale, en effet, qui depuis trois ans dirigeait la Révolution à force d'énergie, et enfin de violence, voyait arriver avec méfiance un grand nombre de députés éclairés, sages, modérés, réclamant contre le despotisme de la Commune et prêts à jeter dans la balance l'influence de quatre-vingt-trois départements. Les *Girondins*, qui formaient la majorité, songeaient à organiser solidement le nouveau gouvernement, et apportaient à l'Assemblée de grandes théories sur l'ordre social et l'ordre économique. Pour la plupart hommes de tribune, jouissant d'une fortune honnête, ayant reçu une éducation littéraire, ils




Gensonné.


Louvet.

croyaient qu'il ne restait plus aux citoyens qu'à honorer de leurs vertus la République triomphante, la nouvelle Athènes. Brissot et Pétion étaient les chefs mal obéis de ce grand parti qui n'eut qu'un tort, celui de l'indiscipline. Vergniaud, Guadet, Gensonné en étaient les éloquents défenseurs; Barbaroux, Louvet, la Source, Isnard, les vaillants soldats, toujours prompts à l'attaque, secouant par leur hardiesse la timidité de leurs collègues, les réveillant par leur fougue, faisant passer parfois leur vigueur et leur jeunesse dans l'âme indolente et fatiguée de leurs amis. Les Girondins siégeaient à droite, où avaient siégé, dans la Législative, les constitutionnels, les feuillants.

A gauche, sur les bancs les plus élevés de la salle, s'amoncelèrent les députés de Paris, élus sous l'influence des massacres de septembre, dont beaucoup portaient la responsabilité. On les connaît déjà : Robespierre, Danton, Billaud-Varennes, Fréron, Drouet, le duc d'Orléans, appelé désormais Philippe Égalité, le peintre David, le capucin Chabot, Couthon, Saint-Just,

Collot-d'Herbois. Nourris des idées de Jean-Jacques, ils rêvaient pour la France du dix-huitième siècle les vertus austères et quelquefois farouches du vieux temps de Rome et de Sparte; et dût la société périr dans cette épreuve, ils voulaient lui imposer leurs rêves. Enfin c'était Marat, qui siégea en *carmagnole*, en bonnet rouge et en sabots ou en bottes molles. » Les *Montagnards*, dit l'ancien ministre révolutionnaire Garat, avaient horreur de Marat, mais ils n'avaient pas horreur de s'en servir; ils le plaçaient au milieu d'eux, ils le mettaient en avant, ils le portaient en quelque sorte sur leur poitrine, comme une tête de Méduse.»

Entre les *Girondins* et les *Montagnards*, exclusifs dans leurs idées et dans leurs systèmes, représentant



Robespierre.

les uns la domination de la bourgeoisie, les autres celle de la populace, flottait une immense quantité d'hommes se défiant des uns, ayant horreur des autres, partageant les sentiments de la Gironde, désapprouvant sa mollesse et applaudissant à l'énergie de la Montagne. Ces hommes formaient ce qu'on appelait *la Plaine*, parce qu'ils étaient destinés à unir les deux partis extrêmes, beau rôle s'ils avaient pu le remplir, noble mission qui, bien comprise, eût épargné bien des crimes à la Révolution. On finit aussi par les appeler *le Marais*, dénomination insultante qu'ils ne méritèrent que trop par leur inertie. Sans caractère, sans force, ils ne surent point avec constance fortifier de leur masse imposante le parti de la modération. Accessibles à la peur, ils laissèrent condamner Louis XVI, ils livrèrent ensuite les Girondins, puis ils tombèrent eux-mêmes

sous les coups de ceux qu'ils avaient appuyés. Beaucoup de ces hommes cependant étaient honnêtes ; mais dans les révolutions l'honnêteté recule ou se cache, ne voulant pas se persuader qu'en laissant le champ libre à la violence, elle se rend coupable des crimes qu'elle n'a pas le courage d'empêcher.

La royauté avait succombé le 10 août. La Convention n'avait plus qu'à écrire dans la loi ce qui existait déjà dans les faits : son premier acte fut de proclamer la République. Un membre voulait que la motion fût solennellement discutée. « Eh ! s'écria Grégoire, évêque constitutionnel de Blois, qu'est-il besoin de discuter quand tout le monde est d'accord ? Les rois sont dans l'ordre moral ce que les monstres sont dans l'ordre physique ; l'histoire des rois est le martyrologe des nations. » On voit par ces paroles jusqu'où allait l'exaltation.

A peine installés, les députés de la Convention commencèrent à se déchirer. La Gironde et la Montagne essayèrent leurs forces. Il y avait entre elles la journée du 10 août, et surtout les massacres de septembre. Le ministère encore composé de Girondins, était mal à l'aise en face de la commune de Paris, au pouvoir des Montagnards. Ils s'accusaient réciproquement. L'Assemblée commença par prendre quelques mesures indispensables. Les précédentes Assemblées avaient déjà décrété la fabrication de 2 milliards 700 millions d'assignats : et il y avait de nouveaux besoins. La masse des biens nationaux s'augmentant tous les jours par l'émigration, il fallait émettre le papier qui les représentait, et on n'hésita pas à le faire. Une nouvelle création d'assignats fut donc ordonnée. Mais la propagation des désordres et du meurtre dans les départements ranima bientôt les passions.

La proposition faite par quelques députés de mettre à la disposition de la Convention les moyens de maintenir la sécurité publique fut le signal de la lutte. Les Montagnards accusèrent les Girondins de vouloir opprimer la capitale avec les départements. Ceux-ci répondirent en prêtant aux instigateurs des massacres des projets de dictature. Enfin, on mit des noms sur les visages. Les Girondins, Buzot, Barbaroux, accusent Robespierre et Marat de former avec Danton un triumvirat. Danton, avec sa franchise ordinaire, se défend le premier. « J'ai servi la cause de la liberté, dit-il, avec l'énergie de mon tempérament. Portez la peine de mort contre quiconque proposera la dictature ou le triumvirat. » Marat paraît à la tribune. Sa présence excite les plus violentes clameurs ; ce costume malpropre, cette figure jaune, ce rire sardonique, inspirent le dégoût : « A bas ! à bas ! » crient les députés. « J'ai, dit Marat, un grand nombre d'ennemis personnels dans cette Assemblée. — Tous ! tous ! » répondit-on. Il parvient cependant à se faire écouter ; il avoue hautement qu'il voulait un dictateur : « Mais, dit-il, la preuve que je ne voulais point faire de cette espèce de dictateur un tyran tel que la sottise pourrait l'imaginer, mais une victime dévouée à la patrie, dont nul ambitieux n'aurait envié le sort, c'est que je voulais en même temps que son autorité ne durât que peu de jours, qu'elle fût bornée au pouvoir de condamner les traîtres, et même qu'on lui attachât durant ce temps un boulet au pied, afin qu'il fût toujours sous la main du peuple. » En terminant, pour ramener à lui l'Assemblée, il s'appuya un pistolet sur le front. « J'avais de quoi rester libre, dit-il ; si vous m'aviez décrété d'accusation, je me brûlais la cervelle à cette tribune même. Voilà le fruit de mes travaux, de mes dangers, de mes souffrances. »

Les Girondins ne se tinrent pas pour battus, et Louvet lança une nouvelle accusation contre Robespierre. « Oui, s'écria-t-il en s'élançant à la tribune, oui, c'est moi qui t'accuse ! oui, j'ai une conjuration publique à dévoiler. » Son discours fut serré, véhément, souvent interrompu par les applaudissements ; il se résumait dans ces paroles vives, chaleureuses : « Oui, je t'accuse, Robespierre, d'avoir longtemps calomnié les plus grands patriotes ; je t'accuse d'avoir calomnié ces mêmes hommes dans les affreuses journées de septembre, c'est-à-dire dans ces temps où les calomnies étaient de véritables proscriptions. Je t'accuse d'avoir, autant qu'il était en toi, avili, persécuté les représentants de la nation ; je t'accuse de t'être continuellement produit comme un objet d'idolâtrie, d'avoir souffert que devant toi on te désignât comme le seul homme vertueux de France, le seul qui pût sauver la patrie ; et de l'avoir fait entendre toi-même ; je t'accuse d'avoir tyrannisé par tous les moyens d'intrigue et d'effroi, l'Assemblée électorale de Paris ; je t'accuse enfin d'avoir évidemment marché au souverain pouvoir. » Mais ces accusations trop prématurées ne reposaient sur aucune preuve solide. Robespierre, un moment décontenancé par la fougue de son adversaire, demanda un délai pour préparer sa défense. Sa défense fut un triomphe. Les Jacobins le soutenaient, le peuple des tribunes l'applaudissait. Il eut recours à ses moyens ordinaires : il disserta sur la puissance de la calomnie, repoussa les faits qu'on lui imputait en montrant que son influence n'était pas une dictature, prétendit que le 2 septembre était la suite du 10 août, puis il s'écria avec une fausse sensibilité : « On assure qu'un innocent a péri, un seul ; c'est beaucoup trop, sans doute. Citoyens ! pleurez cette méprise cruelle ! nous l'avons pleurée dès longtemps ; c'était un bon citoyen, c'était un de nos amis ! pleurez même les victimes qui devaient être réservées à la vengeance des lois et qui sont tombées sous le glaive de la justice populaire ! Mais que votre douleur ait un terme comme toutes les choses humaines. Gardons quelques larmes pour des calamités plus touchantes : pleurez cent mille patriotes immolés par la tyrannie ; pleurez nos citoyens expirants sous leurs toits embrasés et les fils des citoyens massacrés au berceau ou dans les bras de leurs mères ! pleurez donc l'humanité abattue sous le joug des tyrans !... La sensibilité qui gémit presque exclusivement pour les ennemis de la liberté m'est suspecte. Cessez d'agiter sous mes yeux la robe sanglante du tyran, ou je croirai que vous voulez remettre Rome dans les fers. » On passa à l'ordre du jour.

Les Girondins cependant se saisirent du pouvoir. Ils réussirent en effet à relever la force de l'administration. Le directoire du département, presque effacé par la Commune, fut réintégré dans ses attributions. La municipalité fut vivement battue en brèche. Danton sortit du ministère. A propos de pétitions qui demandaient qu'on veillât à la sûreté des prisons, Vergniaud prononça un discours véhément dans lequel il flétrissait la conduite des membres de la Commune « où les Parisiens aveuglés osent se dire libres ! » — « Ah ! ils ne

sont plus esclaves, dit-il, il est vrai, de tyrans couronnés, mais ils le sont des plus vils et des plus détestables scélérats. Il est temps de briser ces chaînes honteuses, d'écraser cette nouvelle tyrannie; il est temps que ceux qui font trembler les hommes de bien tremblent à leur tour! Je n'ignore pas qu'ils ont des poignards à leurs ordres. Eh! dans la nuit du 2 septembre, dans cette nuit de proscription, n'a-t-on pas voulu les diriger contre plusieurs députés et contre moi?... Mais qu'importe la vie au représentant du peuple quand il s'agit du salut de la patrie? Lorsque Guillaume Tell ajustait la flèche qui devait abattre la pomme fatale qu'un monstre avait placée sur la tête de son fils, il s'écriait : « Périssent mon nom et « ma mémoire, pourvu que la Suisse soit libre! » (Longs applaudissements.) Et nous aussi nous dirons : « Périssent l'Assemblée nationale et sa mémoire, pourvu « que la France soit libre! » Les députés se levèrent comme par une impulsion unanime en répétant avec enthousiasme le serment de Vergniaud. Les élections étaient faites par les Jacobins à haute voix pour intimider les faibles; on décréta qu'elles seraient de nouveau rendues secrètes. Tous les prisonniers enfermés sans mandat d'arrêt devaient être élargis. C'était porter un coup au comité de surveillance. Les Girondins suivirent la voie qu'ils s'étaient tracée, ils se firent nommer aux administrations. La Convention, qui exerçait le pouvoir, se divisa en plusieurs comités, comités de la guerre, des comptes, de législation, etc. Les membres du côté droit remplirent presque tous ces comités; dans le comité de constitution seul, tous les partis étaient représentés, ce qui malheureusement retarda longtemps le travail.

A ce moment, Dumouriez, qui avait si glorieusement repoussé l'invasion, vint à Paris pour concerter avec les ministres un plan d'invasion dans les Pays-Bas. Les succès militaires saluaient, malgré les troubles, l'avénement de la jeune République. Custine, descendant le Rhin, s'emparait de Worms et de Mayence, et entrait dans Francfort. Montesquiou, dans le Midi, entrait dans la Savoie et faisait occuper Nice par un de ses lieutenants. On prenait l'offensive. Il s'agissait de coordonner l'attaque : c'est ce que venait faire Dumouriez. On l'applaudit à la Convention, on l'applaudit aux Jacobins, mais les forcenés le décriaient. Il avait traité avec sévérité deux bataillons de volontaires qui avaient égorgé des déserteurs émigrés. Marat, qui se défiait de tout le monde et qui regardait Dumouriez comme un royaliste, demanda la permission d'interroger le général. C'était le 16 octobre; Dumouriez assistait à une fête rue Chantereine (aujourd'hui rue de la Victoire), dans la petite maison de Talma. Marat choisit ce moment pour lui faire subir un interrogatoire. « Une file de voitures, racontait-il le lendemain dans son journal, de brillantes illuminations, nous indiquèrent le temple où le fils de Thalie fêtait un enfant de Mars. Nous sommes surpris de trouver garde parisienne en dedans et en dehors. Après avoir traversé une antichambre pleine de domestiques, nous arrivâmes dans un salon rempli d'une nombreuse société. A la porte était Santerre, général de l'armée parisienne, faisant les fonctions de laquais ou d'introducteur. Il m'annonça tout haut dès lors qu'il m'aperçut, indiscrétion qui me déplut très-fort en ce qu'elle pouvait faire éclipser quelques masques intéressants à connaître. Cependant j'en vis assez pour tenir le fil des intrigues.... Conçoit-on que ce généralissime de la République, qui a laissé échapper le roi de Prusse à Verdun, et qui a capitulé avec l'ennemi, qu'il pouvait forcer dans ses camps et réduire à mettre bas les armes au lieu de favoriser sa retraite, ait choisi un moment aussi critique pour abandonner les armées sous ses ordres, courir les spectacles, s'y faire applaudir, et se livrer à des orgies chez un acteur avec des nymphes de l'Opéra?...

« Dumouriez est venu se concerter avec les meneurs de la clique qui cabale pour établir la république fédérative : voilà l'objet de son équipée. En entrant dans le salon où le festin était préparé, je m'aperçus très-bien que ma présence troublait la gaieté, ce qu'on n'a pas de peine à concevoir quand on considère que je suis l'épouvantail des ennemis de la patrie. » Qu'on s'imagine en effet Marat dans un bal, sa houppelande sale frôlant les robes éclatantes et ornées de fleurs, ses bottes molles résonnant sur le parquet, sa tête hideuse au milieu d'une foule de jolies femmes, on avouera qu'il y avait là de quoi effacer les sourires, assombrir les visages et faire pâlir jusqu'aux lustres qui éclairaient la fête. Marat dans son cynique journal invente une conversation tout en son honneur. Il ne parla pas du profond mépris avec lequel le traita Dumouriez. « Ah! c'est toi qu'on appelle Marat? » dit celui-ci en le toisant des pieds à la tête; puis il lui tourna le dos, s'expliquant avec les deux Jacobins qui accompagnaient Marat et qui avaient une mine, sinon plus honnête, du moins plus rassurante. La fête troublée languit; la plupart des députés et des officiers de la garde nationale se dérobèrent bien vite aux regards sinistres de Marat, qui ne devait pas manquer de dénoncer comme conspirateurs tous ceux que l'attrait du plaisir avait réunis par hasard. Le tribun, en se retirant, vit des soldats avec le sabre nu. Il ne s'en effraya pas, et le lendemain il terminait le récit de sa visite par cette menace à l'adresse des amis de Dumouriez : « Croyez que votre maître redoute bien plus le bout de ma plume que je n'ai peur des sabres de ses chenapans. » Dumouriez ne s'entendit, pendant son séjour, ni avec les Girondins, ni avec les Montagnards, mais il fit adopter son plan, qui consistait à envahir lui-même la Belgique, tandis que les autres généraux inquiéteraient les ennemis sur le reste des frontières.

§ 2. LOUIS XVI AU TEMPLE; SON PROCÈS; SA MORT. (21 JANVIER 1793.)

Les Montagnards soupçonnaient les Girondins de vouloir faire tourner la République à leur profit, et ceux-ci hâtaient l'élaboration de la Constitution dans l'espoir de ruiner leurs adversaires par le rétablissement de l'ordre légal. Pour exciter les passions, pour entraîner la Gironde à sa suite, pour creuser un abîme infranchissable entre la République et la monarchie, la Montagne demanda le jugement de Louis XVI.

Après la journée du 10 août, la famille royale avait été enfermée au Temple. Ce château se composait du prieuré ou ancien palais de l'ordre des Templiers, qui servait d'hôtellerie au comte d'Artois dans ses voyages à Paris. A côté s'élevait le donjon. « Sa masse abrupte et noire se dressait d'un seul jet du sol vers le ciel; deux tours carrées, l'une plus grande, l'autre plus petite, accolées l'une à l'autre comme un faisceau de murs portant chacune à leur flanc d'autres tourelles suspen.

dues, formaient le groupe principal de cette construction. De larges allées pavées circulaient autour du monument. Le jardin était souillé d'une végétation touffue de mauvaises herbes, sali de tas de pierres et de gravois, débris de démolitions. Une muraille haute et sombre comme le mur d'un cloître attristait cette enceinte en la renfermant de toutes parts. » Telle était la sombre demeure de la famille royale, logée non dans le palais, mais dans le donjon. Les chambres qu'elle occupait à différents étages étaient misérables et à peine meublées.

On n'avait laissé à la famille, pour la servir, que le valet de chambre Cléry, qui a raconté à la postérité les rigueurs qu'on fit subir au malheureux roi. Lui seul pouvait communiquer avec la famille, encore était-il surveillé et souvent rudoyé. Comme le roi ne savait aucune nouvelle, Cléry paya un crieur de journaux qui venait sous les murs du Temple annoncer à haute voix les principaux faits que contenaient ses feuilles. Cléry écoutait, retenait; et le soir, en tirant les rideaux du roi, murmurait les douloureuses nouvelles qu'il avait apprises. La vie de la famille royale était des plus simples et des plus tristes : « Le roi, dit Cléry, se levait ordinairement à six heures du matin; dès que je l'avais habillé, il passait dans la tourelle qui lui servait de cabinet de lecture. Cette pièce était très-petite, l'officier municipal restait dans la chambre à coucher, la porte entr'ouverte, afin d'avoir toujours les yeux sur le roi. Sa Majesté priait à genoux pendant cinq à six minutes, et lisait ensuite jusqu'à neuf heures. A neuf heures, la reine, ses enfants et Madame Élisabeth, montaient dans la



Marat chez Talma. (Page 119, col. 2.

chambre du roi pour le déjeuner. A dix heures, le roi descendait avec sa famille dans la chambre de la reine, et y passait la journée. Il s'occupait de l'éducation de son fils, lui faisait réciter quelques passages de Corneille et de Racine, lui donnait quelques leçons de géographie, et l'exerçait à laver des cartes. L'intelligence prématurée du jeune prince répondait parfaitement aux tendres soins du roi. La reine, de son côté, s'occupait de l'éducation de sa fille; les princesses employaient le reste de la matinée à coudre, à tricoter ou à travailler de la tapisserie. A une heure, lorsque le temps était beau, on faisait descendre la famille royale dans le jardin; quatre officiers municipaux et un chef de légion l'accompagnaient. A deux heures, on remontait dans la tour, où je servais à dîner, et tous les jours, à la même heure, Santerre venait au Temple, accompagné de deux aides de camp. Il visitait exactement les différentes pièces. Quelquefois le roi leur adressait la parole, la reine jamais. Après le repas, la famille se rendait dans la chambre de la reine. A la fin du jour, la famille royale se plaçait autour d'une table; le roi faisait à haute voix une lecture de livres d'histoire ou de quelques ouvrages bien choisis, propres à instruire et à amuser les enfants, mais dans lesquels des rapprochements imprévus avec sa situation se présentaient souvent et donnaient lieu à des idées bien douloureuses. Après le souper, le roi remontait un instant dans la chambre de la reine, lui donnait la main en signe d'adieu ainsi qu'à sa sœur, et recevait les embrassements de ses enfants; il allait dans sa chambre,

se retirait dans son cabinet, et y lisait jusqu'à minuit. La reine et les princesses se renfermaient chez elles. Un des officiers municipaux restait dans la petite pièce qui séparait leurs chambres et y passait la nuit, l'autre suivait Sa Majesté. Un des six commissaires chargés d'inspecter le Temple était le cordonnier Simon, qui devait martyriser si affreusement le fils de Louis XVI. Un des portiers de la tour, un nommé Rocher, avait une horrible figure. Vêtu en sapeur, avec de longues moustaches et un gigantesque bonnet à poil, il aimait à agiter avec un bruit sinistre ses lourdes clefs ou à souffler de la fumée du côté des princesses. La défiance et l'ignorance des gardiens étaient extrêmes. L'un d'eux voyant une table de multiplication qu'on expliquait au



Le roi à la barre de la Convention (11 décembre 1792). (Page 122, col. 1.)

jeune prince, prétendit qu'on lui apprenait à parler en chiffres, et s'opposa à ce que la leçon de calcul continuât. Leur insolence et leur cruauté allaient jusqu'à écrire des menaces sur la porte de la chambre du roi. Louis XVI, plus fait pour la vie privée que pour le trône, montra dans cette captivité un calme et des vertus qui eussent pu attendrir les plus farouches geôliers. »

La Constitution avait déclaré le roi inviolable et n'autorisait d'autre peine contre lui que la déchéance. Or, la déchéance était déjà prononcée; le droit légal était donc épuisé contre Louis. Mais la situation était extrême : malgré quelques succès, l'Angleterre menaçait; les Autrichiens, les Prussiens, repoussés allaient faire de plus grands efforts, et une coalition de

l'Europe entière était imminente. Il y a aussi comme une ivresse du péril; les esprits qu'une moralité inflexible ne retient pas s'exaltent et se perdent en face du danger. Merlin de Thionville proposa le premier la mise en jugement de Louis XVI. Des pétitions innombrables l'appuyèrent. Danton, en parlant des menaces des rois, s'écria : « Jetons-leur en défi une tête de roi. » Au club des Jacobins, Saint-Just, ami de Robespierre, avança même qu'il n'y avait pas besoin de jugement. Robespierre soutint cette doctrine à la Convention :

« Les peuples, dit-il, ne jugent pas comme les cours judiciaires : ils ne rendent point de sentences; ils lancent la foudre; ils ne condamnent point les rois, ils les replongent dans le néant. J'abhorre la peine de mort; mais Louis doit mourir, parce qu'il faut que la patrie vive. » Les Girondins auraient voulu sauver Louis XVI, mais ils craignaient de le voir massacrer dans une émeute et ne purent empêcher qu'on décrétât sa mise en jugement. La Convention s'érigea en tribunal. Cette question avait occupé trente séances, tant l'inviolabilité royale avait eu de défenseurs. Le sentiment de la gloire eût cependant pu adoucir les âmes. Vainqueur à Jemmapes, Dumouriez, vivant aux frais de la Belgique sans l'opprimer, était entré le 14 novembre dans Bruxelles, le 28 dans Liége. Mais il y avait des malentendus sur l'organisation de l'armée, entre le ministre de la guerre Pache et Dumouriez. Aux Alpes, Montesquiou, qu'on avait accusé de négocier avec la Suisse, s'était vu obligé d'émigrer. La crainte et la défiance étaient partout. On croyait combattre encore et vaincre en achevant la royauté.

Le 11 décembre, tout Paris était en armes. Le roi devait paraître à la barre de la Convention. Le maire de Paris et le procureur de la Commune vinrent chercher Louis Capet, comme ils appelaient Louis XVI. « Capet n'est pas mon nom, répondit le prince, c'est le surnom d'un de mes ancêtres. » Il marcha néanmoins, et monta en voiture. Un cortége militaire imposant l'accompagna pour le protéger contre la populace. Au moment ou on annonça le roi, Barrère, qui présidait l'Assemblée, dit aux députés : « Citoyens, l'Europe vous regarde. La postérité vous jugera avec une sévérité inflexible; conservez donc la dignité et l'impassibilité qui conviennent à des juges. Souvenez-vous du silence terrible qui accompagna Louis ramené de Varennes. » Quand Louis se fut assis, le président lut l'acte d'accusation, qui était fort long, et à chaque article demanda à Louis XVI ce qu'il avait à répondre. On lui rendait personnelles toutes les fautes de la cour. A chaque fait, le roi se contenta de le nier ou de le rejeter sur ses ministres. Il commit même la faute de nier l'existence de l'*armoire de fer*, qui venait d'être découverte par le ministre Roland. Mais quand on lui reprocha d'avoir, au 10 août, fait couler le sang du peuple, il s'écria d'une voix forte : « Non, messieurs, non, ce n'est pas moi ! » L'interrogatoire achevé, Louis fut ramené au Temple, et on lui signifia qu'il serait séparé de sa famille pendant toute la durée de la procédure.

Louis XVI avait obtenu non sans peine d'avoir des défenseurs Il désigna Tronchet et Target. Le dernier refusa. Alors Malesherbes, âgé de 72 ans, pour couronner une belle vie par une belle action, sollicita et obtint l'honneur dangereux de défendre son ancien maître. « Votre sacrifice est d'autant plus généreux, lui dit Louis XVI, que vous exposez votre vie et que vous ne sauverez pas la mienne. » Malesherbes avait présenté au roi, en 1787, un mémoire qui montrait l'urgence des réformes, si l'on voulait conjurer des catastrophes prochaines. Il n'avait pas été écouté; mais, en 1793, un jour qu'il vint au Temple, le roi se rappela ses paroles et voulut les relire. Malesherbes s'y refusa longtemps, sachant bien quels regrets inutiles elles soulèveraient. Louis insistant, il lui apporta ce travail; quand il revint le lendemain, le roi se jeta en pleurant dans ses bras. Les conseils s'adjoignirent De Sèze, alors âgé de 42 ans, avocat d'une élocution facile et brillante, qui fut chargé de porter la parole. Louis XVI comparut la dernière fois le 26 décembre à la barre de la Convention. Le plaidoyer de De Sèze, œuvre des plus remarquables, dura deux heures. Promenant ses regards sur l'Assemblée, l'avocat s'était écrié : « Je cherche en vous des juges, et je ne vois que des accusateurs. » Il termine en ces termes :

« Entendez d'avance l'histoire qui dira à la renommée : « Louis était monté sur le trône à vingt ans, et à vingt ans il donna sur le trône l'exemple des mœurs; il n'y porta aucune faiblesse coupable ni aucune passion corruptrice; il y fut économe, juste, sévère; il s'y montra toujours l'ami constant du peuple.

« Le peuple désirait la destruction d'un impôt désastreux qui pesait sur lui, il le détruisit; le peuple demandait l'abolition de la servitude, il commença par l'abolir lui-même dans ses domaines; le peuple sollicitait des réformes dans la législation criminelle pour l'adoucissement du sort des accusés, il fit ces réformes; le peuple voulait que des milliers de Français, que la rigueur de nos usages avait privés jusqu'alors des droits qui appartiennent aux citoyens, acquissent ces droits ou les recouvrassent, il les en fit jouir par ses lois; le peuple voulut la liberté, il la lui donna! Il vint même au-devant de lui par ses sacrifices; et cependant c'est au nom de ce peuple qu'on demande aujourd'hui.... Citoyens, je n'achève pas.... Je m'arrête devant l'histoire. Songez qu'elle jugera votre jugement et que le sien sera celui des siècles ! »

Mais les Montagnards étaient peu préoccupés de savoir si les accusations contre le roi étaient fausses ou vraies; ils demandaient tout haut sa mort comme une mesure de salut public. Lanjuinais fit en vain les plus courageux efforts pour obtenir qu'on annulât le procès du roi. Pendant douze jours les séances ne furent qu'une succession d'orages. Les Girondins, pour ne point faire douter de leur esprit républicain, firent rendre un décret qui punissait de mort quiconque essayerait de rétablir la royauté; les Montagnards demandèrent un décret qui frappait de la même peine ceux qui attenteraient à l'unité de la République. La Gironde obtint le bannissement de Philippe Égalité; mais la Montagne obtint un sursis à l'exécution de l'arrêt. Vergniaud, qu'on n'avait point encore entendu sur la grave question du procès, essaya de sauver Louis XVI en proposant de remettre son jugement au peuple. Il effraya l'Assemblée des conséquences du meurtre du roi, et son discours est un des plus éloquents qu'il ait prononcés :

« Je sais que dans les révolutions on est réduit à voiler la statue de la loi qui protége la tyrannie. Quand vous voilerez celle qui consacre la souveraineté du peuple, vous commencerez une révolution au profit de ses tyrans. Il fallait du courage, au 10 août, pour atta-

quer Louis dans sa toute-puissance! en faut-il tant pour envoyer au supplice Louis vaincu et désarmé? Un soldat cimbre entre dans la prison de Marius pour l'égorger; effrayé à l'aspect de sa victime, il s'enfuit sans oser la frapper. Si ce soldat eût été membre d'un sénat, pensez-vous qu'il eût hésité à voter la mort du tyran? Quel courage trouvez-vous à faire un acte dont un lâche serait capable! (Immense applaudissement.) N'entendez-vous pas tous les jours, dans cette enceinte et dehors, des hommes crier avec fureur : « Si le pain « est cher, la cause en est au Temple ; si le numéraire « est rare, si nos armées sont mal approvisionnées, la « cause en est au Temple; si nous avons à souffrir « chaque jour du spectacle du désordre et de la misère « publique, la cause en est au Temple ! » Ceux qui tiennent ce langage savent bien cependant que la cherté du pain, le défaut de circulation des subsistances, la disparition de l'argent, la dilapidation dans les ressources de nos armées, la nudité du peuple et de nos soldats, tiennent à d'autres causes. Quels sont donc leurs projets? Qui me garantira que ces mêmes hommes ne crieront pas, après la mort de Louis, avec une violence plus grande encore : « Si le pain est cher, si « le numéraire est rare, si nos armées sont mal ap- « provisionnées, si les calamités de la guerre se sont « accrues par la déclaration de l'Angleterre et de l'Es- « pagne, la cause en est dans la Convention, qui a « provoqué ces mesures par la condamnation précipitée « de Louis XVI? » Qui me garantira que dans cette nouvelle tempête, où l'on verra sortir encore de leurs repaires les tueurs du 2 septembre, on ne vous présentera pas tout couvert de sang et comme un délibérateur ce défenseur, ce chef que l'on dit être si nécessaire? Un chef! ah! si telle était leur audace, ils ne paraîtraient que pour être à l'instant percés de mille coups. Mais à quelles horreurs ne serait pas livré Paris: Paris, dont la postérité admirera le courage héroïque contre les rois et ne concevra jamais l'ignominieux asservissement à une poignée de brigands, rebut de l'espèce humaine, qui s'agitent dans son sein, et le déchirent en tous sens par les mouvements convulsifs de leur ambition et de leur fureur!...

« Mais non! ils ne luiront jamais sur nous, ces jours de deuil. Ils sont lâches, ces assassins. Ils sont lâches, nos petits Marius. Ils savent que s'ils osaient tenter une exécution de leurs complots contre la sûreté de la Convention, Paris sortirait enfin de sa torpeur; que tous les départements se réuniraient à Paris pour leur faire expier les forfaits dont ils n'ont que trop déjà souillé la plus mémorable des révolutions.... En tout cas je déclare, quel que puisse être le décret rendu par la Convention, que je regarderai comme traître à la patrie celui qui ne se soumettra pas. Que si, en effet, l'opinion de consulter le peuple l'emporte, et que des séditieux, s'élevant contre ce triomphe de la souveraineté nationale, se mettent en état de rébellion, voilà votre poste ; voilà le camp où vous attendrez sans pâlir vos ennemis. »

La discussion fut close le 7, et on se reposa pendant huit jours avant de poser les questions et de procéder au vote. Ces huit jours furent bien employés par la Montagne et par les Jacobins. Paris sembla comme à la veille d'une guerre civile. Les deux partis s'effrayèrent l'un l'autre en se supposant de sinistres projets. Le 14, enfin, on posa trois questions :

1° Louis est-il coupable de conspiration contre la liberté de la nation et d'attentat contre la sûreté générale de l'État?

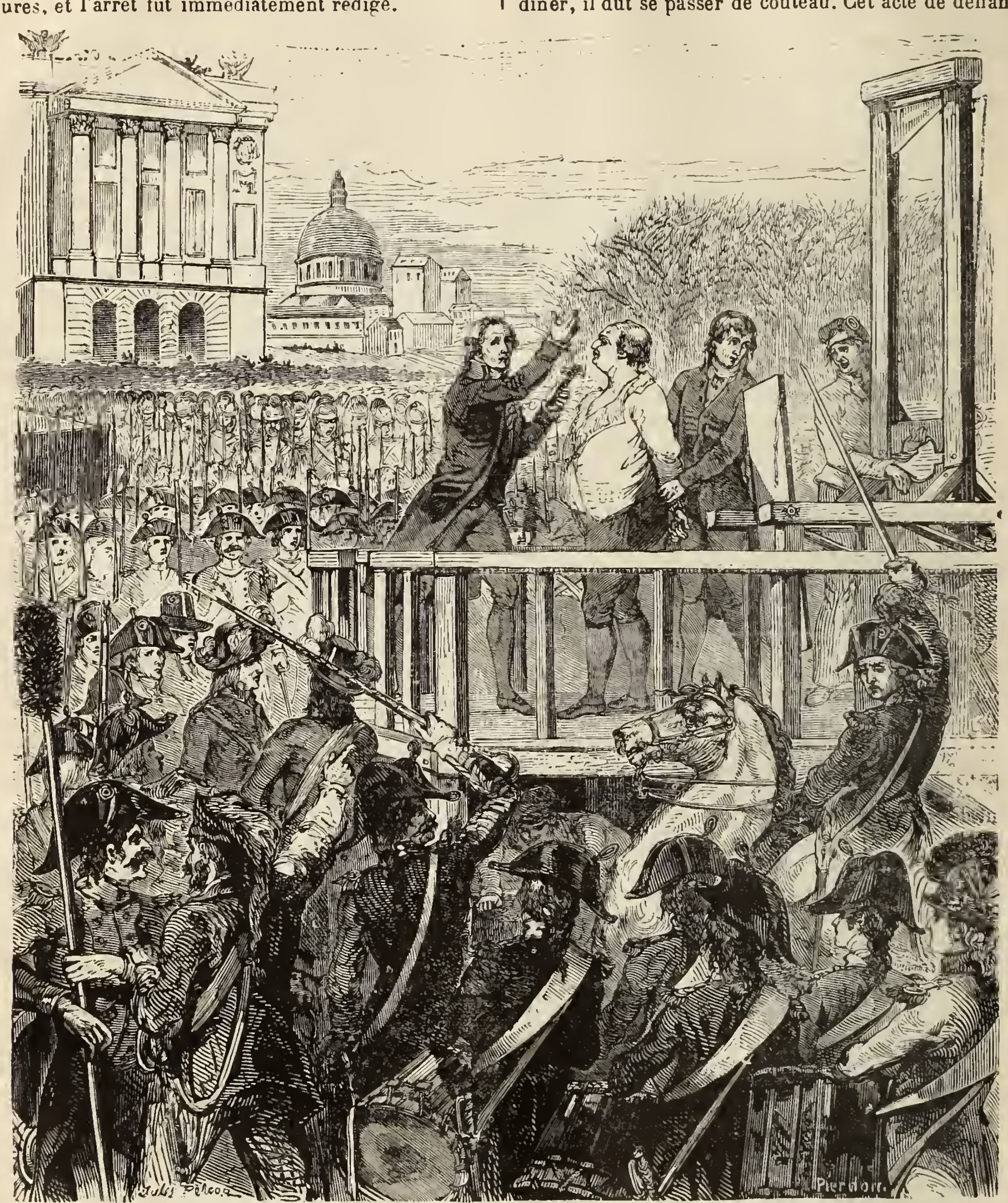
2° Le jugement qui sera rendu sur Louis sera-t-il soumis à la ratification du peuple réuni dans ses assemblées primaires?

3° Quelle peine Louis, ci-devant roi des Français, a-t-il encourue?

On décida que chaque membre viendrait à la tribune prononcer son vote, pourrait le motiver, et le déposerait par écrit et signé. Les Jacobins avaient entouré la salle de leurs séides, qui remplissaient aussi les loges, et qui poursuivaient de leurs insultes et de leurs menaces les députés favorables à Louis. Il fallait un véritable courage pour venir ainsi en face d'une multitude furieuse parler en faveur du roi dont on demandait la tête. Le 15 janvier, sur la première question, 683 membres dirent oui, 38 se récusèrent ou motivèrent diverses opinions. Louis fut déclaré coupable. Sur l'appel au peuple, les Girondins dirent oui, mais la Plaine, intimidée, ne les soutint pas : 424 voix sur 720 rejetèrent l'appel au peuple. Il s'agit alors de décider du sort du roi. Le 19 janvier, l'appel nominal commença à sept heures du soir. Il dura vingt-cinq heures de suite au milieu de la confusion la plus extrême, des insultes, des menaces, des clameurs féroces poussées par les tribunes. Les assassins du 2 septembre criaient au député qui parlait d'humanité: « Ou sa tête, ou la tienne. » Les députés répondaient de l'intérieur de la salle. « Nous votons, s'écria Lanjuinais, sous le poignard et le canon des factieux. » Beaucoup de députés votèrent pour la détention ou le bannissement, malgré les cris de la Montagne. Quelques-uns votèrent la mort avec cynisme. Camille Desmoulins dit: « Un roi mort, ce n'est qu'un homme de moins. Je vote la mort, mais trop tard peut-être pour l'honneur de la Convention. » Barrère fit cette phrase : « L'arbre de la liberté ne peut croître qu'arrosé du sang des rois. » Sieyès, plus cruel encore, dit: « La mort sans phrases. » L'attente fut grande quand on vit Philippe d'Orléans paraître à la tribune. On croyait qu'il se récuserait comme parent. Au contraire, il s'expliqua avec le plus grand calme. « Uniquement occupé de mon devoir, convaincu que tous ceux qui ont attenté ou attenteront par la suite à la souveraineté du peuple méritent la mort, je vote pour la mort. » Dix-neuf prêtres et trois ministres protestants qui siégeaient à la Convention demandèrent également la mort. Vergniaud, qui avait plaidé si chaleureusement pour Louis XVI, sentit son cœur faiblir à la tribune, et laissa tomber le mot fatal : mort. « J'ai cru, dit-il, voir la guerre civile prête à éclater, et n'ai pas osé mettre en balance la vie d'un individu avec le salut de la France. » Ses amis l'imitèrent. L'appel nominal était terminé, et le nombre des votes favorables étant considérable, on attendait le recensement avec inquiétude, quand un député des Deux-Sèvres, le généreux Duchastel, arriva tout épuisé et bravant la maladie pour émettre son vote, qui pouvait sauver le roi. Une discussion violente s'engagea pour savoir s'il ne venait pas trop tard. Mais le recensement n'étant pas fait encore, on accepta son vote. A minuit, Vergniaud, qui présidait cette terrible séance, lut d'une voix altérée le résultat du scrutin : 387 voix pour la mort, 378 pour la détention ou la mort avec condition, 28 absents ou

non votants. Le 18 et le 19, l'Assemblée discuta la question : y aura-t-il sursis à l'exécution! Ces séances furent aussi agitées que les précédentes. Les tribunes craignaient toujours que la vie du roi ne leur échappât. Le 20 janvier, à trois heures du matin, 380 voix contre 310 décidèrent l'exécution dans les vingt-quatre heures, et l'arrêt fut immédiatement rédigé.

Il fut signifié à Louis XVI le même jour, à deux heures de l'après-midi. Le roi l'écouta avec le plus grand calme. Il demanda seulement un délai de trois jours pour se préparer à paraître devant Dieu. On le lui refusa. On lui permit seulement de se faire assister d'un prêtre non assermenté, l'abbé Edgeworth. A son dîner, il dut se passer de couteau. Cet acte de défiance



Louis XVI à l'échafaud (21 janvier 1793).

l'indigna. « Me croit-on assez lâche, dit-il, pour attenter à ma vie? » Le soir, on lui permit de voir sa famille : « A huit heures et demie, la famille royale arriva, fondant en larmes, dit Cléry. Je fermai la porte, qui était en vitrage. Le roi s'assit, la reine à sa gauche, Madame Élisabeth à sa droite, Madame Royale presque en face, et le jeune prince resta debout entre les jambes du roi : tous étaient penchés vers lui et le tenaient souvent embrassé. Cette scène de douleur dura sept grands quarts d'heure, pendant lesquels il fut impossible de rien entendre : on voyait seulement qu'après chaque phrase du roi, les sanglots redoublaient, duraient quelques minutes, et qu'ensuite le roi recommençait à parler; il fut aisé de juger à leurs mouvements que lui-même venait de leur apprendre sa condamnation. » Le roi s'arracha enfin à leurs embras-

sements et rejoignit son confesseur, puis il se mit au lit et dormit profondément. A cinq heures, Cléry le réveilla, disposa une commode au milieu de la chambre, et la prépara en forme d'autel pour dire la messe. L'abbé Edgeworth dit cette messe, que Cléry servait. Le roi ne voulut point revoir sa famille et renouveler les scènes de douleur de la veille. A huit heures, Santerre vint le chercher et le fit monter dans une voiture.

L'assassinat d'un député qui avait voté la mort du roi, Lepelletier de Saint-Fargeau, avait effrayé la Montagne et les Jacobins. Ceux-ci, redoutant une bataille, avaient pris les mesures les plus sévères et mis sur pied tous leurs hommes. Ils couraient dans toutes les sections, répétant qu'on voulait enlever le roi. La Commune fit fermer toutes les barrières et les boutiques. Défense de se rassembler, défense de paraître aux fenêtres. Au débouché des principales rues, des canons étaient prêts à vomir la mitraille. La place Louis XV était enveloppée d'artillerie. Ce fut au milieu de cette terreur générale et de ce lugubre état de siége que s'avança la voiture de Louis XVI.

« La marche dura près de deux heures; des officiers de gendarmerie étaient assis sur le devant de la voiture, le roi et M. Edgeworth dans le fond; toutes les rues étaient bordées de plusieurs rangs de citoyens armés de piques et de fusils. En outre, la voiture elle-même était entourée d'un corps de troupes imposant. Pour comble de précaution, on avait placé en avant des chevaux une multitude de tambours, afin d'étouffer les cris qui auraient pu se faire entendre en faveur du



Dumouriez livre les députés de la Convention. (Page 127, col. 2.)

roi. Mais personne ne paraissait ni aux portes ni aux fenêtres, et on ne voyait dans les rues que des citoyens armés. » La voiture parvint ainsi dans le plus grand silence jusqu'à la place Louis XV, et s'arrêta au milieu d'un grand espace vide qu'on avait laissé autour de l'échafaud; cet espace était bordé de canons, et au delà, tant que la vue pouvait s'étendre, on voyait une multitude en armes.

« Dès que le roi sentit que la voiture n'allait plus, il se retourna et me dit à l'oreille : « Nous voilà arrivés, « si je ne me trompe. » Mon silence lui répondit que oui. Un des bourreaux vint aussitôt lui ouvrir la portière; mais le roi les arrêta, et, appuyant la main sur mon genou, il leur dit d'un ton de maître : « Je vous « recommande monsieur que voilà. Ayez soin qu'après « ma mort il ne lui soit fait aucune insulte; je vous « charge d'y veiller. »

« Dès que le roi fut descendu de voiture, trois bourreaux l'entourèrent et voulurent lui ôter ses habits; mais il les repoussa avec fierté, et se déshabilla lui-même. Il défit également son col, sa chemise, et s'arrangea de ses propres mains. Les bourreaux, que la contenance fière du roi avait déconcertés un moment, semblèrent alors reprendre de l'audace; ils l'entourèrent de nouveau et voulurent lui lier les mains. Le roi s'y refusait; ils insistèrent. Se retournant vers moi, il me regarda comme pour me demander conseil.

« Sire, lui dis-je avec larmes, dans ce nouvel outrage « je ne vois qu'un nouveau trait de ressemblance entre « Votre Majesté et le Dieu qui va être sa récompense. »

« Les marches qui conduisaient à l'échafaud étaient extrêmement roides à monter. Le roi fut obligé de s'appuyer sur mon bras, et, à la peine qu'il semblait prendre, je craignis un instant que son courage ne commençât à mollir; mais quel fut mon étonnement lorsque, parvenu à la dernière marche, je le vis s'échapper pour ainsi dire de mes mains, traverser d'un pas ferme toute la largeur de l'échafaud, imposer silence, par un seul regard, à quinze ou vingt tambours qui étaient placés vis-à-vis de lui, et, d'une voix si forte qu'elle dut être entendue au Pont-Tournant, prononcer ces paroles à jamais mémorables : « Je « meurs innocent de tous les crimes qu'on m'impute. « Je pardonne aux auteurs de ma mort, et je prie Dieu « que le sang que vous allez répandre ne retombe ja- « mais sur la France. »

« Il en aurait dit davantage et allait sans doute recommander à la nation sa femme et ses enfants, lorsque Santerre ordonna un roulement de tambours qui couvrit sa voix.

« A dix heures vingt minutes, tout était accompli. »

Ainsi, un des princes qui ont sincèrement souhaité le bonheur du peuple mourait de la main du peuple, victime de haines d'autant plus implacables qu'elles se croyaient légitimes. On avait pensé que cette tête royale creuserait en tombant un abîme infranchissable entre l'ancienne France et la France nouvelle, et c'était moins le roi que la royauté qu'on décapitait. En signant l'arrêt de Louis, Carnot l'avait pleuré! La fatale doctrine du salut public comptait, dans l'histoire, un crime de plus, car on venait d'oublier encore une fois que le vrai salut vient des grands cœurs, non du bourreau. Cet échafaud dressé pour Louis ne sera pas de longtemps abattu. Combien de ses juges vont y monter, et, derrière le char qui emporte le corps du roi, quelle large traînée de sang! Un terroriste disait : « Il n'y a que les morts qui ne reviennent pas. » Il se trompait : le meilleur moyen de les faire revenir, c'est de leur mettre une auréole de martyr[1].

§ 3. PREMIÈRE COALITION (FÉVRIER-MARS 1793); DÉFECTION DE DUMOURIEZ (3 AVRIL).

La mort de Louis XVI arma contre la France les États qui hésitaient encore. Tous les souverains se sentirent frappés du même coup, car ils étaient menacés par les doctrines de propagande révolutionnaire que pratiquait maintenant la Convention. Sur la proposition de Danton, elle avait décrété que la France accorderait secours et fraternité à tous les peuples qui voudraient recouvrer leur liberté (19 nov. 1792). Le peuple anglais s'était d'abord montré sympathique pour une révolution qui semblait l'image de la sienne, quoiqu'elle en fût profondément différente. Pitt comprit que la révolution française était une révolution sociale et qu'elle pouvait, par son influence, être funeste à l'aristocratie anglaise. Les agitations du peuple l'avertissaient du péril. A Birmingham, l'anniversaire du 14 juillet occasionna, en 1791, une émeute effroyable, où la populace, maîtresse de la ville pendant quatre jours, incendia les maisons des habitants connus pour ennemis de la révolution française. Pitt entraîna donc son pays dans la coalition, et l'Angleterre offrit à nos ennemis ses flottes et ses subsides. Elle avait encore des colonies à nous enlever, et se jeta d'abord sur Tabago et Pondichéry. La France, menacée sur toutes ses frontières, ne recula pas.

Le 1er février 1793, elle envoya sa déclaration de guerre à l'Angleterre: le 9 mars, à la Hollande et à l'Espagne; le 22, elle recevait celle de l'Empire. Le Danemark et la Suède seuls restèrent dans la neutralité. C'était comme une croisade de toutes les royautés et aristocraties européennes, non pour venger Louis XVI, mais pour étouffer les principes du nouvel ordre social jetés dans le monde par la Révolution. Des mouvements à l'intérieur devaient bientôt compliquer cette situation.

Dans les provinces de l'Ouest, où régnait sans partage l'influence des deux ordres dont la Révolution avait détruit les priviléges, l'agitation avait commencé de bonne heure. Elle gagna de proche en proche le Maine, l'Anjou et la Bretagne, où les insurgés furent désignés sous le nom de *chouans*. Les chouans étaient ainsi appelés de leur premier chef, Jean Cottereau, dit le Chouan, ou Chat-Huant, ancien contrebandier, qui avait adopté pour signe de ralliement le cri du chat-huant. Dès octobre 1791, il avait fallu envoyer des troupes contre eux; mais les paysans vendéens ne commencèrent la guerre civile au nom du trône et de l'autel qu'après la mort du roi, et quand la Convention eut décrété une levée de 300 000 hommes, en mars 1793. Les querelles de l'Assemblée ne laissaient pas, malheureusement, au gouvernement les mains libres contre les ennemis du dehors et du dedans. Le vertueux Roland avait donné sa démission dès le 23 janvier. L'Assemblée força bientôt Pache à donner la sienne et le remplaça par Beurnonville. Dumouriez vint encore à Paris pour combiner, avec Beurnonville, un nouveau plan de campagne.

Pendant qu'il était sur les bords du Rhin, on lui avait en effet jeté des affaires sur les bras. Derrière lui, la Belgique se soulevait contre nous. Les Jacobins y avaient tout bouleversé comme en France, et la révolution française, accueillie d'abord avec enthousiasme, était alors maudite par les classes éclairées de la population, qui, avide de liberté, repoussait l'arnachie. « Point de demi-révolution, avait dit Cambon, aux applaudissements de la Convention. Tout peuple qui ne voudra pas ce que nous proposons ici sera notre ennemi et méritera d'être traité comme tel. Paix et fraternité à tous les amis de la liberté, guerre aux lâches partisans du despotisme; guerre aux châteaux, paix aux chaumières! » La Belgique recevait ainsi sans transition le gouvernement révolutionnaire, si on pouvait donner à cet état de choses le nom de gouvernement : confiscation des biens, pillage des églises, emprisonnements arbitraires. Dumouriez vint à la fois se plaindre des proconsuls qu'on envoyait en Belgique et présenter un plan de campagne. Mais il était suspect aux meneurs; il obtint peu de chose. A l'armée même, les volontaires que lui envoyait Paris, et dont il ne pouvait se passer, communiquaient leur fanatisme au bas peuple. L'Assemblée vota seulement une levée de 300 000 hommes; mais il s'agissait moins d'avoir des soldats que d'organiser les armées. Dumouriez tâcha de suppléer par l'audace à ce qui lui manquait. Le 17 février, avec son avant-garde, il partit d'Anvers

1. La belle parole attribuée à l'abbé Edgeworth : « Fils de saint Louis, montez au ciel, » fut dite le jour de l'exécution par le journaliste Charles His. Voy. *Souvenirs diplomatiques*, de lord Holland, qui interrogea à ce sujet l'abbé lui-même.

pour envahir la Hollande. Il entra d'abord dans Bréda et dans Gertruydenberg, tandis qu'il faisait assiéger Maëstrick et Vanloo. Mais sur sa gauche, vers Aix-la-Chapelle, le prince de Cobourg faillit le déborder. Sommé par le gouvernement de battre en retraite, il revint en Belgique, où il sévit contre les Jacobins, qui désorganisaient tout. Il était persuadé dès lors qu'il ne pouvait rien faire si les choses ne changeaient point à Paris. Le 25 février, en effet, le peuple, ameuté par un article de Marat, avait pillé les boutiques des marchands de comestibles. Irrité d'ailleurs de la mort du roi, il résolut de se retourner contre la révolution et de briser la Convention.

Les revers de la frontière augmentaient, en effet, chaque jour l'effervescence à Paris, comme lors de la prise de Longwy, et faisaient passer l'autorité aux exaltés. « Assez de paroles, disait-on aux Jacobins; des faits. » Comme au mois de septembre 1792, les volontaires, avant de partir, demandaient l'extermination des ennemis de la République. La Montagne profita de cette effervescence pour faire décréter un tribunal criminel extraordinaire sans appel et sans recours en cassation, destiné à juger tous les traîtres, conspirateurs et contre-révolutionnaires. La Gironde protesta en vain. Lanjuinais voulut rendre cette loi moins terrible et la restreindre au département de Paris. On repoussa sa proposition. « Plutôt mourir, s'écria Vergniaud, que de consentir à l'établissement de cette inquisition vénitienne ! » Barrère finit cependant par obtenir que le tribunal aurait des jurés, garantie immense dans des temps ordinaires, dérisoire dans une époque de révolution où les jurés ne pouvaient guère sans se perdre eux-mêmes écouter leur conscience. Non contente de se donner une arme aussi redoutable, la Montagne prétendit même attaquer la Gironde. Le dimanche 10 mars, des sections furieuses se préparaient à envahir la Convention à sept heures du soir. Un dîner avait rassemblé sous les piliers des halles les nouveaux enrôlés; à cette époque la modération passant facilement pour trahison, les Girondins leur semblaient des traîtres dont il fallait délivrer l'Assemblée. Averti par une jeune femme qu'il aimait, Louvet instruisit ses amis du complot, et ils ne parurent pas à la séance du soir, où l'on craignait les scènes les plus scandaleuses. La Commune d'ailleurs arrêta cette insurrection, qu'elle n'avait point préparée et qui fut un coup d'essai comme le 20 juin, prélude du 10 août.

Il eût fallu à Dumouriez des victoires qui lui rendissent la liberté de marcher sur Paris. Il fut vaincu. A Nerwinden (17 mars), ses soldats firent des prodiges de valeur et réussirent trois fois à reprendre le village qui flanquait des hauteurs hérissées d'artillerie; mais son lieutenant Miranda, attaqué par des forces supérieures, fut coupé et l'obligea à la retraite. Dumouriez négocia alors avec les Autrichiens, qu'il n'avait pu refouler. Par une convention secrète conclue avec le prince de Saxe-Cobourg, Dumouriez devait laisser entre les mains de l'ennemi, à titre de gages, Condé, Lille, Valenciennes, puis marcher sur Paris. Son intention, disait-il, était de rétablir la constitution de 91, avec le duc de Chartres, Louis-Philippe, pour roi. La défaite de Nerwinden, les bruits qui couraient sur le général, excitèrent les plus grandes colères dans Paris. La Convention envoya à Dumouriez quatre commissaires et le ministre de la guerre Beurnonville pour le sommer de paraître à la barre. Les commissaires avaient pleins pouvoirs. Dumouriez les reçut dans sa tente, à la tête d'un nombreux état-major; au dehors étaient rangés ses fidèles hussards. Les commissaires refusèrent de s'expliquer devant les officiers. On passa dans un appartement voisin; là, Camus, un des commissaires, lut le décret de la Convention. Dumouriez répondit que sa présence était nécessaire à l'armée, et que, tant qu'il aurait un pouce de fer à la main, il ne se soumettrait pas au tribunal révolutionnaire, qu'il appela tribunal de sang. On lui cita des exemples d'obéissance des généraux romains « Nous nous méprenons toujours, dit Dumouriez, et nous défigurons l'histoire des Romains, en donnant pour excuse à nos crimes l'exemple de leurs vertus. Les Romains n'ont pas tué le roi qu'ils ont détrôné. Les Romains avaient une république bien réglée et de bonnes lois ; ils n'avaient ni clubs de Jacobins ni tribunal révolutionnaire. Nous sommes dans un temps d'anarchie. Des tigres veulent ma tête, et je ne veux pas la leur donner. Puisque vous puisez vos exemples chez les Romains, je vous déclare que j'ai joué le rôle de Décius, mais que je ne serai jamais Curtius, et je ne me jetterai pas dans le gouffre. » Il repassa alors dans la salle où se tenait son état-major; Camus le suivit et lui réitéra avec fermeté sa sommation : « Voulez-vous, oui ou non, obéir au décret de la Convention ? — Pas dans ce moment, répondit ironiquement Dumouriez. — Eh bien, reprit Camus, vous êtes suspendu de vos fonctions ; vos papiers vont être saisis et votre personne arrêtée. — C'est trop fort ! s'écria Dumouriez. A moi hussards ! » Les hussards accoururent et arrêtèrent les commissaires, à l'exception de Beurnonville, ami de Dumouriez ; mais le ministre voulut partager le sort de ses collègues, et Dumouriez le fit saisir en lui disant : « Je crois vous rendre un véritable service; je vous arrache au tribunal révolutionnaire. » Il les fit livrer aux Autrichiens, qui les traitèrent comme prisonniers de guerre. Il n'y avait plus à différer. Dumouriez songea à exécuter ses projets; mais les dispositions de son armée n'étaient point favorables. Son alliance avec les Autrichiens indisposait les soldats. Il ne put surprendre la ville de Condé, et, poursuivi vivement par deux bataillons de volontaires qui l'avaient arrêté dans cette tentative, il prit la fuite. Un canal se présente, ou plutôt un bourbier; son cheval refuse de le passer. Dumouriez n'échappe aux volontaires qu'en se sauvant à pied sous une grêle de balles, et en se réfugiant dans les lignes autrichiennes. Le lendemain, il osa reparaître au milieu de son armée, qui l'accueillit en silence. Plusieurs corps l'abandonnèrent pour rejoindre la division de Dampierre. Dumouriez vit que tout était perdu ; il se retira vers le prince de Cobourg, accompagné de presque tout son état-major, dans lequel on remarquait les deux jeunes d'Orléans. Le régiment de ses fidèles hussards le suivit également (3 avril). Reçu avec courtoisie, il ne voulut pas se mettre à la tête des émigrés et des Autrichiens, et il partit pour l'Allemagne. Il erra pendant dix ans, vivant de ses travaux littéraires; puis il se retira en Angleterre, où on lui fit une pension. Il mourut en exil vingt ans après sa défection, et assista de loin comme spectateur aux exploits de nos armées, dont il aurait pu partager la gloire.

La République n'en avait pas moins perdu son meil-

leur général; c'était le second qui abandonnait ses troupes. Déjà presque tous les officiers nobles avaient émigré. Les soldats reprirent leurs premières défiances contre leurs chefs, et l'armée se désorganisa encore une fois. La frontière du Nord fut compromise.

§ 4. PROGRÈS DE LA MONTAGNE; TRIOMPHE DE MARAT; PROSCRIPTION DES GIRONDINS. (31 MAI — 2 JUIN.)

La Convention fit tête partout, et les déchirements qui la travaillaient précipitèrent l'adoption de mesures terribles que tous les partis se réunirent pour décréter contre les ennemis intérieurs, et qu'ils devaient bientôt tourner contre eux-mêmes.

Les nouvelles de nos revers et de la défection de Dumouriez étaient faites pour exaspérer les esprits. Depuis longtemps la Montagne demandait que le pouvoir exécutif, jusqu'alors laissé aux ministres, passât à un comité choisi dans la Convention. Il fut enfin établi, et compta parmi ses membres les plus influents: Barrère, Cambon, Danton et Treilhard. Ce fut le fameux comité de salut public, sorte de dictature à neuf têtes, qui disposa souverainement de l'autorité publique afin de donner à la défense nationale une énergique activité. Ce comité pouvait être utile au dehors. Mais on vit bientôt que ceux qui avaient été les auteurs de la proposition dirigeaient autant contre l'intérieur cette formidable machine de guerre. L'inviolabilité des députés fut annulée, et on décida, à la grande joie des Montagnards, que la Convention pourrait mettre en accusation ceux de ses membres convaincus d'avoir conspiré contre la liberté et la République; décret fatal à l'aide duquel les deux côtés de l'Assemblée allaient se décimer. La *mise hors la loi*, l'emprisonnement des *suspects*, annoncèrent jusqu'à quelles rigueurs les fanatiques n'hésiteraient pas à aller. Un décret contre les Bourbons, l'arrestation de Philippe d'Orléans, malgré ses votes contre Louis XVI, ne furent que le prélude d'une autre guerre.


Marat.

Le soupçon était partout. Robespierre croyait fermement que les Girondins voulaient démembrer la France et l'ouvrir aux étrangers; les Girondins, que Marat, Robespierre et Danton voulaient faire roi le duc d'Orléans, ensuite l'assassiner et fonder un triumvirat d'où Danton aurait précipité ses deux collègues pour régner seul. Chacun prêtait de bonne foi à ses adversaires des plans absurdes. Plus les Girondins s'efforçaient d'arrêter la révolution, plus les Montagnards voulaient en précipiter le cours, dût-elle ne plus marcher que par des voies sanglantes. Robespierre aimait surtout à déclamer, aux Jacobins, contre ses ennemis, mais il crut le temps venu de les attaquer dans la Convention (10 avril). Il commença ce honteux système d'artificieux mensonges qui devaient si bien lui réussir pour perdre ses adversaires. Dénaturant les faits les plus connus et ne paraissant combattre que dans l'intérêt de la liberté, il accuse les Girondins d'avoir conspiré sans relâche pour le rétablissement de la royauté. Il faut voir avec quelle perfide habileté il retourne contre ceux-ci une modération qui les honore, et en fait un complot qui les condamne. « Ils se sont opposés, dit-il, en 1791, à la déchéance du roi. Ils ont inséré dans le décret de suspension un article portant qu'il serait nommé un gouverneur au prince royal; pierre d'attente pour une seconde royauté. Ils ont loué la Fayette. Ils ont fait déclarer la guerre aux puissances étrangères, afin d'empêcher la force de la France de se tourner contre ses ennemis intérieurs. Ils ont gouverné seuls depuis le 10 août, et ils ont laissé les armées dans le dénûment. Ils ont calomnié Paris. Ils ont corrompu l'esprit des départements. Ils ne cessent de susciter des divisions dans le sein de l'Assemblée et de dénoncer les patriotes les plus purs. Ils ont voté pour l'appel au peuple. Ils se sont intimement liés avec Dumouriez. Dans le comité de sûreté générale, dont ils disposent, on n'a pris aucune mesure utile au salut de l'État. Ce sont des meneurs, des intrigants, des orléanistes, des modérés!... » Vergniaud improvisa contre ces calomnies préparées depuis longtemps une chaleureuse défense où l'ironie se mêlait à la force du raisonnement et à la vivacité de l'indignation. « J'oserai répondre à M. Robespierre.... Ma voix, qui de cette tribune a porté plus d'une fois la terreur dans ce palais, d'où elle a concouru à précipiter le tyran, la portera aussi dans l'âme des scélérats qui voudraient substituer leur tyrannie à celle de la royauté. » Prenant chacune des accusations de Robespierre, il se justifie lui et ses amis avec un talent qui charme et persuade l'Assemblée. Guadet succède à Vergniaud et excite encore plus vivement les passions. D'accusé il se fait accusateur. Les complices de Dumouriez, il faut les chercher parmi les Montagnards. « Qui était, s'écrie-t-il, qui était avec Dumouriez aux Jacobins, aux spectacles? votre Danton. — Ah! tu m'accuses, répond Danton, tu ne connais pas ma force! » Les Girondins commettaient en effet là une faute insigne en s'aliénant Danton qui pouvait seul et qui voulait les protéger contre les fureurs de la Montagne. Guadet ne s'arrête pas là. Il dénonce Marat comme l'auteur d'une adresse sanguinaire où il excite le peuple à marcher contre la Convention. Marat avoue l'adresse avec une impudente fierté. Toute l'Assemblée, transportée de colère, le décrète

d'accusation et le renvoie devant le tribunal révolutionnaire malgré les cris de ses amis.

Ce procès, qui semblait une victoire pour les Girondins, allait, grâce à la frénésie de la populace, dont Marat était l'idole, démontrer leur impuissance. Ce hideux énergumène s'était toujours érigé en apôtre du peuple. Sa vie était pauvre et laborieuse. « Il habitait un appartement délabré dans une maison obscure de la rue des Cordeliers.... Même quand ses longues et fréquentes maladies le retenaient cloué sur son lit de douleurs, il ne cessait pas d'écrire, avec la rapidité de la foudre, toutes les pensées soudaines que le bouillonnement de ses rêves faisait monter dans son imagination. Des ouvriers d'imprimerie emportaient une à une à l'atelier les feuilles imbibées de sa haine ; une heure après, les crieurs publics et des affiches placardées au coin des rues les répandaient dans tout Paris. La femme avec laquelle il vivait le considérait comme un bienfaiteur méconnu du monde, dont elle recevait la première les confidences.... Le costume débraillé de Marat contrastait avec le costume si décent de Robespierre. Une veste de couleur sombre rapiécée, les manches retroussées comme celles d'un ouvrier qui quitte son ouvrage : une culotte de velours tachée d'encre, des bas de laine bleue, des souliers attachés sur le cou-de-pied par des ficelles, une chemise sale et ouverte sur la poitrine, des cheveux collés aux tempes et noués par derrière avec une lanière de cuir, un chapeau rond à larges bords retombant sur ses épaules : tel était l'accoutrement de Marat à la Convention.



Triomphe de Marat (24 avril). (Page 129, col. 2.)

Sa tête, d'une grosseur disproportionnée à l'extrême petitesse de sa taille, son cou penché sur l'épaule gauche, l'agitation continuelle de ses muscles, le sourire sardonique de ses lèvres, l'insolence provocante de son regard, l'audace de ses apostrophes, le signalaient à l'œil. » (De Lamartine, *Histoire des Girondins.*)

Il raisonnait ainsi : Le salut public est la loi suprême ; or, 270 000 nobles et prêtres avec leurs partisans mettent l'État en danger; donc, il faut faire tomber ces 270 000 têtes; et chaque matin il les demandait. Voilà le héros dont beaucoup proclamaient l'innocence. Les Jacobins, les Cordeliers, les sections se mirent en mouvement. Une foule immense entourait le Palais de justice et dictait d'avance aux juges et aux jurés leur opinion. Le tribunal révolutionnaire, qui jugeait sans appel, et qui punissait parfois de mort pour une parole, pour un regret, pour le nom seul qu'on portait, renvoya Marat absous. Aussitôt quatre hommes élèvent l'ami du peuple dans leurs bras et le portent en triomphe aux acclamations de la multitude. On le couronne de lauriers. « C'est le peuple, dit-il, qui se couronne sur ma tête. Puissent toutes les têtes qui dépasseront le niveau du peuple tomber bientôt à ma voix. » Le cortége tumultueux suit le Pont-Neuf, la rue Saint-Honoré, et se dirige vers la Convention. Des fenêtres tombe une pluie de rubans et de fleurs qui finit par couvrir le hideux costume de Marat. La Convention est envahie, le peuple s'élance dans la salle et porte Marat à la tribune. « Législateurs du peuple français, dit celui-ci, ce jour rend au peuple un de ses représentants dont

les droits avaient été violés dans ma personne. Je vous représente, en ce moment, un citoyen qui avait été inculpé et qui vient d'être justifié. Il continuera de défendre avec toute l'énergie dont il est capable les droits de l'homme et les droits du peuple. » Toute la journée Marat fut ainsi promené et reconduit le soir aux flambeaux (24 avril).

On pense avec quel acharnement Marat se retourna contre ceux qui l'avaient accusé. Les Girondins auraient dû s'allier avec Danton, mais celui-ci avait le sang du 2 septembre sur les mains : ils refusèrent son alliance. Danton, irrité de se voir méprisé, irrité des attaques dirigées contre lui, s'unit à Marat et à Robespierre pour perdre ces généreux imprudents qui croyaient triompher de la force avec la parole, de la violence avec la modération, et qui, pleins d'idées justes, ne savaient ni se concerter pour les soutenir, ni combattre pour les faire prévaloir.

En temps de paix ces luttes parlementaires auraient tourné à l'avantage de la Gironde, plus riche en talents et en orateurs. Mais ce parti ne voyait pas que la Révolution, à laquelle il était sincèrement dévoué, courait les plus grands dangers. Par sa tranquillité et sa confiance, il donnait prise à ses ennemis, plus actifs, plus énergiques, décidés à tous les sacrifices pour sauver l'œuvre à laquelle ils avaient travaillé. A ce moment, la guerre civile venait de s'ajouter à la guerre extérieure. Pendant les mois de mars et d'avril, un immense soulèvement avait éclaté dans la Vendée. Aussitôt on décrète et on forme dans les sections de Paris une armée ; mais les volontaires refusent encore de partir, disent-ils suivant les inspirations des Montagnards, sans avoir délivré l'Assemblée des complices des royalistes. Toute l'histoire de la Révolution est là. Chaque recrudescence de la guerre amène une recrudescence des passions. Là est toute l'histoire de la Révolution.

La défaite des premières troupes envoyées contre les Vendéens, les agitations de Bordeaux et de Marseille qui parlaient d'aller soutenir les Girondins, de mauvaises nouvelles venues de la frontière du Nord, déterminèrent les Montagnards à agir. On prépara une nouvelle insurrection, un 10 août dirigé cette fois contre la majorité de la Convention. Attentat déplorable, qui devait anéantir la seule autorité respectée jusqu'alors, la représentation nationale. Depuis quelque temps on ne parlait plus que de poignarder les Girondins. Pendant toute la fin de mai, chaque séance était une lutte acharnée entre la Montagne et la Gironde. Dans celle du 18 mai, Guadet se fit remarquer par un discours qui semblait une prophétie. Rappelant la purgation du parlement anglais par Cromwell, qui avait chassé tous les citoyens honnêtes sous prétexte de ne conserver que les patriotes par excellence : « Qu'en arriva-t-il ? s'écrie l'orateur : ces patriotes par excellence, instruments de Cromwell et auxquels il fit faire folies sur folies, furent chassés à leur tour : leurs propres crimes servirent de prétexte à l'usurpation. » Ici Guadet, montrant le boucher Legendre, Danton, Lacroix et tous les autres députés accusés de mauvaises mœurs et de dilapidations, ajoute : « Cromwell entra un jour au parlement, et s'adressant à ces mêmes membres, qui seuls, à les entendre, étaient capables de sauver la patrie, il les en chassa en disant à l'un : « Toi, tu es « un voleur ; » à l'autre : « Toi, tu es un ivrogne ; » « à celui-ci : « Toi, tu es gorgé des deniers publics ; « toi, tu es un débauché sans pudeur. Fuyez donc « tous ; cédez la place à des hommes de bien. » Ils la cédèrent, et Cromwell la prit. »

Une commission de douze membres nommée par la Convention pour examiner la conduite de la Commune était sur les traces du complot formé contre la Convention. Elle fit arrêter le substitut du procureur de la Commune, Hébert, qui rédigeait une feuille encore plus ordurière et plus incendiaire que celle de Marat. Grande rumeur dans les sections, fureur de la Montagne. Le 27, une foule de pétitionnaires viennent avec menaces demander l'élargissement d'Hébert et la suppression de la commission des Douze. Jouard présidait. Il répond avec fermeté, mais aussi avec imprudence : « Si le fer était porté au sein de la représentation nationale, je vous le déclare au nom de la France entière, Paris serait anéanti. Oui, la France entière tirerait vengeance de cet attentat, et l'on chercherait bientôt sur les rives de la Seine si Paris exista. » Les pétitionnaires n'en arrachent pas moins les décrets qu'ils demandaient. Le lendemain, Lanjuinais, qui n'était pas Girondin, mais qui embrassait la cause de ce parti et la soutint avec une intrépidité rare, proteste contre la faiblesse de l'Assemblée. Son discours véhément excite un violent orage : « Si Lanjuinais ne cesse point de parler, dit Legendre, je déclare que je me porte à la tribune et que je le jette en bas. — Me prends-tu pour un bœuf ? » répond Lanjuinais au boucher. Toutes ces violences de tribune aigrissaient les esprits, et les nouvelles du Nord et de la Vendée devenaient chaque jour plus mauvaises. La Montagne s'entendit enfin avec la Commune, et le 31 mai l'insurrection éclata. Elle dura jusqu'au 2 juin.

Le 29, la séance des Jacobins avait été orageuse. La commission révolutionnaire des Six au club central était en permanence. Marat injuriait, Robespierre laissait faire, Danton s'agitait, indécis cependant. Dans la nuit du 30 au 31, on sonne le tocsin, on bat la générale. Les commissaires des sections se réunissent, ils se déclarent en insurrection et en avertissent la mairie. Le comité de salut public et la commission des Douze demandent en vain des renseignements. Au matin, les autorités municipales sont renouvelées ; Henriot, homme grossier et presque toujours ivre, est nommé commandant de la garde nationale. La Convention se réunit, inquiète, et se dispose à soutenir le choc avec calme, tandis que les citoyens se réunissent, effarés et indécis, aux sections. La plupart des députés portent des armes. La séance dure toute la journée, au milieu d'un tumulte indescriptible. Vergniaud, le matin, avait enlevé l'Assemblée par une motion éloquente. « Je vous répète que quelle que soit l'issue du combat qui s'engagera aujourd'hui, il amènera la perte de la liberté ; jurons donc de rester fermes à notre devoir et de mourir tous à notre poste plutôt que d'abandonner la chose publique ! » Tous jurèrent, mais bientôt l'Assemblée fut envahie par les pétitionnaires ; les tribunes étaient pleines d'une multitude exaltée qui demandait raison des outrages commis contre la capitale. On délibérait sur la commission des Douze. Danton enfin l'accuse : « Elle n'a été instituée, dit-il, que pour réprimer l'énergie populaire ; elle n'a été conçue que dans cet esprit de *modérantisme* qui perdra la Révolu-

tion. Le canon a tonné, le peuple s'est soulevé, il faut remercier le peuple de son énergie. » Guadet essaye de répondre, les tribunes éclatent; la Commune arrive et est introduite; on lui accorde un local pour délibérer avec le Comité de salut public. Mais la salle est bientôt envahie par les pétitionnaires. Vergniaud et le côté droit veulent quitter la salle. Enfin Robespierre occupe la tribune, et à dix heures du soir fait casser la commission des Douze. Paris s'illumina.

Mais cette journée n'avait point répondu à l'attente de Marat, de Robespierre et de Danton. La réunion insurrectionnelle de l'Évêché voulait l'arrestation ou la destitution de vingt-deux Girondins, des membres les plus éminents du côté droit. On décida que la Convention serait entourée par la force armée et sommée d'obéir aux pétitions qu'on lui présenterait. Toute la nuit du samedi au dimanche 2 juin, le tocsin sonna et le canon d'alarme gronda. Cependant les vingt-deux délibéraient chez l'un d'eux, mais sans pouvoir s'entendre sur la conduite à tenir. Toutes les sections, quatre-vingt mille hommes, furent rangés autour des Tuileries. La plupart étaient loin de songer à attaquer la Convention; mais au premier rang, on avait mis des bataillons de canonniers dévoués à Henriot. Ils avaient cent soixante-trois canons et tout le matériel nécessaire. Les mèches étaient allumées. Malgré cet appareil formidable, la Convention entra en séance. Les Girondins vinrent à la Convention, à l'exception des vingt-deux proscrits, qu'on avait contraints de rester dans leur asile. Barbaroux toutefois s'échappa et affronta la tempête. Elle fut terrible. Lanjuinais voulait à tout prix se faire écouter. Les Montagnards Drouet, Robespierre jeune, Legendre, cherchèrent à l'arracher de la tribune, à laquelle l'intrépide député s'attachait avec courage. Pour arrêter cette lutte scandaleuse, le président Héraut de Séchelles fut obligé de se couvrir. Les pétitionnaires alors se succèdent, réclamant l'arrestation des conspirateurs. On vote d'abord l'ordre du jour, mais les tribunes vocifèrent, et les pétitionnaires montrent des armes. Enfin, on ordonne que le comité de salut public fera immédiatement son rapport. Le comité, par l'organe de Barrère, dit qu'il n'a eu le temps d'éclaircir aucun fait, d'entendre aucune motion, et déclare que la suspension volontaire des députés désignés produirait le plus heureux effet et sauverait la République. Les députés montent à la tribune offrir leur démission. Lanjuinais résiste. « Je crois, dit-il, que jusqu'à ce moment j'ai montré assez d'énergie pour que vous n'attendiez de moi ni suspension ni démission.... » On l'interrompt, on l'insulte. « Le sacrificateur, s'écrie-t-il, qui traînait jadis une victime à l'autel, la couvrait de fleurs et de bandelettes, et ne l'insultait pas!... » Barbaroux résiste également : « J'ai juré de mourir à mon poste, et je tiendrai mon serment. » Dans ce moment, un grand bruit se fait entendre à la porte : un Montagnard que la garde a empêché de sortir vient déclarer que l'Assemblée n'est pas libre, que l'Assemblée est assiégée. Boissy-d'Anglas veut sortir; repoussé, il rentre les habits déchirés. La Convention se lève tout entière, même la Montagne, qui hésite cependant. Héraut de Séchelles, ancien magistrat sous la royauté, mais devenu un révolutionnaire ardent, marche le premier comme président. Les députés arrivent à la cour, du côté du Carrousel. Le président signifie à Henriot d'ouvrir passage à l'Assemblée. Henriot répond que les députés ne sortiront pas avant d'avoir livré les vingt-deux. Héraut de Séchelles ordonne aux soldats de se saisir de ces rebelles. « Canonniers à vos pièces! » s'écrie Henriot, et les canonniers obéissent. L'Assemblée essaye de sortir par le jardin. Même résistance. Elle rentre alors dans la salle de ses séances et recommence ses délibérations, mais pour ne plus discuter que sur des noms à retrancher ou à effacer de la liste. La Plaine, intimidée, déclare qu'elle n'est point libre et refuse de voter. C'était le moyen de ne pas se compromettre. La Montagne décrète donc presque seule l'arrestation des vingt-deux, ou plutôt des vingt, parce qu'on efface deux députés qui avaient offert leur démission. La liste comprit donc : Gensonné, Guadet, Brissot, Gorsas, Pétion, Vergniaud, Salles, Barbaroux, Chambon, Buzot, Biroteau, Lidon, Lasource, Lanjuinais, Grangeneuve, Lehardy, Lesage, Louvet, Frémont, Valazé.

A ces députés on ajouta ceux qui faisaient partie de la commission des Douze : Kervélégan, Gardien, Rabaut-Saint-Étienne, Boileau, Bertrand, Laherdinière, Vidge, Mollevault, Henri Larivière, Gommaire, Bergoing; puis Clavière et Lebrun, anciens ministres. Plus tard Condorcet, Vérité et quelques autres. Roland fut aussi décrété d'accusation.

Cette journée décidait le triomphe de la Montagne. Marat, Danton, Robespierre, devenus les maîtres, donnèrent aux mesures de défense une énergie extrême. La Convention ne fut plus que l'ombre de la représentation nationale. Parmi les Girondins, les uns, comme Vergniaud, attendirent leur jugement; les autres, comme Pétion et Barbaroux, s'échappèrent pour soulever les départements. La Plaine, toujours silencieuse, laissera désormais les Montagnards occuper la tribune, rédiger les décrets, former les comités, gouverner en un mot la France par la terreur. « Un grand silence se fait dans la Convention, interrompu seulement par le pas accéléré des bataillons qui défilent dans l'enceinte, par les salves du canon d'alarme et par les coups de la hache qui frappait sur la place de la Révolution. » (Lamartine.)

§ 5. PERTE DE CONDÉ, DE VALENCIENNES ET DE MAYENCE; LA VENDÉE. (MARS-JUILLET 1793.)

La situation était sans exemple au dehors et au dedans. Les nouvelles sinistres arrivaient de la frontière. Les Anglais avaient enfin réussi à mettre la main sur Dunkerque, objet pour eux d'une longue convoitise; les Autrichiens à réunir nos places fortes de l'Escaut à leurs provinces belges. Dampierre qui s'était réfugié sous Valenciennes, dans le camp de Famars, avait été tué le 9 mai, en essayant de débloquer Condé; le 23, les Autrichiens forcèrent le camp de Famars, et l'armée se retira sous Bouchain, au camp de César. Condé et Valenciennes se trouvèrent investis. Dès le mois d'avril, Custine, reculant jusque sous le canon de Wissembourg, comme il avait avancé jusqu'à Francfort, étourdiment, avait laissé les Prussiens envelopper Mayence. 20 000 de nos meilleurs soldats y étaient, et avec eux Kléber et deux représentants d'un courage indomptable, Rewbell et Merlin de Thionville. Beauharnais, successeur de Custine, ne fit pas plus que lui pour sauver Mayence. L'investissement de cette place eut lieu dans les premiers jours d'avril; la pre

mière parallèle fut tracée le 16 juin, les Mayençais sortirent de la place le 25 juillet. Depuis longtemps la disette était extrême dans la ville. Un chat se vendait 6 francs, une livre de chair de cheval mort, 2 fr. 25 c.; le général Dubayet, donnant à dîner à son état-major, fit servir un chat flanqué de douze souris. Condé fut pris de même par famine; Valenciennes se rendit le 28 juillet, après avoir reçu, pendant quarante et un jours de bombardement, 84 000 boulets, 48 000 bombes et 20 000 obus.

Pendant que le nord de la France tombait entre les mains de l'ennemi, l'ouest se révoltait. La Vendée organisait décidément la guerre civile. Ce pays n'avait pu ni comprendre ni accepter la Révolution. Le régime féodal y avait toujours été très-doux. Dans la Vendée, les châteaux étaient bâtis et meublés sans magnificence; on ne voyait, en général, ni grands parcs ni beaux jardins. Les gentilshommes y vivaient sans faste et même avec une simplicité extrême. Les rapports mutuels des seigneurs et de leurs paysans ne ressemblaient pas non plus à ce qu'on voyait en général dans le reste de la France; il régnait entre eux une sorte d'union peut-être inconnue ailleurs. Les propriétaires du Bocage y affermaient peu leurs terres; ils partageaient les productions avec le métayer qui les cultivait. Le seigneur traitait paternellement les paysans, les visitait dans leurs métairies, causait avec eux de leur position, du soin de leur bétail, prenait part à des accidents et à des malheurs qui lui portaient aussi préjudice. Il allait aux noces de leurs enfants et buvait avec leurs convives. Les dimanches, on dansait dans la cour du château et les dames se mettaient de la partie. Quand on chassait le sanglier, le loup, le curé avertissait les paysans au prône; chacun prenait son fusil et se rendait avec joie au lieu assigné; les chasseurs postaient les tireurs, qui se conformaient strictement à tout ce qu'on leur ordonnait. Dans la suite, on les mena au combat de la même manière et avec la même docilité.



La Vendée. — Arrestation d'un curé.

« En 1789, les habitants du Bocage avaient vu déjà avec crainte et chagrin tous ces changements qui ne pouvaient que troubler leur bonheur, loin d'y ajouter. Lorsqu'on forma des gardes nationales, le seigneur fut prié dans chaque paroisse de la commander. Quand il fallut nommer des maires, ce fut encore le seigneur qui fut choisi. On ordonna d'enlever des églises les bancs seigneuriaux, l'ordre ne fut point exécuté. Le serment des prêtres vint encore accroître le mécontentement. Quand les gens du Bocage virent qu'on leur ôtait des curés auxquels ils étaient accoutumés, qui connaissaient leurs mœurs et leur patois, qui presque tous étaient tirés du pays même, qui s'étaient fait vénérer par leur charité, et qu'on les remplaçait par des étrangers, ils ne voulurent plus aller à la messe de la paroisse. Les prêtres assermentés furent insultés ou abandonnés. Le nouveau curé des Échaubroignes fut

obligé de s'en retourner sans avoir pu obtenir même du feu pour allumer les cierges... Après le 10 août, les mesures devinrent plus sévères; on poursuivit, on persécuta avec plus d'acharnement les prêtres insermentés; on ferma quelques chapelles. Plusieurs des nouveaux administrateurs se montrèrent de plus en plus durs et insolents envers un peuple habitué à la douceur et à la justice. Les paysans se rassemblèrent armés de fusils, de faux, de fourches, pour entendre la messe dans la campagne et défendre leur curé si on venait le leur enlever. » (*Mémoires de Mme de la Rochejaquelein.*) La mort du roi porta à son comble l'irritation, qui ne tarda pas à éclater.

Le mouvement commença à Saint-Florent, petite



Cathelineau. (Page 133, col. 1.)

ville bâtie au bord de la Loire, sur la rive gauche de ce fleuve, au-dessous d'Angers. Le 10 mars 1793, les jeunes gens de ce canton avaient été appelés pour satisfaire à la loi qui exigeait une levée de 300 000 hommes. Ils vinrent, mais décidés à ne pas obéir, se mutinèrent, chassèrent les gendarmes et pillèrent l'hôtel de ville. Le coup fait, ils retournaient tranquillement chez eux, quand un voiturier, Cathelineau, fait changer leur résolution.

« Jacques Cathelineau, du village du Pin-en-Mauges, voiturier colporteur de laines, père de cinq enfants en bas âge, était un des hommes les plus respectés de tous les paysans du canton; il était à pétrir le pain de son ménage, lorsqu'il entendit raconter ce qui venait de se passer : aussitôt il prit la résolution de se mettre à la tête de ses compatriotes et de ne pas les laisser en proie à toutes les rigueurs qui menaçaient le pays. Sa femme le supplia de ne point songer

à ce projet : il n'écouta rien. Essuyant ses bras, il remit un habit, alla sur-le-champ rassembler les habitants, et leur parla avec force du châtiment que tout le pays allait subir si l'on ne se déterminait pas à se révolter ouvertement. Cathelineau était fort aimé de tout le monde. C'était un homme sage et pieux. Le courage et la chaleur qu'il mit dans ses exhortations entraînèrent les jeunes gens. Aussitôt, une vingtaine s'arment et promettent de marcher avec lui; ils partent sur-le-champ; le nombre s'accroît : ils arrivent au village de la Poitevinière. Cathelineau fait sonner le tocsin, rassemble les habitants, leur répète ce qu'il a persuadé à leurs voisins; bientôt sa troupe est de plus de cent hommes. Alors il se détermine à aller attaquer un poste républicain de quatre-vingts hommes qui était placé à Jallais avec une pièce de canon; on marche en recrutant sans cesse sur la route. Le poste est enlevé. On y fait des prisonniers; on s'empare de la pièce, que les paysans surnomment le Missionnaire; on prend aussi des armes et des chevaux.

« Encouragé par ce premier succès, Cathelineau entreprend le même jour d'attaquer Chemillé, où se trouvaient deux cents républicains et trois pièces de canon. Les révoltés étaient déjà plus de quatre cents : ils essuient une première décharge, fondent sur leurs ennemis, et remportent un avantage prompt et complet. » (*Mémoires de Mme de la Rochejaquelein.*)

Un garde-chasse du comte de Maulevrier, Stofflet, vient rejoindre Cathelineau avec ceux qui le suivent, et tous deux s'emparent de Chollet. Les Vendéens rentrent ensuite chez eux pour les Pâques; mais ils ne tardent pas à reprendre la campagne. Alors ce n'est plus une bande de paysans soulevés, c'est une armée; les gentilshommes accourent à sa tête : Lescure, Bonchamps, d'Elbée, la Rochejaquelein et Charette, qui ne dédaignent pas de s'associer les deux chefs populaires.

La résistance était facilitée par la nature du pays. La Vendée se divisait en deux parties : le *Bocage* et le *Marais*. Le *Marais* offrait une sorte de désert entrecoupé de canaux et s'étendait surtout du côté de la mer. Le *Bocage* (partie de Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Vendée) différait « par son aspect et plus encore par les mœurs de ses habitants de la plupart des provinces de France. » Il est formé de collines, en général assez peu élevées, qui ne se rattachent à aucune chaîne de montagnes; les vallées sont étroites et peu profondes; de forts petits ruisseaux y coulent dans des directions variées. On conçoit qu'un terrain qui n'offre ni chaînes de montagnes, ni rivières, ni vallées étendues, ni même une pente générale, doit être comme une sorte de labyrinthe; rarement on trouve des hauteurs assez élevées au-dessus des autres coteaux, pour servir de point d'observation et commander le pays.... Le Bocage, comme l'indique son nom, est couvert d'arbres : on y voit peu de grandes forêts; mais chaque champ, chaque prairie sont entourés d'une haie vive qui s'appuie sur des arbres plantés irrégulièrement et fort rapprochés; ils n'ont point un tronc élevé ni de vastes rameaux; tous les cinq ans on coupe leurs branchages et on laisse nue une tige de douze ou quinze pieds. Vue d'un point élevé, la contrée paraît toute verte; seulement, au temps des moissons, des carreaux jaunes se montrent de distance en distance entre les haies. Quelquefois les arbres laissent voir le toit aplati et couvert de tuiles rouges de quelques bâtiments, ou la pointe d'un clocher qui s'élève au-dessus des branches. Presque toujours cet horizon de verdure est très-borné; quelquefois il s'étend à trois ou quatre lieues. Les chemins du Bocage sont tous comme creusés entre deux haies; ils sont étroits, et quelquefois les arbres, joignant leurs branches, les couvrent d'une espèce de berceau; ils sont bourbeux en hiver et raboteux en été. Au bout de chaque champ, on trouve un carrefour qui laisse le voyageur dans l'incertitude sur la direction qu'il doit prendre, et que rien ne peut lui indiquer. » (*Mémoires de Mme de la Rochejaquelein.*)

Dans le mois de juin, au moment de la chute des Girondins, les Vendéens avaient déjà fait de grands progrès. Ils avaient pris Fontenay. Ils s'emparèrent de Saumur, poste important qui leur livrait le passage de la Loire, quatre-vingts pièces de canon, des milliers de fusils, beaucoup de poudre et de salpêtre. Les prisonniers étaient au nombre de onze mille : on les tondit et on les renvoya presque tous. Dès lors la Convention prit des mesures énergiques, et envoya contre la Vendée 30 000 partisans ou fédérés. C'était une guerre civile. Jusqu'alors, l'armée vendéenne n'était pas organisée. La bataille une fois gagnée ou perdue, rien ne pouvait retenir les paysans, ils retournaient dans leurs foyers. Point de chariots, point de bagages, point d'administration. On sentit alors la nécessité de nommer un général en chef. Cathelineau fut élu d'une voix unanime. Les illustres gentilshommes s'inclinèrent avec plaisir devant le modeste paysan. L'armée devint plus régulière, et pour se faire jour par deux points vers la mer, c'est-à-dire vers l'émigration et les Anglais, elle attaqua les Sables et Nantes. Boulard sauve la première : Canclaux sauve la seconde, et Cathelineau est blessé mortellement dans cette dernière attaque (29 juin); mais les Vendéens restent maîtres de leur pays et en chassent les républicains par deux victoires gagnées sur les troupes qui les attaquent à la fois par le sud et par le nord : celle de Châtillon (3 juillet), remportée sur Westermann, qui, sorti de Parthenay, s'était trop aventuré au milieu de l'insurrection; et celle de Vihiers (18 juillet), sur l'armée partie d'Angers.

« A cette bataille, dit Mme de la Rochejaquelein, les Vendéens avaient un vif désir de prendre Santerre, l'homme qui avait présidé au supplice du roi : on voulait l'enchaîner dans une cage de fer. Forêt se lança à la poursuite de Santerre et allait le saisir, lorsque celui-ci parvint à faire franchir à son cheval un mur de six pieds. M. de Villeneuve manqua aussi de prendre le représentant Bourbotte, qui sauta de son cheval derrière une haie. Les Bleus, en fuyant, eurent la folle barbarie de brûler la ville de Vihiers. Les Vendéens ne l'eussent pas fait; mais ils ne purent éprouver aucun regret sur le sort de cette ville, car elle avait toujours favorisé les républicains. Trois maisons furent sauvées par hasard, dont une appartenait au seul royaliste qui fût à Vihiers. » Le 14 juillet, Cathelineau avait succombé à sa blessure, mais sa mort ne découragea pas les Vendéens, fiers de leurs succès. L'ouest semblait perdu pour les républicains.

§ 6. LES GIRONDINS DANS LES DÉPARTEMENTS; CHARLOTTE CORDAY. (JUILLET.)

Paris, jusqu'alors souverain, se voyait obligé de compter avec les départements. La Gironde s'ajouta

en effet à la Vendée contre la Convention. Les députés girondins, mis en arrestation chez eux et mal gardés, ne s'étaient pas enfuis tous, mais beaucoup l'avaient fait, déterminés à soulever la France contre sa capitale. Buzot et Gorsas se jetèrent dans le département de l'Eure, Brissot se rendit à Moulins, Meilhan et Duchâtel allèrent remuer la Bretagne, Biroteau et Chasset se rendirent à Lyon, Rebecqui à Marseille, Rabaut-Saint-Étienne à Nîmes. Le nombre des départements insurgés s'éleva bientôt à soixante ou soixante-dix. Lyon, Marseille, Bordeaux, Caen, devinrent les centres de la révolte et se concertèrent pour établir une fédération.

A Caen, se forma le comité central de la Normandie. Le mouvement y était dirigé par les députés Barbaroux, Louvet, Guadet, Salles, Pétion, Bergoing, Lesage, Cussy, Kervélégan. Une première colonne s'organisa et s'achemina vers Évreux. Le général Wimpfen fut nommé commandant de l'armée départementale. A Bordeaux, où l'irritation datait de loin, la colère avait été portée au comble par les événements du 2 juin. Une avant-garde partit également de cette ville. Les Marseillais levèrent une armée de six mille hommes. A Lyon, on prêta solennellement, devant le commissaire même de la Convention, le serment de maintenir l'unité, l'indivisibilité de la République. On jura haine aux anarchistes et on demanda une représentation nationale entière. La *commission populaire et républicaine de salut public* de Rhône-et-Loire avait décrété l'organisation d'une force départementale. Dans le Jura, quatorze mille montagnards avaient pris les armes.

Les pays de montagnes, où la vie est plus simple, plus rude, où la résistance à tout despotisme est facile, sont des pays qui aiment peu le changement et qui tiennent à leurs coutumes, à leurs croyances. Ayant au plus haut degré le sentiment de la liberté, les montagnards ne pouvaient souffrir aucune atteinte à cette liberté, qu'elle vînt de la royauté ou de la République. La chaîne de la Lozère se remplit de révoltés que commandait un ancien constituant, Charrier. Les Vosges, travaillées par les nobles et les prêtres, menaçaient, en se déclarant contre la Convention, de couper les communications de l'armée du Rhin, comme les insurgés des Cévennes isolaient les armées des Alpes et des Pyrénées. La Convention menaçait d'être entravée dans la défense du territoire français contre l'étranger.

Il manqua à ces mouvements, pour réussir, l'unité. Tous les partis se levaient à la fois sans vouloir s'entendre. Les Girondins ne se souciaient pas de travailler pour les royalistes, et on les accusait cependant de chercher à réaliser la contre-révolution. La défiance, l'indécision de bien des administrations, s'opposaient à la formation d'une ligue sérieuse. En présence de tous ces périls, d'ailleurs, la Convention déploya une énergie sauvage.

Pour repousser l'étranger, Barrère proposa de décréter, et on décréta : « La République n'est plus qu'une grande ville assiégée ; il faut que la France ne soit plus qu'un vaste camp. Tous les âges sont appelés par la patrie à défendre la liberté ; les jeunes gens combattront ; les hommes mariés forgeront les armes ; les femmes feront les habits et les tentes des soldats ; les enfants mettront le vieux linge en charpie, et les vieillards se feront porter sur les places publiques pour enflammer tous les courages. » 1 200 000 hommes furent mis sur pied. En quelques mois Carnot organisa quatorze armées. La poudre, l'acier, manquaient : les chimistes en firent. On n'avait point de canons : Fourcroy fondit les cloches et y trouva le bronze nécessaire. Pour contenir les révoltés à l'intérieur, Merlin rédigea la loi des suspects, qui jeta plus de 300 000 individus dans les prisons. Les exécutions commencèrent. Au moment où le système de Marat était mis en vigueur, une protestation courageuse montra à quelle hauteur montaient les passions.

A Caen, vivait une descendante de Corneille, appelée Charlotte Corday. Son père, pauvre gentilhomme de province, cultivait de ses propres mains son petit fief de Ligneries. A cette occupation il joignait des études littéraires et le goût des idées nouvelles ; il avait même écrit des ouvrages contre le despotisme et contre le droit d'aînesse. Il élevait cinq enfants, dont trois filles. Charlotte était la seconde. Comme ses sœurs, elle fut mise dans un couvent, parce que sa famille n'avait aucun moyen de l'établir dignement. Bientôt les couvents furent supprimés. Charlotte, alors âgée de dix-neuf ans, fut recueillie par sa tante, Mme de Bretteville, qui n'eut qu'à se louer des soins et de la tendresse dont elle l'entourait. Cette jeune fille, sous une conduite sage, sous un air enjoué, cachait une grande exaltation d'idées et de sentiments. Comme bien des femmes de son temps, elle dévorait Rousseau et Raynal, elle raffolait de Plutarque. Elle s'était prise d'enthousiasme pour la Révolution, mais elle la concevait aussi pure que glorieuse. Les excès de la Montagne l'indignèrent. Les Girondins excitèrent son admiration par leurs efforts pour faire triompher la modération, par leur éloquence, par leur dévouement. Après la journée du 2 juin, Caen était devenu la place d'armes des députés proscrits. Charlotte écoutait avidement leurs discours, applaudissait à leurs projets, et faisait hautement des vœux pour leur triomphe. Ce triomphe, elle conçut même le dessein de le hâter. Tous les jours elle entendait parler du sanguinaire Marat : elle crut que tous les maux de la France finiraient avec la vie de cet homme cynique. Pour voir les députés, elle imagine un prétexte, elle demande à Barbaroux une recommandation auprès du ministre de l'intérieur, et Barbaroux, touché des nobles sentiments de la jeune fille, mais ignorant son projet, l'adresse à un de ses amis. Charlotte trompe son père en lui écrivant qu'elle se rend en Angleterre. Elle accourt à Paris.

Pendant plusieurs jours elle visite la capitale, qu'elle ne connaissait point, assiste aux séances des clubs de la Convention, et tout ce qu'elle voit, tout ce qu'elle entend attise sa haine contre Marat. Son plan est de le frapper dans la Convention. Mais Marat n'y venait point, retenu chez lui par une maladie. Charlotte essaye alors de pénétrer dans sa maison. Elle s'est munie d'un couteau qu'elle a acheté au Palais-Royal, appelé le Palais-Égalité. La première fois qu'elle arrive chez Marat, on la repousse. Elle lui adresse alors le billet suivant : « Citoyen, j'arrive de Caen ; votre amour pour la patrie me fait présumer que vous connaîtrez avec intérêt les malheureux événements de cette partie de la République. Je me présenterai chez vous ; ayez la bonté de me recevoir et de m'accorder un moment d'entretien ; je vous mettrai à même de rendre un grand service à la France. » Le 13 juillet, elle se présente à huit heures du soir.

Marat était dans son bain. Sa femme Albertine ne voulait point laisser entrer Charlotte Corday. Celle-ci insista, éleva la voix et se fit entendre de Marat, qui ordonna de la laisser venir. Charlotte trouva l'homme qu'elle détestait occupé dans sa baignoire à rédiger sa feuille du lendemain. Elle le considéra avec attention, et cet examen n'était pas fait pour dissiper son dégoût.

Elle répond aux questions qu'il lui pose et lui donne le nom de tous les députés réunis à Caen. Il se met aussitôt à les écrire en disant : « C'est bien, ils iront tous à la guillotine.... » A ces mots, Charlotte tire vivement son couteau et l'enfonce jusqu'au manche dans le sein gauche de Marat, qui meurt en s'écriant : « A moi, mes amis, à moi ! » La femme de Marat accourt et pousse des cris affreux à la vue du cadavre immobile dans un bain de sang. Charlotte s'était jetée derrière le rideau. Un commissionnaire de journaux la renverse d'un coup de chaise. Albertine la foule aux pieds. La salle, la maison, la rue, sont envahies par une multitude furieuse. Les membres de section arrivent et ont grand'peine à empêcher le peuple de déchirer Charlotte qui s'étonne de la douleur causée par la mort de sa victime.

Son procès ne fut pas long. Non-seulement elle avouait le meurtre, mais elle s'en glorifiait. Sa beauté, son calme, attendrissaient bien des spectateurs, et on se refusait à voir dans cette jeune fille un assassin ordinaire. On voulait faire croire à la démence ; mais Charlotte, par ses réponses, montrait qu'elle ne voulait pas qu'on lui ravît la gloire de son action. « C'est moi qui ai tué Marat, disait-elle. — Qui vous a engagé à commettre cet assassinat? — Ses crimes. — Qu'entendez-vous par ses crimes ? — Les malheurs dont il est cause depuis la Révolution. — Qui sont ceux qui vous ont engagée à commettre cette action? — Personne ; je l'avais résolue depuis longtemps. — Depuis combien de temps? — Depuis l'affaire du 31 mai, jour de la proscription des députés du peuple. J'ai tué, ajouta-t-elle en élevant extrêmement la voix, j'ai tué un homme pour en sauver cent mille, un scélérat pour sauver des innocents, une bête féroce pour donner le repos à mon pays. J'étais républicaine avant la Révolution, et je n'ai jamais manqué d'énergie. — Qu'entendez-vous par énergie ? — J'entends par énergie le sentiment qui anime ceux qui, mettant l'intérêt particulier de côté, savent se sacrifier pour leur patrie. — Croyez-vous donc avoir tué tous les Marat ? — Non, reprend tristement l'accusée, non. — Vous le voyez, dit pour toute défense son avocat, Chauveau-Lagarde, l'accusée avoue tout avec une inébranlable assurance. Ce calme et cette abnégation, sublimes sous un rapport, ne peuvent s'expliquer que par le fanatisme le plus exalté. C'est à vous de juger de quel poids cette considération morale doit être dans la balance de la justice. » Charlotte fut condamnée à mort à l'unanimité.


Barbaroux.

A l'audience, un jeune peintre nommé Hauer avait commencé à esquisser ses traits. L'ayant aperçu, elle s'était tournée vers lui avec complaisance. Condamnée, elle demanda qu'il lui fût permis de venir dans la prison achever son œuvre. Mais cette œuvre, le bourreau ne donna pas le temps de la terminer et interrompit l'artiste, qui heureusement avait déjà peint la tête et nous a ainsi conservé les traits de l'héroïne. Charlotte écrivit à Barbaroux une lettre où on lisait : « Je jouis délicieusement de la paix depuis deux jours, le bonheur de mon pays fait le mien. Il n'est point de dévouement dont on ne retire plus de jouissance qu'il n'en coûte à s'y décider. Une imagination vive, un cœur sensible, promettaient une vie bien orageuse ; je prie ceux qui me regretteraient de le considérer, et ils se réjouiront de me voir jouir du repos dans les Champs-Élysées, avec Brutus et quelques anciens. Pour les modernes, il est peu de vrais patriotes qui sachent mourir pour leur pays : presque tout est égoïsme. Quel triste peuple pour former une République ! »

« Au moment où elle monta sur la charrette, où la foule, animée de deux fanatismes contraires, de fureur ou d'admiration, vit sortir de la basse arcade de la Conciergerie la belle et splendide victime dans son manteau rouge, la nature sembla s'associer à la passion humaine : un violent orage éclata sur Paris. Il dura peu, sembla fuir devant elle, quand elle apparut au Pont-Neuf et qu'elle avançait lentement par la rue Saint-Honoré. Le soleil revint haut et fort; il n'était pas sept heures du soir (19 juillet). Les reflets de l'étoffe rouge relevaient d'une manière étrange et toute fantastique l'effet de son teint, de ses yeux.... Elle montra un calme parfait; parmi les cris de la foule, une sérénité grave et simple ; elle arriva à la place dans une majesté singulière et comme transfigurée dans l'auréole du couchant.... Au moment où la tête tomba, un charpentier maratiste, qui servait d'aide au bourreau, l'empoigna brutalement, et, la montrant au peuple, eut la férocité indigne de la souffleter. Un frisson d'horreur, un murmure parcourut la place. On crut voir la tête rougir, simple effet d'optique peut-être; la foule, troublée à ce moment, avait dans les yeux les rouges rayons du soleil qui perçait les arbres des Champs-Élysées. La commune de Paris et le tribunal donnèrent satisfaction au sentiment public en mettant l'homme en prison. » (Michelet, *Histoire de la Révolution.*)

Charlotte Corday dut voir à l'impression que causa



Charlotte Corday.

la mort de Marat que son dévouement serait inutile. Les passions de Marat étaient celles de la populace, alors triomphante. C'est ce qui explique l'importance de ce monstre et les honneurs incroyables qu'on lui rendit. L'ami du peuple fut un instant considéré comme le martyr de la Révolution. Toute la Convention assista à ses funérailles, et ses restes furent inhumés en grande pompe dans le jardin des Cordeliers. Le chef des Cordeliers, qui n'adorait pas Dieu, adora Marat et éleva un autel à son *cœur!* Dans certains villages, on éleva un tertre en gazon qu'on appelait la *Sainte-Montagne*. Ce tertre était surmonté de l'image de Marat, et les jeunes garçons et les jeunes filles venaient en procession jeter des fleurs sur ce monument.

Au moment où Charlotte Corday expirait, les députés pour lesquels elle se dévouait étaient vaincus. Aux troupes du général Wimpfen étaient venus se joindre les Bretons, ayant à leur tête Pusaye. Pusaye se dirigea sur Vernoy et occupa Sacy. Mais les fédéralistes ne tinrent pas devant les troupes de la Convention, qui amenaient avec elles des canons. Les Bretons, plus fermes, essayèrent de résister, mais ils furent entraînés dans la déroute générale. Wimpfen proposa alors aux députés proscrits d'appeler les Anglais. Ils refusèrent, se déguisèrent et gagnèrent Brest, où ils s'embarquèrent pour Bordeaux, le vrai centre de la Gironde.

Mais Bordeaux trompa leurs espérances. Les révolutionnaires y reprirent le dessus, la Convention fut suppliée de révoquer les décrets redoutables qu'elle avait lancés contre la ville. Les représentants Tallien et Isabeau arrivèrent et dressèrent des échafauds pour tous ceux qu'on accusa d'être favorables aux députés proscrits. Ceux-ci se virent obligés de s'enfuir encore. Ils erraient dans les campagnes, où on les cachait encore volontiers. La faiblesse de l'insurrection qu'ils avaient provoquée prouvait leur manque d'habileté et d'énergie.

Toutefois, si Caen et Bordeaux n'inspiraient plus de craintes sérieuses à la Convention, les dangers n'en étaient pas moins graves. La Vendée était toujours en armes et victorieuse. Lyon se mit en révolte ouverte le 15 juillet. Le parti royaliste y dominait et traitait avec le roi de Sardaigne. Marseille se levait aussi en faveur des royalistes, mais son armée fut battue dans les gorges de Septèmes (23 août). Toulon devint alors la citadelle des émigrés. Ils y proclamèrent Louis XVII et livrèrent à la flotte anglaise notre grand port de la Méditerranée. Ainsi, par Condé, Valenciennes et Mayence qui avait enfin capitulé le 25 juillet, l'ennemi occupait notre frontière du Nord et de l'Est. Par Toulon, il avait prise sur le Midi qui s'agitait encore et qui pouvait se joindre à la Vendée, alors maîtresse de la Loire; Lyon coupait les communications de l'armée des Alpes, et l'insurrection des Cévennes, bien qu'apaisée par les commissaires de la Convention, n'était point comprimée.

En même temps une disette affreuse provoquait la désorganisation intérieure. Toutes les denrées enchérissaient, et en même temps le numéraire disparaissait. Les assignats n'avaient plus que le sixième de leur valeur; ils devaient rentrer par la vente des biens nationaux, et ces biens ne se vendaient pas. En octobre 1793, le blé valait dans la Beauce jusqu'à 200 francs le sac; le poisson, 18 francs la livre; les pommes de terre, à peine connues, puisqu'elles n'avaient été importées en France qu'en 1715, s'élevèrent successivement jusqu'à 80 francs le boisseau. Le peuple ne cessait de crier contre les accapareurs, de faire des émeutes. Entamée de tous côtés à l'extérieur, déchirée à l'intérieur, et presque affamée, la République semblait perdue. La Convention redoubla d'énergie.

§ 7. LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC; LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE; MORT DE MARIE-ANTOINETTE (16 OCTOBRE) ET DES GIRONDINS (29 OCTOBRE).

Pour satisfaire le peuple, on décréta le *maximum*, c'est-à-dire qu'on établit un tarif pour toutes les denrées. Les marchands se trouvaient ainsi obligés de céder à bas prix ce qu'ils avaient acheté fort cher. C'était leur ruine. Les denrées furent cachées. Alors on porta les lois les plus sévères contre les accapareurs et les agioteurs. Mais en même temps la Commune défendit les insurrections, menaçant les Parisiens de ne plus faire venir de provisions si on attaquait les convois. Pour obtenir du pain, chacun devait demander une carte de sûreté, sur laquelle était inscrite la quantité nécessaire à sa famille. Il fallait faire la queue à la porte des boulangers et attendre plusieurs heures une chétive ration. Il y avait des jours heureux à trois quarterons de pain, mais il y en avait aussi à deux quarts, à un quart, et beaucoup à deux onces.

La Convention se hâta aussi, pour rallier les départements, de terminer la Constitution. Elle fut achevée en huit jours : elle était toute démocratique. Promulguée le 10 août, elle fut solennellement acceptée dans une fête bizarre, où le président de la Convention puisa de l'eau à la fontaine de la *Nature*, construite sur les ruines de la Bastille. Aux Invalides, un groupe représentait le peuple Hercule terrassant le dragon du fédéralisme. Au champ de Mars, tout le cortége ayant passé sous le niveau de l'égalité, gravit la Sainte-Montagne. Cette Constitution ne devait jamais être en vigueur. Les périls étant toujours immenses, la Convention garda le pouvoir, mais en le transférant tout entier au Comité de salut public, choisi dans son sein.

Ce Comité, qui existait déjà, fut, au mois de juin, investi d'une autorité dictatoriale, et tomba sous l'influence de Robespierre, qui d'abord ne s'y fit point nommer, mais y régna par ses créatures. Il comptait dix membres : Couthon, Saint-Just, Barrère, Gasparin, Thuriot, Hérault de Séchelles, Robert Lindet, Jean Bon Saint-André, Billaud Varennes, Collot-d'Herbois. Carnot et Prieur de la Côte-d'Or doivent être mis à part, parce qu'ils se consacrèrent exclusivement à l'administration militaire. « Carnot fut le génie armé de la patrie, conservant les frontières pendant les convulsions du cœur et l'épuisement des veines de la France. » Les membres du Comité de salut public se partagèrent donc les attributions selon les aptitudes. Point de président, secret absolu sur toutes les paroles. Trois signatures suffisaient pour rendre une mesure exécutoire. Robespierre ne tarda pas à remplacer Gasparin, et devint tout à fait l'âme de ce Comité redoutable, qui pendant quatorze mois fit planer sur la France, pour la sauver, une terreur profonde. Terreur parmi les bourreaux comme au milieu des victimes, et d'autant plus impitoyable.

Le tribunal révolutionnaire commença ses rigueurs. Le général Custine fut une de ses premières victimes. Il avait été malheureux, et même maladroit. On ne pou-

vait le lui pardonner. C'était un conspirateur. Au tribunal, on l'accuse d'avoir abandonné Mayence, et de s'être fait battre, d'avoir livré Strasbourg à l'ennemi. Un témoin donne cette preuve convaincante de la trahison : « On sait que les armées doivent toujours se tenir sur le sommet des montagnes, celui-ci a gardé la sienne en bas. » Les juges, qui n'avaient pas la moindre notion de l'art de la guerre, admirèrent cette explication. Custine, condamné à mort le 27 août, fut traîné à l'échafaud, au milieu d'une populace qui ne cessa de l'insulter et de crier : « A la guillotine! à la guillotine! — On y va, canaille! » répondit-il. Les mises hors la loi dispensaient quelquefois du procès. Le Girondin Gorsas, traduit devant le tribunal à neuf heures un quart du matin, fut immédiatement envoyé au supplice sur la simple constatation de son identité.

Les mouvements royalistes, les succès des étrangers, ranimaient la haine contre la famille de Louis XVI. Dès le 3 juillet, la reine Marie-Antoinette avait été transportée du Temple à la Conciergerie. Plusieurs complots s'étaient formés pour la délivrer, entre autres celui de Batz. Le Comité de salut public hâta le jugement de la veuve de Louis XVI. On l'enferma à la Conciergerie, dans l'ancienne salle du conseil. Tout le mobilier consistait en une couchette de bois et une chaise de paille. C'est à peine si on lui donna du linge, et Marie-Antoinette n'avait que deux robes, sa robe noire de deuil, déjà presque en lambeaux, et un déshabillé blanc que lui avait envoyé Madame Élisabeth. Le *Père Duchêne* ne cessait sur tous les tons de demander la mort de la malheureuse reine : « L'on cherche de midi à quatorze heures, disait-il, pour juger la tigresse d'Autriche, et l'on demande des pièces pour la condamner, tandis que si on lui rendait justice, elle devrait être hachée comme chair à pâté.... » Ces délais encouragèrent les amis de la princesse. On résolut de la délivrer. Le chevalier de Rougeville, déguisé, fut introduit vers elle par un officier municipal, et laissa tomber un œillet qui contenait un billet. Mais la reine fut surprise traçant une réponse. Le complot fut ébruité, le concierge Richard emprisonné. Enfin, au mois d'octobre, les cris des clubs devenant de plus en plus furieux, on fit subir à la reine un interrogatoire et on la traduisit devant le tribunal révolutionnaire. Elle y parut en robe de deuil. Parfois, comme échappant à la triste réalité, elle laissait courir ses doigts sur les bras de son fauteuil ainsi que sur un forte-piano. Fouquier-Tinville donna lecture de l'acte d'accusation, long tissu de déclamations, de calomnies même des plus infâmes. Ouverts le 14 octobre, les débats furent continués sans désemparer jusqu'à onze heures du soir; repris le 15, à neuf heures du matin, ils se terminèrent le 16, à cinq heures du matin. Marie-Antoinette répondit avec dignité à toutes les questions. Elle ne se troubla point aux dénonciations les plus odieuses contre ses mœurs. Elle se tut quand Hébert fit entendre son ignoble déposition. On lui reprocha son silence : « Si je n'ai pas répondu, c'est que la nature refuse à répondre à une pareille inculpation faite à une mère. J'en appelle à toutes celles qui peuvent se trouver ici. » (Texte du *Moniteur*.)

A la fin, Marie-Antoinette, au moment où les débats allaient être clos, se leva et dit : « Hier, je ne connaissais pas les témoins, j'ignorais ce qu'ils allaient déposer contre moi; eh bien! personne n'a articulé contre moi un fait positif. Je termine en observant que j'étais la femme de Louis XVI, et qu'il fallait bien que je me conformasse à ses volontés. » Malgré l'éloquence de ses défenseurs, Chauveau-Lagarde et Tronçon-Ducoudray, qui n'eurent qu'un quart d'heure pour préparer leur plaidoyer, Marie-Antoinette fut condamnée à mort.

On ne voulut point différer son exécution. On ne la ramena point dans sa chambre, mais au cabinet des condamnés, où elle écrivit une lettre touchante à Madame Élisabeth, qui ne devait pas la revoir. On lui amena un curé assermenté. Elle refusa ses services. Enfin Samson arriva à sept heures. La reine était déjà prête : elle avait elle-même coupé ses cheveux. Elle fit un mouvement en apercevant la charrette : elle avait cru qu'on lui donnerait une voiture comme à Louis XVI. Vêtue d'un méchant manteau de lit piqué blanc par-dessus un jupon noir, elle portait un ruban noir aux poignets, au cou un fichu blanc de mousseline unie.

La charrette s'avançait lentement. « Il faut que la reine boive lentement la mort. » (*Journal universel*, par Audouin, n° 1423.) Devant Saint-Roch, le peuple, pour contempler la victime, fit arrêter le cortége et insulta la reine, qui garda sa sérénité triste. Un comédien, Grammont, caracolait devant la charrette, brandissant son épée en criant : « La voilà, l'infâme Antoinette ! » La reine monta sur l'échafaud à la même place où neuf mois avant était mort son mari. Un immense cri de Vive la République ! répondit au bruit du couteau, pendant que le gendarme Mingault trempait son mouchoir dans le sang de la martyre. On ne peut s'empêcher d'être vivement ému, quand on songe aux splendeurs qui avaient entouré la descendante des empereurs d'Autriche, et qu'on lit cet odieux mémoire : « Mémoire des frais et inhumations faits par Joly, fossoyeur de la Madeleine de la Ville-l'Évêque, pour les personnes mises à mort par jugement dudit tribunal. La veuve Capet : pour la bière, 6 livres; pour la fosse et les fossoyeurs, 25 livres. »

Le procès des Girondins suivit de près celui de la reine. Les Jacobins le réclamaient à grands cris. Les évasions avaient considérablement diminué la liste des vingt-deux. On la compléta par d'autres noms. Le 26 octobre, les députés comparurent au tribunal. Pendant trois jours, ils se défendirent avec habileté. On ne trouvait point de preuves contre eux. Les juges, troublés, ne savaient que faire. La Convention, alors, décréta qu'au bout de trois jours, les jurés pouvaient se déclarer suffisamment éclairés et prononcer le jugement. Ce décret fut aussitôt appliqué. Les Girondins, mis hors des débats, furent condamnés avec le mépris le plus grand des formes de la justice. On les ramena pour entendre la sentence de mort. A la lecture de l'arrêt, ils firent entendre des cris d'indignation. Valazé se perça le cœur. Le tribunal ordonna que le cadavre serait transporté à la place de la Révolution.

Nous empruntons à un de leurs compagnons de captivité le récit de leurs derniers instants, trop défigurés par la légende.

« Ils furent condamnés à mort, dit Riousse, dans la nuit du 29 octobre, vers onze heures. Ils le furent tous; on avait en vain espéré pour Ducos et pour Fonfrède, qui peut-être eux-mêmes ne s'étaient pas défendus de quelque espérance.

« Le signal qu'ils nous avaient promis nous fut donné : ce furent des chants patriotiques qui éclatèrent simul-

tanément, et toutes leurs voix se mêlèrent pour adresser les derniers hymnes à la liberté. Ils parodiaient la chanson des Marseillais de cette sorte :

Allons, enfants de la patrie,
Le jour de gloire est arrivé,
Contre nous de la tyrannie
Le couteau sanglant est levé.

« Toute cette nuit affreuse retentit de leurs chants, et s'ils les interrompaient, c'était pour s'entretenir de leur patrie, et quelquefois aussi pour une saillie de Ducos.

« C'est la première fois qu'on a massacré en masse tant d'hommes extraordinaires : jeunesse, beauté, génie, vertus, talents, tout ce qu'il y a d'intéressant



Marie-Antoinette condamnée par le tribunal révolutionnaire (octobre 1793).

parmi les hommes fut englouti d'un seul coup. Si les cannibales avaient des représentants, ils ne commettraient pas un pareil attentat. Nous étions tellement exaltés par leur courage, que nous ne ressentîmes le coup que longtemps après qu'il fut porté. Nous marchions à grands pas, l'âme triomphante, de voir qu'une belle mort ne manquait pas à de si belles vies, et qu'ils remplissaient d'une manière digne d'eux la seule tâche qu'il leur restât à remplir, celle de bien mourir.

« Mais quand ce courage, emprunté du leur, se fut refroidi, alors nous sentîmes quelle perte nous venions de faire. Le désespoir devint notre partage. On se montrait en pleurant le misérable grabat que le grand Vergniaud avait quitté pour aller, les mains liées, por-

ter sa tête sur l'échafaud. Valazé, Ducos et Fonfrède étaient sans cesse devant mes yeux. Les places qu'ils occupaient devinrent l'objet d'une vénération religieuse; et l'aristocratie même se faisait montrer, avec empressement et respect, les lits où avaient couché ces grands hommes. » (H. Riousse, *Mémoires d'un détenu.*)

« Au moment où les charrettes sortirent de la Conciergerie, il pleuvait à seaux. « Depuis 1766, à l'exécution de Lally, et 1777, à l'exécution de Desrues, on n'avait vu une foule si immense de spectateurs. Les ponts, les quais, les places et les rues étaient remplis d'un peuple nombreux. Les fenêtres regorgeaient de citoyens des deux sexes. Le long de leur route ils entendirent des milliers de voix crier: « Vive la République!



Derniers adieux des Girondins (29 octobre 1793).

A bas les traîtres! » Aucun d'eux ne marqua d'inquiétude, sinon Brissot et Fauchet (ils étaient dans deux voitures séparées), sur le visage desquels on remarquait un air morne et pensif. Plusieurs des autres, notamment Mainvielle et Duprat, firent plusieurs fois chorus le long de la route avec les spectateurs.

« Vers une heure, les condamnés arrivent à la place de la Révolution. Au moment de descendre de la charrette, Boyer-Fonfrède et Ducos s'embrassèrent. Cela fut répété par les autres condamnés qui se trouvaient déjà au pied de l'échafaud. Sillery fut celui qui y marcha le premier. Il salua d'un air grave, à droite et à gauche, les spectateurs. Ceux qui lui succédèrent à l'opération fatale adressaient des phrases entrecoupées

que l'on ne pouvait saisir. Lehardy, ayant crié : Vive la République ! fut généralement entendu, grâce aux vigoureux poumons dont l'avait pourvu la nature. Les autres, en attendant leur tour, chantaient le refrain :

Plutôt la mort que l'esclavage,
C'est la devise des Français.

« Vigée fut exécuté le dernier.

« Après l'exécution, qui dura trente-huit minutes, on agita les chapeaux en l'air, et des cris mille fois répétés de : Vive la République ! se firent entendre pendant plus de dix minutes. » (*Bulletin du tribunal révolutionnaire.*)

Le 9 novembre, ce fut une autre victime, non moins touchante, Mme Roland, la femme du ministre intègre et l'amie courageuse des Girondins. Enfermée depuis le 31 mai, elle avait consacré les loisirs de sa captivité à écrire des mémoires qui sont encore pour nous une source précieuse d'informations.

Après sa condamnation, elle repassa sous le guichet avec une vitesse qui tenait de la joie. Elle indiqua par un signe démonstratif, avec la fierté d'une femme qui avait joué un rôle viril, qu'elle était condamnée à mort. Elle voulut aller à l'échafaud habillée de blanc. Associée à un homme que le même sort attendait, mais dont le courage n'égalait pas le sien, elle parvint à lui en donner, avec une gaieté si douce et si vraie, qu'elle fit naître le rire sur ses lèvres à plusieurs reprises.

A la place du supplice, elle s'inclina devant la statue de la Liberté[1] et prononça ces paroles mémorables : « O liberté, que de crimes on commet en ton nom !... »

Les accusés se succédèrent devant le tribunal : Égalité, duc d'Orléans, le général Houchard, Barnave et Duport-Dutertre. Bailly, le vénérable maire de Paris en 1789, le président si respecté de l'Assemblée constituante, était coupable d'avoir réprimé l'insurrection du 17 juillet 1791 et d'avoir fait peur à Robespierre. Le tribunal voulut qu'il fût exécuté sur le théâtre de ce qu'on appelait son crime, au champ de Mars. Par une brumeuse journée de novembre, il fut traîné au lieu de supplice ; mais la foule ne voulant pas, disait-elle, que le champ de Mars fût souillé par le sang d'un meurtrier du peuple, il fallut démonter l'échafaud et le reconstruire dans les fossés. Bailly dut assister sous une pluie battante à ces cruels préparatifs et rester exposé à tous les outrages. « Tu trembles, Bailly, dit l'un de ces forcenés. — Non, mon ami, j'ai froid. » Il mourut enfin, laissant une des renommées les plus pures de la Révolution.

Les supplices commençaient à produire l'indifférence. L'évêque Lamourette, condamné également, disait aux prisonniers, ses compagnons : « Qu'est-ce que la mort? Un accident. Qu'est-ce que la guillotine? Une chiquenaude sur le cou. » Les jugements parurent trop lents aux Montagnards, et dans les provinces on eut recours à d'autres mesures.

§ 8. LA TERREUR DANS LES DÉPARTEMENTS; PRISE DE LYON (9 OCTOBRE 1793); CARRIER A NANTES.

La Terreur était plus sanglante encore dans les départements. Bordeaux fut cruellement puni de l'insurrection girondine. Les représentants Isabeau et Tallien organisèrent une commission militaire qui, comme le tribunal de Paris, jugeait sommairement, ou plutôt ne jugeait pas. Les députés proscrits s'étaient cachés dans les grottes de Saint-Émilion. On en fit une recherche si active, que, près d'être découverts, les députés se séparèrent et errèrent dans les campagnes. Pétion et Buzot passèrent toute une journée sous un pont, les pieds dans l'eau. On ne sait comment ils moururent : on trouva leurs cadavres au coin d'un bois, déjà à moitié décomposés. Barbaroux, l'un des plus jeunes, et « dont les peintres, écrivait Mme Roland dans ses *Mémoires*, ne dédaigneraient pas de prendre les traits pour une tête d'Antinoüs, » se tira un coup de pistolet en voyant un homme dans le feuillage d'un arbre sous lequel il s'était assis pour prendre son repos. Transporté au village voisin, il fut reconnu, conduit à Bordeaux, et périt sur l'échafaud. « Actif et laborieux, dit Mme Roland, franc et brave, avec la vivacité d'un jeune Marseillais, il était destiné à devenir un homme de mérite et un citoyen aussi utile qu'éclairé. Amoureux de l'indépendance, fier de la Révolution, déjà nourri de connaissances, capable d'une longue attention, sensible à la gloire, c'était un de ces sujets qu'un grand politique voudrait s'attacher et qui devait fleurir avec éclat dans une république heureuse. » Louvet et Lanjuinais échappèrent à toutes les poursuites. Condorcet, leur ami, caché d'abord dans Paris, errant ensuite dans les environs de Fontenay-aux-Roses, fut arrêté dans un cabaret de Clamart et s'empoisonna dans sa prison. Biroteau, saisi au moment où il allait s'embarquer à Bordeaux même, fut immédiatement exécuté. Un ami des Girondins, Girey-Dupré, arrêté également, fut envoyé à Paris, ainsi que Duchâtel, le courageux député qui s'était arraché de son lit de souffrances pour venir voter en faveur de Louis XVI. Dupré fut condamné le 22 novembre, à midi. A trois heures, il marchait au supplice en chantant son hymne funèbre, qu'il avait composé lui-même et dont le refrain a été conservé par l'hymne dit *des Girondins*.

Pour nous quel triomphe éclatant !
Martyrs de la liberté sainte,
L'immortalité nous attend.
Dignes d'un destin si brillant,
A l'échafaud marchons sans crainte;
L'immortalité nous attend.

Mourons pour la patrie,
C'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie.

A Bordeaux, du 23 octobre 1793 au 9 thermidor (94), sur 832 personnes jugées, il y eut 314 condamnations à mort, 170 aux fers.

Laplanche, envoyé dans le département du Cher, écrivait aux Jacobins : « Partout j'ai mis la terreur à l'ordre du jour; partout j'ai imposé des contributions sur les riches et les aristocrates. Orléans m'a fourni 50 000 livres, et deux jours m'ont suffi, à Bourges, pour une levée de 2 millions. Ne pouvant être partout, mes délégués m'ont suppléé : un individu nommé Mannin, riche de 7 millions et taxé par l'un d'eux à 40 000 livres, s'est plaint à la Convention, qui a applaudi à ma conduite; et s'il eût été imposé par moi-même, il eût payé 2 millions. J'ai fait rendre, à Orléans, un compte public à mes délégués; c'est au sein de la société populaire qu'ils l'ont rendu, et ce compte

1. Cette statue était placée au centre de la place, sur le piédestal mutilé de la statue de Louis XV, à l'endroit où s'élève aujourd'hui l'Obélisque.

a été sanctionné par le peuple. Partout j'ai fait fondre les cloches et réuni plusieurs paroisses. J'ai destitué tous les fédéralistes, renfermé les gens suspects, mis les sans-culottes en force. Les prêtres avaient toutes leurs commodités dans les maisons de reclusion, les sans-culottes couchaient sur la paille dans les prisons: les premiers m'ont fourni des matelas pour les derniers. Partout j'ai fait marier les prêtres; partout j'ai électrisé les cœurs et les esprits. J'ai organisé des manufactures d'armes, visité les ateliers, les hôpitaux, les prisons. J'ai fait partir plusieurs bataillons de la levée en masse. J'ai passé en revue quantité de gardes nationales pour les républicaniser, et j'ai fait guillotiner plusieurs royalistes. Enfin, j'ai suivi mon mandat impératif, j'ai agi partout en chaud Montagnard, en représentant révolutionnaire.» Effrayant et sauvage mélange de patriotisme et de férocité!

Une armée de 6000 hommes avait été levée dans Paris, pour assurer partout l'exécution des ordres du Comité de salut public. Ces soldats, la plupart gens sans aveux, étaient logés aux frais des particuliers. La ville de Brest reçut un de ces bataillons montagnards. La guillotine suivit. Brest lui fournit 72 victimes.

En Alsace, Schneider imagina de rendre le tribunal révolutionnaire ambulant, et promena avec lui l'échafaud. Il mit les femmes en réquisition pour qu'un de ses amis, un ancien prêtre comme lui, pût choisir et se marier. Il se maria lui-même pendant cette tournée, célébrant ses noces et dictant des sentences capitales. Mais il fit dans une ville une entrée un peu trop pompeuse. Cette vanité lui valut de subir à son tour la justice expéditive qu'il avait appliquée.

Ce fut à Lyon et à Nantes que se passèrent les scènes les plus horribles. Lyon avait opposé à l'armée révolutionnaire une héroïque résistance. La ville comptait sur l'arrivée des Piémontais, qui débouchaient des Alpes pour la sauver. Mais Kellermann, par de simples manœuvres, s'opposa à leur marche et les rejeta hors du territoire. Le blocus se resserra alors de jour en jour, le bombardement redoubla de fureur. Quand les Lyonnais virent les troupes de Kellermann se joindre aux troupes de Dubois-Crancé, et Couthon arriver avec une levée de volontaires, ils consentirent à se rendre. 2000 d'entre eux, ayant à leur tête le commandant Précy, essayèrent de s'ouvrir une retraite de vive force. Précy seul et 80 hommes échappèrent (9 octobre 1793).

Alors commencèrent les vengeances des républicains. Une commission militaire jugea d'abord ceux qui avaient été pris les armes à la main. Leur sort n'était pas douteux. Puis on établit une commission de justice populaire, qui du 31 octobre au 29 novembre prononça 113 condamnations à mort. Bientôt parurent Collot-d'Herbois, Maribon-Moutant et Fouché de Nantes, chargés d'exécuter le décret rendu par la Convention contre Lyon. La ville perdait son nom, ses principaux quartiers devaient être démolis, les maisons des pauvres avec les édifices publics formeraient une ville nouvelle, sous le nom de *Commune affranchie*. Les députés avaient pouvoir pour châtier les rebelles. Les représentants donnèrent solennellement le premier coup de marteau à l'une des maisons destinées à être démolies. 800 ouvriers se mirent aussitôt à l'œuvre pour détruire les plus belles rues. Les proscriptions s'organisèrent en même temps, et le 27 novembre fut instituée une commission révolutionnaire. Elle se réunit dans une salle de l'hôtel de ville dont le plafond représentait des *Grâces*, des *Amours* et des *Jeux*.

Une longue table partageait cette salle et supportait huit flambeaux; derrière étaient les juges, coiffés de chapeaux montés à panaches rouges, en uniforme, avec épaulettes et sabres à poignée luisante; une petite hache brillante sur la poitrine, suspendue à un ruban tricolore en sautoir. On interrogeait sept accusés par quart d'heure, ce qui faisait deux minutes huit secondes par tête. On assure que les juges se contentaient de condamner par signes: s'ils touchaient leur hache, c'était la guillotine; pour la fusillade, ils portaient la main au front. La décision rendue, le guichetier emmenait l'accusé et le faisait descendre : s'il était condamné, dans une cave de l'hôtel, dite la *mauvaise;* et s'il était acquitté, dans une autre, dite la *bonne* cave. De la mauvaise cave les condamnés étaient le jour même conduits au supplice. Ceux que les juges avaient désignés en touchant la hache allaient (la plupart en chantant) place des Terreaux, à la guillotine, dont les prisonniers demeurés dans les caves pouvaient compter les coups. Ceux qui avaient été désignés par la main au front étaient menés de l'autre côté du Rhône, dans les allées des Brotteaux, à la canonnade ou à la fusillade.

Fouché écrivait au Comité de salut public : « Nous n'avons qu'une manière de célébrer la victoire (la prise de Toulon par Bonaparte): nous envoyons ce soir deux cent treize rebelles sous le feu de la foudre. » Du 4 décembre 1793 au 6 avril 1794, cette commission prononça seize cent quatre-vingt-deux condamnations à mort. En une seule séance, elle jugea jusqu'à deux cents personnes.

A Nantes, une commission militaire fut également établie le 1er novembre 1793. La compagnie Marat, chargée de la soutenir, prêtait ce serment odieux: « Je jure mort aux royalistes, aux fanatiques, aux muscadins, aux feuillants, aux modérés, de quelque couleur, de quelque masque, de quelque forme qu'ils se revêtent. » Les rigueurs devinrent telles qu'un boulanger fut condamné à mort pour avoir vendu du pain à faux poids. D'autres personnes le furent pour avoir porté un gilet à fleurs de lis. Des sentences portaient pour seul motif: «Aristocrate fieffé, prôneur des Girondins.» Un malheureux fut accusé comme accapareur de navets. Carrier, envoyé à Nantes, ne paraissait toujours que le sabre à la main et menaçant de la guillotine. La guillotine lui parut aussi trop lente, comme à Collot-d'Herbois. Il eut recours aux fusillades. « La défaite des brigands, écrivait-il à la Convention, est si complète, qu'ils arrivent à nos avant-postes par centaines: je prends le parti de les faire fusiller. Il en vient autant d'Angers : je leur assure le même sort. C'est par principe d'humanité que je purge la terre de la liberté de ces monstres. » Mais les fusillades ne satisfaisaient pas encore la fureur de Carrier. Il fallait enterrer les morts. Beaucoup étaient restés sans sépulture, et des symptômes d'épidémie s'étaient manifestés. Carrier songea alors à la Loire. Il fit mettre quatre-vingt-dix prêtres dans un bateau, sous prétexte de les déporter. On eut soin que le bateau échouât à quelque distance de la ville, et on présenta cette exécution comme un accident. Le moyen fut perfectionné. Les malheureux prisonniers étaient enfermés à fond de cale : on fermait

le bateau de tous les côtés, puis, la nuit, une fente était ouverte et la barque submergée. Carrier même ordonnait de lier ensemble des couples d'hommes et de femmes et de les précipiter dans le fleuve. Il appelait cela des *mariages républicains*. Le nombre des victimes de Carrier s'éleva, assure-t-on, à quatre mille.

Dans toute la Vendée des commissions exerçaient aussi de cruelles vengeances. Dans la petite ville de Savenay on compta six cent vingt-neuf condamnations.

Le Midi ne fut guère mieux traité. La commission populaire d'Orange fit exécuter trois cent vingt et un accusés. Une commune des environs d'Avignon, la commune de Bédouin, s'était toujours signalée par ses opinions monarchiques. Un matin on trouva l'arbre de la liberté coupé. Grande rumeur parmi les républicains. Le représentant Maignet accourut avec des détachements de l'armée révolutionnaire. Soixante-trois habitants furent suppliciés. Les autres reçurent l'ordre de quitter leurs demeures et de se disperser dans les villes voisines. La commune devait être livrée aux flammes. Quatre cent trente-trois maisons furent détruites par l'incendie.

On conçoit quelle épouvante répandait partout ce réseau de comités. Cent quarante-trois tribunaux révolutionnaires fonctionnaient dans les départements, et beaucoup, on le voit, surpassaient en fureur le tribunal de Paris. Personne ne pouvait être assuré d'échapper à cette inique juridiction. Une loi décidée en principe, votée ensuite le 17 décembre, déclarait *suspects* : 1° ceux qui par leur conduite, leurs relations, leurs propos ou leurs écrits, s'étaient montrés partisans de la tyrannie, du fédéralisme, et ennemis de la liberté; 2° ceux qui ne pouvaient pas justifier de la manière prescrite par la loi de leurs moyens d'existence et de l'acquit de leurs devoirs civiques; 3° ceux à qui il avait été refusé des certificats de civisme; 4° les fonctionnaires publics suspendus ou destitués de leurs fonctions par la Convention nationale et par ses commissaires; 5° les ci-devant nobles, les maris, femmes, pères, mères, fils ou filles, frères ou sœurs, et agents d'émigrés, qui n'avaient pas constamment manifesté leur attachement à la Révolution; 6° ceux qui avaient émigré dans l'intervalle du 1er juillet 1789 à la publication de la loi du 8 avril 1792, quoiqu'ils fussent rentrés en France dans les délais déterminés. Il était difficile que la haine de quelque révolutionnaire ardent ne pût faire ranger quelqu'un dans une de ces catégories. Les révolutions finissent toujours, en voulant punir les ennemis publics, par ne satisfaire que des vengeances privées. Mais détournons les yeux de ces spectacles affreux. Aux frontières était la véritable armée de la Révolution, la véritable France se défendant avec un brillant courage contre l'Europe coalisée.



La terreur à Nantes. — Les *Mariages républicains*. (Page 144, col. 1.)

§ 9. GLORIEUSE CAMPAGNE DE 1793; DÉFAITE DES VENDÉENS.

Du Comité de salut public, Carnot, organisant la victoire, avait envoyé aux armées des plans que nos soldats accomplirent. Les stratégistes de la coalition n'avaient su imaginer autre chose que d'envelopper la

France d'armées nombreuses, mais disséminées en une foule de petits corps, et s'ils avançaient d'un pas sur nous, c'était après s'être bien assurés qu'ils ne laissaient aucune place sur leurs derrières. A des opérations lentes et méthodiques, il substitua la guerre par grandes masses; au lieu de savantes manœuvres que nos généraux improvisés ne connaissaient pas encore, et que nos conscrits ne connaissaient point, il demanda qu'on frappât des coups rapides marchant droit devant soi, à la baïonnette, sans compter l'ennemi; qu'on menât enfin la guerre et la victoire au pas de charge. Cette tactique, qui convenait fort à l'inexpérience et à l'enthousiasme de nos jeunes armées, était aussi la meilleure pour couper l'immense et mince cordon que la coalition serrait autour de nous; elle réussit. A la fin d'août 1793, la France était envahie par toutes ses frontières, et on pouvait désespérer d'elle; à la fin de décembre, elle était presque partout victorieuse.

Les coalisés avaient perdu un mois précieux. De Mayence, ils avaient remonté vers les lignes de la Lauter et de la Sarre, qui couvraient l'Alsace et la Lorraine. Au nord, les Anglais et les Autrichiens se séparèrent, marchant les uns sur Dunkerque, les autres sur le Quesnoy. Ce fut une faute dont Carnot profita pour dresser un excellent plan que le général Houchard devait exécuter. Celui-ci eut ordre, tandis que Souham et Hoche défendaient énergiquement Dunkerque, de se porter en masse entre l'armée qui faisait le siége et celle qui le couvrait, pour les écraser l'une après l'autre. Il battit en effet les Anglais à la journée



Comité révolutionnaire en 1793.

d'*Hondschoote* (8 sept.). Mais ce ne fut qu'un demi-succès, parce qu'il n'obéit qu'à demi aux ordres du Comité. Il avait conduit sa marche et son attaque de telle sorte qu'il avait rejeté le corps d'observation sur le corps de siége, au lieu de les séparer. Cinq jours après il battit encore les Hollandais et les chassa de Menin. Mais une panique ramena son armée en désordre sous Lille. Il fut destitué et monta comme Custine sur l'échafaud.

Les coalisés avaient échoué à leur extrême droite, vers Dunkerque; ils avaient réussi à leur gauche, où ils avaient pris le Quesnoy. Maîtres de l'Escaut par Condé et Valenciennes, de l'intervalle entre l'Escaut et la Sambre par le Quesnoy et Mons, ils voulurent prendre Maubeuge pour s'assurer aussi de la haute Sambre. C'était presque la position du prince Eugène en 1712. Le péril pour la France semblait aussi grand; il fut aussi heureusement conjuré. Au lieu d'agir a gauche comme Villars, le long de la Scarpe, Carnot fit agir par la droite, le long de la Sambre. Jourdan, simple chef de bataillon au commencement de la campagne, avait été promu au commandement de l'armée du Nord. Il vainquit le prince de Cobourg à Watignies, en avant de cette ville, et débloqua cette ville (15 et 16 octobre). Ainsi, de ce côté nous n'avancions pas, mais deux places importantes étaient sauvées.

Dans les Vosges, les armées du Rhin et de la Moselle perdirent d'abord la bataille de Pirmasens (14 sept.) et les lignes de Wissembourg, que Wurmser força (14 oct.); Landau fut bombardé. Mais Hoche, qui ve-

nait de se distinguer à la défense de Dunkerque, fut mis à la tête de l'armée de la Moselle, Pichegru à la tête de l'armée du Rhin, et les représentants Saint-Just et Lebas vinrent animer de leur énergie les troupes et les populations. Saint-Just et Lebas agirent d'abord.

Voici quelques-uns de leurs arrêtés: « Dix mille hommes sont nu-pieds dans l'armée: il faut que vous déchaussiez tous les aristocrates de Strasbourg, et que demain, à dix heures, les dix mille paires de souliers soient en marche pour le quartier général. — Tous les manteaux des citoyens de Strasbourg sont en réquisition: ils doivent être rendus demain soir dans les magasins de la République. — La municipalité de Strasbourg tiendra deux mille lits prêts dans les vingt-quatre heures chez les riches de Strasbourg, pour être délivrés aux soldats. — Il sera levé un emprunt de 9 millions sur les riches, dont 2 millions serviront aux indigents, 1 million à la place, 6 millions à l'armée. Le particulier le plus riche imposé dans cet emprunt, qui n'aura pas satisfait dans les vingt-quatre heures à son imposition, sera exposé pendant trois heures sur l'échafaud de la guillotine. »

Carnot avait arrêté que l'armée de la Moselle essayerait de reprendre la chaîne des Vosges, pour être maîtresse des passages sur les deux versants, et libre de se réunir à l'armée du Rhin. Brunswick aida au succès de ce plan, en reculant, après une vaine tentative sur Bitche, jusqu'à Kayserlautern, à la hauteur de Manheim, tandis que Wurmser, de l'autre côté des Vosges, restait presque en vue de Strasbourg. Hoche échoua d'abord à Kayserlautern contre les Prussiens (17 nov.); mais se rejetant tout à coup, à travers les Vosges, sur le flanc droit des Autrichiens, que Pichegru attaquait de front, il leur reprit les lignes de Wissembourg (27 déc.), et les obligea de repasser le Rhin, tandis que les Prussiens, découverts sur leur gauche, reculaient jusque sous le canon de Mayence. Hoche hiverna en pays ennemi, dans le Palatinat.

En Italie, Français et Piémontais se disputaient la chaîne des Alpes; les premiers étaient à Nice, les seconds étaient à Saorgio, et nous avions été battus en voulant les en chasser. Vers les Pyrénées, les Espagnols, sous Ricardos, gardaient aussi l'offensive; l'armée républicaine, après plusieurs rencontres où le succès fut souvent balancé, se retira sous Perpignan (décembre). Sur la Méditerranée, nous reprîmes Toulon, pillé par les Anglais, qui mirent le feu à l'arsenal, aux chantiers et aux vaisseaux qu'ils ne purent emmener.

Dans la Vendée, les républicains, les Bleus, comme on les appelait, ne reprenaient pas l'avantage. Le général Tuncq, avec 6000 hommes, avait défait à Luçon 40 000 Vendéens, qui, mal disciplinés, avaient eu l'imprudence de l'attaquer en plaine (14 août). Mais le 6 septembre, ils avaient pris leur revanche à Chantonnay, malgré le courage de Marceau. Alors les Mayençais, qui d'un an ne pouvaient servir contre la coalition, arrivent en Vendée, et avec eux Kléber, qui, à lui seul, valait une armée. Les forces républicaines sont divisées en quatre corps, et on décide de partir le même jour de Saumur, de Nantes, des Sables et de Niort, pour séparer les Vendéens de la mer, où venait de se montrer une flotte anglaise, et les rejeter du Marais sur le Bocage.

La division du commandement entre Canclaux (armée de Brest) et Rossignol (armée de la Rochelle) empêcha d'abord l'unité de direction; des contre-ordres imprudemment donnés suspendirent la marche de trois divisions et laissèrent quelque temps celle de Canclaux exposée seule aux coups de l'ennemi. 20 000 Vendéens attaquent son avant-garde à Torfou. C'étaient 2000 Mayençais et Kléber: ils plient d'abord sous la supériorité du nombre et reculent. Kléber, pour arrêter l'ennemi au passage d'un pont, y place un officier et quelques soldats auxquels il dit: « Mes amis, vous vous ferez tuer ici, » et la consigne fut exécutée. Le même jour, la colonne d'Angers avait perdu les Ponts-de-Cé; la veille, Santerre, avec la colonne de Saumur, avait été battu à Coron. Autre revers en même temps à Montaigu, qui oblige Canclaux à se replier sur Nantes.

Dans cette guerre acharnée, où des deux côtés s'exerçaient les plus cruelles représailles, les républicains ramassaient quelquefois des femmes parmi les morts. Non contents d'exciter leurs maris, leurs frères, les femmes prenaient elles-mêmes les armes. « J'ai vu, dit Mme de la Rochejaquelein, une petite fille de treize ans qui était tambour dans l'armée d'Elbée et passait pour fort brave; une de ses parentes était avec elle au combat de Luçon, où elles furent tuées toutes deux à l'armée de M. de Bonchamps. Une fille s'était fait cavalier pour venger la mort de son père; elle a fait des prodiges de valeur dans toutes les guerres de la Vendée, sous le nom de *l'Angevin*. Elle s'appelle Renée Bordereau: c'est, je crois, des paysannes qui se sont battues, la seule qui vive encore (morte en 1824). Elle est couverte de blessures, a été six ans prisonnière de Bonaparte; elle n'a recouvré la liberté qu'au retour du roi et s'est battue encore en 1815. »

Ces revers, cette opiniâtreté de la résistance, désespéraient la Convention et n'étaient pas faits pour la ramener à la douceur. Presque tout pliait devant elle. La Vendée seule la tenait en échec. Elle résolut d'employer tous les moyens pour la dompter ou plutôt pour l'exterminer.

« Détruisez la Vendée, dit Barrère, Valenciennes et Condé ne seront plus au pouvoir de l'Autrichien. Détruisez la Vendée, le Rhin sera délivré des Prussiens. Détruisez la Vendée, l'Espagne se verra harcelée, conquise par les méridionaux. Détruisez la Vendée, et une partie de cette armée de l'intérieur va renforcer cette courageuse armée du Nord, si souvent trahie, si souvent désorganisée. Détruisez la Vendée, Lyon ne résistera plus; Toulon s'insurgera contre les Espagnols et les Anglais, et l'esprit de Marseille se relèvera à la hauteur de la révolution républicaine. Enfin, chaque coup que vous porterez à la Vendée retentira dans les villes rebelles, dans les départements fédéralistes, sur les frontières envahies!... la Vendée et encore la Vendée!... C'est là qu'il faut frapper, d'ici au 20 octobre, avant l'hiver, avant l'impraticabilité des routes, avant que les brigands trouvent l'impunité dans le climat et dans la saison. » La Convention adressa aux troupes une proclamation qui leur ordonnait d'avoir terminé la guerre avant la fin d'octobre.

En onze jours, en effet, les Vendéen séprouvent quatre échecs: à Saint-Symphorien, le 6 octobre, par les Mayençais; à Châtillon, le 9, par Westermann; à Mortagne, où Lescure fut mortellement blessé; et à Saint-Christophe, le 15, par Marceau et Kléber. Enfin



LESCURE.



BONCHAMPS.

Kléber les écrase en avant de Chollet (17 octobre). D'Elbée, Bonchamps, furent frappés à mort.

Voici comment Mme de Bonchamps, dans ses *Mémoires* rédigés par Mme de Genlis, raconte les circonstances où tomba l'un des derniers défenseurs de la Vendée : « Les Vendéens avaient tout renversé; ils entraient déjà dans les faubourgs de Chollet. Tout à coup les grenadiers de la Convention se rallièrent, les Mayençais marchèrent en avant; alors tout changea de face. Pris en flanc dans une grande lande par la cavalerie, les royalistes furent enfoncés; en vain leurs généraux voulurent arrêter les fuyards; la voix même de mon mari fut méconnue. Pour tenter un dernier effort, tous les chefs se rassemblèrent, formèrent un escadron auquel se joignirent quelques cavaliers vendéens, et se précipitèrent en désespérés au milieu des rangs ennemis. Ce fut en ce fatal moment que M. de Bonchamps reçut au bas-ventre une blessure mortelle; il tomba baigné dans son sang. M. Piron parvint à se faire jour, enleva mon mari et le préserva du moins de l'horreur de tomber au pouvoir des ennemis, qui fusillaient tous les prisonniers; on le mit sur un brancard. A cet aspect, les Vendéens reprirent toute leur valeur pour l'escorter et protéger son voyage; ils se rallièrent autour de lui, portant tour à tour son brancard, pendant cinq grandes lieues, malgré la poursuite des républicains. On le déposa à Saint-Florent, où se trouvaient alors 5000 prisonniers renfermés dans l'église. M. de Bonchamps fut porté chez Mme Duval, dans le bas de la ville. Tous les officiers de son armée se rangèrent à genoux autour du matelas sur lequel il était étendu, attendant dans la plus cruelle anxiété la décision du chirurgien. Mais la blessure était si grave qu'elle ne laissait aucune espérance. M. de Bonchamps le reconnut à la sombre tristesse qui régnait sur toutes les figures : il chercha à calmer la douleur de ses officiers; il demanda ensuite avec instance que les derniers ordres qu'il avait donnés fussent exécutés, et aussitôt il prescrivit qu'on donnât la vie aux prisonniers renfermés dans l'abbaye; puis, se tournant vers M. d'Audichamp, un des officiers de son armée qu'il affectionnait le plus, il ajouta : « Mon ami, c'est sûrement le dernier ordre que je vous donnerai, laissez-moi l'assurance qu'il sera exécuté. » L'ordre de M. de Bonchamps, donné sur son lit de mort, produisit tout l'effet qu'on en devait attendre. A peine fut-il connu des soldats, que de toutes parts ils s'écrièrent : « Grâce! Grâce! Bonchamps l'ordonne. » Et les prisonniers furent sauvés. Quelques heures après, Bonchamps expirait. Il n'avait que 33 ans. Le souvenir de sa belle action sauva sa veuve devant le tribunal révolutionnaire de Nantes. Bonchamps avait une belle âme. Il faisait à regret cette guerre contre ses concitoyens : « Nous ne devons même pas, disait-il, prétendre à la gloire humaine, les guerres civiles n'en donnent point. » Toujours porté à la conciliation, il ne prit point part aux divisions qui furent si funestes à la cause des Vendéens. Stofflet lui avait adressé un cartel. Bonchamps fit cette réponse : « Non, Monsieur, je n'accepte point votre défi; Dieu et le roi peuvent seuls disposer de ma vie, et notre cause perdrait trop, si elle était privée de la vôtre. » Cette cause perdit beaucoup en le perdant lui-même, et le représentant du peuple put écrire avec raison à la Convention : « La mort de M. de Bonchamps vaut une victoire pour nous. »



La Rochejaquelein.

Acculés à la Loire par le grand désastre de Chollet, 80 000 Vendéens, hommes, femmes, enfants, vieillards, passèrent enfin ce fleuve, à Varades, pour soulever l'Anjou, le Maine et la Bretagne. « Les hauteurs de Saint-Florent forment une sorte d'enceinte demi-circulaire, au bas de laquelle règne une vaste plage unie qui s'étend jusqu'à la Loire, fort large en cet endroit; 80 000 personnes se pressaient dans cette vallée : soldats, femmes, enfants, vieillards, blessés, tous étaient pêle-mêle, fuyant le meurtre et l'incendie; derrière eux, ils apercevaient la fumée s'élever des villages que brûlaient les républicains; on n'entendait que des pleurs, des gémissements et des cris. Une vingtaine de mauvaises barques portaient successivement les fugitifs qui s'y entassaient; d'autres cherchaient à traverser sur des chevaux : tous tendaient les bras vers l'autre bord, suppliant qu'on vînt les chercher. » (*Mémoires de Mme de la Rochejaquelein*) Les

Vendéens étaient sans chef. M. de Lescure, grièvement blessé, ne pouvait veiller sur une aussi nombreuse armée. M. de la Rochejaquelein, âgé de 31 ans, fut élu. Les Vendéens battirent les Bleus près de Laval (7 octobre) et prirent la ville. En poursuivant l'ennemi, M. de la Rochejaquelein se trouva seul dans un chemin creux aux prises avec un fantassin; il le saisit au collet de la main gauche, et gouverna si bien son cheval avec les jambes, que cet homme ne put lui faire aucun mal. Au camp, on voulait tuer ce soldat. La Rochejaquelein le protégea et le renvoya en lui disant : « Retourne vers les républicains, apprends-leur que tu t'es trouvé seul avec le général des brigands, qui n'a qu'une main et point d'armes, et que tu n'as pu le tuer. »

Les Vendéens rencontrent encore les Bleus devant Château-Gonthier, et les mettent en fuite. Ceux-ci se replient dans la ville. « Eh bien! s'écrie la Rochejaquelein, est-ce que les vaincus coucheront dans la ville et les vainqueurs dehors? » Excités par ces paroles, ses soldats se précipitent à l'assaut, et Château-Gonthier est emporté. Les royalistes pénétrèrent jusqu'à Granville, d'où ils espéraient tendre la main aux Anglais. Mais Granville les repousse : ils retournent alors sur Angers (3 décembre) pour rentrer dans le Bocage vendéen.

« Sur la seule route que pouvaient suivre les Vendéens, les républicains transportèrent un amas énorme de bois, auquel ils mirent le feu. Toute cette route présentait l'aspect d'une longue allée dont les arbres abattus et enflammés formaient dans toute son étendue un brasier sans lacunes. Les royalistes furent contraints de traverser cet incendie avec toute leur artillerie, au risque de voir sauter leurs caissons. On voyait avec saisissement traîner des monceaux de poudre sur un terrain fumant, noirci et couvert d'étincelles, sur lequel à tous moments tombaient et roulaient des tisons ardents. Ce passage était si effrayant qu'un morne et profond silence régnait dans toute l'armée, composée au moins de 60 000 hommes. » (*Mémoires de Mme de Bonchamps.*) Mais au bout les Vendéens trouvent la Loire fermée. Ils sont rejetés sur le Mans, écrasés dans cette ville (13 décembre), achevés dans Savenay (23 décembre). Ce fut la fin de la grande guerre. Les *colonnes infernales* n'eurent plus que quelques combats isolés à livrer dans la Vendée, où Charette, la Rochejaquelein et Stofflet tenaient encore, et à traquer les chouans de la Bretagne. Mais les exécutions furent sans pitié, et tous ceux qu'on pouvait trouver ayant pris une part, même indirecte, à la guerre, furent fusillés.

§ 10. EXCÈS ET DÉCHIREMENTS DE LA CONVENTION; LE CULTE DE LA RAISON (20 NOV. 1693); SUPPLICE D'HÉBERT ET DE DANTON (MARS-AVRIL 1794).

Au milieu de ces luttes du dehors et du dedans, jamais gouvernement ne prit à la fois des mesures ni plus vastes ni plus hardiment imaginées. Le 10 octobre, le gouvernement était déclaré *révolutionnaire*, c'est-à-dire que le pouvoir exécutif était placé sous la surveillance du Comité de salut public, qui rendait compte tous les huit jours à la Convention. Ce gouvernement sut à la fois mettre la population debout, la pourvoir d'armes et fournir, par une nouvelle mesure financière, à la dépense de ce grand déplacement; il sut mettre en rapport le papier-monnaie avec le prix des subsistances et des denrées, et distribuer les armées et les généraux d'une manière appropriée à chaque théâtre de la guerre. Toute la population, divisée par générations, fut mise en réquisition jusqu'au jour où les ennemis auraient été chassés du territoire de la République : les jeunes gens à l'armée active, les hommes mariés à la fabrique des armes et aux transports, les femmes à la confection des habits et aux hôpitaux. Des commissaires extraordinaires envoyés partout tinrent la main à l'exécution de ces mesures extraordinaires. Il fallait de l'argent, et l'État pouvait à peine suffire à sa dette. Sur le rapport de Cambon, adopté par la Convention, le gouvernement ouvrit *le grand-livre de la dette publique*, qui servit à unifier et à consolider les anciennes et les nouvelles dettes, en rattachant les créanciers à la Révolution. Le capital de la dette fut ainsi converti en une masse de rentes de 200 millions par an. Le vote d'un impôt forcé d'un milliard sur les riches permit en même temps de commencer à faire disparaître les assignats, et de couvrir les dépenses nécessaires. Enfin, dans des circonstances exceptionnelles, et pour mettre les assignats au niveau du prix des marchandises, le *maximum* pour les marchandises de *première nécessité* fut établi après qu'on eut dressé la statistique des denrées et subsistances disponibles. Le gouvernement, composé du Comité de salut public, du Comité de surveillance générale, du tribunal extraordinaire, était, comme la révolution même, déclaré en état de siége. Les circonstances aussi extraordinaires le demandaient sans doute; mais à des mesures pratiques la Conventien, entraînée, mêla d'autres rêveries.

C'est le propre du caractère français d'aimer la règle, l'uniformité. La raison, qui fait le fond de notre esprit, nous porte à appliquer immédiatement toutes ses lois. Faut-il changer quelque chose, nous bouleversons pour recréer, suivant un plan nouveau ou une théorie nouvelle. Nous aimons à faire table rase, quitte à réédifier le lendemain, pour démolir encore et reconstruire sans cesse, tournant presque toujours dans le même cercle et ne comprenant pas qu'une constitution parfaite est l'œuvre du temps, et qu'une fois les fondements de la société bien assis, il ne faut pas les ébranler sans cesse, si l'on veut espérer de voir jamais le monument couronné

En voyant tout s'écrouler, les esprits étaient saisis d'une fièvre d'innovation qui ne s'arrêtait plus devant aucun obstacle. On avait uniformisé l'administration civile, religieuse, militaire, égalisé la dette publique : c'était bien. On s'imagina de prendre pour unité de poids et pour unité de mesures des quantités invariables et naturelles dans chaque pays. Ainsi l'eau distillée fut prise pour unité de poids, et une partie du méridien pour unité de mesure. Ces unités, multipliées ou divisées par dix, à l'infini, formèrent le beau système connu sous le nom de système décimal des poids et mesures. C'était là encore une grande chose. Mais dans l'enthousiasme du moment, on croyait que toute trace du passé devait disparaître. Le monde suivant les révolutionnaires, n'avait commencé d'être que le jour où la République avait pris naissance, le 22 septembre 1792. On décréta donc que l'ère nouvelle daterait de cette époque. On fit un nouveau calendrier, réglé sur les saisons. L'automne, qui commençait le 21 septembre, se composa de *vendémiaire, brumaire, frimaire* (mois des vendanges, de brumes, de frimas); l'hiver, de *nivôse, pluviôse, ventôse* (mois des

neiges, de la pluie et du vent); le printemps, de *germinal*, *floréal*, *prairial* (mois des bourgeons, des fleurs, des foins); l'été, de *messidor*, *thermidor*, *fructidor* (mois des moissons, des chaleurs, des fruits). Ces dénominations furent imaginées par Fabre d'Églantine. Les jours eurent des noms de légumes, ce qui fit donner au calendrier le nom de *légumier*. Le dimanche fut supprimé, et le mois divisé en trois parties de dix jours ou décades. Les jours s'appelaient: primidi, duodi, tridi, quartidi, quintidi, sextidi, septidi, octidi, nonidi, décadi. Tous les noms qui rappelaient des souvenirs religieux ou monarchiques disparurent. Les rues prirent les noms d'Hébert, de Marat. La rue du Faubourg-Montmartre s'appela rue du Faubourg-Mont-Marat. Bourg-la-Reine changea son nom contre celui de Bourg-Égalité; Toulon contre celui de Ville-Plate; Villejuif s'appela Commune-Équitable; Charleville, Vedette-Républicaine.

La dernière révolution qu'on essaya fut contre la religion. Le catholicisme, compromis dans la guerre vendéenne, s'était mis en opposition avec la Révolution. Néanmoins, malgré des pétitions nombreuses contre les prêtres et contre le culte, la Convention s'était refusée à agir lorsque l'attaque vint du dehors. Si Robespierre, Saint-Just et d'autres s'arrêtaient au déisme, Chaumette et Hébert faisaient profession d'athéisme et n'admettaient que la raison humaine comme objet d'adoration. Chaumette, particulièrement, s'était fait remarquer en provoquant quelques mesures rigoureuses en faveur des mœurs, sinon de la religion. Puissant à la Commune et poussé par Hébert, plus ambitieux que lui, ce sectaire de la Raison commença par chercher à entraver la publicité du culte catholique. Enfin, un Allemand, député à la Convention, Anacharsis Clootz, qui datait ses lettres de Paris, *chef-lieu du globe*, court avec Chaumette le procureur de la Commune, chez l'évêque constitutionnel de Paris, le vieux Gobel. Ils l'intimident, ils le persuadent, ils l'entraînent à la Convention. Là, l'évêque renonce à son culte; et c'est ensuite dans le clergé républicain à qui viendra se *déprêtriser*. L'évêque Grégoire oppose en vain à toutes les menaces une noble résistance. « On m'a tourmenté, dit-il, pour accepter le fardeau de l'épiscopat, on me tourmente aujourd'hui pour obtenir de moi une abdication qu'on ne m'arrachera pas.... J'invoque la liberté des cultes! » Néanmoins, les sections de Paris, entraînées, déclarent l'une après l'autre qu'elles renoncent à la superstition. Aussitôt Chaumette, Hébert encouragèrent les dévastations d'églises, et firent fermer les temples, fondre les cloches, les châsses, les reliquaires. Des richesses s'entassèrent à la Convention et aux municipalités. Le représentant Ruhl brisa sur la place publique de Reims la sainte ampoule. Les sculptures magnifiques de nos cathédrales, échappées à la fureur des protestants il y a deux siècles, furent mutilées. L'athéisme triomphait.

Sa morale était parfois singulière. Voici l'édifiante exhortation que Chaumette adressait au nom de la Commune à des couples de jeunes mariés:

« Citoyens et citoyennes, vous nous prouvez aujourd'hui que la liberté reposera chez nous sur des bases éternelles; déjà le règne des mœurs commence. Il était réservé au divorce de rajeunir d'anciennes alliances et de remplacer par des charmes inconnus jusqu'alors les dégoûts et la fatigue inséparable d'un lien indissoluble. La facilité d'une rupture rassure les âmes timides; libres de se séparer, les époux n'en sont que plus unis. Non, rien ne coûte que ce qu'on fait par contrainte, et le plaisir même est à charge lorsqu'il devient un devoir. Le divorce est le père des égards mutuels, des complaisances, des soins, perpétuels aliments des feux honnêtes; et c'est bien ici le cas de s'écrier avec un philosophe de nos jours: « Le divorce est le dieu tutélaire de l'hymen. » (*Moniteur*, 23 octobre 1793.)

Chaumette et Hébert ne reconnaissaient plus de Dieu. Il fallait cependant des cérémonies au peuple, et les fêtes républicaines du 21 janvier, du 14 juillet, du 31 mai ne suffisaient pas. Ils imaginèrent alors de célébrer l'adoration d'une faculté de l'homme qui leur manquait tout à fait: la raison. Ils divinisèrent la raison et lui donnèrent pour temple l'église Notre-Dame. Le 20 novembre, Chaumette, grand pontife de cette nouvelle déesse, entra dans la vieille basilique de Philippe Auguste, de saint Louis et de Louis XIV pour installer le nouveau culte. Tous les corps constitués de la République occupaient des estrades magnifiquement décorées. Des femmes vêtues de blanc et ornées de ceintures tricolores escortaient la déesse. « Celle-ci, représentée par Mlle Maillard, les pieds chaussés du cothurne théâtral, ses cheveux décorés du bonnet phrygien, le corps à peine vêtu d'une tunique blanche, que recouvrait une chlamyde flottante de couleur céleste, fut portée au son des instruments jusqu'au pied de l'autel. Elle s'assit à la place où l'adoration des fidèles cherchait naguère le pain mystique transformé en Dieu. Derrière elle, une torche immense signifiait le flambeau de la philosophie, destiné à éclairer seul désormais l'enceinte des temples. » Chaumette prononça un discours; on lut sa déclaration des droits de l'homme; on fit l'analyse des nouvelles des armées, et, comme on avait remporté une victoire en Vendée, on chanta un hymne patriotique. Mais les nouvelles religions sont disposées à persécuter les anciennes.

Un décret de la Convention, rendu en haine de la royauté, avait ordonné la destruction des tombeaux des rois à Saint-Denis. La Commune fit exécuter ce décret « avec toutes les circonstances et toutes les dérisions les plus propres à augmenter l'horreur d'un tel acte. » Non-seulement on brisa les tombes, mais on enfonça les cercueils. « Pépin, le fondateur de la dynastie carlovingienne et le père de Charlemagne, n'était plus qu'une pincée de cendre grisâtre qui s'envola au vent. Les têtes mutilées des Turenne, des Duguesclin, de Louis XII, de François Iᵉʳ, roulèrent sur le parvis. On marchait sur des monceaux de sceptres, de couronnes, de crosses pastorales, d'attributs historiques ou religieux. Une immense tranchée, dont les bords étaient recouverts de chaux vive pour consumer les cadavres, fut ouverte dans un des cimetières extérieurs, appelé le cimetière des Valois.... Henri IV, embaumé avec l'art des Italiens, conservait sa physionomie historique. Sa poitrine découverte montrait encore les deux blessures par où sa vie avait coulé. Sa barbe, parfumée et étalée en éventail comme dans ses images, attestait le soin que ce roi voluptueux avait de son visage. Sa mémoire, chère au peuple, le protégea un moment contre la profanation. La foule défila en silence pendant deux jours devant ce cadavre encore populaire. Placé dans le cœur, au pied de l'autel, il reçut mort les hommages respectueux des mutilateurs de la royauté. Javogues, représentant du peuple, s'indigna de cette

superstition posthume. Il s'efforça de démontrer en quelques mots au peuple que ce roi, brave et amoureux, avait été plutôt le séducteur que le serviteur de son peuple. « Il a trompé, dit Javogues, Dieu, ses « maîtresses et son peuple; qu'il ne trompe pas la « postérité et votre justice. » On jeta le cadavre dans la fosse commune. » (Lamartine.) Turenne cependant fut respecté, et il repose aujourd'hui aux Invalides.

Les excès de la Montagne étaient arrivés à leur terme. Avec la sécurité sur les frontières renaissait la compassion pour les victimes du dedans. En voyant tomber la religion après l'Église, on se remettait à croire. La Convention, qui avait proscrit les Girondins, retrouva bientôt des modérés. Mais le successeur de Marat, Hébert, se roidit contre eux, et la Montagne à son tour fut divisée. Ancien vendeur de contre-marques



Fête de la Raison. (Page 151, col. 2.)

et commis infidèle, Hébert ne tendait à rien moins qu'à dompter la Convention et à faire ériger la terreur en gouvernement régulier. Il voulait dépasser Marat. Robespierre, qui l'avait méprisé jusqu'alors, comprit qu'il fallait arrêter ce fanatique. Il se rapprocha de Danton et de Desmoulins. Celui-ci, muet depuis longtemps, reprit la plume, et le premier numéro du *Vieux Cordelier* fut lancé contre la feuille du *Père Duchêne*, la feuille d'Hébert. Ce premier numéro fut vendu à 50 000 exemplaires, et le succès s'accrut chaque jour. Camille faisait appel à la raison, au bon sens, à l'humanité : « Ne sais-tu donc pas, disait-il à Hébert, que quand les tyrans d'Europe veulent avilir la République, quand ils veulent faire croire à leurs esclaves que la France est couverte des ténèbres de la barbarie, ne sais-tu pas, malheureux, que ce sont des lambeaux de tes feuilles

qu'ils insèrent dans leurs gazettes, comme si le peuple était aussi ignorant, aussi bête que tu voudrais le faire croire à M. Pitt, comme si c'était là le langage de la Convention et du Comité de salut public, comme si tes saletés étaient celles de la nation, comme si un égout de Paris était la Seine? » (Le *Vieux Cordelier*, n° 5.) Attaquant la loi des suspects, et rappelant les lois de lèse-majesté des empereurs romains, il disait : « Tout donnait alors de l'ombrage au tyran. Un citoyen avait-il de la popularité, c'était un rival du prince qui pouvait susciter une guerre civile : suspect. — Fuyait-on au contraire la popularité et se tenait-on au coin de son feu, cette vie retirée vous avait fait remarquer, vous avait donné de la considération : suspect. — Étiez-vous riche, il y avait un péril imminent que le peuple ne fût corrompu par vos largesses : suspect. — Étiez-vous pauvre. « Comment donc, invincible empereur! « il faut surveiller de près cet homme; il n'y a per« sonne d'entreprenant comme celui qui n'a rien : » suspect.... » (Le *Vieux Cordelier*, n° 3.) « Non, la liberté, cette liberté descendue du ciel, ce n'est point une nymphe de l'Opéra, ce n'est point un bonnet rouge, une chemise sale ou des haillons : la liberté, c'est la raison, c'est l'égalité, c'est la justice. Voulez-vous que je la reconnaisse, que je tombe à ses pieds, que je verse tout mon sang pour elle? Ouvrez les prisons à ces deux cent mille citoyens que vous appelez suspects. » (*Idem*, n° 4.)

Robespierre, de son côté, aux Jacobins, ne cessait de déclamer contre le fanatisme, contre l'athéisme.



Condamnation de Danton et de Camille Desmoulins (5 avril 1794) (Page 155, col. 1.)

« L'athéisme est aristocrate; si Dieu n'existait pas, répétait-il, il faudrait l'inventer!... » Mais en prenant la cause de Dieu, il ne s'oubliait pas. Dévoré de l'ambition, non du pouvoir, mais d'être le premier; enivré par la popularité de son rôle et de ce qu'on appelait sa vertu, croyant seul posséder la juste mesure, tout en combattant Hébert, avec Danton et Desmoulins, il ne cessait pas de les regarder comme des modérés. « Deux factions nous travaillent, s'écriait-il : l'une nous pousse à la faiblesse, l'autre à l'excès; l'une veut ériger la liberté en bacchante, l'autre en prostituée. Des intrigants subalternes, souvent même de bons citoyens abusés, se rangent à l'un et à l'autre parti. Mais les chefs appartiennent à la cause des rois. Les uns s'appellent les modérés, les autres sont les faux révolutionnaires. Voulez-vous contenir les séditieux? Les premiers vous rappellent la démence de César! Ils découvrent qu'un tel a été noble quand il servait la République, ils ne s'en souviennent plus quand il la trahit. Les autres imitent et surpassent les folies des Héliogabale et des Caligula. Mais l'écume impure que l'Océan repousse sur ses rivages le rend-elle moins imposant. »

Robespierre, on le voit, se mettait au-dessus de ces deux partis, les violents et les modérés, les hébertistes et les dantonistes, pour les détruire l'un par l'autre et élever sa domination sur leurs débris; et comme il avait par Couthon et Saint-Just la haute main dans le Comité, il y réussit. Il chassa d'abord les hébertistes des Jacobins et y compromit Desmoulins; Hébert, membre de la Commune, voulut profiter de son pou-

voir pour prévenir le danger qui le menaçait et exciter une insurrection. Il croyait disposer du maire Pache; il avait pour seconds un général tout révolutionnaire, Ronsin, un énergumène du nom de Vincent, un Momoro, Anacharsis Clootz, Chaumette, dont Robespierre avait fait abolir le *culte de la Raison*. Des soldats de rencontre, qui aimaient mieux rester à terroriser Paris que courir à la frontière, et qu'on appelait les *épaulettes*, formaient leur armée. On se crut à la veille d'un nouveau coup d'État populaire; mais Robespierre, Saint-Just, Couthon, Collot-d'Herbois restèrent maîtres des Jacobins, et continrent les Cordeliers en tenant toujours la balance égale entre les deux factions, « dont l'une, pour attaquer la superstition, cherchait à renverser Dieu même et à verser des torrents de sang, sous prétexte de venger la République; et dont l'autre, faible et vicieuse, ne se sentait pas *assez vertueuse pour être si terrible*, et s'apitoyait lâchement sur tous les sacrifices nécessaires qu'exigerait l'établissement de la vertu. » Les ultra-révolutionnaires furent d'abord frappés. Le Comité, sûr des Jacobins, fit arrêter dans la nuit Hébert avec ses amis, Ronsin, Vincent, Momoro, Anacharsis Clootz. Le 24 mars 1794, cinq charrettes conduisaient les hébertistes, intrigants ou brouillons, à la place de la Révolution.

Quelques jours après, ce fut le tour des dantonistes. Danton n'avait jamais assez redouté Robespierre. Fier de sa force athlétique, de sa taille imposante, de sa tête hardie et terrible, habitué à imposer à la populace par sa présence seule et sa voix formidable, il se croyait à l'abri de tout péril. Ses services, d'ailleurs, la part qu'il avait prise à la fameuse journée du 10 août, son indulgence pour les massacreurs de septembre, l'appui qu'il avait prêté aux adversaires des Girondins, la création du tribunal révolutionnaire, qu'il avait demandée, tout cela lui inspirait une confiance aveugle. « Il n'oserait! » disait-il, comme les Guises, à ceux qui l'avertissaient des desseins de Robespierre. On lui conseilla de fuir. « Emporte-t-on sa patrie à la semelle de son soulier? » répondit-il. Mais Danton était à la fois hardi et insouciant, énergique aux jours de détresse ou de bataille, indolent aux jours de richesse et de paix. Avant 1789, avocat sans cause, il n'en avait pas moins vécu royalement sur le pavé de Paris. Son beau-père, limonadier au coin du Pont-Neuf, aidait le ménage et le recueillait parfois. Dans la tourmente révolutionnaire, il se distingua par son audace, et on le considérait comme celui qui avait porté les coups les plus terribles à la monarchie. Robespierre, rhéteur élégant, qu'effrayait le bruit des armes, et qui s'était caché pendant trois jours au 10 août, n'aimait pas ce rival populaire qui n'avait point voulu entrer au Comité de salut public, et qui, accessible aux sentiments généreux, s'effrayait du régime sanglant par lequel la Terreur défendait la République. Une influence charmante n'avait pas peu contribué à adoucir ce caractère violent. Danton, qui avait perdu sa première femme le 10 février 1793, morte de l'impression que lui avait causée septembre, Danton s'était remarié, le 17 juin de la même année, avec la fille d'un huissier audiencier au parlement, Mlle Louise Grély. Quelque temps retiré à Arcis-sur-Aube, il était resté complétement en dehors de la tourmente au moment où la Montagne déployait la plus grande énergie contre l'étranger, contre al Vendée et les départements.

Cette retraite avait affaibli sa popularité. Quand il revint se mêler aux affaires, Robespierre, qui n'avait cessé de maîtriser les Jacobins, dominait aussi par ses créatures au Comité de salut public. Le supplice des anarchistes avait fait croire à Danton, à Desmoulins et à leurs amis que le Comité entrait dans leurs vues; et dès lors ils ne cessaient de prêcher la modération, la clémence. Mais Robespierre, homme à système, froid calculateur, croyait que si la Révolution avait l'air de faiblir, elle était perdue. Déjà les articles de Camille Desmoulins avaient réveillé les espérances des prisonniers; déjà la réaction commençait à poindre. Poussé par Robespierre et Saint-Just, le Comité frappa les modérés après avoir exterminé les anarchistes, pour montrer qu'il voulait se tenir entre les deux extrêmes. Dans la nuit du 31 mars, Danton, Camille Desmoulins, Philippeaux, Hérault de Séchelles, Lacroix, sont arrêtés et conduits au Luxembourg. Grande stupeur dans Paris; la Convention se rassemble effrayée. Les amis de Danton demandent que les accusés soient entendus à la barre avant d'être envoyés au tribunal. Robespierre arrive : « Au trouble depuis longtemps inconnu, dit-il, qui règne dans cette Assemblée, on voit bien qu'il est ici question d'un grand intérêt, qu'il s'agit de savoir si quelques hommes l'emporteront aujourd'hui sur la patrie.... Legendre paraît ignorer le nom de ceux qui sont arrêtés. Toute la Convention les connaît. Son ami Lacroix est du nombre des détenus; pourquoi Legendre feint-il de l'ignorer? Parce qu'il sait bien qu'on ne peut, sans impudeur, défendre Lacroix. Il a parlé de Danton, parce qu'il croit qu'à ce nom sans doute est attaché un privilége.... Non, nous ne voulons pas de priviléges; nous ne voulons point d'idoles!... On vous parle du despotisme des comités, comme si la confiance que le peuple vous a donnée et que vous avez transmise à ces comités n'était pas un sûr garant de leur patriotisme. On affecte des craintes; mais je le dis, quiconque tremble en ce moment est coupable, car jamais l'innocence ne redoute la surveillance publique. »

Les accusés ne furent point entendus par la Convention. Ils forcèrent au moins le tribunal à les entendre. Ils étaient confondus avec les étrangers, avec des faussaires. On avait commencé depuis quelque temps ce qu'on appelait les *fournées*. Accusé d'avoir conspiré avec Mirabeau, avec Dumouriez, avec d'Orléans, avec les Girondins, avec l'étranger, Danton ne put maîtriser son indignation. Il s'écria d'une voix terrible : « Que les lâches qui m'accusent paraissent, et je les couvrirai d'ignominie.... Que les comités se rendent ici, il me les faut pour accusateurs et pour témoins! » L'émotion était générale. La foule se pressait autour du palais de justice et se répétait les mots de Danton. Fouquier était dans le plus grand embarras. Camille Desmoulins avait déchiré son acte d'accusation, et il bravait avec Danton les membres du tribunal. L'accusateur public écrivit au Comité, qui lui répondit de prolonger les débats jusqu'au délai de trois jours. La troisième séance fut plus orageuse encore que les précédentes. Déjà on s'agitait dans Paris et dans les prisons. Fouquier adresse encore une lettre au Comité pour demander conseil. Alors Saint-Just se rend à la Convention, où il transforme en une conspiration l'agitation publique : « Les accusés, dit-il, sont en pleine révolte : ils menacent le tribunal; ils poussent l'insolence jusqu'à jeter au nez des juges des boules

de mie de pain; il excitent le peuple, et peuvent même l'égarer. Ce n'est pas d'ailleurs tout : ils ont préparé une conspiration des prisons ; la femme de Camille a reçu de l'argent pour provoquer une insurrection ; le général Dillon doit sortir du Luxembourg, se mettre à la tête de quelques conspirateurs, égorger les deux Comités et élargir les coupables. » Un décret fut rendu qui ordonna au tribunal de mettre hors des débats les accusés qui manqueraient au respect dû à la justice. Armé de ce décret, Fouquier-Tinville fit clore les débats et prononcer la condamnation. Les accusés étaient au nombre de quinze.

Le 5 avril, ils furent conduits à la mort. Après sa condamnation, Camille avait écrit à sa jeune femme, Lucile, une lettre désespérée et touchante :

« Ah! ma chère Lucile, ma bien-aimée! si c'était Pitt ou Cobourg qui me traitassent si durement!... Mais mes collègues! Mais Robespierre, qui a signé l'ordre de mon cachot! Mais la République, après tout ce que j'ai fait pour elle! C'est là le prix que je reçois de tant de vertus et de sacrifices.... Je sens fuir devant moi le rivage de la vie. Je vois encore Lucile! je la vois! mes bras croisés te serrent! mes mains liées t'embrassent, et ma tête séparée repose sur toi. Je vais mourir! » Dans le trajet à la place de la Révolution, il s'indigna de se voir injurié par la lie de la populace, lui qui s'intitulait fièrement le premier apôtre de la liberté. « Reste donc tranquille, lui dit Danton, et laisse là cette vile canaille. » Danton voulut embrasser Hérault de Séchelles, le bourreau l'arrêta : « Tu veux donc être plus cruel que la mort? lui dit Danton. Va! tu n'empêcheras pas que, dans un moment, nos têtes s'embrassent dans le fond du panier. »

Quelques jours après, on envoya à l'échafaud les restes du parti des anarchistes et des modérés, toute la *séquelle* hébertiste et dantoniste, comme disait le Comité : le procureur de la Commune, le pontife de la Raison avec sa malheureuse dupe l'évêque Gobel, le général Dillon, la femme d'Hébert et la gracieuse épouse de Camille Desmoulins, coupable d'avoir erré autour de la prison pour montrer leur père à ses enfants. Elle mourut avec un courage digne de son mari, et son supplice attendrit le peuple, comme celui de Charlotte Corday et de Mme Roland.

§ 11. DICTATURE DE ROBESPIERRE; CAMPAGNE D'ÉTÉ DE 1794; VICTOIRE DE FLEURUS (26 JUIN); REDOUBLEMENT DE LA TERREUR; LE 9 THERMIDOR.

La Révolution, comme on l'avait prédit, ressemblait donc à Saturne et dévorait ses enfants. Toute grande personnalité avait disparu. Il n'y avait plus d'orateur éloquent depuis la mort de Vergniaud; maintenant il n'y aura plus de chef redouté à la tête du peuple. Robespierre ne voit à ses côtés que des personnages secondaires. Il règne sans rival; mais ce qui le rend inattaquable à ses ennemis, c'est qu'il ne paraît pas régner pour lui-même : « Onze armées à diriger, disait-il à la Convention, le poids de l'Europe entière à porter, partout des traîtres à démasquer, des émissaires soudoyés par l'or des puissances étrangères à déjouer, des administrateurs infidèles à surveiller, à poursuivre; partout à aplanir des obstacles, à briser des entraves à l'exécution des plus sages mesures; tous les tyrans à combattre, tous les conspirateurs à intimider : telles sont nos fonctions. » Pour lui, il ne quitte point le toit du menuisier sous lequel il vivait; mais il concentre dans les mains du Comité tous les pouvoirs. L'armée révolutionnaire, ramassis de pillards et d'assassins, l'embarrassait plus qu'elle ne le servait : il la fait licencier. Douze commissions, qui ne furent que douze bureaux dépendant du Comité de salut public, remplacent les ministères, décrédités déjà depuis longtemps. Le nombre des comités révolutionnaires étant trop grand, on supprime ceux des communes. La surveillance devient plus facile sur ceux qui restent. On fait dissoudre presque toutes les sociétés rivales des Jacobins, et cette grande société, avec ses affiliées, devient la véritable assemblée avec laquelle Robespierre, Couthon et Saint-Just partagent le pouvoir. Un bureau de police, qui reçoit les dénonciations, jusqu'alors publiées hautement, est l'instrument à l'aide duque ils disposent de la vie de tous les citoyens. L'administration, la police, l'opinion sont centralisées entre leurs mains.

Le nouveau gouvernement n'en fut que plus rigoureux.

Les prisons étaient remplies de suspects. Leur régime fut rendu plus sévère. Les rations, réduites, se firent payer très-cher, et on sépara tous ceux que d'anciennes relations ou des liens de parenté consolaient de leur captivité. Le tribunal révolutionnaire continua son œuvre avec une rapidité effrayante. Le vénérable Malesherbes, qui, sous Louis XV, avait protégé les philosophes, sans lequel l'*Encyclopédie* n'aurait peut-être pas paru, qui avait fait de si généreux efforts pendant les premières années du règne de Louis XVI pour obtenir des réformes, fut condamné avec toute sa famille. On ne lui pardonnait pas son noble dévouement pour le roi, qu'il avait assisté dans son infortune. En marchant à l'échafaud, ce vénérable vieillard, fort d'une vie honorable, conserva toute sa sérénité. Il fit un faux pas. « Ce faux pas est d'un mauvais augure, dit-il gaiement; un Romain serait rentré chez lui. » Le chimiste Lavoisier, auquel la science doit une éternelle reconnaissance, fut conduit à la mort avec les fermiers généraux, dont il avait eu le malheur de faire partie. On ne lui laissa pas même quelques jours pour écrire une découverte qu'il venait de faire. Une jeune fille, accusée d'avoir voulu assassiner Robespierre, fut également conduite au supplice avec sa famille.

Le gouvernement était achevé, le pouvoir semblait fixé. Au milieu des luttes intérieures qui tenaient l'échafaud comme en permanence, et des victoires qui commençaient à relever la France au dehors, à ce moment sans exemple où la férocité se mêlait à la grandeur, on éprouva le besoin de se rattacher à quelque idée sublime ou consolante. C'est ce qui amena après le culte de la Raison celui de l'Être suprême. A tout gouvernement nouveau il faut un culte.

Robespierre, imbu des idées de Rousseau et disciple fervent du philosophe genevois, rejetait l'athéisme. Il songeait depuis longtemps à rendre à la République une religion. Fanatique intègre, ambitieux, austère, révolutionnaire jaloux, qui croyait travailler au règne de la vertu, il prétendait donner de religieuses bases à son pouvoir. Le 7 mai 1794, il prononça un long discours, soigneusement travaillé, plein de déclamations banales en faveur de la vertu, mais où il osait

enfin rappeler les grands principes : « Qui donc t'a donné, dit Robespierre feignant de s'adresser à un athée, la mission d'annoncer au peuple que la Divinité n'existe pas? O toi qui te passionnes pour cette aride doctrine et qui ne te passionnas jamais pour la patrie! quel avantage trouves-tu à persuader à l'homme qu'une force aveugle préside à ses destinées et frappe au hasard le crime et la vertu; que son âme n'est qu'un souffle léger qui s'éteint aux portes du tombeau? L'idée de son néant lui inspirera-t-elle des sentiments plus purs et plus élevés que celle de son immortalité? lui inspirera-t-elle plus de respect pour ses semblables et pour lui-même; plus de dévouement pour la patrie, plus d'audace à braver la tyrannie, plus de mépris pour la mort ou pour la volupté? Vous qui regrettez un ami vertueux, vous aimez à penser que la plus belle partie de lui-même a échappé au trépas! Vous qui pleurez sur le cercueil d'un fils ou d'une épouse, êtes-vous consolé par celui qui vous dit qu'il ne reste plus d'eux qu'une vile poussière? Malheureux, qui expirez sous les coups d'un assassin, votre dernier soupir est un appel à la justice éternelle! L'innocence sur l'échafaud fait pâlir le tyran sur son char de triomphe. Aurait-elle cet ascendant, si le tombeau égalait l'oppresseur et l'opprimé?... »


Saint-Just.

La Convention décréta par acclamation :

« Art. 1er. Le peuple français reconnaît l'existence de l'Être suprême et l'immortalité de l'âme.

« Art. 2. Il reconnaît que le culte le plus digne de l'Être suprême est la pratique des devoirs de l'homme. »

D'autres articles instituèrent des fêtes républicaines et philosophiques : « à l'Être suprême, au genre humain, au peuple français, aux bienfaiteurs de l'humanité, au bonheur, au malheur, à la postérité, etc. .. » Les restes de Rousseau furent transportés au Panthéon, et sur tous les monuments on mit l'inscription : *A l'Etre suprême.* Ce fut alors le moment de la toute-puissance de Robespierre. Il devint, ce à quoi il avait longtemps visé, l'unique idole de la foule.


Couthon.

On a trouvé dans ses papiers des témoignages de la plus vive adulation, venus de tous côtés. » Ici c'est une société, disait après le 9 thermidor le rapporteur Courtois à la Convention, qui n'ose point vous offrir le tribut de ses idées sans le soumettre à votre tyran. Là c'est une autre qui a pris pour mot d'ordre le nom de *Robespierre.* Ailleurs ce sont des sociétés populaires de sections qui envoient savoir des nouvelles de Robespierre malade, des nouvelles même de Couthon. Un citoyen regarde Robespierre comme le Messie annoncé par l'Être éternel pour réformer toutes choses. » Tant d'encens brûlé, ajoute le rapporteur, ne rassasiait pas encore l'avide ambition du tyran; il lui fallait une couronne et l'or, avec un flatteur assez lâche pour la lui offrir en lui disant : « Béni soit Robespierre! béni soit le digne imitateur de Brutus! la couronne, le triomphe vous sont dus; ils vous seront déférés, en attendant que l'encens civique fume devant l'autel que nous vous élèverons et que la postérité révérera, tant que les hommes connaîtront le prix de la liberté. »

Ajoutons que la victoire au dehors semblait encore consacrer cet étrange pouvoir.

L'avantage de la France, dans la lutte qu'elle soutenait contre la coalition, venait de son unité et de l'incroyable énergie avec laquelle le gouvernement révolutionnaire faisait face à toutes les difficultés. La guerre, loin d'épuiser nos ressources, nous les avait révélées. La levée en masse avait donné 1 200 000 hommes; un million de fusils étaient sortis des manufactures : on fondit 7000 canons en un an. On avait extrait du sol 12 millions de livres de salpêtre. Les généraux étaient sortis de terre comme les soldats.

Il est bon de savoir ce qu'étaient en 1789 ces généraux qui venaient, dans ces premières campagnes, de commencer leur illustration. En 1789, Kellermann

était maréchal de camp; Bertier, colonel; Serrurier, major; Moncey, capitaine; Brueys, Bruix, Decrès et Gantheaume, lieutenants de vaisseau; Davoust, Desaix, Marmont et Macdonald, sous-lieutenants; Pérignon, officier démissionnaire; Bernadotte, sergent-major; Hoche, Marceau, Lefebvre, Pichegru, Ney, Masséna, Murat, Soult, sous-officiers; Augereau, maître d'armes; Victor, soldat; Lannes était teinturier; Gouvion Saint-Cyr, dessinateur et comédien; Jourdan, mercier colporteur; Bessières, perruquier; Brune, typographe; Joubert, Junot étaient étudiants en droit; Kléber, architecte. Mortier partit comme volontaire en 1791. Hoche était fils d'un garde du chenil à Versailles, Marceau d'un procureur, Masséna d'un marchand de vin, Murat d'un aubergiste, Augereau d'un ouvrier maçon, Lefebvre d'un meunier, Ney d'un tonnelier. En voyant ces grands hommes de guerre, dont ils connaissaient l'origine, devenir généraux, nos soldats se disaient que tout conscrit pouvait ramasser sur le champ de bataille un bâton de maréchal de France, et tous l'y cherchaient. Là était le secret de notre force.

L'honneur des succès remportés en Alsace, à la fin de 1793, revenait à Hoche; mais Pichegru se les était attribués et l'avait persuadé à Saint-Just. Hoche avait été destitué, jeté en prison, et Pichegru avait reçu le commandement de l'armée du Nord. Il perdit deux mois en efforts infructueux et sanglants sur l'Escaut et la Sambre, ne sachant pas tirer parti des deux



Les généraux étaient sortis de terre comme les soldats. (Page 156, col. 2.)

victoires de Montcroën, près de Menin (29 avril), et de Turcoing (18 mai), gagnées par l'impétueux élan de nos jeunes réquisitionnaires, bien plus que par l'habileté de leur chef. Heureusement, Carnot renonça à temps à l'idée d'attaquer le front de l'ennemi, qui nous avait pris Landrecies, et imagina de menacer ses communications et sa ligne de retraite, en emmenant Jourdan, avec 45 000 hommes, de la Moselle sur la Sambre. Quatre fois les représentants Saint-Just et Lebas franchirent la Sambre à la tête des colonnes républicaines; quatre fois ils furent repoussés. Cependant il fallait à tout prix emporter Charleroi. Ils décidèrent Jourdan à tenter un cinquième passage. Celui-là réussit, Charleroi capitula et le prince de Cobourg, accouru trop tard au secours de la place, perdit la bataille de Fleurus (26 juin). Cette bataille, une des plus acharnées de la campagne, se livra dans un demi-cercle de dix lieues. Ce fut une série de combats où se distinguèrent Kléber, Marceau et Jourdan, qui, par ses manœuvres, sut empêcher que ces positions fussent tournées. Cette victoire eut un immense retentissement, parce qu'elle nous rouvrit les Pays-Bas et nous ramena à Bruxelles. Pichegru poussa les Anglais vers la Hollande, Jourdan les Autrichiens jusque derrière la Meuse. De leur côté, Dugommier, aussi habile que brave, força, dans les Pyrénées, le formidable camp du Boulou, sur le Tech, près de Céret, où il prit 140 canons (1er mai); et Dumerbion, dirigé par Bonaparte, qui commandait l'artillerie de l'armée des Alpes fit tomber le camp des Piémontais, à Saorgio, en avant

du col de Tende (28 avril). Les portes de l'Italie et de l'Espagne étaient ouvertes comme les Pays-Bas.

La Révolution avait improvisé des généraux comme des armées. Mais si le génie de la guerre de terre tient de l'inspiration, la guerre de mer exige de la science et une longue pratique. Or, ce brillant état-major naval qui avait vaincu l'Angleterre dans la guerre d'Amérique avait émigré; dès l'année 1790, le tiers des officiers était parti, de sorte que la belle flotte organisée dans les vingt-cinq dernières années de la monarchie restait sans chefs; de là notre infériorité dans les combats d'escadre. Le 1er juin 1794, l'amiral Villaret-Joyeuse, naguère simple capitaine, attaqua, avec 26 vaisseaux montés par des paysans, une flotte anglaise de 30 voiles, pour protéger l'arrivée d'un immense convoi de blé. Le convoi passa, et une partie de nos départements fut sauvée de la famine; mais la flotte fut battue et perdit ses vaisseaux. Un d'eux, *le Vengeur*, plutôt que d'amener son pavillon, s'engloutit dans les flots au chant de *la Marseillaise*. La Martinique, la Guadeloupe, la Corse même furent enlevées par les Anglais. Nos corsaires nous vengeaient, il est vrai. A la fin de 1793, ils avaient pris aux Anglais 410 bâtiments; notre marine marchande n'en avait perdu que 316.

La victoire de Robespierre au dedans sur ses ennemis, les victoires du gouvernement au dehors sur les ennemis de la France devaient être célébrées. Robespierre, en qui se rencontraient le extrêmes les plus contraires, voulut en faire comme un hommage à la Divinité dont il inaugurait le culte.

La fête qui devait célébrer le retour à la Divinité avait été fixée au 20 prairial (8 juin). Robespierre, nommé quelques jours auparavant président de la Convention, y joua le premier rôle. Son orgueil s'y étala pour la première fois avec complaisance. Toujours ami de la recherche dans son style comme dans son extérieur, il était soigneusement paré. Le chapeau couvert de plumes d'un grand prix, à la main un bouquet de fleurs, de fruits et d'épis de blé, le visage rayonnant d'une joie inaccoutumée, il monte avec la Convention sur un amphithéâtre élevé dans le jardin des Tuileries. Plus sage qu'Hébert, il n'avait point voulu profaner Notre-Dame. Autour de l'amphithéâtre se tenaient les enfants couronnés de violettes, les jeunes gens de myrte, le hommes de chêne, les vieillards d'olivier. Des statues allégoriques, l'Athéisme, la Discorde, l'Égoïsme, devaient être livrées aux flammes. La pompe, grave et sévère, avait une apparence plus religieuse que la saturnale d'Hébert. Point de nymphes de l'Opéra, point de désordre. Le cortége, après l'incendie des statues allégoriques, se dirigea vers le champ de Mars. Robespierre affectait de laisser une grande distance entre lui et ses collègues, qui murmurèrent, et se permirent à son endroit quelques sarcasmes. Dans le champ de Mars, on avait construit une montagne au sommet de laquelle se dressait un arbre majestueux. La Convention, les chœurs prirent leurs places sur la sainte montagne. On chanta des strophes; les jeunes gens, tirant leurs épées, jurèrent de défendre la patrie. On jura d'exterminer les ennemis de la France en invoquant l'Être suprême. Des réjouissances publiques terminèrent cette austère cérémonie.

Ce fut le triomphe de Robespierre; il fut presque sans lendemain. On croyait avoir aperçu ce jour-là le futur dictateur. Jusqu'alors on s'était contenté d'accuser sourdement le triumvirat de Robespierre, de Saint-Just et de Couthon. On commença à murmurer contre le dictateur dans le Comité de surveillance générale et même dans le Comité de salut public, à plus forte raison dans la Convention. Robespierre s'en aperçut; il résolut de rendre le tribunal révolutionnaire plus redoutable, non pour continuer ce système de terreur, mais pour se défaire de tous ceux qu'il redoutait encore.

Le 22 prairial (10 juin), il fit proposer une loi qui, pour accélérer les meurtres juridiques, effaçait jusqu'à l'ombre des formes légales, supprimait les défenseurs, et donnait au Comité de salut public le droit de faire arrêter les membres de la Convention sans l'autorisation de l'Assemblée. L'Assemblée se récria. Robespierre soutint la loi : elle fut votée, mais sans le dernier article. Le plan de Robespierre échouait. On commença à le battre en brèche. Barrère, Collot-d'Herbois, Billaud-Varenne, dans le Comité, étaient contre lui. Dans l'Assemblée, c'étaient surtout Tallien et Bourdon de l'Oise. Des scènes terribles eurent lieu au Comité et à la Convention. Mais l'ascendant de Robespierre était considérable. On ne pouvait attaquer sa probité, on n'osait articuler encore le mot tyran; on espéra l'atteindre par le ridicule. Le Comité de sûreté générale, las de sa dépendance du Comité de salut public, dirigea des poursuites contre une secte fanatique qui révérait en lui une sorte de Messie, et dont la prêtresse s'appelait Catherine Théot. Robespierre essaya de sauver la secte de ses adorateurs; il n'y réussit point; et, furieux, cessa de paraître au Comité et se retira au club des Jacobins, attendant l'occasion de frapper un coup terrible. Cette retraite était une faute. Elle donnait le temps à ses adversaires de se fortifier et à ses amis de le compromettre. Les effets de la loi de prairial se faisaient sentir : la terreur redoublait, et tout l'odieux en retombait sur Robespierre. Fouquier se dispensait de toute forme. Il avait fait agrandir l'enceinte du tribunal et voulait établir la guillotine dans la salle. « Mais tu veux démoraliser le supplice, » lui dit Collot-d'Herbois. Les jurés opinaient immédiatement. Les condamnations étaient rédigées d'avance. Chaque jour des charrettes nombreuses se dirigeaient sur la place de la Révolution et vers la barrière du Trône. La populace commençait à déserter les exécutions. Les boutiques se fermaient à l'approche des sinistres convois. « Ça va bien, disait cependant l'ignoble Fouquier, les têtes tombent comme des ardoises. » En quarante-sept jours, en effet, du 10 juin au 27 juillet, quatorze cents personnes périrent, et parmi elles tout le parlement de Toulouse, les maréchaux de Noailles et de Mouchy, les poëtes André Chénier et Roucher, le général Beauharnais. Le tribunal se contentait de constater l'identité; encore se trompait-il souvent. Un père, répondant à l'appel pour son fils, fut exécuté. Une erreur de nom fit périr un enfant de seize ans. C'était le temps des noyades de Carrier à Nantes, et des folies sanguinaires de Lebon dans le Nord.

Le cri de la pitié publique s'éleva enfin contre les auteurs de ces abominations. Tous les membres du gouvernement étaient encore à peu près d'accord pour continuer ces meurtres juridiques; on s'en prenait cependant surtout à Robespierre, qui menait tout, quoiqu'il s'abstînt de paraître au Comité de salut public. Ses ennemis exploitèrent ce mouvement de l'opinion;

ils l'accusèrent d'aspirer à la dictature, de méditer contre l'Assemblée un nouveau 31 mai, et ils firent circuler d'immenses listes de proscriptions dressées, disait-on, par lui. Robespierre, menacé, agita les Jacobins, dont il était toujours le maître, et commença à s'entendre avec la Commune, dont il disposait également par le maire Fleuriot et le commandant Henriot. Le gouvernement de la Convention allait encore se trouver en face de la Commune de Paris et d'un homme. Le 8 thermidor (26 juillet), la lutte s'engagea dans la Convention par un discours de Robespierre. Après s'être longuement défendu contre les imputations qu'on élevait contre lui, il se fait accusateur à son tour, il prend à partie ses ennemis dans la Convention, au Comité, attaque jusqu'à Carnot et Cambon, qui sauvaient alors la République, et il finit en ces termes : « Oui, il existe une conspiration contre la liberté publique ; cette conspiration doit sa force à une coalition criminelle, qui intrigue au sein même de la Convention; cette coalition a des complices dans le Comité de sûreté générale qu'ils dominent; des membres du Comité de salut public entrent dans ce complot : la coalition ainsi formée cherche à perdre les patriotes et la patrie. Quel est le remède à ce mal? Punir les traîtres, renouveler le Comité de sûreté générale, épurer le Comité de salut public, constituer l'autorité du gouvernement sous l'autorité suprême de la Convention nationale, et écraser ainsi toutes les factions du poids de l'autorité nationale, pour élever sur leurs ruines la puissance de la justice et de la liberté : tels sont les principes. Quant à moi, je suis fait pour combattre le crime, non pour le gouverner. Le temps n'est point arrivé où les hommes de bien peuvent servir impunément la patrie; les défenseurs de la liberté ne seront que des proscrits tant que la horde des fripons dominera. » Pour la première fois, Robespierre a été écouté avec froideur. L'Assemblée, accoutumée à plier, vote cependant l'impression de son discours. Mais Cambon et bientôt Billaud-Varennes la raniment et demandent le renvoi du discours à l'examen des comités. Un orage s'élève; enfin la défection de Barrère, « cet homme qui venait toujours au secours du plus fort, » entraîne celle de la Plaine : Robespierre court alors aux Jacobins, y relit son discours, apitoie ses amis sur son sort. Ceux-ci jurent de le défendre, Henriot menace la Convention d'un nouveau 31 mai, et la Commune prépare pour le lendemain une insurrection.

Le 9 (27 juillet), la lutte recommença au sein de la Convention. Tallien, excité du fond d'une prison par une femme aimée contre Robespierre, avait passé la nuit à solliciter ses collègues les Montagnards, et ceux-ci avaient entraîné les membres de la Plaine. Les Jacobins étaient de leur côté en permanence, et la Commune prête à agir. Saint-Just arriva de l'armée sur ces entrefaites. Il monte à la tribune pour attaquer les comités. Les deux Robespierre, Lebas, Couthon, sont assis les uns auprès des autres; Collot-d'Herbois est au fauteuil. A peine Saint-Just a-t-il commencé, que Tallien s'élance à la tribune pour une motion d'ordre. Billaud-Varennes lui succède, dénonce la séance séditieuse des Jacobins ; toute l'Assemblée l'applaudit Lebas veut l'interrompre : « A l'Abbaye ! » s'écrie même la Montagne. Billaud-Varennes accuse alors Robespierre de vouloir faire égorger l'Assemblée nationale. Pâle, livide, Robespierre se dirige vers la tribune; Tallien la lui arrache : « J'ai vu, dit-il, se former hier l'armée du nouveau Cromwell, mais je me suis armé d'un poignard pour lui percer le sein, si la Convention n'a pas le courage de le décréter d'accusation. » Robespierre, furieux, atterré par l'audace de ses ennemis, reste sur les marches de la tribune, mais il ne peut parvenir à se faire écouter. Les huées couvrent sa voix. On demande son arrestation. Robespierre regarde la Montagne, et la Montagne ne le défend pas. Se tournant alors vers la Plaine : « C'est à vous, dit-il, hommes vertueux, que je m'adresse, et non aux brigands! » On lui répond par des menaces. Il assiége encore la tribune. « Pour la dernière fois, président des assassins, crie-t-il à Thuriot, je te demande la parole. » Sa voix épuisée s'éteint : « Le sang de Danton t'étouffe, lui dit Garnier (de l'Aube). « Aux voix ! aux voix ! » Au milieu d'un tumulte indescriptible, Robespierre est décrété d'accusation avec Couthon et Saint-Just. Son frère et Lebas veulent être associés à son sort. Les décrets sont votés aux cris de : « Vive la République ! vive la liberté ! »

Cependant le conseil de la Commune, rassemblé à l'hôtel de ville, avait pris des mesures pour une insurrection. Les Jacobins étaient avertis. Le commandant Henriot parcourait les rues de Paris. A six heures, le maire fait sonner le tocsin, rassemble quelques bataillons des sections, et envoie délivrer les prisonniers. Robespierre arrive et est reçu en triomphe. Henriot, sur la place du Carrousel, fait braquer les canons contre la Convention. Le moment était décisif. La Convention siégeait sous le canon. Collot-d'Herbois, président, met le commandant Henriot hors la loi. Les canonniers obéissent à l'Assemblée cette fois; Henriot s'enfuit. La Convention, encouragée, met la Commune hors la loi, nomme commandant de la force armée Barras, et envoie des députés haranguer les sections. Léonard Bourdon part enfin de l'Assemblée à la tête des bataillons fidèles et marche sur l'hôtel de ville. La proclamation de la mise hors la loi dissipe les attroupements. L'hôtel de ville est entouré. Robespierre et les siens sont perdus. Coffinhal, furieux, jette Henriot par la fenêtre en le traitant de lâche. Lebas se tire un coup de pistolet; Robespierre tente d'en faire autant, et ne se fait qu'une blessure peu dangereuse; Saint-Just, calme et immobile, attendit, son arme à la main, sans vouloir en faire usage.

« Robespierre fut apporté sur une planche au Comité de salut public, le 10 thermidor (28 juillet), entre une et deux heures du matin, par quelques canonniers et des citoyens armés. Il fut déposé sur la table de la salle d'audience qui précède le lieu des séances du Comité. Une boîte de sapin qui contenait quelques échantillons de pain de munition envoyés de l'armée du Nord fut posée sous sa tête et lui servit en quelque façon d'oreiller. Il resta pendant près d'une heure dans un état d'immobilité qui laissait croire qu'il allait cesser d'être. Enfin, au bout d'une heure, il commença à ouvrir les yeux. Le sang coulait avec abondance de la blessure qu'il avait à la mâchoire inférieure gauche; cette mâchoire était brisée et sa joue percée d'un coup de feu; sa chemise était ensanglantée. Il était sans chapeau et sans cravate; il avait un habit bleu de ciel, une culotte de nankin, des bas de coton blanc rabattus jusque sur ses talons, il se servait d'un petit sac de peau blanche pour retirer le

sang caillé qui lui sortait de la bouche. Les citoyens qui l'entouraient observaient tous ses mouvements; quelques-uns d'entre eux lui donnèrent même du papier blanc, faute de linge, qu'il employait au même usage, se servant de la main droite seulement et en s'appuyant sur le coude gauche. Robespierre, à deux ou trois reprises différentes, fut vivement maltraité de paroles par quelques citoyens, mais principalement par un canonnier de son pays, qui lui reprocha militairement sa perfidie et sa scélératesse. Vers dix heures du matin, un chirurgien qui se trouva dans la cour du Palais-National fut appelé pour le panser. Il lui mit par précaution une clef dans la bouche; il trouva qu'il avait la mâchoire gauche fracassée; il lui tira deux ou trois



Héroïsme de l'équipage du vaisseau *le Vengeur* (1er juin 1794). (Page 158, col. 1.)

dents, il lui banda sa blessure et fit placer à côté de lui une cuvette remplie d'eau. Robespierre s'en servait de temps en temps, et retirait le sang qui remplissait sa bouche avec des morceaux de papier qu'il pliait à cet effet en plusieurs doubles de la seule main droite. Au moment où l'on y pensait le moins, il se mit sur son séant, releva ses bas, se glissa subitement en bas de la table et courut se placer dans un fauteuil. A peine assis, il demanda de l'eau et du linge blanc. Pendant tout le temps qu'il resta couché sur la table, lorsqu'il eut repris connaissance, il regarda fixement tous ceux qui l'environnaient, et principalement les employés du Comité de salut public qu'il reconnaissait; il levait souvent les yeux au plafond, mais, à quelques mouve-

ments convulsifs près, on remarqua constamment en lui une grande impassibilité, même dans les instants du pansement de la blessure, qui dut lui occasionner des douleurs très-aiguës. Son teint, habituellement bilieux, avait la lividité de la mort[1]. »

La mise hors la loi dispensait d'un jugement. Tous les coupables furent conduits à l'échafaud, à travers les outrages d'une foule qui voyait dans leur supplice la fin d'un épouvantable régime (10 thermidor, 28 juillet 1794). La populace qui avait insulté les victimes de Robespierre, l'insulta à son tour. Il demeura impassible ; il ne poussa qu'un cri, ce fut quand le bour-



Journées des 9 et 10 thermidor (27 et 28 juillet 1794). (Page 159, col. 1.)
J'ai vu, dit Tallien, se former l'armée du nouveau Cromwell, mais je me suis armé d'un poignard pour lui percer le sein.

reau arracha les linges qui couvraient sa plaie, pour que le peuple pût contempler son visage livide. Henriot, Coffinhal, en tout vingt de ses partisans, furent avec lui envoyés à la mort. C'était une digne fin de la Terreur. Tant qu'elle avait duré, 2669 condamnations avaient été prononcées à Paris. Mais comment compter les victimes de Couthon et de Collot-d'Herbois à Lyon, de Lebon à Arras, de Carrier à Nantes, de Fréron à Toulon et à Marseille!

« Robespierre était incorruptible et incapable de

1. Rapport sur les événements de thermidor trouvé dans les papiers de Courtois.

voter ou de causer la mort de qui que ce fût, sinon par inimitié personnelle, au moins par désir de s'enrichir. C'était un fanatique ; il croyait agir selon la justice et il ne laissa pas un sou à sa mort.... Il avait de la suite et de la conception, mais point d'audace ni de grandeur; et après avoir renversé les factions effrénées qu'il avait eu à combattre, son intention était peut-être de revenir à l'ordre et à la modération..., mais il voulait avant se débarrasser de tous ses rivaux. On lui imputa tous les crimes commis par Hébert, Collot-d'Herbois et autres... C'étaient des hommes aussi affreux et aussi sanguinaires que lui qui le firent périr sans être aussi incorruptibles. Ils ont tout jeté sur lui. » (Las Cases.)

§ 12. Réaction révolutionnaire; abolition des lois révolutionnaires; journée du 12 germinal, du 1er prairial 1795; désarmement des faubourgs.

Quelques-uns des hommes qui avaient renversé Robespierre étaient ceux-là mêmes qui avaient poussé la Terreur aux dernières limites. Ils étaient de ceux qui disaient avec Barrère : « Les morts seuls ne reviennent pas. » Débarrassés de leur tyran, ils auraient voulu continuer de tyranniser la France, et au moment où les plus graves dangers avaient disparu. Mais les Montagnards, pour s'assurer la victoire sur les Jacobins et la Commune, avaient été obligés de faire « appel à tous les citoyens, de sorte que pour la masse de la



Le Palais-Royal en 1794, d'après une gravure du temps.

bourgeoisie et du peuple, la mort de Robespierre était la mort du gouvernement révolutionnaire. Toute la nation cria que la journée avait été contre la tyrannie, et cette croyance la fit finir. » (*Mémorial de Sainte-Hélène.*) La chute de Robespierre devint ainsi le signal d'une réaction qui, malgré quelques excès aussi, laissa respirer la France. La guillotine cessa d'être le grand moyen de gouvernement; et si les partis continuèrent longtemps encore à se proscrire, du moins le peuple ne fut plus appelé au hideux spectacle de trente ou quarante têtes tombant chaque jour sous le couteau.

Les prisons furent ouvertes, et dix mille personnes rendues à la liberté. Le tribunal révolutionnaire fut réorganisé, la loi atroce du 22 prairial rapportée et Fouquier-Tinville arrêté. Les comités de gouvernement, décimés par l'échafaud, furent complétés avec des thermidoriens, et le Comité de salut public perdit son importance. Ces comités étaient renouvelés par quart tous les mois. On épura toutes les administrations locales, toutes les municipalités. Les sections ne purent se réunir que les *décadis*, et les sectionnaires ne reçurent plus les quarante sous, cette solde du désordre. La Commune de Paris, cette grande puissance de la Révolution, vaincue au 9 thermidor, fut supprimée, et l'administration de la capitale dévolue à la Convention. On abolit le *maximum*, on défendit les *réquisitions*. Les représentants qui

dévastaient la Vendée furent rappelés, et la France respira.

La joie qui transportait les familles jusqu'alors persécutees se manifesta librement; les classes opprimées relevèrent la tête; les mœurs grossières des derniers jours furent répudiées; la jeunesse, jusqu'alors sevrée de plaisirs, commença à rechercher le luxe et les divertissements. On appelait ces jeunes gens, appartenant aux classes bourgeoises, *muscadins*, ou la jeunesse dorée. Son quartier général devint le Palais-Royal. Quelques salons s'ouvrirent; les femmes s'y montrèrent dans un costume qui rappelait l'antiquité et la tunique des femmes grecques. Mme de Fontenay, délivrée par Tallien et devenue sa femme, brilla entre toutes les femmes qui cherchaient à introduire le nouveau goût. C'était la fille d'un banquier espagnol, nommé Cabarrus. Elle avait épousé M. de Fontenay, magistrat à Bordeaux. Devenue l'amante de Tallien, elle avait adouci ce farouche Montagnard, et avait fait peu à peu cesser les persécutions qui l'avaient d'abord rendu odieux. C'est elle qui, emprisonnée par Robespierre, avait inspiré à Tallien l'audace nécessaire pour tenter la révolution du 9 thermidor. Continuant son rôle, elle s'efforça d'apaiser les ardents révolutionnaires et de les réconcilier avec leurs ennemis. Un autre salon fut également recherché, celui de Mme de Beauharnais, « jeune créole attrayante, non par sa beauté, mais par une grâce extrême. » Les théâtres se hasardèrent à recommencer leurs représentations, et ce régime nouveau eut aussi pour lui la victoire au dehors.

Le changement de gouvernement, en effet, n'arrêta ni les opérations de nos armées, ni nos succès. Jourdan battit les Autrichiens sur l'Ourthe, il les battit encore sur la Roër et les rejeta derrière le Rhin (5 oct.), où les Prussiens qui opéraient dans le Palatinat, découverts par cette retraite, durent les suivre. Alors les quatre armées françaises du Nord, de Sambre-et-Meuse, de la Moselle et du Rhin bordèrent le grand fleuve. L'hiver était venu et terrible. Le froid descendit jusqu'à dix-sept degrés au-dessous de zéro. Les soldats, vêtus de haillons, sans paye, mais soutenus contre toutes les misères par leur énergie morale, au lieu de s'établir dans des cantonnements, marchèrent en avant, franchissant les canaux, les fleuves, poussant devant eux Anglais, Hollandais; et, le 20 janvier 1795, ils entrèrent dans Amsterdam. « Cette cité, fameuse par ses richesses, vit avec une juste admiration dix bataillons de ces braves, sans souliers, sans bas, privés même des vêtements les plus indispensables et forcés de couvrir leur nudité avec des tresses de paille, entrer triomphants dans ses murs au son d'une musique guerrière, placer, leurs armes en faisceaux et bivaquer pendant plusieurs heures sur la place publique, au milieu de la glace et de la neige, attendant avec résignation et sans un murmure qu'on pourvût à leurs besoins et à leur casernement. » Des escadrons de hussards coururent au Texel prendre la flotte hollandaise, retenue dans les glaces, et ces vaisseaux redoutables furent obligés de se rendre à un ennemi d'un nouveau genre. Pichegru constitua la Hollande en république batave. De là il pouvait tourner les défenses de la Prusse sur le Rhin; l'Allemagne du nord était ouverte à nos soldats comme à nos idées.

Dugommier, dans les Pyrénées orientales, prit Bellegarde à notre extrême frontière, et força le passage des montagnes, que défendait une ligne de 77 redoutes (bataille de la Mouga, 18 nov.); mais il périt au sein de la victoire. A la suite de ce succès, une des plus fortes places de l'Europe, Figuières, ouvrit ses portes. Moncey, à l'autre extrémité de la chaîne pyrénéenne, faisait en même temps la conquête de Guipuscoa. L'Espagne était envahie de deux côtés. L'armée d'Italie seule n'avançait pas.

La Terreur ne se termina cependant pas sans lutte, et le pouvoir ne passa pas sans difficulté des terroristes aux thermidoriens. On se livrait chaque jour des combats. La jeunesse dorée insultait les femmes des révolutionnaires, qu'ils nommaient les *furies de la guillotine*. Celles-ci, on le pense bien, ne demeuraient pas en reste de provocations. On se battait quelquefois dans les sections. Le fameux club des Jacobins, centre de résistance, et qui retentissait des motions désespérées des Montagnards exaltés, devint l'objet des attaques de la *jeunesse dorée*. La société jacobine avait déjà reçu un coup terrible par le décret de la Convention qui interdisait toute affiliation entre les sociétés populaires et les clubs, et brisait ainsi le réseau dont les Jacobins avaient entouré la France. Mais plus elle perdait de sa puissance, plus sa fureur croissait. Billaud-Varennes, un des anciens collègues de Robespierre, prononça ces paroles menaçantes : « Le lion n'est pas mort quand il sommeille, et à son réveil il extermine tous ses ennemis. » Les jeunes gens, conduits par un député, Fréron, cherchaient à troubler les séances. Ils criaient sans cesse : « Vive la Convention! *à bas les terrorristes* et la queue de Robespierre! » Le 9 novembre (1794), ils firent un siége véritable du club jacobin et cassèrent les vitres à coups de pierres. Une mêlée terrible s'engagea, mais on ne combattait qu'avec des bâtons. Des patrouilles furent envoyées par les comités. On apaisa la lutte, on fit évacuer la salle, la clef en fut apportée à la Convention. Le club des Jacobins avait vécu, la Convention le déclara dissous.

Sortie de la tourmente, la Convention revint à sa mission véritable, à laquelle l'avait arrachée l'âpreté de la lutte, c'est-à-dire à la constitution de la société nouvelle sortie de la Révolution. Des lois bien conçues changèrent la législation du fermage et divisèrent l'exploitation des terres. L'établissement de jardins botaniques dans tous les chefs-lieux de département, de cours d'agriculture, fut ordonné; on décida le desséchement des marais. A Paris, on rouvrit le lycée, où brilla Laharpe; l'École normale, où devaient se former sous les savants et les littérateurs les plus célèbres, de jeunes professeurs qui ensuite iraient répandre dans toute la France l'instruction puisée au foyer des lumières; enfin les écoles spéciales de médecine, de droit, d'art vétérinaire. Pour toute la France, on décréta des écoles primaires, où le peuple devait apprendre à lire, à écrire, à compter et à arpenter; des écoles centrales destinées aux classes plus élevées, où la jeunesse devait apprendre les langues anciennes et modernes, les lettres et les sciences. Enfin la Convention vota des encouragements pour des travaux de toute espèce. Malheureusement les réformes économiques, les améliorations dans le domaine des lettres et des arts ne pouvaient encore occuper exclusivement la Convention.

Délivrée de l'opposition fougueuse des Jacobins, l'Assemblée avait rappelé dans son sein les soixante-treize députés proscrits pour s'être élevés contre le 31 mai, et renfermés à Port-Royal. Ce fut une nouvelle force pour la modération. Les Girondins échappés à la mort sortirent de leurs asiles et demandèrent leur rappel. Mais on commença aussi à attaquer les personnes, à demander des vengeances, à rentrer d'un autre côté dans la voie sanglante dont on avait voulu tirer la Révolution. Carrier, qui excitait la plus vive horreur, mis le premier en accusation, répondit avec audace qu'il avait exécuté les ordres de la Convention. « Tout le monde ici est coupable, dit-il, jusqu'à la sonnette du président. » Il n'en fut pas moins condamné à mort et



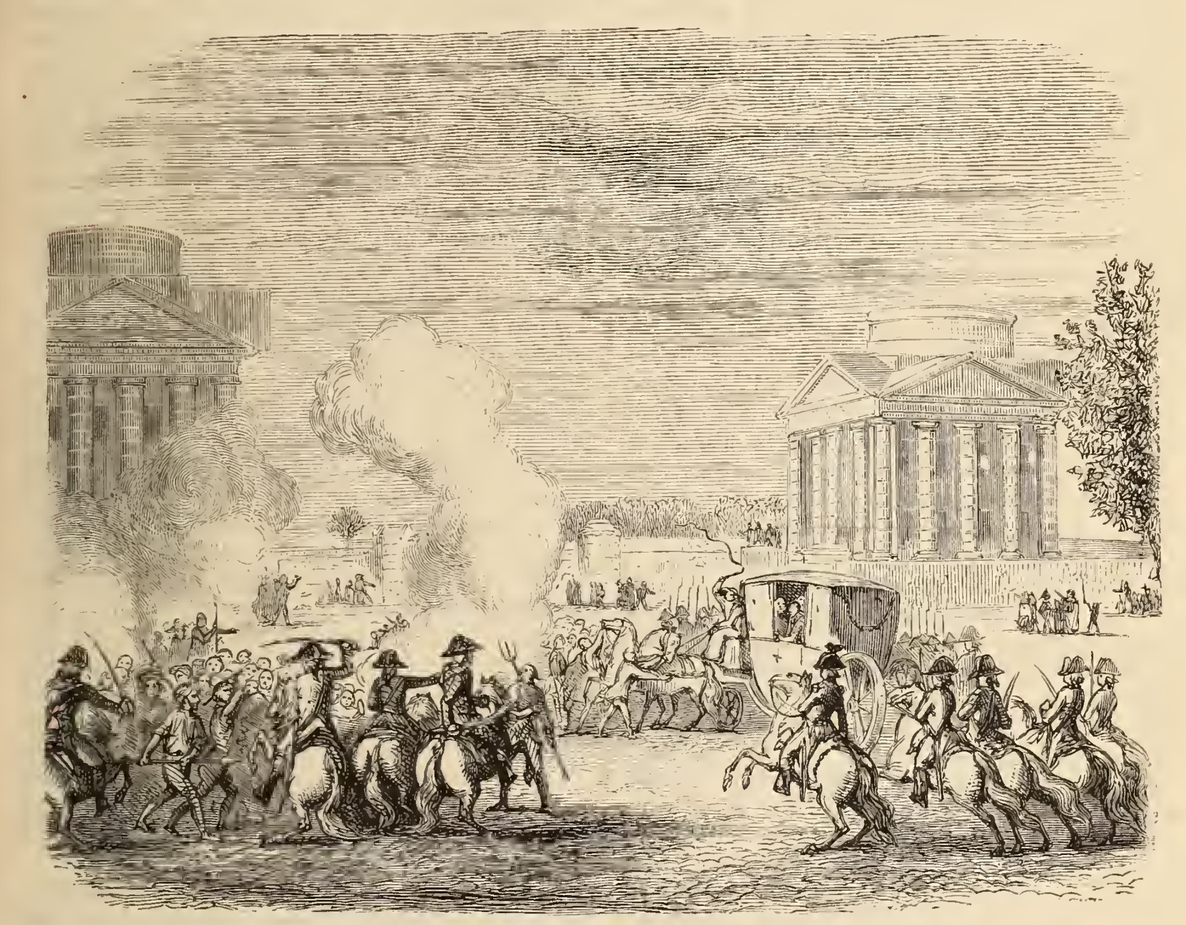
Jourdan.

exécuté avec deux membres du Comité révolutionnaire de Nantes, Ponel et Grand'Maison. Tous les hommes qui avaient participé au gouvernement de Robespierre comprirent qu'ils allaient être exposés à des poursuites. Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, Barrère, malgré leur participation au mouvement du 9 thermidor, furent arrêtés.

Mais un hiver des plus rigoureux, plus dur que celui de 1789, aussi froid au moins que celui de 1709, vint, en amenant de cruelles souffrances, redonner de l'espoir et des forces au parti violent. L'insuffisance des récoltes, causée par une extrême sécheresse, le manque de bras dans les campagnes, le peu de sûreté des routes, les défiances des fermiers, la difficulté des transports sur des routes couvertes de neige et de glace, la désorganisation du gouvernement, avaient empêché les

approvisionnements. Les réquisitions abolies, on ne pouvait plus contraindre les fermiers à livrer leur blé. Voici un compte de ménage de la sœur de Beaumarchais en décembre 1794, trouvé par M. de Loménie dans les papiers de l'auteur du *Mariage de Figaro :* « Une voie de bois, 1460 fr.; la chandelle, le sucre, l'huile, 100 fr. la livre; le boisseau de pommes de terre, 200 fr.; une livre de viande, 30 fr.; une livre de pain, 45 fr.; » le tout, il est vrai, payé en assignats; mais les chiffres n'en restent pas moins énormes.

Les révolutionnaires excitèrent le peuple en lui représentant cette disette comme l'effet de l'abolition du *maximum*. Ils voulaient qu'on revînt à l'énergie du Comité de salut public, qui avait su pourvoir aux subsistances. On leur répondit qu'un gouvernement marchand était une monstruosité ridicule; que les citoyens ne devaient pas attendre leur nourriture d'une commission; que le tarif imposé aux marchandises, si ruineux pour les négociants, les avait forcés de cacher leurs denrées; que la liberté du commerce pouvait seule réparer tant de maux. On avait raison, mais la transition n'était pas assez ménagée. Il fallut que la Convention prît encore le soin de nourrir Paris, exposé tous les jours à manquer de pain. On délivra comme autrefois des cartes aux familles, et on recommença à faire queue à la porte des boulangers. Le 16 mars (1795) Boissy d'Anglas lut un rapport pour faire réduire chaque individu à une certaine quantité de pain et assurer l'existence de tous. Les révolutionnaires en abusèrent; ils n'appelèrent plus Boissy d'Anglas que



Départ des ex-députés Billaud, Collot et Barrère pour la déportation. (Page 166, col. 1.)

Boissy-famine. Exploitant les misères de la population pour la ramener à eux avec le cri : « Du pain! du pain! » qu'on n'avait cessé d'entendre depuis 1789, ils cherchèrent encore à la précipiter contre la Convention.

Celle-ci continuait l'œuvre de la réaction. Elle avait rouvert ses portes aux débris de la Gironde : Senard, Louvet, Lanjuinais, la Réveillère-Lépaux. Elle délibérait sur la mise en accusation de Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois et Barrère. Carnot, qui cherchait à tenir la balance égale entre les violents et les thermidoriens, défendit avec éloquence le Comité de salut public. « Il n'appartient qu'à moi de le justifier, dit-il, à moi qui osai le premier attaquer en face Robespierre et Saint-Just. » Il donna sur ce fameux comité des explications que l'histoire doit recueillir, et démontra comment ses membres apposèrent plus d'une fois leur signature à des ordres qu'ils ne connaissaient pas. « Accablé de soins immenses, ayant jusqu'à trois et quatre cents affaires à régler par jour, n'ayant pas souvent le temps d'aller manger, nous étions convenus de nous prêter les signatures. Nous signions une multitude de pièces sans les lire. Je signais des mises en accusation, et mes collègues signaient des ordres de mouvement, des plans d'attaque, sans que ni les uns ni les autres nous eussions le temps de nous expliquer. La nécessité de cette œuvre immense avait exigé cette dictature individuelle qu'on s'était réciproquement accordée à chacun. Jamais, sans cela, le travail n'eût été achevé. L'ordre d'arrêter un de mes meilleurs em-

ployés à la guerre, ordre pour lequel j'attaquai Saint-Just et Robespierre, et les dénonçai comme des usurpateurs, cet ordre, je l'avais signé sans le savoir. Ainsi notre signature ne prouve rien et ne peut nullement devenir la preuve de notre participation aux actes reprochés à l'ancien gouvernement. »

Mais la discussion se prolongeant plusieurs jours, les Montagnards soulevèrent le peuple. L'insurrection, après trois tentatives infructueuses, éclata le 12 germinal (1er avril 1795). Elle avait commencé le 21 mars, comme d'habitude, par la présentation d'une pétition à la barre de l'Assemblée. La pétition fut reçue, mais la foule qui venait l'appuyer, contenue dehors et bientôt repoussée par les muscadins, armés de cannes. Pendant ce temps, l'Assemblée, au milieu du tumulte, vota, sur la proposition de Siéyès, une loi de *grande police* qui lui donnait pleins pouvoirs en cas d'insurrection. Ce vote contint l'émeute pendant trois jours; on continua à discuter sur le sort des accusés du Comité de salut public. Enfin le 12 germinal, les faubourgs descendent aux cris : *Du pain et la Constitution de* 1793! Les premières colonnes envahissent la salle de la Convention. Mais l'insurrection, sans chef avoué, est embarrassée. La Convention, violée, reste en séance, au milieu des cris, quoique sans délibérer. Cependant, en vertu de la loi de la grande police, les sections fidèles s'arment et se dirigent vers la Convention. L'insurrection quitte alors la salle des séances et s'échappe à travers les sections. Délivrée, l'Assemblée, qui était restée calme au milieu de l'émeute, prévoyant bien que ses ennemis reviendraient à la charge, se hâta de prendre des mesures énergiques. En même temps qu'elle décrétait l'envoi d'escortes pour protéger l'arrivage des grains et la distribution du pain aux ouvriers, elle décida que les accusés seraient, dans la nuit même, dirigés sur Brest pour être de là transportés la Guyane et que les meneurs seraient arrêtés et conduits à Ham. Pichegru reçut le commandement des troupes, et assura l'exécution de ce décret en dissipant les attroupements qui pendant la nuit, essayèrent d'enlever les voitures des déportés. Force resta pour la première fois à l'Assemblée.

Les révolutionnaires ne se tinrent pas pour battus. Ils s'efforcèrent de prendre mieux leurs mesures. Le massacre de quatre-vingt-dix des leurs, égorgés dans les prisons de Lyon par la foule irritée des massacres de la Terreur, accrut encore leur colère. Dans l'Est, d'ailleurs, les royalistes profitaient de la division des républicains pour se montrer. Ils espéraient faire dévier la réaction thermidorienne en faveur de la contre-révolution. La Convention, dans la situation la plus difficile, était obligée de sévir contre les deux extrêmes; elle renouvelait les lois contre les émigrés et les prêtres, qui recommençaient à remuer, et ordonnait le supplice de Fouquier-Tinville et de plusieurs jurés du tribunal révolutionnaire. Ce dernier coup exaspéra le reste des Jacobins, soulevés par quelques meneurs obscurs.

Le 1er prairial (20 mai), les faubourgs Saint-Antoine, Saint-Marceau, les sections du Temple, des rues Saint-Denis et Saint-Martin, de la Cité, se levèrent en armes. Dès le matin, les femmes envahissent les tribunes, et, par leurs cris, empêchent les délibérations de l'Assemblée. A dix heures, la porte est enfoncée, la populace envahit la salle, les députés se retirent sur les gradins, couverts par la gendarmerie. La section de Grenelle arrive sur ces entrefaites, un député en tête, croise la baïonnette et dégage la salle. Mais la foule revient et fait feu. Les députés crient : « Vive la République! » mais la salle est envahie. C'est un tumulte indescriptible. Les vociférations, le bruit des armes, étouffent la parole de tous ceux qui essayent de monter à la tribune. Le peuple veut des décrets, et il empêche toute délibération. Des hommes furieux dirigent leur pique contre Boissy d'Anglas qui préside cette horrible séance. Un jeune député, Féraud, récemment arrivé de l'armée du Rhin et qui a déjà tenté de s'opposer à l'irruption du peuple dans la salle, voit le danger du président et vole à son secours. Il est renversé d'un coup de pistolet : son cadavre est traîné hors de la salle, on lui tranche la tête et on l'apporte sur une pique. On promène ce trophée sanglant devant Boissy d'Anglass que les baïonnettes menacent toujours. Le président se découvre devant la tête de Féraud songeant moins à son propre péril qu'à honorer un généreux dévouement. Ce calme, cette noble attitude imposent aux assassins, au milieu desquels Boissy resta pendant six heures.

Cependant la nuit arrivait, et l'on n'avait rien obtenu. Les meneurs comprennent qu'il fallait décider quelque chose. On fait descendre les députés vers les banquettes inférieures, on les entoure d'un cercle de piques. Vernier s'assoit au fauteuil de la présidence; les principaux Montagnards se placent au bureau ; les députés, forcés, votent en se découvrant toutes les propositions que demande la populace, et jusqu'à l'établissement d'une commission extraordinaire. Mais l'insurrection en attaquant la Convention, avait laissé les comités du gouvernement libres d'agir, et ils avaient agi. Ceux-ci avaient réuni deux ou trois sections fidèles, entre autres celles des Filles-Saint-Thomas; profitant de la lassitude du peuple, ils dirigent enfin leurs troupes sur les Tuileries. Les représentants Legendre, Kervélégan et Aguis entrent dans la salle au moment où les députés nommés membres d'une commission dictatoriale sortaient pour s'emparer du pouvoir. Legendre somme les insurgés de se retirer; sur leur refus, il appelle les soldats, qui entrent en baissant la baïonnette. Une lutte a lieu encore dans la salle des séances. Kervélégan est blessé, la foule est repoussée enfin, et la Convention délivrée. Il était minuit.

Victorieuse, l'Assemblée ne songe qu'à consolider sa victoire et venger sa dignité outragée. Les décrets arrachés par la violence sont déclarés non avenus. Les députés qui les avaient soutenus ou provoqués, ceux qui devaient faire partie de la commission dictatoriale, sont décrétés d'accusation. Le désarmement des faubourgs est décidé. On se sépare à trois heures du matin. En vain les révoltés, revenus de leur surprise, songèrent à recommencer la lutte. Les sections des Quinze-Vingts, de Montreuil, de Popincourt, revinrent assiéger la Convention; mais les sections fidèles se rangèrent encore en bataille pour la défendre. Un combat sanglant était près de se livrer; heureusement des citoyens courageux se mêlent aux rebelles, les rappellent à la raison, au respect de la Représentation nationale. Les sections se mêlent et fraternisent. Toutefois comme on conduisait au supplice l'assassin de Féraud, les révolutionnaires le délivrent et le cachent au fond du faubourg Saint-Antoine, qui se barricade. Mais le

général Menou investit le faubourg avec 20 000 hommes, ferme toutes les issues et somme les insurgés de livrer l'assassin et leurs armes. Ils obéissent, et le général Menou ramène en triomphe à la Convention les canons du faubourg.

Une commission militaire envoya à l'échafaud tous ceux qui furent convaincus d'avoir fait partie des comités insurrectionnels. Les députés Romme, Goujon, Duquesnoy, Duroi, Bourbotte, Soubrany, furent condamnés à mort. Mais au moment où on allait les conduire au supplice, Romme se frappe de plusieurs coups de couteau et transmet l'arme à Goujon, qui se porte un coup mortel. Le poignard passa ensuite à Duquesnoy, Duroi, Bourbotte et Soubrany. Mais ces derniers ne réussissent pas à s'ôter la vie et sont traînés tout sanglants à l'échafaud.

La Convention rendit en même temps les plus grands honneurs aux mânes de Féraud. On décréta pour lui une séance funèbre où la salle serait tendue de noir, et son éloge prononcé solennellement. En même temps, pour effacer le souvenir des discordes, le tribunal révolutionnaire disparut, le mot même de révolutionnaire fut frappé d'interdit. Les gardes nationales, réorganisées sur l'ancien pied, furent composées, comme autrefois, de la classe bourgeoise, la plus intéressée au maintien de la tranquillité. Paris enfin reçut une garnison de troupes de ligne. Dans les départements, les Jacobins avaient été également vaincus. A Toulon, ils avaient essayé d'attirer à eux les équipages de la flotte. Ils avaient voulu marcher sur Marseille; mais après un combat assez sanglant ils avaient été obligés de mettre bas les armes. Malheureusement on retourna la terreur contre les terroristes. La Convention, après les auteurs du 2 prairial, fit décréter d'accusation les membres du Comité de salut public, sauf Carnot, et tous ceux du comité de surveillance. A Nîmes, Avignon, Marseille, eurent lieu des massacres de patriotes, égaux à ceux de septembre, excès déplorables qui, en versant le sang pour punir le sang versé, déconsidéraient la révolution thermidorienne, et en relevant les espérances des royalistes allaient encore, dans un avenir prochain, amener de nouvelles luttes.

§ 13. PAIX AVEC LA PRUSSE ET L'ESPAGNE (1795); DERNIERS PARTAGES DE LA POLOGNE.

En même temps que l'ordre se rétablissait au dedans, la paix au dehors suivit la victoire. Nos ennemis, las de leurs défaites, demandaient depuis quelque temps la paix, et des négociations se suivaient à la Haye et à Bâle. La Hollande avait, la première, conclu non-seulement une paix, mais une alliance avec la France, qui étendait ses frontières jusqu'aux bouches de la Meuse et du Rhin, à partir de Maestricht. La Prusse, qui voyait déjà les Français sur les rives de l'Ems; l'Espagne, qui redoutait de les voir bientôt sur celles de l'Èbre, suivirent; l'une, d'ailleurs, était en ce moment fort occupée du dernier partage de la Pologne, et l'autre était livrée à une cour honteuse que tout bruit d'armes épouvantait. Elles demandèrent la paix (traités de Bâle, 5 avril et 22 juillet). La Prusse céda ses provinces de la rive gauche du Rhin; l'Espagne, la partie espagnole de Saint-Domingue. Cette paix était la reconnaissance de la République et de la Révolution par deux grands États de l'Europe. Le grand-duc de Toscane avait traité dès le mois de février.

Si la Prusse avait eu hâte de rappeler ses troupes, c'est que sa convoitise tenait plus à la possession de la Vistule qu'à celle du Rhin. Elle voulait prendre le lambeau de la Pologne qu'elle n'avait pas osé arracher au premier démembrement. Sa conduite envers la malheureuse Pologne fut odieusement perfide. Après le premier partage, les Polonais avaient compris que le seul moyen de sauver le pays était de changer sa constitution anarchique. Le successeur de Frédéric II encourageait les réformateurs par crainte de la Russie, et promettait son alliance si l'on portait l'armée à 60 000 hommes bien organisés. La diète décréta que le *liberum veto* et la loi d'unanimité seraient abolis; le pouvoir législatif partagé entre le roi, le sénat et les nonces; le pouvoir exécutif confié à un roi héréditaire. Le plus vif enthousiasme avait éclaté dans la nation (1791). Mais on perdit du temps à décréter ces réformes; quand on voulut les exécuter, les dispositions de la Prusse étaient encore changées.

Elle était rentrée dans l'alliance de l'Autriche, à cause des affaires de France, et, comptant aller avec elle étouffer la révolution dans Paris, elle ne pouvait plus en favoriser une à Varsovie. La Pologne, abandonnée à elle-même, avait envoyé vainement 8000 soldats, commandés par Kosciusko, lutter contre 20 000 Russes; elle avait été de nouveau démembrée, sous prétexte que les patriotes polonais étaient des *jacobins*. Par deux traités signés le 13 juillet et le 25 septembre 1793, la Russie avait la moitié de la Lithuanie, la Podolie, le reste des palatinats de Polotsk, de Minsk, une portion de celui de Wilna et la moitié de ceux de Novogrodek et de Volhynie. La Prusse obtint déjà la meilleure partie de la grande Pologne, avec Thorn et Dantzig, qu'elle convoitait depuis longtemps. Comme en 1773, une clause dérisoire garantissait à la République l'intégrité des possessions qui lui étaient laissées.

Cette scandaleuse iniquité amena un dernier soulèvement.

Le héros en fut Kosciusko. Il était né le 16 février 1746. Après des études commencées à Varsovie, au corps noble des cadets, et terminées à Paris, il était entré au service de son pays comme officier du génie. Forcé par des chagrins de quitter la Pologne, il se trouvait en France lorsque éclata la guerre de l'indépendance américaine. Plein d'enthousiasme, Kosciusko s'embarqua pour Philadelphie, et, à peine arrivé, prit part à la lutte en qualité de volontaire. Il gagna le grade de brigadier et fut nommé gouverneur d'une forteresse. Après la paix de 1783, il revint en Pologne, où il vécut retiré jusqu à ce que, le second démembrement l'enflammant d'indignation, il résolut de vouer sa vie à la défense de son malheureux pays. A la tête de 4000 Polonais mal armés, et comptant sur l'appui de l'Autriche, qui n'avait pas pris part au second démembrement, Kosciusko marcha à l'ennemi et battit 12 000 Russes à Raslawice. Varsovie chassa sa garnison, et l'insurrection se propagea rapidement (1794); mais elle manquait de moyens matériels, elle était troublée par des divisions intérieures. L'accession de l'Autriche à la coalition de la Prusse et de la Russie fut pour les Polonais un coup mortel. Kosciusko, vaincu à Maciejowice, le 10 octobre, par Souwarow, tomba percé de coups; on lui a attribué à tort

le mot de : *Finis Poloniæ!* (Fin de la Pologne !) Il fut pris avec son ami le poëte Niemcewicz, et emmené en Russie, où il fut retenu captif jusqu'à la mort de Catherine. Souwarow marcha aussitôt sur Varsovie, et s'en empara après l'assaut de Praga, qui rappela le carnage d'Ismaïl. Les malheureux habitants de Praga, courant éperdus dans les rues et implorant miséricorde, furent massacrés sans pitié par les baïonnettes russes. Souwarow, loin d'arrêter le carnage, criait aux siens : « Amusez-vous, mes enfants ! » et se faisait tranquillement préparer un bain froid. Des montagnes de cadavres s'amoncelèrent, et quand la grosse artillerie fut dirigée vers le pont, afin de menacer de là Varsovie, les os des victimes égorgées craquèrent de



Boissy d'Anglas se découvrant devant la tête de Féraud (20 mai 1796). (Page 166, col. 2.)

toutes parts sur son passage. Les femmes, pour échapper à l'ennemi, se jetaient dans la Vistule, en élevant au-dessus de leurs têtes leurs pauvres enfants; mais bientôt la lance des Cosaques vint rougir de leur sang les eaux du fleuve. Un grand nombre de vieillards s'étaient réfugiés dans l'église des Bernardins et les prêtres se mirent sur le seuil du temple, la croix sainte à la main, en entonnant le chant de la miséricorde; mais les Russes les massacrèrent, et ces horreurs ne cessèrent que lorsque tous les habitants eurent péri. »

Poniatowski abdiqua pour une pension de 200 000 ducats, qu'il ne toucha pas longtemps, étant mort à Saint-Pétersbourg le 11 février 1797; et le partage définitif du pays fut conclu entre les trois puissances. L'Autriche eut la plus grande partie du palatinat de Cracovie, ceux de Sandomir et de Lublin; la Prusse

obtint les districts entre le Niémen jusqu'à Grodno et le Bog. La Russie garda le reste (1795).

Ainsi fut consommée, pendant les luttes intérieures de la Révolution française, cette honteuse violation du droit des nations, qui retrancha de l'Europe la patrie de Sobieski : chose doublement fatale, et par ce qu'elle fit et par ce qu'elle autorisa à faire. Si dans les traités qui suivirent les grandes guerres de la coalition, les peuples furent partagés comme des troupeaux, les pays comme des fermes à la convenance des vainqueurs du jour, ce fut l'application des exemples donnés par les auteurs de cette grande spoliation.

Ce partage de la Pologne révélait assez quelle était la moralité de ces rois coalisés, et quel sort ils réservaient à la France, si la France n'avait point employé toutes ses forces pour les combattre, et si elle avait laissé la division énerver sa résistance. La Pologne a, depuis Kosciusko, fait plus de sacrifices que n'en fit la France pendant la République, et elle n'est point délivrée. C'est que la générosité chevaleresque, le courage, le dévouement, ne suffisent pas pour sauver un peuple s'il n'a point l'unité du commandement, la discipline, une administration énergique. Les rois accusaient les Polonais d'être Jacobins; si cela eût été vrai, si la Pologne eût adopté les idées, imité la fermeté patriotique des Jacobins, sans leurs excès, et se fût résignée à tout sacrifier au salut de la patrie, elle ne serait pas tombée. La France avait horriblement souffert, mais elle sortait de tant d'épreuves indépendante, plus grande et plus glorieuse.



Chute de la Pologne. — Souvarow à Praga (1794). (Page 168, col. 1.)

§ 14. PREMIÈRE PACIFICATION DE LA VENDÉE; QUIBERON (1795).

La Prusse et l'Espagne ayant conclu la paix, nous n'avions plus à combattre que l'Angleterre et l'Autriche. L'Angleterre continua à ramasser le plus de vaisseaux qu'elle put; elle comptait nous faire rendre la Belgique à la paix. Le célèbre Pitt, qui personnifiait en lui la politique étroite et égoïste de l'aristocratie anglaise, continua de fournir des subsides à l'Autriche pour qu'elle nous occupât sur le continent. Il soutint aussi les espérances des émigrés français, et s'efforça de rallumer dans la Vendée et la Bretagne la guerre civile mal éteinte.

Après le désastre des Vendéens à Savenay, le général républicain Thureau avait partagé son armée en colonnes mobiles qu'on appela *infernales*, parce qu'elles mettaient à exécution les décrets de la Convention, brûlaient les récoltes, les bois, les villages, forçaient les habitants à quitter le pays. Charette et Stofflet avec leurs bandes battaient en détail et exterminaient souvent ces colonnes, contre lesquelles la fureur des paysans était extrême. Mais la Bretagne avait bientôt rendu à la République guerre pour guerre avec *la chouannerie*. D'anciens contrebandiers, des Vendéens échappés au désastre, se réunissaient dans les rochers et dans les forêts. Ils se dispersaient par bandes de cinquante à soixante, coupaient les routes, détruisaient les ponts, massacraient ou effrayaient les autorités républicaines, les acquéreurs des biens nationaux. Leur chef était Puisaye, ancien membre de l'Assem-

blée constituante, ancien général des Girondins, qui s'était fait royaliste, entretenait des correspondances avec les émigrés et se disposait à se rendre à Londres pour obtenir une flotte et une armée anglaises.

Les princes, espérant peu dans les puissances européennes, qu'avaient affaiblies nos victoires, ne comptaient plus que sur la Bretagne et la Vendée; les deux frères de Louis XVI, d'ailleurs, et le prince de Condé, jaloux les uns des autres, formaient trois cours rivales et perdaient leur temps en misérables intrigues. Le gouvernement thermidorien rappela le général Thureau, qui aurait fini par faire de la Vendée un désert. Il lui donna pour successeur le général Canclaux habile et modéré, qui devait essayer de vaincre et de concilier. En Bretagne, il envoya le jeune général Hoche, qui se vit à regret occupé sur un théâtre obscur, où il allait cependant déployer les plus belles qualités et conquérir la gloire la plus pure : celle de pacificateur.

Canclaux raffermit la discipline de son armée et cerna le pays par des postes qu'il avança de plus en plus dans l'intérieur du pays. En faisant répandre partout les décrets d'amnistie de la Convention, il se saisit des bestiaux et des instruments de labour jusqu'à ce qu'on lui eût remis les armes. Ces moyens lui réussirent.

Hoche, en Bretagne, écrivit à ses officiers : « Ne perdons jamais de vue que la politique doit avoir beaucoup de part à cette guerre. Employons tour à tour l'humanité, la vertu, la probité, la force, la ruse, et toujours la dignité qui convient à des républicains. Il faut des prêtres à ces paysans, laissons-les-leur, puisqu'ils en veulent. Beaucoup ont souffert et soupirent après leur retour à la vie agricole ; qu'on leur donne quelques secours pour réparer leurs fermes. Quant à ceux qui ont pris l'habitude de la guerre, les rejeter dans leur pays est impossible : ils le troubleraient de leur oisiveté et de leur inquiétude. Il faut en former des légions et les enrôler dans les armées de la République. Ils feront d'excellents soldats d'avant-garde, et la haine de la coalition qui ne les a pas secourus nous garantit leur fidélité. »

Charette, le premier, réduit aux abois, consentit à traiter. Il accepta les conférences de la Jaulnaye (février 1795). On lui accorda la liberté du culte, une indemnité de 2 millions, la promesse de rebâtir les maisons incendiées, la permission de former lui-même une garde territoriale soldée par l'État. Les représentants, pour flatter Charette, lui firent faire une entrée triomphale à Nantes, où il fut accueilli aux cris de : *Vive la République! Vive Charette!* « Il avait son costume de général vendéen et portait la cocarde tricolore. Charette était dur, défiant, rusé, intrépide; tout cela se retrouvait dans ses traits et dans sa personne. Une taille moyenne, un œil petit et vif, un nez relevé à la tartare, une large bouche, lui donnaient l'expression la plus singulière et la plus convenable à son caractère. » (Thiers.) Rien ne le flatta plus que ces hommages rendus à sa valeur par ses ennemis, plus généreux que ceux dont il avait défendu la cause. Cormatin, le second de Puisaye, et Stofflet, chef de la haute Vendée, accédèrent aussi quelque temps après à ce traité de paix, et obtiurent les mêmes conditions.

Mais les royalistes n'entendaient nullement se soumettre. Cette paix, à leurs yeux, n'était qu'une trêve. Charette lui-même n'avait point l'intention de l'observer. Hoche le savait; il avait tenu cependant à ce qu'elle fût conclue. Quelques mois de repos devaient faire tomber l'ardeur des royalistes, mettre en évidence la modération des républicains, et leur rallier la majorité des Vendéens et des Bretons. C'est en effet ce qui arriva.

L'insurrection royaliste était dirigée par deux comités, l'un à Paris, l'autre à Londres. Le premier correspondait avec le régent, qui s'intitulait depuis peu Louis XVIII, ayant appris la mort de l'infortuné fils de Louis XVI; le second ne comptait qu'avec Pitt. Mais ils ne s'entendaient pas. Le général de Louis XVIII était Charette. Puisaye, en Bretagne, était le bras de Pitt. Il venait de s'entendre avec le gouvernement anglais, et une flotte considérable devait lui transporter en Bretagne une armée d'émigrés et des munitions. Mais l'expédition partit en trois fois. Le premier convoi comprenait neuf vaisseaux et portait 3600 émigrés, 80 000 fusils. Puisaye le fit descendre en Bretagne, quand les Anglais et les émigrés auraient mieux aimé débarquer en Vendée. La flotte, après avoir battu des vaisseaux français qui s'étaient opposés à son passage, mouilla dans la baie de Quiberon.

« Cette baie est formée d'un côté par le rivage de la Bretagne, de l'autre par une presqu'île large de près d'une lieue et longue de deux : c'est la fameuse presqu'île de Quiberon. Elle se joint à la terre par une langue de sable étroite, longue d'une lieue et nommée la Falaise. Le fort Penthièvre, placé entre la presqu'île et la Falaise, défendait l'approche du côté de la terre. » Les émigrés, débarqués dans cette langue de terre, perdirent un temps précieux. Des divisions éclatèrent entre leurs chefs. Il leur répugnait de combattre avec les *chouans*, hommes grossiers et déguenillés. Les chouans, de leur côté, murmuraient et se plaignaient qu'on voulût les sacrifier aux troupes de ligne. On réussit cependant à s'emparer du fort Penthièvre et à avancer de quelques lieues dans les terres. Mais Hoche accourut. Il refoula les royalistes et parvint à les renfermer dans la presqu'île. Les soldats se mirent à creuser des retranchements pour rendre le blocus complet. Puisaye parvint cependant à faire porter sur plusieurs points de la côte la majorité de ses paysans, qui devaient attaquer Hoche par derrière, tandis qu'il le chargerait de front. Le plan bien conçu fut mal exécuté, et les républicains, vainqueurs, pressèrent de plus en plus les émigrés. Enfin, Hoche, de nuit, avec quelques soldats intrépides, traverse une partie de la baie avec de l'eau jusqu'à la ceinture, et surprend le fort Penthièvre. Alors la confusion est au comble : les émigrés se jettent à la mer pour gagner la flotte anglaise, que le mauvais temps tenait écartée du rivage. Un grand nombre périt dans les flots. Puisaye, sous prétexte de sauver sa correspondance, s'embarque au plus vite, laissant un millier d'hommes dans une situation désespérée. Les républicains, en effet, serrent de plus en plus les émigrés entre les baïonnettes et la mer. Le jeune Sombreuil, le frère de cette jeune fille immortalisée par sa piété filiale, lutte avec une incroyable énergie. Des soldats crient : *Rendez-vous! Rendez-vous!* Les royalistes près d'être jetés à la mer, se rendent. Mais le général Hoche n'avait rien dit. Le représentant Tallien court à Paris demander des instructions. On lui répond qu'il faut exécuter les lois. 711 émigrés, parmi lesquels Sombreuil, sont fusillés

dans une prairie d'Auray. Charette répondit à cette exécution en faisant massacrer 2000 prisonniers républicains.

Pitt, en racontant au parlement anglais le désastre de Quiberon, trahit son indifférence par ce mot profondément égoïste : « Le sang anglais n'a pas coulé. — C'est vrai, lui répondit Shéridan dans une apostrophe éloquente, mais l'honneur anglais a coulé par tous les pores. »

Quelques mois après, un second convoi de la formidable expédition organisée par Pitt parut en vue des côtes de Vendée. Il portait 10 000 émigrés, 4000 Anglais et le comte d'Artois. Mais celui-ci, ne voulant pas *chouanner*, voyant la Bretagne fermement contenue par Hoche, la Vendée peu enthousiaste, se refusa au débarquement, et s'en retourna sans avoir tenté le moindre effort pour secourir tant de braves gens qui se faisaient tuer pour sa cause. La Vendée remuera encore, mais les grandes agitations sont passées, et cette guerre civile, si déplorable, si sanglante, cessait d'être un embarras pour la Convention, qui s'occupa de donner à la France une constitution définitive.



Chouannerie, (Page 169, col. 2.)

§ 15. CONSTITUTION DE L'AN III ; JOURNÉE DU 13 VENDÉMIAIRE (5 OCTOBRE 1795); CLOTURE DE LA CONVENTION (26 OCTOBRE).

Victorieuse des émeutes, de l'étranger, des émigrés, la Convention avait à abolir la constitution démocratique de 1793, qui n'avait pas encore été mise à exécution, qui ne pouvait pas l'être, et à en faire une nouvelle. Dans la discussion, on avait dit un mot significatif : « Un gouvernement démocratique n'est pas celui où tous les pouvoirs sont entre les mains du peuple. » Un tel gouvernement peut conduire, en effet, à l'anarchie. La Convention, sur la proposition de onze membres, dont Lesage, Daunou, Boissy d'Anglas, Louvet, Lanjuinais, etc., attribua le pouvoir législatif à deux



Pacification de la Vendée (février 1795). (Page 170, col. 1.)

conseils, celui des *Cinq-Cents*, chargé de proposer la loi, et celui des *Anciens*, chargé de l'examiner et de l'accepter. Le pouvoir exécutif fut donné à un *Directoire* de cinq membres, renouvelé tous les ans par cinquième, nommé par le pouvoir législatif, et responsable. Il avait la simple inviolabilité des députés, la promulgation et l'exécution des lois, la direction, mais non le vote de la guerre. La Convention avait tout réuni on divisait tout. Le pouvoir législatif allait avoir deux têtes, le pouvoir exécutif en aura cinq. On espérait échapper ainsi à la dictature et faire une république modérée; la constitution de l'an III ne fera qu'une république faible et anarchique. Cette constitution ne s'établit cependant pas sans trouble.



Journée du 13 vendemiaire an III (5 octobre 1795), d'après une estampe du temps. (Page 174, col. 1.)

Depuis le 9 thermidor, la Révolution avait si bien remonté la pente qu'elle avait descendue, que les royalistes espéraient une restauration prochaine. Après avoir échoué dans la guerre civile, ils comptaient davantage sur l'intrigue qui agissait déjà derrière la réaction thermidorienne. Ils avaient de nombreux partisans dans plusieurs sections de la garde nationale de Paris, et ils venaient de gagner Pichegru par la promesse d'un million comptant et de 200 000 livres de rente. Ils croyaient que les prochaines élections leur donneraient la majorité, et qu'ils pourraient ainsi faire légalement une contre-révolution. Mais la Convention décida que les membres du nouveau Corps législatif seraient pris, pour les deux tiers, parmi les conventionnels, de sorte que les royalistes ne pouvaient plus y faire entrer qu'une minorité impuissante. C'était un moyen d'assurer l'œuvre commencée. Mais ni les royalistes ni les ambitieux n'y trouvaient leur compte. On accusa les conventionnels de vouloir se perpétuer au pouvoir. La presse jeta les hauts cris. On se crut revenu aux jours d'agitation dont on sortait à peine. La Convention, soupçonnant une nouvelle journée, fit avancer quelques troupes et les réunit dans le camp des Sablons, sous Paris. Cette précaution décida un éclat.

Les sections de la garde nationale étaient en émoi. Quelques meneurs soufflaient des pétitions hardies contre la constitution nouvelle. Dans les assemblées primaires de Paris, ils réussirent à faire rejeter au moins le décret qui assurait la réélection des deux tiers des conventionnels. Mais il n'en fut pas de même dans le reste du pays. Encore une fois, Paris et la France étaient en opposition; seulement, cette fois, Paris voulait pousser plus loin la réaction, et la province prétendait soutenir la Révolution, qui maintenant était le gouvernement établi. Enfin, poussés par les royalistes, des jeunes gens et quelques bourgeois mirent plusieurs sections de la garde nationale en pleine révolte le 12. La Convention, menacée, fit donner par les comités des armes aux patriotes, aux Jacobins, qui se rapprochaient d'elle en voyant leur œuvre commune menacée. Enfin, elle ordonna au général Menou d'entrer dans Paris et de disperser les sections. Mais Menou, arrivé tard le soir, faiblit en face de la section le Pelletier. Les sections crurent à leur victoire pour le lendemain. Mais la Convention fit arrêter Menou, et, comme au 9 thermidor, chargea Barras de sa défense.

Barras, investi du commandement, prit pour lieutenant un jeune général que ses éclatants services devant Toulon avaient mis en lumière, mais qui, après le 9 thermidor, avait été destitué, Napoléon Bonaparte. On n'avait que 6 à 7000 soldats. Mais les insurgés n'avaient plus de canons. En quelques heures Bonaparte fit des Tuileries un camp retranché. Il plaça des canons dans la rue Saint-Honoré et sur les quais par où s'avançaient les colonnes royalistes. Les sectionnaires qui inondaient les marches de l'église Saint-Roch furent foudroyés, et en s'enfuyant de tous côtés déterminèrent la déroute de la colonne Saint-Honoré. Bonaparte courut alors au Pont-Royal. Des canons mitraillèrent la tête de la colonne qui s'avançait par le quai Voltaire, et une batterie placée sur le quai opposé prit en flanc les sectionnaires, qui furent en un instant rompus, mis en fuite, laissant 500 des leurs sur le carreau; le reste fut, les jours suivants, désarmé. Le 4 brumaire (26 oct. 1795), la Convention, victorieuse, put déclarer sa mission terminée.

Les impérieuses nécessités de la lutte n'avaient pas permis à nos assemblées de réaliser toutes les réformes; elles avaient du moins préparé d'immenses matériaux que la génération suivante utilisa. Cependant, au milieu de ses déchirements et de ses victoires, la Convention avait, pour fortifier l'unité de la France, préparé un code uniforme, décrété une instruction nationale et la création de l'École normale pour former des professeurs, des écoles centrales (lycées) et primaires, des écoles de médecine, du Conservatoire des des arts et métiers; des chaires de langues vivantes; du Bureau des longitudes, où entrèrent Lagrange, Laplace, Lalande, Cassini, Bougainville; du Conservatoire de musique; de l'Institut, composé des cinq Académies qui subsistent encore; du Muséum d'histoire naturelle; enfin, établi l'unité des poids et mesures (système métrique).

Par l'émission désordonnée des assignats, dont il fut mis en circulation pour 44 milliards, elle avait bouleversé toutes les fortunes, et par la loi du *maximum* elle avait ruiné le commerce; mais par la vente des biens nationaux, elle avait livré au travail fécond des nouveaux propriétaires d'immenses domaines jusqu'alors peu productifs; et, par la création du grand-livre de la dette publique, elle avait préparé pour des jours meilleurs la confiance au crédit de l'État. L'invention du télégraphe aérien permit de rapporter rapidement jusqu'aux frontières les ordres du gouvernement central, et l'établissement des musées ranima le goût des arts. La Convention voulait encore que l'infirme, l'enfant abandonné, fussent recueillis, secourus par la patrie; et le dernier décret de ces législateurs terribles portait que la peine de mort serait abolie après la pacification générale.

Quelle avait été la grande œuvre de cette Convention qui a laissé une renommée si contestée? Revenons en arrière pour mieux la juger :

« L'Assemblée constituante avait eu l'ancienne organisation féodale à détruire, et une organisation nouvelle à fonder; l'Assemblée législative avait eu cette organisation à essayer, en présence du roi, laissé dans la constitution. Après un essai de quelques mois, elle reconnut et déclara l'incompatibilité du roi avec les institutions nouvelles, et sa complicité avec l'Europe conjurée : elle suspendit le roi et la constitution, et se démit. La Convention trouva donc un roi détrôné, une constitution annulée, la guerre déclarée à l'Europe, et, pour toute ressource, une administration entièrement détruite, un papier-monnaie discrédité, de vieux cadres de régiments usés et vides. Ainsi, ce n'était point la liberté qu'elle avait à proclamer en présence d'un trône affaibli et méprisé, c'était la liberté qu'elle avait à défendre contre l'Europe entière, et cette tâche était bien autre! Sans s'épouvanter un instant, elle proclama la République à la face des armées ennemies; puis elle immola le roi pour se fermer toute retraite; elle s'empara ensuite de tous les pouvoirs et se constitua en dictature. Des voix s'élevèrent dans son sein qui parlaient d'humanité, quand elle ne voulait entendre parler que d'énergie : elle les étouffa. Bientôt cette dictature qu'elle s'était arrogée sur la France par le besoin de la conservation commune, douze membres se l'arrogèrent sur elle, par la même raison et par

le même besoin. Des Alpes à la mer, des Pyrénées au Rhin, ces douze dictateurs s'emparèrent de tout, hommes et choses, et commencèrent avec les nations de l'Europe la lutte la plus terrible et la plus grande dont l'histoire fasse mention. Pour rester directeurs suprêmes de cette œuvre immense, ils immolèrent alternativement tous les partis, et, suivant la condition humaine, ils eurent les excès de leurs qualités. Ces qualités étaient la force et l'énergie; l'excès fut la cruauté. Ils versèrent des torrents de sang, jusqu'à ce que, devenus inutiles par la victoire et odieux par l'abus de la force, ils succombèrent. La Convention reprit alors pour elle la dictature, et commença peu à peu à relâcher les ressorts de son administration terrible. Rassurée par la victoire, elle écouta l'humanité, et se livra à son esprit de régénération. Tout ce qu'il y a de bon et de grand, elle le souhaita, et l'essaya pendant une année; mais les partis, écrasés sous une autorité impitoyable, renaquirent sous une autorité clémente. Deux factions, dans lesquelles se confondaient, sous des nuances infinies, les amis et les ennemis de la Révolution, l'attaquèrent tour à tour.

« Elle vainquit les uns en germinal et prairial, les autres en vendémiaire, et jusqu'au dernier jour se montra héroïque au milieu des dangers. Elle rédigea enfin une constitution républicaine, et après trois ans de lutte avec l'Europe, avec les factions, avec elle-même, sanglante et mutilée, elle se démit et transmit la France au Directoire. Son souvenir est demeuré terrible; mais pour elle il n'y a qu'un fait à alléguer, un seul, et tous les reproches tombent devant ce fait immense : elle nous a sauvés de l'invasion étrangère! Les précédentes Assemblées lui avaient légué la France compromise, elle légua la France sauvée au Directoire et à l'Empire. » (Thiers, *Histoire de la Révolution française.*)



CHAPITRE LXXIV.

LE DIRECTOIRE 27 OCTOBRE (1795-10 NOVEMBRE 1799).

§ 1. SITUATION DE LA RÉPUBLIQUE.



Le 27 octobre 1795, le conseil des Anciens et celui des Cinq-Cents, composés pour les deux tiers de conventionnels et pour l'autre tiers de députés nouvellement élus, se constituèrent. Ils prirent pour présidents des hommes dévoués au nouvel ordre de choses; le conseil des Anciens, la Réveillère-Lépeaux; celui des Cinq-Cents, Daunou. Quelques jours après, ils nommèrent pour directeurs cinq régicides, afin de se donner plus de garanties : la Réveillère-Lépeaux, Rewbel, Letourneur, Carnot, Barras; les trois premiers, hommes probes et laborieux, mais bien au-dessous de leur tâche; le quatrième, homme supérieur; le cinquième, renommé pour sa fermeté au 9 thermidor et au 13 vendémiaire. C'était lui qui avait pris pour lieutenant le jeune Bonaparte. Le nouveau gouvernement vint s'établir au palais du Luxembourg. Ce palais, quand ils y entrèrent, n'avait plus un seul meuble. Ce fut le concierge qui leur donna une table et une feuille de papier à lettre pour écrire leur premier message.

L'état de la République ressemblait un peu à celui du Luxembourg. Les factions étaient encore palpitantes: les *conseils* électifs, qui devaient *administrer* les départements, les cantons et les communes, ne faisaient rien ou faisaient mal; et par cette paralysie de l'autorité, tous les intérêts du pays étaient en souffrance. Le trésor était vide, les assignats tombés dans le plus grand discrédit. Le louis d'or coûtait, le 1er décembre 1795, en assignats, 3500 francs; le 1er janvier suivant, 4500; le 1er mars, 7200. Le commerce et l'industrie n'existaient plus; le gouvernement était obligé de nourrir la capitale; nos armées, victorieuses sur le Rhin et sur les Alpes, manquaient de vivres, de vêtements, même de munitions, pour continuer leurs victoires; celle des Alpes n'avançait plus; celles du Rhin se voyaient rejetées sur la rive gauche et obligées de débloquer Mayence au moment même de l'installation du Directoire. Mais on avait à l'intérieur un immense besoin d'ordre, et trois années d'une telle guerre avaient formé les soldats et les généraux. Moreau commandait l'armée du Rhin; Jourdan, celle de Sambre-et-Meuse; Hoche veillait sur les côtes de l'Océan pour les défendre contre les Anglais et pacifier la Bretagne et la Vendée. Enfin, celui qui devait les éclipser tous, Bonaparte, alors âgé de vingt-sept ans, venait de gagner, au 13 vendémiaire, le commandement de l'armée de l'intérieur, qu'il changea bientôt après contre celui de l'armée d'Italie.

Le nouveau gouvernement composa son administration de patriotes et fit un emprunt forcé de 600 millions sur les classes riches, pour subvenir aux premiers besoins. Les rations furent abolies à Paris, et le commerce des grains rendu à la liberté. Quelques agents royalistes essayèrent encore d'agiter les sections. Ils furent condamnés, et, le 21 janvier 1796, on jura, au conseil des Anciens et aux Cinq-Cents, *haine*

à la royauté. Les émigrés tentèrent encore avec les Anglais de soulever la Vendée en y débarquant. Charette déchira son traité pour leur donner la main. Mais le frère du prétendant, Charles, plus tard Charles X, refusa de débarquer en apprenant que Hoche contenait Charette. En effet, les paysans découragés par l'habileté de Hoche, gagnés par sa douceur, favorisaient maintenant les républicains. Les malheureux chefs des Vendéens errèrent bientôt en fugitifs. Stofflet fut livré le premier par un des siens et fusillé (26 février 1796). Un mois après, Charette tomba dans une embuscade que lui tendit l'adjudant général Travot. Il se défendit en désespéré, et ne se rendit qu'après avoir perdu trois doigts et avoir reçu plusieurs coups de sabre. Amené à Nantes, traité avec beaucoup d'égards, mais condamné, il se plaignit des princes qui l'avaient abandonné, ne voulut pas qu'on lui bandât les yeux, et, levant son bras en écharpe, donna lui-même le signal du feu.

Le Directoire fut attaqué alors d'un autre côté. Les Jacobins se plaignaient de ce que les conspirateurs de vendémiaire fussent acquittés et les septembriseurs poursuivis. Ils avaient reformé leur société, quoique sans bureau et sans correspondance, et, réunis de nouveau au Panthéon, au nombre de 4000, trouvaient un organe dans Babeuf, qui, par une nouvelle et inintelligente imitation de l'antiquité, demandait le partage des terres et la loi agraire. Le Directoire ferma le Panthéon. Babeuf conspira pour établir le *bonheur commun*, à l'aide d'une société secrète. La mort des cinq directeurs et des principaux membres des conseils était arrêtée. Le nouveau ministre de la police éventa le complot et livra les conspirateurs à la justice. Babeuf, Drouet et plusieurs autres furent arrêtés chez un menuisier de la rue Bleue (9 mai). On laissa Drouet, celui qui avait arrêté Louis XVI, s'évader; mais Babeuf et Darthé furent jugés et condamnés à mort. Ils se frappèrent tous deux d'un poignard et d'un poinçon, que le fils du premier leur avait glissés en se jetant dans leurs bras devant les gendarmes. Mais les coups ne furent pas mortels. On les traîna ainsi sanglants et l'arme dans la plaie au supplice. On commença à respirer. Barras, homme de plaisirs, fit les honneurs de la République au Luxembourg. Les salons de Mme de Staël, de Mme de Beauharnais, de Mme Tallien, s'ouvrirent pleins de liberté, de bruit et d'éclat. L'hiver de 1796 revit des plaisirs dont on était depuis longtemps sevré. Le Directoire put songer à pousser la guerre.



Les cinq directeurs (1795). (Page 175, col. 1.)

On avait porté des lois terribles contre la désertion, mis les hommes et les chevaux en réquisition. Le Directoire était décidé à franchir enfin le Rhin et les Alpes, qui arrêtaient toujours nos armées victorieuses. Les soldats étaient pleins d'espoir; il fallait seulement trouver des généraux. On mit à la tête de l'armée du Rhin Moreau à la place de Pichegru, dont on commençait à se méfier, et à la tête de l'armée d'Italie le jeune Napoléon Bonaparte. Ces deux choix changèrent, en effet, la face de la guerre, et nous permettront désormais de donner à nos lecteurs le spectacle de nos victoires plus fréquemment que celui de nos luttes civiles.

§ 2. NAPOLÉON BONAPARTE.

Napoléon Bonaparte naquit à Ajaccio, le 15 août 1769, de Charles Bonaparte, noble de Corse, et de Letizia Ramolino. Son père, juge à Ajaccio et député de la noblesse de Corse en 1779, mourut en 1785. Sa mère est morte à Rome en 1839, après avoir joui des splendeurs et souffert des désastres de son glorieux fils. La famille des Bonaparte était originaire d'Italie. On avait appelé Buonapartes (du bon parti) les familles ralliées au parti national et au parti gibelin. Puis, souvent le nom primordial avait disparu, et le surnom seul était resté. Les Bonaparte de Pérouse s'éteignirent en 1397; ceux de San-Miniato, à la fin du sei-



Napoléon Bonaparte.

zième siècle. La branche de Corse résidait primitivement à Sarsana, dans le territoire de Gênes, et passa, en 1610, en Corse, où elle resta obscure jusqu'à Napoléon. Celui-ci, d'ailleurs, n'attachait aucune importance à cette longue série d'ancêtres. Le mardi 15 août 1815, se rendant à Sainte-Hélène, il divertissait ses compagnons en leur racontant toutes les généalogies qu'on lui fit après son couronnement, et qu'il repoussa toujours en répondant que son illustration datait de Montenotte et du 18 brumaire. Il rappelait surtout les instances d'un vieux parent, abbé de San-Miniato, au sujet d'un père Bonaventure Buonaparte, capucin de Bologne, et depuis longtemps béatifié, mais que l'on n'avait pu faire canoniser à cause des frais énormes

que cela eût coûtés. « Le pape ne vous le refusera pas, disait le bon abbé, si vous le lui demandez; et s'il faut payer, aujourd'hui ce doit être peu de chose pour vous. » Napoléon signa Buonaparte jusqu'au jour où il prit le commandement de l'armée d'Italie.

Charles Bonaparte et Letizia Ramolino eurent huit enfants; cinq fils : Joseph, Napoléon, Lucien, Louis, Jérôme; et trois filles : Élisa, Pauline, Caroline. Napoléon était le second. Son enfance n'eut rien d'extraordinaire. « Je ne fus, a-t-il dit lui-même, qu'un enfant curieux et obstiné. » A l'âge de dix ans, son père, avec la protection de M. de Marbeuf, le fit admettre à l'école de Brienne, desservie par des minimes, et où les jeunes gentilshommes recevaient les principes d'une éducation militaire. Il eut pour maître de quartier le célèbre Pichegru. Bientôt il se fit remarquer par son ardeur pour l'étude, et surtout par son goût pour les mathématiques. « Je suis resté constamment avec lui dans la classe de mathématiques, dit Bourrienne, où, selon moi, il était incontestablement le plus fort de l'école. J'échangeais quelquefois avec lui contre des thèmes et des versions, dont il ne voulait absolument pas entendre parler, la solution des problèmes qu'on nous donnait à résoudre et qu'il trouvait sur-le-champ avec une facilité qui m'étonnait toujours. » Son amour-propre était excessif. Condamné à dîner au réfectoire à genoux, avec la robe de bure, il s'évanouit, et le directeur blâma le maître qui avait puni un des meilleurs élèves. On sait ses goûts précoces pour les combats, ces retranchements de neige qu'il fit élever par ses camarades, et cette attaque qu'il organisa, prélude de batailles plus meurtrières et plus glorieuses. Un autre jour, les élèves de Brienne donnaient une représentation. La concierge voulut forcer la consigne : « Qu'on éloigne, ordonna gravement le jeune Bonaparte, cette femme qui apporte ici la licence des camps. » Au bout de cinq ans, il passa à l'École militaire de Paris avec ce certificat de Kéralio : « M. de Bonaparte (Napoléon), né le 15 août 1769. —Taille de 4 pieds 10 pouces 10 lignes; de bonne constitution, excellente santé, caractère soumis. Il a fait sa quatrième. Honnête et reconnaissant, sa conduite est très-régulière. Il s'est toujours distingué par son application aux mathématiques; il sait passablement l'histoire et la géographie; il est faible dans les exercices d'agrément. *Ce sera un excellent marin.* Mérite de passer à l'École de Paris. »

Nommé cadet gentilhomme à cette école le 22 octobre 1784, en même temps que sa sœur Élisa entrait à la maison royale de Saint-Cyr, sa conduite y fut la même qu'à Brienne. Réservé, taciturne, absorbé dans ses études ou ses lectures, il étonna bientôt ses maîtres. « Corse de nation et de caractère, disait son professeur d'histoire, il ira loin si les circonstances le favorisent. » Le professeur de belles-lettres disait que ses discours étaient « du granit chauffé au volcan. » Un seul de ses professeurs se trompa lourdement à son égard : ce fut son professeur d'allemand, qui s'imaginait qu'un élève faible en allemand ne pouvait être bon à nulle autre chose. Le jeune Bonaparte aimait entre tous les auteurs César, Polybe et Plutarque. On le voyait souvent, à l'heure des récréations, se mettre à l'écart pour étudier les exploits des grands hommes de l'antiquité, qu'il devait égaler et dépasser.

Après onze mois de séjour à l'École militaire, il obtint un grade de lieutenant en second dans le régiment d'artillerie de la Fère. Sa première garnison fut Grenoble, puis Valence. Là, le jeune officier allait voir souvent une dame qui l'accueillait parfaitement, Mme du Colombier. Cette dame avait une demoiselle charmante qui plaisait beaucoup à Bonaparte et qui ne le trouvait point déplaisant. Mais le jeune officier n'eut avec elle que d'innocents rendez-vous, où leur plus grande joie était de cueillir des cerises. Bonaparte allait aussi quelquefois rendre visite à Mgr de Valence. Il était incisif dans ses réponses, et l'on sait qu'à sa confirmation il avait répliqué à l'archevêque de Paris, ignorant qu'il y eût un saint appelé Napoléon : « Monseigneur, il y a plus de saints que de jours dans l'année. » Il parla donc à l'évêque de Valence d'un de ses ancêtres qui avait été canonisé. « Mon enfant, dit l'évêque, voilà un bel exemple à suivre; songez-y, un trône dans le ciel! — Ah! monseigneur, si en attendant je pouvais passer capitaine! » Bonaparte mettait à profit les loisirs de la vie de garnison pour continuer ses études autant que le lui permettaient les livres qu'il pouvait trouver. Il dévora en entier un cabinet littéraire, et faisait des économies pour se procurer quelques bons ouvrages.

En 1787, il fut envoyé à Auxonne. Là, il prit avec lui son frère Louis (le père de Napoléon III), dont il dirigeait l'éducation, et qu'il entretenait sur sa paye. Bonaparte mettait lui-même le pot-au-feu. Il lui vint l'ambition de remporter une palme académique, et il fit un discours sur une question proposée par l'Académie de Lyon. Daunou eut le prix, et le mémoire de Bonaparte n'obtint pas même une mention. Plus tard, Talleyrand, pour le flatter, fit rechercher ce discours et le lui apporta. Napoléon le jeta au feu. Il travaillait également à une longue histoire de la Corse qu'il ne finit jamais.

La Corse lui tenait à cœur : aussi observa-t-il avec soin les mouvements qu'y produisit la Révolution française. Il se montra très-partisan de cette Révolution, mais il ne prit aucune part aux journées du 20 juin et du 10 août, auxquelles il assista comme spectateur. Quand Paoli voulut donner la Corse aux Anglais, en 1792, le jeune Bonaparte fit partie de l'expédition dirigée contre ce vieil ami de sa famille. Elle ne réussit pas, et il fut obligé de fuir avec tous les siens. Il vint se réfugier à Marseille, où sa mère et ses sœurs vécurent longtemps dans une gêne extrême. « Ma famille, fugitive, dit Lucien, arriva dans le port de Marseille. A titre de réfugiés patriotes, nous obtînmes des rations de pain de munition et des secours modiques, mais suffisants pour vivre, à l'aide surtout de l'économie de notre bonne mère. » A l'époque du mouvement fédéraliste de Marseille, qu'il combattit, Bonaparte fut fait capitaine. Quand l'armée de la Convention attaqua Toulon, livré à la flotte anglo-espagnole, les représentants du peuple le firent chef de bataillon et le chargèrent de diriger l'artillerie de siége. Son général, Cartaux, très-brave, mais très-incapable, ne lui demandait que de faire une brèche où il pût passer avec ses grenadiers. Bonaparte soutint qu'il ne fallait pas s'occuper de la place, mais des vaisseaux; qu'en menaçant ceux-ci de leur couper la retraite, on les obligerait à fuir. Il montra au général et aux représentants un point, à l'extrémité méridionale de la rade d'où l'on pouvait foudroyer la flotte. « C'est là qu'est

Toulon, » dit-il. Un vieil officier grommela : « Ce jeune homme n'est pas fort en géographie. » Mais Dugommier avait remplacé Cartaux. Il comprit le plan de Bonaparte et l'approuva. Le fort de l'Éguillette fut enlevé, et les Anglais se hâtèrent d'abandonner Toulon, qu'ils n'avaient pas su sauver, et qu'ils incendièrent. Bonaparte, nommé en récompense général de brigade, alla commander l'artillerie de l'armée d'Italie, où il donna d'excellents plans.

« Récompensez ce jeune homme, avait dit Dugommier, car si l'on était ingrat envers lui, il s'avancerait de lui-même. » La révolution du 9 thermidor vint pourtant arrêter sa carrière. Il avait eu des relations avec Robespierre le jeune, commissaire de l'armée d'Italie. Un homme jaloux, Salicet, le dénonça, l'attira hors de son camp, le fit saisir et emprisonner. On ne tarda pas à lui rendre la liberté, mais on le priva de son commandement. Alors il resta à Paris, sans emploi, sans argent, réclamant en vain dans les bureaux de la guerre une place quelconque. Aubry, qui avait remplacé Carnot, lui répondit : « Vous êtes trop jeune. — On vieillit vite sur le champ de bataille, répliqua Bonaparte, et j'en arrive. » Il avait pour amis Bourrienne, Marmont, Chauvet, Volney, l'illustre Talma. Il demeurait dans la rue de la Michodière avec Junot, ce brave sergent-major qu'il avait distingué au siége de Toulon, et qui, couvert de terre par un obus en écrivant un ordre, avait répondu avec tant de sang-froid :



Bonaparte dans une émeute. (Page 179, col. 2.)

« Je n'aurai pas besoin de sable. » De la rue de la Michodière, Junot et Bonaparte passèrent dans la rue du Mail. Leur appartement, on le pense, était plus que modeste. Leur plus grande distraction était d'aller au jardin des Plantes, où Bonaparte se lia avec Daubenton, les frères Thouin, Bernardin de Saint-Pierre, etc. Le jeune vainqueur de Toulon, se voyant fermer en France la carrière militaire, et dévoré d'un immense besoin d'activité, sollicita la faveur d'aller en Turquie, comptant régénérer l'Orient. Des circonstances s'opposèrent heureusement à son départ. Le 13 vendémiaire éclata. Barras le prit pour lieutenant. Bonaparte fit triompher la convention et reçut le commandement de l'armée de l'intérieur.

Le nouveau commandant faisait un jour sa ronde, et la populace affamée laissait entendre des murmures. Une femme grosse et puissante insulta les officiers en criant que ces *épauletiers* se moquaient des misères du peuple et ne songeaient qu'à s'engraisser. « Regardez-moi, dit Bonaparte, lequel de nous deux est le plus gras ? » (Il était fort maigre.) Et tout le monde de rire, à la confusion de la femme que les huées de la multitude poursuivirent. Bonaparte ne garda pas longtemps ce commandement. Il obtint celui de l'armée des Alpes, avec laquelle Schérer ou plutôt Masséna avait gagné la glorieuse mais stérile victoire de Loano (23 et 24 novembre 1795).

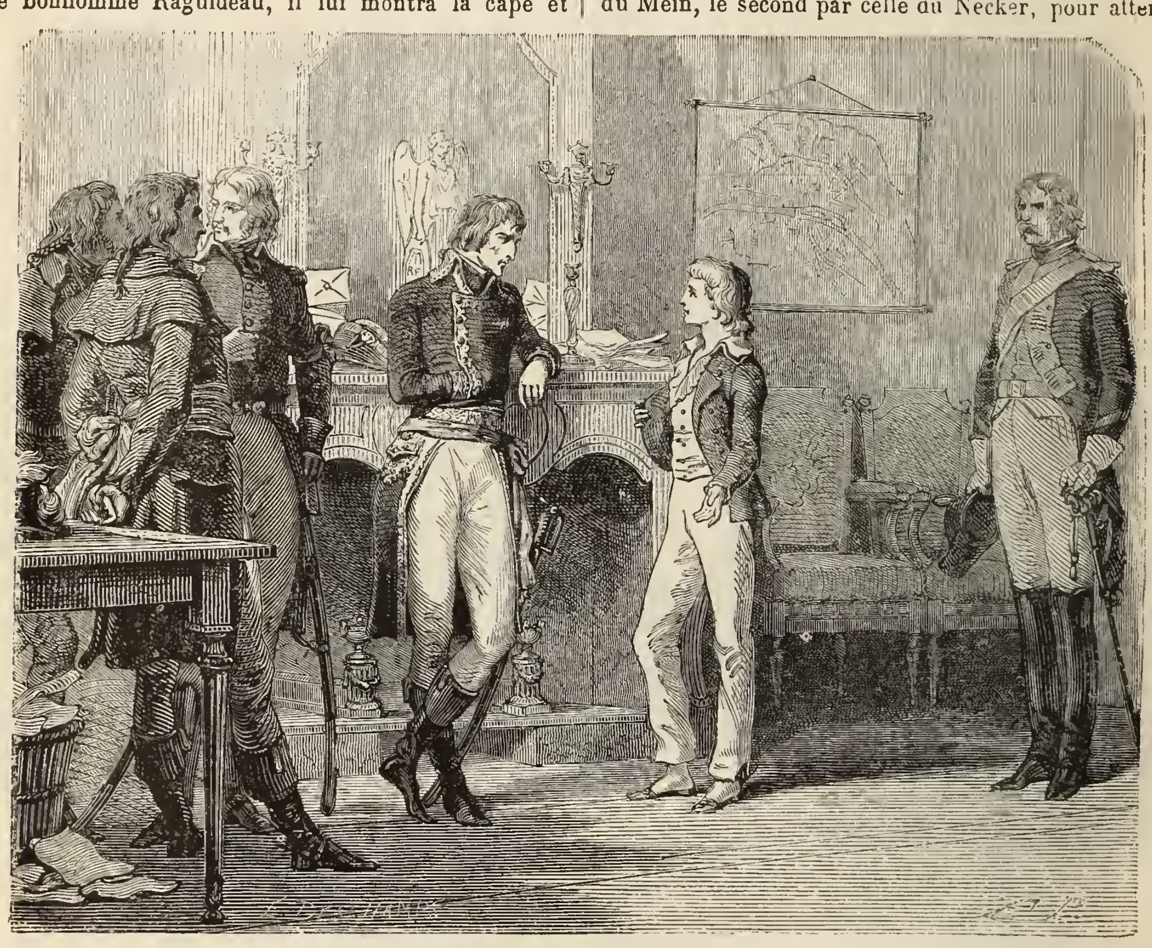
Bonaparte, avant de partir, se maria. Un jeune enfant était venu, lors du désarmement de Paris, réclamer l'épée de son père : c'était Eugène Beauharnais.

Bonaparte la lui rendit et le caressa. Sa mère, Joséphine de Beauharnais (née Tascher de la Pagerie), se crut obligée à une visite. Elle la fit. Sa grâce séduisit le général, qui fut reçu dans son salon; Barras s'entremit et fit décider le mariage. Il n'y eut point de cérémonie religieuse, et cette cérémonie dut se faire plus tard, trois jours avant le sacre. Mme de Beauharnais, bien qu'elle reconnût de grandes qualités à Bonaparte, ne pouvait deviner quelle fortune elle épousait. On la raillait; le notaire Raguideau lui dit même un jour qu'elle avait tort d'épouser un jeune homme qui n'avait que *la cape et l'épée.* Bonaparte était dans une autre pièce et entendit tout. Il garda son secret jusqu'au jour du couronnement, et alors, faisant appeler le bonhomme Raguideau, il lui montra la cape et l'épée changées contre le manteau et l'épée de Charlemagne.

Le jeune général s'arracha aux douceurs de cette union pour voler à la tête de son armée : « Dans un mois, dit-il en partant, je serai à Milan ou à Paris. »

§ 3. CAMPAGNE DE BONAPARTE EN ITALIE; MONTENOTTE, MILLESIMO, MONDOVI; LE PONT DE LODI; CONQUÊTE DE LA LOMBARDIE.

Le plan de Carnot, pour la campagne de 1796, était hardi et savant. Deux généraux déjà célèbres, Jourdan et Moreau, ayant chacun de 70 à 80 000 hommes, devaient pénétrer en Allemagne, le premier par la vallée du Mein, le second par celle du Necker, pour atteindre le bassin du Danube, et descendre de là sur les États héréditaires de l'Autriche; en Italie, Bonaparte, à la tête de 38 000 hommes, devait descendre le Pô à travers la Lombardie et menacer l'Autriche par le sud. Ainsi, Moreau au centre, Jourdan et Bonaparte aux deux ailes, allaient opérer un mouvement en avant, faire vivre nos armées en pays ennemi, et converger, s'il était possible, sur la route de Vienne. Mais nos trois armées étaient séparées : Bonaparte de Moreau par le massif des Alpes italiennes; Moreau de Jourdan, par les Alpes de la Franconie. Le plan, très-heureux en cas de succès, pouvait avoir de fâcheuses conséquences en cas de revers.


Eugène de Beauharnais demande l'épée de son père. (Page 179, col. 2.)

Quand Bonaparte arriva à l'armée des Alpes, les généraux Masséna, Augereau, Serrurier, Laharpe, Berthier, déjà illustrés par d'importants services, accueillirent mal le nouveau venu, petit, maigre et de chétive apparence. Il les réunit, leur dévoila ses plans, et, en sortant du conseil, Masséna dit à Augereau : « Nous avons trouvé notre maître. » Aux soldats, Bonaparte jeta une de ces magnifiques proclamations qui électrisaient les âmes: « Soldats, dit-il, vous êtes mal nourris et presque nus; le gouvernement vous doit beaucoup, mais ne peut rien pour vous; votre patience, votre courage, vous honorent, mais ne vous procurent ni gloire ni avantage; je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde; vous y trouverez de grandes villes, de riches provinces; vous y trouverez honneur, gloire et richesses. Soldats d'Italie, manqueriez-vous de courage?

Bonaparte, outre ses talents militaires, apportait à la tête de l'armée française l'esprit de la Révolution. Le spectacle des grandes choses accomplies en France avait dû surtout agiter l'Italie, qui depuis deux siècles gémissait sous le joug de l'Autriche ou de ses princes vassaux de l'Empire.

« Déchire les vêtements de l'opprobre, prends le casque, endosse la cuirasse, et, réveillée d'un long sommeil, cours sur les Alpes à la défense et aux triomphes. » Ces vers, qu'écrivait Fantoni dans une ode à l'Italie, à la fin du dix-huitième siècle, recevaient de la Révolution française un à-propos terrible et saisissant. Le grand débat entre la nation et la royauté de France, qui s'était élevé en Europe à la hauteur d'une lutte



Joséphine, d'après un tableau de Prudhon.

de la liberté contre l'absolutisme, ravivait en Italie l'éternelle lutte entre l'indépendance nationale et l'oppression étrangère. Malheureusement l'Italie n'était guère préparée à se tenir à la hauteur des grands événements qui se préparaient. La nation par elle-même ne pouvait rien. Une chose lui manquait après trois siècles de servitude : le caractère et l'esprit public. L'aristocratie, la haute bourgeoisie, les lettrés, étaient seuls pénétrés de l'esprit nouveau ; les masses croupissaient dans l'ignorance. Bonaparte crut devoir essayer de ranimer l'Italie. Il n'y arrivera point, mais il arrachera la Péninsule à l'Autriche, et jettera des germes féconds de liberté qui, de nos jours, ont produit de si beaux fruits.

Bonaparte avait trouvé l'armée cantonnée sur le revers méridional des Alpes et de l'Apennin, où elle luttait péniblement depuis quatre années contre les troupes sardes et autrichiennes. Les premières se tenaient à Céva; les secondes, plus à l'est, se tenaient à cheval sur l'Apennin, dans la vallée du Tanaro et la rivière de Gênes, vers Voltri. Beaulieu les commandait et parlait d'aller vite en besogne. Il voulait, disait-il au roi de Sardaigne, ne se débotter qu'à Lyon. Bonaparte avait 38000 hommes contre 60000. Il se résout pourtant à prendre l'offensive, et choisit son champ de bataille avec le coup d'œil du génie. Au lieu d'user ses forces au milieu de rochers stériles, où il n'y avait pas de grands coups à frapper, il reprend, en la développant, la manœuvre, qui avait fait tomber le camp de Saorgio en 1794, et qui, suivie par Masséna en 1795, avait encore valu à Schérer la victoire de Loano. Il tourne les Alpes pour franchir les montagnes au point le plus bas de la chaîne, vers les sources de la Bormida, au col de Montenotte, tandis que Beaulieu l'attend sur le bord de la mer, du côté de Voltri; et il se place, par cet habile mouvement, en face du point le plus faible des Austro-Piémontais. Il perce leur centre à Montenotte (11 et 12 avril 1796), se place entre eux, et, pour les mieux séparer, les bat successivement, les Piémontais dans les gorges de Millesimo (13 et 14), les Autrichiens à Dego (14 et 15). Il est maître alors de la route de Turin, sur laquelle



Les soldats de l'armée d'Italie.

les Piémontais reculent, et de celle de Milan, par où les Autrichiens se retirent. On découvre les belles plaines du Piémont, la terre promise. Bonaparte, ému, dit à ses soldats : « Annibal avait franchi les Alpes; nous, nous les avons tournées. » Mais il ne s'arrête point : il pousse l'armée sarde l'épée dans les reins, l'écrase à Mondovi (22), et l'oblige à déposer les armes par l'armistice de Chérasco, qu'il signe à dix lieues de Turin (28 avril), et qui, changé, le 3 juin, en un traité de paix, donne à la France la Savoie avec les comtés de Nice et de Tende, et ouvre à Bonaparte les trois places fortes de Coni, Tortone et Alexandrie, sur lesquelles il s'appuiera pour la marche offensive qu'il médite.

« Soldats, s'écrie le jeune général, vous avez remporté en quinze jours six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs places fortes, et conquis la partie la plus riche du Piémont; vous avez fait 15000 prisonniers, tué ou blessé plus de 10000 hommes. Vous vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie; vous égalez, aujourd'hui, par vos services, l'armée de Hollande et du Rhin. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats de la liberté étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert. Grâces vous en soient rendues.... Mais, sol-

dats, vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste à faire ! »

Délivré d'un ennemi, le jeune général se retourne sur l'autre. En vain Beaulieu, effrayé de ces coups rapides, se replie en toute hâte ; Bonaparte le suit, l'atteint. Les Autrichiens s'étaient un moment arrêtés pour reprendre haleine au confluent du Tessin et du Pô, et s'y couvraient de retranchements ; il passe le Pô derrière eux, à Plaisance (9 mai), y bat une de leurs divisions, et remontant l'Adda jusqu'à Lodi, y trouve les Autrichiens réfugiés sur la rive gauche de ce fleuve, dans une position formidable. Trente pièces de canon couvrent de mitraille le pont de Lodi, long de cent toises; 12000 hommes en gardent le débouché. Bonaparte forme, à l'abri des maisons de la ville, une colonne de 6000 grenadiers et la lance sur le pont, avec Masséna. Ils le franchissent au pas de course, tuent les canonniers sur leurs pièces et culbutent l'infanterie qui accourait pour défendre ses canons. La cavalerie française en même temps passait le fleuve à gué au-dessus du pont et tournait les Autrichiens. C'est après cette bataille que les soldats, imaginant de faire passer leur jeune général par tous les grades, lui donnèrent celui de caporal et l'appelèrent désormais le *Petit Caporal* (11 mai).

Pendant que l'armée autrichienne fuyait en désordre vers le Tyrol, Bonaparte fit une entrée triomphale à Milan. « Soldats ! dit-il, vous vous êtes précipités



Entrée des Français à Milan (mai 1796). (Page 183, col. 2.)

comme un torrent du haut de l'Apennin; vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre marche. Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré à ses sentiments naturels de paix et d'amitié pour la France. Milan est à nous.... Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la patrie; vos représentants ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrées dans toutes les communes de la République.... Mais nous avons encore des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger. Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile en France tremblent! L'heure de la vengeance a sonné; mais que les peuples soient sans inquiétude; nous sommes amis de tous les peuples, et plus particulièrement des descendants des Brutus, des Scipion et des grands hommes que nous avons pris pour modèles. Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit de nos victoires. Elles feront époque dans la postérité. Vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe. Le peuple français, libre, respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'il a faits depuis six ans. Vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront en vous montrant : « Il était de l'armée d'Italie ! »

Carnot voyant Bonaparte maître de la Lombardie,

lui ordonna de diviser son armée et de s'enfoncer dans la Péninsule pour soumettre Rome et Naples. C'était la faute qu'avaient commise tous les rois de France qui firent la guerre en Italie : ils descendaient au midi avant que le nord fût en leur possession, et s'exposaient ainsi à ce que le retour leur fût fermé. Bonaparte refusa nettement de couper en deux son armée et de partager le commandement. Il offrit sa démission, et, sans attendre la réponse du Directoire, après avoir rudement châtié Pavie, qu'avaient soulevée des paysans excités par les moines, il se lança de nouveau en avant.

L'Oglio fut franchi sans combat. Mais Beaulieu, appuyé à droite sur Peschiera, à gauche sur Mantoue, essaye encore de garder la ligne du Mincio. Bonaparte le trompe sur le vrai point d'attaque, force le passage à Borghetto, et s'empare de Valeggio, où Napoléon III devait aussi, plus tard, établir son quartier général après la grande journée de Solferino. Bonaparte s'y trouvait avec une seule division, occupé à préparer la soupe, quand un corps de hussards autrichiens fondit sur la ville. Ils furent repoussés, mais Bonaparte conçut alors l'idée de former un corps d'élite attaché à sa personne : ce furent les *guides*. La prise de Peschiera (30 mai) rejeta enfin dans le Tyrol cette armée autrichienne qui naguère menaçait nos frontières. Bonaparte avait atteint l'Adige : il occupa la ville vénitienne de Vérone, pour punir Venise d'avoir violé sa neutralité en laissant entrer les Autrichiens dans Peschiera. Mais il s'arrêta derrière cette excellente ligne de défense, qui, courant des montagnes à la mer, couvre la Lombardie; et il assiégea Mantoue, une des plus fortes places de l'Europe, qui était restée aux Autrichiens (3 juin 1796).

Bonaparte pouvait attendre la nouvelle armée autrichienne, dont on annonçait l'approche. Les autres souverains de la Péninsule demandaient grâce. Il accorde un armistice au duc de Parme moyennant 2 millions, des munitions et 20 tableaux. Mêmes conditions avec le duc de Modène. Le roi de Naples, qui venait de consacrer solennellement sa couronne à Dieu, lui envoie un ambassadeur et promet de quitter la coalition. Gênes, menacée, consent à tout ce que demande le jeune vainqueur. Restait le pape, ennemi déclaré de la Révolution française, qui prêchait contre « les athées et les brigands de France. » Bonaparte se rend à Bologne et traverse les légations, toujours frémissantes sous le joug du saint-siége. On l'entoure avec joie, et il promet à Bologne l'indépendance. Ferrare se détache des États de l'Église en même temps que Modène prononce la déchéance de son duc. Le pape s'humilie. Il promet 21 millions, 100 tableaux, 500 manuscrits, reconnaît l'indépendance des légations de Bologne et de Ferrare. Ancône est occupé par une



La fête de la Victoire. (Page 183, col. 1.)

garnison française. Une autre garnison est placée à Livourne, le grand port de la Toscane, où était une flotte anglaise. Bonaparte lève en même temps une contribution de 20 millions. Il en envoya 10 au Directoire, qui n'avait pu lui remettre que 2000 louis pour entrer en campagne; un à Moreau, pour l'aider à achever ses préparatifs sur le Rhin. Il nourrit son

armée, son gouvernement, ses collègues. Il revient alors à l'Adige et s'apprête à recevoir le successeur de Beaulieu, Wurmser, le meilleur général de l'Autriche, qui accourt avec une armée plus nombreuse et plus aguerrie que la première. Il faut l'arrêter, car déjà, comptant sur lui, le pape et Ferdinand de Naples sont infidèles au traité.

§ 4. LONATO, CASTIGLIONE (AOUT 1796), BASSANO, BLOCUS DE MANTOUE. (SEPT.)

Wurmser a 60 000 hommes contre 30 000, mais il partage ses forces. Quasdanovich descend par la route de Trente, à droite du lac de Garde, et Wurmser arrive de l'autre côté par les deux rives de l'Adige. Bonaparte, en grand danger si les forces de l'ennemi se réunissent, comprend qu'il peut battre l'une après l'autre ces deux armées, imprudemment divisées. Faisant un sacrifice pénible, il lève le siége de Mantoue au moment où la place allait être obligée de se rendre. Mais le plus important pour lui est d'avoir toutes ses troupes disponibles. Il se concentre à la pointe du lac de Garde, pour porter successivement toutes ses forces de sa droite à sa gauche et de sa gauche à sa droite; il arrête Quasdanovich à Salo; il l'accable à Lonato (3 août 1796), lui tue 2000 hommes et lui fait 1500 prisonniers. Mais Wurmser, qui a passé le Mincio, est déjà sur ses derrières. Il lui fait front. Comme il préparait la bataille du surlendemain, une des divisions de Quasdanovich, coupées et battues la veille, s'était dispersée dans les montagnes. Cherchant une issue, elle avait vu que Lonato se dégarnissait de troupes : elle l'investit. Un parlementaire vient sommer le commandant de rendre la place. Bonaparte s'y



Napoléon à Lonato (4 août 1796). (Page 185, col. 2.)

trouvait pour hâter l'exécution de ses ordres. « La circonstance était assez embarrassante, dit-il : je n'avais qu'à peu près 1200 hommes. Je fis venir le parlementaire; je lui fis débander les yeux; je lui dis que si son général avait la présomption de prendre le général en chef de l'armée d'Italie, il n'avait qu'à avancer; qu'il devait savoir que j'étais à Lonato, puisque tout le monde savait que l'armée républicaine y était; que tous les officiers généraux et officiers supérieurs de la division seraient responsables de l'insulte personnelle qui m'était faite. Je lui déclarai que si sous huit minutes toute sa division n'avait pas posé les armes, je ne ferais grâce à aucun. Le parlementaire parut fort étonné de me voir là, et, un instant après, toute cette colonne posa les armes. Elle était forte de 4000 hommes, 2 pièces de canon et 50 hommes de cavalerie. »

Le lendemain, 5, Bonaparte avait son armée en bataille dans les plaines de Castiglione. Cette bataille se livra à peu près sur le terrain où devait s'engager, en 1859, la bataille de Solferino. Seulement, les dispositions des armées n'étaient point les mêmes, et la tour de Solferino, qui fut l'objectif de la bataille de Napoléon III, ne joua qu'un rôle secondaire dans celle de Bonaparte. L'action se passa surtout dans la plaine de Castiglione, en avant des hauteurs. Bonaparte avait 22 000 hommes au plus; Wurmser en avait 30 000. Bonaparte menace sa gauche et ses derrières, lui refuse sa droite, puis fond sur le centre ennemi, emporte la redoute de Meledolo, et le rejette au delà du Mincio. Les soldats, enthousiasmés, firent passer le petit caporal au grade de sergent.

Le vieux maréchal, avec de nouveaux renforts, qui lui faisaient encore une armée de 50 000 hommes, commença vainement une seconde campagne. Pendant qu'il descend par la vallée de la Brenta, Bona-

parte, qui veut le prévenir, remonte la vallée de l'Adige, culbute à Rovérédo les Autrichiens laissés à la garde du Tyrol (4 septembre), et arrive à Trente, capitale de cette province montagneuse et d'une conquête difficile. Mais là il apprend la marche offensive de Wurmser. Au lieu de rebrousser chemin pour revenir l'attendre derrière sa ligne de l'Adige, il tourne à droite, se jette lui-même dans la vallée étroite et profonde de la Brenta, à la suite de Wurmser, fait vingt lieues en deux jours, l'atteint, le bat à Bassano, ville qui fermait les gorges (8), l'enveloppe entre son armée et le fleuve, et allait le prendre, si un pont oublié n'avait permis au vieux maréchal d'éviter la honte d'une capitulation, en lui permettant de se faire jour jusqu'à Mantoue. La bataille Saint-Georges l'y enferme (15) avec 20 000 hommes et une cavalerie nombreuse qui lui devient inutile.

Les soldats de Bonaparte avaient maintenant une confiance inébranlable en leur général. Ils acceptaient toutes les fatigues : « Je ne vous citerai pas, écrivait Napoléon au Directoire, tous les hommes qui se sont signalés par des traits de bravoure : il faudrait nommer tous les grenadiers et carabiniers de l'avant-garde. Ils jouent et rient avec la mort. Ils sont aujourd'hui parfaitement accoutumés avec la cavalerie, dont ils se moquent. Rien n'égale leur intrépidité, si ce n'est la gaieté avec laquelle ils font les marches les plus forcées. Vous croiriez qu'arrivés au bivouac,



Bataille de Castiglione (5 août 1796). (Page 185, col. 2.)

ils doivent au moins dormir? Point du tout : chacun fait son compte ou son plan d'opérations du lendemain, et souvent on en voit qui rencontrent très-juste. L'autre jour, je voyais défiler une demi-brigade; un chasseur s'approcha de mon cheval : « Général, me « dit-il, il faut faire cela ! — Malheureux, lui dis-je, « veux-tu bien te taire! » Il disparaît à l'instant. Je l'ai fait en vain chercher. C'était justement ce que j'avais ordonné que l'on fît. »

§ 5. ALLEMAGNE. RETRAITE DE MOREAU (OCT. 1796).

Les armées d'Allemagne n'avaient été ni si habilement conduites, ni si heureuses. Elles devaient marcher l'une par la vallée du Mein, l'autre par la vallée du Necker, se rejoindre par la vallée du Danube et se diriger sur Vienne pendant que Bonaparte y arriverait par le Tyrol. Carnot, au lieu de prescrire aux deux généraux de réunir leurs 120 000 hommes dans la vallée du Danube, les faisait agir séparément, et les éloignait encore l'un de l'autre en leur commandant de déborder les ailes de l'ennemi. Ce fut une grande imprudence qui permit à l'archiduc Charles de se porter tour à tour avec toutes ses forces contre chacune de ces armées.

L'armée du Mein, qui se trouvait, au début de la campagne, sur le bas Rhin, près de Dusseldorf, comptait 50 000 hommes. Elle était commandée par le brave Jourdan, le vainqueur de Fleurus; l'autre, forte de 70 000 hommes, avait pour général Moreau, qui venait de se distinguer par sa fermeté et sa prudence à

l'armée du Nord, où il avait remplacé Pichegru. Né à Morlaix, Moreau avait d'abord été destiné au barreau; mais il s'engagea dans un régiment malgré sa famille. Son père racheta son congé et lui fit reprendre ses études à Rennes. Là, le jeune Moreau acquit bien vite un grand ascendant sur ses camarades, et figura comme le *général du parlement* dans les troubles qui précédèrent à Rennes la révolution. Après la création de la garde nationale, il organisa à Rennes une compagnie de canonniers dont il fut le capitaine jusqu'en 1792. Parti alors comme volontaire, il fit sa première campagne sous Dumouriez, avec le grade de chef de bataillon, devint en 1793 général de brigade, et en 1794 général de division. Dans cette campagne de 1796, il



Marceau, général de division, né en 1769, blessé mortellement à Altinkirchen en 1796.

ne pourra pas réparer les fautes du mauvais plan qu'on lui donne, mais il a du calme, de l'énergie, et il saura se tirer avec honneur d'une situation difficile.

L'armée du Mein commença d'abord par attirer les Autrichiens sur le bas Rhin et par favoriser le passage de Moreau, qui traversa le fleuve à Strasbourg (23 juin 1796). S'il eût eu l'impétuosité du vainqueur de Montenotte, il aurait écrasé les corps autrichiens, séparés les uns des autres et dispersés le long des montagnes. Il voulut attendre le reste de ses troupes et dut conquérir par deux combats, ceux de Renchen et de Rastadt, les défilés qui le conduisirent dans la vallée du Necker.

Il la descendit rapidement. L'archiduc Charles renonçait à la défendre, aimant mieux se retirer sur la

ligne du Danube et protéger les États héréditaires de la maison d'Autriche. Pendant que Moreau pressait l'ennemi dans la vallée du Necker et débouchait sur le Danube, Jourdan, laissant 20000 hommes pour bloquer Mayence, avait à son tour franchi le Rhin et remontait le Mein. Il livra un combat à Friedberg, s'arrêta quelque temps à Francfort, s'empara de Wurtzbourg, puis déboucha à son tour au delà des montagnes de Souabe, sur les bords de la Naab, affluent du Danube. Mais une grande distance séparait les deux généraux français. Cette distance inspira à l'archiduc un plan excellent, parce qu'il partait d'une idée très-juste et déjouait le plan de Carnot, dont il montrait le vice.

Il venait d'essayer de faire reculer Moreau en l'attaquant à Neresheim (10 août). Repoussé, il eut la pensée hardie de se dérober à Moreau, avec une partie de ses forces, pour se jeter de la vallée du Danube dans celle du Mein, s'y réunir à Wartensleben, qui reculait devant Jourdan, et accabler celui-ci, qui fut, en effet, arrêté à Neumark et à Amberg.

L'armée française, obligée de gagner Wurtzbourg par des chemins de traverse, courut de grands dangers et fit pendant huit jours une retraite aussi difficile qu'honorable. A Wurtzbourg, Jourdan voulut tenter encore le sort des armes; il lui fut de nouveau contraire: nous nous trouvions en présence de forces trop supérieures. Il fallut quitter la vallée du Mein et se replier sur la Lahn. Le mouvement se fit en bon ordre. Jourdan, dans cette campagne pénible, où il joua le véritable rôle de victime, n'avait guère perdu que 5 à 6000 hommes; mais l'armée avait à pleurer un jeune et brillant général de vingt-sept ans, Marceau, qui donnait les plus belles espérances: il avait été frappé d'une balle par un chasseur tyrolien, et ses soldats n'avaient pu même l'enlever. L'archiduc lui fit prodiguer tous les soins, mais le jeune héros ne tarda pas à expirer, regretté des deux armées, et il reçut à ses funérailles les honneurs militaires de ses concitoyens et de ses ennemis. Marceau avait été à vingt-quatre ans général en chef de l'armée de l'Ouest. Il avait vaincu les Vendéens au Mans, et avait contribué pour beaucoup au gain de la bataille de Fleurus.

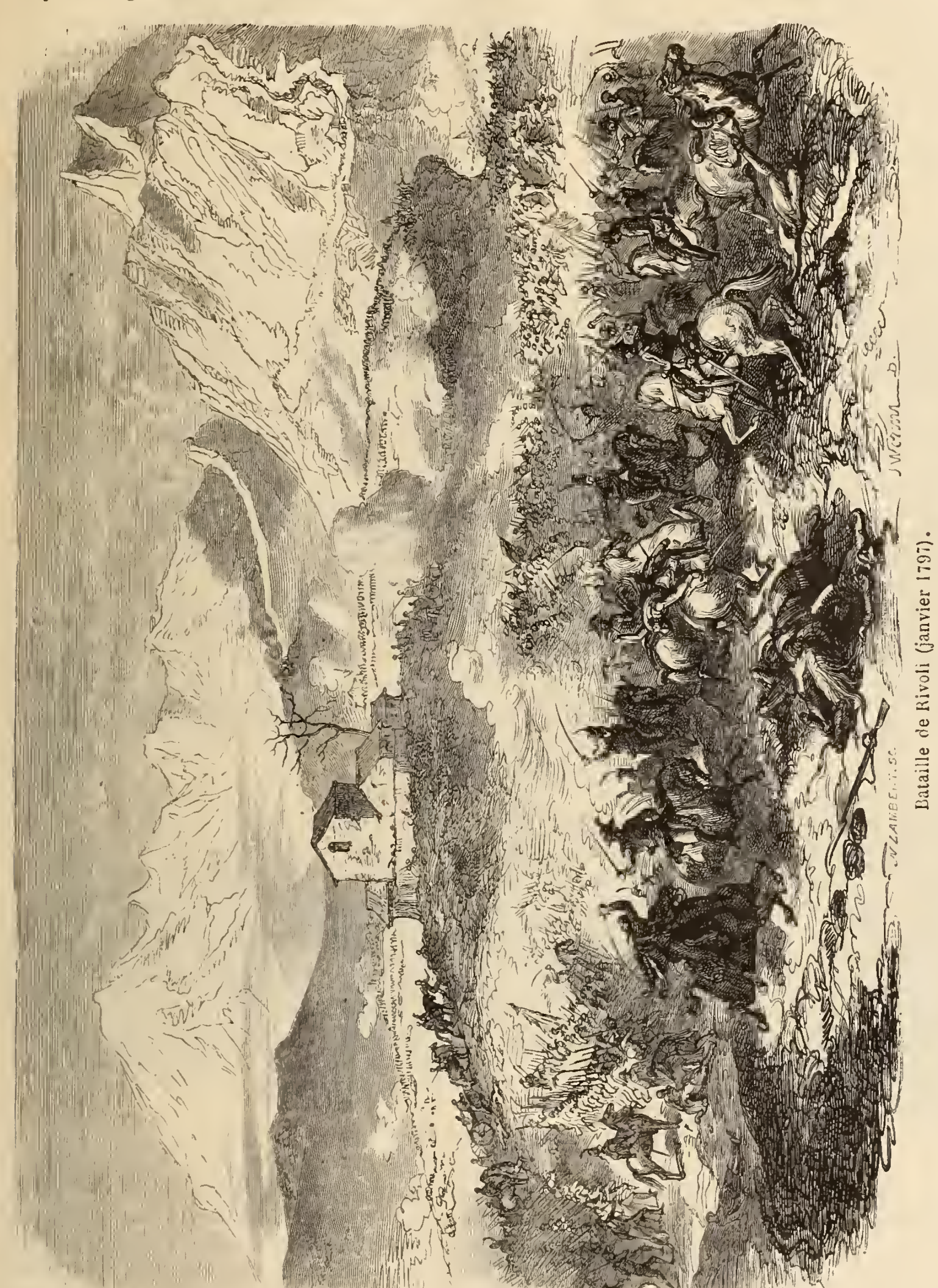


Le Pont d'Arcole. (Batailles du 15 au 17 novembre 1796.)

La manœuvre de l'archiduc était la même manœuvre qui venait de réussir si bien à Bonaparte au début de la campagne d'Italie. Elle eut le même succès, mais non les mêmes conséquences, car Moreau n'était pas Beaulieu et l'archiduc n'était pas Bonaparte. Napoléon

disait même que si Moreau eût su comprendre sa position, il aurait mis l'archiduc dans un grand péril. Pour cela, il n'avait qu'à le suivre pendant sa marche contre Jourdan : il l'aurait placé ainsi entre les deux armées, entre deux feux. Moreau ne pouvait concevoir de telles hardiesses ; et eût-il entrevu cette possibilité, qu'il se croyait obligé de suivre le plan du Directoire. Il s'éloigna encore davantage de Jourdan et s'enfonça dans la Bavière. Il prolongeait même sa droite vers le Tyrol, afin de donner la main à Bonaparte. Mais quand il eut appris la retraite de son collègue, il ne voulut point rester isolé dans la vallée du Danube et songea à se retirer. Moreau recula, mais lentement, s'arrêtant, chaque fois qu'il était trop pressé, pour infliger quelque leçon sévère aux Autrichiens qui le suivaient (victoire de Biberach, 2 octobre 1796), et il traversa la Forêt-Noire par le val d'Enfer. Cette vallée, longue de deux lieues, commence à trois ou quatre lieues de Fribourg, par le *Himmelreich* ou royaume du ciel, et, malgré son nom de *Hœllenthal*, val d'Enfer, n'est vraiment difficile, même pour une armée, que sur un seul point.

Sans avoir laissé derrière lui ni un caisson, ni un homme dans cette glorieuse retraite de vingt-six jours, Moreau rentra en Alsace, quand et comment il voulut, par Brisach et Huningue, le 28 octobre. On avait eu sur cette armée de grandes inquiétudes, et on sut un gré infini à Moreau de l'avoir ainsi ramenée saine et sauve, plutôt en vainqueur qu'en fugitif.


Bataille de Rivoli (janvier 1797).

§ 6. ALVINZY, ARCOLE ET RIVOLI ; CONQUÊTE DÉFINITIVE DE L'ITALIE ; PRÉLIMINAIRES DE LÉOBEN.

L'Autriche, délivrée d'inquiétudes sur le Danube par une défaite de Jourdan et la retraite de Moreau, put reporter de grandes forces sur l'Italie, où elle avait déjà laissé trois armées ; Alvinzy réunit encore 60 000 hommes. Bonaparte avait en vain demandé des secours au Directoire. L'armée d'Italie semblait perdue : toute la Péninsule derrière elle était soulevée, et, cette fois, l'ennemi n'avançait qu'avec prudence. 40 000 hommes vinrent occuper, en face de Vérone, la forte position du Caldiéro ; 20 000 autres, avec Davidovich, descendaient par Rivoli pour se joindre aux premiers sous Vérone. Bonaparte fait un effort désespéré contre Caldiéro ; il est repoussé. Alors il entre dans Vérone, où il ne laisse qu'une garnison de 1500 hommes ; il prend la route de Milan : c'est la route de France, la route de la retraite. Bonaparte abandonne donc la partie ;

voilà ce que disent les habitants et les soldats. Mais tout à coup il tourne à gauche, longe l'Adige, descend jusqu'à Ronco, y passe le fleuve, et s'établit au milieu de marais que coupent d'étroites chaussées. Les soldats battent des mains; ils ont compris le plan de leur général : il a tourné par la droite la position du Caldiéro, qu'il avait vainement abordée de front, fait tomber les formidables défenses de l'ennemi, enfin trouvé un champ de bataille où la supériorité du nombre est inutile. Pendant trois jours on se bat sur ces chaussées étroites (15-17 nov. 1796). Augereau, Masséna sont à la tête des colonnes. Augereau est chargé de franchir le pont d'Arcole, que défend une artillerie formidable : ses grenadiers sont repoussés. En vain leur chef s'avance le premier en agitant leur drapeau : on le ramène en arrière. Bonaparte, instruit de cette hésitation des soldats, s'élance lui-même un drapeau à la main. Son aide de camp Muiron tombe mort devant lui. Il est repoussé, précipité dans un marais où il enfonce jusqu'au milieu du corps; il va être pris, mais ses soldats viennent à temps le dégager.

Tout en gardant le terrain conquis dans la journée, chaque soir il replie le gros de ses forces derrière l'Adige, pour être prêt à courir contre Davidovich, s'il débouche des montagnes. Le troisième jour enfin, apprenant que Vaubois tient toujours l'ennemi en respect sur le plateau de Rivoli, il s'engage à fond, transporte la bataille des chaussées dans la plaine, et Alvinzy



Bataille de la Favorite (16 janvier 1797). (Page 191, col. 1.)

se met en retraite, laissant derrière lui 10 000 morts et 6000 prisonniers. L'armée française rentra à Vérone par la porte de Vicence, opposée à celle par où elle était sortie (15, 16, 17 novembre). Les Véronais ne pouvaient revenir de leur admiration en voyant rentrer en triomphe cette poignée de Français qu'ils avaient vus partir en fugitifs. Le Directoire décida que les drapeaux portés par Augereau et Bonaparte à Arcole leur seraient donnés pour être conservés dans leur famille.

Six semaines après (janvier 1797), Alvinzy, renforcé, reparait encore avec 60 000 hommes. Cette fois, l'attaque principale des Autrichiens a lieu par les montagnes qui bordent le haut Adige, et l'attaque secondaire par le bas du fleuve. Bonaparte découvre le seul point où les colonnes de l'armée principale, circulant avec lenteur et difficulté dans un pays de montagnes, peuvent se réunir : c'est le plateau de Rivoli. Une longue colonne d'infanterie, sans chevaux ni canons, y arrive en effet par les sentiers de Monte-Baldo; la cavalerie, l'artillerie et les bagages s'en approchent par un escalier tournant. Un autre corps chemine par les flancs du plateau, pour aller couper la retraite à l'armée française. Bonaparte s'occupe peu de ce corps : « Il est à nous! » dit-il à ses soldats. Il ne songe qu'à une chose, empêcher à tout prix la jonction de l'infanterie autrichienne avec sa cavalerie et son artillerie. Il n'a que 16 000 hommes contre 40 000, mais ces 40 000 hommes forment deux armées incomplètes qu'il peut battre l'une après l'autre. L'infanterie autrichienne descend en demi-cercle des hauteurs qui dominent le plateau :

elle est vivement repoussée, mais elle revient à la charge et veut enlever nos canons. Les chevaux sont tués : nos soldats s'attellent aux pièces et les sauvent. A ce moment, la cavalerie et l'artillerie ennemies débouchaient après avoir gravi la route. Bonaparte va être enveloppé. Il ne perd point de temps et lance vers le débouché Joubert, Masséna, qui foudroient cette longue colonne engagée dans le défilé. Elle recule dans une inexprimable confusion; l'infanterie perd alors tout espoir de voir la jonction s'opérer, elle se sauve à travers des rochers affreux. Les Autrichiens, placés sur nos derrières pour nous prendre, sont coupés et pris eux-mêmes. Telle fut l'admirable victoire de Rivoli.

Bonaparte ne s'étourdit point de ce grand succès. Il apprend que Provéra, avec 20 000 hommes, a passé l'Adige et cherche à dégager Wurmser. Il laisse Joubert pousser l'épée dans les reins et rejeter dans le Tyrol l'armée à demi détruite d'Alvinzy, et court à Provéra avec la division Masséna, qui s'était battue le 13 devant Vérone, qui avait marché toute cette nuit-là au secours de Joubert, venait de se battre toute la journée du 14 à Rivoli, et allait marcher toute la nuit et la journée du 15 pour se battre encore le 16 devant Mantoue. Les soldats les plus vantés n'avaient jamais rien accompli de pareil.

Provéra, cerné, battu à Saint-George (15), à la Favorite (16), fut contraint de mettre bas les armes. Wurmser, réduit aux dernières extrémités, sa garnison ayant mangé jusqu'à son dernier cheval, livra Mantoue. Avec les prisonniers de Rivoli, ce fut un total de 22 000 hommes qui tombaient entre nos mains (2 février). « Ainsi, en dix mois, outre l'armée piémontaise, trois armées formidables, trois fois renforcées, avaient été détruites par une armée qui, forte de trente et quelques mille hommes à l'entrée de la campagne, n'en avait guère reçu que vingt pour réparer ses pertes. Ainsi, 55 000 Français avaient battu plus de 200 000 Autrichiens, en avaient pris plus de 80 000, tué ou blessé plus de 20 000; ils avaient livré douze batailles rangées, plus de soixante combats, passé plusieurs fleuves, en bravant les flots et les feux ennemis. » La guerre ainsi faite, avec cette méthode, cette sûreté, cette audace, et pour une grande cause, devient un magnifique spectacle. L'Italie était maintenant conquise; il fallait seulement lui dicter la loi pour n'être plus désormais inquiété.

§ 7. DERNIÈRES VICTOIRES DE NAPOLÉON EN ITALIE; PRÉLIMINAIRES DE LÉOBEN (1797).

Pendant la lutte contre Wurmser, la régence de Modène avait montré sa sympathie pour les Autrichiens; et, à l'approche d'Alvinzy, les troupes pontificales s'étaient mises en mouvement. Bonaparte, même avant Arcole, prononça la déchéance du duc, dont les États furent érigés en République cispadane, et, après Rivoli, marcha sur Rome.

Dès le 21 octobre 1796, il avait écrit au cardinal Mattei, chargé de ramener le pape à de meilleurs sentiments : « La cour de Rome a refusé d'adopter les conditions de paix que lui a offertes le Directoire; elle a rompu l'armistice, et, en suspendant l'exécution des conditions, elle arme. Elle veut la guerre, elle l'aura. Mais, avant de pouvoir de sang-froid prévoir la ruine et la mort des insensés qui voudront faire obstacle aux phalanges républicaines, je dois à ma nation, à l'humanité, à moi-même, de tenter un dernier effort pour ramener le pape à des sentiments plus modérés, conformes à ses vrais intérêts, à son caractère et à la raison. Vous connaissez, monsieur le cardinal, les forces et la puissance de l'armée que je commande. Pour détruire la puissance temporelle du pape, il ne me faudrait que le vouloir. Allez à Rome; voyez le saint-père; éclairez-le sur ses vrais intérêts, arrachez-le aux intrigants qui l'environnent, qui veulent sa perte et celle de la cour de Rome. Le gouvernement français permet encore que j'écoute des négociations de paix; tout pourrait s'arranger. La guerre, si cruelle pour les peuples, a des résultats terribles pour les vaincus. Évitez de grands malheurs au pape. Vous savez combien je désire finir par la paix une lutte que la guerre terminerait pour moi sans gloire comme sans périls. Je vous souhaite, monsieur le cardinal, dans votre mission, le succès que mérite la pureté de vos intentions. »

Pie VI n'avait voulu rien écouter. Bonaparte, alors maître de la haute Italie, se porta lui-même contre l'armée papale, ramassis de paysans qui se dispersèrent au premier choc, entra dans Faenza, Forli, Rimini, Pesaro, se jeta dans l'Apennin, et s'avança jusqu'à Tolentino, où il reçut des députés du pape et imposa ses conditions. Cette paix coûta à Pie VI 30 millions, la Romagne (Ravenne, Rimini, etc.), qui fut réunie, avec les légations de Ferrare et de Bologne, à la République cispadane, et Ancône, qui fut occupé jusqu'à la paix par une garnison française (19 février 1797). Au mois d'octobre précédent, une expédition qu'il avait fait partir de Libourne avait chassé les Anglais de la Corse.

Bonaparte, maître de la Péninsule, mais homme d'État aussi bien qu'homme de guerre, se reposa de ses victoires en cherchant à mettre de l'ordre dans l'administration. Il fit la chasse aux voleurs. « Plus j'approfondis dans mes moments de loisir, écrivait-il au Directoire, les plaies incurables des administrations de l'armée d'Italie, plus je me convaincs de la nécessité d'y porter un remède prompt et infaillible.

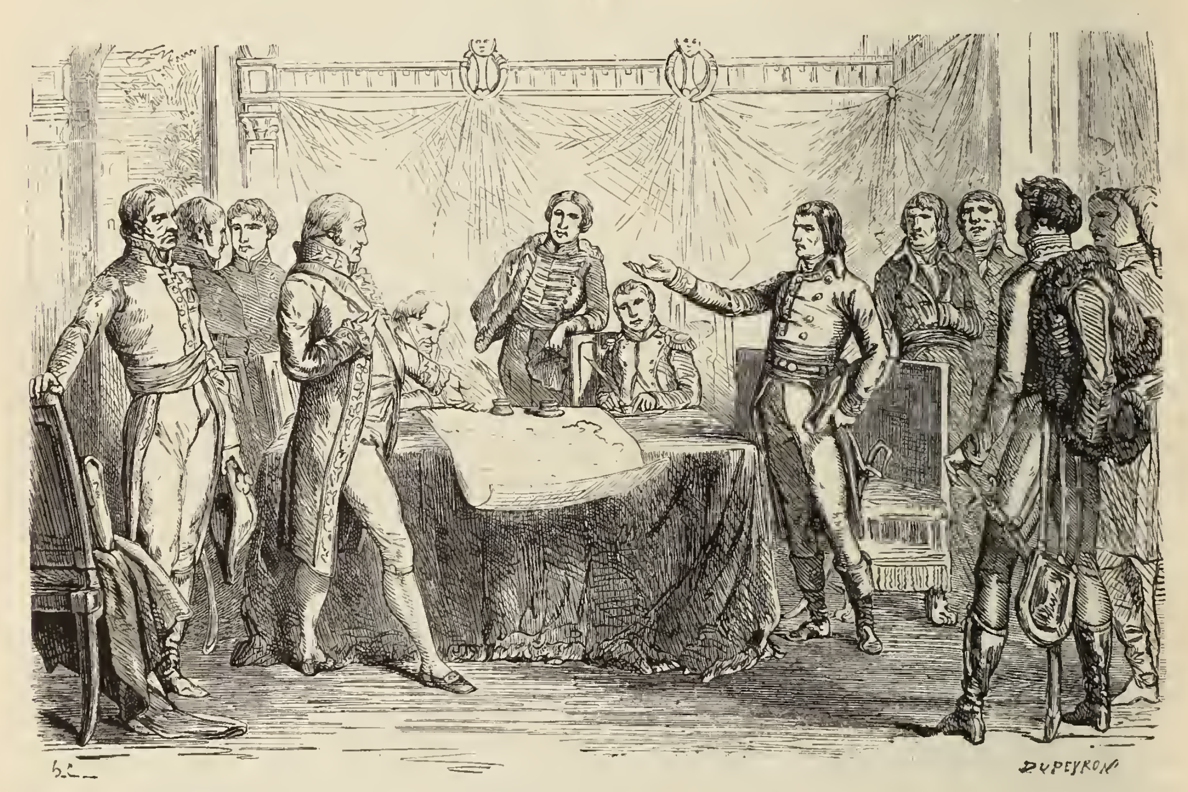
« La comptabilité de l'armée est, chez le payeur, dans un désordre frappant. On ne peut avoir compte de rien, et à la réputation de friponner bien constatée du contrôleur se joint l'ineptie des autres employés. Tout se vend. L'armée consomme cinq fois ce qui lui est nécessaire, parce que les gardes-magasins font de faux bons et sont de moitié avec les commissaires des guerres.

« Les principales actrices de l'Italie sont entretenues par les employés de l'armée française. Le luxe, la dépravation et la malversation sont à leur comble. Les lois sont insuffisantes.

« Le maréchal de Berwick fit pendre l'intendant de l'armée parce qu'il manqua de vivres; et nous, au milieu de l'Italie, ayant tout en abondance, dépensant dans un mois cinq fois ce qu'il nous faudrait, nous manquons souvent. Ne croyez pas cependant que je sois mou, et que je trahisse la patrie dans cette portion essentielle de mes fonctions. Je fais arrêter tous les jours des employés; je fais examiner leurs papiers, visiter les caisses. Mais je ne suis secondé par personne, et les lois n'accordent pas une assez grande autorité au général pour pouvoir imprimer une terreur salutaire à cette nuée de fripons. Cependant le mal diminue, et, à force de gronder, de punir et de me fâ-

cher, les choses, je l'espère, se feront avec un plus de décence.... »

L'archiduc Charles, le vainqueur de Jourdan, en revenant du Rhin avec une belle armée, arracha Bonaparte à ces soins. Celui-ci ne voulut point l'attendre en Italie, mais porter enfin le théâtre des hostilités au delà des Alpes, en Autriche, et signer la paix dans Vienne si les armées du Rhin réorganisées appuyaient son mouvement, un des plus hardis qu'on ait tentés. L'armée autrichienne bordait les Alpes Carniques et Juliennes, depuis le haut Adige jusqu'à l'embouchure du Tagliamento. Bonaparte se proposa de couper ce demi-cercle sur trois points. A gauche, il dirigea Joubert, par le Tyrol, sur le Brenner; à droite, il fit marcher Masséna sur le col de Tarwis, où passe la grande route de l'Italie sur Vienne; et lui-même se porta contre l'archiduc, qui gardait derrière le Tagliamento les approches de Trieste. Ne s'inquiétant point des dispositions toujours peu rassurantes d'une partie de l'Italie, et ne laissant derrière lui qu'une dizaine de mille hommes joints aux bataillons lombards et cisalpins, il s'avança hardiment au nord. Au passage de la Piave, une cantinière sauva un soldat qui allait se noyer. Bonaparte donna à cette femme courageuse un collier d'or. La Piave franchie, restait le Tagliamento, qu'il fallait traverser sous le feu de l'ennemi. Le 16 mars 1797, le passage fut forcé par l'armée, qui marchait dans un ordre aussi régulier qu'à la parade. L'armée d'Italie avait reçu le renfort de deux divisions détachées de l'armée du Rhin, celle de Delmas et de Bernadotte, et la rivalité qui s'établit entre les nouveaux venus et leurs anciens contribuait à exciter l'ardeur de tous. Le 19, un combat furieux livra à l'intrépide Masséna le col de Tarwis, que l'archiduc vint reprendre aussitôt,



Préliminaires de Leoben (1797).

mais que la brave division Masséna reconquit une seconde fois. Le col de Tarwis est très-élevé : l'action, pour ainsi dire, se passait au-dessus des nuages, et on combattait au milieu des neiges. Joubert, après plusieurs coups de vigueur sur le haut Adige, toucha au Brenner. En quelques jours, toute la chaîne des Alpes était conquise : nous avions fait 20 000 prisonniers.

Nous n'avions plus qu'à descendre leur revers septentrional, et Bonaparte se trouvait bientôt maître de la haute vallée de la Save. Tandis que Joubert, le plus éloigné de tous, accourt pour tendre la main à Masséna, le quartier général de l'armée française est établi, le 31, à Klagenfurth, capitale de la Carinthie. Bonaparte, à ce moment, pressait le Directoire de faire marcher les armées du Rhin; mais il reçut l'avis que ces armées, dénuées d'argent, ne pouvaient entrer en campagne. Il se crut abandonné et se plaignit amèrement; mais loin de laisser voir la moindre frayeur à l'ennemi, il ne cessa de le presser vivement, voulant frapper un coup décisif et le forcer à la paix, car il apprenait que sur ses derrières Venise remuait et massacrait les Français. Sachant cependant l'Autriche effrayée et disposée à céder, il crut pouvoir faire des ouvertures et écrivit cette belle lettre au prince Charles :

« Monsieur le général en chef, les braves militaires font la guerre et désirent la paix. Cette guerre ne dure-t-elle pas depuis six ans? Avons-nous assez tué de monde et causé assez de maux à la triste humanité? Elle réclame de tous côtés. L'Europe, qui avait pris les armes contre la République française, les a posées. Votre nation reste seule, et cependant le sang va couler plus que jamais. Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres. Quelle qu'en soit l'issue, nous tuerons de part et d'autre quelques milliers

d'hommes, et il faudra bien que l'on finisse par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses.

« Le Directoire exécutif de la République française avait fait connaître à S. M. l'Empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples. L'intervention de la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre, et faut-il, pour les intérêts et les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entr'égorger? Vous, monsieur le général en chef, qui, par votre naissance, approchez si près du trône et êtes au-dessus de toutes les petites passions qui animent souvent les ministres et les gouverne-



Le général Hoche.

ments, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière et de vrai sauveur de l'Allemagne? Ne croyez pas, monsieur le général en chef, que j'entende par là qu'il n'est pas possible de la sauver par la force des armes; mais dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, monsieur le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique que je me trouverai avoir méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires. »

L'archiduc répondit à ce noble langage d'une manière évasive. Il n'avait pas reçu l'ordre de traiter, et espérait arrêter les Français aux gorges de Newmark avec

de nouvelles troupes venues du Rhin. Bonaparte le bat (1er avril 1797), lui tue 3000 hommes, fait 1200 prisonniers, force les gorges et pénètre dans la vallée de Mühr. Il entre, le 7, à Léoben, et pousse son avant-garde sur la cime de Sœmmering, d'où l'on peut apercevoir, à vingt-cinq lieues dans le nord, les clochers de Vienne.

A ce moment, Hoche et Moreau entraient en opération; le premier, à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, passait le Rhin en face de l'ennemi, et en quatre jours faisait 35 lieues, gagnait trois batailles, Neuwied (17 avril), Ukerath, Altenkirchen, et livrait cinq combats. Il allait envelopper l'armée autrichienne de Gray,



Les Pâques véronaises (17 avril 1797). (Page 196, col. 1.)

quand la nouvelle de l'armistice imposé par Bonaparte à l'archiduc Charles arrêta sa marche triomphante. Desaix, lieutenant de Moreau, franchissait le fleuve aussi heureusement, et repliait l'ennemi dans les Montagnes Noires. Si Bonaparte avait connu ce succès, il se serait refusé à toute négociation; mais la cour de Vienne, épouvantée, et qui faisait déjà embarquer les meubles de la couronne, se hâta de signer les préliminaires de Léoben (18 avril). La conférence se tint dans un jardin qu'on neutralisa. Les députés voulaient s'arrêter à des questions d'étiquette: Bonaparte passa outre. On parla de reconnaître la République: « La République française ne veut point être reconnue, dit-il; elle est en Europe ce qu'est le soleil sur l'horizon; tant pis pour

qui ne veut pas la voir et n'en veut pas profiter. » On traita enfin sur cette base que la France aurait la Belgique, la rive gauche du Rhin, et l'Autriche une indemnité dans les provinces de terre ferme de Venise, comme dédommagement de la perte du Milanais.

§ 8. BONAPARTE ET LES ITALIENS; VENISE; LA RÉPUBLIQUE CISALPINE; PAIX DE CAMPO-FORMIO (17 OCT. 1797).

Bonaparte n'avait point trouvé l'Italie telle qu'il l'avait rêvée. Chaque fois qu'une nouvelle armée autrichienne avait paru sur la crête des Alpes, les gouvernements avaient conspiré avec les masses contre nous; quelques villes seules, et dans les autres quelques citoyens nous avaient bien reçus et espéraient en nous. De la Lombardie et de la Romagne, il n'avait pas encore composé quelques bataillons.

Bonaparte écrivit au ministre des relations extérieures la lettre suivante, qu'on trouvera sévère, mais qui alors n'était malheureusement que trop juste:

« Vous connaissez peu ces peuples-ci: ils ne méritent pas que l'on fasse tuer 40 000 Français pour eux.

« Je vois par vos lettres que vous partez toujours d'une fausse hypothèse. Vous vous imaginez que la liberté fait faire de grandes choses à un peuple mou, superstitieux, fanfaron et lâche.



Les batteries du Lido, à Venise, faisant feu sur un vaisseau français. (23 avril 1797. (Page 197. col. 1.)

« Ce que vous désireriez que je fisse sont des miracles: je n'en sais pas faire.

« Je n'ai pas à mon armée un seul Italien, excepté 1500 polissons ramassés dans les rues des différentes villes de l'Italie qui pillent et ne sont bons à rien.

« J'ai l'honneur de vous le répéter, peu à peu le peuple de la république cisalpine s'enthousiasmera pour la liberté; peu à peu cette république s'organisera, et peut-être dans quatre ou cinq ans pourra-t-elle avoir 30 000 hommes de troupes passables, surtout s'ils prennent quelques Suisses, car il faudrait être un législateur habile pour leur faire venir le goût des armes: c'est une nation bien énervée et bien lâche.

« Si les négociations ne prennent pas une bonne tournure, la France se repentira à jamais du parti qu'elle a pris avec le roi de Sardaigne. Ce prince, avec un de ses bataillons et un de ses escadrons de cavalerie, est plus fort que toute la Cisalpine réunie. Si je n'ai jamais écrit au gouvernement avec cette précision, c'est que je ne pensais pas qu'on pût se former des Italiens l'idée que je vois, par vos dernières lettres, que vous en avez. J'emploie tout mon talent à les échauffer et à les aguerrir, et je ne réussis tout juste qu'à contenir et à disposer ces peuples dans de bonnes intentions.

« Je n'ai point eu, depuis que je suis en Italie, pour auxiliaire, l'amour des peuples pour la liberté et l'éga-

lité, ou du moins cela a été un auxiliaire très-faible. Mais la bonne discipline de l'armée, le grand respect que nous avons tous eu pour la République, que nous avons porté jusqu'à la cajolerie pour les ministres de la justice, surtout une grande activité et une grande promptitude à réprimer les malintentionnés et à punir ceux qui se déclaraient contre nous, tel a été le véritable auxiliaire de l'armée d'Italie. Voilà l'historique. Tout ce qui n'est bon qu'à dire dans des proclamations, des discours imprimés, n'est que roman. » (7 octobre 1797.)

La république de Venise avait donné un bien plus triste exemple. Ce gouvernement faible et perfide, qui n'avait point voulu se prononcer pour l'un ou



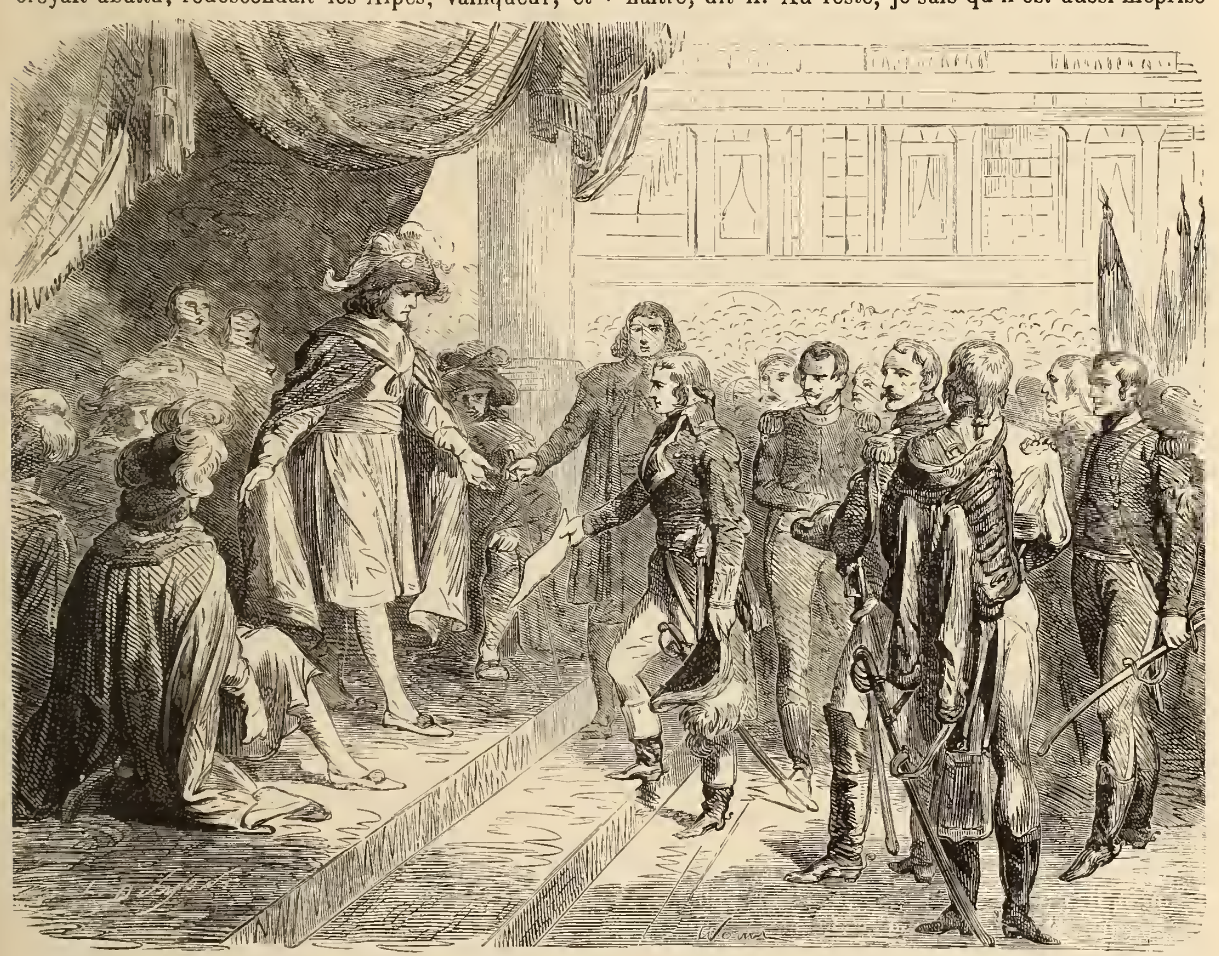
Bonaparte et les députés de Venise.

autre parti, nous voyant exposes au delà des Alpes, nous croyant déjà perdus, avait massacré nos soldats et essayé de faire sur nos derrières une Vendée italienne.

Le 17 avril 1797, le jour de la seconde fête de Pâques, des bandes de paysans excitées par les moines, soutenues secrètement par les troupes vénitiennes, qui ne firent rien pour les arrêter, se précipitèrent dans Vérone et égorgèrent tous les Français qui ne purent se retirer à temps dans le fort. Le général Rolland foudroya la ville, mais les hordes furieuses qui l'avaient envahie continuèrent leur œuvre de sang et ne respectèrent même pas les hôpitaux. Pendant plusieurs jours on se battit dans Vérone, et les massacres furent connus

sous le nom de *Pâques véronaises*. En même temps, il se commettait à Venise un attentat plus odieux encore. Un vaisseau français, poursuivi par une flottille autrichienne et assailli par une tempête, s'était réfugié sous les batteries du Lido. On ne veut pas le recevoir, et on lui dit de s'éloigner. Il s'éloigne, mais les batteries n'en font pas moins feu. Le capitaine Laugier monte sur le pont et crie qu'il se retire. On ne l'écoute pas : il tombe mort; des chaloupes vénitiennes abordent le navire et l'équipage est massacré (23 avril).

Le sénat de Venise, qui venait de se rendre si coupable, fut atterré en apprenant que Bonaparte, qu'il croyait abattu, redescendait les Alpes, vainqueur, et qu'il avait conclu la paix. Il envoya à la hâte des députés pour s'excuser. Bonaparte, aux premières nouvelles, avait écrit au ministre de la République, à Venise : « Le sang français a coulé dans Venise, et vous y êtes encore? Attendez-vous qu'on vous en chasse? » Il ne laissa pas les députés s'expliquer. « Où sont mes prisonniers? s'écria-t-il; sont-ils délivrés? Les assassins sont-ils poursuivis? Les paysans sont-ils désarmés? Je ne veux plus de vaines paroles; mes soldats ont été massacrés : il me faut une vengeance éclatante. » On lui dit qu'on ne connaît pas les instigateurs de ces assassinats. « Un gouvernement aussi bien servi par ses espions que le vôtre devrait les connaître, dit-il. Au reste, je sais qu'il est aussi méprisé

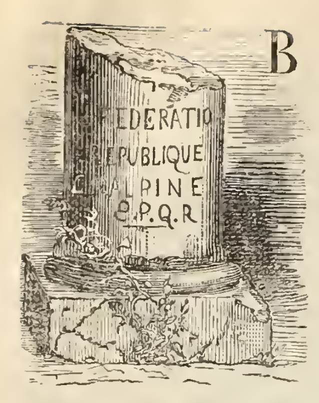


Fête donnée au vainqueur de l'Italie (20 frimaire an VI. — 10 décembre 1797). (Page 198, col. 2.)

que méprisable, qu'il ne peut plus désarmer ceux qu'il a armés; je les désarmerai pour lui. J'ai fait la paix, j'ai 80 000 hommes; j'irai briser vos plombs, je serai un second Attila pour Venise. Je ne veux plus ni inquisition ni livre d'or : ce sont des institutions des siècles de barbarie. Votre gouvernement est trop vieux, il faut qu'il s'écroule. Quand j'étais à Goritz, j'offris à M. Pesaro mon alliance; il me refusa. Vous m'attendiez à mon retour pour me couper la retraite. Eh bien, me voilà ! Je ne veux plus traiter, je veux faire la loi. Si vous n'avez pas autre chose à me dire, je vous déclare que vous pouvez vous retirer. »

L'armée française vint braquer ses canons devant les lagunes. Il fallut céder. Le dernier doge, Louis Manin, les trois inquisiteurs d'État et le commandant du Lido furent arrêtés; les Esclavons furent embarqués, le gouvernement tout entier transformé, et 4000 hommes de troupes françaises, commandés par Baraguey-d'Hilliers, entrèrent dans la superbe Venise.

Le sénat de Gênes fut renversé, comme celui de Venise, pour outrage à la France, et un gouvernement provisoire y fut installé. L'Italie n'espéra pas moins de la générosité française; et, en effet, le général français, malgré ses préventions assez justifiées, travailla à la liberté au moins de la plus grande partie de l'Italie conquise. Il engagea les Transpadans et les Cispadans à se fondre en une seule république dite Cisalpine, avec Milan pour capitale, et promit d'y adjoindre encore Mantoue, Bergame, Brescia et Crème.



BONAPARTE aurait voulu lui donner une constitution plus ferme que celle de son pays, mais le Directoire ne voulut point admettre de changement. Seulement, pour la première fois, par mesure de prudence, le général nomma lui-même les cinq directeurs et les membres des deux conseils. Des gardes nationales avaient été formées dans toutes les villes, Bonaparte en réunit jusqu'à 30 000 hommes pour la fête de la fédération, le 14 juillet. Si tout ne répondit point aux efforts généreux de Bonaparte, il n'en est pas moins vrai qu'à partir de ce jour les mœurs de l'Italie changèrent. Napoléon en convient lui-même, et on lit dans ses Mémoires ce curieux passage :

« La soutane qui était l'habit à la mode pour les jeunes gens, fut remplacée par l'uniforme. Au lieu de passer leur vie aux pieds des femmes, les jeunes Italiens fréquentaient les manéges, les salles d'armes, les champs d'exercice. Les enfants ne jouaient plus à la chapelle : ils avaient des régiments de fer-blanc et imitaient dans leurs jeux les événements de la guerre. Dans les comédies, dans les farces des rues, on avait toujours représenté un Italien bien lâche, quoique spirituel, et une espèce de gros capitan, quelquefois français, et plus souvent allemand, bien fort, bien brave, bien brutal, finissant par administrer quelques coups de bâton à l'Italien, aux grands applaudissements des spectateurs. Le peuple ne souffrit plus de pareilles allusions; les auteurs mirent sur la scène, à la satisfaction du public, des Italiens braves, faisant fuir des étrangers pour soutenir leur honneur et leurs droits. L'esprit national se formait, l'Italie avait ses chansons à la fois politiques et guerrières; les femmes repoussaient avec mépris les hommages des hommes qui, pour leur plaire, affectaient des mœurs efféminées. » (*Mémoires de Napoléon*, publiés par le comte de Montholon.)

Le jeune général qui s'occupait ainsi de former une nation, qui mettait l'ordre dans l'administration, la justice dans les tribunaux, et cherchait à mettre le courage dans les âmes, n'entendait pas que la religion fût un obstacle à cette régénération. Il faisait la leçon aux prélats, et voici quel langage ferme, élevé, il tenait à l'évêque de Côme :

« Les ministres de la religion ne doivent jamais s'émanciper dans les affaires civiles : ils doivent porter la teinte de leur caractère, qui, selon l'esprit de l'Évangile, doit être pacifique, tolérant et conciliant.

« Jetez de l'eau et jamais de l'huile sur les passions des hommes; dissipez les préjugés et combattez avec ardeur les faux prêtres qui ont dégradé la religion en en faisant l'instrument de l'ambition des puissants et des rois. La morale de l'Évangile est celle de l'égalité, et, dès lors, elle est la plus favorable au gouvernement républicain que va avoir votre patrie. » (6 mai 1797.) Mais un peuple ne peut tenir sa destinée que de lui-même.

Tout en donnant ses soins à l'organisation de sa conquête, Bonaparte menait activement les négociations dont il avait posé les bases à Léoben. Le Directoire se proposait de continuer la guerre, et rompit les négociations entamées à Lille avec l'Angleterre. Mais Bonaparte voulait la paix pour qu'à la gloire éclatante du général s'ajoutât celle du pacificateur. Malgré le gouvernement qui refusait justement d'abandonner les Vénitiens à l'Autriche, il signa le traité de Campo-Formio, l'un des plus glorieux que la France ait jamais conclu (17 octobre 1797). L'empereur cédait la Belgique, reconnaissait à la France la possession de la rive gauche du Rhin et des îles Ioniennes; il acceptait l'établissement de la république Cisalpine (Milan, Modène, Bologne); en revanche, on lui donnait Venise, l'Istrie, le Frioul et la Dalmatie, que l'Autriche garde encore.

Bonaparte avait bien calculé ; son nom grandit par cette paix plus qu'il n'eût fait par de nouvelles victoires. On le nomma général de l'armée d'Angleterre et plénipotentiaire au congrès de Rastadt. Après avoir réglé les affaires d'Italie, il se rendit dans cette ville ; mais impatienté des lenteurs de la diplomatie allemande, il vint à Paris, où le gouvernement et la population lui firent une réception triomphale. L'armée d'Italie fut associée aux honneurs qu'on décernait à son général. Le Directoire lui donna un drapeau sur lequel il avait fait écrire ces mots : « Elle a fait 150 000 prisonniers, pris 170 drapeaux, 550 pièces d'artillerie de siége, 600 pièces de campagne, 5 équipages de pont, 9 vaisseaux, 12 frégates, 12 corvettes, 18 galères, donné la liberté aux peuples du nord de l'Italie, de Corcyre, de la mer Égée et d'Ithaque, envoyé à Paris les chefs-d'œuvre de Michel-Ange, du Guerchin, du Titien, de Paul Véronèse, du Corrége, de l'Albane, des Carrache, de Raphaël, etc. ; triomphé en 18 batailles rangées, Montenotte, Millésimo, Mondovi, Lodi, Borghetto, Lonato, Castiglione, Rovérédo, Bassano, Saint-George, Fontana-Niva, Caldiéro, Arcole, Rivoli, la Favorite, le Tagliamento, Tarwis, Neumark, et livré 67 combats. »

§ 9. ANARCHIE INTÉRIEURE ; LE 18 FRUCTIDOR AN V (4 SEPT. 1797.)



AU dehors, la république triomphait, mais au dedans la situation empirait tous les jours. Les assignats n'avaient plus que le centième de leur valeur : 3 milliards en papier valaient 20 millions. Les mandats territoriaux, qui avaient remplacé les assignats (mars 1796), étaient tombés dans le même discrédit. La crise financière, devenue effrayante, jetait le gouvernement dans une voie d'expédients funestes. L'agiotage était scandaleux, et l'on imputait les malversations commises au Directoire tout entier, bien que Barras en fût seul coupable. Le désordre était extrême avec ce gouvernement divisé, et par conséquent mal obéi.

Un immense besoin de jouir avait saisi cette société à peine échappée à la terreur ; on se précipitait avec fureur dans le plaisir et l'agiotage. Barras, au Luxembourg, donnait l'exemple. « Les salons du Directeur étaient pleins de généraux dont l'éducation et la fortune s'é-

taient faites en deux ans, de fournisseurs et de gens d'affaires qui s'étaient enrichis par des spéculations et des rapines, d'exilés qui rentraient et cherchaient à se rattacher au gouvernement. Des femmes de toute origine venaient déployer leurs charmes dans ces salons et user de leur influence dans un moment où tout était à demander et à obtenir. »

Ce gouvernement d'ailleurs se trouvait toujours en présence des deux partis dont la lutte avait amené les excès de la Révolution : les Jacobins et les royalistes. Les Jacobins voulaient le ramener à la constitution de 93 ; les royalistes voulaient profiter de sa modération pour rétablir la monarchie. Le Directoire se voyait obligé à une politique de bascule ; il s'appuyait sur les royalistes pour contenir les Jacobins, et sur les Jacobins pour arrêter les royalistes. Il était occupé sans cesse à déjouer des conspirations et se soutenait à force de coups d'État, au risque de tomber lui-même victime d'un coup d'État.

Comme l'armée prenait de jour en jour une plus grande importance, chaque parti cherchait à la gagner. Des Jacobins s'efforcèrent de soulever l'armée de l'intérieur, campée à Grenelle (sept. 1796). Le chef d'escadron Malo sabra les agitateurs à la tête de ses dragons. 132 furent arrêtés et un assez grand nombre fusillés. L'armée eut ensuite à repousser les sollicitations des royalistes, qui voulaient soulever en leur faveur 15 000 hommes campés dans la plaine des Sablons. Parce que Malo avait sabré les Jacobins, ils le crurent de leur parti et s'ouvrirent à lui. Malo les dénonça et la conspiration fut déjouée.

Dans les provinces, les bandes de brigands pullulaient. Les *Compagnons de Jéhu* et les *Enfants du Soleil* désolaient le Midi ; les chauffeurs épouvantaient l'Ouest.

Les royalistes crurent qu'il y aurait peu à faire pour jeter à terre ce gouvernement chancelant. Les émigrés rentraient en foule. Ils inquiétaient déjà les acquéreurs des biens nationaux, et dans la *Société de Clichy*, ainsi nommée parce que les chefs se réunissaient à Tivoli près de la rue de Clichy, ils poussèrent ouvertement à une contre-révolution. Enhardis par leurs succès dans les élections de l'an v pour le renouvellement des Conseils, ils portèrent à la présidence des Cinq-Cents le



Attaque du camp de Grenelle (22 fructidor an IV. — 9 septembre 1796). (Page 199, col. 2.)

général Pichegru, à celle des Anciens, Barbé-Marbois, et remplacèrent Letourneur, membre sortant du Directoire, par Barthélemy, un de leurs partisans. Ils firent abroger toutes les lois hostiles aux prêtres et aux émigrés. Une restauration monarchique au profit des Bourbons semblait imminente. Le prétendant Louis XVIII, frère de Louis XVI[1], se croyait sur le point d'être rappelé et faisait déjà ses conditions. Le Directoire se décida à le prévenir. Les armées étaient dévouées, et Bonaparte, des bords de l'Adige, promettait son concours.

Dans la nuit du 18 fructidor an v (4 sept. 1797), Augereau introduisit dans Paris 12 000 hommes, qui cernèrent le lieu des séances des Conseils. Les deux minorités, sur l'invitation du Directoire, se déclarèrent en permanence, annulèrent les mandats de leurs collègues, dont les siéges restèrent vacants, rétablirent toutes les lois révolutionnaires abrogées depuis peu, et condamnèrent à la déportation cinquante-trois députés, dont Pichegru, Barbé-Marbois, Boissy d'Anglas, Portalis, Camille Jordan, Tronçon-Duccudray ; en outre deux directeurs : Carnot, qui ne voulait pas qu'on recourût à la violence contre les royalistes, et Barthélemy, qui les favorisait. On remplaça les directeurs proscrits par Merlin de Douai et François de Neufchâteau. Un grand nombre de royalistes furent ajoutés à la liste de déportation et conduits, les uns à Cayenne, les autres à Oléron. Beaucoup s'échappèrent, mais un grand nombre périrent de misère sous le climat destructeur de la Guyane.

Moreau possédait depuis plusieurs mois les preuves de la trahison de Pichegru, il les envoya à ce moment ; le retard qu'il avait mis à cette révélation le rendit lui-même suspect, et on le destitua ; les deux armées du Rhin furent confiées à Hoche, qu'on regardait comme un autre Bonaparte, et en qui les républicains espéraient. Peu de jours après avoir reçu ce grand commandement, ce général mourait, laissant, à vingt-neuf ans, une des plus grandes et des plus pures renommées de la Révolution.

Hoche avait le caractère aussi généreux que l'âme élevée. On avait voulu le mettre en antagonisme avec Bonaparte, dont il ne se montrait nullement jaloux.

1. Le fils de Louis XVI, que les émigrés avaient nommé Louis XVII, était mort au Temple, de misère et des mauvais traitements de son ignoble gardien en 1795.

Comme celui-ci agissait avec une grande indépendance, on prétendait que Hoche avait été chargé de l'arrêter. En apprenant ces bruits, Hoche écrivit au ministre de la police une lettre qu'on ne saurait trop admirer et qui fut rendue publique : « Citoyen ministre, des hommes qui, cachés ou ignorés pendant les premières années de la fondation de la République, n'y pensent aujourd'hui que pour chercher les moyens de la détruire, et n'en parlent que pour calomnier ses plus fermes appuis, répandent depuis quelques jours les bruits les plus injurieux aux armées et à bien des officiers généraux qui les commandent. Ne leur est-il donc plus suffisant, pour parvenir à leur but, de correspondre ouvertement avec la horde conspiratrice résidant à Hombourg? Faut-il que pour obtenir la protection des maîtres qu'ils veulent donner à la France, ils avilissent les chefs de l'armée? pensent-ils que ceux-ci, aussi faibles qu'au temps passé, se laisseront injurier sans oser répondre, et accuser sans se défendre? Pourquoi Bonaparte se trouve-t-il donc l'objet des fureurs de ces messieurs? Est-ce parce qu'il a battu leurs amis et eux-mêmes, en vendémiaire? Est-ce parce qu'il dissout les armées du roi et qu'il fournit à la République les moyens de terminer glorieusement cette honorable guerre? Ah! brave jeune homme, quel est le militaire républicain qui ne brûle du désir de t'imiter? Courage, Bonaparte! Conduis à Naples, à Vienne nos armées victorieuses; réponds à tes ennemis personnels en humiliant les rois, en donnant à nos armes un lustre nouveau, et laisse-nous le soin de ta gloire! »



L'archiduc Charles.

La mort de ce jeune héros affligea vivement le peuple et le Directoire. On lui fit de splendides funérailles au champ de Mars, au milieu d'une foule immense. Le vieux père de ce général de vingt-neuf ans suivait le cercueil et ne contribuait pas peu à augmenter l'impression douloureuse que produisait cette pompe funèbre. L'armée de Sambre-et-Meuse voulut payer, elle aussi, sa dette à son général. Elle lui fit élever, au dessus du village de Weissenthurm, près d'Andernach, un cénotaphe qui porte cette simple inscription : « L'armée de Sambre-et-Meuse à son général en chef Hoche. »

§ 10. EXPÉDITION D'ÉGYPTE (MAI 1798-AOUT 1799; LE DÉSERT; BATAILLE DES PYRAMIDES (21 JUILLET 1798).

Depuis que l'Autriche avait posé les armes, la République française, au dehors, n'avait plus qu'une ennemie, l'Angleterre. La guerre continua donc de ce côté. Hoche, Truguet voulaient se prendre corps à corps avec l'Angleterre. C'était la vraie politique. On prépara une armée : Bonaparte en eut le commandement, et visita les ports pour les apprêts de la descente ; mais il trouva les moyens si peu en rapport avec le but, qu'il fit renoncer le Directoire à l'entreprise. Il lui paraissait difficile d'atteindre les Anglais dans leur île rocheuse protégée par une marine formidable. Il proposa alors une expédition à laquelle il avait beaucoup songé en Italie, la conquête de l'Égypte : « Il ne se fait rien de grand, disait-il, que dans l'Orient. » Des bords du Nil, il espérait atteindre l'Angleterre dans l'Inde, et la frapper au cœur en y détruisant son commerce et son empire.



Le désert

Le grand Leibnitz avait, en 1672, proposé le même plan à Louis XIV, qui voulait envahir la Hollande.

« Sire, lui disait-il, ce n'est pas chez eux que vous pourrez vaincre ces républicains; vous ne franchirez pas leurs digues, et vous rangerez toute l'Europe de leur côté. C'est en Égypte qu'il faut les frapper. Là vous trouverez la véritable route du commerce de l'Inde; vous enlèverez ce commerce aux Hollandais, vous assurerez l'éternelle domination de la France dans le Levant, vous réjouirez toute la chrétienté, vous remplirez le monde d'étonnement et d'admiration : l'Europe vous applaudira, loin de se liguer contre vous. »

Alors ce projet était exécutable; en 1798 il ne menait à rien qu'à nous donner un ennemi de plus, la Turquie, notre vieille alliée. Pour risquer si loin 40 000 de nos meilleurs soldats, il eût fallu être bien

sûr du continent, et on ne l'était pas; il eût fallu être maître de la mer, et les Anglais la couvraient de leurs flottes. C'était donc jouer bien gros jeu; mais c'est ainsi souvent qu'on fascine, qu'on maîtrise l'esprit populaire.

L'expédition, préparée dans le plus grand secret, fut cachée sous le nom d'aile gauche de l'armée d'Angleterre. Napoléon arriva à Toulon le 9 mai 1798. Il passa la revue de l'armée. « Soldats, dit-il, vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre.... Les légions romaines, que vous avez imitées, mais pas encore égalées, combattaient Carthage tour à tour sur cette même mer et aux plaines de Zama.... L'Europe a les yeux sur vous.... Vous avez de grandes destinées à remplir.... Soldats,



Prise d'Alexandrie (1er juillet 1798). (Page 202, col. 1.)

matelots, la plus grande sollicitude de la République est pour vous.... Vous serez dignes de l'armée dont vous faites partie!.... » L'escadre, composée de 14 vaisseaux de ligne et d'un grand nombre de transports, quitta Toulon le 10 mai; Brueys la commandait. Elle portait 36 000 hommes, presque tous anciens soldats d'Arcole et de Rivoli. Les généraux étaient Berthier, Desaix, Kléber, Reynier. Des savants, Monge, Berthollet, Denon, Fourrier, des artistes, des ingénieurs, des élèves de l'École polytechnique, et jusqu'à des laboureurs, furent adjoints à l'armée. Après la conquête, dans le plan de Bonaparte, devait venir la colonisation.

Tout réussit d'abord: on enleva Malte en passant; les chevaliers ne se défendirent même pas (12 juin).

En examinant les fortifications de ce rocher imprenable, Caffarelli s'écria : « Nous sommes bien heureux qu'il y ait eu quelqu'un dans la place pour nous en ouvrir les portes. » Mais les Français en y entrant autorisèrent les Anglais à s'en saisir, et eux ils ont su la garder. La prise de Malte ne retarda la marche de l'armée que de dix jours. Il fut connu qu'on se dirigeait d'abord sur Candie. Les opinions se partagèrent sur la destination ultérieure. Allait-on relever Athènes ou Sparte? Le drapeau tricolore allait-il flotter sur le sérail ou sur les pyramides et les ruines de l'antique Thèbes? Ou, allait-on d'Alep se diriger sur l'Inde? Ces incertitudes entretinrent celles de Nelson.

L'amiral anglais courait d'un bout à l'autre de la Méditerranée, cherchant la flotte pour la combattre : il la manqua de quelques jours. Le débarquement s'effectua sans autre obstacle qu'une mer houleuse, le 1er juillet, à quatre lieues d'Alexandrie. Bonaparte, descendu le premier dans une chaloupe, aborda un des premiers. Sans attendre les chevaux, il partit à pied avec son infanterie, et surprit la ville, qui fut enlevée en quelques heures. Quel était le pays dont nous venions prendre possession?

L'Égypte est une vallée de 880 kilomètres de longueur, resserrée au sud entre deux chaînes de montagnes granitiques qui ne laissent parfois que quelques centaines de mètres entre leur pied et le bord du fleuve, mais qui s'écartent et qui finissent par disparaître en avançant vers le nord. De ce côté, l'Égypte est bornée par la Méditerranée; au sud, ses limites étaient peu certaines. A droite et à gauche de cette longue vallée, s'étendent d'arides solitudes, couvertes de sables mobiles que la tempête agite comme une mer. Sur cet océan du désert, il y a aussi des naufrages. Soulevés par les vents et amoncelés par eux contre les obstacles qu'ils rencontrent, les sables ont souvent englouti des caravanes entières. Ils menacent perpétuellement l'existence de l'Égypte. « L'Égypte, a dit Hérodote, est un don du Nil. » Chaque année, en effet, presque à jour fixe, du 20 juin au 1er juillet, ce fleuve, grossi peu à peu durant cent jours, franchit ses rives dans la moyenne Égypte et dans le Delta, et se répand sur tout le pays jusqu'à la fin de septembre, imbibant les terres d'une quantité d'eau qui, avec les rosées abondantes des nuits, suffit pour nourrir les plantes le reste de l'année. A partir du commencement d'octobre, il baisse, se retire, et rentre enfin, au solstice d'hiver, dans son lit, laissant sur les terres qu'il a recouvertes un limon gras et léger qui sert d'engrais. Il continue à décroître jusqu'à la fin de mai. Il faut que la crue soit de sept mètres à sept mètres et demi pour que l'inondation recouvre tout le sol labourable, et que la récolte soit abondante.

Ce phénomène, qui semblait jadis merveilleux, et inexplicable, est fort simple et non particulier au Nil. Tous les fleuves dont les sources sont dans la zone torride ont aussi des crues régulières, dues aux pluies périodiques qui tombent dans cette région. Les montagnes de l'Abyssinie, d'où le Nil descend, étant situées au sud du tropique, elles reçoivent, chaque année, de la mousson du sud-ouest, c'est-à-dire dans la saison des pluies, d'énormes masses d'eau qui s'écoulent vers le Nil, et que ce fleuve porte, avec le limon qu'elles entraînent des hautes terres, dans sa vallée inférieure. Sans lui, l'Égypte eût été recouverte par les sables: et le désert, dans toute son aridité, se fût étendu jusqu'à la mer Rouge. Que serait-il arrivé, s'il en avait été ainsi? Supposez un pli de terrain arrêtant le cours du Nil vers la Méditerranée, et le rejetant dans la mer Rouge; l'Égypte, telle que nous la connaissons, c'est-à-dire un des foyers de la civilisation du monde et le lien de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie, était supprimée. La Grèce ne pouvait rien tirer d'elle; Alexandre n'y venait point; l'Afrique restait un monde à part, à jamais solitaire; et une infranchissable barrière s'élevait entre l'Europe et l'Inde, dont la vallée du Nil a été comme le grand chemin.

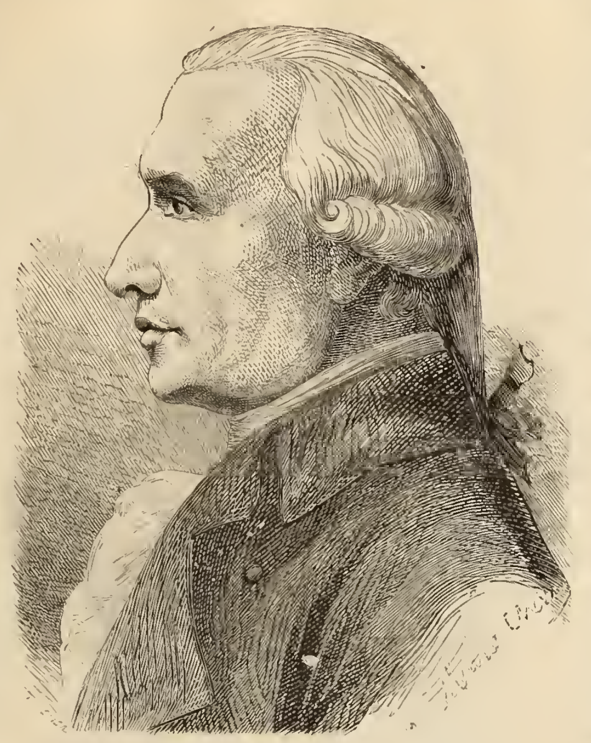
Les champs du Delta offrent trois tableaux différents, selon les trois saisons de l'année égyptienne. Dès le milieu du printemps, les récoltes déjà enlevées ne laissent voir qu'une terre grise et poudreuse, si profondément crevassée qu'on ose à peine la parcourir[1]. A l'équinoxe d'automne, c'est une immense nappe d'eau rouge et saumâtre, du sein de laquelle sortent des palmiers, des villages et des digues étroites qui servent de communications. Après la retraite des eaux, on n'aperçoit plus, jusqu'à la fin de la saison, qu'un sol noir et fangeux. C'est pendant l'hiver que la nature déploie toute sa magnificence : alors la fraîcheur, la force de la végétation nouvelle, l'abondance des productions qui couvrent la terre surpassent tout ce que l'on admire dans les pays les plus vantés. Durant cette heureuse saison, l'Égypte n'est, d'un bout à l'autre, qu'une magnifique prairie, un champ de fleurs ou un océan d'épis, fertilité que relève le contraste de l'aridité absolue qui l'environne. «.... Sous ce climat heureux, où l'eau n'est jamais glacée, où la neige est un objet inconnu, où les arbres ne quittent leurs feuilles que pour en produire de nouvelles, la végétation n'est jamais suspendue, et le laboureur, comblé dans ses vœux, ne compterait qu'une saison constamment productive, si les circonstances du débordement du Nil ne limitaient la culture à une partie de l'année. Aussi, quand les travaux des hommes suppléent aux inondations, la terre peut donner jusqu'à deux ou trois récoltes dans un an. Aux avantages qu'elle tient de la nature, son antique civilisation ajoute pour le voyageur éclairé un charme particulier. La Thébaïde, riche surtout en monuments et en souvenirs anciens, semble vraiment un pays enchanté : c'est l'impression qu'elle produit jusque sur les esprits les moins cultivés. Vingt cités et beaucoup de lieux inhabités offrent au voyageur toujours surpris ces grands édifices antiques, chefs-d'œuvre de l'architecture, non-seulement par leur masse imposante, leur caractère grave et religieux, mais par leur belle et simple ordonnance, par l'élégante et sage disposition des sculptures emblématiques qui les décorent et par la richesse inconcevable de leurs ornements, qui ne sont jamais insignifiants.

« Thèbes, bouleversée par tant de révolutions; Thèbes, maintenant déserte, remplit encore d'étonnement ceux qui ont vu les antiques merveilles de Rome et d'Athènes; Thèbes, à l'aspect de laquelle nos armées victorieuses s'arrêtèrent spontanément, en poussant un cri unanime de surprise et d'admiration; Thèbes, célébrée par Homère, et dans son temps la plus belle

1. Il pleut très-rarement en Égypte; à Alexandrie, du mois de novembre 1798 au mois d'août 1799, Marmont ne vit pleuvoir qu'une seule fois durant une demi-heure.

ville du monde, après vingt-quatre siècles de dévastation, en est encore la plus étonnante. On se croit dans un songe quand on contemple l'immensité de ses ruines, la grandeur, la majesté de ses édifices et les restes innombrables de sa magnificence[1]. »

Les Mameluks, tribu asiatique, tenaient alors ce beau pays, et les habitants arabes et coptes y faisaient le commerce ou labouraient la terre sous leur domination. Deux beys supérieurs aux autres y commandaient. L'un, Ibrahim-bey, riche, astucieux, puissant, avec les attributions civiles; l'autre, Mourad-bey, intrépide et vaillant, avec les attributions militaires.


Monge, membre de la Commission d'Egypte.

Après son entrée à Alexandrie, le premier soin de Bonaparte fut de rassurer les populations sur ses projets. Doué d'une vive imagination, il sut, dès le premier jour, parler le langage solennel et imposant qui plaisait à la race arabe, justifier son arrivée et disposer les esprits à le recevoir en ami plutôt qu'en ennemi.

« Depuis trop longtemps, dit-il, les beys qui gouvernent l'Égypte insultent à la nation française et couvrent ses négociants d'avanies : l'heure du châtiment est arrivée. Depuis trop longtemps, ce ramassis d'esclaves achetés dans le Caucase et dans la Géorgie tyrannisent la plus belle partie du monde; mais Dieu, de qui dépend tout, a ordonné que leur empire finît.

« Peuples de l'Egypte, on vous dira que je viens pour détruire votre religion; ne le croyez pas. Répondez que je viens vous restituer vos droits, punir les usurpateurs, et que je respecte plus que les Mameluks Dieu, son prophète et le Coran. Dites-leur que tous les hommes sont égaux devant Dieu : la sagesse, les talents et les vertus mettent seuls de la différence entre eux. Or, quelle sagesse, quels talents, quelles vertus distinguent les Mameluks, pour qu'ils aient exclusivement tout ce qui rend la vie aimable et douce? Y a-t-il une belle terre, elle appartient aux Mameluks. Y a-t-il une belle esclave, un beau cheval, une belle maison, cela appartient aux Mameluks. Si l'Égypte est leur ferme, qu'ils montrent le bail que Dieu leur a fait. Mais Dieu est juste et miséricordieux pour le peuple. Tous les Égyptiens doivent être appelés à gérer toutes les places : que les plus sages, les plus instruits, les plus vertueux gouvernent, et le peuple sera heureux.

« Il y avait jadis chez vous de grandes villes, de grands canaux, un grand commerce : qui a tout détruit, si ce n'est l'avarice, les injustices et la tyrannie des Mameluks?... Trois fois heureux ceux qui seront avec nous! Ils prospéreront dans leur fortune et dans leur rang. Heureux ceux qui seront neutres! Ils auront le temps de nous connaître, et ils se rangeront avec nous. Mais malheur, trois fois malheur à ceux qui s'armeront pour les Mameluks et combattront contre nous! Il n'y aura pas d'espérance pour eux : ils périront. »


Berthollet, membre de la Commission d'Égypte.

Avant même de débarquer, Bonaparte avait indiqué à ses soldats comment ils devaient se conduire aves les Égyptiens.

« Les peuples avec lesquels nous allons vivre, avait-il dit, sont mahométans; leur premier article de foi est celui-ci : « Il n'y « a pas d'autre Dieu que « Dieu, et Mahomet est son « prophète. » Ne les contredisez pas; agissez avec eux comme nous avons agi avec les juifs, avec les Italiens; ayez des égards pour leurs muphtis et leurs imans, comme vous en avez eu pour les rabbins et les évêques; ayez pour les cérémonies que prescrit l'Alcoran, pour les mosquées, la même tolérance que vous avez eue pour les couvents, pour les synagogues, pour la religion de Moïse et celle de Jésus-Christ.

« Les légions romaines protégeaient toutes les religions. Vous trouverez ici des usages différents de ceux de l'Europe : il faut vous y accoutumer. »

1. De Rozières, ingénieur en chef des mines et membre de la Commission d'Égypte.

Bonaparte ne resta pas longtemps à Alexandrie. Il se mit en marche sur le Caire, et pour y arriver plus tôt, il prit la route la plus courte : le désert. La route fut longue et pénible. Les soldats eurent à supporter les plus grandes privations et se plaignirent. En vain Bonaparte s'approchait d'eux et leur disait : « Que ce Nil qui répondait si peu, dans ce moment, à sa réputation, commençait à grossir, et que bientôt il justifierait tout ce qu'ils en avaient ouï raconter ; qu'ils campaient sur des monceaux de blé, et que, sous peu de jours, ils auraient des moulins et des fours ; que cette terre si nue, si monotone, si triste, sur laquelle ils marchaient avec tant de difficulté, serait bientôt couverte de moissons et de riches cultures, qui leur représenteraient l'abondance et la fertilité des rives du Pô ; qu'ils avaient des lentilles, des fèves, des poules, des pigeons : que leurs plaintes étaient exagérées ; que la chaleur était excessive, sans doute, mais serait supportable quand ils se trouveraient en repos et seraient organisés ; que, pendant les campagnes d'Italie, les marches, aux mois de juillet et d'août, étaient aussi bien fatigantes. » Ces discours ne produisaient qu'un effet passager. Les généraux et les officiers murmuraient plus haut que les soldats.

« L'armée était frappée d'une mélancolie vague que rien ne pouvait surmonter : elle était attaquée du spleen ; plusieurs soldats se jetèrent dans le Nil, pour y trouver une mort prompte. Tous les jours, après que les bivacs étaient pris, le premier besoin des hommes était de se baigner. En sortant du Nil, les soldats commençaient à faire de la politique, à s'exaspérer, à se lamenter sur la fâcheuse position des choses. « Que sommes-nous « venus faire ici ? le Direc- « toire nous a déportés !... » Quelquefois ils s'apitoyaient sur leur chef qui était privé de tout comme le dernier soldat ; le dîner de l'état-major consistait souvent en un plat de lentilles. « C'est de lui qu'on voulait se défaire, « disaient-ils ; mais, au lieu de nous conduire ici, que « ne nous faisait-il un signal, nous eussions chassé ses « ennemis du palais, comme nous avons chassé les « *Clichiens.* » S'étant aperçus que partout où il y avait quelques traces d'antiquités, les savants s'y arrêtaient et faisaient des fouilles, ils supposèrent que c'étaient eux qui, pour chercher des antiquités, avaient conseillé l'expédition. Cela les indisposa contre eux. Ils appelaient les ânes, des savants. Caffarelli était à la tête de la Commission. Ce brave général avait une jambe de bois : il se donnait beaucoup de mouvement. Il parcourait les rangs pour prêcher le soldat. Il ne parlait que de la beauté du pays, des grands résultats de cette conquête. Quelquefois, après l'avoir entendu, les soldats murmuraient ; mais la gaieté française reprenait le dessus. « Pardi, lui dit « un jour un grenadier, « vous vous moquez de cela, « général, vous qui avez « un pied en France. » Ce mot, répété au bivac, fit rire tout le camp. Jamais, cependant, le soldat ne manqua aux membres de la Commission des arts, qu'au fond il respectait, et, ce premier mouvement passé, Caffarelli et les savants furent l'objet de leur estime. L'industrie française venait aussi à l'aide des circonstances. Les uns broyaient du blé pour se procurer de la farine ; les autres faisaient d'abord rôtir le grain dans une poêle et, ainsi rôti, le faisaient bouillir, et en obtenaient une nourriture saine et satisfaisante. »

Général Caffarelli, membre de la Commission d'Égypte.

Denon, membre de la Commission d'Egypte.

A Damanhour, apparut la brillante cavalerie des Mameluks. Elle escarmoucha avec la division Desaix, et voulut la charger, mais le général, qui marchait dans un ordre admirable, n'eut qu'à commander : « Par peloton, à droite et à gauche, en bataille, feu de deux rangs. » Aussitôt un épouvantable feu de mitraille accueillit les Mameluks étonnés de cette contenance de notre infanterie, qu'ils avaient crue facile à enlever. Ils se replièrent sur le Caire. L'armée les y suivit. Un second engagement, à Chebréiss, fut encore fatal à Mourad-bey, qui

se plaça enfin non loin des pyramides, disposé à livrer une bataille générale.

Le 19 juillet, l'armée était à cinq lieues du Caire. Elle aperçut, pour la première fois, les pyramides. Toutes les lunettes furent braquées sur les plus grands et les plus anciens monuments qui soient sortis de la main des hommes. Les trois pyramides bordaient l'horizon du désert. Elles paraissaient comme trois énormes rochers. Mais, en les regardant avec attention, la régularité des arêtes décelait la main des hommes. Le 21, on était devant elles : « *Songez*, s'écria Bonaparte en les montrant à ses soldats, *songez que du haut de ces pyramides, quarante siècles vous contemplent !* » Les Mameluks attendaient les Français, appuyés à



« Soldats ! du haut de ces pyramides quarante siècles vous contemplent ! » (Bataille des Pyramides, 21 juillet 1798.) (P. 205, c. 2.)

un camp retranché et soutenus par une flottille qui couvrait le Nil.

Il fallait un nouveau système de guerre contre cette innombrable et vaillante cavalerie, au milieu du désert. Bonaparte, qui avait appris à Chébréiss à quel ennemi il avait affaire, le trouva. Il forma ses divisions en carrés et les disposa de manière que ces carrés se protégeassent mutuellement par leur feu, comme autant de citadelles vivantes. Ordre était donné de laisser approcher l'ennemi et de ne tirer qu'à bout portant. En vain les Mameluks s'élancèrent avec le plus brillant courage, ils ne purent entamer ces lignes de fer et de feu. Un grand nombre vinrent expirer sur la pointe des baïonnettes. Mourad-bey se retira blessé dans la haute

Égypte : l'autre bey, Ibrahim, s'enfuit vers la Syrie (21 juillet).

« Les divisions qui avaient pris le camp d'Embabeh étaient dans l'abondance; elles y avaient trouvé les bagages des beys et des kachefs, des cantines pleines de confitures et de sucreries, des tapis, des porcelaines, de l'argenterie. Pendant toute la nuit, au travers des tourbillons de flammes des trois cents bâtiments égyptiens en feu, se dessinaient les minarets du Caire. La lueur se réfléchissait jusque sur les parois des pyramides. Pendant les jours qui suivirent la bataille, les soldats furent occupés à pêcher les cadavres; beaucoup avaient deux ou trois cents pièces d'or sur eux. La perte de l'armée française fut de trois cents hommes tués ou blessés. Celle de l'ennemi, en tués, blessés, noyés ou prisonniers, se monta à dix mille Mameluks, Arabes, janissaires, etc. » L'occupation du Caire et la soumission de la basse Égypte furent le prix de cette victoire. Bonaparte, deux jours après la victoire, entra, sans coup férir, dans une ville de 300 000 âmes.

§ 10. POLITIQUE DE BONAPARTE EN ÉGYPTE; FÊTE DU NIL.

Bonaparte se hâta d'organiser le pays; il respecta les croyances, les mœurs des habitants, qui l'appelaient le favori du grand Allah. Les cheiks de la mosquée firent une déclaration en faveur des Français et engagèrent les Égyptiens à se soumettre à l'envoyé de Dieu. Bonaparte établit au Caire un pouvoir composé des principaux cheiks et des plus notables habitants. Il fut convenu qu'il y en aurait un semblable dans chaque ville. La justice des cadis fut respectée; les propriétés des Mameluks furent saisies, les Cophtes ménagés. Il prépara l'occupation du Delta et la conquête de la haute Égypte. Les Arabes étaient frappés de la sagesse du jeune conquérant.

« Tous les jours, au soleil levant, les ulémas de Gama-el-Azhar, l'école la plus célèbre de l'Orient, prirent l'habitude de se rendre au palais avant l'heure de la prière. La place tout entière était encombrée de leur cortége. Ils arrivaient sur leurs mules richement harnachées, environnés de leurs domestiques et d'un grand nombre de bâtonniers. Les corps de garde français prenaient les armes et leur rendaient les plus grands honneurs. Parvenus dans les salles, des aides de camp et des interprètes les recevaient avec respect, leur faisaient servir des sorbets, du café. Peu d'instants après, le général entrait, s'asseyait au milieu d'eux, sur le même divan, et cherchait à leur inspirer de la confiance par des discussions sur le Coran, s'en faisant expliquer les principaux passages, et montrant une grande admiration pour le prophète. En sortant de ce lieu, ils allaient aux mosquées où le peuple était assemblé. Là, ils lui parlaient de toutes leurs espérances, calmaient la méfiance et les mauvaises dispositions de cette immense population. Ils rendaient des services réels à l'armée.

« Les propriétés des mosquées, des œuvres pieuses, furent respectées par l'administration française. Les Turcs et les Mameluks avaient pour principe fondamental de leur politique d'éloigner les cheiks de l'administration de la justice et du gouvernement. Ce fut pour ces admirables vieillards une agréable surprise, lorsqu'ils se trouvèrent chargés de la justice civile et criminelle. » Ils s'attachèrent sincèrement au sultan *Kébir* (c'est ainsi qu'on appela Bonaparte).

Quinze jours après son arrivée au Caire, Bonaparte alla visiter les pyramides, accompagné de plusieurs muftis et imans. Il a rendu compte de cette visite et de l'entretien qu'il eut avec eux, dans une dépêche adressée au Directoire et insérée au *Moniteur* le 27 novembre 1798 : pièce curieuse qui fera bien comprendre comment Bonaparte savait s'emparer de l'esprit des habitants et surtout de celui des ministres de la religion, si puissants dans ce pays, le berceau de la superstition.

« *Bonaparte.* Dieu est grand et ses œuvres sont merveilleuses. Voici un grand ouvrage de main d'hommes! Quel était le but de celui qui fit construire cette pyramide?

Suleiman. C'était un puissant roi d'Égypte, dont on croit que le nom était Chéops. Il voulait empêcher que des sacriléges ne vinssent troubler le repos de sa cendre.

Bonaparte. Le grand Cyrus se fit enterrer en plein air, pour que son corps retournât aux éléments. Penses-tu qu'il ne fit pas mieux? le penses-tu?

Suleiman (s'inclinant). Gloire à Dieu, à qui toute la gloire est due !

Bonaparte. Honneur à Allah! Quel est le calife qui a fait ouvrir cette pyramide et troubler la cendre des morts?

Muhamed. On croit que c'est le commandeur des croyants, Mahmoud, qui régnait il y a plusieurs siècles à Bagdad; d'autres disent le renommé Aaroun-al-Raschid (Dieu lui fasse paix!) qui croyait y trouver des trésors; mais quand on fut entré par ses ordres dans cette salle, la tradition porte qu'on n'y trouva que des momies, et sur les murs cette inscription en lettres d'or : L'impie commettra l'iniquité sans fruit, mais non sans remords.

Bonaparte. Le pain dérobé par le méchant remplit sa bouche de gravier.

Muhamed (s'inclinant). C'est le propos de la sagesse.

Bonaparte. Gloire à Allah! Il n'y a point d'autre Dieu que Dieu; Mohamed est son prophète, et je suis de ses amis.

Suleiman. Salut de paix sur l'envoyé de Dieu. Salut aussi sur toi, invincible général, favori de Mohamed.

Bonaparte. Mufti, je te remercie. Le divin Coran fait les délices de mon esprit et l'attention de mes yeux, J'aime le prophète, et je compte, avant qu'il soit peu, aller voir et honorer son tombeau dans la ville sacrée; mais ma mission est auparavant d'exterminer les Mameluks.

Ibrahim. Que les anges de la victoire balayent la poussière sur ton chemin et te couvrent de leurs ailes. Le Mameluk a mérité la mort.

Muhamed. Noble successeur de Scander, honneur à tes armes invincibles et à la foudre inattendue qui sort de tes guerriers à cheval[1].

Bonaparte. Crois-tu que cette foudre soit une œuvre des enfants des hommes? le crois-tu? Allah l'a fait mettre en mes mains par le génie de la guerre.

Ibrahim. Nous reconnaissons à tes œuvres Allah qui t'envoie. Serais-tu vainqueur si Allah ne l'avait permis ? Le Delta et tous les pays voisins retentissent de tes miracles.

Bonaparte. Un char céleste montera par mes ordres jusqu'au séjour des nuées[2], et la foudre descendra vers la terre le long d'un fil de métal[3] dès que je l'aurai com-

1. L'artillerie volante, qui a beaucoup étonné les Mameluks.
2. Les aérostats, inconnus en Égypte.
3. Les phénomènes de l'électricité, les paratonnerres.

mandé. Lumières des fidèles, vous êtes destinés à voir encore de plus grandes merveilles, car les jours de la régénération sont venus.

Ibrahim. La divine unité te regarde d'un œil de prédilection, adorateur d'Issa, et te rend le soutien des enfants du prophète.

Bonaparte. Mahomed n'a-t-il pas dit : Tout homme qui adore Dieu et qui fait de bonnes œuvres, quelle que soit sa religion, sera sauvé ?

Suleiman, *Muhamed*, *Ibrahim* (ensemble en s'inclinant). Il l'a dit.

Bonaparte. Et si j'ai tempéré par ordre d'en haut l'orgueil du vicaire d'Issa (de Jésus-Christ), en diminuant ses possessions terrestres pour lui amasser des trésors célestes, dites, n'était-ce pas pour rendre gloire à Dieu dont la miséricorde est infinie ?

Muhamed (d'un air interdit). Le mufti de Rome était riche et puissant ; mais nous ne sommes que de pauvres muftis.

Bonaparte. Je le sais : soyez sans crainte, vous avez été pesés dans la balance de Balthasar, et vous avez été trouvés trop légers. Cette pyramide ne renfermait donc aucun trésor qui fût connu ?

Suleiman (ses mains sur l'estomac). Aucun, seigneur, nous le jurons par la cité sainte de la Mecque.

Bonaparte. Malheur et trois fois malheur à ceux qui recherchent les richesses périssables, et qui convoitent l'or et l'argent, semblables à la boue !

Suleiman. Tu as épargné le vicaire d'Issa et tu l'as traité avec clémence et bonté.

Bonaparte. C'est un vieillard que j'honore (que Dieu accomplisse ses désirs quand ils seront réglés par la raison et la vérité !) ; mais il a tort de condamner au feu éternel tous les Musulmans, et Allah défend à tous l'intolérance.

Ibrahim. Gloire à Allah et à son prophète qui t'a envoyé au milieu de nous pour réchauffer la foi des faibles et rouvrir aux fidèles les portes du septième ciel.

Bonaparte. Que celui-là écoute, qui a des oreilles pour entendre. L'heure de la résurrection politique est arrivée pour tous les peuples qui gémissaient dans l'oppression. Muftis, imans, mullahs, derviches, kalenders, instruisez le peuple d'Égypte. Encouragez-le à se joindre à nous pour achever d'anéantir les beys et les Mameluks. Favorisez le commerce des Francs dans vos contrées, et leurs entreprises pour parvenir d'ici à l'ancien pays de Brama. Offrez-leur des entreprises dans vos ports, et éloignez de vous les insulaires d'Albion, maudite entre les enfants d'Issa ; telle est la volonté de Mahomed. Les trésors, l'industrie et l'amitié des Francs seront votre partage, en attendant que vous montiez au septième ciel, et qu'assis aux côtés des houris aux yeux noirs, toujours jeunes et toujours belles, vous vous reposiez à l'ombre du laba, dont les branches offriront d'elles-mêmes aux vrais Musulmans tout ce qu'ils pourront désirer.

Suleiman (s'inclinant). Tu as parlé comme le plus docte des mullahs. Nous ajoutons foi à tes paroles ; nous servirons ta cause et Dieu nous entend.

Bonaparte. Dieu est grand et ses œuvres sont merveilleuses ! Salut de paix sur vous, très-saints muftis. »

Pour frapper davantage l'imagination du peuple d'Égypte, il résolut de donner une grande solennité à la fête nationale de ce beau pays, la fête du Nil.

« Ce fut le 18 août que le Nil ayant marqué quatorze coudées, le divan et le cadi firent rompre la digue du canal du Prince des Fidèles. Cette cérémonie est celle à laquelle le peuple du Caire prend le plus de part. Avant le lever du soleil, deux cent mille spectateurs couvraient les deux rives du Nil, au vieux Caire et à l'île de Roudah. Plusieurs milliers de canges et autres barques, couvertes de pavillons et de drapeaux, attendaient le moment d'entrer dans le Nil. Une partie de l'armée française était sous les armes et en grande tenue. Le sultan Kébir, environné de son état-major français, des quatre muftis, des ulémas, des grands cheiks, des shérifs, des membres du divan, partit de son palais, traversa toute la ville, et arriva au kiosque près de l'embouchure du canal. Le procès-verbal constatant la hauteur où était arrivé le Nil fut lu, et les mesures furent portées, vérifiées en public. Il fut déclaré que le mal-el-hour était dû. Cet acte étant signé et proclamé, fut accueilli par une décharge d'artillerie et les cris d'allégresse de cette immense quantité de spectateurs. Le cadi coupa la digue avec toutes les cérémonies d'usage. Il fallut une heure pour qu'elle fût emportée. Le Nil se précipita d'une hauteur de dix-huit pieds dans le canal. Bientôt après, la cange qui portait le cheik du Mekias entra la première, et fut suivie par tous les bateaux qui couvraient le Nil. Ils défilèrent pendant toute la journée. Le payeur général, Estève, jeta des sommes considérables au peuple en petites pièces d'argent. Le repas qui fut servi dans le kiosque était splendide. Le sultan Kébir se prêta avec sincérité à toutes les fonctions que l'usage prescrivait au souverain du pays.

« Le Nil annonça une inondation beaucoup plus forte que celle des années précédentes. La ville, illuminée, fut en fête pendant toute la nuit et les nuits suivantes. Bientôt les places publiques du Caire devinrent des lacs, certaines rues des canaux, les jardins des prairies couvertes d'eau d'où sortaient des arbres. Dans le courant de septembre, toute l'Égypte offrit le spectacle d'une mer, vue du haut des pyramides, du Mokattam, ou du palais de Saladin. Ce spectacle était ravissant. Les villes, les villages, les arbres, les santons, les minarets, les dômes des tombeaux surnageaient au-dessus de cette nappe d'eau qui était sillonnée, dans tous les sens, par des milliers de grandes et de petites voiles blanches, occupées aux transports, aux communications et aux besoins de la population.

« Les soldats ne se plaignaient plus que ce Nil n'avait pas répondu à sa réputation. Ils ne disaient plus que c'était un ruisseau, charriant une eau bourbeuse et trouble. Dans ses bras, le Nil eut vingt-sept et vingt-huit pieds d'eau, dans la plupart des canaux huit, dix et douze pieds, et sur la surface de la terre quatre, cinq et six pieds. En décembre, le Nil rentra dans son lit ou dans les canaux. La terre reparut insensiblement. Des milliers de cultivateurs la couvrirent pour la rompre et la cultiver. Ils semèrent toute espèce de graines, de légumes ; enfin, quelques semaines après succédèrent les premières récoltes. Le coup d'œil de ces plaines fleuries, couvertes de riches moissons, était enchanteur. Le soldat se crut de retour dans cette belle Italie. C'était un contraste avec l'âpreté qu'avaient présentée ces plaines arides et brûlées aux mois de juin et de juillet, il y avait à peine six mois. » (*Campagne d'Égypte*, etc.)



Vue du Caire.



Bataille navale d'Aboukir (1er août 1798).

§ 11. DÉSASTRE DE LA FLOTTE D'ABOUKIR ; BONAPARTE A L'ISTHME DE SUEZ.

La nouvelle du désastre de la flotte vint surprendre Bonaparte au milieu de ses travaux. Il avait recommandé à Brueys de quitter au plus tôt la rade d'Aboukir, et celui-ci y resta trente jours. Ce funeste retard permit aux Anglais d'arriver. La ligne d'embossage n'avait pas été formée assez près du rivage [1], la moitié de la flotte anglaise pouvait passer entre elle et la terre, tandis que l'autre moitié passerait entre elle et le large. C'est la manœuvre audacieuse que Nelson tenta. Elle réussit. Chacun de nos vaisseaux de l'aile gauche, immobile sur ses ancres, eut à soutenir des deux côtés le feu de toute la flotte ennemie qui s'avançait lentement, détruisant un à un nos navires. Le commandant de notre aile droite, Villeneuve, eût pu imiter ce mouvement et replier son escadre sur l'aile gauche de Nelson, pour mettre celle-ci entre deux feux, comme l'était la tête de notre ligne. Il ne le fit pas, et quand il vit *l'Orient*, de 120 canons, prendre feu et sauter, deux autres de nos bâtiments couler bas, il s'éloigna avec deux vaisseaux et deux frégates et se réfugia à Malte (1er août). « La perte et le désordre des Anglais furent tels, a dit Napoléon, que, vingt-quatre heures après le commencement de la bataille, le pavillon tricolore flottait encore sur *le Tonnant*, et Nelson n'avait aucun vaisseau en état de l'attaquer, tant était grand le délabrement de son escadre. Il vit avec plaisir *le Guillaume-Tell* et *le Généreux* se sauver. Il ne fut pas tenté de les faire suivre. Il dut sa victoire à l'ineptie et à la négligence des capitaines du *Guerrier* et du *Conquérant*, à l'accident de *l'Orient* et à la mauvaise conduite de l'amiral Villeneuve. Brueys déploya le plus grand courage. Plusieurs fois blessé, il refusa de descendre à l'ambulance. Il mourut sur son banc de quart, et son dernier soupir fut un ordre de combattre. Casabianca, capitaine de *l'Orient*, Thévenard, Dupetit-Thouars, officiers distingués, périrent avec gloire. Casabianca avait avec lui son fils. Quand il vit le feu gagner le vaisseau, il chercha à sauver cet enfant ; il l'attacha sur un mât de hune qui flottait ; mais cet intéressant enfant fut englouti par l'explosion. Casabianca sauta avec *l'Orient*, tenant à la main le grand pavillon national. L'opinion des marins des deux escadres est unanime : Villeneuve a toujours pu décider la victoire en faveur des Français. Il l'a pu à huit heures du soir, il l'a pu à minuit après la perte de *l'Orient*, il l'a pu encore à la pointe du jour. Cet amiral a dit, pour sa justification, qu'il attendait le signal de l'amiral ; mais au milieu des tourbillons de fumée, le signal ne put être aperçu. Est-il besoin d'un signal pour secourir ses camarades et prendre part au combat? D'ailleurs *l'Orient* a sauté à dix heures du soir, le combat a fini le lendemain à midi ; Villeneuve a donc commandé l'escadre pendant quatorze heures. Cet officier général ne manquait pas d'expérience de la mer, il manquait de résolution et de vigueur. Il avait le mérite d'un capitaine de port, mais non les qualités d'un soldat. » (*Campagne d'Égypte*, etc.)


Amiral Brueys.

Napoléon, qui aimait beaucoup l'amiral Brueys, écrivit à sa veuve cette lettre touchante, où l'on sent si bien l'homme sous le général :

« Votre mari a été tué d'un coup de canon, en combattant à son bord. Il est mort sans souffrir, et de la mort la plus douce, la plus enviée par les militaires.

« Je sens vivement votre douleur. Le moment qui nous sépare de l'objet que nous aimons est terrible, il nous isole de la terre, il fait éprouver au corps les convulsions de l'agonie. Les facultés de l'âme sont anéanties, elle ne conserve de relation avec l'univers qu'au travers d'un cauchemar qui altère tout. Les hommes paraissent plus froids, plus égoïstes qu'ils ne le sont réellement. L'on sent dans cette situation que si rien ne nous obligeait à la vie, il vaudrait beaucoup mieux mourir. Mais, lorsque après cette première pensée l'on presse ses enfants sur son cœur, des larmes de sentiments tendres raniment la nature, et l'on vit pour ses enfants. Oui, madame, voyez dès ce premier moment qu'ils ouvrent votre cœur à la mélancolie. Vous pleurerez avec eux, vous élèverez leur enfance, vous cultiverez leur jeunesse, vous leur parlerez de leur père, de votre douleur, de la perte qu'eux et la République ont faite. Après avoir rattaché votre âme au monde par l'amour filial et l'amour maternel, appréciez pour quelque chose l'amitié et le vif intérêt que je prendrai toujours à la femme de mon ami. Persuadez-vous qu'il est des hommes, en petit nombre, qui méritent d'être l'espoir de la douleur, parce qu'ils sentent avec chaleur les peines de l'âme. »

La flotte française, à l'exception des navires de Villeneuve, était anéantie. L'expédition d'Égypte, qui devait nous donner l'empire de la Méditerranée, où nous avions maintenant quatre des possessions les plus importantes de cette mer, Toulon, Malte, Corfou et Alexandrie, n'était plus qu'une aventure au lieu d'être le commencement d'une grande chose. Nous étions comme emprisonnés dans notre conquête, et la Porte se déclarait contre nous. Bonaparte dit à ses soldats

1. Le contre-amiral Linois choisit en 1801, dans la rade d'Algésiras, une si bonne ligne d'embossage appuyée par des batteries de côte, qu'il résista avec 3 vaisseaux à 6 anglais, en démâta deux et en prit un.

« Eh bien! il faut mourir ici, ou en sortir grands comme les anciens; » et il écrivit à Kléber, qu'il avait laissé à Alexandrie : « Ceci nous obligera à faire de plus grandes choses que nous n'en voulions faire. Il faut nous tenir prêts. » Kléber répondit : « Oui, il faut faire de grandes choses; je prépare mes facultés. »

Bonaparte commença par achever l'occupation de tout le pays. Une révolte, excitée par les émissaires de la Porte, ayant éclaté au Caire (octobre), il la comprima avec rigueur et foudroya la ville. Mais il ménagea cependant les cheyks et les imans. L'armée s'en plaignit : elle pleurait la mort du brave commandant Dupuy, tué par les insurgés. « Napoléon resta insensible aux murmures des soldats, qui ne reconnurent que beaucoup plus tard combien sa conduite avait été sage. Comme le cheyk Sadah baisait la main du général en chef, Kléber, qui arrivait d'Alexandrie, lui demanda quel était ce vieillard qui paraissait si interdit, et dont les traits étaient si bouleversés ? « C'est le chef « de la révolte, lui répondit-il. — Eh quoi! vous ne le « faites pas fusiller? — Non, ce peuple est trop étran- « ger à nous, à nos habitudes; il leur faut des chefs. « J'aime mieux qu'il ait des chefs d'une espèce pareille « à celui-ci, qui ne peut ni monter à cheval ni manier « le sabre, que de lui en voir comme Mourad-Bey et « Osman-Bey. La mort de ce vieillard impotent ne « produirait aucun avantage, et aurait pour nous des « conséquences plus funestes que vous ne pensez. » Les événements qui sont arrivés longtemps après ont fait revenir sur cette conversation. C'est pour avoir ordonné de bâtonner ce même cheyk que Kléber fut assassiné.

Bonaparte s'occupa aussi d'assurer le bien-être de ses soldats : ils s'accoutumaient au pays, ils avaient du bon pain, du vin de Chypre, de l'eau-de-vie de datte, de la bière, de la viande, des volailles, des œufs. La solde payée sur le même pied qu'en France était d'une valeur quadruple vu le bon marché de toutes les denrées. On faisait régulièrement des distributions de café moka. Les chameaux remplaçaient les fourgons et portaient l'eau, les vivres, les ambulances, les équipages « Le soldat était revenu à son esprit naturel; il était plein d'ardeur et du désir d'entreprendre. »

Le général établit les savants dans un des vastes palais du Caire et les organisa en Institut d'Egypte. Monge, Berthollet, Fourier, Dolomieu, Larrey, Geoffroy Saint-Hilaire commencèrent à conquérir à la science cette contrée mystérieuse qui n'a révélé ses secrets que depuis le jour où le génie de la France y a passé. Bonaparte assistait aux séances et prenait part aux discussions. Les cheyks y venaient également : ils furent longtemps à comprendre le but de cette réunion d'hommes graves qui ne gouvernaient pas, qui ne priaient pas. Ils finirent cependant par en avoir une idée juste, et les savants furent même estimés de la dernière classe du peuple, parce qu'ils eurent de fréquentes relations avec les ouvriers, leur donnant des indications, soit sur les mécaniques, soit sur la chimie, pour diriger leurs travaux. Le général Menou s'était converti à l'islamisme et avait épousé une Egyptienne à laquelle il avait laissé pratiquer les coutumes du pays et qu'il traitait avec la déférence dont on usait en Europe. Aussi cette femme était-elle courtisée de toutes les autres, curieuses de connaître son intérieur. « Elle leur racontait les soins délicats que son mari avait pour elle ; qu'à table elle était servie la première et que les meilleures choses étaient pour elle; que pour passer d'un appartement dans un autre on lui donnait la main ; qu'on était constamment occupé à la servir, à satisfaire tous ses désirs et tous ses besoins. Ces discours produisirent un tel effet, que les têtes de toutes les femmes de Rosette en furent agitées, et elles adressèrent au sultan Kébir une pétition qu'elles envoyèrent au Caire, afin qu'il ordonnât dans toute l'Égypte aux Égyptiens de se comporter envers elles selon l'usage des Français.

Un jour, pendant que les grands cheyks étaient chez le général en chef, un officier lui rendit compte que les Arabes Billis avaient fait une avanie à un pauvre village et tué un fellah. Napoléon témoigna beaucoup d'indignation et donna l'ordre à un officier d'état-major de partir avec trois cents chevaux pour punir et réprimer ce brigandage. Comme il parlait avec beaucoup de chaleur, un des cheyks lui dit : « Et pourquoi te fâches-tu? le fellah qu'on a tué est-il donc ton frère? — Oui, dit le sultan Kébir, tous ceux qui m'obéissent sont mes enfants. — Tabey, tabey (c'est vrai, c'est vrai), répondit le cheyk, tu parles comme le prophète. » Et il alla répéter cette conversation à la grande mosquée.

C'est ainsi que l'habileté du politique complétait l'œuvre du conquérant. Cependant la Porte nous avait déclaré la guerre, et Suez, le passage d'Egypte en Asie, n'était pas en notre pouvoir. Des révoltés du Caire s'y étaient même réfugiés et désolaient les environs. Bonaparte y envoya une division et s'y porta lui-même, curieux de voir cette mer Rouge si célèbre. Il faillit y périr au retour. Il était parti à cheval pour se rendre aux fontaines de Moïse, à trois lieues de Suez. Il traversa le Madiéh, bras de mer guéable à marée basse qui a trois quarts de lieue de large. Des ingénieurs, des savants l'accompagnaient dans une chaloupe. On se promena, on fouilla toute la journée. Quand la nuit tomba, il fallut songer au retour et on repartit, Bonaparte avec son escadron, les savants avec leur chaloupe. Vers neuf heures du soir, les chasseurs d'avant-garde crièrent qu'ils enfonçaient.

On appela les guides; les soldats s'étaient amusés à les griser avec de l'eau-de-vie, et il fut impossible d'en tirer aucun renseignement. On était hors de route. Les chasseurs avaient pris pour les lumières de Suez le fanal de la chaloupe. Les chasseurs s'orientèrent et déterminèrent la position de Suez. A dix heures du soir, l'escadron était rangé en bataille au milieu du golfe, les chevaux ayant de l'eau jusqu'au ventre; le temps était noir, la lune ne se levait alors qu'à minuit, la mer était un peu agitée et le vent paraissait vouloir fraîchir, la marée montait, il y avait autant de danger à aller en avant qu'à reculer. La position devint assez critique pour que Napoléon dît : « Serions-nous venus ici pour périr comme Pharaon? Ce sera un beau texte pour les prédicateurs de Rome. » Mais l'escorte était composée de soldats de huit à dix ans de service, fort intelligents. Ce furent les nommés Louis, maréchal des logis, et Carbonel, brigadier, qui découvrirent le passage. Louis revint à la rencontre; il avait touché bord, mais il n'y avait pas un moment à perdre. L'eau montait à chaque moment. Caffarelli était plus embarrassant que les autres à cause de sa jambe de bois; deux hommes de cinq pieds dix pouces, nageant parfaitement bien, se chargèrent de le sauver; c'étaient des hommes

d'honneur, dignes de toute confiance. Rassuré sur ce point, le général en chef se hâta pour gagner la terre. Se trouvant sous le vent, il entendit derrière lui une vive dispute et des cris. Il supposa que les deux sous-officiers avaient abandonné Caffarelli. Il retourna sur ses pas; c'était l'opposé : celui-ci ordonnait aux deux hommes de l'abandonner. « Je ne veux pas, leur disait-il, être la cause de la mort de deux braves; il est impossible que je m'en puisse tirer; vous êtes en arrière de tout le monde; puisque je dois mourir, je veux mourir seul. » La présence du général en chef fit finir cette querelle. On se hâta, on toucha la terre; Caffarelli en fut quitte pour sa jambe de bois, ce qui lui arrivait du reste toutes les semaines. La perte fut légère : quelques



Bonaparte à la prise de Jaffa (13 ventôse an VII — 3 mars 1799). (Page 213, col. 2.)

carabines et quelques manteaux. L'alarme était au camp. Des officiers eurent la pensée d'allumer des feux sur le rivage, mais ils n'avaient pas de bois. Ils démolirent une maison, ce qui demanda du temps. Cependant le premier feu était allumé sur le rivage lorsqu'on prit terre. Les plus vieux soldats qui avaient appris leur catéchisme, racontaient la fuite de Moïse, la catastrophe de Pharaon, et ce fut pendant longtemps l'objet de leurs entretiens. (*Campagne d'Égypte.*)

§ 12. EXPÉDITION DE SYRIE; BATAILLE DU MONT THABOR (16 AVRIL 1799); SIÈGE DE SAINT-JEAN-D'ACRE.

Bonaparte était sûr de sa conquête; mais la Porte envoyait une armée pour la lui arracher. Au lieu de

l'attendre, il résolut de la prévenir. On lui disputait l'Égypte ; pour couvrir cette province, il voulut conquérir la Syrie. D'ailleurs cet Orient, dont il avait rêvé tant de fois, le fascinait. Bonaparte ne voyait pas pourquoi il n'irait point à Constantinople ; et pourquoi il n'enlèverait pas les Indes aux Anglais.

Il partit donc le 16 février 1799. Tout réussit d'abord : la ville de Gaza ouvrit ses portes, Jaffa fut emporté d'assaut. A cette attaque Bonaparte courut un danger sérieux. Debout sur l'épaulement d'une batterie, il indiquait au colonel Lejeune la manœuvre qu'il devait faire, lorsqu'une balle de fusil jeta son chapeau par terre, passa à trois pouces de sa tête, et renversa raide mort le colonel, qui avait cinq pieds dix pou-



Bataille du mont Thabor (21 germinal an VII — 16 avril 1799.) (Page 214, col. 1.)

ces. « Voilà la seconde fois, depuis que je fais la guerre, dit le soir le général en chef, que je dois la vie à ma taille de cinq pieds deux pouces. »

A Jaffa, l'armée prit le germe de la peste ; pour arriver à cette ville, il avait fallu traverser le désert, et on passa sans transition d'un climat extrêmement sec à un climat humide et pluvieux. La santé de l'armée fut gravement atteinte, et le nombre des malades s'éleva à sept cents. « Le chirurgien en chef Larrey ne dissimula pas toutes ses inquiétudes ; plusieurs personnes étaient mortes vingt-quatre heures après être entrées à l'hôpital ; leur maladie avait marché avec une grande rapidité ; il y avait reconnu des symptômes de peste. Les Pères de la Terre sainte s'enfermèrent et ne voulurent

plus communiquer avec les malades; tous les infirmiers désertèrent; l'hôpital fut abandonné à un tel point que les distributions manquaient, et que les officiers de santé furent obligés de pourvoir à tout. C'est en vain qu'ils contredisaient ceux qui voulaient reconnaître des symptômes de peste dans ce qui n'était, disaient-ils, qu'une fièvre pernicieuse connue, appelée la *fièvre à bubons*. C'était en vain qu'ils prêchaient d'exemple, servant avec un redoublement de soin et de zèle; la frayeur était dans l'armée. C'est une des circonstances particulières à la peste qu'elle est plus dangereuse pour les personnes qui la craignent; ceux qui se laissèrent maîtriser par la peur en sont presque tous morts. Le général en chef se défit des Pères de la Terre sainte en les envoyant à Jérusalem et à Nazareth; il alla lui-même à l'hôpital; sa présence y porta la consolation. Il fit opérer plusieurs malades devant lui; on perça les bubons pour faciliter la crise; il toucha ceux qui paraissaient être les plus découragés, afin de leur prouver qu'ils n'avaient qu'une maladie ordinaire et non contagieuse. Le résultat de ces moyens fut tel que l'armée resta persuadée que ce n'était pas la peste; ce ne fut que plusieurs mois après qu'il fallut bien en convenir. » (*Campagne d'Egypte.*)

Les Français ne furent pas plutôt arrivés en Syrie, et n'eurent pas plutôt mis le siège devant Saint-Jean-d'Acre, qu'on apprit l'arrivée de la grande armée turque, innombrable, disaient les habitants de la Syrie avec leur emphase orientale, comme les étoiles du ciel et le sable de la mer. Bonaparte était trop habile pour se laisser placer entre une ville forte et une armée. Il envoya Kléber pour arrêter les Turcs et les empêcher de communiquer avec les assiégés.

Kléber partit dans la direction du Jourdain et se posta sur les derrières de l'ennemi; il tomba sur les premiers postes, qu'il égorgea. Mais l'alarme fut bientôt dans le camp; toute cette multitude monta à cheval, et ayant reconnu le petit nombre des Français, marcha sur eux. Kléber n'avait qu'une division. En homme de cœur et de tête, il soutint et repoussa un grand nombre de charges; mais les Turcs avaient gagné tous les chaînons du mont Thabor, et tous les monticules qui cernaient les Français. Les plus intrépides soldats commençaient à souhaiter qu'on enclouât l'artillerie, et qu'on se fît jour par les hauteurs escarpées de Nazareth. Le général Kléber délibéra sur le parti à prendre; sa position était cruelle, lorsque tout à coup des soldats s'écrièrent : « Voilà le petit caporal! » Des officiers d'état-major vinrent instruire le général Kléber de ce bruit; il se fâcha, en démontra l'impossibilité, et ordonna que le conseil continuât à délibérer. Mais les vieux soldats de Napoléon, accoutumés à ses manœuvres, réitérèrent leurs cris; ils croyaient avoir vu luire des baïonnettes. Kléber monta alors sur une hauteur et braqua sa lunette; les officiers d'état-major en firent autant; mais ils ne découvrirent rien, les soldats eux-mêmes crurent s'être fait illusion; cette lueur d'espérance s'évanouit. Kléber se décida enfin à abandonner son artillerie et ses blessés et ordonna que l'on formât la colonne pour forcer le passage. Il est probable que les soldats avaient aperçu le luisant des baïonnettes dans un moment où les colonnes s'étaient trouvées sur un terrain un peu plus élevé et plus découvert.

Le général en chef mettait une grande importance à cacher sa marche, afin de pouvoir gagner un mameton qui coupait toute retraite aux Turcs. Mais tout à coup son attention fut fixée par un mouvement de toute l'armée ennemie qui se serrait contre les carrés de Kléber. Plusieurs officiers d'état-major mirent pied à terre, braquèrent leurs lunettes, aperçurent distinctement que l'ennemi se préparait à une charge générale, et que les carrés de Kléber avaient l'air de perdre contenance : c'était la formation de la colonne d'attaque. Les moments étaient précieux. Kléber se trouvait entouré par trente mille hommes, dont plus de la moitié était à cheval; le moindre retard pouvait être funeste. Le général en chef ordonna à un carré de monter sur une digue. La tête des hommes et les baïonnettes furent aussitôt aperçues par les amis et les ennemis. En même temps une salve d'artillerie démasqua le mouvement. On aperçut bientôt le mouvement de Kléber qui se reformait en carrés, et les chapeaux au bout des baïonnettes, en signe d'allégresse; ce qui fut suivi d'une décharge d'artillerie de reconnaissance. L'armée ennemie, étonnée, surprise, s'arrêta court. Les Mamelucks d'Ibrahim-Bey, les plus lestes, qui se trouvaient le plus à portée, coururent ventre à terre pour reconnaître ces nouvelles troupes; ils furent suivis par tous les Naplousiens, les plus alarmés de voir des colonnes fermer le chemin de leur pays. Les trois carrés français s'arrêtèrent un moment et se coordonnèrent. Un détachement de trois cents hommes surprit et pilla le camp, et prit les blessés de l'armée turque; il mit le feu aux tentes, spectacle qui inspira de l'effroi aux ennemis. Quelques corps de cavalerie turque s'approchèrent à portée de fusil des carrés; mais accueillis par la mitraille ils s'éloignèrent. De son côté, Kléber marcha. La jonction ne tarda pas à s'effectuer; le désordre, l'épouvante devinrent extrêmes chez l'ennemi; cette armée se sauva, partie sur Naplouse, partie sur le Jourdain. On se peindrait difficilement les sentiments d'admiration et de reconnaissance des soldats. Les ennemis avaient perdu beaucoup de monde dans les différentes charges qu'ils avaient faites pendant la matinée; ils en perdirent davantage pendant la retraite. Plusieurs milliers se noyèrent dans le Jourdain; les pluies avaient élevé les eaux et rendu le gué très difficile. Kléber eut deux cent cinquante à trois cents hommes tués ou blessés. La colonne du général en chef en eut trois à quatre. Telle est la bataille du mont Thabor. Napoléon gravit cette montagne, qui est en pain de sucre élevé, dominant une partie de la Palestine. C'est là que, suivant quelques légendes, Jésus-Christ fut transporté par le diable qui lui offrit tout le pays qu'il voyait, s'il voulait l'adorer. » (*Campagne d'Egypte.*)

Cette victoire rehaussa le prestige qui entourait Bonaparte. Malheureusement tout son génie échoua à Saint-Jean-d'Acre, faute de moyens matériels, contre le courage des Turcs et la ténacité de l'amiral anglais Sidney Smith, le même dont il a dit souvent plus tard : « Cet homme m'a fait manquer ma fortune. » N'ayant ni munitions, ni grosse artillerie, il ne pouvait employer que quatre pièces de 12 et trente pièces de 4. Les boulets lui manquant, il sut s'en faire donner par l'ennemi. Les cavaliers paraissaient sur la plage. Les Anglais aussitôt de tirer avec ardeur, les soldats de ramasser les projectiles. Ils avaient cinq sous par boulet. Mais avec si peu de ressources Bonaparte ne put ouvrir de brèches praticables; après soixante jours

de tranchée et huit assauts meurtriers, il ramena en Égypte son armée épuisée de fatigue et décimée par la peste (20 avril 1799).

On a répété souvent d'indignes calomnies à propos des pestiférés de Jaffa. Voici les faits tels que Napoléon les a dictés lui-même dans son récit de sa campagne d'Égypte. « L'ordre était donné pour se mettre en marche le 27; mais à une heure du matin, l'aide de camp Lavalette ayant fait la visite des magasins et des hôpitaux, pour s'assurer de leur entière évacuation, fit le rapport qu'il avait trouvé onze malades encore à l'hôpital. Ayant demandé au chirurgien de service pourquoi ils n'étaient pas évacués, celui-ci lui répondit que ces malades avaient la peste; que le conseil d'évacuation ne les avait pas jugés transportables; que d'ailleurs ils n'avaient pas vingt-quatre heures à vivre. Mais ces malheureux, s'apercevant qu'on les abandonnait, demandaient qu'on les tuât plutôt que de les exposer à la cruauté des Turcs. L'aide de camp ajoutait que le chirurgien de service demandait à être autorisé à mettre auprès d'eux une potion d'opium pour qu'ils pussent s'en servir au besoin. Le médecin en chef Desgenettes et le chirurgien Larrey furent sur-le-champ mandés : ils confirmèrent l'impossibilité d'évacuer ces pestiférés. On discuta s'il était convenable d'autoriser le chirurgien à mettre de l'opium à la portée de ces malheureux. Desgenettes y répugna. « Je n'ai pouvoir, « dit-il, de présenter aux malades que ce qui les doit « guérir. » D'autres pensèrent qu'il était convenable de mettre de l'opium à la portée de ces malheureux; qu'on ne pouvait refuser de faire à autrui ce qu'on voudrait pour soi-même. « Je serai toujours prêt à « faire pour mes soldats ce que je ferais pour mon « propre fils, dit Napoléon; cependant, puisqu'ils doi- « vent mourir naturellement dans vingt-quatre heures, « je ne partirai que cette nuit, et Murat restera avec « 500 chevaux jusqu'à demain deux heures après midi. » Il donna l'ordre au chirurgien, qui resta avec l'arrière-garde, si, au moment de son départ, ils n'étaient pas morts, de mettre près d'eux de l'opium, en leur désignant l'usage comme l'unique moyen de se soustraire aux cruautés des Turcs. » (*Campagne d'Egypte.*)

Au moment où Bonaparte repassait l'isthme de Suez, un imposteur, qui s'appelait l'ange El Mody, tâchait de soulever le Delta : il en eut bien vite raison. Une flotte anglaise avait débarqué dans la presqu'île d'Aboukir 18 000 janissaires. L'armée turque formait deux lignes : la première s'appuyait sur deux mamelons; la seconde, sur le village et le fort d'Aboukir. Bonaparte accourut et attaqua sans même avoir toutes ses forces sous la main. Les deux mamelons furent bien vite escaladés, tournés, et la première ligne jetée à la mer. La seconde opposa une résistance plus sérieuse; les retranchements des Turcs étaient armés d'une artillerie formidable; mais les manœuvres ordonnées par Bonaparte furent exécutées avec une telle précision et un tel élan, que la seconde ligne fut, comme la première, précipitée à la mer. 12 000 cadavres turcs flottaient sur cette rade, qui avait naguère englouti notre marine. 3000 janissaires étaient restés sur le champ de bataille, les autres demeurèrent prisonniers. On n'avait point vu d'exemple d'une armée aussi complètement détruite (24 juillet). C'est après cette brillante action que Kléber s'écria, dans un élan d'enthousiasme : « Général, vous êtes grand comme le monde. » L'armée d'Égypte n'avait plus rien à craindre, mais aussi elle n'avait plus rien à faire. Cette inaction pesait à Bonaparte. Il ignorait d'ailleurs ce qui se passait en France, et il en était fort inquiet. Depuis six mois, on ne pouvait avoir de nouvelles. Bonaparte envoya un parlementaire à l'amiral anglais Sidney Smith, le chargeant de recueillir le plus d'informations possible. L'amiral, apprenant que Bonaparte ne connaissait point les désastres de la France, voulut l'intimider et lui envoya tous les journaux. Au lieu d'abattre le général, c'était le moyen de ranimer son audace. Bonaparte dévore les journaux, et son parti est pris. Devant une seconde coalition, la perte de l'Italie et l'invasion imminente de la France, il n'hésite plus. Le 22 août, sans que l'armée se doute de son projet, il laisse à Kléber, nommé général en chef, une longue instruction, se rend avec Berthier, Lannes, Murat, Andréossi, Marmont, Berthollet et Monge, sur une plage écartée, monte sur une chaloupe et gagne deux frégates, qui l'attendaient. Il franchit audacieusement toute la Méditerranée, au milieu des croisières anglaises. Le 8 octobre 1799, il débarquait à Fréjus.

§ 13. MAUVAISE ADMINISTRATION DU DIRECTOIRE; L'ITALIE RÉPUBLICAINE.



Le Directoire, tour à tour faible et violent à l'intérieur, avait perdu au dehors la magnifique position que lui avait faite le traité de Campo-Formio.

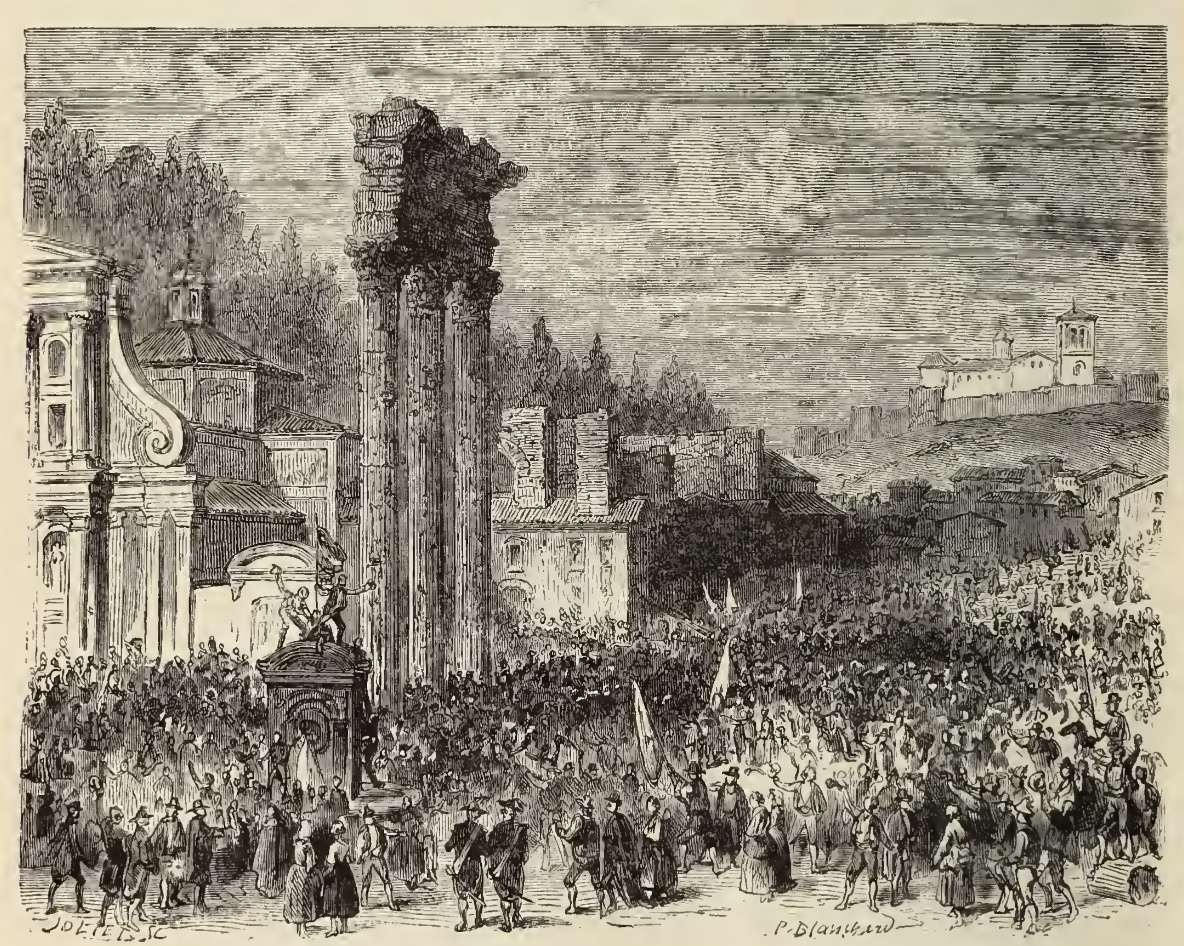
Au 18 fructidor an V, il avait frappé un coup sur les royalistes; au 22 floréal an VI (11 mai 1798), comme les élections avaient été trop favorables aux Jacobins, il frappa les députés qu'on appelait *patriotes*, en cassant leur élection. Ainsi, le Directoire semblait ne vouloir gouverner qu'avec des coups d'État, ce qui prouvait sa faiblesse, un gouvernement fort n'en ayant pas besoin pour se défendre. Quelques mois auparavant, il avait fait une véritable banqueroute. L'intérêt de la dette était de 258 millions; il en remboursa les deux tiers avec des bons de biens nationaux qui perdaient les cinq sixièmes et plus de leur valeur nominale, l'autre tiers fut *consolidé* et inscrit sur le grand-livre de la dette publique.

Au dehors il avait provoqué l'Europe par des imprudences.

Le traité de Campo-Formio, malgré les paroles de Bonaparte, ne pouvait être qu'une trêve dans la Péninsule. Il n'avait ni détruit la domination étrangère, ni fondé l'indépendance italienne, ni garanti la liberté des peuples. Il mettait en contact sur tous les points du territoire l'indépendance nationale et la domination étrangère, la république et la monarchie, la France et l'Autriche. La révolution agitait, menaçait à l'intérieur tous les pays qu'elle ne possédait pas. Les souverains encore sur leur trône regardaient avec un œil de colère les nouveaux établissements républicains et surveillaient avec inquiétude leurs propres peuples.

C'est à Rome qu'avait éclaté, dès 1798, l'impossibilité de la paix de Campo-Formio. Le gouvernement romain était arrivé aux derniers degrés de l'épuisement et de l'impuissance : obligé de faire face aux exigences de la France avec des finances déjà perdues, il se suicidait, taxant lui-même les prêtres, vendant des biens de mainmorte, et mettant la main jusque sur les ornements d'église. Comment après cela réprimer les jansénistes, les philosophes, les novateurs, tous les jours plus nombreux et soutenus par la France, mécontente des difficultés qu'opposait le pape à l'arrangement des affaires ecclésiastiques de la république? Dans une émeute, les révolutionnaires, poursuivis par les soldats du pape, se réfugièrent dans l'hôtel de l'ambassadeur français; le général Duphot voulut couvrir les insurgés de sa présence, il fut tué.

Heureux de trouver l'occasion de renverser un pouvoir dont la ténacité perpétuait l'agitation ecclésiastique en France, le Directoire avait demandé réparation pour le droit des gens outragé. A la tête d'une division des légions cisalpines et des Polonais de Dombrowski, enrôlés au service de Milan, Berthier apparut bientôt sur le Monte-Mario, fit capituler le château Saint-Ange et entra dans la ville; le lendemain, 15 février 1798, le peuple, réuni sur le Forum, déclara le gouvernement pontifical aboli et proclama la république romaine. En vain le pape protesta, il fut transporté dans la Toscane; en vain les Transtévérins, irrités par quelques excès des troupes françaises, les montagnards



Proclamation de la république romaine (15 février 1798. (Page 216, col. 2.)

des Apennins, se soulevèrent : ils furent réprimés. Des commissaires français promulguèrent pour Rome, Ancône et les territoires romains, une constitution toute française, avec les noms romains de consuls, sénat, tribuns; et la Péninsule compta un nouveau gouvernement révolutionnaire.

C'était une violation du traité de Campo-Formio. L'empereur d'Allemagne et le roi de Naples reprirent les armes. L'occasion leur semblait favorable. Charles-Emmanuel, inquiété par les Liguriens et les Cisalpins, qui soutenaient les révoltés de ses États, était déjà las de sa situation nouvelle. Dans la Péninsule même républicaine, on commençait à sentir la prépondérance française autant que la liberté. Le gouvernement cisalpin ayant refusé un traité proposé par le Directoire, aux termes duquel il devait recevoir 25 000 Français dans ses places et payer 10 millions, Berthier avait expulsé les récalcitrants et imposé le traité. Les exactions, les spoliations commises aussi par des libérateurs qui ne pouvaient d'ailleurs être complètement désintéressés, semblaient lourdes. Enfin, l'introduction si brusque d'une liberté nouvelle, l'établissement d'institutions tout à fait exotiques et mal greffées sur les coutumes et les traditions nationales, causaient plus d'un froissement et d'un malaise.

Le roi de Naples Ferdinand, le premier, ordonna subitement une levée de 40 000 hommes, s'assura des secours de l'Angleterre, et, en novembre, entra sur le territoire romain avec 50 000 hommes, commandés par le général autrichien Mack. Les troupes françaises,

commandées par Championnet étaient dispersées; le roi de Naples fit son entrée à Rome le 29 novembre 1798, et détruisit le gouvernement républicain. Son succès fut de peu de durée. Le Directoire, chargé de garder les positions prises, et voyant déjà se former une nouvelle coalition, demanda à Charles-Emmanuel le secours de ses Piémontais, et, sur ses hésitations, ordonna à Joubert, chef de l'armée d'Italie, d'entrer dans le Piémont. Une partie des villes comprimées par le roi ouvrit ses portes; les soldats piémontais passèrent dans les rangs français; Charles-Emmanuel, sur la sommation de Joubert, n'eut plus qu'à abdiquer ses droits sur le Piémont et à se réfugier en Sardaigne. La chute du dernier gouvernement monarchique du nord paya ainsi l'attaque du roi de Naples contre la république romaine.


Championnet.

Ce ne fut pas tout. Assuré de ne plus être inquiété sur ses derrières, Championnet concentra son armée et revint sur le roi de Naples. L'armée de celui-ci, rassemblée à la hâte, était tout indisciplinée. Parmi les officiers, les uns, attachés à la cour, étaient sans habileté; les autres, ayant quelque instruction, étaient imbus des idées françaises qu'ils allaient combattre. Ferdinand, incapable de résister à Championnet, abandonna Rome, qui fut reprise, repassa les frontières de son royaume et rentra dans sa capitale. Accueilli par les murmures de la noblesse et de la bourgeoisie, voyant tomber au pouvoir de l'ennemi les forteresses de Pescara et de Gaëte, il abandonna lâchement la partie et s'embarqua lui et sa famille sur la flotte anglaise avec ses trésors, en chargeant de la défense Pignatelli nommé vice-roi, et l'Autrichien Mack. Le premier demanda une trêve, qu'il obtint au prix de 2 millions; le second, dont les soldats désertaient en masse, dont les officiers étaient d'accord avec les républicains, conclut un armistice, et s'enfuit bientôt de sa propre armée dans le camp des Français. Les lazzaroni seuls, auxquels Ferdinand et le vice-roi laissèrent prendre les armes, voulurent se défendre et commencèrent assez singulièrement par le pillage de plusieurs maisons et le meurtre de quelques patriotes. Les républicains, aidés de la bourgeoisie effrayée, appelèrent les Français, et s'emparèrent du fort Saint-Elm. Après un combat de trois jours, livré par les Français et les républicains aux lazzaroni, Championnet ne leur fit poser les armes qu'en promettant de faire respecter saint Janvier. Le lendemain, 22 janvier, il entra dans la ville; il fut reçu avec joie par les lazzaroni mêmes, quand il eut assisté au miracle du patron de Naples, et il établit dans la ville un gouvernement provisoire qui proclama, le 23 janvier 1799, la république *parthénopéenne*.

Des anciens souverains de la Péninsule il ne restait plus que le grand-duc de Toscane, Ferdinand ! Toutes


Entrée de Championnet à Naples (22 janvier 1799).

les monarchies européennes se sentaient menacées. La France avait commencé l'année 1798 avec trois républiques à ses côtés, les républiques batave, cisalpine et ligurienne; et au commencement de 1799, il en existait deux autres, la romaine et la parthénopéenne. Enfin la Suisse s'était donné une nouvelle constitution sur les bases les plus équitables, et avait signé avec la France un traité d'alliance qui nous permettait d'occuper le pays. Le Directoire avait à administrer, outre la France jusqu'au Rhin, la Hollande, la Suisse et l'Italie L'Autriche commença donc à armer; et, pour la première fois, la Russie dirigea des soldats sur les frontières occidentales pour former l'arrière-garde de l'Autriche. Les rois comptaient sur les fautes que le

Directoire commettait dans les pays qu'il soumettait à son influence, et particulièrement en Italie.

La Péninsule, en effet, ne fut pas tout entière, corps et âme, avec la France, à la veille d'une lutte solennelle. Elle n'en portait tout au plus que les trois couleurs. La révolution n'était faite qu'à la surface : l'aristocratie et les paysans protestaient contre le nouvel état de choses et tournaient les yeux vers les anciens souverains ; les institutions nouvelles ne se soutenaient qu'avec l'appui déjà suspect de l'étranger, qu'on avait d'abord accueilli.

Le gouvernement provisoire de la république parthénopéenne, sous l'inspiration de Championnet, avait pris d'abord d'heureuses résolutions; mais bientôt Championnet fut obligé d'ordonner le désarmement général du pays conquis. La discorde des vainqueurs, le renvoi du commissaire Faypoult par Championnet, la destitution de Championnet et son remplacement par Macdonald, les exactions des soldats français difficilement réprimées, achevèrent de dépopulariser le nouvel établissement républicain, et encouragèrent des résistances qui n'avaient pas d'abord osé se montrer. Les prédications du cardinal Ruffo dans les Calabres suffirent pour grouper autour de lui sa célèbre armée de la *sainte foi*. Des brigands dans la terre de Labour, dans les Abruzzes, entre autres le célèbre Fra Diavolo, réunirent les bandits avec les paysans et soulevèrent les campagnes contre les Français et contre les républicains.

A Rome, après le départ des troupes de Ferdinand, on était parvenu à établir un gouvernement républicain régulier; mais les Romains chargés du gouvernement se montraient bien neufs dans les fonctions politiques, le peuple avait encore peu de respect pour une loi qui ne lui paraissait point entourée du prestige de la foi. Des émeutes éclatèrent à Civita-Vecchia, à Subiaco; le brigandage s'organisa dans les Apennins.

La République française avait pesé un peu lourdement sur sa fille aînée, la république cisalpine. Les ambassadeurs français qui s'y succédèrent, Trouvé, Fouché et Joubert, faisaient les maîtres là où ils ne devaient être que protecteurs ; ils avaient trois fois changé la forme du gouvernement républicain, et ne pouvaient réprimer les excès des agents, commissaires ou fournisseurs qui, s'enrichissant aux dépens des Français et des Italiens, rendaient les protecteurs odieux aux protégés. Aussi, en face des ennemis de la liberté nationale qui regrettaient encore le joug de l'Autriche, et des partisans quand même de la France, il s'était formé un parti nouveau dit *italien*. Ses chefs étaient Pino, Lahoz, Teuillé et Birague ; ses soldats se recrutaient dans la *Société des rayons*. Son but était de rester affranchi de l'Autriche, mais sans dépendre des Français, et d'assurer l'indépendance de l'Italie par l'union des classes, sous la protection d'un patriarcat républicain, et par la coopération de tous les États de la Péninsule réunie contre tout étranger. Idée patriotique sans doute, que le passé justifiait, et qui pouvait être féconde pour l'avenir, mais que les circonstances présentes rendaient complétement inopportune.

Le spectacle de la désorganisation intérieure de la France, l'état de la Péninsule, l'éloignement de Bonaparte et de notre meilleure armée, qu'on regardait alors comme perdue dans les sables de l'Égypte, décidèrent les puissances du continent à prêter l'oreille aux paroles de Pitt. Cette fois, l'Angleterre, l'Autriche, la Russie, une partie de l'Allemagno, Naples, le Portugal, la Turquie, et jusqu'aux États Barbaresques, se réunirent contre nous. La guerre commença bientôt sur toute la ligne. Les alliés démasquèrent leur haine par un odieux attentat au droit des gens, dont le gouvernement romain avait déjà donné l'exemple.

Des négociations se poursuivaient depuis longtemps à Rastadt entre les plénipotentiaires des puissances et ceux de la France. Nous avions là trois plénipotentiaires, Debry, Bonnier et Robergeot, qu'on traînait en longueur. Tout à coup ils s'aperçurent qu'on interceptait leur correspondance. Nos ministres réclamèrent. L'officier autrichien auquel on s'adressa ne fit aucune réponse tranquillisante. Les plénipotentiaires français déclarèrent alors qu'ils partiraient sous trois jours. Le 7 floréal (26 avril), un courrier de la légation fut arrêté. Nouvelles réclamations. Le colonel autrichien qui commandait les hussards de Szecklers répondit que les plénipotentiaires français n'avaient qu'à partir sous vingt-quatre heures, et leur refusa une escorte, assurant que leurs personnes seraient respectées. A neuf heures du soir, 9 floréal, ils partirent dans trois voitures avec leurs familles. On fit d'abord difficulté de les laisser sortir de Rastadt. Enfin ils passèrent, la nuit déjà close. A cinquante pas de Rastadt, une troupe de hussards de Szecklers fondit sur ces voitures le sabre à la main. Ils ouvrirent d'abord la voiture où était Debry, le saisirent à la gorge, l'arrachèrent de la voiture aux yeux de sa femme et de ses enfants, et le frappèrent à coups de sabre. De là, le croyant mort, ils passèrent aux autres voitures et en firent autant de Bonnier et de Robergeot. Debry n'était pas mort. Il se traîna sanglant à Rastadt ; la loyauté allemande fut révoltée de cette violation du droit des gens. Les membres du congrès rédigèrent une réclamation et dénoncèrent à l'opinion publique indignée cet acte barbare. L'archiduc Charles, honteux, écrivit à Masséna une lettre de réparation, froide et contrainte; mais le gouvernement autrichien ne souffla mot.

Ainsi la guerre était implacable entre la révolution et la contre-révolution. Le droit des gens, observé entre les ennemis les plus acharnés, n'existait plus pour la France.

La France, sans argent, sans commerce, ayant perdu le grand élan républicain de 93, et n'ayant pas encore l'enthousiasme militaire et la forte organisation de l'Empire, se trouvait exposée aux plus sérieux dangers. Le Directoire, livré à des discussions intérieures et exposé aux attaques de tous, se roidit.

Les Conseils, pour faire face aux attaques de l'Europe, avaient déjà fait la loi de conscription. En mars 1793, la Convention avait ordonné une levée de 300 000 hommes ; en août de la même année, elle avait décrété une levée en masse, génération par génération. Deux fois elle avait puisé à large main dans le patriotisme de la France. Mais elle n'avait pas laissé de loi permanente pour la levée des soldats. L'armée alors semblait épuisée, et l'enthousiasme ne suffisait plus; les congés, la désertion vidaient les cadres. On imagina la conscription. Le général Jourdan fit le rapport sur cette loi, qui est devenue une institution nationale. Par cette loi, tout Français fut déclaré soldat de droit pendant une époque de sa vie, de vingt, alors, à vingt-cinq ans. Arrivés à cet âge, les jeunes gens étaient partagés en cinq classes, année par année. Suivant la nécessité, le gouvernement pouvait

appeler les hommes en commençant par la première classe, et ainsi de suite, au fur et à mesure des besoins. En temps de paix, les conscrits étaient obligés de servir jusqu'à vingt-cinq ans. En temps de guerre, cette durée était illimitée. Cette loi fut adoptée sans opposition et promulguée le 19 fructidor an VI (5 septembre). Sur-le-champ le Directoire en fit usage et décréta une levée de 200 000 conscrits pour compléter les armées et les mettre sur un pied respectable. Pour se procurer de l'argent, il décréta en outre un emprunt forcé et progressif de 200 millions, et déclaré remboursable en biens nationaux. Enfin, complétant ces mesures de recrutement et de finances, il fit une loi de police contre le renouvellement de la chouannerie dans le Midi et les départements de l'Ouest, où il se commettait de nouveaux brigandages. C'est la loi dite *des otages*, en vertu de laquelle les parents ou alliés d'émigrés, les ci-devant nobles, étaient considérés comme responsables des brigandages ou assassinats commis. Les individus ainsi désignés devaient être emprisonnés pendant toute la durée du désordre. Leur déportation répondait de l'assassinat. C'était moins que la Terreur, mais terrible encore. Ces mesures seraient-elles couronnées de succès?

§ 14. REVERS EN ITALIE ET EN ALLEMAGNE; BATAILLE DE ZURICH (25 SEPT. 1797); MASSÉNA ET SOUWAROFF.

La coalition avait mis sur pied 360 000 hommes; le Directoire n'en avait que 170 000, divisés en cinq armées et éparpillés du Texel au golfe de Tarente :



La conscription, décrétée le 19 fructidor an VI (5 septembre 1798).

Macdonald, le successeur de Championnet[1], et Brune, étaient aux deux extrémités, à Naples et en Hollande; Jourdan et Schérer aux ailes, en Allemagne et en Italie; Masséna au centre, en Suisse. Depuis la dernière guerre, une révolution avait eu lieu dans ce pays. La Suisse s'était donné une constitution nouvelle, fondée sur des bases plus équitables, et avait signé avec la France un traité d'alliance qui nous permettait d'occuper militairement le pays. C'était là une chose de grande importance, la Suisse formant sur la ligne de nos frontières un saillant qui pénétrait profondément dans le continent entre l'Italie et l'Allemagne, et que le Rhin couvrait. Masséna s'avança jusqu'à cette limite, tandis que Schérer, en Italie, s'approchait de l'Adige, que le traité de Campo-Formio avait donné aux Autrichiens, avec Vérone et Legnago.

Le 1er mars, Jourdan avait franchi le Rhin, quand les Autrichiens étaient encore derrière le Lech, et s'était avancé entre le Danube et le lac de Constance pour se tenir à la hauteur de Masséna, tandis que celui-ci dépassait la ligne du Rhin et courait jusque dans la vallée de l'Inn, pour donner la main à Schérer à travers le Tyrol. Derrière Masséna, Berthier avait détrôné le duc de Florence, et établi en Toscane une nouvelle république. Mais l'archiduc Charles arrêta Jourdan à Stokach, point de jonction des routes de

1. Championnet, qui avait conquis le royaume de Naples, mourut si pauvre, en 1800, que ses officiers furent obligés de se cotiser pour subvenir aux frais de ses funérailles. (*Mémoires de Masséna*, t. IV, p. 28.)

Souabe et de Suisse, avec des forces supérieures, et l'obligea de reculer jusqu'aux défilés de la Forêt-Noire, plus tard même jusqu'au Rhin (22 mars).

En Italie, Schérer se trouvait sur le théâtre des magnifiques opérations de 1796 et 1797 ; il ne sut pas mettre à profit les leçons que Bonaparte y avait données.

Schérer eût été un excellent major d'infanterie ; le Directoire avait eu grand tort d'en faire un général en chef, surtout lorsqu'il avait Moreau sous la main. Ce général essaya de traverser l'Adige de vive force, d'abord par les montagnes, puis par le bas du fleuve. Une suite de mouvements mal calculés fatigua les troupes et les amena sans ensemble à la bataille de Magnano, que Kray gagna. Schérer perdit la tête; et, abandonnant sans lutte nouvelle les lignes de la Chiese, du Mincio et de l'Oglio, comme après un désastre, il ne s'arrêta que derrière l'Adda. C'est alors que Souwaroff, l'invincible, comme on l'appelait, arriva avec ses 30 000 Russes.

Le 27 avril, les alliés, plus de deux fois aussi nombreux que nous, forcèrent le passage de l'Adda au moment où Schérer remettait à Moreau le commandement, c'est-à-dire le soin de tirer l'armée française d'une défaite inévitable. Moreau n'eut pas le temps, en effet, de réparer les mauvaises dispositions de son prédécesseur ; il fut battu à Cassano. Mais cette défaite ne porta pas atteinte à sa réputation, car elle ne pouvait lui être imputée, et il fit de l'Adda sur Turin, puis sur Gênes, une retraite moins connue, mais aussi admirable que sa retraite fameuse de 1796.

Malheureusement, derrière Moreau l'Italie fut perdue. Macdonald, à Naples, craignant de se trouver pris entre deux armées, battit en retraite devant les Sanfédistes et les Anglais, et, ralliant les troupes françaises de la Toscane et des États-Romains, regagna les Alpes. Aussitôt les gouvernements républicains tombèrent. Les patriotes de Naples abandonnèrent la capitale, quand les lazzaroni se soulevèrent, et ils se retranchèrent dans le château de Saint-Elme, le château Neuf et le château de l'Œuf. Mais ils y capitulèrent bientôt entre les mains du roi Ferdinand et de l'ambassadeur anglais Hamilton. En Toscane, le gouvernement provisoire récemment établi par les Français tomba également, et, après la reddition de Sienne et de Livourne, l'autorité même du grand-duc fut rétablie à Florence le 16 juin.



Assassinat des députés français à Rastadt (28 avril 1799). (Page 218, col. 2.)

Moreau, après sa retraite, se trouvait cependant dans le Nord avec son armée et les débris de Macdonald. Il pouvait encore faire une résistance sérieuse. Mais il se trouva en face de Souwaroff, arrivé avec de nombreuses troupes autrichiennes et russes.

Les généraux russes, dans leurs proclamations, ne parlaient pas encore de l'orthodoxie et de la nation sainte ; le panslavisme n'était pas né ; mais Souwaroff parlait déjà beaucoup de Dieu et de religion. Il disait qu'il fallait délivrer l'Italie des Français et des athées ; entre les uns et les autres il ne voyait pas de différence. On a fait plus souvent la caricature que le portrait de Souwaroff. Masson, dans ses « Mémoires secrets sur la cour de Russie, » l'appelle un monstre renfermant dans un corps de singe l'âme d'un chien de boucher. A dire le vrai, c'était un homme d'un courage indomptable, mais très-médiocre tacticien. Quoiqu'il eût beaucoup de finesse et parfois des éclairs, le meilleur de sa science était une énergie sauvage, aussi à craindre des siens que de l'ennemi. L'archiduc Charles lui proposait un jour un plan où son rôle était d'attendre. « Je ne connais pas la défensive, répondit-il ; je ne sais qu'attaquer. » Et il se vantait d'apprendre bientôt aux Autrichiens à se servir de la baïonnette. Il avait été le principal exécuteur des iniquités de la Russie au dernier siècle. Il avait enlevé d'assaut Cracovie et Praga ; il avait écrasé dix armées turques, et forcé, en 1782, les Tartares Nogaïs de la Crimée à faire leur soumission au czar ; partout il avait laissé de sanglants souvenirs de sa cruauté : à Praga, qu'il inonda de sang ; à Ismaïl, dont il couvrit les ruines fumantes de 24 000 cadavres turcs. Ame de fer, il avait le corps à l'avenant ; à soixante-dix ans il courait la poste dans le kibich d'un paysan, et montait à cheval comme un cosaque.

Les troupes que Souwaroff avait amenées en Italie étaient patientes, laborieuses, braves et assujetties à une discipline qui n'avait jamais de pitié, mais sans élan, sans instruction militaire ; lourdes, point du tout manœuvrières, et ne sachant guère que se former en

carrés ou en colonnes épaisses pour attaquer ou se défendre. Il n'était pas besoin d'en savoir plus long en face de la cavalerie polonaise ou des pesants bataillons des Osmanlis ; mais il fallait autre chose pour tenir tête, dans un pays coupé de rivières et de montagnes, à ces soldats agiles, lestes et intelligents qui étaient déjà les premiers soldats du monde. Malheureusement l'armée combinée avait sur nous une supériorité de nombre écrasante. Moreau ne comptait que 20 000 hommes à mettre en ligne, et Souwaroff, en manœuvrant bien, en aurait facilement réuni 80 000. Au lieu de marcher vivement à la poursuite de cette petite armée et de l'étouffer sous le poids des masses qu'il pouvait précipiter sur elle, il fit à Milan une entrée triomphale,



Bataille de Novi (15 août 1799).

et y jouit longtemps de sa facile victoire. Il fallut pourtant s'occuper de Moreau. Le général français se retirait sur Turin, pour attirer à lui Souwaroff au fond de la vallée du Pô, et permettre à Macdonald, qui venait d'être rappelé de Naples avec son armée, de déboucher sur les flancs de l'ennemi.

Au bruit de l'approche de Macdonald, Moreau, sans se laisser entamer, se jeta de Turin dans les Apennins de Ligurie, et se tint prêt à opérer sa jonction avec lui, dans la plaine de Plaisance ; mais quelques jours perdus par l'armée de Naples en Toscane, pour se reposer et se réorganiser, permirent à Souwaroff de se porter sur la Trebbia, entre les deux généraux. Macdonald, ne serrant pas d'assez près l'Apennin et

se laissant entraîner au nord par un succès sur l'Autrichien Hohenzollern, ne put percer, dans une bataille de trois jours, dite de la Trebbia (17-19 juin), la ligne ennemie. Il fut forcé de se jeter dans les sentiers affreux de l'Apennin pour regagner Gênes et l'armée de Moreau. Tous deux furent destitués et remplacés par Joubert.

Souwaroff n'avait pas su profiter de la victoire que le nombre et sa ténacité lui avaient donnée. Moreau, resté à la tête des troupes en attendant l'arrivée de Joubert, eut un instant l'occasion de prendre une revanche éclatante ; mais enchaîné par des ordres de Paris, il ne put agir ; et quand Joubert fut libre enfin d'entrer en opération, le moment opportun était passé : Souwaroff avait réuni ses forces dispersées. Il attaqua, à Novi, avec plus de 60 000 hommes, nos 40 000 soldats. Joubert fut tué dès les premiers coups de feu. Tombé à terre, expirant, il criait encore aux siens : « En avant, mes amis ! en avant ! » Souwaroff ne montra nul talent dans cette bataille ; mais à force de lancer contre nous des masses profondes, il nous obligea à reculer. Cette défaite consomma la perte de l'Italie pour la France (15 août).

D'uu bout à l'autre de la Péninsule, la réaction fut en effet maîtresse. Quelques régiments français qui tenaient encore garnison dans Rome et dans Ancône capitulèrent. Les Français disparus, les anciens gouvernements sévirent avec fureur. A Milan, les Autrichiens



Bataille de Zurich (3 vendémiaire an VIII. — 25 septembre 1799. (Page 223, col. 1.)

envoyèrent une foule de prisonniers traîner les barques aux bouches du Cattaro. A Naples, la vengeance en délire parut prendre à tâche de dépeupler le royaume. Après avoir laissé les confédérés donner aux dépens des Jacobins des spectacles de cannibales sur la place de Naples, le gouvernement procéda régulièrement. En quelques jours, cent dix personnes furent décapitées, trente mille jetées dans des cachots. A Rome aussi le nombre des incarcérations fut grand et les excès de la populace terribles. Pendant que le conclave rassemblé à Venise donnait pour successeur à Pie VI, mort au mois d'août 1799, Pie VII (Chiaramonti), le gouvernement napolitain s'organisait provisoirement à Rome. L'empereur d'Allemagne ne cachait pas lui-même sa pensée de rester maître, comme par droit de conquête, du Piémont et des légations romaines ; le roi de Sardaigne n'était pas plus rappelé à Turin que le nouveau pape à Rome. La maison d'Autriche, les deux Ferdinand, de Naples et de Toscane, comme ses vassaux, se disposaient à rendre complet l'asservissement de la Péninsule.

La coalition, agissant avec des forces doubles des nôtres, avait donc partout l'avantage. La défaite de Jourdan à Stokach par l'archiduc Charles nous avait coûté l'Allemagne ; celles de Cassano, de la Trebbia et de Novi nous avaient coûté l'Italie. Le territoire même de la République était maintenant menacé : les Autrichiens étaient sur le Rhin, Souwaroff comptait être bientôt sur le Var, et une flotte immense venait de jeter 40 000 Austro-Russes en Hollande, où des défec-

tions étaient préparées (27 août). Nos provinces du Nord se trouvaient menacées comme l'étaient l'Alsace et la Provence. Le sol sacré n'avait pas encore été envahi, mais du Zuyderzée à l'Apennin une immense ligne de fer l'enveloppait et s'en approchait chaque jour; les grands périls de 1792 et de 1793 recommençaient. Une seule chose les conjurait encore : nous étions maîtres de la Suisse. Or, tant que ce saillant qui coupait la ligne ennemie par le centre n'était pas enlevé, les deux ailes de la coalition ne pouvaient s'aventurer bien loin. Il fallait nous arracher la Suisse.

Là commandait un grand homme de guerre, Masséna, que la Révolution avait trouvé simple adjudant sous-officier et dont elle avait fait bien vite un général. Napoléon disait à Sainte-Hélène : « Masséna était éminemment noble et brillant au milieu du feu et du désordre des batailles. Le bruit du canon lui éclaircissait les idées. » Seul de nos généraux, il avait eu dans cette campagne du succès, il s'était avancé jusque chez les Grisons; mais débordé à droite et à gauche par les progrès de l'ennemi dans la vallée du Pô et dans celle du Danube, il s'était d'abord replié sur le Rhin, puis sur le lac de Zurich, enfin, plus loin encore, sur la chaîne de l'Albis, qui lui servait comme de forteresse. De là il tenait, par son aile droite sur Lecourbe, le Saint-Gothard, porte de l'Italie; et par son aile gauche, Bâle et le Rhin, porte de la France. En face de lui étaient le lac de Zurich et de Linth qui y tombe, la Limmat qui en sort; au delà, appuyée sur le lac et les deux rivières, une armée austro-russe commandée par l'archiduc Charles et le prince russe Korsakoff. On avait ainsi mêlé partout les deux peuples pour exciter leur émulation, mais le contraire était arrivé : on avait presque éveillé leur haine. Korsakoff était moins réservé encore que Souwaroff. En prenant congé du czar, il lui avait promis d'anéantir l'armée républicaine et de ramener les Bourbons à Paris. Envers les Autrichiens, il était plein d'arrogance et de dédain. L'archiduc lui désignant un point à garder : « Oui, dit-il; mais là où vous mettez un bataillon, il suffira d'une compagnie russe. » Et comme le prince indiquait la route à suivre en cas de retraite, il l'interrompit encore en disant : « Les Russes ne se retirent jamais! »

Cette jactance de mauvais goût, et qui allait être sitôt démentie, blessait la fierté des Autrichiens; les actes de Souwaroff blessaient d'ailleurs leurs intérêts les plus chers. Le czar Paul Ier avait inauguré ce rôle, qui a été joué plus tard avec tant d'éclat, et d'abord avec tant de profit, par le gouvernement russe, de suprême conservateur des trônes, de défenseur des rois. Souwaroff ne s'occupait point de faire en Italie les affaires de l'Autriche. Il avait écrit au roi de Sardaigne pour l'inviter à rentrer dans ses États. Ce n'était pas le compte de la cour de Vienne, qui trouvait qu'après Venise et Milan, Turin était fort à sa convenance. Pour mettre fin à ses inquiétudes, le conseil aulique, qui avait la direction suprême des opérations, imagina de porter Souwaroff en Suisse, sous prétexte que les Russes trouveraient là un climat qui leur conviendrait mieux, et de faire descendre l'archiduc sur le Rhin. De la sorte il n'y aurait que des Autrichiens en Italie et en Allemagne, que des Russes en Suisse.

Si ce changement était très-politique, il était fort peu militaire, car il nécessitait de Turin à Strasbourg une marche de flanc, en face et à portée de Masséna, qui trouverait sans doute quelque occasion de punir leur témérité. Celui-ci surprit, en effet, avec un admirable à propos, les coalisés au milieu de leur manœuvre, quand l'archiduc avait déjà quitté la Suisse, quand Souwaroff n'y était pas encore arrivé, et que Korsakoff affaiblissait sa ligne en concentrant ses principales forces dans Zurich, d'où il se proposait de déboucher le lendemain pour commencer contre Masséna une attaque qui empêchât celui-ci d'entendre le bruit de l'éloignement des Autrichiens et de l'approche de Souwaroff. Tandis que Mortier, laissé devant Zurich, attirait sur lui, par de vives démonstrations d'offensive, l'attention du prince Korsakoff et de la flottille qui gardait les approches de cette ville, deux passages s'effectuaient au-dessous et au-dessus du lac. Soult franchissait la Linth et Masséna la Limmat. Cent cinquante braves, portant leurs sabres dans les dents, et un pistolet sur la tête, avaient traversé la Linth à la nage, chassé les tirailleurs ennemis qui en bordaient la rive, et ainsi ouvert le passage à la division qui culbuta le corps de Hotze, lui tua son général, lui prit 3500 hommes et 30 canons. Sur la Limmat, Masséna était descendu jusqu'à Deitikon, où la rive droite était plus facilement abordable. Le chef d'escadron d'artillerie Foy, depuis illustré par d'autres succès, avait admirablement disposé pendant la nuit, sans donner l'éveil à l'ennemi, plusieurs batteries qui le prenaient d'écharpe et à revers. 600 hommes placés dans les bateaux préparés de longue main et en secret, passèrent d'abord sous la protection du feu des batteries; le plateau de Fahr fut enlevé; une brigade russe s'y fit exterminer tout entière. Ces Russes avaient été si bien fanatisés contre nous, que les blessés tombés à terre y cherchaient encore leur fusil et tuaient ceux de nos soldats qui venaient pour les relever.

Quinze mille de nos soldats couronnent bientôt le Zurichsberg, qui domine la place. Sur l'autre rive, les divisions Mortier et Klein approchaient des portes. Les Russes allaient être enveloppés. Avant que toute issue leur soit fermée, Korsakoff compose, de ce qui lui reste d'hommes valides, une épaisse colonne qui se jette sur la route d'Églisau, encore libre. Mais Masséna accourt; il couvre cette colonne de boulets et d'obus, puis lance au milieu d'elle deux brigades qui tuent, blessent ou prennent 6000 hommes, enlèvent les bagages, presque toute l'artillerie, le trésor, la chancellerie et jusqu'à la chapelle de l'armée russe. Korsakoff, quelques jours auparavant si hautain et qui promettait d'envoyer bientôt Masséna à Saint-Pétersbourg pour y montrer quelle chose c'était qu'un républicain, s'échappa avec une armée mutilée, furieux de sa défaite, et désespéré du sort qu'il laissait à l'Invincible.

Souwaroff arrivait en ce moment du Saint-Gothard, après d'immenses fatigues et de grandes pertes que Lecourbe lui avait fait essuyer en lui disputant chaque rocher de la route. Il croyait tomber dans le flanc droit de l'armée française ébranlée par une vive attaque de front, passer aisément par ses derrières, et l'écraser entre son armée et celle de Korsakoff et de Hotze. Mais il se heurte contre des troupes victorieuses, qui l'arrêtent, qui le repoussent dans les montagnes d'où il descend, qui vont l'y enfermer et l'y détruire jusqu'au dernier homme. Il n'a d'autre ressource que de se jeter dans les gorges affreuses du pays des Grisons, par des sentiers où il ne pouvait passer qu'un homme

de front; et il laisse ses bagages, son artillerie, la moitié de ses gens. En une nuit, 200 hommes et tous les chevaux périrent de froid. Ces rudes hommes du Nord, que l'habitude de vivre dans la misère et dans l'obéissauce absolue rend si patients et si dociles, refusent un moment d'avancer. Souwaroff fait creuser une fosse, s'y couche et dit à ses grenadiers : « Couvrez-moi de terre; vous n'êtes plus mes enfants, je ne suis plus votre père ; enterrez-moi ici. » Ils se précipitent sur lui, ils le relèvent, et la marche continue, marquée par les morts et les mourants qui tombaient à chaque pas.

Ce bel ensemble de manœuvres, appelé la bataille de Zurich (25 et 26 septembre 1799), est le plus glorieux



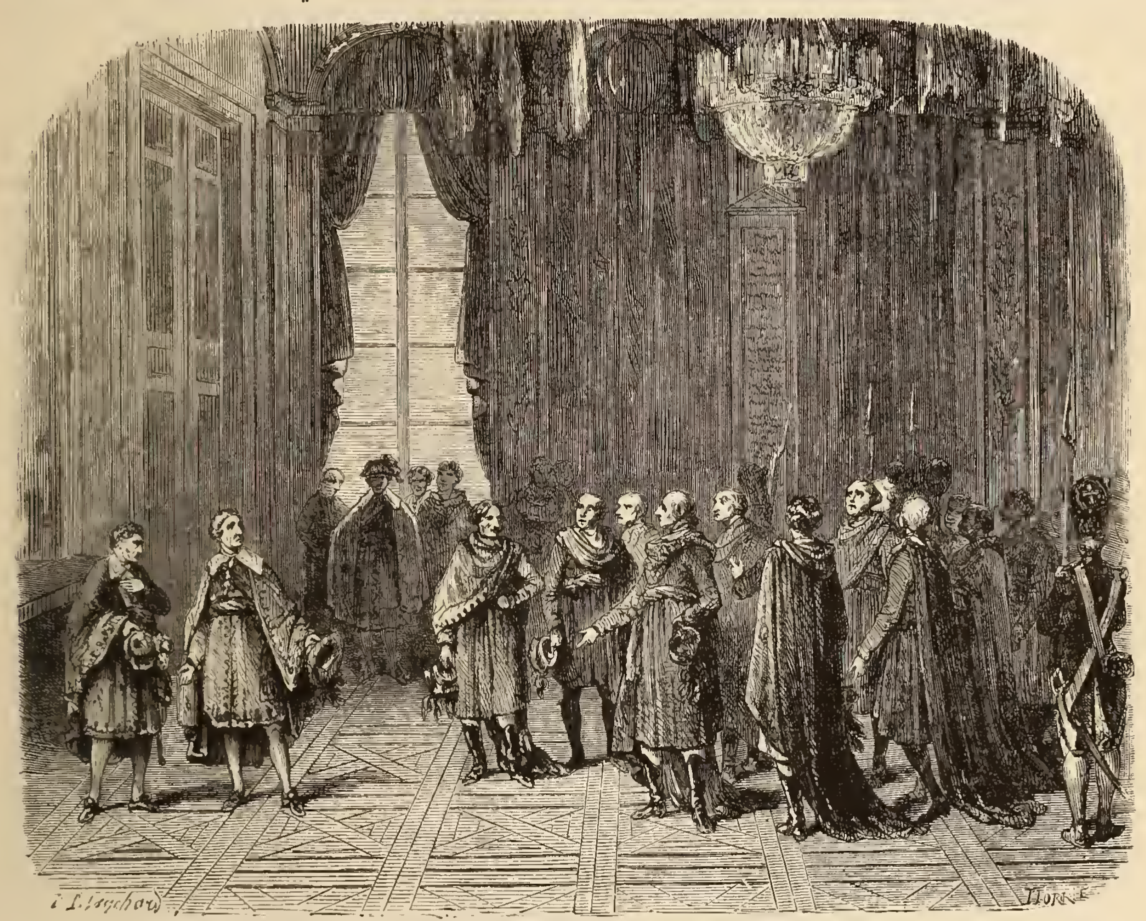
Bataille de Bergen (septembre 1799). (Page 224, col. 2.)

fleuron de la couronne militaire de Masséna. Il coûta à la coalition 30 000 hommes, plus de cent pièces de canon et la défection des Russes. Ceux-ci, qui avaient porté tout le poids de la défaite, reprochèrent presque à leurs alliés une trahison, quand il n'y avait à leur reprocher qu'un mauvais plan de campagne ; et ils se retirèrent d'une lutte où aucun intérêt direct ne les appelait. Ils n'y rentrèrent que six années plus tard, pour se retrouver une troisième fois en face de nous, à Austerlitz.

Six jours avant l'immortelle bataille de Zurich, Brune avait vaincu à Bergen 40 000 Austro-Russes débarqués en Hollande, et les avait forcés de chercher un refuge sur les vaisseaux qui les avaient amenés.

§ 15. JOURNÉE DU 30 PRAIRIAL; ARRIVÉE DE BONAPARTE.

La France était sauvée par cette double victoire, mais le pays n'en avait pas moins accusé son gouvernement de l'avoir exposé à de si grands périls. Ces faits de guerre s'étaient passés au milieu d'une agitation stérile, de changements perpétuels, de révolutions sans résultats. A l'intérieur, les partis, également frappés par le Directoire, le repoussaient également. En prairial, ils s'étaient réunis contre lui pour chasser du gouvernement Treilhard, la Reveillère, Merlin de Douai. On se rappela que Treilhard avait été élu quatre jours avant le délai légal, et les conseils cassèrent son élection. La Reveillère et Merlin ne furent pas aussi faciles à abattre. On rejetait sur eux toutes les fautes qui auraient dû retomber sur Barras, mais ils savaient se défendre avec dignité. La Reveillère n'avait accepté le pouvoir qu'à regret; mais, du moment que les factions voulaient le lui arracher, il annonça la ferme intention de le garder, dans l'intérêt de la Constitution, qu'on voulait violer à son égard. Il résista aux sommations des Conseils, aux instances de ses collègues, aux prières de ses amis. Les Conseils s'étaient déclarés en permanence : les refus de La Reveillère et de Merlin y soulevaient des orages; enfin, les deux directeurs, pour ne point s'exposer à des violences, cédèrent dans la nuit du 30 prairial (18 juin). La Reveillère ne voulut point des cent mille francs que ses collègues étaient convenus de donner aux membres sortants. Le Directoire avait violé la Constitution à l'égard



Démission de plusieurs directeurs, 30 prairial an VII (18 juin 1799). (Page 225. col. 2.)

des Conseils : les Conseils la violaient, à leur tour, à l'égard des directeurs. Le 30 prairial n'était que la revanche du 18 fructidor et du 22 floréal.

Gohier, Roger-Ducos et Moulins avaient remplacé les directeurs démissionnaires. Mais il importait peu de changer les hommes, puisque la cause du mal était dans les institutions mêmes.

L'anarchie continua. Personne ne prenait au sérieux la Constitution de l'an III, que les Jacobins trouvaient trop faible, et les royalistes trop républicaine. Les modérés eux-mêmes comprenaient qu'un gouvernement aussi mobile, aussi variable, aussi accessible à la corruption, ne convenait point à la France, à peine sortie d'une crise terrible. Les patriotes qui venaient de renouveler le Directoire au 30 prairial, demandaient sans cesse qu'on en revînt aux lois révolutionnaires. Les factions recommençaient en effet à s'agiter. Les compagnies du Soleil et toutes les bandes de brigands, formées sur les anciens théâtres de la guerre civile, assassinaient surtout les hommes réputés patriotes, les fonctionnaires publics, les acquéreurs de biens nationaux. En vertu de la loi des otages, on rendit les parents des émigrés responsables de ces crimes. Une commune était-elle en état de désordre, les administrations désignaient les individus à enfermer comme otages. Pour un assassinat, il devait y avoir quatre déportés. Mais d'autre part le Directoire ayant perdu la puissance qu'on lui avait donnée sur les journaux à la suite du 18 fructidor, la presse déchaîna de nouveau sa violence. On redemandait les mesures

révolutionnaires. Le ministre Bernadotte, esprit inquiet et ambitieux, intriguait au club du Manége, qui se répandait en motions violentes, ainsi qu'avait fait autrefois la société royaliste de Clichy. Le gouvernement s'effraya, et résolut de sévir encore contre les patriotes il réveilla les souvenirs de 93 et excita les alarmes des modérés. On destitua Bernadotte, on ferma le club du Manége, mais le Directoire continua d'être désuni, impuissant et méprisé (août et septembre 1799).

Reculant au dehors devant la coalition, presque bouleversée au dedans par les partis, la République semblait menacée d'une chute prochaine. « Il fallait qu'une force surgît quelque part, soit pour dompter les factions, soit pour résister aux étrangers. Cette force, on ne pouvait l'espérer d'un parti vainqueur, car ils étaient tous également usés et discrédités; elle ne pouvait naître que du sein des armées, où réside la force, et la force silencieuse, régulière, glorieuse, comme elle convient à une nation fatiguée de l'agitation, des disputes et de la confusion des volontés. Au milieu de cette grande dissolution, les regards erraient sur les hommes illustrés pendant la Révolution, et semblaient chercher un chef.... Hoche était mort; Joubert, que sa jeunesse, sa bonne volonté, son héroïsme recommandaient à tous les amis de la République, venait d'expirer à Novi. Moreau, jugé le plus grand homme de guerre parmi les généraux restés en Europe, avait laissé dans les esprits l'impression d'un caractère froid, indécis, peu entreprenant et peu jaloux de se charger d'une grande responsabilité. Masséna, l'un de nos plus grands généraux, n'avait pas encore acquis la gloire d'être notre sauveur; on ne voyait d'ailleurs en lui qu'un soldat. Jourdan venait d'être vaincu; Augereau était un esprit turbulent, Bernadotte un esprit inquiet, et aucun des deux n'avait assez de renommée. Il y avait un personnage immense, qui réunissait toutes les gloires, qui, à cent victoires, avait joint une belle paix, qui avait porté la France au comble de la grandeur à Campo-Formio, et semblait, en s'éloignant, avoir emporté sa fortune: c'était Bonaparte. » (Thiers.)

On se demandait alors ce qu'il était devenu: on n'avait point reçu depuis longtemps de ses nouvelles, quand tout à coup on apprit la belle victoire d'Aboukir. La joie que causait ce brillant fait d'armes n'était pas encore calmée, que le gouvernement reçoit une dépêche de Fréjus et que ces mots retentissent partout comme la foudre: Bonaparte est en France! Il a débarqué à Fréjus! Il arrive! Alors, c'est un enthousiasme universel. A Fréjus, on illumina la ville, on dansa, on se pressa autour du héros des Pyramides, qui revenait certainement pour sauver la France. A Lyon son entrée fut un triomphe. Malgré sa fatigue, on le força à assister à la représentation d'une pièce improvisée en son honneur, et intitulée: *le Héros de retour*. Dans les villages, on sonnait les cloches, on allumait des feux. Le député Baudin, des Ardennes, mourut de joie. Dans l'armée, l'allégresse était au comble. Un régiment de cavalerie allait partir en remonte; il apprend l'arrivée de Bonaparte. « Nous servirons à pied, disent les soldats, l'ennemi a des chevaux, et, avec le petit caporal, nous serons bientôt remontés. » Le 16 octobre, Bonaparte descendit dans sa petite maison de la rue Chantereine, appelée en son honneur, depuis la campagne d'Italie, la rue *de Victoire*.

Ces transports lui montrèrent qu'il était maître de la situation. Aussitôt, en effet, les partis l'entourent et lui proposent le pouvoir. Il se montre réservé, impénétrable. Il s'enferme dans sa petite maison et semble ne vivre que pour sa sœur, pour sa femme Joséphine Beauharnais, pour ses collègues de l'Institut, dont il porte le costume lorsqu'il lui faut paraître dans quelque cérémonie publique. Cependant on voit bien à la foule des visiteurs qui emplit la rue de la Victoire, que le sol il levant est là. Bonaparte ne repousse personne, il observe et calcule.

Le pays repousse les royalistes, parce qu'il ne veut pas retourner à l'ancien régime; il repousse les Jacobins, parce qu'il ne veut pas retourner à 93. Il est bien décidé à garder la Révolution. Mais la Révolution est double: elle est sociale et politique: elle été faite pour obtenir l'égalité et la liberté. Or, l'anarchie compromet ces deux biens: pour sauver l'un, la France ajourne en partie l'autre; elle se jette dans les bras de Bonaparte; elle lui demande de garantir les conquêtes sociales de la Révolution, en assurant l'ordre, le premier besoin d'une société, la liberté reviendra plus tard. Et Bonaparte accepte.

Tout le monde conspirait: Sieyès dans le Directoire, Fouché et Talleyrand dans le ministère, cent autres dans les Conseils. « Il faut, disait Sieyès, pour sauver la France, une tête et une épée. » Il se réservait à lui le rôle de la tête, à Bonaparte le rôle de l'épée. Celui-ci prendra les deux.

§ 16. JOURNÉES DES 18 ET 19 BRUMAIRE AN VIII; FIN DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Bonaparte avait amené avec lui Lannes, Murat et Berthier, qui ne se quittaient pas. Bientôt Jourdan, Augereau, Macdonald, Leclerc, Lefèvre vinrent se mettre à sa disposition. Les diplomates arrivèrent ensuite chez lui, et parmi eux Talleyrand. Enfin les directeurs, les ministres se transportèrent, comme le gouvernement, à la rue Chantereine. Bonaparte avait à choisir entre les patriotes ou révolutionnaires et les modérés ou politiques; il devait se séparer surtout des intrigants et des fripons qui se trouvaient dans les deux partis, et qu'on appelait les *pourris*. Bonaparte eût volontiers pris place au Directoire, mais la Constitution s'y opposait; il n'avait pas l'âge. Talleyrand rapprocha Bonaparte et Sieyès, *l'épée et la tête*. Le 15 brumaire, ils convinrent qu'une nouvelle constitution serait donnée à la Républipue, et fixèrent les moyens d'exécution. Fouché, qui était à la police, pressentant le vainqueur, ferma les yeux.

Le 18 brumaire, le Conseil des Anciens, où Sieyès avait la majorité, décréta, sous prétexte d'une conspiration de Jacobins, la translation des deux Conseils à Saint-Cloud, et confia l'exécution du décret à Bonaparte, qui reçut le commandement de toutes les troupes. Le colonel Sébastiani avait déjà fait ranger son régiment de dragons près de la rue de la Victoire. Comme s'il devait partir en voyage, Bonaparte avait fait dire à tous les officiers qui depuis longtemps demandaient à lui être présentés, qu'il les recevrait à sept heures du matin. Tous ses amis avaient été invités à venir vers la même heure. Le matin du 18, la

rue Chantereine se trouvait pleine de généraux et d'officiers en grand uniforme, quand on vint du Conseil des Anciens apporter le décret à Bonaparte. Il le lut aux assistants, leur demanda s'il pouvait compter sur eux, et tous promirent de le seconder. Lefèvre hésitait. « Eh bien, Lefèvre, lui dit Bonaparte, vous l'un des soutiens de la République, voulez-vous la laisser périr dans les mains de ces *avocats?* Unissez-vous à moi pour m'aider à la sauver. Tenez, ajouta-t-il en prenant un sabre, voilà le sabre que je portais aux Pyramides, je vous le donne comme un gage de mon estime et de ma confiance. — Oui, reprit Lefèvre tout ému, jetons les *avocats* à la rivière ! » Bernadotte avait paru, mais, voyant de quoi il s'agissait, il avait couru



Matinée du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799).

prévenir ses amis les patriotes. Bonaparte, avec son magnifique état-major, partit pour aller prêter serment entre les mains du Conseil. Il évita adroitement de jurer fidélité à la Constitution qu'il allait modifier. Montant à cheval, il distribua aussitôt les différents postes entre ses lieutenants, tandis que les Cinq-Cents ne pouvaient même tenir séance ; et tout se prépara pour le 19.

Sieyès et Ducos, qui étaient dans le secret et qui devaient faire partie du consulat provisoire, donnèrent leur démission. Barras, que Bonaparte appelait *le pourri*, et qui sentait sa carrière politique terminée, voulut cependant tenter un dernier effort et envoya son secrétaire Bottot au vainqueur du 13 vendémiaire. Mais celui-ci, entouré de Sieyès, de Ducos et de tout

son état-major, accueillit l'envoyé de Barras avec ces foudroyantes paroles :

« Qu'avez-vous fait de cette France que je vous ai laissée si brillante ? Je vous ai laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre ; je vous ai laissé des victoires, j'ai retrouvé des revers ; je vous ai laissé les millions de l'Italie, et j'ai trouvé partout des lois spoliatrices et la misère. Qu'avez-vous fait de cent mille Français que je connaissais, tous mes compagnons de gloire ? Ils sont morts.

« Cet état de choses ne peut durer : nous voulons la République, la République assise sur les bases de l'égalité, de la morale, de la liberté civile et de la tolérance politique. Avec une bonne administration, tous les individus oublieront les factions dont on les fit membres pour redevenir bons Français. »

Sieyès.

Barras comprit qu'il fallait céder et partit pour sa terre de Gros-Bois avec un détachement de dragons. Gohier et Moulins se transportèrent aux Tuileries, où Bonaparte siégeait déjà avec Sieyès et Ducos. On leur demanda leur démission ; ils la refusèrent énergiquement et retournèrent au Luxembourg, où ils se trouvèrent en surveillance sous la garde de Moreau. Le faubourg Saint-Antoine remuait et Santerre se croyait encore au 10 août 92. Mais Bonaparte fit dire au brasseur qu'au premier mouvement il le ferait fusiller. Les patriotes n'avaient plus de point d'appui. Les douze municipalités venaient d'être suspendues par Fouché La nouvelle révolution allait s'accomplir dans le plus grand calme.



Ducos.

Le lendemain, Bonaparte se rend à Saint-Cloud. Il va d'abord aux Anciens : « La patrie, dit-il, n'a pas de plus zélé défenseur que moi. Mais c'est sur vous seuls que repose son salut. Il n'y a plus de gouvernement, les dangers sont pressants. Évitons de perdre deux choses pour lesquelles nous avons fait tant de sacrifices : la liberté et l'égalité.... — Et la Constitution ? lui crie-t-on. — La Constitution, vous l'avez violée vous-mêmes au 18 fructidor, au 22 floréal, au 30 prairial.... Je ne parle pas ainsi pour m'emparer du pouvoir. Le pouvoir, on me l'a offert depuis mon retour à Paris. Les différentes factions sont venues à ma porte ; je ne les ai pas écoutées, parce que je ne suis d'aucune coterie, parce que je ne suis que du grand parti du peuple français.... » Une certaine agitation suit ces paroles. Mais Bonaparte les apaise avec ces mots : « Si vous voulez sauver la patrie, environné de mes frères d'armes, je saurai vous seconder. Songez que je marche accompagné du dieu de la fortune et du dieu de la guerre. »

Mais aux Cinq-Cents les députés prêtaient le serment de maintenir la Constitution. Des cris furieux accueillirent Bonaparte : « A bas le dictateur ! A bas les baïonnettes ! » crie-t-on de toutes parts lorsqu'il entre dans la salle, laissant à la porte quelques grenadiers. Il est entouré, pressé, menacé ; il faut que ses grenadiers l'arrachent du milieu des groupes. Un soldat a même son habit percé d'un coup de stylet. Les députés demandent sa mise hors la loi. Lucien, son frère, qui préside le Conseil, essaye en vain de le justifier. « Votre frère est un tyran, lui dit-on ; hors la loi ! » Ne pouvant se faire entendre, il dépose ses insignes, sort de la salle, monte à cheval et harangue les troupes : « La majorité du Conseil, dit-il, est opprimée par une poignée de factieux. » Au nom du peuple, il somme les soldats d'expulser ces agitateurs. Alors, sur l'ordre de Bonaparte, le général Leclerc envahit l'Assemblée ; le tambour couvre la voix des députés qui protestent, les soldats s'avancent ; les députés sont contraints de s'échapper, et la salle est évacuée sans effusion de sang.

Le Conseil des Anciens, resté seul en séance, défère le pouvoir exécutif à trois consuls provisoires, Bonaparte, Sieyès et Roger-Ducos, et charge deux commissions, de vingt-cinq membres chacune, de reviser la Constitution (9 et 10 novembre 1799).

« Telle fut, dit M. Thiers, la révolution du 18 brumaire, jugée si diversement par les hommes, regardée par les uns comme l'attentat qui anéantit l'essai de notre liberté; par les autres comme un acte hardi, mais nécessaire, qui termina l'anarchie. Ce qu'on en peut dire, c'est que la Révolution, après avoir pris tous les caractères, monarchique, républicain, démocratique, prenait enfin le caractère militaire, parce qu'au milieu de cette lutte perpétuelle avec l'Europe, il fallait qu'elle se constituât d'une manière solide et forte. Les républicains gémissent de tant d'efforts infructueux, de tant de sang inutilement versé pour fonder la liberté en France, et ils déplorent de la voir immolée par l'un des héros qu'elle avait enfantés. En cela le plus noble sentiment les trompe. La Révolution, qui devait nous donner la liberté, et qui a tout préparé pour que nous l'ayons un jour, n'était pas et ne devait pas être elle-même la liberté. Elle devait être une grande lutte con-



Le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799). (Page 226, col. 2.)

tre l'ancien ordre de choses. Après l'avoir vaincu en France, il fallait qu'elle vainquît en Europe. Mais une lutte si violente n'admettait pas les formes et l'esprit de la liberté. On eut un moment de liberté sous la Constituante et il fut court; mais, quand le parti populaire devint menaçant au point d'intimider tous les esprits; quand il envahit les Tuileries au 10 août; quand au 2 septembre il immola tous ceux qui lui donnaient des défiances; quand, au 21 janvier, il obligea tout le monde à se compromettre avec lui en trempant les mains dans le sang royal; quand il obligea en août 93 tous les citoyens à courir aux frontières ou à livrer leur fortune; quand il abdiqua lui-même sa puissance et la remit à ce grand Comité du salut public, composé de douze individus, y avait-il, pouvait-il y avoir liberté? Non; il y avait un violent effort de passions et d'héroïsme; il y avait une tension musculaire d'un athlète qui lutte contre un ennemi puissant. Après ce moment de dan-

ger, après nos victoires, il y eut un instant de relâche. La fin de la Convention et le Directoire présentèrent des moments de liberté. Mais la lutte avec l'Europe ne pouvait être que passagèrement suspendue. Elle recommença bientôt ; et au premier revers les partis se soulevèrent tous contre un gouvernement trop modéré et invoquèrent un bras puissant. Bonaparte, revenant d'Orient, fut salué comme souverain et appelé au pouvoir. On dira vainement que Zurich avait sauvé la France. Zurich était un accident, un répit; il fallait encore Marengo et Hohenlinden pour la sauver. Il fallait plus que des succès militaires, il fallait une réorganisation puissante à l'intérieur de toutes les parties du gouvernement, et c'était un chef politique plutôt qu'un chef militaire dont la France avait besoin. Le 18 et le 19 brumaire étaient donc nécessaires.... » Ainsi au dedans, grâce à l'ordre qui va régner, la Révolution s'enracinera dans le pays de manière à n'en pouvoir plus être arrachée. Au dehors, grâce aux conquêtes de nos soldats, ses principes se répandront sur l'Europe comme nos victoires. Le 18 brumaire commence cette longue chaîne de prospérité, de gloire, de puissance inouïe, qui forme l'histoire du Consulat et de l'Empire. La liberté devait venir plus tard !

Quelques jours après cette révolution militaire, expirait ce dix-huitième siècle, objets de tant de débats passionnés, qui fut à la fois sceptique et crédule, doux et terrible, de mœurs légères et d'esprit souvent frivole, mais qui mit au monde la grande pensée que la société, comme l'homme, doit s'améliorer sans cesse, et qui a tendu la main à tous les parias de la loi, de l'État, même de la nature. Serfs, nègres, hérétiques, aliénés, infirmes ont été par lui relevés et secourus. Notre sollicitude pour eux n'est qu'un héritage qu'il nous a légués. Quelles qu'aient été ses fautes, il sera beaucoup pardonné à ce siècle, « qui dans l'ordre matériel créa les sciences à l'aide desquelles l'homme a saisi sur la nature une domination inattendue, et singulièrement accru son bien-être, qui, dans l'ordre moral, a conquis la tolérance, recherché la justice, proclamé le droit, revendiqué l'égalité civile, proclamé la fraternité humaine, banni la cruauté des institutions pénales, repoussé l'arbitraire de l'administration publique, voulu faire de la raison le guide des intelligences, de la liberté le guide des gouvernements, du progrès l'ambition des peuples, de la loi la souveraine de tout le monde. »

§ 17. LES INCROYABLES ; LES MODES GRECQUES ; LA THÉOPHILANTHROPIE.

Le Directoire n'avait été qu'une longue et confuse oscillation de la Révolution entre l'accélération et la résistance. Cette époque ne fut pas très-favorable aux mœurs. On se reprit à vivre quand on vit terminé le règne de la carmagnole, du bonnet rouge et de la guillotine. Les plaisirs, interrompus par cette sanglante tragédie, revinrent même plus bruyants et plus légers. Mais la France se jeta presque sans transition de la terreur dans la folie. C'est là le caractère des dernières années du dix-huitième siècle, qui a tenu à finir comme il avait commencé, sous la Régence, par des saturnales.

« L'esprit moral de la France semblait brisé. Ce moment, dit la duchesse d'Abrantès dans ses Mémoires, fut, selon beaucoup de gens d'un grand mérite, le temps de la vraie république, mais il fut aussi, selon d'autres, et je suis de ceux-là, le temps peut-être le plus déplorable comme devant inspirer de la pitié pour la pauvre France tombée dans un état abject après le paroxisme violent qui l'avait mise à deux pas de sa perte. Cette époque directoriale fut celle où tous les intérêts éveillés eurent la soif de se satisfaire, n'importe à quel prix. Chacun voulait avoir, et nul ne possédait. Ruiné, privé de revenus, soit en terres, soit en maisons, tout ce qui avait survécu à l'époque terrible se trouvait manquant de tout et voulait tout avoir. Et pour se procurer les jouissances qui leur manquaient, ces affamés employaient aussi tous les moyens. On voyait des gens fort connus dont les noms sont anciens et honorables rentrer chez eux les uns avec un paquet d'échantillons de draps pour des marchés, un autre avec un soulier de soldat dans une main comme échantillon pour une soumission de deux ou trois cents paires de souliers pour l'armée d'Italie ; un chapeau de mauvais feutre ou de l'indigo dans sa poche ; et tout cela circulant dans Paris, redevenu populaire et vivant, au milieu des palais abattus, des églises fermées. Des compagnies noires démolissaient les châteaux, des tripots de jeu s'établissaient dans presque toutes les maisons, des centaines de restaurateurs enseignaient et vendaient la gourmandise à toute une ville. Et cependant, pendant que tout se récréait ainsi, les arts devenaient populaires, les sciences marchaient à un état de perfection.

« La manie républicaine ne s'était pas bornée à vouloir une république. Lorsque les partisans de cet état de choses virent que c'était une utopie irréalisable, ils se bornèrent à insister pour garder les déesses patriotiques, les fêtes civiques. On dîna en plein air, ce qui était ennuyeux lorsqu'il faisait du vent ; et dans la rue, ce qui était toujours malpropre. Mais on dînait en commun à Sparte ; il fallait bien dîner en commun à Paris : bien heureux d'avoir esquivé le brouet ! Ensuite des jeunes gens couraient les rues, en vrais *sans-culottes*, avec une petite tunique, un manteau ou plutôt une ample toge. Les artistes, les gens de lettres ne parlaient, ne rêvaient que république. On voyait des jeunes gens, habillés tout à fait à la grecque et marchant gravement enveloppés dans leur toge blanche bordée de rouge, s'arrêter sous un des guichets du Louvre, discourir sous ce portique des intérêts sérieux de l'État. Ils ne riaient pas, tenaient leur menton d'une main, saluaient en hochant la tête, et tâchaient enfin de jouer les vieux Romains, même les jeunes, le mieux qu'ils pouvaient ; et ne croyez pas qu'ils étaient seulement deux ou trois jeunes fous, ils étaient trois cents au moins. » (*Mémoires de la duchesse d'Abrantès.*)

A côté des républicains se trouvaient leurs ennemis les royalistes, les *muscadins*, comme on les appelait.

« Les muscadins portaient des redingotes grises avec des collets noirs, des cravates vertes, et leurs cheveux, au lieu d'être à la Titus comme ceux de la plupart des jeunes gens, étaient nattés, poudrés et relevés avec un peigne, tandis que de chaque côté de la figure descendait une longue face appelée en style du temps *oreilles de chien*.... Ils se dandinaient et juraient, « *paole pafu-* « *mée, paole panachée* (c'était la mode de parler ainsi), « que Mme Scio avait chanté à miracles. » Au nombre des folies du temps, les perruques jouaient un rôle important. Rien ne peut être comparé à l'absurdité de

cette mode. Une femme brune devait avoir une perruque blonde; une femme blonde, une brune. Enfin une perruque devenait partie nécessaire d'un trousseau. J'en ai vu qui coûtaient jusqu'à huit et dix mille francs, mais en assignats, ce qui revenait à cent cinquante ou deux cents francs en argent. »

On pouvait chaque jour se trouver en présence de contrastes vraiment comiques, rencontrer par exemple M. de Caulaincourt et un incroyable, deux charmants portraits que nous dessine Mme d'Abrantès :

« Ancien officier de cavalerie, fort estimé dans son corps, M. de Caulaincourt avait conservé, en dépit du temps, de la réforme et de la révolution, les grandes bottes à l'écuyère et à manchettes, le toupet en vergette, les faces courtes et la queue bien serrée, les culottes courtes, l'habit à grands boutons de métal et le gilet à effilé. Au-dessous de cet effilé pendaient deux immenses chaînes de montre avec une telle collection de breloques, que si je n'entendais pas le bruit accoutumé que faisaient son cheval et lui, sa petite samaritaine, comme je l'appelais alors, m'avertissait dès qu'il montait l'escalier. Il était parfaitement convaincu que la mode la plus gracieuse du jour ne pouvait valoir la sienne; et, à vrai dire, je ne sais trop qui était alors le plus risible ou de lui ou d'un incroyable de ce temps-là, enterré dans une cravate de mousseline ayant deux aunes d'ampleur, portant un habit dont la taille venait à peine aux hanches, tandis qu'un pantalon, assez ample



Bal au pavillon de Hanovre.

pour faire une robe, lui donnait, pour la partie inférieure de sa personne, toute l'apparence d'une femme. Ajoutez à ce capricieux costume des cheveux tombant en longs et épais tire-bouchons jusque sur l'immense cravate et couverts à grand'peine par un chapeau, dont l'extrême petitesse le rendait continuellement vacillant sur sa tête. »

Les lieux de réunion étaient les bals de Richelieu et de Marbœuf, le pavillon de Hanovre et Frascati. On allait aussi à Mousseaux, à Tivoli, à Coblentz, c'est-à-dire sur la partie du boulevard située entre les rues le Peletier et Mont-Blanc, et depuis appelée le boulevard de Gand. Les femmes souvent se montraient presque nues, c'est-à-dire avec des tuniques de la plus claire mousseline. Elles portaient des bracelets aux bras, des bracelets aux jambes; au lieu de souliers, des sandales. Leurs mains étaient chargées de bagues : des bagues ornaient les doigts de pied. La loi du divorce avait amené une grande facilité à nouer et à dénouer le lien sacré du mariage A cette époque de trafic général, on trafiquait de l'amour comme de toute autre denrée. On se prenait à bail, à loyer, à terme; on se quittait pour se reprendre plus tard. Avec les modes de l'antiquité, on en avait retrouvé les mœurs. Cette liberté était encore favorisée par celle qu'on avait de changer de nom, ce qui venait des craintes, des défiances de l'époque précédente. Le peuple cependant, il faut le dire, ne donna pas tout entier dans cette débauche qui lui rappelait trop l'aristocratie, et qu'il poursuivait même de ses sarcasmes et de ses insultes.

Il n'y avait toujours plus de religion. Un des cinq directeurs, la Reveillère, voulut y suppléer en créant une nouvelle secte dont la doctrine marque bien l'esprit du temps. Le 16 janvier 1797, dans une maison de la rue Saint-Denis, il réunit *les amis de Dieu et des hommes*, *les théophilanthropes*, comme il les appela. Cette secte admettait l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme ; prêchait l'amour de nos semblables et érigeait en dogmes religieux bien des vérités purement morales. Une corbeille de fleurs sur un autel, emblème de la création, était le seul symbole offert à la contemplation de la foule. Des discours, des hymnes, des prières composaient tout le culte. La théophilanthropie se répandit bientôt dans tout Paris. Elle trôna dans les



Les Tuileries en 1800, d'après une gravure du temps.

églises de Saint-Jacques du Haut-Pas, de Saint-Sulpice, de Saint-Étienne du Mont, de Saint-Germain l'Auxerrois, etc. Elle s'étendit aussi dans les départements, où, grâce à sa simplicité et à son austérité apparente, elle fit de grands progrès. Cependant ce culte ne pouvait suffire à remplir les âmes. La première ardeur passée, on en sentit le vide, les ridicules. Dans la classe ignorante, on traduisit le mot *théophilanthropes* par *filous en troupes*. La secte tomba d'elle-même quand Bonaparte restaura le culte catholique. Bonaparte allait faire tomber bien d'autres modes folles, en entreprenant de restaurer à la fois l'ordre dans les idées aussi bien que dans le gouvernement. Mais quel était l'état des idées?

§ 18. LA LITTÉRATURE PENDANT LA RÉVOLUTION.

La Révolution, dès ses premiers jours, avait enrichi notre littérature d'une branche qui lui manquait : l'éloquence politique. Le dix-septième siècle avait eu des Bossuet et des Bourdaloue: le dix-huitième peut se glorifier des Mirabeau et des Vergniaud. Mais le caractère de l'éloquence politique est d'être inséparable de la vie publique, de l'action, aussi ne reviendrons-nous pas sur ces orateurs illustres. Leur place était au milieu des tempêtes qu'ils savaient si bien dominer : leurs discours sont de ceux qu'on cite sans les analyser (et nous les avons cités), leur talent est de ceux qui subjuguent et ne se discutent pas. Marquons seulement leur place à la tête des hommes qui ont honoré l'esprit humain au moment d'une régénération sociale, si cruelle dans son travail, si féconde dans ses résultats.

Delille.

Les luttes terribles de la Convention ne permettaient guère aux muses de se livrer à leurs doux ébats. Aussi point de poésie frivole : il s'agissait de sauver la France. Les versificateurs élégants qui charmaient les salons se dispersèrent et se turent au premier souffle de l'ouragan. L'abbé Delille, qui commençait à entendre son nom répété dans les boudoirs, s'enferma, heureux de ne perdre que ses bénéfices. Il se garda bien de risquer au dehors ses vers aristocratiques. Après le 9 thermidor, l'usage qu'il fit de la liberté rendue, ce fut d'émigrer et de soulager son âme sur la terre étrangère dans un long poëme : *la Pitié*, où il déplora les malheurs dont il avait été le silencieux témoin. Mais Delille n'était pas à la hauteur d'un sujet comme celui de la Révolution : il n'avait ni l'éclat d'un Pindare, ni la force de Shakspeare, ni le sentiment de Milton « Delille fit de son mieux, dit M. Gerusez, mais les qualités mêmes de son talent facile et brillant en contraste avec le sujet, ajoutaient aux inconvénients du genre. La coquetterie dans le deuil, le clinquant sous le crêpe, ne sont pas de mise, et quand les choses pleurent, les mots ont mauvaise grâce à jouer et à sourire. Ce n'est pas que la douleur du poëte ne fût sincère; mais elle n'était pas profonde, et on voit trop qu'il s'en console lorsqu'il a trouvé d'ingénieuses périphrases et surtout des antithèses pour l'exprimer. »



Andrieux.

Andrieux, au contraire de l'abbé Delille, avait salué avec bonheur la Révolution: il avait commencé par célébrer le déisme, la religion de Voltaire, et par combattre l'émigration. Mais pendant la Terreur il émigra lui-même.... à la campagne, près de Chartres, chez son ami Collin d'Harleville, et fit là sa charmante fable *le Rat de ville et le Rat des champs*, plus poétique que celle de la Fontaine. Dès le lendemain du 9 thermidor il reparut sur la scène, toujours malicieux, toujours spirituel.

Contraste curieux! pendant que la Révolution anéantissait l'ancienne société, elle respectait la littérature de cette société et continuait les traditions classiques érigées en dogmes. Racine, plus heureux que Louis XIV, loin d'être condamné, était le Dieu du jour. On ne songeait qu'à l'imiter, à le copier. L'art d'écrire, si difficile et si délicat, devenait un métier. Dans un siècle où tant de questions étaient débattues à la tribune, dans les rues et sur les champs de bataille, les poëtes rimaient à froid sur de minces sujets, décrivant longuement des couchers de soleil, des animaux ou des plantes. Le théâtre se mourait : les auteurs d'alors croyaient égaler les tragiques du dix-septième siècle en prenant leur système ; ils ne se doutaient point que le génie leur manquait. « L'intrigue dramatique, maniée si souvent, pliée et repliée sous tant de formes, était devenue une science expérimentale qu'on pouvait se flatter de connaître et d'enseigner. Alexandre Duval offrait à l'un de nos jeunes poëtes de lui apprendre à *charpenter une pièce*. » Aussi toutes ces tragédies sans action et sans âme, assemblage de tirades plus ou moins pompeuses, ne marchant jamais sans l'appareil obligatoire d'un songe, d'une conjuration, d'un poi-

gnard ou d'une coupe empoisonnée, sont-elles tombées dans un oubli profond.

Un poëte cependant aurait voulu régénérer le théâtre en le familiarisant avec les beautés de Shakspeare, et faire une révolution dans la tragédie. Malheureusement, si Ducis avait l'âme d'un grand tragique, il n'en avait point le talent, et malgré lui il se laissa entraîner aux habitudes littéraires de ses contemporains. « Lui, homme de foi naïve dans un siècle incrédule, homme de solitude et de retraite au sein d'une société raffinée jusqu'à la corruption, esprit indisciplinable, sans autre poétique que celle de la nature, aimant à traverser des abîmes, à franchir des précipices, à découvrir des lieux où le pied de l'homme n'ait pas imprimé sa trace, » lui qui ne peut « ni sentir sur parole, ni écrire d'après autrui, » se voit assiégé par les préjugés unanimes de ses amis, des acteurs, du public. Campenon s'enferme avec lui pour administrer à sa *muse allobroge* la correction d'une minutieuse critique, soulignant un hémistiche, blâmant une épithète; et Ducis se rend à ses observations avec une facilité, une confiance, dont l'autre est presque honteux. L'auteur Lekain s'excuse de revoir ses rôles, alléguant « la difficulté de faire digérer les crudités de Shakspeare à un parterre nourri depuis longtemps des beautés substantielles de Corneille et des exquises douceurs de Racine. » Enfin « tout le monde le gronde du genre terrible qu'il a adopté. On lui reproche le choix du sujet de *Macbeth* comme une chose atroce. Monsieur Ducis, lui dit-on, suspendez quelque temps ces tableaux épouvantables; vous les reprendrez quand vous voudrez : mais donnez-nous une pièce tendre, dans le goût d'*Inez* et de *Zaïre*. » (Demogeot, *Hist. de la litt.* et *Lettres de Ducis*.)

Ducis, né à Versailles, sentait le terrible, mais il ne l'était pas; il passa toute sa vie aimé de tous et aimant tout le monde. Il avait une belle âme que nous ont révélée ses lettres, plus poétiques que ses tragédies. La Révolution l'avait d'abord séduit par ses idées généreuses. Elle l'avait entraîné par la grandeur de son mouvement qui convenait si bien à son goût pour le grandiose; mais bientôt elle l'affligea et l'indigna par ses excès. A l'époque de la Terreur, il écrivait à un ami :

« Que me parles-tu, Vallier, de m'occuper à faire des tragédies? La tragédie court les rues. Si je mets le pied hors de chez moi, j'ai du sang jusqu'à la cheville. J'ai beau secouer en rentrant la poussière de mes souliers, je me dis comme Macbeth : *Ce sang ne s'effacera pas.* Adieu donc la tragédie! J'ai vu trop d'Atrées en sabots pour oser jamais en mettre sur la scène. C'est un rude drame que celui où le peuple joue le tyran. Mon ami, ce drame-là ne peut se dénouer qu'aux enfers. Crois-moi, Vallier, je donnerais la moitié de ce qui me reste à vivre pour passer l'autre dans quelque coin du monde où la liberté ne fût point une furie sanglante. »

La Terreur passée, Ducis eut comme la société un réveil, un rafraîchissement, et l'un des premiers « il en donna le signal au théâtre. *Abufar, ou la Famille arabe* réussit fort après quelque petite hésitation, et fut l'une des émotions littéraires du printemps de 1795; au sortir de la tyrannie de Robespierre on se plaisait à ces images de pasteurs et de chameaux du désert, à ces peintures patriarcales embellies. » (Sainte-Beuve.)

Parmi les poëtes de la Révolution, il en est un que le talent et l'infortune ont illustré, qu'on plaint et qu'on ne juge pas, puisqu'il est mort avant de donner tout ce que renfermait son génie : c'est André Chénier. Né à Constantinople le 29 octobre 1762, André quitta l'Orient très-jeune, « mais il y rêva souvent dans les délicieuses vallées du Languedoc, où il fut élevé; et, lorsque plus tard, entré au collége de Navarre, il apprit la plus belle des langues, il semblait, comme a dit M. Villemain, se souvenir des jeux de son enfance et des chants de sa mère. Sous-lieutenant dans l'Angoumois, puis attaché à l'ambassade de Londres, il regretta amèrement sa chère indépendance, et n'eut pas de repos qu'il ne l'eût reconquise. Après plusieurs voyages, retiré aux environs de Paris, il commençait une vie heureuse dans laquelle l'étude et l'amitié empiétaient de plus en plus sur les plaisirs, quand la Révolution éclata. Il s'y lança avec candeur, s'y arrêta à propos, y fit la part au peuple et au prince, et mourut sur l'échafaud en citoyen, se frappant le front en poëte. » (Sainte-Beuve.)

Chénier semblait appelé à régénérer notre poésie aux sources pures et vivifiantes de la poésie grecque. Il aime la nature; il aime l'art, le plaisir et les grâces. Il s'émeut facilement et chante parce que son cœur bat, parce que son âme l'inspire. « Les émotions rapides, qui toutes sont diverses et toutes furent vraies un moment, rident tour à tour la surface de son âme, mais sans la bouleverser, sans lancer les vagues au ciel et montrer à nu le sable du fond. Il compare sa muse jeune et légère à l'harmonieuse cigale, *amante des buissons qui*,

De rameaux en rameaux tour à tour reposée,
D'un peu de fleur nourrie et d'un peu de rosée....
S'égaye...,

et s'il est triste, *si sa main imprudente a tari son trésor*, si sa maîtresse lui a fermé ce soir-là le *seuil inexorable*, une visite d'ami, un sourire de blanche voisine, un livre entr'ouvert, un rien le distrait et l'arrache à sa peine. Viennent les jours de massacre, d'ingratitude et de délaissement, il n'en est plus ainsi! Comme la douleur alors perce avant dans son âme et en arme toutes les puissances! » (Sainte-Beuve.)

.... Mourir, *s'écriera-t-il*, sans vider mon carquois!
Sans percer, sans fouler, sans pétrir dans leur fange
Ces bourreaux, barbouilleurs de lois,
Ces tyrans effrontés de la France asservie,
Égorgée; ô mon cher trésor,
O ma plume, fiel, bile, horreurs, dieux de ma vie,
Pour vous seuls je respire encor!

André Chénier, enthousiaste comme il était, avait dès les premiers jours applaudi à la Révolution : il l'avait même chantée. Le serment du Jeu de Paume lui inspira une belle ode. En 1791, Chénier s'était présenté comme candidat aux élections. Son échec n'excita en lui aucun ressentiment, et il n'en continua pas moins de servir la Révolution dans le *Journal de Paris*. Comme s'il eût pressenti les futurs excès dont il devait périr victime, sa polémique attaquait surtout Brissot, Collot-d'Herbois, Robespierre. La Révolution s'engageant de plus en plus dans une voie sanglante, André publia un article véhément contre les Jacobins. Cet article amena une rupture entre lui et son frère, Marie-Joseph, plus ardent, plus âpre, mais qu'on a calomnié en l'accusant d'avoir causé la mort de son frère. André eut le courage d'écrire une lettre énergique pour demander l'appel au peuple en faveur de

Louis XVI. Signalé ainsi, il crut prudent de se retirer à Versailles et de s'y cacher. Par malheur, il revint à Paris dans les derniers jours de 1793. Un jour qu'il apprend l'arrestation d'un ami, il court à Passy consoler sa femme. Une visite domiciliaire le surprend dans la maison : on l'arrête sans qu'il y ait mandat d'amener, on l'enferme. Plusieurs mois se passèrent, on l'oubliait, son nom n'étant pas sur la liste des suspects. Mais son père, qui tremblait toujours, détermine Marie-Joseph à faire intercéder pour obtenir son élargissement. André, rappelé à la mémoire de ses ennemis, est traduit au tribunal révolutionnaire et condamné avec vingt-six autres infortunés.

Dans sa prison, il avait consolé sa douleur et celle d'une de ses compagnes, la comtesse de Coigny, par la triste et délicieuse élégie de *la Jeune Captive :*

Mon beau voyage encore est si près de sa fin!
Je pars, et des ormeaux qui bordent le chemin
J'ai passé les premiers à peine;
Au banquet de la vie à peine commencé,
Un instant seulement mes lèvres ont pressé
La coupe en mes mains encor pleine.

Je ne suis qu'au printemps, je veux voir la moisson;
Et, comme le soleil, de saison en saison
Je veux achever mon année;
Brillante sur ma tige, et l'honneur du jardin,
Je n'ai vu luire encore que les feux du matin:
Je veux achever ma journée.

O mort! tu peux attendre; éloigne, éloigne-toi;
Va consoler les cœurs que la honte, l'effroi,
Le pâle désespoir dévore;
Pour moi Palès encore a des asiles verts,
Les Amours des baisers, les Muses des concerts;
Je ne veux pas mourir encore!

Et cependant il lui fallut mourir. Il connut bientôt son arrêt; et dans le court intervalle qui séparait le jugement de l'exécution, il traça ces vers qu'on a recueillis et qui sont dans tous les souvenirs :

Peut-être avant que l'heure en cercle promenée
Ait posé sur l'émail brillant
Dans les soixante pas où sa route est bornée,
Son pied sonore et vigilant,
Le sommeil du tombeau pressera ma paupière!
Avant que de ses deux moitiés
Ce vers que je commence ait atteint la dernière,
Peut-être en ces murs effrayés
Le messager de mort, noir recruteur des ombres,
Escorté d'infâmes soldats,
Remplira de mon nom ces longs corridors sombres....

A ce moment on l'appela, et il monta sur la charrette en se frappant le front : « Pourtant j'avais quelque chose là! » Il prit place à côté de Roucher, poëte comme lui et son ami. Quelques jours auparavant, Roucher avait envoyé son portrait à sa famille avec ces vers touchants :

« Ne vous étonnez pas, objets sacrés et doux,
Si quelque air de tristesse obscurcit mon visage,
Quand un savant crayon dessinait cette image
J'attendais l'échafaud et je pensais à vous! »

Les deux amis, d'après un récit bien connu mais peu vraisemblable, charmèrent leurs derniers moments en récitant la première scène d'Andromaque. Ils furent exécutés le 7 thermidor, à six heures du soir, à la barrière du Trône, appelée alors la barrière renversée. Deux jours plus tard, et André Chénier eût été sauvé par la chute de Robespierre. Il n'avait pas trente ans.

Son frère Marie-Joseph ne peut lui être comparé, malgré son mérite. C'était un esprit fougueux, né pour la lutte plutôt que pour l'étude. Se sentant attiré vers les succès du théâtre, il tâtonna longtemps avant d'arriver à se faire applaudir. Sa pièce de *Charles IX*, dirigée contre la royauté, dut aux idées politiques dont elle était remplie une vogue immense. *Henri VIII* et *Calas* n'eurent pas moins de succès à cause du pathétique avec lequel Chénier sut peindre les funestes effets du fanatisme. Mais les hommes de 93 ne comprirent point la tragédie de *Fénelon*, pleine de sentiments qui contrastaient avec les cruautés du moment. Joseph, bien que membre de la Convention, vit ses pièces interdites quand il osa, dans *Timoléon*, faire entendre cette protestation éloquente contre la Terreur :

La tyrannie altière et de meurtres avide,
D'un masque révéré couvrant son front livide,
Usurpant sans pudeur le nom de liberté,
Roule au sein de Corinthe un char ensanglanté.
Il est temps d'abjurer ces coupables maximes :
Il faut des lois, des mœurs, et non pas des victimes!

Marie-Joseph, contraint au silence, eut ensuite la douleur de voir périr son frère. Il ne se réveilla que pour donner à nos armées, en 1794, le fameux *Chant du Départ*, resté populaire. Nous retrouverons Marie-Joseph parmi les écrivains de l'Empire.

La prose est presque tout entière à la lutte et bien peu aux œuvres calmes et réfléchies. La misanthropie et l'incrédulité, sentiments alors naturels, voilà ce qui distingue Champfort et Volney, deux des meilleurs prosateurs de cette époque à laquelle il serait difficile de donner un caractère général. Champfort, qui visait au rôle de moraliste, nous a laissé dans ses maximes plus d'erreurs que de vérités. En faveur de celles-ci, pardonnons-lui celles-là. Parmi ses meilleurs axiomes nous en prendrons quelques-uns pour faire connaître sa manière de penser et d'écrire : « L'estime, dit-il, vaut mieux que la célébrité; la considération vaut mieux que la renommée, et l'honneur vaut mieux que la gloire. » — « Amour, folie aimable; ambition, sottise sérieuse. » — « Quand on veut plaire dans le monde, il faut se résoudre à se laisser apprendre beaucoup de choses qu'on sait par des gens qui les ignorent. » — « En parcourant les mémoires et les monuments du siècle de Louis XIV, on trouve, même dans la mauvaise compagnie de ce temps-là, quelque chose qui manque à la bonne d'aujourd'hui. »

Volney, passionné pour l'étude et les voyages, révéla un des premiers l'Orient à l'Europe avant l'immortelle campagne d'Égypte. Pourquoi son livre des *Ruines*, où sont passés en revue les différents âges du monde, part-il d'un principe faux qui gâte les plus belles pages? Volney, qui a des jugements fermes et sains sur bien des époques, se place, pour voir le grand spectacle de l'histoire, à un point de vue trop étroit. C'est bien un auteur révolutionnaire, un de ceux qui se sont empreints de la couleur du temps. Le livre des *Ruines* n'étonne plus quand on lit sa date : 1792.

Au dix-septième siècle, sauf la Fontaine, personne n'avait aimé et chanté la nature. Au dix-huitième, on avait encore horreur de la campagne, si elle n'était transformée en parcs ou en jardins. Rousseau seul l'avait célébrée, et ce n'était pas là ce qui avait séduit

dans ses œuvres. Buffon l'avait surtout décrite, analysée ; Bernardin de Saint-Pierre, âme tendre et délicate, vint à l'époque de la Révolution ramener les esprits à ce sentiment de la nature qui n'a bien été remis en honneur que de nos jours.

« Né au Havre en 1737, son imagination d'enfant s'égara de bonne heure sur les flots. Dès huit ans il cultivait un petit jardin et prenait part à la culture des fleurs, comme il convenait à l'auteur futur du *Fraisier*. A neuf ans, ayant lu quelques volumes des Pères du désert, il quitta la maison un matin avec son déjeuner dans son petit panier, pour se faire ermite aux environs. Il marquait une sympathie presque fraternelle aux divers animaux. Ayant été conduit à Rouen par son père, le jeune Bernardin, à qui on faisait regarder les tours de la cathédrale, s'écria : « Mon Dieu ! comme « elles volent haut ! » Il n'avait vu que les hirondelles qui y avaient leurs nids.... Après des études fort distraites et fort traversées, qu'entrecoupa un voyage à la Martinique avec un de ses oncles, Bernardin, qui avait poussé assez loin les mathématiques, devint une espèce d'ingénieur sans brevet fort régulier; et c'est en cette qualité un peu douteuse qu'il fit la campagne de Hesse en 1760, qu'il s'en fut à Malte, et de là successivement en Russie et à l'île de France. Mais ce rôle d'ingénieur n'était en quelque sorte pour lui que le prétexte. Une idée fixe l'occupait. Cette idée, qu'enfant il avait conçue en lisant *Robinson*, *Télémaque* et les récits des voyageurs, c'était d'avoir quelque part, dans un coin du monde, son île, son Ithaque, sa Salente, où il assoirait par de sages lois le bonheur des hommes.... » (Sainte-Beuve, *Portraits littéraires.*)


Du is.

Bernardin, on le pense, dut éprouver bien des mécomptes. Son caractère s'aigrit, et il vécut dans la retraite à Paris de 1771 à 1784. Les *Études de la nature* furent le fruit de « cette élaboration solitaire. »

Ces *Etudes*, si incomplètes qu'elles paraissent à trop d'égards, demeurent comme une révélation de la nature, qui ne se trouve que là. Quiconque est sensible de cœur, quiconque est né voyageur par instinct ou poëte,

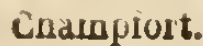

Roucher.


André Chénier.

lit un jour Bernardin et est initié par lui. Si ce peintre harmonieux manquait, on chercherait vainement ailleurs une impression pareille, soit dans Jean-Jacques soit dans Chateaubriand. Le grand succès de vente des *Études* mit l'auteur à même d'acheter une petite maison rue de la Reine-Blanche, à l'extrémité de son faubourg,

« C'est dans ce séjour qu'il travailla à perfectionner et à enrichir les éditions successives des *Études*. Le roman de *Paul et Virginie* parut pour la première fois comme un simple volume de plus à la suite; mais on en fit aussitôt après des éditions à part sans nombre. Tous les enfants qui naissaient en ces années se baptisaient *Paul* et *Virginie*, comme précédemment on avait fait à l'envi pour les noms de Sophie et d'Émile. Bernardin, du fond de son faubourg Saint-Marceau, devenait le parrain souriant de toute une génération nouvelle.... Ce qui frappe et confond un point de vue de l'art dans *Paul et Virginie*, c'est comme tout est court, simple, sans un mot de trop, tournant vite au tableau enchanteur; c'est cette succession d'aimables et douces pensées, vêtues chacune d'une seule image comme d'un morceau de lin sans suture, hasard heureux qui sied à la beauté... Cette nature de bananiers, d'orangers et de jam-roses, est décrite dans son détail et sa splendeur, mais avec sobriété encore, avec nuances distinctes, avec composition toujours; qu'on se rappelle ce soleil couchant, qui, en pénétrant sous le percé de la forêt, va éveiller les oiseaux déjà silencieux et leur fait croire à une nouvelle aurore.... En accords, en harmonies lointaines qui se répondent, *Paul et Virginie*




Chamfort.


Volney.

est comme la nature. Qu'il est bien, par exemple, de nous montrer, à la fin d'une scène joyeuse, Virginie à qui ces jeux de Paul (d'aller au-devant des lames sur les récifs et de se sauver devant leurs grandes volutes écumeuses et mugissantes jusque sur la grève) font pousser des cris de peur! Présage à peine touché, déjà pressenti! A partir de ce moment, depuis ce cri perçant de Virginie pour un simple jeu, le calme est troublé; la langueur amoureuse dont elle est atteinte la première, et à laquelle Paul d'abord ne comprend rien (autre délicatesse pudique), va s'augmenter de jour en jour et nous incliner au deuil; on entre, pour n'en plus sortir, dans le pathétique et dans les larmes. Quand Bernardin de Saint-Pierre publia *la Chaumière indienne* en 91, il était au haut de la montagne de la vie et de la gloire. Sa réputation était au comble; sa vie domestique semblait d'ailleurs s'asseoir et s'embellir par un mariage plein de promesses. Louis XVI, qui était bien le roi d'un écrivain comme Bernardin, le nommait intendant du Jardin des plantes. Tout semblait donc lui préparer un beau soir. Ce beau soir ne fut attristé que par les douloureux spectacles de la Révolution, mais Bernardin vécut assez pour assister aux premières années du dix-neuvième siècle, si brillantes et si pures, et pour admirer *le grand Empereur*, dont il est temps de raconter les merveilles. » (Sainte-Beuve, *Portraits littéraires*.)



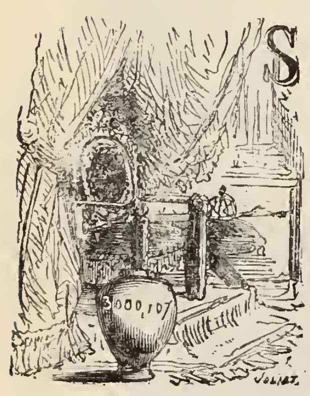




CHAPITRE LXXV.

LE CONSULAT.

1. CONSTITUTION DE L'AN VIII; SÉNAT, CORPS LÉGISLATIF, TRIBUNAT; ORGANISATION DÉPARTEMENTALE.



Siéyès, qui avait fait avec Bonaparte le 18 brumaire, avait une constitution toute prête. Il la proposa. Elle était fort habilement calculée pour concilier la république et la monarchie de manière à n'avoir ni les agitations de l'une, ni le despotisme de l'autre. Mais ses rouages trop compliquées ne convenaient ni à la société de ce temps-là, pressée de se sentir gouvernée, ni au général Bonaparte, qui se croyait le génie et la force nécessaires pour tirer la France du chaos. Le plan de Siéyès fut donc abandonné, du moins en ce qui regardait l'organisation du pouvoir exécutif, qui était le point capital, et le 15 décembre 1799 la constitution de l'an VIII fut promulguée.

La mode des choses romaines durait encore. On eut des consuls, des sénateurs, des tribuns, des préfets et bientôt on aura un empereur. Les consuls étaient au nombre de trois, élus pour dix ans et rééligibles; mais le premier avait seul toutes les prérogatives du pouvoir, les deux autres n'avaient que voix consultative. Ces trois consuls furent Bonaparte, Cambacérès et Lebrun. Bonaparte, dans ce choix, se guidait surtout sur la probité. Cambacérès étant nommé consul, il fallut pourvoir à son remplacement au ministère de la justice. Bonaparte nomma Abrial, qui venait de remplir à Naples une mission extraordinaire. En lui remettant le portefeuille, Bonaparte lui dit: « Citoyen Abrial, je ne vous connais pas; mais on m'a dit que vous étiez le plus honnête homme de la magistrature, et c'est pour cela que je vous nomme ministre de la justice. »

Dans les trois constitutions de la Constituante et de la Convention, le pouvoir exécutif avait été subordonné au pouvoir législatif. Cette fois, le contraire eut lieu. Les lois, préparées, sur l'ordre des consuls, par un *conseil d'État* dont les membres, nommés par les consuls, pouvaient être révoqués par eux, devaient être discutées par le *Tribunat*, composé de cent membres, votées ou rejetées par le *Corps législatif*, qui comptait trois cents députés. Le Tribunat exprimait sur les lois faites ou à faire, sur les abus à corriger, les améliorations à introduire, etc,, des vœux que le gouvernement prenait ou ne prenait point en considération. Quand une loi, après l'examen des tribuns, était portée au Corps législatif, où trois conseillers d'État, orateurs du gouvernement, devaient la défendre, trois orateurs du Tribunat venaient ou la soutenir ou la combattre. Aucun membre du Corps législatif n'avait le droit d'intervenir au débat. Ils votaient en silence, comme un grand jury national, sur une cause contradictoirement débattue.

Ainsi, par défiance du pouvoir exécutif, la Convention l'avait divisé en créant cinq directeurs; par défiance du pouvoir législatif, la Constitution de l'an VIII le divisait, en donnant l'initiative des lois au gouvernement, la discussions aux tribuns, le vote aux législateurs.

Un corps fut placé entre les deux pouvoirs législatif et exécutif, le Sénat *conservateur*, composé de quatre-vingts membres nommés à vie. Il veillait au maintien de la Constitution, jugeait tous les actes contraires à la loi organique, et choisissait sur la liste nationale les membres du Tribunat et du Corps législatif.

Le pouvoir électoral subsistait, mais transformé. Tous les Français âgés de vingt et un ans accomplis et inscrits sur les registres publics étaient électeurs; les électeurs de chaque arrondissement communal choisissaient un dixième d'entre eux pour dresser une liste de notabilités communales, et c'est dans cette liste que le premier consul prenait les fonctionnaires publics de l'arrondissement. Les citoyens portés sur la liste communale nommaient un dixième d'entre eux pour former la liste départementale, dans laquelle le premier consul choisissait les fonctionnaires du département. Les élus de la liste départementale formaient d'un dixième d'entre eux la liste nationale. Tous ceux qui y étaient compris pouvaient être élevés aux fonctions publiques nationales. C'était dans cette troisième liste de notabilités que le Sénat allait prendre les membres du Tribunat et du Corps législatif. Les assemblées qui discutaient et votaient les lois étaient donc le produit d'une élection à quatre degrés. On n'avait qu'un simulacre de gouvernement représentatif, et les moins clairvoyants pouvaient reconnaître la dictature derrière cette ombre transparente de la liberté.

Les sénateurs avaient 25 000 francs de dotation annuelle; les tribuns, 15 000; les législateurs, 10 000.

Soumise à l'approbation du peuple, la Constitution de l'an VIII fut acceptée par 3 011 107 suffrages contre 1567.

Pour achever l'œuvre de la Constitution, de nombreuses lois organiques étaient nécessaires; le premier consul se hâta de les proposer au Tribunat et au Corps législatif. Une des plus importantes fut celle qui constitua le département à l'image de l'État lui-même. Les départements étaient administrés par des directoires électifs, sur lesquels le pouvoir central avait peu d'action, et qui eux-mêmes n'agissaient point ou agissaient mal; il fit revivre les intendants sous le nom romain de préfet, et concentra dans les mains de ce fonctionnaire, qui releva directement du ministre de l'intérieur, toute l'autorité exécutive. A côté de lui il plaça, dans le *conseil de préfecture*, une sorte de conseil d'État départemental, et dans le *conseil général*, une sorte de Corps législatif qui, s'il ne faisait pas de loi, exprimait du moins les vœux du département. Le *sous-préfet* eut aussi un *conseil d'arrondissement*; le *maire* de chaque commune, un *conseil municipal*. Ainsi, l'action était réservée à un seul, la délibération à plusieurs; c'était juste et bon si la délibération avait toujours été libre.

Chaque arrondissement ou sous-préfecture eut un tribunal civil, et chaque département un tribunal criminel. Vingt-sept tribunaux d'appel furent répandus sur toute la surface du territoire, et une Cour de cassation maintint l'uniformité de la jurisprudence. Pour les finances, dans chaque commune, des percepteurs chargés de recouvrer les *contributions directes*, c'est-à-dire les impôts assis sur les propriétés et les personnes, et des receveurs des *contributions indirectes* recouvrant les droits d'enregistrement, les droits sur les boissons, sur le sel, le tabac. Ces receveurs versaient leurs fonds entre les mains d'un receveur particulier qui les transmettait au receveur général de chaque département. Cette organisation administrative de la France était l'achèvement de l'œuvre de Louis XVI par la centralisation poussée à ses dernières limites; elle a, dans ses traits généraux, survécu à toutes nos révolutions : dix gouvernements sont tombés, mais la notion de l'État souverain absolu s'est dégagée de toutes les ruines, et quelque nom qu'aient porté ceux qui ont eu le pouvoir, les libertées locales ont été toujours conservées sans force. C'est un sacrifice que notre situation géographique nous impose, et cette centralisation excessive est une position de combat que la jalousie et les haines de l'étranger rendent nécessaire.

Une des plus utiles créations de cette époque fut celle de la *Banque de France*, constituée au capital de 30 millions. Elle devait être gouvernée par quinze régents et un comité de trois personnes, comité remplacé depuis par un gouverneur. Elle devait escompter les effets de commerce et émettre des billets circulant comme monnaie. Elle est devenue un des plus beaux établissements du monde, et a rendu de grands services au pays dans les moments difficiles.

§ 2. RÉTABLISSEMENT DE L'ORDRE.

En sortant du premier conseil tenu après le 18 brumaire, Siéyès avait dit: « Messieurs, nous avons un maître qui sait tout faire, qui peut tout faire et qui veut tout faire. » Mais si l'on excepte ceux en petit nombre qui, comme lui, voyaient déjà le dictateur sous la toge du consul; si l'on excepte encore les royalistes et les Jacobins, qui rêvaient deux choses alors impossibles, la France entière accueillit avec satisfaction la nouvelle du coup d'État et ces paroles de Bonaparte: « Qu'il n'y ait plus ni Jacobins, ni modérés, ni royalistes, mais partout des Français. » Les premières mesures des consuls provisoires furent empreintes d'un grand esprit d'apaisement et de conciliation. Les proscrits[1] de fructidor, Carnot, Portalis, Siméon, etc., les conventionnels Barrère, Vadier, furent rappelés, la loi des otages et celle qui établissait l'impôt forcé progressif[2] rapportées, les prêtres détenus pour refus de serment élargis. Une tempête avait jeté des émigrés sur la côte de Calais, et la loi condamnait à mort tout émigré trouvé sur le sol de la République. Bonaparte leur rendit la liberté. Il fit plus, il ferma la liste de l'émigration, et déclara les ci-devant nobles admissibles aux emplois publics, mais en garantissant leur propriété aux acquéreurs des biens nationaux. En même temps, au nom de la liberté des cultes, il rouvrit les églises.

A l'étonnement des incrédules, ce puissant homme de guerre se montrait un administrateur consommé. En quelques jours il avait touché à tout, et à tout il avait imprimé une voie nouvelle. Aussi ce gouvernement provisoire, où tout le monde avait vu d'ailleurs un gouvernement définitif, avait inspiré assez vite la confiance au commerce pour que les banquiers de Paris lui prêtassent les premiers fonds dont il avait eu besoin[3]. Déjà les armées, dont la misère était extrême, avaient reçu quelque soulagement. Les campagnes avaient été purgées des bandits qui les infestaient, et des agitations révolutionnaires dans le Midi avaient été apaisées. Les royalistes, qui avaient cru, malgré les souvenirs du 13 vendémiaire et du 18 fructidor, que Bonaparte travaillait pour Louis XVIII et que l'épée de connétable suffirait à son ambition, trompés dans leurs espérances, avaient relevé dans l'Ouest le drapeau de l'insurrection. Il étouffa par d'énergiques mesures cette nouvelle guerre civile. D'Antichamp, Susannet, firent leur soumission (17 janvier 1800). Georges Cadoudal capitula et dut passer en Angleterre. Bonaparte fit tout ce qu'il put pour le ramener à d'autres opinions. Il le manda aux Tuileries, et l'on raconte que l'aide de camp chargé de l'introduire conçut à son aspect de telles craintes, qu'il ne referma point la porte du cabinet et qu'il venait de temps en temps y jeter un coup d'œil. Plus tard, en Angleterre, Georges disait brutalement en montrant ses bras nerveux: « Quelle faute j'ai commise de ne pas étouffer cet homme dans mes bras! » Bonaparte se défiant de la presse, qui, avec de bonnes lois, n'est jamais un danger et est souvent un secours et un conseil, quand elle est sincère, supprima une foule de journaux. Treize seulement, à Paris, eurent la permission de paraître, et furent avertis qu'ils auraient le même sort au premier écart.

Les armées, en souvenir même de ce qu'elles avaient souffert et de ce qu'elles avaient accompli pour la Révolution, renfermaient beaucoup de républicains;

1. Suivant le rapport du ministre de la police de l'an VIII, il y avait alors 145 000 émigrés. (*Œuvres de Napoléon III*, t. I, p. 46.)

2. Elle fut remplacée par une subvention extraordinaire additionnelle aux contributions. Il abolit en même temps les réquisitions en nature.

3. Le 5 p. 100 était coté, le 8 brumaire, à 11 fr. 30 c.; le 30 brumaire il monta à 22 fr.; le 20 brumaire, Gaudin, ministre des finances, trouva dans le trésor 67 000 fr., restes d'une avance de 300 000 obtenue la veille.

mais elles avaient eu tant à se plaindre, soldats et généraux, de l'incurie du Directoire, que le coup de main qui les débarrassait des « avocats et des bavards » y fut généralement bien accueilli. Dès le second jour du Consulat, Bonaparte voulut envoyer un courrier au général Championnet, commandant l'armée d'Italie. On ne trouva pas 1200 francs pour donner au courrier. Bonaparte s'occupa d'ailleurs activement de soulager l'affreuse misère qui décimait les soldats. Moreau, qui avait accepté le singulier rôle de garder les directeurs prisonniers au Luxembourg, tandis que Bonaparte allait à Saint-Cloud terminer la révolution, reçut en récompense le commandement des armées réunies du Rhin et de l'Helvétie. Masséna semblait moins sûr; on le tira du théâtre de sa gloire récente, et il fut relégué à l'armée d'Italie, dont le dénûment passait toute idée.

Cambacérès.

Bonaparte, qui faisait de si grandes choses et qui entendait bien garder le gouvernement de la France, se trouvait à l'étroit dans le Luxembourg; il voulut les Tuileries. D'ailleurs, disait-il, la vue de ce palais vide donnait toujours à penser qu'il attendait quelqu'un, et rappelait les Bourbons. En s'installant aux Tuileries, Bonaparte indiquait clairement qu'il n'entendait pas travailler pour les Bourbons.

On ne dépensa guère que cinq cent mille francs pour restaurer le palais, si maltraité pendant la Révolution. Pour orner la grande galerie, Bonaparte voulut des statues représentant les gloires de l'humanité, Démosthène, Alexandre, Annibal, Scipion, Cicéron, Caton, Gustave-Adolphe, Turenne, Condé, Washington, etc. « Le 19 février (1800), Bonaparte partit à une heure précise du Luxembourg. Le cortége était loin sans doute de ressembler à ceux qui sous l'Empire étalèrent tant de magnificence; mais on lui avait donné autant de pompe que l'état du luxe en France le permettait alors. Le seul véritable luxe de ce temps était la beauté des troupes: on avait réuni trois mille hommes d'élite, parmi lesquels on remarquait surtout le superbe régiment des guides. Tous marchaient dans le plus grand ordre, ayant leur musique en tête. Les généraux et leur état-major étaient à cheval, les ministres dans des voitures, à peu près les seules un peu remarquables qu'il y eût alors à Paris; car on avait été obligé, pour transporter le conseil d'État en corps, d'avoir recours à des fiacres, dont on avait seulement eu soin de recouvrir le numéro avec du papier de la même couleur que le fond de la caisse. La voiture seule du consul était attelée de six chevaux blancs, et ces six chevaux blancs rappelaient un souvenir de gloire et de paix; c'étaient ceux que l'empereur d'Allemagne avait donnés au général en chef de l'armée d'Italie, après le traité de Campo-Formio. Bonaparte portait aussi ce jour-là le sabre magnifique que François-Joseph lui avait donné dans la même circonstance. Le premier consul, ayant à sa gauche Cambacérès et M. Lebrun sur le devant de la voiture, traversa ainsi une partie de Paris en suivant la rue de Thionville et le quai Voltaire jusqu'au Pont-Royal. Dans la cour du Carrousel les troupes s'étaient rangées en bataille. Aussitôt que la voiture des consuls se fut arrêtée, Bonaparte en descendit rapidement et sur-le-champ, ou pour mieux dire sauta à cheval et passa les troupes en revue, pendant que les deux autres consuls étaient montés dans les appartements où les attendaient les ministres et le conseil d'État. Un grand nombre de femmes portant avec élégance le costume grec, qui était alors à la mode, occupaient avec Mme Bonaparte les fenêtres du troisième consul, au pavillon de Flore. De toutes parts il y avait une affluence de spectateurs impossible à décrire ; on avait loué très-cher des croisées sur la place du Carrousel, et de toutes parts on entendait crier, comme d'une seule voix : *Vive le premier Consul !* Qui n'eût pas été énivré par tant d'enthousiasme ! » (*Mémoires de Bourrienne.*)

Lebrun.

Les troupes brunies par le soleil d'Italie et d'Égypte défilèrent devant Bonaparte. Il s'inclina devant les dra-



Revue passée par le premier consul aux Tuileries (19 février 1800). (Page 240, col. 1).

peaux criblés de balles et noirs de poudre. « Chacun de ces hommages d'un grand capitaine à des enseignes mutilées sur le champ de bataille fut salué par des milliers d'exclamations, et, le défilé terminé, le premier consul monta d'un pied hardi l'escalier des Tuileries. » Le lendemain, il dit à Bourrienne, son secrétaire et son ami : « Bourrienne, ce n'est pas tout que d'être aux Tuileries, il faut y rester. »

En exprimant cette intention, le premier consul n'avait point en vue une mesquine ambition. Il se sentait apte à gouverner la France et ne voulait point la laisser retomber dans l'anarchie, encore moins la livrer à la réaction et aux Bourbons. Le prétendant Louis XVIII lui écrivit pour réclamer son trône; Bonaparte lui répondit : « J'ai reçu, monsieur, votre lettre. Je vous remercie des choses honnêtes que vous m'y dites. Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France, il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres. Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France. L'histoire vous en tiendra compte. Je ne suis pas insensible aux malheurs de votre famille; j'apprendrai avec plaisir que vous êtes environné de tout ce qui peut contribuer à la tranquillité de votre retraite. »

Mais Bonaparte n'était point homme à s'endormir dans les splendides appartements des Tuileries : en même temps qu'il ramenait dans la société l'ordre et la confiance, il regardait au dehors et se préparait à terrifier encore une fois les ennemis de la France pour leur arracher la paix, cette paix dont il avait tant besoin et qui le fuyait toujours comme un mirage trompeur.

§ 3. DÉFENSE DE GÊNES; PASSAGE DES ALPES (MAI 1800).

Le lendemain du jour où la constitution de l'an VIII avait été mise en action, le premier consul, rompant avec tous les usages de la diplomatie, afin de frapper davantage l'esprit public, avait écrit au roi d'Angleterre la lettre suivante :

« Appelé, Sire, par le vœu de la nation française à occuper la première magistrature de la République, je crois convenable, en entrant en charge, d'en faire part directement à Votre Majesté.

« La guerre, qui depuis huit ans ravage les quatre parties du monde, doit-elle être éternelle? N'est-il donc aucun moyen de s'entendre?

« Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à des idées de vaine grandeur le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles? Comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins, comme la première des gloires? »

Cette lettre était très-digne et très-habile. Bonaparte en écrivit une semblable à l'empereur d'Allemagne : mais l'Autriche, qui tenait toute l'Italie et comptait la garder, l'Angleterre, qui ne voulait à aucun prix laisser Malte et l'Égypte à la France, rejetèrent ces ouvertures, la première en termes modérés, la seconde avec une violence de paroles qui montrait toute la haine de son premier ministre, William Pitt, pour la France. Cette réponse de Pitt amena une réplique de Bonaparte, dans laquelle le premier consul repoussa l'éternelle accusation lancée contre la France d'avoir attaqué la première, et prouva, ce qui ne fait plus doute maintenant pour personne, que la France avait pris les armes en 1792 uniquement pour résister à une conspiration européenne tramée contre sa sûreté.

« M. Pitt, a dit plus tard Napoléon à Sainte-Hélène, a été le maître de toute la politique européenne; il a tenu dans ses mains le sort moral des peuples; il en a mal usé, il a incendié l'univers, et son nom s'inscrira dans l'histoire, à la manière d'Érostrate, parmi les flammes des regrets et des larmes.... D'abord, les premières étincelles de notre Révolution, puis toutes les résistances au vœu national, enfin tous les crimes horribles qui en furent la conséquence, sont son ouvrage. Cette conflagration universelle de vingt-cinq ans, les flots de sang des peuples qui en ont été la suite..., le malaise universel d'aujourd'hui, tout cela est de sa façon. La postérité le reconnaîtra; elle le signalera comme un vrai fléau : cet homme tant vanté de son temps ne sera plus que le génie du mal.... Mais ce que la postérité reprochera surtout à M. Pitt, ce sera la hideuse école qu'il a laissée après lui : le machiavélisme insolent de celle-ci, son immoralité profonde, son froid égoïsme, son mépris pour le sort des hommes ou la justice des choses. »

Il fallait donc faire la guerre. Bonaparte, content d'avoir mis de son côté, par sa modération, l'opinion publique, s'y prépara sans crainte et avec l'espoir de la faire glorieuse et décisive. Il avait donné le commandement de l'armée d'Allemagne à Moreau, celui de l'armée d'Italie à Masséna. Mais Masséna n'avait que 36 000 hommes contre les 120 000 Autrichiens du baron Mélas : il fut écrasé par des forces supérieures, et une partie de son armée fut rejetée avec Suchet sur le Var; avec l'autre, 15 à 18 000 hommes, il s'enferma dans Gênes et y soutint un siége mémorable qui est, après Zurich, le plus beau fleuron de sa couronne militaire. Il y retint près de deux mois, jusqu'au 4 juin, l'armée autrichienne, lui prenant ou tuant plus de soldats qu'il n'en avait lui-même. Dans le dernier mois du siége, on n'avait plus de viande. Après s'être nourri de cheval et des animaux les plus immondes, on fut réduit au pain d'avoine, puis à un aliment sans nom formé d'amidon et de graine de lin. « Avant de se rendre, disaient les soldats, il nous fera manger jusqu'à nos bottes. » On en fut bien près. Cependant de grands événements, rendus possibles par cette héroïque défense, s'accomplirent derrière lui.

La ligne d'opération des Autrichiens s'étendait de Strasbourg à Nice, mais la Suisse, restée entre nos mains, s'enfonçait comme un coin dans cette ligne, et l'ouvrait à nos coups. Si nous savions tromper l'ennemi sur nos mouvements, nous pouvions déboucher par le Rhin supérieur, derrière le maréchal de Kray, ou par les Alpes, derrière le baron de Mélas. Bonaparte conçut ce double dessein, mais Moreau, en ce qui le concernait, ne l'exécuta qu'à demi. Pourtant il réussit à franchir le Rhin et à concentrer ses forces vers Schaffouse, battit à Stokach, à Engen et à Mœsskirch, les Autrichiens de Kray (3-5 mai 1800), et les rejeta dans le camp retranché d'Ulm. Mais Bonaparte, par une des plus grandes combinaisons de guerre qui eût encore été exécutée, franchit lui-même les Alpes.

Pour arrêter Mélas, qui menaçait le Var, et Kray, qui menaçait le Rhin, le premier consul avait annoncé à grand bruit la formation d'une armée de réserve de

60 000 hommes à Dijon. Les espions des puissances coururent dans cette ville, ils y virent quelques invalides qui instruisaient quelques conscrits et des jeunes gens, des incroyables échappés de Tivoli qui apprenaient à manier le lourd fusil. Lorsque la nouvelle de la formation de l'armée de réserve s'était répandue dans Paris, les *incroyables* avaient demandé à en faire partie. On en forma un escadron qui par malheur fut habillé de jaune. C'en fut assez pour tourner en ridicule et appeler *serins* ces soldats qui au moins avaient manifesté de la bonne volonté et se vengèrent par des duels. Les espions écrivirent partout que l'armée de réserve était une fable, une ruse de guerre, pour effrayer les généraux autrichiens et ralentir leurs progrès.



Masséna. — Siége de Gênes (1800).

Cependant l'armée de réserve existait; elle se formait, sur tous les chemins de France, avec des corps isolés partis de la Vendée, de Toulon, de Marseille, de Paris, qui recevaient en route munitions, chevaux, fusils, vêtements, et s'acheminaient lentement, sans bruit, vers Genève et Lausanne. Au commencement de mai tous ces corps étaient en Suisse, et Bonaparte, suivant des Tuileries les mouvements de Mélas, qui s'enfonçait de plus en plus dans la Ligurie, voyait se réaliser d'avance le plan qu'il avait conçu. Un jour, avant de partir, couché sur ses cartes, il y posait des signes de différentes couleurs pour figurer la position des corps français et autrichiens, et disait devant son secrétaire, qui l'écoutait avec surprise et curiosité : « Ce pauvre M. de Mélas passera par Turin, se repliera vers Alexandrie.... Je passerai le Pô, je le joindrai sur la

route de Plaisance, dans les plaines de la Scrivia, et je le battrai là, là.... » Et en disant ces mots, il posait un de ses signes à San-Giuliano. C'était toute la campagne prophétisée d'avance.

Bonaparte quitta Paris le 6 mai, se montra à Dijon et courut vers Genève. Le général du génie Maresco avait été chargé de faire la reconnaissance des Alpes. Il se prononçait pour le grand Saint-Bernard, mais il regardait l'opération comme très-difficile. « Difficile, soit, répondit le premier consul, mais est-elle possible? — Je le crois, à condition d'efforts extraordinaires.—Eh bien! partons. » On démonta les canons, qui furent placés sur des traîneaux à roulettes; on divisa les affûts, les munitions, pour les faire transporter à



Passage des Alpes (mai 1800). (Page 244, col. 1.)

dos de mulets, car il y avait dix lieues de route impraticable aux voitures.

Le passage commença dans la nuit du 14 au 15 mai. Une avant-garde de six beaux régiments, commandés par Lannes, partit à minuit. On devançait le lever du soleil pour n'avoir pas à craindre les avalanches, plus fréquentes après la chaleur du jour. Il fallait huit heures pour arriver au couvent du Saint-Bernard. Les troupes y trouvèrent des provisions que le premier consul y avait fait porter d'avance et que les bons religieux leur distribuèrent. Des tables étaient dressées devant l'hospice entre la maison et la route, et chaque soldat, en défilant, goûtait un verre de vin, prenait son morceau de pain avec son morceau de fromage, et laissait la place

à un autre. Après quelques instants de repos, on descendit en deux heures au village de Saint-Remi, où la route recommençait. Les jours suivants, les divisions, les affûts, les munitions, passèrent. Les pièces, surtout celles de douze, et les obusiers, offrirent de grandes difficultés. Des troncs de sapins creusés les reçurent; cent hommes s'attelaient à chacun de ces traîneaux; la musique jouait dans les passages difficiles, ou bien l'on battait la charge; tout passa.

« Le premier consul, dit un de ses compagnons de route, Bourrienne, monta le Saint-Bernard avec ce calme, ce sang-froid et cet air d'indifférence qui ne le quittaient jamais lorsqu'il sentait la nécessité de donner l'exemple et de payer de sa personne. Il interrogeait



Mort de Desaix à la bataille de Marengo (14 juin 1800). (Page 246, col. 2.)

son guide sur les deux vallées; il entrait dans tous les détails, demandait quels étaient les moyens de vivre des habitants, leurs relations; si les accidents étaient aussi fréquents qu'on le disait. Le guide lui racontait qu'une longue habitude et une succession séculaire de faits avaient appris aux habitants à si bien prévoir le bon ou le mauvais temps et l'approche de la tourmente, qu'ils se trompaient rarement. Bonaparte avait sa redingote grise; il marchait la cravache à la main, l'air un peu triste de ce qu'il ne voyait venir personne de la vallée d'Aoste lui donner la nouvelle de la prise du fort de Bard. Arrivé à l'hospice, le premier consul fut reçu dans une salle basse; il visita la chapelle et ses trois petites bibliothèques; il eut le temps de lire quel-

ques pages dans un vieux bouquin dont je ne me rappelle pas le nom. Notre déjeuner-dîner fut très-frugal. Le petit jardin était encore couvert de neige. Je dis à l'un des Pères : « Vous devez avoir bien peu de légumes « ici.— Monsieur, nous tirons tout des vallées. Au mois « d'août seulement, dans les années chaudes, nous avons « quelques petites laitues. » Lorsque nous fûmes à l'extrémité du plateau, beaucoup d'entre nous s'assirent sur la neige et se laissèrent glisser. Ceux qui passaient les premiers rendaient service à ceux qui les suivaient, parce qu'ils foulaient la neige et traçaient le chemin. Cette rapide descente nous faisait beaucoup rire : nous n'étions arrêtés que par la boue qui remplaçait la neige fondue, à environ 5 à 600 toises. »

Cependant l'obstacle qui arrêtait l'armée subsistait. Le fort de Bard fermait la route d'Ivrée par la vallée d'Aoste. Tous les efforts tentés pour le prendre furent inutiles; le premier consul accourut lui-même, reconnut l'impossibilité d'enlever ce roc, mais le fit tourner par un sentier de chèvres, que l'infanterie et la cavalerie suivirent. Quant à l'artillerie, il n'y avait pour elle d'autre route qu'au pied même du fort. Aussi le commandant de Bard écrivait à Mélas qu'il ne laisserait point passer un canon. On couvrit la route de paille et de fumier, on entoura les pièces d'étoupes, les canonniers les traînèrent, et on traversa la nuit, sous les projectiles ennemis, ce dangereux défilé. 40 000 hommes étaient en Italie, 20 000 qui arrivaient par d'autres passages allaient les rejoindre. En 1796, Bonaparte avait tourné les Alpes; en 1800, il les franchissait, et cette fois avec des espérances plus grandes d'un immense et prompt succès, car il s'établissait par cette manœuvre sur les derrières de Mélas; il le coupait de l'Autriche; il l'épouvantait de son audace; il l'avait vaincu avant même de l'avoir rencontré.

4. MARENGO (14 JUIN 1800); HOHENLINDEN (3 DÉCEMBRE); DESAIX; LATOUR D'AUVERGNE.

Mélas était dans la plus profonde ignorance de tous ces mouvements, et refusa longtemps d'y croire. Lorsque enfin il n'en put douter, lorsqu'il sut que Bonaparte était entré à Milan, au milieu des transports de l'admiration et de l'enthousiasme, il concentra rapidement tous ses corps pour se faire jour avant d'être enveloppé. Le 9 juin, il se heurta contre Lannes à Montebello, et ne put passer. Trois tentatives sur Plaisance, pour s'emparer du pont de cette ville, échouèrent également. Enfermé entre ce fleuve, l'Apennin et l'armée française, il se décida à livrer une grande bataille. Elle eut lieu non loin d'Alexandrie, près de ce village de San-Giuliano que Bonaparte désignait aux Tuileries mêmes comme le théâtre de la victoire, et près de celui de Marengo, dont elle a rendu le nom immortel.

Le choc fut terrible, désespéré. Bonaparte n'avait point toutes ses forces sous la main, car pour empêcher Mélas de lui échapper il avait dû répandre autour de lui ses troupes comme un vaste réseau, et il en avait derrière le Tessin, vers l'Apennin et à Plaisance. Il y eut trois batailles dans cette journée. La première, livrée de quatre à dix heures du matin, par Lannes et Victor, avec 15 000 hommes contre 36 000, fut perdue. Les Français, pliant sous la mitraille de 200 bouches à feu et la pression d'une immense cavalerie, abandonnèrent le village de Marengo. A ce moment, Bonaparte arrive avec la garde consulaire; il place au milieu de la plaine ces 800 grenadiers d'élite, formés en carré, comme une citadelle vivante. Par leur feu meurtrier, ils arrêtent quelque temps la cavalerie lancée contre eux. Mais il faut reculer pour se concentrer. Lannes met deux heures à faire trois quarts de lieue; la garde consulaire elle-même recule. Mélas croit tenir la victoire. Il rentre dans Alexandrie, laissant son chef d'état-major achever l'ennemi, et envoie à tous les cabinets de l'Europe des courriers porteurs de la bonne nouvelle.

Il était trois heures de l'après-midi, et la seconde bataille était encore perdue. Mais Desaix, détaché la veille vers Novi, pour y chercher l'ennemi qu'on ne savait pas être à Marengo, avait entendu l'épouvantable canonnade; il s'était arrêté, puis, comprenant bien vite que le devoir du lieutenant est de courir au feu du général, il revint et parut avec sa division sur le champ de bataille, au moment où les Autrichiens, formés en colonne serrée, s'efforçaient de gagner la route de Plaisance, leur seule voie de salut. Bonaparte commence alors une troisième action. « Mes amis, dit-il aux soldats, c'est assez reculer; vous savez que j'ai l'habitude de coucher sur le champ de bataille. » Et il lance Desaix avec ses 6000 hommes de troupes fraîches sur le front de la colonne autrichienne, pendant que tout le reste de l'armée fond sur ses flancs. Desaix, perte à jamais regrettable, tombe dès les premiers coups, percé d'une balle dans la poitrine. Il fut tué raide, et ne put prononcer les belles paroles qu'on lui a prêtées. Mais ses soldats se précipitent avec fureur sur les Autrichiens pour le venger. Kellermann, le fils du vainqueur de Valmy, charge au galop avec ses escadrons, Marmont démasque à l'improviste une batterie de 12 pièces. La colonne autrichienne, ébranlée en tête, est coupée en deux tronçons. L'un d'eux est pris, l'autre est en désordre. La panique gagne la cavalerie autrichienne; bientôt tout fuit. Mélas est réduit à capituler dans Alexandrie. L'Italie était reconquise (14 juin 1800).

« Quand nous fûmes seuls, raconte Bourrienne, je dis au premier consul : « Général, voilà une belle vic- « toire! vous savez ce que vous me disiez l'autre jour « du plaisir que vous auriez à revoir Paris après un « grand coup porté en Italie? vous devez être satisfait? « — Oui, Bourrienne, je suis satisfait : mais Desaix!... « Ah! que la journée eût été belle, si ce soir j'avais pu « l'embrasser sur le champ de bataille ! » Je vis Bonaparte sur le point de verser des larmes, tant était vraie et profonde la douleur que lui causait la mort de Desaix. C'est certainement l'homme qu'il a le plus aimé, le plus estimé et le plus regretté. »

La nouvelle de la victoire de Marengo arriva à Paris le 21 juin. Le premier consul avait passé le Saint-Bernard le 20 mai!... La rapidité et l'éclat de cette guerre excitèrent un enthousiasme impossible à décrire. Le tiers consolidé monta aussitôt de vingt-neuf à trente-cinq francs. Tout le monde s'embrassait et se félicitait comme d'un bonheur de famille. Comme il n'y avait encore que peu de ponts, les habitants de la rive gauche passaient en foule la rivière sur des bateaux pour venir chercher des nouvelles sur la rive droite. Toutes les fenêtres, le soir, s'illuminèrent. « As-tu vu, disait-on dans la foule, ce qu'il écrit aux autres consuls? C'est là un homme!... « *J'espère que le peuple français sera content de son armée.* — Oui, oui, s'écriait-on de toutes

parts ; oui, il en est content !... » Et les cris de : « Vive la République ! vive Bonaparte ! » retentissaient de nouveau, dit la duchesse d'Abrantès, dans les rues, sur les places, dans les carrefours et aux fenêtres des maisons les plus élégantes, avec un véritable délire. »

Si en Allemagne Moreau n'avait pas eu d'aussi brillants succès, il gardait pourtant l'offensive, forçait les Autrichiens à quitter leur camp retranché d'Ulm, en menaçant, par la victoire d'Hochstedt, leur ligne de retraite, et pénétrait jusqu'à Munich, de sorte que l'Autriche, qui n'avait plus d'armée en Italie, était encore impuissante en Allemagne à arrêter les Français. Elle était décidée à traiter, quand l'Angleterre survint avec ses subsides. Le cabinet de Vienne traînant en longueur les conférences de Lunéville, Bonaparte résolut de conquérir la paix par une campagne d'hiver. Moreau reçut l'ordre de recommencer le 28 novembre les hostilités et de franchir l'Inn pour marcher sur Vienne, pendant que Macdonald déboucherait du pays des Grisons dans le Tyrol, et que Brune forcerait le Mincio et l'Adige. Tout réussit à souhait.

En Italie, Brune rejeta les Autrichiens derrière l'Adige, et Macdonald, descendant sur leurs derrières par le Splugen, menaça leurs communications. Pendant ces opérations, 6000 Français ou Cisalpins s'emparaient de la Toscane, où régnait un prince autrichien, et Murat chassait les Napolitains des États pontificaux.

Mais ce fut en Allemagne que se portèrent les grands coups. Bonaparte avait donné à Moreau une magnifique armée de 100 000 hommes, parfaitement organisée, approvisionnée et munie. Il était à Munich, tenant la ligne de l'Isar, et les Autrichiens à Braunau, tenant celle de l'Inn. Entre les deux fleuves s'étend une grande forêt dont le village de Hohenlinden occupe le centre. Ces plateaux boisés s'inclinent au nord et descendent au Danube par terrasses successives qui finissent en un sol bas et marécageux. Les deux généraux français et autrichiens prirent en même temps l'offensive, et tous deux par leur droite, Moreau dirigeant Richepance vers Wasserbourg, où il devait passer l'Inn, et l'archiduc se proposant de tourner la ligne française en surprenant le passage du bas Isar. Moreau occupait de plus, au centre même de la forêt, l'éclaircie de Hohenlinden. Les Autrichiens n'avaient pas prévu les difficultés de leur plan ; ils y trouvèrent tant d'obstacles, qu'au milieu de l'exécution ils s'arrêtèrent et résolurent d'aborder de front les hautes terrasses dont on vient de parler, tandis que la masse principale de leur armée marcherait directement sur Hohenlinden au travers de la forêt.

Si Moreau eût tenu, comme Bonaparte savait si bien le faire, sous sa main ou à sa portée, toutes ses forces, il lui eût été facile de détruire ses adversaires, mais il ne sut amener que 50 000 contre 70 000. Du moins il les battit et leur fit éprouver de grandes pertes. Le succès de la journée tint à d'habiles combinaisons de détail du général, qui attira l'ennemi dans un labyrinthe et rabattit à propos sa droite sur son centre ; à la bravoure de ses troupes, à l'énergie de ses lieutenants, surtout à l'audace de Richepance, qui se jeta intrépidement sur le centre ennemi entassé dans la forêt en longues colonnes, le coupa, s'établit dans la trouée qu'il avait faite, arrêtant l'ennemi d'un côté, et de l'autre le poussant sur Ney, qui l'attaquait en tête. 8000 tués ou blessés, 12 000 prisonniers, 87 pièces de canon, furent les résultats de cette brillante victoire. Six jours après, Moreau franchissait l'Inn, puis la Salza, la Traun, et s'emparait de Lintz sur le Danube, de Steyer sur l'Ens. Il était aux portes de Vienne. L'Autriche l'arrêta en promettant d'accepter les conditions de la France.


La Tour d'Auvergne.

Cette campagne avait eu aussi son infortune, son Desaix. Le brave la Tour d'Auvergne y avait péri. Descendant du grand Turenne, s'il n'avait pas hérité de son génie, il avait hérité de son courage, et ce qui vaut mieux, de sa belle âme. Né en 1743, admis en 1767 parmi les mousquetaires noirs, il avait pris part à la guerre de 1781. Après la paix de Versailles, il se livra à l'étude, cherchant les rapports qui pouvait lier la langue celtique aux autres langues. A la Révolution, loin d'émigrer, il vola aux armées, se distinguant tantôt dans les Alpes, tantôt dans les Pyrénées. Le général Servan imagina de réunir toutes les compagnies de grenadiers de l'armée pour en former un corps de huit mille hommes. La Tour d'Auvergne, comme le plus ancien capitaine, fut le commandant de ce corps d'élite. On le voyait partout, aux passages les plus difficiles, aux postes les plus périlleux. « Il a le don, disaient ses grenadiers, de charmer les balles. » Les représentants du peuple, qu'il dédaignait de courtiser, voulurent le destituer, l'armée tout entière réclama. Il supportait gaiement les privations que la mauvaise administration du gouvernement républicain imposait aux soldats. Un jour, les Espagnols affectaient d'étaler des vivres en abondance aux yeux des Français, dont ils étaient séparés par une rivière : « Qui veut dîner me suive ! » s'écria la Tour d'Auvergne en se jetant à la nage ; et les Français prirent à table la place des Espagnols, heureux de pouvoir se sauver. En revenant à Brest, il fut fait prisonnier par les Anglais, qui le gardèrent pendant deux ans. La Tour d'Auvergne mit à profit ces deux ans pour continuer ses études chéries.

De retour à Paris, il publia son livre des *Origines gauloises* (1797). Il partageait avec des familles indigentes sa modique pension et vivait dans la retraite, refusant les offres les plus brillantes. Il fit la campagne de Zurich pour remplacer le fils d'un ami nécessaire à sa famille. Sur le rapport de Carnot, le premier consul accorda un sabre d'honneur à la Tour d'Auvergne, le nomma *premier grenadier de la République*, et l'envoya à l'armée d'Allemagne. Ce devait être le dernier théâtre de ses exploits. Six jours après son arrivée, près de Neubourg, en Bavière, il tombait percé au cœur d'un coup de lance par un uhlan autrichien. « Je meurs satisfait, s'écria-t-il, je désirais terminer ainsi ma vie. » L'armée entière porta son deuil trois jours.



Allemagne. — Bataille de Hohenlinden (3 décembre 1800). (Page 247, col. 1.)

Son nom fut conservé sur les listes, et à l'appel on répondait : « La Tour d'Auvergne, mort au champ d'honneur. » Moreau lui fit ériger, à l'endroit où il tomba, un mausolée qui a été respecté même des ennemis, et que le roi de Bavière a fait restaurer depuis. Les voyageurs français le visitent comme celui de Turenne sur les bords du Rhin.

§ 5. LA MACHINE INFERNALE (24 DÉCEMBRE 1800).

La joie causée par ces succès fut tout à coup interrompue par les entreprises des partis extrêmes, qui, n'espérant vaincre autrement Bonaparte, recoururent à l'odieuse et lâche ressource de l'assassinat. Le complot républicain d'Aréna et de Céracchi avait été prévenu

(octobre 1800), mais Bonaparte faillit périr par la machine infernale. Le 24 décembre 1800, à huit heures un quart du soir, Bonaparte partit des Tuileries accompagné de plusieurs généraux, pour se rendre à l'Opéra, où l'on donnait l'*Oratorio*. L'escorte, formée par les grenadiers à cheval, suivait la voiture au lieu de la précéder, comme il arrivait parfois. Cette circonstance sauva peut-être le premier consul. Arrivée dans la rue Saint-Nicaise, non loin du Carrousel, la voiture se trouva arrêtée par une charrette, mise en travers du passage, et une voiture de remise. On fit avancer la voiture de remise; et le cocher du premier consul passa avec adresse et rapidité entre la charrette et le mur. L'escorte passa également, mais tout à coup une détonation effroyable se fait entendre; les vitres, les portes tombent, des maisons s'écroulent. La voiture du premier consul, quoique arrivée à l'entrée de la rue de la Loi, est tellement ébranlée, qu'elle penche sur les roues et que les glaces se brisent : « Nous sommes minés ! » s'écria Bonaparte. Après avoir demandé s'il y avait des victimes dans sa garde, dont un seul soldat avait été blessé, il donna ordre de le conduire à l'Opéra, où il se montra aussi calme et aussi impassible que les autres jours, malgré l'agitation de la salle et les cris des spectateurs, heureux de le voir sauvé d'un grand danger. Ce calme cependant ne dura point. Dès qu'il fut de retour aux Tuileries et qu'il connut tous les détails de l'affreux attentat, il éclata en colère, en menaces contre les *jacobins*, les *septembriseurs*, qu'il accusait de ce crime. Il ne voulut point



Explosion de la machine infernale (24 décembre 1800). (Page 249, col. 1.)

entendre Fouché, qui, avec raison, l'attribuait aux royalistes. Par un arrêté des consuls, que le Sénat s'empressa de sanctionner, cent trente individus furent déportés sans jugement.

Fouché cependant était sur la trace des vrais coupables. Un hasard en amena la découverte. Les cochers de fiacre, pénétrés d'admiration pour les talents du cocher consulaire, lui donnèrent un magnifique dîner. Dans la chaleur du repas, un des convives, buvant à l'habileté du héros de la fête, dit qu'il savait bien qui lui avait joué ce tour-là. On arrêta le cocher; il donna des renseignements sur la charrette, qu'il avait vue dans une remise; on s'informa, et enfin deux agents de Georges Cadoudal, Saint-Réjant et Carbon, furent arrêtés. On sut pourquoi le complot n'avait pas réussi. Saint-Réjant, qui mit le feu au baril de poudre, n'avait pas été bien informé; il croyait que l'escorte précédait la voiture du premier consul, et il avait laissé passer le premier équipage. Jeté, en outre, contre le mur par le cheval d'un soldat, il s'était cependant hâté de mettre le feu, mais l'action de la poudre, plus lente qu'il n'avait cru, avait trompé son calcul; et sa machine, justement appelée infernale, n'avait foudroyé que les curieux accourus pour voir le premier consul. Conçoit-on qu'il avait eu la barbarie de donner le cheval de la charrette à garder à une jeune fille de quinze ans, sachant bien que cette malheureuse allait être mise en pièces?

Saint-Réjant et Carbon furent condamnés à mort et exécutés; leurs complices avaient eu le temps de

s'enfuir. Mais les cent trente jacobins n'en restèrent pas moins déportés. Bonaparte s'applaudissait toujours d'avoir éloigné de France les hommes de la Révolution qui avaient du sang sur les mains. Ce n'était cependant pas un bon moyen d'apaiser les haines que de ne pas tomber seulement sur les coupables. La justice ne doit pas frapper à faux.

6. PAIX DE LUNÉVILLE; PERTE DE L'ÉGYPTE.

Deux mois après la bataille de Hohenlinden et la machine infernale, la paix fut signée à Lunéville. L'empereur d'Autriche acceptait les bases du traité de Campo-Formio, qui donnait la rive gauche du Rhin à la France, et rejetait l'Autriche derrière l'Adige. Il reconnaissait les républiques batave, helvétique, ligurienne et cisalpine, cette dernière possédant toute la vallée du Pô, depuis la Sésia et le Tanaro jusqu'à l'Adriatique, et le nouveau royaume d'Étrurie, formé pour la branche espagnole de Parme, aux dépens du grand-duc de Toscane, frère de l'empereur (9 février 1801).



Bonaparte à l'Opéra après l'explosion de la machine infernale. (Page 249, col. 2.)

La cour de Naples, menacée par une armée que Murat conduisait, se hâta de promettre qu'elle fermerait ses ports aux Anglais, et reçut garnison française dans Otrante, Tarente et Brindes. Nous avions déjà des troupes à Livourne et à Ancône; l'Italie était donc tout entière à notre discrétion. L'Espagne s'engageait à forcer le Portugal, par une invasion, à déserter l'al-

liance anglaise. Le czar, saisi d'admiration pour le premier consul, qui avait renvoyé 7000 Russes sans rançon, lui offrait son amitié. Ainsi, en quinze mois, la France, réorganisée à l'intérieur, avait brisé la seconde coalition et imposé la paix au continent.

L'Angleterre seule s'obstinait dans sa haine. Abandonnée de l'Autriche, elle luttait encore, se croyant insaisissable. Mais les yeux commençaient à s'ouvrir; on comprenait pourquoi cette puissance, qui gagnait à la guerre quand tous y perdaient, se refusait à poser les armes. Les idées qui, vingt ans auparavant, avaient armé contre elle les États du Nord, reparaissaient dans les conseils des rois. Le czar Paul Ier, gagné par d'adroites flatteries du premier consul, qui, au moment où les Anglais prenaient l'île de Malte, la lui avait cédée; le roi de Prusse, à qui Bonaparte avait envoyé, le lendemain du 18 brumaire, son aide de camp Duroc avec des paroles pleines de prévenance; les rois de Suède et de Danemark, dont l'Angleterre molestait le commerce, dont elle insultait le pavillon, avaient renouvelé la ligue armée des neutres (16 décembre 1800). L'Angleterre y répondit en mettant l'embargo sur tous les navires des puissances alliées qui se trouvaient dans ses ports, et le 21 mars 1801 les amiraux Nelson et Parker, forçant le passage du Sund, vinrent livrer sous les murs de Copenhague une bataille bravement soutenue par les Danois. Pour épargner à leur capitale l'horreur d'un bombardement, ils signèrent cependant une suspension d'armes. Cette exécution audacieuse et la mort du czar Paul Ier, assassiné dans son palais par



Paix de Lunéville (9 février 1801). (Page 250, col. 1.)

ses courtisans, mirent fin à la ligue des neutres. Alexandre, fils et successeur de Paul Ier, abandonna sa politique, et la France se trouva seule à défendre la liberté des mers. Mais les Anglais, avec leurs 195 vaisseaux de ligne et leurs 250 frégates, avaient sur mer une telle supériorité de forces, que, loin d'être en état de lutter contre eux, nous ne pouvions même envoyer des secours à Malte, qu'ils bloquaient, et à l'armée d'Égypte, qu'ils menaçaient.

Kléber, à qui Bonaparte avait, en partant, confié le gouvernement de sa conquête et l'armée, était un excellent général; mais, esprit frondeur, chagrin, il n'était grand qu'au moment du danger. La perspective de rester abandonné en Égypte l'irrita profondément, et, après le tort de se laisser aller au découragement, il eut celui de répandre le même esprit dans l'armée. On ne parla bientôt que de sortir d'Égypte à tout prix, et une armée turque de 80 000 hommes survenant, Kléber signa avec le commodore Sidney-Smith la convention d'El-Arish, par laquelle les troupes devaient être ramenées en France sur des vaisseaux anglais. Le cabinet britannique, trompé par ce découragement, désavoua son représentant, et exigea que l'armée se rendît à discrétion. Kléber retrouve alors son énergie: il culbute les Turcs à la sanglante journée d'Héliopolis (20 mars 1800), reprend le Caire, qui s'était soulevé derrière lui, et rétablit par ces coups de vigueur la domination française en Égypte. Kléber, après sa victoire, changea de conduite. Ses défiances dissipées, il ne négligea rien pour consolider la colonie. Les ingé-

nieurs et les forts qu'ils élevaient autour du Caire, autrefois l'objet de ses sarcasmes, devinrent l'objet de sa sollicitude. Contre un pareil général, une armée de trente mille Anglais eût échoué. Mais l'esprit des habitants, aliéné par l'influence des Turcs, resta hostile aux Français. Un excès perdit tout. Kléber avait fait répartir sur les principaux cheiks et les propriétés des mosquées une partie de la charge de la contribution. Le sadah fut surtaxé. Outré qu'on oubliât à ce point ce qui était dû à sa naissance et à son rang, il refusa de payer. Il fut arrêté, enfermé dans la citadelle, et enfin bâtonné. L'indignation fut générale parmi les gens de la loi, les ulémas, et se répandit dans tout l'Orient. Cette conduite était bien opposée à celle de



Mort de Kléber 14 juin 1800). (Page 252, col. 1.)

Napoléon, qui, le lendemain de la révolte du Caire en 1798, avait pardonné à ce même sadah, reconnu lo chef de la rébellion. Kléber paya cher cet oubli de toute politique et cette violation des instructions de Napoléon. Il tomba sous les coups d'un fanatique, Soliman.

Soliman, né à Alep, était un jeune homme de vingt-quatre ans; élevé dans la mosquée de Gama-el-Azhar, il avait fait deux fois le pèlerinage de la Mecque. Il était à Jérusalem, lorsque les fuyards échappés de la déroute d'Héliopolis y arrivèrent de tous côtés, exaspérés contre les *infidèles*. Achmet, aga des janissaires, natif d'Alep, exalta la tête de son compatriote, et lui persuada qu'il avait été choisi par le prophète pour sauver la sainte Kaaba, en livrant le combat sacré



Bataille navale d'Algésiras gagnée par l'amiral Linois sur une division anglaise (6 juillet 1801). (Page 254, col. 2.)

contre le fourbe et astucieux chef des idolâtres. Soliman, recommandé par lui, s'en alla au Caire, toujours logé dans les mosquées et bien accueilli des agas. Au Caire, il confia son projet à quatre muddens de ses amis, et passa plusieurs jours et plusieurs nuits en prière. Il fit trois voyages à Gizéh pour reconnaître le sultan et le local; l'exécution de son dessein lui parut difficile; il s'en dégoûta. Les quarante jours qui lui avaient été assignés étaient expirés; mais le docteur Mustapha, vieillard de quatre-vingts ans, son ancien maître, très-versé dans les choses saintes, ralluma le fanatisme de Soliman. Le lendemain, celui-ci arriva sur le port de Gizéh comme Kléber s'embarquait; il le suivit dans un bateau, assista à une revue dans l'île de Roudah; mais toujours écarté, il ne put approcher du général. Il parvint alors à s'introduire dans le jardin du quartier général, s'y mit en prière, et y resta ainsi deux heures en extase. Au bout de ce temps, il saisit le moment où Kléber était seul pour se jeter à ses genoux, lui présentant une pétition. Pendant que le général la lisait, il lui porta quatre coups de poignard. Le premier avait traversé le cœur. L'architecte Protain survint; l'assassin le saisit, le frappa de six coups et le jeta couvert de sang à côté du cadavre du général.

« Ainsi, dit Napoléon, périt sous le poignard d'un fanatique, à l'âge de quarante-sept ans, le chef d'une grande armée, un illustre guerrier, au milieu de ses soldats qui l'aimaient et qui eussent tous péri pour le sauver. Le même jour, au même moment, Desaix succombait, à mille lieues de là, sur le champ de bataille de Marengo. » (14 juin 1800).

Le commandement passa aux mains du général Menou, administrateur habile et général incapable. Il laissa les Anglais débarquer dans la presqu'île d'Aboukir, au nombre de 18000, les attaqua trop tard et avec des forces trop inférieures (21 mai 1801). La défaite de Canope (9 avril) le contraignit de céder le Caire et Alexandrie. Nous occupions l'Égypte depuis trois ans, quand cette convention malheureuse nous força de l'évacuer (2 septembre 1801).

Cette perte affligea beaucoup Bonaparte, qui avait de grandes vues sur l'Orient, et qui, à Sainte-Hélène, s'écriait en parlant de l'Égypte :

« Que serait ce beau pays, après cinquante ans de prospérité et de bon gouvernement? L'imagination se complaît dans un tableau aussi enchanteur! Mille écluses maîtriseraient et distribueraient l'inondation sur toutes les parties du territoire. Les huit ou dix milliards de toises cubes d'eau qui se perdent chaque année dans la mer seraient répartis dans toutes les parties basses du désert; dans le lac Mœris, le lac Maréotis et le fleuve sans eau, jusqu'aux oasis et beaucoup plus loin, du côté de l'ouest; du côté de l'est, dans les lacs Amers et toutes les parties basses de l'isthme de Suez et des déserts entre la mer Rouge et le Nil; un grand nombre de pompes à feu, de moulins à vent, élèveraient les eaux dans les châteaux d'eau, d'où elles seraient tirées pour l'arrosage; de nombreuses émigrations, arrivées du fond de l'Afrique, de l'Arabie, de la Syrie, de la Grèce, de la France, de l'Italie, de la Pologne, de l'Allemagne, quadrupleraient sa population; le commerce des Indes aurait repris son ancienne route par la force irrésistible du niveau; la France, maîtresse de l'Egypte, le serait d'ailleurs de l'Indoustan. »

Le percement de l'isthme de Suez, qui se poursuit sous les auspices de la France, est peut-être appelé à donner à l'Égypte cette prospérité à laquelle la possession de l'Algérie nous donne un intérêt de plus.

§ 7. PAIX D'AMIENS (1802); GLORIEUSE ADMINISTRATION DE BONAPARTE.

Après avoir obtenu à Lunéville la paix du continent, Bonaparte poursuivait la paix maritime; le moment était favorable.

La perte de l'Égypte, si funeste pour nous, était pour les Anglais un grand succès; un autre l'avait précédé, la capitulation de Malte, après un blocus de vingt-six mois. Mais l'Angleterre fléchissait sous le poids d'une dette de 12 milliards et des immenses misères auxquelles ses classes laborieuses étaient condamnées par la cherté des vivres; au dehors, elle voyait avec effroi la marine de la France renaître sous la puissante impulsion du premier consul. Gantheaume avait deux fois, avec une escadre, couru impunément toute la Méditerranée. Le contre-amiral Linois venait de livrer, en vue même de Gibraltar, le beau combat d'Algésiras, où, avec trois vaisseaux, il en avait battu six et détruit deux. Bonaparte porta, par sa politique, un coup plus terrible à l'Angleterre. Il détacha d'elle la Russie, le Danemark, la Suède, et forma même contre elle une coalition maritime; et le consul prépara à Boulogne une immense quantité de chaloupes canonnières pour une descente en Angleterre. La crainte fit taire pour un moment les rancunes implacables de l'aristocratie anglaise. Pitt fut renversé du ministère. Addington prit sa place. L'amiral Nelson se contenta d'aller effrayer Copenhague d'un bombardement; et le nouveau ministère profita de la mort violente de Paul Ier pour ouvrir les négociations avec le premier consul. En effet, le 25 mars 1802, la paix d'Amiens fut signée. Toutes les acquisitions continentales de la France, toutes les républiques fondées par ses armes étaient reconnues. L'Angleterre restituait les colonies françaises, rendait Malte aux chevaliers de Saint-Jean, le Cap aux Hollandais, et ne gardait que l'île espagnole de la Trinité et Ceylan.

La nouvelle du traité d'Amiens fut accueillie en France et en Angleterre avec une joie sans mélange. La paix avec le continent n'avait jamais été qu'une trêve : la paix véritable était celle qui amenait l'Angleterre à reconnaître la grandeur de la France. Bonaparte avait dit, après le 18 brumaire : « La Révolution est finie. » Maintenant, c'était des guerres de la Révolution qu'on disait : « Elles sont finies! » Le premier consul le pensait lui-même. « A Amiens, a-t-il dit plus tard, je croyais de très-bonne foi le sort de la France, celui de l'Europe et le mien fixés; la guerre finie, j'allais me donner uniquement à l'administration de la France, et je crois que j'eusse enfanté des prodiges. »

Déjà ces prodiges commençaient : Bonaparte était au comble de la gloire. Pour la seconde fois il venait de donner à la France une paix glorieuse. L'Égypte était perdue, Malte aussi, et une expédition pour faire reconnaître aux noirs de Saint-Domingue l'autorité de la métropole allait échouer. Mais ces lointains désastres éveillaient à peine un écho en France. On les oubliait en voyant, sous la main habile et ferme du premier consul, les partis se calmer, et partout l'ordre renaître. Il renouvelait pour l'industrie la puissante impulsion de Colbert, en s'efforçant d'habituer la France à fabri-

quer elle-même les produits qu'elle ne pouvait plus acheter aux Anglais. Le morcellement des grands domaines vendus comme biens nationaux avait fait arriver un morceau de terre à beaucoup de mains qui n'en avaient jamais eu, et l'agriculture doublait ses produits. Le commerce était encouragé, malgré l'extension donnée chaque jour au système protecteur par l'aggravation des tarifs de douane. Les importations, en l'an VIII, montèrent à 325 millions, les exportations à 271. Les importations, en l'an IX (1801), furent de 417 millions, les exportations de 305. Le recensement de l'an IX donna, pour soixante-sept départements, 22 297 413 habitants. Ces mêmes départements n'avaient, en 1789, que 21 176 243 habitants. Augmentation : 1 100 000 âmes ou 1 sur 19. En même temps les finances étaient organisées, et le budget, pour la première fois depuis un siècle, mis en équilibre : les routes, les ports, réparés, les arsenaux remplis. A Paris, trois ponts étaient jetés sur la Seine : celui des Arts et ceux qui prirent plus tard les noms immortels d'Austerlitz et d'Iéna.

« Un jour, raconte Bourrienne, j'étais debout devant la fenêtre du cabinet de Bonaparte, donnant sur le jardin des Tuileries. Il venait de sortir, et je profitai de son absence pour me délasser un moment d'être assis. A peine il était dehors qu'il rentra pour me demander un papier. Je ne l'attendais pas si tôt. « Que faites-vous là, Bourrienne? me dit-il; je parie que vous regardez passer les jolies femmes sur la terrasse? — Cela m'arrive quelquefois, c'est vrai; mais je vous assure, général, que dans ce moment-ci je n'y pensais pas. Je regardais cette vilaine rive gauche de la Seine qui m'offusque toujours par l'interruption de son quai, la malpropreté qui y règne, les débordements qui presque tous les hivers empêchent les communications avec le faubourg Saint-Germain, et je me proposais de vous en parler. » Alors il s'approche de la fenêtre et regarde : « Vous avez raison, c'est bien laid; c'est dégoûtant de voir laver du linge sale devant nos fenêtres. Allons, écrivez : *Le quai de l'École de natation sera achevé dans la campagne prochaine*. Envoyez cela au ministre de l'intérieur. Il sortit, et le quai fut achevé l'année suivante. » Ce fut le quai Bonaparte, aujourd'hui quai d'Orsay.

Entre les vallées de la Somme et de l'Oise, il faisait creuser le canal de Saint-Quentin; entre la France et l'Italie, il traçait la magnifique route du Simplon; il faisait étudier celles du mont Cenis et du mont Genèvre, et il fondait des hospices sur la cime des Alpes. Le Code civil se discutait sous ses yeux, et il élaborait le projet d'une grande distribution de récompenses nationales, la Légion d'honneur, et d'une puissante organisation de l'instruction publique, l'*Université*.

Bonaparte visita alors, en effet, le lycée Louis-le-Grand, auquel on avait donné le nom de Prytanée. Il y resta plus d'une heure, dit Bourrienne, et m'en parla le soir avec intérêt. « Savez-vous, Bourrienne, me dit-il, que j'ai fait le professeur? — Vous, général ? — Oui vraiment, et je ne m'en suis pas mal tiré. J'ai interrogé les élèves de la classe de mathématiques; je me suis assez bien souvenu de mon *Bezout* pour leur faire quelques démonstrations au tableau. J'ai été dans les classes, dans les quartiers, au réfectoire. J'ai goûté de leur soupe; elle vaut mieux, en vérité, que celle que nous avions à Brienne. Il faut que je m'occupe sérieusement de l'instruction publique et de la police des collèges. Il faut un uniforme aux écoliers; j'en ai vu qui étaient bien vêtus, d'autres qui l'étaient mal : cela ne vaut rien; c'est au collége, surtout, qu'il faut de l'égalité. »

Une merveilleuse activité, une puissance de travail inouïe, lui faisaient tout voir, tout comprendre, tout faire.

Bonaparte entrait dans tous les détails du gouvernement, et donnait bien de la besogne à son secrétaire : « Pour moi, dit Bourrienne, j'étais quelquefois effrayé de la responsabilité qui pesait sur moi, et le travail officiel qui m'était attribué n'était pas mon seul travail. Il me fallait encore écrire sous la dictée du premier consul pendant une grande partie de la journée, ou bien déchiffrer ce qu'il avait écrit lui-même, ce qui a toujours été la partie la plus pénible de mes fonctions. J'étais tellement assujetti que je ne sortais presque jamais le jour; quand par hasard je dînais en ville, je ne pouvais arriver qu'au moment de se mettre à table, et j'étais obligé de m'en aller au café. Jamais il ne m'était possible de passer une soirée dehors. Une fois par mois, au plus, j'allais sans Bonaparte à la Comédie-Française, et encore n'y restais-je que jusqu'à neuf heures, car à cette heure-là nous recommencions à travailler. »

Étranger aux rancunes des dix derrières années, Bonaparte rappelait les émigrés par une amnistie, mais en donnant une consécration nouvelle des ventes faites par l'État aux acquéreurs des biens nationaux : il essayait d'effacer les haines et de ne former qu'un grand parti, celui de la France. Enfin, tout en enchaînant la Révolution à son char, il en conservait les principes dans son *Code civil*, c'est-à-dire qu'il la rendait impérissable.

§ 8. LE CONCORDAT (1802) : PROSPÉRITÉ; LE CONSULAT A VIE.

Mais l'œuvre la plus importante du Consulat fut la restauration du culte catholique. Bonaparte comprenait qu'une société ne pouvait vivre sans religion et qu'on ne pouvait rompre avec quinze siècles de catholicisme. Aussi bien les prêtres se remontraient, partout les cérémonies recommençaient; le sentiment religieux, comprimé par la Révolution, se réveillait, et un écrivain, M. de Chateaubriand, venait de publier un beau livre : le *Génie du Christianisme*, dans lequel, avec un magnifique langage, il plaidait au point de vue de la raison, de la poésie et de l'art la cause de la religion proscrite. Bonaparte, qui, en se promenant à la Malmaison, ne pouvait sans émotion entendre tinter la cloche de Ruel, résolut de réconcilier la France avec l'Église. D'actives négociations furent engagées avec Rome, et Bonaparte arriva à son but sans avoir rien sacrifié des conquêtes de la Révolution. Enfin il signa avec Pie VII le Concordat du 15 juillet 1801, auquel il ajouta, neuf mois après, les lois organiques (8 avril 1802), et conclut la paix religieuse après avoir conclu la paix politique.

Voici les principales dispositions de cet acte célèbre. La France devait être divisée en 10 archevêchés et 50 évêchés; un traitement payé par l'État était substitué à l'ancienne dotation territoriale du clergé. Le gouvernement avait la police du culte, la nomination des évêques et des archevêques; mais au pape seul appartenait le droit de leur donner l'institution canonique. Le Concordat rencontra une opposition très-

vive au sein du Tribunat, qui fut privé des membres les moins dociles au pouvoir par le nouveau coup d'État du 12 mars 1801. Cependant il fut adopté, avec les *lois organiques* qui le complétaient, par les tribuns, aussi bien que par le Corps législatif (8 avril 1802). Bonaparte inaugura le nouveau régime religieux, avec une grande pompe, dans l'église Notre-Dame.

Soixante ou quatre-vingts femmes furent désignées et engagées à accompagner Mme Bonaparte à Notre-Dame. Elle n'avait pas encore de dames du palais à cette époque. « Nous nous rendîmes donc, dit Mme d'Abrantès, en grand nombre chez Mme Bonaparte, à dix heures et demie, le jour de Pâques de l'an de grâce 1803. Le cortége se mit en mouvement, et quoiqu'il y eût encore quelques fiacres à plaques blanches pour dissimuler les numéros, les équipages élégants y dominaient en grand nombre. Longchamp avait vu recommencer sa promenade la semaine précédente, et les voitures qui avaient été remarquées dans l'allée du bois de Boulogne ne pouvaient manquer de l'être dans le chemin du château des Tuileries à Notre-Dame. Ce fut ce même jour que le premier consul fit prendre la livrée à sa maison.

« Joséphine fut placée dans le jubé qui existait encore à Notre-Dame, et qui depuis fut démoli. Ce jubé, le jour du Concordat, offrait un coup d'œil ravissant. C'était une immense corbeille remplie de fleurs; plus des deux tiers des femmes qui entouraient Mme Bonaparte n'avaient pas encore vingt ans; beaucoup n'en avaient pas seize, et un grand nombre étaient jolies.



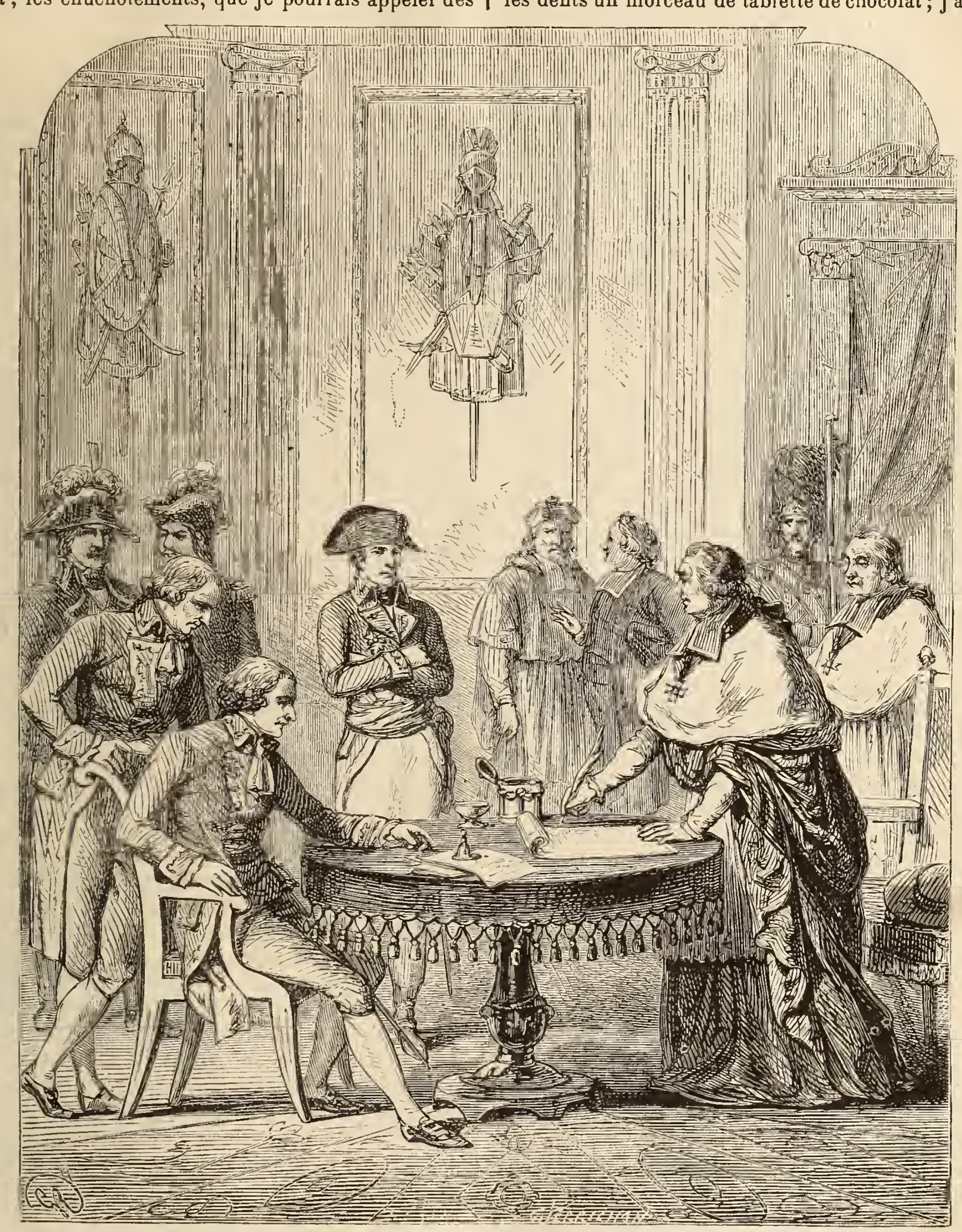
Traité de paix d'Amiens (25 mars 1802). (Page 254, col. 2.)

« La cérémonie fut longue. Le cardinal Caprara, qui officiait, était d'une extrême lenteur. Enfin, vers trois heures, nous retournâmes aux Tuileries très-fatiguées et surtout fort ennuyées. Le côté singulier et assez étrange même de cette cérémonie, c'est l'appareil militaire qui dominait partout. Les coups de canon, les troupes bordant la haie, la cavalerie, ces salves d'artillerie qui depuis le point du jour faisaient frémir toutes les vitres de Paris, tout ce bruit des camps mêlé à des chants religieux, à cette pompe de l'Église toujours nécessaire, cette réunion était vraiment admirable et parlait à l'âme. Aussi le premier consul fut-il vivement irrité de la réponse du général Delmas, lorsque, lui demandant comment il avait trouvé la cérémonie, le général lui répondit : « C'est une assez « belle arlequinade. Mais il faudrait, pour qu'elle « soit mieux encore, un million d'hommes qui ont « donné leur sang pour détruire ce que vous venez de « relever.... »

« Le premier consul s'exprima avec une grande sévérité sur cette réponse, et dit, entre autres choses qui me parurent fort justes, que le général Delmas avait répondu avec aussi peu de réflexion que de bon goût. En effet, dans les hommes abattus par le canon de l'ennemi depuis 1792 (et c'est là qu'il faut voir les pertes réelles), il n'y en a pas un qui soit mort pour la cause religieuse. »

Voici, après la narration de Mme d'Abrantès, le témoignage de Bourrienne, qui nous montre quel mécontentement cette restauration du culte excitait dans

l'entourage du premier consul : « Un grand nombre de personnes qui assistaient à cette cérémonie témoignaient par leur figure et leurs gestes plus d'impatience et d'humeur que de satisfaction ou de recueillement pour le lieu où l'on se trouvait. On entendait çà et là des murmures qui annonçaient du mécontentement ; les chuchotements, que je pourrais appeler des conversations, interrompaient quelquefois le service divin; les expressions même dont on se servait étaient loin d'être mesurées. Enfin, je ne sais par quelle fatalité la faim s'était emparée de plusieurs assistants, mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'on en voyait à chaque instant qui tournaient la tête pour casser avec les dents un morceau de tablette de chocolat ; j'affirme



Signature du Concordat entre le premier consul et le saint-siége (15 juillet 1801). (Page 255, col. 2.)

avoir vu même manger du pain dans l'église, sans gêne et sans avoir l'air de faire attention à ce qui se passait. » On le voit, Bonaparte savait quelquefois braver l'impopularité. Mais il voyait plus haut que ses amis, qui n'étaient que des soldats et ne comprenaient pas la sagesse et les vues profondes de leur chef. Il savait que les murmures passeraient, et que la gloire attachée à son nom par cet acte de haute et généreuse politique ne passerait pas.

« Les fêtes que le gouvernement donnait étaient un signal non-seulement pour Paris, mais pour le reste de la France, de bals, de dîners, de réunions de tous les genres. Il en résultait dans Paris, à cette époque, une vie, un mouvement qui du reste ne s'est arrêté

qu'en 1814. Chaque jour on avait dix invitations pour occuper sa soirée. Le luxe oriental que, depuis, l'empereur exigea dans sa cour n'était pas encore connu. Mme Bonaparte, qui possédait dans une réelle perfection l'art de se bien mettre, donnait l'exemple de la plus extrême élégance. Rien n'était charmant comme un bal à la Malmaison, composé de cette foule de jeunes femmes que la famille militaire du premier consul venait de mettre dans le monde, et qui formaient dès lors, sans qu'elle en eût encore le nom, la cour de Mme Bonaparte. Toutes étaient jeunes, beaucoup étaient jolies, et je n'en connais qu'une seule qui fût laide au point de mériter cette épithète; et lorsque cette belle troupe était vêtue de robes de crêpe blanc garnies de fleurs, coiffée de guirlandes aussi fraîches que le teint de ces jeunes visages riants, gracieux et beaux de gaieté et de bonheur, c'était un charmant et remarquable coup d'œil de voir la danse animée et joyeuse de ces salles que parcouraient en même temps le premier consul et les hommes avec lesquels il pesait les destinées de l'Europe. Les toilettes se renouvelaient souvent; aussi la première année du consulat n'était pas écoulée que les villes manufacturières de la France refleurissaient et devenaient de nouveau l'honneur de la patrie. Sans doute, les hommes en place accumulaient de moins grosses sommes ou achetaient moins de rentes, mais les marchands vendaient, les domestiques étaient placés, les ouvriers étaient occupés, parce que lorsque, dans un hiver, il y avait huit mille, dix mille bals dans Paris, cinq ou six mille dîners, il suivait tout naturellement, de cette manière de vivre, que les marchands de soieries avaient vendu un million d'aunes de satin ou de florence, du crêpe et du tulle en proportion, que les cordonniers faisaient des souliers ; enfin, toutes les branches de commerce se trouvaient plus heureuses. » (*Mém. de Mme d'Abrantès.*)

Si, à l'aide du Sénat, transformé en une sorte de pouvoir supérieur à la constitution, Bonaparte brisait l'opposition du Corps législatif et du Tribunat en éliminant ceux de leurs membres qui se montraient contraires à son gouvernement, Chénier, Daunou, Benjamin Constant, etc., on se disait, avec quelque complaisance cependant, que cette opposition intempestive empêchait le bien qu'il voulait faire. S'il déportait sans jugement, en vertu d'un sénatus-consulte, quelques malheureux innocents du crime dont on les accusait, mais, pour quelques-uns, restes impurs de la Révolution, on disait que les temps n'étaient pas encore assez calmes pour que l'observation des formes de la justice, signe des temps paisibles, fût religieusement gardée. S'il n'épargnait pas les sarcasmes à Siéyès, de Tracy, Garat, Cabanis, qui avaient gardé du dernier siècle et de la Constituante l'habitude de remonter, en toutes choses, aux principes, on consentait, par adulation pour le succès, à rire avec lui de leur métaphysique, et on les appelait du nom qu'il leur donnait, les *idéologues*. Si enfin les vives allures du premier consul, ses déterminations promptes, sa puissante initiative, montraient toute sa vie, toute l'activité du gouvernement concentrées en lui seul, on ne s'irritait pas encore de la liberté ajournée, on répétait avec lui que « la France était soustraite à l'esclavage de l'anarchie », et on se félicitait de ce qu'elle eût trouvé un génie supérieur pour lui confier le soin de ses destinées.

Tout le monde se disait qu'il fallait que la France prolongeât le pouvoir de celui que les partis menaçaient, et que le pacificateur du continent méritait une récompense nationale, la plus belle qu'on pût lui décerner, la plus utile au pays, celle qui lui permettait de mûrir de longs projets. Peu après la paix d'Amiens et le Concordat, les sénateurs, en effet, ayant proposé de proroger de dix ans ses pouvoirs consulaires, le peuple lui donna le consulat à vie, avec le droit de se choisir un successeur (2 août 1802).

Pour mettre les institutions en harmonie avec les nouveaux droits accordés au premier consul, la constitution de l'an VIII fut remaniée. Les listes de notabilités furent supprimées et remplacées par des colléges électoraux à vie, ce qui ne valait pas mieux. Le Sénat, investi du pouvoir constituant, obtint le droit de régler par des sénatus-consultes tout ce qui n'aurait pas été prévu par les lois organiques, le droit de suspendre le jury, de dissoudre le Corps législatif et le Tribunat, de mettre les départements hors de la constitution. Un conseil privé, composé de consuls, de ministres et de deux sénateurs, deux conseillers d'État et deux grands officiers de la Légion d'honneur, dut être seul consulté sur la ratification des traités, et eut mission de rédiger les sénatus-consultes organiques. Le Tribunat, réduit à cinquante membres, ne fut plus, à vrai dire, qu'une section du conseil d'État. J'ai oublié, comme tout le monde les oubliait déjà, les deux autres consuls, témoins silencieux du gouvernement de leur collègue. Ils furent comme lui nommés à vie, mais ils n'en restèrent pas moins obscurs. 3 568 885 suffrages sur 3 577 259 adoptèrent le sénatus-consulte organique de la constitution de l'an X. Dans le petit nombre de votes négatifs se trouvait celui de Masséna.

Les républiques nées de la nôtre modifièrent, à l'exemple de la France, leurs constitutions, dans le sens du principe d'autorité. Les Cisalpins avaient déjà donné à Bonaparte la présidence de leur gouvernement (janvier 1803); la république ligurienne lui demanda de choisir son doge. Cette influence du premier consul en Italie était acceptée des puissances étrangères, comme une conséquence forcée de nos victoires. La réunion à la France du Piémont, qui forma sept départements nouveaux (11 septembre 1802), l'occupation du duché de Parme et de l'île d'Elbe étaient prévues d'avance et furent effectuées sans opposition, mais non sans exciter de sourdes colères.

La Suisse était livrée à de déplorables agitations. Bonaparte, invoqué comme médiateur par le gouvernement de ce pays, lui envoya 20 000 hommes qui rétablirent l'ordre matériel, et lui donna une constitution dont l'Europe put admirer la sagesse (9 février 1803). Notre antique alliance avec les cantons fut renouvelée, et 16 000 Suisses entrèrent au service de la France. « C'est l'intérêt de la défense, disait-il, qui lie la France à la Suisse. C'est l'intérêt de l'attaque qui peut rendre la Suisse importante pour les autres puissances. Le premier est un intérêt permanent, le second n'est que passager et capricieux. » Malheureusement il ajouta à cette médiation modérée des paroles altières et menaçantes pour l'Angleterre.

Son intervention dans les affaires bien autrement compliquées de l'Allemagne fut aussi intelligente et vive. La diplomatie allemande fut contrainte de renoncer à ses lenteurs proverbiales pour marcher du même pas que le jeune conquérant, qui menait les né-

gociations comme les batailles. Des indemnités avaient été promises aux princes allemands qui avaient perdu leurs domaines sur la rive gauche du Rhin ; le clergé les fournit. On sécularisa les trois électorats ecclésiastiques, et ces puissants évêchés, ces riches abbayes, débris du moyen âge, qui valaient des principautés, on les donna aux princes dépossédés. Des villes impériales perdirent aussi leurs antiques priviléges pour passer sous l'autorité d'un prince. Le chaos de l'Allemagne fut simplifié; il le sera bien plus encore après Austerlitz et Iéna.

Le premier consul s'était promis de relever notre marine et notre commerce, il était donc naturellement conduit à la pensée de relever aussi notre empire colonial. Saint-Domingue, la reine des Antilles, qui, avant 1789, exportait pour 160 millions de produits, n'était plus entre nos mains. Les doctrines libérales de la Constituante, jetées sans précaution au milieu de cette colonie florissante, y avaient causé d'incalculables malheurs : les noirs y avaient massacré les blancs, et cette terre, couverte de sang et de ruines, était retournée à la barbarie.

Le premier consul voulait recouvrer cette île, le plus riche joyau de notre ancien empire colonial. Il envoya, sous les ordres du général Leclerc, son beau-frère, des forces considérables contre le noir Toussaint Louverture, qui, nommé par lui gouverneur de Saint-Domingue après sa victoire sur les mulâtres, s'était déclaré indépendant et s'appelait le Bonaparte des noirs. La capture de cet homme remarquable fut le seul succès d'une expédition inopportune qui irrita profondément l'Angleterre et que la fièvre jaune décima. Christophe et Dessalines, successeurs de Toussaint, favorisés par la rupture entre l'Angleterre et la France, chassèrent les Français de l'île et fondèrent la république d'Haïti (1804). Là seulement le premier consul n'avait pas réussi.

§ 9. RUPTURE DE LA PAIX D'AMIENS ; COMPLOT DE CADOUDAL; MORT DU DUC D'ENGHIEN.



L'ANGLETERRE avait fait la paix pour arrêter l'accroissement de la France, et la France grandissait plus dans la paix que dans la guerre. Son commerce, son industrie, prenaient un immense essor; son pavillon reparaissait sur toutes les mers, et il allait faire une concurrence redoutable à ceux qui s'appelaient les maîtres de l'Océan. De plus, elle intervenait avec autorité en Allemagne et en Suisse. La Hollande était sous sa direction. Le Piémont était devenu une de ses provinces; il semblait que la haute Italie allait en former une autre. Ainsi, disait-on, l'ambition française ne se contente plus de ce qu'on appelait naguère les frontières naturelles de la France; elle franchit les Alpes, elle déborde sur l'Italie, bientôt elle franchira le Rhin et ses autres barrières. Et l'Angleterre récriminait contre chacun de ces faits de politique extérieure, qui étaient accomplis ou prévus quand elle avait signé la paix d'Amiens; elle s'en faisait un prétexte pour ne pas restituer Malte, la clef de la Méditerranée. Bonaparte exigea cette restitution, condition principale du traité. Le ministère anglais lui répondit par une de ces indignes violations du droit des gens qu'on ne retrouve que trop dans l'histoire de l'Angleterre : il fit saisir, sans déclaration de guerre, sur toutes les mers, 1200 navires français et bataves (13 mai 1803).

Ainsi les hostilités reçommençaient. Rupture fatale qui força Bonaparte à abandonner la paix pour la guerre, qui le mena, et avec lui la France, à travers tant de gloire, à tant de misères. Bonaparte comprit dès le premier moment que cette grande guerre allait changer tout le système politique de l'Europe et sa situation à lui-même. Dans les négociations qui précédèrent la rupture, il écrivait à son ministre à Londres : « .... L'Angleterre nous obligera de conquérir l'Europe. Le premier consul n'a que trente-trois ans, il n'a encore détruit que des États de second ordre; qui sait ce qu'il lui faudrait de temps pour.... ressusciter l'empire d'Occident? »

Les deux ennemis ne pouvant s'atteindre, il fallut se contenter d'abord de représailles. Bonaparte fit arrêter tous les Anglais voyageant en France, interdit dans tous nos ports l'entrée des marchandises anglaises, envoya des garnisons dans les places maritimes du royaume de Naples, et mit la main sur le Hanovre, possession continentale du roi d'Angleterre. Puis il revint, et cette fois avec la pensée sérieuse de l'entreprendre, au projet de franchir le Pas de Calais, et d'aller conquérir la paix dans Londres même. L'Angleterre remua tout le continent pour nous trouver des ennemis.

Elle ébranla la Russie, l'Autriche, la Suède, chercha à entraîner la Prusse, depuis huit ans notre alliée, et joignit à la guerre légitime la guerre du guet-apens. On saisit des lettres de deux ministres anglais à Munich et à Stuttgard, qui prouvaient que ces agents soudoyaient des assassins contre le premier consul, et payaient non-seulement pour allumer la guerre civile, mais pour faire sauter les magasins à poudre, etc. Le ministre anglais avoua publiquement ses agents. Constant affirme dans ses *Mémoires* qu'on trouva un jour, à la Malmaison, sur une table de travail du premier consul, une tabatière en tout semblable à celle dont il se servait, et dont le tabac était empoisonné. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'Angleterre soudoya la conspiration de Georges Cadoudal et de Pichegru, dans laquelle Moreau se laissa impliquer.

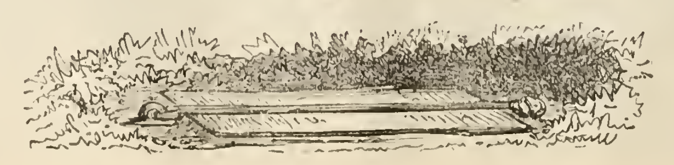
Cadoudal vint à Paris avec quelques-uns de ses chouans pour assassiner le premier consul et rétablir les Bourbons. La police les prévint. On arrêta Pichegru le 8 ventôse. « Il fut, dit Bonaparte, victime de la plus infâme trahison. C'est vraiment la dégradation de l'humnanité; il fut vendu par son ami intime. Cet homme vint offrir de le livrer pour cent mille écus. Il raconta qu'ils avaient soupé la veille ensemble.... La nuit venue, l'infidèle ami conduisit les agents de police à la porte de Pichegru, leur détailla les formes de la chambre, ses moyens de défense. Pichegru avait des pistolets sur sa table de nuit, la lumière était allumée, il dormait; on ouvrit doucement la porte avec de fausses clefs que l'ami avait fait faire exprès; on renversa la table de nuit, la lumière s'éteignit et on se colleta

avec Pichegru, éveillé en sursaut; il était très-fort, il fallut le lier et le transporter : il rugissait comme un taureau. » On vit le vainqueur de Hohenlinden forcé, la rougeur au front, de s'asseoir, comme complice, à côté d'un chef de chouans. Pichegru s'étrangla dans son cabinet; Moreau fut condamné à deux ans de prison. Cadoudal, les comtes de Rivière et de Polignac, et dix-sept autres, furent condamnés à mort; deux seulement furent exécutés avec Georges. Joséphine et Murat arrachèrent la grâce de MM. de Rivière et de Polignac. Moreau eut remise de sa peine. Il s'exila aux États-Unis et n'en revint qu'en 1813 pour pointer les canons russes contre les Français.

Une autre tragédie précéda celle-là. Le duc d'Enghien, le dernier des Condé, fut enlevé du château d'Ettenheim, dans le grand-duché de Bade, conduit à Vincennes, livré à une commission militaire, et, la même nuit, condamné et fusillé dans les fossés de la place. Le duc nia qu'il eût connu les projets de Georges, mais il ne se tenait évidemment à quatre lieues de la frontière française que pour profiter d'un mouvement préparé à Paris, dont il est possible qu'on lui

Arrestation du duc d'Enghien (mars 1804). (Page 260, col. 2.)

eût laissé ignorer la cause. Il avoua être venu plusieurs fois à Strasbourg, et on lui appliqua la loi touchant les émigrés qui avaient porté les armes contre la France (20 mars 1804). Il était couvert par le droit des gens, car il n'avait pas été pris dans une action de guerre ni sur notre territoire. Sa mort fut un acte mauvais de représailles. Le premier consul entouré d'assassins partis de Londres, voulut « renvoyer aux Bourbons la terreur jusque dans Londres même. » — « En une circonstance semblable, a-t-il écrit dans son testament, j'agirais encore ainsi. » Il se trompait lui-même, ou plutôt voulait tromper la postérité, car il savait bien que ce meurtre avait eu de déplorables conséquences. La Prusse, prête à entrer dans une intime alliance avec nous, se rejeta vers la Russie, et de ce jour la coalition renoua ses liens deux fois brisés. La conspiration des princes français et la mort du duc d'Enghien, qui en était la suite, étaient de ces coups réciproques par lesquels la contre-révolution et la révolution s'excitaient à une nouvelle et violente lutte. Elle éclata maintenant, en effet, et devait s'étendre des Alpes et du Rhin jusqu'aux bords du Niemen.



SEIZIÈME PÉRIODE.

L'EMPIRE. — CONQUÊTE DE L'EUROPE PAR LA RÉVOLUTION.

CHAPITRE LXXVI.

RÈGNE DE NAPOLÉON Ier JUSQU'A TILSITT.

§ 1. PROCLAMATION ET ORGANISATION DE L'EMPIRE.



E glorieux soldat de Montenotte et de Rivoli, devenu le premier général de la République, avait aspiré à gouverner la France, que le Directoire ne gouvernait plus ou qu'il gouvernait mal, et il avait fait le 18 brumaire. Nommé premier consul pour dix ans, il avait gagné par d'éclatants services la reconnaissance du pays, et quand les factions dirigèrent contre lui la machine infernale ou le poignard des assassins, la France protesta contre ces criminels attentats en lui continuant à vie ses fonctions décennales. Ce pouvoir, qui ne devait plus sortir de ses mains, il voulut qu'il ne sortît plus de sa famille. La France n'était pas disposée à marchander un titre de plus à qui lui donnait tant de gloire et de sécurité; et quand l'attentat de Georges Cadoudal l'eut encore une fois épouvantée, elle répondit aux complots des royalistes en lui offrant l'empire. Le Tribunat presque tout entier, moins Carnot et quelques autres, émit le vœu que Bonaparte fût nommé empereur héréditaire; le Sénat vota avec acclamation le rétablissement de la monarchie en faveur de Napoléon, qui fut proclamé chef d'une nouvelle dynastie, qui, issue de la Révolution, créée par la volonté nationale, était destinée à faire triompher ses grands principes.

Par une belle matinée du mois de mai, une longue file d'équipages escortés par la cavalerie de la garde se dirigeait vers Saint-Cloud. C'était le Sénat allant décerner au vainqueur d'Arcole, des Pyramides et de Marengo, au restaurateur de la paix religieuse, au rédacteur du Code civil, le titre glorieux d'*Empereur des Français*. Le second consul, Cambacérès, fit connaître à son heureux collègue la décision du Sénat, et le cri de *Vive l'Empereur* retentit bientôt dans les salons et dans les jardins de Saint-Cloud. Joséphine ne pouvait cacher son émotion; mais Napoléon, toujours calme, remercia le Sénat avec dignité et termina par

ces belles paroles : « Mon esprit ne serait plus avec ma postérité le jour où elle cesserait de mériter l'amour et la confiance de la grande nation. »

Un sénatus-consulte (18 mai 1804) modifia la constitution consulaire. L'hérédité fut établie au profit de la descendance de Napoléon, de mâle en mâle, ou de ses fils adoptifs. S'il n'avait point de descendance naturelle ou adoptive, la couronne devait passer dans la ligne de Joseph, et, à son défaut, dans celle de Louis, deux des frères du nouvel empereur. Une autorité absolue était attribuée à l'Empereur sur la famille impériale. Ses frères et ses sœurs devenaient princes et princesses; la liste civile fut fixée à 25 millions; la dotation pour chaque prince à un million.

Pour donner au trône qu'on relevait l'éclat des vieilles cours, on crut devoir l'entourer d'une aristocratie nouvelle, richement dotée et portant de grands titres. On voulait placer entre le monarque et la foule cette hiérarchie réglée, ces corps intermédiaires, comme Napoléon les appelait, qui paraissent indispensables à l'institution monarchique. Il y eut d'abord les grands dignitaires de l'Empire, qui furent le grand électeur (Joseph Bonaparte), chargé de convoquer le Corps législatif, le Sénat, les colléges électoraux, etc.; l'archichancelier d'Empire (Cambacérès), qui eut un droit de surveillance générale sur l'ordre judiciaire; l'archichancelier d'État, avec un rôle semblable pour la diplomatie; l'architrésorier (Lebrun) pour les finances; le connétable (Louis Bonaparte) pour l'armée, et le grand amiral pour la flotte. Les grands dignitaires, en cas de minorité, formaient le conseil de régence; en cas d'extinction de la dynastie, ils élisaient l'empereur.

Au-dessous de six grands dignitaires, dont quatre seulement furent immédiatement nommés, afin de laisser deux places vacantes pour deux frères de Napoléon, alors en disgrâce, vinrent quarante ou cinquante grands officiers inamovibles comme les grands dignitaires.

D'abord seize maréchaux d'Empire, dont quatorze furent aussitôt désignés : Jourdan, pour sa victoire de Fleurus; Masséna, pour Rivoli, Zurich et Gênes; Augereau, pour Castiglione; Brune, pour Bergen; Berthier, pour ses services éminents en tête de l'état-major général; Lannes, Ney, pour une longue suite d'actions héroïques; Murat, pour sa vaillance chevaleresque à la tête de la cavalerie française; Bessières, pour le commandement de la garde, qu'il avait depuis Marengo; Moncey, Mortier, pour leurs vertus guerrières; Soult, pour les services rendus à la Suisse, à Gênes, au camp de Boulogne; Davoust pour sa conduite en Égypte; enfin Bernadotte, pour un certain renom militaire, pour sa parenté surtout : il avait épousé Eugénie Clary, fille d'un négociant de Marseille et sœur de la femme de Joseph Bonaparte. Bernadotte, esprit mutin, foula aux pieds ses opinions républicaines, qu'il avait tant vantées au 18 brumaire, mais il n'en garda pas moins contre Napoléon sa jalousie, qui devait avoir de si déplorables effets. Il y eut en outre quatre maréchaux honoraires, qui, étant sénateurs, n'avaient plus de service actif : Kellermann, pour Valmy; Lefebvre, pour son dévouemrnt au 18 brumaire; Pérignon et Serrurier, pour le respect qu'ils inspiraient justement à l'armée.

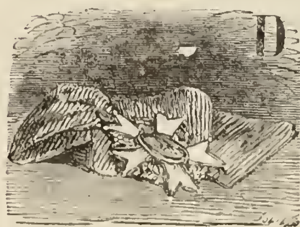
Songis et Marescot, inspecteurs généraux de l'artillerie et du génie; Gouvion Saint-Cyr, colonel général des cuirassiers; Junot, des hussards; Marmont, des chasseurs; Baraguey d'Hilliers, des dragons; enfin l'amiral Bruix, inspecteur général des côtes de l'Océan, et le vice-amiral Décrès, inspecteur général des côtes de la Méditerranée, fermèrent la liste des grands officiers militaires. Celle des grands officiers civils comprit le cardinal Fesch, oncle de Napoléon, grand aumônier; Talleyrand, grand chambellan; Berthier, grand veneur; Caulaincourt, grand écuyer; Duroc, grand maréchal du palais. Un grand maître de cérémonies, le comte de Ségur, fut chargé d'apprendre à la nouvelle cour les usages de l'ancienne.

Le Sénat, composé de quatre-vingts membres élus par le Sénat lui-même, de six grands dignitaires, des princes français, qui pouvaient y siéger après leur dix-huitième année, enfin des citoyens que l'Empereur y appelait, conserva les prérogatives que la constitution de l'an x lui avait conférées. Le Corps législatif votait auparavant les lois sans les discuter; la parole lui fut rendue, mais à la condition de n'en user que dans des comités secrets. Le Tribunat devint de plus en plus une sorte de conseil d'État; aussi, n'ayant plus de raison d'être, il sera supprimé en 1807.

Une haute cour impériale fut instituée pour connaître des complots ourdis contre la sûreté de l'État ou la personne de l'Empereur, et des délits commis par les ministres ou leurs agents, les membres de la famille impériale et tous les grands personnages de l'État. Elle était composée de soixante sénateurs, de vingt conseillers d'État, des grands officiers de l'Empire, etc.

La nouvelle constitution, si l'on s'arrête à ses formes extérieures, était représentative, puisqu'il y avait des élections et que les députés du pays votaient l'impôt, faisaient les lois; si l'on regarde au fond, elle était absolue, car ce ne sont pas les rouages qui font la force d'une machine, c'est la puissance que la volonté humaine leur imprime. Or, en 1804, la volonté de la France était avec Napoléon; elle abdiquait entre les mains d'un génie extraordinaire qui n'avait jusqu'alors signalé son pouvoir que par des services, et qui pouvait en rendre encore en défendant la Révolution contre les implacables rancunes de l'Angleterre et des vieilles monarchies du continent. Mais si l'entraînement de la France était naturel, n'était-ce pas au chef de l'État à le contenir, à le modérer? Ne lui eût-il pas été utile de conserver un peu de cette liberté politique dont on avait abusé, mais dont le désir et le besoin étaient restés au fond de bien des cœurs ? Napoléon ne trouvera, dans le Sénat, dans le Corps législatif, dans l'aristocratie dont il s'entoure, pas un contradicteur durant la prospérité; y trouvera-t-il un appui dans les jours de malheur?

§ 2. LA LÉGION D'HONNEUR.



Du jour où Napoléon remplaça la république par la monarchie, il songea à reconstituer la noblesse; mais il n'exécuta ce projet qu'après les grands triomphes d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland. Depuis deux ans, il avait décrété l'institution de la Légion d'honneur, système de récompenses nationales que l'esprit d'égalité pouvait avouer, car il ne créait

point de priviléges héréditaires tout en signalant à l'estime publique le savant, l'industriel et le soldat qui avaient bien mérité du pays par leurs travaux, leur activité et leur courage.

Sous l'ancienne monarchie il y avait la croix de Saint-Louis pour récompenser les services militaires, le cordon de Saint-Michel (cordon noir) pour les services civils, l'ordre du Saint-Esprit (le cordon bleu) qui ne comptait que 100 chevaliers, de vieille noblesse. La Légion d'honneur, à son origine, dut être composée de 15 cohortes; chaque cohorte avait 7 grands officiers, 20 commandeurs, 30 officiers et 350 simples légionnaires : en tout 6000 membres. Les grands officiers avaient 5000 fr. de traitement, les commandeurs 2000, les officiers 1000, les légionnaires 250. Les filles pauvres ou orphelines des membres de la Légion furent gratuitement élevées à la maison d'éducation de Saint-Denis, qui a pour succursale les *Loges*, ancien couvent établi au milieu de la forêt de Saint-Germain. Le Corps législatif ne vota la loi qu'à une assez faible majorité. Ducis et Delille, ne comprenant point les avantages de cette institution, refusèrent la croix. On se moquait de cette distinction, on appelait la croix un hochet : « Patience, patience, disait le premier consul, ne portera pas qui voudra ce signe de l'honneur, dont bien des gens semblent se moquer aujourd'hui : la Légion d'honneur finira par devenir un objet d'ambition pour tout le monde ! » Napoléon voulait faire punir sévèrement des jeunes gens qui portaient des œillets rouges à leur boutonnière et surprenaient



Distribution des décorations de la Légion d'honneur (14 juillet 1804). (Page 263 col. 1.)

ainsi aux factionnaires des saluts militaires dont ils s'égayaient fort. Fouché, ministre de la police, calma la colère de l'Empereur par une plaisanterie : « Oui certes, il faut punir ces jeunes éventés, mais laissons ce soin à l'automne. » L'automne arriva, les fleurs disparurent, et les jeunes gens, fatigués, cessèrent d'eux-mêmes leurs railleries. Bientôt on ne songea plus à rire de la croix d'honneur, mais à l'obtenir.

Le 14 juillet 1804, jour anniversaire de la prise de la Bastille, Napoléon distribua, dans l'hôtel des Invalides, les grandes décorations de l'ordre aux principaux personnages de l'Empire. Il partit ensuite pour Boulogne, afin de remettre aux soldats du camp la croix qui devait remplacer les armes d'honneur que la République décernait auparavant aux plus braves.

Ce fut une fête militaire grandiose, telle que le monde n'en a jamais vu. La nature semblait avoir pris plaisir à en créer l'emplacement. C'était une sorte de cirque coupé par la moitié et dominé par un monticule. On plaça sur cette hauteur le fauteuil de bronze qui avait servi au roi Dagobert, et qu'on recouvrit d'une draperie bleue parsemée d'étoiles d'or. L'estrade n'était ornée que d'étendards et de vieilles armures. Le 16 août, l'Empereur vint se placer sur le trône, à dix heures du matin, et les maréchaux, les grands officiers de l'Empire se rangèrent à ses côtés. Du centre où il s'était placé, Napoléon voyait une partie de la rade ; à droite, les deux camps ; à gauche, le port de Vimeux, et, cachées dans la brume, les côtes d'Angleterre où un bon vent et six heures de fortune pouvaient le conduire.

Dès le matin, l'infanterie, forte de soixante mille hommes partagés en vingt colonnes, était venue se ranger en demi-cercle devant l'hémicycle formé par la nature et dessiner avec lui un cercle parfait. La cavalerie et l'artillerie fermaient les issues. D'un regard, Napoléon pouvait ainsi embrasser toute son armée. Les officiers, sous-officiers, soldats, désignés pour faire partie de la Légion d'honneur, coururent se placer devant le trône, de chaque côté duquel se groupèrent les musiques et les tambours.

Le temps, incertain depuis plusieurs jours, avait repris sa sérénité; mais il régnait toujours un vent violent. Sur un ordre de l'Empereur, les dix-huit cents tambours firent entendre un long roulement et toutes les musiques jouèrent à la fois. Puis Napoléon se leva, rappela dans une courte allocution le but de la Légion d'honneur, et fit prêter aux légionnaires un serment dont le ministre de la guerre lut la formule. Un immense cri : « Je le jure! » s'éleva des rangs des glorieux élus. Ceux-ci, nobles de vieille souche ou fils de paysans, montèrent ensuite pour recevoir l'un après l'autre, des mains mêmes de l'Empereur, la décoration achetée au prix de leur sang. A trois heures seulement la cérémonie se terminait, et un autre spectacle non moins émouvant commençait.

Au moment du défilé, une division de la flottille partie du Havre entrait au port; les Anglais, pour troubler sa marche, engagèrent avec elle une vive canonnade qu'elle soutint avec avantage. La violence des vents repoussa les vaisseaux anglais loin de la côte



La flotille de Boulogne, dirigée par l'Empereur, attaque et fait reculer l'escadre anglaise (26 août 1804). (Page 264 col. 2.)

L'Empereur, qui n'avait cessé d'observer le combat avec sa lunette, les cent mille spectateurs qui garnissaient les falaises voisines, les soldats qui regagnaient gaiement leurs cantonnements au bruit aimé du canon ennemi, battirent des mains quand ils virent nos vaisseaux entrer triomphants dans la rade.

Le soir, malheureusement, les réjouissances furent contrariées par la pluie qui tombait à torrent; mais les légionnaires assistèrent à une représentation donnée par les acteurs de l'Opéra-Comique, que l'Empereur avait fait venir de Paris. On joua une pièce de chevalerie. Un acteur avait à chanter un morceau qui commençait par ces paroles : « Chevaliers, soutiens de la France! » Une immense acclamation s'éleva. Tous les légionnaires s'écrièrent : « Oui! oui! nous la soutiendrons! »

Avant de quitter Boulogne, l'Empereur voulut être témoin d'un nouveau combat de la flottille contre l'escadre anglaise. Une attaque avait commencé le 26 août. L'Empereur fit avancer son canot au milieu des chaloupes qui combattaient, et même ordonna de le diriger droit sur une frégate anglaise, voulant montrer à ses soldats qu'il était aussi hardi sur mer que sur terre. Le ministre de la marine voulut enfin se précipiter au gouvernail et changer la direction. Napoléon l'arrêta. Il observait avec sa lunette les mouvements de la frégate, lorsque celle-ci lâcha sa bordée; mais les projectiles n'atteignirent point le canot. Les autres bâtiments s'empressaient de dépasser le canot impérial et de le couvrir; une noble émulation animait tous les équipages, et bientôt la division anglaise recula, assail-

lie par une grêle de boulets et de mitraille. Napoléon fut charmé, peut-être outre mesure, de ce succès, qui donnait pleine confiance à son armée. Le petit combat auquel j'ai assisté la veille de mon départ de Boulogne, écrivait-il au maréchal Soult, a fait un effet immense en Angleterre. Il a produit une véritable alarme. »

De Boulogne, l'Empereur se rendit à Mayence, puis à Aix-la-Chapelle, où il reçut, dans la vieille capitale de Charlemagne, les hommages de M. de Cobentzel, ministre de l'empereur François-Joseph, qui renonçait ainsi à sa prétention d'être l'unique successeur du grand Charles, et venait de s'intituler empereur élu d'Allemagne, empereur héréditaire d'Autriche. Un grand nombre de ministres étrangers accoururent aux fêtes données par le nouveau César. Napoléon descendit dans le caveau où reposait Charlemagne et visita ses reliques, caressant peut-être déjà l'espérance de relever aussi l'empire d'Occident. A Mayence, tous les princes d'Allemagne vinrent lui offrir leurs félicitations. Il revint ensuite à Paris, décidé à frapper vivement les esprits par l'éclat des fêtes de son couronnement.



Le couronnement (2 décembre 1804). (Page 267, col. 1.)

§ 3. LE SACRE; PIE VII A PARIS.

Habitué à étonner la France et le monde, Napoléon voulut obtenir du pape ce que ni roi ni empereur n'avait encore obtenu, qu'il vînt lui-même à Paris sacrer le nouveau Charlemagne. Quand il parla de ce projet, tous ceux qui s'étaient opposés au Concordat pousse

rent les hauts cris. Au conseil d'État, la discussion fut vive. Napoléon la ferma par ce trait qui révélait sa politique : « Messieurs, s'écria-t-il, vous délibérez à Paris, aux Tuileries! Supposez que vous délibérassiez à Londres, dans le cabinet britannique, que vous fussiez en un mot les ministres du roi d'Angleterre et qu'on vous apprît que le pape passe en ce moment les Alpes pour sacrer l'Empereur des Français; regarderiez-vous cela comme un triomphe pour l'Angleterre ou pour la France? » Tout le monde se tut.

Les négociations avec Rome avaient été difficiles. On pense combien la pensée de se rendre à Paris effrayait Pie VII. Le pape à Paris! dans cette capitale qui avait supplicié un roi, une reine, une foule de prêtres, qui avait renversé les autels et profané les églises, dans cette capitale nourrie de Voltaire et de Rousseau, si légère dans ses propos, si prompte à la raillerie. Mais on démontra au pontife combien sa présence ranimerait les sentiments de piété, quel intérêt il y avait pour la religion à se concilier l'empereur Napoléon; on dissipa les craintes qu'il avait conçues pour sa liberté, on lui parla du magnifique accueil qui l'attendait. Le pape savait bien qu'il allait mécontenter l'Europe; mais Napoléon était le maître et disposait de l'Italie: pourrait-il, après, lui refuser une augmentation de territoire? Déterminé surtout par le désir de recouvrer les Légations, il consentit à ce qu'on demandait de lui. Il y eut bien des discussions de détail, d'étiquette. Le pape fut sur le point de tout rompre, parce que l'Empereur, dans son serment, devait prononcer ces mots : Je jure de respecter et de faire respecter les lois du Concordat.... et *la liberté des cultes*. Le pape ne voulait pas entendre promettre la liberté des hérésies. Il fallut qu'on lui expliquât qu'il s'agissait de tolérance matérielle, et que respecter n'était pas approuver. Enfin Pie VII, toutes les conditions du voyage arrêtées, partit de Rome le 2 novembre 1804.



A Lyon, le pape commença à être ravi. Toute la Provence, le Dauphiné, la Bourgogne, s'y étaient donné rendez-vous et se prosternèrent devant le vénérable pontife. Le 25 novembre, Pie VII arriva à Fontainebleau. Napoléon, sous prétexte d'une chasse, était parti à sa rencontre, et l'avait trouvé près de la croix Saint-Herem. Il l'embrassa, monta dans sa voiture et lui présenta toute sa cour au château de Fontainebleau, où le pape se reposa trois jours. A Paris, on le logea aux Tuileries dans le pavillon de Flore; et on avait eu soin, par une délicate attention, que son appartement ressemblât à celui qu'il occupait à Rome. On lui présenta le Sénat, le Corps législatif, le Tribunat. Le peuple de Paris, qu'on lui avait dépeint si redoutable, se pressait sous ses fenêtres, demandant sans cesse la bénédiction du pontife, dont la douceur et la noble figure commandaient la vénération. La veille de la cérémonie, Joséphine vint avouer au pape qu'elle n'était mariée que civilement à Napoléon. Celui-ci fut contraint de recevoir la bénédiction nuptiale dans la chapelle des Tuileries.

Depuis longtemps, Paris frémissait dans l'attente de la grande journée du 2 décembre. Mme d'Abrantès, que nous citons souvent parce qu'elle fut une des femmes les plus spirituelles de son temps, dépeint ainsi la fébrile activité de la capitale : « Chaque officier général, les sénateurs, les conseillers d'État, tout ce qui tenait enfin au gouvernement, voyaient arriver de leur ville, de leur village, des parents et des amis. Paris, déjà si vivant, offrait, dans quelques-unes de ses rues surtout, l'aspect continuel d'une foule empressée et joyeuse. On courait chez l'un afin d'avoir des billets pour le jour de la cérémonie, chez un autre pour louer des fenêtres afin de voir passer le cortége; et tel était l'ardeur de la curiosité d'une famille de l'Artois que je connaissais, qu'étant arrivée trop tard pour avoir des billets de travées pour l'intérieur de l'église, elle paya une croisée au second étage, sur le Parvis-Notre-Dame, la somme de trois cents francs; et c'était une famille bonne et respectable; mais inaperçue dans la vie et n'espérant ni ne voulant rien, et conséquemment excitée par le seul désir de voir. On allait ensuite chez Dallemagne, le brodeur le plus fameux alors, et vraiment habile; c'était lui qui était chargé de broder le manteau de l'Empereur, dont Levacher avait fourni le velours. Puis on courait chez Foncier, qui montait la couronne de l'Empereur et de l'Impératrice, et qui était chargé de placer le fameux diamant appelé le Régent dans la poignée de l'épée que Boutet devait fourbir. De là, on courait encore demander des billets pour pénétrer dans Notre-Dame, voir les préparatifs immenses qui se faisaient dans l'intérieur. Tout était enfin dans une anxiété à nulle autre pareille, et surtout dans une activité heureuse qui voit un résultat positif à ses courses et à ses travaux. Tous les ouvriers étaient occupés : brodeurs, tailleurs, fleuristes, cordonniers, bijoutiers, tapissiers, marchands de toutes sortes, tout cela vendait, tout cela recevait de l'argent; et, en résultat, tout cela mangeait, parce qu'on ne mange qu'en ayant de l'argent, on n'a de l'argent qu'en travaillant, et on ne vend que lorsqu'il y a repos et protection pour le commerce et l'industrie. »

Enfin le dimanche 2 décembre, jour fixé pour la cérémonie, arriva. Il faisait froid, mais le temps était clair. Le pape partit le premier des Tuileries, à dix heures du matin pour que les deux cortéges ne se fissent pas obstacle. Il se reposa quelques instants à l'archevêché, qu'on avait magnifiquement décoré, et entra dans la vieille basilique au chant de l'hymne consacré: *Tu es Petrus* (tu es Pierre). Il alla se placer à droite de l'au-

tel sur le trône qu'on lui avait préparé. Le trône impérial était adossé à la grande porte de Notre-Dame. Nous renonçons à décrire le coup d'œil féerique que présentait alors notre auguste cathédrale, et nous laissons la parole à un témoin qui admira cette solennité de tous ses yeux et de toute son âme :

« Quelle est l'âme, dit Mme d'Abrantès (car c'est l'âme que j'interroge), qui peut avoir mis un pareil jour en oubli?... J'ai vu depuis Notre-Dame, je l'ai vue dans des fêtes somptueuses et solennelles.... mais jamais le coup d'œil du couronnement de Napoléon n'a été même rappelé.... Cette voûte, aux arceaux gothiques, aux vitraux lumineux, retentissait du chant sacré des prêtres. Le long de ses vieilles murailles, recouvertes de tapisseries magnifiques, on voyait rangés par ordre tous les corps de l'Etat, les députés de toutes les villes, la France entière, enfin, qui représentée par ses mandataires, implorait la bénédiction du ciel pour celui qu'elle couronnait. Ces milliers de plumes flottantes qui ombrageaient le chapeau des sénateurs, des conseillers d'État, des tribuns, ces cours de judicature avec leur costume riche et sévère à la fois, ces uniformes brillants d'or, puis ce clergé dans toute sa pompe, tout cela éblouissait, tandis que dans les travées de l'étage supérieur de la nef et du chœur, des femmes jeunes, belles, étincelantes de pierreries et vêtues en même temps avec cette élégance qui n'appartient qu'à nous, formaient une guirlande ravissante au coup d'œil. »

Le pape, malheureusement, dut attendre l'Empereur, parti un peu trop tard des Tuileries. Le cortége impérial surpassait en beauté les pompes de l'ancienne monarchie. La voiture, toute entourée de glaces, était surmontée par des génies en or tenant une couronne. Les grands dignitaires la précédaient dans de magnifiques équipages; les maréchaux les plus illustres l'escortaient à cheval. Un peuple immense saluait avec enthousiasme le souverain sorti de ses rangs et cette femme gracieuse qui avait associé sa destinée à un général sans fortune et que son inépuisable bonté avait fait déjà chérir de toute la France. Napoléon descendit comme le pape à l'archevêché et là revêtit les insignes impériaux. Il ceignit sa tête d'une couronne de laurier d'or. On portait devant lui la couronne massive modelée sur celle de Charlemagne. Dès qu'il eut pris place dans l'Église, devant l'autel, sur un simple fauteuil, la cérémonie commença. Pie VII fit l'onction sainte au front, sur les bras, sur les mains de l'Empereur, bénit l'épée et la lui ceignit, lui remit le sceptre, et s'approcha pour prendre la couronne. Tout à coup, Napoléon, qui l'observait, l'écarte doucement, prend la couronne avec décision et se la met lui-même sur la tête. Un frémissement de surprise et d'admiration parcourut la foule vivement émue. « Dans ce moment, dit Mme d'Abrantès, Napoléon était vraiment beau. Sa physionomie, toujours si expressive, avait un feu et un jeu de muscles tout particuliers à cet instant unique dans sa vie. Il avait ôté la guirlande de laurier en or que l'on voit dans le beau tableau de Gérard. La couronne fermée allait moins bien peut-être comme agrément à son visage; mais l'expression provoquée par son contact lui donnait un éclat de réelle beauté. Le couronnement de Joséphine fut aussi saisissant. Le tableau de David et plusieurs dessins faits sur les lieux mêmes ont bien représenté l'impératrice Joséphine à genoux devant Napoléon qui la couronne; puis le pape, des prêtres, et même des personnages qui se trouvaient à quatre cents lieues du théâtre sur lequel on les faisait paraître : Madame mère, par exemple, qui était à Rome. Mais rien n'a pu donner une juste idée, un aperçu même de cette scène touchante et digne à la fois, dans laquelle un grand homme se plaçait lui-même plus haut que le trône, car il était en ce moment reconnaissant et sensible.

« L'Impératrice descendit du trône et s'avança vers l'autel, où l'attendait l'Empereur, suivie de ses dames du palais et de tout son service d'honneur, et ayant son manteau porté par la princesse Caroline (Mme Murat), la princesse Julie (Mme Joseph Bonaparte), la princesse Élisa et la princesse Louis (Mme Louis Bonaparte). Une des beautés remarquables de l'impératrice Joséphine, c'était non-seulement l'élégance de sa taille, mais le port de sa tête, la façon gracieuse et noble tout à la fois dont elle la tournait et dont elle marchait. J'ai eu l'honneur d'être présentée à beaucoup de vraies princesses, comme on le disait dans le faubourg Saint-Germain, et je dois dire, en toute vérité de conscience, que jamais je n'en ai vu qui m'imposassent davantage que Joséphine. C'était de l'élégance et de la majesté; aussi une fois qu'elle avait après elle son manteau de cour, il ne fallait plus chercher la femme du monde peu arrêtée dans ses vouloirs; elle était convenable de tout point, et jamais reine ne sut mieux trôner sans l'avoir appris.

« Je vis tout ce que je viens de dire dans les yeux de Napoléon. Il jouissait, en regardant l'impératrice s'avancer vers lui; et, lorsqu'elle s'agenouilla,... lorsque les larmes, qu'elle ne pouvait retenir, roulèrent sur ses mains jointes, qu'elle élevait bien plus vers lui que vers Dieu, dans ce moment où Napoléon ou plutôt Bonaparte était pour elle sa véritable Providence, alors il y eut entre ces deux êtres une de ces minutes fugitives, uniques dans toute une vie, et qui comblent le vide de bien des années. L'Empereur mit une grâce parfaite à la moindre des actions qu'il devait faire pour accomplir la cérémonie; mais ce fut surtout lorsqu'il s'agit de couronner l'Impératrice. Cette action devait être accomplie par l'Empereur, qui après avoir reçu la petite couronne fermée et surmontée de la croix qu'il fallait placer sur la tête de Joséphine, devait la poser, sur sa propre tête, puis la mettre sur celle de l'Impératrice. Il mit à ces deux mouvements une lenteur gracieuse qui était remarquable. Mais lorsqu'il en fut au moment de couronner enfin celle qui était pour lui, selon un préjugé, son étoile heureuse, il fut coquet pour elle, si je puis dire ce mot. Il arrangeait cette petite couronne que surmontait le diadème en diamant, la plaçait, la déplaçait, la remettait encore; il semblait qu'il voulût lui promettre que cette couronne lui serait douce et légère !... Ces différentes nuances ne purent être saisies par les personnes qui étaient loin de l'autel.... Sans doute le fait fut raconté, parce que d'autres yeux que les miens l'ont vu comme j'ai pu le voir, mais peu cependant ont été placés comme je l'étais. » Le couronnement terminé, Napoléon et Joséphine montèrent sur leur trône. Alors le pape s'avança, donna au nouvel empereur sa bénédiction, et chanta ces paroles traditionnelles : « *Vivat in æternum semper Augustus.* » Aussitôt un formidable cri de vive l'Empereur parti de toutes les poitrines, fit trembler les voûtes de

Notre-Dame, les musiques jouèrent, et au dehors les cloches s'ébranlèrent, le canon tonna, annonçant à Paris et à la France cet instant solennel.

« La journée se termina au milieu de réjouissances, et les fêtes se prolongèrent pendant trois jours. Rarement on en vit d'aussi splendides et où l'enthousiasme fût plus vrai, l'allégresse plus vive. Le troisième jour, l'Empereur rassembla l'armée au champ de Mars. On avait élevé un trône devant l'École militaire. Là, avec une pompe tout à fait impériale, Napoléon distribua aux régiments les nouveaux drapeaux qu'il leur donnait, surmontés d'une aigle romaine. « Soldats, s'écria-« t-il, voilà vos drapeaux. Ces aigles vous serviront « toujours de point de ralliement. Elles seront partout « où votre Empereur les jugera nécessaires pour la dé-« fense de son trône et de son peuple. Vous jurez de « sacrifier votre vie pour les défendre, et de les main-« tenir constamment par votre courage sur le chemin « de l'honneur et de la victoire? Vous le jurez! — « Nous le jurons ! » s'écrièrent cent mille voix. Noble serment, dont tant de braves ont prouvé la sincérité par leur mort héroïque. »

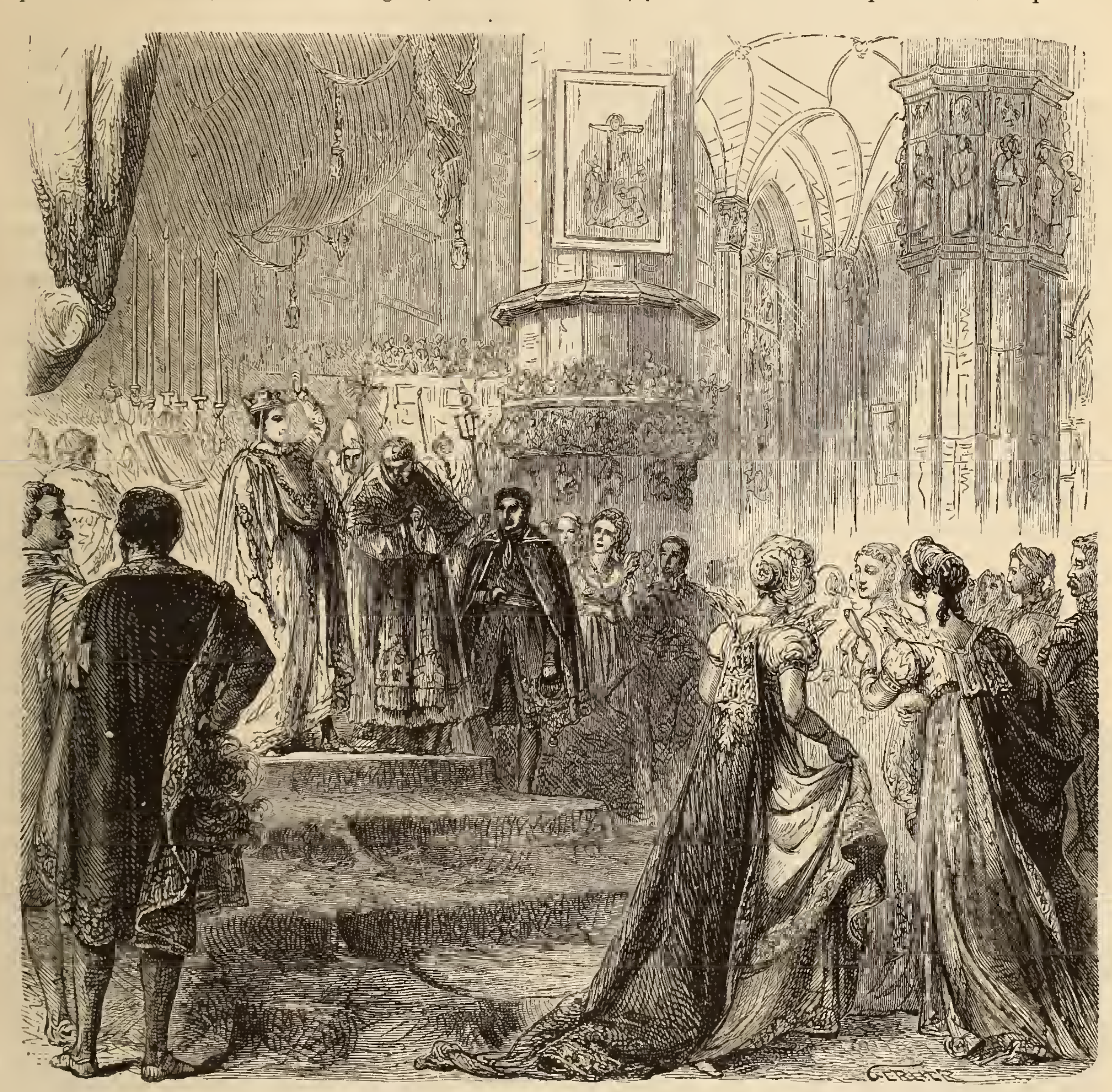


Distribution des aigles (décembre 1804).

L'Empereur retint le plus longtemps possible le pape à Paris. Celui-ci, subjugué par la grâce et les prévenances de Napoléon, heureux de l'accueil que lui faisait la population, désireux surtout d'obtenir les avantages qu'il espérait, promit de rester quelques mois. Napoléon voulait qu'il connût et appréciât la France, son nouveau régime, et qu'il comprît enfin les idées du temps, qui n'avaient guère pu pénétrer à Rome. On lui fit visiter les monuments publics, les musées. A l'Imprimerie impériale, la foule agenouillée attendait sa bénédiction. Un seul homme resté debout excitait l'indignation de tous; le saint-père s'approche de lui avec douceur et lui dit: « Ne fuyez pas, monsieur : la bénédiction d'un vieillard n'a jamais fait de mal. » Cette parole, vraiment chrétienne, était de celles qui honorent un pontife et qui apaisent bien des passions. Pie VII ne partit qu'au commencement d'avril 1805, comblé d'honneurs et de présents, mais n'ayant réussi dans aucune de ses sollicitations pour faire changer les articles de la déclaration de 1682 et pour faire rendre les Légations. Il quitta cependant la France satisfait emportant la promesse de certains dédommagements

§ 4. NAPOLÉON ROI D'ITALIE.

La république italienne, constituée à l'image de la République française, en suivit jusqu'au bout les vicissitudes. L'Italie, énervée par une servitude séculaire, par des divisions qui dataient de la chute de l'empire romain, ne pouvait, livrée à elle-même, ni se défendre, ni s'unir. Que la main de la France, qui depuis huit ans la protégeait, se retirât un moment, et l'Autriche la ressaisissait; que la main de Napoléon, qui la tenait réunie, s'ouvrît et s'éloignât, et elle retombait dans ses éternelles rivalités. « Vous n'avez que des lois locales, disait-il aux députés de la république cisalpine, il vous faut des lois générales. » Il voulait dire que l'Italie, n'étant qu'un assemblage incohérent de municipalités envieuses, ennemies les unes des autres; que Gênes étant jalouse de Turin Venise de Milan, Bologne de Florence; que chaque grande ville s'obstinant à avoir une vie propre, indépendante, il en résultait qu'il n'y avait pas de vie commune, nationale; point d'unité, point d'État. Cette unité, que l'Italie ne connaît pas encore, elle pouvait



Couronnement de Napoléon roi d'Italie (16 mai 1805).

a trouver sous la tutelle amie et éclairée de la France. Beaucoup d'Italiens le comprenaient, et quand l'Empire eut été proclamé à Paris, la royauté le fut à Milan.

Les Italiens acceptaient bien d'être défendus par la France; mais ils désiraient qu'on leur sauvât l'apparence de la sujétion. Napoléon entra dans leurs vues et offrit la couronne du royaume d'Italie à son frère Joseph, qui la refusa. Il la prit alors lui-même; mais pour ne pas trop blesser les puissances qui s'alarmaient de cette réunion de l'Italie à la France, il déclara qu'à la paix générale il donnerait cette royauté à un prince français. Eugène Beauharnais, fils de l'impératrice Joséphine, fut envoyé comme vice-roi à Milan. Le 16 mai 1805, au milieu des fêtes les plus brillantes, Napoléon prit lui-même, sur l'autel de Milan, sa nouvelle couronne. Les Italiens entendirent avec étonnement répéter cette vieille devise: *Dieu me l'a donnée, gare à qui y touche!* et quelques jours après, le nouveau roi ouvrit en personne le Corps législatif. A Milan même, le doge de Gênes et les principaux magistrats de la république ligurienne vinrent demander à Napoléon « de réunir à l'Empire cette Li-

gurie, premier théâtre de ses victoires. » L'Empereur alla à Gênes (juin 1805), y fut reçu avec des fêtes qui semblèrent un troisième couronnement, et forma de la république trois départements et la vingt-huitième division militaire. Lui-même, enfin, de son propre mouvement, il réunit, par un décret du 21 juillet, Parme et Plaisance à la vingt-huitième division militaire, et érigea la principauté de Piombino, réunie à la république de Lucques, en un duché en faveur de Pascal Bacciocchi, marié à une de ses sœurs.

« Depuis la première fois que j'ai paru dans ces contrées, dit Napoléon dans ses *Mémoires*, j'ai toujours eu l'idée de créer indépendante et libre la nation italienne. Les réunions à l'Empire des diverses parties de la Péninsule n'étaient que temporaires; elles n'avaient pour but que de rompre les barrières qui séparaient les peuples, et d'accélérer leur éducation pour opérer ensuite leur fusion : j'aurais rendu l'indépendance et l'unité à l'Italie presque entière. » Si telle était l'intention future de Napoléon en faveur d'un pays qu'il aimait et dont il parlait la langue, ses actes présents pouvaient cependant donner prise à de funestes interprétations. En face de ces réunions de territoire, quelques esprits commençaient à séparer la cause de la liberté et de l'indépendance italienne de celle de la prépondérance de France.

Ainsi Napoléon était empereur et roi d'Italie; comme médiateur de la Confédération helvétique, il avait déjà la Suisse sous son influence et des régiments suisses dans son armée. Austerlitz le fera protecteur de la Confédération du Rhin. Il sera bien près alors d'avoir reconstitué l'empire de Charlemagne, et ses généraux lui demanderont s'il ne veut pas être salué du titre d'empereur d'Occident.

§ 5. CAMP DE BOULOGNE.



Le continent se taisait en face de cette Révolution qui mettait déjà deux couronnes sur la tête d'un soldat. L'Angleterre seule bravait sa colère, derrière son infranchissable fossé de la Manche; mais Napoléon, n'ayant plus qu'elle pour ennemi, pouvait appliquer au projet de descente ses immenses ressources et son génie. C'est déjà une vaste et difficile opération que de transporter 20 ou 30 000 hommes au delà des mers. Cette fois il fallait embarquer 150 000 soldats, 10 ou 15 000 chevaux, 3 ou 400 bouches à feu attelées. Il fallait 200 vaisseaux de ligne pour embarquer une telle armée, c'est-à-dire une force navale chimérique que la France était bien loin de posséder. Mais il ne fallait passer que le détroit de Calais, c'est-à-dire parcourir 8 à 12 lieues marines. Pour une telle traversée, il n'était pas besoin d'employer de gros vaisseaux; c'est pourquoi l'idée de petits bâtiments s'offrit à tous les esprits. Ils pouvaient suffire pour les circonstances de mer qu'on était exposé à rencontrer; et de longues observations recueillies sur les côtes avaient conduit à découvrir ces circonstances et à déterminer les bâtiments qui s'y adapteraient le mieux. C'étaient des bateaux plats pouvant marcher à l'aviron; afin de passer soit en calme, soit en brume; pouvant porter du gros canon sans tirer plus de 7 ou 8 pieds d'eau, afin de se mouvoir librement dans les ports français de la Manche, afin d'échouer sans se briser sur les plages d'Angleterre. On travailla d'après ces données. Quelques jours ne s'étaient pas écoulés depuis la rupture de la paix d'Amiens, qu'il avait régné dans tous nos ports une activité depuis longtemps inconnue. Il ne s'agissait pas de construire des vaisseaux de haut bord; des chaloupes canonnières, des bateaux plats, des péniches, allant tous à la voile et à la rame, suffisaient pour porter l'expédition. Aussi travaillait-on non-seulement dans les ports, mais sur toutes les rivières d'où l'on pouvait descendre à la mer. A Paris, 80 chaloupes canonnières furent mises en chantier au bord de la Seine, lancées et conduites au Havre, où, réunies à d'autres en division, elles furent équipées, armées et dirigées, le long des côtes, vers le Pas-de-Calais. Des escadrons de cavalerie et de l'artillerie légère suivaient sur le rivage tous leurs mouvements, prêts à les protéger contre une attaque ennemie.

De la Loire, de la Gironde, de la Charente, de l'Adour et de tous les ports de la côte sortirent de semblables flottilles. 1200 à 1300 bâtiments ainsi rassemblés devaient être concentrés à Boulogne et dans les ports du voisinage, à Étaples, à Wimereux, à Ambleteuse, que Napoléon fit approfondir. 150 000 hommes se rangèrent à proximité de ces ports, et, comme les légions romaines, quittant leurs armes pour la pioche, travaillèrent eux-mêmes à les creuser pour qu'ils ne fussent pas troublés dans leurs travaux, Napoléon imagina divers moyens de tenir l'ennemi à distance. Il établit plusieurs lignes de batteries sous-marines armées de gros canons que la marée haute recouvrait et que la mer basse découvrait; de sorte que les feux semblaient avancer et reculer avec la mer même. 500 bouches à feu du plus fort calibre furent mises en batteries sur les falaises que les Anglais appelèrent la côte de fer, et des forts construits en pleine mer achevèrent d'interdire à l'ennemi l'approche du port. Plusieurs de ces batteries lançaient des projectiles creux, dont un seul éclatant dans le corps d'un navire y faisait d'irréparables ravages. Dès l'hiver de 1803, les préparatifs avaient été assez avancés, les matelots et les soldats assez exercés pour que Napoléon pût fixer à cette époque la descente. La conspiration de Georges et de Moreau, la proclamation de l'Empire, détournèrent un instant son attention du camp de Boulogne; mais il l'y ramena avec une nouvelle énergie dès que les questions soulevées par ce grand changement eurent été résolues.

Il y avait plusieurs chances pour franchir le détroit : par un calme qui tiendrait la flotte anglaise immobile, ou après une tempête qui l'aurait chassée du détroit, à la faveur de la nuit et des brumes épaisses de l'hiver; ou grâce à une combinaison qui amènerait dans le

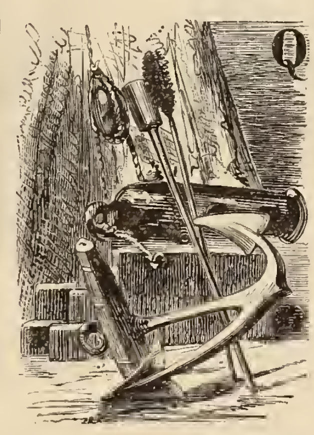
canal, ne fût-ce que pour quelques heures, une flotte française supérieure. Cette dernière chance eût été la meilleure. Napoléon la prépara avec un secret profond et une merveilleuse habileté. L'amiral Villeneuve, sorti de Toulon avec toutes les forces de ce port, devait rallier en passant l'escadre espagnole de l'amiral Gravina à Cadix, aller aux Antilles, faire beaucoup de bruit de ce côté, y attirer Nelson qui gardait la Méditerranée, et, avant d'en être atteint, remonter vers l'Europe quand on l'aurait cru parti peut-être pour frapper un grand coup sur l'Inde anglaise, débloquer l'escadre du Ferrol, celle de Brest, enfin, entrer dans la Manche avec 50 vaisseaux, qui fussent restés maîtres du détroit jusqu'au moment où l'amirauté anglaise eût pu réunir ses flottes éparses sur toutes les mers. Mais avant ce moment, la flottille passait, et, avec elle 150 000 soldats et le sort du monde.

D'abord tout réussit à souhait : Nelson, qui surveillait Toulon, fut trompé. Tandis qu'après avoir perdu du temps à chercher où la flotte française était passée, il courait après elle à fond du golfe du Mexique, Villeneuve, revenait en Europe ; mais il se laissa arrêter à la hauteur du cap Finisterre, en Galice, par une bataille avec l'amiral Calder. L'issue en fut incertaine, et plutôt à l'avantage de l'amiral français, qui n'avait perdu que deux mauvais vaisseaux espagnols. Il pouvait continuer sa route et accomplir le plan de Napoléon. Il n'en eut pas le courage, et revint réparer ses avaries à Cadix, où il fut bientôt bloqué. L'anxiété de l'Empereur était extrême. Il sentait le continent frémir derrière lui, et il avait hâte d'aller couper à Londres le nœud gordien de toutes les coalitions. Tout son monde était prêt. Depuis deux ans, l'armée et la flottille répétaient les exercices d'embarquement et de débarquement. Les vivres, les munitions étaient à bord, et sur un signal cent mille hommes pouvaient franchir le détroit. Napoléon attendait; il écrivit à Ganteaume : « Partez et venez ici, vous aurez vengé six siècles d'insulte et de honte. Jamais, pour un plus grand objet, mes soldats de terre et de mer n'auront exposé leur vie.» Au moment où Villeneuve, désespéré, s'en allait à Cadix le croyant en marche sur Brest, il lui écrivit encore : « Monsieur le vice-amiral, j'espère que vous êtes arrivé à Brest. Partez, ne perdez pas un moment, et avec mes escadres réunies, entrez dans la Manche. L'*Angleterre est à nous!* Nous sommes tout prêts, tout est embarqué. Paraissez vingt-quatre heures et tout est terminé».

On peut juger de sa colère quand il apprit que, par la timidité de Villeneuve, son plan si bien conçu, si bien exécuté jusqu'ici, cette combinaison si profonde qui devait lui livrer son implacable ennemi échouait. « Votre Villeneuve, dit-il au ministre Decrès, n'est pas même capable de commander une frégate. Que dire d'un homme qui, pour quelques matelots tombés malades sur deux vaisseaux, pour un beaupré cassé, pour quelques voiles déchirées, pour un bruit de réunion entre Nelson et Calder, perd la tête et renonce à ses projets? Mais, si Nelson et Calder étaient réunis, ils seraient à l'entrée même du Ferrol, prêts à saisir les Français au passage, et non dans la pleine mer! Cela est tout simple et frappe les yeux de quiconque n'est pas aveuglé par la peur. » Et déjà l'Empereur, se dominant, donnait des ordres qui indiquaient un changement dans sa pensée. Bientôt M. de Talleyrand l'informa des démonstrations de la Russie et de l'Autriche. La colère de l'Empereur redoubla. Il se promenait sur la plage, violemment agité. Personne ne l'osait approcher, tandis que sombre, préoccupé sur le rivage, il semblait chercher à l'horizon quelque apparition inattendue. Le savant Monge, qui presque chaque matin faisait un déjeuner tout militaire avec lui, au lieu, cette fois, d'entrer dans la barque impériale, se retira discrètement, jugeant sa présence importune. Enfin il appela Daru. Celui-ci approcha: debout, silencieux, il trouva l'Empereur agité, parlant seul, semblant ne pas apercevoir les personnes qui arrivaient. Enfin Napoléon s'aperçut de sa présence : « Savez-vous, lui dit-il, où est Villeneuve? Il est à Cadix.» Puis, il se livra à une longue diatribe sur la faiblesse, sur l'incapacité de tout ce qui l'entourait, se dit trahi par la lâcheté des hommes, déplora la ruine du plan le plus beau, le plus sûr qu'il eût conçu de sa vie, et montra dans son amertume la douleur du génie abandonné par la fortune. Puis, tout à coup, revenu de cet emportement, il se calma d'une manière soudaine, dit à Daru d'écrire, et pendant plusieurs heures de suite il dicta d'un seul jet, dans les moindres détails, le plan de la guerre qu'il se voyait contraint de faire contre le continent. Ce fut le plan de l'immortelle campagne de 1805.

Napoléon fit faire volte-face à son armée et la lança sur le Rhin. Mais pour perpétuer le souvenir de son admirable camp de Boulogne, il ordonna l'érection d'une colonne dont le maréchal Soult posa la première pierre quelques mois après, et qui domine encore la fameuse plage d'où les aigles impériales menaçaient l'Angleterre.

§ 6. CAMPAGNE DE 1805 ; ULM ; TRAFALGAR.



QUATRE attaques étaient préparées contre l'Empire français : les Suédois et les Russes devaient s'avancer par le Hanovre; les Russes et les Autrichiens, par la vallée du Danube ; les Autrichiens seuls, par la Lombardie; les Russes, les Anglais et les Napolitains, par le midi de l'Italie. Déjà lorsque Napoléon revint à Paris, un léger murmure d'improbation monta jusqu'à lui. Dans les rues que le cortége impérial eut à parcourir, l'enthousiasme populaire fut moins expressif que de coutume. Napoléon n'en parut pas touché.

En vingt jours, sans qu'on s'en fût encore aperçu, la plus grande partie de l'armée du camp de Boulogne était échelonnée sur le Rhin, de Bâle à Mayence. Les États de Baden, de Wurtemberg et de Bavière étaient maintenant dans notre alliance, et la Prusse tenue dans la neutralité par d'habiles négociations. Jamais marche et négociations plus secrètes n'avaient été poursuivies. Après avoir réorganisé les gardes nationales plus militairement, le 16 septembre, Napoléon était à Strasbourg. Arrivé là, il donna à toute son armée une organisation qu'elle a toujours conservée depuis et un nom qu'elle gardera perpétuellement dans l'histoire

celui de *grande armée*. Il la divisa en sept corps, sous les commandements de Bernadotte, Marmont, Davoust, Soult, Lannes, Ney et Augereau. Chaque corps était complet en infanterie, et n'avait juste en artillerie et en cavalerie que ce qui lui était nécessaire. L'Empereur se réservait de disposer seul du gros de l'artillerie et de la cavalerie. Enfin il composa comme réserve d'infanterie la garde impériale, corps d'élite servant tout à la fois de moyen d'émulation et de moyen de récompense. Ceci fait, des quatre armées qu'il a à combattre, Napoléon en néglige deux, celles qui sont placées aux extrémités, il en contient une troisième en chargeant son plus habile lieutenant d'arrêter, avec 50 000 vieux soldats les 80 000 Autrichiens que l'archiduc Charles pousse sur l'Adige; et il réserve tous ses coups pour la quatrième, 80000 hommes, que le général Mack, précédant la grande armée russe et les réserves autrichiennes, conduit, à travers la Bavière et la Souabe, vers les défilés de la Forêt-Noire et les bords du Rhin, et qu'il concentre dans la forte position d'Ulm.

Mack comptait voir les Français déboucher, suivant la coutume, par ces défilés fameux. Napoléon le trompe : au lieu de franchir la Forêt-Noire, il la tourne, et, renouvelant la merveille de Marengo, il pivote derrière les Alpes de Souabe et tombe, par la Franconie, sur les derrières de Mack, dans la plaine de Nordlingue, et, le coupant de Vienne, l'enveloppe, refoule ses détachements à Wertingen, à Gunsbourg à Elchingen, où Ney se battit contre un grenadier. L'Empereur là aussi avait voulu s'exposer, mais Ney se jeta à la bride du cheval et l'éloigna du feu. C'était le 25 septembre 1805 que la grande armée était entrée en Allemagne, le 6 octobre qu'elle avait passé le Danube; le 16, l'armée autrichienne était enfermée dans

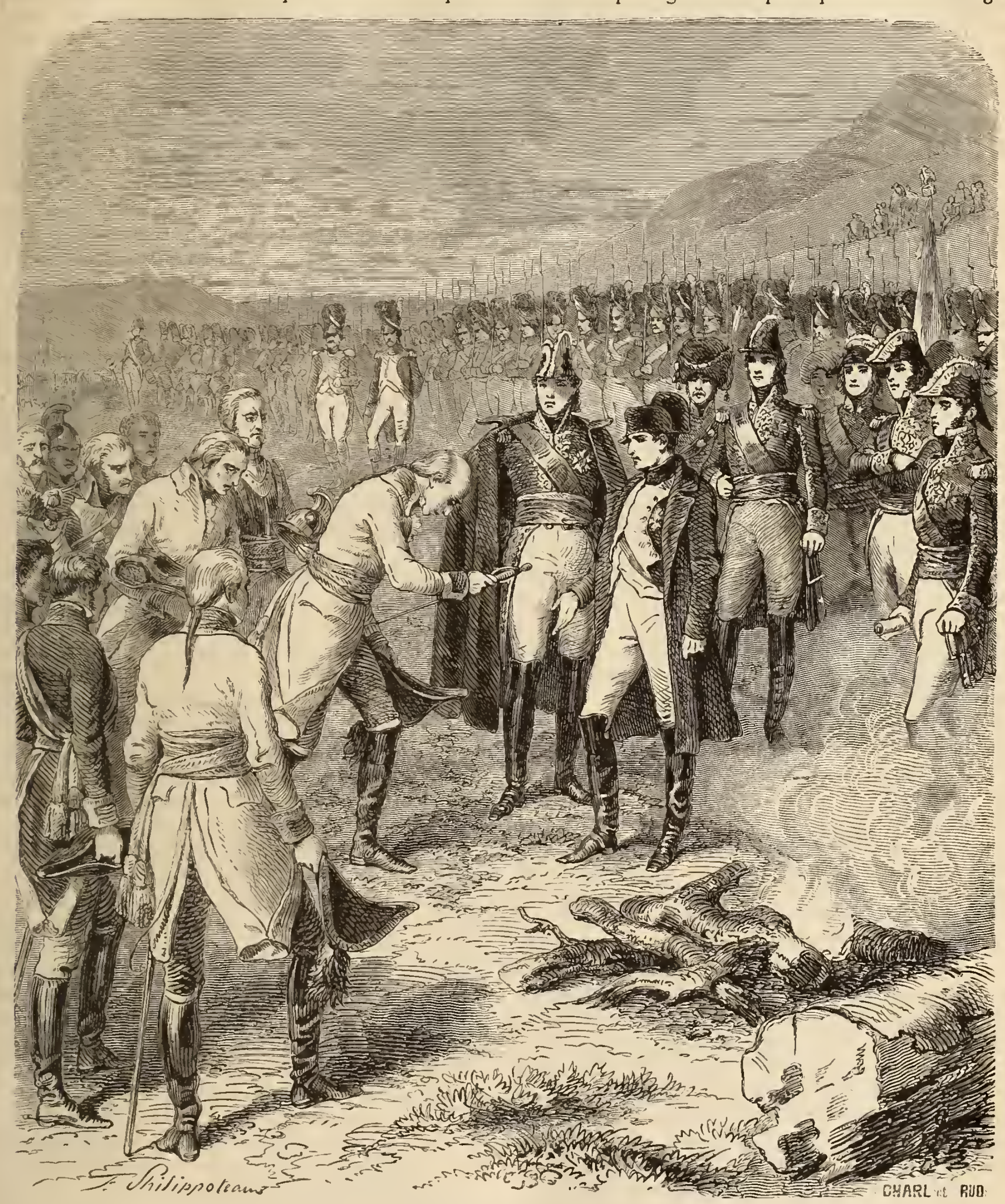


Napoléon dicte à Daru le plan de la campagne de 1805. (Page 271, col. 2.)

un cercle de fer et de feu et investie dans Ulm. M. de Ségur fut envoyé pour sommer le général Mack de se rendre à discrétion. Voici comment ce brave officier raconte sa mission dans un rapport fait pour l'Empereur :

« Hier, 16 octobre, l'Empereur m'a fait appeler dans son cabinet; il m'a ordonné d'aller à Ulm, de décider Mack de se rendre dans cinq jours, et s'il en exigeait absolument six, de les lui accorder. Je n'ai pas reçu d'autre instruction. La nuit était noire; un ouragan terrible venait de s'élever, il pleuvait à flots; il fallait passer par des chemins de traverse et éviter des bourbiers où l'homme, le cheval et la mission pouvaient finir avant terme. J'ai été presque jusqu'aux portes de la ville sans trouver nos avant-postes; il n'y en avait plus : factionnaires, vedettes, grandes gardes, tout s'était mis à couvert; les parcs d'artillerie même étaient abandonnés; point de feux, point d'étoiles. Il a fallu errer pendant trois heures pour trouver un général. J'ai traversé plusieurs villages et questionné inutilement ceux qui les remplissaient. J'ai enfin trouvé un trompette d'artillerie à moitié noyé dans la boue, sous son caisson, il était roide de froid. Nous nous sommes approchés des remparts d'Ulm. On nous attendait sans doute, car au premier appel, M. de Latour, officier parlant bien le français, s'est présenté. Il m'a bandé les yeux, et m'a fait gravir par-dessus les fortifications. J'observai à mon conducteur que la nuit était si noire qu'elle rendait le bandeau inutile; mais il m'objecta l'usage. La course me paraissait longue. Je fis causer mon guide; mon but était de savoir quelles troupes renfermait la ville. Je lui demandai si nous étions encore loin de la demeure du général Mack et de celle de l'archiduc: « C'est tout près, » me répondit mon guide. J'en conclus que nous tenions dans Ulm tout le reste de l'armée autrichienne. Nous arrivâmes

enfin dans l'auberge où le général en chef demeurait. Il m'a paru grand, âgé, pâle; ses traits étaient tourmentés par une anxiété qu'il cherchait à cacher. Après avoir échangé quelques compliments, je me nommai; puis, entrant en matière, je lui dis que je venais de la part de l'Empereur le sommer de se rendre et régler avec lui les conditions de la capitulation. Ces expressions lui parurent insupportables, et il ne convint pas d'abord de la nécessité de les entendre. J'insistai; il me répondit vivement que l'armée russe s'approchait pour le secourir, qu'elle nous mettrait entre deux feux, et que peut-être ce serait bientôt à nous de capituler. Je lui répliquai que dans sa position il n'était pas étonnant qu'il ignorât ce qui se passait en Allemagne,



Reddition d'Ulm (19 octobre 1805). (Page 274, col. 1.)

qu'en conséquence, je devais lui apprendre que le maréchal Bernadotte occupait Ingolstadt et Munich, et qu'il avait ses avant-postes sur l'Inn, où les Russes ne s'étaient pas montrés. « Croit-on m'abuser ainsi? dit le général Mack. Me traite-t-on comme un enfant? Non, monsieur de Ségur; si dans huit jours je ne suis pas secouru, je consens à rendre la place, à ce que mes soldats soient prisonniers de guerre et leurs officiers prisonniers sur parole. Alors on aura eu le temps de me secourir, j'aurai satisfait à mon devoir; mais on me secourra, j'en suis certain. — J'ai l'honneur de vous répéter, monsieur le général, que nous sommes non-seulement maîtres de Dachau, mais de Munich! — Les Russes sont à Dachau! — Eh bien, soit, et même

Augsbourg ; nous en sommes d'autant plus pressés de terminer avec vous : ne nous forcez donc pas d'emporter Ulm d'assaut, car alors, au lieu de cinq jours d'attente, l'Empereur y serait dans une matinée. — Ah! monsieur, répliqua le général en chef, ne pensez pas que quinze mille hommes se laissent forcer si facilement; il vous en coûterait cher. — Quelques centaines d'hommes, lui répondis-je. — Dites qu'il vous en coûterait dix mille hommes! La réputation d'Ulm est assez connue. — Elle consiste dans les hauteurs qui l'environnent, et nous les occupons.—Alors donc, monsieur, il est impossible que vous ne connaissiez pas la force d'Ulm ! — Sans doute, monsieur le maréchal, et d'autant mieux que nous voyons dedans. — Eh bien ! monsieur, dit alors le malheureu général, vous y voyez des hommes prêts à se défendre jusqu'à la dernière extrémité, si votre empereur ne leur accorde pas huit jours. »

Mack, de son côté, avait envoyé en parlementaire le prince Maurice de Lichtenstein. Celui-ci fut étonné et confus quand il se vit en présence de Napoléon, que Mack croyait bien loin. Il demandait que la garnison pût retourner en Autriche. « Se moque-t-on de moi ? s'écria Napoléon. Tenez, voilà la capitulation de Memmingen, montrez-là à votre général; qu'il se rende aux mêmes conditions, je n'en veux pas d'autres. Vos officiers seuls retourneront en Autriche; mais les soldats seront prisonniers. Dites-lui bien qu'il se dépêche, car je n'ai pas de temps à perdre. Plus il tardera, plus il aggravera sa position. J'aurai demain ici le corps devant lequel Memmingen a capitulé, et nous verrons. Que Mack sache bien qu'il n'a pas d'autre parti à prendre que de se conformer à ma volonté. » Ce ton impérieux effraya l'envoyé. Mack, désespéré, capitula, et toute l'armée autrichienne se rendit prisonnière de guerre le 19 octobre 1805.

En trois semaines, une armée de 80 000 hommes avait disparu. Quelques milliers fuyaient vers le Tyrol et la Bohême; mais 60 000 avaient été pris ou tués; 200 canons, 80 drapeaux étaient entre nos mains. Et ce qui rendait plus glorieux encore ces magnifiques résultats, c'est qu'ils avaient été assurés par les combinaisons du génie, et presque sans perte. « L'empereur, disaient les soldats, ne fait plus la guerre avec nos bras, mais avec nos jambes. »

L'Empereur, racontent les bulletins de la grande armée, traversait une foule de prisonniers ennemis: un colonel autrichien témoigna son étonnement de voir l'empereur des Français trempé, couvert de boue, autant et plus fatigué que le dernier tambour de l'armée. Un de ses aides de camp lui ayant expliqué ce que disait l'officier autrichien, l'Empereur lui fit répondre : « Votre maître a voulu me faire ressouvenir que j'étais un soldat; j'espère que la pompe et la pourpre impériales ne m'ont pas fait oublier mon premier métier. » On rapporte aussi que l'Empereur répondit aux officiers qui l'entouraient et qui admiraient comment, dans le moment le plus pénible, les soldats oubliaient toutes leurs privations et ne se montraient sensibles qu'au plaisir de le voir : « Ils ont raison : c'est pour épargner leur sang que je leur fais essuyer de si grandes fatigues. »

La nouvelle d'un grand revers maritime vint attrister l'Empereur. Le jour même où Mack sortait d'Ulm, l'amiral Villeneuve perdait contre Nelson la sanglante bataille de Trafalgar. Villeneuve, retiré à Cadix, avec les escadres combinées de France et d'Espagne, redevenu audacieux alors que la nécessité avait disparu, s'était enfin décidé à sortir de son port, bien qu'il connût la présence de ce Nelson qu'il avait tant redouté de rencontrer. Sa flotte comptait trente-trois vaisseaux, cinq frégates et deux bricks. Nelson ne pouvait mettre en ligne que vingt-sept vaisseaux, mais la plupart de ces vaisseaux étaient plus forts que les nôtres, et les Anglais avaient un nombre égal de bouches à feu. Villeneuve s'était formé sur une seule ligne. Nelson, recourant à la tactique que les Anglais inauguraient alors sur les mers, rangea ses vaisseaux en deux colonnes pour couper la ligne de l'ennemi. La première colonne, commandée par l'amiral Collingwood, attaqua seize de nos vaisseaux et chercha à les envelopper. La colonne de Nelson, composée de douze vaisseaux, fondit sur sept autres. Dix de nos navires, retenus par le vent qui nous fut contraire toute la journée, ne purent prendre part à l'action générale.

L'amiral Villeneuve avait mis son pavillon sur *le Bucentaure*. Ce vaisseau, avec *le Redoutable* et le navire espagnol *Santissima-Trinidad*, soutint le choc le plus terrible. Nelson, avec *le Nestory*, *le Temeraira* et le reste de sa colonne, s'efforçait de les tourner et de les prendre. *Le Redoutable*, commandé par l'intrépide capitaine Lucas, combattit avec succès d'abord le vaisseau amiral anglais. Les matelots allaient même l'aborder, lorsqu'une décharge de mitraille coucha sur le pont la moitié de l'équipage. A ce moment, Nelson, qui se tenait sur son gaillard d'arrière, vêtu d'un simple frac et ne voulant pas se dérober au péril, fut frappé d'une balle. Il tomba et mourut quelques heures après. Ce malheur resta inconnu à la flotte anglaise, qui, enveloppant de tous côtés nos vaisseaux, les écrasait sous un feu meurtrier. *Le Bucentaure*, assailli par plusieurs ennemis, attaché au *Santissima-Trinidad* et ne pouvant manœuvrer, fut bientôt démâté et rasé. Son artillerie se tut; il fut obligé de recevoir sans répondre les boulets qui pleuvaient de toutes parts. L'amiral voulut gagner un autre vaisseau, mais tous les canots étaient brisés, le navire menaçait de couler. Villeneuve, désespéré, amena son pavillon.

Des deux amiraux, l'un était tué, l'autre pris. Cependant la bataille continuait encore avec une rage plus grande à l'extrémité de la ligne où le contre-amiral Magon, sur *l'Algésiras*, déployait une rare bravoure. Né à l'île de France, jeune, aimé de ses marins, Magon soutenait sans faiblir une lutte inégale. Les matelots allaient s'élancer sur le vaisseau ennemi *le Tonnant*, quand une décharge d'un nouvel ennemi les arrêta. Menacé lui-même de voir son vaisseau envahi, Magon, une hache à la main, repoussa trois fois les Anglais qui s'élançaient sur le pont. Il tombe blessé au bras et combat encore. Une balle le frappe à la cuisse : il refuse de quitter son poste. On l'emporte enfin à l'ambulance. Mais son pauvre navire était si troué, qu'il donnait passage aux projectiles anglais. Un biscaïen l'atteignit en pleine poitrine et le foudroya. Bientôt *l'Algésiras* fut complétement mutilé; les deux tiers de son équipage étaient hors de combat, il amena son pavillon. L'amiral espagnol Gravina venait aussi de tomber mortellement atteint.

La fin du combat fut marquée par une scène horrible. *L'Achille*, assailli de tous côtés, se défendait comme



Bataille de Trafalgar (19 octobre 1805). Page 274, col. 2.)

s'étaient défendus *le Redoutable*, *le Bucentaure*, *l'Algésiras*. Mais le feu éclata à bord; l'équipage négligea l'incendie pour continuer le service des pièces. Les Anglais, craignant d'être brûlés, se retirèrent; les marins cherchèrent alors à éteindre les flammes, mais il était trop tard : ils se jetèrent à la mer, et aussitôt *l'Achille* sauta avec un fracas épouvantable, lançant en l'air un nombre considérable de blessés. Les Anglais essayèrent de recueillir les infortunés marins qui se sauvaient à la nage, mais ils n'en purent arracher qu'un bien petit nombre à la mort.

Il était cinq heures. Lss Anglais, pleurant leur amiral au milieu de la victoire, s'éloignèrent, emmenant dix-sept vaisseaux français et espagnols. Mais une



Surprise du pont du Thabord (novembre 1805). (Page 277, col. 2.)

affreuse tempête éclata dans la nuit et maltraita la flotte ennemie. Nos équipages prisonniers se délivrèrent et parvinrent, après des efforts inouïs, à gagner Cadix malgré l'ouragan, malgré l'état déplorable des vaisseaux. Les Anglais ne purent conserver que quatre prises, mais ils gardèrent l'amiral Villeneuve.

Nous perdîmes dans cette bataille acharnée, où la valeur française se fit bien reconnaître, 7000 hommes. Les Anglais eurent 3000 morts, dont Nelson, « à lui seul aussi regrettable pour eux qu'une armée. » Ce fut un des combats les plus sanglants qui se fussent livrés depuis longtemps sur mer, et nous devrions nous en honorer autant que d'une victoire, car nos chefs et nos soldats, s'ils manquaient d'expérience,

avaient déployé un héroïsme bien rare chez des vaincus. Toutefois, cette défaite fut l'irrévocable condamnation de la marine impériale. Napoléon ne compta plus sur elle; et désespérant de pouvoir se prendre corps à corps avec l'Angleterre, il fut poussé plus avant dans la pensée, qui était née déjà dans son esprit, de ruiner son insaisissable ennemie en lui fermant le continent.

§ 7. BATAILLE D'AUSTERLITZ (2 DÉCEMBRE 1805.)

Cependant, Napoléon précipita sa marche sur Vienne, maintenant découverte. Lannes et Murat enlevèrent le pont sur lequel on pouvait passer le Danube. Ce fut une surprise plutôt qu'une attaque, et Lannes racontait ainsi à Bourienne ce curieux épisode d'une campagne intéressante dans ses moindres détails : « Figure-toi, lui disait-il, que j'étais un jour à me promener avec Murat sur la rive droite du Danube, où étaient nos corps d'armée, quand, arrivés à l'extrémité du pont du Thabor, nous vîmes, sur la rive gauche, occupée par les Autrichiens, que l'on exécutait des travaux dans le but évident de faire sauter le pont à l'approche de nos troupes. Ils avaient l'air de travailler à



Entrée à Vienne (13 novembre 1805). (page 278, col. 1.)

notre barbe, mais nous leur avons donné une bonne leçon. Notre plan convenu et bien arrêté, nous revînmes donner des ordres, et je confiai le commandement de ma colonne de grenadiers à un officier dont je connaissais le courage et l'intelligence. Nos dispositions prises, je retournai avec Murat et deux ou trois autres officiers sur le pont. Là nous nous avançâmes tout doucement et avec tant de tranquillité, qu'on nous prit pour de simples officiers. Nous entrâmes en conversation avec le commandant d'un poste placé au milieu du pont; nous l'entretînmes sans affectation dans les idées d'un armistice qui devait être prochainement conclu. Tout en causant avec les officiers autrichiens, nous fîmes en sorte de les faire regarder du côté de la rive gauche, et alors, conformément aux ordres que nous avions donnés, ma colonne de grenadiers débusqua sur le pont. Les canonniers autrichiens, voyant leurs officiers au milieu de nous, n'osèrent tirer; ma colonne s'avança au pas redoublé. Murat et moi en tête, nous gagnâmes ainsi la rive gauche. Tous les artifices préparés pour faire sauter le pont furent jetés dans la rivière, et mes hommes s'emparèrent des batteries des-

tinés à défendre la tête de pont. Enfin nos pauvres diables d'officiers autrichiens furent tout stupéfaits quand je leur dis qu'ils étaient nos prisonniers ; il fallut même les bousculer un peu. »

Bonaparte entra le 13 novembre 1805 dans la capitale de l'Autriche. La surprise des ponts avaient fait tomber Vienne. Cette belle et grande capitale a une enceinte régulière, celle qui résista aux Turcs en 1683 ; mais comme avec le temps elle n'a pu rester enfermée dans cette enceinte, et que de vastes faubourgs se sont élevés autour d'elle, on l'a enveloppée d'une muraille de peu de relief embrassant la totalité des terrains bâtis. Mais tout cela était de médiocre défense, et une fois maître des faubourgs, on pouvait, avec quelques obusiers, obliger le corps de la place à capituler. L'empereur François avait chargé le comte de Wurbna, homme sage et conciliant, de recevoir les Français et de se concerter avec eux pour la paisible occupation de la capitale. C'était un beau triomphe que d'entrer dans cette vieille métropole de l'empire germanique, au sein de laquelle l'ennemi n'avait jamais paru en maître. On avait dans les deux derniers siècles soutenu des guerres considérables, gagné, perdu de mémorables batailles ; mais on n'avait pas encore vu un général victorieux planter ses drapeaux dans les capitales des grands États. Il fallait remonter au temps des conquérants pour trouver des exemples de résultats aussi vastes. Napoléon ordonna dans son armée la discipline la plus sévère, laissa aux milices bourgeoises le soin de faire la police, et établit son quartier général au palais de Schœnbrunn. On trouva dans les arsenaux 100 000 fusils, 2000 pièces de canon, des munitions de toute espèce. Napoléon cependant ne s'endormit pas dans ce triomphe ; il était encore entre deux armées : à droite



Le matin d'Austerlitz (2 décembre 1805). (Page 279, col. 1.)

celle du Tyrol et d'Italie, que Ney et Masséna poussaient devant eux et qui venait de s'arrêter, sous l'archiduc Charles, derrière la ligne du Raab ; à gauche, la grande armée austro-russe, avec les deux empereurs, qui occupait la Moravie. Il courut à celle-ci, franchit le Danube, et arriva à Brunn le 20 novembre avec 65 000 hommes. En trois mois, ses soldats avaient fait 500 lieues.

90 000 Austro-Russes étaient rangés sur les hauteurs d'Austerlitz. Leurs chefs avaient conçu un plan hardi : tourner l'aile droite des Français, les couper de la route de Vienne et de leurs réserves, les accabler ensuite, tout au moins les jeter en Bohême, où il serait facile de les achever, aidé qu'on serait par la Prusse, qui armait et n'attendait qu'un succès pour accourir avec 60 000 hommes à la curée du lion. Mais Napoleon avait deviné leurs desseins, comme s'il eût assisté à leurs conseils, et il parut s'y prêter. Il ne mit que des forces insuffisantes une seule division du corps de Davoust, à son aile droite, vers les villages de de Telnitz et de Sokolnitz, pour attirer l'ennemi de ce côté en lui offrant la tentation de s'emparer de la route de Vienne qui passe derrière ces hameaux. Mais il établit fortement sa gauche à cheval sur la route d'Olmutz, l'appuyant au mont Bozenitz et au mamelon du Santon, qu'il couvrit d'artillerie et que garda un régiment auquel il avait fait jurer de défendre cette position jusqu'à la mort. Lannes y commandait. Au centre, derrière le Goldbach, en face du plateau de Pratzen, il mit Soult avec trois divisions, et en arrière, mais dans la même direction, une réserve formidable de 25 000 hommes. Les Russes étaient massés sur le plateau de Pratzen, développant à leur droite dans la plaine le corps de Bagration, et une immense cavalerie qui se promettait de fouler Lannes et nos égiments sous les pieds de ses chevaux. Le château

d'Austerlitz, quartier des deux empereurs n'était couvert que par une réserve de 10 000 hommes.

L'ennemi donna tête baissée dans le piége. Le 1er décembre, l'Empereur, du haut de son bivac, aperçut avec une indicible joie l'armée russe commençant, à deux portées de canon de ses avant-postes, un mouvement de flanc pour tourner sa droite. Il vit alors jusqu'à quel point la présomption et l'ignorance de la guerre avaient égaré les conseils de cette brave armée. Il dit plusieurs fois : « Avant demain au soir, cette armée est à moi. » Cependant le sentiment de l'ennemi était bien différent : il se présentait devant nos grand'gardes à portée de pistolet; il défilait par une marche de flanc sur une ligne de quatre lieues, en longeant l'armée française qui paraissait ne pas oser sortir de sa position ; il n'avait qu'une crainte, c'était que l'armée française ne lui échappât. On fit tout pour confirmer l'ennemi dans cette idée. Le prince Murat fit avancer un corps de cavalerie dans la plaine; mais tout d'un coup il parut étonné des forces immenses de l'ennemi, il rentra à la hâte. Ainsi tout tendait à confirmer le maréchal russe dans l'opération mal calculée qu'il avait arrêtée. L'Empereur voulut visiter à pied et incognito tous les bivacs ; mais à peine eut-il fait quelques pas qu'il fut reconnu. Il serait impossible de peindre l'enthousiasme des soldats en le voyant. Des fanaux de paille furent mis en un instant au haut de milliers de perches, et 80 000 hommes se présentèrent au-devant de l'Empereur en le saluant par des acclamations, les uns pour fêter l'anniversaire de son couronnement, les autres disant que l'armée donnerait le lendemain son bouquet à l'Empereur. Un des vieux grenadiers s'approcha de lui et lui dit : « Sire, tu n'auras pas besoin de t'exposer. Je te promets au nom des grenadiers de l'armée que tu n'auras à combattre que des yeux, et que nous t'amènerons demain les drapeaux et l'artillerie de l'armée russe pour célébrer l'anniversaire de ton couronnement.

L'Empereur dit en entrant dans son bivac, qui consistait en une mauvaise cabane de paille sans toit, que lui avaient fait les grenadiers : « Voilà la plus belle soirée de ma vie, mais je regrette de penser que je perdrai bon nombre de ces braves gens. Je sens, au mal que cela me fait, qu'ils sont véritablement mes enfants; et, en vérité, je me reproche quelquefois ce sentiment, car je crains qu'il ne me rende inhabile à faire la guerre. »

Au moment où le feu commençait, le capitaine Pelet, aide de camp de Masséna, chargé d'une mission auprès de l'Empereur, vint le trouver, et comme il se disposait à partir : « Demeurez, lui dit Napoléon, tels et tels mouvements vont avoir lieu, à telle heure, j'attaquerai l'ennemi sur tels points; mes manœuvres auront tels résultats, et vers telle heure vous irez annoncer à Masséna la victoire. « Les choses se passèrent comme l'Empereur l'avait annoncé.

Trois divisions russes descendirent des hauteurs et vinrent livrer un combat inégal, mais furieux, vers Telnitz et Sokolnitz, que défendaient un seul régiment et un bataillon, la division Friant étant encore, à ce moment, fort loin en arrière, vers Gross-Raigern, quoiqu'elle eut fait 36 lieues en deux jours. Le brouillard qui couvrait les deux armées se dissipa et le soleil se montra C'était le soleil d'Austerlitz, qui devait éclairer la plus brillante victoire de Napoléon et des armées françaises. Quand les Russes se furent engagés à fond de ce côté et que, maîtres des villages, ils croyaient avoir décidé du sort de la journée, Napoléon, qui jusqu'alors avait contenu à grand'peine l'impatience de ses soldats, lança 25 000 hommes sur le plateau de Pratzen, clef de toute la position, culbuta la garde impériale russe qui le défendait, coupa en deux l'armée ennemie, et se rabattant sur les trois divisions envoyées pour tourner notre droite, tandis que les soldats de Davoust les poussaient de front, les accabla de mitraille, les jeta sur les étangs glacés qui bordaient la plaine, et rompit la glace à coups de boulets, sous les pas de milliers de Russes qui y périrent engloutis. Du haut du clocher d'Austerlitz, les deux empereurs, consternés assistaient à ce désastre. Lannes, dans le même temps, avait livré à droite une vraie bataille et bravé tous les efforts de la cavalerie ennemie, qui, décimée par son feu, ne put supporter le choc des escadrons de Murat, et fut rejetée en désordre, avec les débris de Bragation, sur Austerlitz. La déroute fut complète (2 décembre 1805).

« Soldats, dit Napoléon, dans une de ses belles proclamations, qui étaient toujours l'annonce ou la récompense d'une victoire, soldats, je suis content de vous. Vous avez décoré vos aigles d'une gloire immortelle. Une armée de cent mille hommes, commandée par les empereurs de Russie et d'Autriche, a été, en moins de quatre heures, ou coupée ou dispersée. Rentrés dans vos foyers, il vous suffira de dire : J'étais à Austerlitz, pour qu'on vous réponde : Voilà un brave.»

15 000 morts, 10 0000 prisonniers, 280 bouches à feu, telles étaient les pertes de l'ennemi. Les généraux Kutuzow et Buahowden avaient été blessés, dix ou douze généraux tués, plusieurs aides de camp de l'empereur de Russie et un grand nombre d'officiers de distinction également. Le soir de la journée, et pendant plusieurs heures de la nuit, l'Empereur Napoléon parcourut le champ de bataille et fit enlever les blessés. Il passait avec la rapidité de l'éclair, et rien n'était plus touchant que de voir ces braves gens le reconnaître sur-le-champ. Les uns oubliaient leurs souffrances et disaient : « Au moins la victoire est-elle bien assurée ? » Les autres : « Je souffre depuis huit heures, et depuis le commencement de la bataille je suis abandonné, mais j'ai bien fait mon devoir. » D'autres : « Vous devez être content de vos soldats aujourd'hui.» A chaque soldat blessé, l'Empereur laissait une garde qui le faisait transporter dans les ambulances. Il est horrible de le dire : quarante-huit heures après la bataille, il y avait encore un grand nombre de Russes qu'on n'avait pu panser. Tous les Français le furent avant la nuit.

Le bulletin de la grande armée signala un grand nombre d'actes remarquables. Un carabinier du 10e régiment d'infanterie légère avait eu le bras gauche emporté par un boulet de canon : « Aide-moi, dit-il à son camarade, à ôter mon sac, et cours me venger; je n'ai pas besoin d'autres secours. » Il mit ensuite son sac sur son bras droit, et marcha seul vers l'ambulance.

Le général Thiébaut, dangereusement blessé était transporté par quatre prisonniers russes; six Français blessés l'aperçoivent, chassent les Russes et saisissent le brancard, en disant : « C'est à nous seuls qu'appartient l'honneur de porter un général français blessé. »

Le général Valhubert a la cuisse emportée d'un coup de canon, quatre soldats se présentent pour l'enlever : « Souvenez-vous de l'ordre du jour, leur dit-il d'une voix de tonnerre, et serrez vos rangs. Si vous revenez vainqueurs, on me relèvera après la bataille ; si vous êtes vaincus, je n'attache plus de prix à la vie. » Ce général fut le seul dont on eut à regretter la perte ; tous les autres généraux blessés guérirent.

Les deux empereurs fuyaient ; celui d'Autriche fit demander une entrevue à Napoléon aux avant-postes. Celui-ci le reçut devant un feu de bivac. « Vous voyez, lui dit-il, les palais que Votre Majesté me force d'habiter depuis trois mois. » Après un long entretien, on convint d'un armistice, et Napoléon, qui tenait les Russes enveloppés, leur permit de se retirer par journées d'étapes. La Prusse, effrayée, se hâta de démentir les intentions qu'elle avait eues, et M. d'Haugwitz, qui était venu dans l'espoir d'imposer des conditions à Napoléon vaincu, le félicita. « Votre compliment a changé d'adresse, » se contenta de lui dire le vainqueur. Il n'en voulut pas moins traiter avec lui ; et pour rendre à la Prusse un retour vers l'Angleterre impossible, il lui offrit le Hanovre en échange du duché de Clèves, de la forte place de Wesel sur le Rhin et de la principauté de Neuchâtel, en Suisse.

L'effet produit par la victoire d'Austerlitz fut immense sur l'imagination française : « Les dernières affaires, écrivait Talleyrand, ont fait de l'Empereur un personnage fabuleux. Il n'y a pas un général dans l'armée, pas un soldat qui ne croie et ne dise que c'est l'Empereur tout seul qui a remporté la grande victoire d'Austerlitz ; il a tout ordonné jusque dans les moindres détails, et tout ce qu'il a ordonné a réussi. » A Paris, l'ivresse était générale Les drapeaux conquis



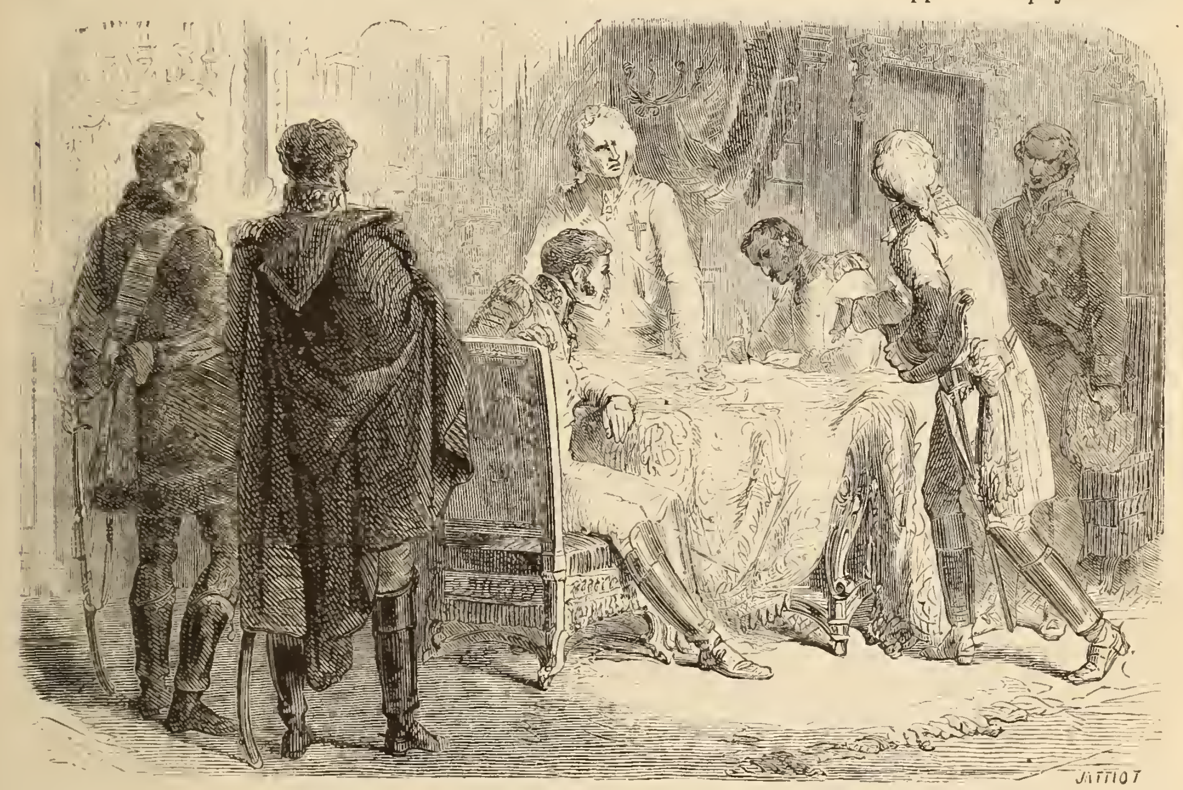
Entrevue de Napoléon et de l'empereur d'Autriche après la bataille d Austerlitz (décembre 1805). (Page 280, col. 1.)

furent portés en grande pompe à Notre-Dame, et lorsque l'Empereur rentra en France, ce fut un vrai triomphe. Le Sénat avait décidé qu'une colonne serait érigée en son honneur : le bronze conquis sur l'ennemi devait en fournir la matière. Ce fut la colonne de la grrnde armée, la glorieuse colonne de la place Vendôme. Une campagne de trois mois, au lieu d'une guerre de plusieurs années, comme on le craignait d'abord ; le continent désarmé, l'Empire français porté à ses limites extrêmes, une gloire éblouissante ajoutée à nos armes, de nouvelles perspectives de repos et de sécurité ouvertes à la France, sous un gouvernement respecté du monde : voilà ce dont on voulait remercier le vainqueur par mille cris de : *Vive l'Empereur !* Il entendit ces cris à Strasbourg même, en passant le Rhin, et ils l'accompagnèrent jusqu'à Paris, où il entra le 26 janvier 1806. C'était le retour de Marengo. Austerlitz était en effet pour l'Empire ce que Marengo avait été pour le Consulat. Marengo avait raffermi le pouvoir consulaire dans les mains de Bonaparte ; Austerlitz assurait la couronne impériale sur la tête de Napoléon.

Par contre, la journée d'Austerlitz eut un douloureux retentissement en Angleterre, et tua, on peut le dire, notre ennemi acharné, William Pitt. Rien n'est curieux comme d'observer ce ministre haineux, n'ayant pour arme que la parole, luttant contre le plus grand capitaine des temps modernes, et entraînant sans cesse son pays à de nouveaux sacrifices, à de nouveaux combats : « Vainement, dit lord Macaulay, qui a raconté supérieurement ses derniers moments, vainement ses plans étaient confondus, ses prédictions démenties, ses coalitions européennes dissoutes, ses expéditions si coûteuses repoussées avec honte ; vainement l'ennemi, triomphant de ses nobles efforts, subjuguait la Flandre et le Brabant, l'électorat de Mayence et l'élec-

torat de Trèves, la Hollande, le Piémont, la Ligurie, la Lombardie, etc. L'autorité de Pitt sur la Chambre des communes devenait de plus en plus absolue. Là était son empire, là étaient ses victoires, son Lodi, son Arcole, son Rivoli et son Marengo. Si quelque grande catastrophe, une bataille perdue par les alliés, l'annexion d'un nouveau département à la République française, une insurrection sanglante en Irlande, une mutinerie sur la flotte, une panique dans la cité, une menace de banqueroute, avaient répandu la terreur dans les rangs de la majorité, cette terreur ne durait que jusqu'au moment où Pitt se dressait au banc de la trésorerie, relevait sa tête hautaine, étendait le bras avec un geste de commandement, et faisait entendre, en accents sonores, le fier langage d'une espérance inébranlable et d'une détermination inflexible. C'est ainsi qu'à travers une période calamiteuse, tout désastre qui survenait hors de l'enceinte du Parlement était régulièrement suivi d'un triomphe dans la salle des délibérations. Il n'eut plus enfin d'opposition devant lui. De tout le nombreux parti qui avait lutté contre Pitt durant les huit premières années de son ministère, plus de la moitié marchait sous son drapeau, le reste avait déserté. Fox s'était retiré sous les ombrages de la colline Sainte-Anne. Les motions se succédaient presque sans qu'on fût obligé d'aller aux voix Dans l'année mémorable de 1799, la plus forte minorité qui put se recruter contre le ministère n'était que de vingt-cinq membres.

« Mais déjà alors il était difficile au ministre de dissimuler aux yeux du public le déclin de sa propre santé et la continuelle anxiété qui lui rongeait le cœur. L'insomnie assiégeait ses nuits. Tous ceux qui passaient à côté de lui étaient frappés de sa physionomie et



Traité de Presbourg (26 décembre 1805). (Page 282, col 1.)

de ce mélancolique regard des dernières années de sa vie, plus tard décrit avec émotion par Wilberforce, qui l'appelait le *regard d'Austerlitz*.

« Cependant, la vigoureuse intelligence de Pitt et son intrépide hauteur restaient encore inaltérables : c'était avec le même courage qu'il avait réussi à former cette nouvelle coalition qui venait d'être encore écrasée ou plutôt foudroyée par le génie de Napoléon. Aux premières rumeurs de la victoire d'Ulm, Pitt se refusa à ajouter foi à cette catastrophe. Il s'irrita des alarmes de ceux qui l'entouraient : « N'en croyez pas un mot, dit-il, c'est une fiction. » Le lendemain, il reçut un journal hollandais qui contenait la capitulation. Il ne savait pas le hollandais. C'était un dimanche, et les bureaux étaient fermés; il porta le journal à lord Malmesbury, qui avait été ambassadeur en Hollande, et lord Malmesbury le lui traduisit. Pitt essaya de faire bonne contenance; mais le coup était trop fort, et il quitta lord Malmesbury avec la mort dans les yeux.

« A la nouvelle de la bataille de Trafalgar, qui arriva quatre jours plus tard, il sembla revivre un moment. Quarante-huit heures après que cette glorieuse et triste journée eut été annoncée au pays, eut lieu l'inauguration d'un lord-maire, et Pitt dîna à Guild-Hall. Sa popularité baissait; mais, en cette occasion, la multitude, exaltée par la récente victoire, lui fit un accueil enthousiaste, détela ses chevaux et traîna sa voiture.

« Ce n'était qu'un point d'arrêt momentané : Austerlitz compléta bientôt Ulm. Dans les premiers jours de décembre, Pitt s'était retiré à Bath, avec l'espoir d'y retrouver des forces pour la session prochaine. Il languissait sur son sofa, quand arriva la nouvelle qu'une bataille décisive avait été livrée et perdue en Moravie; que le continent était aux pieds de la France.

Pitt s'affaissa sous le choc. Deux jours après, il était si maigri que ses plus intimes amis avaient peine à le reconnaître. Il partit de Bath à petites journées, et le 11 javier 1806 rentra dans sa villa de Putney. Le Parlement s'assemblait le 21. Le 20, devait avoir lieu le dîner parlementaire dans l'hôtel du premier lord de la trésorerie. Les cartes d'invitation étaient déjà expédiées; mais les jours du grand ministre étaient comptés. Il n'avait plus qu'une chance pour prolonger sa vie, une faible chance, en résignant sa place et en passant quelques mois dans un profond repos. Ses collègues lui rendaient de très-courtes visites et évitaient soigneusement les entretiens politiques. Mais cet esprit accoutumé au commandement, ne pouvait, même dans cette extrémité, abandonner une espérance qu'il était le seul à ne pas croire vaine.

« On répéta que le grand ministre était mort en s'écriant : « O mon pays! » C'est une fable. Ce qu'il y a de vrai, c'est que les derniers mots qu'il prononça furent des exclamations sur la situation alarmante des affaires publiques. Pitt expira le 23 janvier 1806, le vingt-cinquième anniversaire du jour où il avait pris possession de son siége au Parlement. Il était dans sa quarante-septième année, et avait été pendant dix-neuf ans premier lord de la trésorerie, premier ministre. Depuis l'établissement du gouvernement parlementaire en Angleterre, aucun homme d'État n'avait exercé si longtemps l'autorité suprême. »

§ 8. TRAITÉ DE PRESBOURG (26 DÉCEMBRE 1805); CONFÉDÉRATION DU RHIN; ROYAUTÉS VASSALES; NOUVELLE NOBLESSE.

L'Autriche ne signa la paix que le 26 décembre, à Presbourg. Elle abandonna les États vénitiens avec l'Istrie et la Dalmatie, que Napoléon réunit au royaume d'Italie; le Tyrol et la Souabe autrichienne, dont il se servit pour agrandir les domaines du duc de Bavière et de Wurtemberg, qui prit le titre de roi, et ceux du duc de Bade, qui prit celui de grand-duc. L'Autriche perdait 4 millions de sujets sur 24, un revenu de 15 millions de florins sur 103, et par la cession de Venise, toute action sur l'Italie; par celle du Tyrol, toute influence sur la Suisse.

Le traité de Presbourg, après Austerlitz, consacrait l'Empire, comme la paix de Lunéville, après Marengo, avait consacré le Consulat. Il donnait à la France la plus magnifique position. La Prusse était éloignée du Rhin. L'Autriche était rejetée hors de l'Italie. Les princes allemands, qui nous séparaient de l'Autriche, recevaient de nos mains de riches domaines et des titres qu'ils n'avaient même jamais rêvés; enfin Napoléon, achevant dans la paix l'œuvre de la guerre, constituait, quelques mois après Austerlitz, la Confédération du Rhin. Le vieil empire germanique créé par Charlemagne fut dissous après dix siècles d'existence. François II abdiqua le titre d'empereur d'Allemagne (6 août); il avait déjà pris, pour ne pas déchoir, celui d'empereur d'Autriche. Alors un très-grand nombre des 370 États qui se partageaient le sol allemand et y entretenaient une anarchie permanente, furent supprimés au profit des princes les plus puissants de l'Allemagne occidentale et centrale. Ceux-ci se réunirent, sous la protection de la France, en un nouvel État fédératif qui fut nommé la Confédération du Rhin. La Pruss et l'Autriche, puissances à moitié slaves, en furent exclues. C'était un bienfait pour l'Allemagne, et c'était une pensée heureuse pour l'Europe, que de placer entre trois grands États militaires cette Confédération qui empêchait leurs frontières de se toucher. Nous devons éternellement regretter que l'Empire n'ait pu se tenir à ce traité de Presbourg, si bien conçu pour le repos de l'Italie et de l'Allemagne, et pour la grandeur de la France.

Mais déjà Napoléon était à d'autres pensées, et ce sceptre de Charlemagne qu'il venait d'arracher des mains de la nation germanique, il voulait le garder pour lui-même, quand l'intérêt de l'Europe et celui de la France eussent demandé qu'il fût à jamais brisé. A peine avait-il fait suspendre aux voûtes de Notre-Dame, de l'hôtel de ville et du palais du Sénat, les 120 drapeaux conquis dans cette guerre de trois mois, qu'il chassait les Bourbons de Naples et complétait le système de l'Empire en l'entourant de monarchies vassales et de principautés feudataires. Joseph Bonaparte fut créé roi de Naples et de Sicile; Louis, roi de Hollande; Élisa, sœur de Napoléon, devint duchesse de Lucques; la belle Pauline Borghèse, son autre sœur, fut duchesse de Guastalla; Murat, époux de Caroline Bonaparte, eut le grand-duché de Berg; Berthier, la principauté souveraine de Neufchâtel; Talleyrand, celle de Bénévent; Bernadotte, beau-frère de Joseph, celle de Ponte-Corvo.

Napoléon se réserva dans les États vénitiens douze duchés, quatre dans le royaume de Naples, deux dans les duchés de Parme et de Plaisance, un dans celui de Lucques, et il les distribua successivement à ses compagnons d'armes ou à ses plus dévoués serviteurs. Les deux anciens consuls Lebrun et Cambacérès devinrent ainsi ducs de Plaisance et de Parme; les ministres Gaudin, Fouché, Champagny, Maret, devinrent ducs de Gaëte, d'Otrante, de Cadore et de Bassano, le grand juge Regnier, duc de Massa; le grand maréchal Duroc, duc de Frioul; les maréchaux Soult, Bessières, Victor, Moncey, Mortier, Macdonald, Oudinot, ducs de Dalmatie, d'Istrie, de Bellune, de Conégliano, de Trévise, de Tarente et de Reggio; les généraux Caulaincourt, Clarke, Savary, Arrighi, ducs de Vicence, de Feltre, de Rovigo et de Padoue, etc. Dans ces duchés, tous constitués hors de France pour ne pas blesser l'esprit d'égalité de la nation, une part des revenus publics était assurée au titulaire, mais sans aucun pouvoir politique; ce n'était donc pas un retour complet à la féodalité.

Afin d'avoir des récompenses pour tous les grades, il retint 34 millions de biens nationaux, et 2 400 000 fr. de rente dans les divers États d'Italie; plus tard, après les campagnes de Prusse et de Pologne, il garda encore 20 millions de domaines en Pologne, 30 en Hanovre, 5 à 6 millions de revenu en Westphalie. Il voulait avoir de quoi distribuer de riches dotations à ses généraux, à ses ministres, à ses soldats. Davoust reçut 416 000 francs de revenu et 300 000 francs en argent; Lannes, 328 000 fr. de revenu et 1 million en argent; les autres à proportion. Tout général de division eut en perspective, comme récompense de ses services, une dotation et un titre de comte; tout général de brigade, une dotation et un titre de baron. Les colonels espérèrent l'une ou

l'autre. Les ministres, les sénateurs, les conseillers d'État, les archevêques, furent de droit comtes. Les premiers présidents, les procureurs généraux, les évêques, et les maires des trente-sept bonnes villes de l'Empire, furent barons. Les membres de la Légion d'honneur furent chevaliers. Une nouvelle noblesse d'origine toute plébéienne, mais qui avait trouvé ses parchemins sur les champs de bataille, se forma auprès du soldat couronné qui cherchait à reconstituer un corps aristocratique, pour le placer autour du trône où il s'était assis. C'était là une déviation au principe de l'égalité; du moins Napoléon n'attribua à cette nouvelle noblesse aucun privilége : elle n'eut d'autre avantage sur le reste des citoyens que ses titres et ses honneurs. Pour la rendre durable, cependant, et maintenir son éclat, il créa des majorats, c'est-à-dire qu'une partie des biens des nouveaux nobles, déclarée inaliénable et insaisissable, fut réservée à perpétuité à l'aîné de la maison; mais l'esprit du pays n'était pas dans cette voie : et, en dehors des majorats constitués par l'Empereur, il n'y en eut que 212, constitués par des particuliers, lesquels ne représentèrent pas un revenu de 2 millions. Une loi de 1835 a interdit pour l'avenir toute institution de majorat.

§ 9. CAMPAGNE DE PRUSSE (1806); IÉNA ET AWERSTAEDT (14 OCTOBRE).

La journée d'Austerlitz avait, nous l'avons dit, tué William Pitt, notre implacable ennemi, et Fox, esprit libre, cœur élevé, lui avait succédé au ministère. Napoléon, à cette nouvelle, espéra amener l'Angleterre à la paix. Malheureusement Fox mourut, et le pouvoir revint aux élèves de Pitt, aux partisans de la guerre à outrance. Un traité venait d'être signé par l'ambassadeur russe en France, il fut désavoué; un négociateur anglais était à Paris, on fit traîner les conférences en longueur, et des bruits perfidement semés sur la restitution à l'Angleterre du Hanovre, que Napoléon avait récemment promis à la Prusse, jetèrent la cour de Berlin dans des anxiétés qui amenèrent les plus folles résolutions.

Depuis la paix de Bâle, la Prusse s'était tenue à l'écart des grands conflits européens. Cependant M. d'Haugwitz l'avait fait entrer énergiquement, en mars 1800, dans la ligne des neutres, et elle avait alors occupé momentanément le Hanovre. La paix de Lunéville (1801) lui avait ôté ses possessions à la gauche du Rhin, mais lui avait valu de belles indemnités en Westphalie. En 1805 et 1806, la cour de Berlin montra la plus grande versatilité. Les négociations qui se croisèrent pendant quatorze mois entre la France, la Prusse, l'Autriche et l'Angleterre offrent de sa part le triste spectacle de beaucoup de duplicité, de faiblesse et de convoitise.

Il fallait à Napoléon une grande alliance continentale. L'Autriche avait été trop profondément humiliée depuis dix ans pour qu'on pût compter sur elle ; la Russie, contrainte après Austerlitz à ramener chez elle, par journées d'étapes ses armées vaincues, demandait trop pour prix de son alliance et ne se livrait qu'à demi. C'est à la Prusse que Napoléon eût voulu lier sa fortune; mais depuis la campagne de 1805, cette cour vacillante, qui se croyait encore la cour du grand Frédéric, quand elle n'avait qu'un roi faible et une reine imprudente, n'inspirait à Napoléon ni estime ni confiance. La veille d'Austerlitz, elle préparait ses armées sur nos derrières; le lendemain, elle nous tendait la main. L'Empereur pénétra bien ses intentions hostiles. Pourtant, lorsqu'il créa la Confédération du Rhin dans le sud-ouest de l'Allemagne, il engagea encore la Prusse à former dans le nord une confédération semblable, placée sous son patronage; mais la Prusse, qui l'avait trompé, se crut trompée à son tour. Elle pensa que la paix avec l'Angleterre ne se ferait qu'à ses dépens, et pour prévenir un tort qu'elle n'avait pas encore à craindre, elle se jeta avec une inconcevable légèreté dans le péril le plus redoutable. On ne parlait à Berlin qu'avec mépris de l'armée autrichienne; on se disait qu'on était toujours les soldats de Rosbach et que les succès de Napoléon sur des généraux incapables trouveraient leur terme devant le vieux duc de Brunswick, l'élève du grand Frédéric. La reine, belle, romanesque, habillée en amazone, portant l'uniforme de son régiment de dragons, se montrait à cheval au milieu des troupes. Elle écrivait vingt lettres par jour, excitant les courages, entraînant la cour et son époux à l'abîme. « Il semble voir, disait rudement le *Moniteur* de France, Armide qui incendie elle-même son palais. » Une nouvelle coalition était formée. La Russie promettait deux armées qui étaient à trois mois de marche en arrière, l'Angleterre des subsides, la Suède son fragile appui.

Le 7 septembre 1806, l'Empereur reçut une lettre du roi de Prusse, d'une vingtaine de pages, qui n'était qu'un mauvais pamphlet contre la France. Il n'en acheva pas la lecture, et dit aux personnes qui l'entouraient : « Je plains mon frère le roi de Prusse ; il n'entend pas le français, il n'a sûrement pas lu cette rapsodie. » Puis s'adressant au maréchal Berthier : « Maréchal, on nous donne un rendez-vous d'honneur pour le 8; jamais un Français n'y a manqué; mais, comme on dit qu'il y a une belle reine qui veut être témoin des combats, soyons courtois, et marchons, sans nous coucher, pour la Saxe. »

Napoléon partit de Paris le 26 septembre. La grande armée, 170 000 soldats incomparables, était encore cantonnée en Allemagne. En quelques jours il la concentre à Bamberg, et le 8 octobre elle était en mouvement. Il lui adressa la proclamation suivante :

« Soldats,

« L'ordre pour votre rentrée en France était parti; vous vous en étiez déjà rapprochés de plusieurs marches. Des fêtes triomphales vous attendaient, et les préparatifs pour vous recevoir étaient commencés dans la capitale.

« Mais, lorsque nous nous abandonnions à cette trop confiante sécurité, de nouvelles trames s'ourdissaient sous le masque de l'amitié et de l'alliance. Des cris de guerre se sont fait entendre à Berlin, depuis deux mois nous sommes provoqués tous les jours davantage.

« Le même esprit de vertige qui, à la faveur de nos dissensions intestines, conduisit il y a quatorze ans les Prussiens au milieu des plaines de la Champagne, domine dans leurs conseils.... Leurs projets furent confondus alors; ils trouvèrent dans les plaines de la Champagne la défaite, la mort et la honte; mais les leçons de l'expérience s'effacent, et il est des hommes chez lesquels le sentiment de la haine et de la jalousie ne meurt jamais.

« Soldats, il n'est aucun de vous qui veuille retourner en France par un autre chemin que par celui de l'honneur. Nous ne devons y entrer que sous des arcs de triomphe.

« Eh quoi! aurions-nous donc bravé les saisons, les mers, les déserts; vaincu l'Europe plusieurs fois coalisée contre nous ; porté notre gloire de l'orient à l'occident, pour retourner aujourd'hui dans notre patrie comme des transfuges, après avoir abandonné nos alliés et pour entendre dire que l'aigle française a fui épouvantée à l'aspect des armées prussiennes?... Mais déjà ils sont arrivés sur nos avant-postes....

« Marchons donc, puisque la modération n'a pu les faire sortir de cette étonnante ivresse. Que l'armée



Napoléon à Iéna (nuit du 14 octobre 1806). (Page 286, col. 2.)

prussienne éprouve le même sort qu'elle éprouva il y a quatorze ans! Qu'ils apprennent que, s'il est facile d'acquérir un accroissement de domaine et de puissance avec l'amitié du grand peuple, son inimitié est plus terrible que les tempêtes de l'Océan. »

Deux armées prussiennes, au lieu de garder fortement la ligne de l'Elbe, avaient franchi ce fleuve et manœuvraient avec une parfaite régularité, en suivant toute la tactique des livres, derrière la forêt de Thuringe. Napoléon renouvela contre elle la manœuvre de Marengo et d'Ulm ; il tourna la gauche des Prussiens comme il avait tourné la droite des Autrichiens l'année précédente, se plaça au milieu de leurs communications, entre leurs armées et l'Elbe, qui était leur ligne

de retraite, puis frappa, le même jour, deux coups terribles à Iéna et à Awerstaëdt (14 octobre).

Il y eut quelques combats préliminaires : à Schleitz, le 9; à Saalfeld, le 10. Dans la dernière de ces rencontres, le prince Louis de Prusse, un des auteurs de la guerre, voyant la déroute de ses gens, se prit corps à corps avec un maréchal des logis du deuxième régiment de hussards. « Rendez-vous, colonel, lui dit le hussard, ou vous êtes mort. » Le prince lui répondit par un coup de sabre ; le maréchal des logis riposta par un coup de pointe, et le prince tomba mort. Déjà la plus grande confusion régnait dans l'armée prussienne. Les plans arrêtés d'abord étaient renversés. On était coupé de l'Elbe supérieur, coupé de



Le maréchal Augereau à Iéna (14 octobre 1806).

Berlin, à demi enveloppé déjà. Le souvenir de la capitulation d'Ulm troublait les esprits. Le vieux duc de Brunswick s'épouvantait à l'idée de terminer comme Mack sa carrière militaire. Quand Napoléon menaça de franchir la Saale à Iéna, à Dornbourg et à Naumbourg, près d'Awerstaëdt, le duc, au lieu d'accepter une bataille sur un terrain qui lui était très-favorable, ne songea qu'à faire retraite sur Magdebourg et sur l'Elbe inférieur. Il donna l'ordre au prince de Hohenlohe, qui avait 70000 hommes sous sa main, de ne point accepter de combat, mais il était trop tard : si près de Napoléon, on ne lui échappait pas. Le prince de Hohenlohe fut attaqué à l'improviste à Iéna, quand il attendait les Français du côté opposé, vers la forêt de Thuringe.

Les Prussiens occupaient solidement la chaussée qui conduisait à Weimar. Napoléon comprit que la clef de la position était un petit plateau extrêmement resserré que l'ennemi avait négligé comme impraticable. En l'occupant, l'Empereur tournait l'ennemi par sa gauche. Il paraissait impossible d'y faire monter de l'artillerie. Napoléon, pendant la nuit, fit creuser un chemin dans le roc : il surveillait lui-même les travailleurs et les canonniers, tenant un falot à la main. Le gros de l'armée fut massé sur ce plateau étroit, où elle était dérobée à l'ennemi par un épais brouillard. Le 14 octobre, le soleil brilla vers neuf heures du matin et la canonnade commença aussitôt. L'arrivée du maréchal Augereau avec des renforts décida la victoire,



Davoust à Awerstaëdt (14 octobre 1806). (Page 287, col. 1.)

qui d'ailleurs ne fut pas un instant douteuse. L'armée prussienne fut mise dans une déroute des plus complètes. Elle perdit en quelques heures 12 000 morts ou blessés, 15 000 prisonniers, 200 pièces de canon. Les drapeaux, pour la plupart, étaient des drapeaux donnés par le grand Frédéric à ses soldats. Celui du régiment des gardes, celui du régiment de la reine, brodé des mains de cette princesse, se trouvaient du nombre. A chaque instant arrivaient des courriers annonçant que des bataillons entiers étaient coupés, des pièces de canon prises, des bagages enlevés, etc.

L'Empereur s'établit au palais de Weimar, où logeait quelques jours avant la reine de Prusse. « Il paraît, dit le *Moniteur*, que ce qu'on a dit d'elle est vrai.

Elle était ici pour souffler le feu de la guerre. C'est une femme d'une jolie figure, mais de peu d'esprit, incapable de présager les conséquences de ce qu'elle faisait. Il faut aujourd'hui, au lieu de l'accuser, la plaindre, car elle doit avoir bien des remords des maux qu'elle a faits à sa patrie et de l'ascendant qu'elle a exercé sur le roi son mari, qu'on s'accorde à présenter comme un parfait honnête homme qui voulait la paix et le bien de ses peuples. »

Tandis que les débris de la grande armée prussienne fuyaient dans la plus horrible confusion, un combat mémorable était livré, à quatre lieues de là, à Awerstaëtd, par le maréchal Davoust. Ce grand homme de guerre n'avait que 26 000 hommes à Naumbourg pour garder un des principaux débouchés de la Saale, et il avait ordre de tenir dans ce poste jusqu'à la dernière extrémité. Le duc de Brunswick arrivait avec 60000 Prussiens pour y passer. Davoust, abandonné de Bernadotte, qui, par jalousie, refusa de le soutenir, barra audacieusement la route aux Prussiens, résolu à se faire tuer avec le dernier homme de son corps plutôt que d'ouvrir ce passage. Ce fut une bataille d'Égypte. Les Prussiens avaient une cavalerie de 15000 chevaux, réputée la meilleure de l'Europe. Vingt fois elle s'élança sur nos carrés; pas un ne se laissa enfoncer, et les carrés, se déployant à leur tour en colonnes d'attaque, entamèrent l'infanterie ennemie, y jetèrent le désordre et décidèrent sa retraite. Le duc de Brunswick, le maréchal de Mollendorf, le général Schmettau, étaient atteints mortellement. Ce fameux duc, qui avait autrefois si



Entrée triomphale de Napoléon à Berlin (28 octobre 1806). (Page 288, col. 1.)

follement menacé Paris, fut rapporté dans sa capitale sur un misérable brancard et expira quelques jours après. 10000 hommes tués ou blessés couvraient le champ de bataille; 115 pièces de canon restaient aux mains de Davoust, qui n'en avait lui-même que 44.

« S'il ne fallait, écrivait un officier prussien, que se « servir de nos bras contre les Français, nous serions « bientôt vainqueurs. Ils sont petits, chétifs; un seul « de nos Allemands en battrait quatre; mais ils devien- « nent au feu des êtres surnaturels. Ils sont emportés « par une ardeur inexprimable, dont on ne voit aucune « trace dans nos soldats.... Que voulez-vous faire avec « des paysans menés au feu par des nobles dont ils « partagent les dangers sans partager jamais ni leurs « passions ni leurs récompenses? » Ainsi se trouvait dans la bouche des vaincus, avec la glorification de notre bravoure, celle aussi de notre Révolution. » (Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire.*)

Les deux armées prussiennes fuyaient dons un désordre inexprimable. Si le terrain eût ressemblé à celui où le général autrichien Mack avait combattu, elles étaient prises; mais dans les grandes plaines de l'Allemagne du nord, il n'était pas possible de manœuvrer comme dans les vallées du Danube. Cependant les corps français, surtout la cavalerie du Murat, lancés à leur poursuite, franchirent l'Elbe et coururent à l'Oder pour y prévenir les Prussiens. Le prince de Hohenlohe, atteint à Prenslow, fut forcé de mettre bas les armes (28 octobre 1806). Blücher eut le même sort à Lubeck. Des 160 000 hommes qui marchaient naguère à notre

rencontre, 25 000 étaient tués ou blessés, 100 000 pris, 35 000 dispersés, sans qu'un seul eût repassé l'Oder. Magdebourg, Spandau, Custrin, Stettin, toutes les places fortes de l'Elbe et de l'Oder, étaient occupés par nous.

En un mois (8 oct.-8 nov.), la monarchie prussienne avait cessé d'exister, Napoléon était entré à Potsdam, où il s'arrêta un jour avant d'entrer à Berlin. « Le petit Sans-Souci, dit le duc de Rovigo, l'intéressa beaucoup; il examina l'appartement du grand Frédéric, qui est religieusement respecté; aucun de ses meubles n'a été déplacé, et certes ce n'est pas à leur magnificence qu'ils doivent leur prix, car il n'y a guère de magasin de friperie à Paris où l'on puisse trouver un meuble plus simple et plus commun. Sa table à écrire me parut être de la même espèce que celle que l'on voit chez nos vieux notaires en France. Son encrier avec ses plumes étaient toujours là. L'Empereur ouvrit plusieurs des ouvrages qu'il savait que ce grand roi lisait de préférence, et il remarquait les notes qu'il avait mises de sa propre main à la marge lorsqu'il avait fait quelques réflexions. » Pour sa part de butin il prit l'épée du grand Frédéric, déposée sur son cercueil.

A Berlin, il s'honora par un acte de clémence. Dans une lettre qui fut interceptée, le prince de Hatzfeld, laissé comme gouverneur civil de la place, révélait à Blücher la position de nos troupes. C'était une trahison que les lois de la guerre punissaient de mort. Napoléon ordonna qu'il fût livré à un conseil de guerre. Rapp, Caulaincourt, Savary, cachèrent le prince dans le palais même; et la princesse, avertie par eux, accourut se jeter aux pieds de l'Empereur. Napoléon lui montre la lettre : « Reconnaissez-vous l'écriture de votre mari? » Éperdue elle ne savait que répondre. « Eh bien, madame, jetez au feu cette pièce, et la commission militaire, n'ayant pas de preuves, ne pourra condamner. »



Le général Blücher se rend par capitulation avec tout son corps d'armée (7 novembre 1806). (Page 287. col. 2.)

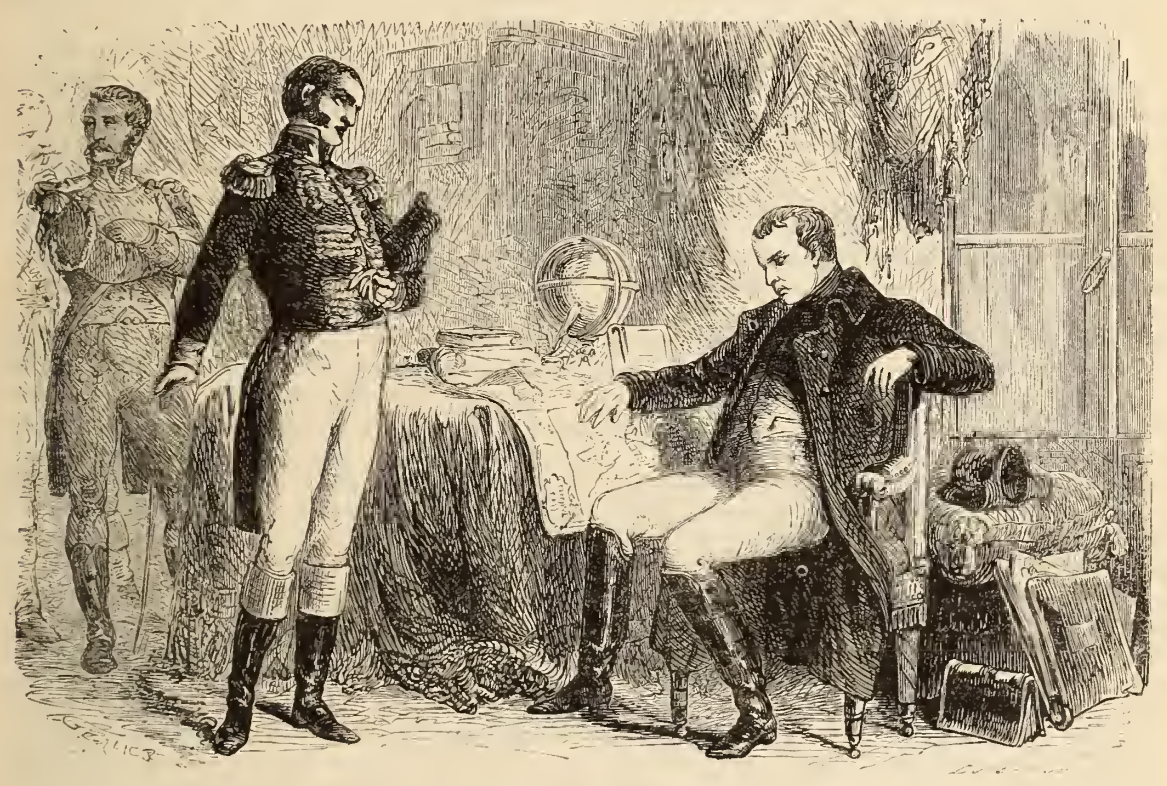
§ 10. LE BLOCUS CONTINENTAL; CAMPAGNE DE POLOGNE.

Du jour où Napoléon avait été contraint de lever le camp de Boulogne, il avait pensé à vaincre la mer par la terre. Austerlitz lui avait livré toute l'Italie et l'Adriatique, c'est-à-dire la moitié des rivages européens de la Méditerranée; l'Espagne et la Turquie, placées dans son alliance, lui donnaient le reste. Iéna lui assurait les côtes de la mer du Nord et une portion de celles de la Baltique : il n'y avait plus qu'à avancer d'un pas encore pour fermer le continent au commerce anglais et faire périr de pléthore, au milieu des denrées du monde amoncelées dans leurs ports, ces insulaires qu'il ne pouvait atteindre. Ce pas, Napoléon se décida à le faire : il se résolut à marcher de l'Oder sur la Vistule, pour occuper les embouchures de tous les grands fleuves européens. Et comme l'Angleterre avait, par une monstrueuse extension du droit de la guerre, dénoncé le blocus de toutes les côtes de Brest à Hambourg, ce qui en interdisait l'approche aux bâtiments des puissances neutres, Napoléon promulgua, le 21 novembre 1806, le fameux décret de Berlin qui déclara les îles Britanniques elles-mêmes en état de blocus. En conséquence, tout commerce avec ces îles était formellement interdit; les marchandises anglaises, en quelque endroit qu'elles fussent trouvées, étaient confisquées; tout Anglais arrêté sur le continent devenait prisonnier de guerre; toute lettre venant d'Angleterre, ou y allant, était détruite. Ainsi, la tyrannie de l'Angleterre sur l'Océan conduisait l'Empereur à établir une même tyrannie sur le continent. Dans cette lutte de géants, les intérêts des petits disparaissaient, et le droit des gens était des deux côtés foulé aux pieds.

Mais, pour que ce système réussît, pour qu'il frappât l'Angleterre au cœur et l'obligeât à demander merci, il fallait que pas une porte sur le continent ne restât ouverte. Après avoir fermé celles de la Prusse, il fallait donc fermer celles de la Russie, c'est-à-dire se rendre à peu près le maître partout. Le blocus continental était une gigantesque machine de guerre qui devait tuer sûrement un des deux adversaires.

Dans un de ces magnifiques dialogues que Napoléon avait avec ses soldats, et qu'on appelait les *Bulletins de la grande armée*, il leur dit : « Soldats, une des premières puissances de l'Europe, qui osa naguère nous proposer une honteuse capitulation, est anéantie. Les forêts et les défilés de la Franconie, la Saale, l'Elbe, que nos pères n'eussent pas traversés en sept ans, nous les avons traversés en quelques jours ; nous avons précédé à Berlin la renommée de nos victoires. Les Russes se vantent de venir à nous, nous leur épargnerons la moitié du chemin. Eux et nous ne sommes-nous pas les soldats d'Austerlitz ! »

Le 28 novembre 1806, Murat entrait dans Varsovie ; Napoléon y arriva le 16 décembre, attendant un soulèvement général de la Pologne pour proclamer le rétablissement de ce royaume, si imprudemment détruit en 1773. Les Polonais, de leur côté, attendaient pour se lever qu'il s'engageât à fond avec eux. Mais l'Empereur était mécontent de cette défiance. La lettre suivante adressée à Murat montre bien les sentiments de Napoléon : « Dites aux Polonais que ce n'est point avec ces calculs, avec ces précautions personnelles qu'on affranchit sa patrie tombée sous le joug étranger ; que c'est au contraire en se soulevant tous ensemble, aveuglément, sans réserve, et avec la résolution de sacrifier sa fortune et sa vie, qu'on peut avoir, non pas la cer-



Décret de Berlin (21 novembre 1806). (Page 283, col. 2.)

titude, mais la simple espérance de la délivrer. Je ne suis pas venu ici, ajoutait-il, mendier un trône pour ma famille, car je ne manque pas de trônes à donner ; je suis venu, dans l'intérêt de l'équilibre européen, tenter une entreprise des plus difficiles, à laquelle les Polonais ont plus à gagner que personne, puisque c'est de leur existence nationale qu'il s'agit, en même temps que des intérêts de l'Europe. Si, à force de dévouement, ils me secondent assez pour que je réussisse, je leur accorderai l'indépendance. Sinon, je ne ferai rien, et je les laisserai sous leurs maîtres prussiens et russes. Je ne rencontre pas ici, à Posen, dans la noblesse de province, toutes les vues méticuleuses de la noblesse de la capitale. J'y trouve franchise, élan, patriotisme, ce qu'il faut enfin pour sauver la Pologne, et tout ce que je cherche vainement chez les grands seigneurs de Varsovie. »

Cette grande question de l'indépendance de la Pologne resta donc en suspens, et Napoléon ne compta que sur lui-même. Malgré la rigueur de la saison, il quitta Varsovie le 1er février 1807. « J'ai, dit Mme d'Abrantès, une lettre sous les yeux dans laquelle on dit qu'il y avait plus de deux pieds de neige, et que le thermomètre était descendu de six à sept degrés au-dessous de zéro ; aussi le passage de la Vistule ne fut-il pas aussi heureux que le premier ; la glace ayant rompu une grande partie des ponts. Murat, toujours admirable dans sa valeur brillante, était en avant et avait posé son avant-garde près de celle de l'armée russe. A Hoff, il atteignit les Russes, et sa cavalerie fit la plus belle charge, de mémoire d'homme, qu'on eût vue dans aucune armée *combattante*. Cette belle bravoure, ce sang-froid uni à une valeur bouillante, un talent véritable, pouvaient bien lui faire pardonner le ridicule de sa toilette. Mais, en bonne foi, lorsque l'Empereur le nommait le *Franconi* de l'armée, avait-il si grand

tort! ... Tout le monde connaît ses petites redingotes à la polonaise, ses *shapskis*, ses *shakos*, ses colbaks, et toutes les plus singulières coiffures militairement ridicules qu'il pouvait trouver. Mais ce qu'on sait moins, c'est la valeur des plumes qui ornaient tous ses bonnets. La princesse Caroline m'a dit à moi-même que, vraiment étonnée de l'immensité de ces plumes demandées par le grand-duc, elle s'était informée de la quantité de *plumets* envoyés, et elle apprit qu'il y en avait pour vingt-sept mille francs de livrés en quatre mois. On peut avec cela, et même avec moins, comme le prouve le panache blanc de Henri IV, conduire les Français à la victoire. »

Déjà 120 000 Russes étaient sur la Narew, affluent oriental de la Vistule. Pour les couper de la mer, par où arrivaient des secours anglais, et des Prussiens qui gardaient Dantzig et Kœnigsberg, Napoléon livra aux Russes, vers la fin de décembre, à Czarnovo, à Golymin, à Soldau, à Pultusk, une suite de combats qui, surtout le dernier, très-chaude affaire, leur coûtèrent 20 000 hommes et 80 pièces de canon. Mais sur ce sol argileux, coupé de bois et de marais, et qu'un dégel inattendu avait changé en une boue liquide, les mouvements étaient difficiles et lents. Les soldats étaient de mauvaise humeur d'être dans la boue jusqu'aux genoux. M. de Talleyrand suivait l'armée ; sa voiture s'embourba, il fallut douze heures pour la retirer des marais : « Ah bah ! disaient les soldats, pourquoi vient-il faire de la diplomatie dans un si mauvais chien de pays ? » Napoléon ne put poursuivre ses avantages. Il fallut s'arrêter et prendre des quartiers d'hiver qui furent admirablement disposés en avant de la Vistule, entre le Bug, la Narew, l'Orezyc, et l'Ukra, comme en un immense camp retranché.

En se plaçant si loin de Dantzig, dont il voulait faire le siége pendant l'hiver, Napoléon s'était proposé d'offrir aux Russes la tentation de passer la Vistule au-dessous de ses cantonnements, afin de trouver lui-même une occasion de les attirer à sa portée et de les jeter à la mer. Le généralissime russe Benningsen conçut en effet cette pensée et crut nous surprendre en plein hiver. Il se porta avec toutes ses forces sur la gauche de nos cantonnements. Mais Ney était là. Averti par ses coureurs qu'il envoyait fort loin, jusqu'en vue de Kœnigsberg, le maréchal donna l'éveil à tout le corps. Bernadotte arrêta Benningsen à Mohrungen ; l'Empereur manœuvrait déjà pour le couper, lorsque des dépêches qui contenaient des ordres de marche, et qui furent enlevées, révélèrent à temps à Benningsen le péril dont il était menacé. Il put se retirer. Mais Napoléon le poursuivit à outrance, battit quelques-uns de ses corps à Wallersdorff, à Hoff, à Heilsberg, et l'obligea de s'arrêter à Eylau pour y recevoir une grande bataille.

§ 11. BATAILLE D'EYLAU (8 FÉVRIER 1807); FRIEDLAND (14 JUIN).

Les Russes y avaient 72 000 hommes, l'Empereur n'avait pu en réunir sous sa main que 54 000, harassés de fatigue et tourmentés par la faim. Un officier d'ordonnance, chargé de hâter l'arrivée de quatre divisions, fut pris par l'ennemi, et les quatre divisions qui auraient changé la face des choses, n'arrivèrent pas. C'était un jour d'hiver, le 8 février ; une neige épaisse couvrait le sol, des rafales de vent et des tourbillons venaient fouetter le visage de nos soldats. La journé commença par une épouvantable canonnade. Du côté des Français 200 bouches à feu, du côté des Russes plus de 300, vomirent longtemps sur les deux armées la mitraille et la mort. Napoléon attendait au pied d'un arbre, dans le cimetière d'Eylau, sous une pluie de fer qui passait au-dessus de sa tête, que Davoust, qu'il avait appelé à lui, tombât dans le flanc gauche des Russes. Quand il entendit son canon du côté du Sarpellen, il lança le corps d'Augereau sur le centre ennemi. Mais les Russes démasquent une batterie de 72 pièces qui en quelques instants jettent à terre 4000 Français. Ce corps est ramené sur Eylau, l'ennemi le suit; il touche presque au cimetière, clef de la position française, et où Napoléon n'a que 6 bataillons de sa garde. Sur un ordre, Murat accourt. « Nous laisseras-tu dévorer par ces gens-là? » lui dit l'Empereur. Murat réunit 80 escadrons, part au galop, perce la première ligne ennemie, la sabre et la jette sur la seconde ; celle-ci, appuyée à un bois, démasque encore une batterie formidable et tire sur tout ce qu'elle a devant elle, amis et ennemis. Un biscaïen frappe mortellement le général d'Hautpoul ; quelque désordre se met dans ses cuirassiers. A cette vue, le général Lepic charge à la tête des grenadiers de la garde, et, courant la plaine dans tous les sens, achève la destruction de la première ligne, russe qui se reformait. Une portion de cette ligne, 4000 grenadiers, s'avancent encore une fois jusqu'au cimetière ; un bataillon de la garde en sort sans brûler une amorce, les aborde à la baïonnette et les couche sur le terrain. Cependant l'attaque de Davoust faisait des progrès ; Ney approchait sur l'aile opposée avec son corps d'armée : Benningsen, réduit à 40 000 hommes, se décida à la retraite. Il avait perdu 30 000 hommes tués, grièvement blessés, ou pris, 24 canons, 16 drapeaux ; nous avions, de notre côté, 3000 morts et 7000 blessés. Il y eut, comme toujours, des morts héroïques. Le capitaine des grenadiers à cheval de la garde impériale, Auzoui, blessé à mort, était couché sur le champ de bataille. Ses camarades viennent pour l'enlever et le porter à l'ambulance. Il ne recouvre ses esprits que pour dire : « Laissez-moi, mes amis. Je meurs content, puisque nous avons la victoire et et je puis mourir sur le lit d'honneur, environné de canons pris à l'ennemi et des débris de leur défaite. Dites à l'Empereur que je ne pourrai plus rien pour son service et pour la gloire de notre belle France. A elle mon dernier soupir. » L'effort qu'il fit pour prononcer ces paroles épuisa le peu de forces qui lui restaient, et il expira.

« Après la bataille d'Eylau, dit le *Moniteur*, l'Empereur passa tous les jours plusieurs heures sur le champ de bataille : spectacle horrible, mais que le devoir rendait nécessaire. Il a fallu beaucoup de travail pour enterrer tous les morts. On a trouvé un grand nombre de cadavres d'officiers russes avec leurs décorations. Il paraît que, parmi eux, il y avait un prince Repnin. Quarante huit heures encore après la bataille, il y avait plus de 500 Russes blessés qu'on n'avait pas encore pu emporter. On leur faisait porter de l'eau-de-vie et du pain, et successivement on les a transportés à l'ambulance.

« Qu'on se figure, sur un espace d'une lieue carrée, 9 ou 10 000 cadavres, 4 ou 5000 chevaux tués, des lignes de sacs russes, des débris de fusils et de sabres, la terre couverte de boulets, d'obus, de munitions,

24 pièces de canon auprès desquelles on voyait les cadavres des conducteurs tués au moment où ils faisaient des efforts pour les enlever : tout cela avait plus de relief sur un fond de neige. »

Cette affreuse boucherie n'était pas une victoire comme Napoléon avait l'habitude de les gagner; et Benningsen, tout en fuyant, se vantait de nous avoir battus. La solidité de l'infanterie russe, la disproportion du nombre, le dérangement causé aux plans de Napoléon par la soudaine agression des Russes, expliquent le peu de résultats de cette sanglante affaire. La grande armée, un instant troublée dans son repos, y entra après avoir donné cette leçon à l'ennemi, mais rapprocha ses nouveaux cantonnements de Dantzig pour couvrir le siége de cette forte place, que le général du génie Chasseloup, sous les ordres du maréchal Lefebvre, réduisit à capituler le 26 mai. Plus en arrière encore, Vandamme et Jérôme Bonaparte achevaient la conquête de la Silésie.

La campagne d'été fut courte et décisive. L'armée sortit le 1er juin de ses cantonnements pour camper en divisions. Le 5 le généralissime russe, croyant encore surprendre et enlever le corps de Ney à notre extrême droite, l'attaqua. Mais tout était prévu; une fière retraite de ce lieutenant de Napoléon et la rapide concentration de toute l'armée déjouèrent les plans de l'ennemi Contraint à son tour de reculer, il se vit poussé, l'épée dans les reins, le long de l'Albe, battu à Heilsberg et prévenu à Friedland sur la route de Kœnigsberg, grande cité qu'il voulait couvrir. Lannes,



Bataille d'Eylau (8 février 1807.) (Page 290, col. 1.).

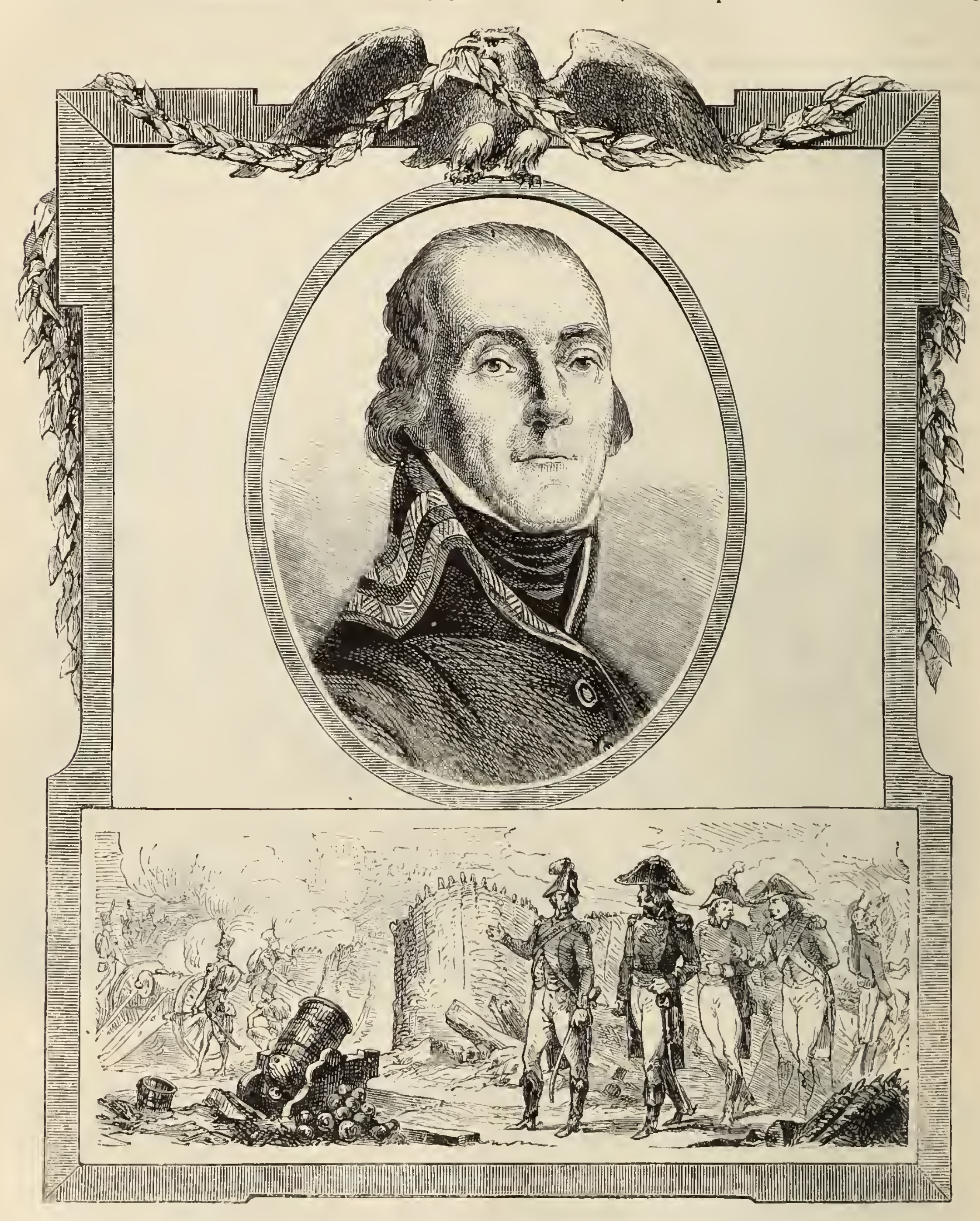
avec 26 000 hommes seulement contre 82 000, lui barra le passage et le contint de trois heures du matin jusqu'à midi, en défendant avec acharnement le bois de Sortlak, le plateau de Posthenen et le village de Heinrischsdorf par où la route passait.

Enfin l'Empereur arriva avec le reste de l'armée. C'était l'anniversaire de Marengo; le visage de Napoléon était rayonnant d'espérance et de génie, car il trouvait les Russes dans une situation que ses manœuvres avaient amenée, et où il pouvait leur infliger un épouvantable désastre. La victoire d'Eylau avait été douteuse. Napoléon ne se sentait pas de joie de prendre une éclatante revanche. Il fut gai, il voulut manger du pain de paysan.

L'Albe coupait en deux l'armée des ennemis; ils y avaient jeté quatre ponts et occupaient, en avant de cette rivière, la petite ville de Friedland qui les couvrait. L'Empereur, simulant un combat sur toute la ligne, mais ne le rendant sérieux qu'à la droite, lance Ney sur Friedland. « Vous ne pouvez pas vous faire une idée, écrivait Berthier, de la valeur brillante du maréchal Ney. C'est fabuleux à raconter; c'est comme dans le temps de la chevalerie. » — « Cet homme est un lion, » s'écrit Napoléon en voyant l'intrépide maréchal marcher sous une pluie de mitraille, enlever la ville, couper ou brûler les ponts. Alors le centre et la gauche s'engagent, refoulent les Russes sur l'Albe et les y précipitent ; il était dix heures et demie du soir, et Lannes avait commencé le feu à trois heures du matin, 80 bouches à feu restaient entre nos mains, 25 000 Russes

étaient tués, blessés ou noyés; le reste fuyait dans le plus grand désordre. « Il n'était pas question de nonnettes à Friedland, dit Mme d'Abrantès. C'était, nous racontaient les lettres que recevait Junot, une des plus terribles batailles que nos troupes eussent encore livrées; toute la matinée se passa en *pourparlers de mort*. Mais le soir, vers les quatre heures, l'engagement était si meurtrier, si affreusement sanglant, que les plus déterminés en avaient horreur. Une batterie de 30 pièces de canon, commandée par le général Sénarmont et placée en avant de nos colonnes, tirait sur les colonnes ennemies et broyait leshommes comme des grains de blé sous une meule. »

« Soldats, dit l'Empereur à son armée, le 5 juin



Le maréchal Lefebvre. — Siége de Dantzig (prise le 26 mai 1807). (Page 391, col. 2.)

nous avons été attaqués dans nos cantonnements par l'armée russe. L'ennemi s'est mépris sur les causes de notre inactivité. Il s'est aperçu trop tard que notre repos était celui du lion : il se repent de l'avoir oublié.

« Dans les journées de Guttstadt, de Heilsberg, dans celle à jamais mémorable de Friedland, en dix jours de campagne enfin, nous avons pris 120 pièces de canon, 7 drapeaux; tué, blessé ou fait prisonniers 60 000 Russes; enlevé à l'armée ennemie tous ses magasins, ses hôpitaux, ses ambulances, 160 000 fusils que l'Angleterre envoyait pour armer nos ennemis.

« Des bords de la Vistule nous sommes arrivés sur ceux du Niémen avec la rapidité de l'aigle. Vous célé-

brâtes à Austerlitz l'anniversaire du couronnement : vous avez cette année célébré celui de la bataille de Marengo, qui mit fin à la guerre de la seconde coalition.

« Français, vous avez été dignes de vous et de moi; vous rentrerez en France couverts de tous nos lauriers, après avoir obtenu une paix glorieuse qui porte avec elle la garantie de sa durée. Il est temps que notre patrie vive en repos à l'abri de la maligne influence de l'Angleterre. Mes bienfaits vous prouveront ma reconnaissance et toute l'étendue de l'amour que je vous porte. »

Kœnisberg, la dernière ville du roi de Prusse, se rendit; on y trouva d'immenses approvisionnements, 100 000 fusils envoyés par l'Angleterre, qui donnait bien des armes et de l'argent, mais n'osait pas encore mettre à terre un seul de ses régiments.

§ 12. ENTREVUE ET PAIX DE TILSITT; SÉBASTIANI A CONSTANTINOPLE.

Vaincu d'une manière si complète, l'empereur Alexandre Ier fit demander la paix. On convint d'une entrevue. Cette entrevue eut lieu entre les deux souverains. L'Empereur avait fait établir au milieu du Niémen un large radeau sur lequel était construit un grand salon bien décoré et bien couvert, avec deux portes opposées, et précédées chacune d'une petite salle d'attente. La toiture était surmontée par des aigles de France et de Russie. Le radeau avait été placé juste au milieu du fleuve, présentant les deux portes d'entrée du salon aux deux rives opposées.

Les deux empereurs s'embarquèrent en même temps devant les deux armées rangées en bataille sur chaque rive et offrant un magnifique coup d'œil. Mais le canot



Bataille de Friedland (14 juin 1807). (Page 291, col. 2.)

de l'empereur Napoléon, mieux conduit, le transporta plus vite. Arrivé le premier, Napoléon alla au-devant d'Alexandre et se plaça sur le bord du radeau pour le recevoir. Ils se jetèrent dans les bras l'un de l'autre. Alexandre semblait irrité contre le cabinet anglais qui l'avait jeté dans l'erreur, et paraissait disposé à combattre cette perfide alliée : « Je hais les Anglais autant que vous, dit-il à Napoléon. — En ce cas, répondit celui-ci, la paix est faite. » Les deux souverains eurent une longue et intime conférence dont on ne sut jamais le secret.

Les jours suivants, l'empereur Alexandre vint s'établir à Tilsitt même, au milieu de l'armée française, à côté de son ami le grand Napoléon, pour lequel il manifestait une vive admiration, déplorant la fatalité qui l'avait poussé à le combattre sans le connaître. Napoléon eut pour son hôte les attentions les plus délicates. Alexandre, de plus en plus charmé, eut bientot réglé les contestations entre les deux empires, et les promesses que lui fit Napoléon pour le retenir à jamais dans son alliance le comblèrent de joie. Une chose seule l'attristait, c'était le sort de la Prusse. Il s'était engagé à intercéder pour le roi Frédéric-Guillaume, et ne put obtenir que peu de concessions. Napoléon, irrité, voulait réduire la Prusse à l'impuissance et lui enlevait ses meilleures places. On crut que les sollicitations de la reine réussiraient mieux, et malgré sa fierté elle se décida à venir visiter cet empereur terrible qu'elle avait cru si facile à vaincre et qui, après s'être montré si redoutable sur le champ de bataille, allait se montrer encore inflexible devant les grâces et les flatteries d'une femme.

« Si la reine de Prusse était venue au commencement des négociations, elle eût pu influer beaucoup sur leur résultat. Heureusement elle arriva lorsque les choses étaient assez avancées pour que l'Empereur pût

conclure vingt-quatre heures après. On a pensé que le roi l'en avait empêchée, jusque-là, par un commencement de jalousie qui, disait l'Empereur, n'était pas sans quelque léger fondement. »

Napoléon rendit visite à cette reine; elle avait été belle; mais elle n'était pas dans sa première jeunesse. « Elle le reçut, dit-il, comme Mlle Duchesnois dans Chimène, demandant, criant justice, renversée en arrière, en un mot, tout à fait en scène; c'était de la véritable tragédie. L'Empereur en fut un moment interloqué, et il n'imagina d'autre moyen de se débarrasser d'elle qu'en ramenant les choses au ton de la haute comédie. Il lui offrit un siége, et assise, elle dit d'un ton pathétique :

« La Prusse s'était aveuglée sur sa puissance; elle avait osé combattre un héros, s'opposer aux destinées de la France, négliger son heureuse amitié; elle était bien punie !... La gloire du grand Frédéric, ses souvenirs, son héritage, avaient trop enflé le cœur de la Prusse; ils causaient sa ruine, etc. Elle sollicitait, suppliait, implorait. Magdebourg surtout était l'objet de ses efforts et de ses vœux. L'Empereur eut à se tenir le mieux qu'il put; heureusement le mari arriva; la reine, d'un regard expressif, réprouva ce contre-temps, et montra de l'humeur. En effet, le roi essaya de mettre quelques mots dans la conversation, gâta toute l'affaire, et je fus délivré. » L'Empereur eut la reine à dîner. « Elle déploya, dit-il, tout son esprit, elle en avait beaucoup; toute sa coquetterie, elle n'était pas sans charmes : mais j'étais



Entrevue de Tilsitt (25 juin 1807). (Page 293, col. 1).

résolu de tenir bon, » ajoute l'Empereur. (*Mémorial de Sainte-Hélène.*)

Avant de se mettre à table, Napoléon prit sur une console une très-belle rose et la présenta à la reine; après un refus apprêté, elle l'accepta en disant : « Oui, mais au moins avec Magdebourg. »

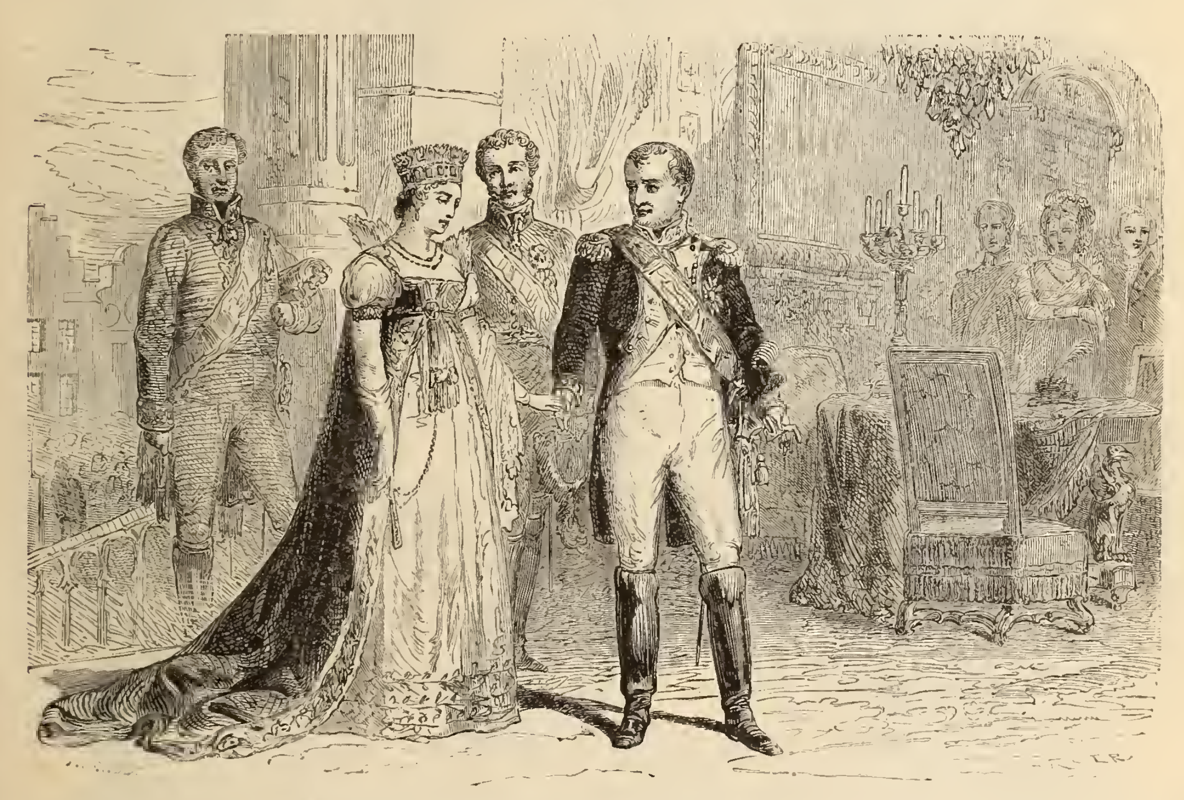
Napoléon n'était pas homme à se relâcher de ses prétentions en faveur de la plus belle princesse du monde. Les ambitieux ne sont pas galants. Les prières de la reine de Prusse, ses moyens séducteurs furent sans effet : « Ainsi, dit-il, la conversation de la reine de Prusse avança le traité de huit à quinze jours. » La reine, lorsqu'elle en apprit la signature, parut indignée. Après quelques difficultés, elle consentit à se rendre au dîner de Napoléon, où elle joua le rôle de coquette offensée. Le repas fini, l'empereur des Français la reconduisit à sa voiture. Arrivant au milieu de l'escalier où il s'arrêtait, elle lui serra la main et lui dit avec une espèce de sentiment : « Est-il possible qu'ayant eu le bonheur de voir d'aussi près l'homme du siècle et de l'histoire, il ne me laisse pas la satisfaction de pouvoir l'assurer qu'il m'a attachée pour la vie. — Madame, je suis à plaindre, répondit gravement l'Empereur; c'est un effet de ma mauvaise étoile; » et il prit congé d'elle.

Le traité de Tilsitt fut signé le 8 juillet. Napoléon rendait au roi de Prusse la Poméranie, le Brandebourg, la vieille Prusse et la Silésie, moins Dantzig, qui fut déclarée ville libre; moins la grande forteresse de Magdebourg, sur l'Elbe, qui resta entre ses mains. De

la Hesse-Cassel et des possessions prussiennes à l'ouest de l'Elbe, il composa, pour son frère Jérôme, le royaume de Westphalie; des provinces polonaises de la Prusse il forma le grand-duché de Varsovie, qu'il donna au roi de Saxe. Les deux nouveaux États entraient dans la Confédération du Rhin.

Ce n'étaient là que des demi-mesures. La Prusse, réduite de moitié, à 5 millions d'âmes, était ou trop affaiblie ou pas assez. Elle ne pouvait plus être une alliée utile pour la France. Elle restait au fond une ennemie implacable. La Pologne n'était pas reconstituée. La Saxe, réunie au grand-duché de Varsovie, ne formait pas un État viable, car cet État, la Silésie le coupait en deux, et le grand-duché de Varsovie ne comprenait que 2 millions d'âmes. Le nouveau royaume de Westphalie était une conception meilleure, parce qu'il devenait, dans le nord de l'Allemagne, le pendant du royaume de Bavière dans le sud; mais ses provinces pauvres, sa population clair-semée lui donnaient peu d'importance. On ne s'appuie pas sur des débris, et du Rhin au Niémen, Napoléon ne semait que des débris d'États.

C'est que l'Allemagne n'était plus maintenant qu'un point secondaire dans ses combinaisons gigantesques. L'Autriche, la Prusse lui avaient refusé leur alliance, et il les avait brisées; il essaya de gagner celle de la Russie, en offrant à Alexandre de partager le monde avec lui. Il lui abandonna la Finlande, ce qui était une faute, parce qu'ainsi il affaiblissait la Suède, alors notre ennemie, mais pendant des siècles notre alliée et la gardienne de la Baltique contre les Moscovites; il lui fit espérer l'abandon des provinces turques du Danube ce qui était une autre faute, car ces provinces conduisaient à Constantinople, l'éternelle ambition des Rus-



Napoléon et la reine de Prusse (6 juillet 1807). (Page 294, col. 1.)

ses; à Constantinople, où Napoléon était fermement décidé à ne les jamais laisser entrer. En retour de ces sacrifices, il obtenait les bouches du Cattaro et les îles Ioniennes; il recevait la promesse d'une rigoureuse application du blocus continental de la part de la Prusse et de la Russie; enfin, il faisait accepter d'avance tous les changements qu'il lui conviendrait de faire dans l'Occident.

Constantinople fut le véritable obstacle de l'union définitive des deux empereurs et des deux ambitions. Napoléon voulait bien partager le monde avec Alexandre et lui abandonner l'Orient, mais il se refusera constamment à lui céder Constantinople, qui l'aurait mis sur le chemin de l'Occident. Ce n'était pas d'ailleurs pour livrer cette capitale à la Russie que la France, au mois de février de cette même année 1807, venait de la sauver par les mains du brave général Sébastiani.

La Turquie, pendant la dernière guerre, s'était vue menacée sans cesse par la Russie et par l'Angleterre, qui voulaient la faire déclarer contre nous. Le sultan Sélim, caractère noble, esprit éclairé, se défiait d'une alliance avec ses ennemis naturels, et penchait vers Napoléon, dont la gloire l'éblouissait. Il désirait rester neutre. Mais la Russie, croyant l'occasion propice de mettre la main sur les provinces qu'elle convoitait, commença les hostilités, et le sultan fut obligé de faire avancer ses troupes. L'Angleterre, qui avait une flotte dans l'Archipel, fit à son tour des menaces, suivies bientôt d'une surprise. Avant que les châteaux qui défendaient le détroit des Dardanelles fussent mis en état de résister, l'escadre anglaise franchit le détroit, déboucha dans la mer de Marmara et parut devant Constantinople, prête à bombarder la capitale de l'empire, si on ne livrait pas à l'amiral anglais la flotte ottomane, ainsi que les forts du Bosphore et des Dardanelles, c'est-à-dire les clefs de la capitale.

Effrayés, les ministres du sultan ne parlaient que de se rendre pour épargner à Constantinople un bombardement inutile. Les fortifications de la ville ne permettaient pas de répondre au feu que l'escadre anglaise menaçait d'ouvrir. Une population tremblante et les femmes du sérail ne cessaient de faire retentir les rues et le palais de cris désespérés. Le divan aurait peut-être cédé; Sébastiani accourut. Il parla avec chaleur, représenta que les Anglais pourraient à peine détruire quelques maisons et qu'ils n'avaient point d'armée pour occuper la ville; il fit sonner bien haut le nom et la puissance de Napoléon, et communiqua à toutes les âmes la généreuse ardeur qui enflammait la sienne. A ce moment, comme pour justifier les paroles de Sébastiani, arrivait des bords de la Vistule un courrier porteur d'un lettre de Napoléon : « Généreux Sélim, disait-il au sultan, montre-toi digne des descendants de Mahomet! Voici l'heure de t'affranchir des traités qui t'oppriment. Je suis près de toi, occupé à reconstituer la Pologne, ton amie et ton alliée. L'une de mes armées est prête à descendre le Danube et à prendre en flanc les Russes, que tu attaqueras de front. L'une de mes escadres va partir de Toulon pour garder ta capitale et la mer Noire. Courage donc, car jamais tu ne retrouveras une pareille occasion de relever ton empire et d'illustrer ta mémoire. » Ces paroles raffermirent le cœur de Sélim, et il donna alors pleins pouvoirs à Sébastiani.

Celui-ci, aussi habile diplomate qu'intrépide général, amusa l'escadre anglaise pendant huit jours par



Le général Sébastiani encourage le sultan Sélim à la résistance (février 1807.) (Page 296, col. 2.)

une négociation simulée, et, mettant à profit ce délai, éleva avec le concours de la population, rassurée par son audace, de formidables batteries. Il se mit sous la tente avec le personnel de la légation. Le sultan Sélim voulut aussi qu'on lui dressât une tente à côté de celle du général. On vida les arsenaux, et bientôt 300 bouches à feu se préparèrent à répondre aux sommations de l'amiral anglais. Celui-ci comprit que son coup de main était manqué. Il ne voulut point risquer ses vaisseaux, et s'enfuit au plus vite pour ne pas être arrêté aux Dardanelles. Sa flotte ne les franchit qu'en perdant 200 hommes et en éprouvant des avaries.

Pour comprendre la grandeur du service rendu par le général Sébastiani, il suffit de lire ce que pensait Napoléon des conséquences d'une prise de Constantinople : « Eh! qui pourrait, dit-il dans un message au Sénat, calculer la durée des guerres, le nombre de campagnes qu'il faudrait faire un jour pour réparer les malheurs qui résulteraient de la perte de l'empire de Constantinople, si l'amour d'un lâche repos et des délices de la grande ville l'emportait sur les conseils d'une sage prévoyance? Nous laisserions à nos neveux un long héritage de guerres et de malheurs. La tiare grecque relevée et triomphante depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée, on verrait de nos jours nos provinces attaquées par une nuée de fanatiques et de barbares; et si, dans cette lutte trop tardive, l'Europe civilisée venait à périr, notre coupable indifférence exciterait justement les plaintes de la postérité, et serait un titre d'opprobre dans l'histoire. »



CHAPITRE LXXVII.

GRANDEUR DE LA FRANCE ET DE NAPOLÉON.

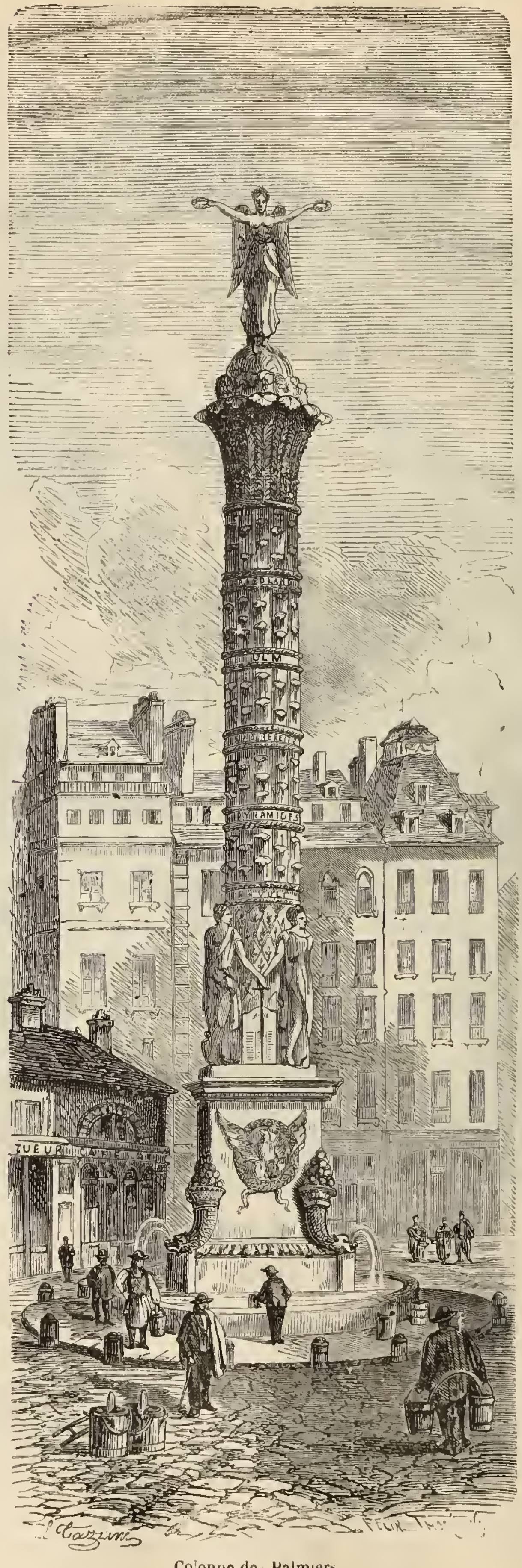
§ 1. CODE CIVIL, NAPOLÉON AU CONSEIL D'ÉTAT; UNIVERSITÉ.

CETTE année 1807 fut l'époque la plus brillante de l'Empire. Jamais tant de gloire n'avait été répandue par un homme sur un peuple. La puissance de l'Empereur était immense. Il la décrit lui-même dans une lettre à son frère Joseph, roi de Naples (21 oct. 1807) : « Vous jugerez du soin qu'il faut que je prenne des détails quand vous saurez que j'ai plus de 800 000 hommes sur pied. J'ai une armée encore sur le Pasarge, près du Niémen; j'en ai une à Varsovie, j'en ai une en Silésie, j'en ai une à Hambourg, j'en ai une à Berlin, j'en ai une à Boulogne, j'en ai une qui marche sur le Portugal, j'en ai une seconde que je réunis à Bayonne, j'en ai une en Italie, j'en ai une en Dalmatie, que je renforce en ce moment de 6000 hommes; j'en ai une à Naples. J'ai des garnisons sur toutes mes frontières de mer. » Et ces soldats étaient pour la plupart des vainqueurs ou de Rivoli, ou des Pyramides, ou de Marengo, ou d'Austerlitz, d'Iéna et

de Friedland. La France avait un nouveau Charlemagne plus grand que l'ancien, et devant lui le continent s'inclinait en silence. La mer lui manquait, mais il avait la terre; et tandis que son épée y gagnait des batailles, sa main y jetait des institutions durables.

On a parlé du Concordat ou de la paix religieuse, de la Légion d'honneur, vaste système de récompenses nationales; Napoléon avait fait de plus grandes choses encore : il avait publié le *Code civil.*

A son retour de Marengo, le premier consul avait chargé une commission de quatre jurisconsultes, Tronchet, Portalis, Bigot de Préameneu et Maleville, de rédiger un projet de Code civil dont les assemblées précédentes avaient préparé tous les matériaux. Ce grand travail fut achevé en quatre mois. Bonaparte en ordonna l'envoi à toutes les cours judiciaires, et nombre d'observations précieuses furent recueillies. La section de la législation du conseil d'État les examina, puis arrêta les projets de lois qui furent communiqués au Tribunat et revinrent au conseil amendés, épurés, mais devant l'être encore. Alors, en effet, commencèrent, sous la présidence du premier consul, ces discussions admirables auxquelles il prit une part glorieuse. Il anima tout de son ardeur; il étonna ces vieux jurisconsultes par la profondeur de ses vues, surtout par cet exquis bon sens qui, pour faire une bonne loi, vaut mieux que toute la science des légistes. Ainsi fut élaborée cette charte immortelle de la famille et de la propriété que le Corps législatif adopta dans sa session de 1804, et qui reçut trois ans plus tard le nom,



Colonne des Palmiers.

qu'elle mérite, de *Code Napoléon.*

Un soir, à Saint-Cloud, Napoléon, conversant en petit comité et rappelant les mémorables séances du conseil d'État qu'il avait présidées n'étant encore que consul, caractérisait ainsi, trop méchamment, il est vrai, ceux des orateurs qui avaient pris le plus de part à la rédaction des articles du Code :

« Cambacérès, disait-il, faisait trop l'avocat général : il parlait tantôt pour, tantôt contre. Tronchet était un homme qui avait de grandes lumières et une tête très-saine pour son âge : malheureusement il était un peu sourd Rœderer était trop mou : c'était une balle qui n'avait aucune élasticité. Portalis eût été l'orateur le plus éloquent du conseil s'il avait su s'arrêter à point; mais lorsqu'une fois je lui donnais la parole, il était comme ces musiciens qui se font beaucoup prier pour jouer un morceau, et qui, ensuite, ne peuvent plus quitter l'instrument. Thibeaudeau ne valait rien pour notre mode de discussion : il lui fallait, comme à Fontanes, une tribune, un vaste parterre, des applaudissements. François de Nantes sacrifiait le meilleur raisonnement au plus mauvais jeu de mots. Regnault de Saint-Jean-d'Angély lardait toutes ses opinions de petits compliments. Treilhard se couchait toujours trop tard, la veille, pour n'avoir pas besoin de dormir le lendemain. Bigot de Préameneu était constamment de mon avis tout haut, puis, tout bas, votait contre moi. Réal n'avait pas plus de mémoire qu'une carpe. »

Une des plus belles improvisations de Napoléon dans ces discussions célèbres fut celle dans laquelle

il s'expliqua sur les droits politiques à accorder aux étrangers : « Le plus beau titre sur la terre, c'est d'être Français! C'est un titre dispensé par le ciel et qu'il ne devrait être donné à personne, sur la terre, de pouvoir retirer. Pour moi, je voudrais qu'un Français d'origine, fût-il à la dixième génération d'étranger, se trouvât encore Français s'il réclamait ce titre. Je voudrais, s'il se présentait sur l'autre rive du Rhin disant : « Je suis Français! » que sa voix fût plus forte que la loi, que les barrières s'abaissassent devant lui, et qu'il rentrât triomphant au sein de la mère patrie!... Je veux élever la gloire du nom français si haut qu'il devienne l'envie des nations. Je veux un jour, Dieu aidant, qu'un Français, voyageant en Europe, croie se trouver partout chez lui! »

Le conseil d'État fut la véritable assemblée délibérante de l'Empire, celle qui joua le plus grand rôle et où régna la plus grande liberté.

Au conseil d'État se préparaient les lois que l'Empereur présentait au Corps législatif; là se rédigeaient les décrets de l'Empereur, ses règlements d'administration publique; là s'examinaient, se discutaient et se corrigeaient les projets de ses ministres. Le conseil d'État recevait l'appel, et prononçait en dernier ressort sur tous les jugements administratifs, et, accidentellement, sur tous les autres tribunaux, même sur la Cour de cassation. Là s'examinaient aussi les plaintes contre les ministres, les appels même de l'Empereur à l'Empereur mieux informé. Ainsi le conseil d'État, constamment présidé par l'Empereur, et souvent en opposition directe avec les ministres, devenait le refuge de tous les intérêts froissés, qui y trouvaient des avocats habiles, généreux, et souvent très-hardis.

Dans les salons, on ne se doutait pas de ce qu'était le conseil d'État. On était persuadé que personne n'osait y prononcer une parole en sens différent de l'Empereur; celui-ci, cependant, souffrait avec patience la contradiction. Dans une discussion assez animée, interrompu trois fois dans son opinion, l'Empereur, s'adressant à celui qui venait de lui couper assez impoliment la parole, lui dit avec vivacité : « Monsieur, je n'ai point encore fini; je vous prie de me laisser continuer. Après tout, il me semble qu'ici chacun a bien le droit de dire son opinion. »

Le général Gassendy, chargé de la division de l'artillerie à l'administration de la guerre, appuyait un jour son opinion de raisonnements puisés dans les doctrines des économistes. Napoléon, qui détestait les économistes, à tort, l'interrompit en s'écriant :

« Mais, mon cher général, qui diable vous a rendu si savant? où êtes-vous allé déterrer de tels principes? — Auprès de Votre Majesté, sire. — Allons donc, reprit l'Empereur; moi qui ai toujours pensé que s'il existait une monarchie de granit, il suffirait des idées de messieurs les économistes pour la réduire en poussière!... Allez, allez, mon cher, vous vous serez endormi dans votre bureau et vous y auaez rêvé tout cela dans votre fauteuil. » Gassendy, d'un naturel très-vif, répliqua sur-le-champ :

« Ah! s'endormir dans les bureaux! j'en défierais bien une marmotte, grâce au travail et au tourment que nous y donne nuit et jour Votre Majesté.

— Eh bien! à la bonne heure! s'écria gaiement Napoléon; voilà de la franchise!...

Napoléon avait rencontré une opposition assez vive. Il lui fallut plaider avec chaleur la cause des religions, et particulièrement la religion catholique.

« Le véritable bonheur, disait-il, la seule force, toutes les consolations de l'homme sont dans la religion et la morale. Or, toutes les morales religieuses sont belles. A part les dogmes plus ou moins absurdes qui sont nécessaires pour être compris des peuples dans le temps où l'on vit, que voyez-vous dans le Vedham, le Koran, l'Ancien Testament, dans Confucius, partout enfin? Une morale pure, c'est-à-dire protection au faible, respect aux lois du pays et reconnaissance d'un Dieu! Mais il n'est que l'Évangile pour offrir la réunion d'une moralité dégagée d'absurdités. Voilà qui est réellement admirable, et non pas les plates sentences mises en vers plus plats encore de vos théophilanthropes, qui se sont faits poëtes par-dessus le marché. Voulez-vous du sublime, vous, citoyen Cretet, et vos gros amis?... Eh bien, récitez tout haut l'oraison dominicale.... Vous ne vous la rappelez plus, je gage....»

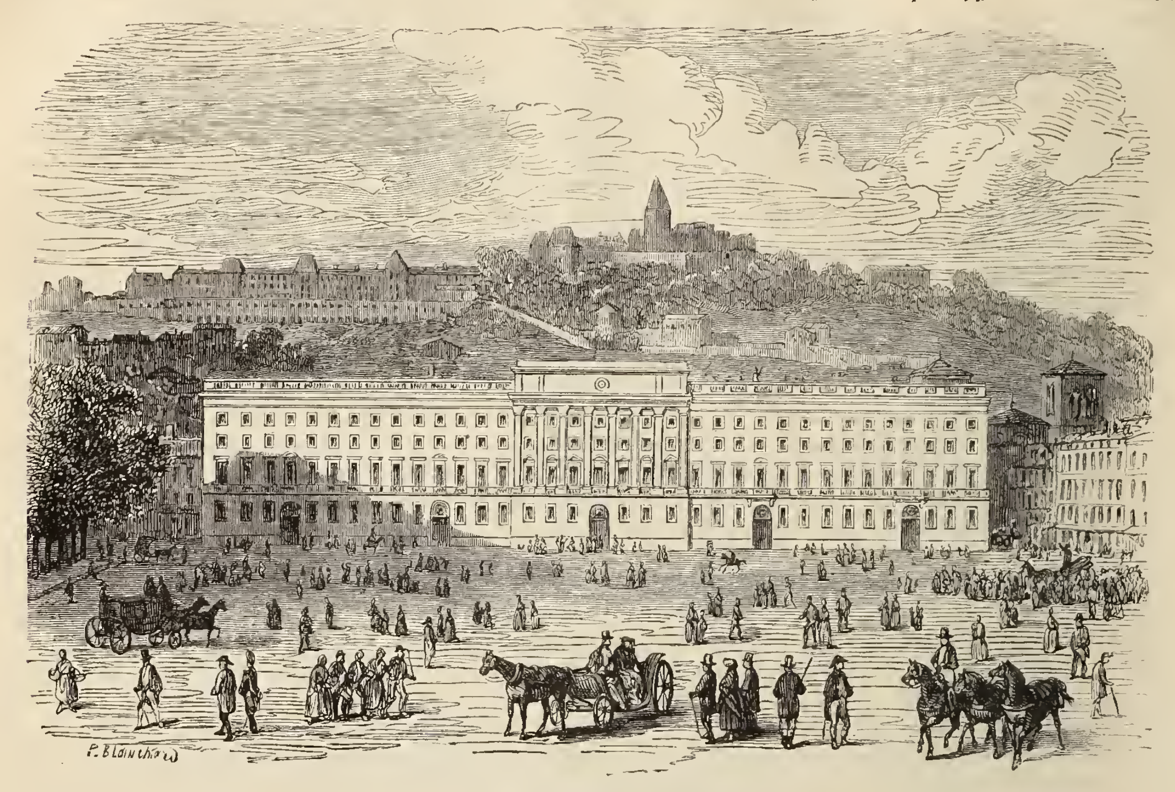
Napoléon reprenait parfois ces discussions avec les conseillers d'État pris en particulier soit à Paris, soit à Saint-Cloud, soit à la Malmaison. Un jour qu'il causait avec un de ses contradicteurs dans les allées de cette belle demeure des heureuses années, il lui dit : « Je me promenais dans cette solitude, aucun bruit ne troublait autour de moi le silence de la nature, lorsque le son de la cloche de Rueil vint tout à coup frapper mon oreille. Eh bien! je l'avouerai, je fus ému, tant est forte la puissance des premières habitudes et de l'éducation. Je me dis alors : Quelle impression cela ne doit-il pas faire sur des hommes simples et crédules? Que vos philosophes, que vos idéologues répondent à cela!... »

Napoléon avait proposé au conseil d'État une organisation de la garde nationale, qui en faisait la véritable réserve, avec plusieurs levées de l'armée de ligne, et la vraie défense du territoire. Napoléon soutint son projet avec animation, mais son projet fut rejeté, et en 1814 la France manqua de soldats. Dans cette discussion, l'Empereur parla avec chaleur et, il faut le dire, avec raison, de l'affection que lui portait le peuple, mais en faisant à un homme, quelque grand qu'il soit, une trop grande place dans l'État.

« C'est que le peuple, voyez-vous bien, ne connaît que moi! C'est par moi qu'il jouit sans crainte de ce qu'il a acquis; c'est par moi qu'il voit ses frères, ses fils indistinctement avancés, décorés, enrichis; c'est par moi qu'il voit ses bras utilement employés et ses sueurs accompagnées de quelques jouissances. Il me trouve toujours sans injustice, sans préférence; car il voit, il touche, il comprend tout cela, et rien de plus. Croyez donc qu'il fera toujours ce que nous réglerons pour son bien. Soutenez donc avec moi l'institution des bans de la garde nationale; que par vous chaque citoyen connaisse au besoin le poste qu'il devra occuper; que Cambacérès que voilà, que M. le comte Merlin, qui cause là-bas et ne m'écoute pas, que Frochot, qui s'est encore dispensé de venir à la séance d'aujourd'hui, soient dans le cas de prendre un fusil et de monter la garde devant la porte de leur hôtel.... Alors, vous aurez une nation maçonnée à chaux et à sable, et capable de défier les hommes et les siècles!... »

Lorsque l'Empereur voyait qu'une proposition qu'il avait soumise au conseil ne marchait pas bien, une

sorte d'impatience se manifestait dans tous ses mouvements; il cherchait par d'innocentes distractions à détourner l'espèce de curiosité ou d'attention qui s'attachait à sa personne. Dès qu'il voyait un membre du conseil fixer les yeux sur lui, il lui faisait un signe comme pour dire : « Donnez-moi du tabac. » Celui-ci s'empressait de faire passer sa tabatière à l'Empereur, qui, après avoir aspiré une prise, jouait avec la taba-



Place Bellecour, à Lyon.

re. Dans sa préoccupation, au lieu de renvoyer en- la tièsuite la boîte à son propriétaire, il la mettait dans poche de son habit. Une, deux, et même trois tabatières disparaissaient de la sorte dans une seule séance, et ce n'était qu'après être sorti du conseil qu'il s'apercevait de sa distraction. On pense bien que les tabatières ne tardaient pas à aller trouver leurs légitimes possesseurs; souvent même d'agréables métamorpho-



Pont d'Austerlitz.

ses s'opéraient en elles au sortir de la poche impériale. Les conseillers, pour ne pas perdre leurs tabatières de famille, convinrent de n'apporter que des tabatières en carton à vingt-cinq sous. Napoléon n'en continua pas moins de les prendre et de les transformer.

Avant Napoléon, l'anarchie était dans l'éducation comme dans le reste, et l'Empereur n'estimait rien plus que l'éducation. « Il n'y a que ceux qui veulent tromper les peuples et gouverner à leur profit, disait-il, qui peuvent vouloir les retenir dans l'ignorance, car plus

ils seront éclairés, plus ils seront convaincus de la nécessité des lois et du besoin qu'elles ont d'être défendues et respectées; alors, plus la société sera assise tranquille et prospère. » Là, donc, comme ailleurs, il voulut mettre l'ordre; et pensant avec raison que l'État a droit de veiller sur l'éducation donnée aux jeunes générations, il créa 29 lycées où les élèves devaient recevoir une instruction à la fois littéraire et scientifique, et une éducation à la fois morale et religieuse. 64 000 bourses gratuites, représentant une dépense annuelle de 5 à 6 millions, lui permirent d'assurer à ces lycées une population que la confiance des familles ne pouvait manquer d'accroître en peu de temps. Les pensionnats furent contraints d'envoyer leurs élèves



Arc de triomphe du Carrousel.

aux cours de ces lycées. Ainsi l'État reprenait la direction de l'enseignement secondaire. Pour l'enseignement primaire, on fit peu; on n'établit d'instituteurs que dans les communes qui purent ou voulurent les payer. Quant à l'enseignement supérieur et spécial, Napoléon créa 10 écoles de droit et 6 de médecine. L'École polytechnique existait déjà; le premier consul y ajouta l'École des ponts et chaussées pour former des ingénieurs, et celle de Fontainebleau pour former des officiers.

C'était en 1802 que Bonaparte organisait ainsi l'instruction publique. « Ce n'est là qu'un commencement, disait-il, plus tard nous ferons mieux. » Plus tard, en effet, il institua un grand corps laïque dont la vie stu-

dieuse, régulière et modeste offrirait, pour une bonne éducation, les avantages des corporations religieuses, et qui, n'étant pas comme elles séparée du siècle, élèverait les enfants en vue de la société où ils devaient entrer un jour (décret du 17 mars 1804). Ce corps, où l'on n'était reçu qu'après des épreuves répétées, d'où l'on ne sortait que par un jugement de ses pairs, c'est l'Université impériale, qui, comme toutes les grandes institutions, a eu ses détracteurs; qu'on a pu modifier, mais qu'on n'a pu abattre, et qui se perpétue et se relève toujours, parce qu'avec ses membres, fonctionnaires publics et pères de famille, elle est à la fois l'État et la société enseignant. « La société, répétait souvent Napoléon, est en poussière; » et il jetait au milieu du désordre des éléments ces grandes institutions comme des blocs de granit qui devaient servir de bases assurées à la société nouvelle.

Napoléon montrait une sollicitude extrême pour toutes les maisons d'éducation, et pour celle d'Écouen notamment, où devaient être élevées les filles des légionnaires pauvres. « Il voulait, écrivait-il à M. de Lacépède, qu'on lui fît des femmes simples, chastes, dignes d'être unies aux hommes qui l'auraient bien servi, soit dans l'armée, soit dans l'administration. » Afin de les rendre telles, il fallait, selon lui, qu'elles fussent élevées dans des sentiments d'une piété solide. « Je n'ai attaché, disait-il, qu'une importance secondaire aux institutions religieuses pour l'école de Fontainebleau : il s'agit là de former de jeunes officiers. Mais, pour Écouen, c'est tout autre chose : on se propose d'y élever des femmes, des épouses, des mères de famille. Faites-nous des croyantes, et non des raisonneuses. La faiblesse du cerveau des



Les élèves d'Écouen.

femmes, la mobilité de leurs idées, leur destination dans l'ordre social, la nécessité de leur inspirer avec une perpétuelle résignation une charité douce et facile, tout cela rend pour elle le joug de la religion indispensable. Je désire qu'il en sorte, non des femmes agréables, mais des femmes vertueuses; que leurs agréments soient du cœur et non de l'esprit. » En conséquence, il recommandait qu'on leur apprît l'histoire et la littérature, qu'on leur épargnât l'étude des langues anciennes et des sciences trop relevées, qu'on leur enseignât assez de physique pour qu'elles pussent dissiper autour d'elles l'ignorance populaire, un peu de médecine usuelle, de la botanique, de la musique, de la danse, mais pas celle de l'Opéra, l'art de chiffrer, l'art de travailler à toutes sortes d'ouvrages. « Il faut, ajoutait-il, que leurs appartements soient meublés du travail de leurs mains, qu'elles fassent elles-mêmes leurs chemises, leurs bas, leurs robes, leurs coiffures, qu'elles puissent au besoin coudre elles-mêmes la layette de leurs enfants. Je veux faire de ces jeunes filles des femmes utiles, certain que j'en ferai par là des femmes agréables. Si je permettais qu'on en fît des femmes agréables, on m'en ferait bientôt des petites maîtresses. » (Finkenstein, 15 mai.)

En même temps il ordonnait une gestion sévère et habile des deniers publics. Les dépenses de 1809 furent de 770 millions; celles de 1807, de 778; et, sans emprunt, il y avait équilibre entre les recettes et les dépenses. Les contributions étrangères enrichissaient son budget et lui permettaient d'entreprendre d'immenses travaux sur tous les points du territoire. Le canal de l'Ourcq donna de l'eau aux quartiers de Paris qui n'en

avaient pas. Le canal de Nantes à Brest assura, malgré les croisières anglaises, l'approvisionnement de notre grand port militaire; celui du Rhin au Rhône créa une de très-importante ligne navigation intérieure. A Cherbourg, il jetait une montagne dans la mer pour avoir un port immense et sûr, dans cette Manche où nos vaisseaux ne trouvaient pas un point de refuge. A Anvers, il construisait des quais, un arsenal, des bassins qui pouvaient contenir toute une grande flotte de guerre. Il sillonnait la Vendée de routes qui ouvraient au commerce, aux idées, ce pays jadis impénétrable, et dont, en quelques années, l'esprit fut comme transformé. Les belles routes du Simplon, du mont Cenis, du mont Genèvre, de Tarare, de Metz à Mayence, étaient achevées. Des monuments glorieux ou utiles décoraient les grandes cités : à Lyon, la place Bellecour; à Bordeaux, le plus beau pont de France; à Milan, l'arc de la Paix, etc.

Il voulait surtout faire de Paris la plus belle des villes. Songeant à l'utile autant qu'à l'agréable, il la pourvut d'abord de fontaines, dont la plus remarquable fut la fontaine du Palmier, surmontée d'une colonne gracieuse sur laquelle étaient inscrites nos victoires. Cette fontaine orne encore aujourd'hui la place du Châtelet. Mais on devrait bien reconstruire la fontaine Desaix, monument mutilé et peu digne du général dont elle rappelle le souvenir. Le canal Saint-Martin abrégea la navigation de la Seine en lui faisant éviter les longs replis du fleuve autour de Paris. On régularisa les souterrains connus sous le nom de Catacombes, et on raffermit le sol de plusieurs quartiers de la rive gauche ébranlés par ces excavations. Un nouveau cimetière fut ouvert, le cimetière de l'Est, près d'uue maison de campagne qui avait appartenu au confesseur de Louis XIV, le P. de la Chaise. Le nom du jésuite fut donné à ce cimetière, l'un des plus célèbres de l'Europe par sa situation pittoresque et la foule d'hommes illustres dont on visite respectueusement les tombes. Napoléon ordonna aussi la construction de quatre grands abattoirs et l'établissement du grenier d'abondance pour assurer l'approvisionnement de la capitale. Il fit également commencer plusieurs marchés. « Monsieur le préfet, disait-il un jour au comte Dubois, occupez-vous d'abord des marchés et des hôpitaux, puis des ponts, des quais, de tout ce qui facilite les communications et le commerce, mais les marchés surtout, de beaux marchés. *Il faut que le peuple ait son Louvre.* »

S'il songeait au Louvre du peuple, il n'oubliait pas celui de la royauté, et depuis le commencement de son règne il faisait travailler au monument de Henri IV et de Louis XIV. Il voulait faire ce qui a été achevé de nos jours : la réunion du Louvre au palais des Tuileries par le nord, comme elle était déjà par le midi. Le projet d'une galerie parallèle à celle du bord de l'eau et s'appuyant au pavillon Marsan n'offrait aucune difficulté. Mais que mettre dans l'intervalle. Pour masquer le défaut de parallélisme qui existe entre la façade du Louvre et celle des Tuileries, on proposait une longue galerie transversale coupant en deux ce vaste espace et réunissant les deux galeries parallèles pour former un carré parfait. Ce plan ne fut point accepté. « Oui, sans doute, dit Napoléon, l'irrégularité est choquante ; mais, tout bien considéré, jamais un bâtiment, quelque majestueux qu'il soit, ne vaudra une vaste place entre le Louvre et les Tuileries. Cette idée de Napoléon Ier, Napoléon III l'a magnifiquement réalisée tout en rectifiant l'irrégularité.

Devant le palais des Tuileries on éleva, comme pour lui servir de porte, un arc de triomphe imité de l'arc de Septime Sévère à Rome, orné de sculptures et de matières précieuses. On le couronna avec quatre chevaux de bronze, jadis dorés, conquis à Venise. Malheureusement, ces chevaux fameux furent enlevés en 1814. A l'extrémité des Champs-Élysées, Napoléon fit jeter les fondations d'un autre arc de triomphe, le plus colossal qui soit au monde, et dont la grandeur est encore relevée par la disposition du terrain et l'immense avenue des Champs-Élysées. La première pierre de l'arc de l'Étoile fut posée le 15 août 1806. Les travaux des fondations furent très-longs, parce que les couches calcaires du sol n'offraient pas de solidité. On fut obligé, après avoir creusé à vingt-quatre pieds de profondeur, de former un sol factice composé de plusieurs assises en pierres de taille. Napoléon ne vit pas terminer ce monument grandiose destiné à rappeler les merveilles d'une grande époque.

En même temps que l'arc du Carrousel, s'élevait, avec les canons pris à l'ennemi, la colonne Vendôme, sur les spirales de laquelle est écrite avec l'airain une véritable épopée : la campagne d'Austerlitz. La gloire était la déesse du jour. L'Empereur voulut lui construire un temple où seraient les statues de toutes nos illustrations militaires. Ce temple, qu'il laissa inachevé, devint notre belle église de la Madeleine. La Bourse fut également commencée en même temps que le Panthéon était terminé. Jamais les travaux publics n'avaient reçu une impulsion si rapide. L'Empereur s'occupait de tout, et c'est du fond de la Pologne qu'il avait décrété la construction de la Madeleine. A Paris, impatient de voir le monument de la place Vendôme entièrement terminé, l'Empereur gourmandait chaque jour ses architectes pour leur lenteur. Il voulut visiter les travaux, et se rendit à la place, incognito, avec Duroc. « Que me disaient donc Fontaine et Percier, avec leur encombrement? s'écria-t-il; à les en croire, plusieurs chantiers de bois auraient été transportés ici. » Puis il aperçut une charpente énorme que plusieurs ouvriers essayaient vainement de placer sur des rouleaux pour la changer de place. « Ces gens-là ne savent pas s'y prendre ! je gagerais qu'il ne se trouve pas parmi eux un artilleur. Ah ! les maladroits; mais c'est absolument comme s'il s'agissait de changer une pièce de douze d'encastrement ! Il faut que je leur donne une leçon. » Mais, sur les représentations de Duroc, il renonça à risquer de se faire connaître. Ils continuèrent leur promenade. La faim les prit : ils entrèrent dans un grand café pour déjeuner. Il était huit heures du matin. Mais Duroc, qui s'était habillé à la hâte, n'avait pas pris sa bourse ; l'Empereur ne portait jamais d'argent. Leur dépense fut de douze francs, et ils ne purent la payer. La maîtresse du café se montrait revêche. Le garçon offrit de payer pour les étrangers, dont l'embarras lui faisait peine, et dont l'honnêteté lui paraissait très-probable. Six semaines se passèrent : Duroc avait oublié le déjeuner. Mais un jour on vint récompenser magnifiquement le garçon de café, au grand désespoir de la maîtresse, qui voulait aller se jeter aux genoux de l'Empereur et lui demander pardon.

« Pour connaître Napoléon tout entier, dit l'historien

Bignon, il faudrait le voir le même jour, dans les mêmes heures, discutant toutes les questions relatives à la guerre. depuis les plans de campagne, l'artillerie, le génie, la composition de l'armée et de ses mouvements, jusqu'à la chaussure et la giberne du soldat; réglant toutes les parties de la marine, depuis les combinaisons générales, l'expédition et le retour des escadres, jusqu'à l'armement de la dernière de ses chaloupes canonnières; parcourant toutes les parties de l'administration, depuis la direction du ministère de l'intérieur jusqu'à la réparation de l'église du village; toutes les parties de la politique, depuis ses négociations avec les États les plus puissants jusqu'aux soins à prendre pour s'assurer des États les plus faibles; enfin traitant ces diverses matières et une foule d'autres avec la même connaissance de l'ensemble et des détails, avec la même fidélité de mémoire, la même netteté d'idées que si chacun des départements ministériels eût été pour lui l'objet d'une étude exclusive. Peut-être n'a-t-il pas existé au monde un autre individu, soit dans les hautes, soit dans les basses régions de la société, qui ait prouvé autant que Napoléon, de quelle continuité, de quelle variété, de quelle étendue de travail l'intelligence d'un seul homme est capable. »

Un soir, Napoléon, avant de se rendre au bal du ministre de la marine, avait fait venir M. Gaudin, ministre des finances, afin de travailler un peu. Napoléon oublia le bal, et tout deux passèrent sept heures



Jacquart.

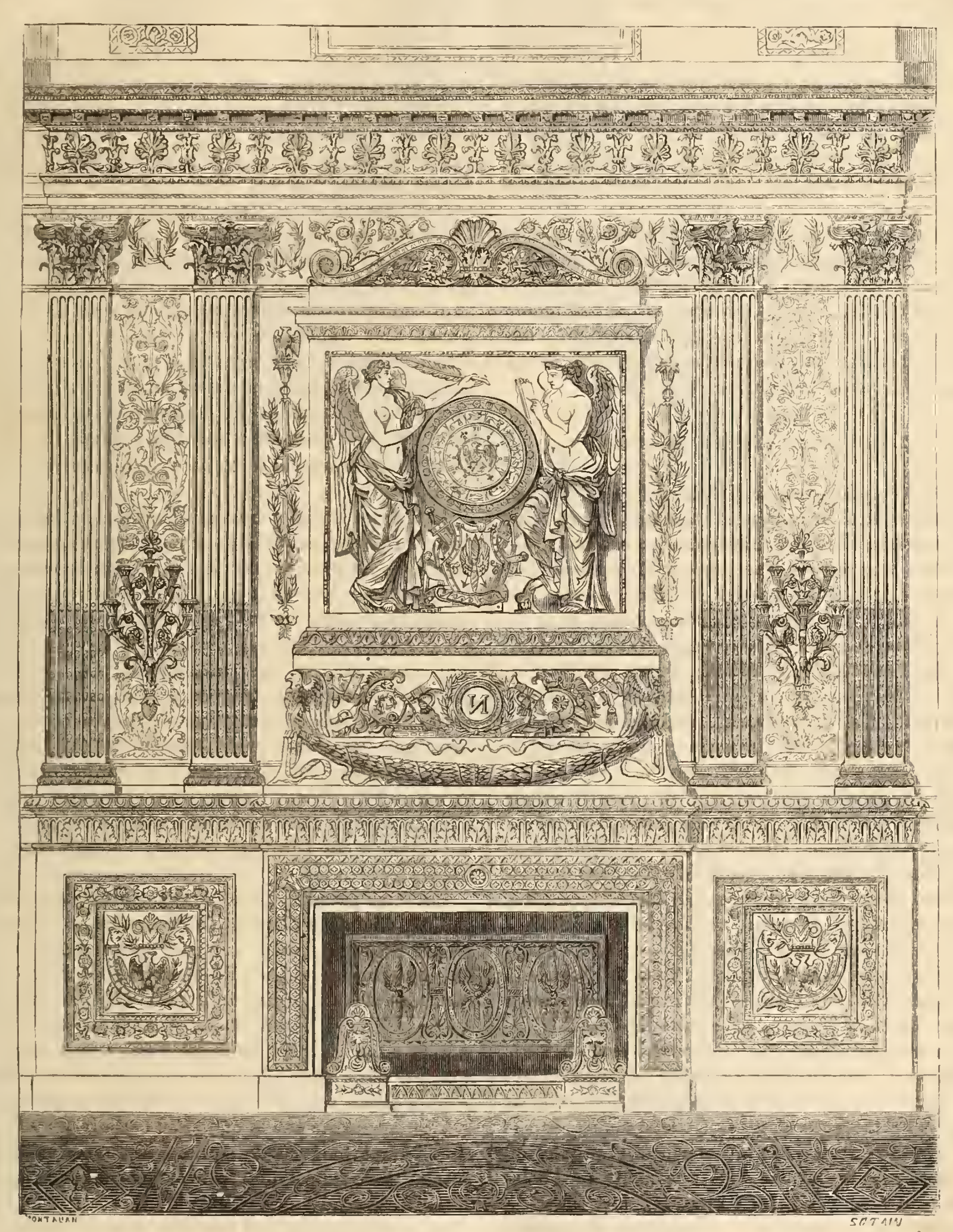
à faire des chiffres et à vérifier des additions. A minuit on avait frappé doucement à la porte du cabinet impérial. « Allons! qui est-ce qui se permet de venir nous déranger? » s'était-il crié en levant la tête.

C'était M. Dumanoir, chambellan de Josephine, envoyé par elle à l'Empereur pour lui dire que le bal du ministre de la marine était charmant, et qu'il y était attendu avec impatience. » Tout à l'heure, avait répondu Napoléon. Dites à l'Impératrice que je travaille avec le ministre des finances. Nous en avons encore pour un quart d'heure tout au plus: et nous irons la rejoindre dans un moment. »

Une heure s'était encore écoulée; M. Dumanoir était venu une seconde fois chargé du même message : Napoléon avait fait la même réponse. Enfin, la pendule du cabinet vint à sonner. « Quelle heure est-il? demande l'Empereur; et il étend les bras en bâillant malgré lui. — Sire, trois heures. — Trois heures! c'est impossible! cette pendule radote, assurément. Voyez donc, mon cher, à celle du salon à côté; elle doit aller bien. » M. Gaudin entr'ouvre la porte du salon, faiblement éclairé par des bougies mourantes; il regarde : « Trois heures et quart, sire. »

Napoléon ne songea pas seulement à la gloire militaire, comme on l'a tant répété. Il faut le suivre dans tous ses actes et l'écouter pour voir combien il veillait aux intérêts de la population, et avec quelle fermeté il les recommandait à ses ministres : « J'attache, écrivait-

il au ministre de l'intérieur, une grande importance et une grande idée de gloire à détruire la mendicité. Les fonds ne manquent pas, mais il me semble que tout marche lentement; et cependant les années s'écoulent! Il ne faut point passer sur cette terre sans y laisser des traces qui recommandent notre mémoire à la postérité. Je vais faire une absence d'un mois. Qu'à mon retour vous soyez prêt sur toutes ces questions, que vous les ayez examinées en détail, afin que je puisse, par un décret général, porter le dernier coup à la mendicité. Il faut qu'avant le 15 décembre vous ayez trouvé, sur les quarts de réserve et sur les fonds des communes, les ressources nécessaires à l'entretien de soixante ou cent maisons pour l'extirpation de la mendicité, que les



Cheminée du cabinet de l'Empereur aux Tuileries.

lieux où elles seront placées soient désignés et le règlement général mûri. N'allez pas me demander encore des trois ou quatre mois pour obtenir des renseignements. Vous avez de jeunes auditeurs, des préfets intelligents, des ingénieurs des ponts et chaussées instruits; faites courir tout cela et ne vous endormez point dans le travail ordinaire des bureaux.... Les soirées d'hiver sont longues, remplissez vos portefeuilles, afin que nous puissions, pendant les soirées de ces trois mois, discuter les moyens d'arriver à ces grands résultats. »

Le meilleur moyen de détruire la mendicité, c'est d'accroître la richesse publique. Napoléon le savait bien. L'industrie recevait les plus énergiques encoura-

gements ; il promettait de magnifiques récompenses aux inventeurs qui doteraient le travail national d'un secret enlevé à l'industrie étrangère. Il assurait un million à celui qui trouverait une machine à filer le lin. Il en promettait un autre au savant qui remplacerait le sucre de canne par le sucre de betterave ; il pensionnait Jacquart pour l'invention du métier à tisser la soie qui porte son nom, et créait une école d'arts et métiers à Compiègne. Il n'y avait eu que 210 exposants à l'exposition de 1798, il y en eut 1422 à celle de 1806, et l'on eût pu répéter alors avec plus de vérité les paroles du ministre à l'ouverture de l'exposition de 1798 : « C'est une première campagne contre l'Angleterre. Nos manufactures sont les arsenaux d'où doivent sortir les armes les plus funestes à la puissance britannique. »

Le commerce par mer était nul, mais le commerce par terre était immense. Nos soieries sans rivales, nos draps qui ne redoutaient nulle concurrence depuis que les laines d'Espagne nous arrivaient, au lieu de passer en Angleterre, nos fers qui se perfectionnaient, nos toiles, nos linons et jusqu'à quelques cotonnades, trouvaient des débouchés sur tout le continent.

§ 2. LES FÊTES ; LA COUR IMPÉRIALE.

L'Empereur, pour donner de l'activité au commerce, voulait des fêtes. Il n'avait point besoin alors de commander la joie : elle était universelle et profonde. De si glorieuses campagnes, une prospérité immense, l'or qui affluait de toutes les parties de l'Europe entre nos mains, excitaient un véritable enthousiasme pour le grand capitaine et pour l'habile administrateur. Jamais, même sous Louis XIV, la France n'avait brillé d'un tel éclat et joui d'un tel bonheur. Aussi, quand Napoléon revint de Tilsitt, la capitale l'accueillit-elle avec transports. Nulle fête peut-être du 15 août n'égala en allégresse sincère celle de 1807.

Ce soir-là, pendant que la foule se pressait autour du château en acclamant l'Empereur, celui-ci sortit incognito avec son fidèle Duroc et alla se promener dans le jardin des Tuileries pour voir de plus près les manifestations de la joie populaire. Un enfant de cinq ans attira son attention. Il jetait sa casquette en l'air et criait de toutes ses forces : Vive l'Empereur ! « Pourquoi cries-tu ainsi vive l'Empereur ? lui dit Napoléon en le prenant dans ses bras. — Parce que mes parents me disent de bien l'aimer. » Les parents étaient là, ils furent interrogés. C'étaient des Bretons venus à Paris pour échapper aux horreurs de la guerre civile, et qui avaient gagné, à force de travail et grâce à la postérité publique, une modeste aisance. Le lendemain, en recevant un témoignage de la munificence impériale, ils surent quel auguste personnage ils avaient eu l'honneur de rencontrer. Napoléon avait été fort ému de l'admiration qu'il inspirait : « Beaucoup de scènes semblables dans une soirée, dit-il à Duroc, et je suis un homme perdu. »

Napoléon était sans doute charmé des hommages qui s'adressaient à lui, mais il aimait à les partager avec ses soldats qui avaient partagé ses fatigues. La garde, encore au delà du Rhin, n'avait pu assister à la fête du 15 août. L'Empereur voulut qu'une réception triomphale lui fût faite lorsqu'elle rentrerait dans la capitale. La ville de Paris ne marchanda pas les honneurs à ceux qui n'avaient pas, dans tant de combats, marchandé leur sang.

La garde impériale arriva aux portes de Paris le 25 novembre, conduite par son illustre commandant, le maréchal Bessières. Le conseil municipal s'était porté à sa rencontre sur la route du Nord, où avait été dressé un arc de triomphe. Le préfet, M. Frochot, s'adressant au maréchal et aux soldats, leur dit : « Monsieur le maréchal, généraux, soldats qui composez cette garde fidèle dont les rangs impénétrables environnent le trône, vous tous, guerriers, l'honneur de la France et l'admiration de l'Europe, suspendez un moment votre marche ; et, avant que vous couriez vous jeter dans les bras de vos mères, de vos épouses, de vos parents, recevez, s'il se peut dire ainsi, l'embrassement de la cité. Combien elle aime à vous revoir, après tout ce que la renommée a publié de vous; avec quel orgueil elle se plaît à rechercher dans vos rangs ceux de ses propres fils qui ont été dignes d'elle, et avec quel enthousiasme elle contemple en vous cette grande armée dont vous fûtes une si grande part.... Héros d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, conquérants de la paix, grâces immortelles vous soient rendues ; c'est pour la patrie que vous avez vaincu, la patrie éternisera le souvenir de vos triomphes ; vos noms seront légués par elle, sur le bronze et le marbre, à la postérité la plus reculée. »

La garde défila et traversa Paris au milieu d'une foule immense accourue pour jouir de ce spectacle militaire si éclatant et si touchant. Les troupes passèrent sous l'arc de triomphe du Carrousel, déposèrent leurs aigles aux Tuileries, et se répandirent ensuite dans les Champs-Élysées, où la ville de Paris leur avait fait préparer un banquet. Le soleil avait favorisé l'entrée des troupes et fait singulièrement ressortir leur belle tenue ; mais le soir la pluie tomba sans que la gaieté pour cela en fût troublée. Les jours suivants, des représentations furent données à la garde. Le Sénat voulut aussi l'honorer par une fête. Il régnait dans Paris une noble émulation pour témoigner à ces héroïques soldats l'admiration qu'ils inspiraient.

Les fêtes passent, l'éclat d'une cour reste, et l'Empereur, tant dans l'intérêt de l'industrie que dans celui de son prestige, voulait une cour splendide. Les gratifications considérables qu'il donnait à ses lieutenants, les traitements énormes qu'il leur allouait, n'avaient d'autre but que de les exciter à la dépense. Il commanda à tout ce qui l'entourait d'avoir une *maison* et d'attirer dans cettte maison les hommes dont il faisait le plus de cas sur un champ de bataille et qui avaient besoin de passer par le creuset du savoir-vivre. « Cela ne les empêchait pas de pointer un canon en cas de besoin, et de couper une balle sur une lame de couteau à vingt-cinq pas. »

Mme d'Abrantès, qui fait cette réflexion, et qui fut une des plus belles et des plus spirituelles femmes de la cour impériale, nous donne dans ses *Mémoires* quelque idée de la magnificence des Tuileries. Elle est compétente en toutes ces matières, pour lesquelles seules nous la citons :

« Je me rappelle, dit-elle avec la douceur d'un souvenir exempt de toute peine, le coup d'œil vraiment fantastique qu'offrait la salle des maréchaux un soir de grand concert, lorsque les deux côtés étaient garnis

de femmes presque toutes jeunes et jolies, couvertes de fleurs, de diamants et de plumes flottantes ; et derrière elles cette haie formée par les officiers de la maison de l'Empereur, ceux des princesses, puis les généraux aux habits étincelants d'or, les sénateurs, les conseillers d'État, tous revêtus de riches costumes, la poitrine couverte de ces plaques, de ces cordons que l'Europe nous offrait à genoux et que l'Empereur jetait à ses *leudes*, tandis que ceux-ci n'estimaient véritablement que le grand cordon de la Légion d'honneur. Au fond de la salle étaient l'Empereur et l'Impératrice, ses frères et sœurs, ses belles-sœurs; puis les grands dignitaires; et lui, de son œil de feu, parcourant ce cordon formé par toutes ces têtes empanachées ou chargées de joyaux. »


La reine Hortense.

L'Empereur aimait beaucoup Fontainebleau, où il devait passer plus tard une nuit si cruelle. Il s'y faisait suivre par toute sa cour, et le temps que celle-ci y demeurait se passait en réjouissances continuelles auxquelles lui seul, toujours absorbé dans son travail, prenait peu de part. C'était la même magnificence qu'aux Tuileries, le même luxe, la même profusion de diamants et de joyaux. La gaieté y était même plus vive, parce qu'aux divertissements de salon se joignaient les plaisirs de la campagne, les chasses, les déjeuners dans la campagne. « Toutes les femmes avaient un uniforme. Rien n'était plus gracieux que de voir sept ou huit calèches remplies de ces femmes la tête couverte de plumes ondulantes, le corps serré dans un élégant habit de cheval, parcourant rapidement les allées de cette magnifique forêt de Fontainebleau. »


Madame d'Abrantès.

La reine de ces réunions, si nous en croyons Mme d'Abrantès, qui avait pourtant plus d'une raison pour ne pas la trouver belle, était la princesse Caroline, sœur de l'Empereur, femme de Murat, par conséquent grande-duchesse de Berg, et plus tard reine de Naples. « Elle était la plus jolie princesse de la famille impériale : je dis la plus jolie, parce qu'elle était fraîche comme un paquet de roses, et que la princesse Pauline Borghèse, toujours malade et languissante, ne produisait pas dans une fête le même effet que sa sœur, et puis elle dansait, et la princesse Borghèse ne bougeait de son fauteuil non plus qu'une idole, dont, au reste, elle aimait fort à jouer le rôle. » Une autre princesse cependant produisait une impression plus profonde et plus douce que la grande-duchesse de Berg, c'était la reine de Hollande, Hortense, la gracieuse fille de Joséphine, chérie comme sa mère et comme elle devenue populaire.

Sensible et bonne, d'un esprit fin et cultivé, elle plaisait par sa conversation, charmait par sa gaieté et par ses talents. Elle aimait les arts, dans lesquels elle excellait elle-même.

« Que d'heures agréables on passait chez elle ! s'écrie Mme Junot, combien elles fuyaient doucement !... C'est alors qu'elle composait : *Partant pour la Syrie*, *Reposez-vous, bons chevaliers*, et une foule d'autres romances que nous connaissons et que nous chantons toujours.... Une autre fois, on se réunissait autour d'une table ronde, et là venaient Gérard avec son immortel crayon; Isabey, dont le talent peut être imité, mais jamais égalé; Garnerey, qui, après avoir longtemps travaillé à un joli dessin pour un album, finissait par faire la chambre où nous étions avec un charme infini dans les détails. Mais un talent remarquable lui-même dominait sans flatterie sur un grand nombre de ceux qui l'entouraient; et c'était la noble maîtresse du logis, surtout lorsqu'elle faisait des portraits. »

Il fallait de telles femmes pour donner de la distinction à une cour presque exclusivement militaire. Il fallait de telles influences pour dompter ces rudes maréchaux embarrassés dans leurs costumes, souvent peu délicats dans leur langage et peu galants dans leurs manières. Les

hommes d'ailleurs ne faisaient qu'apparaître à la cour entre deux campagnes. Encore leur fallait-il souvent, au sortir d'un bal, monter à cheval et courir en mission à Saint-Pétersbourg ou à Madrid. Napoléon leur avait donné des palais, mais il les faisait coucher bien souvent dans des cabanes!



Entrée de la garde à Paris (25 novembre 1807). (Page 306, col. 2

§ 3. LA LITTÉRATURE SOUS L'EMPIRE; RENAISSANCE DU SENTIMENT POÉTIQUE ET RELIGIEUX; LES SCIENCES.

La gloire des lettres ne manqua pas à ce grand règne. On a répété que la littérature sous l'Empire était une littérature morte. Il y a là une confusion. Vers 1800, deux écoles commençaient à se distinguer sans se séparer encore nettement, l'école classique qui ne voyait rien au delà de l'imitation de Racine et de Voltaire, et l'école de Bernardin de Saint-Pierre se rattachant à Jean-Jacques Rousseau, préoccupé de régénérer les lettres en les rapprochant de la nature, en marchant à la conquête des esprits, aux secrets instincts desquels elle répondait. La vraie littérature du siècle est représentée par Chateaubriand et Mme de Staël. Ils n'ont pas voulu sans doute reconnaître la grandeur de Napoléon; mais s'ils se dérobèrent aux faveurs, leurs ouvrages n'en firent pas moins les délices du public; s'ils ont décrié le règne de Napoléon, ils ne l'ont pas moins illustré.

Chateaubriand et Mme de Staël semblaient à leur temps une exception, et nous qui sommes mieux placés pour les juger depuis que Lamartine, Victor Hugo et

Alfred de Musset les ont continués, nous devons les regarder comme les véritables représentants de leur époque. Qu'on songe d'ailleurs que l'Empire a duré dix ans, et dix ans remplis de guerres. On ne s'étonnera pas si l'Empire n'a pas éveillé l'âme de quelque grand poëte. Il eût fallu le calme après l'agitation. Ces merveilles, d'ailleurs, les contemporains les voyaient de trop près : ils ne s'en étonnaient pas. On ne comprit bien la grandeur de Napoléon qu'après la chute du colosse.

Mentionnons donc seulement les écrivains raffinés qui charmaient encore quelques salons, le groupe spirituel de Ducis, d'Andrieux, de Collin d'Harleville, de Picard, qui jetait un dernier éclat sur l'école classique; l'orateur officiel Fontanes, qui ne fut jamais en reste d'éloquence pour complimenter Napoléon, mais dont les discours parurent toujours inférieurs aux actions qu'ils voulaient louer; Marie-Joseph Chénier, qui, éliminé du Tribunat, murmurait dans son coin et souffrait de ne pouvoir donner libre carrière à ses tragédies remplies de maximes politiques désormais hors de saison. Étudions les deux grands noms qui se dégagent de cette foule, et qui brillent encore d'un éclat affaibli, sans doute, mais durable.



Chateaubriand.

Chateaubriand était né le 4 septembre 1768, à Saint-Malo. Il était le dernier de dix enfants dont six vécurent. On le destina à entrer dans la marine royale et il fit ses études au collége de Dol, puis à celui de Rennes. A Brest, il s'exerçait pour obtenir son brevet d'aspirant, et il allait s'embarquer, quand un brevet de sous-lieutenant au régiment de Navarre le retint en France. Cependant l'instinct des voyages, l'inquiétude aventureuse de son esprit l'arrachent de Paris. Il part pendant la Révolution, croyant aller à la découverte du passage polaire : il allait à la découverte de son propre génie.

L'Amérique ébranla son âme : la solitude, la force de la végétation, l'immensité des forêts éveillèrent ses pensées, agrandirent son horizon, charmèrent sa nature rêveuse et mélancolique. Revenu en France, il n'y eut pas plutôt mis le pied que les excès de la Révolution vinrent l'indigner. Il courut à l'armée des princes et faillit périr pendant la retraite des Prussiens, en 92. Réfugié à Londres, il y vécut dans un état voisin de la misère, occupé d'études littéraires. Ce fut là que, s'inspirant de la renaissance des sentiments religieux et voulant l'aider, il composa son livre du *Génie du christianisme.*

Rentré en France en 1800 et avec la plupart des émigrés, il fréquenta les salons les plus distingués, et, avant de donner son grand ouvrage, se fit connaître par le célèbre roman d'*Atala*. La nouveauté des images, des sentiments, du langage, le contraste avec tout ce qu'on sentait alors, produisirent une vive impression. Déchiré par les uns, dévoré par les autres, le livre avait une vogue immense : on le traduisait en toutes les langues.

Le *Génie du chistianisme* n'excita pas moins d'enthousiasme. Paraissant au moment où l'on relevait les autels, il est inséparable du Concordat, d'un des actes les plus mémorables de l'histoire. Ce fut mieux qu'un beau livre, ce fut un grand événement. L'auteur expliquait ainsi la pensée qui l'avait guidé. Il avait voulu faire voir « que de toutes les religions, la religion chrétienne est la plus poétique, la plus humaime, la plus favorable à la liberté, aux arts et aux lettres; que le monde moderne lui doit tout, depuis l'agriculture jusqu'aux sciences abstraites, depuis les hospices bâtis pour les malheureux jusqu'aux temples bâtis par Michel-Ange et décorés par Raphaël; qu'il n'y a rien de plus divin que sa morale; rien de plus aimable, de plus pompeux que ses dogmes, sa doctrine et son culte; qu'elle favorise le génie, épure le goût, développe les passions vertueuses, donne de la vigueur à la pensée, offre des formes nobles à l'écrivain et des moules parfaits à l'artiste; qu'elle se prête merveilleusement aux élans de l'âme et peut enchanter l'esprit aussi divinement que les dieux de Virgile et d'Homère, qu'il n'y a pas de honte à croire avec Newton et Bossuet, Pascal et Racine.

« Littérairement, dit un éminent critique, M. Sainte-Beuve, il ouvrit une foule d'aspects nouveaux et de perspectives qui sont devenues de grandes routes battues et même rebattues depuis; goût du moyen âge, du gothique, poésie et génie de l'histoire nationale, il

donna l'impulsion à ces trains d'idées modernes, où la science est intervenue ensuite, mais que l'instinct du grand artiste avait d'abord devinée. » Le succès de ce livre valut à Chateaubriand les éloges du premier consul et un poste de secrétaire d'ambassade. Napoléon goûtait cet amour de l'extraordinaire et du grandiose qui caractérisait le jeune auteur. Plus tard, il disait à Sainte-Hélène : « Chateaubriand a reçu de la nature le feu sacré. Ses ouvrages l'attestent. Son style n'est pas celui de Racine, c'est celui du prophète. Il n'y a que lui au monde qui ait pu dire impunément à la tribune des pairs, que la redingote grise et le chapeau de Napoléon placés au bout d'un bâton sur la côte de Brest feraient courir l'Europe aux armes. » Le héros rendit justice à l'écrivain, l'écrivain n'en eut aucune en retour à l'égard du héros.

Apprenant la triste fin du duc d'Enghien, Chateaubriand envoya sa démission et s'en alla à Rome. Il y conçut le plan des *Martyrs*, cette touchante épopée chrétienne qui est restée dans tous les souvenirs. Il eut dans ce livre la prétention de montrer par un exemple, que la religion chrétienne offrait autant de ressources à la poésie épique que la religion païenne, et que la prose n'était pas moins apte aux sujets héroïques que la versification. Il n'a peut-être pas toujours atteint son but. Mais il y a des peintures dans ce livre, et ce sont celles qui touchent le moins au merveilleux, qui sont vraiment belles; et l'auteur trouvant ce qu'il ne cherchait pas, a fait faire un pas à l'histoire en lui enseignant à peindre. Notre célèbre Augustin Thierry attribuait à la lecture des *Martyrs* et des romans de l'Anglais Walter Scott une grande influence sur la manière dont il conçut et écrivit l'histoire. Dès lors Chateaubriand resta éloigné de la France, parcourant le monde, observant, étudiant, écrivant son *Itinéraire* assez froid *de Paris à Jérusalem*, pendant que l'Empereur léguait à l'histoire bien d'autres itinéraires plus grands et plus glorieux. Napoléon voulut cependant que Chateaubriand fût nommé à l'Académie française. Il fut élu comme successeur de Chénier; mais son discours de réception, plein de colère contre la Révolution, ne put être lu, et Chateaubriand ne fut reçu que sous la Restauration.

On n'est plus dupe aujourd'hui de l'emphase sonore du style de Chateaubriand, des fantaisies de son imagination, du bruit de ses mots, de ses antithèses choquantes; mais ce qui le fera vivre, ce qui restera son éternel honneur, c'est le talent réel avec lequel il a su révéler à l'Europe les beautés mystérieuses de la nature, l'éclat de ses descriptions, la poésie de toutes ses peintures, la grandeur de ses sentiments, l'harmonie de sa phrase. C'est un enchanteur qui trompe quelquefois, mais si séduisant qu'on lui pardonne ses tromperies. La douce figure d'Atala, la naïveté sensible de Chactas, la sombre rêverie de René, le courage d'Eudore et le dévouement de Cymodocé sont dans toutes les mémoires. Il a créé des personnages qu'on n'oubliera pas. Il a surtout ouvert une voie nouvelle : celle du dix-neuvième siècle. A ce titre il a droit à notre sympathie et à notre admiration.

Mme de Staël avait un grand esprit et un grand cœur, elle aurait eu plus de gloire si elle avait eu un peu moins de vanité. Elle représente son temps par ses ouvrages, mais par sa vie elle s'en écarta. Elle fut de son siècle, sans y penser et comme malgré elle. Elle brille parmi les grands noms de l'Empire, bien qu'elle ait fait semblant de dédaiger l'Empire et qu'elle ait voulu opposer aussi son règne à celui du grand capitaine.

Dès l'enfance, Mlle Necker, dans le salon distingué de son père, voulait paraître au-dessus de son âge. Elle essayait de tenir tête aux hommes célèbres du jour, Grimm, Thomas, Raynal, Marmontel. A quinze ans, elle faisait des extraits de l'*Esprit des lois* de Montesquieu, en les accompagnant de réflexions. Bientôt la *Nouvelle Héloïse* la passionna et commença à exciter sa sensibilité, qui fit son charme et son mérite. En 1795, elle publia trois nouvelles, mais dans lesquelles la passion demeurait trop nuageuse pour attendrir. Dans son livre de l'*Influence des passions*, elle communiquait les terribles impressions qu'avait produites en elle la Révolution française. Un autre ouvrage sur la *Littérature*, qui parut en 1800, reçut un excellent accueil et bientôt, malgré d'amères critiques que lui attirèrent certains paradoxes, elle partagea avec Chateaubriand l'admiration du monde lettré.

Mme de Staël, qui avait soutenu le Directoire et qui d'abord avait loué Bonaparte, ne sentit pas la grandeur du Consulat, et se jeta, avec sa malice habituelle, dans la minorité opposante. On a prétendu qu'elle aurait été blessée du peu d'attention que Bonaparte aurait montré pour elle dans son salon et du peu d'empressement qu'il aurait mis à se la concilier. Tout entier à ses grands projets, Bonaparte n'avait pas toujours le temps de chercher à plaire aux femmes, quel que fût leur mérite. Il n'y a rien d'invraisemblable, quand on connaît son caractère, à la question qu'il lui aurait adressée : « Madame a-t-elle nourri ses enfants? » lui indiquant ainsi les premiers devoirs d'une femme. Quoi qu'il en soit, Mme de Staël rompit avec le premier consul et engagea Benjamin Constant à prononcer au Tribunat un discours dont Bonaparte s'irrita. Il sut la complicité de Mme de Staël, et la fit avertir de mettre plus de modération dans ses paroles. Elle allait souvent à Coppet, en Suisse, vers son père. Ces voyages déplurent, et quand parut un dernier ouvrage de M. Necker, où le premier consul n'était pas jugé favorablement, Napoléon en prit prétexte pour exiler Mme de Staël à quarante lieues de Paris.

En 1802, elle avait publié son roman de *Delphine*, roman d'observation morale et de passion. On a voulu y voir l'histoire, la personnification de sa propre jeunesse, de ses années de pur sentiment et de tendresse. Au récit se mêlaient des opinions qui furent vivement attaquées et qui contrastaient avec celles du jour, avec celles de Chateaubriand. Il y eut dans les journaux des articles sévères; dans l'un on disait : « Delphine parle de l'amour comme une bacchante, de Dieu comme un quaker, de la mort comme un grenadier, et de la morale comme un sophiste. » La phrase est spirituelle, mais trop injuste. Mme de Staël sortait de la Révolution, elle s'inspirait de la philosophie; mais si elle en était encore à certaines idées de 92, elle n'allait pas aussi loin que son critique voulait bien le dire.

En 1804, elle fit son voyage en Italie. Sous ce soleil enchanteur, l'amour de la nature et des beaux-arts la saisit et lui inspira son meilleur livre, son chef-d'œuvre: *Corinne*. « Le fond du livre, dit M. Sainte-Beuve, nous montre cette lutte des puissances noblement ambi-

tieuses ou sentimentales et du bonheur domestique. Corinne a beau resplendir par instants comme la prêtresse d'Apollon ; elle a beau être dans les rapports habituels de la vie la plus simple des femmes, une femme gaie, mobile, ouverte à mille attraits, capable sans effort du plus gracieux abandon : malgré toutes ces ressources du dehors et de l'intérieur, elle n'échappera point à elle-même. Du moment qu'elle se sent saisie par la passion, par cette griffe de vautour sous laquelle le bonheur et l'indépendance succombent, j'aime son impuissance à se consoler, j'aime son sentiment plus fort que son génie. » Dans *Corinne*, Mme de Staël glorifie le talent. On songe parfois qu'elle se glorifie elle-même, et que c'est elle-même qu'elle couronne au capitole. Mais on ne saurait trop admirer le cadre dans lequel elle a placé l'action, les ruines de la vieille Rome ; on ne saurait trop louer les descriptions, les récits, et son style qui séduit et entraîne.

Le succès bruyant de *Corinne* indisposa Napoléon. Entendant toujours parler des propos que l'auteur se permettait sur son compte, il lui fit signifier, du fond de la Pologne, d'avoir à quitter la France. Mme de Staël n'eut plus même la consolation de voyager autour de Paris, la ville qui lui semblait le seul lieu où l'on pût vivre. « Oh ! le ruisseau de la rue du Bac ! » s'écriait-elle quand on lui montrait le beau lac de Genève. Elle se retira à Vienne. Cette même année, après la paix de Tilsitt, son fils profita du passage de Napoléon à Chambéry pour obtenir une audience et solliciter le rappel de sa mère. L'Empereur ne voulait point l'accorder.

Comme le jeune homme parlait de la peine que l'exil causait à sa mère : « Que voulez-vous que j'y fasse? dit Napoléon avec une dureté qui montrait la profondeur de la blessure, c'est sa faute ! Je ne prétends pas dire pour cela qu'elle soit une méchante femme.... Elle a de l'esprit, trop d'esprit peut-être : voilà ce qui fait qu'elle est insubordonnée. Elle a été élevée dans le chaos d'une monarchie qui s'écroulait et d'une révolution qui surgissait ; elle a fait de tout cela un amalgame dangereux, avec l'exaltation de sa tête, la manie qu'elle a d'écrire sur tout et à propos de rien, car elle a du talent, madame votre mère, elle pouvait se faire des prosélytes : j'ai dû y veiller. Et puis elle ne m'aime guère !... » Le jeune homme demanda ce qui avait pu indisposer à un tel point l'Empereur contre sa mère, et si ce n'était point l'*Histoire de la Révolution* de M. Necker à la rédaction de laquelle on l'accusait d'avoir pris part. « C'est la vérité, répondit Napoléon. Ce livre y est pour beaucoup. M. Necker était un idéologue, un radoteur. A son âge, se mêler de faire des réformes, vouloir renverser ma Constitution ! Les États seraient, ma foi, bien gouvernés avec des gens à système ; des faiseurs de théories qui jugent les hommes d'après les livres et le monde sur la carte ! Les économistes, mais jeune homme vous ne les connaissez pas. Ce sont des cerveaux creux qui rêvent des plans de finance et qui ne sauraient remplir les fonctions de percepteur dans un village. » Le jeune homme insistait sur le rappel de Mme de Staël : « Madame votre mère n'est-elle pas bien à plaindre ! A l'exception de Paris, elle a l'Europe pour se promener. Après tout je ne conçois pas qu'elle mette tant d'importance à venir à Paris, se placer ainsi à portée de *ma tyrannie*. Vous voyez, je tranche le mot. Ne peut-elle aller à Rome, à Berlin, à Pétersbourg, à Londres, par exemple ? Là, elle pourra tout à son aise faire des libelles contre moi ; mais Paris est le lieu de ma résidence, et je n'y veux souffrir que ceux qui m'aiment. Savez-vous ce qui arriverait, si je lui permettais de revenir dans ma capitale? Elle gâterait les gens de mon entourage comme elle a gâté mon Tribunat. D'ailleurs les femmes de doivent point écrire, elles doivent tricoter. » Le lendemain, revenant avec ses officiers sur cet entretien, il dit : « En définitive, je ne suis pas fâché de m'être expliqué catégoriquement sur le compte de Mme de Staël, parce qu'on n'y reviendra plus. Ces gens-là dénigrent tout ce que je fais, ils ne me comprennent pas. »

L'Empereur souffrit cependant que Mme de Staël séjournât en France, dans le département de Loir-et-Cher, jusqu'à la publication du livre *de l'Allemagne*. C'est ce livre célèbre qui le premier a révélé l'Allemagne, son caractère, sa littérature, sa poésie à la France ; et l'Allemagne était alors justement le théâtre d'une rénovation littéraire qui pénétrait le sentiment national jusque dans ses profondeurs. Ce livre a eu, avec les œuvres de Chateaubriand, la plus grande influence sur la littérature française, qui devait bientôt chercher à son tour à se dégager des souvenirs de l'antiquité classique pour se retremper aux sources de la nationalité même. Mais après avoir exalté l'Angleterre dans *Corinne*, Mme de Staël exaltait l'Allemagne dans son nouveau livre, et quelquefois aux dépens de la France. Napoléon était alors engagé dans une lutte gigantesque. Mme de Staël semblait prendre parti pour ses adversaires. Elle pouvait sans doute vanter un peu plus tard le caractère antique et le génie moderne de Wellington ; elle pouvait dire avec raison pour les Allemands, « que les individus doivent se résigner à leur destinée, jamais les nations ; » mais en disant que « si les Allemands étaient vaincus, leur infortune lui déchirerait le cœur, mais qu'on serait tenté de leur dire comme Mlle de Mancini à Louis XIV : *Vous êtes roi, sire, et vous pleurez !* — Vous êtes nation, et vous pleurez, » Mme de Staël montrait des sentiments d'émigrés que Napoléon pouvait haïr. On souffrit cependant de voir le colosse lutter avec une femme de génie qui courut l'Europe en criant à la persécution tout en ajoutant une gloire à son pays. Chateaubriand a porté sur cette femme célèbre un jugement qui n'est pas sans valeur, quoiqu'il soit aussi inspiré par un sentiment de rivalité auquel son âme n'était pas étrangère : « Nous nous plaisons, dit-il, à reconnaître dans Mme de Staël une femme d'un esprit rare ; malgré les défauts de sa manière, elle ajoutera un nom de plus à la liste des noms qui ne doivent point mourir. Pour rendre ses ouvrages plus parfaits, il lui eût suffi de lui ôter un talent. Moins brillante dans la conversation, elle eût au moins aimé le monde et elle eût ignoré les petites passions. Ses écrits n'auraient point été entachés de politique de parti qui rend cruel le caractère le plus généreux, faux le jugement le plus sain, aveugle l'esprit le plus clairvoyant ; de cette politique qui donne de l'aigreur aux sentiments et de l'amertume au style, qui dénature le talent, substitue l'irritation de l'amour-propre à la chaleur de l'âme et remplace les inspirations du génie par les boutades de l'humeur. »

Le siècle comptait enfin un autre écrivain immortel, dit M. Thiers, « immortel comme César : c'était

le souverain lui-même, grand écrivain parce qu'il était grand esprit, orateur inspiré dans ses proclamations, chantre de ses propres exploits dans ses bulletins, démonstrateur puissant dans une multitnde de notes émanées de lui, d'articles insérés au *Moniteur*, de lettres écrites à ses agents, qui sans doute paraîtront un jour et qui surprendront le monde autant que l'ont surpris ses actions. Coloré quand il peignait, clair, précis, véhément, impétueux quand il démontrait, il était toujours simple comme le comportait le rôle sérieux qu'il tenait de la Providence, mais quelquefois un peu déclamateur par un reste d'habitude, particulière à tous les enfants de la Révolution française. Singulière destinée de cet homme prodigieux, d'être le plus grand écrivain de son temps, tandis qu'il était le plus grand capitaine, le plus grand législateur, le plus grand administrateur! La nation lui ayant, dans un jour de fatigue, abandonné le soin de vouloir,



David.

d'ordonner, de penser pour tous, lui avait en quelque sorte, par le même privilége, concédé le don de parler, d'écrire mieux que tous. »

Le règne de Napoléon, de cet empereur membre de l'Institut, peut être regardé pour les sciences comme leur vrai siècle de Louis XIV. Nous ne reviendrons pas sur ce tableau que nous avons retracé de leur développement dans le chapitre de *la littérature au dix-huitième siècle*. C'étaient les mêmes hommes qui dominaient, mêlés à quelques noms nouveaux, les Laplace, les Lagrange, les Monge, les Haüy, Fourcroy, Berthollet, Georges Cuvier qui a reconstruit par la science le monde d'avant le déluge, Bichat, Geoffroy Saint-Hilaire, Gay-Lussac, Brongniart, enfin l'illustre chimiste Thénard. Les découvertes de ces savants allaient amener des prodiges dont nous sommes aujourd'hui les témoins et dont nous profitons pour notre bien-être. Napoléon traita mieux les savants que Louis XIV ne traita les poëtes. Monge l'abordait à toute heure. Presque tous furent sénateurs ou barons. Il leur accor-



Proudhon. — Gérard. — Gros. Girodet. — Guérin.

dait des gratifications comme à ses généraux. Un jour il apprit que Berthollet était embarrassé dans ses affaires. « J'ai toujours, lui écrivit-il, cent mille francs au service de mes amis. »

Les artistes se ressentirent aussi de sa libéralité. La peinture jeta alors un vif éclat avec David, Gros, Gérard, Girodet, Guérin, Prud'hon, dont nous admirons encore les toiles dans nos Musées.

David tira la peinture des fadeurs énervantes du dix-huitième siècle et ramena l'école française à l'étude féconde de l'antique, mais en laissant perdre à l'art de sa liberté. Il était déjà célèbre par son *Bélisaire*, ses *Horaces*, lorsque la révolution éclata. Il fut le peintre de ces grandes scènes en même temps qu'acteur passionné. Il siégea à la Convention, et participa même aux actes du Comité de la sûreté générale. Mais son talent le protégea contre toutes les inimitiés. Le *serment du jeu de Paume*, l'*assassinat de le Pelletier de Saint-Fargeau*, la *mort de Marat*, sont ses principales toiles de l'époque. Ce fut lui qui donna le dessin des fêtes républicaines et répandit dans le public le goût de l'antique. Enfermé après le 9 thermidor, il ne tarda pas à être mis en liberté, et, renonçant dès lors à tout rôle politique, ne bougea plus de son atelier. Il fut détourné de son travail solitaire par l'homme extraordinaire qui entraînait tout dans sa sphère d'activité, par Bonaparte. Celui-ci désira le connaître personnellement. L'entrevue eut lieu et il fut question de faire le portrait du général. David lui dit : « Je vous peindrai l'épée à la main sur le champ de bataille. » Bonaparte répondit : « Ce n'est plus avec l'épée qu'on gagne les batailles; je veux être peint calme sur un cheval fougueux. » Proclamé empereur, Napoléon nomma David son premier peintre. L'artiste fit pour lui les beaux tableaux du *Couronnement* et de la *Distribution des Aigles*. Napoléon venait souvent le visiter dans son atelier avec l'impératrice Joséphine.

Quoique Napoléon n'eût guère ni le temps, ni la patience de poser, même devant le plus grand peintre de l'époque, un jour David réussit à faire son portrait pour une commande du marquis de Douglas. Il ne put, toutefois, cacher l'existence de ce portrait, et fut forcé de l'apporter à l'Empereur. Napoléon était représenté quittant son cabinet de travail, le matin, après une nuit consacrée au travail. « Vous m'avez bien dessiné, mon cher David, dit l'Empereur; le jour je m'occupe du bonheur de mes sujets, et la nuit je travaille pour la gloire de la France; seulement, il me semble que vous m'avez fait les yeux trop fatigués; c'est une erreur, mon cher; travailler la nuit ne me fatigue pas; moi, au contraire, cela me repose. » Mais bientôt le maître parut même dans une question d'art : « Pour qui, dit-il, est ce portrait? — Pour le marquis de Douglas. — Comment, David, c'est pour un Anglais? — Sire, c'est pour un des plus grands admirateurs de Votre Majesté. — Cela se peut, mais je n'en crois rien. — Pour l'homme qui apprécie le mieux les artistes français, continua David. — Après moi, dit Napoléon. Je vous achète ce portrait. — Il est vendu. — Je rendrai l'argent. — Sire, Votre Majesté ne voudra pas me déshonorer. — Non, certes; mais ce que je ne veux pas, c'est que ceux qui se font gloire d'être les ennemis de la France puissent jamais se vanter de m'avoir possédé chez eux, même en peinture. » L'Empereur alors se livra à un violent accès de colère, et creva la toile. Le lendemain, il demanda pardon à l'artiste, qui restaura le tableau et le fit remettre à son acquéreur.

Napoléon était sensible à tout ce qui concernait l'honneur de la France. Il voulait réunir dans une galerie du Musée tous les tableaux de David; mais celui-ci lui démontra que cela était impossible : ses œuvres étaient dispersées entre les mains d'un trop grand nombre d'amateurs. M. Trudaine possédait le chef-d'œuvre du peintre, la *Mort de Socrate*. M. Trudaine, auquel l'Empereur fit offrir 300 000 francs, répondit qu'il ne céderait le tableau à aucun prix. L'Empereur déclara alors qu'il userait de son autorité; mais sur les représentations de David, il y renonça. « C'est vrai, mon ami, lui dit-il, j'ai tort; j'allais recommencer la scène de l'autre jour. Que voulez-vous, je suis jaloux de la gloire des artistes français; je voudrais que moi et mon Musée nous pussions seuls posséder vos chefs-d'œuvre. Au surplus, je vous sais gré de m'avoir rappelé que je dois savoir mieux que personne respecter la propriété. » Le lendemain, David reçut le brevet de commandeur de la Légion d'honneur et le titre de baron de l'Empire. David mourut dans l'exil, en Belgique, frappé par la Restauration, qui oublia son génie pour ne voir en lui que l'ancien membre du comité de salut public et le fidèle ami de Napoléon.

Les élèves de David, comme il arrive toujours, exagérèrent les défauts du maître et peignirent comme ils auraient sculpté. Ils donnèrent à leurs figures, à leurs draperies la roideur du costume militaire. Mais quelques-uns commencèrent à réagir contre cette peinture académique et froide, en unissant le culte de la nature à celui des règles de l'art. A leur tête se distingua Antoine Gros, né à Paris en 1771. Il avait puisé dans sa famille le goût de la peinture et, tout jeune, se fit remarquer par son talent. Il entra dans l'atelier de David, en 1785, à l'âge de quatorze ans. Pendant la Terreur il n'approuva pas la conduite de son maître et le quitta pour visiter l'Italie. A Gênes, il rencontra un prix de Rome, Girodet, et se lia avec lui d'une amitié qui dura toute leur vie. A Milan, Gros fut présenté à Bonaparte qui lui commanda son portrait en pied dans l'attitude qu'il avait au pont d'Arcole, un drapeau à la main. Gros rentra en France en 1801, et son protecteur ne l'oublia pas. Un atelier lui fut accordé par le gouvernement dans une maison du boulevard des Capucines. Puis on lui en donna un plus vaste dans le célèbre jeu de paume de Versailles. C'est là qu'il fit son beau tableau des *Pestiférés de Jaffa*, couronné à l'exposition de 1806. Gros venait de mesurer l'étendue de ses forces, il marcha dès lors avec confiance et avec un succès incontesté dans la belle carrière où les applaudissements du public et les encouragements de l'Empereur le suivirent toujours. La *Bataille d'Aboukir*, celle *des Pyramides*, le *Champ de bataille d'Eylau*, le *Soulèvement de Madrid*, *François et Charles-Quint*, sont ses plus belles toiles.

Un autre élève de David fut le célèbre Gérard, l'un de nos plus grands portraitistes. Né à Rome en 1770, il entra dans l'atelier de David en 1786. Son maître le prit en affection et, pour le dérober au service militaire en 1792, le fit inscrire au nombre des jurés du tribunal révolutionnaire. Pour remplir le moins souvent possible ces cruelles fonctions, Gérard feignit des maladies et marcha longtemps avec des béquilles. En 1795, l'artiste dut vivre avec le produit des dessins

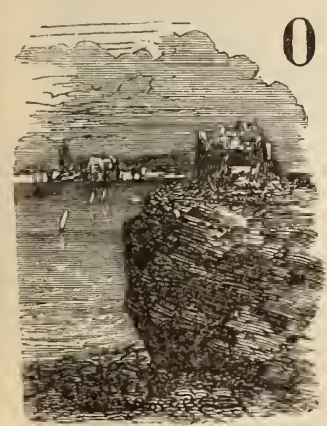
qu'il composait pour illustrer Racine et Virgile. Jusqu'en 1806, il exécuta un grand nombre de portraits parmi lesquels ceux de Murat, de la princesse Caroline, de Mme Lœtitia Bonaparte, de Napoléon en costume impérial, de Louis Bonaparte, roi de Hollande. L'Empereur lui commanda ensuite la *Bataille d'Austerlitz* et tout le reste de la décoration de la salle du Conseil d'État aux Tuileries : la bataille seule avait trente pieds sur seize et demi. Napoléon fut si satisfait de l'exactitude et de la beauté du tableau de cette célèbre bataille, qu'il envoya au salon ses officiers en leur disant : « Allez voir comme nous étions, c'est parfait. »

Si Napoléon n'eut pas de grands poëtes pour chanter sa gloire, il eut du moins de grands peintres pour retracer sur des toiles immortelles ses immortelles victoires. La peinture, grâce à lui, ne manqua pas de sujets, et force fut bien de renoncer aux roses de Boucher. Il ne s'agissait plus de représenter des fleurs et des bergères précieuses. La guerre et quelle guerre ! telle qu'on ne la fit jamais, des fêtes splendides, un soldat couronné par le pape et vainqueur de l'Europe, il y avait là de quoi inspirer des âmes d'artiste. C'est la peinture qui s'est chargée de transmettre à la postérité l'époque impériale.

CHAPITRE LXXVIII.

COMPLET DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME DE NAPOLÉON.

§ 1. ROYAUMES FEUDATAIRES ; BOMBARDEMENT DE COPENHAGUE PAR LES ANGLAIS ; CONQUÊTE DU PORTUGAL.



On a vu déjà que l'Empereur avait voulu se créer des appuis en entourant l'Empire de royaumes feudataires. Le royaume de Naples, entre les mains de Joseph, et celui d'Italie, qui avait pour vice-roi Eugène Beauharnais, couvraient la France au sud-est ; la Confédération helvétique, dont Napoléon était médiateur ; la Confédération du Rhin, dont il était protecteur, la couvraient à l'est ; le royaume de Hollande, entre les mains de Louis Bonaparte, en défendait les approches, au nord-est. De ce côté, Napoléon venait de créer encore, pour son quatrième frère Jérôme, le royaume de Westphalie. Il avait rompu le mariage contracté par ce jeune frère en Amérique avec Mlle Patterson sans le consentement de sa famille, et lui avait fait épouser la princesse Catherine de Wurtemberg, qui se montra le modèle des reines et des épouses. Le temps n'avait pas donné à ces établissements nouveaux la force qu'il assure aux institutions humaines qui vont dans le sens du siècle, ni scellé l'alliance de ces rois parvenus avec leurs peuples ; mais nul ne dispose du temps ; il fallait attendre que ces jeunes dynasties, si elles le pouvaient, poussassent des racines dans le sol nouveau qui les portait. Ainsi tout le long des frontières orientales de son empire des précautions étaient prises ; mais, au sud, Napoléon n'avait rien sur quoi il pût compter. Une branche dégénérée de

la maison de Bourbon régnait à Madrid sous la direction d'un favori, Godoï, prince de la Paix. Avant Iéna, il armait contre nous; la monarchie prussienne brisée, il déclara ces préparatifs faits pour la France. Napoléon ne se trompa point sur ses intentions réelles, et revint de Tilsitt avec la pensée d'enchaîner, d'une manière ou d'une autre, la péninsule à sa politique. C'était, pour lui, compléter son immense système, substituer les Bonapartes aux Bourbons, fermer le continent aux Anglais, vaincre la mer par la terre.

L'Angleterre semblait prendre à tâche, en effet, d'exaspérer Napoléon et de pousser son système à l'extrême. Le royaume de Danemark s'était toujours tenu dans une stricte neutralité. S'il prenait des précau-



Bombardement de Copenhague (2 septembre 1807). (Page 317, col. 1.)

ions, c'était contre la France; si sa diplomatie était pleine de ménagements, c'était pour l'Angleterre. Dès la signature de la paix de Tilsitt, le cabinet anglais avait résolu de s'emparer de la flotte danoise, et par là, de se rendre maître des mers du Nord. Au mois de juillet 1807, l'amiral anglais Gambier partit des côtes d'Angleterre avec 25 vaisseaux de ligne, 40 frégates, 377 bâtiments de transport pour 20 000 hommes, entoura subitement en août l'île de Seeland pour empêcher le retour de l'armée de terre, qui était dans le Juthland à observer les Français, jeta l'ancre devant Copenhague et somma le roi de livrer le port et la flotte danoise, pour qu'il restât maître du Sund. Les moyens de défense de Copenhague étaient faibles;

8000 hommes à peine, les bourgeois et les étudiants. Le roi de Danemark résolut cependant de résister à cette insolente sommation, coula de vieux vaisseaux en avant du port, abrita les bassins de la flotte, éleva sur terre des fortifications, laissa la ville sous le commandement d'un général dévoué et s'occupa de chercher des troupes. Mais, le 16 août, l'amiral anglais débarqua au nord et au sud de Copenhague, investit la ville, dressa ses batteries et força l'entrée du port pour être en vue de la ville. Les Anglais ne se souciaient point de prendre Copenhague ; mais le 2 septembre, l'investissement étant complet, un feu épouvantable commença contre le port et contre une ville de 100 000 habitants, et continua jusqu'au 5 au matin. Deux mille hommes avaient péri ; la moitié de la ville était en feu, le général capitula, et, au milieu du désespoir de la population, livra la flotte.



Junot.

Napoléon, après avoir profité de l'horreur que produisit en Europe cet acte de barbarie, pour offrir la Finlande au tsar Alexandre et faire accéder la Prusse, le Danemark et l'Autriche au blocus, résolut de chasser les Anglais du Portugal, et offrit à la cour de Madrid de partager avec elle ce royaume, depuis longtemps, comme on sait, vassal de l'Angleterre, et où Lisbonne et Oporto étaient de vrais comptoirs anglais. Sur un refus de la cour de Portugal d'entrer dans la ligue contre l'Angleterre, Napoléon ordonna à Junot d'entrer, avec une armée déjà rassemblée dans les Pyrénées, en Portugal. L'Empereur ne voulait qu'enlever le Portugal aux Anglais. Il savait que la dynastie voulait abandonner la partie et se retirer au Brésil, dans l'Amérique du Sud. La mission de Junot n'était pas aisée. Ses instructions étaient de surprendre la capitale pour s'emparer non de la famille royale, dont on se souciait peu, mais de la flotte et des immenses richesses des négociants an-

Embarquement de la famille royale de Portugal (27 novembre 1807). (Page 318, col. 1.)

glais. L'Empereur, pour cette difficile mission, n'avait donné à son aide de camp que des recrues. Sa vieille armée occupait la Prusse et les bords du Rhin. Junot, habitué à obéir aveuglément aux ordres de son souverain, sacrifia tout à la célérité. Jusqu'à Salamanque tout alla bien. Mais il fallut traverser, pour se rendre à Alcantara, la chaîne de montagnes qui sépare la vallée du Douro et celle du Tage, c'est-à-dire faire cinquante lieues dans un pays pauvre, boisé, habité seulement par quelques pâtres. Le mauvais temps vint encore accroître les difficultés : des pluies abondantes changèrent tous les ruisseaux en torrents. On était en novembre, le froid s'ajoutait à la faim qui tourmentait nos soldats. Cette armée toute jeune fut bien vite démoralisée : elle sortait de France, et il lui paraissait bien dur de n'avoir souvent que des glands pour nourriture. De plus, les assassinats se multipliaient d'une manière effrayante. Les soldats égarés étaient massacrés par les habitants. Il devint bientôt impossible de contenir les soldats qui, exaspérés, n'écoutèrent plus la voix de leurs chefs et se débandèrent. Ce fut ainsi qu'on arriva à Abrantès. La réputation des armées françaises fit recevoir cependant les soldats, exténués de faim et de fatigue, dans la ville. Junot forma une colonne d'élite de 4000 hommes pour continuer sa marche sur Lisbonne.

Cette marche si rapide jeta la terreur dans la capitale. Le 27 novembre, malgré une pluie battante, la famille royale avec toutes les personnes qui tenaient à la cour s'embarquèrent dans la plus grande confusion. On entassa dans les vaisseaux tout ce que l'on put emporter : le mobilier, les caisses publiques. La population regardait ces préparatifs avec tristesse, indignée surtout de se voir abandonnée par son roi qui aurait au moins dû essayer de se défendre. Junot n'était plus qu'à une journée de marche lorsque la flotte portugaise partit, escortée par une escadre anglaise, emmenant la famille royale au Brésil. Junot avait manqué sa proie. Ce n'était point sa faute, et son ardeur avait bravé tous les obstacles. De ses quatre mille hommes d'élite quinze cents à peine avaient pu le suivre, et c'est à la tête de ces quinze cents grenadiers qu'il entra dans la populeuse ville de Lisbonne, tant la renommée de nos victoires protégeait l'armée française contre ses excès d'audace ! Peu à peu, Junot rallia ses vingt-deux mille hommes, et le Portugal, occupé tout entier, fut fermé aux Anglais. Du fond de la Baltique jusqu'au détroit de Gibraltar, tous les ports du continent furent fermés aux Anglais. En même temps, au Texel, à Brest, à Lorient, à Rochefort, à Cadix, à Toulon, d'immenses armements se préparèrent : la flottille de Boulogne fut réorganisée, et une nouvelle menace fut suspendue sur la tête de l'Angleterre. Cette fois le continent tout entier marchait avec la France. L'Angleterre ne pouvait tenir longtemps. Elle fut sauvée par deux fautes de Napoléon : son intervention en Espagne, et en même temps sa rupture avec le pape.

C'est sur la question du blocus continental que les démêlés avec Pie VII commencèrent. Le pape voulait rester neutre; mais, comme prince temporel, il ne pouvait se soustraire aux mesures imposées à tous les États du continent. Il le voulut pourtant; de plus, il refusait de reconnaître Joseph comme roi de Naples, en vertu des anciens droits du Saint-Siége sur ce royaume, et il contrariait sans cesse la politique de la France en Italie. Napoléon ne s'était point attendu à cette résistance; fatigué d'une guerre de notes, menacé d'une excommunication, Napoléon enfin parla ferme : « Votre Sainteté, dit-il au pape, est souveraine de Rome, mais j'en suis l'Empereur. — Le souverain pontife, reprit le pape, n'a jamais reconnu et ne reconnaît point de puissance supérieure à la sienne. Aucun empereur n'a de droit sur Rome, l'empereur de Rome n'existe pas. » Napoléon, le 2 avril, par un décret, réunit au royaume d'Italie les provinces d'Ancône, d'Urbin et de Camerino, et fit occuper Rome. Mais cette capitale, qu'il était si aisé de prendre, ne pouvait être gardée qu'au prix des plus grands embarras; et ce vieillard qui n'avait ni un soldat, ni un canon, était plus difficile à vaincre que les troupes innombrables de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. L'épée du conquérant devait s'ébrécher contre ce pouvoir insaisissable, qui ne commandait point aux armées, mais aux consciences. Il se trouva affaibli par ces mesures mêmes, car une redoutable opposition se forma dès lors contre lui au sein du clergé et des catholiques français. On oublia les grands services qu'il avait rendus à l'Église, les autels relevés, le culte restauré et la France ramenée par lui dans l'unité catholique; on ne vit plus dans l'auteur du concordat que le persécuteur du souverain pontife.

§ 2. DÉCADENCE DES BOURBONS D'ESPAGNE; SCÈNES D'ARANJUEZ ET DE BAYONNE.



L'INTERVENTION de l'Empereur en Espagne eut des suites bien plus graves. La cour de Madrid était profondément divisée. Emmanuel Godoï, prince de la Paix, ancien garde du corps, dominait le roi qu'il trompait et la reine avec laquelle il vivait sans même renoncer à de vulgaires amours. Mais il était odieux au prince des Asturies, Ferdinand, et à la nation tout entière. De là, deux partis qui divisaient la cour et le pays, au grand détriment de l'Espagne. Godoï avait pensé à se relever de ce mépris, avant Iéna, par une attaque contre le midi de la France combinée avec une armée anglo-portugaise; après, en sollicitant bassement la faveur de Napoléon. Une maladie du roi Charles IV décida la reine et Godoï à chercher les moyens de priver du trône l'héritier présomptif, qui se défendit contre cette intrigue en implorant, lui aussi, l'appui de Napoléon. Mais, à ces prières adressées au puissant maître de l'Occident, il ajouta un complot contre le favori. On transforma ce complot en conspiration contre le roi et la reine. Ses papiers furent saisis; on l'arrêta, et un procès criminel fut commencé contre lui et contre ses amis. Telle était la famille qui régnait sur l'Espagne, et qui laissait ce beau pays dans la plus honteuse torpeur.

L'Espagne était retombée dans l'état déplorable où elle se trouvait après la mort de Charles II, quand Louis XIV entreprit de la relever. Plus de finances et point d'armée; plus d'industrie et plus de commerce. Les colonies, prêtes à se révolter, ne recevaient de la

métropole ni ordres, ni soldats. Les arsenaux tombaient en ruine; les ports s'ensablaient. Le gouvernement, qui possédait les mines du Pérou et du Mexique, avait contracté d'onéreux emprunts. Ajoutons à cela que l'ancien régime, avec tous ses abus, pesait encore sur la malheureuse Espagne. Quel contraste avec la France! « Aussi, dit le général Foy, la gloire de Napoléon avait réconcilié les Espagnols avec les Français. Dans les posadas de Castille, on entendait souhaiter des victoires aux invincibles armées françaises, à leur chef illustre. On pleurait sur l'Espagne humiliée, appauvrie; on la comparait à la France. Le roi, la reine, le favori se dépopularisaient chaque jour davantage. On sentait qu'un grand changement était imminent, nécessaire.... Ainsi, par une inspiration unanime dans son principe, quoique variée dans ses motifs, l'Espagne, presque entière, tendait ses mains suppliantes vers le grand homme, le prince du siècle. Roi et sujets, grands et petits, oppresseurs et opprimés, tous eussent remis l'arbitrage de leurs différends à la décision de l'oracle; tous le conjuraient de rendre la vie et la jeunesse à cette vieille monarchie.

« Quand Napoléon n'aurait pas eu par instinct et par ambition, dit-il, le sentiment des maux que l'Espagne pouvait lui faire un jour, l'équipée du prince de la Paix était propre à lui démontrer l'évidence de cette vérité politique : L'Espagne presse la France à l'opposé de toutes les autres pressions. L'Espagne, entourée par la mer et n'ayant de contact qu'avec un État faible, n'est pas menacée par des agressions latérales, et, si elle est ennemie de la France, elle peut se précipiter avec toute sa puissance vers sa frontière du nord. Napoléon savait que, derrière les Pyrénées, un peuple généreux avait conservé de l'énergie et n'avait pu être dégradé par la longue oppression d'un gouvernement sans gloire au dehors et despotique au dedans. Un homme pouvait se trouver qui régénérerait l'Espagne. Il n'était pas dit que l'Espagne serait toujours gouvernée par un roi faible, par une reine impudique, par un favori méprisé. Pendant que les aigles de la France volaient aux rives du Danube, ou s'élançaient sur la Vistule, un autre ennemi restait à ses portes vers le midi. On n'est fort nulle part quand on est vulnérable si profondément et si sérieusement sur un seul point. » La soumission absolue avec une garantie stable de l'Espagne n'était donc que la conséquence naturelle et nécessaire de l'extension de la France au delà des Alpes et du Rhin, ses limites naturelles. Et même quand la France n'aurait pas dépassé ses limites naturelles, il lui importait beaucoup d'avoir l'Espagne pour alliée. Louis XIV, afin d'obtenir ce grand résultat, n'avait reculé devant aucun sacrifice. Napoléon crut même n'avoir pas de sacrifice à faire tant les événements semblaient prendre plaisir à lui amener ce royaume sans combats.

L'arrestation du prince des Asturies par Godoï avait soulevé l'opinion publique en Espagne. Godoï, effrayé, s'était décidé à le relâcher et à lui faire accorder son pardon, moyennant une soumission déshonorante. Mais les choses n'en avaient pas été mieux, et Charles IV avait révélé à Napoléon tout ce qui se passait dans sa famille, tandis que le prince des Asturies avait proposé à l'Empereur de s'allier à sa famille par un mariage. Napoléon, sentant bien qu'il n'y avait rien à faire avec de tels princes, et qu'une alliance sincère même au prix d'un mariage était impossible, eût voulu les amener à fuir en Amérique, comme la maison de Bragance venait de fuir au Brésil; et, à cet effet, pour les épouvanter d'abord, il accumulait sous différents prétextes de grandes forces derrière les Pyrénées. Un soulèvement qui éclata à Aranjuez fit avorter ce plan si bien conçu, qui consistait à jeter l'Espagne abandonnée dans les bras de Napoléon.

La cour voulait partir, effrayée par les masses de troupes françaises qui se dirigeaient vers la capitale. Murat, en effet, avait reçu l'ordre d'entrer en Espagne, et déjà s'emparait de Barcelone et de Pampelune. Tout était prêt pour partir au château d'Aranjuez. La nouvelle parvint à Madrid le matin même du jour fixé, le 16 mars, et indigna tout le monde. Godoï, disait-on, pour se sauver, enlevait la famille royale. Les partisans du prince des Asturies crièrent qu'il fallait le délivrer. Des bandes armées se dirigèrent sur Aranjuez et se joignirent à la population du bourg particulièrement intéressée à ce que la cour ne s'éloignât pas. Cette foule se pressait devant les grilles du palais, résolue à empêcher toute tentative de départ. Derrière les grilles se tenaient les gardes du corps, mais leur attitude annonçait qu'ils étaient plus disposés à faire cause commune avec le peuple qu'à protéger la fuite de la cour et surtout celle du favori. La haine entre eux était ancienne. Depuis sa fortune, Godoï n'avait jamais paru songer qu'il fût sorti de leurs rangs, et par son orgueil les avait profondément irrités.



Le roi se montra alors et déclara qu'il n'avait jamais eu l'intention de s'éloigner de ses fidèles sujets. D'immenses acclamations lui répondirent, et la foule se dispersa. Mais cette émeute, en effrayant la cour, l'avait fortifiée dans ses projets de fuite: on reprit les préparatifs. La multitude furieuse cerna le château, et voulut d'abord assouvir sa vengeance sur le favori qui la trompait et qui seul était la cause de tous les maux. Elle se précipita sur la maison du prince de la Paix, voisine du château, culbuta les gardes, brisa les meubles, et chercha partout sa victime sans pouvoir la trouver. Godoï était pourtant resté dans son palais. Sa frayeur, au moment de l'attaque, ne lui avait pas permis de calculer les chances de fuite. Éperdu, il était allé se réfugier dans les combles du château, et s'était caché sous des objets de rebut, enveloppé dans une natte de jonc. Il resta trente-huit heures dans cette situation, sans boire ni manger. Mais ses forces étaient épuisées, et il fallait sortir. Vaincu par la soif et n'entendant plus de bruit, il se décide à quitter sa retraite. Il descend les escaliers sans rencontrer personne. Après avoir fait quelques pas dans la cour il se trouve en présence d'un garde à qui il offre de l'or, le suppliant de lui procurer un peu d'eau et un morceau de pain. Frappé de son air égaré, le garde le reconnaît. On accourt. Les gardes prennent la résolution de l'emmener à leur caserne. Mais le bruit s'est bien vite répandu

que Godoï est retrouvé, la populace se précipite dans la maison. On n'avait pas eu le temps de monter à cheval que déjà la route n'était plus libre; alors commença une lutte terrible. Cette petite troupe était obligée de faire face à la fois sur tous les points pour protéger la vie de celui qu'elle avait entrepris de sauver. Godoï était à pied au milieu; on n'avait pas voulu qu'il montât à cheval pour le mieux garantir du danger. Il s'était attaché à la selle d'un cavalier et s'y retenait convulsivement, menacé à chaque instant de perdre l'équilibre et d'être écrasé sous les chevaux qui se cabraient et lui meurtrissaient les pieds dans leurs brusques mouvements. Le peuple, furieux de le voir si près sans pouvoir le saisir, cherchait à l'atteindre entre les jambes des chevaux avec des pieux, des fourches. Ce supplice dura deux heures. Enfin on arriva; Godoï, frappé de plusieurs coups que n'avaient pu détourner ses défenseurs, ne se soutenait plus, son sang s'échappait d'une large blessure qu'il avait reçue à la cuisse; un autre coup avait pénétré jusqu'à l'œil, enlevé presque entièrement de son orbite. A peine rentrés dans leur quartier, les gardes du corps ferment les portes et se rangent en bataille derrière, attendant un nouvel assaut. Quant à Godoï, il est déposé haletant sur un tas de fumier, dans une écurie, au milieu de la cour : la fortune, après vingt ans, le rejetait plus bas qu'elle ne l'avait trouvé. Le peuple rugissait toujours au dehors. Il fallut que le prince des Asturies vînt calmer la foule en lui persuadant qu'elle devait laisser à la justice le soin de punir Godoï, et qu'on allait commencer le



Ferdinand VII et le prince de la Paix (19 mars 1808). (Page 320, col. 1.)

procès du favori. Le prince entre alors dans la caserne; on le conduit près de son ennemi, couché sur la paille, et il lui dit : « Je te pardonne la vie. — Es-tu déjà roi? répond Godoï. — Non, mais je vais bientôt l'être. »

Il disait vrai. Le roi et la reine, épouvantés d'une émeute qui leur semblait présager une révolution comme la révolution française, pleins des souvenirs terribles des journées qui avaient renversé le trône de Louis XVI, se résolurent à abdiquer en faveur de leur fils, qu'ils croyaient d'ailleurs d'intelligence avec le peuple. Charles IV abdiqua donc en faveur de Ferdinand VII. Mais Murat n'était plus avec son armée qu'à une journée de marche de Madrid. Il avait traversé toute l'Espagne, presque sans coup férir, à la tête d'une armée de recrues; le peuple espagnol recevait les Français avec confiance, s'imaginant qu'ils venaient finir seulement un règne détesté. Murat se hâta, à la tête de deux divisions, et entra dans Madrid. Il allait devant, ne sachant guère les desseins de l'Empereur. Provisoirement, il refusa de reconnaître la révolution d'Aranjuez, et prit sous sa protection le prince de la Paix qu'on voulait toujours massacrer. Il disait qu'on devait attendre sur tous ces événements la décision de Napoléon; et, en même temps, il écrivait à l'Empereur que rien n'était plus facile que de mettre la main sur la couronne d'Espagne. L'Empereur lui répondit :

« Monsieur le grand-duc de Berg, je crains que vous ne me trompiez et que vous ne vous trompiez vous-même sur la situation de l'Espagne. L'affaire du 19 mars a singulièrement compliqué les événements;

je reste dans une grande perplexité. Ne croyez pas que vous attaquiez une nation désarmée, et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf; il a tout le courage et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez les hommes que n'ont point usés les passions politiques.

« L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne. S'ils craignent pour leurs priviléges et pour leur existence, ils feront comme nous des levées en masse qui pourront éterniser la guerre. J'ai des partisans ; si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus.

« Le prince de la Paix est détesté, parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à la France ; voilà le grief qui a servi l'usurpation de Ferdinand : le parti populaire est le plus faible

« Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une nation. Cela n'empêchera pas que, pour nous l'opposer, on n'en fasse un héros. Je ne veux pas qu'on use de violence envers les personnes de cette famille ; il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines.

« Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables ; il en est d'autres que vous sentirez. L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier nos embarras : elle expédie journellement des avisos aux forces qu'elle tient, sur les côtes du Portugal, dans la Méditerranée ; elle fait des enrôlements de Siciliens et de Portugais.



Insurrection générale du peuple de Madrid dans la journée du 2 mai 1808. (Page 322. col. 1.)

« La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour aller s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état de ce pays ; c'est peut-être le pays de l'Europe qui y est le moins préparé. Les gens qui voient les vices monstrueux de ce gouvernement, et l'anarchie qui a pris la place de l'autorité légale sont le plus petit nombre ; le plus grand nombre profite de ces vices et de cette anarchie.

« Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé que, si la France doit intervenir dans les affaires d'Espagne, leurs priviléges et leurs immunités seront respectés. Vous leur direz que l'Empereur désire le perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne pour la mettre en rapport avec l'état de civilisation de l'Europe, pour la soustraire au règne des favoris. Vous direz aux magistrats et aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne a besoin de récréer la machine de son gouvernement ; qu'il lui faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpateurs de la féodalité, des institutions qui raniment l'industrie, l'agriculture et les arts. Vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la France malgré les guerres où elle s'est trouvée engagée ; la splendeur de la religion, qui doit son rétablissement au concordat que j'ai signé avec le pape. Vous leur démontrerez les avantages qu'ils peuvent tirer d'une régénération politique : l'ordre et la paix dans l'intérieur, la considération et la puissance à l'extérieur. Tel doit être l'esprit de vos discours et de vos écrits. »

L'Empereur n'était donc pas encore fixé sur la réso-

lution à prendre à l'égard de l'Espagne. Il ne pouvait plus ne pas intervenir, mais il lui répugnait d'employer la violence. S'il eût prévu la guerre acharnée qui lui serait faite, certes il aurait reculé. Charles IV avait protesté contre l'abdication qui lui avait été, disait-il, arrachée par la force. Napoléon et Murat comprirent tous deux en même temps ce qui s'offrait naturellement à l'esprit de tout politique, qu'on pouvait se servir de la protestation pour ne reconnaître ni Ferdinand VII, peu ami de la France malgré son dévouement apparent, ni Charles IV, incapable de tenir le sceptre. Napoléon pouvait s'ériger en arbitre et les condamner tous deux. Les divisions de cette famille avilie suggéraient d'ailleurs cette conduite et l'amenaient entre les mains du maître de l'Europe, qui comptait se faire pardonner cette spoliation par la régénération de l'Espagne. On fit donc conseiller à Ferdinand VII de courir au-devant de Napoléon pour lui demander la reconnaissance de son titre. Pour ses vieux parents, on n'eut pas besoin de ruse : leur irritation contre leur fils les poussa aussitôt sur Bayonne dès qu'ils surent que Ferdinand s'y rendait pour faire terminer le litige en sa faveur. Charles IV et la reine ne tenaient plus à régner, mais ils voulaient que leur fils fût puni. Cette famille donna devant un Bonaparte un triste spectacle.

Napoléon avait préparé une réception digne à la famille royale d'Espagne dans la province de Bayonne. Il reçut le vieux Charles IV, qui pleura dans ses bras. Un baise-main eut lieu au palais de Bayonne. Ferdinand, abattu par le refus de le reconnaître que lui avait signifié l'Empereur, se croyant perdu et voulant rester au moins prince héréditaire, s'humilia devant Charles IV et la reine, que naguère il avait bravés. Il voulut obtenir son pardon, mais comme il s'attachait aux pas de son père, celui-ci lui cria : « Arrêtez, malheureux ! n'avez-vous pas assez outragé mes cheveux blancs? » La reine désignait son fils à la colère de l'Empereur, et voulait qu'il fût puni de tout ce qu'il lui avait fait souffrir à elle et à Godoï. L'Empereur s'occupait de traiter avec le vieux Charles IV de son abdication, lorsque arriva la nouvelle d'une émeute qui avait éclaté à Madrid, et que nos soldats avaient dû cruellement réprimer. Murat avait plu d'abord à la population espagnole. Cependant, le sentiment national commençait à se réveiller en voyant l'étranger au sein du pays. L'Espagne était profondément catholique, et en voyant au milieu d'elle ceux qu'on lui avait toujours présentés comme des athées, elle s'indignait. Les grands, le clergé ne pouvaient se dissimuler qu'avec les Français c'était la révolution qui arrivait. Enfin, le peuple comptait les Français, et ils étaient peu nombreux. En voyant partir de Madrid le dernier infant, ce peuple s'indigna, se rassembla sur les places, armé de fusils et de couteaux, et bientôt commença à tomber sur les Français isolés. Murat fit entrer par toutes les portes les troupes qu'il avait aux environs de Madrid et les fit converger vers la *Puerta del sol*. Là, les mamelouks, armés de leurs sabres recourbés, firent voler quelques têtes; la ville fut pacifiée en deux heures. Mais on put connaître là les sentiments de la population. Napoléon, irrité de ce que le sang français eût coulé, parut terrible au roi et à la reine, qui firent tout pour l'apaiser et accablèrent de reproches leur fils perfide, auteur, disaient-ils, de cette conspiration. Ferdinand ne répondit rien : si ce n'était pas lui qui avait préparé l'émeute, c'étaient ses ami et en son nom. Sa mère s'écria avec fureur : « Te voilà bien tel que tu as toujours été ! Lorsque ton père et moi nous voulions t'adresser quelque exhortation dans ton intérêt même, tu te taisais, ne répondant à nos conseils que par le silence et la haine!... Mais réponds donc à ton père, à ta mère, à notre ami, à notre protecteur, le grand Napoléon ! » En sortant de cette entrevue, l'Empereur ne put s'empêcher de dire : « Quelle mère ! quel fils ! Le prince de la Paix est certainement très-médiocre; eh bien, il était encore le personnage le moins incapable de cette cour dégénérée. » Il leur avait proposé la seule idée raisonnable, idée qui aurait pu amener de grands résultats si elle avait été exécutée avec courage et résolution : c'était d'aller fonder un empire espagnol en Amérique, d'aller y sauver cette dynastie et la plus belle partie du patrimoine de Charles-Quint. Mais ils ne pouvaient rien faire de noble et d'élevé : les vieux parents par inertie, le fils par trahison, avaient ruiné ce dessein, et se dénonçaient l'un l'autre à la puissance dont ils dépendaient.

L'Empereur voulut en finir avec toutes ses scènes : Ferdinand dut renoncer à son titre de roi. Charles IV, de son côté, « reconnaissant l'impossibilité où il était lui et sa famille d'assurer le repos de l'Espagne, c'était la couronne, dont il se déclarait seul possesseur légitime, à Napoléon, pour en disposer comme il lui conviendrait. » L'Empereur lui donnait le château de Compiègne avec une liste civile de trente millions. Le prince des Asturies adhéra au traité, et accepta de son côté des palais, des fermes, quatre cent mille francs de revenu. On le conduisit au château de Valençay, qui appartenait à M. de Talleyrand. Il avait envoyé à ses amis l'ordre de soulever l'Espagne. Se voyant désormais entre les mains de Napoléon, il se résigna et dépêcha un messager avec un contre-ordre. Chose étrange ! cette chute des Bourbons n'eut alors aucun retentissement, et à Paris on s'occupa bien plus de l'exil de Mme de Chevreuse.

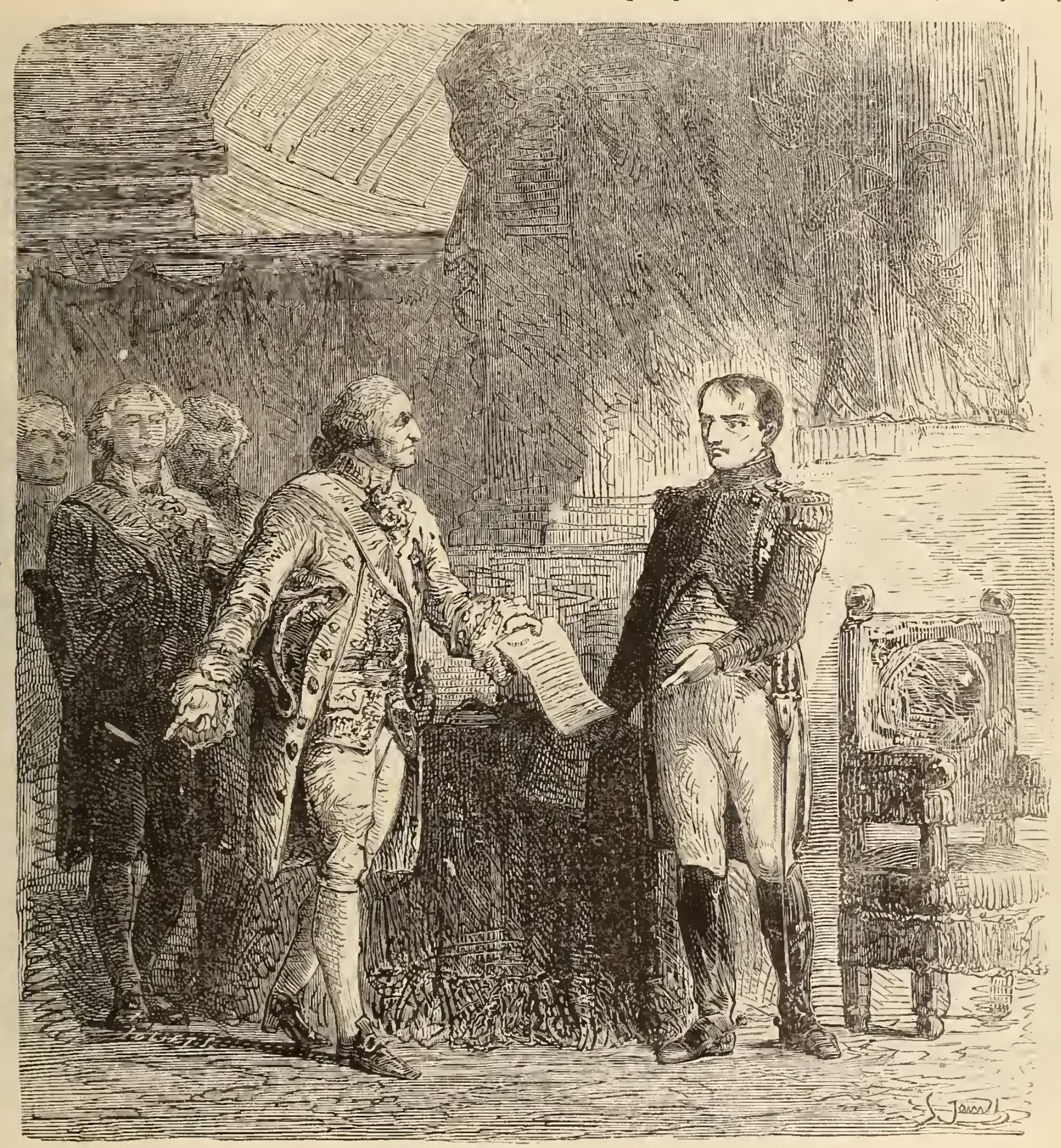
Maître de la couronne d'Espagne, Napoléon se hâta de la donner. Murat l'avait espérée, et il aurait peut-être conquis les Espagnols par sa bonne mine. Mais Napoléon n'avait confiance qu'en ses frères. Il se défiait de la légèreté de Murat et de l'ambition de sa femme, quoiqu'elle fût sa propre sœur. Joseph, l'aîné de ses frères, était déjà roi de Naples. Il crut devoir lui donner le royaume le plus grand dont il eût pu encore disposer. Il écrivit donc à son frère Joseph « C'est à vous que je destine cette nouvelle couronne. Le royaume de Naples n'est pas ce qu'est l'Espagne ; c'est onze millions d'habitants, plus de cent cinquante millions de revenus et la possession de toutes les Amériques. C'est d'ailleurs une couronne qui vous place à Madrid, à trois journées de la France, et qui couvre entièrement une de ses frontières. A Madrid, vous êtes en France; Naples est le bout du monde. Je désire donc qu'immédiatement après avoir reçu cette lettre, vous laissiez la régence à qui vous voudrez, le commandement des troupes au maréchal Jourdan, et que vous partiez pour vous rendre à Bayonne par le plus court chemin de Turin, du mont Cenis et de Lyon. » En même temps Napoléon offrit la couronne de Naples au prince Murat, qui, malgré une véritable déception, prit toutes les mesures pour assurer l'Espagne à Joseph. Une junte des principaux personnages de l'Espagne, convoquée à Bayonne, le reconnut

roi, et promulgua en même temps une constitution nouvelle pour le royaume, et mit à la disposition de l'Espagne vingt-cinq millions pour procéder à sa réorganisation.

Dans toute cette affaire, Napoléon avait joué un rôle qui n'allait ni à son caractère, ni à sa force, ni à sa gloire. Il voulait le faire oublier par ses grands services qu'il comptait rendre à l'Espagne en la régénérant. En effet, l'Empereur prenait d'importantes mesures pour relever l'agriculture et l'industrie en Espagne, réorganiser sa marine et relever ses colonies. Mais un peuple fier ne se résigne point à recevoir même des bienfaits de la main de l'étranger, quand c'est la force qui les impose.

§ 3. INSURRECTION DE L'ESPAGNE; CAPITULATION DE BAYLEN; PERTE DU PORTUGAL.

Le roi Joseph arriva à Bayonne le 8 juin. Il y reçut les hommages des hommes les plus considérables de l'Espagne, fit bonne impression sur eux, et partit à la tête de quelques vieilles troupes françaises pour pren-



Charles IV cède la couronne d'Espagne à l'Empereur (5 mai 1808). (Page 322, col. 2.)

dre possession de son nouveau royaume. Mais pendant que l'Espagne officielle courait au-devant du nouveau roi, le peuple se leva. La nouvelle de l'insurrection et de la répression de Madrid, répandue en un clin d'œil et fort exagérée dans l'Estramadure, la Manche, l'Andalousie, y fit éclater l'incendie qui couvait sourdement. Tous les visages devinrent mornes, silencieux et empreints d'une haine profonde. Le bruit faux que l'armée espagnole allait être transportée en France, en amenant des désertions de deux à trois cents hommes par jour, donna des armes, des chefs et des soldats. Murat tombe malade sur les entrefaites. On prit courage; bientôt, par l'entremise des couvents espagnols, on se concerta, on souffla le feu; enfin, l'insurrection éclata partout à la fois avec une patriotique fureur. Les passions religieuses s'unirent aux passions politiques pour attiser l'incendie. Les moines prêchèrent la guerre comme une croisade.

« On se ferait en Allemagne, en Italie, en France, disait le *Moniteur*, une bien fausse idée des moines espagnols si on les comparait aux moines qui ont existé dans ces contrées; on trouvait parmi les bénédic-

tins, les bernardins, etc., etc., de France, d'Italie, une foule d'hommes remarquables dans les sciences et les lettres; ils se distinguaient et par leur éducation et par la classe honorable et utile d'où ils étaient sortis; les moines espagnols, au contraire, sont tirés de la lie du peuple, ils sont ignares; on ne saurait leur trouver de ressemblance qu'avec des artisans employés dans les boucheries; ils en ont l'ignorance, le ton et la tournure. Ce n'est que sur le bas peuple qu'ils exercent leur influence. Une maison bourgeoise se serait crue déshonorée en admettant un moine à sa table.

« Quant aux malheureux paysans espagnols, on ne peut les comparer qu'aux fellahs d'Égypte ; ils n'ont aucune propriété : tout appartient soit aux moines, soit à quelques maisons puissantes. La faculté de tenir une auberge est un droit féodal; et dans un pays aussi favorisé de la nature, on ne trouve ni postes ni hôtelleries. Les impositions même ont été aliénées et appartiennent aux seigneurs. »

Voici comment les moines parodiaient le catéchisme pour exciter contre nous les plus mauvaises passions.

« Qui es-tu, enfant ? — Espagnol par la grâce de



Moines espagnols prêchant l'insurrection. (Page 323, col. 2.)

Dieu. — Que veux-tu dire par là ? — Homme de bien. — Quel est notre ennemi ? — L'empereur des Français. — Qu'est-ce que l'empereur Napoléon? — C'est un méchant, la source de tous les maux, le foyer de tous les vices. — Combien a-t-il de natures ? — Deux: la nature humaine et la diabolique. — Combien y a-t-il d'empereurs des Français ? — Un véritable en trois personnes trompeuses. — Comment les nomme-t-on? —Napoléon, Murat et Godoï (le prince de la Paix).— Lequel est le plus méchant? — Ils le sont tous trois également. — De qui dérive Napoléon ? — Du péché. — Murat ? — Du péché. — Et Godoï ? — De l'union des deux. — Que sont les Français ? — D'anciens chrétiens devenus hérétiques. — Quel supplice mérite l'Espagnol qui manque à ses devoirs? — La mort et l'infamie des traîtres. — Est-ce un péché de mettre un Français à mort ? — Non, mon père, on gagne le ciel en tuant un de ces chiens d'hérétiques.»

Ici l'ancien régime et la révolution se trouvaient en présence sous un ciel de feu et sur un sol volcanique. On pressentait une lutte terrible quand le *Moniteur* parla en apostrophant à la fin d'un bulletin ces moines

fanatiques : « Hommes hypocrites et barbares qui prêchez l'intolérance, qui suscitez la discorde, qui excitez à verser le sang, vous n'êtes pas les ministres de l'Évangile ! Le temps où l'Europe voyait sans indignation célébrer par des illuminations, dans les grandes villes, le massacre des protestants ne peut renaître. Les bienfaits de la tolérance sont les premiers droits des hommes; elle est la première maxime de l'Évangile, puisqu'elle est le premier attribut de la charité. S'il fut une époque où quelques faux docteurs de la religion chrétienne prêchaient l'intolérance, alors ils n'avaient pas en vue les intérêts du ciel, mais ceux de leur influence temporelle ; ils voulaient s'emparer de l'autorité chez des peuples ignorants. Lorsqu'un moine, un théologien, un évêque, un pontife prêche l'intolérance, il prêche sa condamnation, il se livre à la risée des nations. »

Cela pouvait être bien raisonné dans les colonnes du *Moniteur*, mais en Espagne, le sentiment du patriotisme outragé couvrait tout. Le mouvement de résistance éclata d'abord à Oviedo, dans les Asturies, qui sont une Espagne dans l'Espagne, et il devint en peu



Bataille de Médina del Rio Seco (14 juillet 1808). (Page 325, col. 2.)

de temps formidable; toutes les provinces se soulevèrent : la Galice, Léon, la Vieille-Castille, l'Andalousie, l'Aragon suivirent. Partout on décréta une junte, on déclara la guerre à la France, on décréta une levée générale, et, pour commencer, nos malades, nos blessés, nos courriers furent égorgés. Les capitaines généraux qui voulaient s'opposer à l'insurrection furent massacrés. Les nouveaux gouvernements s'organisèrent et traitèrent avec les Anglais. Ce fut au milieu de ce soulèvement, auquel Boutot, Badajoz, Cordoue, Séville, Valence, prirent part, que le roi Joseph dut se diriger sur Madrid. Les bandes s'organisèrent sous le commandement du premier venu, d'un prêtre fanatique aussi bien que d'un forçat. L'empereur Napoléon prit au plus vite les mesures nécessaires, et les principaux généraux furent dirigés sur les points les plus menacés, pendant que Bessières dut conduire Joseph à Madrid. Joseph, marchant lentement, traité déjà de roi intrus, écrivit à son frère des lettres pleines de découragement. Mais le général Bessières marcha en avant. A Médina del Rio Seco, il rencontra un corps de 25 000 Espagnols déjà organisés, les attaqua et en fit

un affreux carnage. Cette victoire permit au roi d'entrer à Madrid; mais à Saragosse, à Valence, nos troupes furent repoussées, et dans l'Andalousie un véritable désastre vint affaiblir le prestige de l'armée française.

Un des plus brillants généraux de la grande armée, auquel l'Empereur comptait bientôt donner le bâton de maréchal, le général Dupont, avait été envoyé au midi de l'Espagne pour contenir les insurgés et pour délivrer, en occupant Cadix, la flotte de l'amiral français Rosily, qui se trouvait à la merci des Espagnols. Ceux-ci avaient eu le temps de former deux armées à peu près régulières grâce aux nombreuses troupes de ligne qu'ils avaient réunies. Le général Dupont, avec une belle division, avait heureusement franchi les défilés de la Sierra-Morena, débouché dans la vallée de Guadalquivir, près de Baylen, et suivi le cours du fleuve pour emporter la ville de Cordoue. Après avoir dispersé les ennemis qui étaient venus à sa rencontre, le général prit Cordoue d'assaut et la livra pendant quelques heures au pillage de ses soldats. Mais il se vit bientôt menacé dans sa conquête même par l'insurrection qui s'étendait dans toute la province, et, ne pouvant se hasarder avec une simple division sur Cadix, il remonta le Guadalquivir, préoccupé de s'assurer le passage des défilés et de rejoindre ses autres divisions qu'il avait demandées et qui étaient en marche. Cette retraite eut immédiatement pour effet de livrer aux Espagnols les cinq vaisseaux français bloqués dans la rade de Cadix.

Le général Dupont, au lieu de rétrograder jusqu'à Baylen, tête du défilé, s'arrêta à Andujar, à sept lieues de là, attendant toujours des renforts et voulant se maintenir dans l'Andalousie sans pénétrer plus avant. Le fanatisme des populations était extrême : dans un bourg, un poste de 200 Français avait été surpris, et nos malheureux soldats avaient péri dans des supplices atroces, crucifiés aux arbres, brûlés, déchirés en lambeaux, sciés entre des planches. Le pillage de Cordoue, fort exagéré, avait encore accru la haine des populations, et on leur faisait accroire que nous emportions les vases sacrés les plus précieux. Le général Dupont se tenait donc sur la défensive, uniquement occupé de vivre dans ce pays brûlé du soleil. L'arrivée de la division Vedel et de la brigade du général Gobert lui rendit plus de confiance. Il établit Vedel à Baylen, commettant la faute de ne pas se joindre à lui pour mieux résister à l'armée ennemie qui grossissait de jour en jour et qui pouvait le couper. Une attaque des Espagnols sur Andujar fut repoussée, mais Dupont demanda un régiment à Vedel, qui crut bien faire en arrivant avec sa division près de son général en chef. Il fit venir à Baylen, pour le remplacer, la brigade Gobert.

L'ennemi cherchant notre point faible, fit plier cette brigade, et le général Gobert fut tué dans le combat. Dupont renvoya alors en toute hâte Vedel à Baylen et commit encore la faute de ne pas l'y suivre, puisque ce point était le point stratégique nécessaire au salut de l'armée. Vedel avait ordre en même temps de surveiller une route par laquelle l'ennemi pouvait, sur ses derrières, fermer les défilés. Quelques bandes lui firent croire que les Espagnols se précipitaient sur cette route : il quitta Baylen. Averti, Dupont se décida enfin à sortir d'Andujar; mais au lieu de se hâter pour laisser le moins longtemps possible ses communications interrompues, il retarda son départ et marcha lentement, embarrassé par une longue file de voitures qui portaient ses bagages, ses malades, ses blessés. Mais l'avant-garde, le 18 juillet, heurta les Espagnols qui, profitant du vide laissé entre les deux divisions, s'y étaient jetés, avaient fortifié Baylen et se déployaient devant ce village sur trois lignes longues et profondes.

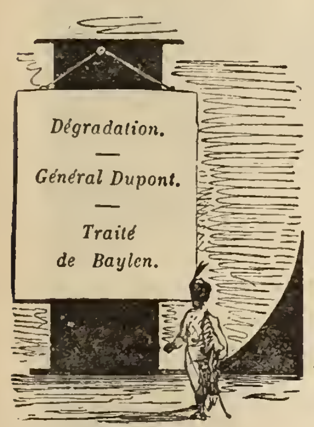


Les soldats du général Dupont, qui venaient de faire une marche des plus pénibles sous le poids d'une chaleur accablante, bien qu'ils eussent voyagé la nuit, qui souffraient de la faim et de la soif, sont obligés de combattre. Leur général, au lieu de les former en colonnes serrées et de chercher à s'ouvrir un passage en concentrant son attaque sur un point, livre la bataille sur toute la ligne et la perd. Ses soldats, pour la plupart jeunes conscrits, ne peuvent résister à tant de fatigues et à un soleil qui les dévore : ils tombent exténués, jetant leurs armes, ne demandant qu'un peu d'eau. A ce moment le canon gronde sur leurs derrières : c'est l'autre armée espagnole qui accourt; ils sont enveloppés. Le général Dupont, malade, blessé, se livre au désespoir et envoie demander une suspension d'armes. Elle est accordée, et des négociations s'engagent. Alors arrive la division Vedel, qui, n'ayant pas trouvé d'ennemis devant elle, revenait vers ses premières positions. Si elle se fût plus hâtée, et si son général, qui avait entendu le canon de Baylen dès trois heures du matin, eût pressé sa marche, il aurait pu débloquer Dupont. Sitôt qu'il eut appris la triste situation de celui-ci, il lui fit proposer de rompre les négociations et d'attaquer les Espagnols de son côté pendant qu'il le seconderait du sien. Dupont, démoralisé, refusa cette dernière chance de salut, qui était sérieuse. Il ordonna à Vedel de l'abandonner et de s'enfuir au plus vite. Cette division, si malheureuse dans ses allées et venues continuelles, s'empressa de prendre de l'avance sur les Espagnols; mais ceux-ci, furieux de voir échapper une partie de leur proie, forcent Dupont de comprendre la division Vedel dans la capitulation et d'envoyer à son lieutenant l'ordre de se rendre. Cet ordre révolte les soldats, qui n'étant pas enveloppés, ne voyaient pas pourquoi ils se rendraient. Cependant, le danger qui menace leurs camarades, et dont ils seront responsables, les détermine à suivre leurs officiers, qui leur font reprendre la route de ces funestes défilés, tant de fois parcourus et toujours mal à propos. Alors fut apportée d'Andujar à Baylen la funeste capitulation. Plusieurs fois le malheureux Dupont hésita à la signer. Il se frappait le front, rejetait la plume, puis, pressé par ces hommes qui avaient été tous si braves au feu et qui étaient si faibles hors du feu, il inscrivit son nom glorieux au bas de cet acte qui devait être pour lui l'éternel supplice de sa vie. La division Vedel garda ses armes, mais les soldats de Dupont durent abandonner les leurs et défiler devant les Espagnols. On avait en outre inséré dans la capitulation un article qui les forçait à laisser visiter leurs sacs pour chercher les vases sacrés de Cordoue que personne n'avait emportés.

La faim avait été le triste allié des Espagnols dans cette cruelle négociation. Tandis qu'on tenait la division Barbou bloquée, on n'avait pas voulu lui donner un morceau de pain. Du 18 au 22 juillet, ils ne se soutinrent qu'avec quelques restes de ration. Le 22, il s'en trouva qui n'avaient pas mangé depuis trois jours. Ils étaient sous les oliviers, mourant de faim, haletants, n'ayant pas même un peu d'eau pour étancher leur soif. Après la capitulation, ces malheureux, qui avaient fait la guerre en braves, furent horriblement maltraités. Ils étaient poursuivis à coups de pierres, souvent à coups de couteau, par les hommes, les femmes et les enfants. Ici on leur crachait au visage, là on leur jetait de la boue. Plusieurs fois ils furent tentés d'exercer des représailles. Les officiers les contenaient pour éviter un massacre général. Néanmoins, à Lebrifa, le peuple égorgea soixante-quinze soldats et douze officiers.

Ces 16 000 soldats devaient, suivant le traité, être embarqués sur des vaisseaux espagnols et ramenés en France. La junte de Séville refusa de reconnaître la capitulation et, par un acte indigne de déloyauté, laissa périr ces 16 000 malheureux sur les pontons de Cadix ou sur les rochers de Cabréra.

Ces déplorables événements, amenés par un enchaînement de fautes inexplicables, eut en France un douloureux retentissement. C'était le premier revers que Napoléon essuyait. Sa douleur fut amère. Cette blessure à l'honneur militaire resta toujours sanglante dans son cœur. Plus tard, voyant un des officiers qui avaient apposé leur nom au bas de la capitulation, il lui jeta en frémissant ces paroles terribles : « Eh quoi, monsieur, votre main ne s'est pas desséchée en signant la capitulation de Baylen ! » Dupont, rentré en France, fut traduit devant un tribunal composé des grands de l'Empire et condamné à la dégradation.



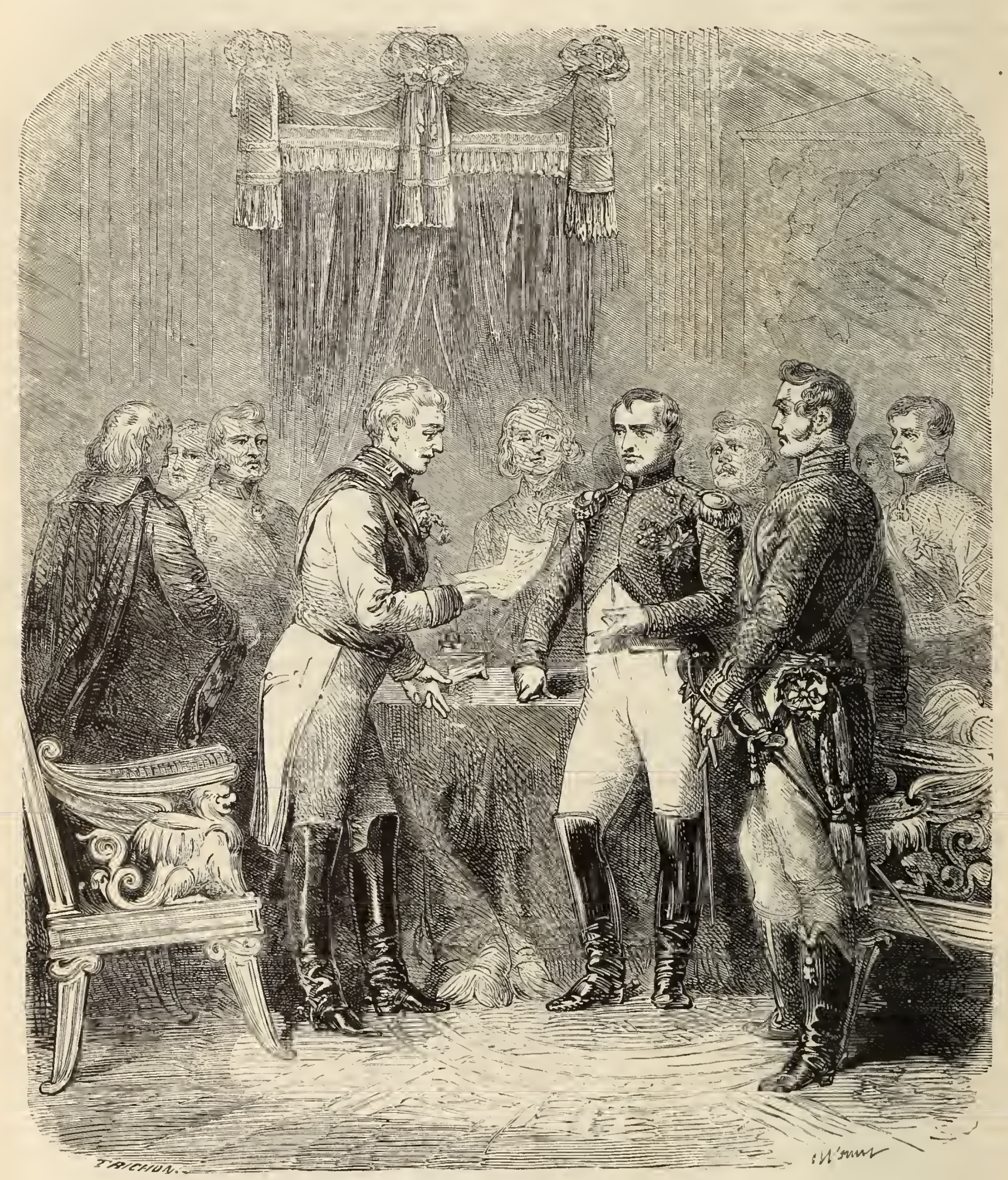
Ce désastre eut sur-le-champ de déplorables conséquences. La perte de l'armée d'Andalousie découvrait Madrid. Le roi Joseph prit le parti de quitter la capitale, en face de la joie des Espagnols. En vain la prise de Saragosse veut faire diversion, Joseph recule sur l'Èbre. C'était livrer également Junot, dans le Portugal, où le général anglais Wellesley venait de débarquer; car les Portugais commençaient à imiter les Espagnols. Junot cependant voulut marcher aux Anglais; il les rencontra à Vimeiro, mais fut battu. Le duc d'Abrantès signa la capitulation de Cintra, 30 août, plus honorable que celle de Baylen et fidèlement exécutée. Toutes ces troupes furent ramenées en France avec armes et bagages. Au mois de septembre 1808, nous ne possédions plus, dans toute la Péninsule, que les provinces au nord de l'Èbre. Napoléon avait déjà le sentiment de la faute qu'il avait commise. A Sainte-Hélène, il écrivait : « Cette malheureuse expédition m'a perdu ; elle a divisé mes corps, ouvert une aile aux soldats français, attaqué ma moralité en Europe. L'immoralité dut se montrer par trop patente, l'injustice par trop cynique, et l'attentat ne se présenta plus que dans sa hideuse nudité, privé de tout le grandiose et des nombreux bienfaits qui étaient dans mes intentions. »

§ 4. L'ALLIANCE RUSSE; ENTREVUE D'ERFURTH.

L'Empereur se proposait bien de réparer les revers de ses lieutenants; mais la grande armée était en Allemagne, où l'Autriche dissimulait mal sa haine et ses armements. Notre désastre de Baylen n'était pas fait pour la décourager. Napoléon, fort peu trompé sur ses intentions, revint à Paris pour le 15 août, en traversant Bordeaux et la Vendée, où un accueil enthousiaste chassa la tristesse de ses dernières impressions. Il saisit l'occasion que lui offrait la réception du corps diplomatique, pour forcer M. de Metternich à s'expliquer sur les préparatifs de son gouvernement et pour lui faire entendre qu'il voulait la paix. Sans craindre la guerre, Napoléon sentait que l'Autriche le forcerait à une nouvelle lutte, mais il voulait savoir si auparavant il aurait au moins six mois pour faire une rapide campagne en Espagne. « Vous voulez, dit Napoléon à M. de Metternich, ou nous faire la guerre, ou nous faire peur. — L'ambassadeur nia. — Alors, reprit l'Empereur, pourquoi ces armements, ces rassemblements de troupes, ces magasins et une armée de 400 000 hommes? Pourquoi tout cela? Je ne veux rien de vous que des rapports sûrs et tranquilles. Y a-t-il une difficulté, une seule entre nous, faites-la connaître. Mais sachez que vous ne me surprendrez pas. » Pour surveiller l'Autriche, Napoléon comptait sur la Russie, dont l'alliance lui assurait la tranquillité du continent. Cette alliance, Alexandre, caressant l'espoir de la faire payer de Constantinople, ne demandait pas mieux que de la resserrer. Il désirait une nouvelle entrevue avec son puissant ami Napoléon, certain, disait-il, de terminer bientôt toutes les difficultés comme à Tilsitt. Napoléon, qui avait promis la Moldavie et la Valachie, mais reculait toujours l'effet de cette promesse, sentit que pour enchaîner la Russie il fallait faire des concessions. Il accéda à l'entrevue, qui dut avoir lieu au milieu de l'Allemagne, dans la petite ville d'Erfurth, à quelques lieues de Weimar, en Saxe.

Le 27 septembre 1808, cette petite ville, séjour du calme et de l'étude, présentait un de ces spectacles brillants tels que Napoléon seul pouvait en donner. Presque tous les souverains de l'Allemagne, deux empereurs, une foule de ministres, de diplomates, de généraux, la remplissaient d'équipages, de livrées, de mouvement et de bruit. Napoléon avait été au-devant de son allié à deux lieues. En apercevant de loin la voiture qui le transportait, il avait fait prendre le galop à son cheval, comme pour mieux témoigner de son empressement. Arrivés l'un près de l'autre, les deux empereurs mirent pied à terre, s'embrassèrent cordialement et avec tous les signes d'un extrême plaisir à se revoir. Les deux empereurs rentrèrent à cheval côte à côte. Napoléon et Alexandre vécurent ensemble pendant dix-huit jours dans la plus parfaite intimité, au milieu des fêtes et des plaisirs. Ils paraissaient heureux de se revoir et passaient de longues heures en conversations familières où ils discutèrent leurs intérêts respectifs. Tous les soirs on dînait chez Napoléon, qui, en sa qualité d'hôte, avait pourvu à tout avec la plus grande magnificence. L'Empereur avait réussi à détourner Alexandre de ses projets

sur Constantinople en lui cédant deux belles provinces et les bouches du Danube. Aussi Alexandre cherchait-il à témoigner par tous les moyens sa satisfaction. « Il semblait mettre de l'affection dans la politique ; il se montrait, à la promenade, à table, au spectacle, familier, amical, déférant, enthousiaste pour son illustre allié. Quand il parlait de lui, c'était avec un sentiment d'admiration dont tout le monde était frappé. » Napoléon avait fait venir les plus célèbres artistes de Paris, entre autres le grand tragédien Talma, que l'empereur aimait beaucoup et avec lequel il aimait à s'entretenir, discutant les questions dramatiques avec la même supériorité d'esprit que les questions politiques et militaires. « Je vous donnerai un parterre de rois, » avait-il dit à



Entrevue d'Erfurth (27 septembre 1808). (Page 327, col. 2.)

Talma. Il tenait parole : Talma joua devant cette assemblée, une des plus extraordinaires que le monde ait vues, les belles pièces de Corneille, de Racine et de Voltaire, *Cinna*, *Andromaque*, *Britannicus*, *Mithridate*, *Œdipe*. C'est à la représentation de cette dernière pièce qu'Alexandre, entendant ce beau vers :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

saisit la main de Napoléon et la serra fortement, disant que ce vers semblait avoir été fait pour lui. Cet incident flatteur émut vivement toute la salle. Les deux empereurs allèrent passer deux jours à Weimar. Chasses, festins, bals, tout fut splendide. Au milieu du bal, Napoléon pri à part les deux célèbres écrivains de l'Allemagne, Gœthe et Wieland. Il conversa longuement

avec eux, les étonna et les charma par son esprit, par sa grâce et par sa connaissance de la littérature. Quelques jours après ils reçurent la décoration de la Légion d'honneur. Les souverains, ne songeant qu'à plaire au maître de l'Europe, paraissaient oublier tous leurs ressentiments. Ils lui offrirent une fête sur le champ de bataille d'Iéna, voisin d'Erfurth. Napoléon profita de cette occasion pour réparer autant que possible les malheurs de la guerre et relever les ruines du village d'Iéna, incendié par les obus. Le jeune empereur de Russie ne tarissait pas en éloges de son fidèle allié, vers lequel il se sentait de plus en plus attiré par une amitié



Talma jouant devant un parterre de rois (octobre 1808). (Page 328, col. 1.)

réelle. « Ce n'est pas seulement le plus grand homme, disait-il sans cesse, c'est aussi le meilleur et le plus aimable. On le croit ambitieux, aimant la guerre. Il n'en est rien. Il ne fait la guerre que par une nécessité politique, que par un entraînement de situation. » Alexandre avait même accueilli des ouvertures que Napoléon, qui pensait déjà au divorce, lui avait fait faire sur une alliance de famille. Tous deux se séparèrent enfin le 14 octobre, charmés l'un de l'autre et se jurant une éternelle amitié. Ils ne devaient plus se revoir !

Le résultat de cette mémorable entrevue fut un traité secret par lequel l'empereur Alexandre approuvait la conduite de Napoléon à l'égard de l'Espagne et de

l'Italie et nouait avec lui une alliance offensive et défensive. En retour, Napoléon permettait à la Russie de s'emparer de la Finlande, de la Valachie et de la Moldavie. Nos fautes dans l'Ouest valaient à la Russie des agrandissements dans l'Est. Les deux empereurs devaient en même temps faire des propositions de paix à l'Angleterre. Ces propositions de paix, le cabinet britannique les rejeta, assumant de nouveau sur sa tête la responsabilité des guerres nouvelles qui allaient ensanglanter l'Europe.

L'empereur d'Autriche François II, contrarié de ne point être invité à l'entrevue, avait voulu néanmoins pénétrer le secret des négociations, et avait envoyé un ambassadeur chargé en apparence de complimenter les souverains. Mais cet ambassadeur se trouva là dans une position presque humiliante, et malgré toute son activité, malgré toutes ses finesses, ne put rien découvrir. Napoléon lui dit que l'Autriche serait tenue à l'écart tant qu'elle garderait une attitude si ambiguë, et il écrivit à François-Joseph une lettre polie, mais fière, dans laquelle il le priait de ne pas « remettre en discussion ce que quinze ans de guerre avaient terminé. » Sûr de la Russie, il savait que l'Autriche ne pouvait bouger, au moins jusqu'au printemps prochain, et parla ferme. Cette puissance, effrayée de l'entrevue d'Erfurth, promit de désarmer.

§ 5. CAMPAGNE DE NAPOLÉON EN ESPAGNE; PRISE DE MADRID.



NAPOLÉON était libre alors de courir en Espagne. Pendant qu'il était à Erfurth, il avait prescrit à ses lieutenants de se maintenir sur l'Èbre, de ne point fatiguer ses troupes en mouvements inutiles, et de l'attendre en s'appliquant à réorganiser l'armée. Lui, pendant ce temps, évacuait la Prusse pour pouvoir diminuer son armée en Allemagne. En Espagne, Napoléon avait encore 100 000 hommes; il enleva à la grande armée 150 000 de ses valeureux soldats et arriva avec eux au delà des monts dans les premiers jours de novembre. Les Espagnols s'avançaient en un vaste cercle pour enfermer Napoléon à son arrivée et nous rejeter en France. Par un ensemble de manœuvres admirablement conçu, il perça à Burgos le centre de la ligne espagnole, puis fit détruire l'armée de Blake, qui se trouvait à sa droite, et ensuite l'armée de Castanos, qui voulait le tourner par sa gauche. Le maréchal Victor dispersa les 30 000 hommes de Blake à Espinosa (10 nov. 1808); Lannes écrasa les 40 000 hommes de Castanos à Tudela (23 nov.). Les deux armées espagnoles, démoralisées, se débandèrent. On fit peu de prisonniers parce que l'ennemi s'enfuyait par les montagnes, où il était difficile de le suivre. Napoléon, tranquille sur sa droite et sur sa gauche, se hâta alors de marcher sur Madrid. Une autre armée lui en fermait le chemin. Solidement établie à l'entrée de la chaîne du Guadarrama, au défilé de Somo-Sierra, elle se croyait invincible. Mais les insurgés espagnols n'étaient pas de taille à résister aux vieux régiments d'Eylau et de Friedland. Les hauteurs furent escaladées, l'artillerie placée dans le défilé fut enlevée au galop par les lanciers polonais, et les Français, en approchant de Madrid, apprirent aux Espagnols que leur armée de Somo-Sierra n'existait plus.

Madrid, à peine fortifié, résolut pourtant de se défendre. Il n'y avait que 3 ou 4000 hommes de troupes de ligne, mais la populace déchaînée avait exigé des armes et menaçait les généraux qui, comprenant bien l'inutilité d'une résistance, voulaient qu'on capitulât. Napoléon, après avoir considéré la célèbre capitale de l'Espagne, prit ses dispositions de manière à l'intimider et à obtenir sa reddition sans être obligé de lui faire subir les horreurs de la guerre. Il fit emporter le Buen-Retiro qui domine Madrid à l'est et les portes qui le dominent au nord. Les Français débouchèrent bientôt sur la superbe promenade du Prado, et des compagnies d'élite enlevèrent après une vive fusillade les barricades des rues voisines. Le général Maison s'empara des portes de Fuencarral, del Duque de San-Bernardino, et pénétra dans l'intérieur de la ville. A la tête d'un détachement de sapeurs, il faisait enfoncer les portes à coups de hache. Il resta vingt et une heures au feu et ne se retira qu'après avoir été grièvement blessé au pied par une balle. La ville était entamée de plusieurs côtés. Napoléon suspendit l'action et envoya faire une sommation à la junte. Celle-ci lui députa le maréchal Morla et Bernardo Friate (3 décembre 1808).

Ils demandèrent la journée du 4 pour faire entendre raison au peuple. L'Empereur leur dit : « Vous employez en vain le nom du peuple; si vous ne pouvez parvenir à le calmer, c'est parce que vous-mêmes vous l'avez excité, vous l'avez égaré par des mensonges. Rassemblez les curés, les chefs des couvents, les alcades, les principaux propriétaires, que d'ici à six heures du matin la ville se rende, ou elle aura cessé d'exister. Je ne veux ni ne dois retirer mes troupes. Vous avez massacré les malheureux prisonniers français qui étaient tombés entre vos mains; vous avez, il y a peu de jours, laissé traîner et mettre à mort dans les rues deux domestiques de l'ambassadeur de Russie parce qu'ils étaient nés Français. L'inhabileté et la lâcheté d'un général avaient mis en vos mains des troupes qui avaient capitulé sur le champ de bataille, et la capitulation a été violée. Vous, monsieur Morla, quelle lettre avez-vous écrite à ce général? Il vous convenait bien de parler de pillage, vous qui, étant entré en Roussillon, avez enlevé toutes les femmes et les avez partagées comme un butin entre vos soldats! Quel droit aviez-vous d'ailleurs de tenir un pareil langage? La capitulation vous l'interdisait. Voyez quelle a été la conduite des Anglais, qui sont bien loin de se piquer d'être rigides observateurs du droit des nations; ils se sont plaints de la convention du Portugal, mais ils l'ont exécutée. Violer les traités militaires, c'est renoncer à toute civilisation, c'est se mettre sur la même ligne que les Bédouins du désert. Comment donc osez-vous demander une capitulation, vous qui avez violé celle de Baylen? Retournez à Madrid : je vous donne jusqu'à demain, à six heures du matin. Revenez alors si vous n'avez à me parler du peuple que pour m'apprendre qu'il est soumis; sinon, vous et vos

troupes vous serez tous passés par les armes. » (*Moniteur.*)

Le lendemain, à l'heure prescrite par Napoléon, Madrid capitula. Les Français entrèrent dans la ville et furent établis dans les couvents, aux frais desquels ils durent être nourris. L'Empereur ne voulut point entrer dans la capitale de son frère, et s'établit dans un château voisin. Il ne voulut pas non plus, pour punir Madrid par une occupation militaire prolongée, que le roi Joseph rentrât dans son palais; il lui ordonna de s'établir également dans un château voisin. D'ailleurs, il évitait de se rencontrer avec lui pour ne point le réduire à un rôle subordonné. Il désirait n'être considéré que comme un général auxiliaire, tout en dirigeant les affaires et la guerre avec sa décision habituelle. Pour prouver à la nation espagnole que ses intentions étaient de la régénérer, il décréta l'abolition de l'inquisition, des deux tiers des couvents, des droits féodaux, des douanes intérieures, et expliqua la portée de ces réformes à une députation de la capitale qui était venue lui offrir ses hommages :

« J'agrée les sentiments de la ville de Madrid. Je regrette le mal qu'elle a essuyé, et je tiens à honneur particulier d'avoir pu dans ces circonstances la sauver et lui épargner de plus grands maux. Je me suis empressé de prendre des mesures qui tranquillisent toutes les classes des citoyens, sachant combien l'incertitude



Abolition de l'inquisition en Espagne (décembre 1808). (Page 331, col. 1.)

est pénible pour tous les peuples et pour tous les hommes. J'ai conservé les ordres religieux en restreignant le nombre des moines. Il n'est pas un homme sensé qui ne jugeât qu'ils étaient trop nombreux. Ceux qui sont appelés par une vocation qui vient de Dieu, resteront dans leurs couvents. Quant à ceux dont la vocation était peu solide et déterminée par des considérations mondaines, j'ai assuré leur existence dans l'ordre des ecclésiastiques séculiers. Du surplus des biens des couvents, j'ai pourvu aux besoins des curés de cette classe, la plus intéressante et la plus utile parmi le clergé.

« J'ai aboli ce tribunal de l'inquisition, contre lequel le ciel et l'Europe réclamaient. Les prêtres doivent guider les consciences, mais ne doivent exercer aucune juridiction extérieure et corporelle sur les citoyens.

« J'ai supprimé des droits usurpés par les seigneurs dans le temps des guerres civiles, où les rois ont trop souvent été obligés d'abandonner leurs droits pour acheter leur tranquillité et le repos des peuples.

« J'ai supprimé les droits féodaux, et chacun pourra établir des hôtelleries, des fours, des moulins, des pêcheries, et donner un libre essor à son industrie en observant les lois et les règlements de la police. L'égoïsme, la richesse et la prospérité d'un petit nombre d'hommes nuisaient plus à votre agriculture que les chaleurs de la canicule.

« Comme il n'y a qu'un Dieu, il ne doit y avoir dans un État qu'une justice. Toutes les justices particulières

avaient été usurpées et étaient contraires aux droits de la nation, je les ai détruites.

« Les Bourbons ne peuvent plus régner en Europe. Les divisions dans la famille royale avaient été tramées par les Anglais. Ce n'était pas le roi Charles et le favori que le duc de l'Infantado, instrument de l'Angleterre, comme le prouvent les papiers récemment trouvés dans sa maison, voulait renverser du trône : c'était la prépondérance de l'Angleterre qu'on voulait établir en Espagne, projet insensé dont le résultat aurait été une guerre de terre sans fin et qui aurait fait couler des flots de sang. Aucune puissance ne peut exister sur le continent influencée par l'Angleterre. S'il en est qui le désirent, leur désir est insensé et produira tôt ou tard leur ruine. » Il y avait beaucoup de vérités dans ces paroles et l'annonce de grands bienfaits; mais ce n'en étaient pas moins des vérités dures et des bienfaits imposés.



Embarquement des Anglais à la Corogne (17 et 18 janvier 1809). (Page 334, col. 1.)

§ 6. LES ANGLAIS CHASSÉS DE L'ESPAGNE ; ENTRÉE DE JOSEPH A MADRID ; PRISE DE SARAGOSSE.

Pendant que Napoléon pénétrait ainsi au cœur de l'Espagne et s'emparait de Madrid, sur sa gauche, le général Gouvion Saint-Cyr faisait à lui tout seul une fort belle campagne en Catalogne. Après avoir pris la ville de Roses, qui résista un mois, il traversa audacieusement tout le pays sans un canon, trompant l'ennemi sur la direction qu'il prenait et évitant les places fortes. Les Espagnols voulurent enfin l'arrêter dans la forte position de Cardeleu : il les aborda à la baïonnette, les mit en fuite, s'empara de leur artillerie, arriva enfin à Barcelone, but de son expédition, et débloqua le général Duchesne, qui, depuis le commencement des hostilités, ne cessait d'appeler à son secours. Les Espagnols cependant s'étaient ralliés et s'étaient retranchés derrière une rivière, vers le pont de Molino del Rey, qu'ils défendaient. Mais en rase campagne, ils ne pouvaient tenir contre l'intrépidité

de nos vieilles bandes; on les prit à revers en même temps qu'on attaquait le pont, et leur déroute fut complète. Tout le bassin de l'Èbre et les côtes de l'Est étaient pacifiés.

Napoléon s'occupa alors des Anglais, qui, débarqués sur les côtes de l'Ouest, à la Corogne, s'avançaient sous les ordres du général Moore, et avaient pénétré presque dans le royaume de Léon. Il fit habilement ses dispositions pour les envelopper et les prendre entre le corps d'armée du maréchal Soult et celui du maréchal Ney, qu'il devait lui-même accompagner avec sa garde. Tout alla bien d'abord. Les Anglais, mal accueillis par les Espagnols et aussi mal informés que nous de tout ce qu'il aurait été important de connaître,



Le maréchal Victor, duc de Bellune. — Victoire d'Uclès (13 janvier 1809). (Page 334, col. 1)

continuèrent leur marche en avant pendant que Napoléon se portait rapidement sur leurs derrières. Malheureusement l'armée fut retardée dans le passage du Guadarrama par des temps affreux. Ce fut d'abord des ouragans de neige. Les chasseurs de la garde durent mettre pied à terre et conduire leurs chevaux à la main pour frayer la route. Napoléon descendit lui-même de cheval et gravit les pentes escarpées comme autrefois il avait gravi les Alpes. A la neige succéda la pluie: on enfonçait partout, on ne pouvait tirer l'artillerie des bourbiers, et il fallait ne point perdre un instant. Impatient d'apercevoir les Anglais, Napoléon courut à l'avant-garde. Le 29 décembre, il les atteignit, mais un jour trop tard: ils avaient échappé au

filet. L'Empereur résolut alors de les poursuivre l'épée dans les reins et de les empêcher de s'embarquer. Mais, recevant des nouvelles menaçantes du continent, il se voit obligé de confier le soin de la poursuite au maréchal Soult, et revient à Valladolid pour être plus près de la France et commencer l'organisation de ses armées d'Allemagne et d'Italie. Soult aurait détruit les Anglais si la pluie eût cessé; mais le sol cédait sous les pas des soldats, et l'ennemi, pour fuir plus vite, abandonnait tous ses bagages. Cette retraite des Anglais n'en fut pas moins désastreuse. L'armée française ramassait tous les jours des prisonniers par centaines. Le général Moore n'avait pu, dans cette marche précipitée, maintenir la discipline, et beaucoup d'Anglais tombaient entre nos mains parce qu'ils restaient ivres morts dans les villages. Appelant les Espagnols des ingrats, ils les pillaient sans pitié et se consolaient de leur défaite avec les excellents vins du pays. Leurs dévastations étaient telles, que nos soldats se voyaient accueillis comme des libérateurs. Tout favorisa les Anglais dans cette fuite. Quand ils furent arrivés à la Corogne, leur flotte, retenue par les vents, n'avait point encore paru dans la rade. Nous allions avoir le temps de rallier nos corps un peu en arrière et de les accabler. Le maréchal Soult, trop circonspect dans cette circonstance, engagea trop tard la bataille et eut le tort de la laisser indécise, se contentant d'avoir fait beaucoup de mal aux Anglais, dont le général fut tué. Le vent avait changé, les vaisseaux s'étaient rangés dans le port, et l'armée anglaise s'embarqua pendant la nuit. Elle avait perdu dans cette campagne 6000 hommes, 3000 chevaux et un matériel immense.

Au mois de janvier 1809, l'Empereur permit enfin au roi Joseph d'entrer dans sa capitale. Il avait voulu le faire désirer, et il avait réussi. Napoléon, avec sa perspicacité ordinaire, avait bien vu que le dévouement à une famille comme celle de Charles IV ne pouvait pas exciter des passions aussi vives que celles qui se faisaient jour, et il savait avoir à combattre une agitation démagogique cachée sous l'apparence du royalisme: les assassinats qui se multipliaient en étaient la preuve. Il fit donc sévir contre tous les auteurs d'excès : « Il faut faire pendre, écrivait-il à son frère, une vingtaine de mauvais sujets. Demain, j'en fais pendre ici sept connus pour avoir commis tous les excès et dont la présence affligeait les honnêtes gens, qui les ont secrètement dénoncés et qui reprennent courage depuis qu'ils s'en voient débarrassés ; il faut faire de même à Madrid. » Et dans une autre lettre : « Les cinq sixièmes de Madrid sont bons; mais les honnêtes gens ont besoin d'être encouragés, et ils ne peuvent l'être qu'en maintenant la canaille. Ici, ils ont fait l'impossible pour obtenir la grâce des bandits qu'on a condamnés; j'ai refusé, j'ai fait pendre, et j'ai su depuis que, dans le fond du cœur, on a été bien aise de n'avoir pas été écouté. »

Profitant du prestige que les victoires de Napoléon et la belle journée d'Uclès, où le maréchal Victor prit 13 000 hommes, avaient rendu à sa royauté, Joseph fit son entrée dans Madrid, le 22 janvier, accompagné des plus belles divisions de l'armée. Joseph fut bien accueilli : seule, la populace sanguinaire frémissait, mais on venait d'arrêter une centaine de ses chefs et elle n'osait bouger. Les habitants paisibles voyaient avec joie la fin des troubles. Napoléon d'ailleurs avait toujours réservé à son frère le rôle de la clémence, et lui avait ainsi ramené les esprits. Il ne restait donc plus que le midi de l'Espagne à soumettre, et au nord on attendait de jour en jour la nouvelle de la chute de Saragosse, le dernier boulevard de la résistance aragonaise.

La ville de Saragosse est située sur la rive droite de l'Èbre, et n'a qu'un faubourg sur la rive gauche. Ce qui faisait sa force, c'étaient de gros bâtiments, le château de l'Inquisition et des couvents, véritables forteresses protégées par une rivière, affluent de l'Èbre. Cette capitale de l'Aragon n'avait donc pu être enlevée par un coup de main comme les autres villes. Il fallut un siége en règle, ou plutôt un siége tel qu'il s'en est peu vu dans l'histoire. 40 000 Espagnols s'étaient renfermés dans la ville, qui, avec la population, contenait alors 100 000 hommes, tous fanatisés par les moines, tous confiants dans la protection de *Notre-Dame del Pilar*, patronne de la cité. Le commandant était Joseph Palafox, d'une bravoure rare, mais d'une intelligence commune. Deux moines le dominaient et gouvernaient sous son nom. Depuis six mois déjà la ville était attaquée; mais Napoléon, qui n'aimait point les siéges, n'y avait laissé que peu de monde. Le nord de l'Espagne délivré d'ennemis, il ordonna d'emporter à tout prix l'indomptable cité. Toutefois il n'envoya que 14 000 hommes, force trop peu considérable pour réduire une place si importante. La tranchée fut ouverte par le général Junot, duc d'Abrantès, dans la nuit du 29 décembre 1808, Le 26 janvier, trois assauts simultanés rendirent les Français maîtres de trois des principaux points de la défense extérieure. Resserrés dans la ville, les habitants commencèrent alors à souffrir. L'entassement de la population, les blessés, les malades, la mauvaise nourriture, amenèrent une épidémie. Mais le fanatisme ne s'en exalta que davantage. Les moines firent dresser sur les places des potences, menaces perpétuelles contre tous ceux qui parlaient de se rendre. D'ailleurs la garnison, sans nouvelles du dehors, croyait toujours qu'on viendrait la délivrer. Les défenses extérieures étant tombées, on résolut de défendre tous les îlots de maisons. D'immenses barricades, pourvues d'artillerie, bouchèrent les rues; les maisons furent crénelées; les couvents, dont le nombre était considérable, devinrent de redoutables places d'armes. Les Français, de leur côté, préparèrent de plus grands moyens d'attaque; ils avaient accueilli avec joie l'illustre maréchal Lannes, envoyé pour presser les opérations et emporter la place. C'était lui qui avait commandé l'assaut général du 26.

Alors commença la guerre de rues: guerre difficile qui n'a de semblable que la prise récente de Puebla, mais que le fanatisme rendit, là, plus affreuse. « Jamais, sire, écrivait le maréchal Lannes, je n'ai vu autant d'acharnement qu'en mettent nos ennemis à la défense de cette place. J'ai vu des femmes venir se faire tuer devant la brèche. Si on ne prenait pas de grandes précautions, nous y perdrions beaucoup de monde. Malgré tous les ordres que j'avais donnés pour empêcher que le soldat ne se lançât trop, on n'a pas pu être maître de son ardeur: c'est ce qui nous a donné plus de blessés que nous ne devions en avoir.... Le siége de Saragosse ne ressemble en rien à la guerre que nous

avons faite jusqu'à présent. C'est un métier où il faut une grande prudence et une grande vigueur. Nous sommes obligés de prendre avec la mine ou d'assaut toutes les maisons. Enfin, sire, c'est une guerre qui fait horreur. Le feu est dans ce moment sur trois ou quatre points de la ville, elle est écrasée de bombes; mais tout cela n'intimide pas nos ennemis. On travaille à force à s'approcher du faubourg. C'est un point très-important. J'espère que quand nous nous en serons rendus maîtres, la ville ne tiendra pas longtemps. »

Du faubourg, en effet, on pouvait battre la ville avec l'artillerie, et le cercle de feu était complet, la résistance ne pouvait durer. On ouvrit donc la tranchée devant le faubourg de la rive gauche, pendant qu'à droite on arrivait en faisant sauter les couvents et les maisons jusqu'à la belle place du Corso. A chaque instant d'épouvantables explosions engloutissaient les plus beaux édifices avec leurs défenseurs. Chaque jour accroissait les souffrances de la ville. Plus de 15 000 hommes de la garnison étaient dans les hôpitaux.



Siége de Saragosse (30 décembre 1808 au 21 février 1809).

On n'enterrait plus les cadavres. Palafox était malade lui-même. La population commençait à désirer la fin de ces horreurs. Le 18 février, un assaut habilement conduit emporta le faubourg. Les habitants furent refoulés sur la rive droite de l'Èbre. Notre artillerie s'apprêtait encore à les foudroyer quand la junte insurrectionnelle, sentant toute résistance impossible, capitula.

Le 21 février 1809, 10 000 fantassins et 2000 cavaliers, reste de 40 000 combattants, défilèrent devant notre armée victorieuse, mais émue de pitié. Sur 100 000 habitants ou réfugiés, 54 000 avaient péri. Les quartiers attaqués n'offraient que des monceaux de ruines. Ce siége mémorable nous avait coûté 3 000 hommes hors de combat en vingt-huit jours de tranchée ouverte et vingt-trois de combats dans les rues.

L'Espagne semblait désormais pacifiée. Le midi seul restait à conquérir. Si Napoléon eût pu rester dans la Péninsule et la contenir encore quelque temps par sa présence, le trône de Joseph était consolidé pour jamais; mais il était déjà reparti pour Paris.

rappelé par l'attitude hostile de l'Autriche, qui, excitée par l'Angleterre, allait remettre encore une fois l'Allemagne en feu.

§ 7. DIVERSION FAITE PAR L'AUTRICHE; BATAILLE D'ABENSBERG ET D'ECKMUHL.

L'Autriche, en voyant Napoléon s'enfoncer dans la Péninsule ibérique et se mettre sur les bras, au sud-ouest de son empire, une guerre difficile, crut le moment venu de venger ses longs désastres. L'Angleterre lui offrit 100 millions; l'enthousiasme d'Alexandre pour Napoléon semblait se refroidir; l'Allemagne, surchargée de contributions et travaillée par les sociétés secrètes, se montrait hostile; enfin, la grande armée, affaiblie de 150 000 hommes, était disséminée de Hambourg à Naples. Une offensive hardie promettait des succès, et des succès promettaient un soulèvement général.

De retour à Paris, Napoléon se montra affable et bienveillant pour tout le corps diplomatique, mais froid et sévère pour M. de Metternich. « Il paraît, dit-il



Bataille d'Eckmühl, livrée le 22 avril 1809. (Page 337, col. 1.)

publiquement, que ce sont les eaux du Léthé et non celles du Danube qui coulent à Vienne, et qu'on y a oublié les leçons de l'expérience. Il en faut de nouvelles; on les aura, et cette fois terribles, j'en réponds. Je ne veux pas la guerre, je n'y ai pas d'intérêt, et l'Europe entière est témoin que tous mes efforts, toute mon attention étaient dirigés vers le champ de bataille que l'Angleterre a choisi, c'est-à-dire l'Espagne. L'Autriche, qui a sauvé les Anglais en 1805, au moment où j'allais franchir le détroit de Calais, les sauve encore une fois en m'arrêtant au moment où j'allais les poursuivre jusqu'à la Corogne : elle payera cher cette nouvelle diversion. Ou elle désarmera sur-le-champ, ou elle aura à soutenir une guerre de destruction. »

En même temps, avec son admirable facilité à organiser des troupes, il prépara une armée de 400 000 hommes. Il demanda la conscription de 1810 et fit des appels sur les classes antérieures. Tout à coup 175 000 Autrichiens, sous l'archiduc Charles, se dirigèrent sur la Bavière. Ils auraient pu y entrer dès le mois de mars; l'Inn ne fut franchi que le 10 avril, et ils mirent six jours à faire vingt lieues : c'était une première faute

Napoléon, averti en quarante-huit heures par le télégraphe, quitta Paris le 13 avril et arriva le 17 sur le théâtre des opérations (1809).

« Soldats, dit-il en arrivant, le territoire de la Confédération a été violé, le général autrichien veut que nous fuyions à l'aspect de ses armes et que nous lui abandonnions nos alliés; j'arrive avec la rapidité de l'éclair.

« Soldats, j'étais entouré de vous lorsque le souverain d'Autriche vint à mon bivac de Moravie; vous l'avez entendu implorer ma clémence et me jurer une amitié éternelle. Vainqueurs dans trois guerres, l'Autriche a dû tout à notre générosité; trois fois elle a été parjure!!! Nos succès passés sont un sûr garant de la victoire qui nous attend.

« Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son vainqueur. »

Il était temps d'agir, car son armée, surprise, n'avait pas encore opéré sa concentration. Masséna était à Augsbourg avec 60 000 hommes, et Davoust à vingt-cinq lieues de là, à Ratisbonne, avec 50 000. Déjà l'archiduc manœuvrait pour se jeter dans le large espace laissé vide entre les deux maréchaux, et ensuite accabler l'un d'eux. Napoléon eut bien vite découvert le remède à une situation si périlleuse : il se porta avec 40 000 hommes sur Abensberg, excellente position défensive entre Ratisbonne et Augsbourg, et de là il appela à lui ses deux lieutenants.

Davoust eut fort à faire pour s'ouvrir un passage à travers les masses autrichiennes qui commençaient à l'envelopper. Le brillant combat de Tengen (19 avril 1809) lui permit cependant d'exécuter son mouvement; alors la position des deux armées se trouva inverse de ce qu'elle était quelques jours plus tôt. Les Français s'étaient concentrés, et les Autrichiens, par le mouvement offensif de l'archiduc contre Davoust, s'étaient étendus sur une ligne de trente lieues, de Munich à Ratisbonne. Napoléon saisit ce moment : il se jette sur le centre ennemi, le coupe par la bataille d'Abensberg, le 20 avril; entre à Landshut le 21; se rabat le jour suivant sur la droite des Autrichiens, les écrase à Eckmühl, les accule au Danube, et les eût pris si Ratisbonne n'avait été enlevée quelques jours auparavant.

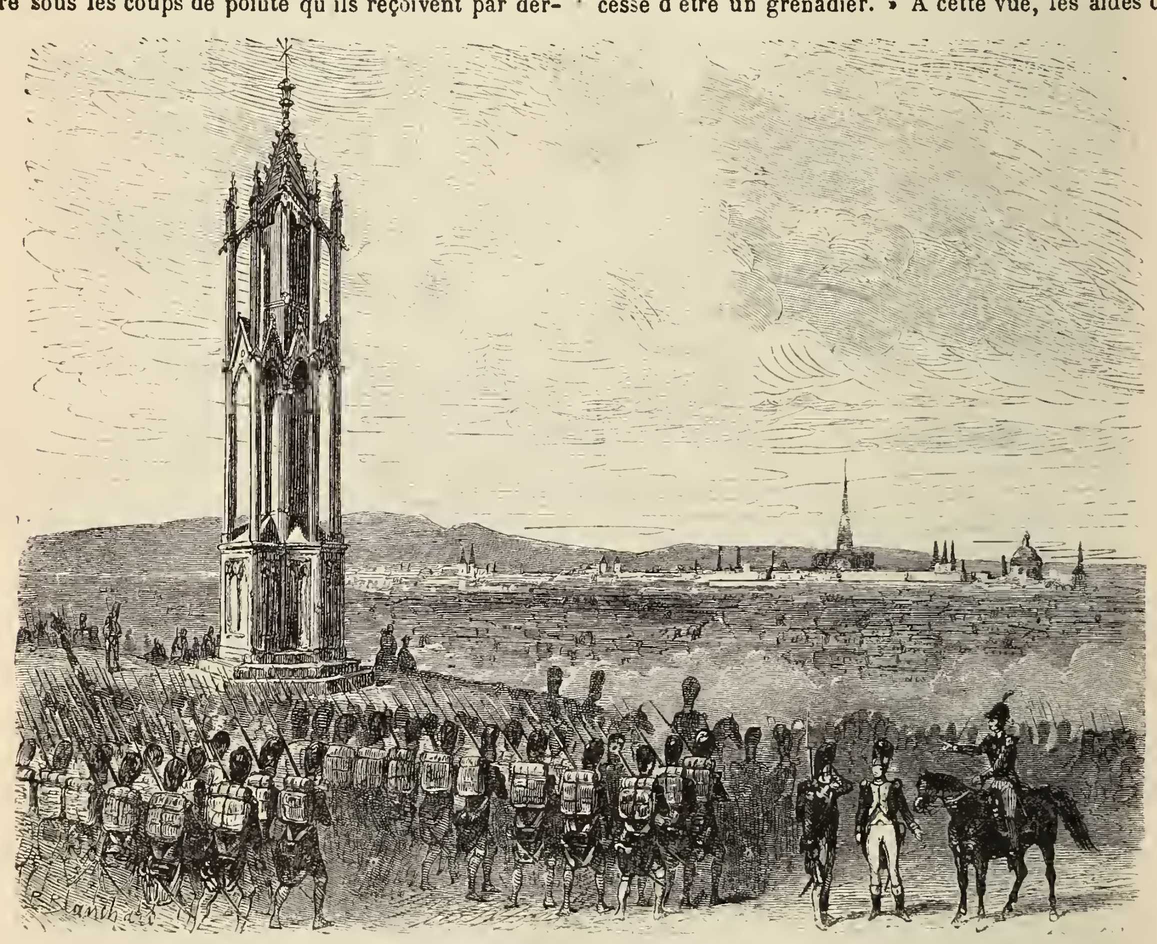


Napoléon à Ratisbonne (23 avril 1809). (Page 338, col. 2.)

Il y eut à la bataille d'Eckmühl un terrible combat entre les cuirassiers français de Nansouty et de Saint-Sulpice et les cuirassiers autrichiens. « Il était sept heures du soir, la nuit approchait, et derrière les cavaliers bavarois et wurtembergeois, nos alliés, débouchaient en masse, faisant retentir la terre sous les pas de leurs chevaux, les dix régiments de Nansouty et de Saint-Sulpice. Un terrible choc était inévitable entre les deux cavaleries, l'une voulant couvrir la plaine dans laquelle, en ce moment, se repliait l'archiduc Charles, et l'autre voulant conquérir cette plaine pour y terminer la victoire sous les murs mêmes de Ratisbonne. Pendant que nos cuirassiers s'avancent sur la chaussée, flanqués de leur cavalerie légère, la masse des cavaliers ennemis s'ébranle la première à la lueur du crépuscule. Les cuirassiers de Gatteshein fondent au galop sur les cuirassiers français. Ceux-ci, attendant avec sang-froid leurs adversaires, font une décharge de toutes leurs armes à feu, puis une partie d'entre eux s'élancent à leur tour, prennent en flanc les cuirassiers ennemis, les renversent et les poursuivent à outrance. Alors les cuirassiers autrichiens, dits de l'empereur, viennent au secours de ceux de Gatteshein. Les nôtres les reçoivent et les repoussent. Les braves hussards de Slipsics veulent prêter appui à leur grosse cavalerie, et ne craignent pas de se jeter sur nos cuirassiers. Après un honorable effort, ils sont culbutés comme

les autres, et toute la masse de la cavalerie autrichienne, dispersée, s'enfuit au delà d'Egloffsheim au galop. Tandis que nos cavaliers suivent la chaussée, ceux des Autrichiens, trouvant la plaine marécageuse, veulent regagner la chaussée, se mêlent ainsi au torrent des nôtres et tombent dans nos rangs. Une foule de combats singuliers s'engagent alors aux douteuses clartés de la lune, et, au milieu de l'obscurité qui commence, on n'entend que le cliquetis des sabres sur les cuirasses, le cri des combattants, le pas des chevaux. Nos cuirassiers, portant la double cuirasse, couverts par conséquent dans tous les sens, ont moins de peine à se défendre que les Autrichiens, qui, ne portant de cuirasse que sur la poitrine, tombent en grand nombre sous les coups de pointe qu'ils reçoivent par derrière. Une foule de ces malheureux sont ainsi condamnés à mort. Jamais, depuis vingt ans, on n'a vu une pareille scène de désolation. » (Thiers.)

Napoléon voulut qu'on réoccupât la ville de Ratisbonne, et alla lui même placer les batteries. Il examinait les fortifications avec sa lunette, lorsqu'une balle morte le frappa au cou-de-pied. Il ne s'en émut pas, se fit panser immédiatement, remonta à cheval et parcourut le front de ses troupes, qui, apprenant sa blessure, l'accueillirent avec enthousiasme. Pendant ce temps, Lannes conduisait ses grenadiers à l'assaut. Ils hésitaient; le duc de Montebello saisit alors une échelle et s'élança en leur criant : « Vous allez voir que votre maréchal, tout maréchal qu'il est, n'a pas cessé d'être un grenadier. » A cette vue, les aides de



Prise de Vienne (10 mai 1809). (Page 338, col. 2.)

camp Marbot et Labédoyère s'élancent et lui arrachent les échelles des mains. Les grenadiers les suivent, prennent les échelles, se précipitent en foule, escaladant le fossé, la muraille, et courent vers les portes sous la fusillade. Tout à coup on est arrêté par un cri de terreur : « Prenez garde à vous, nous allons tous sauter en l'air! » s'écrie un officier. La fusillade pouvait, en effet, faire sauter deux barils de poudre laissés dans la rue. On s'arrête d'un commun accord, on dérange les barils de poudre, les Autrichiens partent, la ville est prise.

Par cinq jours de combats, Napoléon avait pris 60 000 hommes, enlevé 100 pièces de canon, un immense matériel, scié en deux l'armée autrichienne, rejeté l'aile droite en Bohême, l'aile gauche sur l'Inn, et conquis la route de Vienne. Malheureusement, avant d'y arriver, Masséna eut à soutenir, pour franchir la Traune, un combat affreux au château d'Ébersberg. Cette position, jugée inaccessible, fut enlevée avec une rare intrépidité, mais ce fut une des affaires les plus sanglantes des guerres de l'Empire. On se battit au milieu des flammes qui dévoraient le château. Quand nous fûmes maîtres d'Ébersberg, ce n'était qu'un monceau de ruines fumantes « d'où s'exhalait une odeur insupportable, celle des cadavres consumés par les flammes. » 3000 Autrichiens furent tués; nous perdîmes 1700 hommes.

Le 10 mai, un mois après l'ouverture des hostilités, Napoléon était devant la capitale de l'Autriche, qui, après un bombardement de quelques heures, dirigé

avec d'infinies précautions, lui ouvrit ses portes. La rapidité d'un tel triomphe montre avec quelle habileté le plan était conçu.

§ 8. JOURNÉES D'ESSLING ET DE WAGRAM (1809).



IL restait à l'Autriche deux armées : celle d'Italie, sous l'archiduc Jean, qui, d'abord heureuse, avait battu le prince Eugène et menacé la ligne de l'Adige, mais qui, ramenée en arrière par la nouvelle des succès de Napoléon, avait reculé en toute hâte sur la Piave, puis sur la Hongrie; celle de l'archiduc Charles, forte encore de 100 000 hommes, postée en face de Vienne, mais de l'autre côté du Danube. Napoléon se tourna contre cette dernière.

Sous les murs de Vienne, le Danube s'étend à l'aise dans une plaine et atteint une grande largeur. Le passage d'un fleuve en présence d'une armée ennemie est toujours une opération difficile. La masse d'eau d'un fleuve comme le Danube rendait cette opération presque impossible. Napoléon néanmoins la tenta et réussit d'abord. Afin de diminuer le danger, il choisit, pour effectuer le passage, le point où le Danube est séparé par trois îles en quatre bras. Le premier a 240 toises de largeur; le deuxième, où se trouve le grand courant, en a 270; le troisième, seulement 15; le quatrième, de 50 à 70. Des trois îles, la dernière était la plus longue : c'est l'île Lobau, à jamais célèbre par les événements extraordinaires dont elle fut le témoin. Elle a une lieue de long sur une lieue et demie de large. On pouvait y arriver sans être inquiété par l'ennemi, et il ne restait plus que le petit bras à franchir sous le feu des Autrichiens. L'opération devenait ordinaire.

En débouchant sur la rive gauche du Danube, on rencontrait deux villages, Aspern et Essling, séparés par un fossé. Passant à l'improviste dans la journée du 20 mai, l'Empereur fait occuper et fortifier les deux villages. Le 21, l'action s'engage. L'armée ennemie était forte de 90 000 hommes; nous n'avions que 23 000 hommes à lui opposer; le reste de l'armée n'avait pu encore passer dans la nuit parce que les ponts qui communiquaient de la rive droite à l'île Lobau s'étaient déjà rompus : le Danube croissait de plus en plus. L'Empereur se serait retiré dans l'île Lobau, mais les ponts venaient d'être rétablis et plusieurs divisions passaient. Croyant pouvoir terminer la guerre d'un seul coup, il ordonna de tenir énergiquement. Avec 23 000 hommes portés à 30 000, le soir on combattit toutes les forces de l'archiduc Charles. Les villages d'Essling et d'Aspern étaient pris et repris par le bouillant maréchal Lannes et l'intrépide Masséna. Entre les deux villages, Bessière, Lassale exécutaient de brillantes charges de cavalerie et arrêtaient les masses autrichiennes. Pendant la Nuit, Napoléon fit arriver encore 30 000 hommes sur la rive gauche. Il aurait eu toutes ses forces, si le grand pont, déjà rompu plusieurs fois et plusieurs fois rétabli, n'avait été brisé et entraîné par les matériaux énormes, les arbres, les moulins que roulait le Danube débordé ou que l'ennemi jetait dans le fleuve. Le passage des caissons d'artillerie ne put s'effectuer, et le manque de munitions allait nous arrêter. Le 22, enfin, la lutte s'était engagée de nouveau autour d'Aspern et d'Essling, mais bientôt l'Empereur avait lancé des forces considérables sur le centre des Autrichiens. Lannes les avait culbutés, les poussait vivement. La bataille était gagnée. A ce moment on vient dire à l'Empereur que les munitions vont manquer. Il donne l'ordre à Lannes de s'arrêter, ne voulant pas ainsi se hasarder dans le pays. L'ennemi, surpris de notre immobilité, revient à la charge et croit cette fois nous précipiter dans le Danube. Notre artillerie, peu considérable et obligée de ne tirer que lentement, ne pouvait répondre aux 300 bouches à feu que l'ennemi plaçait devant nous. Il fallait garder à tout prix Aspern et Essling. Ces deux villages n'étaient plus qu'un amas de décombres qu'on se disputait avec acharnement. Vers six heures du soir, le brave maréchal Lannes, au moment de descendre de cheval, eut les deux genoux fracassés par un boulet. L'Empereur le serra en pleurant dans ses bras, et l'illustre maréchal, répondant à ces marques d'affection, lui dit : « Dans une heure vous aurez perdu celui qui meurt avec gloire et la conviction d'avoir été et d'être votre meilleur ami. » Cette mort, bientôt connue des soldats, répandit dans les rangs une profonde tristesse, mais il s'agissait d'autre chose que de se livrer à ses impressions : il fallait assurer le succès de l'armée. Appelant le général Mouton et lui donnant les fusiliers de la garde : « Brave Mouton, lui dit l'Empereur, faites encore un effort; mais finissez-en, car après ces fusiliers je n'ai plus que les grenadiers et les chasseurs de la vieille garde, dernière ressource qu'il ne faut d penser que dans un désastre » Ce dernier effort réussit, et les Autrichiens, épuisés, nous laissèrent le champ de bataille. Cette lutte inégale durait depuis trente heures. Il ne fallait pas songer à la continuer avec des ponts rompus. Pendant la nuit, Napoléon ramena peu à peu ses troupes dans l'île Lobau, voulant attendre, pour recommencer l'opération, d'avoir vaincu le Danube qui seul sauvait les Autrichiens. Les Français repassèrent donc le petit bras du fleuve sans laisser sur l'autre rive ni un canon, ni un blessé. Masséna passa le dernier sous le feu des tirailleurs ennemis, enhardis par notre retraite. Son intrépidité dans ces deux fameuses journées lui valut le glorieux titre de prince d'Essling. Ces deux journées avaient offert le spectacle d'une bataille livrée dans les conditions les plus défavorables, une armée supérieure à combattre, un fleuve à dos, le manque de munitions. C'était un succès dans une telle situation que de n'avoir pas essuyé un désastre, mais il nous coûtait cher : Le maréchal Lannes, que Napoléon devait regretter de plus en plus; le général Saint-Hilaire, et enfin 15 000 hommes hors de combat. Les ennemis avaient perdu 27 000 hommes. C'était encore la population d'une grande ville immolée, et sans résultat. Eylau et Friedland avaient commencé ces affreux massacres que nous verrons s'accroître jusqu'à la fin de l'Empire; car des deux côtés on opérait avec des armées plus considérables, et à force de battre nos ennemis, nous leur apprenions à nous résister.

« C'est au moment de quitter la vie, a dit Napoléon, qu'on s'y rattache de toutes ses forces. Lannes, le plus brave de tous les hommes, Lannes, privé de ses deux jambes, ne voulait pas mourir. A chaque instant le malheureux demandait l'Empereur; il se cramponnait à moi de tout le reste de sa vie : il ne voulait que moi, ne pensait qu'à moi. Espèce d'instinct! Assurément il aimait mieux sa femme et ses enfants que moi; il n'en parlait pourtant pas : c'est qu'il n'en attendait rien; c'était lui qui les protégeait, tandis qu'au contraire, moi, j'étais son protecteur. J'étais pour lui quelque chose de vague, de supérieur, j'étais sa providence : il implorait!... Il était impossible, ajoutait Napoléon, impossible d'être plus brave que Murat et Lannes. Murat n'était demeuré que brave. L'esprit de Lannes avait grandi au niveau de son courage : il était devenu un géant. — S'il eût vécu dans ces derniers temps, je ne pense pas qu'il eût été possible de le voir manquer à l'honneur et au devoir. Il était de ces hommes à changer la face des affaires par son propre poids et par sa propre influence. »



Lannes, duc de Montebello.

Revenu dans l'île Lobau, Napoléon résolut d'en faire un immense camp retranché et de l'unir à la rive droite par des ponts de charpente. Il y a quelque chose de plus beau que les grandes batailles : c'est l'activité d'un homme de génie qui, par des combinaisons sûres, par des moyens ingénieux, parvient à triompher de la nature. La bataille d'Essling était terminée le 23 mai ; le 3 juillet, le bulletin de la grande armée pouvait dire :

« Enfin il n'existe plus de Danube pour l'armée française : le général comte Bertrand a fait exécuter des travaux qui excitent l'étonnement et inspirent l'admiration. Sur une largeur de quatre cents toises et sur un fleuve le plus rapide du monde, il a, en quinze jours, construit

Mort du maréchal Lannes à la bataille d'Essling, le 22 mai 1809. (Page 339, col. 2.)

un pont formé de soixante arches, où trois voitures peuvent passer de front; un second pont de pilotis a été construit, mais pour l'infanterie seulement. Après ces deux ponts, vient un pont de bateaux. Nous pouvons donc passer le Danube en trois colonnes. Ces trois points sont assurés contre toute insulte, même contre l'effet des brûlots et machines incendiaires, par des estacades sur pilotis, construites entre les îles, dans différentes directions. A voir ces immenses travaux, on croit qu'on a employé plusieurs années à les exécuter; ils sont cependant l'ouvrage de quinze à vingt-cinq jours; ils sont défendus par des têtes de pont ayant chacune seize cents toises de développement, formées de redoutes palissadées, fraisées et entourées de



Bataille de Wagram (6 juillet 1809). (Page 342, col. 2.)

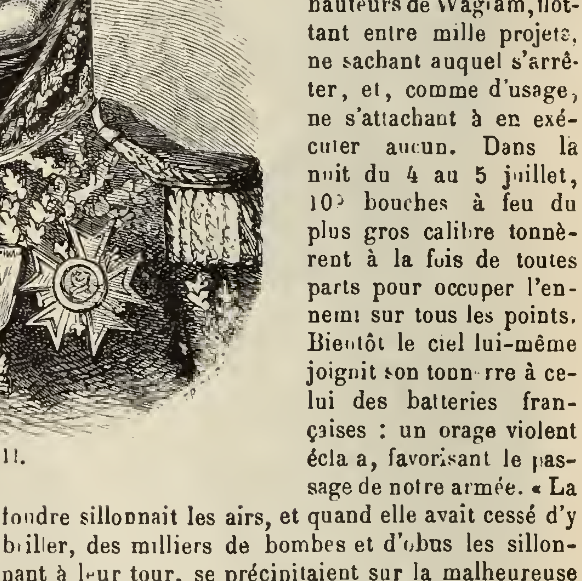
fossés pleins d'eau. L'île Lobau est une place forte : il y a des manutentions de vivres, cent pièces de gros calibre et vingt mortiers ou obusiers de siége en batterie. »

L'armée fut là en effet comme en garnison; elle avait des vins aussi bons que ceux d'Espagne. Les blessés se remettaient. L'île Lobau semblait une véritable ville, et l'Empereur avait fait éclairer les routes comme les rues de Paris. Rien n'était donc ménagé pour assurer le bien-être des soldats remis du choc terrible des 21 et 22 mai. Rien non plus n'était ménagé pour renforcer l'armée. Napoléon avait à craindre que l'archiduc Jean, repoussé d'Italie et battu par Eugène sous les murs de Raab, ne vînt rejoindre l'ar-

chiduc Charles, qui pourrait être tenté de passer le Danube à son tour, pour nous enfermer entre ses troupes et Vienne soulevée. Le Tyrol tout entier était en insurrection; sur l'Elbe, des partisans prussiens couraient la campagne; dans la Souabe, les populations s'agitaient; dans la Franconie et la Saxe, le fils du duc de Brunswick avait réuni jusqu'à 8000 hommes : la nationalité allemande foulée aux pieds commençait à se réveiller et de longs frémissements couraient d'un bout à l'autre du sol germanique.

Il ne fallait qu'un revers pour qu'une explosion éclatât. Mais Napoléon avait appelé à lui son armée d'Italie, et il était en mesure de n'en pas redouter si l'ennemi n'empêchait pas cette jonction. Le prince Eugène, rejoint lui-même par Macdonald et Marmont vint donner en effet la main à la grande armée sous les murs de Vienne.

Napoléon eut alors 140 000 hommes et 550 pièces de canon à mettre en ligne, forces qu'il n'avait jamais réunies sur un champ de bataille. Les Autrichiens, de leur côté, pouvaient lui en opposer 150 000. Napoléon s'occupa d'abord de relier parfaitement l'île Lobau à la rive droite par un vaste pont en pilotis qui fût à l'abri des crues du fleuve. Dans la nuit du 4 au 5 juillet, tous les travaux étant terminés, Napoléon se prépara à réoccuper la rive gauche. Les Autrichiens, croyant que l'Empereur suivrait le même plan qu'à sa première tentative, avaient protégé les villages d'Aspern et d'Essling par des retranchements formidables. Mais Napoléon, plus habile, choisit un autre point de passage afin de rendre tous leurs ouvrages inutiles. Il fait aussitôt jeter trois ponts à la fois sur le petit bras du Danube qui sépare Lobau de la rive gauche, hérisse de batteries de petites îles décorées des noms de *Masséna*, *Lannes*, *Alexandre*, et tient prêtes les redoutes de l'île à commencer un feu terrible pour couvrir la plaine de tant de mitraille que les troupes autrichiennes soient dans l'impossibilité d'y tenir.



Macdonald.

Les Viennois, sous les yeux, quelquefois même avec le concours desquels s'exécutait cette prodigieuse entreprise, frémissaient en secret, et, sans la puissante armée qui les contenait, auraient fini par se soulever; car ils étaient doux, mais très-patriotes et animés des sentiments qui conviennent à un grand peuple. Napoléon avait pris des soins extrêmes pour les calmer. La discipline avait été rigoureusement observée. Pas un propos, pas un acte offensant n'était permis; toute infraction était réprimée à l'instant même. Les vivres manquant, Napoléon avait tiré de Hongrie des quantités considérables de grains et de nombreux convois de bestiaux, de telle sorte qu'on vivait à Vienne sans payer les subsistances trop cher. Il avait consenti à employer la bourgeoisie pour le maintien de l'ordre, parce que nos troupes ne parlant pas la langue du pays, étant d'ailleurs étrangères et ennemies, étaient moins propres qu'une milice nationale à se faire écouter quand il y avait du tumulte. Mais il avait limité à 6000 les bourgeois employés à cet usage, et ne leur avait laissé que 4500 fusils, nombre égal à celui des hommes qui étaient de garde chaque jour. Napoléon, en outre, exerçait une surveillance sévère sur les habitants. Sachant que beaucoup de soldats de l'ancienne garnison s'étaient cachés dans la ville, sous l'habit civil, prêts à seconder la première révolte populaire, il avait ordonné quelques actes de rigueur, en se bornant toutefois à ce qui était indispensable. Quant aux gens du peuple qui avaient besoin de travail, il leur en fournissait à un taux raisonnable, et pas toujours pour le service de l'armée; souvent, au contraire, pour l'utilité ou l'embellissement de Vienne, afin que le pain qu'il leur procurait ne leur parût pas trop amer.

L'archiduc Charles se trouvait vis-à-vis, sur les hauteurs de Wagram, flottant entre mille projets, ne sachant auquel s'arrêter, et, comme d'usage, ne s'attachant à en exécuter aucun. Dans la nuit du 4 au 5 juillet, 109 bouches à feu du plus gros calibre tonnèrent à la fois de toutes parts pour occuper l'ennemi sur tous les points. Bientôt le ciel lui-même joignit son tonnerre à celui des batteries françaises : un orage violent éclata, favorisant le passage de notre armée. « La foudre sillonnait les airs, et quand elle avait cessé d'y briller, des milliers de bombes et d'obus les sillonnant à leur tour, se précipitaient sur la malheureuse ville d'Enzersdorf, que nos troupes devaient enlever. Jamais la guerre, dans ses plus grandes fureurs, n'avait présenté un spectacle aussi épouvantable. Napoléon, courant à cheval d'un bout à l'autre de la rive où s'exécutait cette prodigieuse entreprise, dirigeait tout avec le calme, avec la sûreté qui accompagnent les projets longuement médités. Tout marchait avec une régularité parfaite, malgré la grêle, la pluie, les balles, les boulets, le roulement du tonnerre et de la canonnade. Vienne, éveillée par ces sinistres bruits, apprenait enfin que son sort se décidait et que la pensée de Napoléon, si longtemps menaçante, était près de s'accomplir. »

A deux heures après minuit, l'armée avait déjà trois ponts. Oudinot passa sur le premier, Masséna sur le second et en livra immédiatement l'usage au maréchal

Davoust. Les troupes défilèrent avec rapidité et en colonnes serrées. Au lever du jour, vers quatre heures du matin, l'orage dissipé laissa voir un soleil radieux qui faisait étinceler des milliers de casques et de baïonnettes. 70 000 hommes étaient déjà en bataille sur la rive ennemie et établis sur la gauche des Autrichiens, dont les retranchements étaient tournés. « Bernadotte, avec les Saxons, s'apprêtait à défiler après la garde impériale. Les armées d'Italie et de Dalmatie, la division bavaroise, transportée pendant la nuit dans l'île Lobau, s'avançaient de leur côté. Tout marchait avec un ensemble merveilleux et irrésistible. Les soldats, à qui on avait défendu d'allumer des feux pendant la nuit, pour ne pas offrir un but aux projectiles de l'ennemi, et qui étaient tout mouillés par la pluie, se réchauffaient aux premières ardeurs d'un soleil de juillet. Quelques-uns sortaient des rangs pour embrasser des parents, des amis qu'ils n'avaient pas vus depuis des années; car des corps, venus les uns du fond de la Dalmatie, les autres des confins de la Pologne et de l'Espagne, se rencontraient sur ce nouveau champ de bataille, après s'être séparés à Austerlitz pour se rendre aux extrémités opposées du continent. La joie de nos soldats éclatait de toutes parts, bien que le soir même un grand nombre d'entre eux ne dussent plus exister. Le soleil, la confiance dans la victoire, l'amour du succès, l'espoir des récompenses éclatantes les animaient. Ils étaient enchantés surtout de voir le Danube vaincu, et ils admiraient les ressources du génie qui les avait transportés si vite et en masse si importante d'une rive à l'autre de ce grand fleuve. Apercevant Napoléon qui courait à cheval sur le front des lignes, ils mettaient leurs shakos au bout de leurs baïonnettes et le saluaient des cris de : Vive l'Empereur! » (Thiers.)

L'archiduc, se voyant tourné, ne crut d'abord avoir affaire qu'à une partie de l'armée française et ne s'effraya pas. Son frère, l'empereur François-Joseph, manifestant des inquiétudes, l'archiduc lui répondit qu'il avait laissé passer les Français pour les jeter dans le fleuve. « C'est bien, répliqua l'empereur avec finesse, mais n'en laissez pas passer un trop grand nombre. » Le mot courut plus tard dans l'armée française et a fait fortune. Le 5, en effet, Napoléon se développant dans la plaine, Davoust à droite, Masséna à gauche, faisait avancer l'artillerie qui tirait en marchant, jetait entre les batteries ses escadrons, et avançait lui-même, avec Bernadotte et la réserve du centre. Devant cette marche, les Autrichiens se replièrent sur les hauteurs de Neusiedel et de Wagram.

Le lendemain (6 juillet), l'archiduc essaya de tourner la gauche de la ligne française, qui avait trois lieues d'étendue, afin de la couper du Danube. Mais de ce côté était Masséna, et il ne fallait pas espérer de lui passer aisément sur le corps. L'intrépide maréchal, tout meurtri d'une chute récente et porté dans une calèche découverte, arrêtait à la gauche les colonnes ennemies. L'Empereur le fait soutenir, puis commande à Drouot de porter au galop cent bouches à feu en avant de sa ligne de bataille pour cribler de boulets le centre ennemi. Drouot se pose en jalon, et les cent pièces de canon s'alignent sur son épée. « En un instant, commence la plus affreuse canonnade qui ait signalé nos longues guerres. » Macdonald, portant encore le costume de général républicain, se précipite alors sur l'ennemi, le fait reculer. « Quel brave homme! » s'écrie l'Empereur en le voyant marcher avec une rare intrépidité au milieu de la mitraille. En même temps Davoust et Oudinot, à la droite, enlèvent les hauteurs d'Einsiedeln et de Wagram. La confiance que Napoléon avait mise dans le maréchal Davoust est ici, comme toujours, pleinement justifiée. Le moment d'attaquer étant venu, ces braves troupes, dignes de leurs chefs, gravirent le revers de la position de Neusiedel avec une rare intrépidité. Morand, placé à l'extrême droite, s'avance le premier, parce que la pente, plus douce de son côté, offre un abord plus facile. Friant, placé entre Morand et Neusiedel, où il forme le sommet de l'angle, attend que Morand ait gagné du terrain sur l'extrémité de la ligne ennemie pour attaquer la hauteur à son tour. Il se borne quant à présent à un violent feu d'artillerie, qu'il soutient avec soixante pièces détachées de plusieurs divisions. Morand, secondé à gauche par cette canonnade, à droite par les charges de cavalerie de Montbrun, gravit froidement le terrain qui s'élève devant lui. L'Autrichien Rosemberg, pour faire face à cette attaque de flanc, replie sa ligne en arrière. La mousqueterie de toute cette partie de la ligne autrichienne n'arrête point Morand. Il continue à monter sous un feu plongeant, et puis aborde l'ennemi en colonnes d'attaque.

Pendant que le maréchal Davoust accomplit ainsi sa tâche, Napoléon, voyant ses feux dépasser la tour carrée, ne doute plus du succès de la journée. « La bataille est gagnée! » s'écrie-t-il, et il en fait porter la nouvelle au maréchal Masséna, au prince Eugène, au général Macdonald. Mais il ne se borne pas à pousser un cri de victoire; il ordonne au corps d'Oudinot de marcher sur Baumersdorf et Wagram, et d'enlever cette partie des hauteurs. Les troupes d'Oudinot s'élancent sur le village de Baumersdorf, qu'elles n'avaient pas pu emporter la veille, le traversent et s'élèvent sur le plateau, venant se joindre à la division Gudin par leur droite. L'élan devient alors général. On refoule partout la ligne autrichienne, et en ce moment, la division Gudin s'alignant sur celles de Friand et de Morand, on voit le corps entier de Davoust ne plus former qu'une longue ligne oblique qui balaye dans toute son étendue le plateau de Wagram.

L'archiduc Charles fait sonner la retraite. Il avait perdu 24 000 hommes morts ou blessés, 12 000 prisonniers, et 20 pièces de canon. Nous avions, de notre côté, 7000 morts et 11 000 blessés.

Ce n'était pas là un de ces coups fameux comme ceux d'Ulm, d'Austerlitz et d'Iéna; mais Napoléon n'avait plus les mêmes troupes. Beaucoup de jeunes soldats, beaucoup d'étrangers avaient comblé les vides laissés dans la grande armée par les corps envoyés en Espagne; et, avec ces troupes inexpérimentées, les manœuvres audacieuses eussent fait courir de trop grands risques. S'il avait eu à Wagram les soldats d'Austerlitz, une manœuvre qu'il n'osa faire eût amené certainement pour l'armée autrichienne un immense désastre. Cette bataille, d'ailleurs, était la plus grande que Napoléon eût livrée par le nombre des combattants: « Ce qu'elle avait de merveilleux, dit M. Thiers, ce n'était pas, comme autrefois, la quantité prodigieuse des prisonniers, des drapeaux, des canons conquis dans la journée; c'était l'un des plus larges fleuves de l'Europe franchi devant l'ennemi avec une précision, un en-

semble, une sûreté admirables; c'étaient vingt-quatre heures de combats livrés sur une ligue de trois lieues avec ce fleuve à dos, en conjurant tout ce qu'avait de périlleux une telle situation; c'était la position par laquelle le généralissime autrichien tenait les Français en échec, emportée; l'armée qui défendait la monarchie autrichienne, vaincue, mise hors d'état de tenir la campagne. »

Un armistice fut d'abord signé à Znaïm le 11 juillet; le traité de Vienne ne le fut que le 14 octobre 1809. L'Autriche y perdit 3 400 000 âmes, que Napoléon, la Bavière, la Saxe, le grand-duché de Varsovie et la Russie



se partagèrent, le plus gros lot restant, bien entendu, à l'Empire français, qui s'agrandit des provinces illyriennes jusqu'à la rive droite de la Save. Napoléon voulait une route de terre pour aller dans l'empire turc.

Les négociations terminées, il allait partir; il passait à Schœnbrunn une revue de sa belle armée, lors qu'un jeune fanatique, un étudiant nommé Staaps, essaya de pénétrer jusqu'à lui pour l'assassiner. Il appartenait au *Tugend-Bund*, association de la vertu, société secrète qui s'efforçait de réveiller le patriotisme allemand et d'amener un soulèvement général. Mais il



Napoléon et l'assassin Staaps (12 octobre 1809).

fut immédiatement arrêté. Après la revue, Napoléon se fit amener ce jeune homme pour l'interroger lui-même. Il le trouva complétement ignorant des causes de la guerre et obstiné dans son projet, qu'il avait seul conçu. Il le fit examiner par le médecin Corvisard, qui déclara ne voir en lui aucune espèce de maladie. L'Empereur lui offrit sa grâce avec bonté; mais le jeune homme persistant à dire qu'il recommencerait sa tentative, on fut obligé de le livrer à une commission militaire. Napoléon, affligé par cet événement qui montrait quelle haine on excitait contre lui, se hâta de retourner à Paris pour prendre les mesures propres à amener la pacification de l'Espagne et la paix maritime.

§ 9. ÉVÉNEMENTS EN ESPAGNE; FLESSINGUE (AOUT 1809); ABOLITION DU POUVOIR TEMPOREL DU PAPE (MAI-JUIN 1809).



PENDANT la campagne d'Autriche, la guerre avait continué en Espagne, s'y éparpillant dans toutes les provinces, comme l'insurrection elle-même, de sorte qu'il y avait un nombre infini de combats et pas une seule bataille. Cependant 300 000 Français étaient en Espagne, mais Napoléon n'y était pas : les divisions de ses maréchaux empêchaient tout concert. Se jalousant les uns les autres, ils tiraient chacun de son côté les vivres, l'argent, les troupes, et plus d'un se consolait vite de la défaite d'un collègue, en songeant que c'était l'échec d'un rival. Le plan général était ainsi constamment sacrifié à l'intérêt particulier des généraux, et l'on s'arrangeait de manière à tirer le meilleur parti de son commandement bien plus qu'à être une pièce utile dans le grand échiquier de guerre où Napoléon les dirigeait de si loin. Une expédition de Soult en Portugal échoua complètement, quoique ce maréchal fût entré dans Oporto; Ney évacua la Galicie; et la bataille de Talaveyra, livrée par Joseph à sir Wellesley le 28 juillet 1809, eût été une défaite, si l'approche de Soult avec son corps d'armée n'eût contraint les Anglo-Espagnols à reculer dans l'Andalousie. Malgré cette retraite, c'était une campagne perdue.

Les Anglais avaient aussi menacé nos établissements maritimes. A l'île d'Aix ils lancèrent 30 brûlots contre une de nos escadres et incendièrent 4 vaisseaux; aux bouches de l'Escaut ils s'emparèrent de Flessingue (15 août 1809), et menacèrent le grand arsenal d'Anvers, où Napoléon disait qu'il avait un pistolet chargé au cœur de l'Angleterre. Napoléon ordonna d'appeler les gardes nationales des départements voisins. On alla au delà de ses ordres et on mit toute la France en mouvement. Napoléon, dans une lettre à Fouché écrite de Schœnbrunn, se montra irrité de cette vaine agitation : « Une espèce de vertige, disait-il, tourne les têtes en France. Tous les rapports que je reçois m'annoncent qu'on lève des gardes nationales en Piémont, en Languedoc, en Provence, en Dauphiné. Que diable veut-on faire de tout cela, lorsqu'il n'y a pas d'urgence et que cela ne pouvait se faire sans mon ordre? A la nouvelle de l'expédition, j'ai levé 30 000 gardes nationales et j'ai désigné les divisions militaires qui devaient les fournir. Si j'en avais voulu partout, je l'aurais dit. Que l'Artois, la Flandre, le Brabant, la Lorraine fournissent des gardes nationales pour marcher au secours d'Anvers, parce que l'ennemi a débarqué dans l'Escaut, on comprend ce que cela veut dire. Mais lorsqu'on met en armes le Piémont, le Languedoc, la Franche-Comté, le Dauphiné, ces provinces ne savent ce qu'on leur demande. Le peuple prend de l'incertitude sur le gouvernement, les esprits travaillent, le moindre accident peut faire naître une crise. Je ne sais pas si l'on doit blâmer les individus du département des *Forêts* qui ont demandé à voir le décret qui leur ordonnait de marcher; il me semble qu'ils avaient ce droit. Je ne sais ce qui s'est fait aux environs de Paris. Il était plus simple d'organiser 3000 hommes pour remplacer la garde municipale, et de former deux



Les Anglais abandonnent l'île de Walcheren (septembre 1809). (Page 346, col. 1.)

ou trois bataillons pour aller à l'ennemi. Prenez des mesures pour que les préfets remettent les choses dans l'état où elles étaient; je ne veux pas de gardes nationales autres que celles que j'ai requises, et, en y pensant mûrement, je ne veux pas d'officiers que je ne connais pas. »

Les gardes nationales des départements voisins d'Anvers suffirent en se jetant dans la place, pour la protéger. Les fièvres, comme l'avait prévu Napoléon, décimèrent les 45000 hommes que la flotte anglaise avait débarqués dans l'île de Walcheren. Les généraux ennemis durent abandonner Flessingue, leur récente conquête, et du plus grand armement maritime il ne resta que le ridicule d'un immense effort n'aboutissant pas au plus mince résultat.

Jusqu'à Tilsitt, Napoléon n'avait fait que monter en gloire et en puissance. En face de cet homme, dont le génie, comme la fortune, semblait passer la mesure humaine, il n'y avait eu place ni pour la critique ni pour la crainte. Cependant, en 1807, l'admiration, sans se lasser, la confiance, sans se restreindre, demandaient que le vol glorieux des aigles impériales s'arrêtât pour que la France jouît en paix et sans mélange de sa merveilleuse grandeur. La spoliation des Bourbons d'Espagne éveilla les premières inquiétudes; la guerre d'Espagne, celle d'Autriche, les accrurent malgré les trophées de Burgos et d'Abensberg, parce que, derrière les armées régulières et les vieux gouvernements que nous avions seuls combattus depuis 1792, on vit pour la première fois les peuples se lever contre nous. En Espagne, l'insurrection, jadis notre auxiliaire, venait de paralyser des forces immenses; en Allemagne, contenue encore, mais excitée par des sociétés secrètes, elle avait éclaté sur vingt points.



Arrestation du pape (6 juillet 1809).(Page 347, col. 1.)

Mais les succès de la campagne de 1809 avaient rendu Napoléon plus hardi. Le pape, irrité de l'occupation de Rome, se refusait à tout ce qu'on demandait de lui, particulièrement à reconnaître le blocus et à accepter les évêques nommés par l'Empereur. Le pontife s'était enfermé dans le Quirinal comme dans une forteresse, envoyait des protestations aux cours étrangères contre les violences dont il se disait l'objet, et rendait de plus en plus difficile la position du général Miollis à Rome. Celui-ci, en voulant faire arrêter le cardinal Pacca, secrétaire d'État, chef principal de la résistance, avait causé un grand scandale.

Napoléon, vainqueur à Ratisbonne et maître de Vienne, résolut de profiter de ces coups terribles pour détruire enfin la puissance temporelle des papes. Par un décret du 17 mai, il déclarait qu'en sa qualité de successeur de Charlemagne, » il retirait la dotation que cet empereur avait faite au saint-siége, il nommait une consulte pour administrer les États romains, il proclamait l'abolition des substitutions, de l'inquisition, des couvents, des juridictions ecclésiastiques, et appliquait à cette partie de l'Italie, comme il avait fait aux autres, les principes de 1789, dont il était, malgré son ambition, le glorieux représentant. Pie VII gardait la propriété des palais de Rome, recevait deux millions par an et toute liberté pour l'exercice de son pouvoir spirituel. Ce décret, publié à Rome le 11 juin, détermina l'explosion. Le pape, pour défendre ses intérêts temporels, eut recours aux armes spirituelles, aux foudres de l'Eglise, et lança une bulle d'excommunication, non pas contre Napoléon personnellement, mais contre tous les « auteurs et complices des actes de violence exercés sur le saint-siége. »

L'Empereur, prévoyant les démonstrations que soulèverait son décret, avait donné au roi de Naples des instructions sévères. « Si le pape, écrivait-il, veut faire

une réunion de cabaleurs, tels que le cardinal Pacca, etc., il n'en faut rien souffrir et agir à Rome comme j'agirais avec le cardinal-archevêque de Paris. » Le général Miollis, auquel cette lettre fut communiquée, se crut autorisé à prendre telles mesures qu'il jugerait convenables. Comme la fomentation croissait à Rome et que des bruits alarmants circulaient sur les intentions de Pie VII, déterminé, disait-on, à donner le signal d'une insurrection, le général Miollis prit sur lui, non-seulement d'arrêter le pape, ce que Napoléon avait permis, mais encore de l'emmener hors de la ville, ce qui n'avait jamais été ordonné. Le 6 juillet, à trois heures du matin, le colonel de gendarmerie Radet força, avec ses hommes, le Quirinal, pénétra dans l'appartement du pape, effrayé de cette irruption subite, et lui déclara qu'il lui fallait sur-le-champ monter en voiture. Le pape obéit, et avant que la population se fût répandue dans les rues, on était hors de Rome. On voulait faire arrêter Pie VII à Florence, mais la sœur de Napoléon, Élisa, grande-duchesse de Toscane, ne voulut point d'un hôte si embarrassant. On continua sur Alexandrie. Là, même refus du prince Borghèse. On conduisit alors le pontife à Grenoble. Mais arrivèrent des lettres de Napoléon qui blâmaient ces voyages. De Schœnbrunn il écrivait au ministre de la police : « Je reçois en même temps les deux lettres ci-jointes du général Miollis et une troisième de la grande-duchesse. Je suis fâché qu'on ait arrêté le pape, c'est une grande folie. Il fallait arrêter le cardinal Pacca et laisser le pape tranquille à Rome ; mais enfin il n'y a point de remède : ce qui est fait est fait. Je ne sais ce qu'aura fait le prince Borghèse, mais mon intention est que le pape n'entre pas en France, s'il est encore dans la rivière de Gênes ; le meilleur endroit où l'on pourrait le placer serait Savone. Il y a là une assez grande maison où il serait assez convenablement, jusqu'à ce qu'on sache ce que cela doit devenir. Je ne m'oppose point, si sa démence finit, en ce qu'il soit renvoyé à Rome. S'il était entré en France, faites-le rétrograder sur Savone et sur San-Remo. Faites surveiller sa correspondance. Quant au cardinal Pacca, faites-le enfermer à Fénestrelle et faites-lui connaître que, s'il y a un Français assassiné par l'effet de ses instigations, il sera le premier qui payera de sa tête. »

Le pape fut, de Grenoble, reconduit à Savone. L'Empereur lui envoya une nombreuse livrée et un riche mobilier pour qu'il eût une représentation digne de son rang. Il comptait plus tard faire venir le pape près de lui et user de son ascendant, de son charme si puissant quand il voulait, pour le ramener à des voies de conciliation. Il entrevoyait même la possibilité de faire de Paris la capitale du monde chrétien.

« Ne croyez pas, disait-il en 1812, que je veuille innover en religion. Je ne suis pas un Abdallah-Menou. Je serai un Constantin, mais ni docile temporellement, ni schismatique dans la foi. Si je garde Rome pour mon fils, je donnerai Notre-Dame au pape. Mais Paris sera élevé si haut dans l'admiration des hommes, que sa cathédrale deviendra naturellement celle du monde catholique. C'est la suite et non le démenti de ce que j'ai fait ; c'est le concordat de 1802 agrandi comme l'Empire. Mais pour avoir ainsi pleine raison de l'Église, il faut avoir réussi encore davantage devant les hommes. »

Cette captivité du saint-père lui aliéna la plus grande partie du clergé, et bien des murmures se firent entendre.

Ces symptômes n'échappaient point sans doute à l'œil clairvoyant de Napoléon. On était effrayé de ces guerres incessantes qui mettaient en péril la France, sa grandeur, son repos, l'Empereur lui-même : car tout en improuvant son insatiable ambition, on tenait à lui comme à un sauveur, et on lui en voulait autant de risquer sa personne que de compromettre la France, ainsi qu'il le faisait tous les jours. La fatigue, devenue générale, avait presque corrompu le patriotisme. Les anciens royalistes s'étaient agités dans le faubourg Saint-Germain, et avaient semblé retrouver un peu de mémoire pour les Bourbons. Ils accouraient en foule à Saint-Sulpice, aux conférences d'un prédicateur déjà célèbre, M. de Frayssinous, avec un empressement que leurs sentiments religieux ne suffisaient pas à expliquer. Dans ces conférences, on développait, à leur grande satisfaction, des doctrines fort en désaccord avec celles du décret du 17 mai, qui avait supprimé la souveraineté temporelle du pape. Une décision de la police, en les faisant cesser, avait donné lieu à des propos plus fâcheux que les conférences elles-mêmes. Enfin il était évident qu'une révolution s'opérait déjà dans l'opinion publique, et que le mouvement des esprits qui soulevait l'Europe contre Napoléon commençait à détacher la France de lui. Mais habitu au succès, il ne mesurait plus les obstacles et ne croy pas qu'il y en eût qui pussent tenir contre lui. L'aspect de sa personne avait singulièrement changé dès cette époque. De sombre et maigre qu'il était autrefois, il était devenu ouvert, assuré, plein d'embonpoint, sans que son visage fût moins beau. De taciturne il était devenu parleur abondant, et toujours écouté par l'esprit ravi des uns, par la bassesse docile des autres. De brusque et sec il était devenu impétueux, bouillant, quelquefois dur, quoique toujours calme dans le danger, et bon lorsqu'il voyait souffrir. En un mot, sa toute-puissante nature s'était complétement épanouie, et elle allait décroître contre sa fortune, car rien ne s'arrête. Enfin, au milieu de l'affluence empressée de sa cour, il avait distingué une ou deux femmes, et il s'était peu gêné pour montrer ses goûts, malgré les accès de jalousie de l'impératrice Joséphine, qu'il ne ménageait plus. En avançant dans la vie, il avait vu de plus près les hommes, et sondé chez eux, comme chez tous ceux qui l'entouraient, le fond des affections humaines, et, en approchant sans le savoir, mais en le pressentant quelquefois, du terme de sa grandeur, il semblait avoir contre tout le monde on ne sait quelle amertume cachée, que l'heureuse et prompte fin de la guerre d'Autriche n'avait pas suffi à dissiper, et qui se manifestait par une expression d'autorité plus absolue. Au retour de Wagram, il parut à un de ses serviteurs préoccupé comme il ne l'avait jamais été de sa grandeur personnelle : « Il avait l'air, dit Cambacérès dans ses *Mémoires*, de marcher au milieu de sa gloire. » Pour rassurer l'opinion publique ébranlée, il voulut la maîtriser encore, et il annonça son union avec une duchesse d'Autriche.

§ 10. MARIAGE DE NAPOLÉON AVEC MARIE-LOUISE (AVRIL 1810).

L'Empereur pensait que l'opinion publique s'alarmait moins de ses fautes que des dangers auxquels il

s'exposait sans cesse et de l'avenir incertain de l'Empire. Il n'avait point d'héritier de son sang. Les jalousies qui divisaient sa famille l'éloignaient de son premier projet, laisser le trône de France à l'un de ses frères. D'autre part, choisir son fils adoptif, le prince Eugène, qu'il avait adopté et qu'il aimait beaucoup, c'était faire éclater la guerre entre les Bonaparte et les Beauharnais. Réfléchssiant à toutes ces difficultés, il désirait un héritier incontesté, et malheureusement son union avec Joséphine demeurait stérile. Rien ne l'affligeait plus que la pensée de se séparer de cette douce compagne, couronnée de ses mains. Il prévoyait les luttes qu'il aurait à soutenir contre Joséphine et contre lui-même; aussi avait-il toujours reculé le moment de cette triste séparation. Cependant il avait quarante ans et ne pouvait plus guère différer. Il résolut donc de profiter de la paix dont jouissait l'Empire pour terminer cette délicate affaire et conclure un nouveau mariage.

Pour préparer Joséphine au divorce et lui donner des consolations, il fit venir le prince Eugène. Cependant, avant son arrivée, Napoléon laissa échapper le fatal aveu, et il dut être témoin d'une violente scène de douleur. A peine ces terribles mots étaient-ils prononcés que Joséphine fondit en larmes et tomba presque évanouie. L'Empereur appela sur-le-champ le chambellan de service, M. de Beausset, lui ordonna de l'aider à relever l'Impératrice, qui était en proie à des convulsions violentes, et tous deux, la soutenant dans leurs bras, la transportèrent dans ses appartements.



Divorce de Napoléon et de Joséphine (16 septembre 1809). (Page 350, col. 1.)

On avertit la reine Hortense, qui accourut auprès de l'Empereur, qu'elle trouva tout à la fois ému et irrité des obstacles opposés à ses desseins. Il dit brusquement, presque durement, à la jeune reine, que son parti était pris, que les larmes, les cris ne changeraient rien à une résolution devenue inévitable et nécessaire au salut de l'Empire. Il se montrait dur, comme pour arrêter des pleurs devant lesquels il se sentait prêt à défaillir. La reine Hortense, dont la fierté souffrait en ce moment pour elle et pour sa mère, se hâta d'assurer l'Empereur que des pleurs, des cris, il n'en entendrait pas; que l'Impératrice ne manquerait pas de se soumettre à ses désirs, et de descendre du trône comme elle y était montée, par sa volonté; que ses enfants, satisfaits de renoncer à des grandeurs qui ne les avaient pas rendus heureux, iraient volontiers consacrer leur vie à consoler la meilleure et la plus tendre des mères. L'épouse infortunée du roi Louis avait bien des motifs pour parler ainsi. Mais en l'écoutant, Napoléon, ramené sur-le-champ d'une dureté qu'il affectait à l'émotion vraie qu'il ressentait au fond du cœur, se mit lui-même à répandre des larmes, à exprimer à sa fille adoptive toute la douleur qu'il éprouvait, toute la violence qu'il était obligé de se faire pour prendre le parti qu'il avait pris. Pendant plusieurs jours, le palais fut triste : tout le monde respectait la profonde affliction de Joséphine. Eugène et Hortense voulaient que leur mère et eux-mêmes allassent expier leurs grandeurs dans la retraite. Napoléon les supplia au contraire de rester avec lui. Pour bien mon-



Marie-Louise, mariée à Napoléon le 2 avril 1810.

trer que Joséphine n'était ni répudiée ni disgraciée, mais sacrifiée seulement à un grand intérêt, il voulait qu'elle conservât son titre d'impératrice, qu'elle eût le premier rang à la cour après l'impératrice régnante. Il lui donnait la Malmaison, le beau château de Navarre, près d'Évreux, et une foule d'objets précieux.

Le sacrifice consenti de la part de Joséphine, il fallut le rendre officiel et irrévocable. On convoqua pour le 15 décembre la famille impériale, le chancelier Cambacérès et le comte Regnault de Saint-Jean-d'Angély remplissant les fonctions d'officiers de l'état civil. L'Empereur parut, tenant Joséphine par la main, et tous deux déclarèrent, les larmes aux yeux, leur intention de se séparer. Joséphine ne put prononcer elle-même les nobles paroles qu'elle avait écrites, et le comte Regnault les lut à l'assemblée. « Je me plais à donner à l'Empereur la plus grande preuve d'attachement et de dévouement qui ait été donnée sur la terre. Je tiens tout de ses bontés; c'est sa main qui m'a couronnée, et, du haut de ce trône, je n'ai reçu que des témoignages d'affection et d'amour du peuple français. Je crois reconnaître tous ces sentiments en consentant à la dissolution d'un mariage qui désormais est un obstacle au bien de la France, qui la prive du bonheur d'être un jour gouvernée par les descendants d'un grand homme si évidemment suscité par la Providence pour effacer les maux d'une terrible révolution, et rétablir l'autel, le trône et l'ordre social. Mais la dissolution de mon mariage ne changera rien aux sentiments de mon cœur: l'Empereur aura toujours en moi sa meilleure amie. Je sais combien cet acte, commandé par la politique et par de si grands intérêts, a froissé son cœur; mais l'un et l'autre nous sommes glorieux du sacrifice que nous faisons au bien de la patrie. » Au Sénat, qui devait par un sénatus-consulte déclarer le mariage civil dissous, le prince Eugène se montra également plein de dignité. « Les larmes que cette résolution a coûtées à l'Empereur, dit-il, suffisent à la gloire de ma mère. » Pour la dissolution du mariage religieux on réunit plusieurs évêques qui déclarèrent l'autorité diocésaine et métropolitaine compétente sans qu'il fût besoin de recourir au pape. Cette autorité déclara le mariage religieux, célébré sans témoins la veille du sacre, dissous pour vice de forme. Napoléon était libre, mais pendant que Joséphine se retirait à la Malmaison, il se retira également à Trianon, comme pour porter le deuil de cette alliance qui avait, suivant son expression, « embelli quinze ans de sa vie. »

La difficulté était maintenant de choisir une nouvelle épouse. L'Empereur pouvait prendre la fille du roi de Saxe, prince tout dévoué à sa politique, mais ce mariage ne lui donnait qu'un frêle appui. Or, il voulait faire servir sa nouvelle union à ses projets et en faire le gage d'une alliance durable avec une grande puissance. Toujours épris de l'alliance russe, il fit donc rappeler à Alexandre les paroles d'Erfurt et demander si on pouvait lui accorder la grande-duchesse Anne. Bien que celle-ci ne fût âgée que de quinze ans et d'une santé délicate, les avantages de maintenir l'alliance étaient si grands que Napoléon consentait à passer par-dessus toutes les considérations, même celle de religion, et à avoir une chapelle grecque aux Tuileries. Mais Alexandre était bien refroidi de son enthousiasme pour Napoléon, mécontent d'ailleurs de son attitude pendant la dernière guerre. Un accroissement de territoire donné par le traité de Vienne au grand-duc de Varsovie avait fort déplu aux Russes. La Moldavie et la Valachie qu'on leur avait permis de prendre n'étaient pas conquises. Alexandre voulut donc bien resserrer les liens un peu relâchés qui l'unissaient à Napoléon, mais il entendait les faire payer d'un prix que la loyale conscience de Napoléon repoussa. Celui-ci s'aperçut bientôt qne les lenteurs de la cour de Saint-Pétersbourg étaient surtout motivées par le désir d'obtenir la ratification d'un traité par lequel la France s'engagerait à ne laisser jamais rétablir le royaume de Pologne et que les noms de Pologne et de Polonais disparaîtraient de tous les actes. Les négociations, commencées en décembre, n'étaient point terminées en février. Napoléon, impatient et ne voulant point se rendre complice des odieux traités de partage qu'il avait, autant que possible, modifiés, se retourna vers l'Autriche.

Ici, au lieu de solliciter, il se voyait au contraire poursuivi de sollicitations. La cour d'Autriche intriguait dans l'entourage de Napoléon pour faire tomber le choix du puissant Empereur sur une archiduchesse. Cette ambitieuse maison, toujours malheureuse à la guerre, s'est toujours relevée par des mariages. Elle oublia les sanglants souvenirs de Marie-Antoinette pour ne voir que le profit de l'alliance nouvelle, qui lui permettait de réparer ses désastres et qui surtout éloignerait la Prusse de Napoléon. Le prince de Schwartzenberg avait ses instructions. Dès que l'Empereur lui eut fait des ouvertures, l'ambassadeur se déclara prêt à signer un contrat de mariage. La promptitude à satisfaire sa volonté plaisait beaucoup à Napoléon. Le contrat de mariage, copié sur celui de Marie-Antoinette, fut immédiatement envoyé à Vienne. Le prince Berthier eut l'ordre d'aller chercher la princesse, que l'archiduc Charles devait épouser par procuration, le 11 mars, au nom de l'Empereur. L'affaire conclue, Napoléon reprit toute sa sérénité. Il allait faire asseoir sur son trône la fille des Césars germains, lui, soldat couronné de la Révolution. Il se rattachait l'Autriche, dont il estimait davantage les armées depuis la dernière campagne, si laborieuse. Il enlevait à l'Angleterre sa plus vieille alliée, et espérait enfin la pacification du continent, entrevoyant bien une guerre avec la Russie, mais ne la croyant pas prête à éclater.

Tout entier à la joie, il voulut donc que cette nouvelle union, gage de durée pour l'Empire, fût célébrée avec une magnificence digne de sa gloire. Il n'avait pas demandé de dot, et fait stipuler au contraire un douaire de deux millions pour Marie-Louise en cas de veuvage. Par ses ordres, les joyaux les plus riches étaient préparés pour être offerts à sa nouvelle épouse. Une activité plus grande encore qu'au couronnement animait Paris qui regrettait Joséphine, mais qui, en ce moment, ne songeait qu'aux fêtes. Autour de Napoléon les intrigues se croisaient pour la composition de la maison de la future impératrice. Napoléon, voulant prouver qu'en s'alliant à une vieille famille il ne perdait pas de vue son origine, mit à la tête de cette maison la duchesse de Montebello, la veuve du maréchal Lannes, tué à Essling par un boulet autrichien. Ce mariage ramenait quelques esprits du faubourg Saint-Germain; précisément à cause de cela, l'Empereur entendait montrer qu'il ne sacrifiait point les nouvelles gloires aux anciennes et la Révolution à l'ancien régime.

Marie-Louise avait dix-huit ans, sa taille était bien prise et élégante, sa santé excellente, son éducation soignée. Elle rachetait son peu d'esprit par une grande douceur de caractère et une grande simplicité de manières. Elle craignait Napoléon comme toute sa famille, mais elle avait entendu dire que ce conquérant redoutable était, dans sa vie privée, gracieux, bon, sensible. La proposition de ce mariage ne l'effraya donc pas et la grandeur du trône de France éblouit sa vanité. Elle ne regrettait en partant que ses travaux de tapisserie, ses oiseaux et son petit chien, qu'on lui avait défendu d'emmener. La ville de Vienne tout entière l'accompagna de ses acclamations et de ses vœux, saluant en elle le gage d'une paix solide.

La reine de Naples attendait Marie-Louise à Braunau, sur la frontière autrichienne, où elle la reçut avec tout le cérémonial usité au temps de Louis XVI. Elle arriva le 23 mars à Strasbourg, passa par Lunéville, Nancy, au milieu d'un immense concours de population, avide de voir les traits de sa nouvelle souveraine. C'est à Compiègne qu'elle devait voir l'Empereur. Mais Napoléon, pour lui éviter les embarras d'une entrevue officielle, courut au-devant d'elle, et la ramena dans sa voiture. Il parut content, fut prodigue d'attentions, et de son côté la jeune princesse, à qui on avait répété que Napoléon ressemblait à Berthier, laissa voir naïvement sa satisfaction de trouver la comparaison à l'avantage de l'Empereur.

Le renouvellement du mariage civil eut lieu le 1er avril dans la grande galerie de Saint-Cloud, en présence de la cour impériale. Le lendemain, les deux époux firent leur entrée solennelle dans Paris, et vinrent renouveler le mariage religieux au Louvre, dans le grand salon, où l'on arrive par la longue galerie qui réunit ce palais à celui des Tuileries. Napoléon et Marie-Louise, avec un cortége aussi magnifique que celui du couronnement, arrivèrent par l'arc de l'Étoile. Ce gigantesque arc de triomphe, dont les fondations, comme nous l'avons dit, étaient à peine achevées, avait été construit en charpentes couvertes de toiles peintes tel qu'il devait être. Les Champs-Élysées, ornés de décorations, formaient avec la multitude qui les remplissait un magnifique coup d'œil. Trente ans plus tard, sur la même route, par un froid de décembre, une foule aussi immense se pressait, mais pour saluer seulement les cendres du héros ramenées de l'exil. Personne dans cette belle journée de printemps, en contemplant ce splendide cortége, en voyant le vainqueur de l'Europe souriant et empressé à côté d'une jeune épouse, accompagné d'une cour brillante, entouré de ses maréchaux, ducs, princes, couverts d'or et de décorations, ne pensait à la chute prochaine de cette grandeur. Beaucoup de spectateurs cependant purent être témoins des deux cortéges de 1810 et de 1840, de la pompe du mariage et de la pompe des funérailles, dont la plus triste, on peut le dire, fut la plus glorieuse.

Le mariage de Napoléon donna lieu à une longue série de fêtes à la cour et dans Paris. Le Sénat, la garde impériale voulurent célébrer dignement le nouvel hymen. Mais un déplorable sinistre termina ces réjouissances. Le prince Schwartzenberg, ambassadeur d'Autriche, avait donné un bal au nom de son maître, et rien n'avait été épargné pour montrer la magnificence du père de l'Impératrice. Le jardin avait été converti en salle de bal : partout les plus riches tentures couvraient les murs. Toute la cour impériale, tout ce que Paris possédait de distingué, se pressait dans les salons de l'ambassadeur. Napoléon, gai, éblouissant, heureux, prenait part à l'allégresse générale. Tout à coup des cris d'effroi se font entendre. On se précipite vers les portes : le feu avait pris à des draperies de gaze et s'étendait avec une effrayante rapidité. L'Empereur se hâta d'enlever Marie-Louise, de la mettre dans sa voiture et de la renvoyer à Saint-Cloud. Pour lui, il resta, veillant au salut de la foule. On n'entendait partout que des cris affreux. Les femmes, couvertes de diamants et de fleurs, couraient çà et là comme attaquées de folie. On s'étouffait aux portes, on se cherchait, on se désespérait. Rien ne put, jusqu'au matin, arrêter l'incendie. Plusieurs personnes périrent, entre autres l'infortunée princesse Schwartzenberg. Elle était sauvée, mais ne voyant pas son enfant elle se rejeta dans les salles pour le trouver. Un lustre tomba et l'écrasa. Ce malheur répandit la consternation dans tout Paris et attrista la cour. On se rappela les accidents qui avaient marqué le mariage de Marie-Antoinette, et on fit des rapprochements entre les deux archiduchesses.

Marie-Louise, d'ailleurs, ne fut jamais populaire. Elle n'avait ni les grâces de Joséphine ni son inépuisable bonté. Elle était étrangère, et à ce titre on se défiait d'elle. Aux yeux de bien des personnes le divorce de Napoléon avec Joséphine, la compagne dévouée de ses jeunes années, fut un divorce avec son bonheur. A Sainte-Hélène, Napoléon le reconnut lui-même; il disait :

« Un fils de Joséphine m'eût été nécessaire et m'eût rendu heureux, non-seulement comme résultat politique, mais encore comme douceur domestique. Comme résultat politique, je serais encore sur le trône, et je n'aurais pas mis le pied sur l'abîme de fleurs qui m'a perdu. »

§ 11. ÉTAT DE L'EUROPE EN 1810.

Napoléon, vainqueur à Wagram de l'Autriche et des derniers soulèvements de l'Allemagne, enrichi de nouvelles dépouilles territoriales en Gallicie, en Bavière, en Illyrie; prodiguant à ses alliés, Polonais, Allemands, Italiens, les provinces enlevées à ses ennemis, ayant poussé encore plus loin vers l'orient son empire, déjà si étendu au nord, à l'ouest et au midi, époux, sans en être le ravisseur, d'une archiduchesse, semblait replacé à ce faîte des grandeurs humaines duquel ses ennemis avaient espéré, et ses amis avaient craint un moment de le voir descendre. Le monde, qui juge des choses par le dehors, était encore une fois ébloui, et avait motif de l'être, car, excepté la Russie, où d'ailleurs on témoignait à Napoléon beaucoup de déférence; excepté l'Espagne, où une vaste insurrection populaire lui disputait les extrémités de la Péninsule, le continent entier se montrait profondément soumis, et l'humilité des peuples, comme celle des rois, paraissait sans bornes. L'Angleterre seule, protégée par l'Océan, continuait d'échapper à cette prodigieuse domination; et si, en France, on était fatigué de la guerre maritime, on n'en était ni surpris ni effrayé, et on se flattait que la mer ne serait pas toujours invincible pour la terre.

A voir l'ensemble de l'Europe, on trouvait cependant que trois puissances s'en partageaient, ou, pour parler plus exactement, s'en disputaient la domination l'Angleterre, la Russie et la France.

L'Angleterre était maîtresse de la mer. Elle occupait dans l'Atlantique le Portugal, dans la Méditerranée Malte, Gibraltar et les îles Ioniennes, moins Corfou et Sainte-Maure ; elle exerçait une influence dominante en Sardaigne et en Sicile; mais, excepté la Péninsule espagnole, elle n'avait pu jusqu'ici mettre le pied sur le continent. Les cinq coalitions qu'elle avait suscitées par sa diplomatie et payées de ses subsides avaient été brisées par les victoires de Napoléon. Nos colonies, toutefois, et celles de nos alliés étaient entre ses mains.

La Russie venait d'enlever à la Suède la Finlande; au midi, elle avait franchi le Dniester, frontière que le traité de Jassy lui avait marquée en 1792, et elle occupait, au détriment des Turcs, la Moldavie et la Valachie; ses armées avaient même passé le Danube et bloquaient le grand vizir dans Schumla, la principale forteresse des Balkans et le boulevard de Constantinople. Elle couvrait la moitié orientale du continent, depuis la Tornéa et les environs du cap Nord, extrémité septentrionale de l'Europe, jusqu'à l'embouchure du Dniester.



Napoléon empereur.

L'Empire français s'étendait de l'Elbe jusqu'à la Bidassoa, et de Garigliano jusqu'à la Manche. Outre les 86 départements qui forment la France actuelle, il comprenait, au moment de sa plus grande extension, à la fin de 1810, les départements suivants : 3 le long des Alpes : Léman (chef-lieu *Genève*), Mont-Blanc (*Chambéry*), Alpes-Maritimes (*Nice*) ; 15 au Nord et à l'Est, jusqu'au Rhin ; Sarre (*Trèves*), Mont-Tonnerre



Murat. — Bernadotte. — Joseph Bonaparte. — Louis Bonaparte. — Jérôme Bonaparte.

(*Mayence*), Rhin et Moselle (*Coblentz*), Roër (*Aix-la-Chapelle*), Forets (*Luxembourg*), Sambre-et-Meuse (*Namur*), Ourthe (*Liége*), Meuse-Inférieure (*Maestricht*), Jemmapes (*Mons*), Lys (*Bruges*), Escaut (*Gand*), Dyle (*Bruxelles*), Deux-Nèthes (*Anvers*), Bouches-de-l'Escaut (*Middelbourg*), Bouches-du-Rhin (*Bois-le-Duc*); 17 au delà du Rhin. La Haye, Amsterdam, Brême, Hambourg, ces vieilles capitales étaient devenues de simples chefs-lieux de l'Empire français. Au delà des Alpes nous avions 15 autres départements. Turin, Gênes, Florence et Rome étaient également gouvernés par des préfets. Il faut ajouter à toutes ces possessions sept provinces illyriennes.

Au grand Empire se rattachaient une foule d'États feudataires ou dépendants. Depuis la suppression du royaume de Hollande, qui eut lieu à la fin de 1810, ce furent : 1. Le royaume de *Westphalie*, gouverné par Jérôme-Napoléon. 2. La *Confédération du Rhin*, qui comprenait le royaume de *Bavière* considérablement agrandi, les royaumes de *Wurtemberg* et de *Saxe*. Le roi de Saxe était en même temps grand-duc de Varsovie. Une foule de principautés plus nombreuses que celles qui se divisent aujourd'hui l'Allemagne faisaient partie de la Confédération du Rhin et relevaient ainsi de Napoléon. 3. La République fédérative de Suisse, dont l'Empereur était le médiateur. 4. Le royaume d'*Italie*, dont Napoléon portait lui-même la couronne, mais qui devait être à sa mort un État particulier. 5. Le royaume de *Naples*, donné à Murat depuis l'intronisation de Joseph en Espagne. 6. Le royaume d'*Espagne*.

L'Autriche était réduite au second rang, la Prusse au troisième. La Turquie déclinait toujours. Le Danemark était l'allié de la France. La Suède, tombée dans une sorte d'anarchie après la folie de Gustave IV, menaçait de s'offrir à nous.

Hors d'Europe, les États-Unis grandissaient, mais on ne faisait pas attention à cette puissance nouvelle. Napoléon, du moins, ne vit pas assez quel puissant auxiliaire il aurait pu trouver de ce côté. Le 11 juin 1812, six jours avant que Napoléon traversât le Niémen, le congrès américain déclara la guerre à l'Angleterre. Arrivée six mois plus tôt, cette nouvelle eût peut-être changé notre politique et notre fortune.

Jamais une même génération d'hommes n'avait vu ce que venaient de voir les hommes qui avaient vécu de 1789 à 1811 : des idées nouvelles qui avaient remué le monde; des misères et des grandeurs inouïes; un peuple qui s'était fait soldat; des armées qui valaient mieux que les légions romaines; la guerre arrivée à des combinaisons et à des résultats incomparables; enfin, pour appliquer ces idées, pour maîtriser l'élan, pour diriger ces forces redoutables, un homme doué d'un des plus puissants génies que la nature ait jamais formés. Aussi, en vingt années, la vieille Europe avait été bouleversée jusque dans ses fondements. La dynastie de Bourbon, assise naguère sur quatre trônes, n'en gardait plus qu'un, chancelant et menacé, en Sicile; celle de Bragance était exilée au Brésil; celle de Savoie reléguée en Sardaigne; celles d'Orange, de Hesse, de Brunswick et vingt autres dépouillées. Il n'y avait plus de duchés de Parme, de Modène et de Toscane; plus de républiques de Venise, de Gênes et de Hollande; plus d'États de l'Église; plus d'Empire germanique. La monarchie du grand Frédéric avait été brisée : il n'en subsistait qu'un lambeau; celle de Marie-Thérèse, humiliée par vingt défaites, était coupée de l'Italie et de la mer.

Si des trônes s'étaient écroulés, d'autres s'étaient élevés. Il y avait des rois d'Italie, de Hollande, de Westphalie, de Wurtemberg et de Saxe; une confédération du Rhin, pour faire équilibre à ce qui restait de la Prusse et à l'Autriche; une confédération suisse, établie sur des bases meilleures que l'ancienne; un grand-duché de Varsovie, qui était une réparation, mais à demi, du crime politique de 1773.

Dans ces nouveaux États, la régénération sociale s'était opérée comme la régénération politique. Naples, Milan et Varsovie, la Hollande, la Westphalie et la Bavière avaient des constitutions françaises, nos codes, notre système d'administration. La Suède nous demandait un roi. Le maréchal Bernadotte fut adopté par Charles XIII, qui n'avait pas d'enfant, et les États le proclamèrent prince royal le 21 août 1810. Sur les pas de nos soldats, nos idées avaient germé partout. L'Espagne, qui ne voulait rien recevoir de notre main, prenait d'elle-même nos principes de 1789 pour en faire sa constitution de 1812. L'Autriche, la Prusse cherchaient des armes pour nous combattre, et allaient les prendre là où nous avions trouvé les nôtres, dans le droit et la liberté. La première accordait à ses peuples des franchises locales; la seconde abolissait la servitude de la glèbe, admettait l'égalité civile et n'exigeait plus des titres de noblesse pour donner des grades d'officier. L'Angleterre elle-même subissait cette contagion morale. En Sicile, elle forçait le roi Ferdinand à renoncer au pouvoir absolu; chez elle, elle commençait à réparer ses longues injustices envers l'Irlande, et entrait dans cette voie de réformes progressives qui l'ont empêchée, depuis ce temps-là, de ressentir les commotions de l'Europe.

Ainsi la Révolution française, c'est-à-dire un nouvel ordre social fondé sur la justice et non plus sur le privilége, commençait son tour du monde. Napoléon avait complétement réalisé son système; et son mariage semblait le réconcilier avec les vieilles monarchies. Mais cette puissance était trop grande, trop de haines étaient excitées contre elle; et Napoléon, bouillant, impétueux, ayant encore l'opiniâtre Angleterre à vaincre, allait manquer de cette prudence qui seule consolide les trônes, même les plus glorieux.

§ 12. CAUSES DE MÉCONTENTEMENT; DIFFICULTÉS DU BLOCUS CONTINENTAL; RÉUNION DE LA HOLLANDE A LA FRANCE (9 JUILLET 1810).

Des changements tels que ceux qui avaient été produits par tant de guerres merveilleuses ne s'opèrent pas sans causer de terribles déchirements. C'est la loi de l'humanité que tout naisse dans la douleur. Ces dynasties déchues, ces aristocraties dépouillées, toutes ces puissances du passé foulées aux pieds de la Révolution victorieuse, ne se résignaient pas à leur défaite. Tant que la France ne sembla vaincre que pour donner aux pays vaincus des lois plus justes et une administration meilleure, les peuples furent avec elle. De quelles acclamations n'avaient-ils pas salué, sur le Rhin et l'Adige, le drapeau tricolore! Mais quand l'Angleterre, invulnérable dans son île, offrit aux implacables rancunes des rois et des nobles les moyens de se satisfaire, la lutte entre les deux principes, l'organisation des temps passés et l'organisation des temps

nouveaux, prit de telles proportions, que tout fut sacrifié, la liberté comme la justice, au besoin d'en sortir victorieux. Les Anglais, les premiers, supprimèrent la liberté de l'Océan; Napoléon, à son tour, supprima l'indépendance du continent; et par le blocus continental, par l'interruption du commerce, par la privation des denrées coloniales, dont l'Europe s'était fait une nécessité, il imposa aux peuples des sacrifices qui furent ressentis jusqu'au fond des chaumières. Son système politique prenait leur liberté; son système économique changeait leurs habitudes : c'était trop à la fois. En vain leur prodigua-t-il des bienfaits, débarrassant l'Allemagne d'une foule de souverainetés indigentes qui constituaient ce pays en état d'anarchie perpétuelle, et l'Italie de ses jalousies municipales qui la livraient sans défense à l'étranger; en vain voulut-il tirer l'Espagne de son engourdissement séculaire : les peuples, cédés, repris, divisés comme des troupeaux, se sentirent blessés dans un orgueil légitime et dans de très-réels intérêts. Les maux présents firent méconnaître le bien à venir et les germes de prospérité et de grandeur que le conquérant avait jetés partout où la victoire l'avait conduit. Les Espagnols reçurent à coups de fusil ces réformes salutaires. Les libéraux italiens vont bientôt tendre la main à leur vieille, à leur mortelle ennemie, l'Autriche; et déjà l'Allemagne a levé sur lui le poignard.

Si les peuples s'éloignent, les rois ne se rapprochent guère. Aux yeux des vieilles cours, Napoléon n'est toujours qu'un parvenu, et son empire qu'un empire plébéien. Les rois le flattent et l'obsèdent de leurs témoignages de dévouement, mais au premier revers il pourra reconnaître leur sincérité. Aussi la France a beau compter Rome et Hambourg parmi ses chefs-lieux de préfecture, elle est maintenant isolée au milieu des nations; Napoléon a beau être le protecteur des rois et le gendre du successeur de Charles-Quint, il est isolé au milieu des souverains. C'est pour cela qu'après avoir tant vaincu, il voulut vaincre encore; qu'après être entré à Madrid, à Naples, à Vienne, à Berlin, il voulut encore entrer à Moscou. C'était la route de Londres, de cette capitale, la seule qui n'eût pas vu ses aigles victorieuses, la seule où pouvait s'arrêter leur vol glorieux pour donner la paix au monde.

Notre pays avait alors assez de gloire militaire, assez de conquêtes; la paix eût été, pour lui aussi, la bienvenue; car toute victorieuse qu'était la France, elle souffrait cruellement de cette guerre sans relâche qui ôtait tant de bras à l'industrie et à l'agriculture, qui développait les instincts militaires au détriment des instincts pacifiques, et tendait à faire pénétrer le régime des camps dans la société civile. L'ordre était partout rétabli; plus d'émeutes retentissantes; il y eut cependant des désordres dans beaucoup de villes, à propos de la formation des cohortes du premier ban de la garde nationale, même à Paris. On comptait aussi, en 1811, de 40 à 50 000 réfractaires. La conscription, odieuse dans tous les pays réunis et dans les pays alliés, causait des émeutes fréquentes, mais aussitôt et sévèrement réprimées; plus de complots, plus même de discussions brûlantes à la tribune ou dans la presse, car le Corps législatif et le Sénat, tout dévoués, n'élevaient jamais une contradiction, et les journaux, étroitement surveillés par la censure, avaient perdu tout caractère politique. Un décret de 1810 avait organisé la censure préalable de tous les manuscrits, et même après cette censure le ministre de la police conservait le droit de supprimer un ouvrage dont les censeurs avaient autorisé la publication. (*Collection générale des lois et décrets*, t. XII, p. 170.) Aussi, au milieu du calme profond qui régnait, commençait-on à demander à ce gouvernement si fort de compter davantage sur sa force en redoutant moins quelques écrivains, et d'étudier, au contraire, le flot montant de l'opinion publique, pour chercher s'il n'y trouverait pas des désirs légitimes. Les appréhensions de la police allaient jusqu'à la puérilité. M. de Lamartine raconte dans ses *Entretiens littéraires* qu'étant fort jeune encore il vit dans la maison de son père un officier anglais prisonnier à Dijon. Il lui demanda des leçons d'anglais et commençait à lire lord Biron avec lui, quand le préfet apporta à son père l'ordre ministériel de faire cesser à l'instant ces leçons. Sans doute dans l'état d'hostilité où l'on se trouvait à l'égard de l'Angleterre la surveillance et les soupçons étaient autorisés. Les subalternes poussaient cependant la chose bien loin.

Dix ans auparavant la France avait oublié, ou plutôt elle ne savait pas encore que la liberté politique est la sauvegarde nécessaire des libertés civiles; que celles-ci, timides et craintives, sont désarmées et peuvent être aisément compromises et perdues, si les premières ne sont pas debout pour veiller sur elles et les défendre. Mais ces pensées se faisaient jour maintenant dans bien des esprits. C'était pour sauver ses intérêts matériels, mis en péril par un gouvernement trop faible, que la France avait applaudi au coup d'État du 18 brumaire; c'était maintenant pour les sauver encore, pour relever le commerce ruiné et l'industrie ralentie, pour mettre un terme au deuil des familles décimées par la guerre, aux craintes des citoyens qui ne se sentaient plus sous la protection absolue de la loi, qu'une opposition faible encore, mais destinée à grandir, se formait contre ce gouvernement devenu trop fort, je veux dire trop absolu. Déjà même dans Paris, quoique plus ménagé, la foule avait moins d'enthousiasme, et, durant la disette de 1811, laissa échapper assez de murmures pour que Napoléon évitât de se montrer, afin de ne les point entendre. Napoléon avait d'ailleurs des réponses prêtes à tout. Le système de blocus avait amené des spéculations et des banqueroutes, et on l'accusait de tout le mal. Les chambres de commerce lui envoyèrent des adresses. Il leur répondit par de longs discours dans lesquels se trouvait avec de grandes vérités la prodigieuse exagération de son système. « J'ai l'oreille ouverte à ce qui se dit dans vos comptoirs : « Il ne connaît « que son métier de soldat, » répétez-vous souvent, « il « n'entend rien au commerce. » C'est vous qui n'entendez rien au commerce et à l'industrie. D'abord la cause de notre ruine présente, ce n'est pas moi, c'est vous. Vous avez cru qu'on pouvait faire sa fortune en un jour comme on la fait quelquefois à la guerre en gagnant une bataille. Mais il n'en est pas ainsi dans l'industrie; c'est en travaillant toute sa vie, en se conduisant sagement, en ajoutant aux produits de son travail les accumulations de son économie, qu'on devient riche. Mais parmi vous les uns ont voulu spéculer sur les brusques variations de prix des matières premières, et ils s'y sont trompés souvent; au lieu de faire leur fortune, ils ont fait celle d'autrui. D'autres ont voulu fabriquer dix aunes d'étoffe quand ils n'avaient des débouchés

que pour cinq, et ils ont perdu là où ils auraient dû gagner. Est-ce ma faute à moi si l'avidité a troublé le sens à beaucoup d'entre vous? Quant à mes mesures, que savez-vous si elles sont bonnes ou mauvaises? Demandez à ceux d'entre vous qui sont allés furtivement à Londres pour s'y livrer à la contrebande, demandez-leur ce qu'ils y ont vu? Ils sont revenus étonnés de la détresse de l'Angleterre, de l'encombrement de ses magasins, de la baisse croissante de son change, de la ruine de son commerce, et beaucoup à leur retour ont dit de moi et de mes mesures : « Ce diable d'homme « pourrait bien avoir raison! » Eh bien, oui, j'ai raison, et plus vite que je m'en étais flatté, car l'Angleterre en est arrivée à un état presque désespéré beaucoup plus tôt que je ne l'aurais cru. Cette guerre à l'Angleterre est longue et pénible, je le sais. Apparemment, puisque vous vous plaignez tant de ce que la mer est fermée, vous tenez à ce qu'elle soit ouverte, à ce qu'une seule puissance n'y domine pas aux dépens de toutes les autres. Pour moi, je suis irrévocablement fixé à cet égard; je n'abandonnerai jamais les droits des neutres, je ne laisserai jamais prévaloir le



Marchandises anglaises brûlées. (Décret de Milan, 17 décembre 1807.)

principe que le pavillon ne couvre pas la marchandise, que le neutre est obligé d'aller relâcher en Angleterre pour y payer tribut. Si j'avais la lâcheté de supporter de telles théories, vous ne pourriez bientôt plus sortir de Rouen ou du Havre qu'avec un passe-port des Anglais. Jadis il fallait, pour être riche, avoir des colonies, posséder l'Inde, l'Amérique, Saint-Domingue. Ces temps-là commencent à passer. Il faut être manufacturier, se pourvoir soi-même de ce qu'on allait chercher chez les autres, faire ses indiennes, son sucre, son indigo. Tandis que je tâche de gagner la cause des mers, l'industrie de la France se développe et se crée. »
On le voit, Napoléon ne faisait pas du despotisme pour l'amour du despotisme. C'est en cela qu'il reste un grand homme, même dans ses erreurs. Mais comment ne pas voir que l'erreur rapetisse même les plus grands!

Avec la paix, le canon se taisant et la fumée des champs de bataille dissipée, Napoléon eût reconnu sans doute les besoins nouveaux qui s'élevaient. Avec la paix aussi les travaux féconds eussent changé la face du territoire. Au milieu de tant de guerres, l'Empereur avait

pu mener à bonne fin des entreprises gigantesques, et, malgré de si lourdes dépenses, consacrer chaque année à des ouvrages d'utilité publique plus qu'on ne donnait autrefois dans tout un règne. Suivant l'exposé de la situation de l'Empire, présenté au Corps législatif au commencement de 1813, Napoléon avait, en douze années, dépensé 955 millions en travaux d'utilité publique. Que n'eût-il pas fait, en devenant libre de diminuer son budget de la guerre au profit du budget des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des arts? Les hommes supérieurs qui ont porté des couronnes ont surtout aimé la guerre. Quel magnifique spectacle eussent donné Napoléon et son empire, le génie personnifié des batailles devenu un héros pacifique, la France forte, glorieuse et libre! Mais cette paix dépendait surtout de l'alliance russe, et tout le monde prévoyait la prochaine rupture de cette alliance.

L'amitié des deux monarques était déjà bien ébranlée; le mariage autrichien avait blessé Alexandre; le refus de Napoléon de signer la convention relative à la Pologne et de flétrir sa mémoire en mettant le sceau



Émeute à Amsterdam (juin 1810). (Page 359, col. 1.)

à un acte machiavélique n'était pas fait pour le rassurer; l'extension donnée à l'Empire français et les mesures prises pour mieux assurer l'exécution du blocus continental y portèrent les derniers coups.

En réponse au décret de Berlin, l'Angleterre avait menacé de confiscation les bâtiments qui se rendraient en France ou dans les pays alliés à la France (7 janvier 1807). Napoléon, à son tour, déclara dénationalisé tout bâtiment qui aurait abordé en Angleterre ou dans ses colonies (décret de Milan, 17 déc. 1807), et ordonna de brûler toute marchandise anglaise trouvée en France ou dans les États alliés. Ces décrets tuaient bien le commerce régulier, mais ils ne pouvaient tuer la contrebande, qui se faisait sur une grande échelle, surtout depuis Anvers jusqu'à Hambourg. Les Hollandais, jadis les rouliers des mers, qui se voyaient ruinés par ces interdictions, y contrevenaient chaque jour, et la Hollande devenait un entrepôt de l'Angleterre. Leur roi, Louis Bonaparte, fermait les yeux, malgré les ordres sévères et répétés de son frère La position de ce prince, entre ses sujets qui voulaient une chose et l'Empereur qui en voulait une autre, devenait in-

tolérable. Tantôt il voulait abdiquer, tantôt il voulait résister. Pour le maintenir, Napoléon lui enleva deux provinces sous prétexte de rectifier sa frontière, et lui imposa, pour le blocus, les conditions les plus sévères.

L'occupation par les armées françaises des provinces cédées irrita les esprits, « les choses en étaient arrivées à ce point que la moindre circonstance pouvait amener une explosion. Un jour de dimanche, en effet, l'un des domestiques de l'ambassade de France se trouvant sur une place publique en livrée, fut reconnu, maltraité en paroles, puis battu, et ne put être arraché qu'avec peine des mains de la populace ameutée. En tout autre temps un tel incident eût été de peu d'importance; mais dans le moment, il devait inévitablement amener une crise. Bien que les faits que nous venons d'exposer eussent été rapportés sans aucune exagération par le maréchal Oudinot et par Serurier, Napoléon, en les apprenant, ne se contint plus. » Les troupes de la division d'Emsden reçurent ordre d'entrer en Hollande par le nord, celles qui étaient dans le Brabant d'y entrer par le sud; les



Réunion de la Hollande à la France. (Décret du 9 juillet 1810.) (Page 359, col. 1.)

unes et les autres durent aller renforcer le maréchal Oudinot. Placé entre les Hollandais qui ne voulaient pas d'une résistance ruineuse pour leur pays, et les soldats français qui s'avançaient toujours vers Amsterdam, ne voyant plus pour sauver sa dignité d'autre ressource que de renoncer au trône, le roi résolut d'en descendre volontairement, seule manière de le quitter qui lui parût n'être pas déshonorante. Il assembla ses ministres, leur annonça en grand secret sa détermination, leur dit qu'il allait abdiquer en faveur de son fils et confier la régence à la reine; qu'une femme, une mère, chère à Napoléon, résignée à faire tout ce qu'il exigerait, le désarmerait par sa faiblesse même, et pourrait céder à toutes ses volontés, sans être déshonorée. Ses ministres écoutèrent en silence ses déclarations, lui exprimèrent quelques regrets de se voir privé d'un roi si dévoué à la Hollande, mais n'insistèrent pas, comprenant bien qu'au point où en étaient arrivées les choses, la royauté d'un enfant, sous la tutelle d'une femme, était la dernière forme sous laquelle on pût essayer encore de protéger l'indépendance de la Hollande. Napoléon tressaillait de plaisir à l'idée d'ad-

joindre de pareils territoires, de pareils golfes, de pareils ports à la France, de fermer surtout au commerce britannique d'aussi larges issues; se regardant, d'ailleurs, comme absous d'une telle usurpation par la situation forcée dans laquelle le plaçait l'abdication de son frère, il passa outre et prononça la réunion à l'Empire. Averti le 6 au soir, il ne prit que deux jours pour régler les conditions de cette réunion, la décréta le 9 juillet 1810. L'armée française entra dans Amsterdam. Il n'y avait pas longtemps que Rome avait été déclarée seconde ville de l'Empire. Amsterdam fut la troisième.

L'Escaut, la Meuse, le Rhin et l'Ems se trouvèrent alors fermés à la contrebande anglaise; mais le Wéser et l'Elbe lui restaient ouverts. Un décret annonça encore la réunion des villes hanséatiques, Brême, Hambourg et Lubech (13 décembre 1810). Ainsi, la France, s'étendant tout le long de la mer du Nord, touchait maintenant à la Baltique et présentait l'étrange spectacle d'un empire qui faisait couler sous les mêmes lois le Tibre et l'Elbe. Cependant, dans ce système, il fallait aller encore plus loin et fermer les ports de Dantzig, de Kœnigsberg et de Saint-Pétersbourg, comme on avait fermé ceux de Lubeck à Cadix, de Cadix à Venise, et de Venise à Corfou. Dantzig avait déjà une garnison française qui, sans bruit, s'augmentait tous les jours.

La duché d'Oldenbourg se trouvant entre l'Ems et le Wéser, sur la ligne de ces acquisitions nouvelles, Napoléon le prit (13 déc.). Le czar, neveu du prince dépossédé, réclama sans succès contre cette décision offensante. Loin de faire droit à de justes susceptibilités, Napoléon se montra plus exigeant encore au sujet du blocus continental. Le débat commença à la fin de 1810. Un ukase de décembre 1810 avait interdit dans l'intérêt de l'industrie russe, sous peine d'être confisqués ou brûlés, tous les produits manufacturés de l'Angleterre, plusieurs de ceux d'Allemagne et quelques-uns de France, notamment les draps et les soieries. En apprenant cette nouvelle, Napoléon dit : « J'aimerais mieux recevoir un soufflet sur la joue que de voir brûler les produits de l'industrie et du travail de mes sujets. » Il faut dire que lui-même agissait ainsi pour quelques-uns des produits de la Suisse, son alliée, et de l'Italie, son domaine. Les Russes demandaient que les navires américains pussent au moins leur apporter les denrées coloniales : Napoléon exigea qu'Alexandre confisquât tous les bâtiments neutres entrés dans ses ports, comme suspects d'avoir contrevenu aux décrets de Berlin et de Milan. Autant valait demander la ruine dernière du commerce russe, au moment où, par le système des *licences*, Napoléon lui-même autorisait certains échanges de la France avec l'Angleterre. C'était, de plus, placer la Russie dans une sorte de dépendance que de l'obliger à soumettre sa police intérieure à des ordres partis de Paris. Mais cette dépendance, Napoléon la voulait, et pour l'obtenir devait commettre une grande faute.

§ 13. NAISSANCE DU ROI DE ROME (20 MARS 1811); LE CONCILE ; CAMPAGNE DE 1810 ET DE 1811 EN ESPAGNE.

Cependant les vœux de Napoléon, qui avait si ardemment désiré un héritier, venaient d'être comblés. Le 20 mars 1811, il lui était né un fils! On sait combien cette naissance fut difficile. L'enfant se présentait mal, le docteur Dubois était désespéré. Il fallut que Napoléon le rassurât et lui ordonnât d'opérer comme s'il avait affaire à une marchande de la rue Saint-Denis. Le docteur mit habit bas; l'Empereur tint lui-même Marie-Louise, qui, à la vue des fers, s'écriait qu'on la sacrifiait parce qu'elle était impératrice. « Sauvez la mère, » avait dit au contraire Napoléon quand on lui avait exposé les difficultés de l'accouchement. Après de vives souffrances Marie-Louise fut hors de danger.

L'Empereur était radieux d'avoir un fils. Tous les dignitaires, les grands corps de l'État, accourus aux Tuileries, le félicitaient. Dès les premières nouvelles, la population s'était portée en foule au Carrousel et écoutait, ivre de joie, les cent un coups de canon qui annonçaient la naissance d'un prince. On savait que pour une princesse on ne devait tirer que vingt et un coups. Aussi le peuple avait-il prêté une oreille inquiète aux premières détonations des Invalides; mais, le vingt-deuxième arrivé, il avait manifesté son allégresse, heureux de pouvoir espérer enfin la stabilité du trône et saluant dans le nouveau-né un gage de paix et de tranquillité.

L'enfant reçut une couronne au berceau, et son père lui en destinait bien d'autres Pour montrer que le pouvoir temporel des papes était bien aboli, Napoléon voulut que le prince portât le titre de roi de Rome. Il ne prévoyait pas que ce fils dont la naissance était annoncée par le canon sur les bords de l'Elbe, du Tibre et de l'Èbre, ne venait au monde que pour vivre sans couronne et sans famille, que pour s'éteindre avant l'âge, tué par la gloire de son père qui le rendrait l'objet d'une défiance universelle. Cet enfant fut parfaitement élevé par sa gouvernante, Mme de Montesquiou. Il occupait le rez-de-chaussée donnant sur la cour des Tuileries; il était peu d'heures de la journée où un grand nombre de spectateurs ne regardassent par la fenêtre, dans l'espérance de l'apercevoir. Un jour qu'il était dans un violent accès de colère et qu'il se montrait rebelle à tous les efforts de Mme de Montesquiou, elle ordonna de fermer à l'instant tous les contrevents; l'enfant, étourdi de cette obscurité subite, demanda aussitôt à maman Quiou pourquoi tout cela. « C'est que je vous aime trop, lui dit-elle, pour ne pas cacher votre colère à tout le monde. Que diraient toutes ces personnes que vous gouvernerez peut-être un jour, si elles vous avaient vu dans cet état? Croyez-vous qu'elles voulussent vous obéir, si elles vous savaient aussi méchant? »



Il y a loin de ces paroles à celles du maréchal de Villeroy à Louis XV : « Tout ce peuple est à vous! »

Les cérémonies du baptême eurent lieu le 19 juin 1811 à Notre-Dame, et elles égalèrent en magnificence le couronnement et le mariage. Trois rois, vingt cardi-

naux, cent évêques, le Sénat, le Corps législatif, les maires des villes de France, assistaient à la cérémonie. Quand le pontife eut terminé et rendu le roi de Rome à la gouvernante des enfants de France, Mme de Montesquiou, celle-ci le remit à Napoléon, qui, le prenant dans ses bras et l'élevant au-dessus de sa tête, le présenta ainsi à l'assistance avec une émotion visible qui devint bientôt générale. Ces fêtes, que Napoléon eut soin de prolonger, ranimèrent l'industrie et le commerce, apaisèrent les esprits. Malheureusement ce ne pouvait être pour longtemps. De nouvelles causes d'irritation survenaient sans cesse.

La querelle de l'Empire et du sacerdoce devenait plus vive que jamais. Les correspondances que Pie VII en-



Baptême du roi de Rome (9 juin 1811). Page 361, col. 2.)

tretenait avec ses partisans avaient été découvertes, et l'Empereur s'était vu dans la nécessité de resserrer la captivité du pontife et de lui enlever tous les moyens d'écrire. La bulle d'excommunication, la lutte sourde que le clergé engageait contre son pouvoir, excitaient au plus haut point sa colère. Dans un voyage en Hollande, recevant les ministres des différents cultes, il avait déjà fait une violente sortie contre les catholiques, qui n'avaient pas voulu venir le visiter en habits sacerdotaux. « Pourquoi n'êtes-vous pas ici en habits sacerdotaux? Êtes-vous des procureurs, des notaires ou des médecins? Et vous, monsieur, s'adressant au représentant de l'Église romaine, quelle est votre qualité? — Sire, vicaire apostolique. — Qui vous a nommé?

— Le pape. — Il n'en a pas le droit. Moi seul, dans mon Empire, je désigne les évêques chargés d'administrer l Église. Rendez à César ce qui est à César. Ce n'est pas le pape qui est César, c'est moi. »

Le clergé, il faut le dire, courbait la tête quand Napoléon parlait en maître. L'Empereur ne s'effrayait pas assez des murmures qu'on lui rapportait, et il croyait qu'avec sa puissance il pourrait venir à bout de ces résistances. Dans cette querelle avec le saint-siége, il avait pour lui son armée et tous les hommes (et ils étaient nombreux) encore imbus des idées hardies de la Révolution. Cette lutte le fatiguait, et il aurait désiré la terminer au plus tôt. La grande difficulté consistait dans l'administration de vingt-sept diocèses dont le pape captif refusait d'instituer les évêques nouvellement nommés. Le pape ne se faisait point faute d'envoyer des lettres et des brefs aux chapitres généraux des diocèses pour empêcher l'installation des évêques. M. de Portalis, conseiller d'État, ayant été compromis dans l'envoi d'un de ces brefs, l'Empereur entra dans un de ces accès de colère qui devenaient trop fréquents. Le 4 janvier, le conseil d'Etat étant assemblé et M. de Portalis assistant à la séance, Napoléon commença à raconter tout ce qui venait de se passer entre le pape et certains chapitres, exposa les tentatives qu'on avait découvertes, et qui, selon lui, avaient pour but de pousser les sujets à la désobéissance envers leur souverain; puis, affectant une extrême douleur, il ajouta



Napoléon et M. de Portalis. (Page 361, col. 2.)

que son plus grand chagrin dans cette circonstance était de trouver parmi les coupables un homme qu'il avait fort affectionné jadis, un membre de son propre conseil ici présent, M. de Portalis. Puis, s'adressant brusquement à celui-ci, il lui demanda à brûle-pourpoint s'il avait connu le bref du pape; si, l'ayant connu, il en avait gardé le secret; si ce n'était pas là une vraie forfaiture, une trahison et une noire ingratitude tout à la fois; et, en interrogeant ainsi coup sur coup M. de Portalis, il ne lui donnait pas le temps de répondre. Nous avons vu les licences de la multitude, c'était alors le temps des licences du pouvoir. M. de Portalis, magistrat éminent, dont l'énergie malheureusement n'égalait pas les hautes lumières, aurait pu relever la tête et faire à son maître des réponses embarrassantes, mais il ne sut que balbutier quelques mots entrecoupés, et Napoléon, oubliant ce qu'il devait à un membre de son conseil, à ce conseil, à lui-même, lui adressa cette apostrophe foudroyante: « Sortez, monsieur, sortez, que je ne vous revoie plus ici. » Le conseiller d'État, traité avec tant de violence, se leva tremblant, traversa en larmes la salle du conseil, et se retira presque anéanti du milieu de ses collègues stupéfaits.

Après cet éclat, l'Empereur ne pouvant rien obtenir du pape, chercha les moyens de se passer de lui et de faire donner l'institution canonique par le métropolitain.

On revenait ainsi aux vieilles querelles d'autrefois, aux thèses de l'indépendance des Églises, au grand débat des investitures. Napoléon convoqua un concile national pour décider le litige. Mais ce concile n'avait

plus l'esprit du temps de Louis XIV. Ce gallicanisme si cher à nos pères, cette union de la piété et du patriotisme, de l'indépendance et du catholicisme, si bien défendue par Bossuet, ne comptait plus guère d'adhérents, et malheureusement il en compte moins encore aujourd'hui. Le concile fut indécis entre la crainte du dominateur de l'Europe et du chef de l'Église, et au lieu de prendre de graves et de nobles résolutions, aussi chrétiennes que patriotiques, au lieu de se porter comme médiateur entre les deux puissances qui se heurtaient, il se livra à de misérables divisions, à des discussions ardentes, et excita davantage la colère de l'Empereur en se déclarant incompétent. On le renvoya, et trois de ses membres les plus exaltés furent enfermés à Vincennes. Rappelés, les Pères du concile consentirent cependant à rendre un décret qui donnait un délai de six mois au pape pour l'institution canonique. Le délai passé, le métropolitain donnerait lui-même cette institution. Le concile voulut cependant que le décret fût soumis à l'approbation du pape; mais celui-ci le ratifia dans un bref si injurieux, que Napoléon le rejeta. Les affaires ecclésiastiques restèrent encore en suspens.

La papauté et l'Espagne, telles furent les deux premières grandes difficultés de l'Empereur; et c'étaient surtout des difficultés morales. La guerre d'Espagne, en continuant sans cesse, engloutissait des armées que Napoléon regrettera plus tard. Cette guerre était une faute, mais l'Empereur l'aggravait en la laissant se prolonger. Sa présence seule au delà des Pyrénées aurait pu amener le terme de cette difficile conquête. De loin, il ne pouvait diriger sûrement les opérations, et ses lieutenants, qui faisaient des merveilles sous ses ordres, compromettaient leurs troupes en son absence par leurs rivalités. Des maréchaux, ducs et princes ne recevaient qu'en frémissant l'ordre d'obéir à un de leurs collègues, fût-il même leur supérieur en âge et en expérience. Ils ne se soutenaient point ou se querellaient, faisant perdre ainsi le fruit de tant de sacrifices. Les campagnes de 1810 et de 1811, grâce à ces divisions, n'amenèrent point les résultats espérés.

Napoléon voulait, avant tout, fermer la Péninsule aux Anglais, certain que l'insurrection, privée d'appui, étouffée déjà dans les principales provinces et les grandes villes, s'éteindrait peu à peu par le seul déploiement de forces considérables et une habile politique. Il donna donc une armée à Masséna, qu'il venait de faire prince d'Essling et qui ne partit qu'à regret pour cette campagne dont il prévoyait les difficultés. Masséna avait sous ses ordres les corps du maréchal Ney et de Junot, duc d'Abrantès. Ney, mécontent de voir donner à un autre maréchal le commandement en chef, ne se soumit qu'avec peine, comptant bien ne pas abdiquer tout à fait sa liberté. Junot, qui un moment avait fait le roi en Portugal, était également irrité de n'y rentrer qu'en simple lieutenant. L'illustre carrière de Masséna imposait à tous du respect; mais on répétait qu'il était vieilli, et la discorde n'allait pas tarder à éclater. Masséna avait l'ordre de pénétrer en Portugal, où se trouvait une armée anglaise commandée par le fameux Wellington. Le maréchal Soult, chef d'état-major du roi Joseph, devait appuyer Masséna et le rejoindre en Portugal. Mais Soult, pour éluder cet ordre qu'il pressentait, s'était hâté d'emmener le roi Joseph à la conquête de l'Andalousie. Joseph partit pour le midi de l'Espagne avec toute sa cour richement entretenue, pendant que nos soldats avaient à peine le nécessaire. Aussi Napoléon le réprimanda-t-il fortement et le menaça-t-il de faire administrer l'Espagne par ses généraux, ce qu'il fit plus tard.

Masséna fit d'abord une marche habile et heureuse, et s'empara d'Almeïda. Wellington, se repliant devant lui, tenta de l'arrêter sur le plateau de Busaco. Les Français ne purent le déloger de cette position presque inaccessible; mais Masséna fit explorer les chemins et tourna l'armée anglaise. Wellington, contraint de se retirer, abandonna Coïmbre et évacua le Portugal jusqu'à Lisbonne, sous les murs de laquelle il avait construit plusieurs lignes de retranchements appelés lignes de Torrès-Vedras. Les Français s'avancèrent donc sans rencontrer d'ennemis, mais trouvant à peine de quoi vivre dans un pays dévasté. Ils ignoraient l'existence des lignes de Torrès-Vedras, et leur découragement fut grand quand ils se trouvèrent assaillis et presque sans ressource devant une armée de 70 000 Anglais, 105 redoutes et près de 400 pièces de canon. Masséna voulut se retirer, se renforcer, et revenir faire le siége de ces lignes redoutables. Ses lieutenants s'y opposèrent, demandant d'attendre le maréchal Soult. Masséna, pensant bien que Soult ne viendrait pas, se résigna. Puis il voulut passer le Tage et attaquer Lisbonne, rendant les lignes de Wellington inutiles. De grandes difficultés s'opposaient à l'exécution de ce projet hardi. On resta six mois devant Torrès-Vedras, bloquant les Anglais, mais en souffrant autant qu'eux de la famine. L'indomptable Masséna, une fois condamné à rester, voulait rester jusqu'au bout. Mais ses lieutenants, lassés, après s'être opposés à une retraite facile, demandèrent qu'on rentrât en Espagne. Masséna exécuta une de ces belles retraites qui honorent un général. Ney la fit couvrir glorieusement, mais par son indocilité la rendit plus difficile. Les Français donnèrent de rudes leçons aux Anglais à Pombal et Redinha.

Soult avait pris Badajoz; mais ne comprenant point la portée des instructions de l'Empereur, il s'était rejeté dans l'Andalousie. Masséna, qui pouvait se maintenir à Almeïda, fut forcé par son armée à rétrograder jusqu'à Ciudad-Rodrigo. Il n'eut pas plus tôt donné quelques jours de repos à ses troupes, qu'il voulut recommencer la campagne. Ney s'y refusa obstinément. Masséna, lassé de tant de contrariétés, se vit enfin obligé de faire acte d'autorité et enleva au maréchal Ney son commandement. Il repartit alors avec des officiers soumis, mais mécontents, et s'avança pour secourir Almeïda, que Wellington avait investie. Il trouva les Anglais encore établis sur un plateau à Fuentès-Onoro. Il les attaqua le 3 mai et fut repoussé. Pendant la journé du 4, il prit de meilleures dispositions, et le 5 il allait les vaincre, quand, au moment décisif, il lui manqua la cavalerie de la garde qui ne devait recevoir d'ordre que de Bessières. On pouvait espérer une victoire complète pour le 6, mais les munitions manquaient, et Bessières se refusa à envoyer ses chevaux fatigués chercher des munitions. Épuisé par tant d'efforts et plus découragé par le chagrin que par la fatigue, Masséna rentra en Espagne avec une armée délabrée. Napoléon le disgracia injustement, et envoya le maréchal Marmont en Espagne. Deux campagnes venaient donc d'être perdues dans la Péninsule.

Cependant à l'est, un général prudent et aussi ferme qu'habile, le général Suchet, qui malgré ses mérites et ses services en Italie, puis à Austerlitz, à Iéna, à Pultusk, n'avait pas encore obtenu de Napoléon pleine justice, accomplissait une brillante campagne, soumettait l'Aragon, le royaume de Valence, et, ce qui valait mieux, pacifiait le pays conquis. En 1810, après un mois de siége, il prit Lérida (14 mai), place forte devant laquelle avait échoué le grand Condé. Ce ne fut dès lors en 1810 et en 1811 qu'une suite de siéges habilement conduits et de succès importants, bien que chèrement achetés. La prise de Mequinenza compléta entre nos mains la possession de tous les points fortifiés de l'Aragon. Tortose, située à l'embouchure de



Le maréchal Suchet, duc d'Albuféra.

l'Èbre, investie le 15 décembre 1810, capitula le 2 janvier 1811, et 182 bouches à feu tombèrent au pouvoir du général Suchet. Le siége de Tarragone fut l'acte le plus éclatant de ces expéditions. Bâtie sur un rocher, divisée en ville haute et en ville basse, protégée du côté de la terre par des forts redoutables, du côté de la mer par la flotte anglaise, cette place qui avait une armée pour garnison semblait imprenable. Avec 10000 Français, Suchet s'en empara après un mois de tranchée ouverte, livrant des assauts successifs, poursuivant l'ennemi dans tous ses retranchements, forçant la flotte anglaise à se retirer, et prenant la garnison en même temps que la ville. Trois cents bouches à feu, dix mille prisonniers furent le prix de ce beau fait

d'armes, qui valut enfin à Suchet le bâton de maréchal. Loin de s'arrêter, Suchet entreprit une nouvelle expédition dans le royaume de Valence. Il mit d'abord le siége devant le château bâti sur les ruines de Sagonte. Les Espagnols firent tout pour empêcher la chute de ce fort qui leur servait de point d'appui. Une armée commandée par le général Blake s'avança pour faire lever le siége. Sans interrompre les travaux et le bombardement, la maréchal Suchet livra une bataille et resta vainqueur. 4700 prisonniers tombèrent entre ses mains, et Sagonte perdant tout espoir d'être délivré, capitula (25 et 26 octobre 1811). Alors Suchet poursuivit sa marche sur Valence, où il refoula toutes les bandes espagnoles de la province. Investie en décembre 1811, la ville capitula le 9 janvier 1812, et l'armée du général Blake se rendit prisonnière de guerre au nombre de 18000 hommes. C'était un magnifique résultat, et l'Empereur récompensa le maréchal Suchet en lui donnant le duché d'Albuféra.

Les qualités de Suchet comme administrateur, sa modération, son humanité, sa probité affermirent les conquêtes dues aux talents du général. Les Espagnols, non-seulement vaincus, mais ralliés, n'essayaient point de se soulever, et, même après 1814, ont gardé le souvenir de son esprit conciliant et doux. « Si j'avais eu deux maréchaux comme Suchet en Espagne, disait plus tard Napoléon, non-seulement j'aurais conquis l'Espagne, mais je l'aurais conservée. »

Malheureusement, lorsque ces succès en Aragon et dans le royaume de Valence faisaient faire un grand pas à la soumission de l'Espagne, Napoléon, au lieu de venir l'achever, allait s'enfoncer dans le Nord et tenter une expédition gigantesque qui aurait pu être au moins ajournée.



Bernadotte reçoit un envoyé de la Prusse (18 décembre 1810). (Page 366, col. 1.)

§ 14. RUPTURE AVEC LA RUSSIE (1812). — TRAHISON DE BERNADOTTE.

Tant que les deux empires de France et de Russie avaient été séparés par d'autres royaumes, l'alliance avait pu se maintenir. Mais depuis les derniers événements ils se touchaient presque, et l'Empire français absorbant l'Allemagne ou la dominant, devenu à vrai dire maître de l'Autriche et de la Prusse, pesait dans la balance d'un poids plus lourd que la Russie malgré ses derniers accroissements en Finlande et en Turquie. Après s'être entendus pour partager le monde, les deux empereurs se crurent menacés l'un par l'autre et voulurent alors s'en disputer la domination. Napoléon, il faut bien le reconnaître, n'avait aucun projet sur la Russie; seulement il voulait de sa part une coopération active dans la guerre étrange qu'il faisait à l'Angleterre. Mais le czar se demandait ce qu'il gagnerait à assurer le triomphe de la France sur sa rivale et à consolider la puissance démesurée de son redoutable allié. Le grand-duché de Varsovie l'effrayait : c'était à ses yeux une menace de rétablir le royaume de Pologne. L'Empire français, qui pouvait ainsi attaquer la Russie par le centre, l'atteignait presque au nord par la Baltique, et au sud par les provinces Illyriennes, d'où nous pouvions tendre la main au sultan. Alexandre, pour se délivrer de cette étreinte qui le gênait, armait depuis la fin de 1810, et dès les premiers mois de 1811 il était tout décidé à la guerre. Napoléon l'avait bien compris, et pour bien faire ses préparatifs avait gagné une année.

Malheureusement ce n'était pas assez. Il était de l'intérêt de Napoléon de ne rien précipiter. L'Angleterre n'était pas encore à bout, mais elle semblait prête à mourir de pléthore. Les ouvriers y étaient sans travail, les pauvres sans pain, le commerce sans vie. La Tamise était couverte de navires changés en magasins



Le roi de Bavière. Le roi de Wurtemberg. Le roi de Saxe.

le sucre, qui se payait à Paris 6 francs, se vendait à Londres 6 sols, et le papier-monnaie perdait 18 p. 100. Enfin une rupture avec l'Amérique était imminente. Que la France se garde de toute impatience; qu'elle calme, qu'elle endorme les craintes de l'Europe, et la victoire est à elle, car elle sera à celui des deux rivaux qui supportera le plus longtemps ce terrible régime. De plus, la guerre d'Espagne n'était point finie; Masséna, Soult, Ney, nos plus habiles généraux, avaient échoué contre un chef patient qui ne livrait rien au hasard, Wellington, et contre une insurrection universelle qu'on frappait mais qu'on n'étouffait pas. Napoléon ne devait se lancer dans aucune entreprise avant d'avoir fermé cette plaie toujours saignante au flanc de son Empire. Par une imprudence qu'autrefois il n'eût pas commise, il laissa derrière lui cette lutte inachevée, qui occupait ses meilleurs soldats, et il envoya la grande armée au nord. « Cette guerre avec la Russie, disait-il, est nécessaire; il vaut mieux la faire pendant que j'ai toutes mes forces; je ne veux pas la léguer à mon successeur, à un enfant.... Après cette guerre, le système européen sera fondé, la cause du siècle gagnée, la Révolution accomplie. »

La Russie était, en effet, sur le continent, le dernier asile de toutes les idées que, depuis vingt ans, la Révolution avait combattues. Cependant, dans les gigantesques projets qu'agitait Napoléon, Moscou, disait-on, ne devait être encore qu'une étape; il voulait reprendre, dans de colossales proportions, une expédition des Indes, qu'il avait manquée après Aboukir. Un agent secret parcourait les pays entre la mer Rouge et l'Indus et réunissait tous les chefs arabes pour une commune entreprise contre l'Inde anglaise; la Perse était sondée et gagnée; le czar, vaincu, aurait fourni des auxiliaires, et une armée russo-française serait partie de Tiflis, entraînant sur son passage les nomades de ces régions qu'elle eût précipités jusque sur les bords du Gange. L'imagination de l'Empereur, disait-on, l'emportait sur les pas d'un de ces grands hommes dont il avait dans sa jeunesse lu l'histoire avec tant d'enthousiasme.

Contre la Russie, la France devait compter sur la Turquie et sur la Suède; mais Napoléon avait blessé la première par l'abandon aux Russes de la Valachie et de la Moldavie; la seconde, par celui de la Finlande. Bernadotte oublia qu'il était Français. Il ne porta en Suède que ses rancunes contre Napoléon. A son arrivée il avait offert son appui à l'Empereur, à la condition que celui-ci lui assurerait la Norvége, qui appartenait au Danemark alors allié de la France. Napoléon en rougit et écrivit au ministre des affaires étrangères: « La tête du nouveau prince royal, il le sentait bien, était une tête mal réglée, agitée, effervescente. Au lieu d'étudier le pays où il arrivait, de s'y faire estimer par une attitude calme, digne, sérieusement occupée, le prince ne cherchait qu'à flatter celui-ci, à caresser celui-là, et allait imprudemment soulever des questions d'où pouvait jaillir un incendie. Trahir le Danemark était pour la France un crime impossible, et il était aussi peu sage que peu séant de le lui proposer. Tout cet étalage de service à rendre à la France ou de mal à lui causer, ne pouvait point la toucher, car elle ne dépendait d'aucun ennemi au monde, encore moins d'aucun allié. » Cette réponse décida complétement Bernadotte à la trahison. Dès les premiers jours de son arrivée à Stockholm (nov. 1810), il agit contre la politique française, et, le 18 décembre, recevait un agent secret de la Prusse. Ses paroles étaient si altières et si menaçantes à l'égard de la France que Napoléon dut ordonner à son ministre de ne plus communiquer avec lui. La nouvelle des machinations de Bernadotte indigna vivement l'Empereur. « Je devais m'y attendre, s'écria-t-il: il a toujours tout sacrifié à ses intérêts! C'est le même homme qui, pendant son court ministère, a tenté la résurrection des infâmes Jacobins! Quand il n'espérait que dans le désordre, il s'est opposé au 18 brumaire! C'est lui qui a conspiré dans l'Ouest contre le rétablissement de la justice et de la religion! Son envieuse et perfide inaction n'a-t-elle pas déjà trahi l'armée française à Awerstaedt! Que de fois, par égard pour Joseph, j'ai pardonné à ses intrigues et dissimulé ses fautes! Pourtant je l'ai fait général en chef, maréchal, duc, prince et roi enfin! Mais que font à un ingrat tant de bienfaits et le pardon de tant d'injures! Depuis un siècle, si la Suède, à demi dévorée par la Russie, existe encore indépendante, c'est grâce à l'appui de la France; mais il n'importe, il faut à Bernadotte le baptême de l'ancienne aristocratie! Un baptême de sang, et de sang français! Et vous allez voir que pour satisfaire son envie et son ambition, il va trahir à la fois et son ancienne et sa nouvelle patrie. »

Pendant la première moitié de 1811, Bernadotte négocia encore avec tout le monde, prêt à se donner au plus offrant; au mois d'août sa décision était prise, et le 8 février 1812, il envoyait un ambassadeur au czar pour lui proposer une alliance offensive et défensive qui fut signée le 24 mars. Bernadotte promettait 40 000 Suédois pour descendre en Allemagne sur nos derrières, quand nous marcherions au delà du Niémen. L'offre de Bernadotte décida Alexandre à la guerre. Pour en venir là Bernadotte dut faire violence à tous les sentiments de la Suède et égarer l'opinion publique en bâillonnant la presse. Il correspondait avec les insurgés d'Espagne et de Portugal, avec Moreau, avec les émigrés et les royalistes de France. Pour obtenir la Norvége que lui promettait l'Angleterre, il s'entremit entre le czar et le divan, et ménagea entre eux la paix de Bukarest (28 mai 1812). Il fut donc bien réellement l'auteur de la nouvelle coalition. Cette alliance avec la Russie fut une faute bien grave que la Suède et la Turquie auraient déjà payée cher si elles n'avaient retrouvé naguère l'assistance du peuple qu'alors elles abandonnaient. Toutes deux aussi perdaient l'occasion d'éloigner d'elles l'empire qui les étreint. L'expédition de Russie, fatale pour la France, ne pouvait être qu'heureuse pour elles, et avec leur assistance eût réussi. Si Bernadotte se jetait sur la Finlande et menaçait Saint-Pétersbourg, Napoléon trouvait la paix à Moscou, et le fils de Bernadotte n'aurait pas vu si longtemps, des fenêtres de son palais de Stockholm, la gueule des canons russes.

Il les a vus jusqu'en 1854. L'armée anglo-française a détruit Bomarsund, et le congrès de Paris (1856) a interdit aux Russes de fortifier les îles d'Aland, les éloignant ainsi de la Suède, en même temps qu'il les éloignait de la Turquie par la ruine de Sébastopol, et du Danube par l'abandon imposé aux Russes d'une partie de la Bessarabie.

Il était naturel que des deux côtés, en France et en Russie, on hésitât avant d'engager une lutte aussi sé-

rieuse. On ne cessait d'envoyer dépêches sur dépêches, sans pouvoir s'entendre. Les deux empereurs se reprochaient mutuellement leurs armements, s'accusaient d'avoir commencé, se répétaient qu'il fallait calmer toutes les défiances, mais aucun d'eux n'osait faire le premier pas. Toutefois, Alexandre déclarait qu'il ne prendrait point l'offensive. Cette déclaration satisfaisait Napoléon parce qu'elle lui laissait le temps d'achever ses préparatifs, de faire exécuter à ses troupes à petit bruit les marches qui les séparaient de la Vistule, d'attaquer où il voudrait, quand il voudrait, et lui permettait ainsi de pouvoir frapper un grand coup. Sur toutes les routes, hommes et chevaux s'avançaient vers la Pologne, Eugène venait d'Italie, Davoust des bords de l'Elbe; des régiments de toute nation, Wurtembergeois, Bavarois, Saxons, Hollandais, Toscans, Lombards, gagnaient lentement les quartiers qui leur étaient désignés. De Paris, l'Empereur, qui ne déploya peut-être jamais un plus grand génie d'organisation, dirigeait tous ces mouvements, traçait les itinéraires, veillait surtout aux approvisionnements, qu'il fallait immenses, les Russes ayant annoncé l'intention de tout détruire. Napoléon réunissait 600 000 hommes, à la subsistance, à l'entretien desquels il fallait pourvoir. On avait vu des masses d'hommes plus considérables, mais non disciplinées, mais non présentant ce bel ordre que Napoléon avait mis dans ses armées, mais non dirigées avec cet art savant qui les disjoignait, les reformait, les poussait en avant, les ramenait en arrière, avec cette précision qui permettait à Napoléon de savoir à quelle époque il arriverait à telle ville ou à telle autre, combien il pourrait mettre d'hommes en bataille, combien il lui fallait de vivres et de munitions. Que l'on songe à tout l'attirail nécessaire pour faire subsister ensemble et en marche la population de plusieurs grandes villes; pour établir les hôpitaux, recueillir les malades, soigner les blessés! Jamais on n'avait montré plus d'activité administrative que Napoléon, obligé de préparer ainsi une ruineuse armée et en même temps d'expédier les affaires de son vaste Empire, bien capables à elles seules d'absorber tout le temps et toutes les pensées d'un souverain. Napoléon ne se pressait donc pas d'amener la rupture: il voulait ne commencer cette expédition fameuse qu'avec des moyens de succès infaillibles. Il avait réussi à se les procurer, et s'il échoua c'est qu'il ne pouvait prévoir toute l'énergie de la barbarie russe, et surtout les affreuses rigueurs d'un hiver exceptionnel.

Alexandre, voyant la crise approcher, avait placé toutes ses troupes le long de ses frontières. Rassuré sur sa droite et sur sa gauche par ses traités avec la Suède et la Turquie, il avait pu disposer toutes ses forces au centre, par où Napoléon devait attaquer. Pressé de plus en plus de s'expliquer, il avait, le 8 avril 1812, demandé l'évacuation de la vieille Prusse, du duché de Varsovie et de la Poméranie suédoise, un équivalent pour l'Oldenbourg et quelques autres concessions. C'étaient de ces propositions qu'on ne fait qu'au dernier moment. Bientôt même l'empereur de Russie, effrayé des progrès que faisaient sans cesse les troupes françaises en Allemagne, partit tout à coup de Saint-Pétersbourg pour son quartier général de Wilna. A cette nouvelle, Napoléon quitte aussitôt Paris. On ne désespérait point encore cependant de la paix, et les négociations continuaient. Il pouvait arriver que sur ces bords du Niémen, autrefois témoins de leurs embrassements, les deux empereurs sentissent le besoin de se réconcilier. Napoléon aurait vivement désiré obtenir ce qu'il cherchait par l'intimidation seule, et il croyait que l'immensité de ses ressources ferait réfléchir Alexandre. Il partit donc comme pour un simple voyage avec toute sa cour et s'arrêta à Dresde, afin d'y recevoir les hommages de l'Allemagne, d'étonner le monde et ses ennemis par le spectacle de sa puissance

Le roi de Prusse, son allié, l'empereur d'Autriche, son allié et son beau-père, le roi de Saxe, qui lui donnait l'hospitalité et semblait plutôt la recevoir, les rois de Wurtemberg, de Bavière, tous les princes de la confédération du Rhin s'étaient rendus à Dresde et formaient à Napoléon une cour de souverains telle que jamais monarque n'en avait eu autour de lui. De toutes parts les populations accourues à Dresde se pressaient sur son passage, assiégeaient jour et nuit les portes de son palais pour voir cet homme qui leur inspirait tant de craintes. Des rois attendaient le lever de l'ancien officier d'artillerie. Tumulte dans les rues, tumulte dans les appartements impériaux, tumulte sur les routes, où le soir on accompagnait la voiture de l'Empereur aux flambleaux. « On se précipitait au-devant de lui, dit M. Thiers, dès qu'il paraissait! Pour en être remarqué, pour en obtenir une parole, un regard, on se heurtait; puis, s'apercevant que par trop d'impatience on avait coudoyé un supérieur, un premier ministre, un roi peut-être, on reculait avec respect, on s'excusait, et on recommençait à courir encore après l'objet de ces démonstrations. » Marie-Louise déployait une magnificence inouïe, et sa vanité était comblée en voyant l'Europe à ses pieds. Les splendeurs de ses toilettes, qu'elle montrait naïvement à l'impératrice d'Autriche sa belle-mère (François s'était remarié pour la troisième fois), excitaient l'envie de cette femme orgueilleuse. François, auquel Napoléon affectait de céder le pas comme à son père, était heureux du bonheur de sa fille, du rôle qu'il jouait lui-même, promettait son concours à Napoléon et en même temps (on en a la preuve maintenant) faisait dire à la Russie que ce concours serait nul. Napoléon ne se faisait point illusion sur la sincérité des démonstrations dont il l'assaillait, mais il savait qu'une brillante victoire enchaînerait encore tous ces princes à sa politique. Après des fêtes au milieu desquelles Napoléon ne cessa de donner ses ordres, voyant que ce spectacle de l'Allemagne soumise n'imposait pas à Alexandre, il congédia ses visiteurs couronnés, se sépara avec émotion de l'impératrice, dont la douleur étonna, renvoya sa nombreuse maison civile et se rendit avec sa simplicité habituelle à la tête de son armée.

Tout était prêt. Des bords du Garigliano à ceux de la Vistule, 600 000 hommes marchaient, avec équipages, plusieurs milliers de voitures de vivres, d'innombrables troupeaux de bœufs; 1372 pièces de canon les suivaient. Napoléon dispose ainsi ces forces immenses: à gauche, s'appuyant sur la Baltique, 20 000 Prussiens et 10 000 Français; au centre, sa grande armée de 200 000 hommes qu'il voulait seule emmener au loin; à droite, Eugène, Jérôme, avec tous les auxiliaires italiens, bavarois, saxons, puis les Autrichiens du côté de la Gallicie. Il comptait en même temps sur le soulèvement en masse de la Pologne.

Quand il se vit arrivé à la fin de juin, époque qu'il s'était fixée pour laisser à la végétation le temps de lui

ournir de l'herbe pour ses nombreux attelages, il rompit les négociations prolongées jusqu'alors et ordonna à ses troupes de passer la frontière russe. Le sort en était jeté. Une nouvelle croisade de l'Occident contre l'Orient pour refouler la barbarie russe commençait, conduite par le plus grand homme de guerre qui ait paru dans le monde.

§ 15. PASSAGE DU NIÉMEN (23 JUIN 1812); PRISE DE WITEPSK ET DE SMOLENSK.

Le plan de Napoléon était très-simple, dicté par la nature du pays et la disposition des armées qu'il avait à combattre. Le ministre russe, qui commandait lui-même la principale armée, Barclay de Tolly, se proposait de couvrir avec 130 000 hommes, en s'appuyant sur



Passage du Niémen (juin 1812). (Page 368, col. 2.)

la Dwina, la route de Saint-Pétersbourg, tandis que le prince Bagration couvrirait, en s'adossant au Dniéper, celle de Moscou. Entre les sources des deux fleuves se trouvent les faibles ondulations de terrain qui séparent le versant de la Baltique de celui de la mer Noire. C'est par là, dans cet espace large de 80 kilomètres, entre Witepsk et Smolensk, que Napoléon se proposa de passer.

Le 23 juin, avant le jour, on atteignit le Niémen Napoléon monta à cheval à deux heures du matin. Comme il faisait une reconnaissance des rives du fleuve russe, son cheval s'abattit tout à coup. Une voix s'écria : « Ceci est d'un mauvais présage; un Romain reculerait! »

Ce furent quelques sapeurs, dans une nacelle, qui

le traversèrent d'abord. Étonnés, ils abordèrent sans obstacle sur la rive russe. Tout est calme sur cette terre étrangère : un simple officier de Cosaques, commandant une patrouille, se présente et demande à ceux qu'il rencontre qui ils sont : « Français.— Que voulez-vous? — Vous faire la guerre ! prendre Wilna, délivrer la Pologne ! » Et le Cosaque se retire ; il disparaît dans les bois, sur lesquels trois de nos soldats déchargent leurs armes. Le faible bruit de trois coups de feu annonçait cette guerre unique dans l'histoire des hommes.

Du plus loin que l'œil pouvait apercevoir les collines, les vallées étaient couvertes d'hommes et de chevaux. Cette multitude s'ébranla, et commença à s'écouler en trois colonnes, vers les trois ponts. « On les voyait serpenter en descendant la courte plaine qui les séparait du Niémen, s'en approcher, gagner les trois passages, s'allonger, se rétrécir pour les traverser, et atteindre enfin ce sol étranger qu'ils allaient dévaster, et qu'ils devaient bientôt couvrir de leurs vastes débris. »

Ceux qui aiment les présages racontent qu'au moment où s'effectuait le passage du Niémen, éclata un violent orage qui semblait avertir Napoléon de sa destinée. Or il est établi que le mauvais temps ne commença que quelques jours plus tard, et le passage fut au contraire favorisé par un beau temps. Pourquoi chercher des effets dramatiques à une expédition dont le récit le plus simple étonne l'imagination?



Les voltigeurs du 9e de ligne, tous enfants de Paris, à Vitepsk (27 juillet 1812). (Page 370, col. 2.)

On conquit la Lithuanie par la simple occupation, et Napoléon entra à Wilna au milieu des acclamations du peuple lithuanien, heureux d'être délivré du joug des Russes. Napoléon s'arrêta dix-sept jours. Ce fut une faute grave, car il n'avait pas trop de temps. Mais les quelques jours de marche déjà faits dans de vastes plaines sablonneuses et presque désertes avaient produit un immense désordre. Bien des chevaux étaien morts, les convois étaient en retard, des maladies retenaient en arrière grand nombre de soldats, d'autres maraudaient. Cette halte, qui empêchait Napoléon de frapper un coup rapide sur l'armée russe, lui paraissait cependant nécessaire pour recomposer son armée. Contraste étrange ! c'est dans son expédition la plus téméraire et la plus hardie que Napoléon montra le plus de prudence. Il se perdit par des retards, lui, habitué à précipiter tous ses mouvements.

L'empereur s'occupa à Wilna d'organiser le gouvernement de la Lithuanie, ancienne province polonaise. On lui a reproché de n'avoir pas immédiatement reconstitué la Pologne. On a oublié qu'un royaume ne se reconstitue pas en un jour, et que l'Empereur ne pouvait le faire qu'après la guerre. S'il eût immédiatement proclamé la formation du royaume de Pologne, il se fût aliéné l'Autriche et aurait compromis son armée. Il avait envoyé dans le grand-duché de Varsovie un personnage important, l'archevêque de Malines, pour faire enrôler la population, et les Polonais avaient déjà voté une de ces Confédérations si fameuses dans leur histoire. Mais l'Empereur, avant de s'engager à fond avec eux, voulait voir dans quelle mesure ils appuieraient ses efforts, et malheureusement les divisions des Polonais et leur défiance n'étaient pas de nature à le satisfaire. Pour lui, l'indépendance de la Pologne devait être le prix de la guerre; mais ce prix il fallait l'aller chercher à Moscou. Il comptait, dans le grand-duché de Varsovie et dans la Lithuanie, trouver une vaste base d'opérations, un pays où son armée se recruterait et s'approvisionnerait; enfin l'appui de tout un peuple. L'organisation séparée de la Lithuanie éveilla au contraire les défiances des Polonais; ils auraient voulu la réunion immédiate de cette province au grand-duché. Napoléon cependant prenait là une simple mesure de précaution. Son armée étant dans la Lithuanie, il était bon que le gouvernement chargé de le soutenir fût à Wilna et non à Varsovie. D'ailleurs il avait confié ce gouvernement aux seigneurs lithuaniens, il demandait la formation d'une armée lithuanienne. Que pouvait-on exiger de plus?

La diète polonaise députa vers lui pour le prier de déclarer la Pologne rétablie. Voici le discours profondément sympathique et profondément raisonnable par lequel Napoléon répondit à cette députation : « Polonais, je penserais et j'agirais comme vous, j'aurais voté comme vous dans l'Assemblée de Varsovie : l'amour de la patrie est la première vertu de l'homme civilisé. Dans ma position, j'ai bien des intérêts à concilier et bien des devoirs à remplir. Si j'eusse régné lors du premier, du second ou du troisième partage de la Pologne, j'aurais armé tout mon peuple pour vous soutenir. Aussitôt que la victoire m'a permis de restituer vos anciennes lois à votre capitale et une partie de vos provinces, je l'ai fait avec empressement, sans toutefois prolonger une guerre qui eût fait couler encore le sang de mes sujets. J'aime votre nation; depuis seize ans j'ai vu vos soldats à mes côtés sur les champs d'Italie comme sur ceux d'Espagne. J'applaudis à tout ce que vous avez fait ; j'autorise tous les efforts que vous voulez faire ; tout ce qui dépendra de moi pour seconder vos résolutions, je le ferai. Si vos efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir l'espoir de réduire vos ennemis à reconnaître vos droits ; mais dans ces contrées si éloignées et si étendues, c'est surtout sur l'immensité des efforts de la population qui les couvre que vous devez fonder vos espérances de succès. Je vous ai tenu le même langage lors de ma première apparition en Pologne; je dois ajouter ici que j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses États, et que je ne saurais autoriser aucune manœuvre ni aucun mouvement qui tendrait à le troubler dans la paisible possession de ce qui lui reste de provinces polonaises. Que la Lithuanie, la Samogitie, Vitepsk, Polotsk, Mohilew, la Volhynie, l'Ukraine, la Podolie soient animés du même esprit que j'ai vu dans la grande Pologne, et la Providence couronnera par le succès la sainteté de votre cause ; elle récompensera ce dévouement à votre patrie, qui vous a rendus si intéressants et vous a acquis tant de droits à mon estime et à ma protection, sur laquelle vous devez compter dans toutes les circonstances. » Cette unanimité des efforts que demandait Napoléon, il ne l'obtint pas, et les Polonais avaient grand tort, après l'appel qu'on faisait à leur patriotisme, de se défier de leur allié et de paralyser sa bonne volonté.

A Wilna, un ambassadeur russe vingt trouver Napoléon pour chercher les bases d'un accommodement. Il n'était plus temps. Le Niémen franchi, l'Empereur ne voulait pas reculer ou perdre la belle saison en négociations. Il eut une conversation fort vive avec M. de Balachoff et s'attira de fières répliques. Interrogeant l'ambassadeur sur Moscou comme un voyageur qui s'y rend, il alla jusqu'à en demander les routes : « Il y en a une, répondit M. de Balachoff, qui passe par Pultawa. » Cette conversation ajouta aux causes politiques de l'expédition l'inimitié personnelle des deux souverains.

Par sa marche sur Wilna, Napoléon avait obtenu un grand résultat, celui de couper les deux armées russes de Barclay et de Bagration, portées l'une sur la Dwina, l'autre sur le Dniéper. S'il eût pu s'avancer plus loin, il rendait leur jonction impossible, mais il avait été mal secondé sur sa droite par les Westphaliens, que le roi Jérôme n'avait pu, malgré tous ses efforts, réunir à temps au corps du maréchal Davoust. Irrité, Napoléon avait adressé d'injustes reproches à son frère et l'avait mis sous les ordres de Davoust. Le roi Jérôme avait préféré renoncer à accompagner l'armée. Sur sa gauche, Napoléon espérait envelopper Barclay dans son camp de la Dwina ; mais celui-ci, près d'être tourné, averti d'un échec de Bagration, qui retarderait sa jonction, se retira et enleva à Napoléon l'espoir de le saisir. Les soldats russes frémissaient de reculer partout devant les Français : ils étaient battus dans toutes les affaires d'arrière-garde et auraient voulu un engagement général; mais Barclay avait l'intention de reculer toujours, sentant bien que plus il attirerait les Français dans l'intérieur du pays, plus il les affaiblirait. Ces longues marches, en effet, commençaient la désorganisation de notre armée : les étrangers désertaient, les jeunes gens, épuisés, suivaient leur exemple. Des bandes de traînards ravageaient les campagnes, et Napoléon dut envoyer contre elles des colonnes mobiles et la gendarmerie. Avant d'arriver à Vitepsk, dont l'occupation était importante pour lui, Napoléon atteignit un moment l'armée russe et s'attendit à une bataille. Plusieurs combats livrés à notre avantage avaient rempli de joie nos soldats, heureux de rencontrer enfin l'ennemi. Dans un de ces combats, trois cents voltigeurs se virent tout à coup enveloppés dans une plaine par toute la cavalerie russe. Napoléon les crut perdus, tout en envoyant les dégager. Mais les voltigeurs s'étaient pelotonnés, et, par des décharges répétées, avaient arrêté la nuée d'ennemis qui fondait sur eux. Quand la cavalerie russe se retira devant nos colonnes, on fut étonné de revoir les voltigeurs continuant leur lutte héroïque. Napoléon les rejoignit : « Qui êtes-vous, mes amis? — Voltigeurs du 9e de li-

gne, tous enfants de Paris. — Vous êtes des braves, répondit l'Empereur, vous avez tous mérité la croix.» Avec de tels soldats il comptait bien terminer la campagne par un coup terrible ; malheureusement la bataille lui échappa encore.



Cette fuite des Russes commençait à inspirer des craintes à Napoléon. De grands résultats étaient acquis. Toute la Pologne était conquise. Arrivé à Vitepsk, le 28 juillet, en entrant dans son quartier impérial, il détacha donc son épée, et, la posant sur ses cartes, il s'écria : « Je m'arrête ici, je veux m'y reconnaître, y rallier, y reposer mon armée et organiser la Pologne; la campagne de 1812 est finie! celle de 1813 fera le reste. » Il parcourut donc Vitepsk et ses environs, y fit former des établissements de toute espèce, construire trente-six fours, abattre des maisons qui gâtaient la place du palais, et songea un instant à mander des acteurs de Paris. Mais Murat, toujours à l'avant-garde, toujours impatient d'atteindre l'ennemi, s'emporte contre ce projet de cantonnements. Il accuse l'armée russe de lâcheté, il la représente comme terrifiée. Napoléon le modère : « Murat, lui dit-il, la première campagne de Russie est finie ; plantons ici nos aigles. Deux grands fleuves marquent notre position ; élevons des blockhaus sur cette ligne ; que les feux se croisent partout ; formons le bataillon carré. Des canons aux angles et à l'extérieur. Que l'intérieur contienne les cantonnements et les magasins. 1813 nous verra à Moscou, 1814 à Pétersbourg. La guerre de Russie est une guerre de trois ans. »

Revenant bientôt sur ce projet, Napoléon en comprit cependant les difficultés. La Dwina et le Dniéper gelés pendant l'hiver n'offriraient aucune défense. Et que dirait l'Europe surprise de voir interrompre la campagne à peine commencée? Il poussa donc en avant, satisfait par une halte de quinze jours d'avoir remis de l'ordre dans son armée, rallié les traînards, amassé des vivres. Mais ses pertes étaient déjà considérables, et il ne s'avançait plus guère en Russie qu'avec 175000 combattants. Tranquille sur ses flancs, que de nombreux corps d'armée protégeaient, il estimait cette force suffisante pour faire une pointe hardie dans le cœur de la Russie.

Par une habile et savante manœuvre, Napoléon, en quittant Vitepsk, croyait pouvoir, en se transportant de la Dwina sur le Dniéper, tourner les généraux russes Barclay et Bagration. Toutes ses étapes, bien calculées, s'accomplirent heureusement, et l'armée célébra sur les bords du Dniéper la fête du 15 août, en tirant le canon avec la poudre prise à l'ennemi au récent combat de Krasnoé. L'Empereur croyait pouvoir enlever Smolensk par surprise ; mais quand l'armée française couronna les hauteurs qui dominaient la ville, elle vit l'armée russe qui accourait en toute hâte prendre position sur les hauteurs opposées. Napoléon était prévenu, il s'en consola par l'espoir de tenir enfin cette bataille qu'il appelait de tous ses vœux. Les Russes paraissaient ne point vouloir livrer Smolensk. Il fallait le prendre sous leurs yeux, franchir le Dniéper sur le pont de la ville et le poursuivre.

§ 16. PRISE DE SMOLENSK, 17 AOUT 1812. — BATAILLE DE BORODINO, 7 SEPTEMBRE.



Smolensk était coupé en deux parties par le Dniéper, la vieille ville de notre côté, la nouvelle, au nord, du côté des Russes. Une garnison de 30000 hommes semblait rendre cette ville imprenable. Il fallait pourtant l'enlever. Notre artillerie couronna les hauteurs, et Napoléon lança Ney et Davoust avec 45000 hommes à l'attaque des faubourgs. La lutte fut vive, acharnée, telle qu'on devait l'attendre des soldats russes, très-solides, et d'ailleurs exaltés par le péril que courait Smolensk, une de leurs villes saintes.

« L'armée française, raconte M. de Ségur, sur un amphithéâtre de collines, contemplait, avec une silencieuse anxiété, ses braves compagnons d'armes; mais quand elle les vit s'élancer tous au travers d'une grêle de balles et de mitraille, et persévérer avec une ardeur, une fermeté, un ordre admirables, alors, saisie d'enthousiasme, on l'entendit battre des mains. Le bruit de ce glorieux applaudissement arriva jusqu'à nos colonnes d'attaque. Il récompensa le dévouement de ces guerriers, et quoique dans une seule brigade, celle de Dalton, et dans l'artillerie de Reindre, 5 chefs de bataillon, 1500 hommes, et le général lui-même fussent tombés, ceux qui survécurent disent encore que cet hommage de l'enthousiasme qu'ils excitèrent est pour eux une compensation suffisante à tous les maux qu'ils ont endurés. » Les Russes furent refoulés dans l'enceinte avec une perte de 12 à 13000 hommes. Nous eûmes 7000 hommes hors de combat dans cette rude attaque.

L'Empereur fit alors tonner toute son artillerie et cribler la ville d'obus, remettant au lendemain l'assaut de l'enceinte. Mais les généraux russes croyant l'honneur national satisfait, résolurent de se retirer et d'incendier la ville. On vit alors s'élever de plusieurs points d'épaisses et noires colonnes de fumée, qu'éclairèrent ensuite, par intervalles, des lueurs incertaines, puis des étincelles; enfin de longues gerbes de feu jaillirent de toutes parts. C'était comme un grand nombre d'embrasements. Bientôt ils se réunirent et ne formèrent plus qu'une vaste flamme, qui, s'élevant en tourbillonnant, couvrait Smolensk et la dévorait tout entière avec un sinistre bruissement. « C'était, disait Napoléon dans son bulletin, une éruption du Vésuve par une belle nuit d'été. » (17 août 1812.)

A Smolensk, Napoléon se demanda encore s'il ne valait pas mieux s'arrêter. Mais les mêmes raisons qui l'en avaient empêché à Vitepsk subsistaient. Il était d'ailleurs rassuré sur ses flancs par une belle victoire de Saint-Cyr à Polotsk, qui valut à ce général le bâton de maréchal. On avertissait aussi l'Empereur que l'armée russe ne cherchait qu'une position avantageuse pour livrer bataille.



Bataille de la Moskowa (



1812). (Page 375, col. 1.)

Encore quelques marches et il terminait la campagne. Cette bataille, il aurait pu l'avoir à quelques lieues de Smolensk. Ney avait atteint l'arrière-garde de l'armée russe avec 12000 hommes et l'avait vivement attaquée. Barclay fit revenir alors plusieurs colonnes, et si Napoléon eût été prevenu à temps, il aurait pu accourir avec son armée. Ney, malgré le désavantage du nombre, emporta un défilé défendu par les Russes avec acharnement. Il leur aurait infligé un véritable désastre s'il eût été soutenu par Junot qui pouvait les prendre en flanc et ne le fit pas, soit défaut d'habileté, soit faiblesse d'esprit causée par la maladie qui devait mettre fin à ses jours et qui était la suite d'une blessure à la tête reçue en Portugal. Dans cette sanglante affaire, où 15000 hommes triomphèrent de 40000, il resta de chaque côté 7000 hommes sur le champ de bataille. Nous eûmes à déplorer la mort d'un de nos plus braves généraux de division, le général Gudin.

Les Russes continuèrent de se retirer, dévastant le pays, incendiant les villes et les bourgs. Bagration voulait combattre; Barclay, malgré les murmures des soldats, s'y opposait autant que possible. Un supérieur qu'on leur donna à tous deux les mit d'accord : c'était Kutusof, réputé bien à tort le meilleur général des Russes. Il avait alors près de soixante-dix ans. Son mérite consistait surtout dans la finesse; mais à cette finesse se joignait une grande indolence. Voici comment il est dépeint par sir Robert Wilson, commissaire anglais dans l'armée russe : « C'était un bon vivant, plein de courtoisie et de ruse, un Grec du Bas-Empire, alliant l'instruction européenne à l'intelligence souple des Orientaux, préférant le succès de la diplomatie aux risques du jeu des batailles, dont le détournaient d'ailleurs son âge et ses infirmités. Il était d'une corpulence énorme, et, même sur le champ de bataille, ne pouvait se mouvoir qu'à l'aide d'un de ces petits chariots russes qu'on appelle *droschi.* » Il était aussi quelque peu menteur, comme on ne tardera pas à le voir.

Napoléon connaissait les divisions des généraux russes. Un Cosaque fait prisonnier et interrogé par l'Empereur qu'il ne reconnaissait pas à cause de la simplicité du costume, donna d'utiles renseignements sur l'état moral de l'armée ennemie. Les soldats savaient vaguement que les Français étaient commandés par un général Bonaparte qui avait l'habitude de battre tous ses ennemis, mais que l'on écraserait avec des forces supérieures. Ces propos égayèrent l'Empereur qui se nomma et donna la liberté au Cosaque ébahi de s'être trouvé ainsi devant ce général Bonaparte si redouté. Napoléon accueillit avec satisfaction la nouvelle de l'arrivée de Kutusof dans le camp ennemi. La bataille ne pouvait tarder à lui être offerte.

En effet, depuis l'arrivée de Kutusof, des troupes de Cosaques voltigeaient sans cesse autour des têtes de nos colonnes. Murat s'irrita de ces bravades, et on assure qu'indigné de l'effronterie des Cosaques il s'élança seul et tout à coup contre leur ligne, s'arrêta à quelques pas d'eux; et que là, avec son épée, il leur fit d'un air et d'un geste si impérieux le signe de se retirer, que ces barbares obéirent et reculèrent étonnés. Un tel acte d'audace, un tel ascendant sur l'ennemi n'est pas invraisemblable de la part de Murat, roi théâtral et chevaleresque dont le nom seul effrayait les cavaliers ennemis.

Kutusof s'était décidé à choisir pour champ de bataille les environs de Borodino, et avait ordonné de grands travaux pour ajouter par des retranchements à la force naturelle de ses positions. Il barrait la route de Moscou, décidé à la défendre à tout prix.

Le 5 septembre, les deux armées furent en présence dans la plaine de Borodino, sur les bords de la Kolockza, affluent de la Moskowa. Les Russes garnissaient les hauteurs qui terminaient la plaine : leur droite était protégée par des coteaux escarpés et par la Kolockza; ils avaient là leurs principales forces. Mais leur gauche était plus faible, assise sur des coteaux séparés seulement par des ravins, mais protégée par une grande redoute et trois redans. Napoléon, à première vue, comprit le côté vulnérable de l'armée russe. Il résolut de ne point agir contre leur droite presque inattaquable, de simuler un combat au centre, et de porter tous ses efforts pour enfoncer leur gauche. Il passa toute la journée du 6 à arrêter ses dispositions, à rallier ses troupes, à laisser reposer ses soldats et décida que pour ne point démasquer le plan, les mouvements ne commenceraient que le 7 au matin.

Les Russes, de leur côté, ne songèrent pas à sortir de leur inaction. Le 5, Napoléon, après un chaud engagement, avait fait enlever un monticule qui lui donnait la possession de la plaine, mais la journée du 6 s'écoula sans qu'il y eût aucun coup de fusil de tiré. « Ce fut, dit M. Thiers, le calme avant-coureur des grandes tempêtes. Les Français employèrent la journée à se reposer, à jouir des vivres ramassés la veille, à préparer leurs armes, à tenir dans leurs bivacs les propos ordinaires au soldat français, le plus gai et le plus brave peut-être des soldats connus. Ils se demandaient lequel d'entre eux serait vivant le lendemain, et ils poussaient de bruyants éclats de rire en mangeant ce qu'ils avaient dérobé dans les villages voisins; mais pas un d'eux ne doutait de la victoire, ni de l'entrée prochaine dans Moscou, sous leur invincible et toujours heureux général. L'amour de la gloire était la passion qui enflammait leur âme.

« Un sentiment bien différent animait les Russes Tristes, exaspérés, résolus à mourir, n'espérant qu'en Dieu, ils étaient à genoux, au milieu de mille flambeaux, devant une image miraculeuse de la madone de Smolensk, sauvée, disait-on, sur les ailes des anges de l'incendie de la cité infortunée, et, dans ce moment, portée en procession par les prêtres grecs à travers les bivacs du camp de Borodino. Les soldats étaient prosternés et le vieux Kutusof, qui loin de croire à cette madone, croyait à peine au Dieu si visible de l'univers; le vieux Kutusof, le chapeau à la main, l'œil qui lui était resté baissé jusqu'à terre, accompagnait avec son état-major cette pieuse procession On la voyait de nos bivacs à la chute du jour, et on pouvait la suivre à la trace lumineuse des flambeaux. »

Napoléon venait de recevoir une mauvaise nouvelle. Un aide de camp, parti du fond de l'Espagne, était arrivé annonçant la funeste bataille des Arapyles perdue par le maréchal Marmont. Il s'en montra peu ému et se contenta de dire : « Je réparerai demain, sur les bords de la Moscowa, les fautes commises aux Arapyles. » On lui avait envoyé aussi le portrait de son fils, le roi de Rome, peint par Gérard. Il prit plaisir à le contempler, à le montrer à ses lieutenants, se livrant aux douces joies de la famille, à huit cents lieues de la capitale et à la veille d'une effroyable bataille.

Tout, en effet, faisait présager que la lutte serait sanglante. Les deux masses d'hommes qui allaient se heurter étaient l'une de 140000, l'autre de 127000. 127000 soldats, voilà ce que Napoléon avait pu mettre en ligne sur une armée de 400000 hommes, tant les marches l'avaient affaibli. Mais ce qui lui restait c'était naturellement les troupes les plus solides et avec elles il ne craignait rien. Du côté des Russes et des Français on comptait plus de cinq cents pièces de canon.

Vers cinq heures du matin l'artillerie qui devait rendre cette bataille si meurtrière gronde de toutes parts. Le prince Eugène s'élança sur Borodino pour retenir les Russes dans leurs positions de la droite. Borodino fut emporté, et ce point ne fut plus perdu. Ce fut le premier acte de la bataille. Après cette attaque prudente, sur la droite des Russes qu'on n'avait point l'intention d'aborder sérieusement, le maréchal Davoust, avec deux divisions et trente bouches à feu, s'élança sur leur gauche protégée par trois flèches garnies d'artillerie. Le combat fut extrêmement violent. Dès les premiers coups, un grand nombre d'officiers tombèrent. Un boulet tua le cheval de Davoust et renversa le maréchal sans connaissance; mais revenu à lui, celui-ci, malgré ses souffrances, voulut rester à la tête de ses troupes. Le maréchal Ney soutint alors son attaque et aida avec ses forces à la conquête des flèches. Les Russes revenaient plusieurs fois à la charge. Bagration voyant sa gauche assaillie par des forces considérables fait avancer d'autres bataillons, jette une grande masse d'infanterie sur les ouvrages qu'il a perdus, et parvient à en reprendre quelques-uns; mais Ney et Murat, les deux héros de cette journée, ramènent nos troupes, marchant au feu comme de simples capitaines de grenadiers. Ils garnissent alors d'artillerie les hauteurs et refoulent de plus en plus les Russes. En même temps la division Morand, lancée au centre sur la grande redoute, s'était avancée avec son admirable sang-froid sous le feu de quatre-vingt-dix pièces de canon, avait abordé la position à la baïonnette, l'avait emportée et poursuivait également les Russes. On était victorieux au centre et à la gauche des Russes. Un grand effort entre la redoute et les flèches et nous faisions une trouée profonde dans la ligne ennemie. Ney et Murat voyaient les bagages et la vieille route de Moscou; ils réclamaient à grands cris des renforts et la garde impériale. On vint les demander à Napoléon. Il était dix heures du matin.

Loin de l'endroit où combattaient Ney et Murat, l'Empereur ne pouvait voir ce qu'on lui disait et surtout ne pouvait croire à dix heures du matin la bataille gagnée, voyant encore devant lui la presque totalité de l'armée russe. Il se borna à envoyer une division, mais ne voulut point donner sa garde. Pendant ce temps Kutusof était à table. Barclay et Bagration viennent lui arracher l'ordre de dégarnir la droite pour boucher la trouée qui se faisait dans leurs lignes. Le combat se rétablit. La grande redoute est reprise par les Russes, et Bagration tente une seconde fois de ressaisir les flèches, mais des mamelons fortifiés par les Russes nous foudroyons leurs masses. Ney et Murat soutiennent avec leurs divisions d'infanterie et de cavalerie les attaques les plus impétueuses. Jamais on ne s'était vu au milieu d'un feu aussi épouvantable. Un de nos plus brillants généraux de cavalerie tomba frappé à mort. Le général de division Friant voit emporter son fils blessé, et bientôt on l'emporte lui-même gravement atteint. Les Russes au même moment perdaient leur meilleur général, Bagration. Ney et Murat seuls semblaient invulnérables. Un colonel commandait la retraite. Murat le saisit au collet et lui crie : « Que faites-vous! » Le colonel montrant la terre couverte de la moitié des siens, lui répond : « Vous voyez bien qu'on ne peut plus tenir ici. — Eh! j'y reste bien, moi! » s'écrie le roi. L'officier le regarde tout étonné et reprend froidement : « C'est juste!... Soldats, face en tête! » Murat donnait des ordres au commandant Galichet. Un boulet passe entre eux et leur coupe la parole. « Il ne fait pas bon ici, dit Murat en souriant! — Nous y resterons cependant, » répond l'intrépide Galichet. Au même instant la division Friant n'a que le temps de se former en deux carrés, liés par toute une ligne d'artillerie. Murat entre dans l'un, le commandant Galichet dans l'autre, et pendant un quart d'heure ils reçoivent, avec un imperturbable sang-froid, les charges furieuses de la cavalerie russe. « Soldats de Friant, s'écrie Murat, vous êtes des héros! — Vive Murat! vive le roi de Naples! » répondent les soldats de Friant.

Les Russes refoulés sur tous les points s'ouvrent encore. Ney et Murat peuvent ressaisir l'occasion perdue le matin, mais il leur faut la garde. A ce moment, l'Empereur vivement sollicité consent; la jeune garde se met en marche. Un désordre se met tout à coup dans les rangs de notre gauche surprise par une attaque imprévue. Napoléon arrête la garde et va faire cesser la panique, mais le temps de percer dans la trouée est passé; les Russes l'ont encore bouchée et Ney et Murat s'emportent contre l'Empereur comme si celui-ci avait dû n'avoir l'œil que de leur côté. Ils reçoivent alors l'ordre de concourir à la nouvelle conquête de la grande redoute prise et perdue le matin. Cette conquête doit terminer la journée qui nulle part n'est incertaine. Ney et Murat, depuis neuf heures au feu, sans avoir été frappés, braquent deux cents pièces de canon sur les masses russes qui s'avancent pour garder la redoute. Cette canonnade terrible ébranle leurs lignes profondes, et alors Murat lance les cuirassiers de Montbrun, dont l'intrépide Caulaincourt a pris le commandement. Les cuirassiers se précipitent, culbutent la cavalerie russe, se rabattent sur l'infanterie, la rejettent sur la redoute fameuse. A ce moment leur général, Caulaincourt, tombe mortellement frappé; puis une heure après, le général Montbrun qui l'avait remplacé. Le général de Ligne entre par un autre côté dans la redoute jonchée de cadavres et acclame les cuirassiers. La bataille était gagnée partout. Le prince Poniatowski, envoyé dans les bois, tournait peu à peu les Russes.

Nous avions le champ de bataille : il restait plusieurs heures de jour. On pressait Napoléon de faire donner sa garde qui aurait changé cette défaite des Russes en désastre. L'Empereur parut inexplicable, et on a répété que la maladie avait paralysé ce jour-là ses puissantes facultés. Un gros rhume le fatiguait, il est vrai, mais ce n'est pas à une cause physique qu'il faut attribuer son refus de renouveler l'attaque. Il voyait au delà du champ de bataille que ses lieutenants considéraient seuls et donna les raisons de sa conduite : « Je ne ferai pas démolir ma garde, dit-il ; à huit cents lieues de France, on ne risque pas sa dernière réserve. » La vraie faute c'était la guerre elle-même. Napoléon sentait bien que cette guerre dans l'état de l'Europe était

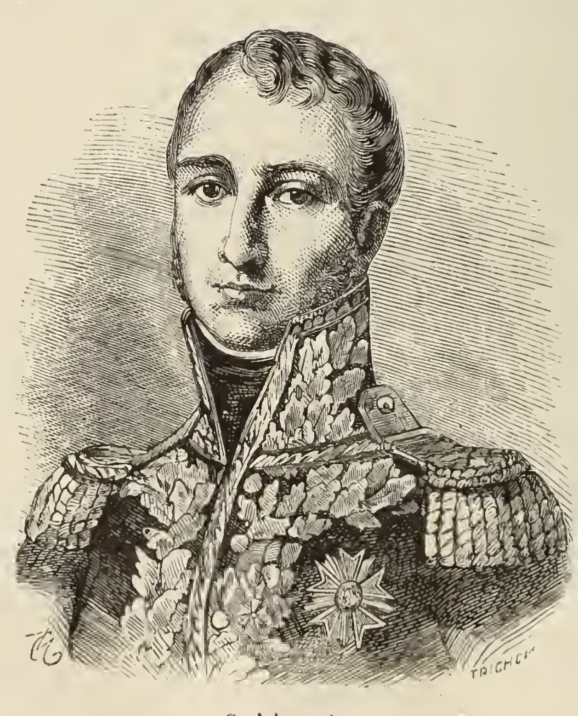
un excès de témérité ; et cette témérité même lui fit, nous l'avons remarqué, commettre plusieurs fois des excès de prudence. Il se contenta de foudroyer encore les masses russes pendant plusieurs heures avec quatre cents pièces de canon.



Montbrun.

Le carnage de cette journée fut horrible. Les Russes avaient, d'après leur aveu, perdu 60 000 hommes tués ou blessés et pleuraient leur grand général Bagration. Nous avions fait aussi des pertes énormes : 10 000 morts et 20 000 blessés ; 47 généraux avaient été frappés ; 2 mortellement : Montbrun et Caulaincourt ; 15 autres gravement ; et parmi ceux-là Davoust ; Rapp avait reçu quatre blessures. Ney et Murat, restés tout le jour au milieu du feu le plus épouvantable, ne furent pas atteints ; le premier faisait parfois coucher ses hommes à terre pour laisser passer l'ouragan de mitraille, et demeurait seul debout. Il se couvrit d'une gloire immortelle et reçut le titre si bien mérité de prince de la Moskowa.

Kutusof eut l'imprudence d'écrire qu'il était vainqueur, et ne se retirait que pour défendre Moscou et livrer encore plusieurs batailles. « On a chanté des *Te Deum*, en Russie, pour le combat de Polostk, disait le *Moniteur*, on en a chanté pour celui de Smolensk ; partout, selon les relations des Russes, ils étaient vainqueurs et l'on avait repoussé les Français loin du champ de bataille ; c'est donc au bruit des *Te Deum* russes qne l'armée est arrivée à Moscou. »



Caulaincourt.

§ 17. L'INCENDIE DE MOSCOU.

Le gouverneur de la ville, Rostopchine, qui, sous un vernis apparent de civilisation, cachait les énergiques passions des barbares, aida Kutusof à tromper les habitants, tout en méditant le plus affreux projet qu'un homme ait pu concevoir. Il faisait sans cesse des proclamations fanatiques assaisonnées de plaisanteries ridicules :

« On a fermé les tribunaux, est-il dit dans l'un de ces documents (du 11 septembre), mais que cela ne vous inquiète pas, mes amis : nous n'avons pas besoin de tribunaux pour faire le procès au scélérat (Napoléon).... Dans deux ou trois jours, je donnerai le signal. Armez-vous bien de piques et de haches, et, si vous voulez faire mieux, prenez des fourches à trois dents, le Français n'est pas plus lourd qu'une gerbe de blé. Demain, j'irai voir les blessés à l'hôpital de Sainte-Catherine, j'y ferai dire une messe et bénir l'eau pour leur prompte guérison. Pour moi, je me porte bien : j'avais mal à un œil, mais maintenant je vois très-bien des deux.... »

Mais bientôt l'armée, le dernier espoir de ce peuple, l'abandonne, et Rostopchine ordonne à la population de suivre l'exemple de l'armée et d'abandonner complétement la ville. La plupart des habitants trompés sur le caractère des Français, obéissent et s'enfuient dans toutes les directions, par tous les sentiers, à travers champs, sans vivres, et chargés de leurs effets. Faute de chevaux, ils s'attelaient eux-mêmes à des chariots. Les bois leur servirent d'abri.

Rostopchine, avant de partir, rassemble tout ce qu'il a pu retenir et armer. Les prisons s'ouvrent ; une foule sale et dégoûtante en sort tumultueusement et se précipite dans les rues. Deux hommes, l'un Russe, l'autre Français, l'un accusé de trahison, l'autre d'imprudence politique, sont arrachés du milieu de cette horde. On les traîne devant Rostopchine ; celui-ci reproche au Russe sa trahison et le fait sabrer devant ses yeux. A ce spectacle, le Français demeure glacé de terreur, et s'attend à une mort semblable, quand Rostopchine lui dit : « Pour toi, comme Français, tu devais désirer l'arrivée des Français ; sois donc libre, mais va dire aux tiens que la Russie n'a eu qu'un seul traître, et qu'il est puni. » Il assiste ensuite au défilé de la troupe qu'il emmène et fait enlever toutes les pompes. Le colonel Wolzogen le rencontrant lui demande pourquoi il s'embarrasse de ces pompes. « J'ai mes raisons, » répond-il. Puis il ajoute : « Pour



Incendie de Moscou, dans la nuit du 15 au 16 septembre 1812, (Page 378, col. 1.)

moi, je n'emporte de la ville que le vêtement qui me couvre. »

Ce désordre, cette fuite annonçaient que l'armée française victorieuse approchait. Napoléon marchait lentement, faisant sonder les bois et gagner le sommet de toutes les hauteurs pour découvrir l'armée ennemie.

« On s'attendait, dit M. de Ségur, à une bataille : le terrain s'y prêtait, des ouvrages étaient ébauchés, mais tout avait été abandonné, et l'on n'éprouvait pas la plus légère résistance.

Enfin une dernière hauteur reste à dépasser; elle touche à Moscou, qu'elle domine : c'est le mont du Salut. Il s'appelle ainsi parce que, de son sommet, à l'aspect de leur ville sainte, les habitants se signent et se prosternent. Nos éclaireurs l'eurent bientôt couronné. Il était deux heures; le soleil faisait étinceler de mille couleurs cette grande cité. A ce spectacle, frappés d'étonnement, ils s'arrêtent, ils crient : « Moscou! Moscou! » Chacun alors presse sa marche; on accourt en désordre, et l'armée entière battant des mains répète avec transport : « Moscou! Moscou! » comme les marins crient : « Terre! terre! » à la fin d'une longue et pénible navigation.

« A la vue de cette ville dorée, de ce nœud brillant de l'Asie et de l'Europe, de ce majestueux rendez-vous, où s'unissaient le luxe, les usages et les arts des deux plus belles parties du monde, nous nous arrêtâmes, saisis d'une orgueilleuse contemplation. Quel jour de gloire était arrivé! comme il allait devenir le plus grand, le plus éclatant souvenir de notre vie entière! Nous sentions qu'à ce moment toutes nos actions devaient fixer les yeux de l'univers surpris, et que chacun de nos moindres mouvements serait historique. »

Moscou offrait un spectacle à la fois gracieux et imposant : les dômes dorés resplendissaient frappés par un beau soleil d'automne. Au-dessus de cette forêt brillante on discernait un énorme amas de maisons dont tous les toits étaient peints en rouge ou en vert. Ce qui relevait encore ce tableau, c'était son encadrement : une chaîne de jolis coteaux, la Moskowa serpentant dans la plaine, de vastes couvents qui couronnaient les hauteurs voisines. Il y avait là de quoi consoler cette armée de toutes ses fatigues et la ravir en admiration. Il y avait des soldats qui avaient vu le Caire, les Pyramides, Milan, Vienne, Madrid, Lisbonne, Berlin, et Moscou avait encore de quoi les surprendre par son architecture originale. L'Empereur n'avait pas le temps de se livrer à l'enthousiasme; il se fit apporter une carte, désigna les quartiers que les corps devaient occuper, et, au signal donné par un coup de canon, l'armée oubliant tout à coup les longues souffrances qu'elle endurait, s'ébranla encore une fois au cri mille fois répété de : Vive Napoléon!

Les Français, cependant, furent tristement surpris en trouvant la ville déserte et en se répandant dans les quartiers solitaires. C'est à peine si, sur une population de trois cent mille âmes, quinze mille habitants étaient restés, encore se cachaient-ils. On se consola cependant en songeant qu'on pourrait vivre à l'aise dans cette grande ville où l'on trouva des provisions en abondance. Napoléon s'établit avec sa garde au Kremlin, le vieux palais des czars qui dominait la ville.

Mais à peine l'armée était-elle installée dans Moscou que l'incendie éclate de tous côtés dans la nuit du 15 au 16. Pour comble de malheur, le vent souffle avec violence, et changeant plusieurs fois de direction, semble prendre plaisir à promener les flammes dans tous les quartiers. On prend des individus qui portaient des torches incendiaires, et on connait les ordres du comte Rostopchine. Tous les misérables qu'on put saisir exécutant ces ordres affreux furent pendus; mais les pompes manquaient, et on se trouvait impuissant contre un foyer si vaste d'incendie. Bientôt les flammes sont poussées sur le Kremlin. Quatre cents caisses d'artillerie se trouvaient dans la cour du palais. Une flammèche suffisait pour faire tout sauter. On conjure l'Empereur de s'éloigner : sa présence troublait les artilleurs en les effrayant par les conséquences d'un malheur possible.

L'Empereur quitte enfin l'orgueilleuse demeure des czars et a grand'peine à traverser la ville: « A chaque instant, raconte le témoin et le pathétique historien de ces désastres que nous citerons souvent, M. de Ségur, à chaque instant croissait autour de nous le mugissement des flammes. Une seule route étroite, tortueuse et brûlante s'offrait plutôt comme l'entrée que comme la sortie de cet enfer. L'Empereur s'élance à pied et sans hésiter dans ce dangereux passage. Il s'avance au travers du pétillement de ces brasiers, au bruit du craquement des voûtes et de la chute des poutres brûlantes et des toits de fer ardents qui croulaient autour de lui. Ces débris embarrassaient ses pas. Les flammes, qui dévoraient, avec un bruissement impétueux, les édifices entre lesquels il marchait, dépassant leur faîte, fléchissaient alors sous le vent et se recourbaient sur nos têtes. Nous marchions sur une terre de feu, sous un ciel de feu, entre deux murailles de feu! Une chaleur pénétrante brûlait nos yeux, qu'il fallait cependant tenir ouverts et fixés sur le danger. Un air dévorant, des cendres étincelantes, des flammes détachées, embrasaient notre respiration courte, sèche, haletante et déjà presque suffoquée par la fumée. Nos mains brûlaient en cherchant à garantir notre figure d'une chaleur insupportable, et en repoussant les flammèches qui couvraient à chaque instant et pénétraient nos vêtements.

« Dans cette inexprimable détresse, et quand une course rapide paraissait notre seul moyen de salut, notre guide incertain et troublé s'arrêta. Là se serait peut-être terminée notre vie aventureuse, si des soldats du premier corps n'avaient point reconnu l'Empereur au milieu de ces tourbillons de flammes; ils accoururent et le guidèrent vers les décombres fumants d'un quartier réduit en cendres dès le matin. Ce fut alors que l'on rencontra le prince d'Eckmühl. Ce maréchal, blessé à la Moskowa, se faisait rapporter dans les flammes pour en arracher Napoléon ou y périr avec lui. Il se jeta dans ses bras avec transport : l'Empereur l'accueillit bien, mais avec ce calme qui, dans le péril, ne le quittait jamais. »

Napoléon alla s'installer à une lieue de Moscou, au château de Pétrowskoié, sur la route de Saint-Pétersbourg.

« Les camps qu'il traversa pour y arriver, offraient un aspect singulier. C'étaient au milieu des champs, dans une fange épaisse et froide, de vastes feux entretenus par des meubles d'acajou, par des fenêtres et des portes dorées. Autour de ces feux, sur une litière de paille humide qu'abritaient mal quelques planches, on voyait les soldats et leurs officiers, tous tachés de

boue et noircis de fumée, assis dans des fauteuils ou couchés sur des canapés de soie. A leurs pieds étaient étendus ou amoncelés les châles de cachemire, les plus rares fourrures de la Sibérie, des étoffes d'or de la Perse, et des plats d'argent dans lesquels ils n'avaient à manger qu'une pâte noire, cuite sous la cendre, et des chairs de cheval à demi grillées et sanglantes. Singulier assemblage d'abondance et de disette, de luxe et de misère.

« Entre les camps et la ville, on rencontrait des nuées de soldats traînant leur butin, ou chassant devant eux, comme des bêtes de somme, des mougiks courbés sous le poids du pillage de leur capitale; car l'incendie montra près de vingt mille habitants, inaperçus jusque-là, dans cette immense cité. Quelques-uns de ces Moscovites, hommes ou femmes, paraissaient bien vêtus : c'étaient des marchands. On les fit venir se réfugier, avec les débris de leurs biens, auprès de nos feux. Ils y vécurent pêle-mêle avec nos soldats, protégés par quelques-uns, et soufferts ou à peine remarqués par les autres. » (Ségur.)

Pendant trois jours, le 16, le 17, le 18 septembre, et pendant trois nuits, l'incendie continua avec une égale fureur, obcurcissant le ciel pendant le jour par d'épais nuages de fumée, éclairant les nuits de ses lueurs sinistres. Une pluie fine qui tomba amortit sa violence et peu à peu l'éteignit; mais les quatre cinquièmes de la ville étaient dévorés ! 15 000 blessés russes, laissés dans les hôpitaux, avaient péri dans les flammes allumées par leurs concitoyens.

Ce n'était pas Kutusoff qui avait ordonné ce terrible incendie; car, dans ce cas, il n'aurait point abandonné ses blessés. Ce n'était point l'empereur Alexandre, d'un caractère généralement doux et humain. Rostopchine avait pris sur lui cette grave responsabilité. Plus tard disgracié de son gouvernement, se montrant dans les salons de Paris, il nia avoir donné l'ordre de brûler la ville. Mais on sait, à ne pouvoir se tromper, que cette dénégation n'a aucune valeur. La précaution prise d'emmener les pompes révélerait seule quel était en partant le sinistre dessein du gouverneur. D'ailleurs Rostopchine ne nia pas toujours; et comme à Berlin on lui demandait qui avait donné lieu à l'incendie de Moscou, il répondit : « Ceci est une question que l'Empereur ne m'a point faite, et je ne dois à personne d'y faire réponse. » Ce fut de la part de Rostopchine, qui cependant ne manquait pas d'instruction, un acte de patriotisme sauvage, mais peut-être le mieux calculé contre l'expédition qu'elle fit échouer.

Nos soldats, errant dans les rues de Moscou, trouvèrent des vivres en abondance. Mais le fourrage manquait, et il fallait aller au loin faire des reconnaissances pour en conquérir. Napoléon, rentré à Moscou le 19, remit de l'ordre dans l'armée. Il restait encore assez de toits pour nous abriter, et on réoccupa la ville. L'Empereur visita l'hospice des enfants trouvés, qu'on avait pu préserver des flammes; et, effrayé de cette guerre atroce, sur laquelle il ne comptait pas, résolut d'entamer les négociations pour arriver à la conclusion de la paix. Mais cette paix, l'incendie de Moscou la rendait impossible. L'armée russe, à laquelle on avait persuadé que les Français étaient les auteurs de cet incendie, avait puisé dans le sentiment de la vengeance une nouvelle énergie. Chaque jour d'ailleurs elle se renforçait: l'empereur Alexandre le savait bien; et bien qu'une telle guerre lui fût douloureuse, la confiance dans les rigueurs du climat lui faisait espérer un prochain triomphe.

Napoléon, on le sait maintenant, avait conçu le dessein d'opérer un mouvement rétrograde, en menaçant Saint-Pétersbourg. Ses lieutenants ne voulurent point entendre parler d'une nouvelle offensive qui, cependant, seule, aurait pu sauver l'armée en la rapprochant de la Pologne ou amener la paix en intimidant Alexandre. Ils représentèrent les soldats comme harrassés de fatigue, et là-dessus ils avaient raison. L'Empereur résolut donc de laisser son armée se reposer, pendant qu'il serait toujours temps d'ordonner la retraite sur Smolensk, retraite qui lui répugnait, parce que c'était un mouvement de recul, et qu'il craignait de perdre son prestige. Il laissa donc passer un mois dans l'indécision, attendant toujours la réponse d'Alexandre à ses ouvertures. Toutefois c'était moins l'espérance de la paix qui l'agitait ainsi que le sentiment profond de sa situation. Faire un pas en arrière, aux yeux du monde entier, c'était descendre, et il ne voulait pas descendre.

Il occupa ses loisirs en s'occupant de l'administration de son empire. Dater ses décrets de Moscou, c'était une gloire. Le principal de ses actes fut la réorganisation de la Comédie française. Par ce décret, la surveillance de la Comédie française était confiée au premier chambellan (le comte de Rémusat), surintendant des spectacles. Le produit des recettes devait être divisé, tous frais acquittés, en vingt-quatre parts réparties entre les vingt-quatre sociétaires, comédiens ordinaires de S. M. l'Empereur et roi. Chacun d'eux s'engageait pour vingt ans, après quoi ils jouissaient d'une pension viagère hypothéquée sur le fonds social de la société. En outre, le Théâtre-Français était doté d'une rente perpétuelle de 100 000 francs, prélevée sur les fonds de la caisse d'amortissement. Six comédiens formaient le comité de lecture, sous la présidence d'un commissaire impérial délégué et chargé de la distribution des rôles. Le répertoire du spectacle était arrêté — d'avance et pour huit jours — par le comité et deux actrices qui lui étaient adjointes. L'un des sociétaires, sous la qualification de semainier, demeurait spécialement chargé de veiller à l'exécution des règlements. Un acteur ne pouvait, sous quelque prétexte que ce fût, refuser de jouer un rôle de son emploi. Tous les mois, un ouvrage nouveau, tragédie ou comédie, devait être monté, mis à l'étude, répété et représenté le mois suivant. Le surintendant seul accordait les ordres des débuts. Les débutants pouvaient n'être reçus qu'à l'essai. Cette épreuve, pour les femmes, durait quelquefois une année entière.

Le comité admettait ou refusait les ouvrages présentés. L'auteur recevait pour ses droits le huitième du produit de la recette brute, pour quatre ou cinq actes, un douzième pour trois actes, et un seizième pour un ou deux actes; une entrée personnelle, mais d'un temps limité, était accordée à l'auteur, du moment où son œuvre entrait en répétition. Tous les jours il devait y avoir spectacle sur la scène française, joué par les acteurs pensionnés de S. M. l'Empereur et roi. Un acteur, lorsque son nom avait été annoncé le matin sur l'affiche, ne pouvait refuser de jouer le soir, sous peine d'une amende de 150 francs, etc., etc.



Lé maréchal Ney.

Les articles de ce décret, ces dispositions qui paraissent être si en dehors des préoccupations politiques et militaires de Napoléon, furent cependant longuement discutés par lui, avec le duc de Bassano et les auditeurs attachés au service de la secrétairerie d'État, pendant les soirées d'automne qu'on passa au Kremlin !

C'était bien de réorganiser le théâtre de Paris. L'armée songea à mieux : elle organisa un théâtre à Moscou pour le distraire de ses préoccupations.

Depuis la paix de Tilsitt, qui avait facilité les relations de la France avec la Russie, il existait à Moscou une troupe de comédiens français sous la direction d'uue dame Bursey, femme d'esprit et d'un caractère courageux. En l'éloignant de leur capitale, les Russes pillèrent ces malheureux acteurs; l'incendie vint bientôt après mettre le comble à leur détresse. M. de Bausset, préfet du palais impérial, en parla à Napoléon et obtint pour ses pauvres compatriotes un premier secours. Mais l'Empereur s'étant informé si, telle que cette troupe existait encore, elle pourrait donner quelques représentations dans le but de procurer un peu d'agrément aux troupes cantonnées à Moscou,



Le prince Eugène, vice-roi d'Italie.

sur la réponse affirmative de Mme Bursey, Napoléon nomma M. de Bausset surintendant de ce spectacle, en lui donnant l'ordre de s'enquérir d'une salle. Alors la directrice présenta à ce dernier ceux de ses artistes qui ne l'avaient pas abandonnée : c'étaient MM. Adenet (qui avait joué à Paris, sur le théâtre de la Porte-Saint-Martin), Pérou (frère de celui qu'on vit longtemps à l'Odéon) ; Lequant, Bellecourt, Gesset, Lefebvre, et Mmes Adenet, Lequant, Périgny, Jusil (le même qui écrivit depuis des mémoires sur la retraite de Russie) et Admiral.

M. de Bausset, de concert avec la directrice, arrêta sur-le-champ une espèce de répertoire. Dans la triste position où se trouvaient les acteurs, la distribution des rôles ne fut pas difficile : jamais troupe de comédiens ne fut plus unie et plus facile à diriger. Sans perdre de temps, le surintendant s'occupa de trouver des costumes et un local pour commencer les représentations. L'administration militaire avait fait réunir dans la grande mosquée d'Yvan tout ce qu'on avait pu arracher aux flammes, et grâce à l'obligeance du comte Dumas, intendant général de l'armée, M. de Bausse

trouva dans cette mosquée des étoffes de toute façon. Les comédiens se firent des habits et les actrices des robes sur lesquelles ils appliquèrent de larges galons d'or fin, qui étaient en abondance dans ce vaste magasin; mais, s'ils étaient parvenus à se costumer avec magnificence, leur détresse était telle, que la plupart n'avaient pas de linge sous ces riches habits. Mme Bursey découvrit une jolie petite salle dans l'hôtel Poniaskoff, que l'incendie avait respecté. Cette salle, un peu moins grande que celle du Vaudeville de Paris, était parfaitement décorée et pourvue de tous les accessoires indispensables à un théâtre. Elle en prit possession, et l'ouvrit par la représentation des *Jeux de l'amour et du hasard* et un vaudeville.

A ce théâtre il n'y eut jamais de cabale ni dans la salle ni derrière le rideau, où aucune rivalité d'amour-propre n'existait. Le parterre était occupé par les soldats, la première galerie par les officiers, et le rang des loges placé au-dessus par les généraux et même des maréchaux de l'Empire. Quant à l'orchestre, il était excellent : c'étaient les musiciens du premier régiment de grenadiers de la garde qui le composaient. Pour assister au spectacle, il n'en coûtait à la porte qu'une faible rétribution partagée entre la directrice, les acteurs et les musiciens, les frais d'éclairage prélevés.

Pendant le séjour d'un mois que l'armée fit à Moscou, il fut donné onze représentations. *Les Trois Sultanes*, entre autres, obtinrent un succès prodigieux, de même que *le Sourd ou l'Auberge pleine*. Il y eut même deux ou trois fois une espèce de ballet exécuté par M. Adenet et Mlles Admiral, qui dansèrent le pas national russe, non pas tel qu'on l'exécute aujourd'hui à l'Opéra, sous le nom de masurka ou de pas styrien, mais tel qu'on le danse encore en Russie. Napoléon, bien qu'on ait dit le contraire, n'assista pas une seule fois à ce spectacle improvisé. L'incendie de Moscou, acte sauvage, mais grand, dont il comprenait toute la portée, l'avait frappé ; et on le trouvait plus préoccupé qu'à l'ordinaire. Une attaque des Russes tira l'Empereur de ses indécisions. Il mit l'armée en marche, non point dans l'intention de quitter Moscou dans lequel il laissait le maréchal Mortier avec 10 000 hommes, mais pour punir les Russes et s'emparer, s'il le pouvait, de la riche province de Kalouga au sud de Moscou. Il se déguisait ainsi à lui-même son mouvement rétrograde.

§ 18. RETRAITE DÉSASTREUSE (OCTOBRE-DÉCEMBRE 1812.)

Le 19 octobre l'armée sortit de Moscou. « Dans cette colonne de 140 000 hommes et d'environ 50 000 chevaux de toute espèce, 100 000 combattants marchant à la tête avec leurs sacs, leurs armes, plus de 550 canons et 2000 voitures d'artillerie, rappelaient encore cet appareil terrible de guerriers vainqueurs du monde : mais le reste, dans une proportion effrayante, ressemblait à une bande de Tartares après une heureuse invasion. C'était, sur trois ou quatre files d'une longueur infinie, un mélange, une confusion de calèches, de caissons, de riches voitures et de chariots de toute espèce. Ici, des trophées de chapeaux russes, turcs et persans, et cette gigantesque croix du grand Yvan ; là, des paysans russes avec leurs barbes, conduisant ou portant notre butin dont ils faisaient partie : d'autres traînant à force de bras jusqu'à des brouettes pleines de tout ce qu'ils pouvaient emporter. Les insensés n'atteignaient pas ainsi la fin de la première journée, mais devant leur folle avidité, huit cents lieues de marche et de combats disparaissaient. On remarquait surtout dans cette suite d'armée une foule d'hommes de toutes les nations sans uniformes, sans armes, et des valets jurant dans toutes les langues et faisant avancer, à force de cris et de coups, des voitures élégantes traînées par des chevaux nains attelés de cordes. Elles étaient pleines de butin, arraché à l'incendie, ou de vivres. Elles portaient des femmes françaises avec leurs enfants ; quelques filles russes, captives volontaires, suivaient aussi. On croyait voir une caravane, une nation errante ou plutôt une de ces armées de l'antiquité revenant toute chargée d'esclaves et de dépouilles après une grande destruction. » (Ségur.)

Napoléon comprit bien que cette file de bagages l'embarasserait considérablement. Aussi renonçant à attaquer Kutusof et à verser un sang inutile, il se décida enfin à évacuer Moscou tout à fait et envoya au maréchal Mortier l'ordre de faire sauter le Kremlin. L'Empereur espérait dérober sa marche à Kutusof; mais cette marche, à cause des bagages, était si lente que le général russe fut le premier à Malo-Jaroslavetz. Un combat violent s'y engagea le 24 avec notre avant-garde qu'Eugène commandait. La ville fut prise et reprise sept fois. A la fin elle nous resta. Il restait donc facile de forcer le passage, mais il fallait une bataille. Napoléon était sûr de la gagner; mais il se serait chargé de 10 000 blessés, et il n'avait pas l'habitude de laisser ses blessés sur le champ de bataille. On quitta donc la route de Kalouga, qui traversait un pays abondant et peuplé, pour prendre la route ruinée de Mojaïck par où l'on était venu. On avait fait un détour considérable et perdu plusieurs jours précieux dans cette saison avancée.

Après trois pénibles journées on arriva à la hauteur de Mojaïck, près de Borodino. « Soudain, chacun regarda autour de soi ; on vit une terre toute piétinée, nue, dévastée, tous les arbres coupés à quelques pieds du sol, et, plus loin, des mamelons écrêtés : le plus élevé paraissait le plus difforme. Il semblait que ce fût un volcan éteint et détruit. Tout autour, la terre était couverte de débris de casques et de cuirasses, de tambours brisés, de tronçons d'armes, de lambeaux d'uniformes et d'étendards tachés de sang.

« Sur ce sol désolé gisaient trente milliers de cadavres à demi dévorés. Quelques squelettes, restés sur l'éboulement de l'une de ces collines, dominaient tout. Il semblait que la mort eût établi là son empire ; c'était cette terrible redoute, conquête et tombeau de Caulaincourt. Alors le cri : « C'est le champ de la « grande bataille ! » forma un long et triste murmure. L'Empereur passa vite. Personne ne s'arrêta. Le froid, la faim et l'ennemi reparaissaient ; seulement on détournait la tête en marchant pour jeter un triste et dernier regard sur ce vaste tombeau de tant de compagnons d'armes sacrifiés inutilement et qu'il fallait abandonner. »

Dans la marche sur Krasnoë, l'ennemi serre de près l'armée en retraite. De sa division de cavalerie si superbe naguère, il ne reste plus à Ornano qu'un petit nombre de cavaliers ; il se met à leur tête et veut ouvrir de vive force un passage à l'infanterie. Un boulet le

renverse. Étendu à terre, le général ne donne plus aucun signe de vie : son visage a déjà la lividité de la mort. Le prince Eugène ne veut pas laisser à l'ennemi ce sinistre trophée; par son ordre, une fosse est creusée dans la neige, froid linceul qui bientôt enveloppe et recouvre le corps du général Ornano. Tous ceux qui assistent à cette triste cérémonie jettent un dernier adieu au vaillant soldat que la mort vient d'enlever; puis, chacun s'éloigne. Mais le capitaine Delaberge, aide de camp du général, ne peut pas supporter la pensée d'abandonner ainsi le corps de son chef; il revient sur le lieu de la sépulture, écarte à grand'peine la neige, ouvre cette tombe glaciale, place ce corps inanimé en travers de son cheval, et reprend sa route. A peine a-t-il fait quelques pas, qu'un autre boulet traverse le cheval du capitaine Delaberge, et celui-ci roule à terre avec son précieux fardeau. Le capitaine n'est pas blessé; au moment où il se relève, il lui semble entendre comme un faible soupir s'exhaler de la poitrine du général. C'est un vivant que son dévouement a enlevé à la tombe. Quelques hommes accourent; deux sous-officiers de dragons prennent le blessé, le placent en travers de leurs chevaux, et atteignent enfin le quartier impérial, que le quatrième corps était parvenu à rejoindre.

Par l'ordre de l'Empereur, qu'avait profondément ému la nouvelle de la perte d'un de ses plus brillants généraux de cavalerie, Larrey accourt près d'Ornano et lui prodigue ses soins : une voiture est indispensable pour transporter le blessé, il ne reste que le landeau de l'Empereur. « Qu'on y place Ornano, dit Napoléon, j'irai à pied. » Le général Ornano avait alors vingt-neuf ans. Il vient de mourir maréchal de France à l'âge de quatre-vingts ans.

Sur la route de Smolensk l'Empereur reçut de mauvaises nouvelles de ses armées de gauche et de droite, et surtout de France, où s'était passé, à Paris, un événement peu grave en lui-même, mais qui aurait pu le devenir et donnait beaucoup à penser à l'Empereur.

Un général républicain, Malet, qui, à cause de ses opinions, avait été emprisonné en 1808, avait voulu profiter de l'éloignement de Napoléon pour renverser son gouvernement. Il s'échappa dans la nuit du 23 au 25 octobre, entraîna quelques soldats en leur annonçant la mort de l'Empereur, s'empara du trésor de l'hôtel de ville et mit en prison le ministre et le préfet de police Savary et Pasquier; mais la panique ne put durer longtemps : on reconnut le général Malet et ses mensonges; il fut arrêté à l'état-major de la place, jugé le 29 et fusillé le lendemain avec onze de ses complices. Le président du conseil de guerre lui ayant demandé s'il avait des complices : « La France, répondit-il, l'Europe et vous-même, si j'avais réussi. » Napoléon fut effrayé de cet audacieux coup de main qui montrait que tout l'édifice de l'Empire reposait sur lui seul. « Un homme est-il donc tout ici, s'écria-t-il; les institutions, les serments, rien? »

Le 6 novembre, le ciel, sur lequel on avait trop compté, se déclara contre nous. La neige tomba et couvrit le sol. « Tout alors est confondu et méconnaissable : les objets changent d'aspect; on marche sans savoir où l'on est, sans apercevoir son but. Pendant que le soldat s'efforce de se faire jour au travers de ces tourbillons de vent et de frimas, les flocons de neige, poussés par la tempête, s'amoncellent et s'arrêtent dans toutes les cavités, la surface cache des profondeurs inconnues qui s'ouvrent perfidement sous nos pas. Là, le soldat s'engouffre, et les plus faibles s'abandonnant y restent ensevelis.

« L'hiver moscovite attaque nos soldats de toutes parts; il pénètre au travers de leurs légers vêtements et de leur chaussure déchirée; leurs habits mouillés se gèlent sur eux; devant eux, autour d'eux, tout est neige; leur vue se perd dans cet immense et triste uniformité; l'imagination s'étonne : c'est comme un grand linceul dont la nature enveloppe l'armée! Les seuls objets qui s'en détachent ce sont de sombres sapins, des arbres de tombeaux avec leur funèbre verdure, et la gigantesque immobilité de leurs noires tiges, et leur grande tristesse qui complète cet aspect désolé d'un deuil général, d'une nature sauvage et d'une armée mourante au milieu d'un nature morte.

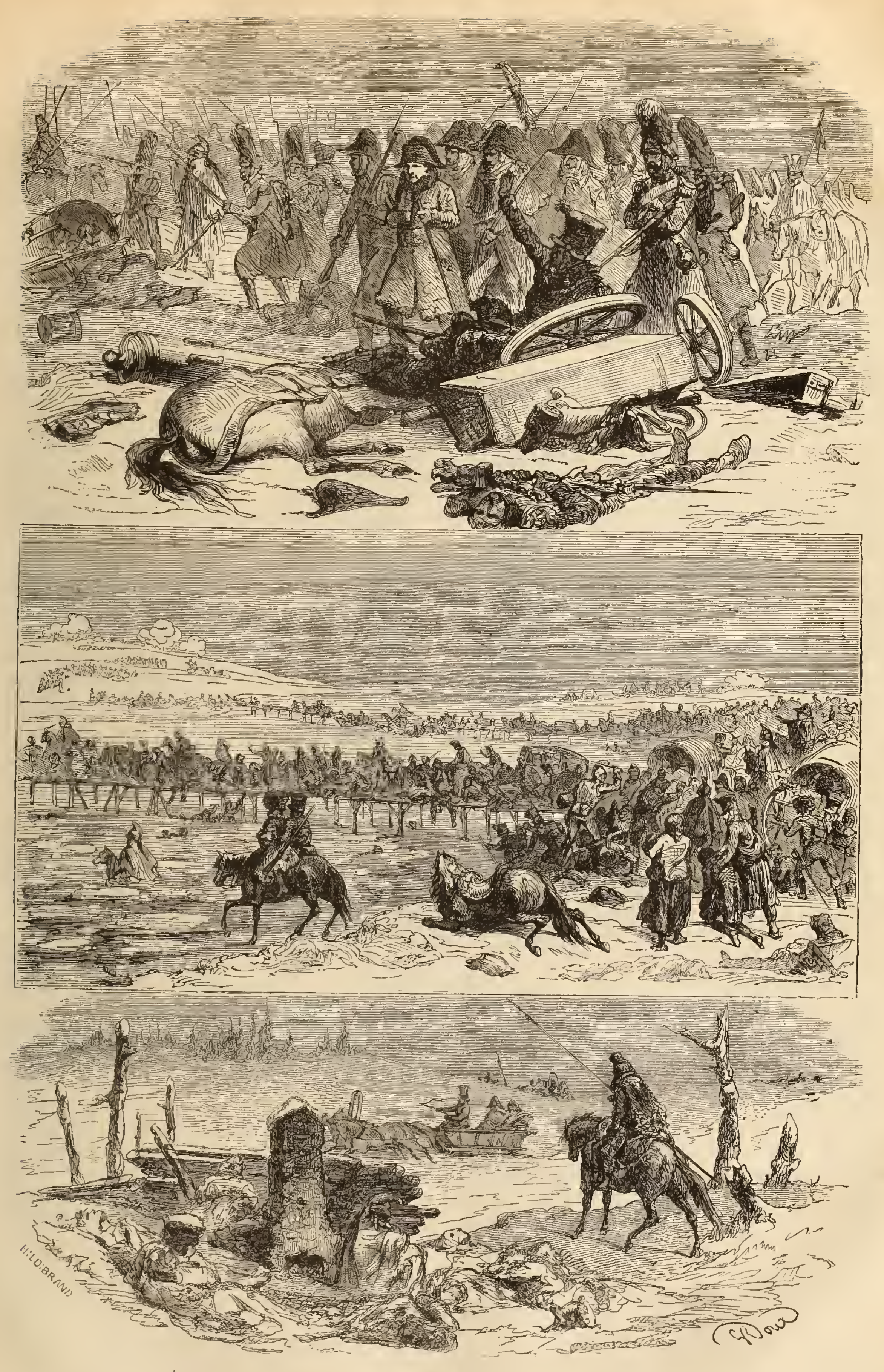
« La nuit arrive alors, une nuit de seize heures! Mais, sur cette neige, on ne sait où s'arrêter, où s'asseoir, où se reposer, où trouver quelques racines pour se nourrir, et des bois secs pour allumer les feux! On cherche à s'établir; mais la tempête, toujours active, disperse les premiers apprêts des bivouacs. Les sapins tout chargés de frimas résistent obstinément aux flammes; lorsque enfin la flamme l'emportant, s'élève, autour d'elle les officiers et les soldats apprêtent leur triste repas : c'étaient des lambeaux maigres et sanglants de chair, arrachés à des chevaux abattus, et, pour bien peu, quelques cuillerées de farine de seigle délayée dans de l'eau de neige. Le lendemain, des rangées circulaires de soldats étendus roides morts marquèrent les bivouacs.

« Depuis ce jour, on commença à moins compter les uns sur les autres. Dans cette armée vive, susceptible de tous les impressions, et raisonneuse par une civilisation avancée, le désordre se mit vite, le découragement et l'indiscipline se communiquèrent promptement, l'imagination allant sans mesure dans le mal comme dans le bien. Dès lors, à chaque bivouac, à tous les mauvais passages, à tout instant, il se détacha, des troupes encore organisées, quelque portion qui tomba dans le désordre. Il y en eut pourtant qui résistèrent à cette grande contagion d'indiscipline et de découragement. Ce furent les officiers, les sous-officiers et des soldats tenaces. Ceux-là furent des hommes extraordinaires : ils s'encourageaient en répétant le nom de Smolensk, dont ils se sentaient approcher, et où tout leur avait été promis. » (Ségur.)

Napoléon avait pris de minutieuses précautions pour préparer des secours et des forces le long de sa ligne de retraite; l'incurie des subalternes et la difficulté d'être obéi à de telles distances et dans un tel pays rendirent sa prévoyance inutile. A Smolensk, où il espérait trouver des vivres et des ressources, tout avait été gaspillé. On put à peine y réunir des subsistances pour quelques jours. Qu'on juge du désespoir de l'armée! Cependant il n'y avait pas un moment à perdre : Wittgenstein, avec l'armée du Nord, arrivait sur notre droite, après avoir forcé, malgré sa défaite à Polotzk, Saint-Cyr et Victor à reculer, et s'emparait de Witepsk, sur la Dwina. Tchitchagoff, grâce à une retraite de l'Autrichien Schwarzenberg, qui était déjà une trahison, occupait Minsk, derrière la Bérésina, avec l'armée venue des bords du Danube. Kutusof se portait sur Orcha et Borisow, pour donner la main à ses deux lieu-



Conspiration de Malet (23-30 octobre 1812. (Page 383, col. 1.)



Épisodes de la retraite de Russie. Passage de la Bérésina (novembre 1812.)

tenants. Les trois armées russes allaient se réunir et barrer la Bérésina que nous devions traverser.

Les Français se mirent en marche après s'être un peu ralliés; mais le 14, le 15 et le 16 novembre le froid descendit subitement à 16 et jusqu'à 18 degrés; toute verdure ayant disparu, on ne put nourrir les chevaux qui périrent par milliers. La cavalerie se trouva toute à pied. On dut abandonner et détruire une bonne partie des pièces et des munitions. L'ennemi, qui voyait sur les chemins les traces de cette affreuse calamité, chercha à en profiter; il enveloppa nos colonnes d'une nuée de Cosaques qui enlevaient, comme les Arabes dans le désert, tout ce qui s'écartait. Les jours suivants, la température se radoucit. Alors ce fut un autre fléau, la boue qui empêchait d'avancer, et toujours la famine.

Cette retraite, déjà si cruellement rude par l'intempérie du climat et plus encore par le manque de vivres, ne fut d'ailleurs qu'un long combat. De Viasma à Smolensk, Ney combattit dix jours, le plus souvent un fusil à la main, faisant à la fois le soldat et le général. Il fallut, pour dégager Davoust, entouré par toute l'armée russe, que Napoléon, à Krasnoï, chargeât lui-même avec sa garde. Ils étaient 10 000; ils passèrent au milieu de 60 000 ennemis, et donnèrent la main à Davoust; puis Napoléon, pour sortir de Krasnoï, dut passer sous le feu des canons russes. Les grenadiers de la vieille garde se resserrèrent autour de lui comme une forteresse mobile, fiers d'avoir à le protéger. Leur musique exprima cet orgueil. Au plus fort du danger elle fit entendre cet air si connu : *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille!* Mais l'Empereur, qui ne négligeait rien, l'interrompit en s'écriant : « Dites plutôt : *Veillons au salut de l'empire!* » Cependant l'armée russe, ouverte un moment, s'était refermée sur le maréchal Ney, qui était réduit à 6000 hommes.



Le général Éblé.

Trois fois cet héroïque soldat, « dont l'âme, disait Napoléon, était trempée d'acier, » se fit jour à travers les masses ennemies qui l'enveloppaient, trois fois elles se refermèrent sur lui. Les Russes croyaient le tenir enfin, le *brave des braves!* il leur échappa; attendant la nuit, il profita de l'obscurité pour essayer un grand détour qui devait le mener au Dniéper. Suivant un ruisseau gelé pour guide, il atteignit heureusement le fleuve également gelé, pas assez cependant pour qu'on pût le traverser sans précautions. Il y avait beaucoup de crevasses. Les soldats sautèrent de glaçon en glaçon. On fit passer quelques pièces de canons, mais on dut abandonner tous les bagages. Peu importait au maréchal Ney: l'honneur de ses troupes et le sien étaient sauvés. A marches forcées il rejoignit la grande armée, vivement inquiète, et l'atteignit à Orcha. Les premiers qui s'aperçurent furent Ney et Eugène; ils accoururent et se jetèrent dans les bras l'un de l'autre; Eugène, qui pleurait Ney depuis plusieurs jours, ne savait comment témoigner son bonheur. Dès que les deux corps se furent reconnus, ils ne gardèrent plus de rangs : « soldats, officiers, généraux, tous coururent les uns vers les autres. Ceux d'Eugène serraient vivement les mains à ceux de Ney. Les vivres, l'eau-de-vie qu'ils venaient de recevoir, ils les leur prodiguaient en les accablant de questions. » La grande armée se trouva donc encore une fois réunie à Orcha.

§ 19. BATAILLE ET PASSAGE DE LA BÉRÉSINA (26-29 NOV.); SOUFFRANCES INOUÏES.

Avec le corps d'Oudinot, de Victor et de Dombrowski, elle était forte de 40 000 combattants, dont le tiers polonais. Napoléon comptait passer la Bérésina sur le pont de Borisof; mais les Russes l'avaient brûlé, et Tchitchagoff coupait sur l'autre rive la route de Minsk, par laquelle il supposait que nous voulions passer. Un gué fut heureusement découvert au nord de Borisof, à Studzianka. On trompa les Russes par une fausse démonstration et on se porta au point de passage.

La rivière, large de quarante toises, charriait des glaçons énormes : le général Eblé et ses pontonniers allaient s'immortaliser par le plus noble des dévouements. Plongés dans l'eau jusqu'aux épaules, ils établirent deux ponts de cinquante-quatre toises avec les poutres des maisons de Studzianka, qu'on démolit. L'un devait servir aux piétons, l'autre aux voitures (26). Plusieurs fois rompus, il fallut les reconstruire. Presque tous les pontonniers ou périrent de froid ou se noyèrent. Alors, tandis que, à la droite du fleuve, Ney et Oudinot contiennent l'armée de Tchitchagoff, et Victor à gauche, celle de Wittgenstein, la garde avec Napoléon, puis Eugène et Davoust, passent. Victor, qui n'avait que 15 000 hommes à opposer aux 46 000 Russes de Wittgenstein, et une position mauvaise, l'arrête pourtant, le contient, lui tue ou blesse 10 000 hommes, et franchit les ponts durant la nuit. L'armée était sauvée.

Le 29, il ne restait plus sur la rive gauche qu'une arrière-garde et une foule de traînards qui, ayant trouvé à Studzianka du bois et des vivres, refusaient d'en sortir et avaient ainsi perdu toute la nuit. Quand, au matin, ils virent l'arrière-garde se disposer à passer les ponts, ils s'y précipitèrent. Il y eut alors une horrible confusion de cavaliers, fantassins, caissons, fuyards.

« Alors, comme dans toutes les circonstances extrêmes, les cœurs se montrèrent à nu, et l'on vit des actions infâmes et des actions sublimes. Suivant leurs différents caractères, les uns, décidés et furieux, s'ouvrirent, le sabre à la main, un horrible passage. Plusieurs frayèrent à leurs voitures un chemin plus cruel encore ; ils les faisaient rouler impitoyablement au travers de cette foule d'infortunés qu'elles écrasaient. Dans leur odieuse avarice, ils sacrifiaient leurs compagnons de malheur au salut de leurs bagages. On en vit, et c'étaient surtout les malades et les blessés, renoncer à la vie, s'écarter et s'asseoir résignés, regardant d'un œil fixe cette neige qui allait devenir leur tombeau.

« Beaucoup de ceux qui s'étaient lancés les premiers dans cette foule de désespérés ayant manqué le pont, voulurent l'escalader par ses côtés; mais la plupart furent repoussés dans le fleuve. Ce fut là qu'on aperçut des femmes au milieu des glaçons, avec leurs enfants dans leurs bras, les élevant à mesure qu'elles s'enfonçaient; déjà submergées, leurs bras roidis les tenaient encore au-dessus d'elles.

« Au milieu de cet horrible désordre, le pont de l'artillerie creva et se rompit. La colonne engagée sur cet étroit passage voulut en vain rétrograder. Le flot d'hommes qui venaient derrière, ignorant ce malheur, n'écoutant pas les cris des premiers, poussèrent devant eux, et les jetèrent dans le gouffre, où ils furent précipités à leur tour.

« Tout alors se dirigea vers l'autre pont. Une multitude de gros caissons, de lourdes voitures et de pièces d'artillerie y affluèrent de toutes parts. Dirigées par leurs conducteurs, et rapidement emportées sur une pente roide et inégale, au milieu de cet amas d'hommes, elles broyèrent les malheureux qui se trouvèrent surpris entre elles; puis s'entre-choquant la plupart, violemment renversées, assommèrent dans leur chute ceux qui les entouraient. Alors des rangs entiers d'hommes éperdus, poussés sur ces obstacles s'y embarrassent, culbutent, et sont écrasés par des masses d'autres infortunés qui se succèdent sans interruption. » (Ségur.)

Les Russes survinrent alors et firent pleuvoir des obus sur cette foule amassée. Bientôt le salut de l'armée exigea l'incendie du pont et on fut obligé d'abandonner aux Russes six ou huit mille malheureux qui, pour les éviter, se précipitèrent dans le fleuve où ils trouvèrent la mort. Cette scène affreuse est restée tristement célèbre sous le nom de *passage de la Bérésina*. Le gouverneur de Minsk fit ramasser et brûler 24 000 cadavres.

Napoléon dirigea la retraite sur Wilna, où nous avions de grands magasins. A Smorgoni, il quitta l'armée pour se rendre en toute hâte à Paris, où venait d'éclater la conspiration de Malet, prévenir le désastreux effet des dernières nouvelles, et refaire une nouvelle armée. Murat, à qui il avait laissé le commandement, n'avait ni l'autorité ni l'énergie que réclamaient de pareilles circonstances.

« Ce fut alors qu'on vit trop bien qu'un grand homme ne se remplace point, soit que l'orgueil des siens ne puisse plus se plier à une autre obéissance, soit qu'ayant toujours songé à tout, prévu et ordonné tout, il n'ait formé que de bons instruments, d'habiles lieutenants, et point de chefs.

« Dès la première nuit, un général refusa d'obéir. Le maréchal qui commandait l'arrière-garde revint presque seul au quartier général. Trois mille hommes de vieille et jeune gardes s'y trouvaient encore. C'était là toute la grande armée, et de ce corps gigantesque il ne restait plus que la tête. Mais à la nouvelle du départ de Napoléon, gâtés par l'habitude de n'être commandés que par le conquérant de l'Europe, n'étant plus soutenus par l'honneur de le servir, et dédaignant d'en garder un autre, ces vétérans s'ébranlèrent à leur tour, et tombèrent eux-mêmes dans le désordre.

« La plupart des colonels de l'armée, qu'on avait admirés jusque-là, marchant encore, avec quatre à cinq officiers ou soldats, autour de leur aigle, et à leur place de bataille, ne prirent plus d'ordres que d'eux-mêmes, chacun se crut chargé de son propre salut. On ne se fia plus du soin de sa conservation qu'à soi seul. Il y eut des hommes qui firent deux cents lieues sans tourner la tête. Ce fut un sauve-qui-peut presque général.

« Au reste, la disparition de l'Empereur, et l'insuffisance de Murat, ne furent pas les seules causes de cette dispersion, ce fut surtout la violence de l'hiver, qui dans ce moment devint extrême. Il aggrava tout, il semblait s'être mis tout entier entre Wilna et l'armée. » (Ségur.)

Le froid arriva jusqu'à 20 degrés, et 20 000 hommes périrent en trois jours. Ces derniers jours de la grande armée furent terribles.

« Les dernières nuits furent plus affreuses encore; ceux qu'elles surprirent ensemble, loin de toute habitation, s'arrêtèrent sur la lisière des bois: là ils allumèrent des feux, devant lesquels ils restaient droits et immobiles comme des spectres. Ils ne pouvaient se rassasier de cette chaleur, ils s'en tenaient si proches que leurs vêtements brûlaient, ainsi que les parties gelées de leurs corps que le feu décomposait. Alors une horrible douleur les contraignait à s'étendre, et le lendemain ils s'efforçaient en vain de se relever.

Cependant, ceux que l'hiver avait laissés presque entiers, et qui conservaient un reste de courage, préparaient leur triste repas. C'étaient, comme dès Smolensk, quelques tranches de cheval grillées et de la farine de seigle délayée en bouillie dans de l'eau de neige, ou pétrie en galettes, et qu'ils assaisonnaient, à défaut de sel, avec la poudre de leurs cartouches.

« A la lueur de ces feux, accouraient toute la nuit de nouveaux fantômes, que repoussaient les premiers venus. Ces infortunés erraient d'un bivouac à l'autre, jusqu'à ce que, saisis par le froid et le désespoir, ils s'abandonnassent. Alors se couchant sur la neige, derrière le cercle de leurs compagnons plus heureux, ils y expiraient. Quelques-uns, sans moyens et sans forces pour abattre les hauts sapins de la forêt, essayèrent vainement d'en enflammer le pied; mais bientôt la mort les surprit autour de ces arbres dans toutes les attitudes. »

Cependant il y eut de ces hommes de fer comme Ney qui résistèrent à toutes les souffrances, et d'autres qui semblèrent narguer l'hiver, comme le comte de Narbonne.

« On voyait cet officier général de soixante ans, assis sur un tronc d'arbre couvert de neige, s'occuper avec une imperturbable gaieté, dès que le jour revenait, des détails de sa toilette : au milieu de cet ouragan il faisait parer sa tête d'une frisure élégante et poudrée

avec soin, se jouant ainsi de tous les malheurs et de tous les éléments déchaînés qui l'assiégeaient.

« Près de lui, des officiers d'armes savantes dissertaient encore. Dans notre siècle, que quelques découvertes encouragent à tout expliquer, ceux-là, au milieu des souffrances aiguës que leur apportait le vent du nord, cherchaient la cause de sa constante direction. »

L'ennemi, qui ne pouvait marcher lui-même que lentement, nous atteignit encore à Wilna. Ney le tint

1812!

longtemps en échec à la tête d'une poignée de braves. Ce fut lui encore qui défendit le pont de Kowno, se battant comme un grenadier, un fusil à la main. Il ne repassa le Niémen que le dernier (30 décembre). Là finirent la retraite et cette fatale campagne. Derrière le fleuve nous laissions, morts ou captifs, 300 000 soldats. Et pourtant nous n'avions pas été une seule fois vaincus. C'est l'hiver et la faim, non l'ennemi, qui avaient tué la grande armée. Les Russes eux-mêmes, quelque habitués qu'ils fussent à leur terrible climat, avaient horriblement souffert. L'armée de Kutusof avait perdu en trois semaines les trois quarts de son effectif.



CHAPITRE LXXIX.

LA DOMINATION DE L'EUROPE PERDUE.

§ 1. CAMPAGNE D'ALLEMAGNE (1813); LUTZEN (2 MAI), BAUTZEN (19 MAI), DRESDE (27 AOUT), LEIPSICK (16-19 OCTOBRE).

Les armes françaises qui venaient d'essuyer, sans être vaincues, un si cruel désastre, n'étaient pas plus heureuses en Espagne. Depuis le départ de l'Empereur, la division du commandement et la faiblesse de Joseph avaient paralysé les efforts des 300 000 vieux soldats que Napoléon y avait envoyés successivement. Nous avons raconté les infructueuses campagnes de 1810 et de 1811. Celle de 1812 ne fut pas mieux conduite. Le maréchal Marmont, duc de Raguse, avait réussi d'abord à repousser Wellington, qui se retirait en bon ordre, quand le maréchal, par d'imprudentes manœuvres opérées trop près de l'ennemi, amena, près des hauteurs dites des Arapiles, un engagement qui devint une bataille. Dès le commencement du feu le maréchal fut grièvement blessé par un obus. On le croyait mort. Le commandement passa successivement aux mains des généraux Bonnet et Clausel, et ceux-ci furent également blessés. L'armée, écrasée par des forces supérieures, dut reculer à son tour, et Wellington, au lieu de battre en retraite, marcha sur Madrid, que Joseph se vit obligé d'évacuer. Le roi d'Espagne, réfugié à Valence, réunit bientôt les armées du centre et du nord, et reprit l'offensive pendant que les Anglais s'obstinaient au siége du château de Burgos. On parvint même à couper les communications de Wellington, mais on le laissa encore échapper, et le fruit de la réunion des armées fut perdu.

La retraite de Moscou porta un coup mortel à la puissance de Napoléon. Il avait pu s'en apercevoir lui-même, mais il se roidit contre la fortune. A Paris, où



Marmont.



Soult.

il arriva le 18 décembre au soir, il oppose un air rassuré et confiant au découragement des uns et à la joie jalouse des autres. Il se remit au travail avec une prodigieuse activité, s'occupant à la fois de refaire son armée détruite et de renouer des négociations avec les puissances. Mais pendant qu'il cherchait à réparer les désastres, la position devint plus difficile, l'armée ne put tenir à Wilna. Elle fut rejetée sur le Niémen. Les troupes prussiennes du duc d'York donnèrent le funeste exemple de la défection. Le roi de Prusse s'unit au czar, et notre malheureuse armée dut reculer du Niémen sur la Vistule, de la Vistule sur l'Oder, de l'Oder sur l'Elbe. Une sixième coalition se forma. Elle se composait de l'Angleterre, de la Russie, de la Prusse, de la Suède et de l'Espagne; l'Autriche arma secrètement pour s'y joindre. Ce qui aggravait le péril, c'est que les souverains alliés faisaient appel à la plus énergique des passions populaires, le sentiment national.

« Allemands, disait Wittgenstein, nous vous ouvrons les rangs prussiens; vous y trouverez le fils du laboureur à côté du fils du prince. Toute distinction de rang est effacée par ces grandes idées : le roi, la liberté, l'honneur et la patrie. » On retournait ainsi contre nous, en Allemagne, ce merveilleux mouvement de patriotisme qui, en 1792, avait sauvé la France. Les sociétés secrètes agitaient profondément le pays. On allait vaincre le véritable représentant de la Révolution française avec les idées de la Révolution, sauf à les étouffer après s'en être servi.

Pour ramener les esprits ébranlés et pour faire

preuve de ses idées de conciliation, Napoléon voulut conclure la paix religieuse, qui serait comme l'annonce de la paix européenne.

Avant de quitter Paris pour commencer la campagne de Russie, Napoléon avait fait appeler le duc de Rovigo et l'avait entretenu longtemps de ses interminables démêlés avec le saint-père. Après lui avoir tracé la ligne de conduite qu'il aurait à suivre pendant son absence, il ajouta : « Ne faites rien sans me consulter. » A peine arrivé à Dresde, il apprit l'établissement d'une croisière anglaise devant Gênes. La résidence de Savone ne lui paraissant pas assez sûre, et craignant que les Anglais ne tentassent d'enlever le pape, il écrivit au duc de Rovigo de transférer Sa Sainteté à Fontainebleau. Il lui recommanda de ne rien négliger pour rendre le voyage commode et agréable, ne voulant en aucune façon, disait-il, violenter le chef de l'Église. Le saint-père ne fit aucune difficulté pour quitter Savone; mais en passant le mont Cenis, il tomba gravement malade. L'officier supérieur de la gendarmerie qui dirigeait le voyage ne parlait pas moins que de se brûler la cervelle si le pape venait à mourir entre ses mains. Heureusement trois jours après Pie VII put se remettre en route pour Fontainebleau, où il arriva tout d'un trait.

C'est à l'occasion de ce voyage qu'il faut rappeler ce procès-verbal si plaisamment naïf. L'officier supérieur dont nous venons de parler était si content de se voir débarrassé de son prisonnier, qu'il exigea, dit-on, du concierge du château, un récépissé en bonne forme, lequel, s'il faut en croire la chronique, lui fut délivré en ces termes, d'après sa rédaction: « Reçu un pape en bon état; dont quittance, pour valoir ce que de droit. »

Le pape, à Fontainebleau, fut constamment traité en souverain, comme il l'avait été lors de son premier voyage pour le sacre. Parmi les officiers de sa maison que l'Empereur avait placés auprès de l'illustre prisonnier en qualité de chambellans, était M. Denon, que le saint-père ne tarda pas à prendre en grande affection, il le tutoya même et ne l'appela plus autrement que mon fils. Un jour que Pie VII s'était plu singulièrement à une conversation qu'il avait eue avec son chambellan sur l'expédition d'Égypte, il lui demanda l'ouvrage que ce dernier avait publié sur les antiquités égyptiennes. Plusieurs passages de ce livre, relatifs à la création du monde, n'étaient pas d'accord avec le texte de la Genèse; et Pie VII lui ayant dit que cette lecture l'avait vivement intéressé, Denon chercha à excuser les points délicats.

« C'est égal, c'est égal, mon fils, dit à plusieurs reprises le saint-père; tout cela est fort curieux, et en vérité je ne le savais pas. » Le chambellan crut alors pouvoir apprendre à Sa Sainteté qu'elle avait excommunié l'ouvrage et son auteur. « Excommunié! toi, moi, mon fils, reprit le pape avec la plus touchante bonté, je t'assure que je ne m'en doutais pas, et la preuve, la voilà. » Et le saint-père présenta à Denon son anneau à baiser. (Ém. Marco Saint-Hilaire.)

Napoléon, de retour de sa désastreuse campagne, se rendit auprès du pontife, parla de ses malheurs et, les rejetant sur l'hiver, fit le tableau de sa puissance restée entière; parla des intérêts de la religion qu'il était temps de consulter; séduisit, entraîna le pontife par la perspective que la paix religieuse offrirait à l'Église, et obtint enfin de lui une renonciation complète au pouvoir temporel. Il ne voulut le contraindre en rien sur le choix de sa résidence, malgré le vif désir qu'il avait de le voir s'établir à Paris, et l'amena à se décider pour Avignon. Napoléon lui déclara alors qu'il était libre, rappela les cardinaux, le combla d'honneurs, de témoignages d'affection, et le quitta ravi enfin d'avoir terminé cette grande querelle du sacerdoce et de l'Empire, et d'avoir fait triompher la séparation du pouvoir temporel du pouvoir spirituel. Ce triomphe, hélas! devait être de courte durée, puisqu'il ne tenait qu'au maintien de sa puissance.

Cependant Napoléon se procurait de nouvelles ressources. Il n'y avait pas une famille qui ne pleurât une victime de ces longues guerres. Mais sous les coups du malheur, le patriotisme se réveilla; quoiqu'il y eût déjà des plaintes sur la conscription, qui épuisait la population, la France ne marchanda pas sur ce qui lui était encore demandé. « Les nouvelles levées, dit un ministre de ce temps, n'offrirent ni retard ni résistance. » Les villes firent des dons patriotiques et votèrent des cavaliers. Napoléon, en puisant dans les conscriptions précédentes, en mobilisant les cohortes de la garde nationale, en prenant à l'avance la conscription de 1813, refit une armée de 200 000 hommes, rassembla une grande quantité de chevaux, mais pas assez pourtant, et se trouva prêt avant les coalisés. Il partit ensuite, après avoir solennellement investi l'impératrice Marie-Louise du titre de régente, et lui avoir délégué le gouvernement intérieur de la France.

L'entrée en campagne fut des plus brillantes. L'Allemagne, étonnée de voir Napoléon réunir tout à coup des forces si imposantes, demeura en repos. L'Empereur, par d'habiles manœuvres, tourna les coalisés qui avaient franchi l'Elbe, et se dirigea vers Lutzen et Leipsick. Malheureusement, dans un de ces combats, il perdit le maréchal Bessières, emporté par un boulet. Cette mort l'affligea vivement et tempéra la joie qu'il avait ressentie en voyant la belle attitude de ses jeunes troupes et leur aplomb au feu. Pendant qu'il tournait les alliés, ceux-ci, comprenant sa manœuvre, essayent de le tourner lui-même. Mais Napoléon a tout prévu. Ney est retranché dans deux villages pour protéger le mouvement de conversion. Aux premiers coups de canon, l'Empereur, avec cette rapidité de décision et d'exécution qui le distinguait, change immédiatement son ordre de marche et accourt pour soutenir Ney, pendant que d'autres colonnes vont déborder les ailes de l'ennemi.

« Nous n'avons pas de cavalerie, dit Napoléon, n'importe : partout l'infanterie française doit savoir se suffire, et je ne crains pas de m'abandonner à la valeur innée de nos jeunes conscrits. »

Le combat s'engage; il est terrrible au centre; l'ennemi veut déboucher sur Lutzen! Les conscrits ne voulant pas fuir, « tournoyaient dans les champs de Kaya, dit le baron Faim, cherchaient à se rallier en se pelotonnant, et ne cessaient de crier: Vive l'Empereur! » Il arrive enfin, et sa vue produit sur les troupes l'effet accoutumé. L'enthousiasme de la victoire reparaît sur toutes ces figures ensanglantées, les rangs se reforment, les colonnes d'attaque s'épaississent, et le combat recommence avec fureur.

La position du village de Kaya était le principal objet des efforts des ennemis et de la défense opiniâtre des Français. Ce village devint le théâtre d'un combat des

plus acharnés, qui remplit ses rues de sang et de cadavres ; plusieurs officiers généraux et un plus grand nombre d'officiers subalternes et de soldats, d'une part comme de l'autre, y laissèrent les uns quelques membres, les autres la vie. La jeunesse prussienne et la jeunesse française luttaient, corps à corps, avec toute l'ardeur de cet âge. Napoléon d'un côté, l'empereur de Russie et le roi de Prusse de l'autre, placés sur des éminences, observaient ce brillant combat.

Ce village et quelques autres furent plusieurs fois pris et repris. Les conscrits lâchèrent pied, quelques bataillons se débandèrent. Napoléon vint les ramener au feu : il aperçut avec satisfaction, dans le lointain, les troupes de ses ailes droite et gauche qui approchaient. Alors il fait avancer sur Kaya seize bataillons de sa jeune garde, et placer en écharpe une batterie de quatre-vingts pièces de canon pour déborder ce village. Les conscrits luttent avec avantage contre les vétérans de l'armée prussienne. Le village est repris, et le champ de bataille reste aux Français. Des courriers partent pour annoncer à l'Europe que Napoléon a ressaisi la victoire à Lutzen.

L'Empereur arrive à dix heures du soir dans cette ville, et dicte le bulletin de la bataille où 85 000 Français avaient vaincu 105 000 ennemis. Napoléon se trouve maître de toute la rive gauche de l'Elbe, depuis la Bohême jusqu'à Hambourg.

Napoléon félicitait ses conscrits. « Depuis vingt ans que je commande les armées françaises, s'écria-t-il, je n'ai jamais vu plus de bravoure et de dévouement. Mes jeunes soldats! l'honneur et le courage leur sortaient par tous les pores! » (2 mai 1813.) Mais la cavalerie était restée dans les steppes glacées de la Russie; Napoléon ne put poursuivre les vaincus, et Lutzen fut une belle victoire sans les grands résultats d'autrefois.

L'ennemi fut encore vaincu à Bautzen, où il s'était établi dans des positions formidables qu'il appelait orgueilleusement les Thermopyles de l'Allemagne (19 mai). Plusieurs lignes de retranchements, des montagnes, la Sprée, semblaient rendre toute attaque impossible. L'Empereur était redevenu le général Bonaparte, faisant lui-même ses reconnaissances, étudiant le terrain avec soin et calculant toutes les chances. Il résolut d'aborder de front les retranchements de l'ennemi, mais de ne rendre l'attaque sérieuse qu'au moment où il entendrait le canon de Ney, envoyé à trois lieues de là pour tomber sur les derrières de l'ennemi et tourner ses positions. Le succès fut complet, et toute l'armée ennemie battit en retraite, avec une perte de 15 000 hommes. Elle aurait pu être enveloppée si Ney, moins prudent et moins troublé, avait suivi jusqu'au bout les instructions de Napoléon et achevé son mouvement. L'Empereur poursuivit activement les Prussiens et les Russes, et aussi vite qu'il le pouvait sans cavalerie. Toujours aux avant-postes, il veillait à l'exécution des moindres mouvements et parvenait toujours à maltraiter l'arrière-garde ennemie. Mais un soir, au moment où, après une pénible journée, il s'arrêtait, un malheur qui lui fut bien sensible vint le frapper au cœur.

Il se trouvait avec son état-major sur une hauteur d'où on voyait fuir l'ennemi, qui s'arrêtait quelquefois pour essayer une canonnade insignifiante. Un boulet heurta un arbre, ricocha, renversa mort le général du génie Kirgener, et ouvrit le ventre au grand maréchal du palais Duroc, celui que Napoléon avait choisi pour son ami de toutes les heures. On emporta le grand maréchal dans une ferme voisine, où Napoléon accourut. Il le trouva avec toute sa connaissance et montrant un grand sang-froid. Duroc serra la main de l'Empereur qu'il porta sur ses lèvres. « Toute ma vie, lui dit-il, a été consacrée à votre service, et je ne la regrette qu'autant qu'elle pouvait encore vous être utile.

— Duroc, lui dit l'Empereur, il est une autre vie; c'est là que vous irez m'attendre et que nous nous retrouverons un jour! »

Le grand maréchal reprit : « J'ai vécu en honnête homme ; je ne me reproche rien. Je laisse une fille : Votre Majesté lui servira de père. » L'Empereur, serrant la main droite du grand maréchal, resta un quart d'heure la tête appuyée sur sa main gauche, dans le plus profond silence. Ce silence, le grand maréchal le rompit : « Ah! Sire, allez-vous-en; ce spectacle vous fait mal. » L'Empereur, s'appuyant sur le duc de Dalmatie et sur le grand écuyer, quitta le duc de Frioul sans pouvoir lui dire autre chose que ces mots : « Adieu donc, mon ami. »

On le vit, pendant tout le reste de la soirée, assis devant sa tente sur un tabouret, les bras croisés, la tête baissée et dans le plus morne silence. Ses grenadiers, en le considérant dans cet état de douleur, disaient : « Le pauvre homme, il a perdu un de ses enfants. » Napoléon ordonna que le corps de Duroc fût transféré à Paris, pour y être déposé sous le dôme des Invalides. Il ordonna que la maison où il avait rendu le dernier soupir fût achetée, et qu'à la place de son lit on élevât un monument où seraient inscrits ces mots : « Ici le général Duroc, duc de Frioul, grand maréchal du palais de l'empereur Napoléon, frappé d'un boulet, a expiré dans les bras de son Empereur et de son ami. »

Par ces deux victoires de Lutzen et de Bautzen, la Saxe était délivrée et la Silésie à moitié conquise. A ce moment Napoléon s'arrêta et accorda malheureusement aux alliés l'armistice de Pleiswitz (3 juin) dans l'espoir que deux mois de repos doubleraient ses forces. Il voulait se mettre en mesure de ne point accepter les conditions de l'Autriche, qui jouait double jeu. Mais pendant ce temps la coalition vaincue respira et reprit confiance.

En Espagne, Wellington, rendu plus hardi depuis sa victoire aux Arapiles, prenait l'offensive et battait Joseph à Vittoria. Cette défaite, qui fut notre bataille de Leipsick au midi, amena la perte de l'Espagne. Suchet se trouva découvert par la retraite des armées de Portugal et de Castille sur les Pyrénées ; il évacua Valence, Barcelone, et se retira à Figuières, où il s'adossa aux Pyrénées. Soult prit position derrière la Nive ; mais les Anglais n'en étaient pas moins sur la Bidassoa, et le sol français allait être entamé. Cet événement fit une sensation profonde. Napoléon n'en fut pas ébranlé. L'Autriche lui demandait, pour que la coalition posât les armes, l'abandon du grand-duché de Varsovie, de l'Illyrie, des villes hanséatiques et du protectorat de la Confédération du Rhin. Napoléon repoussa ces demandes, persuadé que ces offres n'étaient pas sincères.

Il eut avec M. de Metternich un entretien orageux et demeuré célèbre, bien qu'on n'en ait point connu tous les détails jusqu'à M. Thiers, qui l'a refait sur des documents communiqués à lui seul. Nous en rapporterons quelques parties, parce que Napoléon, dans sa co-

lère, fit entendre bon nombre de vérités et expliqua sa conduite mieux que personne ne saurait l'expliquer.

« J'ai, dit-il au ministre autrichien, rendu trois fois son trône à l'empereur François; j'ai même commis la faute d'épouser sa fille, espérant me le rattacher, mais rien n'a pu le ramener à de meilleurs sentiments. L'année dernière, comptant sur lui, j'ai conclu un traité d'alliance par lequel je lui garantissais ses États et par lequel il me garantissait les miens. S'il m'avait dit que ce traité ne lui convenait point, je n'aurais point insisté, je ne me serais même pas engagé dans la guerre de Russie. Mais enfin il l'a signé, et, après une seule campagne, que les éléments ont rendue malheureuse, le voilà qui chancelle et ne veut plus ce qu'il semblait vouloir chaudement : quoi! s'interposer entre mes ennemis et moi pour négocier la paix, à ce qu'il dit, mais en réalité pour m'arrêter dans mes victoires et arracher de mes mains des adversaires que j'allais détruire.... Enfin, que voulez-vous?



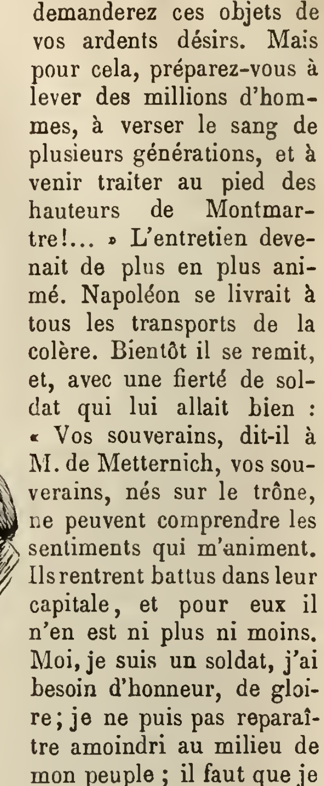
Bessières

— Une paix, répondit M. de Metternich; une paix nécessaire, indispensable; une paix dont vous avez besoin autant que nous; une paix qui assure votre situation et la nôtre.... » Et alors il énuméra les concessions demandées. Napoléon bondissait comme un lion, laissait à peine achever le ministre autrichien, et l'interrompait à chaque énonciation, comme s'il eût entendu chaque fois un outrage ou un blasphème.

« Oh! dit-il, je vous devine.... Aujourd'hui vous me demandez seulement l'Illyrie pour procurer des ports à l'Autriche; quelques portions de la Westphalie et du grand-duché de Varsovie pour reconstituer la Prusse; les villes de Lubeck, Hambourg et Brême pour rétablir le commerce de l'Allemagne; et, pour relever sa prétendue indépendance, l'abolition du protectorat du Rhin, d'un vain titre, à vous entendre! Mais je sais votre secret: je sais ce qu'au fond vous désirez tous Vous, Autrichiens, vous voulez l'Italie



Duroc.



tout entière; vos amis les Russes veulent la Pologne; les Prussiens, la Saxe; les Anglais, la Hollande et la Belgique; et si je cède aujourd'hui, demain vous me demanderez ces objets de vos ardents désirs. Mais pour cela, préparez-vous à lever des millions d'hommes, à verser le sang de plusieurs générations, et à venir traiter au pied des hauteurs de Montmartre!... » L'entretien devenait de plus en plus animé. Napoléon se livrait à tous les transports de la colère. Bientôt il se remit, et, avec une fierté de soldat qui lui allait bien : « Vos souverains, dit-il à M. de Metternich, vos souverains, nés sur le trône, ne peuvent comprendre les sentiments qui m'animent. Ils rentrent battus dans leur capitale, et pour eux il n'en est ni plus ni moins. Moi, je suis un soldat, j'ai besoin d'honneur, de gloire; je ne puis pas reparaître amoindri au milieu de mon peuple ; il faut que je reste grand, glorieux, admiré!... »

M. de Metternich avait parlé des forces de l'Autriche; Napoléon l'emmena dans son cabinet de travail, lui montra ses cartes, ses notes, et lui fit comprendre qu'il savait à quoi s'en tenir sur le nombre de soldats que l'Autriche pouvait mettre en ligne; puis il finit par lui dire : « Ne vous mêlez pas de cette querelle, dans laquelle vous courez trop de dangers pour trop peu d'avantages; tenez-vous à part. Vous voulez l'Illyrie, eh bien, je vous la cède; mais soyez neutre, et je me battrai à côté de vous et sans vous. La paix que vous voulez procurer à l'Europe, je la lui donnerai sûrement et équitablement pour tous. Mais la paix que vous cherchez à conclure au moyen de votre médiation est une paix imposée qui me fait jouer aux yeux du monde le rôle d'un vaincu auquel on dicte la loi.... la loi! quand je viens de remporter deux victoires éclatantes!... » Comme M. de Metternich plaidait toujours pour la médiation : « Ah! vous persistez? s'écria Napoléon avec colère; vous voulez toujours me

dicter la loi! eh bien! soit, la guerre! mais au revoir, à Vienne. Cette entrevue avait duré près de six heures.

L'Autriche avait déclaré qu'en cas de refus elle se joindrait aux alliés. Elle tint parole. Le 16 août, les hostilités commencèrent et le canon tonna sur une ligne de 150 lieues, depuis la Bohême et les bords de la Katzbach jusqu'à Hambourg. La coalition avait en face de Napoléon 500 000 soldats, traînant avec eux 1500 canons, et une réserve, toute prête à entrer en ligne, de 250 000 hommes. Deux Français étaient dans ses rangs: le prince royal de Suède, Bernadotte, et le vainqueur de Hohenlinden, Moreau, qui, à la prière d'Alexandre, était revenu d'Amérique pour diriger contre sa patrie le coup mortel. Napoléon a dit de Bernadotte, qui devait à la France la couronne de Suède: « Pour prendre femme, on ne renonce pas à sa mère; encore moins est-on tenu à lui percer le sein et à lui déchirer les entrailles. » L'histoire n'a point à parler autrement. Les alliés, toujours battus malgré leur nombre, avaient adopté pour tactique de refuser



Moreau frappé mortellement à la bataille de Dresde (27 août 1813.) (Page 394, col. 1.)

la bataille à leur indomptable adversaire et de l'accepter de ses lieutenants.

L'Empereur n'avait sur l'Elbe et sous sa main que 360000 hommes; présumant trop encore de ses forces, malgré l'inégalité du nombre, il voulut menacer à la fois Berlin, Breslau et Prague, ce qui l'affaiblit au centre, à Dresde, où il frappa pourtant, le 26 et le 27 août, un coup terrible sur les coalisés.

Il s'agissait de sauver la ville de son allié et de pousser l'ennemi sur Pirna, où son lieutenant Vandamme, avec 40 000 hommes, devait l'achever. Le 26, à dix heures du matin, il y arriva, et l'espoir sembla renaître. Après une courte visite au roi de Saxe, il examine tout, dirige tout. Vers trois heures après midi, trois coups de canon se font entendre dans les rangs ennemis. A ce signal convenu, l'armée des alliés s'élance des hauteurs de Rœcnitz, et descendant comme un torrent dans la plaine, s'avance sur Dresde, faisant pleuvoir sur cette ville une grêle de boulets et d'obus, à laquelle répondit, sans la faire cesser, l'artillerie des forts. On se bat avec acharnement de part et d'autre. Les ennemis s'emparent d'une redoute, font taire l'ar-

tillerie de quelques postes, s'emparent du faubourg de Pirna, et comptent déjà sur la victoire; on les entend pousser ces cris prophétiques: « Paris ! Paris ! » L'effroi et le désespoir règnent parmi les habitants. Tout à coup les portes de la ville s'ouvrent; les bataillons français en sortent avec impétuosité, repoussent, renversent tout ce qui se présente. L'ennemi, chassé de tous ses postes, est vivement poursuivi. Le prince de Schwartzemberg, voyant l'épouvantable résultat de ces sorties, s'écrie : « L'Empereur est dans Dresde, le moment favorable pour enlever la ville est perdu ! » La nuit suspend le combat, et Napoléon avant de se livrer au sommeil donne ses ordres à tous les chefs de l'armée.

Montant dans le clocher de la ville, il avait aperçu les Autrichiens séparés de leurs alliés par une gorge profonde qui devait empêcher de les secourir. Il résolut donc, dans la journée du 27, de culbuter d'abord les Autrichiens et de les jeter dans le ravin, puis d'attaquer ensuite ses autres ennemis en les poussant du côté de Vandamme. Il n'avait que 120 000 hommes contre 200 000, mais la supériorité du génie allait seule suffire pour compenser le désavantage du nombre. La victoire fut complète. L'aile gauche des coalisés, formée par les Autrichiens, fut complétement détruite et jetée dans l'affreuse vallée de Plancy. Une vive canonnade ébranla le centre. Le maréchal Ney déborda l'aile droite. Murat, avec sa cavalerie, sabrait les fuyards et recueillait un grand nombre de prisonniers. A six heures du soir, nous avions enlevé 16 000 prisonniers. L'ennemi laissait sur le terrain 10 à 11 000 morts ou blessés. C'était une des plus belles victoires de Napoléon. Il rentra à Dresde trempé par la pluie, qui n'avait cessé de tomber toute la journée, mais heureux des acclamations qui le saluaient de tous côtés. A cette bataille, un transfuge fut puni. Moreau, au milieu de l'état-major des alliés, indiquait à Alexandre une manœuvre à faire, quand un boulet de la garde lui fracassa les deux cuisses; il mourut quatre jours après.

Mais pendant que la grande armée de Bohême fuyait en désordre à travers les montagnes d'où elle était descendue, Napoléon apprenait que Macdonald venait d'essuyer un désastre sur la Katzbach (26-29 août) et que Oudinot avait été battu, le 23, à Gross-Beeren, sur la route de Berlin. Ces fâcheuses nouvelles l'empêchèrent de diriger lui-même la poursuite de l'armée vaincue et de l'accabler. Vandamme, lancé en Bohême et qu'on n'y soutint pas, fut pris à Kulm (30 août), ce qui annulait la victoire de Dresde et laissait aux Autrichiens l'appui des montagnes de Bohême, avec la facilité d'en sortir à volonté et de tourner notre droite. La défaite de Macdonald avait fait perdre la Silésie, ce qui amenait le centre ennemi, la grande armée de Blücher, jusqu'en Saxe ; celle d'Oudinot, une autre encore que Ney essuya à Dennewitz (6 sept.) en voulant rouvrir la route de Berlin, permirent à Bernadotte d'arriver à Wittemberg, d'où il tendit la main à Blücher ; Davoust, qui était déjà au milieu du Mecklembourg, où il avait pris Wismar, dut suivre notre mouvement général de retraite derrière l'Elbe. Alors, de Wittemberg à Tœplitz, les coalisés formèrent devant nous un arc de cercle de 300 000 sabres ou baïonnettes qui nous menaçait de front, tandis que ses extrémités faisaient effort pour se rejoindre sur nos derrières et nous fermer la route de France en donnant la main à l'Allemagne qui se soulevait, à la Bavière qui entrait dans la coalition, enfin à Bade et au Wurtemberg qui allaient l'y suivre.

Napoléon essaya encore une fois de couper ce cercle; il concentra ses forces à Leipsick et y engagea une action générale. Cette journée, que les Allemands ont appelée la *bataille des nations*, fut la lutte la plus meurtrière de l'histoire moderne. 190 000 Français soutinrent pendant trois jours l'attaque furieuse de 330 000 hommes. Dans la journée du 16, il y eut trois batailles : à Leipsick, Lindenau et Mockern; 115 000 hommes luttèrent contre 200 000 ; elle nous coûta 27 000 hommes, aux coalisés, 40 000. Nous restâmes maîtres du champ de bataille et empêchâmes la jonction des deux masses ennemies ; mais la victoire n'était pas éclatante et le danger augmentait, car nous ne pouvions accroître nos forces que de 25 000 hommes, et il en arrivait 110 000 aux alliés, qui voulaient jouer uniquement à tuer des hommes.

« Il n'était pas possible que Napoléon se dissimulât cette situation. Espérant, la veille encore, qu'après avoir battu la principale des armées coalisées, il aurait bon marché des deux autres, il dut éprouver une sensation amère en voyant à la chute du jour une bataille indécise, qui, au lieu de le dégager, l'enfermait au contraire dans les bras d'une espèce de polype composé d'ennemis de toute sorte. Toutefois, pour croire à une situation si nouvelle et si désolante, il fallait qu'il considérât encore la chose de plus près. Après avoir pris à peine quelques heures de repos, il monta à cheval le 17 au matin pour parcourir le champ de bataille. Il le trouva horrible, bien que dans sa vie il en eût contemplé de bien épouvantables. Une morne froideur se montra sur tous les visages. Murat, le major général Berthier, le ministre Daru, l'accompagnaient. Nos soldats étaient morts à leur place, mais ceux de l'ennemi aussi ! Et s'il y avait certitude de ne pas reculer dans une seconde bataille, il y avait certitude presque égale que les coalisés ne reculeraient pas davantage. Or, une nouvelle lutte où nous resterions sur place, et où nous ne gagnerions rien que de n'être pas arrachés de notre poste, en voyant le cercle de fer formé autour de nous se resserrer de plus en plus, et les issues demeurées ouvertes jusque-là se fermer l'une après l'autre, une nouvelle lutte dans ces conditions ne nous laissait d'autre perspective que celle des Fourches caudines. Tout le monde le sentait, personne n'osait le dire. Murat, dont le cœur excellent cherchait une consolation à offrir à Napoléon, répéta plusieurs fois que le terrain était couvert de morts autrichiens, prussiens et russes; que jamais, excepté à la Moskowa, on n'avait fait une pareille boucherie des ennemis, ce qui était vrai. Mais il en restait assez, et en tout cas il allait en venir assez pour réparer les brèches de cette muraille vivante qui s'élevait peu à peu autour de nous. La retraite immédiate par la route de Lutzen, pour ne pas laisser fermer bientôt l'issue de Lindenau, était donc la seule résolution à prendre. Napoléon, se promenant à pied avec ses lieutenants, sous un ciel triste et pluvieux, au milieu des tirailleurs qui faisaient entendre à peine quelques coups de feu, tant la fatigue était grande des deux côtés, prononça lui-même le premier le mot de retraite, que personne n'osait proférer. On le laissa dire avec un silence qui cette fois était celui de la plus évidente approbation. Cependant la retraite offrait

aussi de graves inconvénients. La bataille que nous venions de livrer pouvait, sans mentir autant que nos ennemis, s'appeler une victoire, car nous avions sans cesse ramené, refoulé les coalisés sur leur terrain, et nous leur en avions même enlevé une partie. Néanmoins, ce qui lui donnerait sa vraie signification, ce serait, comme à Lutzen, comme à Bautzen, l'attitude du lendemain. Si nous nous retirions, la bataille serait une défaite. C'était avouer tout à coup au monde que nous avions été vaincus dans une journée décisive, lorsque nous avions au contraire écrasé l'ennemi partout où il s'était rencontré. »

Napoléon voulut donc, dans la journée du 18, prendre une attitude menaçante pour couvrir son premier mouvement de retraite. C'est ce qui amena ce jour encore deux furieux combats à Dolitz et Probstheyda, qui ne coûtèrent pas moins de 20000 morts ou blessés aux Français et 30 000 aux coalisés.

A Probstheyda, les Prussiens, qui toujours briguaient la tête des attaques, par la raison fort honorable pour eux qu'il s'agissait dans cette lutte terrible d'affranchir l'Allemagne, s'élancent les premiers au pas de charge sur Probstheyda. Drouot, rangé en avant de Probstheyda, les attend avec l'artillerie de la garde, Victor avec son infanterie. Il fallait gravir un terrain incliné en forme de glacis. Drouot les laisse arriver, puis les couvre de mitraille et les précipite confusément les uns sur les autres. Pourtant animés d'une véritable rage patriotique, ils se remettent en rang, marchent une seconde fois sur Probstheyda et parviennent à y entrer. Mais Victor, avec ses divisions décimées, les charge à la baïonnette et les arrête. Après les avoir arrêtés, il les pousse dehors, et notre artillerie les mitraille de nouveau. Les trois divisions prussiennes, horriblement traitées, vont se reformer à quelque distance, au bas du glacis sur lequel s'élève Probstheyda. Napoléon fait avancer Lauriston, et lui-même, sous une grêle de boulets, range par derrière, en colonnes profondes, les deux divisions de la vieille garde, Friant et Férial, seule réserve qui lui reste. Ces beaux grenadiers, avec leurs énormes bonnets à poil, immobiles sous les boulets, sont placés comme deux puissants arcs-boutants derrière Lauriston et Victor. On s'attend à une nouvelle attaque, et on se promet de la recevoir comme la précédente. En effet, les trois divisions prussiennes, ayant un moment pris haleine et resserré leurs rangs, sont rejointes par les divisions russes de Wittgenstein, et d'un même mouvement se reportent en avant, toujours accablées par la mitraille de Drouot. Elles se précipitent toutes ensemble sur Probstheyda, l'enveloppent, y pénètrent, et semblent cette fois devoir en rester maîtresses. Mais Victor, quoique avec des troupes épuisées, Lauriston avec les siennes, que la bataille du 16 a réduites des deux tiers, fondent à la baïonnette sur les Prussiens et les Russes réunis, combattent corps à corps, puis, par un suprême effort, refoulent les assaillants hors du village, et les culbutent sur la déclivité du terrain, où notre artillerie, profitant de cette nouvelle occasion, les couvre encore de mitraille.

Les alliés, enhardis par de nombreux renforts, se présentent cependant au combat avec une ardeur nouvelle. L'Autrichien Schwartzemberg attaque l'armée française au midi, et Blücher au nord. Tout à coup des feux plus rapprochés éclatent presque derrière nous, entre nos deux lignes, du côté de Reudnitz : « C'est le canon de Bernadotte! » L'indignation fait passer ce cri de bouche en bouche, et les défenseurs de Probstheyda le répètent en déchirant leurs cartouches avec plus de fureur.... Soudain un vide s'ouvre au centre de notre ligne; l'armée saxonne et la cavalerie wurtembergeoise du général Normann ont passé du côté des Suédois, 12000 hommes qui tout à l'heure tiraient contre les alliés, tirent maintenant contre nous, et quarante pièces de canon encore chargées de boulets français font de cruelles trouées dans nos rangs. 220 000 coups de canon, tirés depuis trois jours, avaient épuisé les réserves de l'artillerie. La nuit seule sépara les combattants. Il ne restait plus de munitions à la fin de la troisième journée que pour 15000 coups, c'est-à-dire à peine pour deux heures de combat, et le nombre des ennemis s'accroissait sans cesse. Après cette terrible journée, la retraite était inévitable. Comme en 1812, il fallut reculer sans avoir été vaincu, et, comme en 1812 aussi, cette retraite volontaire devint un désastre. Napoléon, pour ne pas révéler trop tôt l'intention de la retraite, n'avait pas fait jeter de ponts sur l'Elster et la Pleisse; il n'y en avait qu'un d'une immense longueur établi sur les bras divisés des deux rivières. De là un immense encombrement, des retards et enfin une erreur fatale : un mineur fit sauter le pont de l'Elster avant que la dernière partie de l'armée, restée dans Leipsick, pour couvrir la retraite, avec deux maréchaux et ses chefs de corps l'eussent franchi; elle fut prise ou détruite. Le vaillant Poniatowski, fait maréchal la veille, lança son cheval dans le fleuve. Il était arrivé heureusement à l'autre bord, mais il ne put prendre pied sur la rive escarpée et disparut dans les eaux, « enseveli dans sa gloire, dans la chute de sa patrie et la nôtre. » Macdonald le passa à la nage; Lauriston et Reynier furent pris. 120 000 hommes, dont 50 000 Français, restèrent couchés sur ces plaines funèbres (16-19 octobre 1813).

L'armée française trouva encore la route barrée, à Hanau, par 60 000 Austro-Bavarois; l'artillerie de Drouot et la garde y firent une trouée sanglante par où l'armée passa. « Nos canons, dit un témoin oculaire, roulaient dans une boue de chair humaine. » Hanau fut notre dernière victoire au delà du Rhin (30 oct.). Le cinquième seulement de nos troupes rentra en France, et 120000 soldats restèrent inutiles dans les places de l'Elbe, de l'Oder et de la Vistule, où ils furent assiégés. Rapp se défendit héroïquement une année entière à Dantzig; Davoust sortit de Hambourg quand et comme il voulut, après l'abdication de Napoléon. Du Tailly, à Torgau, n'ouvrit ses portes qu'après avoir mangé son dernier cheval. Il faut citer encore les belles défenses de Lapoype à Wittemberg, de Lemarois à Magdebourg, de Grandeau à Stettin, de Ravier à Damm, de Fornier d'Albe à Custrin, de Laplane à Glogau. L'histoire doit un souvenir à ces braves gens qui, loin de la France et de tout secours, tenaient aussi fièrement notre drapeau qu'au temps de nos victoires.

Napoléon plus tard s'exprimait ainsi sur la fin de cette campagne malheureuse : « Les fastes militaires se dessouilleront-ils jamais de l'acte des Saxons se retournant dans nos rangs pour nous égorger? Il est demeuré proverbe chez les soldats; *saxonner*, parmi eux, veut dire une troupe qui en assassine une autre. Et pour comble de douleur c'est un Français, un homme à qui le sang français a procuré une couronne.



Bataille de Leipsick (10-19 octobre 1813). (Page 385, col. 2.)

un nourrisson de la France, qui nous porte le coup de grâce! grand Dieu!!!

« Je voyais, dit ensuite Napoléon, arriver l'heure décisive. L'étoile pâlissait; je sentais les rênes m'échapper, et je n'y pouvais rien. Un coup de tonnerre pouvait seul nous sauver, car traiter, conclure, c'était se livrer en sot à l'ennemi.... Il ne restait donc qu'à combattre, et chaque jour, par une fatalité ou une autre, nos chances diminuaient; les trahisons commençaient à se glisser parmi nous; la fatigue, le découragement gagnaient le grand nombre; mes lieutenants devenaient mous, gauches, maladroits, et conséquemment malheureux. Les hauts généraux n'en voulaient plus; c'est que je les avais gorgés de trop de considération, de trop d'honneurs, de trop de richesses. Ils avaient bu à la coupe des jouissances, et désormais ils ne demandaient que du repos; ils l'eussent acheté à tout prix. »

§ 2. CAMPAGNE DE FRANCE (JANVIER-MARS 1814).

Napoléon venait de ramener l'armée française sur le Rhin dans l'état le plus déplorable. C'était presque une seconde retraite de Russie, avec cette différence qu'il restait 60000 combattants sous les armes, et qu'au lieu de nous retirer sur l'Allemagne exaspérée, nous nous retirions sur la France, où nous trouvions enfin la patrie, mais la patrie épuisée et désolée. L'état moral du pays était plus désolant encore, s'il est possible, que son état matériel. L'armée convaincue des



Campagne de France (1814).

dangers de la politique pour laquelle on versait son sang, murmurait hautement, quoiqu'elle fût toujours prête, en présence de l'ennemi, à soutenir l'honneur des armes. La nation, profondément irritée de ce qu'on n'avait pas profité des victoires de Lutzen et de Bautzen pour conclure la paix, se regardant comme sacrifiée à une ambition exagérée, connaissait maintenant par l'horreur des résultats les inconvénients d'un gouvernement sans contrôle. Désenchantée du génie de Napoléon, n'ayant jamais cru à sa modération, mais ayant toujours cru à son invincibilité, elle était à la fois dégoûtée de son gouvernement, peu rassurée par ses talents militaires, épouvantée de l'immensité des masses ennemies qui s'approchaient, moralement brisée en un mot, au moment même où elle aurait eu besoin pour se sauver de tout l'enthousiasme patriotique qui l'avait animée en 1792, ou de toute l'admiration confiante que lui inspirait en 1800 le premier consul! Jamais enfin plus grand abattement ne s'était rencontré en face d'un plus affreux péril!

Pour sauver la France, il eût fallu un réveil unanime de l'esprit national, mais le ressort était brisé. Le peuple des villes et des campagnes, qui avait seul encore du dévouement pour l'Empereur, était désarmé; ce ne fut que le 5 mars, cinq mois après l'entrée de Wellington en France, que Napoléon proclama, trop tard, la levée en masse, l'insurrection nationale. La bourgeoisie, qui avait salué sa dictature quand cette dictature sauvait le pays du désordre et de l'invasion, la repoussait aujourd'hui qu'elle semblait mener le pays

aux abîmes; et au moment où il eût fallu que la nation entière se serrât autour de Napoléon, les libéraux donnaient le signal d'une opposition alors intempestive et malheureuse.

Les ennemis profitèrent habilement de ces premiers symptômes de lassitude et de défection prochaine. Disposés d'abord à conclure la paix si Napoléon se résignait aux limites naturelles, ils ne tardèrent pas à regretter leurs propositions, acceptées par l'Empereur, et publièrent la fameuse déclaration de Francfort, dans laquelle ils protestaient « qu'ils ne faisaient pas la guerre à la France, mais à la prépondérance que Napoléon avait trop longtemps exercée hors des limites de son empire. » Et ils offrirent la paix, à condition que la France rentrât dans ses limites naturelles. Mais ces propositions n'étaient pas sincères; les alliés ne voulaient que séparer l'Empereur de la nation. Ils y réussirent : le Corps législatif, à qui Napoléon vint demander un concours énergique, répondit en se plaignant du despotisme et de la guerre. « Je vous avais appelés pour m'aider, répliqua l'Empereur, et vous êtes venus dire et faire ce qu'il fallait pour seconder l'étranger : au lieu de vous réunir, vous nous divisez. Ignorez-vous que dans une monarchie le trône et la personne du monarque ne se séparent point? Qu'est-ce que le trône? un morceau de bois couvert d'un morceau de velours; mais dans la langue monarchique, le trône, c'est moi qui le représente par-dessus tout. On ne peut m'attaquer sans attaquer la nation elle-même. S'il y a quelques abus, est-ce le moment de me venir faire des remontrances, quand deux cent mille Cosaques franchissent nos frontières? est-ce le moment de venir disputer sur les libertés et les sûretés individuelles, quand il s'agit de sauver la liberté politique et l'indépendance nationale? Vos idéologues demandent des garanties contre le pouvoir : dans ce moment la France ne m'en demande que contre l'ennemi.... » Et il avait raison; s'il n'eût pas eu la dictature, c'est alors qu'il eût fallu la lui donner. Le Corps législatif fut ajourné pour un temps indéfini. Napoléon régla seul le budget, renvoya le pape en Italie, Ferdinand VII en Espagne, et se prépara à une lutte suprême.

Un grand nombre de sénateurs fut envoyé dans les départements pour activer l'organisation de ses troupes; avant leur départ, l'Empereur les réunit et leur adressa ce discours si simple et si éloquent où il ne craignait point d'avouer ses torts : « Je ne crains pas de l'avouer, leur dit-il, j'ai trop fait la guerre; j'avais formé d'immenses projets, je voulais assurer à la France l'empire du monde ! Je me trompais, ces projets n'étaient pas proportionnés à la force numérique de notre population.... Je dois expier le tort d'avoir trop compté sur ma fortune, et je l'expierai. Je ferai la paix, je la ferai telle que la commandent les circonstances, et cette paix ne sera mortifiante que pour moi. C'est à moi qui me suis trompé, c'est à moi à souffrir, ce n'est point à la France. Elle n'a pas commis d'erreur, elle m'a prodigué son sang, elle ne m'a refusé aucun sacrifice !... Qu'elle ait donc la gloire de mes entreprises, qu'elle l'ait tout entière, je la lui laisse.... Quant à moi, je ne me réserve que l'honneur de montrer un courage bien difficile, celui de renoncer à la plus grande ambition qui fut jamais, et de sacrifier au bonheur de mon peuple des vues de grandeur qui ne pourraient s'accomplir que par des efforts que je ne veux plus demander. Partez donc, messieurs; annoncez à vos départements que je vais conclure la paix, que je ne réclame plus le sang des Français pour mes projets, pour moi, comme on se plaît à le dire, mais pour la France et pour l'intégrité de ses frontières; que je leur demande uniquement le moyen de rejeter l'ennemi hors du territoire; que l'Alsace, la Franche-Comté, la Navarre, le Béarn sont envahis, que j'appelle les Français au secours des Français; que je veux traiter, mais sur la frontière, et non au sein de nos provinces désolées par un essaim de barbares. Je serai avec eux général et soldat. Partez, et portez à la France l'expression vraie des sentiments qui m'animent. »

Mais les coalisés ne laissèrent pas le temps à la France de s'armer. Les agents de la contre-révolution entouraient les souverains et les excitaient à marcher toujours en avant, bien que ceux-ci fussent tout disposés à traiter avec Napoléon, moyennant la restitution de ce qu'ils avaient perdu. L'Angleterre leur persuada qu'on ne pourrait jamais compter sur une paix durable qu'avec les Bourbons; et la haine de Napoléon, reprenant le dessus, le désir d'abaisser le plus possible cette France qui les avait tant humiliés, les poussa à envahir notre territoire. Napoléon n'avait plus que 60 000 soldats contre les 360 000 qui s'avançaient, partagés en deux grandes armées : celle de Silésie, sous Blücher; celle de Bohême, sous Schwartzenberg. La première passa sans résistance le Rhin, la Moselle et la Meuse; la deuxième, violant la neutralité suisse, passa au pont de Bâle et déboucha par la trouée de Béfort et le Jura. Elles devaient lier leurs communications par le plateau de Langres. Au sud, 160 000 Anglo-Espagnols, sous Wellington, franchissaient les Pyrénées; au sud-est, 80 000 Autrichiens s'approchaient des Alpes; au nord-est, 80 000 Suédois, Prussiens et Russes, sous Bernadotte, menaçaient la Belgique; et comme si ce n'était pas assez de ces forces immenses, 400 000 soldats se levaient encore en arrière des armées actives. Ainsi, plus d'un million d'hommes armés allaient se précipiter sur la France.

Napoléon quitta Paris après avoir recommandé à la garde nationale sa femme et son fils. La vue de ce grand homme, réduit, après tant de merveilles, à de telles extrémités, serrant son fils dans ses bras, le présentant à leur dévouement, produisit sur les assistants la plus vive impression, et ils promirent sincèrement de ne pas livrer à d'autres le glorieux trône de France. Marie-Louise pleurait et craignait de ne plus revoir l'Empereur. Il ne partit, en effet, que pour accomplir avec ses dernières troupes des merveilles d'habileté et de courage, mais des merveilles inutiles. Napoléon accourut, le 26 janvier 1814, à Vitry-le-François, pour séparer les armées de Silésie et de Bohême, attaqua et battit Blücher à Saint-Dizier (27), puis à Brienne (29), mais sans pouvoir empêcher la réunion des deux armées ennemies. A Brienne, Napoléon courut un grand danger, et vit sous ses yeux enlever quelques pièces d'artillerie. Arrêté à la Rothière, où 32 000 Français combattirent contre 170000 ennemis (1er fév.), il fut contraint de se replier sur Troyes. Quelques jours après (8 fév.), Napoléon recevait un dernier ultimatum des alliés; cette fois, ils n'accordaient plus les limites naturelles, le Rhin et les Alpes, mais voulaient que la France rentrât dans ses frontières de 1789. On conseil-

lait à l'Empereur d'accepter : « Que j'abandonne les conquêtes qui ont été faites avant moi, s'écria-t-il; que je laisse la France plus petite que je ne l'ai trouvée? Jamais ! » Les diplomates alliés avaient d'ailleurs traité notre ambassadeur, M. de Caulincourt, avec une hauteur insultante. Napoléon, pourtant, avait été plus généreux, quand après Austerlitz il avait laissé partir Alexandre sur le reçu d'un billet au crayon.

Les alliés se séparèrent pour marcher à la fois sur Paris par la vallée de la Seine et par celle de la Marne. Alors Napoléon tombe sur Blücher, dont les 120 000 hommes s'étendaient en longue colonne de Châlons à la Ferté-sous-Jouarre. Il coupe cette colonne à Champaubert le 10 février, et sépare Sacken de Blücher; le 11, il bat le premier à Montmirail, le poursuit jusqu'à Château-Thierry, où il le bat encore le 13. Pendant que Sacken fuit sur Soissons, il se retourne contre le second, et, par une attaque impétueuse à Vauchamps, le 14, le refoule sur Châlons. C'étaient quatre victoires en cinq jours. Mais tandis qu'il est sur les bords de la Marne, Schwartzenberg s'avance par la vallée de la Seine ; son avant-garde a déjà dépassé Melun. L'armée française fait trente lieues en trente-six heures, et le 16 février elle heurte et chasse devant elle les Autrichiens à Mormant, le 17 à Nangis et à Donnemarie. Un corps de 30 000 hommes s'était aventuré jusqu'à Fontainebleau. Une faute du maréchal Victor, qui tarda de quelques heures à s'emparer de Montereau, lui permet d'échapper. L'Empereur, avec des conscrits, des gardes nationales et des débris de vieux régiments, venait de renouveler les prodiges de sa jeunesse. L'armée française rentra dans Troyes en triomphe.

Mais cette poursuite des Autrichiens sur la haute Seine laisse libres les approches de Paris; Blücher, qui a raffermi son armée, y marche une seconde fois par la Marne. Napoléon court à lui et le rejette en désordre sur Soissons. Blücher était perdu : Soissons ouvre ses portes et le sauve. La ville, qui aurait pu se défendre plusieurs jours, venait d'être prise presque sans combat par l'armée du Nord : les Prussiens y trouvent un refuge et y doublent leurs forces. Sans l'inique faiblesse du commandant de Soissons, Blücher était enveloppé et pris. Les alliés n'en furent pas moins battus à Craonne ; mais ils se concentrèrent près de Laon au nombre de 100 000 hommes, et se maintinrent dans cette forte position, malgré les efforts de l'Empereur pour les en déloger (10 mars 1814).

Napoléon se retourne alors contre les Russes et les chasse de Reims (13 mars). Schwartzenberg, qui pendant l'absence de la petite armée française s'était avancé jusqu'à Provins, à deux journées de marche de Paris, s'effraye de la voir revenir sur son flanc ; il s'arrête, recule ; les abords de Paris sont encore une fois dégagés.

Ainsi, en un mois, Napoléon avait livré quatorze batailles, remporté douze victoires et défendu les approches de sa capitale contre les trois grandes armées ennemies. Les alliés, un moment inquiets, avaient accepté l'ouverture d'un congrès à Châtillon, mais sans désir sérieux d'y terminer la grande querelle. Pour Napoléon, il avait déjà dit : « J'ai juré de maintenir l'intégrité du territoire de la République; si les alliés persistent à vouloir démembrer la France, je ne vois que trois partis : vaincre, mourir ou abdiquer. » Le congrès fut rompu (19 mars). Un gentilhomme, M. de Vitrolles, avec l'assentiment de M. de Talleyrand, s'était déjà rendu au quartier général des coalisés pour les engager à rétablir les Bourbons.

L'Empereur croyait que la fortune allait lui revenir; malheureusement tout allait mal là où il n'était point. Quelques succès du prince Eugène étaient rendus inutiles par la défection de Murat, qui crut sauver sa couronne en livrant l'Italie aux Autrichiens. Augereau, à Lyon, ne faisait rien ou presque rien, et s'attira la lettre suivante, si sévère et si énergique :

« Le ministre de la guerre m'a mis sous les yeux la lettre que vous lui avez écrite le 16. Cette lettre m'a vivement peiné. Quoi ! six heures après avoir reçu les premières troupes venant d'Espagne, vous n'étiez pas déjà en campagne ! Six heures de repos leur suffisaient. J'ai remporté le combat de Nangis avec la brigade de dragons venant d'Espagne, qui de Bayonne n'avait pas encore débridé. Les six bataillons de Nîmes manquent, dites-vous, d'habillement et d'équipement, et sont sans instruction ! Quelle pauvre raison me donnez-vous là, Augereau ! J'ai détruit 80 000 ennemis avec des bataillons composés de conscrits n'ayant pas de gibernes et étant à peine habillés. Les gardes nationales, dites-vous, sont pitoyables. J'en ai ici 4000 venant d'Angers et de Bretagne en chapeaux ronds, sans gibernes, mais ayant de bons fusils ! J'en ai tiré bon parti. Il n'y a pas d'argent, continuez-vous ! Et d'où espérez-vous tirer de l'argent? Vous ne pourrez en avoir que quand nous aurons arraché nos recettes des mains de l'ennemi. Vous manquez d'attelages, prenez-en partout. Vous n'avez pas de magasins, ceci est par trop ridicule ! Je vous ordonne de partir douze heures après la réception de la présente lettre pour vous mettre en campagne. Si vous êtes toujours l'Augereau de Castiglione, gardez le commandement; si vos soixante ans pèsent sur vous, quittez-le et remettez-le au plus ancien de vos officiers généraux. La patrie est menacée et en danger ; elle ne peut être sauvée que par l'audace et la bonne volonté, et non par de vaines temporisations. Vous devez avoir un noyau de plus de 6000 hommes de troupes d'élite ; je n'en ai pas tant, et j'ai pourtant détruit trois armées, fait 40 000 prisonniers, pris 200 pièces de canon et sauvé trois fois la capitale. L'ennemi fuit de tous côtés sur Troyes. Soyez le premier aux balles. Il n'est plus question d'agir comme dans les derniers temps, mais il faut reprendre ses bottes et sa résolution de 93. Quand les Français verront votre panache aux avant-postes et qu'ils vous verront vous exposer le premier aux coups de fusil, vous en ferez ce que vous voudrez. » C'était là la vraie conduite à suivre par tous les généraux et le meilleur moyen de sauver leurs dotations. Ils ne le comprirent pas.

Augereau, après un simulacre de bataille, ouvrit aux ennemis les portes de Lyon, la seconde ville de France ; le général Maison évacuait la Belgique ; enfin, les Anglais de Wellington, que Soult n'avait pu arrêter, entraient à Bordeaux, où Louis XVIII fut proclamé roi (12 mars 1814); et dans l'intérieur les royalistes s'agitaient de plus en plus. « Vous pouvez tout et vous n'osez rien, écrivait Talleyrand aux souverains alliés ; osez donc encore une fois. »

Le czar veut en finir avec cette lutte qui étonne le monde et qui est un dernier affront pour les coalisés. Il ordonne à Blücher et à Schwartzenberg de réunir

leurs forces pour marcher ensemble sur Paris. Napoléon essaya vainement d'empêcher cette jonction. A la sanglante bataille d'Arcis-sur-Aube, 20000 hommes continrent toute la journée 60 000 ennemis. L'Empereur courut même les plus grands dangers et fut obligé un moment de se réfugier dans un carré de Polonais. Il ne pouvait continuer de fondre alternativement sur l'une et l'autre armée ennemie. Il ne pouvait toujours répéter les mêmes manœuvres et d'ailleurs n'avait plus assez de forces (20 et 21 mars). Alors il prend la résolution hardie de laisser libre la route de Paris, mais de se porter avec 50 000 hommes à Saint-Dizier, sur les derrières des alliés : là, il coupera leurs communications, excitera encore le courage de ces patriotiques provinces, qui n'ont point attendu le tardif décret du 5 mars pour se lever en masse, grossira son armée d'une partie des garnisons des places de la Moselle et des forces de l'insurrection, pour revenir avec 100 000 hommes sur l'ennemi épouvanté frapper quelque coup terrible. Que Paris seulement se défende, et pas un étranger ne repassera le Rhin. « Je suis plus près de Munich, disait Napoléon, qu'ils ne sont près de Paris. »

Ce calcul aurait été bon si Napoléon eût été un autre souverain au lieu d'être un fondateur de dynastie. Mais l'apparition des alliés devait relever le courage des partis hostiles, et les souverains alliés comptaient sur une révolution politique que les royalistes leur faisaient espérer.

Paris, en effet, ne se défendit pas. En utilisant toutes les ressources qu'il offrait, on pouvait réunir et armer



Départ de Marie-Louise pour Blois (mars 1814). (Page 400, col. 2.)

70 000 combattants. On avait 8000 hommes des dépôts de la garde et de la ligne, plus de 20 000 conscrits ou soldats de dépôts casernés dans les environs, 2000 officiers sans emploi, 12 000 gardes nationaux; enfin, Marmont et Mortier étaient sous les murs avec 13 000 hommes de l'armée active. 20 000 ouvriers, la plupart anciens soldats, se pressaient aux portes des mairies demandant des armes : on les repoussa. Il y avait dans les arsenaux 400 canons, 20000 fusils neufs, 5 millions de cartouches; à Grenelle seulement, 300 milliers de poudre, et la manutention militaire fabriquait chaque jour 60 000 rations. On les laissa prendre à l'ennemi, et les Français manquèrent de munitions, manquèrent de pain.

Personne d'ailleurs ne sut tenir la place de Napoléon. Le conseil de régence ne savait que conseiller à Marie-Louise. Joseph perdait tout en criant que tout était perdu. Talleyrand intriguait. Le ministre de la guerre n'ordonnait rien. A l'approche de l'ennemi on se hâta de faire partir Marie-Louise pour Blois.

Le bruit se répandit promptement que l'impératrice s'éloignait. La foule accourut, et la place du Carrousel fut bientôt couverte d'une multitude d'hommes et de femmes qui auraient voulu couper les traits, renvoyer les attelages et voir la régente courir généreusement avec eux les dernières chances de la fortune. Mais tel était le respect que l'on portait encore à sa personne et à ses volontés que dans une foule immense, dont chacun eût voulu la retenir, il ne se trouva personne qui osât même en manifester l'intention. Une chose

remarquable, c'est la résistance qu'opposa le roi de Rome au moment où on voulait l'emporter chez sa mère. L'enfant se mit à crier que l'on trahissait son papa, qu'il ne voulait pas partir. Il saisissait les rideaux de l'appartement et disait que c'était sa maison et qu'il n'en sortirait pas. (*Mémoires du Duc de Rovigo.*) Marie-Louise et les principales autorités se retirèrent donc, livrant la capitale à elle-même et aux diplomates.

A la tête de ces derniers se trouvait l'ancien évêque d'Autun, créé prince de Bénévent par Napoléon, le fameux Talleyrand. Celui-ci recevant l'ordre de quitter Paris avec la régente, n'imagina rien de mieux pour rester sans se compromettre que de jouer une sorte de comédie. Il ordonne de faire tous les préparatifs de départ comme s'il avait l'intention de suivre Marie-Louise et de rester fidèle à l'Empereur. Mais il néglige de prendre ses passe-ports et se dirige en plein jour vers la barrière d'Orléans. Le peuple était déjà mécontent de voir tant de personnages l'abandonner : il s'ameute autour des nombreuses voitures de M. de Talleyrand. L'officier de la garde nationale demande les passe-ports exigés plus sévèrement dans ces moments de trouble. M. de Talleyrand déclare ne les avoir pas et plein de respect pour la consigne militaire fait tourner bride et revient à son hôtel de la rue Saint-Florentin, répétant partout qu'on lui avait fermé les barrières.



Moncey

Le 29 mars on signale de tous côtés l'apparition de l'ennemi sur la rive droite de la Seine. On se prépare à la défense sans espoir de succès. Paris non fortifié ne pouvait résister longtemps, mais il s'agissait de tenir quelques jours et de donner le temps à l'Empereur de venir à son secours. Pendant que les royalistes se montraient pleins de confiance, tous ceux que la vue de l'étranger indignait se portaient aux barrières. Tous les vieux soldats en congé reprenaient leurs rangs, les blessés même

Défense de la barrière de Clichy à Paris (29 mai 1815). (Page 402, col. 1.)

allaient se joindre à l'armée. Le brave général Michel, de la garde impériale, blessé à Montmirail, s'arracha de son lit pour aller combattre.

Le canon commence à gronder vers six heures du matin. Par une négligence inexcusable, on ne s'était pas établi en forces à Pantin et sur le plateau de Romainville qui dominent Paris au nord-est. Ce fut sur ces deux points qu'eut lieu le premier engagement. De part et d'autre les troupes s'attaquèrent avec acharnement et la mêlée devint épouvantable. Malgré la disproportion des forces la résistance se prolongea jusqu'à dix heures ; les deux villages pris et repris furent perdus pour nous, mais la marche de l'ennemi sur Paris fut arrêtée. Blücher, chargé d'attaquer Montmartre et le prince de Wurtemberg dirigé sur Charenton, n'étant pas encore arrivés en ligne, les alliés attendirent que toute leur armée fût présente pour se précipiter sur tous les points à la fois.

Le pont de Charenton fut glorieusement défendu par trois cents vétérans et les élèves de l'école d'Alfort qui, avec leurs pièces chargées à mitraille, firent de larges trouées dans les colonnes autrichiennes, et wurtembergeoises. Sur l'avenue de Vincennes c'était l'École polytechnique qui servait l'artillerie. Un moment ces jeunes et intrépides canonniers se virent assaillis par une nuée de uhlans. Ils déchargèrent leurs carabines, et, secourus à temps par la cavalerie du colonel Ordener, ils conservèrent leurs pièces.

Marmont, dont les pertes ne se réparaient pas, tandis que l'ennemi, au contraire, toujours repoussé, revenait au combat avec des forces toujours nouvelles, avait fini par abandonner ses positions. Lentement refoulé, il venait de s'établir sur la butte de Saint-Chaumont, à Belleville et à Ménilmontant. Mortier n'avait pas été plus heureux : une de ses brigades, qui occupait le terrain entre la capitale et lui, venait d'être forcée ; elle n'avait pu se servir de son artillerie faute de cartouches de calibre; craignant d'être coupé dans sa retraite, il avait quitté la Villette et Montmartre et rétrogradé jusqu'aux barrières où les troupes recommencèrent la bataille avec un héroïsme, hélas ! inutile. « Ils sont trop, » disaient nos soldats en tombant sous les coups des Prussiens et des Autrichiens.

Marmont lui-même fut bientôt forcé dans Belleville et une colonne ennemie tournant la position le coupa même des barrières. Il fallut que le maréchal, blessé, combattant comme un grenadier, se fît jour, à travers les bataillons qui lui fermaient le passage. Ce fut le dernier beau jour de sa vie, qu'il devait bientôt ternir. Le maréchal Moncey défendait aussi héroïquement la barrière de Clichy avec quelques invalides de la garde nationale. Mais que pouvaient 22 000 hommes contre 170 000. On avait mis quatre canons sur les buttes Chaumont, six sur la butte Montmartre, et le duc de Rovigo a déclaré qu'il y en avait deux cents dans le champ de Mars dont on aurait pu se servir. On n'en avait pas moins tué 18 000 hommes à l'ennemi, mais les alliés lançaient sans cesse des troupes fraîches. Marmont épuisé signa une capitulation qui permettait à son corps d'armée de quitter Paris. A ce moment arrivait le général Dejean envoyé par l'Empereur pour annoncer son approche. Ce général courut en vain après Joseph, qui après s'être contenté de regarder la bataille du haut de la Maison-Rouge, à Montmartre, s'enfuyait au plus vite et renvoya Dejean à Mortier. Celui-ci essaya d'obtenir une simple suspension d'armes, pour donner, le temps à Napoléon d'arriver, mais le prince de Schwartzenberg avait déjà reçu la capitulation de Marmont, et Mortier dut en signer une pareille : à neuf heures du soir, les troupes des deux maréchaux épuisées, quittèrent la capitale. Quelques heures de plus et Paris était sauvé.

Le 26 mars, Napoléon reçoit de Lavallette l'avis des dangers imminents que court la capitale : le 28, il apprend la réunion des corps de Blücher et de Schwartzenberg ainsi que leur marche sur Paris. Appelant aussitôt Gourgaud, son premier officier d'ordonnance, il lui dit : « Gagnez la tête de la colonne, prenez trois escadrons de Polonais, les moins fatigués, et à tout prix atteignez Troyes afin d'empêcher les partisans ennemis de rompre les ponts. Dès que vous serez arrivé, vous dépêcherez un courrier à l'impératrice; vous lui direz qu'on tienne et que j'arrive. » Dans la nuit même Gourgaud arrive à Troyes, s'empare des magasins, des hôpitaux, des postes avancés, et charge de ses instructions le général Dejean, que l'Empereur vient d'expédier en toute hâte vers Paris. Peu d'instants après, une carriole, escortée de cinq chasseurs de la garde, s'arrêta devant la poste aux chevaux : c'était l'Empereur. Il ordonne de diriger toutes les patrouilles vers toutes les routes, de réunir les gardes nationales, de rassembler le plus de forces possible, et charge le prince de Neufchâtel de diriger le mouvement sur Paris en suivant avec 30 000 hommes la rive gauche de la Seine. Parti de Troyes le 29 au galop, avec le duc de Dantzig, le duc de Vicence, le général Drouot, le colonel Gourgaud, l'Empereur atteignit promptement Villeneuve-l'Archevêque, où trois mauvaises voitures le reçurent avec toute sa suite. Il se trouvait seul avec Caulincourt dans une carriole d'osier. « En arrivant à Sens, Napoléon reçoit un émissaire secret, le presse de questions, ordonne aussitôt de seller des chevaux, et, sans dire mot, reprend la route de Paris, plus rapidement encore que nous n'étions venus, » dit Gourgaud. A chaque relais l'Empereur s'informait, son cœur bondissait d'impatience. Il atteint Fromenteau et n'est plus qu'à cinq lieues de Paris. Il est onze heures du soir. Là il rencontre le général Belliard et sa cavalerie qui évacuait la capitale. Il apprend ainsi le malheur qu'il accourait prévenir. Marchant à grands pas sur la route avec le général Belliard, il le presse de questions : où est l'impératrice ? le roi de Rome ? le ministre de la guerre ? Joseph ? — Belliard lui répondit que le ministre et Joseph n'ont point paru de la journée et que l'impératrice est à Blois avec son fils. Napoléon n'en veut pas moins continuer sa route sur Paris, et il faut toutes les instances de ses compagnons, qui lui démontrent le danger de cette résolution, pour le ramener à Fontainebleau.

§ 3. ABDICATION DE L'EMPEREUR.

Étonnés d'une telle victoire, les étrangers n'entrèrent dans la grande cité qu'avec une sorte de crainte respectueuse. Dans les faubourgs Saint-Martin et Saint-Denis, ils trouvèrent un accueil morne et glacial. « Nous sommes vendus, » disait le peuple avec indignation. En approchant des quartiers aristocratiques, ils entendirent quelques acclamations. A une fenêtre du boulevard de la Madeleine flottaient deux drapeaux blancs. Au moment où les monarques alliés passèrent

devant cette fenêtre, des dames s'écrièrent : « Vive Alexandre, s'il nous rend nos Bourbons. — Oui, mesdames, répondit à haute voix l'empereur Alexandre, vous les reverrez ; vive votre roi Louis XVIII ! » L'empereur de Russie passa une grande revue aux Champs-Élysées et vint descendre chez M. de Talleyrand, qui lui avait offert son hôtel de la rue Saint-Florentin.

Les membres de l'ancienne noblesse se réjouirent de cette occupation de la capitale par des armées étrangères. Ils prodiguèrent leurs caresses aux généreux souverains dont les soldats, à moitié barbares, exerçaient tant de ravages dans nos campagnes. Les courtisans, même ceux qui avaient été comblés des faveurs de Napoléon, se pressaient autour des vainqueurs et ne tarissaient pas sur la magnanimité d'Alexandre, la sagesse du roi de Prusse, la modération de l'empereur d'Autriche. Chateaubriand comparait Wellington, le conquérant du Portugal, à Turenne ! A l'Opéra, les souverains furent les objets d'une ovation de la part des royalistes, qui inondèrent le théâtre de cocardes blanches : Laïs chanta des couplets où Alexandre était appelé *le roi des rois*. Dans une séance publique de l'Institut, un jeune professeur qui plus tard a joué un rôle considérable, prodigua l'encens à l'empereur Alexandre qui était présent, et éleva le vainqueur de sa patrie au-dessus de Pierre le Grand. L'éloge des vainqueurs entraînait les insultes aux vaincus. Les pamphlets les plus calomnieux furent répandus contre Napoléon. Chateaubriand, qui avait appelé Napoléon « un de ces hommes que la Providence envoie en signe de réconciliation lorsqu'elle est lasse de punir, » lança une brochure des plus violentes, où il s'acharnait contre le faux grand homme et l'usurpateur. Pour montrer leur haine contre le régime impérial, les royalistes eurent recours aux plus indignes manifestations. Un monsieur de Maubreuil avait attaché la croix de la Légion d'honneur à la queue de son cheval ; la belle comtesse de Périgord, depuis duchesse de Dino, l'amie de M. de Talleyrand, se promena assise à cheval derrière un Cosaque ; un duc de la Rochefoucauld monta sur la colonne Vendôme, passa une corde au cou de la statue de l'Empereur, et la fit tirer par des misérables auxquels il jetait de l'argent, puis par des chevaux ; mais la statue, bien scellée à la colonne, ne bougea pas. Les ennemis montrèrent plus de modération que ces prétendus Français. Le grand-duc Constantin blâma ces outrages à la statue du grand homme.

Le czar protesta que la nation n'avait qu'à manifester son vœu, qu'il était prêt à le soutenir. Le peuple témoignait une sombre résignation, et la majorité désirait la régence de Marie-Louise ; mais le Sénat, si docile devant Napoléon, convoqué et dirigé par Talleyrand, se redressa pour condamner celui qu'il n'avait jamais osé avertir et qui l'avait comblé de richesses ; il nomma, le 1er avril, un gouvernement provisoire ; le 3, il prononça la déchéance de Napoléon ; le 6, il adopta une constitution nouvelle et appela au trône un prince que la nation ne connaissait plus, et auquel les souverains alliés n'avaient songé que dans les derniers jours, un frère de Louis XVI, Louis XVIII.

Quand Napoléon apprit tout cela de M. de Caulincourt, il s'écria : « Rien ne me surprend dans votre récit. Talleyrand se venge de moi, c'est tout simple.... Les Bourbons me vengeront de lui. Mais tous ces hommes de la Révolution qui remplissent le Sénat et parmi lesquels il y a plus d'un régicide, sont bien imprudents de se jeter ainsi dans les bras de l'étranger, qui les jettera dans les bras des Bourbons. Quant aux souverains alliés, ils veulent abaisser la France. Pourtant ils se comportent envers moi peu dignement. J'ai pu détrôner l'empereur François et le roi Guillaume, j'ai pu déchaîner les paysans russes contre Alexandre, je ne l'ai pas fait. Je me suis conduit à leur égard en souverain, ils se conduisent à mon égard en jacobins. Ils donnent là un mauvais exemple. Le moins hostile d'entre eux est Alexandre. Il est vengé, et de plus il est bon, quoique rusé. Les Autrichiens sont ce que je les ai toujours vus, humbles dans l'adversité, insolents et sans cœur dans la prospérité.... On cherche à m'écarter parce qu'on sent que seul je puis relever notre fortune. Je ne tiens pas au trône, croyez-le. Né soldat, je puis redevenir citoyen. Vous connaissez mes goûts : que me faut-il ? Un peu de pain, si je vis ; six pieds de terre, si je meurs. Il est vrai, j'ai aimé et j'aime la gloire.... Mais la mienne est à l'abri de la main des hommes.... D'ailleurs, ne croyez pas que la fortune ait prononcé définitivement. Si j'avais mon armée, j'aurais déjà attaqué, et tout aurait été fini dans deux heures ; car l'ennemi est dans une position à tout perdre. Quelle gloire, si nous les chassions ! Quelle gloire pour les Parisiens, d'expulser les Cosaques de chez eux et de les livrer aux paysans de la Bourgogne et de la Lorraine, qui les achèveraient ! mais ce n'est qu'un retard. Après-demain, j'aurai les corps de Macdonald, d'Oudinot, de Gérard, et si l'on me suit, je changerai la face des choses. Les chefs de l'armée sont fatigués, mais la masse marchera ; mes vieilles moustaches de la garde donneront l'exemple, et il n'y aura pas un soldat qui hésite à les suivre. En quelques heures, mon cher Caulincourt, tout peut changer.... Quelle satisfaction !... quelle gloire ! »

Napoléon avait en effet à Fontainebleau des forces imposantes : avec les armées d'Eugène, de Suchet, et celle de Soult, qui venait de livrer à Wellington l'héroïque bataille de Toulouse (10 avril 1814), il pouvait réunir 140000 soldats éprouvés derrière la Loire. Il eut un instant la pensée de combattre ; mais ses généraux étaient las de la guerre : Marmont le trahit. Marmont avait été le condisciple et l'aide de camp de Napoléon, qui connaissait la légèreté et la faiblesse de son caractère, mais qui estimait sa bravoure sur le champ de bataille, appréciait son esprit et manifestait une grande confiance en lui. Il se laissa prendre aux flatteries de M. de Talleyrand, qui exalta ses mérites et fit briller à ses yeux l'éclat des plus belles récompenses s'il adhérait au gouvernement provisoire. Abandonner Napoléon, lui déclarer qu'on ne voulait plus le servir, passer du côté des Bourbons, c'était sans doute gravement manquer à tous les devoirs de la reconnaissance ; mais désobéir à celui qui lui avait confié le commandement d'un corps d'armée, c'était manquer aux premiers devoirs d'un général. Napoléon n'avait plus qu'une ressource, rassembler toutes ses forces près de Fontainebleau, et frapper un coup terrible sur les coalisés, en ce moment très-mal placés. L'Empereur voulait le tenter, et Marmont gardait la ligne d'Essonne, nécessaire à Napoléon pour rallier ses troupes. Circonvenu par les intrigues de M. de Talleyrand et des royalistes, il signa, avec le prince de Schwartzenberg, une convention secrète par laquelle il s'engageait à abandonner ses positions sur

l'Essonne et à ramener son corps d'armée vers la Normandie. Il avait déjà fait ce pas funeste, quand Ney et Macdonald vinrent le trouver et lui dire de la part de l'Empereur qu'il pouvait venir avec eux à Paris négocier la régence de Marie-Louise. Marmont fut embarrassé, avoua sa faute et redemanda son engagement au prince de Schwartzenberg. Parti avec Ney, Macdonald et Caulincourt, il prit part à la négociation. Mais les conférences, qui prenaient un tour favorable, changèrent d'aspect quand Alexandre apprit les événements qui venaient de se passer sur l'Essonne. Napoléon avait mandé, pour lui donner des instructions, Marmont, et s'il était à Paris, le général qui le remplaçait dans le commandement. Celui-ci, effrayé de cet appel à Fontainebleau, réunit les autres généraux qui, comme lui, avaient été entraînés par Marmont à accepter la Convention. Ils se crurent découverts et résolurent d'exécuter cette convention. Sans dire aux soldats où ils les conduisaient, ils leur firent quitter leur campement et les acheminèrent sur Versailles. Le prince de Schwartzenberg les laissa passer. Cette défection connue à Paris, Alexandre ne craignant plus les coups de foudre de Napoléon, se montra fermement décidé à rappeler les Bourbons, et déclara qu'on ne traiterait pas avec Napoléon. Les négociateurs retournèrent désespérés à Fontainebleau. Cependant les soldats de Marmont n'avaient pas tardé à se douter du rôle odieux qu'on les forçait à jouer. Ils se révoltèrent. Marmont, enivré par les flatteries des royalistes, courut à Versailles, se montra à ses soldats, les trompa, et finit par leur persuader de reprendre leurs rangs. Il consommait ainsi la trahison, conçue sans lui, commencée sous lui, mais véritablement achevée par lui.



Adieux de Fontainebleau (20 avril 1814). (Page 406, col. 1.)

Napoléon comprit que chaque heure lui enlevait peu à peu les moyens de résistance. Ses maréchaux lui montraient le peu de chances qui lui restaient et parlaient d'abdication pure et simple. L'Empereur en fut vivement affligé... « Ah ! les hommes, les hommes! dit-il à Caulincourt. Mes maréchaux rougiraient de tenir la conduite de Marmont, car ils ne parlent de lui qu'avec indignation, mais ils sont bien fâchés de s'être autant laissé devancer sur le chemin de la fortune.... Ils voudraient bien, sans se déshonorer comme lui, acquérir les mêmes titres à la faveur des Bourbons.... Marmont, ajouta-t-il, je l'avais traité comme mon enfant, j'avais eu souvent à le défendre contre ses collègues qui, n'appréciant pas ce qu'il a d'esprit, et ne le jugeant que parce ce qu'il est sur le champ de bataille, ne faisaient aucun cas de ses talents militaires. Je l'ai créé maréchal et duc, par goût pour sa personne, par condescendance pour des souvenirs d'enfance, et je dois dire que je comptais sur lui. Il est le seul homme peut-être dont je n'aie pas soupçonné l'abandon; mais la vanité, la faiblesse, l'ambition l'ont perdu. Le malheureux ne sait pas ce qui l'attend. Son nom sera flétri. » Napoléon parla alors de tout avec un profond désintéressement, s'élevant le plus souvent pour juger ses actes et ceux de ses compagnons à la hauteur de l'histoire. Comprenant que l'heure du sacrifice était arrivée, il fit venir ses maréchaux et leur annonça qu'il

se décidait à donner son abdication pure et simple. « Résignez-vous, leur dit-il, à vivre sous les Bourbons et à les servir fidèlement. Vous avez souhaité du repos, vous en aurez. Mais hélas! Dieu veuille que mes pressentiments me trompent!... Nous n'étions pas une génération faite pour le repos. La paix que vous désirez moissonnera plus d'entre vous sur vos lits de duvet, que n'eût fait la guerre dans nos bivouacs. » Puis il signa son acte d'abdication ainsi conçu :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à ses serments, déclare qu'il renonce pour lui et ses héritiers aux trônes de France et d'Italie, parce qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la France. »



Cambronne.

Ney, Macdonald et Caulincourt partirent pour Paris emportant l'abdication, et négocièrent le traité qui réglerait les intérêts de Napoléon et de sa famille. On lui donna la souveraineté de l'île d'Elbe, deux millions de revenu, on promit des indemnités à ses frères, Parme et Plaisance à Marie-Louise et à son fils, une principauté à Eugène. Ce traité allait être signé quand le bruit courut dans tout Paris que Napoléon avait quitté Fontainebleau avec toutes ses troupes et marchait sur la capitale. Ce bruit avait pour origine une émeute militaire qui avait éclaté la nuit à Fontainebleau. Les troupes attristées par l'abdication, indignées de la conduite des maréchaux, s'étaient soulevées aux cris de: « Vive l'Empereur! à bas les traîtres! » et avaient demandé à se précipiter sur Paris. On avait eu beaucoup de peine à les apaiser. Les négociateurs s'étaient vus un moment dans une situation difficile, mais la vérité faite sur ces événements, le traité fut signé le 11 avril et porté à Napoléon par Caulincourt et Macdonald. Ney resta à Paris, adhérant au gouvernement des Bourbons.

Le soir, Napoléon, seul avec M. de Caulincourt, exhala toute sa douleur :

« .... Sans doute je souffre, mais les souffrances que j'endure ne sont rien auprès d'une qui les surpasse toutes! finir ma carrière en signant un traité où je n'ai pas pu stipuler un seul intérêt général, pas même un seul intérêt moral, comme la conservation de nos couleurs, ou le maintien de la Légion d'honneur! Signer un traité où l'on me donne de l'argent!... Ah! Caulincourt, s'il n'y avait là mon



Caulaincourt.



Drouot.

fils, ma femme, mes sœurs, mes frères, Joséphine, Eugène, Hortense, je déchirerais ce traité en mille pièces!... Ah! si mes généraux qui ont eu tant de courage, et si longtemps, en avaient eu deux heures de plus, j'aurais changé les destinées.... Si même ce misérable Sénat qui, moi écarté, n'a eu aucune force personnelle pour négocier, ne s'était mis à ma place, s'il m'eût laissé stipuler pour la France, avec la force qui me restait, avec la crainte que j'inspirais encore, j'aurais tiré un autre parti de notre défaite. J'aurais obtenu quelque chose pour la France, et puis je me serais plongé dans l'oubli.... Mais laisser la France si petite, après l'avoir reçue si grande!... Quelle douleur! »

Puis il repassa tous les événements de sa vie, se jugeant avec une rare impartialité et manifestant une hauteur de vues que ne cessait d'admirer M. de Caulincourt. Son ton était solennel. Son fidèle écuyer se retira à une heure avancée de la nuit sans s'apercevoir du projet médité par Napoléon. Il commençait à prendre du repos quand il fut rappelé par l'Empereur. Celui-ci était au lit, lui serra les mains, lui remit un portefeuille et une lettre pour sa femme et son fils, lui donna un camée comme souvenir et lui dit adieu : M. de Caulincourt comprit alors de quoi il s'agissait : la vue d'un verre dans lequel il restait des traces d'un mélange lui révéla le danger que courait l'Empereur; mais celui-ci le retenant lui défendit de ne rien dire. Il avait avalé une potion d'opium qu'il avait demandée en Russie au docteur Ivan dans la crainte de tomber vivant entre les mains des Russes. Bientôt Napoléon ressentit de cruelles douleurs et fut forcé de rejeter presque toute la potion. Cette crise le sauva. Le docteur Ivan refusa de renouveler la dose et s'enfuit éperdu. Napoléon tomba dans un assoupissement qui dura plusieurs heures, mais il revint à la vie. « La Providence l'a voulu, dit-il, je vivrai. » Le matin du 12, pâle et affaibli, il reçut avec émotion le maréchal Macdonald et pour le récompenser de sa fidélité lui donna le sabre de Mourad-Bey, un de ses trophées d'Aboukir, et qu'il avait souvent porté. Bientôt le désert se fit à Fontainebleau. Sous un prétexte ou sous un autre les officiers de haut grade quittaient tour à tour le palais. Le 20 il lui fallut quitter lui-même cette résidence, autrefois témoin de sa gloire, et devenue plus illustre par ses adieux.

Il avait fait ranger la garde dans la cour du Cheval blanc. Ces soldats qui l'avaient suivi au bout de l'Europe ne purent maîtrisser leur émotion, quand ils le virent s'avancer au milieu d'eux et leur dire :

« Généraux, officiers, sous-officiers et soldats de ma vieille garde, je vous fais mes adieux : depuis vingt ans, je suis content de vous, je vous ai toujours trouvés sur le chemin de la gloire.

« Les puissances alliées ont armé toute l'Europe contre moi, une partie de l'armée a trahi ses devoirs, et la France elle-même a voulu d'autres destinées.

« Avec vous et les braves qui me sont restés fidèles j'aurais pu entretenir la guerre civile pendant trois ans; mais la France eût été malheureuse, ce qui était contraire au but que je me suis proposé.

« Soyez fidèles au nouveau roi que la France s'est choisi ; n'abandonnez pas notre chère patrie, trop longtemps malheureuse! Aimez-la toujours, aimez-la bien, cette chère patrie.

« Ne plaignez pas mon sort; je serai toujours heureux lorsque je saurai que vous l'êtes.

« J'aurais pu mourir; rien ne m'eût été plus facile; mais je suivrai toujours le chemin de l'honneur. J'ai encore à écrire ce que nous avons fait.

« Je ne puis vous embrasser tous, mais j'embrasserai votre général.... Venez, général (il serre le géral Petit dans ses bras). Qu'on m'apporte l'aigle.... (Il la baise.) Chère aigle ! Adieu, mes enfants! Mes vœux vous accompagneront toujours; conservez mon souvenir. » Presque tous les témoins de cette scène attendrissante pleuraient et Napoléon, les yeux humides, se hâta de se jeter dans sa voiture pour cacher sa vive émotion.

Jusqu'à Lyon l'Empereur ne recueillit que des témoignages de regret et d'affection. Mais dans les provinces méridionales où les passions sont si vives, où les Bourbons avaient toujours conservé d'ardents partisans et où on était plus irrité que partout ailleurs de la conscription et des droits réunis, des outrages assaillirent le grand homme, qui comprenait bien ses fautes, mais qui ne croyait pas mériter ces indignes manifestations. A Orange, à Avignon, la multitude excitée par des meneurs proféra des cris de mort. Les commissaires alliés durent faire prendre à Napoléon un déguisement. En approchant de la mer ces scènes de violence diminuèrent et la sympathie se manifesta de nouveau. Napoléon s'embarqua le 28 avril sur une frégate anglaise et descendit le 3 mai dans l'île d'Elbe, aux applaudissements d'une population heureuse d'avoir pour maître un si grand souverain.

Un îlot de quelques kilomètres carrés était donc maintenant tout l'empire de l'homme qui, pendant quinze ans, avait régné sur la moitié de l'Europe! Quelques serviteurs le suivaient dans son exil : Bertrand, Drouot, Cambronne, et environ 400 hommes de la vieille garde.



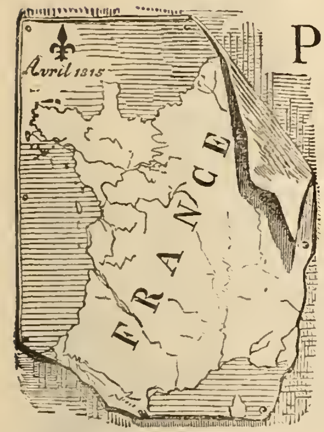
L'île d'Elbe.



CHAPITRE LXXX.

LA PREMIÈRE RESTAURATION ET LES CENT JOURS.

§ 1. LA PREMIÈRE RESTAURATION. (AVRIL 1814-MARS 1815.)



PENDANT que le grand exilé traversait la France, exposé à une tentative d'assassinat, et, dans le Midi, à des insultes, M. de Talleyrand, le vrai chef du gouvernement provisoire, signait, le 23 avril, une convention désastreuse qui réduisait la France à ses frontières du 1er janvier 1792, et livrait aux alliés 53 places fortes, 13 000 bouches à feu, l'immense matériel que nous avions accumulé, 30 vaisseaux et 12 frégates. Les alliés se réjouirent plus de cette convention que des basses flatteries dont on les entourait, et riaient probablement entre eux de leur magnanimité qui ne faisait aucun tort à leurs intérêts.

Le jour même où Napoléon quittait Fontainebleau, Louis XVIII quittait sa résidense de Hartwell, près de Londres, et le 24 avril débarquait à Calais. Le mot fabriqué pour le comte d'Artois: « Messieurs, il n'y a en France qu'un Français de plus » aurait dû être celui de tous les Bourbons, car il fallait à tout prix attirer quelque popularité sur ces princes depuis vingt-quatre ans étrangers au pays, qui devaient leur fortune à nos désastres et tenaient leur pouvoir de nos ennemis. Mais le nouveau monarque qui s'intitulait « roi par la grâce de Dieu » sans faire mention de la volonté nationale, qui déchirait le drapeau tricolore pour le drapeau blanc que nos soldats ne connaissaient plus; qui enfin datait son avénement de la mort de son neveu Louis XVII, et appelait 1814 la dix-neuvième année de son règne, était peu disposé à faire des concessions. L'empereur Alexandre n'aimait pas les Bourbons et comprenait que les révolutions de la France ne seraient finies, la paix de l'Europe assurée que par des institutions libérales et fortes qui rendissent le retour de l'ancien régime impossible. Il soutint les propositions constitutionnelles rédigées par M. de Talleyrand et par une commission de sénateurs et de députés. Le roi fut obligé de faire, le 2 mai, à Saint-Ouen, avant d'entrer à Paris, une déclaration qui promettait un gouvernement représentatif et le maintien des premières conquêtes de la Révolution.


Le maréchal Berthier.

Louis XVIII fit son entrée à Paris le 3 mai. La garde nationale et quelques bataillons de la garde impériale formaient la haie sur son passage, mais on voyait à l'air triste de ces vieux grognards qu'ils obéissaient à une consigne militaire et qu'ils ne s'associaient pas à la joie que bien des gens, de peu de mémoire, témoignaient à la vue du cortége. Ils n'étaient pas peu scandalisés de voir les maréchaux escorter la voiture de Louis XVIII et les livrées de l'Empereur servir au triomphe du roi. Berthier, le chef d'état-major de Napoléon, qui avait suivi l'Empereur dans toutes ses campagnes et qui ne le quittait ni jour ni nuit, Berthier escortait Louis XVIII. « Aussi, dit le duc de Rovigo, Savary, le peuple, qui a plus qu'on ne pense le sentiment des convenances, ne ménage pas Berthier ! j'entends à diverses reprises la foule lui crier : A l'île d'Elbe, à l'île d'Elbe ! » M. de Fontanes, l'orateur officiel sous l'Empire, qui avait célébré tant de fois les entrées triomphales de Napoléon dans les capitales de l'Europe, félicita Louis XVIII ramené dans sa capitale par les armées étrangères. La journée fut belle pour le vieux roi, mais bien triste pour l'humanité.

Louis XVIII se hâta de composer un ministère,

M. Dambray eut la justice, de Talleyrand les affaires étrangères, l'abbé de Montesquieu l'intérieur. On lui fit prendre pour secrétaire général un jeune écrivain protestant, M. Guizot, qui débuta ainsi dans la carrière politique. On prit pour ministre de la guerre le général Dupont, dont le nom se rattachait à notre premier revers, la capitulation de Baylen, et qui crut, en acceptant ce poste, faire taire les remords qu'il avait conçus le jour où il avait perdu ses soldats à Baylen. Un homme estimable, le baron Louis, eut les finances et M. Malouet la marine. Le comte Beugnot fut chargé de la police et M. Ferrand des postes. Mais tous les ministres étaient sinon en droit, du moins en fait, subordonnés au ministre de la maison du roi, M. de Blacas, favori de Louis XVIII, sans les avis duquel on ne pouvait rien décider.

Après bien des discussions, et grâce à la pression que M. de Talleyrand, soutenu par Alexandre, exerça sur le gouvernsment, la déclaration de Saint-Ouen fut remplacée pa la Charte constitutionnelle, arrêtée le 27 mai et *octroyée* le 4 juin.

En voici les principes :

Une royauté héréditaire;

Deux Chambres: l'une élue, l'autre, celle des pairs, composée par le roi, toutes deux ayant le vote de l'impôt et la discussion des lois;

La liberté publique et individuelle, la liberté de la presse et des cultes;



Enterrement de Mlle Raucourt (janvier 1815). (Page 409, col. 2.)

L'inviolabilité des propriétés, même celle des biens nationaux vendus;

La responsabilité des ministres ;

L'inamovibilité des juges ;

La garantie de la dette publique; le maintien des pensions, grades, honneurs militaires de l'ancienne et de la nouvelle noblesse et celui de la Légion d'honneur, dont la croix porterait l'effigie de Henri IV, au lieu de celle de Napoléon ;

La libre admissibilité de tous les Français à tous les emplois civils et militaires ;

Le maintien des grandes institutions de l'Empire : le conseil d'État, la Cour de cassation, la Cour des comptes, l'Université.

L'empereur Alexandre n'avait pas voulu s'éloigner que l'acte constitutionnel ne fût rédigé. Quand il le sut adopté, lui et ses alliés signèrent la paix, sur les bases acceptées par M. de Talleyrand le 23 avril, et l'évacuation de la France par les troupes ennemies commença (30 mai 1814).

Louis XVIII n'était pas un de ces monarques qui imposent. Affligé d'un embonpoint déjà incommode à soixante ans, et de plus goutteux, il marchait avec peine, appuyé sur une canne. Il portait un habit bleu avec d'anciennes épaulettes de général, ce qui ne lui donnait pas un air plus martial, un petit chapeau de forme anglaise et des guêtres de velours rouge enveloppant en entier ses jambes infirmes. Le peuple, habitué à voir Napoléon si vif, si alerte, courant à cheval sur le front de ses troupes, n'était point fasciné par ce vieux roi qui passait tranquillement des revues du haut de son balcon. Louis XVIII avait de l'esprit, il sauvait sa posi-

tion par quelques bons mots, mais, loin de se rendre populaire, il se discrédita par ses actes.

La Charte satisfaisait la classe moyenne. Puisque l'empire était tombé, on se consolait de la gloire et de la puissance perdues, par l'espoir d'avoir au moins trouvé du repos et de la liberté; mais avec les Bourbons étaient revenus les émigrés, qui menacèrent les intérêts nouveaux créés par la Révolution. On inquiéta les possesseurs de biens nationaux. On ne respecta ni la liberté des cultes, ni la tolérance religieuse; une loi, malgré une vive opposition, rétablit la censure; on rendit des honneurs publics à la mémoire de Georges Cadoudal, dont le père fut anobli, et de Moreau, notoirement coupables, l'un d'une tentative d'assassinat, l'autre de trahison. Le roi signait ses ordonnances de la vieille formule de Louis XIV : « Car tel est notre plaisir. » Les grades, les honneurs étaient prodigués aux émigrés, tandis que 14 000 officiers, qui avaient gagné leurs épaulettes en face de l'ennemi, étaient renvoyés en demi-solde. Les soldats de l'armée de Condé, des hommes même qui n'avaient jamais porté l'épée devenaient généraux. Les officiers de marine rentraient avec le grade immédiatement supérieur à celui qu'ils avaient le jour de l'émigration; ceux qu avaient servi sur les flottes britanniques conservaient le rang que l'amirauté anglaise leur avait donné. Les campagnes de guerre faites contre la France leur comptaient pour la retraite (ordonnance du 25 mai).

On revit des gardes du corps, des Suisses, des gardes de Monsieur. Et, afin de trouver de l'argent pour



Retour de l'île d'Elbe (mars 1815). (Page 410, col. 1.)

payer ces gardes inutiles, on proposa de supprimer les asiles ouverts par Napoléon aux filles des membres de la Légion d'honneur. Cette loi excita une vive indignation. Le duc de Tarente, Macdonald, déclara que les anciens chefs de l'armée n'abandonneraient jamais les enfants de leurs compagnons d'armes, et qu'ils étaient prêts, s'il le fallait, à fournir les quarante mille francs qui servaient de prétexte à leur expulsion. Un grand nombre de députés se joignirent au duc de Tarente, et le ministère fut obligé de retirer la loi.

Les Tuileries regorgèrent bientôt d'aumôniers, de chapelains, de confesseurs et d'ecclésiastiques de toute sorte; on ne s'entretenait que des messes et des saluts auxquels la famille royale et la Cour avaient assisté. On rétablissait la procession du vœu de Louis XIII. Une ordonnance de police du 11 novembre frappait d'une amende tous les ouvriers qui se seraient permis de travailler le dimanche, et tous les aubergistes, maîtres de café, de paume, de billard, de guinguette, qui auraient ouvert leurs maisons avant midi. Une autre ordonnance qui, dans son préambule, rappelait naïvement celles de 1702 et de 1720, s'occupait des dispositions de la Fête-Dieu : des tentures étaient prescrites aux particuliers, et aucune voiture ne pouvait circuler depuis huit heures du matin jusqu'à trois heures du soir.

Au mois de janvier, l'enterrement d'une actrice du Théâtre-Français fut l'occasion d'une émeute. Cette actrice, célèbre par ses talents, Mlle Raucourt tomba gravement malade. Elle demanda le curé de Saint-Roch pour l'assister dans ses derniers moments. Celui-ci refusa sous prétexte qu'il ne pouvait donner les sacrements à une excommuniée (les acteurs étaient encore

sous le coup de l'excommunication, qui, depuis, a été levée à Paris). L'actrice meurt. Le curé refuse de l'enterrer.

Les amis de la défunte conduisirent alors le cercueil directement au cimetière du Père la Chaise. Mais le peuple, instruit de tout ce qui s'était passé, fit rétrograder les voitures de deuil et les ramena à Saint-Roch. La foule enleva le cercueil et le porta au milieu du chœur. Le curé, réfugié dans la sacristie, résistait toujours, et la colère allait croissant. Des *compagnies rouges*, envoyées du château, ne purent arrêter le tumulte. Enfin, un prêtre se présenta et déclara qu'il allait officier. On récita les prières d'usage, et la foule alors, mais une foule immense, suivit le cercueil de l'actrice jusqu'au cimetière. Le clergé sous Louis XVIII voulait faire ce qu'il avait fait pour l'infortunée Adrienne Lecouvreur; mais les temps étaient changés.

Le maréchal Soult qui, le dernier, avait déposé les armes et livré la belle bataille de Toulouse, alors que Paris s'était rendu, le maréchal Soult, pour faire oublier ses véritables titres de gloire, manifesta auprès du gouvernement nouveau le plus grand empressement. Il proposa d'élever un monument sur la presqu'île de Quiberon, à ces émigrés qui avaient porté les armes contre leur patrie. Cette proposition lui valut le portefeuille de ministre de la guerre qu'on ôta à Dupont, déjà discrédité. La Cour redoutait l'armée; Soult, un des enfants de cette glorieuse armée, enleva à une foule d'officiers leurs dotations, les réduisit à la demi-solde, les interna dans des villes de province, et pour une lettre écrite par Excelmans à Murat, fit traduire cet illustre général devant un conseil de guerre, qui plus juste, l'acquitta à l'unanimité Il introduisit des aumôniers dans les régiments, ce qui était bien; mais eut le tort d'obliger les soldats à assister à la messe.

Toutes ces mesures, dont quelques-unes étaient fort contestables, indignaient le peuple et l'armée, habitués à d'autres errements. Les Bourbons s'efforçaient de remonter le courant du siècle et voulaient ramener la France à l'ancien régime. En dix mois ils s'étaient usés. On commençait à se dire que cela ne pouvait durer : on les accusait de n'avoir rien oublié ni rien appris; les regards se tournaient vers l'île d'Elbe où se trouvait le génie incarné de la Révolution. Napoléon comprit bientôt qu'on l'appelait : il arriva.

§ 2. RETOUR DE L'ILE D'ELBE (MARS 1815).

L'Empereur n'avait pas tardé à trouver son île bien étroite. Elle comptait 17 000 habitants et ne donnait que 452 000 francs de revenus. Napoléon cependant agissait comme s'il était résigné à son tort. Il avait nommé Drouot gouverneur de l'île et s'était entouré d'officiers comme un vrai souverain. Ne pouvant supporter le repos, il s'occupait de faire construire des remparts, des batteries, un palais, visitait les ports de l'île, cherchait à accroître les ressources de son domaine. Il présidait son conseil et surveillait ses ouvriers en costume militaire, en souliers à boucles et bas de soie. Il voulait organiser un observatoire, un cabinet de chimie, une bibliothèque. Il avait demandé à Monge, Berthollet, Laplace, des plans et des projets Toute l'Europe le croyait décidément devenu un souverain bourgeois, mais elle le craignait toujours et parfois il était question de l'enlever de son île.

Napoléon écoutait tous les bruits qui lui arrivaient de France. Il voyait les Bourbons accumuler les fautes, et leur impopularité grandir. Menacé d'être enlevé dans son île pour être jeté sur quelque rocher plus solitaire, il préféra tenter encore une fois la fortune.

« Je n'avais pas de correspondances, a-t-il dit lui-même, pas de comités affidés en France. J'ai lu le *Moniteur*, le discours de M. Ferrand sur la ligne droite et la ligne courbe, les journaux, les pamphlets; et je suis venu, les mains dans mes poches. J'avais vu qu'on rétablissait les gardes du corps, les gardes de la porte, les Cent-Suisses, et qu'on parlait incessamment du retour de la dîme et de la restitution des biens du clergé; je me suis dit que je convenais mieux à la France que tout cela, et je suis parti. »

Il s'embarqua avec quelques centaines d'hommes, et, échappant aux croisières anglaises, comme autrefois à son retour d'Égypte, il aborda près de Cannes, dans le département du Var. Aussitôt il lança une des plus éloquentes proclamations qu'il ait jamais écrites :

« Soldats ! nous n'avons pas été vaincus ! Deux hommes sortis de nos rangs ont trahi nos lauriers, leur pays, leur prince, leur bienfaiteur.

« Ceux que nous avons vus pendant vingt-cinq ans parcourir toute l'Europe pour nous susciter des ennemis, qui ont passé leur vie à combattre contre nous dans les rangs des armées étrangères, en maudissant notre belle France, prétendraient-ils commander et enchaîner nos aigles, eux qui n'ont jamais pu en soutenir les regards ? Souffrirons-nous qu'ils héritent du fruit de nos glorieux travaux ? qu'ils s'emparent de nos honneurs, de nos biens ; qu'ils calomnient notre gloire? Si leur règne durait, tout serait perdu, même le souvenir de ces immortelles journées !

« Soldats ! dans mon exil j'ai entendu votre voix, je suis arrivé à travers toutes les obstacles et tous les périls.

« Votre général, appelé au trône par le choix du peuple et élevé sur vos pavois, vous est rendu : venez le rejoindre.

« Arrachez ces couleurs que la nation a proscrites et qui, pendant vingt-cinq ans, servirent de ralliement à tous les ennemis de la France. Arborez cette cocarde tricolore, vous la portiez dans nos grandes journées.

« Nous devons oublier que nous avons été les maîtres des nations; mais nous ne devons pas souffrir qu'aucune se mêle de nos affaires. Qui prétendrait être maître chez nous? Qui en aurait le pouvoir? Reprenez ces aigles que vous aviez à Ulm, à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, à Tudela, à Eckmulh, à Essling, à Wagram, à Smolensk, à la Moskowa, à Lutzen, à Montmirail. Pensez-vous que cette poignée de Français, aujourd'hui si arrogante, puisse en soutenir la vue? Ils retourneront d'où ils viennent, et là, s'ils le veulent, ils régneront comme ils prétendent avoir régné *depuis dix-neuf ans*.

« Vos biens, vos rangs, votre gloire, les biens, les rangs et la gloire de vos enfants n'ont pas de plus grands ennemis que ces princes que les étrangers vous ont imposés ; ils sont les ennemis de notre gloire, puisque le récit de tant d'actions héroïques qui ont illustré le peuple français, combattant contre eux pour se soustraire à leur joug, est leur condamnation.

« Soldats ! venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef. Son existence ne se compose que de la vôtre ; ses droits ne sont que ceux du peuple et les

vôtres; son intérêt, son honneur, sa gloire ne sont autres que votre intérêt, votre honneur, votre gloire. La victoire marchera au pas de charge : l'aigle avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame : alors vous pourrez montrer avec honneur vos cicatrices, alors vouz pourrez vous vanter de ce que vous avez fait; vous serez les libérateurs de la patrie.

« Dans votre vieillesse, entourés et considérés de vos concitoyens, ils vous entendront avec respect raconter vos hauts faits. Vous pourrez dire avec orgueil : Et moi aussi je faisais partie de cette grande armée qui est entrée deux fois dans les murs de Vienne, dans ceux de Rome, de Berlin, de Madrid, de Moscou, qui a délivré Paris de la souillure que la trahison et la présence de l'ennemi y ont empreinte. Honneur à ces braves soldats, la gloire de la patrie; et honte éternelle aux Français criminels, dans quelque rang que la fortune les ait fait naître, qui combattirent vingt-cinq ans avec l'étranger pour déchirer le sein de la patrie ! »

Golfe Juan, le 1er mars 1815.

De Cannes à Grenoble, la petite troupe ne rencontra pas un obstacle. « Citoyens, disait l'Empereur aux paysans, je compte sur le peuple, parce que je suis l'homme du peuple. » Il avouait franchement qu'il s'était trompé en voulant donner à la France l'empire du monde, ne parlait que de paix et de liberté, promettait une constitution et des garanties. Près de Grenoble, les 40 hommes d'avant-garde du général Cambronne se rencontrèrent avec l'avant-garde d'une division de 6000 hommes de troupes de ligne qui venait de Grenoble pour arrêter leur marche. Le général Cambronne voulut parlementer avec les avant-postes : on lui répondit qu'il y avait défense de communiquer.

L'Empereur, instruit de cette circonstance, se porta au-devant de ces troupes et envoya un officier d'ordonnance pour leur faire connaître la nouvelle de son arrivée; mais cet officier ne pouvait se faire entendre; on lui opposait toujours la défense qui avait été faite de communiquer. L'Empereur mit pied à terre et alla droit au premier bataillon, suivi de la garde portant l'arme sous le bras. Il se fit reconnaître, et dit que le premier soldat qui voudrait tuer son Empereur, le pouvait. Le cri unanime de *Vive l'Empereur!* fut leur réponse. La garde et les soldats s'embrassèrent. Les soldats arrachèrent sur-le-champ leur cocarde blanche et prirent avec enthousiasme, et la larme à l'œil, la cocarde tricolore. Lorsqu'ils furent rangés en bataille, l'Empereur leur dit : « Je viens avec une poignée de braves, parce que je compte sur le peuple et sur vous : le trône des Bourbons est illégitime, puisqu'il n'a pas été élevé par la nation ; il est contraire à la volonté nationale, puisqu'il est contraire aux intérêts de notre pays et qu'il n'existe que dans l'intérêt de quelques familles. »

Le bataillon du 5e de ligne demanda à marcher sur la division qui couvrait Grenoble. On se mit en marche au milieu de la foule d'habitants qui s'augmentait à chaque moment.

Si fatigué que fût l'Empereur, il voulut entrer le soir même dans Grenoble. Entre Vizille et Grenoble, le jeune adjudant-major du 7e de ligne vint annoncer que le colonel Labédoyère, profondément navré du déshonneur qui couvrait la France et déterminé par les plus nobles sentiments, s'était détaché de la division de Grenoble et venait avec le régiment, au pas accéléré, à la rencontre de l'Empereur. Une demi-heure après ce régiment vint doubler la force des troupes impériales : à 9 heures du soir, l'Empereur fit son entrée dans les faubourgs de la ville.

On avait fait replier les troupes dans Grenoble, et les portes de cette ville étaient fermées. Les remparts étaient couverts par le 3e régiment du génie de 2000 sapeurs, tous vieux soldats couverts d'honorables blessures, par le 4e d'artillerie de ligne, ce même régiment où, vingt-cinq ans auparavant, l'Empereur avait été fait capitaine; par les deux autres bataillons du 5e de ligne; par le 11e de ligne et les hussards du 4e.

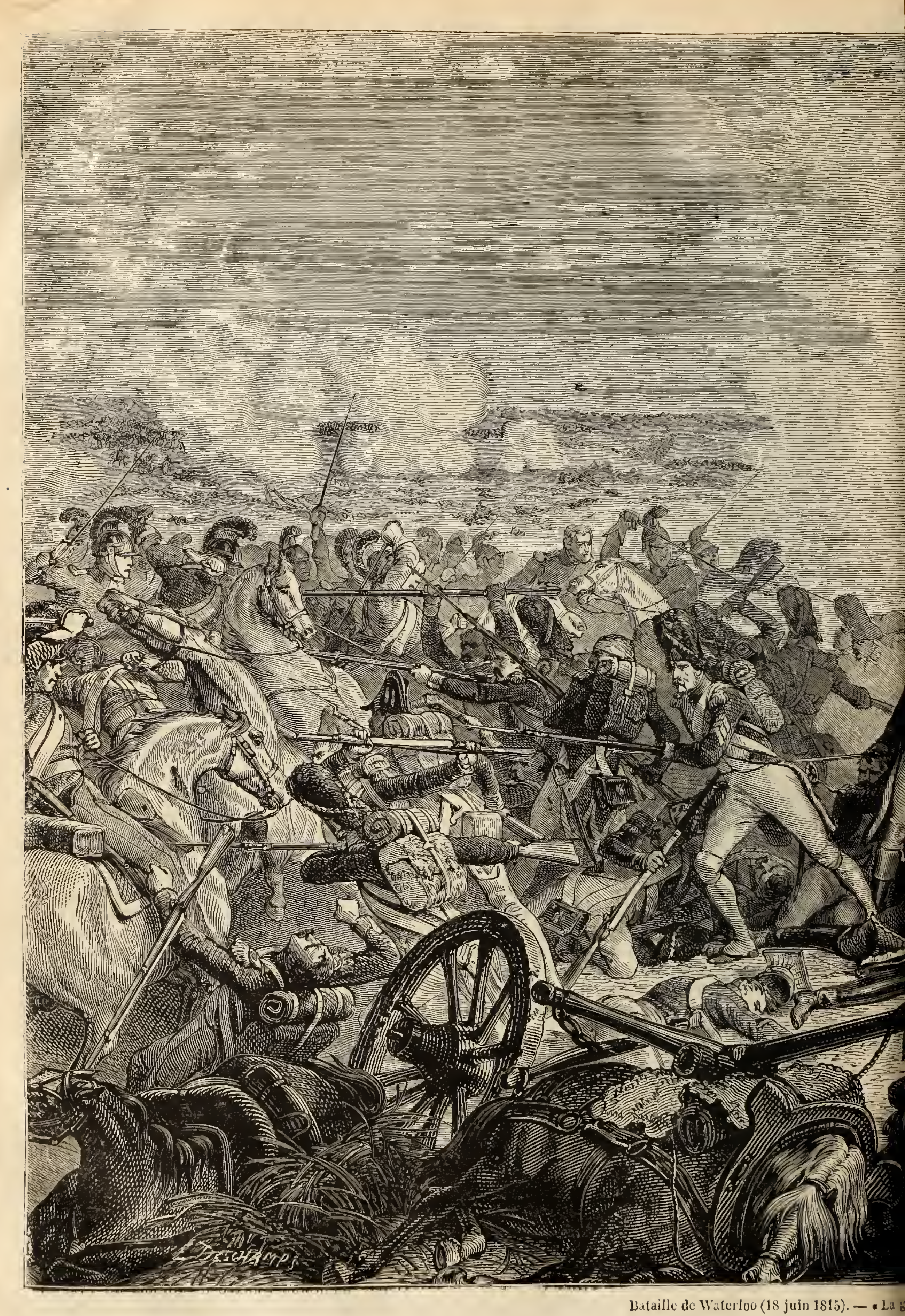
La garde nationale et la population entière de Grenoble étaient placées derrière la garnison, et tous faisaient retentir l'air des cris de *Vive l'Empereur!* On enfonça les portes, et, à dix heures du soir, l'Empereur entra dans Grenoble au milieu d'une armée et d'un peuple animés du plus vif enthousiasme.

Dès lors la route ne fut qu'un triomphe. A Lyon, où il arriva le 10, même accueil : il n'y resta que jusqu'au 13, et y reprit l'exercice du pouvoir souverain. Ney, parti de Paris tout dévoué au roi, vit ses régiments céder à l'entraînement universel, et vint lui-même rejoindre à Auxerre son ancien chef. Le 20 mars, Napoléon rentrait aux Tuileries, que Louis XVIII avait quittées la veille. Pas un coup de fusil n'était parti pour défendre les Bourbons, pas une goutte de sang n'avait été versée pour le rétablissement de l'Empire : cette révolution inouïe ne sortait pas d'un complot, mais d'une conspiration universelle.

§ 3. LES CENT JOURS (20 MARS-20 JUIN 1815).

Les événements accomplis depuis une année avaient appris à Napoléon qu'il avait laissé en dehors de son gouvernement une des forces vives de la France : l'esprit de liberté. Cette force, il voulut la ressaisir; et, pour donner un gage aux libéraux, il confia le ministère de l'intérieur à Carnot, républicain intègre. En même temps il supprimait les titres de noblesse féodale, brisait les entraves de la presse, rendait la nomination des maires à l'élection. Il disait à Benjamin Constant : « Je ne suis pas seulement, comme on l'a dit, l'empereur des soldats; je suis celui des paysans, des plébéiens, de la France. Aussi, malgré tout le passé, vous voyez le peuple revenir à moi. Il y a sympathie entre nous, parce que je suis sorti de ses rangs; ce n'est pas comme avec les privilégiés.... Mais je ne veux pas être le roi d'une jacquerie. S'il y a des moyens de gouverner avec une constitution, à la bonne heure !... Voyez donc ce qui vous semble possible; apportez-moi vos idées. Des discussions publiques, des élections libres, des ministres responsables, la liberté de la presse, je veux tout cela.... Je ne hais point la liberté. Je l'ai écartée lorsqu'elle obstruait ma route; mais j'ai été nourri dans ses pensées; mais je vieillis : on n'est plus à quarante-cinq ans ce qu'on était à trente. Le repos d'un roi constitutionnel peut me convenir. Il conviendra plus sûrement encore à mon fils. »

L'Acte additionnel aux constitutions de l'Empire, qui renferme les principales dispositions de la Charte : deux Chambres, l'une héréditaire, l'autre élective, la



Bataille de Waterloo (18 juin 1815). — « La g



… et ne se rend pas. » (Page 416, col. 2.)

liberté de la presse, etc., fut promulgué dans l'assemblée solennelle du Champ de mai (26 mai). Soumis à la sanction du peuple, il avait réuni 1 500 000 oui contre 4206 non. Au Champ de mai, on avait réuni des députations de tous les départements. L'Empereur, après la proclamation de l'Acte additionnel, s'adressa à ces députations : « Français, vous allez retourner dans vos départements; dites aux citoyens que les circonstances sont grandes; qu'avec de l'union, de l'énergie et de la persévérance, nous sortirons victorieux de cette lutte d'un grand peuple contre ses oppresseurs; que les générations à venir scruteront sévèrement notre conduite; qu'une nation a tout perdu, quand elle a perdu l'indépendance. Dites-leur que les rois étrangers que j'ai élevés sur le trône, ou qui me doivent la conservation de leur couronne, qui tous, au temps de ma prospérité, ont brigué mon alliance et la protection du peuple français, dirigent aujourd'hui tous leurs coups contre ma personne. Si je ne voyais que c'est à la patrie qu'ils en veulent, je mettrais à leur merci cette existence contre laquelle ils se montrent si acharnés. »

On allait, en effet, avoir l'Europe à combattre, et, outre la guerre étrangère, la guerre civile : les royalistes prenaient les armes dans la Vendée. Napoléon, cependant, s'était empressé d'écrire à tous les souverains la lettre suivante : « Monsieur mon frère, vous aurez appris dans le cours du mois dernier mon retour sur les côtes de France, mon entrée à Paris et le départ des Bourbons. La véritable nature de ces événements doit être maintenant connue de Votre Majesté; ils sont l'ouvrage d'une irrésistible puissance, l'ouvrage de la volonté unanime d'une grande nation, qui connaît ses devoirs et ses droits. La dynastie que la force avait rendue au peuple français, n'était point faite pour lui. Les Bourbons n'ont voulu s'associer ni à ses sentiments, ni à ses mœurs. La France a dû se séparer d'eux; sa voix appelait un libérateur. L'attente qui m'avait décidé au plus grand des sacrifices avait été trompée. Je suis venu; et, du point où j'ai touché au rivage, l'amour de mes peuples m'a porté jusqu'au sein de ma capitale. Le premier besoin de mon cœur est de payer tant d'affection par le maintien d'une honorable tranquillité.

« Après avoir présenté au monde, écrivait l'Empereur ainsi transformé, le spectacle des grands combats, il sera doux de ne connaître désormais que la lutte sainte de la félicité des peuples. Si tels sont, comme j'en ai l'heureuse confiance, les sentiments personnels de Votre Majesté, le calme général est assuré pour longtemps, et la justice, assise aux confins des États, suffit seule pour en garder les frontières. » (4 avril.)

Mais ce noble langage ne pouvait être compris des souverains alliés. Réunis alors en congrès, à Vienne, pour se partager les peuples, ils déclarèrent que « Napoléon s'était placé hors des relations civiles et sociales, et que, comme ennemi et perturbateur du repos du monde, il était livré à la vindicte publique. » Ainsi, on mettait l'Empereur hors la loi, et non-seulement l'Empereur, mais la France. « Marchons, disaient-ils, pour partager cette terre impie. Il faut exterminer cette bande de brigands qu'on appelle l'armée française. Le monde ne peut rester en repos tant qu'il restera un peuple français. Qu'on le change en peuple de Bourgogne, de Neustrie, d'Aquitaine, etc., ils se déchireront entre eux, mais le monde sera tranquille pour des siècles. » Et Blücher promettait aux étudiants prussiens de faire pendre Napoléon.

C'étaient les paroles de Brunswick lors de la première coalition; et elles excitèrent dans nos provinces de l'est un élan presque égal à celui de 1792. Bourgeois, ouvriers, paysans, offrirent leurs bras. Des fédérations eurent lieu dans plusieurs provinces. La Bretagne en donna le signal. Les fédérés se mettaient à la disposition du gouvernement; mais Napoléon, génie d'ordre, n'aimait pas les forces révolutionnaires. Ceux qui voulurent entrer dans les régiments et se placer sous la loi militaire furent acceptés; le reste ne reçut que peu d'armes : il y avait d'ailleurs dans une partie du pays une lassitude extrême, et dans les régions officielles bien des défiances. La Chambre des représentants montrait une opposition qui blessait Napoléon. « On veut, disait-il, enchaîner le vieux bras de l'empereur; on me pousse dans une voie qui n'est pas la mienne. » Il sentait en lui-même un grand abattement d'esprit; il ne croyait plus à sa fortune : « J'avais, dit-il, l'instinct d'une issue malheureuse. » Il n'en déployait pas moins toute son activité; il travaillait seize heures sur vingt-quatre En cinquante jours, une armée de ligne de 182 000 hommes fut organisée. Une autre de 200 000 gardes nationaux mobiles fut préparée pour la défense des places, et la réserve de l'armée active.

Paris et ses environs retentissaient du bruit de la guerre, du passage continuel de pièces d'artillerie, de fourgons chargés d'armes, de compagnies allant rejoindre leurs corps. « Bien d'autres travaux d'organisation militaire commençaient, au même moment, sur tous les points de la France; mais Vincennes, Courbevoie, Saint-Denis, Paris étaient comme de premières usines de guerre, et comme de premiers camps de manœuvres, où tout frappait les yeux des préparatifs, et du prochain mouvement de la défense et de l'attaque. La propagande militaire se mêlait à l'activité de l'armement. Sans cesse, dans les quartiers les plus populeux et les plus pauvres, dans les faubourgs Saint-Antoine, Saint-Martin, Saint-Denis, on voyait çà et là quelque soldat de la vieille garde, quelque revenant de l'île d'Elbe, avec son costume aimé du peuple, ses chevrons, sa croix, son teint bronzé du soleil, amassant une foule autour de lui et l'intéressant à ses récits de marche et de combats, et à ses exhortations de fraterniser tous, soldats et ouvriers, pour la défense de la patrie et de l'Empereur. » (Villemain, *Souvenirs contemporains.*)

Les alliés n'avaient pas eu besoin de tant d'efforts : leurs troupes étaient prêtes à entrer en campagne. L'Autriche dirigea vers le Rhin et les Alpes 300 000 Allemands; 170 000 Russes devaient se trouver à Nuremberg vers la mi-juin, à Mayence le 1er juillet. Déjà se trouvaient en Belgique 95 000 Anglo-Hollandais (il n'y avait dans cette armée que 32 700 Anglais), sous Wellington, général méthodique, à qui les grandes inspirations manquaient, mais qui ne livrait rien au hasard, et 124 000 Prussiens, sous Blücher, impétueux vieillard que ses soldats appelaient le Maréchal-en-Avant. Il avait dû pourtant les mener bien des fois en arrière; mais il venait de les conduire de l'Oder sur la Seine, et il allait les y ramener. On attendait l'arrivée des Russes en ligne pour commencer les opérations.

§ 4. BATAILLE DE WATERLOO (18 JUIN 1815).

L'Empereur se décida à prévenir l'ennemi, l'offensive lui paraissant plus conforme au génie de notre nation : surtout il lui répugnait de livrer au ravage les provinces de l'est et du nord, qui se montraient si dévouées à sa cause, si ardentes de patriotisme. D'ailleurs une grande victoire en Belgique pouvait changer bien des choses. « Soldats ! dit-il en terminant sa proclamation aux troupes, pour tout Français qui a du cœur, le moment est venu de vaincre ou de périr; » et il franchit la Sambre avec 129 000 hommes et 350 pièces de canon (15 juin). Il comptait surprendre les Prussiens; mais le lieutenant général Bourmont passa à l'ennemi, et Blücher, averti du péril, eut le temps de concentrer ses forces à Ligny. Les Français s'avançaient divisés en trois corps : l'aile droite, 48 000 hommes, sous le maréchal Grouchy; le centre, 28 000 hommes, sous les ordres directs de Napoléon; la gauche, 48 000 hommes, sous le maréchal Ney. La droite et le centre allaient rencontrer le front des Prussiens; la gauche aurait dû s'emparer des Quatre-Bras, afin d'arrêter les Anglais qui ne pouvaient déboucher que par là, puis se rabattre sur les Prussiens pour achever leur déroute. Mais les ordres furent donnés trop tard et ce plan ne put être exécuté qu'à demi. Les Anglais eurent le temps de s'établir en force aux Quatre-Bras, et si Ney, avec son indomptable énergie, parvint à les y contenir, sans laisser un seul d'entre eux venir en aide à Blücher, il ne put coopérer lui-même à l'attaque contre les Prussiens. L'Empereur avait engagé contre ceux-ci une action terrible. Ligny fut deux fois pris et repris. Un des lieutenants de Grouchy, le général Gérard, s'y maintint pourtant, et l'ennemi se mit en retraite, ayant fait des pertes considérables, mais n'ayant pas été détruit comme il aurait pu l'être, si le comte d'Erlon, qui commandait sous Ney, trompé par des ordres contraires, n'avait promené ses 20 000 hommes entre les Quatre-Bras et Ligny, également inutiles aux deux batailles (16 juin 1815).

Les Prussiens semblaient pour le moment rejetés sur Namur; il fallait maintenant songer aux Anglais. Napoléon marcha à eux le 17. Wellington, surpris le 16 au milieu d'un bal par la nouvelle de notre approche, avait conservé son grand sang-froid, et réparé son imprévoyance à force d'activité. Dans la journée du 16, il avait réuni 32 000 hommes aux Quatre-Bras; en quelques heures, le 17, il en rassembla 70 000 en avant du village de Waterloo, sur le plateau du Mont-Saint-Jean. Il avait longuement étudié cette position. Il la signalait un an auparavant dans ses dépêches, comme excellente pour couvrir Bruxelles du côté de la Sambre, les deux routes de Nivelles et de Charleroi se réunissant au pied de ce plateau. Il était décidé à s'y défendre à outrance.

Napoléon laisse à Grouchy 34 000 hommes avec ordre de suivre les Prussiens du côté de Namur. Lui-même, avec le reste de ses forces, se joint à Ney pour attaquer les Anglais. L'armée française ne comptait que 72 000 combattants, mais pleins d'enthousiasme. Wellington, adossé à la forêt de Soignes, dans une mauvaise position, n'ayant qu'une seule route de retraite, était perdu s'il n'était vainqueur. Il avait été convenu entre Blücher et lui que celui des deux qui se trouverait attaqué ferait une résistance désespérée, afin que l'autre pût venir à son aide. Wellington n'avait tenu sa parole qu'à moitié le jour de Ligny; Blücher tint malheureusement la sienne le jour de Waterloo. Le général anglais lui fit demander deux de ses corps; il répondit qu'il viendrait avec tous. Wellington comptait donc sur les Prussiens; mais Napoléon comptait aussi que les Prussiens, poussés vers la Meuse ou contenus par Grouchy, n'arriveraient pas.

La pluie, qui tomba par torrents toute la journée du 17 et pendant la nuit, avait fait du terrain un bourbier. On pouvait à peine manœuvrer l'artillerie. Enfin le 18, vers onze heures, le soleil parut à travers les nuages, et la bataille commença. Napoléon attaque d'abord le château de Goumont, où s'appuyait la droite de Wellington, pour attirer de ce côté les principales forces de l'ennemi et l'engager à dégarnir son centre; alors il percerait ce centre, au plateau du Mont-Saint-Jean, principal débouché de la forêt de Soignes, pour couper les Anglais de Bruxelles, et rejetterait leur droite brisée vers un pays sans route qui les mènerait dans les Flandres, loin des Prussiens et loin d'Anvers leur base d'opérations. Wellington, en effet, porte l'élite de ses troupes à la défense de Goumont, et une lutte affreuse s'y engage quatre heures durant; la position resta aux Anglais.

Pendant cette fausse attaque, Napoléon réunissait une puissante batterie de 78 pièces et dirigeait un feu épouvantable sur le Mont-Saint-Jean, puis lançait Ney sur la Haie-Sainte, hameau qui s'élève au pied du coteau. Ce mouvement réussit d'abord. La grosse artillerie du maréchal fit d'affreux ravages dans les rangs anglais. L'ennemi même s'ébranla un moment, quelques-uns s'enfuirent; il fallut que Wellington courût à eux pour les ramener au combat. A ce moment, Ney veut profiter de la panique qu'il découvre sur certains points de l'armée anglaise. Il enlève une partie de ses pièces pour les porter sur les positions mêmes de l'ennemi, qui, le feu cessant, raffermit ses lignes. Il y avait un ravin à traverser, les lourdes pièces de douze s'y engagent et gravissent avec peine la pente opposée; un régiment accourt pour les protéger; mais avant qu'il ait le temps de se former, Wellington lance deux régiments de dragons à fond de train dans le vallon. Ils coupent les traits, tuent les chevaux, sabrent les artilleurs. Ils furent à leur tour chargés et sabrés par la cavalerie française; mais un fâcheux désordre avait été produit. L'armée française avait perdu presque toute son artillerie de position. Elle n'avait plus guère que des pièces de six à opposer aux pièces anglaises, de portée et de calibre doubles.

Cependant Ney, qui avance toujours, aborde enfin la Haie-Sainte et s'en empare. Le désordre se met une seconde fois dans l'armée anglaise; les fuyards portent jusqu'à Bruxelles le bruit de la défaite de Wellington. Pour changer ce désordre en déroute, Napoléon allait lancer la garde. Soudain le canon gronde derrière nos lignes. « Est ce Grouchy ? » crie-t-on de toutes parts.

C'était Bulow qui débouchait sur la droite de l'armée française avec 30 000 Prussiens venus par Wavres quand on les croyait vers Namur, et qui envoyait ses boulets jusqu'au pied du tertre où se tenait Napoléon. L'Empereur est forcé de diriger contre lui le corps de Lobau et la garde qu'il destinait à soutenir Ney. Wellington a reconnu le secours promis; il prend l'offen-

sive du côté de la Haie-Sainte, mais notre infanterie repousse ses colonnes, nos cuirassiers les sabrent, franchissent un talus rapide et arrivent jusqu'au centre de la position anglaise. A cette vue, Ney ne peut résister à l'ardeur des siens. Toute notre cavalerie s'ébranle, même la réserve, gravit le plateau fatal et va hacher la cavalerie ennemie. Celle-ci, se repliant à droite et à gauche, démasque 60 pièces de canon qui vomissent la mort, et toute l'infanterie de Wellington formée en carrés. Nos cavaliers s'élancent sur les lignes anglaises : onze fois ils les chargent et les sabrent; plusieurs sont rompues, mais se reforment. Si notre infanterie de réserve eût été alors disponible, c'en était fait de l'armée anglaise; malheureusement cette infanterie était avec Lobau pour contenir Bulow. A sept heures, nos cavaliers sont rejetés du plateau : ils y étaient restés deux heures.

A ce moment, Napoléon peut former une colonne de quatre bataillons de la garde ; mais il est trop tard, l'artillerie anglaise a reparu sur la crête du plateau et bat la colonne en brèche à coups de canon. Les Français s'avancent calmes, l'arme au bras, sans tirer un seul coup. Deux fois l'artillerie anglaise tonne, deux fois les rangs se reforment, et la colonne continue sa marche. A la troisième seulement elle se replie : deux bataillons avaient été entièrement détruits par la mitraille. Napoléon alors appelle à lui les troupes qui occupent Goumont, les joint à celles de Ney, les enflamme par quelques paroles, et ordonne une attaque générale. Il était huit heures du soir. Nos soldats abordent l'ennemi avec un élan admirable : plusieurs carrés anglais sont entamés, anéantis; Wellington était au plus épais du feu. « Qu'ordonnez-vous? lui demanda-t-on. — Rien. — Mais vous pouvez être tué, et il est important que celui qui vous remplacera connaisse votre pensée. — Ma pensée ! je n'en ai pas d'autre que de tenir ici tant que je pourrai. » Si Wellington ne fut pas ce jour-là un grand tacticien, il mérita du moins son surnom de l'*Iron duke*, le duc de Fer.



Lobau.

Tout à coup une vive canonnade éclate à l'extrême droite de notre armée. « C'est Grouchy ! » s'écrient encore les soldats. « Ce ne peut être que Grouchy, » pensa Napoléon. C'était un troisième ennemi; c'était Blücher qui, à la tête de 36 000 Prussiens, débouchait après Bulow dans notre flanc droit. Alors nos soldats se croient trahis. Quelques-uns poussent le cri de : « Sauve qui peut ! » et la dernière armée de la France, pressée de front par ce qui restait des 90 000 hommes de Wellington, à droite par les 66 000 Prussiens de Blücher et de Bulow, tourbillonne sur elle-même, les rangs se mêlent; il n'y a bientôt plus qu'une horrible confusion.

Napoléon, désespéré, tire son épée et veut s'élancer au milieu des ennemis; il veut périr avec sa fortune. Ses généraux l'entourent et l'entraînent sur la route de Genappe. Ney, les habits troués de balles, criait aux fuyards : « Arrêtez, suivez-moi, que je vous montre comment meurt un maréchal de France ! » Mais, excepté dans cet héroïque soldat, les forces humaines étaient épuisées.

Il est plus de neuf heures; la nuit est descendue sur ce terrible champ de bataille, et on lutte encore. La vieille garde forme six carrés; cinq sont successivement détruits par un ennemi trente fois plus nombreux : un seul reste quelque temps encore debout; c'est celui de Cambronne, à la hauteur de la maison d'Écosse. Ces braves refusent de mettre bas les armes; leur chef répond à une sommation par une énergique parole, qui est devenue le mot fameux : « La garde meurt et ne se rend pas ! » (prononcé, dit-on, par le général Michel). Seuls contre toute l'armée ennemie, ils la chargent à la baïonnette, pour donner à leur chef aimé le temps d'échapper. Leur sacrifice réussit, et leur a valu une gloire immortelle.

D'autres bataillons de la garde, avec Lobau, arrêtèrent devant Planchenoit la moitié de l'armée prussienne durant une heure et demie, jusqu'à ce que l'immense cohue, abritée par leur sacrifice, se fût écoulée sur la route de Charleroi. Lobau fut pris et subit d'indignes outrages; Duhesme fut peut-être assassiné; d'autres furent égorgés en rendant leurs armes. Odieuses et lâches vengeances des Prussiens, que n'excusent pas le ressentiment de longs revers et l'orgie d'une victoire inespérée.

La bataille de Waterloo avait duré dix heures : « une journée de géants, » qui nous coûta 30 000 hommes tués, blessés ou pris, et 22 000 aux vainqueurs : 72 000 Français y avaient lutté contre 156 000 ennemis, et virent deux fois la victoire s'échapper de leurs mains.

Telle fut cette campagne de quatre jours.

Sans les retards du 15 et les désertions qui donnèrent l'éveil à Blücher, les alliés surpris éprouvaient un irrémédiable désastre.

Si, le 16, le corps de d'Erlon avait pu agir, les Prussiens étaient écrasés à Ligny, ou les Anglais aux Quatre-Bras.

Si les Prussiens n'avaient pu se réunir, le 18, à Wellington, les Anglais étaient écrasés à Waterloo.

La retraite fut désastreuse comme celles de Leipsick et de Moscou; rien n'avait été préparé pour un revers : tout le matériel fut perdu. De Laon, où l'armée

commença à se rallier, Napoléon partit pour Paris. Il entra dans la capitale à minuit, et s'établit à l'Elysée. Il comptait sur le patriotisme des Chambres. « Qu'on me seconde, disait-il, et rien n'est perdu. » Mais Fouché, ministre de la police, fit courir le bruit que l'Empereur méditait un 18 brumaire, et la Chambre des représentants, sur la motion de la Fayette, proclama la patrie en danger, appela la garde nationale à sa défense, et déclara coupable de trahison quiconque tenterait de la dissoudre.

Napoléon, stupéfait de cette attaque, essaya de rassurer les députés et fit appel à la concorde. « Je ne vois qu'un homme entre la paix et nous, dit la Fayette, nous avons assez fait pour lui : notre devoir est de sauver la patrie. » Un message fut envoyé à l'Empereur pour lui demander son abdication. Napoléon s'y résigna : « Français, dit-il, je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France ; ma vie politique est terminée ; je proclame mon fils, Napoléon II, empereur des Français. »

L'assemblée accepta cette déclaration. Mais beaucoup repoussaient déjà Napoléon II et voulaient revenir aux Bourbons. A ce sujet, à la Chambre des pairs, eurent lieu les débats les plus violents. Le jeune Labédoyère, témoin de l'égoïsme le plus profond chez des hommes comblés de faveurs par Napoléon, ne put maîtriser son indignation et l'exhala avec une éloquence demeurée célèbre.



Adieux de Napoléon à sa famille (29 juin 1815). (Page 418, col. 2.)

« Jamais, » dit M. Villemain qui assista à cette séance fameuse tenue pendant la nuit, « jamais on n'a vu les traits d'une physionomie plus régulière et plus noble, altérés, bouleversés par une passion plus véhémente que celle qui agitait en ce moment le jeune général de Labédoyère. A peine âgé de trente ans, sa taille élégante, ses mouvements faciles avaient toute la vivacité de la première jeunesse. Son front très-découvert, presque dégarni de cheveux, était haut et poli, mais chargé d'une sombre irritation ; et ses yeux bleus étincelaient de colère. On sentait une nature généreuse et douce emportée par la douleur, et troublée de la violence qu'elle se faisait elle-même : « Laissez-moi redire « d'abord, s'écrie-t-il impétueusement, ce que j'ai dit « ce matin, et ce qui est plus vrai et plus indignement « démontré à chaque heure, à chaque minute de cette « fatale journée. Napoléon a abdiqué pour son fils ; son « abdication est une et indivisible. Si son fils n'est pas « reconnu, n'est pas couronné, je dis que Napoléon « n'a pas abdiqué : sa déclaration est nulle, de toute « nullité, comme la condition qu'il y a mise. Je le sais, « je le vois, les hommes qui rampaient à ses pieds, « durant sa prospérité, les mêmes vont s'élever contre « son fils, enfant captif, privé d'un si grand défenseur. « Mais il en est d'autres qui resteront fidèles à tous les « deux.

« Il y a des hommes dans les Chambres françaises « impatients de voir ici les ennemis, qu'ils nommeront « bientôt les alliés. Si ces hommes-là, et ils en sont « bien dignes, rejettent Napoléon II, l'Empereur n'a

« plus qu'à tirer de nouveau l'épée, et à s'entourer de « ces braves, qui, tout couverts de blessures, l'atten- « dent encore avec le cri de : Vive l'Empereur ! — Et « quand vous verrez cela, n'accusez pas la guerre ci- « vile : c'est vous qui l'aurez faite par vos parjures len- « teurs ! Faudrait-il donc que le sang français n'ait de « nouveau coulé que pour nous faire passer une seconde « fois sous le joug étranger, que pour nous faire cour- « ber la tête sous un gouvernement avili par sa défaite « et par sa victoire, et pour montrer à tous les yeux nos « braves guerriers abreuvés d'amertumes et d'humi- « liations, punis de leurs sacrifices, de leurs blessures « et de leur gloire. »

« Puis avec un mouvement indicible, lançant ses regards, son geste et toute sa colère sur un des côtés de la Chambre : « L'Empereur, dit-il, sera peut-être en- « core trahi, il y a peut-être de vils généraux qui, à ce « moment même, projettent de l'abandonner. Qu'im- « porte ? l'Empereur se doit à la nation et peut tout « avec elle. Il retrouvera, pour le défendre, des cœurs « plus jeunes et qui ne s'engagent qu'une fois.

« Portez des lois qui déshonorent la trahison. Si le « nom du traître est maudit, sa maison rasée, sa fa- « mille proscrite, alors plus de traîtres, plus de ces « lâches manœuvres qui ont amené la catastrophe der- « nière, et dont peut-être les complices, ou même les « auteurs siégent ici. »

« A ces paroles incroyables, arrachées par le désespoir, un orage de murmures et de cris d'indignation éclate de toutes parts : « Écoutez-moi ! » s'écrie plus impérieusement le malheureux jeune homme, puis proférant un blasphème militaire : « Est-il donc décrété, « ose-t-il dire, qu'on ne supportera jamais dans cette « enceinte que des voix serviles et basses ? » Mais la colère de l'Assemblée croissait, comme le délire de l'orateur.

« Vous écouter, c'est ce que je ne veux pas, » dit d'une voix forte un vieux général. « Vous croyez être « dans un corps de garde, » s'écrie M. de Lameth. Puis, du milieu d'un tonnerre de bruits improbateurs, une voix grave s'élève, et le maréchal Masséna, debout, dit avec l'autorité d'un grand homme de guerre : « Jeune homme, vous vous oubliez. » (*Souvenirs contemporains.*)

Les libéraux espéraient sauver la patrie sans l'aide de l'Empereur. On nomma un gouvernement provisoire, et une commission spéciale fut chargée de négocier avec les alliés. Mais ceux-ci refusèrent toute offre de paix. Wellington et Blücher marchaient précipitamment sur Paris. Cette pointe était fort imprudente : les débris de Waterloo, le corps intact de Grouchy s'étaient concentrés près de la capitale, où, rejoints par de nombreux renforts, ils formaient une armée de 100 000 hommes. Plus de 60 000 gardes nationaux et ouvriers défendaient la ville, qu'on avait fortifiée du côté du nord. L'armée ennemie se trouvait moins nombreuse que la nôtre ; mais le président du gouvernement provisoire, Fouché, voulait porter au trône la branche cadette des Bourbons, ou, s'il n'y pouvait réussir, revenir à la branche aînée.

Tout de suite, avec la promptitude de son coup d'œil militaire, Napoléon avait entrevu qu'on pouvait surprendre les coalisés éloignés les uns des autres, et par un heureux hasard, trouver sous Paris l'occasion, qu'il avait vainement cherchée à Waterloo, de les battre séparément, et de rétablir ainsi la fortune des armes françaises. Il ruminait ce grand projet pendant la nuit du 28 au 29 juin 1815, lorsqu'il fut tout à coup interrompu par l'arrivée de MM. Decrès et Boulay de la Meurthe, lesquels vinrent, au milieu de la nuit, lui exprimer les intentions de la commission exécutoire relativement à son départ. « L'ennemi, dit-il, vient de commettre une grande faute, facile du reste à prévoir avec le caractère des deux généraux alliés. Il s'est avancé en deux masses de 60 000 hommes chacune, qui ont laissé entre elles une distance assez considérable pour que l'on puisse accabler l'une avant que l'autre ait le temps d'accourir. C'est là une occasion unique, que la Providence nous a ménagée, et dont on serait bien coupable ou bien fou de ne pas profiter. J'engage ma parole de général, de soldat, de citoyen, de ne pas garder le commandement une heure au delà de la victoire certaine et éclatante que je promets de remporter, non pour moi, mais pour la France. » M. Fouché écouta l'exposé du général Becker, qui avait été chargé de ce message, avec un silence glacé. « Pourquoi, dit-il durement au général Becker, vous êtes-vous chargé d'un pareil message ? Est-ce que vous ne savez pas où nous en sommes ? Lisez les rapports des généraux ; lisez-les, et vous verrez qu'il nous arrive des troupes en désordre, incapables de tenir nulle part, et qu'il n'y a plus d'autre ressource que d'obtenir à tout prix un armistice. Napoléon ne changerait rien à cet état de choses. Sa nouvelle apparition à la tête de l'armée nous vaudrait un désastre de plus et la ruine de Paris. Qu'il parte, car on nous demande sa personne, et nous ne pouvons répondre de sa sûreté au delà de quelques heures. »

Dès lors, Napoléon ne songea plus qu'à s'éloigner. Ses compagnons d'exil étaient choisis : c'étaient le général Bertrand, le duc de Rovigo, le général Gourgaud. Embrassant sa mère, ses frères, la reine Hortense, ses généraux, il monta en voiture à cinq heures, tout le monde, jusqu'aux soldats de garde, fondant en larmes.

Arrivé à Rochefort, il pensait chercher un asile aux États-Unis. Mais tous les passages étaient gardés ; après de longues incertitudes, il se rendit à bord du vaisseau anglais *le Bellérophon*, et écrivit au régent d'Angleterre cette lettre admirable : « Altesse Royale, en butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de Votre Altesse Royale, comme du plus puissant, du plus constant et du plus généreux de mes ennemis. » Le gouvernement anglais traita en prisonnier de guerre l'homme qui venait si noblement réclamer son hospitalité, et déclara qu'il serait transporté à Sainte-Hélène.

Napoléon se montra vivement indigné de cette violation des devoirs les plus sacrés. « Je proteste solennellement ici, disait-il, à la face du ciel et des hommes, contre la violence qui m'est faite, contre la violation de mes droits les plus sacrés, et l'emploi de la force, pour disposer de ma personne. Je suis venu librement à bord du *Bellérophon* ; je ne suis pas le prisonnier, je suis l'hôte de l'Angleterre. Je suis venu à l'instigation du capitaine, qui a dit avoir des ordres de me recevoir à bord, et de me conduire en Angleterre, avec ma

suite, si cela m'était agréable. Je me suis présenté de bonne foi. Assis à bord du *Bellérophon*, j'étais sur le foyer du peuple anglais. Si le gouvernement, en donnant l'ordre au capitaine de me recevoir ainsi que ma suite, n'a voulu que me tendre une embûche, il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon. Si cet acte se consommait, c'est en vain que les Anglais voudraient parler désormais de leur loyauté, de leurs lois et de leur liberté ; la loi britannique aura péri dans l'hospitalité du *Bellérophon*. J'en appelle à l'histoire : elle dira qu'un ennemi qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, vint librement, dans son infortune, chercher un asile sous ses lois. Quelle preuve plus éclatante pouvait-il lui donner de son estime et de sa confiance ? Mais comment répondit-on, en Angleterre, à une telle magnanimité ? On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et, quand il se fut livré, on l'immola ! » Il n'en fallut pas moins partir. Le vaisseau mit à la voile. Lorsque Napoléon fut en vue des côtes de France, il s'écria : « Adieu, terre des braves ! adieu, chère France ! Quelques traîtres de moins, et tu serais encore la grande nation, la maîtresse du monde ! »

Dans le naufrage de l'Empire, peu s'en fallut que la France ne pérît. Ni la Chambre, ni le gouvernement ne surent défendre Paris. Davoust, le ministre de la guerre, s'entendit avec Fouché, le génie personnifié de l'intrigue, et le héros d'Awerstaedt et d'Eckmühl capitula devant Blücher, malgré une énergique adresse de dix-sept généraux qui voulaient continuer la lutte, malgré l'ardeur des troupes, qui voulaient combattre encore. Il signa une convention par laquelle l'armée française dut se retirer derrière la Loire sans brûler une amorce. Les alliés prirent possession de Paris comme d'une ville conquise. Blücher voulait faire sauter le pont d'Iéna, renverser la colonne de la grande armée : l'intervention du roi de Prusse sauva ces monuments. Le musée du Louvre fut dépouillé des chefs-d'œuvre que la victoire y avait entassés, et nos bibliothèques, nos collections précieuses furent mises au pillage. Mais la France entière ne l'était-elle point par les 1 200 000 étrangers accourus à la curée ?

La Chambre des députés avait pensé que l'on compterait avec elle ; les alliés fermèrent la salle des séances, et rétablirent Louis XVIII sur son trône. Cette seconde restauration coûta cher à la France. Il fallut d'abord payer aux alliés 100 milions, puis une autre indemnité de guerre de 700 millions, et enfin 370 millions de réclamations particulières. Ce n'est pas tout : 150 000 soldats étrangers devaient rester pendant trois ans sur notre sol, entretenus et nourris à nos frais, pour faire la police de l'Europe en France. Enfin, le traité de Paris nous enleva Philippeville, Marienbourg, le duché de Bouillon, Sarrelouis et le cours de la Sarre, Landeau, plusieurs conmmunes du pays de Gex, et la Savoie, que le traité de 1814 nous avait laissée ; en tout, 534 000 habitants. On nous ôta le droit de tenir garnison dans la principauté de Manaco, en avant du Var, et les fortifications d'Huningue durent être détruites, sans pouvoir jamais être relevées. Cette ville avait mérité ce sort par l'héroïque défense qu'y avait faite une garnison de 135 hommes, du 25 juin au 27 août. Auxonne n'avait aussi capitulé que ce jour-là, 55 jours après la seconde capitulation de Paris.

Ainsi, après ving-cinq ans de victoires, le territoire national se trouvait moins étendu, sur certains points, qu'il ne l'était un siècle plus tôt, à la fin du règne de Louis XIV ; et pendant ce siècle, les autres puissances avaient toutes démesurément augmenté leurs forces. La Prusse était devenue, de simple électorat, une grande monarchie ; la Russie, qui alors naissait à peine, était un colosse ; l'Angleterre avait gagné aux Indes cent millions de sujets, et avait saisi l'empire de l'Océan : la France n'était donc pas affaiblie seulement de ce qu'elle perdait, mais de tout ce que ses rivaux avaient gagné.

En outre, les traités de 1815 avaient perfidement entr'ouvert sa frontière ; Philippeville, Marienbourg et Bouillon couvraient les débouchés de l'Ardenne : nous n'avions plus de ce côté que Rocroy ; Sarrelouis couvrait la large trouée entre la Moselle et les Vosges ; Landeau empêchait de tourner ces montagnes et défendait les approches de Strasbourg ; tous ces passages sont ouverts. Huningue, abattu, ne peut plus menacer Bâle de son canon et fermer le pont de cette ville sur le Rhin ; la Savoie, rendue au Piémont, nous éloignait des Alpes, notre frontière. La Bavière, notre vieille alliée dans l'Allemagne, fut mise à nos portes, dans le Palatinat, pour y devenir notre ennemie ; la Prusse fut établie dans la vallée de la Moselle, pour nous y arrêter, si nous voulions sortir de Metz et de Thionville ; le royaume des Pays-Bas fut élevé pour nous tenir éloignés des bouches de la Meuse et de l'Escaut, et le don du royaume de Lombardie à l'Autriche rétablissait dans la péninsule italique l'influence autrichienne aux dépens de la nôtre, qui en fut exclue. Enfin, par le traité de la Sainte-Alliance, cette Europe que Napoléon avait voulu réunir sous sa main se réunissait, mais contre nous, et cette union a duré quarante ans.

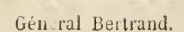
Heureusement la France conservait ce qu'on ne pouvait lui ôter, son admirable position entre deux mers et au vrai centre de l'Europe, sa forte unité, son esprit national, le souvenir de cent victoires gage assuré de victoires nouvelles, si elles étaient nécessaires, et ces principes de 1789, qui sont toujours le fondement de notre droit public et l'espoir des nations. C'est pour cela que, malgré nos revers et malgré leurs millions de soldats, les puissances continentales redoutaient encore les glorieux vaincus de 1815, même avant qu'ils fussent redevenus les vainqueurs de l'Alma, de Sébastopol, de Magenta et de Solférino.

§ 5. SAINTE-HÉLÈNE.

Pendant que la France était ainsi humiliée et rejetée sous la domination des Bourbons, Napoléon était transporté à Sainte-Hélène, inspirant du respect même aux matelots anglais. Comme si ce n'était pas assez d'un climat meurtrier et des douleurs de la solitude et de l'inaction, pour le génie ardent qui durant quinze années avait étonné le monde, le ministère anglais sembla prendre à tâche du tuer lentement, à force d'outrages, l'immortel captif.

En arrivant dans l'île, Napoléon fut établi à Briars, dans un mauvais logement, pendant qu'on préparait pour lui la ferme de Longwood. Au lieu de lui abandonner le château du gouverneur, *Plantation-House*, situé dans une fraîche vallée, on choisit un plateau brûlé par le soleil, et désolé par les vents. On voulait rendre

ainsi la surveillance plus facile. Une limite fut tracée aux promenades de celui qui avait parcouru l'Europe. Hors de ces limites, Napoléon ne pouvait aller à cheval sans être suivi. Aussi, pour éviter cette gêne odieuse, l'Empereur se livrait-il le moins possible à l'exercice du cheval, nécessaire à sa santé. Son gardien, sir Hudson Lowe, toujours défiant, faisait à Napoléon et à ses compagnons de captivité mille tracasseries. Il fit partir de l'île, en 1817, M. de Las Cases, ancien noble et ancien émigré, qui dans les derniers temps s'était attaché à la fortune de Napoléon et avait voulu l'accompagner dans son exil. Il lui enleva aussi plusieurs domestiques qui lui faisaient ombrage. L'Empereur résista avec la dignité la plus parfaite à toutes les rigueurs de Hudson Lowe; mais le chagrin le mina peu à peu. Les généraux Bertrand, Gourgaud et Montholon avec leurs familles faisaient tous leurs efforts pour adoucir ses ennuis, mais ils n'y parvenaient pas. Ne voulant plus monter à cheval, il se livra à l'exercice du jardinage, éleva des épaulements en terre pour protéger sa demeure contre les vents. En costume de planteur, on le voyait avec ses compagnons surveiller la culture de son jardin, et combattre encore la nature de ce roc stérile sur lequel on ne lui épargnait pas les humiliations.



Général Bertrand.

Le seul adoucissement à ses maux était la lecture: il dévora des bibliothèques entières qu'on lui fit payer bien cher. Il songeait toujours à la postérité, et il occupa les mornes loisirs de sa prison à dicter l'histoire de ses campagnes. Ses fameux Mémoires, dignes de ses actions, sont placés justement parmi les plus belles œuvres de notre littérature. Seul sur cette île lointaine, il passait en revue avec ses compagnons sa glorieuse carrière. Vivant surtout par le souvenir, il se plaisait à rappeler sa jeunesse, ses premiers efforts, ses premières batailles. Dans de longs entretiens, bien précieux pour nous, qui nous ont été conservés, il jugeait ses contemporains, ses serviteurs, ses ennemis, et lui-même avec un désintéressement, une perspicacité, une hauteur de sens prodigieux. Il répondait à toutes les attaques dirigées contre sa politique ou avouait ses fautes.

Tantôt il expliquait pourquoi il n'avait point voulu jouer le rôle de Washington. « Si j'eusse été en Amérique, disait-il, volontiers j'eusse été un Washington, et j'y eusse eu peu de mérite, car je ne vois pas comment il eût été raisonnablement possible de faire autrement. Mais si lui se fût trouvé en France, avec la dissolution du dedans et sous l'invasion du dehors, je lui eusse défié d'être lui-même, ou s'il eût voulu l'être, il n'eût été qu'un niais et n'eût fait que continuer de grands malheurs. Pour moi, je ne pouvais être qu'un Washington couronné. Ce n'était que dans un congrès de rois, au milieu des rois convaincus ou maîtrisés, que je pouvais le devenir. Alors, et là seulement, je pouvais montrer avec fruit sa modération, son désintéressement, sa sagesse; je n'y pouvais raisonnablement parvenir qu'au travers de la dictature universelle.»

Tantôt il parlait des efforts qu'il lui avait fallu faire pour ramener l'ordre et la probité dans la direction des finances.

« Arrivé à la tête des affaires, comme consul, mon propre désintéressement et toute ma sévérité ont pu seuls changer les mœurs de l'administration, et empêcher le spectacle effroyable des dilapidations directoriales. J'ai eu beaucoup de peine à vaincre les penchants des premières personnes de l'État que l'on a vues depuis, près de moi, strictes et sans reproches. Il m'a fallu les effrayer souvent. Combien n'ai-je pas dû répéter de fois, dans mes conseils, que si je trouvais en faute mon propre frère, je n'hésiterais pas à le chasser. »



Gourgaud.

Quelquefois il revenait sur ses grands projets, ses grandes guerres. Aucun souvenir ne lui était plus sensible que celui de son camp de Boulogne. Sa vaste imagination se reportait à ces beaux jours, et il ne cessait de montrer som-

bien cette chimérique expédition n'était pas pour lui une chimère.

« Je m'étais ménagé la possibilité du débarquement; je possédais la meilleure armée qui fut jamais, celle d'Austerlitz, c'est tout dire. Quatre jours m'eussent suffi pour me trouver dans Londres, je n'y serais point entré en conquérant, mais en libérateur; j'aurais renouvelé Guillaume III, mais avec plus de générosité et de désintéressement. La discipline de mon armée eût été parfaite, elle se fût conduite dans Londres comme si elle eût été encore dans Paris; point de sacrifices, pas même de contributions exigées des Anglais, nous ne leur eussions pas présenté des vainqueurs, mais des frères qui venaient les rendre à la liberté, à leurs droits. Je leur eusse dit de s'assembler, de travailler eux-mêmes à leur régénération; qu'ils étaient nos aînés en fait de législation politique; que nous ne voulions y être pour rien, autrement que pour jouir de leur bonheur et de leur prospérité, et j'eusse été strictement de bonne foi. »

Mais quand il songeait à tout le mal que lui avaient causé les Anglais, il ne pouvait s'empêcher de flétrir leur politique.

« Rien de comparable, disait-il, à leur machiavélisme, à leur égoïsme.

« Ils sacrifièrent la malheureuse Autriche en 1805, uniquement pour échapper à l'invasion dont je les menaçais. Ils la sacrifièrent encore en 1809, seulement pour se mettre plus à l'aise sur la péninsule espagnole. Ils sacrifièrent la Prusse en 1806, dans l'espoir de recouvrer le Hanovre. Ils ne secoururent pas la Russie en 1807, parce qu'ils préféraient aller saisir des colonies lointaines, et qu'ils essayaient de s'emparer de l'Égypte. Ils donnèrent le spectacle de l'infâme bombardement de Copenhague, en pleine paix, et du larcin de la flotte danoise par un vrai guet-apens. Déjà ils avaient donné un pareil spectacle, par la saisie, aussi en pleine paix, de quatre frégates espagnoles chargées de riches trésors, ce qu'ils avaient opéré en véritables voleurs de grands chemins. Enfin, durant toute la guerre de la Péninsule, dont ils cherchent à prolonger la confusion et l'anarchie, on ne les voit s'empresser qu'à trafiquer des besoins et du sang espagnol, en faisant acheter leurs services et leurs fournitures au poids de l'or et des concessions.



L'Angleterre a forfait à l'honneur et flétri son pavillon. (Page 419, col. 1.)

« Quand toute l'Europe s'égorge à la faveur de leurs intrigues et de leurs subsides, eux ne s'occupent, à l'écart, que de leur propre sûreté, des avantages de leur commerce, de la souveraineté des mers et du monopole du monde. Pour moi, je n'avais jamais rien fait de tout cela, et, jusqu'à la malheureuse affaire d'Espagne, qui du reste ne vient qu'après celle de Copenhague, je puis dire que ma moralité demeure inattaquable. Mes transactions avaient pu être tranchantes, dictatoriales, mais jamais perfides. »

On le voit, l'Empereur condamnait lui-même la malheureuse guerre d'Espagne : « Elle a été, disait-il, une véritable plaie, la cause première des malheurs de la France. Après mes conférences d'Erfurt avec Alexandre, l'Angleterre devait être contrainte à la paix par la force

des armes ou par celle de la raison. Elle se trouvait perdue, déconsidérée sur le continent; son affaire de Copenhague avait révolté tous les esprits, et moi je brillais en ce moment de tous les avantages contraires, quand cette malheureuse affaire d'Espagne est venue tourner subitement l'opinion contre moi et réhabiliter l'Angleterre.


Montholon.

« Elle a pu, dès lors, continuer la guerre, les débouchés de l'Amérique méridionale lui ont été ouverts; elle s'est fait une armée dans la Péninsule, et là elle est devenue l'agent victorieux, le nœud redoutable de toutes les intrigues qui ont pu se former sur le continent : c'est ce qui m'a perdu!

« Toutefois, j'embarquai fort mal cette affaire, je le confesse; l'immoralité dut se montrer par trop patente, l'injustice par trop cynique, et le tout demeure fort vilain, puisque j'ai succombé; car l'attentat ne se présente plus que dans sa hideuse nudité, privé de tout le grandiose et des nombreux bienfaits qui remplissaient mon intention. La postérité l'eût préconisé pourtant si j'avais réussi, et avec raison peut-être à cause de ses grands et heureux résultats : tel est le sort et le jugement dans les choses d'ici-bas!!!... Mais, je le répète, il n'y eut ni manque de foi, ni perfidie, ni mensonge; bien plus, il n'y avait nulle occasion pour cela. »


Rovigo.

L'Empereur ne regrettait point sa funeste expédition de Russie. Pour lui, cette expédition était pleinement justifiée par les dangers que fait courir à l'Europe la puissance russe, dangers que notre expédition de Crimée a encore eu pour but de prévenir. Cette expédition a ôté ce qu'il y avait d'effrayant au mot du prisonnier de Sainte-Hélène : « Dans quarante ans la France sera républicaine ou cosaque. »

Napoléon interrogeait parfois le fils de Las Cases sur ses études, sur son lycée, ses maîtres, leurs leçons, puis se reportant à ce qu'il avait fait pour l'Université, il disait avec un juste orgueil : « Quelle jeunesse, a-t-il dit, je laisse après moi! C'est pourtant mon ouvrage! Elle me vengera suffisamment par tout ce qu'elle voudra! A l'œuvre, il faudra bien après tout qu'on rende justice à l'ouvrier! et le travers d'esprit ou la mauvaise foi des déclamateurs tombera devant mes résultats. Si j'eusse réellement eu un autre but que le règne de la raison, j'aurais cherché à étouffer les lumières sous le boisseau; au lieu de cela, on ne m'a vu occupé que de les produire au grand jour. Et encore n'a-t-on pas fait pour ces enfants tout ce dont j'avais eu la pensée. Mon Université, telle que je l'avais conçue, était un chef-d'œuvre dans ses combinaisons, et devait en être un dans ses résultats nationaux. Un méchant homme m'a tout gâté, et cela avec mauvaise intention, et par calcul sans doute, etc., etc. »

Le passé ne l'occupait point seul : sa profonde connaissance de l'histoire, des événements, des peuples, des hommes lui faisait souvent entrevoir l'avenir. « La Grèce attend un libérateur!...Ce serait une belle couronne de gloire!... Il inscrira son nom à jamais avec ceux d'Homère, Platon et Épaminondas!... Je n'en ai peut-être pas été loin!... Quand, dans ma campagne d'Italie, j'arrivai sur les bords de l'Adriatique, j'écrivis au Directoire que j'avais sous mes yeux le royaume d'Alexandre!... Plus tard, je liai des relations avec Ali-Pacha; et quand on nous a saisi Corfou, on aura dû y trouver des munitions et un équipement complet pour une armée de quarante à cinquante mille hommes. J'avais fait lever les cartes de la Macédoine, de la Servie, de l'Albanie, etc., etc.

La Grèce, le Péloponnèse, du moins, doit être le lot de la puissance européenne qui possédera l'Égypte. Ce devrait être le nôtre....Et puis, au nord, un royaume indépendant, Constantinople avec ses provinces, pour servir comme de barrage à la puissance russe, ainsi qu'on a prétendu le faire à l'égard de la France, en créant le royaume de la Belgique.

« Une de mes plus grandes pensées, disait l'Empereur, avait été l'agglomération, la concentration des

mêmes peuples géographiques qu'ont dissous, morcelés les révolutions et la politique. Ainsi l'on compte en Europe, bien qu'épars, plus de 30 millions de Français, 15 millions d'Espagnols, 15 millions d'Italiens, 30 millions d'Allemands ; j'eusse voulu faire de chacun de ces peuples un seul et même corps de nation. C'est avec un tel cortége qu'il eût été beau de s'avancer dans la postérité et la bénédiction des siècles. Je me sentais digne de cette gloire !

« Quant aux 15 millions d'Italiens, l'agglomération était déjà fort avancée : il ne fallait que vieillir, et chaque jour mûrissait chez eux l'unité de principe et de législation, celle de penser et de sentir, ce ciment assuré, infaillible des agglomérations humaines. La réunion du Piémont à la France, celle de Parme, de la Toscane, de Rome, n'avaient été que temporaires dans ma pensée, et n'avaient d'autre but que de surveiller, garantir et avancer l'éducation nationale des Italiens. »

Que ces paroles parlent haut en faveur du génie de Napoléon, quand on voit l'unité de l'Italie réalisée et celle de l'Allemagne en travail !

Peut-on aussi, quand on a été témoin de ce qui s'est passé dans ces quarante dernières années, ne pas admirer cette prophétie inspirée par l'étude du monde ? « Personne n'a trahi les Bourbons, et s'ils se vengent aujourd'hui, c'est par faiblesse pour leur parti et afin de dissimuler leurs fautes de conduite. Mais j'entrevois pour eux un avenir peu sûr. En se livrant aux passions de l'émigration, ils éloigneront d'eux la France tous les jours davantage. Ce n'est pas mon fils qui en profitera le premier ; la maison d'Orléans passera avant lui, mais à la suite de celle-ci le tour des Bonaparte pourra bien venir. »



Mort de Napoléon (5 mai 1821).

C'est ainsi que se consolait le grand homme, parlant toujours de la France, se glorifiant de l'avoir salué le premier du nom de la grande nation, et se répétant : « Elle le sera toujours, la grande nation ; elle le demeurera toujours, si son caractère national redevient en harmonie avec tous ses avantages physiques et ses moyens moraux. »

« Après six années, qui furent six années de souffrances morales et de privations matérielles, Napoléon se sentit définitivement frappé. Résigné, il consacra alors plusieurs jours à faire ses dispositions testamentaires, puis à les écrire, et s'interrompit à diverses reprises, vaincu par la fatigue et les souffrances. Enfin, il en vint à bout, et, fidèle à son esprit d'ordre, il fit rédiger un procès-verbal de la remise à ses exécuteurs testamentaires de son testament et de tout ce qu'il possédait, afin qu'aucune contestation ne pût s'élever après sa mort. Il recommanda qu'on observât à ses funérailles les rites du culte catholique, et que la salle à manger, dans laquelle on lui disait la messe, fût convertie en chapelle ardente. Le docteur Antomarchi, écoutant ses prescriptions adressées à l'abbé Vignale, ne put se défendre d'un sourire. Napoléon trouva que c'était manquer de respect à son autorité, à son génie, à sa

mort. « Jeune homme, lui dit-il d'un ton sévère, vous avez peut-être trop d'esprit pour croire en Dieu : je n'en suis pas là.... *N'est pas athée qui veut.* »

La fin d'avril 1821 était arrivée, et à chaque instant le mal devenait plus menaçant et plus douloureux. Les spasmes, les vomissements, la fièvre, la soif ardente ne cessaient pas. Napoléon prenait de temps en temps quelques gouttes d'une eau fraîche qu'on avait trouvée au pied du pic de Diane, dans l'exposition où il aurait voulu que sa demeure fût placée, et il en ressentait un peu de bien. « Je désire, dit-il, être enterré aux bords de la Seine, si c'est jamais possible, ou à Ajaccio, dans l'héritage de ma famille, ou enfin, si ma captivité doit durer pour mon cadavre, au pied de la fontaine à laquelle j'ai dû quelque soulagement. » On le lui promit avec des larmes, car on ne lui cachait plus un état qu'il voyait si bien. « Vous allez, dit-il à ses amis qui l'entouraient, retourner en Europe. Vous y reviendrez avec le reflet de ma gloire, avec l'honneur d'un noble dévouement. Vous y serez considérés et heureux. Moi, je vais rejoindre Kléber, Desaix, Lannes, Masséna, Bessières, Duroc, Ney !... Ils viendront à ma rencontre.... ils rencontreront, encore une fois, l'ivresse de la gloire humaine.... Nous parlerons de ce que nous avons fait, nous nous entretiendrons de notre métier avec Frédéric, Turenne, Condé, César, Annibal.... » Puis, s'arrêtant, Napoléon ajouta avec un singulier sourire : « *A moins que là-haut comme ici-bas on n'ait peur de voir tant de militaires ensemble.* » Ce léger badinage, mêlé à ce langage solennel, émut vivement les assistants. Le 1er mai, l'agonie sembla s'annoncer, et les souffrances devinrent presque continuelles. Le 2, et le 3 Napoléon parut consumé par la fièvre, et en proie à des spasmes violents. Dès que la



Tombeau de Napoléon à Sainte-Hélène.

souffrance lui laissait quelque répit, son esprit se réveillait radieux, et il montrait autant de lucidité que de sérénité. Dans l'un de ces intervalles, il dicta, sous le titre de première et seconde rêveries, deux notes sur la défense de la France en cas d'invasion. Le 3, le délire commença et à travers ses paroles entrecoupées on saisit ces mots, Mon fils.... l'armée.... Desaix.... — On eût dit à une certaine agitation qu'il avait une dernière vision de la bataille de Marengo regagnée par Desaix. Le 4, l'agonie dura sans interruption, et la noble figure du héros parut cruellement tourmentée. Le temps était horrible ; un ouragan des tropiques déchaînait sa fureur sur l'île et y déracinait quelques-uns des plus grands arbres. « Comme si l'esprit des orages, porté sur l'aile du vent, courait apprendre au monde qu'un être puissant venait de descendre dans les sombres abîmes de la nature. » (Montholon.) Enfin, le 5 mai on ne douta plus que le dernier jour de cette existence extraordinaire ne fût arrivé. Tous les serviteurs de Napoléon, agenouillés autour de son lit, épiaient les dernières lueurs de la vie. Malheureusement ces dernières lueurs étaient des signes de cruelles souffrances. Les officiers anglais placés à l'extérieur recueillaient avec un intérêt respectueux ce que les domestiques leur apprenaient des progrès de l'agonie. Vers la fin du jour, la douleur s'affaissant avec la vie, le refroidissement devenant général, la mort sembla s'emparer de sa glorieuse victime. Ce jour-là, le temps était redevenu calme et serein. Vers cinq heures quarante-cinq minutes, juste au moment où le soleil se couchait dans des flots de lumière, et où le canon anglais donnait le signal de la retraite, les nombreux témoins qui observaient le mourant s'aperçurent qu'il ne respirait plus, et s'écrièrent qu'il était mort. Ils couvrirent ses mains de baisers respectueux, et Marchand, qui avait apporté à Sainte-Hélène le manteau que le premier consul por-

tait à Marengo, en revêtit son corps, en ne laissant à découvert que sa noble tête.

Aux convulsions de l'agonie, toujours si pénibles à voir, avait succédé un calme plein de majesté. Cette figure d'une si rare beauté, revenue à la maigreur de sa jeunesse et revêtue du manteau de Marengo, semblait avoir rendu, à ceux qui la contemplaient, le général Bonaparte dans toute sa gloire. Un seul prêtre et quelques amis prièrent pendant plusieurs jours près de ce corps inanimé. A l'honneur du soldat, il faut dire que les militaires anglais ne cessaient de défiler autour de son cercueil pendant qu'il resta exposé. Enfin, lorsque le tombeau qui devait le contenir, et qui avait été placé près de la fontaine à laquelle il avait dû un peu de soulagement, fut terminé, ses amis, suivis du gouverneur, de l'état-major de l'île, des soldats de la garnison, des marins de l'escadre, le portèrent au lieu où il devait reposer, jusqu'au jour où, selon ses désirs, il a été transporté sur les bords de la Seine. Les soldats anglais firent entendre à ce corps inanimé les derniers éclats du canon, et ses compagnons d'exil, après s'être agenouillés sur la tombe qui venait de recevoir la plus grande existence humaine depuis César et Charlemagne, se préparèrent à regagne l'Europe.

Le long martyre de Napoléon à Sainte-Hélène l'a grandi encore, en lui donnant la seule consécration qui lui manquât : celle du malheur. Ce rocher fr comme l'autel où le héros passa demi-dieu. Une popularité immense s'attacha à son nom, même parmi les nations les plus lointaines; et, en apprenant sa mort, lord Holland s'écria au milieu du parlement anglais : « L'univers porte le deuil du héros. » Il avait lui-même prévu ce que gagnerait auprès des peuples le captif des rois : « Si je meurs sur la croix, disait-il, et que mon fils vive, il arrivera. »

Nous ne saurions mieux terminer cette histoire de l'Empire et de l'Empereur qu'en citant le jugement



Char funèbre de Napoléon à Sainte-Hélène.

définitif qu'a porté notre « historien national » sur le grand homme dont il a écrit si éloquemment l'histoire :

« Il était réservé à la Révolution française, appelée à changer la face de la société européenne, de produire un homme qui attirerait autant les regards que Charlemagne, César, Annibal et Alexandre. A celui-là, ce n'est ni la grandeur du rôle, ni l'immensité des bouleversements, ni l'éclat, l'étendue, la profondeur du génie, ni le sérieux d'esprit qui manquent pour saisir, attirer, maîtriser l'attention du genre humain. Ce fils d'un gentilhomme corse, qui vient demander à l'ancienne royauté l'éducation dispensée dans les écoles militaires à la noblesse pauvre, qui, à peine sorti de l'école, acquiert dans une émeute sanglante le titre de général en chef, passe ensuite de l'armée de Paris à l'armée d'Italie, conquiert cette contrée en un mois, attire à lui et détruit successivement toutes les forces de la coalition européenne, lui arrache la paix de Campo-Formio, et, déjà trop grand pour habiter à côté du gouvernement de la République, va chercher en Orient des destinées nouvelles, passe avec cinq cents voiles à travers les flottes anglaises, conquiert l'Egypte en se jouant, songe alors à envahir l'Inde en suivant la route d'Alexandre, puis ramené tout à coup en Occident par le renouvellement de la guerre européenne, après avoir essayé d'imiter Alexandre, imite et égale Annibal en franchissant les Alpes, écrase de nouveau la coalition et lui impose la belle paix de Lunéville; ce fils du pauvre gentilhomme corse a déjà parcouru, à trente ans, une carrière bien extraordinaire ! Devenu quelque temps pacifique, il jette par des lois les bases de la société moderne, puis se laisse emporter par son bouillant génie, s'attaque de nouveau à l'Europe, la soumet en trois journées, Austerlitz, Iéna, Friedland, abaisse et relève les empires, met sur sa tête la couronne de Charlemagne, voit les rois lui offrir leur fille, choisit celle des Césars, dont il obtient un fils qui semble destiné à porter la plus brillante couronne de l'univers ; de Cadix se porte à Moscou, succombe dans la plus grande catastrophe des siè-

cles, refait sa fortune, la défait de nouveau, est confiné dans une petite île, en sort avec quelques centaines de soldats fidèles, reconquiert en vingt jours le trône de France, lutte de nouveau contre l'Europe exaspérée, succombe pour la dernière fois à Waterloo, et, après avoir soutenu des guerres plus grandes que celles de l'empire romain, s'en va, né dans une île de la Méditerranée, mourir dans une île de l'Océan, attaché comme Prométhée sur un rocher par la haine et la peur des rois, ce fils du pauvre gentilhomme corse a bien fait dans le monde la figure d'Alexandre, d'Annibal, de César, de Charlemagne.

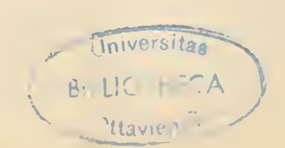
« Pour nous, Français, Napoléon a des titres que nous ne devons ni méconnaître, ni oublier, à quelque parti que notre naissance, nos convictions ou nos intérêts nous aient attachés. Sans doute, en organisant notre état social par le Code civil, notre administration par ses règlements, il ne nous donna pas la forme politique sous laquelle notre société devait se reposer définitivement, et vivre paisible, prospère et libre ; il ne nous donna pas la liberté, que ses héritiers nous doivent encore. Mais, au lendemain des agitations de la Révolution française, il ne pouvait nous procurer que l'ordre, et il faut lui savoir gré de nous avoir donné avec l'ordre notre état civil et notre organisation administrative. Malheureusement pour lui et pour nous, il a compromis un instant notre grandeur, mais il nous a laissé la gloire, qui est la grandeur morale, et ramène avec le temps la grandeur matérielle. Il était, par son génie, fait pour la France, comme la France était faite pour lui. » (Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire.*)

FIN DU QUATRIÈME ET DERNIER VOLUME.



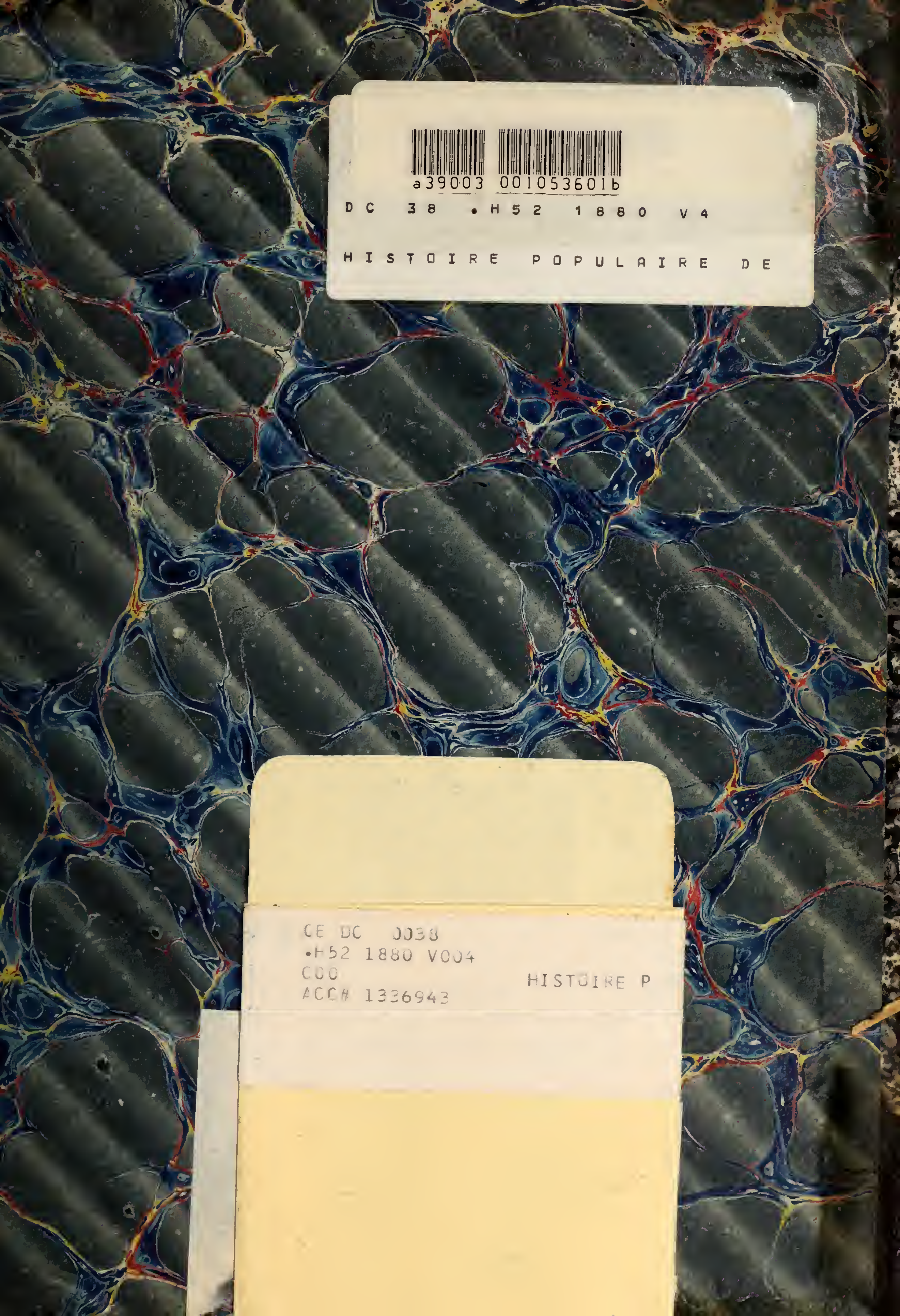

TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU QUATRIÈME ET DERNIER VOLUME.





La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance
The Library
University of Ottawa
Date Due


a39003 001053601b
DC 38 .H52 1880 V4
HISTOIRE POPULAIRE DE
CE DC 0038
.H52 1880 V004
COO
ACC# 1336943
HISTOIRE P


U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 08 11 07 02 18 8